



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

26<sup>e</sup> Législature — 2<sup>e</sup> session

Vol. 1 - Séances du 10 novembre 1960 au 7 février 1961

1960-1961

Texte établi par Christian Hardy, Jean-François Drapeau,  
Jérôme Ouellet, Caroline Lantagne,  
et Josée Levasseur

---

Orateur : l'honorable Lucien Cliché









**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**26e Législature – 2e session**

**Vol. 1 - Séances du 10 novembre 1960 au 7 février 1961**

**1960-1961**





# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**26<sup>e</sup> Législature — 2<sup>e</sup> session**

**Vol. 1 - Séances du 10 novembre 1960 au 7 février 1961**

**1960-1961**

**Texte établi par Christian Hardy, Jean-François Drapeau,  
Caroline Lantagne, Jérôme Ouellet,  
et Josée Levasseur**

---

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2011

## Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,  
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,  
Journal des débats, 1974-  
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par  
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature  
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.  
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -  
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et  
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec  
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la  
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée  
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

**Bibliothèque de l'Assemblée nationale**

**Direction:**

Jean Chabot

**Recherche et reconstitution:**

Christian Hardy  
Jean-François Drapeau  
Caroline Lantagne  
Jérôme Ouellet  
Josée Levasseur  
Maria Buttazzoni

**Introduction:**

Jules Racine St-Jacques

**Traduction:**

Conceptum

**Révision et édition:**

Michel Rhéaume  
Donald Chouinard  
Marie Auger

**Indexation:**

Monique Fortier

**Collaboration:**

Danielle Bernier  
Christian Blais  
Marthe Bussièrès  
Rénald Buteau  
Benoît Fortin  
Gilles Gallichan

Louise Ouimet  
Martin Pelletier  
Jocelyn Saint-Pierre  
Nicholas Toupin  
Réjeanne Trépanier  
Journal des débats

Tous droits réservés

Dépôt légal – 2<sup>e</sup> trimestre 2011

Bibliothèque et Archives nationales Québec

ISBN 978-2-551-23973-3

ISSN 0847-4273

15 \$

### **Note de l'éditeur**

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : [reference@assnat.qc.ca](mailto:reference@assnat.qc.ca)



## Introduction historique

### Une révolution tranquille

Il est peu de sessions parlementaires dans l'histoire du Québec qui se situent à la charnière de deux époques. Gonflée par le vent de changement qui souffle sur le Québec, le Canada et le monde depuis l'été de 1960, la 2<sup>e</sup> session de la 26<sup>e</sup> Législature est l'une de celles-là.

Georges-Émile Lapalme – vice-premier ministre, procureur général et ministre des Affaires culturelles dans le cabinet Lesage – se souvient des premiers mois qui suivirent le renversement du régime de l'Union nationale par le Parti libéral aux élections générales du 22 juin 1960 : « Il y eut, dis-je, une petite secousse continentale mais, localement, cela ressembla un peu à un séisme, à la sortie d'une désolation crispée, au réveil rabelaisien des paroles gelées<sup>1</sup>. » Pour les contemporains, ces jours résonnent encore avec des accents de révolution. Une *tranquille* révolution, peut-être, comme le dira un journaliste torontois<sup>2</sup>, mais une révolution néanmoins.

### L'époque duplessiste

La mort de Maurice Duplessis, le 7 septembre 1959, avait déjà sonné le glas d'une époque de frustration pour les éléments les plus progressistes de la société québécoise. Depuis 15 ans, syndicats, universitaires, journalistes et députés du Parti libéral s'acharnaient à faire voir l'état d'enlisement socio-économique et culturel dans lequel le Québec se trouvait en regard du reste du monde occidental.

Sur le plan économique, le libéralisme classique, dont le gouvernement de Duplessis faisait l'apologie, offrait aux industriels américains et anglo-canadiens une main-d'œuvre bon marché pour exploiter les ressources humaines et naturelles de la province. En rétrospective, le gouvernement unioniste, appuyé par des politiques antisindicalistes à peine voilées, s'imposa avec force lors des grèves ouvrières qui, d'Asbestos en 1949 à Murdochville en 1958, ont ponctué les mandats successifs de l'Union nationale.

Aux yeux des « transitionnalistes » et des « modernistes », pour emprunter à la typologie tripartite du politologue Léon Dion<sup>3</sup>, les restrictions imposées par le gouvernement unioniste à toute intervention étatique dans les domaines sociaux retardaient l'évolution du Québec. Ce retard apparaissait d'autant plus évident que les autres provinces de la Confédération canadienne avaient adhéré, quant à elles, aux politiques keynésiennes mises en place par l'État central sous la gouverne des libéraux depuis la fin des années 1930.

Tandis que, partout ailleurs, la centralisation sécularisait progressivement les champs de la santé, de l'éducation et de la sécurité sociale, au Québec, l'État se confinait dans un rôle subsidiaire qui gardait les institutions à vocation sociale d'une laïcisation pourtant réclamée par certains acteurs, même cléricaux, notamment par le sociologue dominicain Georges-Henri Lévesque. Fondateur et premier doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, le père Lévesque se fit non seulement l'apôtre de la déconfectionnalisation des coopératives, mais il cautionna aussi la centralisation dans le rapport de la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences, dont il fut un rouage important (commission Massey). Sous sa direction, la Faculté lavalloise devint un essaim antiduplessiste notoire. Elle fournira à la fonction publique québécoise une part impressionnante de ses cadres après 1960.

Toujours au nom de l'autonomie provinciale, Duplessis défendait farouchement les droits constitutionnels du Québec, un combat auquel il associait étroitement la survie de la nation canadienne-française telle qu'il la concevait : laborieuse, respectueuse de l'ordre établi et attachée aux valeurs du catholicisme romain. Ce canon identitaire faisait dissonance avec les aspirations de Gérard Pelletier et de Pierre Elliott Trudeau qui, dans la « petite, mais influente<sup>4</sup> » revue *Cité libre*, se réclamaient des valeurs de libertés individuelles, de responsabilité citoyenne et de laïcité publique.

Si, en certains milieux ruraux et conservateurs, on louait encore, en 1959, le paternalisme autoritaire du « cheuf », pour les journalistes du *Devoir* et pour les députés de l'opposition

libérale, entre autres, le népotisme et le calcul électoral qui présidaient à l'administration publique constituaient autant de preuves du déficit démocratique dont souffrait le Québec. Ployant sous la figure imposante de Duplessis, le régime politique de la province était devenu une véritable partitocratie<sup>5</sup>, ainsi que le dénoncèrent les abbés Gérard Dion et Louis O'Neill dans une célèbre lettre publiée au lendemain de l'élection de 1956 dans le bulletin ecclésiastique *Ad usum sacerdotum* et reprise par la suite dans *Le Devoir*<sup>6</sup>.

Pour ces intellectuels, l'immobilisme du gouvernement de l'Union nationale était apparu comme un boulet retenant le Québec dans un état arriéré alors que, sur l'ensemble du continent nord-américain, la prospérité économique provoquait d'importantes mutations sociales, culturelles et politiques. Marqués du sceau de son célèbre « Désormais », les cent jours que Paul Sauvé, successeur de Duplessis, passa au pouvoir, avant que la mort l'emporte lui aussi, confirmèrent que le fruit du changement avait longtemps mûri, au sein même de l'Union nationale. Le 22 juin 1960, les citoyens de la province du Québec confièrent au Parti libéral de Jean Lesage le soin de le cueillir. *C'est le temps que ça change*, comme le scandaient les partisans libéraux depuis le début de la campagne électorale.

### **Le Québec, le Canada et le monde en mouvement**

Définie avec justesse par l'historienne Lucia Ferretti comme « le bref moment pendant lequel, fort d'un large consensus social, l'État québécois [...] a été à la fois intensément réformiste et intensément nationaliste<sup>7</sup> », la Révolution tranquille répond à un grondement qui, de faible, sourd et étouffé qu'il était sous Duplessis, s'exprime avec plus de netteté, à peine quelques semaines après l'élection des libéraux. En témoigne le romancier Gérard Bessette qui, dans *Le libraire*, paru en 1960, critique le régime de censure exercé par les élites cléricales et traditionalistes<sup>8</sup>. Au même moment, Gilles Leclerc éructe, sur un ton nettement plus acerbe, contre la médiocrité de la société canadienne-française, dans un essai intitulé *Le journal d'un inquisiteur*<sup>9</sup>.

Dans la mouvance, le nationalisme canadien-français trouve une expression plus radicale dans l'indépendantisme québécois de Marcel Chaput et d'André d'Allemagne qui animent le tout nouveau Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), fondé le 10 septembre 1960. Dans son opuscule intitulé *Pourquoi je suis séparatiste*, publié en 1961 aux nouvelles Éditions du Jour, Chaput enjoint ses compatriotes de se soulever pour l'indépendance du Québec :

Canadiens français qui croyez en vous et en vos frères, [...] qui avez conservé la Dignité de votre ascendance, [...] qui souhaitez la libération de l'homme et la Grandeur française en Amérique, [...] qui reconnaissez une parenté spirituelle avec les 25 nations et les 150 millions de parlant français dans le monde, criez vous aussi votre soif de Liberté et d'Indépendance. Vous vous le devez à vous-même; vous le devez à votre peuple; vous le devez à la Civilisation<sup>10</sup>.

Du Québec, cet appel de l'idéologue nationaliste se fait l'écho lointain des mouvements de décolonisation qui transforment le visage politique du continent africain depuis les années 1950. En 1960-1961, c'est au tour du Mali (22 septembre), du Nigeria (1<sup>er</sup> octobre), de la Mauritanie (28 novembre) et de la République centrafricaine (1<sup>er</sup> décembre) de secouer le joug des métropoles européennes.

Par la publication, le 14 décembre 1960, de sa *Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux*, l'Organisation des Nations unies (ONU) reconnaît la légitimité des luttes pour l'émancipation de la tutelle coloniale. En France, cette résolution vient renforcer le sentiment d'illégitimité de la présence française en Algérie. Le 8 janvier 1961, les Français se prononcent en faveur de l'autodétermination algérienne par référendum. La politique du général Charles de Gaulle, après huit ans de guerre contre les indépendantistes du Front de libération nationale algérien (1954-1962), est appelée à changer. Vite réprimée, la sédition, du 21 au 26 avril suivant, de quatre généraux qui vivent ce retrait prospectif comme un abandon, confirme l'indépendance prochaine de l'Algérie.

Aux États-Unis, les temps changent également. Le 8 novembre 1960, les citoyens américains portent à la Maison Blanche le plus jeune président de leur histoire : le démocrate John



Fitzgerald Kennedy. Le nouveau président arrive au pouvoir alors que son pays est engagé dans une course effrénée aux armements contre sa rivale soviétique, l'Union des républiques soviétiques socialistes (URSS). Le 12 avril 1961, les Soviétiques témoignent de leur avance technologique lorsqu'ils envoient le cosmonaute Youri Gagarine en orbite dans l'espace. Cinq jours plus tard, à Cuba, l'opération américaine lancée dans la baie des Cochons, afin de déstabiliser le nouveau régime communiste de Fidel Castro, fait monter la tension d'un cran entre les deux superpuissances. Les quelque 1 400 exilés cubains, entraînés et soutenus par la CIA, sont rapidement mis en déroute par l'armée castriste et la population civile. Ce fiasco achève de convaincre *El commandante* de s'allier à l'URSS dans la lutte contre l'impérialisme américain. Le 1<sup>er</sup> mai suivant, l'île de Cuba devient la première République démocratique socialiste du côté occidental de l'Atlantique.

À Ottawa, pendant ce temps, les conservateurs de John Diefenbaker ont du plomb dans l'aile. La popularité de ce parti, qui a obtenu en 1958 la plus forte majorité parlementaire de l'histoire canadienne, s'effrite lentement sous l'effet de l'indécision de son chef<sup>11</sup>. En cette période de ralentissement économique, la hausse du chômage ne joue certes pas en la faveur de Diefenbaker; le chômage, qui se situait à 3,4 % en 1956, atteint un sommet en 1960-1961, plafonnant tout juste au-dessus de 7 %<sup>12</sup>. Pour comble, la surreprésentation des députés des Prairies canadiennes au sein du Cabinet fédéral renforce cette idée que Diefenbaker demeure insensible aux réalités qui se trament ailleurs au Canada; et cela lui coûtera sa majorité aux élections de 1962.

En arrière-scène de la politique fédérale, le Nouveau Parti démocratique (NPD) est en voie d'émerger de l'entente entre les dirigeants de la Co-operative Commonwealth Federation et du Congrès du travail du Canada. Et, dans la province du Nouveau-Brunswick, un francophone, Louis Joseph Robichaud, diplômé de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, s'installe au pouvoir, devenant ainsi le premier francophone à diriger une province hors Québec.

L'actualité politique québécoise, enfin, est marquée par le retour de Jean Drapeau à la mairie de Montréal. Proche des libéraux, le maire Drapeau a bénéficié de la modification apportée à la charte de Montréal par l'Assemblée législative, qui a tenu une session spéciale à cette seule fin, du 20 au 22 septembre 1960. Telle une parenthèse dans les turbulences politiques d'une période charnière de l'histoire québécoise, cette brève et paisible session ne laissait rien présager de celle qui allait suivre quelque six semaines plus tard.

## Les parlementaires

Le 10 novembre 1960, à 3 heures de l'après-midi, dans la salle du Conseil législatif, s'ouvre la première session régulière de la 26<sup>e</sup> Législature. Comme le relève le courriériste de *L'Action catholique*, un élément nouveau s'est incorporé au cérémonial d'inauguration. Si, comme à chaque année, les protagonistes du spectacle sont toujours affublés des mêmes « somptueux costumes [...] chamarrés d'or<sup>13</sup> » et des mêmes chapeaux cornus en rappel de l'affiliation canadienne au royaume britannique, ils paradent cette année pour la première fois devant un « fouillis insolite<sup>14</sup> » de micros et de caméras, puisque, depuis 1959, radio et télévision sont acceptées au parlement<sup>15</sup>.

Dans la Chambre basse, le rapport de force s'est quelque peu modifié depuis les dernières élections générales : sur les 95 sièges que compte l'Assemblée législative, 51 sont occupés par les rouges, contre 41 pour les bleus de l'Union nationale, et un pour l'indépendant Frank Hanley. Deux sièges sont vacants en raison des démissions d'Antonio Barrette, dans le comté de Joliette, et de Laurent Barré, dans Rouville. Gaston Lambert et François Boulais, vainqueurs libéraux aux élections partielles du 23 novembre suivant, viendront, le 6 décembre, augmenter d'autant la majorité libérale.

Déjà affligée par la perte de son troisième chef en moins d'un an (Duplessis, Sauvé, Barrette), l'Union nationale doit aussi composer avec l'absence du chef intérimaire qui a succédé à Barrette : Yves Prévost est hospitalisé pour cause de surmenage. En son absence, c'est à Antonio Talbot que revient la responsabilité de diriger la « loyale opposition de Sa Majesté la reine ». Le 11 janvier 1961, l'ancien ministre de la Voirie dans les cabinets de Duplessis, de Sauvé et de Barrette est confirmé dans ses fonctions de chef intérimaire du parti de l'Union nationale, tout de suite après la démission d'Yves Prévost. Le 12 avril, c'est au tour de Victor-

Stanislas Chartrand, député unioniste de L'Assomption, de démissionner pour des raisons de santé.

Pour orchestrer les débats, Lucien Cliche, élu à ce poste à la session de septembre, retrouve son siège d'Orateur. Il est assisté dans ses fonctions par John Richard Hyde, à titre d'Orateur suppléant.

Au Salon rouge, le conseiller législatif du district d'Inkerman, Robert R. Ness, est destitué, le 23 septembre, pour cause d'absentéisme. Il décède un mois plus tard, le 21 octobre 1960, à l'âge de 87 ans et 9 mois. Le 8 novembre suivant, George Carlyle Marler – chef de l'opposition libérale (1948-1953) et ministre d'État dans le cabinet Lesage depuis le 8 octobre 1960 – succède à Ness à la Chambre haute. Il y assumera le rôle de leader du gouvernement jusqu'en 1965. Quant à Pierre Gelly, gentilhomme huissier à la verge noire depuis 1948, il entame sa 15<sup>e</sup> session à ce poste.

### Le Parti libéral de Jean Lesage

En 1960, les libéraux étaient parvenus à renverser le gouvernement de l'Union nationale qui, après 16 années passées au pouvoir, avait pris tous les atours d'un véritable régime politique. Pour reprendre les termes de Lionel Bertrand, député libéral de Terrebonne, les « exilés du pouvoir », qui ont vécu autant d'années dans l'opposition, s'apparentaient à la biblique traversée du désert<sup>16</sup>.

Quatre chefs se sont succédé à la tête du parti avant de reconduire les libéraux au pouvoir : Joseph-Adélarde Godbout, George Carlyle Marler, Georges-Émile Lapalme et Jean Lesage<sup>17</sup>. L'histoire retiendra surtout que c'est sous la gouverne de Lesage que les libéraux parvinrent à arracher, souvent par quelques dizaines de voix seulement, la majorité parlementaire à une Union nationale que d'autres, avant lui, avaient vue comme étant « invincible<sup>18</sup> ». C'est tout de même à Lapalme que revient le mérite d'avoir tenu le fort libéral en attendant la victoire qui ramènerait les siens au pouvoir.

Homme d'idées que la politique a éteint, Lapalme ne trouve de noblesse à l'art du gouvernement que lorsqu'il élève la condition humaine<sup>19</sup>. C'est lui qui redéfinit l'image du Parti libéral après le départ de Joseph-Adélarde Godbout, en 1949. Lentement, péniblement, il a élaboré, au cours de la décennie 1950, le programme politique qui servira de plateforme électorale à son parti, au moment même où le régime de Duplessis montrait ses premières faiblesses. L'« artisan de la révolution pacifique que vient de connaître notre province » qui est célébré dans un discours à l'Assemblée législative par Jean-Noël Lavoie, député libéral de Laval, c'est lui et non Lesage. (11 novembre 1960) Éclipsé néanmoins par la flamboyance du premier ministre, l'*underdog* Lapalme<sup>20</sup> est demeuré longtemps en marge de la mémoire collective québécoise.

Leader charismatique d'un tempérament bouillant, le caractère de Jean Lesage tranche avec la modération et la discrétion de son prédécesseur à la tête du Parti libéral. Dale C. Thompson, biographe de Jean Lesage, trace le portrait d'un chef à l'humeur changeante : « S'il était capable de beaucoup de tact et de patience lorsqu'il était en forme, il essayait parfois d'imposer son autorité en se montrant catégorique, ou en se livrant à des accès de colère. » L'opposition souffre parfois, au cours de la session, des sautes d'humeur du premier ministre. Le chef libéral est d'ailleurs décrit par son vis-à-vis, Antonio Talbot, comme « le premier ministre le plus soupe au lait qui n'ait jamais passé dans cette Chambre »<sup>21</sup>. (12 mai 1961)

Homme d'action, Lesage est une bête politique, « né, lui, sous une bonne étoile qui ne l'a jamais quitté, sauf à la toute fin de sa carrière politique<sup>22</sup> ». Jadis député libéral à la Chambre des communes (1945-1958) et ministre dans le cabinet du premier ministre canadien Louis Stephen Saint-Laurent, Lesage est un travailleur infatigable doublé d'une intelligence à vif. Il apparaît tout désigné pour mettre en pratique l'imposant programme de son prédécesseur. Mieux, le cabinet qu'a constitué le nouveau premier ministre, entre le 22 juin et le 5 juillet 1960, entrera dans l'histoire sous le nom d'« équipe du tonnerre ».

Ce premier Conseil exécutif de la Révolution tranquille, agglomérat improbable de personnalités détonantes, exige de son chef une patience qui lui fait parfois défaut lorsque s'éternisent les débats sur la pléthore de réformes entamées cette année-là<sup>23</sup>. Combien de fois doit-il interposer son autorité entre la célébrité d'un René Lévesque, l'ambition d'un Paul Gérin-

Lajoie, la fougue d'un René Hamel, la pugnacité d'un Émilien Lafrance ou la bonhomie d'un Bona Arsenault<sup>24</sup>!

Seul un chef capable pouvait maintenir l'ordre au sein d'un cabinet si disparate. Et seul un habile meneur d'hommes pouvait s'adjoindre les services de celui dont il avait pris la place. Lapalme conserve de ces années au « paradis du pouvoir<sup>25</sup> » un souvenir presque aussi terne que ses années dans l'opposition : « Le pouvoir m'a été le désenchantement vivant et peut-être ma plus grave erreur. [...] Dans les amoncellements des travaux et des jours, le pouvoir ne m'a jamais rendu heureux. C'est clair, c'est net, c'est cela<sup>26</sup>. » De son bureau de procureur général, Lapalme pouvait observer son successeur savourer à sa place le triomphe qui aurait pu être le sien. Lesage comprit cependant l'utilité, la nécessité de l'ancien chef. Il sut conserver auprès de lui ce politicien désabusé et parvint à en extirper l'énergie créatrice.

Durant la session parlementaire de 1960-1961, les idées que proposent les ténors du Parti libéral sont toutes placées sous le signe du changement, de l'innovation. Jean-Noël Lavoie, dans son adresse en réponse au discours du trône, dénote bien le côté résolument progressiste du gouvernement :

Mais ce qu'il y a de formidable dans la philosophie politique qui nous anime, nous de ce côté-ci de la Chambre, c'est que nous croyons au renouvellement, à la revision [*sic*], au rajeunissement. Nous croyons que l'humanité évolue, que les besoins de la population, des jeunes comme des moins jeunes, des ouvriers, des agriculteurs, des nécessiteux, changent également suivant les fluctuations économiques ou autrement. Nous savons que la législation jugée progressiste aujourd'hui sera insuffisante et dépassée d'ici cinq ans, sept ans ou 10 ans, et qu'il y aura certainement lieu de la réviser [*sic*] et de la rajeunir.

Cette vision progressiste est d'autant plus facile à adopter qu'elle s'adosse au repoussoir de l'Union nationale. La lumière libérale, selon lui, n'est que plus brillante lorsqu'elle apparaît en contraste de la noirceur du régime précédent :

Quel contraste avec le conservatisme, la stagnation, si ce n'est la politique de marche arrière des 10 dernières années. Politique d'un gouvernement de parade, vantard et gonflé, d'un gouvernement qui administrait en fonction de ce que ça pouvait rapporter aux gouvernants, aux siens ou aux créatures du régime. Gouvernement où la pagaille régnait, régnait en maître dans tous les départements. Gouvernement dont la finance et la comptabilité étaient comme lui étrangères à la vérité. (11 novembre 1960)

Pour former le contrepoids historique à la rhétorique de l'Union nationale, le Parti libéral oriente ses projets politiques sur trois axes de force : étatisation, nationalisme et rationalisation. L'État est appelé, en somme, à devenir le pivot de la Révolution tranquille.

L'étatisation touche les services sociaux d'abord et avant tout. De l'universalisation des soins de santé à la démocratisation de l'éducation, en passant par la généralisation de l'aide aux démunis, l'État prend désormais la population du Québec à sa charge.

Le début de cette ère nouvelle dans la relation entre l'État québécois et ses citoyens est annoncé, dans un discours emblématique de la Révolution tranquille, par le futur ministre des Richesses naturelles. Le 31 janvier 1961, durant l'étude du bill 22 instituant le ministère des Richesses naturelles, René Lévesque promet que le pouvoir économique sera redonné aux francophones du Québec :

Les mythomanes de l'autre côté, qui étaient dans ses rangs, se sont servis de l'État comme d'un épouvantail pour faire trembler les gens devant leur ombre.

Au contraire, l'État doit être pour nous, Canadiens français, une des notions les plus précieuses parce que nous sommes une nation minoritaire. Il faut que les Canadiens français se servent de leur État. Un groupe minoritaire comme le nôtre doit se servir de son État pour se tirer de sa situation d'asservissement. C'est notre

plus bel espoir. [...] L'État canadien-français, c'est pour nous le seul levier qui permettra de résoudre les problèmes causés par notre position d'infériorité numérique et économique.

L'étatisation va de pair avec l'élévation de la condition nationale. Là où l'Union nationale prêche une fierté des valeurs traditionnelles et catholiques des Canadiens français, le Parti libéral fait désormais du territoire québécois le centre de rayonnement d'une culture qu'il importe de défendre dans toutes ses manifestations, qu'elles soient artistiques ou linguistiques. Là où Maurice Duplessis prônait la conservation de l'identité nationale par un autonomisme défensif, Jean Lesage se réclame d'un nationalisme proactif, aspirant à transiger d'égal à égal avec le Canada anglais. Comme l'affirme le premier ministre en Chambre : « Une minorité nationale, qui se contente de protéger ses positions, entretient une attitude négative et n'attire pas le respect de la majorité. Il faut, au contraire, manifester beaucoup de dynamisme et, même si le mot doit choquer les partisans de l'engourdissement, il faut innover. » (2 mars) Autrement dit, il revient à l'État québécois de prendre en charge non seulement la préservation, mais le développement de la culture canadienne-française, comme l'atteste avec force innovation le bill 18 proposant la création d'un ministère des Affaires culturelles.

Tout comme la conception de l'État et de la nation, la rationalité économique que prônent les libéraux au cours de la session 1960-1961 ne se comprend qu'en opposition aux pratiques administratives du régime précédent. À l'opacité des octrois discrétionnaires, les libéraux veulent adosser la transparence des subventions statutaires. Au patronage, ils opposent les appels d'offres généraux. Finie la gestion électoraliste des deniers publics, place, maintenant, à la planification économique indépendante des considérations partisans, axée uniquement sur les besoins prospectifs qu'imposent les conditions structurelles et conjoncturelles de l'époque.

La commission d'enquête sur la vente du réseau de gaz de l'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel du Québec (commission Salvas), instituée pour faire la lumière sur la corruption du gouvernement précédent et, notamment, sur l'affaire du gaz naturel, symbolise la volonté d'un grand ménage de l'administration par le Parti libéral. Toutefois, il en est de la culture politique comme des vieilles habitudes : les réformer est plus facile à dire qu'à faire<sup>27</sup>.

Si le nouveau gouvernement affirme vouloir faire table rase du patronage passé, force est de constater que les modalités d'attribution des postes et des contrats demeurent sensiblement les mêmes. À la lumière de quelques furtives mais éclairantes déclarations échappées dans l'emportement des débats, René Hamel, député libéral de Saint-Maurice, admet candidement que l'affection partisane figure toujours au nombre des principes qui président à la sélection des fonctionnaires<sup>28</sup> :

Si je devais un jour désigner quelqu'un à un poste au sein de l'administration provinciale et que deux candidats également compétents, dont l'un serait ami du Parti libéral, postulaient cet emploi, je choisirais ce dernier.

Lorsque deux candidats possèdent des aptitudes de même valeur, je ne vois pas pourquoi celui qui nous a aidés à débarrasser la province du cancer de l'Union nationale qui la rongait ne recevrait pas la préférence, et non celui qui voulait garder ce chancre. (22 novembre 1960)

Pour ceux qui avaient si longtemps été privés de la manne du favoritisme partisan, cela constituait un juste retour des choses. Le premier ministre peut bien clamer haut et fort qu'il « faut trouver quelque chose de mieux pour remplacer le système de patronage institué et maintenu par les administrations précédentes » (15 novembre), en 1960, mais il semble qu'en cette matière au moins le Québec ne fasse encore que des progrès à petits pas; la Révolution tranquille, en ce sens, étant faite de ruptures et de continuités.

## **L'Union nationale**

Les troupes de l'Union nationale se retrouvent, en 1960, sur les banquettes de l'opposition, après 16 années passées au pouvoir. Ce changement requiert, de l'avis du député

unioniste de Compton, Claude-Gilles Gosselin, « une véritable réadaptation » (22 novembre 1960). Plus franc encore, l'ancien ministre de la Santé, Arthur Leclerc, admet sans ambages les difficultés que vit son parti en cette année de transition : « On a beau nous traiter de somnambules<sup>29</sup>, je réalise pour ma part que je suis dans l'opposition, et ça fait drôle quand on n'est pas habitué à cela. L'Union nationale passe par une période difficile. Il y a des choses à nettoyer. » (24 novembre 1960)

À l'amertume de la défaite s'ajoute l'instabilité que connaît le parti en cette deuxième session de la 26<sup>e</sup> Législature. Depuis la mort de Duplessis, le 7 septembre 1959, quatre chefs se sont succédé à la tête de l'Union nationale. Paul Sauvé, le dauphin de Duplessis, a connu une mort subite le 2 janvier 1960. Ensuite, Antonio Barrette, sous les coups répétés des bonzes du parti, c'est-à-dire de Gérald Martineau, de Jean Barrette et de Joseph-Damase Bégin, s'est vu bouté hors du cercle des dirigeants, le 15 septembre 1960<sup>30</sup>. Yves Prévost, choisi par l'exécutif du parti pour remplacer Barrette, se trouve rapidement pris d'un malaise qui le tiendra à l'écart de la direction jusqu'à sa démission, en janvier 1961. Antonio Talbot, qui jusque-là avait assuré l'interim comme chef de l'opposition parlementaire, prend dès lors officiellement sa place. Ce dernier hérite d'un « parti ingouvernable et toujours tiraillé », ainsi que se le représente le biographe de Daniel Johnson, Pierre Godin<sup>31</sup>.

Dans les coulisses du parti s'organise une course à la chefferie. Daniel Johnson, député de Bagot, manifeste ses ambitions politiques. En Chambre, il déploie tous les efforts nécessaires pour s'assurer la plus grande visibilité possible. Son dynamisme fait jeu égal avec la vigueur d'Antonio Talbot<sup>32</sup>. Ses nombreuses prises de bec avec son successeur libéral au ministère des Ressources naturelles, René Lévesque, sont, pour Johnson, l'occasion de démontrer publiquement ses aptitudes de chef<sup>33</sup>.

Même reléguée dans l'opposition, l'Union nationale continue de défendre les principes qui ont fait sa popularité lorsqu'elle était aux commandes de l'État québécois. Outre Johnson, Bertrand et Talbot, les unionistes peuvent compter sur un farouche parlementaire en la personne de Maurice Bellemare, que Georges-Émile Lapalme décrit dans ses *Mémoires* comme « le meilleur *debater* de l'opposition<sup>34</sup> ».

Les doléances des unionistes s'articulent autour de trois grands thèmes : autonomie provinciale, maintien de l'Église dans ses prérogatives sociales, et celui de l'État dans un rôle subsidiaire. Pour eux, toute atteinte à ces principes est tenue coupable de sympathie gauchiste, ce qui soulève l'ire du premier ministre Lesage :

Je voudrais faire, à ce sujet, une déclaration au nom du gouvernement que je dirige. C'est entendu que le gouvernement actuel est plus à gauche que les gouvernements de l'Union nationale qui nous ont précédés. Jamais les principes de notre libéralisme ne nous permettront les abus, les excès et les brimades à la liberté qui ont été l'œuvre du gouvernement ultraconservateur de l'Union nationale. Quand on est un libéral convaincu, on est à gauche des castors. L'Union nationale s'est beaucoup rapprochée du fascisme à tel point que je ne puis croire que la population prendra au sérieux les accusations de gauchisme portées par elle contre le gouvernement libéral. (3 mars 1961)

Si, dans son emportement, Lesage exagère la réalité des positions idéologiques de l'Union nationale sous Duplessis, il révèle néanmoins que les arguments des unionistes se résument à rabaisser le parti adverse et à vanter ses mérites de naguère à profusion. L'insistance que mettent les unionistes à dénoncer les tendances laïcisantes ou fédéralistes des politiques gouvernementales est issue d'une stratégie – typiquement duplessiste – consistant à associer le rouge libéral au rouge soviétique, athée et centralisateur.

Antonio Talbot donne le ton à la session, lors du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, lorsqu'il essuie les critiques que n'ont pas manqué d'adresser les ministériels à son parti depuis leur élection. Ce faisant, il évoque le champ lexical qu'emploient ses adversaires pour décrier l'« ancien régime » :

M. l'Orateur, nos adversaires peuvent se gargariser de mots, ils peuvent, en parlant de l'administration de l'Union nationale, la qualifier d'immobile, de

stationnaire et que sais-je encore; ils peuvent évoquer le Moyen Âge et promettre une restauration économique. Jamais ces écrans de fumée ne réussiront à cacher au bon peuple de Québec les réalisations immenses et bienfaitantes de l'Union nationale dans tous les domaines. L'histoire s'écrit et elle proclamera que l'administration de l'Union nationale, au cours des 15 dernières années, a été une grande période au pays de Québec. Je n'hésite pas à affirmer que l'Union nationale a plus fait au cours des dernières 15 années que tout ce qui s'était fait avant elle, et ce, dans tous les domaines. (15 novembre 1960)

La figure de Maurice Duplessis affleure souvent à la surface des débats. Si, pour certains députés libéraux comme René Lévesque, Duplessis n'incarne rien d'autre qu'un « petit avocat de village formé en 1890 avec qui personne n'osait discuter, aux ordres duquel personne n'osait résister » (31 janvier 1961), aux yeux de plusieurs unionistes, le « cheuf » conserve intacte son aura. En mal de leadership, le parti s'en remet à la gloire de son défunt héros, comme en témoigne le député de Maskinongé, Germain Caron :

Nous, de l'Union nationale, nous sommes fiers d'avoir eu comme chef un homme de la trempe de feu Maurice Duplessis. M. Duplessis restera une source d'inspiration non seulement pour l'Union nationale, mais aussi pour toute notre jeunesse et la population de cette province. Il passera à l'histoire comme le plus grand chef d'État que n'ait jamais produit la province de Québec. (22 novembre 1960)

### **Le discours du trône**

Le 10 novembre 1960 en après-midi, devant 500 invités d'honneur, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, Onésime Gagnon, prononce le discours du trône qui inaugure la session. Fort chargé, le programme législatif que dresse le représentant de la reine annonce, comme le prédit *L'Événement-Journal* dans son tirage matinal, « une des sessions les plus longues et les plus intéressantes » de la « longue histoire » de l'Assemblée législative<sup>35</sup>.

Par sa forme, le discours impressionne un auditoire averti. La neutralité partisane du propos marque la rupture avec les us du régime précédent qui, sous Duplessis, ne ratait jamais pareille occasion de chanter ses louanges. Au *Devoir*, Pierre Laporte, dont les affinités avec le Parti libéral sont bien connues, se réjouit de ce qu'on ne trouve, dans le texte lu par le lieutenant-gouverneur, aucune « allusion d'un caractère politique, aucun éloge effronté du gouvernement, rien qui puisse choquer l'oreille même la plus sensible<sup>36</sup> ». De sobre facture, le menu législatif reflète presque à l'identique le programme électoral des libéraux, ainsi que le remarquent, complices, ce même Pierre Laporte et le premier ministre à la suite de la séance : « On a dit en souriant à M. Lesage qu'il avait "plagié" le programme du Parti libéral. Il a répondu en riant qu'il plaiderait coupable<sup>37</sup>. »

Placée sous le signe de la modernisation, la législation prévue par le cabinet Lesage s'attaquera prioritairement aux structures étatiques de manière « à élargir le champ d'action et accroître l'efficacité du gouvernement ». On prévoit notamment la création de trois nouveaux ministères : un ministère des Affaires culturelles, un ministère des Relations fédérales-provinciales et un ministère des Richesses naturelles. Ce dernier ministère, qui absorbera les fonctions des ministères des Ressources hydrauliques et des Mines, bénéficiera de l'accroissement des pouvoirs conférés au Conseil d'orientation économique « afin qu'il devienne l'outil de la planification indispensable à une économie moderne ».

Le discours du trône annonce aussi la transformation du ministère du Bien-être social en ministère de la Famille et du Bien-être social. Le gouvernement demande également à la Chambre de l'autoriser « à réformer les structures du ministère des Finances, afin d'assurer un contrôle plus efficace des dépenses publiques ».

Sur le plan social, le gouvernement Lesage projette d'accélérer la marche entreprise par Paul Sauvé, durant son bref mandat, en instituant « immédiatement un régime d'assurance-hospitalisation, selon les modalités qui permettront aux citoyens de la province de bénéficier des avantages de la loi nationale d'assurance-hospitalisation ». Les libéraux, qui depuis 1953 ont milité pour que la justice sociale soit au cœur des préoccupations du gouvernement, se font fort de passer sans délai de la parole aux actes.

Conséquemment, la gratuité scolaire apparaît au programme législatif, tout comme l'octroi d'allocations supplémentaires aux personnes âgées, aux invalides, aux aveugles et aux mères nécessiteuses. En outre, « les veuves et les célibataires de sexe féminin dans le besoin à partir de l'âge de 60 ans » pourront désormais compter sur un soutien financier de l'État.

Le gouvernement n'ignore pas non plus les difficultés imposées aux travailleurs par la crise économique qui s'abat sur le Québec. Conformément à ses prétentions, l'Exécutif promet de financer 40 % du coût de la main-d'œuvre nécessaire à l'entretien municipal l'hiver prochain, afin d'encourager les villes à embaucher plus de personnel.

Le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, proposée par Jean-Noël Lavoie, député de la circonscription de Laval, et secondée par Harry Blank, député de Montréal-Saint-Louis, s'étire jusqu'au 30 novembre. De concert, le proposeur et le second de l'adresse célèbrent, ainsi que le veut l'usage en ces circonstances, la victoire du Parti libéral sur l'Union nationale:

Finis l'obscurantisme, saluons l'éducation!  
 Finis l'oppression, saluons la liberté!  
 Finis le mensonge, saluons la vérité!  
 Finis l'autocratie, saluons la démocratie!  
 Être libéral, c'est non seulement être réformateur, c'est aussi être créateur.  
 (Lavoie, 14 novembre 1960)

Du 15 au 23 novembre, les partis adverses consacrent la plupart des séances à une sombre et complexe affaire de faux billets rapportée initialement par l'hebdomadaire à sensation *Nouvelles illustrées*. Des faux billets auraient circulé durant les récentes élections générales, afin d'acheter des votes. C'est Daniel Johnson, au cours d'un rassemblement électoral à Marieville, dans le comté de Rouville, qui laissa entendre que cette affaire impliquait des candidats libéraux. En Chambre, cette histoire enchevêtre les députés de la gauche comme de la droite dans un récit échevelé de transactions frauduleuses s'élevant à 2 500 000 \$.

Après que Jean-Jacques Bédard, Antonio Talbot et René Lévesque eussent successivement évoqué cette affaire (15 et 16 novembre 1960), Lapalme, en sa qualité de procureur général, cite le rapport du commissaire de la Gendarmerie royale du Canada qui fait la lumière sur cette fraude, le 16 novembre. Le seul véritable coupable est le faussaire Gérard Gagnon qui s'est servi de députés unionistes, dont Joseph-Damase Bégin (Dorchester), pour élaborer une savante machination incriminant potentiellement le gouvernement. Les rouages de cette affaire ainsi démontés et exposés, Daniel Johnson et Joseph-D. Bégin interviendront, les 17 et 23 novembre, pour tenter de rétablir leur réputation.

Le débat sur l'adresse est l'occasion, enfin, pour l'opposition de dénoncer le patronage pratiqué par le gouvernement, dit-on, dans le réaménagement du personnel entrepris à l'intérieur des différents ministères et organismes gouvernementaux depuis les élections (22 et 29 novembre 1960). Les questions de patronage occuperont d'ailleurs une bonne part des débats tout au long de la session.

### **Les finances publiques**

Le 14 avril 1961, en sa qualité de ministre des Finances, Jean Lesage prononce le premier discours du budget libéral depuis 1944. D'emblée, il indique à l'assistance son intention de « redonner toute la dignité qui découle de son caractère sérieux » à ce « document officiel » qu'est le budget de la province.

Durant les 16 années précédentes, le siège du ministre des Finances (trésorier) a trop souvent ressemblé, déplore Lesage, à une chaire lorsque l'honorable Onésime Gagnon et son successeur, John Samuel Bourque, se levaient pour prononcer le discours du budget. Trop souvent, poursuit Lesage, le ministre des Finances se faisait prédicateur de l'Union nationale et transformait son discours en sermon à la gloire du gouvernement de Maurice Duplessis : « Des observateurs se demandaient même s'il n'était pas devenu, en définitive, une occasion de vanter,

dans les termes les plus exaltés, les mérites du parti au pouvoir ou les qualités extraordinaires de son chef. »

Lesage enchaîne en dénonçant les dépenses excessives et inutiles de l'administration précédente. Selon Lesage, l'usage des fonds publics à des fins électoralistes a lourdement grevé les finances de la province, à la surprise même des plus pessimistes des libéraux. En détail, les « travaux d'élections », les dépenses publicitaires et l'octroi de contrats discrétionnaires – toutes méthodes électoralistes devenues procédures normales sous le gouvernement de Duplessis – ont rongé le dernier budget dévoilé par l'Union nationale. À lui seul, le patronage aurait engendré des coûts de 119 866 000 \$ durant les seuls six derniers mois d'administration unioniste, en 1960. Cumulée aux engagements antérieurs du gouvernement précédent, la somme des promesses électorales de l'Union nationale s'élève à 325 000 000 \$, de telle sorte que de faiblement excédentaire qu'il était le 10 décembre 1959, le bilan financier de la province était passé, en quelques mois seulement, à un état déficitaire que les libéraux n'auraient pu corriger, n'eût été la hausse de l'impôt sur le revenu des particuliers qu'ils ont fait adopter au mois de décembre 1960.

Lesage déplore aussi le retard du Québec en matière d'investissement public. Placé en comparaison avec les autres provinces, l'État québécois est celui qui dépense le moins d'argent *per capita* dans les domaines de la santé et des transports et communications. En matière d'éducation, il est avant-dernier au Canada, suivi uniquement par le Nouveau-Brunswick. Ses 28,66 \$ par habitant le situent loin derrière l'Alberta, que des dépenses de 63,88 \$ par habitant placent au premier rang du pays. Bref, les libéraux entendent bien rattraper le retard accumulé par le Québec après de trop longues années de conservatisme en matière sociale :

Nous devons évoluer au même rythme que le monde moderne si nous voulons en faire partie, affirme Lesage. Cet objectif que nous n'avons pas le choix d'accepter ou de refuser, mais qui nous est en quelque sorte imposé par les nécessités actuelles, implique pour l'État et la population du Québec des obligations assez lourdes auxquelles nous devons trouver les moyens de subvenir.

Sans prétendre détenir la panacée à tous ces maux, Lesage promet, à tout le moins, de leur apporter les palliatifs d'une gestion moderne et normée des finances. Aux pratiques administratives arbitraires de l'Union nationale, il entend opposer un planisme économique rigoureux et transparent. C'est à cette fin qu'ont été institués, par exemple, le Conseil d'orientation économique, le ministère du Revenu – en remplacement du ministère des Finances – et la Commission royale d'enquête sur l'enseignement.

Il est également question de revaloriser et regarnir la fonction publique québécoise. Trop souvent traités en « ronds de cuir » par le gouvernement de l'Union nationale, les fonctionnaires ont perdu leur dignité. Ceux « qui aimaient leur travail et qui exerçaient leur occupation avec intérêt et efficacité ne trouvaient pas dans l'atmosphère qui les entourait le soutien nécessaire de leurs efforts. On les poussait, en quelque sorte, à la médiocrité ». À en croire le premier ministre, l'avènement des libéraux au pouvoir sonne le glas de ce cynisme.

Le gouvernement Lesage rompt aussi avec l'obsession de la dette, qui caractérisait le régime duplessiste. Dans l'année à venir, pour se donner les moyens de ses ambitions sociales, Lesage projette d'emprunter environ 175 000 000 \$ : « Pour rattraper autant de retard, le gouvernement sera obligé d'emprunter. Il n'est en effet pas juste de faire porter sur la seule génération présente le coût d'améliorations durables qui serviront tout autant aux générations futures. »

Plus encore, la signature d'ententes conjointes avec le gouvernement fédéral dans des domaines « aussi divers que l'assurance-hospitalisation, la rénovation d'une de nos routes principales, la construction de chemins miniers et d'exploitation forestière ainsi que la lutte contre le chômage » permettent au Québec de bénéficier d'un support de 139 040 000 \$ pour l'année 1961-1962.



Mais pour l'heure, le budget provincial doit encore manœuvrer à l'intérieur des bornes étroites établies par les effets conjoints de la crise économique et, dit-on, de l'imprévoyance du régime précédent.

Précisément, pour l'exercice financier de 1960-1961, le gouvernement libéral fait état de revenus ordinaires estimés à 632 014 000 \$. Soustrayant de cette somme les 597 417 000 \$ de dépenses ordinaires et les 22 140 000 \$ alloués au service de la dette, Lesage obtient un surplus évalué au compte ordinaire de 12 457 000 \$<sup>38</sup>.

En 1960-1961, les revenus de l'exercice fiscal qui se termine proviennent majoritairement de deux sources : l'impôt sur les corporations (122 743 000 \$) et la taxe sur la gazoline (101 300 000 \$). À eux seuls, ces prélèvements rapportent 35,4 % du revenu total de l'État québécois. Combinées aux revenus tirés de la taxe de vente au détail (68 000 000 \$) et de l'impôt sur le revenu des particuliers (59 500 000 \$), ces sommes prélevées totalisent 55,6 % de l'ensemble de l'assiette budgétaire du Québec.

Quant aux dépenses, quatre postes budgétaires accaparent la majeure partie des fonds publics : l'Instruction publique engage les plus grandes charges avec 20,2 % du budget, suivie de près par la Voirie avec 19,6 %. La Santé pèse elle aussi d'un poids sensible dans la balance financière. Ses 98 531 000 \$ représentent 13,6 % des dépenses publiques, soit légèrement plus que le Bien-être social, qui gruge 13,3 % du budget.

Les estimations budgétaires pour l'année 1961-1962 sont contenues dans les mêmes proportions. Sensiblement augmentés par la hausse d'impôt sur le revenu des particuliers et des corporations, les revenus projetés de la province s'élèvent à 686 461 000 \$. Les dépenses au compte ordinaire et au service de la dette se chiffrent à 647 066 844 \$, ce qui permet au ministre des Finances de prévoir un surplus de 39 394 156 \$, qui n'inclut toutefois pas les dépenses d'immobilisation, dont le total affiche 146 659 000 \$. Des allocations budgétaires, le gouvernement prévoit que seule la Santé entraînera une augmentation substantielle des dépenses, passant de 98 531 000 \$, en 1960-1961, à 125 969 000 \$, soit 16,5 % du budget.

Se déroulant à l'intérieur de la seule séance du 18 avril 1961, le débat sur le discours du budget est dominé par le chef de l'opposition, Antonio Talbot, qui en monopolise presque l'entièreté. Fidèle à la stratégie rhétorique des unionistes depuis le début de la session, l'ancien ministre de la Voirie défend le bilan financier du gouvernement unioniste et dénonce le « mépris hautain de tout ce qui s'est fait de bon dans le passé » affiché par Jean Lesage durant son discours. Il s'en prend à l'« orgie de dépenses » organisée par les libéraux sans aucune considération pour les chômeurs actuels, ni pour les générations futures, qui, par la faute de l'« incurie » libérale, se trouveront accablées de dettes faramineuses.

Talbot rappelle que l'Union nationale, pendant les 16 ans qu'elle a passés au pouvoir, a fait baisser la dette *per capita* de 86 \$ à 35 \$ grâce à sa saine administration. Une dette que les libéraux font enfler à vue d'œil, dit-il, accumulant les budgets supplémentaires sur le budget principal, comme ils l'ont fait à trois reprises depuis le début de la session. Cette « imprévoyance », à son avis, révèle l'inexpérience qui se cache sous les atours de l'expertise dont se drapent les ministériels depuis leur élection : « Le gouvernement est devenu la république des dilettantes. Nous sommes régis par des artistes en haute planification, ceux que Marcel de Corte, professeur à l'Université de Liège, appelait récemment les "couturiers de la politique". »

Au-delà de la précarité de la santé financière présente et future du Québec, poursuit Talbot, c'est l'autonomie de la province que l'attitude des libéraux met en péril. Pour lui, c'est la plus grande œuvre de l'Union nationale que le gouvernement de Jean Lesage s'emploie à déconstruire. Il rappelle que seule cette saine gestion unioniste a permis de sauver l'esprit confédératif lorsque, pour financer l'effort de guerre d'abord, puis la centralisation fédérale, les provinces ont, une après l'autre, abdiqué leurs droits fiscaux.

Il en est des peuples comme des individus. Pour rester libre, il faut vivre suivant ses moyens. Celui qui gaspille, qui s'endette, qui dépense plus que ses revenus, se passe un carcan au cou. Il se condamne à vivre au crochet d'autrui, à la merci de ses bailleurs de fonds. Il s'oblige à quémander des subsides et des faveurs. Et

quand on quémande, on a déjà perdu son indépendance. Il faut bien accepter les conditions de ceux qui donnent les subsides et les faveurs.

Plus que le marasme économique – dans lequel l’emprunt excessif pourrait embourber la province –, c’est la dépendance à l’égard du fédéral qui effraie le plus le chef de l’opposition dans les mesures économiques proposées par le budget du Parti libéral. Tel le chien de la fable, le gouvernement est déjà « gros et gras, mais il a le cou pelé, dit-il. Pelé par le collier de la servitude. » Les quelque 139 040 000 \$ en l’occurrence qu’il recevra en subventions d’Ottawa « constituent autant de licous, autant d’ingérences fédérales dans les domaines provinciaux de l’hospitalisation, de la voirie et des ressources naturelles. »

### **Les faits saillants de la session**

Avec ses 107 séances, cette session est, pour l’époque, la plus longue de l’histoire du Parlement québécois depuis 1867. Si ses 188 bills sanctionnés sur les 203 présentés n’en font pas la plus imposante – la Chambre basse avait étudié 226 bills à la dernière session de l’Union nationale au pouvoir –, l’importance des lois adoptées suffit largement à garantir à la session 1960-1961 une place de choix au panthéon des sessions les plus chargées de l’histoire de l’Assemblée législative.

Après sept mois d’intense labeur législatif, constamment ralenti par les 265 avis de question et de motion, les députés peuvent finalement souffler un peu, le 10 juin 1961, lorsque le juge André Taschereau, juge de la Cour d’appel et administrateur de la province – et neveu du premier ministre Louis-Alexandre Taschereau qui remplace alors le lieutenant-gouverneur durant sa convalescence –, décrète la prorogation d’une session « exceptionnellement féconde en législation importante et nécessaire ».

Exceptionnel. Le mot n’est pas trop fort, étant donné qu’à sa première année au pouvoir, le gouvernement de Jean Lesage est parvenu à redéfinir le rôle de l’État québécois. Le bilan législatif est là pour le prouver, l’équipe du tonnerre ayant déjà donné forme aux principaux rouages de l’État-providence qui servira la population québécoise pour les 50 années suivantes.

Dans l’ensemble, en 1960-1961, l’action du gouvernement se déploie principalement dans deux grands champs : l’implantation de mesures sociales et la réorganisation des structures étatiques.

### **L’assurance-hospitalisation**

Sous Duplessis, le gouvernement de l’Union nationale gardait l’État dans les limites d’un simple rôle subsidiaire dans les services hospitaliers. Croyant fermement aux vertus de la charité et résolu à conserver l’Église dans ses champs d’action traditionnels, le mandat du département de la Santé au Québec consistait essentiellement à financer la construction et le réaménagement d’hôpitaux publics.

L’intervention de l’État en matière de financement des soins de santé avait pourtant été envisagée depuis longtemps au Québec. En 1943, le gouvernement libéral d’Adélard Godbout avait déjà mandaté une commission d’enquête chargée de préparer un plan d’assurance-maladie généralisé<sup>39</sup>. En 1956, le rapport de la Commission royale d’enquête sur les problèmes constitutionnels (commission Tremblay) avait recommandé l’établissement d’un régime public d’assurance qui devancerait l’initiative fédérale en tenant compte des caractéristiques et des besoins propres aux Canadiens français, mais cet appel ne fut pas entendu. Enfin, depuis 1957, le gouvernement fédéral avait mis en marche un régime national d’assurance-hospitalisation, régime auquel seul le Québec résistait encore au nom de l’autonomie provinciale.

Bien que Paul Sauvé et Antonio Barrette eussent institué une commission d’enquête sur l’assurance-hospitalisation, aucune mesure concrète n’avait encore été prise en ce sens à la fin du mandat unioniste. À l’époque, seuls les indigents recevaient l’aide de l’État pour payer leurs frais médicaux, de sorte qu’en 1960 « seulement 43 % de la population [québécoise] était

couverte<sup>40</sup> ». Depuis les années 1950, intellectuels et syndicalistes manifestent leur insatisfaction à cet égard<sup>41</sup>.

À l'article 27 de sa plate-forme électorale, le parti de Jean Lesage promettait l'institution « immédiate, en collaboration avec la profession médicale, les professions et les services connexes, d'un système gouvernemental d'assurance-hospitalisation<sup>42</sup> ». Maintenant au pouvoir, le cabinet Lesage ressent avec acuité l'urgence du rattrapage en cette matière. En témoigne la présentation du bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation le lendemain de l'ouverture de la session, avant même que soit proposée l'adresse en réponse au discours du trône<sup>43</sup>.

Tel que stipulé le 11 novembre par le ministre de la Santé, le Dr Alphonse Couturier, le projet de loi qu'il présente ce jour-là vise à intégrer la province de Québec au système fédéral d'assurance-hospitalisation. Les deux ordres de gouvernement se partageront la facture – évaluée à 80 000 000 \$ pour la première année du programme – des soins hospitaliers prodigués chaque année aux patients québécois à travers le pays, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961. Outre quelques exceptions notoires, la loi envisagée fournira « aux résidents de la province et à toutes autres personnes assurées des services hospitaliers, des soins gratuits selon des modalités uniformes ». Il s'agit, comme le remarque l'infirmière Lucie Dagenais, d'un « premier pas, mais immense, vers l'accessibilité<sup>44</sup> » universelle aux soins de santé au Québec.

Malgré ses prétentions à conserver l'administration des hôpitaux entre les mains des communautés religieuses, le bill ne fait aucun mystère sur le changement structurel qu'il entérine : désormais, l'État québécois se chargera de la gestion du système de santé. Le projet confère au gouvernement le pouvoir de négocier, à ses propres conditions, un contrat avec chaque institution hospitalière, afin de rembourser les frais entraînés par l'hospitalisation des patients québécois au cours de l'année. En échange, les hôpitaux devront soumettre au gouvernement un rapport détaillé de leurs activités :

Les hôpitaux du Québec, dont 85 % sont administrés par des communautés religieuses, seront pleinement autonomes dans le choix de leurs infirmières, des médecins et dans la formation de bureaux médicaux. Il n'y aura pas là d'ingérence gouvernementale. Mais ils devront faire approuver leurs budgets annuels, rendre compte de leurs opérations, faire leurs rapports nombreux sur les malades hospitalisés, etc. [...] Si le bureau de direction ou le surintendant d'un hôpital manque de se conformer aux exigences de la loi ou de ses règlements ou d'un contrat avec cet hôpital, le ministre peut refuser d'effectuer les paiements à l'hôpital jusqu'à ce qu'il se soit conformé aux exigences de la loi, des règlements ou du contrat. (Couturier, 11 novembre 1960)

Celui qui paie contrôle. C'est ainsi que l'entendent les députés de l'Union nationale, lorsqu'ils s'élèvent contre le bill 2 en deuxième lecture. (6 décembre 1960) Le ministre Couturier a beau affirmer qu'il « n'y a pas d'objections qui tiennent pour réfuter à notre population les bienfaits de l'assurance-hospitalisation », ses vis-à-vis de l'Union nationale n'en sont pas convaincus, à commencer par le Dr Arthur Leclerc, député de Charlevoix et ancien ministre de la Santé. Bien que ce dernier « approuve le principe du bill », il lui réserve deux critiques : il est mal rédigé et il accorde trop de pouvoir au ministre de la Santé. Tel que présenté à la Chambre, le bill donne l'impression « que l'administration a fait des promesses et qu'elle veut les remplir sans trop réfléchir et sans vouloir dire jusqu'où elle veut aller ». L'essentiel de la loi étant contenu dans les règlements qui, eux, ne sont pas sujets à l'approbation de l'Assemblée, le « projet de loi n'est pas un programme, dit-il, mais un mandat en blanc pour le gouvernement<sup>45</sup> ».

Bien plus virulente est la réplique d'Antonio Talbot. Selon le chef de l'opposition, la loi, telle qu'elle se présente, inféode le système de santé québécois au programme central d'assurance-hospitalisation. Et, comme toute loi qui se moule sur les mesures centralisatrices du gouvernement fédéral, elle porte en son sein le danger du « socialisme totalitaire ». À son tour, Daniel Johnson insiste sur la mise en tutelle des institutions hospitalières catholiques qu'entraîne le projet de loi. Pire, l'étatisation dont il s'agit ici met en péril l'autonomie de la province, elle risque de placer ses hôpitaux et sa propre administration sous le regard du gouvernement fédéral, étranger aux réalités des francophones catholiques du Québec. Johnson en veut pour preuve les

extraits qu'il cite du rapport Tremblay, document qui fait d'ailleurs autorité dans les débats de 1960-1961.

En troisième lecture, presque résignées, les paroles du Dr Leclerc laissent deviner les reflets déjà faiblissants d'une époque bientôt révolue, emportée par le vent nouveau de la Révolution tranquille :

Ce qu'on nous demande d'approuver, c'est l'étatisation de l'hospitalisation, des malades, des médecins, du système hospitalier. L'État fait intrusion dans un milieu qui devrait lui être complètement fermé et dont il devrait se tenir entièrement à l'écart. L'État ne doit pas remplacer l'individu dans ses responsabilités. Avec ce bill, il contrôlerait tout, tandis qu'il n'a qu'un rôle supplétif à jouer.

La province se dirige à grands pas vers l'étatisation. Quand l'État entre dans un domaine où il ne doit pas aller, il y a toujours une liberté qui disparaît. Le peuple va finir par croire qu'il n'a aucune responsabilité personnelle.

On aurait dû laisser une plus grande place à l'entreprise et à l'initiative privée. Pourquoi ne pas laisser à l'individu la liberté de choisir un système qui soit à son goût pour se protéger? (9 décembre 1960)

Sanctionnée par le lieutenant-gouverneur le 15 décembre, la loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier suivant. Dans ses mémoires, sur le propos, René Lévesque écrira :

Après l'éducation, la santé. Là aussi c'était le Moyen Âge. Pas de problème pour les gens aisés, mais dès qu'on était pauvre on devait passer chez le « patroneux » afin de se procurer cet infâme passeport pour l'hôpital, la *carte rose*. Très vite furent donc entrepris avec le fédéral les pourparlers pour faire mettre en vigueur, dès janvier 61, l'assurance-hospitalisation que l'ancien gouvernement s'était obstiné à refuser. Après quoi, une bonne dizaine d'années seraient encore requises pour venir à bout de la résistance corporatiste des médecins à l'assurance-maladie. Mais nous serions dotés en fin de compte de soins de santé, fort coûteux, il est vrai, et qu'il faut donc administrer avec parcimonie, mais dont l'ensemble est sûrement sans rival en Amérique du Nord<sup>46</sup>.

### Une « charte de l'éducation » pour le Québec

L'éducation. « Si révolution il y eut, c'est surtout là qu'elle se déroula<sup>47</sup> », affirme René Lévesque. Comme le remarquent les historiens Linteau, Durocher, Robert et Ricard, il y avait longtemps, en 1960, que les citoyens éclairés exigeaient une réforme dans le système d'éducation québécois<sup>48</sup>. C'est peut-être, comme le croit Paul Gérin-Lajoie<sup>49</sup>, ce qui explique la relative diligence avec laquelle l'Assemblée législative adopte les nombreuses lois en ce sens, au cours de l'hiver et du printemps de 1961.

Le 6 juillet 1960, par un simple décret du Conseil des ministres, Lesage avait créé un « Ministère d'Éducation sans le nom<sup>50</sup> ». La nomination de Paul Gérin-Lajoie au poste de ministre de la Jeunesse s'était accompagnée, comme il le raconte lui-même, d'un transfert des prérogatives auparavant dévolues au secrétaire de la province. Depuis 1875, en effet, l'instruction publique, ainsi que les budgets qui lui étaient dévolus, était administrée par le secrétaire de la province, « qui agissait comme porte-parole du département de l'Instruction publique au Conseil des ministres et à l'Assemblée législative, [...] pendant que le surintendant administrait, à toutes fins pratiques, les budgets sans cesse grandissants consacrés à l'enseignement<sup>51</sup> ».

Gérin-Lajoie entretenait de grands projets pour l'éducation au Québec. Et Jean Lesage ne faisait rien pour en amoindrir la portée, lui qui, dans une brochure préélectorale de 1960, s'était engagé à s'attaquer à cette question lorsqu'il serait élu<sup>52</sup>. Le principe d'égalité des chances figurait au premier plan des préoccupations du Parti libéral lors de la campagne électorale<sup>53</sup>. C'est cette volonté de rendre universel l'accès à l'éducation qui confère sa cohérence au train de mesures législatives proposées par Gérin-Lajoie, en cette session.

Douze projets de loi se rapportant à l'éducation sont soumis à l'examen de la Chambre :

- Bill 31 instituant une commission d'enquête sur l'enseignement;
- Bill 50 instituant les allocations scolaires;
- Bill 64 concernant le financement des investissements universitaires;
- Bill 80 pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant;
- Bill 81 pour favoriser le développement de l'enseignement secondaire;
- Bill 82 concernant la gratuité de l'enseignement et la fréquentation scolaire obligatoire;
- Bill 83 modifiant la loi des subventions aux institutions d'enseignement classique et autres écoles;
- Bill 84 concernant les bourses d'études aux étudiants universitaires des collèges classiques ;
- Bill 85 conférant aux parents le droit de vote aux élections scolaires;
- Bill 86 pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations;
- Bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique;
- Bill 95 relatif au collège Saint-Paul.

Tout y passe, ou à peu près. Des allocations scolaires pour les parents d'élèves âgés entre 16 et 18 ans (bill 50) à l'instauration d'un système statutaire d'octroi des bourses aux étudiants des collèges classiques (bill 84), le gouvernement ne ménage pas les efforts pour réformer le système d'éducation québécois.

Un autre exemple : grâce au bill 64 les universités pourront enfin toucher les subventions qui leur sont réservées par le gouvernement fédéral depuis que Duplessis leur en a interdit l'accès, après 1951<sup>54</sup>. Par ce projet, l'État s'arroge aussi le pouvoir de négocier les emprunts bancaires pour l'ensemble des investissements universitaires québécois. Désormais, les universités soumettront au gouvernement un plan quinquennal d'investissement immobilier et le Cabinet décidera des sommes allouées à chacune en fonction de ses besoins prévisionnels.

Le bill 80, quant à lui, vise à pourvoir le corps enseignant québécois d'une relève compétente et suffisante pour faire face à l'affluence croissante des élèves issus du baby-boom.

Ces projets de loi sont donc aussi variés que déterminants pour l'avenir de l'enseignement au Québec. Et, malgré les dissensions idéologiques fondamentales qui opposent libéraux et unionistes au sujet du rôle de l'État dans les affaires sociales, et nommément dans l'éducation, les débats précédant l'adoption de ces différents bills se font plutôt sereinement, voire sans prise de bec.

### **Une commission royale d'enquête sur l'enseignement**

Mesuré à l'aune des débats qu'il provoque, le bill 31 passerait presque inaperçu. Cependant, jugé à l'étalon de ses conséquences à long terme sur la société québécoise, ce projet de loi constitue sans aucun doute l'une des pièces maîtresses de la législation élaborée en 1960-1961.

La question de l'éducation, en 1960, est étroitement liée à l'évolution démographique du Québec. Comme l'explique Gérin-Lajoie dans ses mémoires, les « conséquences d'un "*baby-boom*" comme celui de l'après-guerre doivent être calculées bien avant que les enfants soient en âge de fréquenter l'école<sup>55</sup> ». D'après lui, l'administration du système scolaire, sous la direction de Paul Sauvé, ancien ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, et de Maurice Duplessis, avait trop souvent avancé « à l'aveuglette<sup>56</sup> ».

Inscrits en faux contre la gestion à la petite semaine, les projets de loi présentés durant la session répondent tous à un impérieux besoin de planification économique et sociale et, précisément, c'est à cette fin que le ministre de la Jeunesse propose l'institution d'une commission d'enquête sur l'éducation. Les membres de cette commission seront invités à sonder l'avis d'experts pour ensuite réfléchir eux-mêmes sur les problèmes et les défis que le monde moderne pose au système d'éducation québécois, ainsi que le propose Gérin-Lajoie en deuxième lecture du bill 31 : « Notre province connaît un développement économique considérable, mais ce développement [...] ne pourra pas s'accomplir aussi vite que c'est nécessaire, si on ne prépare

pas les jeunes gens du Québec qui ont du talent à occuper les postes de commande dans l'industrie et le commerce. » (16 février 1961)

Répartition géographique des institutions de haut savoir; qualité et quantité des professeurs et enseignants disponibles; préparation des manuels scolaires; enseignement de l'histoire; accessibilité aux études supérieures; investissements immobiliers des institutions d'enseignement et utilisation pédagogique de la télévision sont autant de questions sensibles qu'il incombera à la commission d'étudier.

Ralliée au projet de loi dès sa présentation, l'opposition ne trouve que peu à dire. Jean-Jacques Bertrand, député de l'Union nationale dans Missisquoi, indique néanmoins les lignes directrices qu'il souhaiterait voir guider la réflexion des commissaires : « 1. Respect du caractère traditionnel de l'enseignement humaniste du Québec; 2. Reconnaissance du rôle supplétif que l'État doit jouer dans le domaine; 3. Établissement d'un système indépendant de la politique quelle qu'elle soit et surtout de la "petite politique", et cela, dans le plus grand respect des traditions religieuses. » (16 février 1961)

En recevant la sanction du lieutenant-gouverneur, le 24 mars, le bill 31 ouvre un chapitre marquant de l'histoire québécoise. Le 24 avril, le ministre de la Jeunesse dévoile que Mgr Alphonse-Marie Parent, vice-recteur de l'Université Laval, a été choisi pour présider la commission. L'organe consultatif ainsi créé, qui entrera dans la postérité sous le nom de commission Parent, sera à l'origine de grands bouleversements au sein du système d'éducation, dont les plus notables sont d'avoir recommandé la création d'un ministère de l'Éducation et d'un réseau de collèges d'enseignement général et professionnel (Cégeps).

### **Une école obligatoire et des manuels gratuits**

L'importance accordée par le gouvernement à l'universalisation de l'accès aux services sociaux s'exprime de façon saillante dans le bill 82 concernant la gratuité de l'enseignement et la fréquentation scolaire. Le projet de loi sanctionne trois principes :

1. Le droit fondamental de l'enfant à l'instruction, quel que soit l'état de fortune des parents, le talent devant être le seul facteur à considérer;
2. L'obligation des parents d'instruire leurs enfants selon les besoins du temps. Cette obligation se retrouve dans le droit civil et dans le droit canon;
3. Le devoir de l'État de fixer un niveau minimum d'instruction. (6 juin 1961)

Comme l'explique Gérin-Lajoie, la mesure décrète que la fréquentation scolaire sera désormais obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans, comme cela se fait dans toutes les autres provinces à l'exception du Manitoba. Et, puisque « la gratuité est une conséquence de la fréquentation obligatoire », le gouvernement annonce que les livres et les manuels scolaires seront mis à la disposition des élèves gratuitement par les commissions scolaires qui, de toute manière, s'acquittaient déjà en grande majorité de cette responsabilité financière.

De l'avis de l'opposition, ce principe de la gratuité est un leurre, car, comme l'explique Daniel Johnson, « rien n'est gratuit et il y a toujours quelqu'un qui paie ». Cependant, l'Union nationale ayant jadis manifesté l'intention d'établir la gratuité, le bill ne trouve devant lui qu'une bien faible réticence, une fois encore. Adopté à l'unanimité en troisième lecture, il est fait loi le 10 juin 1961.

En inscrivant cette loi dans ses Statuts, l'État québécois affirme ne plus vouloir jouer le rôle de suppléant et de pourvoyeur de fonds auquel il s'était vu confiné depuis que Charles-Eugène Boucher de Boucherville avait aboli le ministère de l'Instruction publique, en 1875<sup>57</sup>. Il se propose au contraire d'intervenir pour le soutien de la structure financière et institutionnelle du système d'éducation.

## Une nouvelle taxe scolaire

Au moment de prendre le pouvoir, l'état des finances de la province ne permettait pas au gouvernement d'instaurer la gratuité scolaire. Le Cabinet devait trouver une autre source de revenus<sup>58</sup>.

Depuis un certain temps, les plus petites commissions scolaires demandaient à ce que le gouvernement harmonise, à l'ensemble de la province, la taxe de vente de 2 % que certaines villes imposaient à leurs citoyens pour financer les écoles, taxe qui s'ajoutait à la taxe de vente provinciale, elle aussi de 2 %. Il ne restait plus qu'à convaincre le premier ministre, qui exigea que l'on sonde l'ensemble des commissions scolaires avant de rédiger le projet de loi.

Lorsque le premier ministre acquit la certitude qu'une majorité d'entre elles souhaitaient que le gouvernement nivelle leurs conditions de financement en obligeant les municipalités à imposer une taxe de vente scolaire, Jean Lesage accepta que son ministre de la Jeunesse soumette le bill 86 pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations<sup>59</sup>.

Le chef de l'opposition, Antonio Talbot, assure la réplique de son parti. De tous les bills inclus dans la « charte de l'éducation », dit-il, celui-ci présente les plus grands dangers. Au premier chef, en généralisant la taxe scolaire sur l'ensemble du territoire et en s'arrogeant le pouvoir de la redistribuer aux commissions scolaires, « le gouvernement constitue le ministre de la Jeunesse, ministre, en fait, de l'Instruction publique sans oser lui en donner le titre ». (7 juin 1961) En d'autres termes, en retirant leurs pouvoirs administratifs au surintendant de l'Instruction publique et aux comités catholique et protestant du Conseil de l'Instruction publique, ce projet de loi a pour effet de réduire ces organismes à l'état de simples organes de surveillance pédagogique. Pour le chef de l'opposition, il s'agit d'un principe de centralisation et d'extension fiscale, ni plus ni moins.

La centralisation et l'extension fiscale constitueraient de moindres maux, si ces mesures n'ouvraient pas « la porte à tous les abus qui, l'histoire est là pour le prouver, ont amené l'école neutre et non confessionnelle ». (7 juin 1961) Placée sous l'autorité du ministre de la Jeunesse, l'éducation sera désormais soumise aux diktats « inconstants et amoraux » de la politique. Attaché au rôle plusieurs fois séculaire que l'Église catholique a joué au sein de la société canadienne-française, Talbot refuse de contribuer à son ébrèchement.

Il apparaissait évident à tous que le gouvernement libéral projetait d'instituer un ministère de l'Éducation, tôt ou tard. Jean Lesage peut bien tonner, le 15 novembre lors de l'adresse en réponse au discours du trône, qu'il « est faux de dire que mon gouvernement a l'intention de créer un ministère de l'Éducation publique » et qu'il « n'est pas question et il ne sera jamais question sous mon administration de créer un ministère de l'Instruction publique », l'idée, à défaut de la chose, existait déjà, à toutes fins pratiques. Ce ministère, il l'avait promis à Gérin-Lajoie au cours des tractations qui ont mené à la formation du Cabinet, à l'été 1960<sup>60</sup>. L'opposition ne s'y trompe pas : le bill 86 est un pas de plus vers l'étatisation de l'Instruction publique.

À la veille de la prorogation, le bill est étudié en troisième lecture. Imperméable aux doléances conservatrices du chef de l'Union nationale, Gérin-Lajoie tente au moins de rassurer ses vis-à-vis :

Nous voulons vraiment grandir la fonction du surintendant. Le surintendant de l'Instruction publique, nous le voyons comme l'éducateur numéro 1. Il remplit la plus haute fonction qui soit, puisqu'elle concerne l'éducation des enfants de cette province. Nos enfants, garçons et filles, sont l'âme de notre province, et nous voulons qu'ils soient un actif non seulement pour notre pays, mais aussi pour tout le monde libre. (9 juin 1961)

Adoptée sur division, la loi pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations prend effet le 10 juin, lorsque le lieutenant-gouverneur lui appose la sanction royale.

### **Les moyens de ses ambitions**

À l'évidence, l'instauration de tels programmes d'universalisation des services sociaux entraîne de nouvelles dépenses. Afin de se donner les moyens de ses ambitions, le gouvernement du Québec annonce, le 15 décembre, une hausse de l'impôt sur le revenu des particuliers. Concrètement, le bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu abaisse le niveau minimal de revenu nécessaire pour être exempté d'impôt de 3 000 \$ à 2 000 \$ pour les gens mariés et de 1 500 \$ à 1 000 \$ pour les célibataires. Cette mesure assurera au gouvernement un revenu supplémentaire estimé à 14 millions de dollars par année, une somme insuffisante, toutefois, pour couvrir – ainsi que l'affirme Lesage en manière d'excuse –, les dépenses inconsidérées de l'administration précédente.

Les députés de l'opposition s'efforcent de retarder l'adoption de ce projet de loi jugé vexatoire, en refusant que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier. Cette fois, Daniel Johnson prend sur lui de se porter à la défense, dit-il, des « 250,000 petits salariés, les plus pauvres, ceux que l'Union nationale avait pris soin de protéger dans sa loi d'impôt de 1954 ». (16 décembre 1960)

En parvenant à reconduire le débat à la semaine suivante, sous prétexte qu'ils ont besoin de plus de temps pour étudier le projet, les députés unionistes ont laissé le temps faire son œuvre auprès de l'opinion publique. De telle sorte qu'au retour de la fin de semaine des 17 et 18 décembre, ils peuvent appuyer leurs récriminations sur le mécontentement général soulevé par le bill à travers le Québec. Le député de Maskinongé, Germain Caron, se fait le porte-parole de l'indignation de « toutes les classes de la société » auprès des ministériels :

De tous les centres du Québec, ce fut un concert de manifestations à l'encontre du projet de loi. L'unanimité est parfaite contre le bill.

C'est pourquoi nous, de l'opposition, avons la conviction d'accomplir notre devoir et d'interpréter le sentiment des masses en nous prononçant contre le bill 17. Nous savons qu'en faisant cela, nous répondons au sentiment populaire, parce que nous connaissons le peuple qui nous a donné sa confiance pendant 16 ans. C'est pourquoi nous n'hésitons pas à présenter au premier ministre un message à l'effet de réviser ses positions et de ne pas aller plus loin avec ce projet de loi qui est une hypothèque permanente sur le revenu du gagne-petit. (19 décembre 1960)

Par la répétition des mêmes arguments, le débat se prolonge indûment : le bill 17 est « une loi antisociale, antifamiliale et rétrograde », scandent les unionistes; il est rendu nécessaire par les dépenses inconsidérées et dissimulées qu'avait engagées l'Union nationale et par la nécessité évidente d'instaurer un système public d'assurance-hospitalisation, rétorquent les libéraux.

Finalement, le 22 décembre, le bill 17 passe en troisième lecture et reçoit immédiatement la sanction du lieutenant-gouverneur. Juste à temps pour le congé des Fêtes.

### **Le ministère des Affaires culturelles**

La création d'un ministère des Affaires culturelles figurait parmi les priorités du gouvernement libéral dans son programme électoral. En cette matière, le Parti libéral devait tout, ou presque, à Georges-Émile Lapalme; pendant ses longues années dans l'opposition, cet amoureux des belles lettres, des arts et du patrimoine s'était fait chanter de la culture à l'Assemblée législative. Néanmoins, c'est à Jean Lesage que revient l'honneur, le 16 décembre, de présenter le bill 18 instituant le ministère des Affaires culturelles.

Le mandat de ce nouveau département est clair et innovateur : il s'agit de « favoriser l'épanouissement des arts et des lettres dans la province de Québec, et leur rayonnement à l'extérieur de la province ». Comme le premier ministre l'explique, il incombe maintenant au gouvernement de participer activement à la stimulation, à la préservation, au développement et au rayonnement de la culture canadienne-française à travers le monde :



Le groupement canadien-français actuel a reçu ce fait en héritage de ses ancêtres. Mais comme un héritage ne donne pas seulement des droits mais crée aussi des devoirs, nous avons la responsabilité non seulement de conserver notre héritage intact, mais aussi de le garder vivant, actif, de le faire fructifier comme les talents de la parabole, de le propager, comme ont fait nos ancêtres. Ce faisant, nous serons fidèles à nos prédécesseurs, fidèles à notre vocation. (2 mars 1961)

Parce qu'il ignore presque entièrement la réalité bilingue et biculturelle de certaines régions du Québec pour promouvoir uniquement la culture de la majorité francophone, ce bill constitue l'une des plus probantes manifestations du message nationaliste que véhiculent les libéraux. Ce nationalisme, le gouvernement le veut cependant ouvert sur le reste du Canada, intégré à la définition même de l'identité nationale du pays.

Comme l'exprime Lesage, « le "fait français" constitue un ensemble de valeurs qui enrichissent le Canada tout entier ». L'affirmation nationale des Canadiens de langue française, croit-il, peut assurément contribuer à la lutte symbolique que livre l'État fédéral, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, contre cette « maladie déjà installée en nous, qui menace constamment notre identité canadienne : l'envahissement culturel américain qui risque de nous faire décerner le titre peu enviable de satellite des États-Unis ».

Promettant d'aider le reste du Canada à reconnaître la réalité biculturelle du pays comme une richesse qui lui est propre et qu'il doit faire fructifier, le gouvernement Lesage se propose de jouer un rôle actif, dans les limites de ses prérogatives :

Ce gouvernement est non seulement justifié de protéger et de diffuser cette culture, mais il a l'obligation morale d'y prendre une part considérable de responsabilité en instaurant les structures administratives qui s'imposent et en suscitant, à travers elles, le mouvement dynamique de l'expression culturelle canadienne-française.

Entendons-nous bien. L'État ne crée pas la culture et le gouvernement ne la dirige pas non plus. Il cherche tout simplement à préparer le climat qui facilite l'épanouissement des arts. Ni socialiste, ni conservateur, le gouvernement libéral veut agir envers les arts comme envers l'entreprise privée: sans paternalisme et sans laisser-faire. Le ministère des Affaires culturelles [...] n'érigera pas le dirigisme en principe. Il cherchera plutôt à coordonner l'action des organismes qui, dans notre province, travaillent à l'essor de la culture.

À cette fin, le bill 18 crée quatre organismes, chacun responsable d'un pan de l'épanouissement culturel québécois :

L'Office de la langue française doit veiller à la correction et à l'enrichissement de la langue parlée et écrite, et il peut, après approbation par le gouvernement, prescrire à tous les organismes de l'administration provinciale les mesures à prendre pour coopérer au travail de l'Office et lui faire porter fruit.

Le Département du Canada français d'outre-frontières est chargé de recommander au ministre des mesures qui favoriseront le rayonnement de la culture française en dehors des frontières de notre province.

De même, le Conseil des arts suggérera des moyens efficaces pour accentuer l'avancement des arts et des lettres dans la province de Québec.

Le nouveau ministère aura aussi sous sa juridiction le Bureau provincial d'urbanisme, les bibliothèques, les musées provinciaux, les archives de la province, les conservatoires de musique et d'art dramatique ainsi que les concours artistiques, littéraires et scientifiques. (16 décembre 1960)

Bien que la loi soit sanctionnée depuis le 24 mars, ce n'est que plus tard – durant les discussions libres en comité des subsides – que Lapalme exprime sa vision de l'avenir immédiat

de son ministère. En tant que truchement obligé de l'expression culturelle, la langue doit être valorisée prioritairement :

Ce nouveau ministère n'est pas chargé de la publicité qui relève du secrétariat provincial. Il ne lui appartient pas non plus d'obliger les hommes d'affaires québécois à adopter des raisons sociales françaises. Nous ne pouvons que nous élever contre la folie de nos gens qui ne sont pas capables de comprendre que les touristes étrangers viennent chercher ici quelque chose de différent. Un pays comme la France n'est pas même capable d'obliger ses commerçants à faire disparaître les "snack bars", les "supermarkets", etc., pour les remplacer par des formules qui soient purement françaises.

Le ministère des Affaires culturelles est surtout un ministère qui veut créer un climat de culture. Or, le premier véhicule de la culture, c'est la langue. Ce dont nous souffrons le plus, nous, Canadiens français, c'est de notre incapacité verbale. Nous ne sommes même pas capables de désigner les choses par leur nom. Il faut donc promouvoir un sentiment de fierté pour notre langue. Nous devons être fiers du français.

Il faut faire surtout porter les efforts vers la défense de la langue française. Il faut commencer par l'ennoblir, la purifier, notre langue. Nous sommes dans un climat de culture anglo-saxonne. Quand nous adoptons un mot anglais, nous le gardons et ça fait du joulal. Si nous voulons tous nous donner la main, nous pouvons opérer le redressement qui s'impose. (27 avril 1961)

### **Un Conseil d'orientation économique**

Créé en 1943 pour guider le gouvernement de Joseph-Adéard Godbout au sujet de l'exploitation des ressources naturelles et industrielles, le Conseil économique couvrait sous la cendre dont l'avait recouvert le gouvernement de l'Union nationale pendant ses mandats successifs. Il renaît en 1960 à l'initiative du Parti libéral. Dès son élection, Jean Lesage s'était adjoint les services du réputé économiste René Tremblay, de l'Université Laval, afin qu'il l'aide à remettre sur pied le Conseil d'orientation économique<sup>61</sup>. Leur travail préparatoire conduira à la présentation, le 16 décembre, du bill 26.

Placé sous la responsabilité du premier ministre<sup>62</sup>, le Conseil d'orientation économique, ainsi que l'annonce le lieutenant-gouverneur dans le discours du trône, le 10 novembre, est appelé à devenir « l'outil de la planification indispensable à une économie moderne ». Au cœur des préoccupations du nouveau gouvernement, la planification est rendue nécessaire par la croissance exponentielle du monde occidental, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Pour doter le Québec, selon les termes du premier ministre, « de plans d'ensemble qui permettront aux gouvernants et aux citoyens de savoir où ils se dirigent » (7 février 1961), il apparaît indispensable que le gouvernement s'entoure d'un groupe d'experts, capables de le conseiller au besoin. Il lui faut une vigie à même de l'avertir des possibles écueils qui pourraient affleurer l'horizon économique et social de la province. Tel sera le rôle du Conseil d'orientation économique. La nomination des 15 membres du Conseil sera confirmée un mois plus tard, le 7 mars 1961.

Durant le débat en deuxième lecture, les unionistes ne manquent pas de relever la propension du gouvernement à soumettre ses politiques aux exigences de la planification, ce qu'exemplifie fort bien la loi qui leur est soumise. Cette attitude révèle, selon Antonio Talbot, l'inexpérience du cabinet de Jean Lesage. Sans compter que le planisme n'est pas sans évoquer, peut-on entendre, l'économie planifiée des pays soviétiques.

Visionnaire, Daniel Johnson affirme pour sa part qu'il aurait préféré que le gouvernement institue « une banque industrielle avec un capital de centaines et de centaines de millions pour que les Québécois participent vraiment à l'exploitation de leurs richesses naturelles », une suggestion qui prendra forme, l'année suivante, par la création de la Société générale de financement (SGF).

Au final, l'Union nationale choisit de voter contre le bill 26 en troisième lecture « parce que le texte ne donne pas au Conseil des pouvoirs plus étendus que ceux qu'il avait déjà ». (10 février 1961)

Le bill sera sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 22 février 1961.

### **Le ministère des Richesses naturelles**

Entretenant, à l'évidence, des liens étroits avec la remise sur pied du Conseil d'orientation économique, le bill 22 instituant un ministère des Richesses naturelles est lu une première fois le 16 décembre, par Jean Lesage. Ce projet de loi réalise la fusion du ministère des Ressources hydrauliques avec le ministère des Mines. Le nouveau département aura pour mandat d'élaborer une politique pour que les principales richesses naturelles soient exploitées, mises en valeur et transformées au Québec. Il verra aussi à ce que les sociétés exploitant ces richesses emploient de la main-d'œuvre québécoise et constituent leurs cadres avec des citoyens formés dans la province.

Le gouvernement s'inscrit en faux contre la tendance trop longtemps soutenue par les gouvernements précédents à ouvrir toutes grandes les portes des territoires québécois aux entreprises étrangères, principalement anglo-canadiennes et américaines. La création du ministère se veut une façon, pour les libéraux, de proclamer bien haut que les richesses naturelles constituent un bien commun dont l'usufruit doit revenir aux Québécois. « Cela ne veut pas dire toutefois que le capital étranger placé dans les ressources naturelles de la province sera rejeté », de préciser le premier ministre. (19 janvier 1961)

En ce qui concerne l'hydroélectricité, le ministère des Richesses naturelles s'érige en manière de prélude à la complétion de la nationalisation, en 1963, des sociétés d'hydroélectricité. Lesage n'affirme-t-il pas que son gouvernement considère cette ressource « pratiquement comme un service public, car elle est la condition même de notre croissance industrielle à cause de son abondance dans le Québec et de son exploitation peu coûteuse »? (19 janvier 1961)

En réplique, les députés de l'opposition s'offusquent de l'attitude des libéraux consistant à ternir la réputation du gouvernement précédent pour mieux se mettre en valeur. Le bill, selon eux, révèle une fois de plus l'inexpérience des « apprentis ministres » (7 février 1961) incapables de gouverner la province sans l'aide des experts dont ils s'entourent abondamment depuis le début de la session. Sans grand projet de remplacement ni amendement à proposer, les unionistes entonnent en chœur l'air bien connu de leur gloire passée, puis votent contre ce bill en troisième lecture, le 7 février.

Le projet de loi est sanctionné le 22 février 1961.

### **Le ministère des Affaires fédérales-provinciales**

Le 28 février, Jean Lesage explique à la Chambre les motifs qui ont conduit à la création du ministère des Affaires fédérales-provinciales. L'idée maîtresse derrière le bill 20 est simple : il s'agit pour le Québec de reprendre l'initiative des négociations avec Ottawa. Pour ce faire, le ministère servira d'assise institutionnelle, d'organe permanent chargé d'étudier les possibilités d'avancement pour la province à l'intérieur du cadre constitutionnel. Pour mieux dire, un double objectif est mis de l'avant : « institutionnaliser les relations entre le gouvernement de la province de Québec et le gouvernement d'Ottawa, et entre le gouvernement du Québec et ceux des autres provinces ».

Peut-être séduits par l'angle autonomiste conféré au bill ou vendus d'avance à l'idée d'un tel ministère, les députés de l'opposition n'offrent pratiquement aucune résistance au projet. Talbot ne pose comme seule condition à son aval que les pouvoirs du ministre soient précisés de manière à en faire un messenger de la Chambre législative provinciale et non un négociateur plénipotentiaire. Telle est la teneur de l'amendement que l'Union nationale parvient à faire adopter en comité plénier, le 2 mars. Malgré cette concession des députés ministériels, le projet de loi est adopté sur division.

Le lieutenant-gouverneur sanctionne le bill le 24 mars 1961.

### **Le ministère du Revenu**

Institué sur les fondations du bureau du percepteur du revenu provincial, le ministère du Revenu est né grâce au bill 19, présenté par Jean Lesage. En regard de la croissance de l'aile du ministère des Finances qui servait au contrôle de la perception des taxes, ce projet de loi était devenu nécessaire. Il fallait assurer à la province une meilleure perception des revenus, tout particulièrement de la taxe de vente, dont le premier ministre estime le rendement à 48 % en 1960. À défaut d'une organisation stable et suffisante, le gouvernement ne récupérerait pas les pleins revenus que ses mesures fiscales lui permettaient de toucher. Cette situation va changer, promet Lesage :

Le bureau du revenu est devenu l'un des rouages les plus importants de l'administration, et l'expérience a prouvé qu'il serait préférable pour l'administration provinciale qu'un ministre s'occupe de l'administration du bureau du revenu. Le bureau du revenu a sans cesse des problèmes compliqués à résoudre et des décisions importantes à prendre. Seul le ministre peut donner l'orientation de la politique administrative, et l'expérience passée a prouvé hors de tout doute que le ministre des Finances ne peut pas y consacrer tout le temps qu'il faudrait. La création d'un ministère donnera au bureau du revenu un statut conforme à son importance. Il sera possible alors de modifier ses structures et de mettre en œuvre des techniques susceptibles de moderniser son administration. (19 janvier 1961)

À la croissance des responsabilités étatiques répond la croissance de son appareil. La création de ce ministère est une autre preuve de la complexité nouvellement reconnue des réalités sociales que le gouvernement est appelé à gérer. L'opposition, cependant, ne voit dans cette mesure qu'un inutile artifice destiné à soutirer l'argent du contribuable.

Adopté sur division, le bill devient loi le 2 février 1961.

### **Le contrôle des finances**

Dans la même veine, le bill 30 concernant le contrôle des finances vise à assurer à l'État québécois une meilleure emprise sur ses deniers. Le projet de loi prévoit de modifier la présentation des estimations budgétaires, afin de permettre une comparaison aisée des crédits accordés l'année précédente avec le budget prévisionnel. Ancêtre du bureau du Vérificateur général, le Conseil de la trésorerie, créé par la loi, pourra nommer :

[...] un contrôleur auquel seront adjoints des officiers qui seront postés dans les différents ministères. Le contrôleur doit avoir accès à tous les dossiers, documents et livres, en respectant les engagements financiers de chaque ministère. Tous les contrats devront être approuvés par le contrôleur et par ses employés. Ils devront certifier s'il y a des crédits disponibles pour payer la dépense. Sans leur autorisation, aucun contrat ne pourra être signé. (14 février 1961)

Malgré les véhémentes protestations de la gauche, le bill 30 est adopté assez rapidement, le 14 février 1961.

### **Changements de nomenclature, changements de vocation**

Avec les libéraux, plusieurs ministères changent de nom et d'affectation. Les bills 25 et 27, tous les deux présentés le 16 décembre, rendent compte de ces modifications. Le bill 25, comme l'affirme son parrain, Émilien Lafrance, place la famille québécoise au cœur des priorités du gouvernement. Pour témoigner de cette attitude nouvelle, le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse est renommé ministère de la Famille et du Bien-être social.

Le contenu du bill 27 concernant l'Exécutif est plus varié. Le projet de loi apporte la caution législative à des changements déjà opérés au sein du Cabinet libéral, ce que résume le premier ministre en première lecture :

Cette loi dit que le département de l'Instruction publique relève du ministre de la Jeunesse, mais que la direction administrative en est confiée au surintendant de l'Instruction publique.

De plus, les titres de "ministre de l'Agriculture" et de "ministre de la Colonisation" sont réunis en un seul et seront administrés par un seul ministre. Le nom du ministère des Pêcheries et de la Chasse est changé en celui de "ministère de la Chasse et des Pêcheries". Le nom de "ministère du secrétaire de la province" sera désormais changé en celui de "secrétariat provincial".

Le projet de loi autorise aussi le gouvernement à nommer un vice-président du Conseil exécutif qui présidera les délibérations des ministres en l'absence du premier ministre. Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) sera nommé à ce poste. (16 décembre 1960)

### **Un "hansard" à l'essai**

« Pour assurer le bon fonctionnement de la démocratie, il est essentiel que la population soit tenue au courant des actes et des attitudes de ses mandataires. La publication d'un journal officiel des débats, communément appelé "*hansard*", sera soumise à votre approbation. » C'est en ces termes que le lieutenant-gouverneur annonce la création prochaine d'un journal officiel des débats.

Tel que le premier ministre l'explique, le 18 janvier, un comité avait déjà été formé, l'année précédente, par l'Union nationale qui se pliait en cela à la suggestion renouvelée de Lapalme, alors chef de l'opposition. Dans son rapport, déposé le 9 juin, ce comité d'étude note que deux méthodes ont été mises à l'essai afin de reproduire les débats : « Le premier a consisté à reproduire les débats par le moyen de la sténotypie; le second, par le moyen simultané de la sténographie et de l'enregistrement magnétique (masque insonorisé). Votre comité se propose aussi d'expérimenter un microphone spécial d'une haute puissance qui doit incessamment être mis sur le marché. »

Le 7 février 1961, Thérèse Vilaire et Beryl Chadwick, sténotypistes de leur état, prennent place au Salon vert afin de transcrire les débats qui s'y déroulent. Pour la première fois depuis 1893, un gouvernement québécois a accepté de mettre à l'essai un système de retranscription des débats dans le but d'instaurer un hansard, tel qu'il en existait déjà un à Ottawa depuis 1875.

Pour Lapalme, qui en a longtemps réclamé la création, cette expérience constitue une bien savoureuse victoire. Les essais auxquels se livre la Chambre le 7 février et les jours suivants aboutiront à l'institution d'un véritable *Journal des débats* en 1964. Plus qu'aucune autre mesure législative, ce projet témoigne de la volonté nouvelle de transparence démocratique du gouvernement.

### **Contrôler les « débits de boisson »**

Le projet de loi 34 est l'un des plus publicisés de la session. Dorénavant, la vente et la distribution d'alcool seront encadrées par un organisme, la Régie des alcools, institué sur la structure de la Commission des liqueurs. Le principal pouvoir conféré par la loi à la Régie consiste à délivrer différents permis de vente d'alcool aux demandeurs, selon les caractéristiques et les besoins de leur établissement. Georges-Émile Lapalme, en sa qualité de procureur général, explique les principes généraux de la loi qui sont au nombre de deux : transparence et flexibilité.

La loi élargit aussi l'accès aux boissons alcoolisées en permettant aux « débits de boisson » de rester ouverts plus longtemps et d'ouvrir même le dimanche, une mesure que Lapalme estime nécessaire pour suivre l'évolution des habitudes de consommation de la population.

Les protestations de l'opposition à l'effet que la loi provoquera une augmentation du nombre d'établissements illégaux épuisent la patience de Lapalme, qui trace un portrait sans complaisance de la réalité passée que cette loi cherche à réformer :

Parlons-en de l'ancien système! C'est épouvantable de penser que le parti de l'Union nationale soit si vertueux concernant les demandes sur ce projet de loi, lorsque nous savons qu'il y avait plus de tolérances que de permis pour les établissements de la province sous l'Union nationale. [...] Il y avait à travers toute la province des milliers d'établissements qui vendaient illégalement. [...] Finie la tolérance de l'illégalité! Des permis délivrés non plus par un seul gérant, mais par une régie à la suite de séance publique! (21 mars 1961)

Le débat se poursuit jusqu'au 24 mars. Puis, le 13 avril, le lieutenant-gouverneur sanctionne la loi.

### **Réformer la police**

Durant les mandats successifs de Lomer Gouin, de Louis-Alexandre Taschereau et de Maurice Duplessis, la fonction de procureur général était occupée par le premier ministre. Cela conférait à l'exécutif politique un levier coercitif considérable pour exercer un pouvoir discrétionnaire. En 1960, Jean Lesage avait rompu la tradition et confié le poste de procureur général à Georges-Émile Lapalme.

Le projet de loi 42 sur la Sûreté provinciale, soumis à l'Assemblée le 17 mars, participe d'une volonté de « sortir la police de la politique », comme l'affirme Lapalme au cours de la seconde lecture du bill, le 11 avril. Le projet vise à soustraire la police provinciale de la Commission du service civil. En point d'orgue, afin de rendre inopérante toute tentative de corruption dans les corps policiers du Québec, le bill propose une substantielle hausse salariale à tous les agents de la Sûreté. En suggérant également la réouverture de l'école provinciale de police, le bill pourvoit les effectifs de forces fraîches, rompues aux techniques d'entraînement les plus récentes.

Un travail d'épuration avait déjà été commencé au cours de l'été par Josaphat Brunet, ancien sous-commissaire de la Gendarmerie royale du Canada, embauché à la tête de la Sûreté. Le directeur s'était vu confier le mandat de purger la structure policière de ses éléments corrompus par le régime précédent. Pour ce faire, il s'est entouré d'éléments issus de la Gendarmerie royale. Ces embauches ont éveillé la suspicion du chef de l'opposition qui se demande, cyniquement, « si l'on ne devrait pas carrément confier la police québécoise à la Gendarmerie royale du Canada, comme cela se fait dans d'autres provinces ». (11 avril 1961)

Plus grave encore, selon Talbot, est la diminution de la fonction du procureur général, ravalé par ce bill au rang de « simple commissaire ». Comme il l'explique lui-même, le 11 avril, ce qu'il y a « de plus épouvantable dans cette loi, c'est que le directeur de la police pourra passer par-dessus la tête du procureur général et faire ses recommandations directement au Conseil des ministres ». Outre cette réserve, le projet de loi 42 ne soulève pas de grands remous. Il traverse aisément toutes les lectures et reçoit la sanction royale le 27 avril 1961.

### **Responsabiliser les chauffards**

La prospérité et le développement technologique qui caractérisent les années d'après-guerre favorisent l'accroissement du parc automobile au Québec. Selon les historiens John A. Dickinson et Brian Young, le nombre de véhicules immatriculés au Québec est passé de 225 152, en 1940, à 1 096 053, en 1960<sup>63</sup>.

Lorsqu'il propose la deuxième lecture du bill 48, le ministre des Transports et des Communications, Gérard Cournoyer, dénonce l'incurie de trop nombreux propriétaires d'automobile qui ne se soucient pas de se prémunir d'une assurance-responsabilité. Pour corriger cette situation, le projet de loi prévoit la création d'un fonds d'indemnisation des victimes de chauffards insolvables ou introuvables. Pour encourager les chauffeurs à assurer leur véhicule, le bill « établit un autre principe, important et sévère, à l'effet que la personne responsable

légalement d'un accident, dont les dommages n'auront pas été payés à la victime, perdra automatiquement son permis de conduire, et la licence de sa voiture sera suspendue ». (25 avril 1961) Enfin, pour échelonner les pénalités selon la gravité de la faute, le projet de loi établit un système de points de démerite.

Malgré les 34 amendements qu'elle lui fera subir, l'opposition n'entretient pas de grief suffisamment grave contre le bill pour voter contre son adoption. Il est sanctionné le 10 mai 1961.

### Les bons mots de la session

Malgré l'animosité qui peut ponctuellement opposer les acteurs politiques dans l'arène parlementaire, un climat de franche camaraderie règne la plupart du temps en Chambre. Même en cette année charnière de changement de régime, l'amertume des défaites électorales et autres sujets de rancoeur parviennent rarement à assombrir le ciel sous lequel se déroulent les débats.

### L'arène politique

Lors du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, Lucien Tremblay, député de Maisonneuve, profite de son intervention pour faire rire toute la députation. Électricien de métier, il prétend faire partie de « la plus vieille corporation du monde, puisque c'est Dieu lui-même qui l'a établie au début de l'univers, quand il a dit: "Que la lumière soit!" ». (24 novembre 1960) N'ayant visiblement d'autre ambition que d'amuser ses collègues, il rappelle aussi lors de cette même séance, selon le journaliste de *La Presse*, les « quelques taloches<sup>64</sup> » qu'il a échangées avec l'indépendant Franck Hanley, l'année précédente, dans le hall du Château Frontenac: « J'aimerais mieux, dit-il, un match entre le ministre des Ressources hydroélectriques (René Lévesque) et Johnny Rougeau, qu'entre Frank Hanley et moi! » Précisons que Johnny Rougeau, de son vrai nom Jean Rougeau, est un lutteur professionnel très populaire pendant les années 1950 et 1960; et, pendant la campagne électorale de 1960, il avait été le garde du corps personnel de René Lévesque.

### Fait d'hiver

La séance du 16 mars demeure, dans les annales d'un courriériste parlementaire des plus expérimentés, comme « la séance la moins sérieuse et la plus mal édifiante à laquelle il n'eût jamais assisté<sup>65</sup> ». La cause? Une joute de hockey entre les Canadiens de Montréal et les Maple Leafs de Toronto.

Dissipée, la députation, d'après ce que rapporte Paul Cliche, circule en un va-et-vient incessant afin de suivre l'évolution du pointage de la partie qui se déroule simultanément: « Il y en avait toujours une dizaine qui circulait entre la Chambre et l'antichambre où ils pouvaient suivre à leur aise les péripéties de la joute homérique où semblait se jouer l'avenir de la nation. Ceux qui entraient révélaient à renfort de gestes le pointage aux plus stoïques qui étaient restés à leur fauteuil<sup>66</sup>. » De l'avis de plusieurs journalistes, dont Henri Dutil, doyen de la Tribune de la presse, le hockey « a soulevé un intérêt qui a dépassé de cent coudées le débat sur le projet de loi<sup>67</sup> » à l'étude.

Peut-être Maurice Bellemare, député unioniste de Champlain, est-il distrait par l'enjeu sportif, ce soir-là. Lorsqu'un député ministériel lui fait remarquer que le gouvernement de l'Union nationale refusait fréquemment de divulguer les salaires de fonctionnaires provinciaux, il commet un impair qui a l'heur de plaire aux libéraux:

**M. Bellemare (Champlain):** On est ici, dans l'opposition, et vous êtes là, au pouvoir; et si vous faites ce qu'on a fait, vous serez ici avant longtemps!

**Des députés ministériels applaudissent<sup>68</sup>.**

Les spectateurs auraient pu penser que cette bourde constituerait le clou de la soirée, mais celle-ci donne lieu à des scènes encore plus inhabituelles lorsque le premier ministre Jean Lesage, revenu à son siège, interrompt les débats pour « dire au député de Bagot que les

Canadiens et le Toronto sont 1 à 1, que Toronto a rentré un point pendant que Talbot était au pénitencier, et que ce n'est pas Johnson qui a scoré ».

Au milieu de ce désordre, Claude-Gilles Gosselin, député de Compton, se fait ensuite rappeler à l'ordre par le président du comité, John Richard Hyde, qui lui demande de cesser d'écouter la radio pendant les délibérations. Franck Hanley, jamais en reste dans ce genre de situations, sème quant à lui la panique générale dans la Chambre en annonçant la fausse victoire de Toronto. C'est toutefois au président du comité, M. Hyde, que reviendra le bonheur de proclamer le triomphe des Canadiens sur leurs rivaux ontariens... par le compte de 5 à 2.

### **Danny Boy**

Au cours de la session 1960-1961, le caricaturiste Normand Hudon, du *Devoir*, développe un nouveau personnage dans son florilège de politiciens : Danny Boy, surnom donné à Daniel Johnson pour se moquer du représentant du comté de Bagot. Dès ses débuts, le dessin alimente les sarcasmes des députés libéraux, comme en témoigne Jean Lesage, qui remarque que le « député de Bagot a deux grandes qualités : il est le champion du sophisme et il est un excellent sujet pour la caricature... » (27 avril 1961). Ce à quoi Johnson, bon joueur, rétorque : « Tout le monde ne peut pas avoir la même chance que le premier ministre. Les femmes l'aiment même dans les caricatures. Mais si j'avais les moyens de payer Hudon aussi cher que le gouvernement actuel le paie, j'aurais peut-être plus de chances. »

### ***L'art de tromper, d'intimider et de corrompre l'électeur***

Tous les coups ne sont pas permis dans le jeu parlementaire. Une preuve éclatante de cette lapolissade survient le 12 mai, lorsqu'une banale période de questions et réponses écrites tourne au vinaigre. Le député Plourde, un libéral, demande au gouvernement (libéral, est-il besoin de le rappeler) de révéler l'identité de la dernière personne qui a emprunté un ouvrage au titre pour le moins accusateur. La réponse, inattendue, heurte de plein fouet la fierté partisane des députés de l'Union nationale et soulève l'indignation de son plus féroce défenseur, Daniel Johnson.

**M. Plourde (Roberval):** 1. Qui a emprunté la dernière fois, de la Bibliothèque de la Législature, l'ouvrage intitulé : *L'art de tromper, d'intimider et de corrompre l'électeur*, par Charles Marcault?

2. Cet ouvrage a-t-il été retourné à la Bibliothèque depuis et, dans l'affirmative, à quelle date?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1. et 2. L'ouvrage intitulé : *L'art de tromper, d'intimider et de corrompre l'électeur*, par Marcault, a été emprunté de la Bibliothèque de la Législature par l'honorable Maurice Duplessis, le 22 mai 1947, et n'a pas été retourné à la Bibliothèque depuis.

**M. Johnson (Bagot):** [...] Je proteste contre la méthode indigne employée par le premier ministre qui se distingue...  
(Désordre dans la Chambre)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je demande au député de Bagot de retirer les paroles "méthode indigne". J'ai ici un rapport rédigé par M. Jean-Charles Bonenfant, conservateur de la Bibliothèque. Je n'ai fait qu'en donner la lecture. Le représentant de Roberval m'avait demandé des renseignements. C'était mon devoir de lui répondre...

[...]

**M. Johnson (Bagot):** Je retire mes paroles. Mais je proteste, au nom de la simple décence, contre cette question et cette réponse afin qu'à l'avenir, quand le député de Roberval et le premier ministre n'y seront plus, les députés n'aient pas recours à des méthodes aussi basses qui consistent à salir ceux qui ne sont plus ici. Le premier ministre n'a jamais osé faire face à M. Duplessis lorsqu'il était vivant.



Le débat se poursuit pendant de longues minutes. Antonio Talbot prend la relève de Johnson en remettant en cause la pertinence d'une telle question, considérant qu'elle ne relève absolument pas de considérations publiques. Plourde rétorque qu'il a jugé nécessaire que la postérité connaisse les sources littéraires auxquelles Duplessis abreuva sa conception du pouvoir. « En tant qu'auteur de la question, termine Plourde, je veux expliquer mon geste. Je n'ai voulu ternir la réputation de personne. J'ai voulu simplement aider et éclairer les historiens de l'avenir sur les explications à apporter aux succès de l'Union nationale, et ça, c'est d'intérêt public. »

Toute cette controverse montre bien qu'aux yeux de ceux de son parti qui lui avaient survécu Maurice Duplessis était une idole qu'on n'attaquait pas impunément, même avec de telles facéties<sup>69</sup>.

Jules Racine St-Jacques

## Critique des sources

### La Tribune de la presse

De novembre 1960 à juin 1961, la Tribune de la presse est présidée par Gérard Fecteau, correspondant à l'Assemblée législative pour le compte de CFCM-TV, une station de télévision privée de Québec. Ce dernier est assisté de trois vice-présidents : Guy Lemieux, de CHRC, Paul-Émile Plouffe, du *Nouvelliste*, et Brian Upton, du *Montreal Star*. Henri Dutil, du *Soleil*, agit à titre de secrétaire.

Les autres courriéristes parlementaires connus sont : Maurice Bernier et Paul Rochon, du *Montréal-Matin*; Roger Bruneau et Paul Cliche, de *L'Action catholique*; Dominique Clift, Richard Daignault et J.-L. Lacroix, de *La Presse*; Claude Déry, de *La Tribune*; Jean-V. Dufresne et Gilles Neron, du *Nouveau Journal*; Lloyd Harriet et Warren Stafford, du *Quebec Chronicle-Telegraph*; Guy Lafrance, de CKCV; Jules Laqué, Fernand Marcotte, Jacques Monnier, Guy Rondeau et John Yorston, de *La Presse canadienne*; Omer Langlois, du *Droit*; Jacques Larivière et Louis Roberge, de Radio-Canada; Paul Leclerc et Max McMahon, du *Montreal Star*; Thomas S. Sloan, du *Globe and Mail*; Claude Tessier et Joseph Voisard, de *L' v nement-Journal*; Marc-Edmond Thivierge, de la *United Press International*, ainsi que Marcel Thivierge, du *Devoir*.

  noter, le 28 février, au lendemain de la mort de Wilbur Arkison, courriériste de la *Gazette* de 1954   1960, le premier ministre et le chef de l'opposition prennent la parole à l'Assemblée pour témoigner de leur estime à l'égard du regretté journaliste. Un avion est même nolis  par le gouvernement afin de permettre aux anciens confrères de M. Arkison de pouvoir assister à ses fun raill s. Cette attention particulière atteste de la considération, de la sympathie et même de l'amitié qui existent entre les politiciens et les journalistes.

### Talbot contre *Le Devoir*

Le 17 novembre, Antonio Talbot proteste contre l'intitulé du *Devoir*, quotidien qu'il considère comme étant l'« organe officiel ou officieux du Parti libéral ». Il reproche au journal d'avoir utilisé un titre trompeur qui incrimine injustement l'Union nationale dans l'affaire des faux billets. Le lendemain, Talbot poursuit sa diatribe contre ce journal qui, à son avis, colporte des faussetés. Le chef de l'opposition semble regretter l'orientation qu'a prise le quotidien depuis 1947 : « S'il y a quelqu'un qui a perdu sa mystique, c'est *Le Devoir*, qui était grand sous Henri Bourassa. » (18 novembre 1960)

Un peu plus tard dans la session, Talbot reprend sa charge contre ce même journal. Il dûment avoir précédemment déclaré, comme le soutiennent les quotidiens *Le Devoir* ainsi que *L' v nement-Journal*, que la loi de l'assurance-hospitalisation était une loi « communiste ». Il affirme plutôt avoir dit qu'il s'agissait d'une législation « socialisante ». Il commente : « Pour le correspondant du *Devoir*, organe du Parti libéral, tout moyen est bon quand il s'agit de faire une perfidie à l'Union nationale, mais cela me surprend davantage de la part du journaliste de *L' v nement-Journal* qui nous avait habitués à plus d'honnêteté intellectuelle. » (7 décembre 1960)

Certes, les courriéristes parlementaires étant les seuls témoins ayant relaté les événements tenus à l'Assemblée législative, il arrive que des erreurs se glissent dans leurs comptes rendus. En retour, si un journaliste commet une faute, les autres membres de la Tribune de la presse publient bien souvent une information complémentaire qui, en fin de compte, ajoute à la fiabilité du travail de reconstitution des débats.

### Interprétation du *Temps*

Au cours de la séance du 29 novembre, René Bernatchez, député unioniste de Lotbinière, fait part du « patronage honteux » qui sévit dans son comté à la suite des agissements d'un partisan libéral. Le journal *Le Temps* publie un compte rendu de cette intervention dans lequel on prête à Bernatchez des propos nettement dénonciateurs : « Naturellement, la sangsue opère sous la direction des patronneux libéraux du comté. Sa mission est d'exercer un contrôle sur la couleur

politique des camions et de faire rendre à leurs propriétaires le tribut dû aux césars du patronage dans le comté. Il occupe d'ailleurs un poste de commande dans l'organisation du Parti libéral... » Puisque les autres quotidiens ne font aucune mention de ces paroles, il est peu probable que le député de Lotbinière ait tenu un argumentaire aussi hyperbolique. Bref, il a fallu porter une attention soutenue au contenu des débats publiés dans *Le Temps*.

### Mises au point de Johnson

Le 7 mars, le chef de l'opposition intervient en Chambre pour protester contre le *Time Magazine* qui lui prête des propos qu'il n'a pas tenus. Le journal atteste que Johnson aurait mis le premier ministre en colère en lui reprochant de ne pas aller à l'église. Lesage appuie le démenti de son adversaire en affirmant que Johnson n'aurait jamais prononcé de telles paroles à l'Assemblée législative.

Le lendemain, Johnson veut rectifier une erreur commise cette fois par *Le Devoir* qui n'a pas correctement cité l'une de ses déclarations. Selon ce journal, le député de Bagot aurait dit que les libéraux devaient leur succès électoral dans Joliette et Rouville « aux communistes, aux socialistes et aux "beatniks" ». Johnson affirme avoir plutôt dit que les communistes, les socialistes et les beatniks étaient les artisans de la victoire libérale en général, et non pas uniquement dans ces deux circonscriptions.

### Omission de la Tribune de la presse

La couverture journalistique peut parfois être incomplète et le premier ministre en donne la preuve. Si l'on en croit le chef libéral, les membres de la Tribune de la presse auraient oublié de faire mention de l'une de ses répliques. Ainsi, après que Johnson eut insinué, le 27 avril 1961, que le gouvernement se soit payé les services du caricaturiste Normand Hudon, Lesage aurait dénié cette allégation, ce que les quotidiens ont omis de signaler. Le premier ministre répète donc, le lendemain, que M. Hudon n'est rémunéré ni par l'État ni par le Parti libéral.

### Première expérimentation de la sténotypie

À l'occasion de la mise à l'essai de la sténotypie, certains députés exploitent la retranscription des débats à des fins partisans. Par exemple, le 7 février, après un discours de Lucien Tremblay, le premier ministre se questionne à savoir sous quelle forme ce plaidoyer, qu'il considère décousu, paraîtra dans la sténotypie. Le député de Maisonneuve répond : « Ça paraîtra comme ça voudra. Je m'en fous. J'ai toujours eu le courage de mes opinions et je dis tout haut ce que je pense tout bas. »

Lesage tire à nouveau parti de la retranscription des débats alors que l'opposition lui reproche de faire la lecture de ses discours. Il déclare : « Il s'agit de notes copieuses. D'ailleurs, l'opposition aurait intérêt à avoir elle-même des notes; ça lui éviterait de se répéter jusqu'à 30 fois au cours du même débat. Le *Journal officiel des débats* forcera le représentant de Bagot (M. Johnson) à être moins volubile s'il ne veut pas avoir honte de ses paroles. » (7 février 1961)

La mise à l'essai de la sténotypie permet également d'identifier les forces et les faiblesses de ce système novateur. L'échange suivant en témoigne :

**M. Caron (Maskinongé)** cite un bout de phrase du discours d'un ministre extrait du système de transcription des débats. Il dit aimer mieux parler "joual" et se faire comprendre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**: Il n'appartient pas au député de porter ainsi un jugement sur le système actuel. Il est bien entendu qu'il s'agit d'essais.

**M. Caron (Maskinongé)** dit ne pas critiquer le système. La transcription, dit-il, reproduit mot à mot ce que le ministre a dit.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il est inconvenant pour un député de se servir d'une transcription mise à l'essai pour rapporter les paroles d'un député.

[...]

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Le député de Maskinongé (M. Caron) veut, d'une voix innocente et incolore, déchirer ce qui a été proposé comme un "gentleman's agreement". Tout le monde sait que nous sommes en présence d'un système qui a été mis à l'essai et qui n'est pas encore au point.

La sténotypiste, elle-même, selon son témoignage, a de la difficulté à saisir les phrases qu'elle entend parfois.

**M. l'Orateur:** La transcription n'a aucun caractère officiel. On ne peut s'y référer en Chambre. (9 février 1961)

Bientôt les députés devront composer avec la parution d'un *Journal des débats* en 1964. Comme l'indique l'historien Gilles Gallichan, « né, comme la presse elle-même, pour soumettre l'autorité du pouvoir à la connaissance du citoyen<sup>70</sup> », cet apport essentiel à la démocratie parlementaire que constitue le *Journal des débats* « est le fruit d'une longue et difficile évolution de la conscience politique<sup>71</sup> ». Il importe toutefois aux contemporains de ne pas déconsidérer le travail colossal accompli par les courriéristes qui ont retranscrit l'essentiel des échanges à l'Assemblée législative depuis 1867. Grâce à eux, notre mémoire parlementaire a pu être préservée de l'oubli.

Nicholas Toupin

## Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Georges-Émile Lapalme, *Mémoires*, T. III, *Le paradis du pouvoir*, Montréal, Leméac, 1973, p. 15.
2. Selon le politologue Dale C. Thompson, biographe de Jean Lesage, l'expression « Révolution tranquille » serait traduite de l'anglais *Quiet Revolution* dont la paternité reviendrait à un journaliste du *Globe and Mail*. Dale C. Thompson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, Saint-Laurent, Trécarré, 1984, p. 17. Or, Tom Sloan, le journaliste du quotidien torontois affecté à la Tribune de presse de l'Assemblée législative du Québec à cette époque-là, a lui-même renié cet honneur lorsque Gilles Lesage, courriériste du *Devoir*, l'a interrogé à ce sujet. Le mystère plane toujours sur l'origine de cette appellation, comme en témoignent Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale*, Québec, Publications du Québec, 2008, p. 499.
3. Léon Dion, *Québec, 1945-2000*, T. II : *Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Québec, PUL, 1993, 452 p.
4. Lucia Ferretti, « La révolution tranquille », *L'Action nationale*, 1999, vol. LXXXIX, no 10 (décembre 1999), [en ligne] <http://www.action-nationale.qc.ca>
5. C'est le mot qu'ont trouvé Kenneth McRoberts et Dale Postgate pour définir le régime duplessiste dans leur ouvrage intitulé : *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal, 1983, p. 79-114.
6. Voir : Gérard Dion et Louis O'Neill, *Le chrétien et les élections : textes pontificaux et épiscopaux, documents historiques, textes divers sur la moralité politique*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1960, 123 p.
7. L. Ferretti, « Révolution tranquille », [en ligne] <http://www.action-nationale.qc.ca>
8. André Vanasse, « Le Libraire », *Dictionnaire des oeuvres littéraires du Québec (1960-1969)*, Tome IV, Montréal, Fides, 1984, p. 512-513.
9. René Beaudin, « Journal d'un inquisiteur », *Dictionnaire des oeuvres littéraires du Québec (1960-1969)*, Tome IV, Montréal, Fides, 1984, p. 483-485.
10. Marcel Chaput, *Pourquoi je suis séparatiste*, Montréal, Éditions du Jour, 1961, p. 156.
11. Desmond Morton, « Crises d'abondance », dans Craig Brown (dir.), *Histoire générale du Canada*, Montréal, Boréal, 1990, p. 600-605. Denis Smith, « John George Diefenbaker », *DBC*, [en ligne] <http://www.biographi.ca/>
12. Jacques Paul Couturier, *Un passé composé : le Canada de 1850 à nos jours*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1996, p. 299.
13. Paul Cliche, « S. Exc. l'hon. Onésime Gagnon donne lecture du discours du trône... », *L'Action catholique*, 10 novembre 1960, p. 1.
14. *Ibid.*
15. C. Blais, G. Gallichan, F. Lemieux et J. Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale...*, p. 458. Précisons tout de même que le discours du trône avait déjà été radiodiffusé par le passé.
16. Lionel Bertrand, *Quarante ans de souvenirs politiques (suite de « Mémoires »)*, Sainte-Thérèse-de-Blainville, Éditions Lionel Bertrand, 1976, p. 157.
17. Du groupe, Lesage est entré seul dans la mémoire collective québécoise. Un tort que les historiens québécois s'emploient d'ailleurs à redresser depuis la tenue, en 1987, du premier colloque sur les leaders politiques du Québec contemporain, consacré à Lapalme. Jean-François Léonard (dir.), *Georges-Émile Lapalme*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1988, 297 p. La publication, en 1988, du programme libéral de 1960, intitulé « Pour une politique », participe elle aussi d'une volonté de faire connaître le rôle historique de cet acteur méconnu du passé québécois. Georges-Émile Lapalme, *Pour une politique*, Montréal, VLB, 1988, 346 p. Jean-Charles Panneton a récemment brossé à grands traits les idées défendues par Lapalme dans un mémoire publié sous un titre évocateur : *Georges-Émile Lapalme, précurseur de la Révolution tranquille*, Montréal, VLB, 2000, 190 p.
18. Georges-Émile Lapalme confesse le sentiment d'impuissance qu'il a ressenti devant le gouvernement unioniste de Maurice Duplessis. *Mémoires*, T. II : *Le vent de l'oubli*, Montréal, Leméac, 1970, p. 181.
19. Voir les témoignages de ses proches dans J.-F. Léonard (dir.), *Georges-Émile Lapalme*, p. 13-31. Pour en juger par soi-même, on lira les T. II et III des mémoires du principal intéressé.
20. Le qualificatif est de Paul Gérin-Lajoie, « Témoignage », dans Robert Comeau (dir.) *Jean Lesage et l'éveil d'une nation*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1989, p. 17.
21. D. C. Thompson, *Jean Lesage...*, p. 142-143.
22. Paul Gérin-Lajoie, « Témoignage », dans R. Comeau (dir.), *Georges-Émile Lapalme*, p. 17.
23. D. C. Thompson, *Jean Lesage...*, p. 142.
24. À eux seuls, ces ministres accaparent une bonne partie des débats qui animent l'Assemblée du 10 novembre 1960 au 10 juin 1961.
25. L'expression appartient à Georges-Émile Lapalme, qui en a fait le titre cynique du troisième tome de ses *Mémoires*.
26. G.-É. Lapalme, *Mémoires*, T. III..., p. 22-23.
27. Georges-Émile Lapalme atteste d'ailleurs de cette difficulté au sujet de la justice, qu'il a sous sa garde en qualité de procureur général, en 1960-1961. *Le paradis du pouvoir*, p. 62-64.
28. *Ibid.*, p. 62. Plus tard, le 1<sup>er</sup> mai, lors d'une houleuse discussion au sujet du patronage, les deux partis s'accusent respectivement de corruption, attestant par le fait même d'une certaine continuité dans la pratique. La nuance qu'introduit dans ce débat le ministre de la Voirie, Bernard Pinard, prononcée « au milieu de protestations qui n'avaient rien de sincère », ainsi que se le rappelle Lapalme, ressemble à une bien candide confession:

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Il y a longtemps qu'il est question de patronage dans la province de Québec.  
(Rires)

Je ne sais pas si les gens de l'autre côté, le chef de l'opposition en tête, admettent qu'il y a un bon et un mauvais patronage. Dans le programme libéral, il est question d'abolir le patronage. Moi, comme des milliers de gens bien pensants, j'ai cru qu'il s'agissait de faire cesser le mauvais patronage, celui qui fait payer des prix exorbitants au gouvernement, de sorte qu'au lieu de payer la peinture \$9.29 le gallon, aujourd'hui, je paie \$3.14.

29. M. Leclerc fait ici référence à une accusation de M. Lévesque formulée lors de la séance du 16 novembre 1960.
30. Antonio Barrette, *Mémoires*, Montréal, Beauchemin, 1966, p. 273-332; Pierre Godin, *La fin de la grande noirceur*, Montréal, Boréal compact, 1991, p. 209-234.
31. Pierre Godin, *Daniel Johnson*, T. I : 1946-1964, *la passion du pouvoir*, Montréal, L'Homme, 1980, p. 213.
32. Le biographe de Johnson assure autant à lui que l'aplomb du futur chef de l'Union nationale « tranche tellement avec le manque d'entrain du chef parlementaire Antonio Talbot que ce dernier finit par passer au second plan », lors de la session de 1960-1961. P. Godin, *La fin de la grande...*, p. 247.
33. *Ibid.*, p. 247-248.
34. G.-É. Lapalme, *Le paradis du pouvoir*, p. 50.
35. Henri Dutil, « Aucune mention des projets de loi préparés, à l'ordre du jour », *L'Événement-Journal*, 10 novembre 1960, p. 2.
36. Pierre Laporte, « Le discours du trône : début de la réalisation du programme libéral », *Le Devoir*, 11 novembre 1960, p. 1. Aux élections de 1961, le courriériste parlementaire se fera élire sous la bannière libérale.
37. *Ibid.*
38. Mais, pour donner l'exacte mesure de la santé financière de la province, il faudrait encore soustraire les 126 085 000 \$ dépensés pour des fins d'immobilisation. On aurait obtenu alors des dépenses totales de 723 502 000 \$.
39. Voir à ce sujet : Jean-Guy Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*, Québec (Ph.D. histoire, Université Laval), 1977, p. 509-510.
40. Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain*, T. I : *De la Confédération à la Crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal, 1989, p. 644.
41. Johanne Daigle, « Une "révolution" dans la tradition : les réformes dans le champ de la santé au cours des années 1960 et l'organisation du travail hospitalier » dans R. Comeau, *Jean Lesage et l'éveil...*, p. 148, voir note 2.
42. Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec*, T. II : 1931-1966, Montréal, Leméac, 1971, p. 384.
43. Johanne Daigle affirme que le bill 2 ainsi que toutes les lois en matière de santé du premier gouvernement Lesage, « furent adoptées en catastrophe ». *Idem.*
44. Lucie Dagenais, « La loi de l'assurance-hospitalisation et la loi des hôpitaux », dans R. Comeau, *Jean Lesage et l'éveil...*, p. 145.
45. On sent toutefois le Dr Leclerc réservé dans son discours. Comme il l'admet lui-même le 9 décembre, le député de Charlevoix retient sa critique à l'endroit du bill par crainte de se voir stigmatisé comme un opposant de l'assurance-hospitalisation. Son commentaire à cet effet témoigne éloquentement de la popularité dont jouissait le projet de loi dans l'opinion de citoyens québécois : « Certaines personnes diront : "Voyez, le docteur Leclerc est contre l'assurance-hospitalisation." Des politiciens le prétendront et des journaux le répéteront. C'est pourquoi je veux qu'on me comprenne bien : je suis pour le principe d'une aide aux hospitalisés, c'est pourquoi j'ai voté pour le projet de loi en deuxième lecture, mais je suis contre le système d'assurance-hospitalisation, tel que conçu par le gouvernement, et je voterai donc contre la loi en troisième lecture. »
46. René Lévesque, *Attendez que je me rappelle...*, Montréal, Québec/Amérique, 1994, p. 220.
47. *Ibid.*, p. 219.
48. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec...*, p. 659.
49. Paul Gérin-Lajoie, *Combats d'un révolutionnaire tranquille, propos et confidences*, Anjou, Centre éducatif et culturel, 1989, p. 209.
50. P. Gérin-Lajoie, *Combats d'un révolutionnaire...*, p. 189-200.
51. Louis-Philippe Audet, *Histoire de l'enseignement au Québec*, T. II : 1840-1971, Montréal, Holt, Rienhart et Winston, 1971, p. 401.
52. « Le premier problème que nous aborderons dans notre œuvre de restauration, la grande œuvre qui s'impose aujourd'hui avec une intensité nouvelle chez nous comme dans tous les pays du monde, c'est l'éducation. L'éducation, je tiens à le proclamer très haut, ce sera la principale préoccupation de notre gouvernement. », P. Gérin-Lajoie, *Combats d'un révolutionnaire...*, p. 178.
53. *Ibid.*
54. Pour plus de nuance à ce sujet, voir l'introduction historique de la session de 1951-1952.
55. P. Gérin-Lajoie, *Combats d'un révolutionnaire...*, p. 203.
56. *Ibid.*
57. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec...*, p. 270.
58. Selon le souvenir qu'en a conservé Paul Gérin-Lajoie, c'est Joseph Pagé, secrétaire du département de l'Instruction publique, qui résolut le problème.
59. P. Gérin-Lajoie, *Combats d'un révolutionnaire...*, p. 205-207.
60. *Ibid.*, p. 193.
61. D. C. Thompson, *Jean Lesage et...*, p. 249.
62. Et non du ministre de l'Industrie et du Commerce, comme l'affirme D. C. Thompson, *Idem.*
63. John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Silery, Septentrion, 2003, p. 314. Notons que dans son allocution, le ministre des Transports et des Communications, Gérard

Cournoyer, fait état de 1 135 000 véhicules « à la fin de l'année 1960 ». Puisque Dickinson et Young ne citent pas leur source, il est difficile d'expliquer cette différence avec certitude.

64. J.-L. Lacroix, « M. Tremblay déride la députation », *La Presse*, 25 novembre 1960, p. 25.

65. Paul Cliche, « Un député écoute la radio en Chambre », *L'Action catholique*, 17 novembre 1961, p. 2.  
66. *Ibid.*

67. Henri Dutil, « M. Bellemare devient "vedette, malgré lui" », *Le Soleil*, 17 novembre 1961, p. 11.

68. La réaction des députés ministériels à la déclaration de M. Bellemare a suscité de nombreux commentaires journalistiques. *Le Nouvelliste* du 17 mars 1961, à la page 15, rapporte que les « ministres et députés libéraux ont salué cette déclaration en frappant bruyamment sur leur pupitre ». Pour sa part, *Le Soleil* du 17 mars 1961, à la page 11, écrit que « les libéraux n'en croyaient pas leurs oreilles et qu'ils acclamèrent avec frénésie le député de Champlain pendant que, du côté de l'Union nationale, la stupeur faisait froncer des sourcils. La gauche paraissait visiblement décontenancée ». Quant à *La Presse* du 17 mars 1961, à la page 47, un de ses reporters écrit : « Inutile de dire que ses collègues de l'opposition ont accueilli cette étonnante déclaration avec des figures longues d'une aune, pendant que les députés ministériels applaudissaient à tout rompre. »

69. Jean-Charles Bonenfant, le directeur de la Bibliothèque, a donné sa version de cette anecdote dans « La bibliothèque de l'Assemblée nationale et ses bibliothécaires », *Livre, bibliothèque et culture québécoise. mélanges offerts à Edmond Desrochers, s.j.*, Montréal, ASTED, 1987, p. 646-647.

70. Gilles Gallichan, « La reconstitution des débats parlementaires du Québec : mémoire politique et identité nationale », Jean-Pierre Wallot, Pierre Lanthier et Hubert Watelet (textes réunis par), *Constructions identitaires et pratiques sociales. Actes du colloque en hommage à Pierre Savard tenu à l'Université d'Ottawa les 4, 5, 6 octobre 2000*, Presses de l'Université d'Ottawa et Centre de recherche en civilisation canadienne-française, 2002, p. 242.

71. Gilles Gallichan, « Les débats parlementaires du Québec (1792-1964) ou la mémoire des mots », *Cahiers de la Société bibliographique du Canada*, 1988, 27, p. 38.





## BIBLIOGRAPHIE

### **Journaux de base**

*Action catholique, L'*  
*Canada, Le*  
*Devoir, Le*  
*Événement-Journal, L'*  
*Gazette, The*  
*Montréal-Matin, Le*  
*Montreal Star, The*  
*Nouvelliste, Le*  
*Patrie, La*  
*Presse, La*  
*Quebec Chronicle-Telegraph, The*  
*Soleil, Le*  
*Temps, Le*  
*Tribune de Sherbrooke, La*

### **Journaux complémentaires**

*Action, L'*  
*Argenteuil, L'*  
*Avant-poste gaspésien L'*  
*Avenir du Nord, L'*  
*Berthelais, Le*  
*Bien Public, Le*  
*Boussole, La (Nicolet)*  
*Bulletin des agriculteurs, Le*  
*Canada français, Le*  
*Canadien de Thetford, Le*  
*Chronique de Magog, La*  
*Clairon de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Clarté, La*  
*Courrier de Bellechasse, Le*  
*Courrier de Berthierville, Le*  
*Courrier de Laviolette, Le*  
*Courrier de Montmagny, Le*  
*Courrier de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Courrier de Sorel, Le*  
*Dorchester, Le*  
*Droit, Le*  
*Écho abitibien, L'*  
*Écho de Frontenac, L'*  
*Écho de Lotbinière, L'*  
*Écho de Louiseville, L'*  
*Écho de Vaudreuil-Soulanges, L'*  
*Écho des Laurentides, L'*  
*Écho des Monts, L'*  
*Écho du Bas-Saint-Laurent, L'*  
*Écho du Nord, L'*  
*Étoile du lac, L'*  
*Étoile du Nord, L'*  
*Frontière, La*  
*Guide, Le*

*Joliette-Journal*  
*Journal Métropole*  
*Lakeshore News, The*  
*Mégantic, Le*  
*Messenger de Verdun, Le*  
*Mire, La*  
*Monde ouvrier, Le*  
*Nouveau-Québec, Le*  
*Ordre, L'*  
*Opinion de Hull, L'*  
*Parole, La*  
*Petit Journal, Le*  
*Peuple, Le*  
*Progrès de Coaticook, Le*  
*Progrès de L'Islet, Le*  
*Progrès de Valleyfield, Le*  
*Progrès du Golfe, Le*  
*Progrès du Richelieu*  
*Progrès du Saguenay, Le*  
*Réforme, La*  
*Régional, Le*  
*Réveil, Le*  
*Revue de Granby, La*  
*Revue de Terrebonne, La*  
*Rouyn-Noranda Press, The*  
*Saint-Laurent, Le*  
*Salaberry, Le*  
*Sherbrooke Daily Record, The*  
*Sherbrooke Telegram*  
*Sommet, Le*  
*St. Maurice Valley Chronicle, The*  
*Stanstead Journal, The*  
*Telegram Observer, The*  
*Terre de Chez Nous, La*  
*Tribune, La (Saint-Hyacinthe)*  
*Tribune de Lévis, La*  
*Union des Cantons de l'Est, L'*  
*Unité, L'*  
*Voix de l'Est, La*  
*Voix de Shawinigan, La*  
*Voix des Bois-Francs, La*  
*Voix des Mille-Isles, La*  
*Voix du peuple, La*

#### **Autres sources**

Lesage, Jean. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable J. Lesage, Ministre des Finances à l'Assemblée législative de Québec, 14 avril 1961*. [s.l.]: 1961. 92 p. Publié également en anglais.

*Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1960-1961*, Québec 1960-1961.

*Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1960-1961*, Québec 1960-1961.

Québec, Prov. *Bills*, 3<sup>e</sup> session, 14<sup>e</sup> Parlement, 1960-1961.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1960-1961, Vol. XCVI*, Québec, 1961, iv, 1019, lxv, lxvi p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 9-10 Elizabeth II, Québec, Imprimeur de la reine, Québec, 1960-1961, vi, 1086, xxxi p.

*Rapports des comités généraux*, 2<sup>e</sup> session, 1960-1961.



## TABLE DES MATIÈRES

|  |       |
|--|-------|
| Introduction historique.....                 | vii   |
| Critique des sources .....                   | xxxiv |
| Bibliographie.....                           | xli   |
| Table des matières.....                      | xlvi  |
| L'Exécutif en 1960-1961.....                 | li    |
| Membres de l'Assemblée législative           |       |
| Par ordre alphabétique .....                 | liii  |
| Par ordre de circonscription .....           | lv    |
| Débats                                       |       |
| 1 Séance du jeudi 10 novembre 1960 .....     | 1     |
| 2 Séance du vendredi 11 novembre 1960.....   | 7     |
| 3 Séance du mardi 15 novembre 1960 .....     | 21    |
| 4 Séance du mercredi 16 novembre 1960 .....  | 43    |
| 5 Séance du jeudi 17 novembre 1960 .....     | 59    |
| 6 Séance du vendredi 18 novembre 1960.....   | 79    |
| 7 Séance du mardi 22 novembre 1960 .....     | 89    |
| 8 Séance du mercredi 23 novembre 1960 .....  | 107   |
| 9 Séance du jeudi 24 novembre 1960 .....     | 125   |
| 10 Séance du vendredi 25 novembre 1960.....  | 143   |
| 11 Séance du mardi 29 novembre 1960 .....    | 151   |
| 12 Séance du mercredi 30 novembre 1960 ..... | 167   |
| 13 Séance du mardi 6 décembre 1960.....      | 179   |
| 14 Séance du mercredi 7 décembre 1960.....   | 201   |
| 15 Séance du vendredi 9 décembre 1960.....   | 217   |
| 16 Séance du lundi 12 décembre 1960.....     | 239   |
| 17 Séance du mardi 13 décembre 1960.....     | 249   |

|   |     |
|---|-----|
| 18 Séance du mercredi 14 décembre 1960..... | 263 |
| 19 Séance du jeudi 15 décembre 1960.....    | 291 |
| 20 Séance du vendredi 16 décembre 1960..... | 307 |
| 21 Séance du lundi 19 décembre 1960.....    | 321 |
| 22 Séance du mardi 20 décembre 1960.....    | 335 |
| 23 Séance du mercredi 21 décembre 1960..... | 351 |
| 24 Séance du jeudi 22 décembre 1960.....    | 367 |
| 25 Séance du mardi 10 janvier 1961.....     | 379 |
| 26 Séance du mercredi 11 janvier 1961.....  | 389 |
| 27 Séance du jeudi 12 janvier 1961.....     | 399 |
| 28 Séance du vendredi 13 janvier 1961.....  | 415 |
| 29 Séance du mardi 17 janvier 1961.....     | 425 |
| 30 Séance du mercredi 18 janvier 1961.....  | 443 |
| 31 Séance du jeudi 19 janvier 1961.....     | 459 |
| 32 Séance du vendredi 20 janvier 1961.....  | 485 |
| 33 Séance du mardi 24 janvier 1961.....     | 491 |
| 34 Séance du mercredi 25 janvier 1961.....  | 493 |
| 35 Séance du mardi 31 janvier 1961.....     | 499 |
| 36 Séance du jeudi 2 février 1961.....      | 521 |
| 37 Séance du vendredi 3 février 1961.....   | 529 |
| 38 Séance du mardi 7 février 1961.....      | 533 |
| 39 Séance du mercredi 8 février 1961.....   | 553 |
| 40 Séance du jeudi 9 février 1961.....      | 567 |
| 41 Séance du vendredi 10 février 1961.....  | 587 |
| 42 Séance du mardi 14 février 1961.....     | 595 |
| 43 Séance du mercredi 15 février 1961.....  | 611 |
| 44 Séance du jeudi 16 février 1961.....     | 617 |
| 45 Séance du vendredi 17 février 1961.....  | 633 |

|    |  |      |
|----|--|------|
| 46 | Séance du mardi 21 février 1961 .....              | 639  |
| 47 | Séance du mercredi 22 février 1961 .....           | 659  |
| 48 | Séance du jeudi 23 février 1961 .....              | 663  |
| 49 | Séance du vendredi 24 février 1961 .....           | 665  |
| 50 | Séance du mardi 28 février 1961 .....              | 667  |
| 51 | Séance du mercredi 1 <sup>er</sup> mars 1961 ..... | 683  |
| 52 | Séance du jeudi 2 mars 1961 .....                  | 699  |
| 53 | Séance du vendredi 3 mars 1961 .....               | 717  |
| 54 | Séance du mardi 7 mars 1961 .....                  | 725  |
| 55 | Séance du mercredi 8 mars 1961 .....               | 739  |
| 56 | Séance du jeudi 9 mars 1961 .....                  | 751  |
| 57 | Séance du vendredi 10 mars 1961 .....              | 759  |
| 58 | Séance du mardi 14 mars 1961 .....                 | 771  |
| 59 | Séance du mercredi 15 mars 1961 .....              | 785  |
| 60 | Séance du jeudi 16 mars 1961 .....                 | 803  |
| 61 | Séance du vendredi 17 mars 1961 .....              | 815  |
| 62 | Séance du mardi 21 mars 1961 .....                 | 823  |
| 63 | Séance du mercredi 22 mars 1961 .....              | 837  |
| 64 | Séance du jeudi 23 mars 1961 .....                 | 847  |
| 65 | Séance du vendredi 24 mars 1961 .....              | 873  |
| 66 | Séance du mardi 11 avril 1961 .....                | 885  |
| 67 | Séance du mercredi 12 avril 1961 .....             | 899  |
| 68 | Séance du jeudi 13 avril 1961 .....                | 913  |
| 69 | Séance du vendredi 14 avril 1961 .....             | 931  |
| 70 | Séance du mardi 18 avril 1961 .....                | 991  |
| 71 | Séance du mercredi 19 avril 1961 .....             | 1027 |
| 72 | Séance du jeudi 20 avril 1961 .....                | 1039 |
| 73 | Séance du vendredi 21 avril 1961 .....             | 1053 |

|   |      |
|---|------|
| 74 Séance du lundi 24 avril 1961 .....              | 1061 |
| 75 Séance du mardi 25 avril 1961 .....              | 1075 |
| 76 Séance du mercredi 26 avril 1961 .....           | 1087 |
| 77 Séance du jeudi 27 avril 1961 .....              | 1099 |
| 78 Séance du vendredi 28 avril 1961 .....           | 1119 |
| 79 Séance du lundi 1 <sup>er</sup> mai 1961 .....   | 1131 |
| 80 Séance du mardi 2 mai 1961 .....                 | 1149 |
| 81 Séance du mercredi 3 mai 1961 .....              | 1169 |
| 82 Séance du jeudi 4 mai 1961.....                  | 1181 |
| 83 Séance du vendredi 5 mai 1961.....               | 1199 |
| 84 Séance du lundi 8 mai 1961 .....                 | 1211 |
| 85 Séance du mardi 9 mai 1961 .....                 | 1225 |
| 86 Séance du mercredi 10 mai 1961 .....             | 1241 |
| 87 Séance du vendredi 12 mai 1961.....              | 1251 |
| 88 Séance du lundi 15 mai 1961 .....                | 1265 |
| 89 Séance du mardi 16 mai 1961 .....                | 1281 |
| 90 Séance du mercredi 17 mai 1961 .....             | 1297 |
| 91 Séance du jeudi 18 mai 1961.....                 | 1321 |
| 92 Séance du vendredi 19 mai 1961.....              | 1337 |
| 93 Séance du mardi 23 mai 1961 .....                | 1349 |
| 94 Séance du mercredi 24 mai 1961 .....             | 1361 |
| 95 Séance du jeudi 25 mai 1961.....                 | 1373 |
| 96 Séance du vendredi 26 mai 1961.....              | 1393 |
| 97 Séance du lundi 29 mai 1961 .....                | 1401 |
| 98 Séance du mardi 30 mai 1961 .....                | 1415 |
| 99 Séance du mercredi 31 mai 1961 .....             | 1435 |
| 100 Séance du jeudi 1 <sup>er</sup> juin 1961 ..... | 1449 |
| 101 Séance du vendredi 2 juin 1961 .....            | 1469 |



|  |      |
|--|------|
| 102 Séance du lundi 5 juin 1961 .....    | 1489 |
| 103 Séance du mardi 6 juin 1961 .....    | 1501 |
| 104 Séance du mercredi 7 juin 1961 ..... | 1529 |
| 105 Séance du jeudi 8 juin 1961 .....    | 1557 |
| 106 Séance du vendredi 9 juin 1961 ..... | 1577 |
| 107 Séance du samedi 10 juin 1961 .....  | 1599 |
| <br>                                     |      |
| Index des participants .....             | 1609 |
| Index des sujets .....                   | 1677 |
| Index des bills publics et privés .....  | 1727 |



## **L'HONORABLE ONÉSIME GAGNON**

**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

### **Membres du Conseil exécutif 1960-1961**

L'honorable Jean Lesage, premier ministre, ministre des Finances et ministre des Affaires fédérales-provinciales (*à partir du 28 mars 1961*)

L'honorable Georges-Émile Lapalme, vice-premier ministre, procureur général et ministre des Affaires culturelles (*à partir du 28 mars 1961*)

L'honorable René Hamel, ministre des Affaires municipales et ministre du Travail

L'honorable Alcide Courcy, ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation

L'honorable Émilien Lafrance, ministre du Bien-être social (*jusqu'au 28 mars 1961*) et ministre de la Famille et du Bien-être social (*à partir du 1<sup>er</sup> avril 1961*)

L'honorable Gérard D. Levesque, ministre de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable André Rousseau, ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Paul Gérin-Lajoie, ministre de la Jeunesse

L'honorable René Lévesque, ministre des Ressources hydrauliques et ministre des Travaux publics (*jusqu'au 28 mars 1961*) et ministre des Richesses naturelles (*à partir du 28 mars 1961*)

L'honorable Paul Earl, ministre des Mines (*jusqu'au 28 mars 1961*) et ministre du Revenu (*à partir du 28 mars 1961*)

L'honorable Alphonse Couturier, ministre de la Santé

L'honorable Lionel Bertrand, secrétaire et registraire de la province

L'honorable Bona Arsénault, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Gérard Cournoyer, ministre des Transports et des Communications

L'honorable René Saint-Pierre, ministre des Travaux publics (*à partir du 28 mars 1961*)

L'honorable Bernard Pinard, ministre de la Voirie

L'honorable Charles-Aimé Kirkland, ministre d'État

L'honorable George Carlyle Marler, ministre d'État

### **Orateur**

L'honorable Lucien Cliche



**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

| Député                      | Allégeance politique | Circonscription              |
|-----------------------------|----------------------|------------------------------|
| ARSENAULT, Bona             | L                    | Matapédia                    |
| BÉDARD, Jean-Jacques        | L                    | Québec                       |
| BÉGIN, Joseph-Damase        | UN                   | Dorchester                   |
| BÉLANGER, Lucien            | L                    | Saguenay                     |
| BELLEMARE, Maurice          | UN                   | Champlain                    |
| BERNATCHEZ, René            | UN                   | Lotbinière                   |
| BERTRAND, Jean-Jacques      | UN                   | Missisquoi                   |
| BERTRAND, Lionel            | L                    | Terrebonne                   |
| BINETTE, Gaston             | L                    | Deux-Montagnes               |
| BLANK, Harry                | L                    | Montréal-Saint-Louis         |
| BOUDREAU, Francis           | UN                   | Saint-Sauveur                |
| BOULAIS, François           | L                    | Rouville                     |
| BROUSSEAU, Louis-Philippe   | L                    | Sherbrooke                   |
| BROWN, Glendon Pettes       | L                    | Brome                        |
| CARON, Germain              | UN                   | Maskinongé                   |
| CASTONGUAY, Philippe        | L                    | Matane                       |
| CHARBONNEAU, Edgar          | UN                   | Montréal-Sainte-Marie        |
| CHARTRAND, Victor-Stanislas | UN                   | L'Assomption                 |
| CLICHE, Lucien              | L                    | Abitibi-Est                  |
| CLOUTIER, Maurice           | UN                   | Québec-Centre                |
| COITEUX, Henri-Laurier      | L                    | Duplessis                    |
| COLLARD, Lucien             | L                    | Lac-Saint-Jean               |
| COTTINGHAM, William McOvat  | UN                   | Argenteuil                   |
| COURCY, Alcide              | L                    | Abitibi-Ouest                |
| COURNOYER, Gérard           | L                    | Richelieu                    |
| COUTURIER, Alphonse         | L                    | Rivière-du-Loup              |
| CUSTEAU, Maurice-Tréflé     | UN                   | Montréal-Jeanne-Mance        |
| DESJARDINS, Gérard          | UN                   | Gatineau                     |
| DIONNE, Albert              | L                    | Rimouski                     |
| DOZOIS, Paul                | UN                   | Montréal-Saint-Jacques       |
| DUCHARME, Charles Romulus   | UN                   | Laviolette                   |
| EARL, Paul                  | L                    | Montréal-Notre-Dame-de-Grâce |
| ÉLIE, Antonio               | UN                   | Yamaska                      |
| GABIAS, Yves                | UN                   | Trois-Rivières               |
| GÉRIN-LAJOIE, Paul          | L                    | Vaudreuil-Soulanges          |
| GOSSELIN, Claude-Gilles     | UN                   | Compton                      |
| GUILLEMETTE, Éloi           | UN                   | Frontenac                    |
| HAMEL, Laurent              | L                    | Iberville                    |
| HAMEL, René                 | L                    | Saint-Maurice                |
| HANLEY, Frank               | I                    | Montréal-Sainte-Anne         |
| HARVEY, Gérald              | L                    | Jonquière-Kénogami           |
| HÉBERT, Edgar               | UN                   | Beauharnois                  |
| HYDE, John Richard          | L                    | Westmount-Saint-Georges      |
| JOHNSON (père), Daniel      | UN                   | Bagot                        |
| JOHNSTON, Raymond Thomas    | UN                   | Pontiac                      |
| JOURDAIN, Claude            | L                    | Gaspé-Nord                   |
| KIRKLAND, Charles-Aimé      | L                    | Jacques-Cartier              |
| LABERGE, Joseph-Maurice     | UN                   | Châteauguay                  |
| LAFONTAINE, Fernand-Joseph  | UN                   | Labelle                      |
| LAFRANCE, Émilien           | L                    | Richmond                     |
| LALONDE, Philippe           | L                    | Montréal-Saint-Henri         |

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

| Député                           | Allégeance politique | Circonscription       |
|----------------------------------|----------------------|-----------------------|
| LAMBERT, Gaston                  | L                    | Joliette              |
| LANGLAIS, Hormisdas              | UN                   | Îles-de-la-Madeleine  |
| LAPALME, Georges-Émile           | L                    | Montréal-Outremont    |
| LAROCHE, Marcellin               | L                    | Portneuf              |
| LAROCHE, Joseph-André            | UN                   | Témiscamingue         |
| LAVALLEE, Azellus                | UN                   | Berthier              |
| LAVOIE, Jean-Noël                | L                    | Laval                 |
| LECHASSEUR, Guy                  | L                    | Verchères             |
| LECLERC, Arthur                  | UN                   | Charlevoix            |
| LEMIEUX, Gérard                  | L                    | Wolfe                 |
| LESAGE, Jean                     | L                    | Québec-Ouest          |
| LEVESQUE, Gérard D.              | L                    | Bonaventure           |
| LÉVESQUE, René                   | L                    | Montréal-Laurier      |
| LIZOTTE, Laurent                 | L                    | Montmagny             |
| LORRAIN, Roméo                   | UN                   | Papineau              |
| MAHEUX, Pierre-Émilien           | L                    | Mégantic              |
| MALTAIS, Armand                  | UN                   | Québec-Est            |
| MEUNIER, Jean                    | L                    | Bourget               |
| MORISSETTE, Albert               | L                    | Arthabaska            |
| O'REILLY, George                 | L                    | Montréal-Verdun       |
| OUMET, Philodor                  | L                    | Saint-Jean            |
| PARENT, Oswald                   | L                    | Hull                  |
| PINARD, Bernard                  | L                    | Drummond              |
| PLANTE, Gustave                  | L                    | Bellechasse           |
| PLOURDE, Alfred                  | UN                   | Kamouraska            |
| PLOURDE, Jean-Claude             | L                    | Roberval              |
| POULIN, Fabien                   | L                    | Beauce                |
| POULIOT, Camille-Eugène          | UN                   | Gaspé-Sud             |
| PRÉVOST, Yves                    | UN                   | Montmorency           |
| RAYMOND, Joseph-Antoine          | UN                   | Témiscouata           |
| RIENDEAU, Hercule                | UN                   | Napierville-Laprairie |
| ROUSSEAU, André                  | L                    | L'Islet               |
| ROY, Camille                     | UN                   | Nicolet               |
| ROY, Roger                       | L                    | Lévis                 |
| RUSSELL, Armand                  | UN                   | Shefford              |
| SAINT-PIERRE René                | L                    | Saint-Hyacinthe       |
| SOMERVILLE, Henry Alistair Darby | UN                   | Huntingdon            |
| TALBOT, Antonio                  | UN                   | Chicoutimi            |
| TELLIER, Maurice                 | UN                   | Montcalm              |
| THÉBERGE, Robert                 | L                    | Chambly               |
| THIBEAULT, Gérard                | UN                   | Montréal-Mercier      |
| TREMBLAY, Lucien                 | UN                   | Maisonnette           |
| TURPIN, Edgar                    | L                    | Rouyn-Noranda         |
| VAILLANCOURT, Georges            | L                    | Stanstead             |

**Allégeance politique :**

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

| <b>Circonscription</b> | <b>Allégeance politique</b> | <b>Député</b>                   |
|------------------------|-----------------------------|---------------------------------|
| ABITIBI-EST            | L                           | Cliché, Lucien                  |
| ABITIBI-OUEST          | L                           | Courcy, Alcide                  |
| ARGENTEUIL             | UN                          | Cottingham, William McOvat      |
| ARTHABASKA             | L                           | Morissette, Albert              |
| BAGOT                  | UN                          | Johnson (père), Daniel          |
| BEAUCE                 | L                           | Poulin, Fabien                  |
| BEAUHARNOIS            | UN                          | Hébert, Edgar                   |
| BELLECHASSE            | L                           | Plante, Gustave                 |
| BERTHIER               | UN                          | Lavallée, Azellus               |
| BONAVENTURE            | L                           | Levesque, Gérard D.             |
| BOURGET                | L                           | Meunier, Jean                   |
| BROME                  | L                           | Brown, Glendon Pettes           |
| CHAMBLY                | L                           | Théberge, Robert                |
| CHAMPLAIN              | UN                          | Bellemare, Maurice              |
| CHARLEVOIX             | UN                          | Leclerc, Arthur                 |
| CHÂTEAUGUAY            | UN                          | Laberge, Joseph-Maurice         |
| CHICOUTIMI             | UN                          | Talbot, Antonio                 |
| COMPTON                | UN                          | Gosselin, Claude-Gilles         |
| DEUX-MONTAGNES         | L                           | Binette, Gaston                 |
| DORCHESTER             | UN                          | Bégin, Joseph-Damase            |
| DRUMMOND               | L                           | Pinard, Bernard                 |
| DUPLESSIS              | L                           | Coiteux, Henri-Laurier          |
| FRONTENAC              | UN                          | Guillemette, Éloi               |
| GASPÉ-NORD             | L                           | Jourdain, Claude                |
| GASPÉ-SUD              | UN                          | Pouliot, Camille-Eugène         |
| GATINEAU               | UN                          | Desjardins, Gérard              |
| HULL                   | L                           | Parent, Oswald                  |
| HUNTINGDON             | UN                          | Somerville, Henry Alister Darby |
| IBERVILLE              | L                           | Hamel, Laurent                  |
| ÎLES-DE-LA-MADELEINE   | UN                          | Langlais, Hormisdas             |
| JACQUES-CARTIER        | L                           | Kirkland, Charles-Aimé          |
| JOLIETTE               | L                           | Lambert, Gaston                 |
| JONQUIÈRE-KÉNOGAMI     | L                           | Harvey, Gérald                  |
| KAMOURASKA             | UN                          | Plourde, Alfred                 |
| L'ASSOMPTION           | UN                          | Chartrand, Victor-Stanislas     |
| LABELLE                | UN                          | Lafontaine, Fernand-Joseph      |
| LAC-SAINT-JEAN         | L                           | Collard, Lucien                 |
| LAVAL                  | L                           | Lavoie, Jean-Noël               |
| LAVIOLETTE             | UN                          | Ducharme, Charles Romulus       |
| LÉVIS                  | L                           | Roy, Roger                      |
| L'ISLET                | L                           | Rousseau, André                 |
| LOTBINIÈRE             | UN                          | Bernatchez, René                |
| MAISONNEUVE            | UN                          | Tremblay, Lucien                |
| MASKINONGÉ             | UN                          | Caron, Germain                  |
| MATANE                 | L                           | Castonguay, Philippe            |
| MATAPÉDIA              | L                           | Arsenault, Bona                 |
| MÉGANTIC               | L                           | Maheux, Pierre-Émilien          |
| MISSISQUOI             | UN                          | Bertrand, Jean-Jacques          |
| MONTCALM               | UN                          | Tellier, Maurice                |
| MONTMAGNY              | L                           | Lizotte, Laurent                |
| MONTMORENCY            | UN                          | Prévost, Yves                   |

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

| <b>Circonscription</b>       | <b>Allégeance politique</b> | <b>Député</b>             |
|------------------------------|-----------------------------|---------------------------|
| MONTREAL-JEANNE-MANCE        | UN                          | Custeau, Maurice-Tréflé   |
| MONTREAL-LAURIER             | L                           | Lévesque, René            |
| MONTREAL-MERCIER             | UN                          | Thibeault, Gérard         |
| MONTREAL-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE | L                           | Earl, Paul                |
| MONTREAL-OUTREMONT           | L                           | Lapalme, Georges-Émile    |
| MONTREAL-SAINTE-ANNE         | I                           | Hanley, Frank             |
| MONTREAL-SAINTE-MARIE        | UN                          | Charbonneau, Edgar        |
| MONTREAL-SAINT-HENRI         | L                           | Lalonde, Philippe         |
| MONTREAL-SAINT-JACQUES       | UN                          | Dozois, Paul              |
| MONTREAL-SAINT-LOUIS         | L                           | Blank, Harry              |
| MONTREAL-VERDUN              | L                           | O'Reilly, George          |
| NAPIERVILLE-LAPRAIRIE        | UN                          | Riendeau, Hercule         |
| NICOLET                      | UN                          | Roy, Camille              |
| PAPINEAU                     | UN                          | Lorrain, Roméo            |
| PONTIAC                      | UN                          | Johnston, Raymond Thomas  |
| PORTNEUF                     | L                           | Laroche, Marcellin        |
| QUEBEC                       | L                           | Bédard, Jean-Jacques      |
| QUEBEC-CENTRE                | UN                          | Cloutier, Maurice         |
| QUEBEC-EST                   | UN                          | Maltais, Armand           |
| QUEBEC-OUEST                 | L                           | Lesage, Jean              |
| RICHELIEU                    | L                           | Cournoyer, Gérard         |
| RICHMOND                     | L                           | Lafrance, Émilien         |
| RIMOUSKI                     | L                           | Dionne, Albert            |
| RIVIERE-DU-LOUP              | L                           | Couturier, Alphonse       |
| ROBERVAL                     | L                           | Plourde, Jean-Claude      |
| ROUVILLE                     | L                           | Boulais, François         |
| ROUYN-NORANDA                | L                           | Turpin, Edgar             |
| SAGUENAY                     | L                           | Bélanger, Lucien          |
| SAINT-HYACINTHE              | L                           | Saint-Pierre, René        |
| SAINT-JEAN                   | L                           | Ouimet, Philodor          |
| SAINT-AURICE                 | L                           | Hamel, René               |
| SAINT-SAUVEUR                | UN                          | Boudreau, Francis         |
| SHEFFORD                     | UN                          | Russell, Armand           |
| SHERBROOKE                   | L                           | Brousseau, Louis-Philippe |
| STANSTEAD                    | L                           | Vaillancourt, Georges     |
| TÉMISCAMINGUE                | UN                          | Larouche, Joseph-André    |
| TÉMISCOUATA                  | UN                          | Raymond, Joseph-Antoine   |
| TERREBONNE                   | L                           | Bertrand, Lionel          |
| TROIS-RIVIÈRES               | UN                          | Gabias, Yves              |
| VAUDREUIL-SOULANGES          | L                           | Gérin-Lajoie, Paul        |
| VERCHÈRES                    | L                           | Lechasseur, Guy           |
| WESTMOUNT-SAINT-GEORGES      | L                           | Hyde, John Richard        |
| WOLFE                        | L                           | Lemieux, Gérard           |
| YAMASKA                      | UN                          | Élie, Antonio             |

**Allégeance politique :**

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale







Séance du jeudi 10 novembre 1960

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

La législature ayant été prorogée le 22 septembre 1960, les députés se sont réunis aujourd'hui pour l'ouverture de la deuxième session de la vingt-sixième législature, après convocation par proclamation pour l'expédition des affaires.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif et, après quelque temps, reviennent à la salle de l'Assemblée.

**Brefs d'élection:**

**Districts électoraux  
de Joliette et de Rouville**

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre qu'après avoir reçu la démission de l'honorable Antonio Barrette, député du district électoral de Joliette, et celle de l'honorable Laurent Barré, député du district électoral de Rouville, démissions dont j'ai communiqué les textes à cette Chambre le 21 septembre dernier, j'ai adressé au président général des élections des mandats lui enjoignant d'émettre des nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Joliette et de Rouville.

**Projets de loi:**

**Prestation  
des serments d'office**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.  
Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Discours  
du trône<sup>1</sup>**

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de l'honorable lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'est agréable de présider aujourd'hui à l'ouverture de la première session régulière de la vingt-sixième législature. Aux représentants élus du peuple de la province de Québec, anciens et nouveaux, je suis heureux de souhaiter la bienvenue.

La première tâche du gouvernement a été de déterminer les besoins les plus urgents de la province. Il a déjà adopté des initiatives concrètes. Au cours de la session présente, il se propose de soumettre aux Chambres un programme de législation visant à répondre aux exigences collectives les plus pressantes de la population, à élargir le champ d'action et accroître l'efficacité du gouvernement par la création de nouveaux ministères, à moderniser ou remodeler l'appareil administratif existant.

Le gouvernement vous invitera à étudier un projet de loi pour autoriser la création d'un ministère des Affaires culturelles qui aura sous sa juridiction, entre autres organismes, un Office de la linguistique, un département du Canada français d'outre-frontières et un Conseil provincial des arts.

Le gouvernement vous proposera des mesures pour faciliter l'éducation à tous les niveaux de la province. Plus particulièrement, il vous suggérera de

franchir dès maintenant les premières étapes de la gratuité scolaire, d'accélérer le développement de l'enseignement secondaire et de favoriser un meilleur recrutement et une meilleure formation du personnel enseignant.

Une mesure législative vous sera également soumise pour autoriser le paiement d'allocations aux enfants aux études.

Un autre projet de loi vous demandera d'autoriser la création d'un ministère des Affaires fédérales-provinciales.

Vous serez appelés à étudier la formation d'un ministère des Richesses naturelles. L'exploitation de ces richesses devant s'effectuer de façon à profiter à la population de la province d'abord, le gouvernement vous proposera, en outre, de modifier la loi instituant un Conseil d'orientation économique pour donner plus d'extension aux structures de cet organisme, afin qu'il devienne l'outil de la planification indispensable à une économie moderne.

Le gouvernement n'oublie pas que le chômage demeure l'un des plus angoissants problèmes économiques de l'heure. À ce propos, le travail du Conseil d'orientation économique devrait justement donner des résultats positifs.

Parmi les mesures d'urgence que le gouvernement a déjà prises, il y a le paiement de 40 % du coût de la main-d'œuvre dans l'exécution du programme conjoint des travaux municipaux d'hiver. Le gouvernement de la province entend bien continuer à prendre ses responsabilités en matière de chômage et une législation vous sera soumise à cet effet.

Le gouvernement est à élaborer un plan directeur de tout le réseau routier de la province. Ce réseau devra s'intégrer dans le développement des richesses naturelles, du tourisme et des besoins économiques régionaux.

Après avoir pris toutes les dispositions nécessaires pour sauvegarder les droits constitutionnels de la province, le gouvernement a récemment signé une convention avec l'administration fédérale pour construire une grande voie moderne de communication qui traversera notre territoire de l'Est à l'Ouest. Cet accord permettra à notre province de récupérer des sommes d'argent considérables du gouvernement du Canada.

Une autre entente avec l'administration fédérale prévoit la construction de nouvelles routes donnant accès à nos richesses naturelles.

La réalisation de ces projets d'envergure procurera du travail à une nombreuse main-d'œuvre, facilitera l'accès aux régions du nord de la province

et contribuera à l'exploitation d'immenses richesses forestières et minières jusqu'ici inaccessibles.

Dans le domaine des relations industrielles, en attendant que le Conseil supérieur du travail ait terminé l'étude d'un code, vous serez appelés à voter, entre autres, des mesures destinées à accélérer les procédures devant la Commission des relations ouvrières.

Il sera proposé des améliorations aux lois sociales existantes, en vue d'accorder des allocations supplémentaires, suivant leurs besoins, aux personnes âgées, aux invalides et aux aveugles, sans compter que le barème des allocations aux mères nécessiteuses sera révisé.

Un autre projet de loi vous priera d'autoriser le gouvernement à verser une allocation aux veuves et aux célibataires de sexe féminin dans le besoin à partir de l'âge de 60 ans.

Le gouvernement projette d'établir immédiatement un régime d'assurance-hospitalisation selon les modalités qui permettront aux citoyens de la province de bénéficier des avantages de la loi nationale d'assurance-hospitalisation. Ce régime tiendra compte de nos droits constitutionnels et des caractéristiques propres de notre population, et en particulier de nos institutions hospitalières.

Pour favoriser une politique familiale bien conçue et l'intégrer à la législation sociale, le gouvernement vous soumettra un projet de loi modifiant les structures actuelles du ministère du Bien-être social pour en faire un ministère du Bien-être et de la Famille.

Des mesures énergiques doivent être prises pour sortir l'agriculture de la situation difficile dans laquelle elle se trouve. Dans l'intérêt des agriculteurs et des colons, le gouvernement vous soumettra des projets de loi pour accroître le rendement des fermes, améliorer la loi du crédit agricole ainsi que celle régissant la mise en marché des produits agricoles, aider les agriculteurs habitant les régions éloignées, autoriser la création de réserves forestières paroissiales dans les centres de colonisation, améliorer la loi des terres de colonisation en vue de consolider nos paroisses et assurer un prix minimum pour le bois de pulpe mis sur le marché par les cultivateurs et les colons.

Le gouvernement vous soumettra des projets de modifications aux lois de la chasse, de la pêche et des parcs, de façon à mieux assurer la conservation de ces richesses et à permettre à un plus grand nombre de citoyens d'en bénéficier.

Afin d'augmenter la sécurité du pêcheur et de sa famille, le gouvernement vous proposera des modifications à la loi du crédit maritime.

Vous serez invités à réviser la loi des mines, en vue d'adapter notre législation minière aux conditions actuelles et de favoriser l'expansion de cette industrie de base.

Le gouvernement vous soumettra des projets de loi concernant la Sûreté provinciale et la Régie des alcools.

Pour assurer le bon fonctionnement de la démocratie, il est essentiel que la population soit tenue au courant des actes et des attitudes de ses mandataires. La publication d'un journal officiel des débats, communément appelé *Hansard*, sera soumise à votre approbation.

Dans le domaine municipal, des mesures législatives vous seront présentées, afin de donner suite à certaines recommandations de l'Union des municipalités de la province ainsi que de l'Union des conseils de comté.

Le gouvernement vous demandera de l'autoriser à réformer les structures du ministère des Finances afin d'assurer un contrôle plus efficace des dépenses publiques.

Le programme législatif comportera des modifications à la loi du fonctionnarisme ainsi qu'à la loi des pensions du service civil.

Il y aura également un projet de loi concernant l'embellissement de la cité de Québec et la conservation du cachet distinctif de la capitale.

De nombreuses autres matières seront portées à votre attention, notamment: Office du tourisme, pollution des eaux, responsabilité financière des automobiles, sécurité routière, aménagement et exploitation rationnels de nos forêts.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de la dernière année financière vous seront bientôt présentés, et vous serez invités à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous serez aussi invités à étudier plusieurs autres projets de loi d'intérêt public et d'intérêt privé.

Je prie la divine Providence de vous guider dans vos délibérations et de bénir vos travaux au cours de cette session afin qu'ils contribuent au progrès de notre province et au bonheur de sa population.

### **Prise en considération du discours du trône**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le discours du trône soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

### **Motions des députés:**

#### **Vœux de prompt rétablissement pour M. Yves Prévost**

**M. Talbot (Chicoutimi):** La presse, la radio et la télévision ont appris à tous les membres de cette Chambre et à la population du Québec la maladie subite de l'honorable Yves Prévost<sup>2</sup>. Tous ceux qui le connaissent savent que c'est un homme de grand courage et de devoir pour qui le travail est de la plus grande importance, et je suis bien sûr que le simple fait de ne pas être ici aujourd'hui est, sans doute pour lui, une épreuve plus lourde que sa maladie même. Je ne cache pas que cette maladie et son absence sont un rude coup pour l'Union nationale. C'est pourquoi tous les membres de l'opposition s'unissent pour souhaiter au député de Montmorency (M. Prévost) un prompt rétablissement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** exprime ses regrets personnels, ceux de ses collègues du cabinet et des députés ministériels de l'absence de l'honorable Yves Prévost retenu à l'hôpital par les exigences de sa condition physique, en raison de la maladie, ou du retour de la maladie ayant frappé ce dernier. Le député de Montmorency, dit-il, est un ami personnel que j'ai connu à l'université, et j'ai appris à connaître les grandes qualités, le courage et la valeur du chef de l'opposition. Son absence, déclare-t-il, est une lourde épreuve pour l'Union nationale et je souhaite, ainsi que tous les membres du gouvernement, au chef de l'opposition un prompt rétablissement. J'espère, ajoute-t-il, que le chef intérimaire fera son possible, mais je ne sais pas cependant jusqu'où cela peut aller.

#### **Nomination des adjoints parlementaires**

**M. Talbot (Chicoutimi):** La radio, hier soir, et la presse, ce matin, nous ont appris la nomination de certains députés ministériels aux postes d'adjoints parlementaires. C'est un secret de polichinelle que

tous ces gens aspiraient ardemment à devenir ministres et leur nomination est un baume sur leurs plaies. Je suis sûr qu'ils sont plus qualifiés et qu'ils auraient été en mesure de mieux servir la province que certains ministres ou apprentis ministres. En fait, certains d'entre eux seront plus brillants que les ministres sous lesquels ils serviront.

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):** Vous commencez vraiment bien la session!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Et ça va continuer! Je suis heureux de les féliciter. Je ne leur souhaite pas une longue carrière, car on ne souhaite pas l'impossible. Mais je leur souhaite une carrière heureuse et fructueuse.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Au nom des huit nouveaux adjoints parlementaires qui auraient tous fait d'excellents ministres, je remercie le chef intérimaire de l'opposition pour les félicitations exprimées. Je lui dirai cependant que si ces adjoints avaient été de l'Union nationale, ils auraient tous été membres du cabinet et ils auraient sans doute atteint les sommets<sup>3</sup>.

#### **Institution des comités permanents**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections;
  2. un comité des règlements;
  3. un comité des comptes publics;
  4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
  5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
  6. un comité des industries et du commerce;
  7. un comité des relations industrielles;
  8. un comité du Code municipal;
  9. un comité des bills privés en général;
  10. un comité des bills publics en général;
  11. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
  12. un comité des impressions législatives.
- Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces

matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

Adopté.

#### **Comité spécial**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité dont la Chambre vient de décider la formation, et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités; et que les honorables MM. Lesage, Bertrand (Missisquoi), Cottingham, Hamel (Saint-Maurice), Johnson, Kirkland, Lapalme, Pinard, Talbot et MM. Bédard et Lalonde forment ledit comité spécial.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Comptes publics 1959-1960**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre les *Comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice clos le 31 mars 1960*. (Document de la session no 3)

#### **État des mandats spéciaux**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant. (Voir le tableau à la page suivante)

État relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

| <i>Service et rapports du Conseil</i> |   | Au 10 novembre 1960 |                             |                         |
|---------------------------------------|---|---------------------|-----------------------------|-------------------------|
|                                       |   | <i>Montant</i>      | <i>Mandat d'argent émis</i> | <i>Solde disponible</i> |
| 1.                                    | Finances:   |                     |                             |                         |
|                                       | Assurance-chômage:  |                     |                             |                         |
|                                       | Part de l'employeur.....<br>(A. C. no 643, du 26 avril 1960)                  | \$ 300,000.00       | .....                       | \$ 300,000.00           |
| 2.                                    | Terres et Forêts:   |                     |                             |                         |
|                                       | Protection des forêts:  |                     |                             |                         |
|                                       | Extinction d'incendies forestiers.....<br>(A. C. no 1743, du 14 octobre 1960) | 400,000.00          | .....                       | 400,000.00              |
|                                       |   | \$ 700,000.00       | .....                       | \$ 700,000.00           |

Département des Finances, bureau de l'auditeur

Québec, le 10 novembre 1960

L'auditeur de la province,

J.-A. Vézina

(Document de la session no 4)

#### Loi des pensions

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil, signé depuis le 18 novembre 1959, ledit rapport préparé conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13). (Document de la session no 5)

#### Loi du secrétariat

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre les arrêtés en conseil, prévu par les dispositions de l'article 29 de la loi du secrétariat (Statuts refondus de la province de Québec, 1941, chapitre 57). (Document de la session no 6)

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### Imprimeur de la Reine

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant gouverneur.

#### M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Onésime Gagnon, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, soumet à l'Assemblée législative le rapport de l'Imprimeur de la Reine indiquant le nombre d'exemplaires des Statuts de la session 1959-1960 imprimés ou distribués depuis cette session; les départements, corps administratifs, officiers et personnes auxquels ils ont été distribués; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux; l'autorisation en vertu de laquelle la livraison a été faite; et le nombre d'exemplaires des statuts de chaque session qui restent alors en sa possession.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, le 10 novembre 1960  
(Document de la session no 7)

#### Dépôt de documents:

##### Commissions en vertu de la loi des employés publics

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la liste des

commissions délivrées pendant l'année 1959-1960, en vertu de l'article 5 de la loi des employés publics (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 10). (Document de la session no 8)

**Rapport en vertu de la loi  
des compagnies à fonds  
social étrangères**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire de la province, prévu par les dispositions de l'article 13 de la loi des compagnies à fonds social étrangères (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279). (Document de la session no 9)

**Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à 3 heures.

---

**NOTES**

1. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 6, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. De plus, aucun quotidien ne mentionne ni ne fait référence à cette possible exemption. Conformément aux *Journaux de l'Assemblée législative*, il est fort probable que l'Orateur ait repris la lecture du discours du trône. Toutefois, seule la lecture à l'Assemblée législative n'est retenue dans le présent contexte, afin d'éviter une répétition du texte qui ne comporte aucun élément nouveau.

2. *Le Temps* du 17 novembre 1960, à la page 5, affirme que "M. Prévost est victime de surmenage [...]" et que, sur les conseils de son médecin, il a été

hospitalisé le 7 novembre, à Québec, afin de subir certains examens".

3. *La Presse* du 11 novembre 1960, à la page 1, signale que le premier ministre fait ainsi allusion au nombre des ministres, qui était beaucoup plus considérable au temps de M. Maurice Duplessis et de ses successeurs. *The Gazette* du même jour, à la page 5, laisse plutôt entendre que le premier ministre fait alors allusion au slogan *Vers le sommet* utilisé par l'Union nationale lors de la défaite électorale du 22 juin 1960.



Séance du vendredi 11 novembre 1960

### Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne des Grès, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Laroche);

- de Lloyd Williams Clark et R.-J. Russel Clark, demandant l'adoption d'une loi confirmant et validant leur titre de propriété (M. Laroche);

- de Paul Lacoste, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat (M. Binette);

- de Mara Ingerborg Käthe Eugénie Neuman Pütsep, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat (M. Blank);

- de Ben Sorisky, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Ben Harper (M. Blank);

- de Margaret June Bartlett Gagnon, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat (M. Blank);

- de Peter Michael Pitfield, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat (M. Blank);

- de Joseph Secteur, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat (M. Blank);

- de Nicolai Nasadiuk, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat (M. Blank);

- de la Congrégation Beth-El, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blank);

- de la Société coopérative des pomiculteurs de Frelighsburg, demandant l'adoption d'une loi

changeant son nom corporatif en celui de "La Coopérative des pomiculteurs de Frelighsburg" (M. Brown);

- de la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Harvey);

- de la Congrégation St. Andrew's United Church, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre un terrain dans la cité de Trois-Rivières (M. Jourdain);

- de Gérard Bolduc, demandant l'adoption d'une loi donnant effet au testament de feu Alfred Bolduc (M. Jourdain);

- de Joseph-François-Séraphin-Romain Duchesneau, demandant l'adoption d'une loi changeant son prénom de Romain en celui de Raymond (M. Lechasseur);

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Meunier);

- du docteur Paul Tarte et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc (M. Meunier);

- de Marian L. Lewandowski, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat (M. Laroche).

### Rapports du comité spécial:

#### Composition des comités permanents

#### L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze.

Votre comité a choisi M. Lesage pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

#### Comité permanent des comptes publics:

Président: M. Lavoie.

Les honorables MM. Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Lapalme, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Pinard, Rousseau; MM. Bédard, Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Brousseau, Caron, Custeau, Dozois,

Gabias, Johnson, Lechasseur, Leclerc, Maltais, Parent, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Talbot, Tellier, Turpin.

Nombre des membres: 29.

Quorum: 14.

*Comité permanent des industries et du commerce:*

Président: M. Collard.

Les honorables MM. Arsenault, Earl, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Rousseau; MM. Bélanger, Blank, Boudreau, Brousseau, Castonguay, Charbonneau, Custeau, Desjardins, Dionne, Hébert, Johnston, Laberge, Laroche, Larouche, Lechasseur, Maheux, Ouimet, Plourde (Kamouraska), Saint-Pierre, Somerville, Thibeault, Turpin.

Nombre des membres: 28.

Quorum: 10.

*Comité permanent des privilèges et des élections:*

Président: M. Binette.

Les honorables MM. Bertrand (Terrebonne), Courcy, Cournoyer, Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Lapalme, Lévesque (Montréal-Laurier); MM. Bédard, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Caron, Custeau, Dozois, Gabias, Gosselin, Johnson, Jourdain, Lalonde, Lavoie, Lizotte, Maheux, Maltais, Plourde (Roberval), Riendeau, Talbot, Théberge, Tremblay.

Nombre des membres: 28.

Quorum: 14.

*Comité permanent du Code municipal:*

Président: M. Saint-Pierre.

Les honorables MM. Cournoyer, Hamel (Saint-Maurice), Kirkland, Lapalme, Levesque (Bonaventure); MM. Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Brown, Caron, Collard, Desjardins, Dozois, Gabias, Harvey, Hébert, Johnson, Lavallée, Meunier, Morissette, O'Reilly, Parent, Plante, Plourde (Kamouraska), Poulin, Prévost, Russell, Tellier, Vaillancourt.

Nombre des membres: 31.

Quorum: 12.

*Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:*

Président: M. Turpin.

Les honorables MM. Arsenault, Bertrand (Terrebonne), Courcy, Couturier, Lafrance, Levesque (Bonaventure), Pinard, Rousseau; MM. Bégin, Bernatchez, Brown, Castonguay, Collard, Cottingham, Desjardins, Élie, Guillemette, Hamel (Iberville),

Harvey, Johnston, Jourdain, Laberge, Lafontaine, Laroche, Larouche, Lavallée, Lemieux, Morissette, Plante, Plourde (Kamouraska), Plourde (Roberval), Poulin, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Vaillancourt.

Nombre des membres: 38.

Quorum: 18.

*Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:*

Président: M. Théberge.

Les honorables MM. Arsenault, Courcy, Cournoyer, Earl, Lévesque (Montréal-Laurier), Pinard, Rousseau; MM. Bélanger, Bellemare, Boudreau, Brousseau, Chartrand, Cloutier, Coiteux, Ducharme, Hamel (Iberville), Harvey, Hébert, Johnson, Jourdain, Lafontaine, Lechasseur, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Parent, Raymond, Riendeau, Russell, Vaillancourt.

Nombre des membres: 32.

Quorum: 12.

*Comité permanent des bills publics en général:*

Président: M. Lesage.

Les honorables MM. Cournoyer, Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Lapalme, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Pinard; MM. Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Coiteux, Custeau, Dozois, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hamel (Iberville), Johnson, Johnston, Jourdain, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Maltais, O'Reilly, Ouimet, Plourde (Roberval), Prévost, Talbot, Thibeault.

Nombre des membres: 34.

Quorum: 12.

*Comité permanent des bills privés en général:*

Président: M. Bédard.

Les honorables MM. Arsenault, Bertrand (Terrebonne), Cournoyer, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Kirkland, Lapalme, Lesage, Levesque (Bonaventure), Pinard, Rousseau; MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Boudreau, Brousseau, Brown, Custeau, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Jourdain, Lafontaine, Lalonde, Lavoie, Lechasseur, Leclerc, Lemieux, Lizotte, Maheux, Maltais, Meunier, Morissette, O'Reilly, Parent, Plourde (Roberval), Prévost, Riendeau, Roy (Lévis), Roy (Nicolet), Russell, Saint-Pierre, Somerville, Talbot, Tellier, Théberge, Thibeault, Tremblay, Turpin.

Nombre des membres: 58.

Quorum: 17.

*Comité permanent des règlements:*

Président: M. Dionne.

MM. Bédard, Bernatchez, Binette, Boudreau, Brown, Chartrand, Cloutier, Gosselin, Jourdain, Lavallée, Lavoie, Lemieux, Lizotte, Parent, Plourde (Roberval), Pouliot, Roy (Lévis), Tellier.

Nombre des membres: 19.

Quorum: 6.

*Comité permanent des relations industrielles:*

Président: M. Hamel (Saint-Maurice).

Les honorables MM. Couturier, Kirkland, Lafrance, Lévesque (Montréal-Laurier), Rousseau.-MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Brown, Dionne, Hébert, Johnson, Maheux, Tremblay.

Nombre des membres: 15.

Quorum: 6.

*Comité permanent de la Bibliothèque de la Législature:*

Les honorables MM. Bertrand (Terrebonne), Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Lapalme, Lévesque (Montréal-Laurier); MM. Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Caron, Cottingham, Langlais, Maltais, Morissette, Saint-Pierre, Tellier.

*Comité permanent des impressions législatives:*

Les honorables MM. Bertrand (Terrebonne), Courmoyer, Earl, Gérin-Lajoie, Lévesque (Bonaventure); MM. Bernatchez, Lalonde, Langlais, Lorrain, Meunier, Pouliot.

**Projets de loi:****Assurance-hospitalisation****L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)**

propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation<sup>1</sup>.

Le gouvernement propose aujourd'hui, en première lecture à l'Assemblée législative, l'adoption d'un plan d'assurance-hospitalisation pour tous les citoyens du Québec. Le principe fondamental de ce projet de loi repose sur la signature de contrats par le gouvernement et les hôpitaux, d'une part, et la conclusion d'une entente avec le gouvernement fédéral, d'autre part. La loi de l'assurance-hospitalisation comporte deux sections: celle de la législation proprement dite, qui a 15 articles, et l'autre, édictant les règlements qui gouverneront l'admission, le

séjour et la sortie des malades assurés, les soins médicaux, les divers services internes auxquels les assurés auront droit, etc. C'est une loi complexe.

Le système d'assurance sera géré par le ministère de la Santé du Québec et non pas par une commission indépendante. Le projet de loi statue que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir le plan d'exécution de la loi, définir les résidents de la province, les services de santé assurés à leur être fournis et les autres personnes assurées. De même, il pourra régler les conditions des contrats à conclure avec les hôpitaux, y compris notamment les normes qui devront y être maintenues, la surveillance qui y sera exercée, l'admission et la sortie des patients, les registres et comptes qui seront tenus, l'inspection et la vérification qui seront faites. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra statuer sur toute autre matière requise pour la mise à exécution de la loi ou d'un accord.

La province de Québec est la dernière des provinces canadiennes à établir un plan d'assurance-hospitalisation. Dans toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve et du Nouveau-Brunswick, la loi prévoit une rétribution quotidienne, une taxe spéciale ou des primes pour financer le programme. Les frais encourus pour l'exécution de la loi seront payés à même les fonds votés par la Législature, pourvu que les services assurés soient chargés au niveau de la salle publique, sauf dans le cas où l'admission d'un malade est absolument nécessaire et qu'il n'y a pas de place dans les salles publiques.

Le gouvernement du Québec finance le plan et paie directement les hôpitaux qui sont sous contrat avec lui. Le projet de loi ne précise aucun montant fixe au chapitre du coût de ce plan d'assurance-hospitalisation. Mais on prévoit toutefois qu'il imposera une dépense de près de \$80,000,000 par année au Trésor provincial lorsqu'il sera mis complètement en application.

Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre provincial de la Santé pourra conclure, avec le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social du Canada, un accord prévoyant le paiement, par le Canada à la province, de contributions au coût des services assurés fournis aux frais de la province.

Le gouvernement fédéral, après entente, paierait la moitié des dépenses en vertu de la loi nationale d'assurance-hospitalisation. Cet accord devra toutefois prévoir le paiement par la province des services assurés fournis à ses résidents par des hôpitaux du gouvernement du Canada ou d'autres provinces, dans le cas où ils y auront droit.

S'il reçoit l'approbation législative, le plan entrera en force le 1<sup>er</sup> janvier 1961, comme l'a annoncé le premier ministre il y a quelques semaines. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1961, tous les Canadiens résidant depuis au moins trois mois dans le Québec auront donc droit gratuitement aux services hospitaliers dans les salles publiques de tout hôpital lié par contrat avec le ministère de la Santé du Québec.

Le projet prévoit pour le ministre de la Santé l'autorité de conclure, avec tout hôpital, un contrat particulier aux conditions établies par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vue de fournir aux résidents de la province et à toutes autres personnes assurées des services hospitaliers, des soins gratuits selon des modalités uniformes. Le contrat devra pourvoir à des paiements par le ministre de la Santé à l'hôpital en cause, en rapport avec le coût des services assurés fournis.

C'est le conseil des ministres qui déterminera, par arrêté ministériel, les conditions de ces contrats, y compris les standards, la surveillance et l'inspection des services, spécialement en ce qui a trait à l'admission et au renvoi des patients. Le ministre pourra également, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur, conclure, avec tout hôpital privé au sens de la loi, un contrat en vue de fournir ces services à des taux forfaitaires.

Le plan soumet les hôpitaux et les assurés eux-mêmes à des règlements sévères dont le but est d'éviter les abus. Sa mise en application exigera toute une série de contrôles bureaucratiques, mais ne touchera pas à l'autonomie administrative des hôpitaux. Les hôpitaux du Québec, dont 85 % sont administrés par des communautés religieuses, seront pleinement autonomes dans le choix de leurs infirmières, des médecins et dans la formation de bureaux médicaux. Il n'y aura pas là d'ingérence gouvernementale. Mais ils devront faire approuver leurs budgets annuels, rendre compte de leurs opérations, faire leurs rapports nombreux sur les malades hospitalisés, etc.

Les hôpitaux devront soumettre d'avance, pour l'année suivante, leurs budgets administratifs au ministre de la Santé qui pourra les réviser si nécessaire. Ils devront également produire au ministre de la Santé du Québec un rapport financier annuel certifié par un comptable agréé. Si le bureau de direction ou le surintendant d'un hôpital manque de se conformer aux exigences de la loi ou de ses règlements ou d'un contrat avec cet hôpital, le ministre peut refuser d'effectuer les paiements à l'hôpital jusqu'à ce qu'il se soit conformé aux exigences de la loi, des règlements ou du contrat.

Les hôpitaux devront soumettre leurs budgets au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 1961. Par la suite, la date limite sera le 1<sup>er</sup> octobre. Ces budgets serviront de base aux paiements effectués en vertu du plan. Le ministre aura de juin à octobre pour réviser les budgets des hôpitaux. En attendant l'approbation des prévisions budgétaires d'un hôpital pour toute année civile, le ministre pourra établir des taux provisoires et faire des paiements sur la base de ces taux.

En déterminant les montants payables aux hôpitaux, le ministre doit se baser sur des rapports établis d'après des principes reconnus de comptabilité, mais dont auront été exclus, pour 1961, les montants et dépenses prévus pour:

- 1) le coût, en capital, des terrains, des constructions ou de l'installation matérielle;
- 2) le paiement de quelque dette en capital ou des intérêts s'y rattachant;
- 3) le paiement de quelque dette contractée avant le 1<sup>er</sup> janvier 1961;
- 4) la dépréciation sur la valeur de terrains, des constructions ou de l'installation matérielle;
- 5) dans le cas des locaux loués, les montants justement attribuables à l'une quelconque de ces matières;
- 6) le montant des intérêts ou des frais de service payable par l'hôpital, mais non compris dans les alinéas ci-haut;
- 7) le montant du revenu net provenant de magasins de nouveautés, de fermes ou autres exploitations accessoires;
- 8) les montants des rabais sur les paiements comptant effectués par l'hôpital;
- 9) le montant des loyers perçus par l'hôpital, etc.

Le programme d'assurance-hospitalisation ne s'étend pas à toutes les institutions hospitalières. Le plan ne couvre pas les soins reçus dans un sanatorium pour tuberculeux, dans un hôpital pour personnes atteintes d'une maladie mentale, dans une maison de repos dite *nursing home*, maison pour vieillards, infirmerie ou autre institution ayant pour objet de fournir des soins de garde. Des lois spéciales prévoient déjà le paiement des frais d'hospitalisation pour les aliénés mentaux et les tuberculeux.

Évidemment, le plan ne couvre pas non plus ceux qui tombent sous d'autres lois, comme la loi des accidents de travail ou des mesures fédérales telles que la loi sur la réadaptation des anciens combattants, la loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, la loi sur l'indemnisation des employés de l'État, la loi sur la défense nationale, la loi sur la Gendarmerie royale du Canada, la loi sur l'indemnisation des marins marchands et la loi sur

l'aéronautique. Tous les autres cas d'hospitalisation sont touchés par la loi, y compris les naissances.

L'hospitalisation est la condition du paiement. Le paiement dépend de la durée du séjour d'un résident de Québec comme patient dans un hôpital. La loi n'interdit pas un contrat ou un paiement en vertu d'un contrat selon lequel un résident doit recevoir un remboursement ou une indemnité pour le coût de tout service hospitalier autre que des services assurés, le coût d'honoraires pour services professionnels, que ces services soient rendus à l'hôpital ou non, la perte de temps par invalidité, peu importe que le point de départ du droit à l'indemnité soit déterminé par rapport à la date d'admission à l'hôpital, à la condition que le taux de paiement ne soit pas augmenté à raison de l'hospitalisation. À ce chapitre, la loi prévoit toutefois qu'aucun résident ne doit recevoir en vertu d'un ou de plusieurs contrats, à l'égard du coût de tout service hospitalier qui n'est pas un service assuré, une somme totale excédant les frais réels exigés pour ce service à l'hôpital.

Quant à la façon dont le gouvernement remboursera les hôpitaux, elle est fort complexe et tient compte d'un nombre considérable de facteurs. Il en va du même mode qui sera établi pour déterminer le coût des services assurés offerts par les hôpitaux. On ne tiendra pas compte, notamment, du coût des terrains et bâtisses de l'hôpital, de la dépréciation de ces mêmes bâtisses et terrains, des dettes contractées antérieurement à l'instauration du plan, du coût d'opération du service d'ambulance ou du montant des frais directement occasionnés par l'exploitation du service externe, si ce service externe est organisé et établi comme un service séparé de l'hôpital.

Ces stipulations s'appliquent à la conclusion ou au renouvellement, après le 30 novembre 1960, d'un contrat qui prévoit un bénéfice relativement à des services hospitaliers fournis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961. La loi vise aussi un paiement concernant des services hospitaliers rendus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961, sauf un paiement en vertu d'un contrat qui n'est pas un contrat de groupe et qui a été conclu ou renouvelé durant les mois de janvier, février ou mars 1960 pour des services hospitaliers rendus avant l'anniversaire en 1961 de sa conclusion ou de son renouvellement.

On comprend ici, par contrat de groupe, un contrat d'assurance par lequel deux ou plusieurs personnes, autres que les membres d'une même famille, sont assurés conjointement par un seul contrat d'assurance. Les contrats privés d'assurance couvrant les services dorénavant payés par le gouvernement devront être résiliés. On pourra évidemment continuer, toutefois, de s'assurer dans

des compagnies privées pour le cas où l'on désirerait l'hospitalisation dans une chambre privée ou semi-privée, que l'on voudrait obtenir le paiement des honoraires médicaux, ou encore couvrir la perte de salaires consécutive à l'invalidité. Les patients pourront compter sur une discrétion absolue de la part du ministre et des fonctionnaires ou employés préposés à la mise en exécution de la loi. Ceux-ci ne doivent pas, en effet, révéler un renseignement obtenu dans l'exécution de la loi de l'assurance-hospitalisation. Ils ne pourront être contraints de le faire devant aucun tribunal de juridiction civile.

Un résident a droit aux services assurés au cours de la période durant laquelle ces services lui sont médicalement nécessaires. Mais une personne prétendant avoir droit aux services assurés doit fournir à l'hôpital la preuve de ce droit, et l'admission des assurés dans un hôpital est soumise aux conditions suivantes:

1) aucun médecin n'a le droit d'admettre un patient dans un hôpital ou d'en ordonner l'admission à moins qu'il ne soit d'avis qu'il ne soit médicalement nécessaire pour le patient d'être admis comme patient interne dans un hôpital;

2) dès que le médecin traitant est d'avis qu'une personne assurée n'a plus besoin de demeurer à l'hôpital pour des raisons médicales, il doit ordonner sa sortie immédiate.

C'est le médecin traitant qui décide de l'hospitalisation du patient et de la date de sortie, mais le ministre a droit de contrôle dans ce domaine. Si le ministre de la Santé doute du rapport du médecin, il peut toujours nommer un comité de révision médicale. La décision du ministre, dans ce cas, doit être conforme au rapport du comité. Si le patient a reçu des soins ou des services dont il n'avait pas besoin, le patient devra payer. Il devra aussi payer s'il continue à demeurer à l'hôpital après que le médecin traitant lui aura signifié son congé. Il n'y a pas de limite à la durée de l'hospitalisation, mais il faut qu'elle soit reconnue médicalement nécessaire et, après un mois, il doit y avoir un rapport du médecin à Québec expliquant pourquoi elle doit se poursuivre.

De façon générale, le patient n'a droit qu'à un lit dans une salle ordinaire. S'il réclame une chambre privée ou semi-privée, il devra défrayer le surplus que cela représentera. Les règlements décrètent qu'un hôpital ne peut réclamer directement d'un patient assuré que la différence entre le montant alloué par jour pour les services assurés et les frais d'hôpital approuvés par le ministre pour chambre privée ou semi-privée, ou pour tout autre service rendu qui n'est pas assuré et qui est requis par le patient ou en son nom.

Cependant, chaque fois que l'état d'un patient est tel qu'il nécessite son admission immédiate et qu'il n'y a pas de place dans les salles, l'hôpital doit recevoir cette personne assurée dans une chambre privée ou semi-privée, et le gouvernement ne paie que le taux quotidien pour une salle ordinaire.

Le projet de loi prévoit à la fois les services internes et les services externes, mais stipule que le système sera appliqué par étapes. Le gouvernement se réserve d'en décréter graduellement la mise en vigueur. Il commencera par les patients admis à l'hôpital pour s'appliquer graduellement jusqu'aux patients fréquentant les services externes des hôpitaux. Le premier ministre a déjà fait savoir qu'on ne pourra fournir les services externes avant quelque temps. Pour les services internes, il est certain que les résidents du Québec y auront droit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1961. Afin d'assurer l'utilisation efficace des services internes et externes dans les hôpitaux, un comité provincial des normes sera établi. Ce comité sera formé des personnes nommées par le ministre et chargé d'assurer, dans la mesure du possible, le développement et la conservation d'un niveau élevé des services hospitaliers et une utilisation rationnelle et appropriée des services hospitaliers dans tous les hôpitaux de la province.

Les règlements qui régiront le système d'assurance-hospitalisation font partie de la loi. Un des premiers articles donne la liste des services internes auxquels un patient a droit:

1) le logement et les repas, dans une salle ordinaire;

2) les soins infirmiers nécessaires;

3) les travaux de laboratoire, de radiologie ou d'autres procédés de diagnostic, avec les interprétations nécessaires pour maintenir la santé, prévenir la maladie et aider au diagnostic et au traitement de toute blessure, maladie ou infirmité;

4) les médicaments, les produits biologiques et les préparations s'y rattachant qui, de l'avis du médecin, sont nécessaires et administrés à l'hôpital en accord avec la pratique courante et les principes reconnus, à l'exception cependant des préparations vendues sous l'autorité de la loi concernant les spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés;

5) l'usage des salles d'opération, des salles d'accouchement et des services d'anesthésie, avec l'équipement et le matériel nécessaires;

6) le matériel de chirurgie courante;

7) l'usage du service de radiothérapie, là où il existe;

8) les services rendus par des personnes qui reçoivent à cet égard une rémunération de l'hôpital. Les

règlements seront publiés dans la *Gazette officielle* à mesure que la loi sera appliquée. Sous ce programme, le patient pourra choisir son médecin. Ce choix sera toutefois limité dans certains cas où les hôpitaux acceptent seulement les médecins faisant partie de leur personnel régulier. Les frais du médecin, évidemment, ne sont pas compris. Ils sont à la charge du malade.

Le projet de loi prévoit évidemment que personne ne doit sciemment obtenir ou recevoir le bénéfice de services assurés auxquels il n'est pas éligible. De même aussi, personne ne doit sciemment aider quelqu'un à obtenir ces services s'il n'y a pas droit. Le médecin, enfin, ou le citoyen qui voudra tricher le gouvernement en autorisant ou en acceptant des services hospitaliers gratuits contrairement à la loi, seront sévèrement punis. Ces gens seront coupables d'une infraction et passibles, sur poursuite sommaire, d'une amende ne dépassant pas cinq cents dollars ou d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois ou l'amende et de l'emprisonnement à la fois.

Les mêmes sanctions sont aussi prévues pour quiconque entravera un inspecteur ou un médecin dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente loi. D'autres peines sont prévues pour ceux qui entraveront le travail des préposés à l'exécution de la loi. De même aussi, toute personne qui contreviendra à une disposition de la loi ou des règlements pour lesquels aucune peine n'est spécialement prévue sera passible, sur poursuite sommaire, d'une amende ne dépassant pas cent dollars.

Selon les prévisions de la loi, si quelqu'un doit être hospitalisé par suite d'une blessure subie attribuable à la faute d'un tiers, le gouvernement paiera quand même jusqu'à concurrence du coût de tous services assurés, mais se substituera au blessé, dans les recours que celui-ci pourrait exercer contre le tiers en question. La faute commune entraîne la réduction au montant de cette subrogation dans la même proportion que le recours de la personne assurée. L'assureur de la responsabilité d'un tiers ne peut se libérer de son obligation de l'indemniser de sa responsabilité envers le gouvernement autrement que par paiement au gouvernement. L'engagement par une personne assurée de libérer un tiers ou son successeur de leur responsabilité envers le gouvernement découlant de la loi sera invalide et considéré non écrit dans toute convention, transaction ou quittance.

Les touristes, les voyageurs de passage et les visiteurs n'ont pas droit à cette assurance qui est réservée aux résidents de la province de Québec, à condition qu'ils résident depuis au moins trois mois dans le Québec. Si un résident du Québec tombe

malade ailleurs au Canada et reçoit des traitements, le ministre lui rembourse le montant maximum des services assurés aux taux fixés par cet hôpital, ou paie directement l'hôpital, à condition que l'institution soit ou un hôpital fédéral, ou un hôpital muni d'un permis ou encore approuvé par une autorité gouvernementale. Si le malade est hospitalisé en dehors du Canada, le ministre rembourse jusqu'à concurrence de \$15 par jour. Les services externes ne sont cependant pas prévus dans ce dernier cas.

Ce sont là les grandes lignes de ce projet de loi, qui ne sera étudié qu'après le débat sur l'adresse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation.

Adopté.

#### Travaux de la Chambre:

##### Horaire des séances

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que dorénavant, d'ici Noël, l'Assemblée législative siège le mardi et le jeudi, de trois heures à six heures de l'après-midi, et de huit heures à onze heures du soir. Le mercredi il n'y aura qu'une séance, de trois heures à six heures, et le vendredi, la Chambre tiendra une dernière séance, de dix heures trente à midi trente. Les comités, ceux des bills privés et des bills publics, seront en séance, les mercredi et jeudi, de dix heures trente du matin à une heure de l'après-midi.

Adopté à l'unanimité.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai l'intention de proposer en temps opportun que la Chambre ne siège pas les 1<sup>er</sup> et 2 décembre à l'occasion de la tenue, à Québec, de la conférence des premiers ministres provinciaux<sup>2</sup>.

##### Adresse en réponse au discours du trône

**M. Lavoie (Laval)** propose, appuyé par le député de Montréal-Saint-Louis (M. Blank)<sup>3</sup>, que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**M. Lavoie (Laval):** Les aînés ont connu l'émotion que je ressens présentement... Cette émotion n'a d'égale en ce moment que la détermination bien arrêtée qui m'anime de servir toujours les meilleurs intérêts de ma province. Cet engagement, je l'ai pris non pas lors de la présentation du serment d'office, mais bien avant; il découle de l'enseignement que j'ai reçu de mes maîtres en politique, ceux-là mêmes qui siègent aujourd'hui sur les premières banquettes ministérielles.

Je ne voudrais continuer sans exprimer au premier ministre et aux membres de son cabinet toute la gratitude pour l'honneur qu'ils m'ont fait en me désignant comme proposeur de l'adresse en réponse au discours du trône. Je me dois également, au nom de l'équipe qui forme le gouvernement actuel et au nom de la multitude des hommes et des femmes de bonne volonté qui, le 22 juin dernier, ont voulu et obtenu le changement de vie si longtemps désiré, de réitérer à l'honorable premier ministre l'expression de notre reconnaissance pour avoir été l'idéal et le flambeau de ce renouveau politique.

Notre confiance et notre loyauté l'accompagnent dans la tâche administrative qu'il a à accomplir de nombreuses années à venir.

Notre gratitude et nos hommages s'adressent également à celui qui a pensé et façonné depuis 10 ans l'œuvre qui, hier encore, n'était que le programme d'un parti politique et qui demeurera, aujourd'hui et demain, le credo des législateurs du Québec. Je veux nommer l'artisan de la révolution pacifique que vient de connaître notre province, l'honorable procureur général (M. Lapalme).

Je regrette l'absence du chef parlementaire de l'opposition (M. Prévost) que la maladie retient présentement, et j'exprime le vœu qu'il puisse revenir en cette Chambre le plus tôt possible servir la communauté avec l'intelligence et l'expérience que nous lui connaissons tous.

Je serais mal à l'aise de ne pas saluer à l'occasion de ce premier discours non pas seulement la forte délégation de mon comté qui assiste à

l'ouverture de la présente session, mais tous et chacun des cent seize mille électeurs de mon comté de Laval qui m'ont confié le mandat de les représenter au Parlement.

Incidentement, un projet entre autres qui serait de toute urgence, mais de toute façon ne pourrait devenir effectif que lors des prochaines élections générales, serait la redivision de la carte électorale pour procurer aux contribuables du comté de Laval une représentation plus équitable à la Législature. Le comté de Laval renferme actuellement 116,000 électeurs et reste un des plus peuplés de la province, bien qu'il ait été divisé en deux avant les dernières élections. Il demande au gouvernement de considérer la subdivision de la circonscription de Laval lorsque la législation a été introduite pour modifier la représentation à la Chambre basse. Toutefois, dit-il, le gouvernement ne peut créer aucune circonscription avant les prochaines élections générales<sup>4</sup>.

Je ne m'attarderai pas sur les besoins des 16 cités et villes, 32 commissions scolaires et cent mille habitants de l'Île Jésus, cette région qui connaît depuis 10 ans un essor domiciliaire unique en cette province. Certaines municipalités, qui avaient une population de 3,000 âmes en 1953, comptent aujourd'hui 15,000 âmes. L'Île Jésus, ancienne seigneurie de Monseigneur de Laval, île jumelle de la métropole du Canada, au seuil des Laurentides, baignée par des cours d'eau quasi navigables, la Rivière des Prairies et la rivière Mille Îles, traversée par l'autoroute et par les deux grandes lignes de chemins de fer, le Canadien National et le Canadien Pacifique. Je suis convaincu, dit-il, que d'ici quelques décennies, comme New York, Montréal aura son Brooklyn d'un million d'âmes.

Nous parviendrons à créer une région prospère avec une économie solide, tout en lui conservant son cachet résidentiel, grâce au programme énoncé par le gouvernement actuel, avec un inventaire et une planification économique sur une base régionale, la création d'un bureau provincial d'urbanisme, la confection d'un plan directeur de la voirie qui amènera la construction de nouveaux ponts tant dans la direction de Montréal, de Terrebonne et des Laurentides, la création d'un office du tourisme, la solution du problème de la pollution des eaux, l'aide à la mise sur le marché des produits maraîchers, l'aide provinciale aux municipalités pour les travaux d'hiver, la création d'un système de paiements de péréquation aux municipalités, la réduction des taux de péage sur l'autoroute et, enfin, la réorganisation du conseil d'orientation économique.

La tâche est immense, mais il est agréable de souligner que les moyens préconisés pour atteindre notre but sont déjà tous contenus ou à peu près dans le discours du trône de la présente législature.

Si vous voulez bien, M. l'Orateur, avant de traiter de la politique générale du nouveau gouvernement, je ferai une courte rétrospective de ce qui s'est passé depuis la dissolution des Chambres au mois de mars dernier. En effet, on ne peut pas dire que ça n'a pas changé! À cette époque, celui qui occupait le fauteuil du premier ministre ne se gênait pas pour faire des pronostics, pour déclarer qu'il anéantirait ce qu'il y avait alors d'opposition. Ironie du sort! Ce devin n'est même plus là; seuls quelques-uns de ses lieutenants d'hier, je pourrais dire ses adversaires d'aujourd'hui, ont survécu au raz-de-marée, s'accrochant à des majorités à peine perceptibles.

Oui, M. l'Orateur, ça a changé au pays du Québec: ceux qui étaient en petit nombre à gauche sont aujourd'hui en majorité à droite; ceux qui étaient à droite sont maintenant divisés à gauche; certains qu'on qualifiait alors de gauche sont maintenant à droite et, enfin, une multitude, qu'on voyait à droite, ne sont même plus ni à droite ni à gauche.

Je ne m'attarderai pas sur ce qui est mort. Le passé, oublions-le; mieux en vaut ainsi, ayons plutôt l'obsession de l'avenir. Pour bâtir cet avenir, étudions la législation du gouvernement. Vous comprendrez que je ne pourrai cet après-midi qu'effleurer le discours du trône que Son Excellence le lieutenant-gouverneur nous a fait l'honneur d'adresser hier, tellement la portée, la richesse et la profondeur de ce document est annonciatrice d'une ère nouvelle pour le Québec, un prélude au tournant décisif dans l'administration politique de la province.

Tous, nous avons remarqué - et je veux en féliciter le gouvernement - que les généralités, la vantardise, le verbiage et la redondance contenus dans les discours du trône des dernières années ont laissé la place à la précision et à la netteté propres au programme législatif d'un gouvernement sérieux. Un esprit créateur et réformateur a inspiré la rédaction des nouvelles lois annoncées par son Excellence le représentant de la reine dans son discours du trône. Ce discours du trône, en proposant au moins 37 projets, donne des renseignements précis sur ce que le gouvernement entend proposer à l'Assemblée.

La rédaction vague et diffuse est remplacée par une rédaction nette et concise: "Le gouvernement vous invitera à étudier un projet de loi pour autoriser la création d'un ministère des Affaires culturelles", et encore je cite: "Le gouvernement vous suggérera de



franchir dès maintenant les premières étapes de la gratuité scolaire", "vous serez appelés à étudier la formation d'un ministère des Richesses naturelles".

Le gouvernement a défini clairement sa politique: non seulement il entend prendre une attitude énergique, mais il a déjà passé à l'action dès avant l'ouverture officielle de la session ordinaire. Déjà, on a fait beaucoup de progrès en répondant aux promesses faites pendant la campagne électorale en juin.

Le gouvernement a trouvé une solution aux problèmes de gestion de la ville de Montréal<sup>5</sup>. Le premier ministre a demandé qu'une conférence provinciale soit tenue à Québec le mois prochain, et des ententes ont été signées avec Ottawa pour la participation au projet de la route transcanadienne et au programme de construction de routes d'accès aux ressources naturelles du Québec<sup>6</sup>.

Parmi les autres actions à l'actif du gouvernement actuel, citons: le paiement par les autorités provinciales de 40 % du coût de la main-d'œuvre dans l'exécution du programme conjoint des travaux municipaux d'hiver, qui est une mesure d'urgence; la réorganisation du Conseil d'orientation économique créé par le gouvernement Godbout en 1943; l'économie fabuleuse réalisée par l'instauration de demandes de soumissions publiques; la réorganisation à la Sûreté provinciale, à la Régie des alcools et à la Commission hydro-électrique du Québec.

La session qui débute sera connue dans l'avenir et dans les annales de la province de Québec comme étant l'opération de déblocage. Elle sera imprégnée d'innovations et de hardiesse, après la léthargie des 10 dernières années. Les mesures que les Chambres vont être appelées à adopter sortent des sentiers battus.

Le libéralisme politique qui anime le Cabinet provincial est une garantie de progrès, d'avancement et de grandeur qui donnera à notre groupe ethnique et à la province tout entière l'élan nécessaire pour atteindre les sommets, les vrais ceux-là<sup>7</sup>...

Une législation plus importante et plus imposante sera proposée par les libéraux au cours de la seule session qui débute que toute celle proposée par l'Union nationale au cours de ses longues années au pouvoir. Il y a plus de nouveauté dans une seule de ces mesures que dans toute loi gouvernementale sanctionnée jusqu'ici.

Par exemple, rappelons seulement quelques passages du discours du trône:

- Création d'un ministère des Affaires culturelles qui mettra l'évidence sur le fait français et

qui nous permettra d'atteindre l'épanouissement de notre culture;

- Législation pour faciliter à tous les jeunes l'éducation gratuite à tous les niveaux;

- Le paiement d'allocations aux enfants à l'étude;

- Création d'un ministère des Affaires fédérales-provinciales

- Formation d'un ministère des Richesses naturelles;

- Modification de la loi instituant un Conseil d'orientation économique;

- Élaboration d'un plan directeur du réseau routier;

- Accélération des procédures devant la Commissions des relations ouvrières;

- Allocations supplémentaires aux personnes âgées, aux invalides, aux aveugles et aux mères nécessiteuses ainsi que des allocations nouvelles aux veuves et aux célibataires de sexe féminin à partir de l'âge de soixante ans;

- Établissement immédiat d'un régime d'assurance-hospitalisation;

- Création d'un ministère du Bien-être et de la Famille;

- Mesures énergiques pour sortir l'agriculture et la colonisation de la situation difficile dans laquelle elles se trouvent;

- Modification de la loi du crédit maritime et revision de la loi des mines;

- Loi établissant un *Journal officiel des débats* ou *Hansard*;

- Mesures législatives concernant les municipalités faisant suite aux recommandations de l'Union des municipalités;

- Création d'un Office du tourisme;

- Législation sur la pollution des eaux, la responsabilité financière des automobilistes, la sécurité routière, etc.

Des malins pourraient se demander, à la lecture du discours du trône, s'il n'y aura qu'une session pour les quatre années à venir tellement le programme politique soumis à la population avant le 22 juin sera déjà en grande partie réalisé dès la présente session.

Mais ce qu'il y a de formidable dans la philosophie politique qui nous anime, nous de ce côté-ci de la Chambre, c'est que nous croyons au renouvellement, à la revision, au rajeunissement. Nous croyons que l'humanité évolue, que les besoins de la population, des jeunes comme des moins jeunes, des ouvriers, des agriculteurs, des nécessiteux, changent également suivant les

fluctuations économiques ou autrement. Nous savons que la législation jugée progressiste aujourd'hui sera insuffisante et dépassée d'ici cinq ans, sept ans ou 10 ans, et qu'il y aura certainement lieu de la réviser et de la rajeunir.

Quel contraste avec le conservatisme, la stagnation, si ce n'est la politique de marche arrière des 10 dernières années. Politique d'un gouvernement de parade, vantard et gonflé, d'un gouvernement qui administrerait en fonction de ce que ça pouvait rapporter aux gouvernants, aux siens ou aux créatures du régime. Gouvernement où la pagaille régnait, régnait en maître dans tous les départements. Gouvernement dont la finance et la comptabilité étaient, comme lui, étrangères à la vérité. Gouvernement qui, par la bouche de son ministre des Finances, déclarait le 10 décembre 1959 prévoir un surplus global d'opérations de près de \$500,000 à la fin de l'année financière 1960-1961, alors qu'à la vérité les opérations se clôtureront par un déficit énorme imputé à la législation pré-électorale du printemps dernier. J'oubliais qu'il y a eu cette année un impondérable, un événement fortuit qu'on a toujours oublié dans les prévisions budgétaires, je veux dire les élections.

Ainsi, en 1948, année d'élections, l'excédent des dépenses non prévues au budget se chiffre à \$83,468,978; en 1952, année d'élections, le même excédent se chiffre à \$60,888,493; en 1956, année d'élections, autre excédent des dépenses non prévues au budget de \$68,627,463. Enfin, cette année, ce même excédent atteint heureusement pour la dernière fois des proportions inqualifiables.

En effet, sous l'Union nationale, l'autorité du Parlement en matière fiscale est en veillesse, ou se fait fi des coutumes parlementaires; à chaque session, celui qui est procureur général soulevait l'anomalie; les finances, c'était leur chose à eux. L'ancienne administration n'a-t-elle pas accumulé, depuis 1945, des excédents de dépenses non prévues au budget de \$652,312,166? Bilan tragique des extravagances du régime de l'autocratie, du despotisme, du patronage et des contrats sans soumission.

Nous n'avons jamais promis de miracles, nous nous sommes engagés à réformer; c'est déjà fait. Nous nous sommes engagés à bâtir, les fondations sont déjà en place.

Quiconque désire réformer tous les abus est insensé. Quiconque désire réformer des abus est sage.

Le libéralisme politique qui anime le gouvernement est la garantie de notre avancement et de notre grandeur qui donnera à notre groupe

ethnique et à la province tout entière l'élan nécessaire pour atteindre les sommets, de vrais ceux-là.

En effet, le libéralisme politique nous enseigne de se tenir au centre, politique du juste milieu, même si parfois, comme à un navire pour arriver à bon port, le capitaine doit souvent, pour contourner les écueils, donner des coups de barre parfois à droite, parfois à gauche.

Ainsi, dans la législation soumise à cette Chambre, il y a des mesures qui encourageront fortement l'entreprise privée comme il y en a d'autres nombreuses pour permettre une plus juste distribution des richesses à un plus grand nombre d'individus. Mais, ce qu'il y a surtout, c'est l'idée réformatrice et créatrice d'un monde nouveau, une prise de position nette sur des questions qui furent longtemps controversées, et même jugées illogiques ou néfastes par un ancien premier ministre:

- Ministère des Affaires culturelles;
- Éducation gratuite; paiement d'allocations aux étudiants;
- Ministère des Ressources naturelles;
- Assurance-hospitalisation;
- Établissement d'un *Hansard*;
- Responsabilité financière des automobilistes.

Jamais, il n'a été possible de trouver dans les discours du trône des dernières années un élément nouveau, une innovation, même la plus petite surprise, sauf peut-être en 1936: la création de la loi du crédit agricole, qu'on a appâtée d'ailleurs à toutes les sauces, dans chaque discours du trône depuis 1936.

Le bilan de près de 20 années d'Union nationale se résume à une nouveauté: la loi créant l'Office du crédit agricole.

L'ancienne administration considérait les mesures de simple administration, de simple routine comme de la grande législation: augmentation des fonds consacrés aux prêts agricoles, à l'expansion de l'électrification rurale, fonds additionnels pour le drainage des terres, amélioration de la voirie, construction d'écoles ou d'hôpitaux. C'est tout ce que l'on trouvait dans les discours du trône.

Il est normal qu'un gouvernement, comme une corporation ou un simple individu, doive consacrer un plus fort budget proportionnellement à l'expansion de ses affaires qu'à l'augmentation de sa famille.

Autant une corporation doit doubler ou tripler ses lignes téléphoniques si ses affaires augmentent, autant le gouvernement doit étendre ses routes à la suite de la fondation d'une municipalité nouvelle. Autant un individu doit se procurer des verres si sa

vue baisse, autant le gouvernement doit aménager des hôpitaux si le nombre des malades augmente.

Jamais l'Union nationale n'a administré en bon politique. Ce qu'elle appelait législation n'était qu'administration routinière qui aurait pu aussi bien être confiée à des fonctionnaires. Et si ces derniers avaient été honnêtes et consciencieux, le bilan de leurs 16 années d'administration aurait été de beaucoup meilleur, car, au moins avec eux, on trouverait aujourd'hui dans les coffres de la province quelques centaines de millions de plus.

Pour administrer la province de Québec en 1960, spécialement avec notre culture d'origine française isolée en Amérique du Nord, on ne peut se permettre de se limiter à la routine journalière. On doit ajouter une forte dose d'intelligence, d'idées créatrices, de fierté nationale et de patriotisme, ce que l'Union nationale n'a jamais été capable de nous offrir.

Dans le discours du trône, il n'y a pas moins de 10 énoncés de principes qui, considérés individuellement, un à un, représentent seuls plus de nouveautés et de hardiesse que la législation additionnée des 16 dernières années. C'est pourquoi j'étais orgueilleux de souligner, il y a quelques instants, qu'enfin la province de Québec sortait des sentiers battus, brisait les entraves.

Encore, si l'administration précédente avait tout bonnement, comme un individu pas trop brillant, administré tant bien que mal son patrimoine. Mais non, non seulement son administration a été routinière et incompétente, mais en plus, malhonnête et mensongère.

Je me souviens qu'un certain premier ministre déclarait jadis, suivant les besoins de la cause, que 1,000, 5,000 ou 10,000 industries nouvelles s'étaient établies dans la province. Nous les cherchons en vain ces industries et ce qui est plus pénible, c'est qu'il y a présentement des milliers de chômeurs qui les cherchent aussi en vain ces 10,000 nouvelles industries.

Bien que le Parti libéral soit au pouvoir depuis moins de six mois, un ordre nouveau règne au Québec et certains membres de l'opposition se scandalisent. Aujourd'hui, ces mêmes gens se découvrent un scrupule soudain, une chasteté à retardement pour crier au scandale. Ils se scandalisent qu'il y ait encore des chômeurs, eux-mêmes qui, il y a quatre mois, alors qu'ils étaient au pouvoir, déclaraient que le chômage, ça ne les regardait pas, que c'était l'affaire du fédéral. Ils crient au scandale dès qu'une de leurs créatures est mise à la retraite ou remerciée pour activités politiques

illégales. Et c'est un tollé si on découvre des anomalies non encore corrigées dans l'administration, anomalies justement, créées, cultivées et entretenues pendant des années par ceux-là mêmes qui se sentent offusqués. Ils ne sont que des artistes de la fausse pudeur, des comédiens.

Je me suis permis aujourd'hui de rappeler une période sombre de l'histoire politique de notre province, une période qu'il aurait mieux fallu ne jamais connaître.

Je l'ai mise en lumière non pour délecter davantage la victoire du 22 juin, mais pour dire au peuple du Québec combien, en raison de la législation présentement déposée, il a le droit d'espérer et d'exiger de l'administration nouvelle.

La minute de vérité a sonné au Québec, et le gouvernement actuel est dans l'obligation non seulement légale, mais morale, de respecter à la lettre son programme.

Finis l'obscurantisme, saluons l'éducation!

Finie l'oppression, saluons la liberté!

Finis le mensonge, saluons la vérité!

Finie l'autocratie, saluons la démocratie!

Être libéral, c'est non seulement être réformateur, c'est aussi être créateur.

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis):** Le discours du trône de cette année marque un point tournant dans l'administration de la province. Les mesures législatives annoncées marquent l'aurore d'une ère nouvelle. Pendant 16 ans, l'élan de la province de Québec a été freiné par la corruption et l'égoïsme des hommes qui avaient en main la direction et la gestion des affaires. Heureusement, tout cela est maintenant terminé et un nouvel esprit s'affirme et souffle sur la province de Québec. La vie politique n'est plus un négoce, il s'agit d'un service public rendu par des hommes dévoués et désireux d'améliorer la vie de toute la population de la province. L'avènement d'un gouvernement libéral dans la province équivaut au retour à une politique de moralité publique.

La province de Québec, sous M. Jean Lesage, a repris sa place dans la Confédération avec les autres provinces, et elle est une fois de plus le phare sur l'horizon canadien. Grâce à la clairvoyance et au bon sens de M. Lesage, la province a fait sa rentrée sans la moindre compromission d'aucun de ses droits.

Loin de perdre par sa nouvelle attitude, la province de Québec bénéficie maintenant, à la faveur des ententes qu'elle est à conclure, de sommes d'argent appréciables qui lui revenaient normalement.

Dans ses pourparlers avec Ottawa, le premier ministre a donné, en l'occurrence, la pleine mesure d'un véritable chef d'État.

Le discours du trône prédit une législation progressive qui s'occupera de l'éducation, de l'économie, de l'aide sociale et de l'hospitalisation. L'objectif premier du gouvernement actuel est de rendre à la communauté québécoise les richesses naturelles qui furent dissipées par l'ancien régime. Le Québec est l'une des provinces du Canada qui comptent le plus de richesses naturelles, et le gouvernement libéral a promis d'adopter des lois qui assureront que ces ressources sont exploitées de manière à avantager toutes les classes de la société. Sous le gouvernement de l'Union nationale, nos ressources naturelles ont été exploitées au détriment de la province.

Les gens ont rapidement châtié le gouvernement actuel pour n'avoir pas agi rapidement dans certains domaines, mais, pour juger cette œuvre, il ne faut pas perdre de vue que le gouvernement libéral est au pouvoir depuis 125 jours seulement et qu'il n'a pu régler tous les problèmes depuis qu'il a assumé l'administration. Il a fallu d'abord déterminer les besoins les plus impérieux et urgents des gens et juger de la façon d'y répondre le plus adéquatement.

Le chômage est peut-être le problème le plus important de l'heure. Pour apporter des remèdes à la situation, le nouveau gouvernement a résolu sans délai d'absorber 40 % du coût de la main-d'œuvre pour certains travaux municipaux. Le gouvernement a aussi établi dans les diverses régions un programme de travaux publics qui, dans toute la mesure du possible, seront poursuivis le plus longtemps possible cet hiver alors que le chômage est le plus aigu. Les dépenses additionnelles occasionnées par les travaux d'hiver seront compensées largement par l'argent qu'épargne le gouvernement en accordant les contrats pour voie de soumissions publiques.

Mon comté de Montréal-Saint-Louis est une circonscription unique. C'est peut-être la région la plus cosmopolite de la province. Sa population est formée de 14 groupes ethniques, chacun ayant ses propres traditions et sa propre culture. Ces groupes ethniques sont très divers et comprennent notamment des Grecs, des Chinois, des Italiens, des Portugais, des Polonais, des Ukrainiens, des Allemands, des Juifs, des Irlandais, des Hongrois, des Russes, etc. Les électeurs de Montréal-Saint-Louis m'ont fait un grand honneur en m'élisant.

Appréciant leur confiance, je m'efforcerai de bien les servir et tenterai de suivre les traces des hommes éminents de race juive qui m'ont précédé à

l'Assemblée législative, tels que M. Peter Bercovitch<sup>8</sup>.

Le jour où l'on procédera à la redistribution des sièges, le gouvernement devrait tenir compte des différents groupes ethniques qui composent la ville de Montréal et la population québécoise, de manière à ce que leurs porte-parole reçoivent une représentation supplémentaire et plus équitable sur la colline parlementaire de la vieille capitale. À l'heure actuelle, les 500,000 personnes composant ces éléments n'ont qu'un porte-parole à l'Assemblée législative, ce qui est insuffisant.

Le gouvernement Lesage considère tous les citoyens de la province comme des citoyens égaux, sans égard à leur origine ethnique. Avec l'avènement des libéraux au pouvoir, ils sont redevenus des citoyens de première classe avec les mêmes droits et privilèges que ceux dont jouissent la majorité des Canadiens français. Sous l'ancien gouvernement de l'Union nationale, ces privilèges et ces droits étaient accordés à quelques-uns, et le seul moment où le parti au pouvoir portait attention aux Québécois dont les origines étaient autres que françaises ou anglaises, c'était lorsqu'il recherchait leur appui en période électorale.

La plupart de ces gens sont arrivés au Canada depuis la fin de la dernière guerre, fuyant l'oppression nazie, fasciste, communiste, et il convient de le mentionner aujourd'hui, 11 novembre, jour du souvenir au cours duquel on honore ceux qui sont tombés pendant les deux guerres alors que nous combattions, nous Canadiens, pour préserver nos libertés et notre civilisation démocratique<sup>9</sup>.

La population québécoise est fière et libre. Les Québécois veulent préserver une conception démocratique de la vie, comme ils l'ont démontré, il y a quelques jours, en tuant dans l'œuf un effort, venu de Sorel, pour faire revivre le nazisme au Canada. En cette circonstance, je remercie personnellement et j'exprime mes remerciements au peuple juif de la province, au député de Richelieu (l'honorable M. Cournoyer) et à la population de Sorel pour leur action immédiate et positive afin d'éliminer cette chose<sup>10</sup>.

Je remercie enfin les électeurs de langue française de mon comté. Ils représentent 50 % de mes électeurs et ont montré leur esprit et leur sens de la justice le 22 juin dernier<sup>11</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose, appuyé par le député de Yamaska (M. Élie), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.  
Adopté.

La séance est levée.

### NOTES

1. Les sources ne précisent pas si les notes explicatives pour cet important projet de loi ont toutes été données par le ministre lui-même. Certaines ont peut-être été formulées par les journalistes pour le bénéfice de leurs lecteurs. Selon *L'Action catholique* du 11 novembre 1960, à la page 3, le bill de l'assurance-hospitalisation, contrairement aux années antérieures, est "le seul projet de loi de la présente session qui est déposé devant la Chambre avant le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône". Le gouvernement choisit de procéder de la sorte "pour permettre aux nombreux organismes publics et privés intéressés par le projet d'assurance-hospitalisation de l'étudier à leur aise et de formuler leurs critiques s'il y a lieu".

2. Les 26, 27 et 28 octobre 1960 se tient à Ottawa la conférence fédérale-provinciale sur le partage fiscal. Désappointé par la proposition du premier ministre canadien John Diefenbaker et par l'échec de la réunion en général, le premier ministre du Québec, Jean Lesage, invite ses homologues à une conférence interprovinciale devant se tenir dans la ville de Québec les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1960. Voir à ce sujet les articles suivants: *L'Action catholique* du 27 octobre 1960, aux pages 1 et 2, *La Presse* du 27 octobre 1960, aux pages 1 et 2, *La Presse* du 28 octobre 1960, aux pages 1 et 2, *La Presse* du 29 octobre 1960, aux pages 1 et 2, *Le Soleil* du 28 octobre 1960, aux pages 1 et 2.

3. Les députés Jean-Noël Lavoie et Harry Blank, proposeur et secondateur de l'adresse en réponse au discours du trône de la deuxième session de la vingt-sixième législature ont tenu le même rôle lors de

l'ouverture de la première session. Jean Lesage en fait l'annonce le 4 novembre 1960.

4. En 1960, la carte électorale de la province de Québec semble peu représentative. Selon *Le Droit* du 12 novembre 1960, à la page 5, "des 95 sièges de l'Assemblée législative, environ un tiers représente les centres industriels, même s'ils comptent les deux tiers de la population du Québec". *The Montreal Daily Star* du 12 novembre 1960, à la page 4, écrit que la réfection de la carte électorale fait alors partie du programme du Parti libéral, mais qu'elle est un des seuls éléments de ce programme à ne pas être mentionné dans le discours du trône du 10 novembre 1960.

5. Pour régler cette question relative à la charte de la ville de Montréal, le gouvernement a tenu une session spéciale de trois jours entre le 20 et le 22 septembre 1960, et a adopté le bill 1 concernant un référendum à Montréal.

6. Selon *L'Événement-Journal* du 28 octobre 1960, à la page 1, le Québec adhère le 27 octobre 1960 au programme fédéral de construction de la route transcanadienne. C'est à Ottawa que le ministre de la Voirie (M. Pinard) paraphé l'entente au nom de la province de Québec, et le signataire fédéral est l'honorable David J. Walker, ministre des Travaux publics dans le cabinet Diefenbaker.

7. *Vers le sommet* était le slogan utilisé par le parti de l'Union nationale au cours de la campagne électorale de juin 1960.

8. M. Peter Bercovitch est député libéral du comté de Montréal-Saint-Louis à l'Assemblée législative de 1916 à 1938. Il représente ensuite la circonscription de Cartier à la Chambre des communes jusqu'en 1942, année de sa mort.

9. Le député Harry Blank est d'ailleurs un ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale. Il fait son service outre-mer avec le *North Shore Regiment* en 1944 et 1945.

10. Dans la soirée du 30 octobre 1960, l'émission *News Magazine* du réseau anglais de la télévision de Radio-Canada (CBC) présente un reportage sur André Bellefeuille, résidant de Sorel et "Führer" autoproclamé du parti nazi canadien. Pendant l'entretien, Bellefeuille déclare que le parti nazi compte sur 400 à 500 membres se réunissant sur une

base mensuelle à Montréal. Il ajoute que ces militants se considèrent antisémites et sont désireux de limiter les activités des Juifs et des Noirs dans la société canadienne. L'émission déclenche une série de réactions dans le pays, surtout dans la presse et le monde politique. Le lendemain, le premier ministre Lesage, renversé par la lecture des comptes rendus publiés dans les journaux, déclare devant 400 délégués du congrès biennal de l'Organisation sioniste du Canada que le gouvernement du Québec prendra toutes les mesures nécessaires afin de faire la lumière sur la nature de ce groupuscule. Le 2 novembre, l'honorable Léon Balcer, ministre fédéral des Transports, déclare que Bellefeuille, dessinateur de première classe à l'emploi de l'agence de marine de Sorel, est relevé de ses fonctions temporairement et que son cas est soumis à la Commission du service civil. La réaction du député Blank s'inscrit dans ce contexte. Voir à ce sujet: *The Gazette* du 31 octobre 1931, à la page 42, *The Gazette* du 1<sup>er</sup> novembre 1960, à la page 3, et *L'Événement-Journal* du 2 novembre 1960, aux pages 72 et 85.

11. Selon *Le Soleil* du 12 novembre 1960, à la page 11, le député Blank, de langue maternelle anglaise, fait son discours en anglais, mais prononce ces derniers mots en français.

Séance du mardi 15 novembre 1960

### Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Montreal Milk Producers Co-Operative des producteurs de lait de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Binette);
- de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laroche);
- de la Commission des écoles catholiques de Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laroche);
- de la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de la corporation interurbaine de l'île Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de la corporation municipale de Drummondville-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Morissette);
- de la ville de Sainte-Dorothée, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Morissette);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Morissette);
- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Morissette);
- des commissaires d'écoles de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Morissette);
- du Collège Loyola (Loyola College), demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);
- de dame Jeanne Brûlé en religion révérende mère Sainte-Marie-Consolatrice, supérieure générale des sœurs de la congrégation de Notre-Dame, demandant l'adoption d'une loi constituant une

corporation sous le nom de "Marianopolis College" (M. O'Reilly);

- de St. James' Club of Montreal, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Saint James' Club of Montreal et modifiant sa charte (M. O'Reilly);
- de Joseph-Marie-Andronique Beaulieu, demandant l'adoption d'une loi changeant son prénom de Andronique en celui d'André (M. Poulin);
- de la ville de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);
- de la Société d'assurance des caisses populaires, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy, Lévis);
- des religieuses des Cinq-Plaies (Montréal), demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Saint-Pierre);
- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Saint-Pierre);
- de la ville de L'Abord-à-Plouffe, de la ville de Renaud et de la cité de Saint-Martin, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de cité de Laval (M. Lavoie).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne des Grès, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Laroche);
- de Lloyd Williams Clark et R.-J. Russel Clark, demandant l'adoption d'une loi confirmant et validant leur titre de propriété (M. Laroche);
- de Paul Lacoste, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat (M. Binette);
- de Mara Ingerborg Käthe Eugénie Neuman Pütsep, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat (M. Blank);
- de Ben Sorisky, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Ben Harper (M. Blank);
- de Margaret June Bartlett Gagnon, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la

province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat (M. Blank);

- de Peter Michael Pitfield, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat (M. Blank);

- de Joseph Secteur, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat (M. Blank);

- de Nicolai Nasadiuk, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat (M. Blank);

- de la Congrégation Beth-El, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blank);

- de la Société coopérative des pomiculteurs de Frelighsburg, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom corporatif en celui de "La Coopérative des pomiculteurs de Frelighsburg" (M. Brown);

- de la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Harvey);

- de la Congrégation St. Andrew's United Church, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre un terrain dans la cité de Trois-Rivières (M. Jourdain);

- de Gérard Bolduc, demandant l'adoption d'une loi donnant effet au testament de feu Alfred Bolduc (M. Jourdain);

- de Joseph-François-Séraphin-Romain Duchesneau, demandant l'adoption d'une loi changeant son prénom de Romain en celui de Raymond (M. Lechasseur);

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Meunier);

- du docteur Paul Tarte et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc (M. Meunier);

- de Marian L. Lewandowski, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat (M. Laroche).

#### Dépôt de documents:

#### Commission des liqueurs, Rapport 1959-1960

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre le trente-neuvième rapport annuel de la Commission des liqueurs de Québec, 1959-1960. (Document de la session no 10)

#### Ministère des Mines, Rapport 1959-1960

L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministère des Mines de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1960. (Document de la session no 11)

#### Questions de privilège:

#### Articles parus dans *La Presse* et dans *Nouvelles Illustrées*

M. Bédard (Québec): Je me lève sur une question de privilège pour faire une mise au point concernant une nouvelle publiée dans le journal *La Presse*, en date du 14 novembre 1960. Cette nouvelle se lit comme suit: "Selon les renseignements que nous possédons, ces récidivistes avaient en premier lieu obtenu chacun \$4,000 pour la déposition faite à M. Jos-D. Bégin. Mais, par la suite, ils auraient proposé à M. Jean-Jacques Bédard, député du comté de Québec, et Steve Lachapelle, substitut du procureur général, d'assermenter deux autres déclarations contredisant les premières, ceci moyennant \$2,000 chacun. En fait, les noms de M. Bédard et Lachapelle apparaissaient dans les dépositions originales à l'effet qu'ils avaient été mêlés de très près au commerce des faux billets durant la campagne électorale. Le député du comté de Québec, qui vient d'être nommé adjoint parlementaire du procureur général, aurait même reçu avant le vote du 22 juin la visite d'un émissaire chargé de lui vendre un paquet de \$10,000 de faux billets. La déposition écartée par la Gendarmerie royale affirmait déjà que monsieur Bédard avait accepté cet argent. Mais l'accusation reprise sur une bande magnétique amena M. Fulton à rouvrir l'enquête".

Je proteste contre cette nouvelle tendancieuse et je tiens à déclarer catégoriquement:

1) Personne ne m'a jamais approché pour m'offrir ou me vendre des déclarations attestant que les déclarations antérieures faites à mon sujet étaient fausses;

2) Personne, soit directement, soit indirectement, ne m'a jamais offert de faux billets;

3) Je n'ai jamais été mêlé de près ou de loin à toute cette affaire et je n'en connais absolument rien. Elle m'apparaît comme une odieuse machination.

M. Bégin (Dorchester): J'ai trouvé singulier que, dans cette affaire de fausse monnaie, on



rapproche mon nom de celui de M. Barrette. Dans la nouvelle, on semblait indiquer que M. Barrette était parti de Joliette pour cette raison-là. Je le nie catégoriquement. M. Barrette n'est pas parti pour cela, et mes collègues qui sont ici, près de moi, le savent. En second lieu, j'affirme que jamais je n'ai donné un sou à qui que ce soit pour une déclaration qui m'aurait été faite.

Il (M. Bégin) ajoute qu'il n'a jamais entendu parler de cette affaire avant d'avoir pris connaissance des accusations portées dans les journaux. Ayant lu la nouvelle, dit-il, il a recommandé aux gens qui auraient des renseignements concernant le trafic des faux billets ou s'ils en entendaient parler, de communiquer tous les renseignements qu'ils pourraient obtenir à la Gendarmerie royale du Canada ou au ministre de la Justice.

Le ministre de la Justice (M. Fulton), mentionne-t-il, semble avoir déclaré qu'il n'y a pas eu d'argent en circulation. Pourtant, plusieurs causes ont été instruites, et s'il est vrai qu'on a mis en circulation autant de faux billets, il est étrange que, d'après la Gendarmerie royale, l'on n'ait pas retrouvé l'imprimerie, les plaques qui ont servi à l'impression, ni le papier employé à la fabrication des faux billets.

Il (M. Bégin) parle des réactions de M. Daniel Johnson devant cette publicité tapageuse...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** soulève un point d'ordre et fait observer à l'Orateur qu'en vertu d'un article des règlements, l'ancien ministre de la Colonisation (M. Bégin) avait établi son privilège et qu'il devait se limiter à cela. Une question de privilège, dit-il, doit être brève et de nature à ne pas provoquer du désordre. De plus, il n'est pas ici pour faire le procès de la GRC. L'Assemblée législative n'est pas le meilleur endroit pour débattre des enquêtes de la GRC.

**M. Bégin (Dorchester)** admet le bien fondé du point d'ordre. Je vais demander à tous les journaux d'être plus sérieux et de ne pas se faire les colporteurs de fausses nouvelles comme celle-là. S'il y a eu quelqu'un qui a eu à souffrir de perfides calomnies ainsi rapportées dans les journaux, c'est bien celui qui vous parle, et je ne voudrais pas que d'autres soient soumis aux mêmes avatars.

#### **Adresse en réponse au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 11 novembre

courant, sur la motion proposée par le député de Laval (M. Lavoie) dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**M. Talbot (Chicoutimi)<sup>1</sup>:** Je suis heureux d'apprendre aux membres de cette Chambre que la santé du chef de l'opposition (M. Prévost) s'améliore considérablement. Cette bonne nouvelle devrait réjouir tout le monde, car la présence en cette Chambre d'un homme ayant le prestige, la culture, la formation juridique, l'expérience administrative politique et parlementaire de l'honorable député de Montmorency doit être considérée par tous les membres de cette Chambre comme un enrichissement.

Je félicite l'Orateur, en l'assurant que nous ne serons pas de ces oppositions, comme nous en avons malheureusement connues en cette Chambre, qui s'emploient à déprécier l'Orateur et sa fonction, résistant à ses ordres, transformant cette Assemblée en assemblée de carrefour, et surtout en appelant systématiquement de toutes ses décisions. Nous voulons, M. l'Orateur, être respectueux de l'ordre et du décorum. Nous voulons n'user de notre droit d'appel qu'à bon escient, lorsque dans notre âme et conscience nous croirons qu'une erreur a été commise.

Il (M. Talbot) reconnaît de plus que les proposeur et second de l'adresse ont montré un talent oratoire digne d'une meilleure cause.

M. l'Orateur, dit-il, vous me permettrez bien de remercier mes fidèles électeurs du comté de Chicoutimi. En dépit d'une lutte insidieuse, sournoise et perfide, en fait la plus sale et la plus malpropre que j'aie connue en 22 ans de vie politique, les électeurs de mon comté de Chicoutimi me sont restés fidèles. Je les assure de toute ma gratitude et de mon plus entier dévouement.

Je salue aussi toute la grande famille de l'Union nationale répandue à travers la province et je veux lui redire les paroles quasi prophétiques que leur adressait l'honorable Maurice Duplessis à la première session qui suivit les élections générales de

1939: "L'Union nationale vivra et triomphera car ses œuvres et son programme sont intimement liés au bien de notre province." Quatre années plus tard, l'Union nationale était de nouveau au pouvoir.

À l'élection du 22 juin, M. l'Orateur, ce n'est pas l'Union nationale qui a été défaite, c'est le peuple de la province qui a été trompé par les dénonciations échevelées, les accusations mensongères et les promesses irréalisables de nos adversaires. Et malgré tout, le gouvernement actuel n'est au pouvoir que par 51.37 % du vote donné. L'Union nationale reste un parti fort, un parti puissant qui reviendra au pouvoir plus vite qu'on ne pense en certains milieux. Le gouvernement le sait bien, lui qui a délégué huit de ses ministres pour prendre part à l'élection complémentaire qui a lieu présentement dans le comté de Joliette.

M. l'Orateur, nos adversaires, durant la dernière campagne électorale, ont donné à la province le spectacle peu édifiant d'une exploitation de toutes les cordes de la démagogie. On a tenté de salir non seulement l'œuvre immense de l'Union nationale, mais également ses chefs et ses membres. Le Parti libéral n'a pas fait allusion aux centaines de lois bienfaisantes de l'Union nationale, au cours de la dernière campagne électorale, parce que le gouvernement actuel voudrait bien les avoir à son crédit. Les insinuations et les accusations mensongères ont été déversées sur la province à grands flots. Je souhaite que le gouvernement actuel ne soit pas victime de la mésestime qu'il a développée contre nos institutions démocratiques.

L'élection terminée, ça été la vengeance qui s'est exercée par le congédiement de milliers d'employés du gouvernement. La session est à peine ouverte, et on continue de vilipender l'Union nationale. C'est pourquoi je veux protester contre ces procédés peu honorables, non pas en répondant aux injures par des injures mais en rappelant les grandes lignes de cette œuvre immense accomplie par l'Union nationale. Quelques-uns des grands projets inaugurés par le gouvernement de l'Union nationale ont été continués par le gouvernement actuel qui tente de s'en attribuer le mérite. À travers les flots de paroles et d'effets publicitaires, la seule œuvre constructive du gouvernement depuis l'élection a été la continuation de quelques-uns de ces projets qu'on avait essayé de salir.

M. l'Orateur, nos adversaires peuvent se gargariser de mots, ils peuvent, en parlant de l'administration de l'Union nationale, la qualifier d'immobile, de stationnaire et que sais-je encore; ils peuvent évoquer le Moyen Âge et promettre une

restauration économique. Jamais ces écrans de fumée ne réussiront à cacher au bon peuple de Québec les réalisations immenses et bienfaisantes de l'Union nationale dans tous les domaines. L'histoire s'écrit et elle proclamera que l'administration de l'Union nationale, au cours des 15 dernières années, a été une grande période au pays de Québec. Je n'hésite pas à affirmer que l'Union nationale a plus fait au cours des dernières 15 années que tout ce qui s'était fait avant elle, et ce, dans tous les domaines.

L'Union nationale a fait adopter par la Chambre toutes les grandes mesures qui ont stabilisé et remis sur pied l'agriculture québécoise. Tout d'abord et avant tout, celle-ci a bénéficié de la création du prêt agricole, une œuvre de M. Duplessis. Il fut un temps où chaque fois que les députés de l'Union nationale mentionnaient seulement le nom de crédit agricole en cette Chambre, l'opposition libérale s'esclaffait et parlait d'histoire ancienne. Aussi, quelle surprise de voir que le discours du trône, cette année, mentionne, comme par les années passées, le crédit agricole.

Le crédit agricole a été la grande mesure salvatrice de l'agriculture au Québec. Et pourtant, M. l'Orateur, cette grande mesure du crédit agricole, tous les régimes libéraux, auteurs du gouvernement actuel, l'avaient toujours refusée aux agriculteurs de chez nous. D'ailleurs, lorsqu'il fut question en Chambre de crédit agricole, le premier ministre Taschereau s'était prononcé contre en disant "que les cultivateurs ne rembourseraient pas" et Adélard Godbout l'avait refusé en disant "que, dans le Québec, les cultivateurs se mouraient de trop de crédit".

Il fallait l'arrivée au pouvoir de Maurice Duplessis et de l'Union nationale, en 1936, pour qu'enfin le cultivateur obtienne justice. Un mois et demi après son arrivée au pouvoir, le crédit agricole était institué et quelques mois plus tard, l'Office du crédit agricole. Le premier ministre Godbout avait toutefois failli saboter le programme institué par le premier gouvernement Duplessis. M. l'Orateur, le crédit agricole québécois est d'une telle actualité que le gouvernement actuel ne pourrait l'abolir et qu'il lui faudra, année après année, faire voter par cette Chambre les sommes nécessaires à son fonctionnement.

Après le crédit agricole, c'est encore le gouvernement de l'Union nationale qui a donné aux cultivateurs québécois les avantages de l'électrification rurale. En 1944, je me rappelle avoir entendu moi-même en cette Chambre l'honorable Adélard Godbout, un agronome, un "gentleman-farmer", titulaire des portefeuilles de la Colonisation et de l'Agriculture, premier ministre par surcroît, avouer piteusement que

dans le Québec, après 45 années d'administration libérale, 20 % des fermes seulement étaient électrifiées. En 1944, dans ma région du Saguenay, des paroisses agricoles situées à l'ombre des plus grandes centrales d'électricité au monde s'éclairaient encore à la lampe à l'huile. C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a changé la situation du tout au tout. C'est l'Union nationale qui, dès 1945, faisait adopter par cette Chambre la loi pour favoriser l'électrification rurale, qui créait en même temps l'Office de l'électrification rurale. Grâce à cette mesure, la proportion des fermes électrifiées dans le Québec, en 1960<sup>2</sup>, est maintenant de 97 %.

Et l'on vient nous parler d'immobilisme! Dans ce domaine de l'électrification rurale, le Québec, sous l'administration de l'Union nationale, a même surpassé l'Ontario qui avait pourtant commencé 50 ans avant nous.

Pour l'agriculture encore, c'est la grande politique de drainage de l'Union nationale qui a permis de récupérer 1,390,500 acres de terre qui, avant l'Union nationale, étaient impropres à la culture. Pour l'agriculture encore, c'est la politique de mécanisation des travaux de ferme, poussée à fond par l'Union nationale, qui a permis d'améliorer 1,874,000 acres de terre au bénéfice de 310,844 cultivateurs québécois.

C'est encore le gouvernement de l'Union nationale qui, à la session 1959-1960, passait deux admirables mesures pour aider l'agriculteur québécois, mesures dont les bons effets ne tarderont pas à se faire sentir si le nouveau gouvernement se donne la peine de les appliquer: 1. la loi pour aider à la fertilisation des terres, 2. la loi pour aider à l'organisation et à l'amélioration des fermes. C'est encore l'Union nationale qui a fourni aux fils de cultivateurs la possibilité d'augmenter leurs connaissances par l'établissement de 14 écoles moyennes d'agriculture. Avant l'Union nationale, la province de Québec n'avait que quatre écoles moyennes d'agriculture. Elle en a maintenant 18, dont 14 construites par l'Union nationale en 15 ans.

Dans le domaine de la voirie, domaine que je connais le mieux, là encore l'Union nationale a fait faire à la province des pas de géant. Il y a, à l'heure actuelle, des gens qui se rendent ridicules aux yeux de toute la province en prétendant que notre voirie est en retard de 20 ans. Mais, pour juger de l'œuvre de voirie de l'Union nationale, il faut s'être occupé des choses de la province de Québec en ces dernières années plutôt que de s'être intéressé uniquement des choses du Grand Nord canadien. Il faut de plus connaître un peu l'histoire de la voirie québécoise. Il

faut savoir enfin quel héritage on nous avait laissé en 1944.

La province de Québec, M. l'Orateur, est la seule province au Canada qui a à sa charge et à son entretien tout un réseau de grandes routes provinciales et de routes rurales. Dans les autres provinces, le gouvernement s'occupe des routes provinciales, et les municipalités rurales s'occupent des routes secondaires, mais reçoivent des octrois des provinces. La situation existant dans le Québec date de 1927, sous le régime Taschereau, qui a institué le système actuel pour des fins électorales. Tel était l'état de la voirie en 1944: voirie rurale inexistante; grandes routes négligées; outillage vieilli et insuffisant.

Le ministère de la Voirie, sous l'Union nationale a travaillé dans toute la province, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, dans tous les comtés, dans toutes les régions. Sous l'Union nationale une attention spéciale a été donnée à la voirie rurale. Nous y avons consacré des centaines de millions de dollars parce qu'il nous paraissait que les cultivateurs avaient autant le droit que les citadins et les touristes à des routes convenables. En résumé, M. l'Orateur, il est indéniable que c'est l'Union nationale qui a fait ou refait dans une proportion de 90 % toutes les routes provinciales qui existent actuellement depuis 15 ans. Grâce à l'Union nationale, la province de Québec possède le plus beau réseau de routes rurales et le plus haut pourcentage de routes pavées de toutes les provinces de la Confédération canadienne.

Et que dire, M. l'Orateur, de l'entretien de nos routes l'hiver! En 1944, il n'y avait dans toute la province que 3,158 milles de chemins entretenus tandis qu'en 1959-1960, il y avait 34,350 milles de chemins ouverts tout l'hiver. C'est encore l'Union nationale qui a construit la seule autoroute au Canada, l'autoroute des Laurentides, et cette autoroute est, à l'heure actuelle, la plus moderne au monde et est considérée comme un chef-d'œuvre de génie civil. Sans doute, M. l'Orateur, nous ne prétendons pas avoir construit des autoroutes partout. Nous avons construit des routes en rapport avec nos besoins et les moyens financiers de la province.

Le discours du trône, M. l'Orateur, nous apprend que le gouvernement a signé une entente avec l'administration fédérale relativement à la route Trans-Canada<sup>3</sup>. Je n'ai pas l'intention de parler sur le sujet avant d'avoir pris connaissance de l'entente qui a été conclue récemment entre le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) et le ministre fédéral des Travaux publics, l'honorable David Walker. Tout ce que je veux en dire pour aujourd'hui, c'est que si l'entente signée par l'actuel gouvernement du

Québec est de la nature et dans l'esprit des termes de celle que nous proposait il y a quelques années le gouvernement Saint-Laurent, c'est non seulement une erreur qu'aura commise le gouvernement, mais une faute, un reniement, un abandon des droits sacrés de la province de Québec. Et j'avertis le gouvernement actuel de ne pas abandonner les droits sacrés de la province.

Dans le domaine de la législation ouvrière, malgré ce qu'on a pu dire ou écrire, pour des fins politiques, l'Union nationale a apporté des réalisations nombreuses et bienfaisantes, et vous me permettez bien, M. l'Orateur, de vous en citer quelques-unes. C'est ce gouvernement qui a été le premier dans le Québec à reconnaître dans un texte de loi le grand principe de la liberté syndicale. C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a également modernisé la loi des accidents du travail et en a fait la plus généreuse au Canada. C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a protégé l'ouvrier non syndiqué par la loi du salaire minimum. C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a créé pour les fils d'ouvriers les centres d'apprentissage, une mesure merveilleuse puisqu'elle assure à la fois le concours de l'employeur, de l'employé et de l'État.

L'Union nationale a également créé, à Montréal, la clinique de réhabilitation industrielle qui a donné, à ce jour 2,000,000 de traitements à plus de 10,000 ouvriers. Grâce au service d'hygiène industrielle, établi par l'Union nationale, des maladies industrielles, comme l'amiantose et la silicose sont à peu près disparues. Enfin, c'est encore sous l'administration de l'Union nationale que les salaires des ouvriers ont atteint des sommets tels que le premier ministre était bien forcé d'avouer récemment à Toronto que Québec n'était plus comme autrefois la province des bas salaires.

Voici, d'après l'organe sinon officiel du moins officieux du Parti libéral, ce que le premier ministre déclarait récemment à Toronto<sup>4</sup>. Je cite: "Le temps où la province de Québec était considérée comme l'endroit tout désigné à l'industrie pour y trouver de la main-d'œuvre à bon marché est maintenant une chose du passé", a déclaré le premier ministre aux membres de la National Conference Board, à l'Empire Club de Toronto. "Depuis, a-t-il ajouté, le Québec est devenu une province où l'industrie peut s'approvisionner en électricité à bon compte et, de plus en plus, elle pourra réduire le coût de cet approvisionnement en électricité au fur et à mesure qu'elle développera ses ressources naturelles hydrauliques".

Et, toujours d'après le même journal, le premier ministre déclarait, je cite: "M. Lesage a

ajouté que la capacité de production électrique de la province de Québec avait atteint en 1958 quelque 7,276,000 kilowatts. Ce chiffre représentait alors 44.7 % de la production totale d'électricité au Canada". Mais, M. l'Orateur, en 1958, le gouvernement de l'Union nationale était au pouvoir à Québec. C'est donc sous son administration que la province atteignait ces sommets. Dans la même circonstance, toujours d'après le même journal libéral, *Le Devoir*, le premier ministre a encore déclaré, je cite: "L'exploitation des mines de la province a été un des facteurs importants de notre économie et beaucoup de capitaux étrangers ont été investis dans l'industrie minière de la province de Québec".

Puis, plus loin, le premier ministre déclarait encore, toujours d'après le même journal, je cite: "... que la province de Québec parmi les autres provinces du pays se classait la première productrice au Canada dans l'exploitation de 18 minéraux différents. Parmi les plus importants il y a l'amiant, le minerai de fer, le lithium et le titane". Mais, M. l'Orateur, qui donc, pendant 15 ans, nous a chanté en cette Chambre que nous étions à la queue de la Confédération canadienne? Je ne veux pas croire, M. l'Orateur, que le premier ministre du Québec a trompé les gens de Toronto. Si le premier ministre a dit vrai à Toronto, il faut en conclure que ses amis ont berné la population du Québec lorsqu'ils ont dénoncé pendant 15 ans les bas salaires des ouvriers du Québec sous l'Union nationale et l'immobilisme du gouvernement du Québec de 1945 à 1960.

À Toronto, le premier ministre, en parlant de la production hydroélectrique québécoise, s'est arrêté à 1958. S'il avait fourni les chiffres pour 1959, il aurait constaté que, pour cette seule année, sous un gouvernement d'Union nationale, notre production s'est augmentée de 1,457,800 kilowatts. En fait, si le gouvernement actuel continue les grands projets commencés par l'Union nationale à Carillon, à Manicouagan à la Chute aux Outardes, l'Hydro-Québec seule, de 1945 à 1965, aura augmenté sa production de 10,490,000 chevaux-vapeur.

Quant à la valeur brute de notre production minière, M. l'Orateur, elle est passée de \$92,000,000 en 1946 à \$462,000,000 en 1959, soit une augmentation de \$370,000,000 ou de 400 %. C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a ouvert à l'industrie minière particulièrement les régions de l'Ungava, de Gaspé et de Chibougamau. Sous le gouvernement de l'Union nationale, de 1945 à 1958, le chiffre global des revenus personnels est passé de \$2,339,000,000 qu'il était en 1945 à \$6,013,000,000 en 1958, soit une augmentation de 15.6 % en 12 ans.

C'est encore le gouvernement de l'Union nationale qui, par la création de son service de l'habitation familiale, avait fourni, au 31 décembre 1959, des logements à 43,721 familles ayant au total 85,855 enfants. Au 31 décembre 1959, grâce aux avantages de la loi passée par l'Union nationale, 38,730 maisons unifamiliales et 4,991 maisons semi-familiales ont été construites, soit une valeur de \$374,065,888, et les nouveaux propriétaires ont bénéficié d'une diminution d'intérêts s'élevant à \$32,106,736.68.

Le gouvernement de l'Union nationale a fait une œuvre gigantesque pour la jeunesse du Québec, comme aussi dans le domaine de la santé et du bien-être social. Je n'ai pas l'intention, M. l'Orateur, d'aborder ces sujets cet après-midi, laissant à mes collègues qui ont dirigé ces ministères le soin de vous les exposer. Vous me permettrez bien de vous dire cependant, M. l'Orateur, que toutes les lois sociales qui existent présentement sont l'œuvre de l'Union nationale.

(Applaudissements à droite)

En l'absence du chef de l'opposition, je me verrai forcé de vous parler brièvement de l'éducation. Que je regrette, M. l'Orateur, cette absence du chef de l'opposition, car je sais avec quelle éloquence il vous aurait parlé de cette grande œuvre qui lui tient tant à cœur et dont il s'est occupé avec tant d'amour. Permettez-moi de vous dire tout d'abord qu'en matière d'éducation, le gouvernement de l'Union nationale a toujours considéré que les premiers droits appartenaient aux parents et à l'Église et que le rôle de l'État ne devait être que supplétif. C'est dans cet éclairage que doit être étudiée toute l'œuvre de l'Union nationale en matière d'éducation.

Le gouvernement, qui avait dirigé la province de 1939 à 1944, avait donné au peuple de Québec une loi d'instruction obligatoire. Ce gouvernement n'avait oublié qu'une chose bien élémentaire, c'est que pour envoyer des enfants à l'école, il faut d'abord des écoles. Or, les écoles manquaient partout au pays de Québec. Dans les villes de ma région du Saguenay, et ce n'était pas là une situation unique, les élèves devaient fréquenter les écoles à la relève, une heure ou deux par jour, pour donner leur place à d'autres, faute de place et d'espace. Les commissions scolaires ne pouvaient construire les écoles qui manquaient, ni même réparer celles qui existaient car elles croulaient sous les dettes. Telle est la situation qui confrontait le gouvernement de l'Union nationale à son arrivée au pouvoir en 1944.

Pour remédier à la situation, le gouvernement décidait d'abord de prendre à sa charge toutes les

dettes des commissions scolaires et faisait adopter par cette Chambre dans ce but la loi connue dans nos Statuts sous le titre de: loi pour assurer le progrès de l'éducation. Grâce à cette mesure, les commissions scolaires de la province furent libérées de toutes leurs dettes qui s'élevaient à ce moment à \$102,326,009. Plus tard, en 1956, le gouvernement devait répéter à peu près le même geste, cette fois pour un montant de \$64,792,603. Ce qui veut dire, M. l'Orateur, qu'en 15 ans le gouvernement de l'Union nationale a absorbé une somme totale de \$167,118,633 due par les commissions scolaires québécoises, déchargeant d'autant les payeurs de taxes de ces commissions.

En même temps, le gouvernement se mettait en frais d'aider les commissions scolaires à réparer leurs écoles et à en construire de nouvelles. L'ancien gouvernement a permis, en l'espace de 15 ans, aux commissions scolaires de réparer 18,830 écoles au coût de \$29,918,511. Pendant la même période, il a contribué à la construction de 4,093 nouvelles écoles modernes comprenant 18,721 salles de classe nouvelles. Dans les cinq dernières années, il s'est construit, dans la province de Québec, une école par jour en moyenne, de telle sorte que 60 % des jeunes Québécois qui fréquentent actuellement les écoles des commissions scolaires dans notre province le font dans des écoles construites sous le gouvernement de l'Union nationale. Ces écoles, qui ont coûté \$322,187,240, ont été payées dans une proportion de bien plus de la moitié par le gouvernement de l'Union nationale.

Il y a 10 jours, j'assistais dans ma ville de Chicoutimi à la célébration du centenaire de la Commission scolaire de Chicoutimi. À cette occasion, j'apprenais qu'en 1945, donc après 85 ans d'existence, la commission scolaire de Chicoutimi possédait sept écoles dont quelques-unes assez vieilles et désuètes, et ces sept écoles fournissaient en tout à la jeunesse de Chicoutimi 66 classes. Depuis 1945, soit au cours des 15 dernières années sous le gouvernement de l'Union nationale et avec son aide, quatre des vieilles écoles ont été reconstruites et 11 écoles nouvelles ont été bâties, et ces 11 écoles nouvelles fournissent 174 classes nouvelles. Vous avez là en raccourci le tableau de toute la province: en 85 ans, sept écoles, 66 classes; en 15 ans, 11 écoles, 174 classes.

C'est le gouvernement de l'Union nationale, sous sa première administration, vous le savez M. l'Orateur, qui avait eu l'idée généreuse d'aider les commissions scolaires à payer aux instituteurs et aux institutrices des salaires convenables. Depuis 1945,

M. l'Orateur, c'est-à-dire, depuis 15 ans, le gouvernement de l'Union nationale a versé en primes de traitement seulement \$204,744,877. Le résultat, M. l'Orateur, c'est que la profession d'instituteurs ou d'institutrices est devenue maintenant respectée et rémunératrice.

Mais ce n'est pas seulement au niveau élémentaire que le gouvernement de l'Union nationale a aidé, mais aussi au niveau secondaire et au niveau universitaire. La subvention annuelle aux collèges classiques est passée, sous l'Union nationale, de \$10,000 à \$25,000. Mais, en plus, ce qui ne s'était jamais fait dans la province de Québec, le gouvernement de l'Union nationale a versé aux collèges classiques de la province, en 15 ans, des octrois de construction pour une somme de \$18,500,000.

Le résultat, M. l'Orateur, le révérend Père Lefebvre le montrait dans un article qu'il écrivait en 1959, alors qu'il disait: "Il n'y a pas une seule province où l'on compte autant d'institutions donnant l'enseignement au niveau collégial que la nôtre. L'Ontario possède 30 collèges, y compris les universités, tandis que le Québec possède 90 institutions donnant à la fois l'enseignement correspondant à celui du "High School" et du collège chez les Anglais. Seule la province de Québec fournit à ses jeunes la possibilité de poursuivre des études au niveau collégial; dans toutes les régions de son territoire, ailleurs, les élèves doivent, pour la plupart, s'éloigner grandement de leur domaine."

Aux universités du Québec, le gouvernement de l'Union nationale a payé en 15 ans \$127,104,000, dont: \$60,252,292 à l'Université de Montréal; \$23,959,133 à l'Université McGill et \$38,723,769 à l'Université Laval. Les résultats bienfaisants de cette politique d'aide aux universités nous sont révélés par les statistiques fédérales de 1958 qui nous apprennent que c'est le Québec qui a le plus haut pourcentage d'élèves au niveau universitaire, soit 35 % des étudiants de tout le Canada. En 1958, les universités de l'Ontario avaient 27,800 élèves dûment inscrits, et les universités du Québec 31,000, soit 3,200 de plus.

Je n'hésite pas à dire, M. l'Orateur, que pas une province au Canada n'a fait autant de progrès en éducation que la province, en ces 15 dernières années. Et pourtant, c'est dans ce domaine que nos adversaires se sont le plus acharnés contre nous. Et le plus remarquable, M. l'Orateur, c'est que tout ceci a été fait sans augmenter la dette de la province, mais au contraire, en la diminuant considérablement, comme les *Comptes publics*, déposés en cette Chambre par le présent gouvernement, le démontrent.

En 1944, lorsque l'Union nationale prenait le pouvoir, la dette nette de la province était de

\$305,078,048, soit \$87.16 par tête. Au 31 mars dernier; sous l'Union nationale, la dette nette de la province était de \$182,806,247 soit une diminution de \$122,271,801, et elle ne représente plus que \$35.80 par tête. Jamais, M. l'Orateur, une administration nouvelle ne pouvait prendre une province dans une aussi excellente situation financière. Les administrateurs qui nous avaient précédés, en 68 ans, avaient accumulé un actif de \$321,000,000 et avaient endetté la province d'une dette à peu près égale, soit \$87.16 par tête. Le gouvernement de l'Union nationale, en 15 ans, a plus que triplé l'actif immobilisé qui dépasse le milliard et a trouvé le moyen de baisser la dette à \$35.80 par tête.

M. l'Orateur, le grand principe qui a toujours animé l'Union nationale, vous le savez, c'est celui de l'autonomie provinciale. Son fondateur, l'honorable Maurice Duplessis, était autonomiste, non pas par opportunisme comme cela se voit maintenant, mais par conviction. Relevez tous ses discours, avant comme après son entrée dans la politique, au pouvoir comme dans l'opposition, en Chambre comme en dehors de la Chambre; vous ne trouverez jamais, sur ce point, la moindre contradiction. Le fondateur de l'Union nationale a toujours compris que l'autonomie provinciale, c'était la seule doctrine de survie pour le Québec. En cela, M. l'Orateur, il était bien dans la tradition de nos grands chefs de parti, même du Parti libéral.

Quelques années à peine après l'entrée en vigueur de la Confédération, le gouvernement central, qui pourtant devait son existence aux provinces, tentait de s'emparer de certains droits provinciaux. Et cela devait se répéter quelques fois sous tous les gouvernements bleus comme rouges à Ottawa. Mais, c'est avec l'arrivée au pouvoir à Ottawa, en 1935, de l'honorable MacKenzie King et de son parti que devait se déclencher contre les provinces une attaque centralisatrice de grande classe. Le gouvernement central créait la commission Rowell-Sirois avec mission d'enquêter sur l'état financier des provinces. Si les gouvernements provinciaux sont autonomes, et ils le sont dans les limites de leur juridiction; la commission Rowell-Sirois n'avait aucun droit d'enquêter dans leurs affaires internes.

L'honorable Maurice Duplessis qui était alors premier ministre à Québec, sentit bien le danger; c'est pourquoi, il ne voulut pas que la province de Québec comparaisse devant les commissaires enquêteurs. Il chargeait l'un de nos plus grands juristes, Me Emery Beaulieu, de Montréal, de

décliner en termes dignes mais fermes la juridiction de la commission Rowell-Sirois.

Puis, ce fut 1939, et la déclaration de guerre par le Canada à l'Allemagne, six heures avant la Grande-Bretagne<sup>5</sup>. Maurice Duplessis réalisa, à ce moment, que le gouvernement central profiterait du prétexte de la guerre pour activer sa campagne centralisatrice. C'est pourquoi il crut bon de mettre en garde le peuple de Québec en déclenchant des élections générales. Vous savez, M. l'Orateur, l'histoire de cette campagne électorale et l'appui donné par les centralisateurs fédéraux au Parti libéral québécois. Maurice Duplessis fut défait et Adélard Godbout élu. Ottawa ne devait pas tarder à exiger de Québec sa livre de chair.

En 1940, les autorités fédérales demandent à Québec de renoncer à tous ses droits en matière d'assurance-chômage et de permettre même, pour donner effet à cette cession, un amendement à la Constitution. M. Godbout consent à cette demande par une simple lettre, sans consultation des Chambres, sans consultation même de ses ministres. Puis, la commission Rowell-Sirois produit son rapport qui constitue la grande charte des centralisateurs du pays. Une conférence fédérale-provinciale est convoquée à Ottawa pour mettre en application les conclusions du rapport Rowell-Sirois. M. Godbout s'y rend et déclare qu'il a l'esprit libre et les mains larges ouvertes. Les mains ouvertes, je le pense bien, il devait tout céder, tout donner.

C'est alors qu'un bon libéral, le premier ministre de l'Ontario, M. Mitchell Hepburn, qui menait la lutte pour la conservation des droits provinciaux et qui, à la fin fatigué, s'écriait en désignant M. Godbout: "Va-t-il me laisser seul pour défendre les droits de sa province". M. Godbout signe et cède à Ottawa nos droits provinciaux. La province de Québec dégoûtée, en 1944, rappelle au pouvoir Maurice Duplessis et l'Union nationale.

En 1945, le gouvernement King, qui avait promis aux provinces canadiennes de leur remettre leurs droits en 1947, les convoque pour leur demander de signer de nouveau la même entente pour cinq autres années. Maurice Duplessis refuse avec indignation, appuyé par les premiers ministres de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, de la Nouvelle-Écosse. En dépit de ses promesses, en dépit de l'opposition de quatre provinces les plus importantes de la Confédération, le gouvernement King garde les droits provinciaux. Puis, il entreprend de diviser les provinces et de faire le siège des provinces récalcitrantes l'une après l'autre. Duplessis continue sa lutte et tente, par tous les moyens à sa

disposition, de faire entendre raison au gouvernement central.

En 1946 et en 1950, il se rend à Ottawa, explique son attitude, essaie d'obtenir justice, mais en pure perte. En 1950, il convoque même à Québec une conférence fédérale-provinciale, comme quoi l'actuel gouvernement n'invente rien. Et, le croirez-vous, M. l'Orateur, à cette conférence de Québec, en 1950, monsieur Duplessis propose une nouvelle Constitution canadienne faite au Canada, par des Canadiens, pour des Canadiens.

Non seulement, M. l'Orateur, Maurice Duplessis ne gagne rien par la conciliation, mais le gouvernement central, que dirigeait alors l'honorable Louis Saint-Laurent, qu'appuyait le premier ministre et plusieurs de ses collègues, multiplie ses intrusions dans le domaine de l'autonomie provinciale. Intrusion particulièrement dans le domaine de la voirie, par la route transcanadienne. Intrusion dans le domaine sacré de l'éducation par l'aide aux universités et la fondation du Conseil des arts. Il (M. Talbot) parle aussi des distinctions subtiles et canailles inventées par la commission Massey-Lévesque pour permettre au gouvernement fédéral d'entrer dans le domaine de l'éducation.

**M. l'Orateur:** Êtes-vous d'avis que le mot canaille soit parlementaire?

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il ne s'adressait à aucun des membres de cette Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Non, sans doute, mais il s'adressait à un membre du clergé.

**Un député de l'opposition:** Le père Lévesque, ce n'est pas le clergé!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Devant cette situation intenable, Maurice Duplessis passa à l'attaque. En 1954, il propose à cette Chambre d'adopter une loi intitulée: loi pour assurer à la province les revenus nécessités par son développement, loi qui établit un impôt provincial sur le revenu des particuliers et des corporations. Cette loi, sur laquelle Maurice Duplessis jouait tout son avenir politique et celui de l'Union nationale, est accueillie dans toute la province par tous les véritables autonomistes comme une grande mesure libératrice de l'emprise centralisatrice fédérale.

Le croirez-vous, M. l'Orateur, cette loi, l'opposition libérale en cette Chambre l'a combattue et a voté contre. Le premier ministre actuel s'est

empressé de récompenser la plupart des députés libéraux qui avaient voté contre la loi de l'impôt provincial sur le revenu en les nommant ministres. Il y avait aussi le ministre d'État (M. George Marler), et celui-là, on l'a nommé leader au Conseil législatif.

Dans le même temps à Ottawa, M. l'Orateur, c'est l'actuel premier ministre de la province, alors ministre du Grand Nord canadien et des Ressources nationales dans le gouvernement Saint-Laurent, qui se chargeait d'avertir la population de Québec que le gouvernement de sa province ne pouvait obtenir du gouvernement central la pleine déductibilité de son impôt provincial et qu'il devait se contenter de 5 %. En ce temps-là, M. l'Orateur, pour l'actuel premier ministre de Québec, l'autonomie de sa province était une autonomie de 5 %.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai jamais dit cela.

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'ai le texte de votre discours<sup>6</sup>. L'actuel premier ministre de Québec n'ait encore à sa province un droit prioritaire dans le champ de l'impôt direct. Jamais, M. l'Orateur, les pires centralisateurs n'étaient allés aussi loin. La lutte s'aggrava par deux malheureux discours de M. Saint-Laurent, l'un au Club de Réforme, l'autre sur le navire Saxonnia. Heureusement, les choses s'arrangèrent lors d'une rencontre, à Montréal, entre M. Duplessis et M. Saint-Laurent. En cette occasion, M. Saint-Laurent fut plus sérieux et plus généreux que l'actuel premier ministre de la province. Il promit que son gouvernement quitterait le champ de l'impôt sur le revenu dans une proportion de 10 % et le champ de l'impôt sur les corporations dans une proportion de 9 %.

Ces montants devaient être encore augmentés par le gouvernement Diefenbaker qui, lui, a consenti à quitter ces champs de taxation dans une proportion de 13 %, dans le cas du revenu des particuliers, et de 10 % dans le cas des corporations. Nous avons là, M. l'Orateur, la plus grande victoire autonomiste remportée par un gouvernement québécois depuis la Confédération. Le défunt Maurice Duplessis et son parti, l'Union nationale, étaient reconnus pour être les champions de l'autonomie provinciale et les autres provinces du Canada considéraient le Québec comme une autorité dans le domaine.

Nous avons eu, l'été dernier, une nouvelle conférence fédérale-provinciale à Ottawa pour préparer la situation qui devra prévaloir en 1962. L'actuel premier ministre de la province s'y est rendu et il y a beaucoup parlé. Nous aurons

l'occasion, au cours de cette session, de reprendre et d'analyser toutes ses déclarations.

Regrettons, pour le moment, que ce ne soit plus la province de Québec qui tienne la tête dans la lutte pour l'autonomie provinciale, mais la province d'Ontario. En effet, pendant que le premier ministre de l'Ontario (M. Frost) réclamait du gouvernement fédéral des déductions de 50 % dans le domaine de l'impôt sur le revenu des particuliers et de 50 % dans le domaine du revenu des corporations, l'actuel premier ministre de Québec se contentait modestement de 25 % dans ces deux domaines. Ce n'est plus comme au temps de l'Union nationale: la province d'Ontario qui abandonne la province de Québec; c'est la province de Québec qui ne soutient pas la province d'Ontario.

Regrettons aussi que l'actuel premier ministre de Québec, après avoir dénoncé les programmes conjoints de travaux fédéraux et provinciaux avec illogisme remarquable, annonce du même souffle qu'il y adhérera.

Regrettons encore, M. l'Orateur, que l'actuel premier ministre de Québec n'ait pas affirmé les droits prioritaires des provinces dans le domaine de la taxation directe. Évidemment, M. l'Orateur, nos actes nous suivent, et l'actuel premier ministre de la province était gêné aux entournures par son discours de 1954.

Pour nous de l'Union nationale, M. l'Orateur, l'autonomie provinciale reste la pierre de touche de la politique québécoise, et nous resterons profondément attachés à la grande et saine doctrine de cette dernière. Nous la défendrons envers et contre tous, et l'actuel gouvernement de la province va nous trouver sur son chemin chaque fois qu'il s'en écartera et la trahira. C'est pourquoi nous avons décidé de rester un parti de caractère provincial.

Lors de la dernière session, le gouvernement de l'Union nationale avait formé une commission pour l'établissement d'un plan d'assurance-hospitalisation qui aurait été mis en application dès septembre passé. L'une des besognes principales de cette commission était d'établir précisément la situation financière des hôpitaux, afin que le gouvernement puisse les soulager de leurs dettes avant l'application du plan d'assurance-hospitalisation. Nous regrettons que le gouvernement ait, non seulement retardé l'application du plan, mais qu'il ait saboté la commission au grand regret de plusieurs groupements intéressés.

Nous regrettons que le discours du trône ne fasse aucunement mention d'un projet de paiement des dettes des hôpitaux, qui ne sont pas en mesure de profiter également de l'assurance-hospitalisation.



Quand le gouvernement de l'Union nationale s'est attaqué aux énormes problèmes d'éducation, il a commencé par payer les dettes des commissions scolaires. En ce qui concerne l'assurance-hospitalisation, le même procédé est indispensable, si on veut éviter d'empirer la situation financière des hôpitaux. Le discours du trône ne fait aucunement mention d'un projet de législation sur ce point important du projet. Il (M. Talbot) promet d'ailleurs de revenir sur le domaine de l'assurance-hospitalisation au cours du débat qui s'ouvrira incessamment sur le projet de loi.

Nous regrettons, dit-il, que le discours du trône ait négligé de nous signaler la position précise du nouveau gouvernement sur la grave question de l'autonomie, alors que, précisément cette année, se déroulent d'importantes conférences fiscales, où se jouent les destinées de notre province. Les attitudes contradictoires de nos adversaires sur cette question auraient rendu encore plus impérieuse une prise de position sur ces principes inaltérables, indispensables à notre survivance.

Nous regrettons qu'à la suite de l'élection du 22 juin, le gouvernement se soit empressé de congédier des centaines et des centaines de bons serviteurs de l'État, qui ont été remplacés arbitrairement par des amis du parti au pouvoir. Il est malheureux que l'on se soit empressé de faire maison nette avant d'avoir saisi le Parlement du projet de réforme du fonctionnarisme que contient le discours du trône. Jamais, en 15 ans de pouvoir, le gouvernement n'a connu cet assaut des patroneux, dont nos adversaires nous ont donné le spectacle depuis le 22 juin.

Nos adversaires ont même convoqué un congrès pour tenter de contenir le flot des partisans intéressés. M. l'Orateur, au lieu de faire de belles déclarations, sans cesse démenties par la réalité, on aurait mieux fait de montrer un peu de pondération durant la campagne électorale. Quand on développe des appétits par une démagogie sans retenue, on récolte ce que nous avons vu après les élections. On a montré la politique comme une chose vénale et profitable et, aujourd'hui, on récolte ce qu'on a semé.

Nous regrettons que le gouvernement, dont la plupart des ministres, leur chef compris, n'ont jamais siégé à Québec, ait décidé, dès sa première session, de modifier la structure des ministères avant d'avoir acquis au moins une certaine expérience de l'administration et une connaissance plus approfondie de la chose provinciale.

Nous regrettons que le discours du trône n'ait pas mentionné la façon dont le gouvernement entend financer son prétendu programme. La population du

Québec, avec nous, aurait voulu trouver dans le discours du trône l'assurance que le gouvernement n'a aucunement l'intention d'augmenter les taxes et de débalancer l'excellente situation financière de la province. C'est surtout à ce sujet que nos adversaires devraient craindre l'hémorragie.

Le discours du trône, M. l'Orateur, apporte une grande déception aux sans-travail nombreux dans la province. Il y est dit que la réalisation des projets du gouvernement procurera du travail à une nombreuse main-d'œuvre, mais, M. l'Orateur, l'Union nationale a fait tout cela et on nous a accusé de n'avoir pas pris nos responsabilités en matière de chômage. Les seuls secours qu'ont obtenus les chômeurs du Québec depuis le 22 juin dernier, ce sont ceux que leur ont assurés les modifications apportées par l'Union nationale à la loi de l'assistance publique. Sans cette mesure de l'Union nationale, les chômeurs auraient crevé de faim depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, car il n'a rien fait pour eux.

Le discours du trône nous parle de projets de législation, mais sans précision. Il y a beaucoup moins de précision que lorsqu'on parle de chambarder les ministères. Nous espérons que, dès le début de la session, le gouvernement proposera sa législation sur le chômage, qu'il a décrit comme une responsabilité provinciale. Il faudra agir avant que l'hiver ne vienne empirer la situation. Le discours du trône n'est pas sans laisser d'inquiétudes à ce sujet, lorsqu'il signale le projet de la formation d'un Conseil d'orientation économique.

Les intentions du gouvernement y sont exprimées comme suit au sujet du chômage: "À ce propos, le travail du Conseil d'orientation économique devrait justement donner des résultats positifs". Avez-vous remarqué ce "devrait donner des résultats"? C'est une intention exprimée au conditionnel, qui est beaucoup moins catégorique que les engagements solennels de la dernière campagne.

J'offre au gouvernement d'arrêter immédiatement le débat sur l'adresse pour passer tout de suite à l'étude des lois que le gouvernement voudrait présenter pour remédier au chômage. Le gouvernement peut compter sur l'appui de l'opposition pour accorder à cette grave question toute l'urgence qu'elle exige.

Nous déplorons que le discours du trône n'ait pas apporté une véritable lueur d'espoir aux sans-travail. Des centaines d'organismes ont déjà étudié cette question du chômage sous tous ses angles, et tout ce que le gouvernement nous offre de précis, c'est une commission d'études de plus, qui "devrait" donner des résultats. Toute la population de la province a encore fraîche à la mémoire ces photos de

chômeurs faisant la queue, que nos adversaires ont exploitées à grand renfort de publicité. Espérons que le gouvernement mettra autant d'énergie à passer à l'action, qu'il en a mise dans sa publicité, avant et après l'élection.

M. l'Orateur, il est temps de terminer le spectacle des belles phrases et des coups de chapeau pour s'occuper des vrais problèmes de la province, que l'Union nationale a lancée sur une voie de progrès qui doit continuer.

On fait machine arrière sur la gratuité scolaire promise; on fait machine arrière sur les beaux programmes d'abolition de patronage; on fait machine arrière sur le chômage après avoir dit que le chômage était une responsabilité provinciale; on fait machine arrière sur les positions antérieures prises sur l'autonomie; on fait machine arrière sur le projet de construction du pont de Trois-Rivières; on fait machine arrière sur l'administration des liqueurs. Il serait temps, M. l'Orateur, qu'on sache ce que le gouvernement entend faire de positif à travers l'avalanche de ses promesses.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**<sup>7</sup> lit certains rapports de journaux, des déclarations de M. Antonio Barrette, dans lesquelles celui-ci dit qu'il faut "se débarrasser de la trilogie Bégin-Martineau-Jean Barrette". Il (l'honorable M. Lesage) rejette l'affirmation du député de Chicoutimi (M. Talbot) selon laquelle le parti de l'Union nationale était toujours aussi puissant.

Le présent, dit-il, n'est pas gai pour l'Union nationale, et nos amis d'en face veulent oublier leurs malheurs et se repaître de leur bonheur passé. Le chef intérimaire de l'opposition (M. Talbot), a aimé mieux écrire ses mémoires et répéter les grandes tirades de l'Union nationale devant toute la Chambre, au lieu de regarder la situation en face avec réalisme et de s'attacher à examiner les problèmes cuisants de l'heure.

Il a préféré se laisser aller à l'euphorie des années passées dont a si souvent fait montre son parti et s'attacher, dans son discours, à rappeler les réalisations de l'ancien gouvernement, pour se consoler de la défaite et se donner l'illusion qu'il est encore au pouvoir.

Croit-il s'attirer ainsi la sympathie de l'électorat? Le chef intérimaire de l'opposition aurait pu exprimer ses véritables sentiments et pleurer sur les malheurs de ce peuple. Nos amis ont oublié que la population du Québec s'est prononcée le 22 juin dernier. Il faut faire passer les intérêts de la population avant ceux de la clique politique.

Je comprends la position du chef d'un parti trois fois décapité, qui se soutient seulement par l'ambition personnelle de quelques-uns de ses membres! On se rend compte, par ce qui s'est passé depuis le 22 juin, que le colosse avait des pieds d'argile, et on comprend que nos adversaires politiques aient préféré ressusciter toute une série de mythes qu'ils se sont employés, depuis plusieurs années, à créer au sujet des libéraux et dont on entend encore les échos: le mythe de la confessionnalité, dans le comté de Rouville où il y a une élection partielle et où l'Union nationale tente de faire croire au peuple que la confessionnalité scolaire est en danger.

La confessionnalité n'est pas en danger dans le Québec, et pour rassurer les gens, je puis dire que je suis un fervent partisan du système d'éducation publique en vigueur dans le Québec, et jamais je ne ferai partie d'un gouvernement manifestant l'intention d'en changer les modalités ou de porter atteinte au principe de la confessionnalité scolaire.

Un autre mythe que tente d'exploiter l'Union nationale, c'est celui d'un ministère de l'Instruction publique. On semble craindre la création d'un tel département qui entraînerait la laïcisation de l'enseignement<sup>8</sup>. Dans le Québec, l'éducation relève d'un Conseil de l'instruction publique qui est composé de catholiques, religieux, laïcs, et protestants.

Le Conseil est administré par un comité catholique et un comité protestant, ayant chacun juridiction sur leurs propres écoles. Le surintendant de l'Instruction publique voit à coordonner l'application de leurs décisions. Il est faux de dire que mon gouvernement a l'intention de créer un ministère de l'Éducation publique. Il n'est pas question et il ne sera jamais question sous mon administration de créer un ministère de l'Instruction publique. L'affaire des faux billets qui, telle que présentée par un député<sup>9</sup>, est également un autre mythe et ce dernier lui a rebondi à la figure.

Aujourd'hui, M. l'Orateur, vous voyez le retour d'un régime démocratique. Le programme du gouvernement est conçu en vue des intérêts de la nation. Comment peut-on nous reprocher de ne pas avoir accompli en 120 jours ce que l'Union nationale prétendait irréalisable, mais ce que le Parti libéral travaille, d'arrache-pied, à réaliser! Les électeurs de la province ont voté pour les libéraux. Pourquoi? Nous avons présenté à la population, le printemps dernier, un plan d'action précis et complet.

C'est la grande charte de la restauration du Québec. La province lui a donné un mandat non équivoque de le réaliser. C'est maintenant le temps de passer à l'action et c'est notre tâche aujourd'hui

de mettre en œuvre ce programme. C'est la tâche colossale des bases administratives et législatives que nous entreprenons, à savoir mettre fin au désordre administratif, réviser et améliorer toute la législation.

Parmi les tâches à entreprendre, il y a la création d'un ministère des Affaires culturelles que nous avons promis, dont le mandat sera de surveiller la langue française dans la province, de tisser des liens solides avec les Canadiens français des autres provinces et avec les francophones des États-Unis et d'encourager le développement des arts. Ainsi, dépendront du ministère des Affaires culturelles: l'Office de la linguistique, le Département du Canada français, le Conseil provincial des arts et une section s'occupant des Franco-Canadiens vivant hors de la province. Le gouvernement a décidé de créer un ministère des Affaires culturelles parce que c'est beaucoup plus par la langue et la culture que nous nous imposerons que par le nombre.

Nous voulons que nos concitoyens soient fiers de leur province. L'heure de la survivance est passée et n'est plus une menace pour les Canadiens français. C'est maintenant l'heure du rayonnement et de l'expansion; et la question est de savoir jusqu'où l'influence des Canadiens français peut se rendre. Cette même raison dicte aux autorités provinciales leur politique pour l'expansion de l'enseignement.

Le gouvernement considère l'éducation comme le problème numéro 1 du Québec, et il prendra les mesures au cours de la présente session pour assurer, par la présentation d'une législation, la gratuité scolaire à tous les échelons, y compris l'université. Son rôle est de faire des hommes, et jamais nous n'avons eu besoin d'autant d'éducation parce que jamais nous n'avons eu tant besoin d'hommes. Nous ne serons pas satisfaits aussi longtemps qu'un seul jeune homme ou une seule jeune fille ne pourra accéder au niveau d'éducation auquel il a droit.

L'opposition trouve que nous n'allons pas assez vite en matière de gratuité scolaire, mais il y a quelques mois, ce sont ses membres qui nous accusaient de socialisme dans ce domaine. Le gouvernement présentera une mesure tendant à accorder des allocations mensuelles de \$10 pour chaque enfant de 16 à 18 ans qui fréquente l'école. Un organisme sera chargé d'étudier les moyens d'aider nos institutions de haut savoir pour leur permettre de remplir plus efficacement possible leur importante mission.

Nous projetons aussi d'instituer une commission royale d'enquête sur tous les aspects de l'éducation dans la province, en dépit du fait que le

discours du trône n'en parlait pas, pour obtenir une vue d'ensemble et juger des meilleures mesures à prendre pour la préparation de notre jeunesse à la vie. Il (l'honorable M. Lesage) dit que la politique qu'il veut instaurer dans le Québec sera basée sur l'éducation, sur le respect des droits de la province. Il promet que l'enquête sur l'éducation aura lieu et que le programme libéral sera entièrement réalisé.

Il rappelle qu'il eut l'occasion alors qu'il siégeait à Ottawa de demander au régime de l'Union nationale du Québec de mettre fin au négativisme de son autonomie. J'ai vainement invité M. Duplessis et son équipe, dit-il, à se pencher avec objectivité sur les problèmes afin de leur trouver, en groupe, une solution. Ces messieurs de l'opposition actuelle ont toujours été des négativistes et ce discours porte en lui-même, d'une façon cachée, un appel pathétique au Québec pour qu'il mette fin à son négativisme.

À les entendre, on croirait qu'ils ont trouvé la solution de la péréquation. C'est moi, avec mes collègues d'Ottawa, qui avons trouvé la formule de la péréquation que M. Duplessis avait qualifiée de "pas dans la bonne direction". M. Duplessis, le chef, avait accepté l'argent de la péréquation. C'est grâce à ce système que les provinces ont recouvré leur liberté. Et vous voyez aujourd'hui ceux qui siègent en face de nous chercher à ternir ma réputation d'autonomiste. On veut faire croire que je n'aime pas ma province. Ils donnent là la mesure de leur sincérité<sup>10</sup>.

La séance est suspendue à 6 heures.

### **Reprise de la séance à 8 heures**

#### **Adresse en réponse au discours du trône**

Le débat se poursuit sur l'adresse.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'il avait lui-même proposé une conférence constitutionnelle en juillet, lors de la conférence fédérale-provinciale. De plus, il rappelle que lors de la conférence fiscale de juillet et octobre derniers, parlant au nom de la province de Québec, il a déclaré que le fédéralisme au Canada repose sur la souveraineté des deux sphères de gouvernement: le pouvoir central et les gouvernements provinciaux. Aussi, remarque-t-il, nous du Québec, nous n'avons pas l'intention de nous enfermer dans un isolationnisme stérile et nuisible au pays et à la province de Québec.

Pour favoriser de meilleures relations entre les pouvoirs fédéral et provincial, il rappelle également, qu'il a proposé à la conférence, en juillet, la création d'un secrétariat intergouvernemental permanent, similaire à l'organisation administrative d'État fédéré des États-Unis. La conférence interprovinciale que j'ai demandée pour le début de décembre pourrait donner naissance à cet organisme permanent pour favoriser la solution des problèmes communs, afin aussi de mieux préparer les conférences fiscales. Les conférences fédérales-provinciales, dit-il, seraient mieux préparées dans le domaine fiscal, dans le domaine de la taxation, dans le domaine des emprunts. À ce sujet, il rappelle qu'il a proposé au fédéral de créer un comité, dépendant de cet organisme, qui favoriserait le financement des provinces et des municipalités, afin de permettre à ces deux dernières de pouvoir emprunter plus facilement et aux conditions les plus avantageuses.

Au cours de la conférence, j'ai également réclamé le rapatriement de la Constitution canadienne, dit-il. Des gens de toutes les parties du Canada l'avaient réclamé avant moi. J'avais peut-être plus le tour que mes prédécesseurs, car le premier ministre Diefenbaker a accepté ma suggestion d'emblée! Depuis ce temps, deux conférences ont eu lieu à Ottawa sur cette question du rapatriement de la Constitution. Je félicite le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Gérin-Lajoie) pour la façon dont il a représenté la province à ces délibérations. Il a accompli dernièrement un travail magnifique à ce sujet à Ottawa. Ces deux récentes conférences fédérales-provinciales ont été fructueuses puisque des progrès énormes ont été marqués au cours de celles-ci. J'entretiens de grands espoirs pour le succès de la prochaine réunion en janvier à Ottawa, réunissant le procureur général du Québec et les autorités fédérales, pour trouver un moyen qui permettra au Canada d'amender sa propre Constitution sans le consentement du Parlement britannique.

Était-ce le langage d'un homme qui n'aime pas sa province?

J'ai réclamé, de l'administration fédérale, l'abandon du procédé selon lequel Ottawa fait des versements conditionnels aux provinces en vertu de certains programmes devant être exécutés avec l'assistance de ces dernières. Ces programmes ont deux défauts en particulier: ils ne permettent pas aux provinces l'utilisation de leurs argents comme elles le désiraient et ils sont en grande partie inefficaces. Le système a rendu des services et joué un rôle bienfaisant dans le passé, mais il est maintenant temps d'y renoncer.

Je souhaite que, de préférence, les provinces obtiennent plutôt des droits additionnels de taxation pour qu'elles soient plus libres de disposer de leurs revenus comme elles l'entendent dans les champs qui leur appartiennent. Mais puisque le fédéral n'a pas voulu les abolir, nous tâchons d'en tirer le meilleur parti. En attendant que la situation soit corrigée, les programmes à mettre en œuvre en commun restent en vigueur. En ne les acceptant pas, l'Union nationale a fait perdre des milliards à la province. Les Québécois ne sauraient tolérer plus longtemps cette situation.

C'est pour éviter la continuation de ces pertes inutiles que le présent gouvernement a consenti à signer une entente au sujet de la construction de la route transcanadienne et qu'il se propose d'en signer une sur l'assurance-hospitalisation. N'est-ce pas la seule attitude logique et positive à adopter? Il est temps que cette hémorragie causée par l'attitude négative du gouvernement de l'Union nationale arrête.

(Protestations à gauche)

**M. Johnson (Bagot):** L'hémorragie a été causée par qui<sup>11</sup>?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je sais que l'attitude de notre gouvernement au sujet de la route Trans-Canada fait mal au député de Bagot. Il avait déclaré que le gouvernement libéral avait fait bon compte des droits du Québec en signant cette entente et celle sur l'assurance-hospitalisation. Dans le cas de l'assurance-hospitalisation, aucune entente n'a été signée, mais un projet de loi sera présenté au cours de la session actuelle pour autoriser le gouvernement à prendre part à une telle entente. Et, uniquement pour renseigner le député de Bagot, la loi autorisant l'entente (relative à la route Trans-Canada) a été votée le 24 mars 1960 sous l'Union nationale<sup>12</sup>. Le député de Bagot devrait demander à son chef intérimaire de lui préparer ses mémoires.

**M. Johnson (Bagot):** Point d'ordre, M. l'Orateur. Je ne sais pas quel journal cite le premier ministre, mais il ne rapporte pas mes paroles exactement. J'ai dit que le gouvernement avait signé cette entente sans consulter la Chambre, au préalable, et c'est ce que je lui reprochais. Je ne sais pas quel journal peut m'avoir cité ainsi?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je lisais un éditorial du *Montréal-Matin*.

Il (M. Lesage) indique qu'il a prié Ottawa de:  
1. se retirer du champ de l'impôt sur les successions;

2. de respecter intégralement le principe de la péréquation et d'y introduire certains rajustements pour que les provinces pauvres ne soient pas défavorisées; 3. de reconnaître intégralement la priorité des besoins financiers des provinces.

Moi, souligne-t-il, je ne me suis jamais démenti. Par exemple, je n'ai jamais dit, comme un ancien ministre, que les provinces avaient la priorité dans le champ de taxation directe pour me contredire un an plus tard. La conférence fiscale de juillet s'est terminée sans que M. Diefenbaker nous donne de réponse. Elle a repris à la fin d'octobre. Alors M. Diefenbaker a formulé des propositions complètement inacceptables pour les provinces. Le premier ministre a trouvé une seule suggestion originale. Il a dit aux provinces qu'elles pouvaient percevoir leurs propres impôts, c'est quelque chose qu'elles font depuis plusieurs années. Québec a suggéré qu'elle devrait percevoir 100 % des droits successoraux. Le ministre des Finances, M. Fleming était d'accord avec le fait que les provinces avaient le droit de faire cette demande, mais il ne pouvait pas donner son accord parce que le gouvernement fédéral avait besoin de cet argent. Après la conférence, le Québec n'est pas plus avancé qu'avant d'aller à Ottawa. Le Québec continue de percevoir 9 % des taxes sur le revenu des entreprises et 13 % de l'impôt sur le revenu. La seule suggestion faite par M. Diefenbaker était de geler le paiement de péréquation fiscale à \$225,000,000. De ce montant, il fallait déduire les paiements versés aux provinces de l'Atlantique. Il restait \$187,000,000 à diviser entre les autres provinces. En d'autres termes, M. Diefenbaker a donné un os aux provinces et il leur disait de se le séparer entre elles. Bien plus, M. Diefenbaker veut mettre fin au système de péréquation.

Il (l'honorable M. Lesage) rappelle également que c'est lui qui a demandé à la conférence de traiter du problème du chômage. Cette question, dit-il, fut abordée le dernier jour. Pendant les trois dernières années, le gouvernement Conservateur à Ottawa et l'Union nationale à Québec ont contribué à causer la pire période de récession économique depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La récession actuelle et le chômage sont dus en grande partie à la politique monétaire du gouvernement conservateur d'Ottawa, à sa politique fiscale et économique.

Dans le cas de la province de Québec, l'administration de l'Union nationale clamait que la prospérité était à son meilleur. Or, des résultats provenant du Bureau fédéral de la statistique révèlent qu'au cours des 15 dernières années, le pourcentage de chômage par personne était pour rester

majoritairement supérieur à la moyenne nationale, puisque le Québec, avec 28 % de la main-d'œuvre du Canada, a eu de 35 % à 46.8 % des chômeurs de tout le pays. Nous sommes loin des vantardises de l'Union nationale qui parlait de prospérité et qui se vantait d'avoir attiré chez nous des dizaines de milliers de nouvelles industries, tout en refusant, par la suite d'accepter sa responsabilité en matière de chômage.

Avant le 22 juin, l'Union nationale avait dit que le problème du chômage était la responsabilité du gouvernement fédéral. Cependant, depuis que le Parti libéral est au pouvoir au Québec, l'Union nationale a changé de refrain. Le gouvernement provincial est maintenant responsable du chômage. L'opposition n'a pas à attribuer aux autorités libérales du Québec la responsabilité de l'état de choses dont nous souffrons. Si le tableau du chômage est pire au Québec, en comparaison avec les autres provinces du Canada, c'est parce que le gouvernement de l'Union nationale a toujours refusé d'en être responsable, en déclinant de prendre toute mesure pouvant aider ou rétablir la stabilité économique.

Si, d'une part, Ottawa peut donner une impulsion générale à l'économie du Canada, et d'autre part, si le Québec recourt à la planification, cela peut contribuer fortement à résoudre le problème des sans-travail. Le gouvernement libéral est prêt à prendre toute sa responsabilité, et il l'a prouvé cet automne en participant aux travaux d'hiver des municipalités et contribue maintenant à 40 % du coût de ces projets. Le changement d'attitude du gouvernement actuel a donné lieu à une augmentation du nombre de municipalités participant au programme. La première année où le programme a été mis en place, 17 municipalités ont participé.

À la deuxième année, le nombre a augmenté à 90. Au cours du seul mois où le programme était en vigueur cette année, 425 municipalités<sup>13</sup> ont indiqué leur intention de participer et ont soumis 909 projets de travaux. L'an dernier, le montant total des dépenses pour ce programme s'élevait à \$16,800,000. Cette année, le montant s'élèvera à \$51,231,000. J'aimerais indiquer que 30 % de ce montant couvrira les frais de main-d'œuvre. Pour faire face au plus pressé cet hiver, on laissera ouverts plus longtemps les chantiers de la province. Les travaux de la cité universitaire se poursuivront grâce aux subventions gouvernementales. De plus, la contribution de Québec aux chantiers municipaux sera d'une grande utilité.

La politique du gouvernement actuel permet à des milliers de travailleurs, qui auraient eu recours à la charité pour survivre, d'être en mesure de gagner

leur vie de façon honorable. D'autres mesures, comme la fréquentation obligatoire de l'école jusqu'à l'âge de 16 ans et la spécialisation de la main-d'œuvre par des cours pour les gens sans métier, sont prévues aussi.

Mais ce n'est qu'un remède passager à une situation grave. Le remède profond et durable est la planification économique à long terme pour créer des emplois nouveaux. Le gouvernement ne croit pas à des solutions à court terme. Le programme économique et sa mise en œuvre sont confiés au ministère de l'Industrie et du Commerce, au Conseil d'orientation économique, puis très bientôt également au département des Richesses naturelles. Déjà le Conseil d'orientation économique a soumis un plan d'action et des lois qui seront présentées aux Chambres dès la présente session.

Finis les temps où le ministère de l'Industrie et du Commerce était le distributeur des petites prébendes d'un parti politique! Il devient un outil pour l'essor de la province. Quant au département des Richesses naturelles, il devra susciter la naissance d'une industrie pour la transformation, sur place, de nos matières premières; exiger de cette industrie qu'elle assure des emplois stables aux travailleurs du Québec; inviter nos possédants à grouper leurs capitaux pour mettre en valeur nos ressources naturelles, veiller à conserver à l'Hydro-Québec l'exploitation de toutes les chutes qui n'ont pas encore été concédées.

Il (l'honorable M. Lesage) souligne la nécessité de créer ici une industrie lourde. Les libéraux d'autrefois, dit-il, l'ont fait dans le domaine des produits de la forêt; les libéraux d'aujourd'hui le feront dans d'autres domaines.

Les cultivateurs ne doivent plus être des délaissés. Le gouvernement entend moderniser l'agriculture, pivot de notre collectivité. L'Union nationale s'est contentée de fonder le crédit agricole; une loi va l'améliorer. Il y aura un bill pour prêter, au jeune cultivateur qui veut s'établir, jusqu'à 90 % de la valeur d'une terre; le remboursement s'étendra sur une période de 25 à 30 ans. Au bout de 10 ans, le nouveau fermier recevra en cadeau le tiers de la somme empruntée. La législation agricole sera complétée à bien d'autres points de vue pour favoriser l'agriculture et la colonisation et pour arrêter l'exode des fils de fermier vers les secteurs industrialisés de la province.

Sous le gouvernement précédent, on accordait des permis de coupe à des garagistes et à des barbiers pour qu'ils puissent se faire un magot. Avec les libéraux, de tels abus ne se répéteront pas. Et le

ministre des Terres et Forêts exposera, sous peu, un programme d'aménagement, de reboisement, de protection de notre sylvie pour favoriser la protection des forêts, la chasse, la pêche et le tourisme.

Ayant énuméré les autres mesures législatives annoncées par le discours du trône, il (l'honorable M. Lesage) fait observer que, pour leur pleine efficacité, la paix sociale est indispensable; c'est pourquoi, dit-il, le Conseil supérieur du travail prépare un code du travail pour les ouvriers. Enfin, il importe d'améliorer nos lois sociales; les Chambres auront à voter l'augmentation des pensions de vieillesse, des pensions pour les infirmes, aveugles et mères nécessiteuses, pour les veuves et les célibataires de sexe féminin, qui, à 60 ans, sont dans le besoin. Il nie que ces lois sociales soient exclusivement l'œuvre de l'Union nationale. Pour sa part, il rappelle qu'à titre de ministre à Ottawa, président d'une commission, il a proposé l'augmentation des pensions de vieillesse. C'est également, affirme-t-il, le gouvernement libéral d'Ottawa qui a voté les pensions aux invalides.

Il promet que la loi des liqueurs sera changée et il révèle son intention de constituer un conseil sur l'alcoolisme à côté d'une Régie des liqueurs, ayant des pouvoirs quasi-judiciaires, et toute demande de permis sera entendue publiquement s'il se manifeste une opposition à son sujet. Il souligne la régularisation récente de la situation de tenanciers de débits de boisson. Ils étaient tolérés, dit-il. Leurs établissements sont maintenant reconnus par l'autorité.

Il promet de livrer une guerre à finir contre le patronage.

(Applaudissements à droite)

Le système traditionnel du patronage, dit-il, en vertu duquel des emplois temporaires au sein du gouvernement sont détenus surtout par des amis du parti politique au pouvoir, doit être modifié. Les emplois temporaires dans le Québec, ajoute-t-il, sont pour des périodes de six mois. Ces employés ne sont jamais inscrits sur la liste des fonctionnaires permanents. Je n'approuve pas non plus la coutume de nommer des partisans politiques aux fonctions de procureurs de la couronne, chaque fois que le gouvernement change. Je le trouve répulsif et je promets de faire quelque chose pour changer cette coutume. La bataille contre le favoritisme n'a pas été facile à livrer.

Il ne peut être aboli du jour au lendemain, car il est difficile d'arracher du sol québécois un mal que l'Union nationale a favorisé pendant 15 ans. Il faudra donc un certain temps avant que ces traditions établies depuis des générations puissent être

changées. Il faut trouver quelque chose de mieux pour remplacer le système de patronage institué et maintenu par les administrations précédentes. Nous avons cru et nous croyons que mieux vaut verser l'argent au Trésor provincial qu'à certains écumeurs ou à la caisse électorale.

L'Union nationale accuse le présent gouvernement d'avoir destitué des employés, mais, à son arrivée au pouvoir en 1944, sur 11,203 employés permanents, l'Union nationale en a destitué 1,021, aboli les fonctions de 184, et suspendu 457 employés, soit 1,662 en tout. Les résultats représentent un total de 15 %. Cette année, lorsque le Parti libéral a pris le pouvoir, seulement 336 des 24,000 fonctionnaires ont été congédiés jusqu'à présent: 155 ont été révoqués, 25 congédiés pour absences non motivées et 90 expulsés pour activités politiques.

La loi régissant le fonctionnarisme sera modifiée. Nous verrons par nos amendements à la loi du fonctionnarisme à nous rendre compte si les nouvelles recrues sont compétentes et ne se mêlent pas de politique, et nous leur assurerons par la suite la sécurité nécessaire à la bonne administration. Nous avons gagné bien des batailles, mais nous n'avons pas encore gagné la guerre!

Je voudrais qu'on me cite les cas où le système des soumissions publiques a été mis en vigueur sous le régime de l'Union nationale. Le nouveau gouvernement a laissé continuer certains contrats octroyés par l'Union nationale parce que les entrepreneurs ont accepté de négocier à nouveau des contrats qui nous ont valu des substantielles réductions. La principale réforme des structures du ministère des Finances consistera dans la création du Conseil du trésor, dont le rôle est de contrôler les engagements des dépenses, et d'un contrôleur des engagements financiers des divers ministères.

Le Conseil du trésor et le contrôleur de la dépense vont mettre fin au système à l'honneur sous l'Union nationale où tout le système financier de la province était au service des besoins électoraux des ministres et des députés. Les finances du Québec étaient dans un état d'abandon inimaginable à l'arrivée au pouvoir des libéraux. Des dépenses de l'an dernier, pour un montant de \$15,000,000, avaient été reportées à cette année pour paiement.

Ainsi, sous le système des lettres d'intention de l'Union nationale, le pont Pérusse devait coûter \$49,924.22; dernièrement le même entrepreneur s'est engagé à faire l'ouvrage pour \$29,978.56, mais nous avons accordé le contrat au deuxième soumissionnaire, un entrepreneur du comté de Bagot, selon le système de zonage, à \$32,000. Ce système fonctionne sans

influence politique, afin de protéger les fournisseurs de matériaux et la main-d'œuvre locale.

**M. Johnson (Bagot)** demande si cette disposition est conforme à l'article 8 de la loi des travaux publics.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Oui. Dans le comté de Joliette, une lettre d'intention pour la construction d'un pont a été signée le 16 juin en faveur de la compagnie Fernand Loyer Construction pour la somme \$57,397, qui a été réduite à \$25,750 par la même firme lors d'une soumission publique. À Saint-Tite et Saint-Férol, une diminution semblable a été vue avec Sud Construction Co. selon une lettre d'intention signée le 16 juin pour la somme de \$156,928; la firme a réduit sa soumission à \$93,090 lorsque la construction du pont fut rendue publique. Un pont de \$43,000 soumis par Cougat Construction accordé au même entrepreneur à \$25,500, ceci sous l'empire des soumissions publiques.

Voilà, la différence entre un système de soumissions publiques et le système du patronage éhonté favorisé par l'Union nationale. En demandant des soumissions, le présent gouvernement se fait fort d'épargner à la province plusieurs milliers de dollars, au cours du présent exercice financier. Désormais, il ne sera plus permis de requérir les services d'un entrepreneur par simple lettre d'intention lorsqu'il s'agira d'un chantier devant entraîner pour plus de \$25,000 de dépenses; il faudra un contrat. Le nouveau Conseil du Trésor exercera un contrôle rigoureux.

Il (M. Lesage) accuse le parti de l'Union nationale d'irresponsabilité financière pendant qu'il était au pouvoir. L'Union nationale n'a jamais tenu compte des sommes votées par les Chambres provinciales et a, d'année en année, dépassé largement les estimés budgétaires, tout en se vantant de surplus inexistants. Le chef intérimaire de l'opposition, ministre de la Voirie dans le précédent gouvernement, a autorisé d'un trait de plume, en cette année d'élection, une dépense additionnelle de \$25,000,000, au compte du capital, alors que les députés, à la session dernière, avaient permis de dépenser \$62,000,000 seulement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Comme ministre de la Voirie, j'étais dirigé par les besoins de la voirie. Et le premier ministre doit savoir que, sous M. Taschereau, une loi fut passée qui autorisait le ministre de la Voirie à dépenser les sommes supplémentaires nécessaires.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'ancien ministre de la Voirie dit qu'il pouvait

puiser à son gré. Or, je soutiens que dans une administration bien conduite, il n'est pas tolérable que les prévisions budgétaires soient dépassées. Il faut un contrôle des dépenses publiques par les représentants du peuple. En suivant cette politique, le budget de la voirie provinciale n'aurait pas été dépassé de \$25,000,000 pour le dernier exercice.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**  
C'était pour le grand plan directeur.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Ce fut de même dans presque tous les départements, notamment celui de la Jeunesse dont les estimés ont été dépassés de \$34,000,000, celui de l'Agriculture, de \$9,000,000; du Bien-être social, de \$8,000,000; de la Santé, de \$8,000,000 et celui des Affaires municipales, de \$1,300,000. Par surcroît, pendant la dernière session, le gouvernement de l'Union nationale a passé, après l'adoption du budget sans ajout au budget, 20 projets nécessitant des millions en dépenses.

Ainsi, à la faveur de ces 20 lois placées dans les Statuts de la province, il a dépensé sans compter, et sans tenir compte des autorisations votées par les Chambres, comme le veut la loi.

C'est vrai qu'il y a eu réduction de la dette provinciale de \$72,000,000, mais, d'autre part, les immobilisations sont passées de \$31,200,000 à plus de \$1,000,000,000. Les obligations du gouvernement ont augmenté. Tout cela, a eu pour résultat que la dette de la province est passée de \$30,221,000, au 30 mars 1944, à plus de \$1,200,000,000, dont \$640,650 pour l'Hydro-Québec seulement. Ce qui fait que la dette a augmenté de plus de \$327,000,000, soit le double de la réduction de la dette nette dont l'Union nationale se vante.

C'est, là en résumé, l'héritage que nous a laissé l'Union nationale. Un héritage dilapidé, une administration absolument désordonnée. Il était donc temps que cela change, et le peuple de la province l'a compris puisqu'en juin dernier, la population du Québec a décidé qu'il était temps de changer. Et, comme je l'ai promis, ce sera bien plus qu'un changement de gouvernement, ce sera pour la province de Québec un changement de vie.

(Applaudissements à droite)

**M. Bertrand (Missisquoi)** félicite le chef intérimaire de l'opposition (M. Talbot) pour son discours qu'il qualifie de magnifique panorama des œuvres de l'Union nationale. Il est bon de les rappeler, dit-il, en face d'un gouvernement dont les

membres ont toujours prétendu et continuent de prétendre que nous n'avons rien fait.

Je n'ai jamais recherché le pouvoir pour le pouvoir et je ne suis pas chagriné d'être dans l'opposition. Notre devoir, dans l'opposition, est de surveiller les actes du gouvernement et nous l'accomplirons. Il n'en revient qu'à vous d'abattre la plaie du patronage dont vous vous plaignez tellement. L'opposition lui rappellera fréquemment l'engagement solennel qu'il a pris à cet égard et l'aidera à se débarrasser des parasites de la politique qui se tiennent à l'affût des faveurs.

Je suis excédé par les attaques et les propos sans fondements tenus par les libéraux sur la mal administration dans certains ministères sous l'Union nationale, sur les prétendus scandales et sur la prétendue dilapidation des comptes publics par l'ancien gouvernement. J'invite et défie le gouvernement libéral de convoquer le comité des comptes publics, en lui faisant étudier la question au cours de la présente session, pour prouver les accusations portées contre les anciens ministres de l'Union nationale plutôt que de les accuser à tort et à travers. La réputation des anciens ministres de l'Union nationale est sacrée et vous devez prendre les moyens pour prouver ces accusations. Les ministres ainsi attaqués ont le droit de se défendre devant leurs pairs. La réputation des hommes publics constitue leur seul actif et il est temps que ce jeu d'accusations sans fondement prenne fin.

Il (M. Bertrand) prétend que les finances de la province, à la fin du régime de 16 ans de l'Union nationale, sont meilleures qu'elles n'ont jamais été. Il en prend à témoin *Le Soleil* qui dit aujourd'hui même que la situation du Québec à cet égard est enviable comparativement à l'Ontario. La dette *per capita* du Québec, ajoute-t-il, est la plus basse de toutes les provinces canadiennes, et les dépenses en immobilisation ont été payées, pendant 15 ans, à même les revenus annuels du gouvernement.

**M. l'Orateur:** Ces faits démentissent les propos tenus par le premier ministre. On ne peut nier des faits.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le nouveau gouvernement, en voulant changer le nom de son ministère du Bien-être social en celui du ministère du Bien-être social et de la Famille, veut tout simplement jeter de la poudre aux yeux, parce que très souvent, le nouveau ministre du Bien-être social avait réclamé, dans le passé un ministère de la Famille. Le gouvernement tente d'oblitérer la



mémoire du public au sujet de toutes les grandes contributions de l'Union nationale au sujet de la protection de la famille. Le département du Bien-être social comme ceux de la Jeunesse, de la Santé, des Transports et Communications ont été fondés par l'Union nationale.

Il (M. Bertrand) énumère les services rendus par ces branches de l'administration provinciale, dans le domaine social, dans le champ de l'éducation. Oeuvre gigantesque, affirme-t-il, que M. Cyril James, principal de McGill, a reconnue dans un discours en 1954. Il n'y aurait pas de planification possible si l'Union nationale n'avait pas donné à la jeunesse les moyens qu'il faut pour s'instruire et pour se préparer à prendre demain les postes de commandes.

Dans le domaine des relations fédérales-provinciales, le premier ministre a changé ses concepts d'autonomie depuis les jours où il était un ministre important au sein du cabinet Saint-Laurent à Ottawa. Cependant, il s'est cité lui-même en essayant de prouver que sa position autonomiste était la seule bonne. L'action est plus importante que les mots et les citations. Le chef intérimaire de l'opposition (M. Talbot) a démontré, au contraire, que c'est l'Union nationale et particulièrement son fondateur, M. Duplessis, qui a assuré la vraie autonomie du Québec.

Par ses prises de positions énergiques, irrémédiables, il a seul mis en valeur le véritable esprit qui animait le pacte confédératif. Si Maurice Duplessis a laissé la réputation d'un patriote convaincu, c'est à cause de la position irrévocable qu'il a prise en matière d'autonomie provinciale. Il a été salué dans tout le pays comme le grand défenseur des prérogatives provinciales. Les membres de l'Union nationale n'ont pas changé d'attitude, ils sont restés fidèles à l'idéal de leur chef, Maurice Duplessis.

Lorsque le premier ministre actuel fait état de son attitude à Ottawa parce qu'il a jugé inacceptables les propositions de M. Diefenbaker, il s'est singulièrement trompé en tentant de faire croire qu'il a été le premier à agir ainsi. Sous l'Union nationale, au contraire, les propositions d'Ottawa ont toujours été jugées inacceptables parce qu'elles ne tenaient pas compte du caractère particulier de la province de Québec.

Ceux qui ont aggravé ce problème jusqu'à l'état aigu où il est aujourd'hui ont été ou sont encore les amis du premier ministre actuel de la province. C'est à leur école qu'il a appris l'adresse politique. Ce sont ces gens-là qui disaient à notre province: Vous prendrez ce que nous vous offrons et nous continuerons la bataille pour la défense des droits du Québec.

Il (M. Bertrand) souligne encore qu'il y en a d'autres qui ont changé après avoir appuyé Maurice Duplessis dans son attitude envers le pouvoir central. Il cite alors un passage d'un discours que prononçait à Ottawa, en 1947, le ministre du Travail (M. Hamel), et où ce dernier disant que sans appartenir à l'Union nationale, il ne pouvait s'empêcher d'approuver l'attitude de M. Duplessis dans son refus de sacrifier l'autonomie législative provinciale.

Il fait observer qu'à la dernière conférence fiscale d'octobre, M. Bennett, le premier ministre de la Colombie-Britannique, déclarait, en réponse au discours que venait de prononcer le premier ministre (l'honorable M. Lesage), qu'il se souvenait d'avoir entendu un exposé analogue de la part de son prédécesseur (M. Duplessis) et, dit-il, M. Bennett ajoutait: "Comme je regrette que l'actuel premier ministre de la province de Québec n'ait pas exprimé ses vues avec autant d'éloquence lorsqu'il était tout puissant à Ottawa". Quant à nous, nous avons toujours été les mêmes et nous ne changerons pas.

Le discours du trône constitue une impression, aux frais de l'État, de l'édition condensée du programme libéral.

(Applaudissements à droite)

Nous demandons au gouvernement, au nom de tout le peuple de la province, de se hâter de réaliser au moins une partie de ce programme.

Bien avant que le Parti libéral ne parle de planification dans le domaine de l'industrie et du commerce, l'Union nationale avait pris l'initiative et était passée à l'action. En 1936, le premier ministre Duplessis créait un ministère de l'Industrie et du Commerce, et une section réservée à la recherche scientifique, et ce ministère a été intimement lié à la marche ascendante de l'économie du Québec. C'est ce ministère qui a fait, dans tous les coins de la province, les grands inventaires et préparé des études économiques.

Le gouvernement n'apporte pas les remèdes au problème (du chômage) qu'il préconisait durant la campagne électorale. Ce n'est pas avec ces grands mots de planification et de planisme démocratique qu'on va régler la question du chômage. Il (M. Bertrand) rappelle le travail accompli par l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Paul Beaulieu) dans le domaine industriel.

Il cite ensuite des articles de journaux vantant les progrès accomplis dans tous les domaines provinciaux. Ce n'était pas dû seulement au gouvernement, affirme-t-il, mais également à la stabilité de l'administration; c'est ce qui a attiré les capitaux étrangers chez nous.

Il rappelle les critiques des libéraux contre les ententes de l'Union nationale avec les industriels qui développent l'Ungava. Quand les libéraux vont-ils annoncer qu'ils portent les royautés par tonne de minerai de fer de un cent (1¢) à \$1 la tonne? dit-il. Après tant de critiques, après toutes les accusations portées contre les contrats passés sous l'Union nationale, nous attendons encore des expressions d'opinions libérales sur ces contrats.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**  
Vous ne perdez rien pour attendre!

**M. Bertrand (Missisquoi):** Planification, planisme économique et démocratique, ce sont des biens grands mots pour dire que le présent gouvernement va continuer le travail accompli par l'Union nationale en 15 ans.

Il (M. Bertrand) déclare que tous ces grands mots du premier ministre au sujet des plans économiques de base sont étalés en première page des journaux, mais ils ne veulent pas dire grand-chose. Ce n'est pas avec votre conseil d'orientation économique qu'on réglera les problèmes de l'heure, mais c'est en continuant l'œuvre du gouvernement de l'Union nationale, en coopérant avec les industriels, en les aidant à développer nos ressources naturelles et en coopérant avec les chambres de commerce et en faisant connaître la province à l'étranger pour attirer l'industrie.

Il demande au Parti libéral de continuer l'œuvre gigantesque de l'Union nationale. Les hommes passent, dit-il, mais le Parlement et la province demeurent. Il ne faut pas oublier le passé, car c'est lui qui doit servir de guide pour préparer l'avenir.

Nous devrions oublier les injures et les mesquineries et travailler tous à la grandeur de notre province.

**M. Maltais (Québec-Est)** s'élève contre les accusations portées à la légère contre les hommes qui se sont consacrés à la vie publique. Le devoir de tout homme public est de servir sa province au meilleur de sa connaissance, affirme-t-il. Le gouvernement libéral critiquait l'ancienne administration de l'Union nationale pour se remonter dans sa propre estime. On y gagnerait, si au lieu de se critiquer violemment, de se discréditer les uns les autres, nous nous efforçons de changer notre conception qu'on se fait des représentants du peuple. De tels hommes ont droit au respect et les politiciens devraient travailler à donner une réputation plus noble à la vie politique.

Une vague peu édifiante déferle sur le monde entier et l'Union nationale n'est pas responsable du mal qui existe actuellement. Je pourrais parler de la Fédération libérale, des destitutions survenues depuis le 22 juin, et affirmer qu'à certains endroits dans la province, les cadres ont été débordés et que des gens s'érigent en comités de guillotine et de Gestapo en maîtrisant le favoritisme dans certaines circonscriptions. J'aurai au moins l'honnêteté de croire que cela se fait hors de la connaissance des membres de cette Chambre.

Je n'ai pas trop à me plaindre des congédiements dans mon comté. Il n'y a pas eu beaucoup de congédiements dans mon comté, du moins aucune destitution, et je crois qu'on hésitera à déranger les gens de mon comté parce que j'ai placé autant de libéraux à des postes au gouvernement qu'il y avait de partisans de l'Union nationale lorsqu'ils étaient au pouvoir. En fait, la moitié de ceux qui sont dans le fonctionnarisme sont d'allégeance libérale, ce qui prouve que j'ai reçu tout le monde sans considération pour le credo politique.

Il (M. Maltais) déclare qu'au cours des quatre prochaines années, il va continuer à se dévouer avec la même conception politique que celle qui anime ses collègues de la gauche. Il sera facile pour le parti au pouvoir de minimiser l'œuvre accomplie par l'Union nationale en 15 années de pouvoir, dit-il. Je me permettrai de dire que ce n'est pas là un signe de force, mais bien plutôt un signe de faiblesse. Cette politique que certains attaqueront, elle est déjà inscrite dans les pages de l'histoire.

L'action de l'Union nationale depuis 1944 s'est affirmée dans le domaine de l'économique, particulièrement par l'industrialisation, dans son effort de doter la province d'une saine administration et enfin dans la lutte sur le plan de la reconquête de nos droits provinciaux cédés en 1942 par le gouvernement Godbout.

Nous étions les parents pauvres, au point de vue de l'industrie, au pays du Québec, en 1944. Mais la saine administration de l'Union nationale, la stabilité du gouvernement, la stabilité de la main-d'œuvre et le développement de nos ressources hydrauliques ont provoqué un bond prodigieux de l'industrialisation et du commerce dans la province. L'expansion industrielle provoquée dans la province a permis de créer 500,000 nouveaux emplois. Cette progression a atteint un rythme tel que, de 1950 à 1958, le Québec avait établi un précédent unique, dépassant même l'Ontario, avec l'apparition de 504 nouvelles industries dans la province. Ce climat de prospérité industrielle est attribuable à la sagesse des mesures adoptées par l'Union nationale.

L'administration sage et clairvoyante de l'Union nationale a permis de diminuer la dette de la province chaque année de façon à lui assurer le meilleur crédit possible. Il en est résulté un climat de confiance qui a encouragé la venue de capitaux étrangers.

Dans le domaine scolaire, l'Union nationale a accompli une tâche de géant. Pendant une certaine période, les écoles ont surgi au rythme d'une par jour. De même aussi, les écoles techniques et les écoles spécialisées se sont multipliées. Et ces initiatives nous ont valu des témoignages extraordinaires venus de l'étranger.

Sur le plan de l'administration, l'Union nationale a accompli quelque chose de véritablement solide. Toutes les classes de la société ont profité de ses initiatives. La jeunesse de notre province particulièrement a été l'objet d'une grande sollicitude de l'ancien gouvernement. C'est ici, au Québec, que le gouvernement a fait le plus, de toutes les provinces du Canada, au point de vue des bourses d'études.

Il (M. Maltais) propose, appuyé par le député de Laviolette (M. Ducharme), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. Selon *The Gazette* du 17 novembre 1960, à la page 4, "M. Talbot a parlé pendant deux heures".

2. *Le Nouvelliste* du 16 novembre 1960, à la page 1, mentionne "en 1959".

3. Selon *L'Événement-Journal* du 28 octobre 1960, à la page 1, le Québec adhère, le 27 octobre 1960, au programme fédéral de construction de la route transcanadienne. C'est à Ottawa que le ministre de la Voirie (M. Pinard) paraphe l'entente au nom de la province de Québec, et le signataire fédéral est

l'honorable David J. Walker, ministre des Travaux publics dans le cabinet Diefenbaker.

4. Selon *Le Temps* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 9, le chef intérimaire de l'opposition fait alors référence à un article publié dans *Le Devoir* du 14 octobre 1960.

5. Il s'agit d'une information erronée de M. Talbot car, à la suite de l'invasion de la Pologne par les troupes d'Hitler le 1<sup>er</sup> septembre 1939, la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne, le 3 septembre 1939. Le premier ministre du Canada, M. Mackenzie King, convoque le Parlement et, sept jours plus tard soit le 10 septembre 1939, le Canada entre en guerre à son tour.

6. Selon *La Presse* du 16 novembre 1960, à la page 51, "le chef intérimaire de l'opposition cherche le passage en question, mais ne le trouve pas et remet le texte à son voisin arrière, M. Jean-Jacques Bertrand qui cherche, lui aussi, sans trouver".

7. Selon *L'Événement-Journal* du 16 novembre 1960, à la page 15, "M. Lesage a parlé pendant trois heures".

8. Selon *Le Droit* du 16 novembre 1960, à la page 20, "Au Québec, quelques évêques et archevêques ont récemment exprimé de l'inquiétude face aux rumeurs de la création d'un ministère de l'Éducation".

9. *La Presse* du 16 novembre 1960, à la page 13, affirme que le chef du gouvernement ne nomme pas le député en question, mais toute l'assistance lui donne un nom: M. Daniel Johnson. De fait, selon Pierre Godin, dans son ouvrage: *La Fin de la grande noirceur. La Révolution tranquille*, vol. I, Montréal, Les Éditions du Boréal, p. 239-240, lors d'une assemblée se tenant le 10 novembre 1960 à Marieville, dans le comté de Rouville, Daniel Johnson révèle à l'assistance, en s'appuyant sur un article que vient de publier l'hebdomadaire à sensation *Nouvelles Illustrées*, "qu'il a de plus en plus de mal à tenir qu'une somme de \$2,500,000 en faux billets a été mise en circulation durant la campagne électorale du 22 juin". Le député de Bagot ajoute que "si un parti politique est impliqué dans un scandale, ce ne peut être que le Parti libéral!" Les médias s'emparent rapidement de la nouvelle et "l'affaire des faux billets" fait alors boule de neige.

10. Selon *L'Événement-Journal* du 16 novembre 1960, à la page 15, M. Lesage suspend son discours pour le reprendre en soirée. Les sources ne nous révèlent toutefois pas le moment précis où intervient cette suspension dans le discours de M. Lesage.

11. Selon *Le Temps* du 24 novembre 1960, à la page 4, Daniel Johnson riposte "en pointant un doigt accusateur contre le premier ministre."

12. Selon *The Gazette* du 16 novembre 1960, à la page 37, cette "législation a été adoptée par la Législature en 1951 et autorisait le gouvernement à signer une entente pour participer à la construction de l'autoroute Trans-Canada" alors que *Le Montréal-Matin* du 16 novembre 1960, à la page 5, confirme les dires du *Devoir* selon lesquels "la loi autorisant cette entente avait été votée le 24 mars 1960".

13. Selon *Le Soleil* du 16 novembre 1960, à la page 43, il y aurait plutôt eu 427 municipalités qui auraient soumis 909 projets de travaux d'hiver.

Séance du mercredi 16 novembre 1960

### Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec, demandant l'adoption d'une loi étendant et refondant ses pouvoirs corporatifs (M. Boudreau);
- de la communauté des religieuses de l'Hôpital général de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant ses pouvoirs corporatifs et changeant son nom en celui de l'Hôpital général de Québec (M. Boudreau);
- de sœur Marie-Thérèse Trudelle et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Monastère des Augustines de l'Hôpital général de Québec (M. Boudreau);
- de sœur Marie-Régina Blanchette, en religion sœur Saint-Zéphirin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec (M. Boudreau);
- de la communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de l'Hôtel-Dieu de Québec (M. Cloutier);
- du monastère des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, demandant l'adoption d'une loi annulant son incorporation actuelle et le constituant en corporation sous le nom des Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec (M. Cloutier);
- de la corporation de la paroisse de Sainte-Anne-des-Monts, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jourdain);
- de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lalonde);
- de la Commission scolaire de la ville de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi concernant l'entente avec la compagnie Richmond Pulp & Paper Co. of Canada, Ltd. (M. Lemieux);

- de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lizotte);
- de la cité de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi concernant l'établissement Golden Eagle Refining Co. of Canada, Ltd. (M. Meunier);

- de la cité de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant des résolutions d'emprunt adoptées par la Commission métropolitaine de Montréal (M. Meunier);

- de Quebec Gas Transmission Lines, Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);

- de la ville de Pointe-du-Moulin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);

- de la corporation du Centre commémoratif d'habitation de la Légion du Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);

- de la Société des techniciens en rayons X de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'incorporer la Société des techniciens en radiologie médicale du Québec (M. Lavoie);

- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);

- de la Fraternité des propriétaires de taxis de Montréal, demandant l'adoption d'une loi régissant la taxe sur les propriétaires de taxis de l'île de Montréal (M. Lavoie);

- de la corporation du collège Sainte-Marie et la corporation du collège Jean-de-Brébeuf, demandant l'adoption d'une loi les fusionnant en une nouvelle corporation sous le nom de Université Sainte-Marie (M. Lavoie);

- de l'Entr'aide immobilière Laurentienne, demandant l'adoption d'une loi augmentant ses pouvoirs actuels (M. Lavoie).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Montreal Milk Producers Co-Operative des producteurs de lait de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Binette);
- de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laroche);

- de la Commission des écoles catholiques de Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laroche);
- de la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de la corporation interurbaine de l'île Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de la corporation municipale de Drummondville-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Morissette);
- de la ville de Sainte-Dorothée, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Morissette);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Morissette);
- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Morissette);
- des commissaires d'écoles de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Morissette);
- du Collège Loyola (Loyola College), demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);
- de dame Jeanne Brûlé en religion révérende mère Sainte-Marie-Consolatrice, supérieure générale des sœurs de la congrégation de Notre-Dame, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Marianopolis College" (M. O'Reilly);
- de St. James' Club of Montreal, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Saint James' Club of Montreal et modifiant sa charte (M. O'Reilly);
- de Joseph-Marie-Andronique Beaulieu, demandant l'adoption d'une loi changeant son prénom de Andronique en celui d'André (M. Poulin);
- de la ville de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);
- de la Société d'assurance des caisses populaires, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy, Lévis);
- des religieuses des Cinq-Plaies (Montréal), demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Saint-Pierre);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Saint-Pierre);

- de la ville de L'Abord-à-Plouffe, de la ville de Renaud et de la cité de Saint-Martin, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de cité de Laval (M. Lavoie).

#### Rapports des comités permanents:

**M. Dionne (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Paul Lacoste, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat;
- de Peter Michael Pitfield, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre à la profession d'avocat;
- de la congrégation Beth-El, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la congrégation St. Andrew's United Church, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre un terrain dans la cité de Trois-Rivières;
- de Marian L. Lewandowski, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat.

#### Projets de loi:

##### Marian L. Lewandowski

**M. Laroche (Portneuf)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marian L. Lewandowski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### Congrégation Beth-El

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 modifiant la charte de Congrégation Beth-El.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Peter Michael Pitfield**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Michael Pitfield à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Paul Lacoste**

**M. Binette (Deux-Montagnes)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Lacoste à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**St. Andrew's United Church**

**M. Jourdain (Gaspé-Nord)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 autorisant la Congrégation St. Andrew's United Church, des cité et district de Trois-Rivières, à vendre, céder ou transporter un certain lot de terre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 15 novembre courant, sur la motion proposée par le député de Laval (M. Lavoie), dont elle a été saisie vendredi le 11 novembre dernier: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**M. Maltais (Québec-Est):** La loi de l'habitation familiale, adoptée en 1948 par l'Union nationale, fut l'une des plus heureuses. Grâce à cette législation merveilleuse, le gouvernement de l'Union nationale a accordé 39,521 prêts dans la province pour un montant global de \$275,000,000<sup>1</sup> avec des

engagements de la province pour un montant de plus de \$72,000,000. Ceci a permis de loger quelque 200,000 personnes qui ont obtenu abri et toit.

Les journaux signalent que le nombre des chômeurs s'est accru de 36,000 dans la province en octobre, en regard du même mois de l'an dernier<sup>2</sup>. Le Parti libéral a pris l'engagement devant la population de la province de s'employer sans délai à remédier à la situation et à éliminer cette plaie du chômage. Je somme donc le gouvernement de la province de présenter immédiatement une loi, conformément à sa promesse, pour corriger la situation pénible créée dans la province par le chômage. Le gouvernement de l'Union nationale prenait des mesures au cours de la dernière session pour stimuler l'activité et encourager l'embauchage. Nous devons amener d'autres mesures à la faveur de la présente session...

**Des voix ministérielles: Trop tard!**

**M. Maltais (Québec-Est):** Le rapport Tremblay<sup>3</sup> montre que, sous l'Union nationale, le service de la dette fut couvert en totalité à même le revenu courant, et que l'amortissement de la dette s'est fait à un rythme rapide sous ce gouvernement: Le fonds d'amortissement de la dette consolidée (ou à long terme) s'élevait en 1931 à \$9,800,000, en regard d'une dette consolidée de \$84,200,000, soit un peu plus de 10 %. En 1952, le fonds d'amortissement avait atteint \$105,800,000 en regard d'une dette consolidée de \$436,300,000, soit environ 25 %. De la sorte, le service de la dette ne pèse pas trop lourdement sur les budgets annuels, car, même si, pour le moment, les amortissements constituent un sacrifice, ils équivalent à un dégrèvement. Les économies d'intérêts qu'ils représentent permettront de réduire d'autant les dépenses publiques.

D'autre part, l'intérêt des sommes empruntées a diminué; le taux nominal moyen de la dette consolidée, qui était de 4.27 % en 1931, a été ramené à 3.33 % en 1952. Cela s'explique par les conditions plus favorables du marché des valeurs mobilières, par l'amélioration générale des finances de la province et finalement par l'échéance moyenne des emprunts, qui est passée de 21.7 ans en 1931 à 9.05 ans en 1952.

Les effets heureux de cette politique se traduisent dans le pourcentage du service de la dette par rapport aux revenus: alors qu'en 1931, le service de la dette (paiement des intérêts et versement au fonds d'amortissement) représentait 9.8 % des revenus et qu'en 1942, il en englobait 18.7 %, en 1952, il ne figure plus que pour 8.3 % dans le budget provincial<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** C'est la première fois que ce rapport est cité de votre côté. C'est un fait nouveau!

**M. Maltais (Québec-Est):** Le député de Saint-Maurice doit être fatigué par un surcroît de travail, car il perd la mémoire.

Il (M. Maltais) donne lecture de quelques passages du document (le rapport Tremblay). C'est une confirmation, dit-il, de la sagacité de l'Union nationale face aux questions financières et fiscales. Le sombre tableau dressé par le premier ministre au sujet de l'état financier de la province au terme de l'administration de l'Union nationale ne correspond pas à la réalité des chiffres publiés dans les derniers *Comptes publics*. Le premier ministre fait de la petite politique quand il parle de l'état financier de la province à la fin de l'administration de l'Union nationale.

De plus, le premier ministre est d'une incompétence notoire en matière d'autonomie provinciale. Il s'est adjoint comme conseiller spécial sur ce sujet un homme, Maurice Lamontagne<sup>5</sup>, qu'un journal libéral a déjà qualifié de grand centralisateur fédéral. Le premier ministre a toujours défendu, prêché et appuyé les principales thèses centralisatrices d'Ottawa, s'est objecté à la déductibilité de l'impôt provincial sur le revenu et nié le droit prioritaire des provinces en matière de taxation directe. Un chef politique du Québec n'a pas le droit de ne pas soutenir la théorie du droit prioritaire provincial en matière d'impôt direct. En niant cette priorité, on nie par le fait même la souveraineté provinciale dans les domaines qui tombent sous la juridiction propre des provinces.

Si les provinces de la Confédération canadienne n'ont pas d'autonomie fiscale, à quoi bon parler alors d'autonomie législative, administrative, culturelle et autre? Un État souverain dans les matières qui relèvent de sa juridiction est inconcevable s'il ne jouit pas en réalité et en droit d'une priorité, dans le champ de la taxation directe, relativement à tous les domaines dans lesquels la Constitution lui reconnaît une souveraineté juridique.

Le premier ministre ne peut pas se proclamer un autonomiste sincère. Il affiche une attitude autonomiste de façade seulement. Quand il a exposé son attitude sur les questions fédérales-provinciales, hier, il a fait du patinage de fantaisie. Les libéraux sont embrouillés en matière d'autonomie et, selon André Laurendeau du *Devoir*: "C'est ce fait capital de la politique libérale qui explique l'inquiétude générale de la population du Québec concernant la

sauvegarde de ses droits." Le premier ministre a beau faire du haut patinage de fantaisie, et faire mine d'accepter quelques conclusions du *Rapport Tremblay*, il restera à jamais vulnérable sur cette question vitale pour la nationalité canadienne-française.

L'autonomie provinciale n'est pas seulement un vain mot dont la signification peut facilement épouser les seuls intérêts d'un parti politique. Ce n'est pas seulement le fait d'une attitude ou d'une prise de position superficielle destinée à plaire à l'électorat. C'est, au contraire, un état d'âme, une conviction profonde, une pensée maîtresse, une doctrine rattachée au cœur et aux besoins d'un peuple minoritaire qui a son particularisme et qui veut le conserver à tout prix.

L'autonomie est devenue et se doit d'être une règle de vie chez nous, une sorte de *Home Rule* comme disait Laurier, une règle qui fait préférer la plus petite parcelle de droit aux millions de dollars d'Ottawa. Nous aurons toujours une dure option comme groupe minoritaire entre nos droits et les millions d'Ottawa. J'estime pour ma part que le peuple canadien-français ne doit consentir à céder aucune parcelle de ses droits en retour des millions jetés en pâture par le gouvernement fédéral. Ceci s'applique même aux programmes conjoints, comme ceux que le régime de Québec vient de négocier avec Ottawa concernant la route Trans-Canada, les voies d'accès aux ressources naturelles du Nord canadien, la protection des forêts, etc.

Il proteste vigoureusement contre les gens qui, dit-il, se plaisent à dire que la politique autonomiste de l'Union nationale a été négative. L'autonomie pratiquée par l'Union nationale était une autonomie positive. Elle a été la plus militante, la plus victorieuse, la plus triomphante qui soit. En 1942, les pouvoirs de taxation du Québec étaient cédés en série par un gouvernement libéral, de telle sorte que, de 1942 à 1947, le pouvoir fédéral en avait retiré des revenus de l'ordre de \$2,200,000,000. En retour, Ottawa verserait au Québec la maigre pitance de \$200,000,000, soit un gain de \$2,000,000,000 de la part du gouvernement central. Cependant, le gouvernement de l'Union nationale entreprit la reconquête des droits abandonnés par les libéraux. Graduellement, il obtenait 5 %, 10 % puis 13 % de l'impôt sur le revenu des particuliers, 5 %, 7 %, 9 %, puis 10 % de l'impôt sur le revenu des sociétés, 50 % de l'impôt sur les successions, de même que le retour de la taxe sur la gasoline.

Il (M. Maltais) énumère aussi les lois passées pour assurer l'automobile (1945), pour sauvegarder



les droits essentiels de la province (1946), pour le progrès de l'éducation (1947), trois lois pour la récupération des pouvoirs fiscaux, etc. Ainsi, en l'année financière 1957-1958, sur un budget de \$540,000,000, la province de Québec comptait des revenus de \$210,000,000 perçus grâce aux pouvoirs fiscaux reconquis, soit plus que la somme totale des subsides payés au Québec par le régime libéral centralisateur d'Ottawa durant les cinq années que furent en vigueur les accords de location en vertu desquels le gouvernement libéral de M. Adélard Godbout avait cédé à Ottawa les sources de revenus du Québec.

La bataille menée par le gouvernement de l'Union nationale sur l'autonomie contre les centralisateurs d'Ottawa fut la bataille la plus célèbre de l'histoire québécoise. Elle marqua notamment le recul d'Ottawa en matière des subventions fédérales à l'éducation et aux universités. La lutte fut dure. Elle a duré huit ans, mais nous avons triomphé. Nous avons réussi à fermer la brèche ouverte par les libéraux dans le rempart des droits sacrés de l'éducation.

La conversion subite des libéraux et du premier ministre en cette matière est-elle bien sincère? Si le nouveau gouvernement veut être capable de se présenter devant le peuple, il a besoin de ne pas flancher en cours de route et de ne pas changer la ligne de conduite qu'il a adoptée à la veille des dernières élections. Le peuple ne lui pardonnerait jamais de flancher sur ce point. Il se préparerait une grande déchéance.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)<sup>6</sup>:**

J'ai écouté attentivement les orateurs de l'opposition et leurs éloges funèbres. Personne ne leur reprochera de verser quelques pleurs sur un tombeau ouvert. Ce qui surprend, c'est cette espèce de danse macabre qui accompagne leurs éloges. Il était bon de combattre M. Taschereau en 1936, mais cela devient inconcevable en 1960. On dirait presque que nous avons devant nous des détrousseurs de tombeau! En face de l'Union nationale, on a l'impression d'être en présence du plus grand parti politique du siècle dernier.

Les déclarations des orateurs de l'Union nationale dans le débat sur l'adresse sonnent creux et portent à faux, comme tout ce qu'a fait l'Union nationale. Et cela, pour deux raisons: en premier lieu, ces gens-là parlent comme s'ils étaient encore au pouvoir. La manière dont ils louangent les réalisations de l'Union nationale donne l'impression qu'ils sont des somnambules qu'on aurait transportés

de l'autre côté de la Chambre. Malheureusement pour eux, ils sont en face de nous et ne s'en sont pas encore aperçus... Mais nous, nous avons hérité de leurs dossiers et de ce qui s'est passé...

Ces éloges sonnent creux, aussi, parce que le gouvernement sait, du moins en partie, ce qu'a été l'Union nationale pendant qu'elle était au pouvoir. L'enquête prochaine<sup>7</sup> nous dira le reste, cette enquête qui fait bondir nos amis d'en face, en dépit du fait que leur chef absent, député de Montmorency (M. Prévost), a déclaré au lendemain de la nomination des commissaires, que cette commission royale était une bonne chose et que c'était la manière de faire rendre justice à qui de droit. Aujourd'hui, l'opposition croit qu'il vaudrait mieux convoquer le comité parlementaire des comptes publics au lieu de faire une enquête royale. L'Union nationale préférerait avoir une enquête devant un bon petit comité parlementaire, un comité que l'on pourrait transformer en cirque, comme la chose s'est produite souvent sous le gouvernement précédent.

L'Union nationale demande que l'on cesse de se critiquer. Les députés de l'opposition se plaignent des attaques dont leur parti est la cible et surtout de l'institution d'une enquête royale. Ils versent des larmes de crocodile lorsqu'ils se plaignent d'être dénigrés. Un orateur oppositionniste a réclamé qu'on cesse de se discréditer les uns les autres. Cette demande peut partir d'une belle âme, mais nous avons le droit de dire quels sont les gens qui se plaignent aujourd'hui de la critique qui leur est adressée. Aujourd'hui, l'Union nationale voudrait bien qu'on enterre la hache de guerre, mais il y a quatre mois encore, au cours de la campagne électorale, on a vu ce dont étaient capables ces belles âmes! À cette époque, on ne faisait pas scrupule de salir ses adversaires par tous les moyens, on ne se souciait pas de la charité chrétienne, alors qu'on voudrait aujourd'hui que nous nous jetions dans les bras les uns les autres.

On a là-dedans, (il brandit un album dans lequel on a collectionné des coupures de journaux de la dernière campagne électorale) un échantillon de ce qu'ont pu faire ceux qui n'ont jamais sali personne! Il cite une manchette de journal où on le présente comme l'ami de cœur de Khrouchchev. Une façon hypocrite d'insinuer que je suis communiste, dit-il. Et cette littérature était payée par l'organisation de l'Union nationale. Elle venait de ces bonnes gens qui n'aiment pas qu'on dise, aujourd'hui, ce qu'elles ont été. Il cite un autre article de journal où l'on dit qu'il est un prédicant du gauchisme, antichambre du communisme.

Il rappelle qu'une personne a voté 20 fois dans un comté montréalais et qu'elle était à la solde de l'Union nationale. Il cite un document anonyme dans lequel on mettait les électeurs en garde contre le risque de voter pour un candidat qui pourrait nous valoir d'être le point de mire des mitrailleuses soviétiques. Il cite un témoignage qualifiant de tels procédés de dégoûtants.

#### **Des députés de l'opposition protestent.**

**M. l'Orateur** demande au député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) de retirer le mot "dégoûtant".

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** retire le mot "dégoûtant" en disant que les procédés employés à son égard par l'Union nationale donnent des haut-le-cœur. Il y a quatre mois à peine que tout cela s'est dit et s'est écrit. C'est encore frais à nos mémoires.

On a reproché, de l'autre côté de la Chambre, au premier ministre, qu'en quatre mois il n'avait pas réussi à arracher complètement le chancre du patronage dans le Québec. Si c'est défendu de faire un tel aveu alors que des appétits avaient été aiguisés pendant 16 années, il faudrait donc admettre que l'hypocrisie est le seul langage politique possible dans notre province. Comment peuvent-ils nous demander d'éliminer le patronage en quatre mois, alors qu'ils ont pris 16 ans pour perfectionner ce système infâme.

En fait, le nouveau gouvernement n'a pas trouvé un seul contrat et pas la moindre transaction effectuée du temps de l'Union nationale qui n'ait été accordé autrement qu'en fonction d'un avantage indu pour quelqu'un ou qui n'ait échappé au jeu du patronage.

J'affirme, à la face de ceux qui font mine de se scandaliser aujourd'hui, que des centaines et des centaines de contrats et d'achats ont été accordés en fonction du patronage...

**M. Johnson (Bagot):** Je soulève un point d'ordre. Le député accuse en bloc tous les ministres et le Règlement interdit de telles assertions. Un membre de la Chambre n'a pas le droit d'accuser ainsi le ministre de l'ancien cabinet. Il y a une manière prévue par le Règlement pour attaquer un membre de cette Chambre. S'il a des accusations à porter qu'il se lève donc et qu'il accuse directement et qu'il présente des évidences concrètes. Ce n'est pas une émission de télévision.

**Un député de l'opposition:** Le député de Montréal-Laurier n'a pas le droit de formuler des accusations générales.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'article 285 du Règlement de la Chambre régit les débats de l'Assemblée législative. Il est clair que le député n'a violé aucune des prescriptions de cet article.

**M. Talbot (Chicoutimi):** L'article 285 dit que l'on ne peut ni directement ni indirectement attaquer la conduite d'un député de cette Chambre si ce n'est sur une motion à cet effet. Il accuse le député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) de faire des accusations indécentes.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Quand nous étions dans l'opposition, des points d'ordre de cette nature ont été systématiquement rejetés.

**M. Guillemette (Frontenac):** C'était un discours tout en invectives. On accuse individuellement tous les anciens ministres.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Je demande que l'opposition qualifie son point d'ordre, qu'elle dise en vertu de quel article du Règlement elle le soulève.

**M. Leclerc (Charlevoix):** Sur quel article nous nous basons? Je suis moi-même ancien ministre de la Santé et j'entends protester, car nous avons demandé des soumissions quand c'était le temps. Je ne tolérerai pas de telles attaques.

**M. l'Orateur:** Vous aurez plus tard l'occasion de vous expliquer.

**M. Caron (Maskinongé):** L'article 285 du Règlement interdit d'attaquer un membre de cette Chambre. Or voilà qu'on les attaque en groupe...

#### **Décisions de l'Orateur:**

##### **Paroles offensantes**

**M. l'Orateur** après avoir entendu les arguments de part et d'autre, rejette le point d'ordre soulevé par le député de Bagot (M. Johnson), parce qu'il est d'avis que les paroles prononcées par le

député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) s'adressent à un groupe et non pas à quelque député en particulier.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous en appelons de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 47.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Cloutier, Cottingham, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Somerville, Talbot, Tellier, 33.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur l'adresse.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** À mon arrivée à la direction du ministère des Travaux publics, j'ai trouvé, dans les dossiers, raconte-t-il, des enveloppes contenant chacune jusqu'à 50 chèques destinés à payer des gens travaillant pour le département, mais dont on n'avait pas les adresses et dont les domiciles étaient inconnus des autorités. Chaque enveloppe portait l'adresse d'un monsieur qui avait mission de les distribuer...

**Une voix ministérielle:** Le patronneau!

**M. Lorrain (Papineau):** Le ministre doit nommer ce monsieur. Il parle là de choses que je ne connais pas et dont je n'avais jamais entendu parler.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** dit qu'il peut citer plusieurs noms qui pratiquaient le

même système, mais qu'il ne veut pas en indiquer un plutôt qu'un autre, pour ne pas couler un homme. Le système était en usage pour le paiement des salaires de tous les employés temporaires du ministère avant le changement du gouvernement.

D'autre part, l'opposition a développé le thème du traitement fait aux fonctionnaires de la province, à des supposés renvois massifs depuis le scrutin.

L'accusation a été portée par le député de Bagot (M. Johnson) pendant la campagne d'élection partielle pour la circonscription de Rouville.

Or, voici les chiffres: en 1944, alors qu'il y avait beaucoup moins d'employés qu'aujourd'hui au département des Travaux publics, le ministre a renvoyé et mis à la porte, sans aucune raison valable, 182 employés lors des deux premiers mois qui ont suivi l'élection et le retour au pouvoir de l'Union nationale.

Tous ont été remplacés par des amis de l'Union nationale et leur nombre fut augmenté considérablement. En 1960...

**M. Lorrain (Papineau):** Je nie complètement cette affirmation. Je promets de démontrer en temps et lieu sa fausseté.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Le député a le droit de nier, mais j'ai le droit de donner des chiffres. En 1960, il n'y a eu que 58 congédiements, dont 45 concernaient des personnes âgées de 70 ans et plus, ayant droit à une pension, et qui ont été mises à la retraite pour faire place à d'autres pères de famille ayant besoin de gagner leur vie.

En 1944, tous les contremaîtres des Travaux publics ont été congédiés et remplacés...

**M. Lorrain (Papineau):** Je nie encore<sup>8</sup>.

**Des députés ministériels protestent.**

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Dans le groupe des employés couverts par la loi du service civil, il y eut, en 1944, 76 renvois dont 40 pour des raisons purement politiques. En 1960, sous l'administration libérale, il n'y a eu dans mon ministère que 13 renvois, dont 11 pour des raisons d'âge, de santé ou de mise à la retraite, et deux, pour absences prolongées du bureau... depuis deux ans. Personne n'a été limogé pour activités politiques.

L'administration de l'Union nationale est coupable de plusieurs fautes commises pendant les

16 ans que le parti était au pouvoir. Cependant, la faute la plus importante fut de ne pas avoir permis aux jeunes de la province d'obtenir l'éducation et la formation nécessaires pour les préparer à la vie. Je suis membre de l'Assemblée législative depuis un peu plus de quatre mois, mais, dans ma propre circonscription de Laurier à Montréal, je vois une longue file de jeunes hommes qui n'ont pas de formation et d'avenir. Ils sont les hommes oubliés de la génération qui a grandi sous l'administration de l'Union nationale.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, ces jeunes hommes n'ont pas de formation, aucune préparation et ils ont quitté l'école trop tôt. On pourrait penser que l'Union nationale a tout fait en son pouvoir pour encourager le chômage. Pendant 16 ans, nous avons été administrés par des amateurs qui se proclamaient des professionnels.

Oui, je sais que les membres de l'opposition se vantent d'avoir construit bien des écoles, bien des ponts, mais tous ces contrats ont été accordés comme des faveurs politiques, à des prix exorbitants. L'Union nationale a bâti beaucoup d'écoles, car c'était un moyen de récompenser les amis de ce gouvernement avec de gros contrats. Tout se ramenait à construire des édifices pour enrichir des amis. Au ministère des Travaux publics, on a toujours ignoré la loi constitutive du ministère qui prévoit, à l'article 8, que des soumissions publiques doivent être demandées dans tous les cas, sauf ceux d'urgence et ceux où les travaux se font en régie.

Le système en vigueur était à trois temps: on fixait le prix des travaux à faire, on promettait le contrat à un ami du régime, puis on demandait des soumissions pour la forme. Prenons le cas du pont de Donnacona. Les travaux ont été commencés des semaines avant que le contrat ne soit signé. Le résultat de cette façon d'agir fut que le pont de Donnacona a coûté \$900,000, soit deux fois plus qu'il aurait dû normalement coûter d'après des experts sérieux.

À notre arrivée au pouvoir, on a trouvé, en entrant au ministère des Travaux publics, un véritable fouillis. Il y avait des lettres d'intention ou contrats signés pour 36 ponts que l'Union nationale s'était engagée à faire bâtir dans la période qui a précédé l'élection, au cours des mois de mai et de juin.

Le coût global fixé était de \$4,351,000. Naturellement, nous avions des doutes sur les contrats octroyés à la veille des élections et nous avons fait appel à des experts pour évaluer leurs coûts réels. En demandant des soumissions

publiques, nous avons fait baisser ces prix et fait exécuter le même ouvrage pour seulement \$2,912,000.

Dans ce cas, l'économie fut de \$1,440,000, soit 33 %. Aussi, il y avait dans les dossiers des contrats accordés pour 17 ponts, d'une valeur de \$4,602,000. Les travaux étant commencés, ils ont été arrêtés pour renégocier les contrats et, dans presque tous les cas, l'entrepreneur à qui les travaux avaient été confiés par l'Union nationale a accepté avec joie une réduction allant de 25 % à 40 %; \$670,000 ont été économisés, une économie de 14.5 %. Il était facile de fixer les prix dans les contrats octroyés par l'ancien gouvernement. On a demandé à un entrepreneur s'il consentirait à une réduction sensible dans son prix pour un projet. L'entrepreneur m'a saisi le bras avec enthousiasme en me disant: "Oui, certainement!"

Je ne peux m'empêcher de faire la comparaison instructive entre les données de deux ponts dont les dimensions, presque identiques, permettent une analyse plus facile du coût: le pont de Drummondville, construit sous l'Union nationale, et le pont de Shawinigan, que le gouvernement libéral construit actuellement. Comme il s'agit d'une région bien connue, la comparaison prend un caractère tout particulier. Le pont de Shawinigan a une surface de 53,400 pieds carrés; celui de Drummondville, 63,900. Pour la substructure et les dalles, le béton à Shawinigan, a coûté \$70.70 la verge cube; à Drummondville, \$239 la verge cube soit, au total, \$754,749 dans le premier cas et \$1,631,700 dans le second. L'acier pour la superstructure à Shawinigan a coûté 16 cents la livre, et 35 cents la livre à Drummondville, soit \$558,000 à Shawinigan et \$1,568,300 à Drummondville. En établissant le prix des deux ponts au pied carré, le pont de Shawinigan a coûté \$1,312,749, ou \$24.58 le pied carré, et celui de Drummondville \$3,200,000, ou \$50.50 le pied carré. C'est plus que le double dans le cas de Drummondville. J'ai également des documents prouvant que des actes similaires ont été faits dans le domaine des ressources hydrauliques.

**M. Johnson (Bagot):** Comme il a été rapporté que les contrats des travaux publics et des ressources hydrauliques seront examinés par une commission d'enquête parlementaire, le député de Montréal-Laurier n'a pas le droit de nuire aux procédures préliminaires, conformément aux règlements de la Chambre.

**M. Talbot (Chicoutimi)** invoque l'article 680 du Règlement. Le ministre, dit-il, vient de faire un discours qui ne le grandit pas. Tout ce discours est hors d'ordre

puisque le gouvernement a ordonné une enquête sur la gestion des affaires de la province par l'Union nationale. Un député n'a pas le droit de préjudicier à cette enquête. Je demande à l'Orateur de rappeler à l'ordre le ministre à cause de la règle *sub judice*.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Mon collègue a le droit de donner les faits qu'il vient de soumettre à la Chambre. Le principe du *sub judice* s'applique pour un tribunal, non pour une commission chargée seulement d'enquêter. Il n'y a pas de procès en attente et la commission d'enquête parlementaire n'a pas été chargée d'enquêter sur de tels contrats.

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement a déjà soumis aux avocats de la commission d'enquête les contrats des Travaux publics et des Ressources hydrauliques.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le gouvernement a simplement demandé aux avocats de placer les faits devant ce tribunal.

**M. Tellier (Montcalm)** soutient le point de vue du député de Chicoutimi (M. Talbot) sur le préjudice possible à l'enquête.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Est-ce que l'Union nationale se sent coupable au point de penser qu'un procès se prépare?

**M. Johnson (Bagot)** proteste vivement!

#### Décisions de l'Orateur:

##### Question préjudiciable à un procès pendant

**M. l'Orateur**, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que l'article 680 du Règlement ne peut s'appliquer que dans le cas d'un procès pendant, et puisqu'il n'y a pas actuellement de tel procès pendant, le point d'ordre soulevé par le député de Chicoutimi (M. Talbot) est rejeté.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, Vaillancourt, 46.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Cloutier, Cottingham, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, 30.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur l'adresse.

**M. l'Orateur** avertit le représentant de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) que son heure de parole est expirée.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** dit n'avoir pas pu parler plus longuement des Ressources hydrauliques. J'attends encore, dit-il, le retour à mon département des dossiers que le député de Bagot (M. Johnson) a apportés chez lui en quittant le ministère. Quant aux discours de l'Union nationale sur mon administration, répète-t-il, ils sonnent faux et ressemblent à un glas funèbre.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** J'entrerai sans délai dans le vif d'un sujet qui fait la manchette des journaux<sup>9</sup> depuis quelques jours et qui est de nature à faire planer des doutes sur la réputation des gens qui siègent de ce côté-ci de la Chambre. À 1 h 30, cet après-midi, j'ai reçu du ministre de la Justice du Canada (l'honorable Davie Fulton) un message m'informant que le dossier était transmis à la police provinciale. Pendant que j'étais en Chambre, un officier de la Gendarmerie royale est venu porter à mon bureau, ou plutôt, au bureau de l'assistant-procureur général, le dossier complet de la Gendarmerie. La Gendarmerie royale, tout comme la Sûreté provinciale, avait reçu instruction de faire enquête sur un rapport de presse affirmant que des faux billets d'une valeur totale de \$2,500,000 avaient été offerts à des candidats lors de la dernière élection

provinciale. L'affaire a commencé suite à la publication d'une histoire, il y a 10 jours de cela, dans *Nouvelles Illustrées*, une revue de Montréal qui appuie l'idéologie de l'Union nationale.

La nuit dernière, la Sûreté provinciale, sur un mandat de perquisition, se rendait dans un luxueux hôtel de Montréal<sup>10</sup> afin d'y découvrir des bandes magnétiques sur lesquelles on aurait enregistré des déclarations fabriquées de toutes pièces. Dans la chambre en question, la police a effectivement mis la main sur l'original des faux affidavits signés par deux figures importantes de la plaisanterie, a découvert les bandes magnétiques, les a saisies, et a constaté la présence de Serge Brousseau, André Lecompte et Gérard Gagnon (dit "Private Eye")<sup>11</sup>. Tous trois sont de *Nouvelles Illustrées*, journal cher au député de Bagot, amis de l'Union nationale et défenseurs de la morale au Québec. Brousseau avait un revolver (il aurait d'ailleurs un permis de port d'armes). Une autre arme à feu non enregistrée se trouvait également dans la chambre... ainsi qu'un exemplaire du journal. Gagnon, déjà condamné à la prison pour trafic de fausse monnaie, a failli avoir une crise d'apoplexie en voyant les policiers faire irruption dans la pièce.

Le premier rapport de la police montée, qui remonte à plusieurs semaines déjà, qualifiait de machination politique cette affaire de faux billets. Et cette machination était dirigée contre le député de Québec (M. Bédard) qui a fait une déclaration hier en cette Chambre qui devrait écarter tout soupçon à son sujet<sup>12</sup>. Le deuxième rapport de l'enquête de la police montée confirme les conclusions de l'enquête de la police provinciale. Les documents parlent d'eux-mêmes. Je crois que la meilleure façon de mettre les faits en pleine lumière, c'est de vous donner lecture des documents que j'ai devant moi.

Dans le comté de Rouville, le député de Bagot a déclaré, quand a paru cette histoire de faux billets dans *Nouvelles Illustrées*: "Nous n'avons pas peur de la lumière", insinuant que les politiciens qui pourraient être impliqués dans cette affaire étaient du côté libéral. Mais lorsqu'un journal<sup>13</sup> a apporté des faits qui contredisaient les assertions antérieures du député de Bagot, son attitude a changé... Il est soudain devenu un grand justicier et a demandé que toute la lumière soit faite. Il paraissait alors bien moins certain de lui.

**M. Johnson (Bagot):** Je soulève un point d'ordre! Dans Rouville, j'ai dit en exhibant le journal qui était en circulation et qui ne mentionnait pas de nom et ne désignait pas de parti, que cet article

pouvait jeter des doutes sur la réputation de députés tant de l'Union nationale que du Parti libéral. J'ajoutais que s'il y avait des coupables, il convenait de les trouver et de les punir. Je concluais en disant que nous, de l'Union nationale, nous étions certains que l'argent contrefait n'avait pas été mis en circulation et utilisé par des députés de notre parti, que, si un parti politique était impliqué là-dedans, conséquemment, c'était le Parti libéral...

#### **L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Merci au député pour ses dernières paroles, elles confirment les rapports des journaux. J'ai entendu parler de l'affaire des faux billets pour la première fois en septembre, mais non pas par les voies ordinaires, c'est-à-dire par celles de la police, mais par d'autres personnes. Trois des individus qui sont impliqués dans cette fumisterie sont Gaston Alain, Jean-Paul Pouliot et un nommé Arsenault, qui sont tous des récidivistes. L'enquête de la Sûreté provinciale a été conduite par l'inspecteur général J.-Alphonse Matte, à la suite du rapport de la Gendarmerie royale qui déclarait, après l'enquête ordonnée par le ministre fédéral de la Justice (l'honorable Davie Fulton), qu'il s'agissait d'une gigantesque fumisterie politique. À tous les tournants de l'enquête conduite par l'inspecteur Matte, on retrouve des noms de personnalités de l'Union nationale: le député de Dorchester (M. Bégin), M. Gérald Martineau, le notaire Cossette, ancien candidat à la mairie de Québec, Me Raymond Maher, avocat de Québec, et autres. À la lecture du rapport de l'inspecteur-général Matte, les membres de l'opposition vont sursauter, car c'est un scandale retentissant qui intéresse toute la province<sup>14</sup>.

Sûreté province de Québec

Quebec Provincial Police

Procureur général

Attorney General

1. Pour faire suite à l'entrevue que j'ai eue avec vous, à votre bureau, en date du 10 novembre 1960, au cours de laquelle vous m'avez fourni des renseignements préliminaires, j'ai immédiatement commencé l'enquête se rapportant au sujet ci-dessus.

2. La trame des événements, qui ont entouré un soi-disant transport d'argent de Montréal à Québec, aurait pris origine à Québec et se serait décidée en principe chez Me Raymond Maher. Le ou vers le 24 juin 1960, Jean-Paul Pouliot eut une conversation avec l'avocat Maher au sujet de faux billets de banque. Il fut dès lors décidé que Pouliot

serait bien rémunéré et que, pour l'aider, il lui enverrait son homme qui fut subséquemment identifié par Pouliot comme étant Robert "Bob" Châteauneuf, constable du CNR (Canadian National Railways), résidant à Québec.

3. Pouliot, qui est un récidiviste, s'était adjoint Gaston Alain, également récidiviste, et tous deux ont préparé un plan dans le but de soustraire des sommes d'argent de Châteauneuf, en lui faisant miroiter l'idée qu'ils transportaient des faux billets de Montréal à Québec et que cet argent était livré à Me Jean-Jacques Bédard, à un endroit fictif que l'on avait désigné comme étant la rue Beaulieu, à Saint-Émile. Châteauneuf aurait jeté dans la conversation les noms d'autres avocats que Bédard, parmi ceux qui recevaient des faux billets, et Pouliot reconnaît avec obligeance et empressément que Mes Bienvenue, Turgeon et Létourneau étaient de ceux-là.

4. Châteauneuf désirait ardemment prendre sur le fait ceux qui transportaient de l'argent et, d'une part, Pouliot et Alain savaient bien la chose impossible, puisqu'il était à leur connaissance que rien de la sorte n'existait; mais, toujours dans le but de soustraire quelque argent de ceux qui faisaient marcher Châteauneuf, ils se laissèrent guider par lui. C'est ainsi qu'une rencontre aurait eu lieu au Club Renaissance. D'après Pouliot, l'optométriste Marcel Tremblay l'aurait conduit, avec Châteauneuf, auprès du député J.-D. Bégin. Ce dernier, après avoir été mis au courant des soupçons pesant sur les avocats susmentionnés, désirait avoir de Pouliot et ses complices, qui transportaient l'argent, des déclarations assermentées. Lorsque Pouliot aborda la question récompense, M. Bégin aurait dit: "Tu en parleras à Châteauneuf, je ne veux pas que mon nom soit mentionné". Ceci se serait passé le ou vers le vendredi, 29 juillet.

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai reçu la visite à quelques reprises des gens dont il est fait mention dans la déclaration. J'ai reçu le Dr Tremblay qui m'a dit qu'un ami était au courant d'une affaire de faux billets de banque. Au cours de l'entrevue, Robert Châteauneuf m'a dit qu'on pourrait mettre la main sur ceux qui fabriquaient les plaques. Il a mentionné l'endroit où cette opération s'effectuait, tout en ajoutant qu'il n'était pas tout à fait certain de ce détail. J'ai dit à ces gens qu'ils devaient transmettre les renseignements qu'ils possédaient et tout remettre ce qu'ils avaient entre les mains de la Gendarmerie royale. Je voulais que l'on procède normalement. La Gendarmerie réclamait la collaboration de tous les citoyens.

**M. Talbot (Chicoutimi)** demande au procureur général de déposer une copie de ce rapport pour l'usage de la Chambre.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Je n'ai aucune objection mais, dit-il, je n'ai en ma possession que l'original dont je ne veux pas me départir. Je n'ai pas de copie. (Poursuivant la lecture du rapport Matte) 5. Le même soir, Jean-Paul Pouliot, alors qu'il était accompagné de Robert Châteauneuf, se serait rendu au restaurant Bal Tabarin où se trouvait Gaston Alain. À cette occasion, une somme de \$500, fournie par Châteauneuf, fut remise à Gaston Alain par Pouliot, pour l'indemniser de la déclaration qu'il consentira à signer au paragraphe 7 de ce rapport.

6. Ce même 29 juillet, vers 11 heures p.m., à l'étude de M. Raymond Cossette, N.P., rue Saint-Vallier, Pouliot, en présence du notaire, de sa secrétaire et de Châteauneuf, faisait et signait, en quatre copies, une déclaration assermentée dans laquelle, selon ses propres aveux, sachant que c'était faux, il affirmait avoir, en mai et juin, transporté de Montréal à Québec, et livré à Me Bédard ou aux autres avocats, des liasses de faux billets de \$10 pour des sommes variant de \$40,000 à \$50,000 par expédition; à la liste des personnes incriminées, Pouliot ajoutait le nom de son propre procureur, Me Séverin Lachapelle, et les noms fictifs de filles qui auraient accompagné ceux qui faisaient, la livraison des billets; il donnait en outre la description des routes qu'on avait empruntées pour atteindre Québec.

7. Quelques jours s'écoulèrent et, entre-temps, Pouliot avait eu soin de renseigner Alain, son comparse, sur ce qu'il devrait dire dans une prochaine déclaration qu'il serait appelé à faire devant le notaire Cossette, toujours dans l'idée de poursuivre leur but et de soutirer le plus d'argent possible du constable du CNR, qu'on qualifiait "le grand fou à Châteauneuf". De fait, une semaine plus tard, Alain faisait une déclaration similaire à celle de Pouliot, et lorsque le notaire posait des questions pour faire préciser certains faits et que Alain ne pouvait répondre, Pouliot venait à son secours et suggérait les noms et les endroits qu'il fallait mentionner.

8. Vers le milieu d'août, avec une automobile de louage, Châteauneuf et les deux comparses, Pouliot et Alain, font un voyage à Montréal. Le voyage a pour but de rencontrer les filles qui font partie du racket de la fausse monnaie. Ici encore, Pouliot a réussi à abuser de Châteauneuf, en visitant avec lui plusieurs clubs de la métropole, où les filles

recherchées furent naturellement introuvables. Nos trois personnages revinrent à Québec et ils se font intercepter à l'entrée de la ville par quatre voitures de la RCMP (Royal Canadian Mounted Police ou Gendarmerie royale du Canada), qui surveillent les suspects au sujet de violation aux lois fédérales. Il ne semble pas, à ce moment, que l'on ait été tellement pressé de questions, puisque le trio fut relâché incessamment.

9. Le 20 août 1960, furent louées deux chambres à l'hôtel Vaudreuil, Saint-Roch, Québec, soit les chambres 16 et 18. Le but de cette location était d'y recevoir ceux qui feraient livraison des faux billets (la fumisterie continue), et on y retrouve outre Pouliot et Alain, Châteauneuf et Me Émilien Simard; celui-ci se lasse d'attendre et quitte les lieux à 2 heures a.m.

Poursuivant toujours leur dessein, nos deux récidivistes donnent, le 19 août, des informations additionnelles à Châteauneuf et réussissent à lui extorquer un autre mille dollars, en lui donnant des noms et des numéros de licences fictifs de ceux devaient faire le transport d'argent entre Montréal et Québec.

Vers le 15 septembre, Châteauneuf revoit Pouliot, manifeste de l'humeur et lui reproche de l'avoir roulé. Les choses restèrent pendantes et, plus tard, Pouliot dit avoir écrit à l'optométriste Marcel Tremblay, lui disant de laisser dormir toute cette affaire, attendu que Alain et lui-même avaient été bernés dans cette histoire de faux billets.

10. Entre le 15 et le 25 septembre 1960, Jean-Paul Pouliot recevait la visite du caporal Poitras et du constable G. Bishop, de la RCMP. À cette occasion, on lui a exhibé une copie des déclarations que lui et son compagnon avaient faites chez le notaire Raymond Cossette. On lui a posé une question bien directe, à savoir si le contenu de ces déclarations était vrai ou faux. Il a tout nié, en présence de son épouse, Marguerite Garneau, et sa belle-sœur, Georgette Garneau. Les officiers n'insistèrent pas et il eut à signer une déclaration qui détruisait tout ce que produisaient celles faites chez le notaire Cossette; elle réduisait à néant l'histoire du transport et de la livraison de faux billets, en mai et juin, ou depuis.

11. À la suite des dénégations contenues aux deux paragraphes précédents, j'ai de bonnes raisons de croire que la Gendarmerie royale réalisa que l'histoire des faux billets, racontée dans la déclaration de Pouliot et Alain, est une vaste fumisterie et elle classe son dossier.

C'est alors qu'apparaît au tableau un nouveau personnage qui va prendre la vedette et les moyens

de ressusciter toute l'affaire et d'organiser une machination que seul un cerveau aussi fertile que le sien pouvait concevoir et exécuter. Il s'agit de ce troublant individu que *Nouvelles Illustrées* désigne sous le nom de "Private eye" dans son numéro du 10 novembre, et qui se nomme Gérard Gagnon; il est bien connu, et depuis longtemps, des milieux policiers de notre province et d'autres lieux; et il a purgé, en 1956 et 1957, une sentence de 18 mois pour complot de fabrication de fausse monnaie.

Gagnon, à la fin de septembre ou au début d'octobre, entre en contact avec Pouliot. Il est en possession de copies des déclarations assermentées et signées par Pouliot et Alain, chez le notaire Cossette. Il invite Pouliot à se liguier avec lui pour faire revivre sous une nouvelle couleur, la machination que la RCMP a confondue.

Ayant fait de la prison ou de la détention en même temps, les deux se connaissent bien. Au cours d'un premier entretien, Gagnon aurait dit:

"Laisse-moi mener ça, on va faire d'autres argents"; qu'il fallait ressusciter cette affaire de faux billets et qu'elle sera plus payante.

On imagine un plan d'enregistrement sur bande sonore de conversations qui furent arrangées de manière à remettre en marche toute cette affaire qui venait de tomber. On en trouvera les détails savoureux dans la dernière déclaration de Pouliot, en date du 12 novembre; elle est annexée à mon rapport.

Il faut cependant que je souligne que, sur une première bande de conversation entre Gagnon et Pouliot, on allègue, paraît-il, que Robert Châteauneuf était de connivence avec le constable G. Bishop, de la Gendarmerie royale, au service du Parti libéral, et que tous deux avaient saboté l'enquête de la RCMP. D'après Gagnon, Bishop trahissait la force à laquelle il appartenait dans le but d'obtenir un emploi de la Police provinciale par l'intermédiaire de deux de ses anciens compagnons de travail.

La conversation enregistrée sur la bande sonore, entre Gagnon et Pouliot, ferait aussi allusion à l'intention qu'on avait, si on n'était pas satisfait de la tournure que prendrait la nouvelle enquête, d'aller dénoncer au procureur général la conduite de MM. Bégin et Martineau, qui avaient payé pour ce qu'on connaît déjà. Hypocritement, Gagnon dit à Pouliot qu'il faut attendre la tournure des événements, d'avoir confiance en lui et que, si tout marche bien, il y a de grosses chances d'avoir le prix qu'il exige pour ses services, à savoir \$15,000.

Gagnon a pris une série de photographies pour mieux convaincre les gens de la véracité de son stratagème diabolique.



12. Pour donner plus d'ampleur et mieux convaincre ceux à qui l'on devait remettre ou vendre ces renseignements, l'on eut l'heureuse idée de préparer une déclaration que devait signer un illettré, autre comparse de prison de ces messieurs, soit Raymond Arsenault. Cette machination nouvelle fut faite vers le 9 novembre 1960.

Pouliot, au bureau de Jobidon, rencontre Gérard Gagnon qui se donne le titre d'avocat et Arsenault croit comprendre qu'il s'agit d'une affaire d'élection. Après qu'il eut été rassuré qu'il ne courait aucun danger, on lui fit dire ou signer qu'il avait transporté de faux billets, en compagnie d'une fille de Montréal, qu'il était allé les dépenser à 2 rue Beaulieu, Saint-Emile, et remis à un nommé Bédard; on lui laisse entendre qu'il y avait aussi un avocat du nom de Turgeon mêlé à cette affaire; après quoi, on lui dit: "Vous pouvez signer", et il signa effectivement Raymond Arsenault, 705 Côte Sainte-Geneviève.

Pour le rôle qu'il jouait dans cette affaire, on avait promis à Arsenault de lui donner une somme de \$2,000, et il reçut à ce moment le montant de \$400, qui fut partagé entre lui, Pouliot et Alain. Gagnon rassura à nouveau Arsenault qui paraissait inquiet, en lui répétant qu'il ne courait aucun danger, mais qu'il s'agissait de faire une bombe politique aux libéraux pour publication dans les journaux, c'est-à-dire de renouer le complot ourdi contre les libéraux et que la RCMP avait réduit à néant par son enquête des mois d'août et septembre.

13. Quelques jours plus tard, Gagnon enregistre, sur bande sonore, une autre conversation qui ressemble étrangement à la déclaration que Pouliot avait faite chez le notaire Cossette. On fait allusion en outre à des déclarations que Gagnon ou Pouliot auraient obtenues de certaines filles et à certaines photos qu'on aurait prises.

14. Conclusion: J'ai obtenu des déclarations de Jean-Paul Pouliot, Raymond Arsenault et Gaston Alain. Elles sont annexées au présent rapport. J'ai eu un premier entretien avec Robert "Bob" Châteauneuf, constable du CNR qui est aussi à l'emploi, à temps partiel, de Me Raymond Maher, avocat de Québec. L'inspecteur Tansey, du CNR, m'a informé que Châteauneuf a été au service d'un parti politique au cours de la dernière campagne électorale provinciale. Il m'a été impossible d'avoir des aveux ou des renseignements utiles de la part de Châteauneuf. Au cours du second entretien que j'ai eu avec lui et qui a suivi la déclaration du ministre de la Justice que l'enquête était rouverte, Châteauneuf m'a déclaré qu'il ne pouvait rien me dire, parce que deux enquêteurs de M. Fulton devaient le rencontrer le

même jour et que c'est à eux uniquement qu'il devait dire ce qu'il savait.

J'ai raison de croire, suivant les informations que j'ai recueillies, que Gagnon aurait négocié les bandes sonores qu'il a enregistrées et les photos qu'il a prises.

Il est pénible que des avocats, tels que Mes Jean-Jacques Bédard, Jean Bienvenue, Jean Turgeon, Marcel Létourneau et Séverin Lachapelle, aient pu être dénoncés pour s'être associés à des canailles de la pègre qui ont tous des dossiers judiciaires fort chargés et qui ont machiné pour soutirer de l'argent de certains individus qui voulaient, en se servant d'eux, éclabousser un parti politique, un complot qu'une enquête de la RCMP avait déjà crevé, il y a plusieurs semaines, et que le triste sire qui se nomme Gérard Gagnon a fait revivre; ce complot trouve son aboutissement dans le numéro de *Nouvelles Illustrées* du 12 novembre (où on parle de \$2,500,000 de faux billets qui auraient été utilisés pour des fins électorales).

Il est navrant qu'il se trouve des journaux ou des gens pour imprimer ou croire pareilles absurdités, sans vérification ou réflexion sérieuse.

J'espère que la RCMP aura tôt fait de faire exploser sur la tête des coupables "la bombe de M. Gérard Gagnon". La chose presse, il faut crever l'abcès parce que des réputations et des noms honorables ont été salis.

(signé) J.-A. Matte  
Inspecteur général

(Fin de citation) Mardi soir, Pouliot a été amené par deux hommes à Montréal où, dans un hôtel, il a rencontré Gagnon. Celui-ci a fait signer à Pouliot une déclaration suivant laquelle, lui, Pouliot, affirme n'avoir rien dit à la police. Pouliot a été aussitôt après ramené à Québec pour comparaître en cour, dans la matinée<sup>15</sup>. Pour cette déclaration, Pouliot a reçu une somme d'argent que sa femme a remise à la police.

Le département du procureur général a décidé de procéder par mandat de perquisition pour mettre la main sur des bandes sonores et des photos. La police s'est rendue la nuit dernière dans un hôtel luxueux de Montréal.

Qu'a-t-elle trouvé? Le journal *Nouvelles Illustrées* bien étalé et les personnages intéressés dans ce journal, Serge Rousseau et André Lecompte. Rousseau portait sur lui un revolver et il y avait un autre revolver chargé de six balles dans la pièce. Nous avons les bandes sonores, à l'heure actuelle,

mais nous n'avons pas les photos. Nous avons aussi l'original de la déclaration que Pouliot déclare avoir donnée à Gagnon.

Cette longue histoire qui tient du roman, cette comédie, n'avait rien de gai pour des honnêtes gens comme le député de Québec (M. Bédard), qui a reçu de nombreux appels téléphoniques à ce sujet, à qui on a dit de surveiller la parution de *Nouvelles Illustrées* et qui a été la cible d'accusations qui circulaient sous le manteau, et les avocats libéraux Jean Bienvenue, Jacques Bédard, Jean Turgeon, Marcel Létourneau et Séverin Lachapelle qu'on voulait mêler à ce prétendu scandale.

On voit où une feuille comme *Nouvelles Illustrées* va puiser ses renseignements pour nuire à un parti politique. Il est aussi inconcevable de voir que des avocats et des notaires se soient prêtés au jeu de repris de justice comme les Pouliot, Alain, Arsenaault et Gagnon.

En présence d'un dossier comme celui que je viens de lire, j'ai peine à retenir mon indignation. Et tout homme sérieux doit être dans le même cas en se rendant compte qu'on a voulu engager dans cette affaire un parti politique.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**  
Comme il est 6 heures, je demande l'ajournement du débat à demain<sup>16</sup>.  
Adopté.

**M. Talbot (Chicoutimi)** passe une remarque<sup>17</sup>.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**  
Je tiens à dire que les seules personnes impliquées dans cette affaire sont des gens de l'Union nationale!

**M. Talbot (Chicoutimi)** insiste pour obtenir l'ajournement des débats<sup>18</sup>.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**  
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### NOTES

1. Selon *Le Nouvelliste* du 17 novembre 1960, à la page 1, M. Maltais mentionne que le montant global se situe à \$279,000,000.

2. M. Maltais fait référence aux articles publiés par les journaux à la suite de la parution d'un bulletin du Bureau fédéral de la statistique portant sur le chômage. Voir *Le Devoir* du 16 novembre 1961, à la page 3.

3. Le Rapport Tremblay (ou Commission Tremblay) est un autre titre du *Rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels* de 1956 présidé par le juge Thomas Tremblay. Cette commission est créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remet son rapport en 1956 et propose entre autres une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

4. Nos sources ne nous livrent pas cette portion de texte du Rapport Tremblay, mais nous sommes portés à croire que M. Maltais cite cette section. *Rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, vol. I, p. 292-293.

5. Maurice Lamontagne enseigne à l'Université Laval de 1943 à 1954, devient fonctionnaire fédéral de 1954 à 1957 et conseiller de Lester B. Pearson de 1958 à 1963. Il est élu à la Chambre des communes en 1963 et nommé au Sénat en 1967. Il est président du Conseil privé et secrétaire d'État dans le cabinet Pearson de 1963 à 1965. Il contribue à l'arrivée de M. Lesage sur la scène provinciale en 1958.

6. Selon *Le Devoir* du 18 novembre 1960, à la page 16, pendant ce premier discours de M. Lévesque à l'Assemblée législative, "le ministre était remarquablement calme."

7. M. Lévesque fait référence à la commission Salvas dont les travaux débutent le 7 décembre 1960.

8. *Le Soleil* du 17 novembre 1960, à la page 45, rapporte que la voix du député est alors couverte par des voix provenant de la droite.

9. *La Presse* fait partie de ces journaux, et dans son édition du 17 novembre 1960, à la page 1, elle

affirme que M. Lapalme a "tenu à féliciter *La Presse* pour la façon honnête dont elle avait conduit son enquête".

règlement relative à ces dernières remarques du procureur général.

10. Cet hôtel est le Royal Embassy, selon *La Presse* du 17 novembre 1960, à la page 1.

11. *La Presse* du 17 novembre 1960, à la page 1, écrit que "Private Eye" est le surnom donné par l'hebdomadaire *Nouvelles Illustrées* à Gérard Gagnon.

12. *L'Événement-Journal* du 18 novembre 1960, à la page 27, indique que de manière à démontrer toute la confiance qu'il a pour le député de Québec (M. Bédard), M. Lapalme annonce le 17 novembre 1960, lors d'une conférence de presse, qu'il en fait son assistant parlementaire.

13. Ce journal serait *La Presse*. Voir *La Presse* du 17 novembre 1960, à la page 2.

14. *La Presse* du 17 novembre 1960, à la page 1, rapporte que pendant la lecture du rapport Matte, un "silence tendu plane dans l'Assemblée législative". *L'Action catholique* du 17 novembre 1960, à la page 1, écrit que la "Chambre est rendue muette par la stupeur." *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 1, relate que "la révélation du complot a créé des moments dramatiques parmi l'Assemblée des députés". *The Quebec Chronicle-Telegraph* du même jour 1960, à la page 1, ajoute que pour le discours de M. Lapalme, la tribune est remplie à pleine capacité.

15. Selon *Le Soleil* du 17 novembre 1960, à la page 14, *L'Événement-Journal* du 17 novembre 1960, à la page 12, et le *Montréal-Matin* du 17 novembre 1960, à la page 12, c'est Gérard Gagnon qui a comparu en cour et non Pouliot.

16. *L'Événement-Journal* du 17 novembre 1960, à la page 1, écrit "que la séance a été levée alors que le procureur général n'avait pas encore eu le temps de terminer la lecture des affidavits qu'il avait en sa possession".

17. Selon *La Presse* du 18 novembre 1960, à la page 2, M. Lapalme révèle, dans la séance du 17 novembre 1960, que M. Talbot aurait dit à ce moment-là qu'il y avait des membres du gouvernement impliqués dans l'affaire.

18. À la séance du lendemain (17 novembre 1960), le chef de l'opposition soulève une question de



Séance du jeudi 17 novembre 1960

### Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!<sup>1</sup>

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Brousseau);
- de la ville de Chicoutimi-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Harvey);
- de la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant l'entente intervenue entre eux et la Reynolds Aluminum Company of Canada, Ltd. (M. Laroche);
- du Cercle universitaire de Montréal, inc., demandant l'adoption d'une loi lui octroyant des pouvoirs spéciaux (M. Lavoie);
- de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de Joseph Fortier et autres, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'incorporation de la Fédération des commissions scolaires catholiques de Québec (M. Morissette);
- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouimet);
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Parent);
- de Walter Angell et autres, demandant l'adoption d'une loi abrogeant les dispositions de l'article 655 du Code municipal pour la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, limitant le taux de la taxe affectant certaines propriétés (M. Thérberge);
- de la ville de Candiac, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thérberge);
- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Harvey);
- du syndicat des fiduciaires de l'Université Laval, demandant l'adoption d'une loi dans le but de lui permettre de placer des fonds à son entière discrétion (M. Jourdain).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec, demandant l'adoption d'une loi étendant et refondant ses pouvoirs corporatifs (M. Boudreau);
- de la communauté des religieuses de l'Hôpital général de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant ses pouvoirs corporatifs et changeant son nom en celui de l'Hôpital général de Québec (M. Boudreau);
- de sœur Marie-Thérèse Trudelle et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Monastère des Augustines de l'Hôpital général de Québec (M. Boudreau);
- de sœur Marie-Régina Blanchette, en religion sœur Saint-Zéphirin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec (M. Boudreau);
- de la communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de l'Hôtel-Dieu de Québec (M. Cloutier);
- du monastère des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, demandant l'adoption d'une loi annulant son incorporation actuelle et le constituant en corporation sous le nom des Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec (M. Cloutier);
- de la corporation de la paroisse de Sainte-Anne-des-Monts, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jourdain);
- de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lalonde);
- de la Commission scolaire de la ville de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi concernant l'entente avec la compagnie Richmond Pulp & Paper Co. of Canada, Ltd. (M. Lemieux);
- de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lizotte);
- de la cité de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi concernant l'établissement Golden Eagle Refining Co. of Canada, Ltd. (M. Meunier);
- de la cité de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant des résolutions

d'emprunt adoptées par la Commission métropolitaine de Montréal (M. Meunier);

- de Quebec Gas Transmission Lines, Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);

- de la ville de Pointe-du-Moulin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);

- de la corporation du Centre commémoratif d'habitation de la Légion du Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);

- de la Société des techniciens en rayons X de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'incorporer la Société des techniciens en radiologie médicale du Québec (M. Lavoie);

- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);

- de la Fraternité des propriétaires de taxis de Montréal, demandant l'adoption d'une loi régissant la taxe sur les propriétaires de taxis de l'île de Montréal (M. Lavoie);

- de la corporation du collège Sainte-Marie et la corporation du Collège Jean-de-Brébeuf, demandant l'adoption d'une loi les fusionnant en une nouvelle corporation sous le nom de Université Sainte-Marie (M. Lavoie);

- de l'Entr'aide immobilière Laurentienne, demandant l'adoption d'une loi augmentant ses pouvoirs actuels (M. Lavoie).

#### **Rapports des comités permanents:**

**M. Dionne (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Société coopérative des pomiculteurs de Frelighsburg, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom corporatif en celui de la Coopérative des pomiculteurs de Frelighsburg;

- de Montreal Milk Producers Co-operative des producteurs de lait de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de St. James' Club of Montreal, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de "Saint James' Club of Montreal" et modifiant sa charte;

- des Messagères de Jésus, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation;

- de la Commission des écoles catholiques de Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

#### **Projets de loi:**

##### **Club St. James de Montréal**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 concernant le club St. James de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Montreal Milk Producers Cooperative**

**M. Binette (Deux-Montagnes)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 concernant Montreal Milk Producers Cooperative des producteurs de lait de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Société des pomiculteurs de Frelighsburg**

**M. Brown (Brome)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 concernant la Société coopérative agricole des pomiculteurs de Frelighsburg.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Charte de Terrebonne**

**M. Lavoie (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 modifiant la charte de la ville de Terrebonne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Messagères de Jésus**

**M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 constituant en corporation Les Messagères de Jésus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Commission des écoles catholiques de Shawinigan**

**M. Laroche (Portneuf)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 accordant certains

pouvoirs spéciaux à la Commission des écoles catholiques de Shawinigan, comté de Saint-Maurice.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Marian L. Lewandowski**

**M. Laroche (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marian L. Lewandowski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Congrégation Beth-El**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 modifiant la charte de Congrégation Beth-El soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Paul Lacoste**

**M. Binette (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Lacoste à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **St. Andrew's United Church**

**M. Jourdain (Gaspé-Nord)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 autorisant la Congrégation St. Andrew's United Church, des cité et district de Trois-Rivières, à vendre, céder ou transporter un certain lot de terre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Peter Michael Pitfield**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Michael Pitfield à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Adresse en réponse au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 16 novembre courant, sur la motion proposée par le député de Laval (M. Lavoie), dont elle a été saisie vendredi le 11 novembre dernier: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)**  
(Se lève pour continuer son discours de la veille)<sup>2</sup>.

#### **Explications sur des faits publiés:**

##### **Article paru dans *Le Devoir***

**M. Talbot (Chicoutimi)** interrompt le procureur général. (Il tient d'une main un exemplaire du journal *Le Devoir*). À titre de chef de l'opposition, dit-il, je veux protester avec toute l'énergie dont je suis capable contre le titre faux et mensonger que l'on trouve dans ce journal du matin, organe officiel ou officieux du Parti libéral.

**Des voix ministérielles:** Ah, ah!<sup>3</sup>

**M. Talbot (Chicoutimi):** Voici le titre: "L'affaire des faux billets éclate dans le visage de l'Union nationale. Des bandits, des personnalités de l'Union nationale, Brousseau et Lecompte ont été mentionnés"... C'est un gros titre sur huit colonnes sur l'affaire des faux billets de banque. Si l'on parcourt le compte rendu, dans une autre page, on se rend compte que le journal souligne que "les fausses déclarations faites sous serment par Pouliot devant Me Cossette devaient incriminer des personnalités du Parti libéral." Outre le député de Québec (M. Bédard), on y mentionne trois avocats en vue de ce parti. Le titre est contraire aux assertions qui suivent dans la nouvelle proprement dite. Voilà qui démontre la

fausseté du titre et la malhonnêteté du journal. Je tiens à protester avec ma dernière énergie. Dans cette province, le journalisme devrait être autre chose que du jaunisme...

(Rires dans les tribunes)

### Questions de règlement:

**M. Talbot (Chicoutimi)** demande la permission d'exposer un point d'ordre et de règlement pour protester, dit-il, contre le fait que le procureur général (l'honorable M. Lapalme) n'a pas, hier, déposé sur la table de la Chambre le rapport de l'inspecteur J.-Alphonse Matte, document dont il a pourtant, au mépris des droits des députés, donné des exemplaires aux journalistes.

Les règlements sont impératifs sur ce point. Le procureur général avait répondu qu'il n'avait en sa possession que l'original, dont il ne voulait pas se départir. Il a ajouté qu'il n'en avait pas de copies. Or ces copies, il les avait puisqu'elles ont été remises aux journalistes après la séance. L'organe officiel du Parti libéral, *Le Devoir*, en publiait le texte ce matin. Depuis quand les journaux ont-ils plus de droits que les députés en cette Chambre?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Je n'ai pu fournir les exemplaires au greffier pendant la séance d'hier parce qu'ils n'existaient pas. La demande de production des duplicata est venue à 6 heures, au moment où la séance finissait, et cette production ne pouvait avoir lieu, en vertu des exigences du Règlement, avant que l'Assemblée législative ne se réunisse de nouveau.

Après la séance d'hier, des journalistes sont venus me trouver et m'ont demandé de leur prêter l'original du rapport Matte pour en faire des copies. C'est comme cela que des journaux publiaient le rapport, ce matin. J'ai moi-même fait faire une copie photostatique du rapport à l'intention de la Chambre et, comme juste à ce moment l'Assemblée législative recommence à siéger, je remets au greffier les papiers réclamés.

### Dépôt de documents:

#### Faux billets de banque

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** dépose sur le bureau de la Chambre un rapport de la

police provinciale concernant de faux billets de banque. (Document de la session no 12)

Il rappelle le nouveau règlement que l'Union nationale a fait appliquer l'année dernière et qui reste en vigueur jusqu'ici pour la consultation de tels documents. Le Règlement stipule qu'un député, qui veut prendre connaissance d'un de ces écrits doit le faire sur place, soit dans le bureau des archives, et n'a pas l'autorisation d'emprunter le texte pour l'étudier ailleurs.

J'attire l'attention de l'Orateur sur le règlement en question, approuvé à l'unanimité par les députés de l'Union nationale dans des temps qui leur étaient plus favorables et fait observer qu'il lui appartient de décider comment l'on procédera à l'avenir.

### Questions de privilège:

#### Propos tenus après l'ajournement du débat

**M. Talbot (Chicoutimi):** Hier soir, il y a eu, à 6 heures, une motion d'ajournement. D'après le Règlement, en pareil cas, toutes les autres affaires cessent et cette seule motion doit être discutée. Le procureur général, qui est avocat et qui est chargé de l'administration de la justice, savait ou devait savoir qu'il ne pouvait dès lors plus rien ajouter. Or, il a ajouté quelque chose. Qu'est-ce qu'a fait le procureur général?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Contez-nous ça!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le procureur général a parlé après la motion d'ajournement, ce qui est défendu. Le procureur général s'est écrié: "Les seules personnes impliquées dans cette affaire sont des gens de l'Union nationale." C'est une injure. L'article 285 du Règlement prescrit qu'on n'a pas le droit d'imputer des motifs indignes à un membre de l'une ou l'autre Chambre, d'employer à son endroit des expressions offensantes, de l'attaquer indirectement ou directement. Il invoque certaines parties du rapport...

**M. l'Orateur:** La question de privilège du député de Chicoutimi (M. Talbot) doit être concise. Ce n'est pas le moment pour le député de faire un discours.



**Des voix de l'opposition:** Bâillon!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Si le procureur général de la province a des accusations à porter, qu'il ait donc le courage de les porter en Chambre!

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** À la suite de ce qui s'est passé hier, je comprends et j'excuse l'énervement du chef de l'opposition. Il se mêle dans la chronologie, dans la suite des événements survenus en Chambre.

Il a commencé par dire qu'il était 6 heures, qu'il était temps d'ajourner. J'ai répondu qu'il n'était pas 6 heures. J'ai entendu le chef de l'opposition, dans le brouhaha de la discussion, dire que les membres du gouvernement étaient impliqués dans l'affaire des faux billets. C'est alors que j'ai répondu...

**Des voix de l'opposition:** Non! Non!

(Les gens dans les tribunes rient et applaudissent le procureur général)<sup>4</sup>.

**M. Tellier (Montcalm):** Manifester ainsi ses sentiments par des applaudissements constitue un accroc au Règlement.

**M. l'Orateur:** C'était justement mon intention d'avertir l'assistance. Je donnerai des ordres pour évacuer la salle si les claquements de mains ne prennent pas fin<sup>5</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je n'ai jamais prononcé les paroles qu'on m'impute.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** L'opposition veut protester et parler d'accusations, d'injures. Pourtant, j'ai lu le rapport Matte pendant une heure. On n'a pas protesté. Bien plus, on m'a demandé de déposer ce rapport sur la table. Pendant qu'on y est, pourquoi ne pas me demander de ne plus parler de cette affaire?

**M. l'Orateur:** La question de privilège du député de Chicoutimi (M. Talbot) est mal fondée. Le chef de l'opposition aurait dû protester lorsque le rapport de l'enquête était lu en Chambre.

Le débat se poursuit sur l'adresse.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** tente de continuer l'exposé qu'il avait commencé la

veille sur l'histoire des faux billets dans le cadre du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Selon les règlements de la Chambre, le procureur général a épuisé le temps qui lui était alloué dans le cadre du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône<sup>6</sup>.

**M. l'Orateur** fait remarquer au procureur général que son temps est expiré.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** demande à l'Orateur de reconsidérer sa décision. Le temps auquel le procureur général a encore droit, dit-il, a été employé à la discussion de points d'ordre et de règlement soulevés par l'opposition. Cela ne doit pas compter sur son temps de parole. Il ne lui reste que 16 minutes<sup>7</sup>. On doit lui permettre de continuer son discours.

**M. l'Orateur** demande le consentement unanime pour que le procureur général puisse continuer.

**M. Talbot (Chicoutimi)** offre de permettre au procureur général (l'honorable M. Lapalme) de continuer, à la condition que l'opposition puisse lui répondre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** refuse tout marché de ce genre, dit-il.

**M. l'Orateur:** Comme il n'y a pas consentement unanime et qu'on pose des restrictions, je maintiens ma décision qui est conforme aux règlements.

Les règlements sont ainsi faits: les votes et les incidents comptent dans le temps de parole d'un orateur. Je suis obligé d'observer les règlements et je maintiens ma décision s'il n'y a pas de consentement sans restriction<sup>8</sup>.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Je ne voulais pas demander de faveur à la Chambre.

(Le procureur général sort de la Chambre avec ses documents sous le bras)<sup>9</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** Il arrive souvent, lorsqu'on veut avoir toute la vérité sur un problème, de faire dériver l'enquête et d'en faire un procès à tendance politique, et l'affaire des faux billets prend une tournure partisane, ce que je déplore. Dans mon cas, je suis fatigué de ces accusations en blanc, de

cette dépréciation systématique du rôle de député, de ces articles de journaux qui jettent le doute sur tout le monde. Ce doute subsiste toujours et nuit au rôle déjà assez difficile de l'homme public. Il est temps de protester.

Quant à moi, connaissant les méthodes utilisées contre moi et mes collègues durant la dernière campagne électorale, connaissant les tactiques des libéraux qui, systématiquement et scientifiquement, ont formé des cellules qui répandent des rumeurs sur chacun de nous afin de nous salir, il était inévitable que je conserve un doute dans cette affaire. Je veux maintenant apporter la version de l'Union nationale. Faisons donc la lumière!

J'ai entendu parler la première fois de l'affaire, lundi le 7 novembre, lorsqu'un ami m'a rapporté qu'un poste de radio de la métropole venait d'annoncer qu'un journal, publiant le lendemain, accuserait des partis politiques d'avoir distribué de la fausse monnaie pendant la campagne électorale. À ce moment-là, j'ai pris mes précautions, parce que j'avais été informé que des cabaleurs libéraux dans Rouville<sup>10</sup> commençaient à accuser l'Union nationale d'avoir distribué des faux billets.

Le lendemain, le journal *Nouvelles Illustrées* fut mis en circulation disant que \$2,500,000 de fausse monnaie avait été livrée à un parti politique. Je n'ai pu découvrir dans cet article de quel parti il s'agissait.

Le 9 novembre, j'ai, dit-il, adressé un message au ministre fédéral de la Justice (l'honorable M. Fulton). Il en donne lecture:

"Un hebdomadaire à fort tirage, *Nouvelles Illustrées*, dans une édition datée du samedi 12 novembre 1960, et mis en vente, hier, 8 novembre, publie un article concernant deux millions de faux billets qui auraient été lancés dans la campagne électorale du 22 juin dernier dans la province de Québec.

"Dans l'opinion de plusieurs personnes sérieuses, et c'est là également mon opinion personnelle, cet article est de nature à jeter dans le public des doutes sur tous les candidats, organisateurs et députés de l'Union nationale et du Parti libéral à l'élection du 22 juin.

"J'estime qu'il serait extrêmement urgent qu'une déclaration du ministère de la Justice vienne donner l'assurance à la population que la lumière sera faite et le plus vite possible et que, si ce scandale est fondé, les coupables seront poursuivis et punis."

La réponse du ministre fédéral de la Justice, reçue le lendemain, m'assurait qu'il prenait l'affaire

en sérieuse considération et qu'une enquête allait être faite par la Gendarmerie royale. Elle se lisait ainsi:

"Ceci confirme le reçu de votre télégramme du 9 novembre, concernant un article paru récemment dans un journal au sujet de l'allégation de la circulation de faux billets durant la campagne électorale de la province de Québec en juin dernier, et exprimant votre inquiétude. Une investigation de ces allégations sera faite aussitôt que possible par RCMP."

#### Dépôt de documents:

##### **Télégramme envoyé au ministre fédéral de la Justice**

**M. Johnson (Bagot)** dépose sur le bureau de la Chambre un télégramme, en date du 9 novembre 1960, adressé à l'honorable M. Fulton, ministre de la Justice, Ottawa, par M. Johnson. (Document de la session no 13)

##### **Télégramme envoyé au député de Bagot**

**M. Johnson (Bagot)** dépose sur le bureau de la Chambre un télégramme en réponse de l'honorable M. Fulton adressé à M. Johnson, le 10 novembre 1960. (Document de la session no 14)

Le débat se poursuit sur l'adresse.

**M. Johnson (Bagot):** Je me suis empressé de dire aux électeurs de Rouville<sup>11</sup> qu'aucun de nous n'était impliqué dans cette affaire. En conséquence, si ce n'était pas notre parti, c'était l'autre. J'ai aussi dit à la population de Rouville qu'il fallait que la lumière soit faite et que le public ne serait pas satisfait qu'on ait mis aux arrêts les distributeurs de petites sommes de faux argent. J'ai également déclaré dans Rouville que, si ce n'est pas vrai qu'un parti politique a été mêlé à cette affaire, que j'insiste tout de même pour que ceux qui ont contribué à la fabrication d'une supposée preuve soient poursuivis et condamnés de façon exemplaire, afin d'inciter les journalistes à être plus prudents à l'avenir.

L'inspecteur Bélec, de la Gendarmerie royale, avait déclaré, dès le mois de juin, que tout un réseau de faux argent existait dans la province. On ne l'a pas trouvé. On n'a pas trouvé non plus ceux qui distribuaient les faux billets, ceux qui avaient les plaques, l'imprimerie et le papier pour les fabriquer.

Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans toute cette affaire depuis le 16 juin et il est dans l'intérêt public qu'on aille au fond des choses.

Le 17 juin 1960, *Le Devoir* avait continué sa besogne, bien agréable pour lui, en annonçant qu'un organisateur de l'Union nationale avait été arrêté à Sept-Îles pour distribution de fausse monnaie et que des accusations seraient possiblement portées contre l'Union nationale. On ajoutait que l'inspecteur Bélec croyait à l'existence d'un réseau organisé pour la mise en circulation de faux billets. La vérité, c'est que trois individus avaient été arrêtés à Sept-Îles mais qu'on ne savait pas, après enquête, à quel parti ils appartenaient. À ce moment, la question des faux billets causait du malaise partout.

Ce n'est donc pas *Nouvelles Illustrées* qui a lancé des noms dans le public, mais le journal dont le chef est le frère d'un chargé de presse du premier ministre<sup>12</sup>. On aurait dû attendre le rapport de la police montée avant de lancer des noms dans le public.

Dans la conférence de presse que j'ai donnée aux quotidiens de Montréal, j'ai, dit-il, déclaré: "Si l'enquête présentement menée par la Gendarmerie royale en marge de l'affaire des faux billets ne répond pas aux questions qui ont été soulevées et qui ont semé l'inquiétude parmi la population, et si elle ne paraît pas en tous points satisfaisante, je demanderai qu'on institue une enquête royale pour tirer l'affaire au clair.

"Si des députés allaient être impliqués dans l'affaire, à quelque parti qu'ils appartiennent, je demanderai qu'une enquête soit instituée par un comité de l'Assemblée législative, qui serait probablement le comité des privilèges et des élections.

"Si, d'autre part, on découvre que ces accusations sont gratuites et qu'aucun politicien n'est impliqué dans ce trafic de faux billets, je suis d'avis qu'on devrait poursuivre ceux qui salissent ainsi les réputations sans se soucier ni des particuliers ni de la réputation de leur province."

Je ne serai pas satisfait, pour disculper complètement l'un ou l'autre des deux partis politiques, d'une déclaration de la police ou d'une déclaration du procureur général qui appartient à l'un de ces partis. Il faut la formation d'une commission royale d'enquête pour faire la lumière sur cette affaire.

Hier, nous avons entendu le procureur général dire que l'inspecteur Matte est bien connu de l'Union nationale...

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**  
(De retour à son siège) Le procureur général a eu

recours à la police qui existait sous l'Union nationale.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**  
C'était une chance à prendre.

**M. Johnson (Bagot):** Je regrette infiniment l'attitude que le procureur général a prise, lui qui est avocat depuis longtemps. Je comprends toutefois qu'il n'est pas encore habitué à son nouveau rôle. Il nous a convaincus qu'il voulait tirer un avantage politique d'un rapport de la police dont il a escamoté certaines parties...

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)**  
proteste contre l'expression.

**M. Johnson (Bagot):** Je voulais plutôt déclarer que le procureur général a lu trop vite certaines parties du rapport. Le procureur général a cité les noms de deux avocats libéraux, connus et respectés, mentionnés dans l'affaire et dont la réputation est défendue dans le rapport de l'enquête. Quand il s'agit d'accusations contre les libéraux, tout soupçon de culpabilité est écarté. Mais lorsqu'il s'agit d'accusations contre d'autres, ceux-ci sont nécessairement coupables. Depuis quand les avocats n'ont-ils pas le droit de recevoir des clients, même les criminels? C'est leur droit après tout!

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**  
Vous lirez les journaux de demain<sup>13</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** Je ne suis pas satisfait et le public n'est pas satisfait qu'un parti, quel qu'il soit, tente de s'absoudre lui-même dans l'affaire des faux billets en publiant un rapport de police. C'est pour cette raison que je viens d'envoyer un nouveau message au ministre fédéral de la Justice (l'honorable M. Fulton) pour lui demander que l'enquête de la Gendarmerie royale dans cette affaire soit prolongée et approfondie, car le gouvernement provincial est à transformer toute cette affaire en question politique. Ce nouveau message se lit ainsi:

"L'honorable Davie Fulton,  
"Ministre de la Justice,  
"Ottawa

"Le 9 novembre, je vous ai prié d'ordonner une enquête judiciaire sur l'affaire des \$2,500,000 de faux billets qui risquait d'éclabousser l'un ou l'autre des deux partis politiques de la province.

"Je vous remercie de vous être rendu à cette demande et je comprends que l'enquête se continue pour rechercher non seulement les petits usagers de la fausse monnaie, mais également, et le plus tôt possible, les distributeurs, les imprimeurs et les fournisseurs de papier.

"Le public a été bien surpris de constater, si les rapports de certains journaux sont exacts, que l'inspecteur Bélec aurait limité ses observations à un aspect qui a permis au procureur général de la province d'entraîner cette grave question dans le domaine politique au moment, précisément, où doivent avoir lieu des élections complémentaires.

"À cause de la valeur douteuse du témoignage de gens sujets à caution, dont les déclarations impliquaient un parti politique, on a repris les témoignages des mêmes gens.

"Et voilà que, sur la foi de ces gens qui contredisent leur propre témoignage, on semble accepter comme conclusion de l'affaire une nouvelle version qui, cette fois, tente d'impliquer le parti qui a demandé les lumières de la justice, et on semble plus préoccupé de l'aspect politique de la question, que de la recherche et l'arrestation des auteurs et profiteurs de cette fausse monnaie.

"Il serait dans l'intérêt de public que vous donniez l'assurance que l'enquête sera poussée et accélérée en dehors de toute considération politique, afin de faire une lumière complète sur cette question de fausse monnaie qui relève du ministre fédéral de la Justice.

"(signé) Daniel Johnson, c.r."

Il est peut-être profitable pour le Parti libéral de faire dévier le problème. Mais il est de l'intérêt du public que la lumière soit pleinement faite autour de cette histoire. Et c'est le devoir du procureur général de voir à ce que soient trouvés les vrais coupables afin que l'on cesse de faire planer des doutes sur tout le monde. Si certains journaux et journalistes ont commis des faux en publiant certains noms sans prendre les informations qui s'imposent, qu'ils soient également poursuivis et punis. Et surtout, qu'on cesse de salir des réputations, serait-ce même pour des intérêts électoraux à l'occasion d'une élection complémentaire.

Lorsqu'on enlève la passion dans toute cette affaire, il reste que quelqu'un semble avoir été pris de panique dans le département du procureur général. J'espère que le procureur général fera son devoir et que ceux qui ont été mêlés à cette affaire seront poursuivis, qu'ils soient de n'importe lequel

côté de la Chambre. Le procureur général a donné à la province une bien piètre idée de son rôle.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Toutes les déclarations qu'il a faites en Chambre mercredi, répond-il, portent sur une machination politique et n'ont rien à voir avec la circulation de faux billets.

Le député de Bagot (M. Johnson) veut donner l'impression qu'il y a un vrai réseau de faux billets. Ce n'est qu'une machination pour faire croire aux gens qu'il y en a un.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

C'est une affaire de fausse monnaie!

**M. Johnson (Bagot):**

Si ce n'est personne de l'Union nationale qui est impliqué dans l'affaire des billets de banque, ce ne peut être que les libéraux.

**Une voix ministérielle:** Et si ce n'est pas nous, c'est l'Union nationale!

**M. Johnson (Bagot)**

rappelle qu'il a été celui qui avait demandé à la Gendarmerie royale de faire enquête en télégraphiant au ministre fédéral de la Justice (l'honorable M. Fulton).

Il aborde la question du patronage.

Il cite un article publié sous la signature de M. P. E. Trudeau avant les élections qui disait que "si, par aventure, les libéraux gagnaient la prochaine élection, il est à prévoir que les cadres démocratiques encore trop frêles de la Fédération libérale seront broyés sous la ruée des affamés vers la mangeoire<sup>14</sup>".

Il donne lecture d'un article de journal dans lequel le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) affirme que le système des soumissions publiques ne jouerait pas longtemps au détriment des entrepreneurs libéraux.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)**

soulève un point d'ordre et demande à l'Orateur de rappeler le député de Bagot (M. Johnson) à l'ordre en invoquant l'article 285 qui interdit, dit-il, d'imputer une intention à un membre de l'Assemblée législative.

Le député n'a pas le droit d'insinuer que le ministre des Travaux publics veut fausser le système des soumissions publiques parce qu'il ne s'engage pas à choisir toujours l'entrepreneur demandant le plus bas prix. C'est dans la même veine que les bruits que les organes semi-culturels de l'Union nationale essaient de répandre.

**M. Caron (Maskinongé)** attire l'attention de l'Orateur sur un photographe qui se trouve dans un coin de l'enceinte et qui dirige son objectif vers le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier)<sup>15</sup>. (Sur un ton ironique) Ce chasseur d'images se trouve probablement là par hasard!

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** exige du député de Maskinongé (M. Caron) qu'il retire ses paroles, car on ne doit pas, dit-il, imputer d'intentions à un adversaire.

**M. l'Orateur** demande au photographe de ranger son appareil et lui explique qu'il ne peut agir ainsi sans une permission expresse de l'Orateur de la Chambre.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Il faut tenir compte de trois facteurs quand on confie un ouvrage à un chef d'entreprise. La solvabilité doit d'abord entrer en ligne de compte, mais les gens de l'opposition ne le savent peut-être pas parce qu'ils n'ont jamais eu recours à ce système. On doit aussi considérer la compétence et l'expérience. Cependant, dans tous les pays civilisés, le gouvernement n'est pas dans l'obligation d'adjuger un ouvrage au soumissionnaire qui exige le plus bas prix. Si le député de Bagot accepte de le reconnaître, je consentirai à retirer mon point d'ordre.

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement n'est pas obligé de choisir nécessairement la plus basse soumission, mais on a confié dernièrement des travaux à une personne qui avait fait trois fois faillite.

Ceux qui viennent de signer des contrats avec le gouvernement ont payé leur écot à la caisse électorale du parti. Accordez-moi une enquête devant le comité parlementaire des comptes publics, et je le prouverai. Le ministre des Travaux publics a forcé des entrepreneurs, ayant des employés à payer, à baisser leurs prix pour conserver leurs contrats.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** soulève un point d'ordre. Si les prix des contrats ont été diminués par les entrepreneurs, ce n'est pas pour les raisons mentionnées par le député de Bagot. Les entrepreneurs furent plutôt forcés de diminuer leurs prix dans l'intérêt de la province.

**M. Johnson (Bagot):** Les libéraux ont été occupés à utiliser la guillotine parmi les fonctionnaires

de mon comté de Bagot. Sur 105 employés du gouvernement, 99 pères de famille ont été congédiés et ainsi privés de leur gagne-pain.

#### Dépôt de documents:

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** procède à la nomenclature et au dépôt des pièces du dossier complet que possède le département du procureur général sur l'affaire des faux billets et il les dépose sur le bureau de la Chambre.

#### Faux billets de banque, déclarations assermentées

Une déclaration assermentée par Jean-Paul Pouliot devant le notaire Raymond Cossette, le 30 juillet 1960. (Document de la session no 15)

Une déclaration assermentée par Gaston Alain devant le notaire Raymond Cossette, le 3 août 1960. (Document de la session no 16)

Une déclaration signée par Jean-Paul Pouliot devant le caporal Dupras et le constable Bishop de la Gendarmerie royale du Canada, le 7 octobre 1960. (Document de la session no 17)

Une déclaration signée par Jean-Paul Pouliot devant les constables René Roberge et G. Bishop de la Gendarmerie royale du Canada, le 15 novembre 1960. (Document de la session no 18)

Une déclaration signée par Gaston Alain devant les constables René Roberge et G. Bishop de la Gendarmerie royale du Canada, le 15 novembre 1960. (Document de la session no 19)

Une déclaration assermentée par Joseph-Wilfrid Gaston Alain devant Omer Auclair, juge de paix, le 10 novembre 1960. (Document de la session no 20)

Une déclaration assermentée par Joseph-Gérard-Jean-Paul Pouliot devant Omer Auclair, juge de paix, le 11 novembre 1960. (Document de la session no 21)

Une déclaration assermentée par Joseph-Raymond-Ladlé Arseneault devant Omer Auclair, juge de paix, le 11 novembre 1960. (Document de la session no 22)

Il poursuit l'exposé que n'a pu compléter le procureur général (l'honorable M. Lapalme) en vertu des règlements de la Chambre<sup>16</sup>.

C'est la police provinciale seule, dit-il, par l'intermédiaire d'un officier compétent, que l'Union nationale a gardé à son service pendant 16 ans, à un

poste de responsabilité, qui a conduit l'enquête après celle de la police fédérale.

Le rapport des deux enquêtes concorde à l'effet qu'il s'agit d'une machination politique et les noms mentionnés par le procureur général (l'honorable M. Lapalme) figurent à de nombreux documents et ne laissent aucun doute possible.

La plupart de ces documents sont signés par Pouliot, un résidant de Québec qui possède un dossier criminel. Dans ces documents, Pouliot dit que Me Raymond Maher, un avocat de Québec avec lequel il prétend avoir discuté de l'origine de cette affaire de billets contrefaits, s'est rendu voir l'ancien premier ministre Antonio Barrette et lui a offert de lui communiquer les renseignements concernant certains libéraux. M. Barrette refusa la proposition disant qu'il n'avait jamais utilisé de pareilles tactiques et que feu le premier ministre Maurice Duplessis ne les a jamais utilisées.

Dans la même déclaration, qu'il a faite à la GRC le 11 novembre, Pouliot soutient qu'il a été rémunéré pour trouver des preuves pour la supercherie qu'il avait inventée, et l'argent venait de M. Gerald Martineau, trésorier de l'Union nationale<sup>17</sup>. Il y avait des billets de \$100 dans une enveloppe. Il soutient également, dans d'autres documents, que Châteauneuf, un détective qui travaillait à temps partiel pour M. Maher, a de toute apparence reçu de l'argent du député de Dorchester (M. Bégin), organisateur en chef de l'Union nationale. Pouliot ajoute qu'il a eu l'impression que le député de Dorchester croyait en l'authenticité de l'affaire des faux billets plutôt qu'en une machination.

Le procureur général a dit hier qu'une perquisition a été faite, dans la nuit de mardi, à la chambre 806 de l'hôtel Royal Embassy, à Montréal, où étaient descendus Gagnon, Brousseau, Lecompte, de *Nouvelles Illustrées*. Cette chambre avait été réservée du 11 au 15 novembre, par un dénommé Armand, qui n'était autre que Gérard Gagnon, et par un nommé Roy. Après la perquisition, la Sûreté provinciale s'est fait remettre par l'hôtel la liste des appels téléphoniques faits par le trio de faussaires. Parmi ces appels, il y en a qui ont été faits à l'organisation de l'Union nationale, au Club Renaissance, à Québec, et autres affidés du même parti politique, et un autre au député de Dorchester (M. Bégin), à Sainte-Germaine.

**M. Talbot (Chicoutimi)** soulève un point d'ordre. Les règlements, dit-il, défendent d'attaquer un membre de la Chambre et le député de Dorchester est un honorable membre de cette Chambre. Si le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) a une accusation à porter, il y a une procédure à suivre.

S'il n'en a pas, il n'a pas le droit de mentionner un nom. Le ministre fait une sale besogne.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** demande à l'Orateur de faire retirer cette dernière expression par le député de Chicoutimi.

**M. l'Orateur** donne l'ordre au député de Chicoutimi (M. Talbot) de retirer ses paroles.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est correct!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** demande si le chef de l'opposition a bien retiré ses paroles.

**M. l'Orateur** répond affirmativement et demande si les ministériels sont satisfaits.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il les a retirées assis<sup>18</sup>.

**M. l'Orateur:** L'incident est clos.

**M. Johnson (Bagot)** seconde le point d'ordre de M. Talbot. La décision finale du président de la Chambre, dit-il, sera lourde de conséquence. S'il ne maintient pas le point d'ordre, il ouvrira la porte à tous les abus.

**M. Tellier (Montcalm)** parle dans le même sens que le député de Bagot (M. Johnson).

**M. l'Orateur** renvoie le point d'ordre du chef de l'opposition en disant qu'il ne voit pas dans les remarques du ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) une attaque contre un membre de la Chambre.

Le débat est suspendu.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

**Reprise de la séance à 8 heures**

**Dépôt de documents:**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

**Faux billets de banque,  
déclarations assermentées**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** dépose sur le bureau de la Chambre une déclaration assermentée par Joseph-Gérard-Jean-Paul Pouliot devant Omer Auclair, juge de paix, le 12 novembre 1960. (Document de la session no 23)

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** dépose sur le bureau de la Chambre une déclaration assermentée par Marie-Louise-Georgette Garneau devant Omer Auclair, juge de paix, le 14 novembre 1960. (Document de la session no 24)

**M. Talbot (Chicoutimi):** (La procédure de dépôt étant terminée) C'est de la haute comédie!

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Le débat se poursuit sur l'adresse.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le peuple de cette province sera à même de juger s'il s'agit d'une comédie ou plutôt d'une affaire particulièrement pénible. L'enquête que le département du procureur général mène sur l'affaire éclaircira toute l'affaire des faux billets.

Depuis l'ouverture du débat, on a entendu en Chambre des propos sur des sujets chers à un ancien premier ministre, un sujet que l'on a trop longtemps exploité pour des fins plus ou moins louables. Il s'agit de l'autonomie. L'autonomie, ce n'est pas un vain mot, c'est plutôt un programme de vie.

Depuis des années, le Parti libéral provincial du Québec s'est fait le champion de l'autonomie de notre province, d'une autonomie provinciale positive, capable de contribuer à l'avancement national du Canada français.

Les libéraux sont fiers d'avoir été parmi ceux qui furent les plus actifs pour faire naître la commission Tremblay, ou la *Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, qui justifiait de grands espoirs. Je regrette que l'Union nationale ait caché le rapport de la Commission.

Aujourd'hui, les libéraux sont fiers de sortir des oubliettes le rapport de cet organisme. Surtout quand on sait le travail immense et si utile qu'ont fait à l'occasion de l'enquête les plus importants organismes de chez nous, comme la Fédération des commissions scolaires, la Fédération des collèges classiques, nos universités, les corps syndicaux, les

associations patronales, la Société Saint-Jean-Baptiste et d'autres. C'est un document où ont été condensés les résultats d'investigations menées par les plus importantes institutions et associations de chez nous.

Tant de savants, tant d'économistes et tant d'experts de toutes sortes ont consacré des jours, des semaines et des mois de travail pour apporter la plus riche contribution au travail de la Commission. Et que dire aussi du travail des commissaires eux-mêmes, des hommes d'une haute dignité et entourés de respect. L'Union nationale devrait avoir honte du traitement accordé aux conclusions de cette Commission et de ce document.

Je suis fier d'appartenir à une province autonomiste, mais dont l'autonomie ne la tient plus à l'écart du reste de la nation. La province de Québec doit défendre jalousement son autonomie, mais ne pas s'isoler du reste du Canada. Lorsque je me suis rendu à Ottawa récemment, je me suis aperçu que les autres provinces avaient les yeux dirigés sur le Québec et en attendaient une ligne de conduite.

Je rends hommage à mon chef, l'honorable Jean Lesage, qui a dirigé la délégation du Québec aux deux conférences fiscales de juillet et d'octobre. En cette circonstance, le premier ministre a déclaré, aux applaudissements des autres premiers ministres, que le Québec n'avait pas l'intention de se confiner dans un isolement aussi nuisible à la province que néfaste pour le reste du pays. Le premier ministre a fait connaître au reste du pays que l'attitude du Québec sera désormais positive en proposant des projets concrets et constructifs, tout en sauvegardant ses droits et son autonomie.

Sur le plan culturel, le Québec a l'intention non seulement de travailler à l'enrichissement culturel des Canadiens français et des minorités françaises des autres provinces, mais de rayonner sur tout le plan canadien, de l'Atlantique au Pacifique. Dans ce dernier domaine, notre province n'imposera pas sa collaboration, mais l'offrira afin que les deux cultures, française et anglaise, puissent se rencontrer sans se heurter. Le but premier de cette politique du premier ministre est de redonner au Québec la place qu'il mérite dans la Confédération canadienne et qu'il aurait toujours dû avoir: celle d'un chef de file et non celle d'une province qui se confie dans un isolationnisme aussi nuisible qu'irréalisable.

Il fait part des impressions qu'il a ressenties au courant de la réunion annuelle de l'Assemblée canadienne de l'Éducation, où il représentait la province de Québec<sup>19</sup>. Je m'y suis rendu, dit-il, non pas pour baisser pavillon, ni pour céder nos droits, ni

pour donner le spectacle d'une province qui se tient à l'écart des autres. Je m'y suis rendu à cette réunion pour assurer la pleine responsabilité du Québec dans la Confédération.

En cette circonstance, le ministre de la Jeunesse, dont relèvent les questions de l'éducation, a fait connaître notre système d'éducation. Le Québec ne peut plus vivre en vase clos, avec des ceillères. Nous devons voir ce qui se passe dans les autres provinces, dans le pays, dans les autres parties de l'humanité et même dans l'univers! C'est par une telle attitude que le Québec jouera son rôle de chef de file. La collaboration est de nature à être extrêmement profitable pour le Québec.

La politique du cataplasme pratiquée par l'Union nationale est responsable de ce que rien n'a été fait pour venir en aide aux jeunes qui entrent cette année sur le marché du travail. En juillet, il y avait 23,000 jeunes gens sans travail de 16 à 20 ans, et, en janvier prochain, la province de Québec se trouvera en face de 40,000 jeunes chômeurs. Le Parti libéral a dit avant les élections qu'il reconnaissait sa part de responsabilité dans la lutte contre le chômage.

Mon rôle comme ministre de la Jeunesse a été de réparer les dégâts de la politique de laisser-faire de l'ancien régime, de faire en sorte que les jeunes voient enfin une lueur d'espérance dans le ciel québécois, en organisant des cours spéciaux où ces jeunes pourront apprendre un métier et trouver ensuite une place honorable sur le marché du travail de notre province.

Une entente est actuellement en voie de négociation avec Ottawa pour faciliter l'établissement de cours en vue d'apprendre un métier aux jeunes sans-travail. Dès que l'entente sera conclue, la Chambre en sera immédiatement informée.

Pour combattre le chômage, comme le Parti libéral l'a promis, le gouvernement favorise la poursuite de travaux publics durant l'hiver, principalement la construction des écoles publiques, des écoles normales, des bâtiments universitaires. Pour tous ces travaux, à l'exception des constructions universitaires, une somme de \$42,000,000 est actuellement engagée dans des travaux déjà commencés ou qui commenceront d'une semaine à l'autre. Une partie substantielle de cette somme est engagée en vertu de la décision du nouveau gouvernement libéral du Québec de poursuivre des travaux publics durant la saison froide pour donner du travail et enrayer le chômage.

Je suis étonné de voir l'un des héritiers présomptifs de la couronne déchu de l'Union

nationale, le député de Missisquoi (M. Bertrand), se moquer dans son discours en Chambre des expressions "planification" et "planisme"<sup>20</sup>. Je suis également déçu de voir que l'héritier présomptif marche sur les traces suivies par l'Union nationale depuis 25 ans. Ce parti, qui n'a jamais voulu envisager les problèmes dans leur ensemble, ne se rend pas compte que l'élément fondamental de sa défaite, le 22 juin, a été qu'il ne voulait pas mettre de côté sa politique de cataplasmes, de bouche-trous et de bouts de chemins.

Le problème scolaire québécois doit être envisagé dans son ensemble, et c'est l'intention du gouvernement de la province de nommer à brève échéance une commission royale d'enquête sur le domaine de l'éducation. Cette enquête fera suite aux recommandations de la commission Tremblay. En attendant les résultats de cette enquête d'une grande envergure, des lois d'urgence seront apportées dès cette session pour remédier à la situation désastreuse que l'Union nationale a laissé s'établir chez nous. La gratuité scolaire sera établie bien plus vite que certains n'osent le croire.

L'Union nationale a mis de l'ordre dans les finances scolaires en laissant ces dernières accumuler des déficits augmentant d'année en année, à partir de 1950-1951. En 1950-1951, le déficit fut de \$3,000,000. Il augmenta ensuite dans les proportions suivantes: \$3,500,000 à \$5,000,000, \$7,000,000 à \$9,000,000 pour passer ensuite à \$12,000,000, \$13,000,000 et \$14,000,000. Voilà le bilan de l'ordre qui a été mis dans les finances scolaires par le gouvernement de l'Union nationale<sup>21</sup>.

Notre programme, au sujet de l'éducation, c'est d'établir d'abord la gratuité scolaire, de développer le cours secondaire et de former le plus vite possible le personnel enseignant. Notre programme, c'est d'aider nos universités par des mesures financières qui garantiront la liberté de ces institutions, de leurs dirigeants et de leurs professeurs. Il faut apporter une fois pour toutes les remèdes nécessaires afin que nous puissions remettre à nos enfants l'héritage que nous avons reçu de nos ancêtres.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):** Je suggère au gouvernement d'instituer une loterie provinciale pour financer la réalisation du plan d'assurance-hospitalisation. Les Québécois dépensent des millions chaque année en billets de loteries anglaises et irlandaises, en plus de miser \$100,000,000 par année aux pistes de courses de Blue Bonnet et de Richelieu<sup>22</sup>. Je suis certain que ces personnes seraient trop contentes de voir cet argent



utilisé pour financer leurs propres hôpitaux au lieu de ceux en Grande-Bretagne. Il rappelle qu'il avait demandé une telle loterie en 1948 et que le gouvernement du Québec avait autorisé les loteries en 1949, mais que le programme n'a jamais été appliqué parce que le gouvernement fédéral n'a jamais amendé le Code criminel pour le rendre légal.

Il ne serait pas logique d'avoir de la difficulté à payer les dépenses entraînées par la création de l'assurance en question. Je souhaite qu'à la prochaine conférence interprovinciale, les premiers ministres mettent à l'étude un système de financement de l'assurance-hospitalisation. Si aucune nouvelle source de revenu n'est trouvée, dit-il, les membres de l'Assemblée législative approuveront sans problème l'augmentation des taxes, afin de couvrir l'assurance-hospitalisation et d'aider les malades ayant besoin d'être hospitalisés gratuitement.

**M. l'Orateur** rappelle à l'ordre le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) sur ce point, car il n'a pas le droit, durant le débat sur le discours du trône, de parler d'un projet de loi déjà inscrit au *Feuilleton*.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)** dénonce avec vigueur la plaie du chômage. Il déplore le fait que, jusqu'ici, le seul remède qu'on semble avoir trouvé, c'est la guerre. Faudra-t-il, dit-il, qu'Ottawa déclare encore la guerre pour mettre fin à la crise du chômage?

Pour créer des emplois durant la mauvaise saison, il suggère que les administrateurs municipaux utilisent plus de bras et moins de machines, remettent leurs mécaniques pour faire travailler le plus de chômeurs possible et tirer profit des 90 % offerts par les gouvernements fédéral et provincial pour le coût de la main-d'œuvre.

Il rappelle la loi bienfaisante que l'honorable Antonio Barrette, alors premier ministre, et aujourd'hui ex-chef de l'Union nationale, avait fait passer pour venir en aide aux chômeurs qui ne touchent plus de prestations. La loi de l'assistance-chômage, dit-il, a été l'une des mesures les plus bienfaisantes pour aider les sans-travail. Il approuve, dit-il, les mesures telles que l'institution des allocations familiales provinciales, qu'a promise le gouvernement libéral, ou l'aide accrue à l'enseignement.

Il approuve également le projet du gouvernement de réviser la loi électorale et préconise de nouvelles mesures, notamment l'usage des machines électroniques pour enregistrer le vote. Le système des boîtes à voter électriques, dit-il, peut

éviter certaines fraudes. Il sera alors impossible d'introduire des liasses de faux bulletins dans les boîtes de scrutin. De plus, tout délai dans la publication des rapports électoraux serait évité et éliminera les dépouillements judiciaires et les contestations. Il préconise aussi le paiement, par l'État, des dépenses des candidats.

Il approuve l'établissement d'un bureau de Régie des alcools pour l'audition ou la révocation de nouveaux permis d'alcool, mais il est contre les auditions publiques pour débattre le cas d'un permis. Il serait dangereux d'avoir un organisme qui contesterait tous les nouveaux permis. Il y aurait de l'injustice et des situations embarrassantes. Il suggère au gouvernement de réviser la loi sur les liqueurs, afin de permettre aux clubs de rester ouverts après minuit, le samedi. Un tel acte aiderait à contrer le chômage. Il y a des centaines de travailleurs dans les boîtes de nuit. Les petits commerçants et les chauffeurs de taxi perdent de l'argent en fin de semaine dans la région de Montréal en raison de la restriction des heures de fermeture des clubs. À cause de ces restrictions, des clients possibles se rendent dans l'État de New York, à Burlington et à Plattsburgh, les samedis soirs, et ils vont dans les boîtes de nuit, dans ces villes américaines où les lois des liqueurs sont moins sévères.

Il critique l'administration municipale de Montréal pour ne pas avoir continué la politique visant à raser les taudis que le plan Dozois avait commencée. Ça va vous briser le cœur de voir comment les gens de mon comté vivent dans des trous à rats, alors que, le long de la route 9, il y a des cabanes qui sont de vrais châteaux. Il suggère que l'administration s'occupe sans tarder du programme visant à éliminer les taudis. Il demande au gouvernement provincial de financer un tel projet.

Il ne croit pas que la politique du système de financement par répartition fonctionne. Il n'est pas bon, dit-il, que la dette *per capita* soit diminuée dans la province. Nous devrions être heureux seulement lorsqu'elle est à son plus haut niveau, parce qu'à ce moment-là nous pouvons dire que nous avons fait notre possible pour améliorer les conditions de vie. Il demande au gouvernement d'entreprendre un programme de travaux publics d'envergure pour réduire le chômage.

**M. Bellemare (Champlain):** J'ai reçu, à la suite de ma réélection, des milliers de télégrammes, mais j'aurais dû en avoir un du premier ministre ainsi conçu, "Félicitations sincères, vous avez battu Mongrain<sup>23</sup>."

(Rires)

Le député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) a présenté un album contenant les choses épouvantables qui lui furent dites. J'admets que ce fut une publicité bien tapageuse<sup>24</sup>. Mais le maire actuel de Trois-Rivières a combattu pendant plusieurs années dans la phalange du Parti libéral, en 1952 et en 1956. Il a aidé les libéraux fédéraux en 1953 et en 1958. Et ensuite, on l'a boudé chez les gens de son parti. Le président de la Fédération libérale provinciale, Me François Norbert, un grand ami du premier ministre, Me Jules Biron, substitut du procureur général, Mlle Édouardina Dupont, qui aspire au Sénat...

**Une voix:** Elle aussi!

**M. Bellemare (Champlain):** Ces gens-là n'ont pas voulu que M. Mongrain se présente dans Trois-Rivières. On lui a dit: "Va dans Champlain, on te récompensera", parce qu'on savait ce qui arriverait! On l'a nommé à la Régie des loyers à \$9,000 par année, parce qu'on ne l'aurait jamais nommé ministre.

(Rires)

**Un ministre** se lève pour répondre...

**M. Bellemare (Champlain):** (Lui faisant signe qu'il veut continuer son discours) Pourtant, le maire de Trois-Rivières a fait partie de "l'équipe du tonnerre", à laquelle un certain imprimé de propagande a été consacré<sup>25</sup>. Il y a dans un petit village que j'habite, Saint-Jacques-des-Piles, un M. Lefebvre qui avait, un jour de période électorale, reçu ce fameux pamphlet. Il me dit, après la messe: "Maurice, j'ai reçu le pamphlet de "l'équipe du tonnerre" et j'y ai lu les saintetés..." Il considérait cette publicité pieuse comme une sorte de protection pour son foyer. Je lui ai répondu: "Prends ça, ça vaut un rameau béni!" Quelques jours plus tard, le tonnerre a fini par tomber sur la grange de M. Lefebvre, et la grange a brûlé!

Pendant 15 ans, j'ai essayé de donner à mon comté le meilleur de moi-même. Néanmoins, durant la dernière campagne électorale, on m'a noirci; on m'a fait, à travers la province, une réputation que je ne mérite pas. Pourtant, jamais une position, jamais un emploi, jamais une licence n'a été payée au député de Champlain. Je proteste avec vigueur contre les fausses accusations que m'ont lancées mes adversaires pendant la campagne électorale. Je serais fier de répéter devant le comité des comptes publics ce que nous avons fait pendant 16 ans pour la

province. Pas plus que ses collègues, le député de Champlain ne peut honnêtement être accusé de malversation.

Il proteste contre les gens qui prétendent que rien n'a été fait sous l'Union nationale durant les 15 dernières années. Il passe en revue les réalisations de l'Union nationale, ses dépenses dans les différents secteurs de l'administration, pour l'hospitalisation, l'éducation, la voirie, l'agriculture, la législation sociale.

Le ministère de l'Agriculture, dit-il, a pourtant dépensé quelque \$200,000,000 pour maintenir les cultivateurs sur la terre pendant que les libéraux dormaient. Et malgré le pessimisme de l'opposition du temps, l'Union nationale a créé le crédit agricole, dont la population rurale est si fière. Trente-cinq millions de dollars ont été affectés à l'électrification rurale, dont 812,000 personnes ont bénéficié. Grâce à la politique du drainage des terres, 1,500,000 acres de terre arable ont été récupérées pour l'agriculture québécoise.

Dans le domaine de la santé publique, les résultats sont aussi heureux: 145 nouveaux hôpitaux ont été construits, portant à 28,894 le nombre des lits d'hôpitaux régionaux à la disposition des malades. En 15 ans, le ministre de la Santé a dépensé \$583,000,000.

Sous l'Union nationale, un bureau permanent d'agronomes ainsi qu'un conseil d'orientation agricole ont été établis dans le comté de Champlain. Ces organismes, et particulièrement le conseil, ont fait des merveilles. Les résultats ont été si bons qu'actuellement on fonde de tels conseils dans d'autres circonscriptions. Il énumère les prix et les médailles d'or et de bronze décrochés par des cultivateurs de Champlain depuis une dizaine d'années.

Il fait une revue de ce qui s'est passé sous l'Union nationale et sur les progrès survenus depuis 1945 dans sa circonscription. Il n'y a pas si longtemps, dit-il, la population de Champlain s'élevait à environ 17,000 électeurs. Aujourd'hui, on en compte 25,238.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Grâce au député?

(Rires)

**M. Bellemare (Champlain)** souligne l'extraordinaire essor industriel de la région qu'il représente. Il mentionne également ses efforts pour la réouverture de plusieurs usines fermées en 1944, grâce à la coopération de l'ex-premier ministre Maurice Duplessis. Il continue l'énumération des

nouvelles industries établies en ces dernières années dans son comté et dans la région. Il entreprend alors d'exposer le développement réalisé au Cap-de-la-Madeleine et dans la région.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** C'est difficile de s'y faire élire maire, n'est-ce pas?<sup>26</sup>  
(Rires)

**M. Bellemare (Champlain):** (Après une pause) Ça m'est déjà arrivé! Je me suis essayé. Je me suis présenté à la mairie et je n'ai pas été chanceux. Mais, à mon retour à Québec, je vous assure que je me suis fait parler par quelqu'un<sup>27</sup>.

(Rires, applaudissements à droite)

Mais la même chose s'est certainement produite récemment quand le ministre des Travaux publics (en le regardant) est allé parler à l'élection municipale de ville d'Anjou. On sait avec quel résultat. J'imagine qu'à son retour, il a dû se faire parler!

(Applaudissements à gauche, rires à droite<sup>28</sup>, amusement dans la tribune.)

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** (Au milieu des rires) se lève pour répondre...<sup>29</sup>

**M. Bellemare (Champlain):** (Faisant signe au député qu'il veut continuer son discours) En 1945, il n'y avait pas d'école spéciale pour une population ouvrière comme celle du Cap-de-la-Madeleine. Il a fallu construire au Cap de nombreuses écoles, et le gouvernement a versé, dans ce but, des primes de construction qui se sont élevées à \$2,852,493. Mais en l'espace de 15 ans, l'Union nationale en a construit une et a dû l'agrandir trois fois. Il y a maintenant trois écoles d'arts et métiers dans la région, qui ont coûté \$843,421. Voilà comment l'Union nationale a aidé les fils d'ouvriers à acquérir une formation technique qui leur a permis d'occuper des postes de contremaîtres d'usines ou même de gérants de compagnies.

Il donne aussi une liste des nombreuses écoles qui ont surgi dans les différentes paroisses du comté. Les écoles construites au Cap-de-la-Madeleine, dit-il, l'ont été sans intervention du gouvernement de l'Union nationale pour imposer un entrepreneur; ce sont les commissions scolaires elles-mêmes qui ont pris leurs décisions. Un député doit se tenir à l'écart de la chose municipale.

(Rires)

J'aurais voulu exposer l'œuvre de l'Union nationale dans bien d'autres domaines. J'aurais aimé,

en particulier, parler des ponts. Je me reprendrai et j'aurai une surprise pour le ministre des Travaux publics, en lui parlant de ce qui s'est fait dans d'autres provinces.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Moi, je promets une surprise au député dans son propre comté.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** L'honorable député me permet-il de lui poser une question?

**M. Bellemare (Champlain):** Ah! Non<sup>30</sup>, j'ai bien trop peur de vous.  
(Rires)

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** pose quelques questions au député.

**M. Bellemare (Champlain):** Je demanderais au procureur général de cesser de m'intimider<sup>31</sup>!

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** D'accord, je vais me retirer.

**M. Bellemare (Champlain)** relève ce qu'il appelle certains actes de patronage de la part du gouvernement libéral. Quand nous étions au pouvoir, dit-il, les libéraux nous reprochaient vertement de nous faire photographier avec les évêques ou les curés à l'occasion des bénédictions d'écoles ou d'hôpitaux. Or, il y a quelque temps, (il exhibe la coupure d'un journal) on pouvait voir le nouveau ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) photographié sur les journaux, presque bras dessus, bras dessous, avec un membre du clergé et un candidat libéral défait. Quand c'était nous qui faisions cela, c'était inadmissible.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Lorsque les libéraux se plaignaient des bénédictions d'écoles, d'hôpitaux ou de ponts, c'est qu'on mêlait le clergé aux assemblées politiques qui accompagnaient ces bénédictions.

**M. Bellemare (Champlain):** Quand nous siégeons à droite, on voulait chaque jour nous excommunier parce que certains chèques de subvention étaient remis à des députés, qui eux les faisaient parvenir à leurs destinataires. Or, le journal m'apprend que le premier ministre a prié le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) de remettre un

chèque de \$4,000 à l'Association des fanfares amateurs de la province.

Même chose quand on nous parlait des patroneux. On nous faisait un crime de transiger avec les candidats de l'Union nationale dans les comtés qui avaient élu des députés libéraux. Or, voici qu'une délégation s'est rendue récemment chez le ministre du Bien-être social en rapport avec le Centre d'accueil de Sainte-Tite, comté de Laviolette. Elle était accompagnée du candidat libéral battu dans cette circonscription, le maire Therrien de Grand-Mère. Le ministre a écrit au candidat libéral battu pour lui annoncer qu'un centre d'accueil recevra la considération du gouvernement et sera construit. Cela aussi, on nous le reprochait.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Dans le cas du Centre d'accueil de Sainte-Tite, le député de Champlain (M. Bellemare) ne dit pas, par exemple, que le député unioniste du comté a reçu exactement la même lettre.

**M. Bellemare (Champlain)** fait un éloge de feu M. Duplessis dont le souvenir est toujours présent, dit-il, au sein de l'Union nationale et dont la pensée servira toujours d'inspiration à la race canadienne-française qu'il a tant aidée et tant aimée.

**M. Lizotte (Montmagny)** formule ses condoléances à la famille Vézina de l'Île-aux-Grues, qui vient de perdre cinq de ses enfants dans un dramatique incendie.

Il formule aussi des félicitations à l'adresse de l'Orateur de la Chambre, choisi à l'unanimité, comme aussi des proposeurs et secondeurs de l'adresse en réponse au discours du trône.

Le 22 juin dernier, la population a voté pour un changement dans la province de Québec. Elle a déjà commencé à constater qu'elle ne s'est pas trompée.

Les espoirs que justifie la politique de planification du gouvernement, dit-il, établissent le contraste avec l'incohérence de la politique économique de l'Union nationale.

On a parlé de patronage sur les banquettes de l'opposition? Les députés de l'Union nationale ont-ils déjà oublié qu'il y a quelques mois à peine, sous leur régime, les maires, les membres des commissions scolaires et les échevins n'avaient pratiquement pas le droit d'entrer au parlement s'ils ne montraient pas patte bleue?

A-t-on oublié que les cartes d'assistance publique circulaient librement en temps d'élection,

mais qu'il devenait ensuite à peu près impossible d'en obtenir, même pour les véritables pauvres?

Les députés de l'Union nationale devraient se pencher sur leur passé, mais pour faire un examen de conscience et tâcher de regretter leurs erreurs. Nous voulons que nos enfants soient mieux traités que nous l'avons été sous le régime de l'Union nationale, et c'est sous un gouvernement libéral que cela se produira.

Il traite de patronage et signale les abus de l'Union nationale. Il donne exemple de ce qui s'est passé, dans son comté, au sujet de la construction d'une école par la Commission scolaire de la ville de Montmagny.

Le nombre des soumissionnaires, dit-il, est passé de cinq qu'il était avant les élections du 22 juin, à plus d'une douzaine après le scrutin. Ce nombre avait été fixé à cinq, auparavant, par des pressions que le président de la Commission scolaire n'a pas voulu me dévoiler.

Il s'étend ensuite sur plusieurs autres aspects du discours du trône: planification économique, lutte contre le chômage, agriculture, colonisation et éducation.

**M. Boudreau (Saint-Sauveur):** J'ai l'honneur de compter dans mon comté plusieurs apôtres de la tempérance. Ceux-ci s'inquiètent, mais comme bien d'autres ailleurs, de la situation créée par la multiplication inconsidérée des permis de vente de liqueurs alcooliques depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement libéral. Cela est d'autant plus regrettable que nous sommes en pleine période de récession qui engendre dans bien des foyers ouvriers une misère telle qu'on n'en a pas connue depuis la dernière Grande Guerre.

Depuis que je suis député, sous l'Union nationale, le nombre de permis dans Saint-Sauveur avait baissé de neuf à huit. Depuis le 22 juin, il a augmenté d'une dizaine et deux tavernes s'ouvriront prochainement.

Au cours de la dernière campagne électorale, nos amis d'en face ont bien parlé de la famille. Est-ce pour aider la famille qu'on multiplie les permis de vente de boissons alcooliques en pleine période de chômage? Des protestations s'élèvent de partout et le clergé s'inquiète de cet état de choses.

Il cite un éditorial du Dr Louis-Philippe Roy, rédacteur en chef de *L'Action catholique*: "M. Lapalme a expliqué que nombre de permis n'avaient que remplacé des tolérances. Cette politique ne manifeste-t-elle pas une certaine confusion entre la moralité et la légalité? Et dans quelles situations sera

la Commission des liqueurs ou l'organisme qui la remplacera, en face de ces nouveaux licenciés? Si on constate - et avec combien de raison - qu'il y a un ménage à faire dans tout cela, pourquoi s'être hâté de multiplier les vendeurs? Il est plus compliqué de retirer ou annuler un permis que d'en refuser l'émission<sup>32</sup>."

Il cite une lettre de M. le chanoine Alfred Côté, curé de Québec-Ouest, qui se plaint que l'on est en train de noyer la province sous l'avalanche d'émissions de nouveaux permis. Il parle du père Ubald Villeneuve, aumônier des cercles Lacordaire, qui demande qu'on fasse respecter la loi des liqueurs, ainsi que d'une lettre de l'Association Lacordaire et Jeanne d'Arc, qui proteste contre l'octroi de nouveaux permis pour la vente de la bière, comme les Liges du Sacré-Cœur.

À son retour d'Europe, le procureur général (M. Lapalme) a constaté que les choses s'étaient gâtées en son absence, puisqu'il a annoncé que jusqu'à nouvel ordre, l'émission de nouveaux permis était suspendue. En la même occasion, il a fait un aveu: 470 nouveaux permis avaient été émis en trois mois, soit en moyenne cinq permis par jour. Pour justifier le gouvernement, le procureur général a offert une explication qui me semble tout de même assez boiteuse. Il a dit que, depuis 16 ans, un nombre considérable de gens ne pouvaient obtenir de permis pour des raisons politiques.

C'est vrai que l'émission de nombreux permis fut refusée par l'Union nationale. Mais ce n'était pas pour des raisons politiques, et j'estime que c'est faire injure à des membres du clergé, aux Liges du Sacré-Cœur et aux autres apôtres de la tempérance que de dire que ces permis furent refusés pour des raisons politiques.

Il propose, appuyé par le député de Lavolette (M. Ducharme) que la séance soit maintenant ajournée.

Adopté.

#### Dépôt de documents:

##### Faux billets de banque, deuxième déclaration de J.-P. Pouliot

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre une deuxième déclaration signée par Jean-Paul Pouliot devant les constables René Roberge et G. Bishop de la Gendarmerie royale du Canada, le 15 novembre 1960. (Document de la session no 25)

#### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, du consentement unanime, que lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 19 novembre 1960, à la page 1, avec "l'éclatement de l'affaire des faux billets, le traditionnel débat sur l'adresse en réponse au discours du trône s'est soudainement transformé en une sorte de télé-roman policier". *Le Soleil* du 18 novembre 1960, à la page 18, écrit que pour cette séance du 17 novembre 1960, "les galeries réservées au public étaient bondées de spectateurs. C'était triple rangée partout et, dans les embrasures des grandes portes donnant sur les galeries, des spectateurs étaient juchés sur des chaises et des bancs pour avoir une meilleure vue d'ensemble de l'enceinte". *Le Soleil* du 18 novembre 1960, à la page 18, écrit également que "depuis deux jours, c'est une course aux cartes d'admission et le bruit a même couru que des gens offraient jusqu'à \$3 pour obtenir ces laissez-passer (sic) qui sont à prime".

2. *La Presse* du 18 novembre 1960, à la page 2, mentionne que M. Lapalme "a devant lui un énorme dossier contenant des documents en relation avec l'affaire des faux billets".

3. Selon *Montréal-Matin* du 18 novembre 1960, à la page 8, ce sont plutôt des murmures que l'on entend de la droite.

4. *La Presse* du 18 novembre 1960, à la page 2, note qu'"il y avait longtemps que, dans la salle des délibérations de l'Assemblée législative, le public n'avait pas réagi aussi spontanément et aussi bruyamment que cette année devant l'action engagée sous ses yeux par les représentants du peuple. C'est un phénomène qui marque les grands tournants de notre histoire parlementaire". *Le Soleil* du

18 novembre 1960, à la page 18, écrit que, pendant cette séance, "l'Orateur de la Chambre a dû, à plusieurs reprises, rappeler le public à l'ordre et au décorum".

5. *La Presse* du 18 novembre 1960, à la page 2, observe que "pendant toutes les délibérations qui ont touché [...] au scandale des faux billets, accusations et réponses ont été noyées dans des flots de commentaires accessoires, de rappels à l'ordre, d'invocation à la règle sacro-sainte, de boutades, de mots d'esprit, de rires et de protestations collectives".

6. Au sujet du temps de parole alloué au député, l'article 265 du Règlement dit que "nul discours ne doit durer plus d'une heure. Toutefois, la restriction ci-dessus ne s'applique pas au discours prononcé: 1. par le premier ministre, ou par le député qui occupe dans la Chambre le poste reconnu comme chef de l'opposition; 2. par le ministre au nom de qui l'affaire en discussion est inscrite au *Feuilleton*, ou par le député d'opposition qui lui répond immédiatement; 3. par le député qui propose un vote de blâme, de censure ou de défiance visant le gouvernement, ou par le ministre qui lui répond". *L'Action catholique* du 22 novembre 1960, à la page 1, écrit que "l'Orateur de l'Assemblée législative, M. Lucien Cliche, a décidé d'interpréter cet article rigoureusement: la durée des interruptions [...] n'est pas soustraite de l'heure allouée".

7. Selon *Le Devoir* du 21 novembre 1961, à la page 4, la discussion de ces questions a duré 20 minutes.

8. Selon *La Presse* du 18 novembre 1960, à la page 5, "la décision de l'Orateur de couper la parole à M. Lapalme a été interprétée universellement comme une louable manifestation d'esprit de justice et de désir d'être équitable envers tous les groupes parlementaires". Dans *Le Devoir* du 21 novembre 1961, à la page 4, le journaliste Pierre Laporte indique "que la chose se produit pour la première fois depuis 16 ans à Québec". Laporte ajoute que, dès l'élection du printemps de 1960, "l'Orateur fut invité par le nouveau premier ministre à mettre l'impartialité à la base de son mandat. La décision qu'il a rendue la semaine dernière est encourageante. Elle est susceptible de faire refleurir la vie parlementaire à Québec".

9. *Le Soleil* du 18 novembre 1960, à la page 16, rapporte que M. Lapalme se rend alors à son bureau et donne une conférence de presse au cours de

laquelle il remet aux journalistes la copie des documents qu'il devait produire en Chambre.

10. Des élections partielles se déroulent alors dans les comtés de Rouville et de Joliette, suite aux démissions de MM. Barré et Barrette. Le scrutin est prévu pour le 23 novembre 1960.

11. Dans le cadre des élections partielles, M. Johnson participe à une assemblée de l'Union nationale, à Marieville, comté de Rouville, le 10 novembre 1960.

12. M. Johnson fait ici référence à *L'Action catholique*, journal dont le rédacteur est Lorenzo Paré, frère de Denis Paré, ancien journaliste au *Soleil* et attaché de presse du premier ministre. Notons aussi qu'à cette époque, Lorenzo Paré rédige occasionnellement des discours pour M. Lesage. Ces informations sont tirées d'un article du journal *Le Temps* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 2, et de Dale C. Thomson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, pp. 108, 124 et 131.

13. Selon *Le Montréal-Matin* du 18 novembre 1960, à la page 8, M. Lapalme fait ce type de remarque car il vient "de remettre à la presse une liasse énorme de documents sur cette histoire de faux billets".

14. Cette citation provient de Pierre Elliott Trudeau, "Notes sur l'élection provinciale", *Cité Libre*, 11, 28 (juin-juillet 1960), à la page 13.

15. Selon *La Presse*, 18 novembre 1960, à la page 2, ce photographe est attaché à un périodique de Toronto.

16. *Le Soleil* du 18 novembre 1960, à la page 16, écrit que M. Gérin-Lajoie a assisté à la conférence de presse que M. Lapalme a donnée à son bureau. M. Gérin-Lajoie se rend par la suite en Chambre et apporte avec lui les documents que M. Lapalme n'a pu produire auparavant.

17. *La Tribune* du 18 novembre 1960, aux pages 1 et 2, rapporte que, pendant la séance, le conseiller législatif Gérard Martineau envoie une déclaration écrite aux membres de la Tribune de la presse où il dit "qu'il ne connaît pas les personnes impliquées dans cette affaire, qu'il ne les a jamais vues, qu'il n'a jamais remis de l'argent à l'une d'entre elles relativement à cette supercherie et qu'il n'a jamais eu rien à faire avec elles. Il y fait également part de son intention de parler de cette affaire au Conseil législatif dès qu'il en aura l'occasion".

18. *Le Nouvelliste* du 18 novembre 1960, à la page 1, mentionne que le député a retiré ses paroles de son siège, sans se lever.

19. *Le Devoir* du 19 novembre 1960, à la page 14, écrit que la province de Québec participait à cette réunion pour la première fois en 15 ans.

20. Voir le discours de M. Bertrand lors de la séance du 15 novembre 1960.

21. Selon *Le Soleil* du 18 novembre 1960, à la page 34, M. Gérin-Lajoie répond ici à une déclaration de M. Talbot.

22. M. Hanley a d'ailleurs été jockey pendant plusieurs années aux États-Unis et à Cuba avant de travailler à la voirie municipale de la ville de Montréal.

23. Selon *La Presse* du 18 novembre 1960, à la page 12, M. Bellemare insinue ici que le premier ministre ne voulait pas du candidat libéral défait dans Champlain, M. J.-Alfred Mongrain, dans son cabinet.

24. Voir le discours de M. Lévesque lors de la séance du 16 novembre 1960.

25. Selon *Le Temps* du 24 novembre 1960, à la page 16, ce pamphlet "citait toute la parenté religieuse des candidats libéraux".

26. Selon *Le Nouvelliste*, du 18 novembre 1960, à la page 18, M. Lapalme fait ici allusion à la défaite qu'a subie M. Bellemare comme candidat à la mairie de cette ville.

27. *Le Devoir* du 19 novembre 1960, à la page 6, note que "M. Bellemare a tenté la chose contre la volonté de M. Duplessis".

28. *Le Devoir* du 19 novembre 1960, à la page 6, écrit que "M. Lesage était de ceux qui riaient aux éclats".

29. Selon *Montréal-Matin* du 19 novembre 1960, à la page 4, les paroles de M. Lévesque se perdent dans le tumulte des rires.

30. *Le Devoir* du 21 novembre 1960, à la page 2, écrit que M. Bellemare prononce ces paroles avec enthousiasme.

31. *Le Devoir* du 21 novembre 1960, à la page 2, mentionne que "M. Bellemare était manifestement nerveux" pendant son discours.

32. Ce passage provient de *L'Action catholique* du 10 novembre 1960, à la page 4.





Séance du vendredi 18 novembre 1960

### Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 10 h 30.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la Commission des écoles catholiques de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Brousseau);
- de la Commission des écoles protestantes de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Brousseau);
- des commissaires d'écoles de la municipalité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Théberge);
- de la cité de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jourdain);
- de la ville de Hampstead, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);
- de Gilles Berthiaume et autres, demandant l'adoption d'une loi relative au testament de feu l'honorable Trefflé Berthiaume (M. Lechasseur);
- de la cité de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Binette);
- de la ville de Rivière-des-Prairies, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Meunier);
- de la Corporation de gaz Cartier - Cartier Gas Corporation, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Saint-Pierre);
- de The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, demandant l'adoption d'une loi les consolidant en une seule corporation et pour d'autres fins (M. Blank);
- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laroche);
- de la ville de Tracy et la municipalité scolaire de Saint-Joseph de Sorel et Tracy, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant une résolution concernant la taxe d'eau payable par Marine Industries, Limited (M. Lechasseur);
- de la ville de Tracy et la municipalité scolaire de Saint-Joseph de Sorel et Tracy, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant une

résolution concernant la taxe d'eau payable par British Titan Products (Canada), Limited (M. Lechasseur);

- de Dominion Lime, Ltd., et Carrière Dulude, Limitée - Dulude Quarry, Limited, demandant l'adoption d'une loi confirmant leurs titres respectifs d'immeubles (M. Théberge);
- de la ville de Pierrefonds, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lalonde).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Brousseau);
- de la ville de Chicoutimi-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Harvey);
- de la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant l'entente intervenue entre eux et la Reynolds Aluminum Company of Canada, Ltd. (M. Laroche);
- du Cercle universitaire de Montréal, inc., demandant l'adoption d'une loi lui octroyant des pouvoirs spéciaux (M. Lavoie);
- de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavoie);
- de Joseph Fortier et autres, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'incorporation de la Fédération des commissions scolaires catholiques de Québec (M. Morissette);
- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouimet);
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Parent);
- de Walter Angell et autres, demandant l'adoption d'une loi abrogeant les dispositions de l'article 655 du Code municipal pour la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, limitant le taux de la taxe affectant certaines propriétés (M. Théberge);
- de la ville de Candiac, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Théberge);
- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Harvey);
- du syndicat des fiduciaires de l'Université Laval, demandant l'adoption d'une loi dans le but de

lui permettre de placer des fonds à son entière discrétion (M. Jourdain).

#### Dépôt de documents:

##### Office de l'électrification rurale, Rapport 1959

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel de l'Office de l'électrification rurale, pour l'année 1959. (Document de la session no 26)

#### Projets de loi:

##### Club St. James de Montréal

M. O'Reilly (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 concernant le club St. James de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### Montreal Milk Producers Cooperative

M. Binette (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant Montreal Milk Producers Cooperative des producteurs de lait de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### Société des pomiculteurs de Frelighsburg

M. Brown (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 concernant la Société coopérative agricole des pomiculteurs de Frelighsburg soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### Charte de Terrebonne

M. Lavoie (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 modifiant la charte de la ville de Terrebonne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Messagères de Jésus

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 constituant en corporation Les Messagères de Jésus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### Commission des écoles catholiques de Shawinigan

M. Laroche (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 accordant certains pouvoirs spéciaux à la Commission des écoles catholiques de Shawinigan, comté de Saint-Maurice, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Explications sur des faits publiés:

##### Article paru dans *Le Devoir*

M. Talbot (Chicoutimi): Je me lève de nouveau pour une question de privilège, afin de protester contre une autre fourberie, pour protester contre l'organe officiel du Parti libéral, *Le Devoir*. (Il brandit l'édition du jour) Ce matin, il étale sur huit colonnes les mots suivants: "Le bandit Gérard Gagnon était en communication téléphonique avec Bégin et le Club Renaissance."

En vertu d'une décision que vous avez rendue hier, M. l'Orateur, cette nouvelle est fausse et malhonnête.

Il n'y a aucune preuve à l'effet que la communication téléphonique ait été complétée ou que ce soit Gérard Gagnon qui ait téléphoné. On sait, en effet, qu'il y avait plusieurs personnes dans la chambre d'hôtel d'où sont partis les appels téléphoniques. C'est donc une fausseté, une nouvelle malice, une inexactitude. Je proteste contre l'organe du Parti libéral...

##### Un député ministériel: Ça devient une manie!

M. Talbot (Chicoutimi): M. Laurendeau écrit en page éditoriale que l'Union nationale n'a plus de doctrine<sup>1</sup>. S'il y a quelqu'un qui a perdu sa mystique, c'est *Le Devoir*, qui était grand sous Henri Bourassa.

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 17 novembre courant, sur la motion proposée par le député de Laval (M. Lavoie), dont elle a été saisie vendredi le 11 novembre dernier: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**M. Boudreau (Saint-Sauveur):** Les libéraux n'ont encore rien fait pour résoudre le problème des sans-travail et pour réduire le nombre de chômeurs, qui augmente constamment. J'espère que le gouvernement sera capable de trouver les moyens d'alléger le chômage immédiatement. Les statistiques montrent que 33 % des chômeurs du Canada sont dans la province de Québec.

Le programme libéral des dernières élections disait, à l'article 12, que le gouvernement provincial doit assumer seul la responsabilité en matière de chômage. Mais on y faisait de savantes distinctions entre le chômage cyclique, le chômage saisonnier, le chômage structurel<sup>2</sup>...

Pour l'ouvrier de chez nous, qui ne travaille pas depuis plusieurs mois, qui est privé des prestations et voit arriver l'hiver avec inquiétudes, ces distinctions sont une bien mince consolation. Le Parti libéral publiait dans les journaux des annonces qui montraient de longues files de chômeurs à la porte des bureaux de l'assurance-chômage. Le Parti libéral s'y engageait à débarrasser le Québec de ce triste championnat et à ne pas demander de solutions aux autres. Il disait que c'était la seule responsabilité provinciale...

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Pendant tout le temps que j'ai dirigé le Parti libéral, celui-ci a prétendu que le chômage était partiellement la responsabilité de la province, alors que l'Union nationale soutenait que c'était la seule responsabilité fédérale.

**M. Boudreau (Saint-Sauveur):** J'ai devant moi l'engagement du parti, cité dans les annonces électorales, et où l'on dit que le chômage est une responsabilité familiale et provinciale. De plus, le Parti libéral s'engageait, une fois rendu au pouvoir, à faire exécuter des travaux publics sans délai, à la mesure des besoins. Selon le programme libéral, ce n'est pas dans un mois ou six mois que le chômage devait disparaître, mais tout de suite, comme sous le coup d'une baguette magique. Au lieu de cela, le gouvernement a fait arrêter, en arrivant au pouvoir, les travaux entrepris sous l'Union nationale. Il en donne la liste.

Il traite du plan directeur de voirie que l'ancien gouvernement avait préparé pour la région métropolitaine de Québec mais que les libéraux, dit-il, ont saboté en grande partie.

L'aggravation du chômage à la veille de la saison froide est une cause d'inquiétude dans les milieux ouvriers. Les employés de l'industrie de la construction ont été les premiers à être touchés par le chômage. Tout ce dont les chômeurs peuvent profiter, actuellement, c'est leur part du 40 % affecté au paiement de la main-d'œuvre dans les travaux municipaux d'hiver. Nous espérons que le gouvernement se souviendra que les ouvriers du bâtiment ont besoin de travailler durant la belle saison, alors qu'on peut exécuter des travaux extérieurs. J'ai demandé au gouvernement d'étudier le problème. Plusieurs municipalités du Québec ont presque fait faillite pour avoir assumé une trop grosse partie du chômage pendant la dépression. J'ai demandé que des mesures préventives soient prises pour ne pas que la situation se reproduise.

J'espère qu'on trouvera une solution immédiate, attendu que le chômage est le problème le plus angoissant de l'heure; attendu que, d'après les statistiques fédérales, 33 % des sans-travail du pays se trouvent au Québec, où il y en a 126,000; attendu que le gouvernement provincial s'est engagé à exécuter des travaux publics à la mesure des besoins, et attendu qu'il a laissé entendre qu'il y aura des lois à ce sujet.

Devant l'urgence de la question, il y aurait lieu d'adopter une motion pour suspendre le débat sur l'adresse et pour étudier sans délai les projets de loi que le gouvernement entend soumettre à la Chambre en vue d'atténuer le chômage.

Attendu que le chômage est le problème le plus angoissant de l'heure;

Attendu que, d'après les statistiques fédérales, 33 % des sans-travail du pays se trouvent au Québec, où il y en a 126,000;

Attendu que le gouvernement provincial reconnaît que le chômage tombe sous la responsabilité de la province et que ce même gouvernement s'est engagé à exécuter des travaux publics à la mesure des besoins;

Attendu également qu'il a laissé entendre qu'il y aura des lois à ce sujet;

Je propose, appuyé par le député de Témiscouata (M. Raymond), qu'il est urgent et conforme aux meilleurs intérêts de la province de suspendre immédiatement le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, vu l'extrême gravité de la situation du chômage dans la province, pour étudier sans délai les projets de loi que le gouvernement entend soumettre à l'attention de la Chambre concernant cette question.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** soulève un point d'ordre et de règlement. À mon avis, dit-il, cette motion est hors d'ordre. Selon le Règlement parlementaire, il faut procéder autrement pour réclamer l'ajournement, afin d'aborder une question urgente et d'intérêt provincial. La procédure à suivre est bien connue. Une telle motion doit être présentée avant l'appel de l'ordre du jour et non pendant le débat.

Au cours du débat sur l'adresse, on traite déjà du problème du chômage. Le débat sur le chômage peut se faire dans les cadres de celui sur le discours du trône. Il n'est donc pas urgent d'ajourner immédiatement pour traiter de la question. La motion n'a pas sa raison d'être dans le moment. De plus, la motion contient un exposé de motifs.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce n'est pas un débat que le député de Saint-Sauveur (M. Boudreau) a suggéré. Ce que nous demandons, c'est d'étudier sans délai les projets de loi que le gouvernement entend soumettre à l'attention de la Chambre sur cette question. Le chef du gouvernement dénonçait le chômage aux dernières élections...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je me suis bien gardé, moi, d'aborder le fond de la question du chômage.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous ne voulons pas de discussion sur le chômage. Nous disons seulement au gouvernement: agissez, suspendez les discussions.

**M. l'Orateur:** Étant donné la procédure parlementaire, le député de Chicoutimi (M. Talbot) ne doit discuter que d'une chose: la motion est-elle

régulière? Le député ne doit pas se prononcer sur le fond du problème des sans-travail.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous demandons seulement qu'on suspende le débat pour permettre au gouvernement de donner aux chômeurs l'aide qu'il peut leur donner. Le premier ministre n'a même pas cité l'article du Règlement sur lequel il s'appuie.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Lisez donc le paragraphe 2 de l'article 192!

**M. Talbot (Chicoutimi)** cite un autre article d'après lequel la motion serait régulière<sup>3</sup>. Il est plus urgent actuellement, dit-il, d'étudier des lois et de prendre des mesures contre le chômage que de poursuivre le débat sur l'adresse.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** invoque l'article 192. Une motion portant ajournement, dit-il, doit être formulée en ces termes: "Que le débat soit maintenant ajourné." La motion ne peut pas être acceptée parce qu'il n'y a, pour l'instant, aucun bill du gouvernement inscrit à ce sujet au *Feuilleton*, et il n'y en aura pas tant que le débat sur le discours du trône ne sera pas terminé. Un seul projet de loi est à l'ordre du jour, celui de l'assurance-hospitalisation, contrairement à la coutume de l'Union nationale et à ce qui s'est passé à l'Assemblée législative depuis 16 ans.

La raison est que le gouvernement a voulu donner aux députés toute la latitude voulue pour discuter tous les sujets qu'ils désirent. Il n'a pas voulu empêcher les députés de l'opposition d'aborder n'importe quel sujet durant le débat sur l'adresse. Quand un projet de loi figure à l'ordre du jour, on n'a pas le droit d'en parler. L'ancien régime bourrait le *Feuilleton* de 35 à 40 lois dès le début de la session, puis, quand les députés voulaient parler, dans le débat sur l'adresse, d'un sujet mentionné dans un des bills, on l'empêchait d'en parler. C'était pour priver des adversaires politiques du droit de parole. Cela ne se répètera pas.

Si la Chambre laisse passer l'amendement, elle devra étudier immédiatement les projets de loi du gouvernement non inscrits au *Feuilleton*. Or, il n'y en a pas au *Feuilleton* et il n'y en aura pas tant que le débat ne sera pas terminé. Adopter cette motion nous forcerait à ce moment-ci à violer le secret ministériel, ce que nous ne ferons pas.

**M. Johnson (Bagot)** regrette, dit-il, que le premier ministre ait dit qu'il n'y a pas urgence à

cesser de parler du chômage pour passer à l'étude des mesures efficaces.

#### Des députés ministériels protestent.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai dit: "pas urgence de débat." La motion n'a pas sa raison d'être dans le moment. Le seul projet de loi inscrit maintenant à l'ordre du jour est celui de l'assurance-hospitalisation, problème qu'il faut régler pour la mise en œuvre du plan<sup>4</sup>. Ceci a été fait intentionnellement. Nous ne voulons pas encombrer le déroulement du *Feuilleton* avec des douzaines de lois, jusqu'à ce que nous ayons statué sur le débat du discours du trône. Sous l'ancienne administration de l'Union nationale, 30 ou 40 projets de lois étaient inscrits à l'ordre du jour avant la fin du discours du trône. C'était la tactique préférée du défunt premier ministre Duplessis. Nous savons tous qu'il y a une loi qui traite d'un sujet précis à l'ordre du jour, les membres ne peuvent pas discuter de ce sujet dans leurs débats du discours du trône. Nous voulons donner aux membres de la Chambre le plus de liberté possible pour discuter de tous les sujets qu'ils désirent dans leurs discours, et c'est pour cette raison qu'il y a seulement une loi à l'ordre du jour. J'appuie les arguments présentés par le procureur général.

**M. Johnson (Bagot):** Je siège depuis longtemps en Chambre et je ne me rappelle pas qu'on n'ait pas permis à chacun d'émettre une opinion. Il y a urgence de donner du travail aux chômeurs, dont le nombre se multiplie.

#### Décisions de l'Orateur:

##### Absence d'urgence pour suspendre l'adresse en réponse au discours du trône

**M. l'Orateur,** après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare la motion proposée par le député de Saint-Sauveur (M. Boudreau) irrégulière et hors d'ordre, vu qu'il n'y a pas urgence d'ouvrir un débat sur le chômage, et il appuie sa décision sur les dispositions de l'article 760 du Règlement.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arseneault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Couturier, Dionne, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Larouche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 43.

**Contre:** MM. Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Cloutier, Cottingham, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Leclerc, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, 27.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue<sup>5</sup>.

**Une voix de l'opposition:** Vous avez voté contre les chômeurs!

Le débat se poursuit sur l'adresse.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Dès le prononcé du discours du trône, le gouvernement a pris des mesures concrètes pour combattre le chômage. Le gouvernement a décidé de payer aux municipalités 40 % du coût de la main-d'œuvre pour les travaux d'hiver et d'exécuter des travaux publics. Cet argent est versé de concert avec le programme fédéral, qui défraie 50 % du coût de la main-d'œuvre. L'Union nationale a toujours refusé de prendre ses responsabilités à ce sujet. Nous, après 120 jours de pouvoir, sommes venus au secours des sans-travail.

Le gouvernement du Québec s'occupera de plusieurs types de projets cet hiver pour contrer le chômage. La décision du gouvernement de participer à la construction de la route transcanadienne et la signature de l'entente avec le fédéral permettront de donner de l'ouvrage aux chômeurs dès cet hiver. Dès le printemps 1961, nous entreprendrons les travaux de la route La Tuque-Lac Bouchette, qui reliera le nord de la Mauricie à la région du Lac-Saint-Jean. Le ministère engagera des hommes cet hiver pour nettoyer le terrain, sur le site de la route projetée. Des hommes seront également engagés pour nettoyer le terrain, sur 26 milles, de la route transcanadienne, là où elle dévie de la route no 9, entre Drummondville et Québec, pour préparer la

construction de l'autoroute transcanadienne qui commencera au printemps prochain. Ces travaux de défrichement seront inscrits au programme des travaux d'hiver. Je vois mon prédécesseur devant moi et il n'a rien fait dans ce domaine<sup>6</sup>.

Mon ministère a également décidé d'entretenir 3,500 milles de plus de routes d'hiver que l'an dernier. Alors notre programme d'entretien des routes couvrira 8,500 milles de routes cet hiver. Ceci représente une dépense supplémentaire de \$2,000,000. Pendant 16 ans, nos amis d'en face ont toujours dit que le chômage était un problème fédéral, que c'était à Ottawa de chercher les solutions, et M. Duplessis l'a répété à plusieurs reprises...

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** (Montrant le siège qu'occupait M. Duplessis) Il était là!

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Le nouveau gouvernement libéral est fidèle au programme qu'il a annoncé et qu'il a placé devant l'électorat lors de la dernière campagne électorale. Il respecte son unité de pensée, son unité d'action.

Je n'ai jamais vu un parti, celui de l'Union nationale, aussi sévèrement jugé par les journaux et l'opinion publique. Le chef démissionnaire, M. Antonio Barrette, est resté grand dans la défaite. Le malheur est qu'il n'ait pas été suivi par les aspirants chefs.

Le Parti libéral est au pouvoir depuis un peu plus de quatre mois et il a déjà économisé des millions de dollars en faisant appel à des soumissions publiques. Lorsque l'Union nationale était au pouvoir, ce gouvernement disait que c'était impossible à réaliser. Cependant, ceci a été fait et continuera d'être fait, aussi longtemps que le gouvernement actuel sera au pouvoir. En faisant appel à des soumissions publiques pour octroyer les contrats évalués par les ingénieurs du ministère à \$3,445,000, le gouvernement a économisé de façon considérable lorsque ces contrats ont été accordés pour un total de \$2,505,000.

Mon ministère de la Voirie a économisé \$1,691,582, en moins de 120 jours, par la renégociation des contrats qui avaient été accordés par l'Union nationale, à des prix excessifs, avant les élections du mois de juin.

**Une voix de l'opposition:** Hypocrite!

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** J'aime mieux être traité d'hypocrite par les gens qui siègent

en face, si je peux mériter à ce prix les témoignages d'appréciation des payeurs de taxes de cette province, heureux de savoir que leur argent a servi à quelque chose, et des entrepreneurs qui peuvent, enfin, soumissionner selon des méthodes admises dans la pratique courante des affaires!

Les officiers de mon département ont commencé la renégociation d'un groupe de contrats accordés par l'Union nationale et exigeant un déboursé de \$15,000,000. Je suis certain que les entrepreneurs vont accepter une réduction de 5 %, ce qui représente une économie additionnelle de \$750,000 qui s'ajoutera au chiffre cité précédemment.

J'ai eu l'occasion de constater à Toronto, à un congrès de l'Association des bonnes routes, que le crédit de la province de Québec s'est accru dans la province sœur. On se rend compte que l'administration du Québec est maintenant sérieuse et offre des garanties. L'opposition de l'Union nationale n'a pas réussi à jouer son rôle réel en tant que conseiller auprès du gouvernement et à fournir son aide en regard de la législation. D'un autre côté, le Parti libéral est demeuré fidèle aux suggestions qu'il a faites lorsqu'il était à l'opposition et il continuera d'être sincère en mettant de l'ordre dans l'administration de la province.

L'ancien ministre de la Voirie du Québec a adressé des lettres d'intention à des entrepreneurs à la veille des élections provinciales. (Brandissant une liasse de lettres) J'ai en ma possession une lettre d'intention accordant un contrat de voirie au prix de \$400,000 à un entrepreneur, pour une route dans le comté de Chicoutimi, et les prévisions du ministère étaient bien en deçà du prix stipulé dans la lettre.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est une chose impossible, car au ministère de la Voirie, jamais un contrat ne se donne à forfait. Ces contrats de voirie sont toujours donnés à prix unitaire, suivant les travaux à effectuer.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Qui vous empêchait de demander des soumissions pour les prix unitaires?

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce n'est pas la question. À la Voirie, de mon temps, la base du contrat était le prix unitaire. C'était la coutume. Jamais je n'ai donné de contrats à forfait.

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** dit qu'il a en main des documents qui prouvent hors de tout doute ses assertions et qu'il est prêt à les mettre

à la disposition de la Chambre. Dans mon département, dit-il, une foule de lettres d'intention ont été envoyées par mon prédécesseur. Chaque fois que les offres étaient demandées, le prix était inférieur à celui de la lettre d'intention.

J'ai refusé d'accepter ces lettres et nous avons renégocié tous ces contrats. Dans la majorité des contrats accordés par l'Union nationale, les mêmes entrepreneurs ont consenti à soumissionner et à faire les travaux à des prix plus bas. J'ai des documents qui donnent les chiffres et ce ne sont pas des chiffres truqués. C'est de cette façon qu'on prend l'intérêt de la province et qu'on économise l'argent du public. Pourquoi l'opposition n'a-t-elle pas pris les mesures nécessaires pour diminuer le coût des travaux, au lieu de traiter le gouvernement libéral d'hypocrite?

Par la signature d'une entente avec Ottawa pour la route Trans-Canada, si avantageuse pour la province de Québec, le gouvernement n'a pas compromis les droits constitutionnels de la province, comme ont voulu le dire des orateurs de l'opposition. Non, le gouvernement n'a pas troqué les droits constitutionnels de la province en signant cette entente. L'opinion publique saura d'ailleurs reconnaître les avantages de cette entente et réaliser que nos droits constitutionnels sont saufs. Et elle pourra juger des avantages de l'attitude du gouvernement actuel en regard de celle de l'ancien régime.

Le Parti libéral est fier de défendre l'autonomie provinciale, et cela, d'une façon positive, alors que l'opposition actuelle persiste à adopter une approche négative. La province a subi une forme négative d'autonomie pendant 15 ans sous l'administration de l'Union nationale. Pendant 15 ans, un premier ministre a prétendu qu'il était le seul à pouvoir défendre les droits constitutionnels du Québec. Il a réussi à créer chez nous un mythe, celui de l'autonomie par la seule Union nationale. Il a exploité à fond ce mythe par souci électoral. Le peuple du Québec apprécie maintenant les avantages d'une politique positive en ce domaine.

Il évoque les anciens premiers ministres Honoré Mercier et Louis-Alexandre Taché comme de grands défenseurs de l'autonomie provinciale. Les gens de l'opposition, dit-il, trahissent aujourd'hui les paroles de l'ancien premier ministre Paul Sauvé qui déclarait, après le décès du premier ministre Duplessis, qu'il négocierait avec Ottawa sans mettre en danger les droits constitutionnels du Québec, en pensant que c'était une question d'argent. Cette décision prise par le chef du gouvernement d'alors, M. Paul Sauvé, a été reprise par son successeur,

M. Antonio Barrette. Le défunt premier ministre Paul Sauvé et l'ancien premier ministre Barrette ont clairement indiqué leur intention de faire entrer le Québec dans le pacte de l'autoroute transcanadienne, mais maintenant, le chef parlementaire de l'Union nationale a affirmé que les libéraux n'avaient offert à la province aucune garantie que les droits qu'elle détient en vertu de la Constitution seraient maintenus en participant à ce projet. Les membres de l'opposition essaient de détruire ce que leurs deux chefs précédents étaient en train de réaliser.

La défaite électorale a laissé les membres de l'Union nationale si désespérés, ébahis et confus, qu'ils ne réalisent même pas qu'ils sont en train de détruire et de saboter l'édifice qu'ils ont cru élever pendant leurs 16 années de pouvoir. À les entendre, il faudrait que le gouvernement actuel base ses décisions sur la grandeur prétendue de l'Union nationale, alors que, depuis qu'ils sont dans l'opposition, ils sont en train de trahir ceux qui les ont dirigés et de faire tomber leurs idoles.

Si l'Union nationale avait adopté pendant son administration le système des soumissions publiques, elle aurait pu épargner des sommes énormes. Combien de belles réalisations nous pourrions avoir aujourd'hui dans la province, combien de magnifiques édifices, combien de belles routes! Sans doute l'Union nationale a-t-elle réalisé quelque chose avec les gros budgets dont elle eut l'administration et avec l'argent dépensé. Mais c'est bien peu de chose en regard de ce qui aurait pu faire si l'on avait adopté le système administratif que nous avons maintenant instauré dans cette province. En 16 années d'administration, l'Union nationale a réalisé des œuvres qui coûtaient trop cher. C'est là le fond de la question.

Il cite l'exemple du système d'illumination du pont de Drummondville. L'ancien ministre des Travaux publics, dit-il, avait accordé un contrat pour la pose de 20 lampadaires qui ont coûté à la province la somme de \$36,245.21 ou environ \$1,800 l'unité. Cependant, au même moment, le conseil municipal de Drummondville a demandé des soumissions publiques pour l'installation du même type de lampadaires sur un passage supérieur et la soumission la plus basse était de \$626 l'unité.

La Compagnie Lampadaire Électrique de Montréal nous a admis que ses prix avaient été exorbitants pour le pont de Drummondville. Mon ministère a récemment lancé des appels d'offres pour le même type de lampadaires qui seront installés au rond-point du pont de Québec. Dans ce cas, la soumission la moins élevée était \$500 l'unité. La

population de cette province a raison de croire qu'elle sauvera des millions avec le système administratif actuel.

Mon prédécesseur n'a vraiment pas accompli de miracles quand il assumait l'administration de ce ministère. Il ne s'est pas soucié d'assurer la relève de son personnel. La preuve est que j'ai dû mettre à l'épreuve l'endurance de nos ingénieurs, qui ont travaillé jour et nuit afin de nous permettre de signer certaines ententes avec Ottawa. De plus, ils ont dû abattre une tâche énorme pour la mise à exécution des projets du gouvernement. Le seul ministère de la Voirie du Québec aurait besoin des services d'une centaine de nouveaux ingénieurs, qui recevront un salaire plus élevé à leur arrivée au ministère. Je fais appel, à ce sujet, aux futurs diplômés en génie civil, les invitant à venir nous offrir leurs services. En les payant un peu plus, les jeunes ingénieurs seront plus enclins à rester à la fonction publique; ils ne seront pas tentés de se chercher une situation ailleurs et de travailler pour l'industrie.

Pour venir en aide aux chômeurs, nous avons quelque chose à proposer à la Chambre. Nous avons un programme de travaux de toutes sortes et nous ferons des travaux de toutes choses. Dans mon département seulement, il y a les travaux de la route transcanadienne qui se poursuivront dès ce printemps. Le gouvernement envisage d'élargir la route no 9, sur la Rive-Sud, la route de base de la route transcanadienne, afin de la porter à six voies entre Saint-Hyacinthe et Sainte-Geneviève, à quatre voies pour le reste. Actuellement, la route comprend deux voies dans sa plus grande partie. Plusieurs projets sont à l'étude présentement.

En plus de la construction de l'autoroute transcanadienne, il faudra effectuer des travaux de réfection sur la route 3, entre Montréal et Lévis et sur la route 1, dans les Cantons-de-l'Est. D'autres travaux routiers vont demander la construction de voies d'accès au nouveau pont Champlain sur l'île de Montréal et de voies d'accès pour les ponts qui relieront Dorion et Sainte-Anne-de-Bellevue à l'ouest de l'île et commenceront au début du printemps prochain. Il continue à donner une liste des différents travaux que propose son ministère.

Ce sont là, dit-il, des travaux considérables qui donneront de l'ouvrage aux chômeurs de cette province. L'opposition fait preuve de mauvaise volonté quand elle prétend que nous n'avons rien fait et que nous n'avons rien en vue pour venir en aide aux chômeurs. Il s'agit là de mesures bien concrètes et positives pour remédier au chômage, et elles ne sont que quelques-unes de toutes celles que le

gouvernement a l'intention d'entreprendre. De plus, dans mon comté de Drummond, nous construirons, au coût de \$800,000, un édifice qui groupera les services administratifs de la région. Le contrat a d'ailleurs été accordé.

**M. Talbot (Chicoutimi)** répond au ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) à propos du contrat de construction de cet édifice.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** intervient dans le débat et discute avec le chef de l'opposition sur l'octroi de ce contrat.

**M. Talbot (Chicoutimi)** répond au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier).

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Après les élections, j'ai constaté que les plans d'une école de technologie et d'un foyer d'accueil dans mon comté n'étaient même pas commencés. Pourtant, l'Union nationale avait promis la construction immédiate de ces édifices et avait dit que les travaux commenceraient incessamment. Il n'y avait même pas de crédits votés à cet effet.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le député devrait savoir, dans le cas des centres d'accueil, qu'une loi avait été votée qui autorisait une dépense de \$15,000,000 à ce sujet. Les plans avaient été préparés en vertu de cette loi.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il est vrai qu'il y avait une loi à cette fin. Mais une chose est certaine: c'est que pas un sou n'avait été prévu au budget de 1960-1961 pour ces centres d'accueil. C'est ainsi que l'ancien gouvernement nous a laissé une situation financière impossible.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le premier ministre confirme ainsi qu'une loi votée autorisait cette dépense de \$15,000,000. Mais il n'était pas besoin que des fonds soient prévus au budget. La loi stipulait que les dépenses pouvaient être payées à même le fonds consolidé du revenu. Et je me rappelle que nous répondions alors à l'opposition libérale qu'elle pourrait constater les déboursés faits dans les *Comptes publics*.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Le prestige de la province de Québec est à la hausse au sein de la Confédération canadienne. Cet heureux



état de choses est attribuable au fier rôle que le premier ministre du Québec a joué aux conférences d'Ottawa. Tous les députés libéraux sont fiers du rôle que le premier ministre y a joué. Il fallait y être pour constater jusqu'à quel point le Québec a mérité l'estime des dirigeants des autres provinces et combien aussi notre province a pris au sérieux la place qu'elle occupe comme deuxième province en importance dans la Confédération canadienne.

Le premier ministre a su exposer les besoins de sa province dans un climat de coopération avec les autres provinces. Enfin, nous avons vu un homme politique du Québec qui, tout en défendant les principes sacrés de l'autonomie, a pu dire aux autres gouvernements que le Québec était prêt à coopérer à la grandeur de la nation canadienne.

Le présent gouvernement ne veut assouvir aucune vengeance privée ou publique. Il (l'honorable M. Pinard) nie le congédiement de milliers d'employés et affirme que, dans son propre ministère, les renvois ont été très peu nombreux. Les seuls employés congédiés, dit-il, le furent pour ingérence politique prouvée par un affidavit.

**M. Gosselin (Compton)** propose, appuyé par le député de Frontenac (M. Guillemette), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à midi trente minutes.

### NOTES

1. "L'Union nationale: un parti sans âme". Voir *Le Devoir* du 18 novembre 1960, à la page 4.

2. L'article 12 du programme politique du Parti libéral de 1960 différencie cinq types de chômage: familial, structurel, technologique, saisonnier et cyclique.

3. M. Talbot a probablement cité le premier paragraphe de l'article 274 ou l'article 760 qui précise qu'avant l'adoption de l'adresse, on ne peut procéder à aucune affaire importante, sauf en cas d'urgence.

4. *Le Montréal-Matin* du 19 novembre 1960, à la page 9, rapporte que le premier ministre aurait dit: "S'il n'y a qu'une seule question au *Feuilleton*, celle de l'assurance-hospitalisation, c'est pour empêcher qu'on en discute une autre avant."

5. Selon *Le Droit* du 19 novembre 1960, à la page 17, ce débat a duré près d'une heure.

6. M. Pinard fait ici référence à M. Talbot qui a été ministre de la Voirie dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette, du 30 août 1944 au 5 juillet 1960.



Séance du mardi 22 novembre 1960

### Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Commission des écoles catholiques de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Brousseau);
- de la Commission des écoles protestantes de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Brousseau);
- des commissaires d'écoles de la municipalité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Théberge);
- de la cité de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jourdain);
- de la ville de Hampstead, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. O'Reilly);
- de Gilles Berthiaume et autres, demandant l'adoption d'une loi relative au testament de feu l'honorable Trefflé Berthiaume (M. Lechasseur);
- de la cité de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Binette);
- de la ville de Rivière-des-Prairies, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Meunier);
- de la Corporation de gaz Cartier - Cartier Gas Corporation, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Saint-Pierre);
- de The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, demandant l'adoption d'une loi les consolidant en une seule corporation et pour d'autres fins (M. Blank);
- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laroche);
- de la ville de Tracy et la municipalité scolaire de Saint-Joseph de Sorel et Tracy, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant une résolution concernant la taxe d'eau payable par Marine Industries, Limited (M. Lechasseur);
- de la ville de Tracy et la municipalité scolaire de Saint-Joseph de Sorel et Tracy,

demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant une résolution concernant la taxe d'eau payable par British Titan Products (Canada), Limited (M. Lechasseur);

- de Dominion Lime, Ltd., et Carrière Dulude, Limitée - Dulude Quarry, Limited, demandant l'adoption d'une loi confirmant leurs titres respectifs d'immeubles (M. Théberge);
- de la ville de Pierrefonds, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lalonde).

### Directives de l'Orateur:

#### Durée et restrictions du droit de parole (article 265)

**M. l'Orateur,** avant de passer aux affaires du jour, fait la déclaration suivante:

Sauf quelques exceptions qu'il énumère, l'article 265 du Règlement décrète que nul discours ne doit durer plus d'une heure.

L'on m'informe que, depuis quelques années, l'usage a été de compter comme faisant partie de cette heure allouée par l'article 265 le temps employé par la Chambre pour la discussion de points d'ordre, de règlement ou de privilège et par les décisions de l'Orateur et les votes qui s'ensuivent.

Je n'entends pas me départir de cette manière de faire lorsque le député qui a la parole aura lui-même été la cause d'une violation de l'ordre ou du Règlement et que le point d'ordre ou de règlement soulevé par un autre député à cette occasion aura été maintenu par l'Orateur. Mais si le point d'ordre ou de règlement ainsi soulevé est rejeté, et dans tous les autres cas où des points d'ordre, de règlement ou de privilège sont soulevés, quel que soit le résultat de la décision de l'Orateur, j'estime qu'il ne serait pas juste, ni dans l'esprit du Règlement, de priver le député qui a la parole d'une partie de l'heure qui lui est allouée; le temps employé par la Chambre pour disposer du point qui aura alors été soulevé ne sera donc plus à l'avenir compté comme faisant partie du temps prévu par l'article 265 du Règlement<sup>1</sup>.

Pour éviter tout malentendu et pour que tous les membres de cette Chambre puissent prendre une entière connaissance des présentes directives, je demande au greffier de les consigner au procès-verbal de la présente séance.

**Dépôt de documents:****Employés  
publics cautionnés**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre un état détaillé au 8 novembre 1960 des employés publics de la province de Québec cautionnés conformément aux dispositions de la section IV du chapitre 10 des Statuts refondus de Québec (1941). (Document de la session no 27)

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 18 novembre courant, sur la motion proposée par le député de Laval (M. Lavoie), dont elle a été saisie vendredi le 11 novembre dernier: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**M. Gosselin (Compton)** formule des vœux de rétablissement au chef de l'opposition, l'honorable Yves Prévost, et félicite l'honorable Antonio Talbot de la lutte digne et ferme qu'il mène en son absence.

Pour nous, dit-il, qui sommes maintenant dans l'opposition, c'est une véritable réadaptation que nous subissons actuellement. Nous remplirons avec esprit de devoir le noble rôle qui est le nôtre et nous pourrions servir encore notre province et ses citoyens en voyant à ce que l'œuvre du gouvernement soit aussi bonne que possible.

On se demande vraiment de quel côté de la Chambre se trouvent les véritables myopes. Du côté du gouvernement, on a prétendu qu'il ne s'était rien fait dans la province sous l'Union nationale. Il suffit pourtant d'ouvrir les yeux pour admirer ses œuvres dans tous les comtés.

Il (M. Gosselin) aborde la question du patronage en rappelant que le propenseur et le secondeur de

l'adresse avaient salué l'avènement de la liberté et de la démocratie dans la province. J'aimerais, dit-il, que les actes du gouvernement correspondent à ces paroles. Mais en 130 jours, dans mon comté, les libéraux viennent de détruire cet esprit de démocratie que j'avais tenté d'instituer chez nous.

On ne fera pas disparaître les œuvres de l'Union nationale en traitant les oppositionnistes de somnambules. Et ce n'est pas en remplaçant les employés de la voirie par des amis du gouvernement qu'on marquera l'avènement de la liberté et de la démocratie dans cette province. Après ma première élection, 17 employés de la voirie étaient venus me trouver pour me prier de destituer certaines personnes pour les remplacer par mes amis parce qu'elles s'étaient occupées de la campagne pour le Parti libéral. Je les ai reçus avec un refus.

Se disant opposé à tout fanatisme politique, il (M. Gosselin) déclare qu'il a sursauté, la semaine dernière, quand il a entendu l'actuel ministre de la Voirie (M. Pinard) prétendre que pas un seul employé de ce ministère n'a été congédié. Dans mon propre comté, au contraire, 38 employés de la voirie comptant cinq ans et même 10 ans de service ont été renvoyés sans pitié et sans raison chez eux depuis les élections du 22 juin.

Il (M. Gosselin) cite des noms d'employés ayant de cinq à 10 ans de service qui ont été remplacés par les patroneux libéraux dans le comté de Compton, dont ceux de Camille Bolduc, Ernest Nadeau, Napoléon Dubé, Delphis Beaudoin, Fernand Laplante, Jean-Luc Pageau... J'en ai encore 11 autres, dit-il.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Nommez-les. On connaîtra vos organisateurs.

**M. Gosselin (Compton):** J'ai la liste des organisateurs libéraux qui les ont remplacés et je promets de fournir cette liste. On ne peut me faire croire que ces gens ne feront pas de politique.

Je demande au premier ministre (l'honorable M. Lesage), s'il veut réellement prouver la sincérité de sa présumée guerre au patronage, de réengager immédiatement tous les nombreux employés, comptant cinq ou 10 ans de service, mis à pied par le gouvernement dans mon comté. S'il le fait, alors je serai fier de revenir dans cette Chambre témoigner de la sincérité du premier ministre quand il promet de faire la lutte au patronage politique.

Lors de son passage à Scotstown, dans mon comté, durant la campagne électorale, le premier ministre qualifiait de "scandaleuse" la situation créée

par le départ de l'entreprise industrielle Guelph Plywood. Le premier ministre avait alors promis, une fois arrivé au pouvoir, de s'intéresser à la réouverture de l'usine et de confier au Conseil d'orientation économique le soin de trouver une solution au cas de cette petite ville des Cantons-de-l'Est. Est-ce que le premier ministre tient sa promesse?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Si c'est une question qu'on me pose là, je réponds oui. Je l'avais promis et je puis dire au député que c'était déjà fait. J'ai référé au ministère de l'Industrie et du Commerce, ainsi qu'au Conseil d'orientation économique le problème posé par la fermeture, il y a quelques années, des ateliers de la firme Guelph Plywood, la principale industrie à Scotstown, dans la circonscription de Compton. Après étude, une décision sera prise.

**M. Gosselin (Compton):** Plusieurs industriels sont venus visiter Scotstown, mais rien n'est résulté de ces enquêtes. Je regrette que, durant la campagne électorale, on ait tenté d'arracher des votes pour le Parti libéral par des promesses qui ne se sont pas réalisées. J'espère que la politique de planification économique préconisée par le gouvernement actuel signifiera quelque chose de tangible pour mon comté.

Il (M. Gosselin) reproche aux libéraux de prétendre que tout est à refaire dans la province. En l'espace de 10 ans, dit-il, grâce au travail du ministère de l'Industrie et du Commerce, dirigé alors par l'honorable Paul Beaulieu, cinq industries nouvelles se sont installées dans Compton.

Les cultivateurs ont encore besoin d'aide et, sûrement, ils demanderont encore au gouvernement de les aider. Cependant, ils ne veulent pas vivre de mendicité et ils souhaitent se tirer d'affaires seuls dans toute la mesure du possible. Je crois que le gouvernement de l'Union nationale a aidé les cultivateurs de chez nous à vivre par leurs propres moyens en adoptant de nombreuses mesures qui leur ont largement profité. Maintenant, il faut reconnaître que ce qu'il faut à nos cultivateurs, c'est de trouver un moyen de vendre leurs produits.

Je comprends que le gouvernement fédéral a des responsabilités en ce qui regarde les marchés pour la production agricole. Mais j'aurais voulu trouver dans le discours du trône au moins une allusion à la formation d'un comité d'enquête, par exemple, sur l'écart dans les prix que paient les cultivateurs de l'Ouest pour les moulées et ceux que doivent payer les cultivateurs de l'Est. Le gouvernement devrait agir à cet égard, afin de diminuer le prix de production agricole.

J'estime que, si l'on trouvait une formule pour baisser le coût de la production agricole chez nous, ce serait assurer la solution de problèmes difficiles qui se posent aux cultivateurs du Québec. Cela serait de nature à faciliter l'écoulement de la production agricole, le principal problème des cultivateurs aujourd'hui, et la vente à meilleur prix des produits de la ferme rapporterait des revenus augmentés à l'agriculteur du Québec.

Avant que des mesures de ce genre ne soient soumises, je m'étonne d'entendre le premier ministre se proclamer le défenseur de la classe agricole. J'ai l'intention de faire d'autres suggestions à l'occasion quand la Chambre discutera des mesures qui intéressent la classe agricole.

Il (M. Gosselin) demande au ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) de compléter le plus vite possible la route numéro 27 où doit aboutir, à la frontière, une voie à trois pistes de roulement venant de l'intérieur des États-Unis et d'améliorer la route de Sherbrooke à Québec en suivant la route numéro 1 qui offre des paysages enchanteurs aux voyageurs.

Il accuse l'ancien gouvernement libéral d'Ottawa d'avoir laissé inonder le marché canadien des agneaux de la Nouvelle-Zélande.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Jamais le porc ne s'est vendu aussi cher que dans le temps du régime libéral à Ottawa.

**M. Gosselin (Compton)** l'admet, mais il reproche aux libéraux fédéraux d'avoir laissé les nouvelles industries aller s'établir dans l'Ontario, au lieu de les inciter à venir dans le Québec.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Des pressions ont été pratiquées avec succès principalement dans le comté de Montmorency-L'Islet.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** se dit étonné de constater que les députés de l'opposition aient négligé, dans leurs discours, de parler des événements qu'ils viennent de vivre et de dire ce qui se passe dans l'Union nationale. Il semble que la Chambre aurait pu être intéressée à savoir ce qui se passe dans la marmite de l'Union nationale. On doit cependant s'en remettre aux journaux, dit-il, ou tirer nos propres conclusions. Il n'y aurait aucune équivoque, si, de l'autre côté de la Chambre, on avait informé les libéraux de ce qui s'est passé dans le groupe oppositionniste, surtout depuis le mois de janvier 1960.

M. Sauvé avait trouvé que tout était corrompu dans son parti, et il a posé des actes qui prouvaient sa

conviction profonde que l'Union nationale était foncièrement corrompue. Il voulait entreprendre un grand nettoyage.

**M. Talbot (Chicoutimi)** proteste en disant que le ministre ressuscite les morts et leur met dans la bouche des choses qu'ils n'ont pas dites. Je m'insurge, dit-il, contre ces tactiques contraires aux règlements de la Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** nie qu'il a fait dire quoi que ce soit à feu Paul Sauvé. Je me suis contenté, dit-il, de rappeler que M. Sauvé a posé des actes.

**M. l'Orateur** renvoie le point d'ordre de M. Talbot.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Après M. Sauvé, on a nommé M. Barrette, comme chef. C'était le sauveur de l'Union nationale, et nous avons entendu à son sujet un concert d'éloges extraordinaires, fantastiques, dithyrambiques. Et M. Barrette est parti dans des circonstances extraordinaires. Pourquoi? Il faut s'en tenir aux déclarations de M. Barrette lui-même. Il est parti parce qu'il ne pouvait plus vivre dans ce parti.

Jusqu'avant son départ, surtout durant la période électorale, nous avons connu la romance des trois Grands. M. Barrette était le dernier de cette trilogie, et la Chambre, comme la province, auraient intérêt à savoir pourquoi il a quitté son poste?

**Un député de l'opposition:** Dites-nous donc pourquoi Lapalme est parti?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Je suis encore ici!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Puisque personne ne veut dire pourquoi M. Barrette est sorti en claquant les portes, il faut bien se fier à ce que l'ancien chef de l'Union nationale a dit lui-même pour expliquer son geste. Il s'est rendu compte que l'Union nationale était une marmite empoisonnée!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre répète son discours de Jonquière!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** À ce moment-là, je n'avais pas parlé de la mort du chef intérimaire: c'est ici-même dans cette Chambre que je vais lui en parler.

Après avoir perdu les élections et le pouvoir, M. Barrette s'est dit: "Il faut ouvrir la marmite". M. Barrette a cru mourir! Il a dit: "Je m'en vais chez nous". Les senteurs qui s'échappent de la marmite de l'Union nationale forcent les chefs de ce parti à fuir à tour de rôle, parce qu'ils ne peuvent pas supporter les effluves qui en sortent.

**Une voix:** On la connaît celle-là.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je vous crois que vous la connaissez la marmite! Après tant de temps! M. Barrette parti, le parti lui choisit un successeur, un très honnête homme, M. Yves Prévost, mais à son tour, la marmite l'a envoyé à l'hôpital.

**Une voix:** Un peu de décence.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** J'ai de la sympathie pour M. Prévost qui est aux prises avec une marmite dont se dégage de telles odeurs!

**M. Talbot (Chicoutimi)** soulève un point d'ordre pour demander à l'Orateur si les règlements de la Chambre permettent un débat de ce genre. Si le Règlement ne le défend pas, les règles de la décence devraient l'interdire<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je réponds au chef intérimaire de l'opposition que si les affaires de l'Union nationale ne sont pas d'intérêt public, alors tous les agissements de ce groupe pendant 16 ans ont été d'intérêt privé.

**M. l'Orateur** renvoie le point d'ordre de M. Talbot.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je voudrais savoir ce qui se passe dans l'Union nationale, mais il faut se fier aux journaux plutôt qu'aux membres de ce parti qui cachent ce qui se passe chez eux. Encore aujourd'hui, *La Presse* nous annonce une chose formidable: l'expulsion de M. J.-D. Bégin du Club Renaissance. Le président de ce Club est ici, le député de Saint-Sauveur; il pourrait peut-être nous dire ce qu'il y a là-dedans.

**M. Boudreau (Saint-Sauveur):** Je vais vous le dire tout de suite. Cette nouvelle-là est fausse.

**Une voix de l'opposition:** Comme tout ce qui vient de *La Presse* d'ailleurs!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je suis fort heureux d'apprendre cela. Nous pourrions dire aux jeunes de l'Union nationale, désormais, que toutes leurs honnêtes tentatives d'épuration de ce parti ne trouvent pas d'échos chez leurs aînés.

Pendant huit ans, nous avons dit au gouvernement au pouvoir que nous aurions une crise plus grave de chômage dans la province de Québec, parce que les investissements *per capita* ont été inférieurs à la plus grande partie du Canada, et c'est ce qui explique pourquoi il y a plus de chômeurs actuellement dans la province. On nous a répondu: "Vous dénigrez votre province".

Le gouvernement de l'Union nationale affirme être en grande partie responsable de l'expansion industrielle de la province de Québec, depuis les 15 dernières années. Je vais admettre que le Québec, avec le reste du pays, a connu un développement industriel considérable au cours des dernières années. Cependant, je ne suis pas prêt à admettre que l'Union nationale en soit responsable.

De 1943 à 1950, il y a eu augmentation de 72 % de la production totale pour l'ensemble du pays. Durant la même période, poursuit-il, l'augmentation était de 122 % en Alberta, de 83 % au Nouveau-Brunswick, de 79 % en Ontario, de 76 % en Colombie-Britannique, de 72 % au Manitoba, de 56 % en Saskatchewan et seulement de 55 % de la production industrielle dans la province de Québec. La hausse a été plus forte dans les autres provinces.

Pour la période de 1946 à 1956, il note que l'augmentation de la productivité fut de 206 % en Colombie-Britannique, de 190 % en Alberta<sup>3</sup>, de 180 % en Ontario, alors que le Québec arrivait en fin de liste avec 154 %. Soulignant la production totale nette par province, comparativement à l'ensemble du pays, il dit qu'en 1943, la production du Québec équivalait à 29 % de l'ensemble du pays, à 26.6 % en 1950 et à 25.7 % en 1956.

La situation, souligne-t-il, était bien différente dans l'Ontario où la production équivalait en 1950 à 37.6 % de la production canadienne et de 40 % en 1956. Celle de l'Alberta équivalait à 7.5 % en 1956 et à 8.5 % en 1956; celle de la Colombie-Britannique à 9.1 % en 1950 et à 10.6 % en 1956.

La province de Québec, réaffirme-t-il, a régressé dans la Confédération sous l'administration de l'Union nationale. Il précise qu'il n'a jamais dit que l'industrie québécoise n'a pas fait des progrès, mais que ces progrès étaient loin d'être proportionnels à ceux des autres provinces, particulièrement des provinces riches comme nous en sommes une. Si le chômage est plus aigu aujourd'hui au Québec

qu'ailleurs, c'est que notre province n'a pas suivi l'élan industriel des autres provinces canadiennes au cours de la période de prospérité qui a suivi la dernière guerre mondiale, parce que le gouvernement provincial n'a donné aucune directive. Le chômage n'apparaît pas subitement dans une province, dit-il, imputant la situation actuelle à l'imprévoyance et aux carences de la politique industrielle du gouvernement de l'Union nationale.

La politique économique de l'Union nationale a eu pour conséquence que nous avons le nombre de chômeurs le plus élevé proportionnellement aux autres provinces. La province de Québec emploie 28 % de la main-d'œuvre totale canadienne. Pourtant, en 1950, les chômeurs québécois formaient 38 % du total des chômeurs canadiens; en 1957, ce chiffre s'élevait à 33 %<sup>4</sup>; en 1958, à 33 %, et en mars 1960, il a grimpé jusqu'à 42 %.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** souligne toutefois qu'au cours des derniers mois, la proportion a baissé à 33 %.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Cette baisse est attribuable aux mesures prises par les libéraux depuis leur arrivée au pouvoir dans la province et aux bons effets de la décision du gouvernement libéral, en août 1960, de monter de 25 % à 40 % sa part du coût de la main-d'œuvre pour les travaux d'hiver.

Les coûts liés aux travaux d'hiver entrepris par les municipalités du Québec s'élèveront à \$18,802,000 pour la période allant du 15 octobre au 30 avril. Ces travaux utiliseront un tiers ou 36,000 chômeurs cet hiver. Le gouvernement fédéral assume 50 % des coûts en main-d'œuvre et laisse aux municipalités seulement 10 % à payer en plus des frais pour les matériaux de construction.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est une politique dénoncée par vos amis d'Ottawa.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Les conséquences de cette décision ont été les suivantes: en date du 22 novembre 1960, 506 corporations municipales s'étaient prévaluées de l'offre du gouvernement libéral. Le nombre des projets présentés par les municipalités québécoises dans le cadre du programme des travaux d'hiver atteint 1,034. Le nombre des projets transmis à Ottawa est de 1,012. D'autre part, 823 ont été approuvés<sup>5</sup>; sept sont en suspens, 25 ont été rejetés et 164 sont encore à recevoir<sup>6</sup>. Il s'agit là d'un progrès sérieux.

Jamais le Québec, sous l'Union nationale, n'a voulu admettre qu'il ait la moindre responsabilité dans la lutte contre le chômage. L'Union nationale rejetait tout le fardeau sur les épaules du gouvernement fédéral. Nous, du gouvernement libéral, nous admettons notre part de responsabilités sans ignorer celle du gouvernement fédéral.

Il (M. Hamel) dit alors qu'il va commenter une autre partie du discours du chef intérimaire de l'opposition (M. Talbot), celui prononcé mardi dernier. Il dit que le député de Chicoutimi (M. Talbot) a alors servi du réchauffé, qu'il était mal préparé et que cela se comprend, étant donné les circonstances pénibles qui affectent l'Union nationale actuellement.

La plupart des grandes mesures sociales données au peuple québécois par son gouvernement, dit-il, l'ont été sous des administrations libérales'.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je répète que toutes les lois sociales qui existent présentement dans le Québec ont été votées par l'Union nationale.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Que faites-vous alors de la loi sur les différends ouvriers qui remonte à 1901? De la loi sur l'observance du dimanche qui date de 1907? De la loi des accidents du travail qui fut votée en 1909. Ce fut la première loi de sécurité sociale au Canada. Elle a été modifiée par la suite en 1928 et 1931, toujours sous des régimes libéraux puis, en 1953, fut amendée par l'Union nationale après qu'on eut démontré à satiété son insuffisance en présence des problèmes sociaux, en présence surtout des lois du même genre dans les autres provinces qui s'adaptaient sans cesse aux conditions nouvelles du travail. Je ne pensais pas que nos amis d'en face pouvaient rougir, mais ils ont alors rougi. Il (M. Hamel) parle ensuite de la loi concernant le département du Travail qui a été votée sous les libéraux.

L'Union nationale, souligne-t-il, prétend qu'à son arrivée au pouvoir, il n'y avait pas d'écoles; et pourtant, le chef de l'opposition (M. Talbot) a déclaré qu'avec l'avènement de l'Union nationale, il avait fallu réparer 18,000 écoles! Il (M. Hamel) cite les pensions de vieillesse, la loi de l'extension juridique des conventions collectives, la loi des services publics et des salaires.

L'Union nationale a fait très peu pour le Québec, comparativement aux autres provinces, et cela, malgré des budgets fantastiques et l'époque de prospérité que nous traversons. L'Union nationale s'est maintenue au pouvoir pendant 16 ans grâce à des stratagèmes, à des expédients et à des "frame up". De

1948 à 1954, ce fut la période de la peur des complots dans la province de Québec. Complots des communistes pour s'emparer de l'hôtel de ville de Québec, de Montréal, de l'archevêché de Québec, des édifices du Parlement: complot des communistes à Val-d'Or où l'on trouva des mitraillettes; le tunnel sous le Musée provincial; la radio clandestine; les menaces communistes contre le curé de Boischatel et, enfin le dynamitage du pont Duplessis, à Trois-Rivières.

Nous en avons vu de toutes les couleurs et nous avons mis fin à cette comédie quand nous avons demandé au procureur général, M. Duplessis, combien de communistes avaient été arrêtés, jugés et condamnés. On n'a jamais entendu parler des communistes! C'est comme l'affaire de la fausse monnaie. L'Union nationale a passé son règne à vivre d'expédients et de "frame up".

Il (M. Hamel) revient sur la distinction qu'il faut, à son avis, établir entre employés temporaires et employés permanents. Pas un député honnête, dit-il, ne peut nier que les fonctions temporaires, celles payées à l'heure, changent avec tous les régimes, sauf dans quelques exceptions.

Si des cantonniers à l'emploi de la voirie ont été remerciés de leurs services, comme c'est presque toujours le cas pour les employés temporaires, c'est parce qu'à quelques exceptions près, ils étaient des organisateurs de l'Union nationale, à divers titres. D'ailleurs, ils sont extrêmement rares, les cantonniers qui ne sont pas des organisateurs politiques. Je ne dis pas qu'il n'y en a pas, mais ils sont extrêmement rares.

Il ajoute que dans son ministère du Travail, il y a des employés qui sont partis, mais que d'autres plus nombreux seront renvoyés. Il prétend que l'ancien premier ministre, feu l'honorable Paul Sauvé, avait envoyé des avis de congédiement à une centaine d'employés de ce ministère lorsqu'il avait succédé à M. Duplessis.

**Un député de l'opposition:** Combien en avez-vous envoyé, vous?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Moins d'une centaine jusqu'à présent, mais il y en aura plus que cela qui seront renvoyés. À ce sujet, j'ai devant moi des dossiers établissant que des employés donnent un rendement nul ou sont trop souvent absents. Il (l'honorable M. Hamel) fait savoir aux autres employés qu'ils n'avaient rien à craindre s'ils étaient compétents et exerçaient leurs fonctions normalement.



Au sujet du service civil permanent, il déclare qu'il possède des statistiques en date du 20 septembre 1960.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** corrige le ministre du Travail (M. Hamel) en disant qu'elles datent de novembre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Elles établissent que 90 fonctionnaires ont été destitués, tandis qu'au retour de l'Union nationale au pouvoir, en 1944, 1,021 employés permanents avaient été destitués.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est absolument faux.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** allègue que le gouvernement de l'Union nationale a remis un faux document à la Chambre basse l'an dernier, alors que l'honorable Paul Sauvé était premier ministre. Il rappelle qu'il a demandé au début de la session de l'automne dernier, en date du 20 septembre 1959, la liste des employés à la Commission du salaire minimum. Je n'obtins cette liste, dit-il, que le 15 novembre suivant. À mon arrivée au ministère du Travail, la première chose que je fis fut de réclamer cette fameuse liste, mais une enquête menée par mon ministère, après la prise du pouvoir du Parti libéral en juillet dernier, révèle que 85 noms manquaient sur la première liste déposée en Chambre par le gouvernement Sauvé. Plusieurs ont été congédiés depuis et d'autres le seront sous peu.

**M. Johnson (Bagot)** intervient pour faire observer qu'avec une accusation aussi grave, le ministre se devait de donner des précisions. Il lui représente que, dans sa question de l'an dernier, il demandait la liste des employés au 1<sup>er</sup> novembre 1959 et qu'aujourd'hui, il cite des noms d'employés en fonctions après le 1<sup>er</sup> novembre. La liste, dit-il, ne peut établir que des fonctionnaires étaient à l'emploi de la province le 1<sup>er</sup> novembre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Les enquêtes faites dans chacun des cas démontrent le bien-fondé de ces mises à pied. Les rapports mentionnent: compétence nulle, que ces gens donnaient un rendement nul, ou étaient absents du travail depuis quatre ans. Il y en a même un qui était absent depuis 15 ans. À notre arrivée au pouvoir, lorsqu'il rentra à son bureau au ministère, personne ne le reconnut.

**M. Johnson (Bagot):** Ils ont été jugés par la Fédération libérale provinciale?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Non, jugés par des fonctionnaires nommés par l'Union nationale. La province payait environ \$218,000 annuellement en salaires à ces 85 employés fantômes de la Commission du salaire minimum qui ne remplissaient pas aucune fonction, lorsque j'ai fait un peu de lumière sur ce repaire en novembre de l'année dernière. Mais l'Union nationale n'a pas pensé à les mentionner dans le document présenté à la Chambre. Il (l'honorable M. Hamel) cite une liste de noms manquants en disant que plusieurs des employés ont quitté le service à la mi-novembre ou à la mi-janvier.

**M. Johnson (Bagot)** pose des questions pour savoir pourquoi le ministre ne tenait pas compte d'une résolution de la Commission du salaire minimum mettant fin à l'emploi de certains fonctionnaires à compter du 30 octobre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** mentionne tout particulièrement le nom de Marcel Bonin, l'ailier gauche vedette des Canadiens de Montréal qui recevait \$3,600.

**Une voix:** Le "scoreur"?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il pouvait bien "scorer" sous l'Union nationale, il n'y avait personne dans les buts!

Si je devais un jour désigner quelqu'un à un poste au sein de l'administration provinciale et que deux candidats également compétents, dont l'un serait ami du Parti libéral, postulaient cet emploi, je choisirais ce dernier.

Lorsque deux candidats possèdent des aptitudes de même valeur, je ne vois pas pourquoi celui qui nous a aidés à débarrasser la province du cancer de l'Union nationale qui la rongait ne recevrait pas la préférence, et non celui qui voulait garder ce chancre.

À cet égard, je m'en rapporte à la doctrine de saint Paul qui a écrit "que celui qui combat pour le bien, lutte avec persévérance jusqu'à ce qu'il voie ses efforts couronnés". Si nous avons besoin d'un conseil, allons-nous suivre celui d'une personne qui conspire pour nous détruire à tout prix?

**M. Johnson (Bagot):** Nous avons l'habitude d'adopter la même politique lorsque nous étions au pouvoir.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Quand nous parlons de patronage nous, nous entendons surtout la vente des permis de liqueurs et des contrats du gouvernement aux amis du parti au pouvoir.

**Un député de l'opposition** l'interpelle alors au sujet du Club social de Shawinigan.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

J'en parlerai en temps et lieu, mais je puis dès maintenant dire qu'il y avait deux associés à la tête de ce club. L'un d'eux a trouvé que l'autre manquait de jugement et l'a mis à la porte.

Il (l'honorable M. Hamel) donne lecture d'une convention intervenue entre deux amis de l'Union nationale, Gingras et Frère et la Société Colbert dans le comté de Saint-Maurice. Il était spécifié dans cette convention, dit-il, que la partie de seconde part promettait de payer des ristournes à la partie de première part sur des contrats obtenus du gouvernement. Et le bouquet, dans tout cela, dit-il, c'est la stipulation que la convention prévaudrait tant que le gouvernement de l'Union nationale serait au pouvoir.

**M. Talbot (Chicoutimi)** demande alors au ministre de déposer le document sur le bureau de la Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Non, car il s'agit d'un document privé et le Règlement est formel à ce sujet.

**M. Johnson (Bagot):** C'est public puisqu'il fait l'objet d'un litige en cours.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Va-t-il falloir maintenant expliquer au député la différence entre un document public et un document privé? Le député, par ailleurs, doit savoir que de la fausse monnaie, c'est public ça!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre cite une convention privée. Croit-il qu'avec un pareil document, il fera condamner l'Union nationale? Le ministre donne tout simplement un *show* à la veille des deux élections partielles.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le chef de l'opposition sait très bien qu'il n'y a aucun point d'ordre dans ce qu'il vient de déclarer. Il devrait respecter le Règlement comme les autres députés en cette Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** dit que le Parti libéral a dénoncé comme il convenait, au cours de la dernière campagne électorale, les méfaits de l'Union nationale. Que ces gens-là ont donc la mémoire courte, dit-il.

Le député de Bagot (M. Johnson), par exemple, a reproché au gouvernement d'avoir nommé M. Eugène L'Heureux, beau-père du ministre des Travaux publics (M. Lévesque), à une importante fonction gouvernementale à la Bibliothèque de la Législature provinciale.

**M. Johnson (Bagot):** Je ne l'ai jamais nommé.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il n'a pas eu le courage de le nommer! Je dis que M. L'Heureux, journaliste de carrière, est une personne extrêmement compétente, plus que qualifiée pour sa fonction. M. L'Heureux a été désigné récemment bibliothécaire adjoint à la Législature provinciale. Et l'on va nous accuser, devant vous, M. l'Orateur, de népotisme alors que nous nous sommes assurés les services de l'un des cerveaux les plus puissants et les plus indépendants de la province?

Souvenez-vous que le patronage, sous le gouvernement de l'Union nationale, était tel que l'ancien ministre de la Chasse et des Pêcheries (M. Camille Pouliot) a donné un avion du gouvernement à son fils; souvenez-vous que M. Wilbrod Langlais a obtenu, probablement sur la recommandation de son frère, député des Îles-de-la-Madeleine, une subvention de \$3,000 pour aller acheter un bateau en Europe.

**Des députés de l'opposition** protestent.

**M. Talbot (Chicoutimi)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de ces paroles, alléguant qu'elles constituent des accusations contre deux membres de cette Chambre, et que le ministre des Affaires municipales et du Travail (l'honorable M. Hamel) devrait, s'il a des accusations à porter, procéder suivant l'article 196 du Règlement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le ministre du Travail n'a fait que se référer à des débats de la dernière session, et rien n'empêche un député de référer à un débat qui a eu lieu dans cette Chambre au cours des années dernières.

**M. Johnson (Bagot):** Il ne s'agit pas de se référer à un débat antérieur, mais de savoir si l'on pourra attaquer n'importe comment les membres de cette Chambre.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Je n'ai jamais recommandé mon frère pour ce voyage en Europe.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Ça vous plaisait probablement de ne pas le faire.

**M. Johnson (Bagot):** Vous ne pourriez pas être chic pour une fois.

### Décisions de l'Orateur:

#### Accusations non fondées

**M. l'Orateur,** après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare qu'il ne croit pas que le point d'ordre soulevé par l'honorable chef de l'opposition soit fondé, étant d'opinion que l'honorable ministre des Affaires municipales et du Travail n'a fait que se référer à des débats de la session de 1959-1960.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 40.

**Contre:** MM. Bellemare, Boudreau, Caron, Cloutier, Cottingham, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Laberge, Langlais, Larouche, Leclerc, Lorrain, Maltais, Pouliot, Riendeau, Talbot, Tremblay, 23.

**Députés pairés:** MM. Hamel et Arseneault ainsi que M. O'Reilly déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec des membres de l'opposition, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote en faveur du maintien de la décision de M. l'Orateur.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur l'adresse.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** L'Union nationale doit se rappeler qu'elle est gravement malade et qu'elle doit se soigner avant de songer à revenir au pouvoir. Si elle suit ce conseil, elle pourra probablement être prise au sérieux après une génération.

Il (l'honorable M. Hamel) lit la déclaration récente faite à Ottawa par le premier ministre conservateur du Canada, M. John Diefenbaker, qui louait l'attitude du gouvernement libéral du Québec en face du problème du chômage et qui le félicitait d'avoir fixé à 40 % sa part de paiement du coût de la main-d'œuvre dans les travaux d'hiver.

**M. Cottingham (Argenteuil)** déclare qu'il espérait que le gouvernement actuel tentera de faire ce qu'il a préconisé pendant la campagne électorale, c'est-à-dire augmenter les charges imposées par l'Union nationale à l'Iron Ore Corporation pour le minerai de fer que cette société tire du sol du Nouveau-Québec. Mais lorsqu'il s'attaquera à cette question, dit-il, le nouveau ministre des Mines ne manquera pas de se rendre compte que l'Union nationale a bien agi au début de l'entreprise, et que le premier contrat signé par l'Union nationale et la compagnie n'était pas aussi mauvais qu'on l'a prétendu depuis. Il rappelle la manière dont les libéraux avaient critiqué l'exploitation des mines de fer du Québec pour seulement \$100,000 par année. Mais lorsqu'ils ont étudié les faits, ils vont probablement trouver que la décision avait été prise avec sagesse et que les résultats obtenus n'étaient pas si mauvais que ça, dit-il.

Il reproche aux libéraux de faire, sans l'ombre d'un doute, du patronage dans le comté d'Argenteuil qu'il représente à l'Assemblée législative. Il dit au gouvernement que les citoyens d'Argenteuil qui ont affaire aux divers ministères provinciaux doivent aller voir un certain politicien qui a loué un bureau sur la grand-rue pour faire du patronage et qui a même publié dans les journaux une annonce à ce sujet<sup>8</sup>. J'attire l'attention du gouvernement sur ces faits parce que je crois personnellement à la sincérité des chefs libéraux qui ont promis de combattre le patronage politique sous toutes ses formes et, par conséquent, je suis confiant que de tels abus seront rapidement éliminés. Je ne veux pas faire de critique pour l'instant. Il (M. Cottingham) dit réserver ses critiques pour une autre année, en toute impartialité, pour permettre au nouveau gouvernement de prendre position et de réaliser certaines de ses promesses.

L'opposition sera peut-être en meilleure position de voir si le gouvernement a tenu ses promesses.

Il passe ensuite en revue les constructions d'écoles, d'hôpitaux et autres édifices publics dans son comté. Toutes les paroisses, souligne-t-il, ont été pourvues d'écoles modernes, et des industries nouvelles sont venues s'établir dans le comté sous le règne de l'Union nationale. Puis il remercie la majorité canadienne-française d'Argenteuil de lui avoir de nouveau témoigné sa confiance en 1960.

**M. Guillemette (Frontenac)<sup>9</sup>:** Comment notre jeunesse peut-elle respecter ceux qui se disent législateurs après avoir lu des discours comme le sien<sup>10</sup>? Le Parlement n'est pas et ne doit pas être une scène pour des bouffons politiques.

Il souligne qu'il n'éprouve aucune envie de dire du bien ou du mal du discours du trône. Il exprime cependant l'espoir que le gouvernement tiendra les promesses qu'il a faites au peuple, mais, précise-t-il, si toutes les législations annoncées ressemblent à la loi de l'assurance-hospitalisation, je suis assuré que la population de la province sera profondément désillusionnée. Il souligne d'autre part, qu'au cours de la dernière campagne, les libéraux avaient multiplié les promesses et les appels qui frisaient la démagogie. Ils ont brandi les encycliques et ont fait écho aux propos de politico-théologiens.

Il dénonce la politique de planification économique préconisée par l'administration libérale en disant que celle-ci n'a encore rien fait. Il est évident que le gouvernement est encore jeune. Je sais aussi, dit-il, qu'avant d'agir, il faut des plans, surtout dans le cas du gouvernement d'une province comme Québec. Mais j'ai bien peur que ces grands mots de planification ou de planisme économique ne constituent bientôt qu'un écran de fumée pour cacher l'inertie et la paralysie actuelles du nouveau gouvernement.

Il craint qu'il faille attendre la planification économique pour que certaines promesses du Parti libéral soient mises en force.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Vous n'attendrez certainement pas 16 ans.

**M. Guillemette (Frontenac)** craint que, lorsqu'on viendra demander de l'aide au gouvernement, on ne réponde: Attendez le planisme économique. Une petite coopérative se présente-t-elle pour obtenir de l'aide, affirme-t-il, qu'on lui répond que le gouvernement prépare la planification économique. Une petite industrie vient-elle à son tour demander de l'aide: toujours la même réponse: planisme

économique. Se pourrait-il que ce fameux planisme économique ne soit qu'un mythe? Je trouverais alors pénible qu'un gouvernement si jeune et si tendre soit déjà la proie des mites<sup>11</sup>.

Le gouvernement de l'Union nationale a imprimé un tel élan à la province de Québec depuis 15 ans que rien ne pourra arrêter la province française en marche vers sa destinée et que jamais le gouvernement libéral ne pourra imiter l'Union nationale dans ce domaine.

Le patronage qui est une plaie hideuse n'est pas simplement le fait de l'Union nationale, et ce n'est pas l'Union nationale qui l'a inventé. C'est une plaie qui prend sa racine la plus profonde dans l'esprit de parti exagéré. L'Union nationale avait tenté de la détruire, mais depuis qu'ils sont au pouvoir, les libéraux se sont exténués à la raviver. Jamais cette plaie ne s'est montrée plus évidente, ni plus hideuse dans mon comté que depuis le 22 juin. En quatre mois, les libéraux ont détruit le travail que j'ai accompli durant mes quatre années en office.

Il (M. Guillemette) déclare que jamais il n'en a fait (du patronage politique) dans son comté, mais que tout est changé depuis, sous l'influence du candidat libéral qui a été battu le 22 juin. La vengeance et la haine ont été semées où j'avais semé la charité, dit-il. La dictature du patronage a été semée, où j'avais semé la liberté. Depuis le 22 juin, on a organisé le régime de la dictature, de la prébende. Il faut montrer patte rouge partout. C'est le régime du "crois ou meurs".

Dans Frontenac, tous les employés temporaires ou permanents du gouvernement, à peu d'exception près, ont été remerciés de leurs services. Le gouvernement donne des chiffres sur les renvois, mais il oublie de mentionner ceux auxquels on a arraché leur démission par des moyens inqualifiables.

Le combat contre le patronage entrepris par l'actuel gouvernement n'est qu'une bataille verbale. Il cite le nom d'une compagnie de Lac-Mégantic qui aurait obtenu un contrat à forfait pour la route menant de Lambton à Saint-Sébastien.

Il est de notre devoir de dire que le patronage, ce n'est pas fini. Ce n'est d'ailleurs pas tellement le patronage qui nous scandalise, mais le cynisme avec lequel on annonce qu'il n'y a plus de patronage.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai dit que nous ferions disparaître complètement le patronage.

**M. Guillemette (Frontenac):** Je vous le disais bien, M. l'Orateur, qu'il y a deux sortes de

libéraux... 300 permis<sup>12</sup> pour la vente de l'alcool ont été distribués par le gouvernement du Parti libéral depuis les élections.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Savez-vous que du 1<sup>er</sup> janvier aux élections du 22 juin, après 16 ans de pouvoir, le gouvernement de l'Union nationale a accordé 487 permis?

**M. Guillemette (Frontenac):** On ne guérit pas le mal par le mal. Il (M. Guillemette) accuse le gouvernement libéral de noyer la province de Québec dans la boisson.

Il demande ce qu'il adviendra du respect dû à l'autorité après certains discours qu'il a entendus en Chambre. Il dit que les paroles fielleuses tenues par un ministre<sup>13</sup> du gouvernement provincial attaquaient de front tout le système de l'instruction publique de la province et les hommes de grand mérite qui ont contribué à l'édifier.

Ses affirmations ressemblaient fort étrangement aux cris de cette poignée d'intellectuels qui réclament un ministère de l'Instruction publique et une université laïque.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Quel ministre?

**M. Guillemette (Frontenac):** Je n'ai pas l'habitude d'attaquer des gens qui ne sont pas en Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je le défendrai, moi.

**M. Guillemette (Frontenac):** Heureusement, le premier ministre s'est senti obligé de faire une déclaration. Le premier ministre avait été rappelé à l'ordre par le clergé.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ma déclaration sur le sujet, je l'ai faite personnellement, sans y être obligé. Il (l'honorable M. Lesage) dit qu'il n'a cédé à aucune pression et qu'il a simplement fait un exposé de principe en formulant, l'autre jour, à la Chambre basse, sa déclaration contre un ministère de l'Instruction publique et en faveur du maintien du caractère confessionnel de notre enseignement.

Je tiens à déclarer une fois de plus qu'il n'a jamais été question d'université laïque, et je le répète, ni de ministère de l'Instruction publique. Ces mythes ont assez duré.

**M. Guillemette (Frontenac)** dit qu'il espérait qu'on ne voulait pas l'empêcher de parler sur le sujet, sans quoi, ça signifierait que ça fait mal. Lorsqu'on critique notre système d'éducation, on critique indirectement notre Conseil d'instruction publique, et on semble vouloir laïciser l'enseignement, affirme-t-il.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Personne ne veut ça de ce côté-ci de la Chambre!

**M. Guillemette (Frontenac):** C'est ça que vous dites, mais nous devons considérer le contraire, pour savoir la vérité. Il fait l'apologie de l'enseignement. Le programme d'études des écoles publiques dans la province relève de l'autorité d'un Conseil formé de comités catholiques et protestants, formés eux-mêmes de laïcs et de représentants religieux. Un lien entre ces deux comités est le surintendant de l'Éducation qui fait rapport au gouvernement au nom du Conseil.

Il fait l'éloge du clergé dont l'Union nationale fut la sauvegarde, dit-il. La politique du gouvernement en matière d'éducation est un pas vers l'école neutre. Il ajoute que les faits ont démontré que l'école obligatoire entraîne comme corollaire l'école gratuite, et l'école gratuite engendre l'éducation laïque, laquelle ouvre la porte à l'école neutre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le député sait-il que l'éducation gratuite obligatoire existe déjà dans la cité du Vatican?

**M. Guillemette (Frontenac):** Si c'est vrai, j'ai plus confiance au Saint Père qu'au gouvernement actuel. Il rend hommage à l'Union nationale pour avoir poussé l'industrialisation de la province sans nuire au caractère et aux possibilités de l'agriculture. Mais il admet que l'agriculture subit une crise que le gouvernement actuel devra s'employer à résoudre. Malgré l'action énergique de l'Union nationale, dit-il, elle a depuis 25 ans d'énormes difficultés après avoir connu la dèche durant les 40 années du régime libéral, et la situation empire toujours.

Je crois qu'il y a quand même un brillant avenir pour l'agriculture, à cause de l'industrialisation encouragée par l'Union nationale, à cause de l'augmentation de la population qui en résulte. Pour parer à la crise, il faut aux cultivateurs des revenus additionnels.

Les lois agricoles de l'ancien gouvernement sont bien meilleures que celles qu'offre le gouvernement libéral.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** intervient ici pour faire remarquer au député que certaines lois agricoles votées par l'ancien gouvernement n'étaient pas applicables et n'ont pas été mises en force.

**M. Guillemette (Frontenac):** Le gouvernement doit encourager le plus possible les jeunes qui veulent s'établir sur la terre et devrait aider l'agriculture en général, en mettant en place des organismes administratifs qui aideraient les agriculteurs en regard des investissements, des techniques agricoles et autres besoins pratiques. Il se dit désappointé par ce qui a été annoncé de la loi libérale pour venir en aide aux jeunes agriculteurs. À son avis, les lois d'aide aux jeunes agriculteurs de l'Union nationale, pour faciliter leur établissement, valent mieux que ce qui a été annoncé par le gouvernement libéral.

**M. Poulin (Beauce)** dit sa joie de pouvoir faire entendre la voix de son comté sur le parquet de l'Assemblée législative, après tant d'années où la voix de la Beauce était muette dans le Parlement de la nation, et la joie des citoyens de son comté en apprenant l'élévation d'un fils du comté au poste d'Orateur de la Chambre basse.

Il accuse l'Union nationale d'avoir perfectionné le système du patronage dans la province de Québec. C'est d'ailleurs, dit-il, la seule chose que l'ancien gouvernement a pu perfectionner en 16 ans de pouvoir.

Il reproche à l'Union nationale de dire partout que l'éducation gratuite conduit à l'école sans Dieu. L'Union nationale a toujours eu peur de l'éducation, dit-il, et c'est un de ses membres les plus en vue, l'ancien procureur général de la province, M. Antoine Rivard, qui disait un jour que "nos pères nous ont légué un héritage d'ignorance et que ce serait les trahir que de trop nous instruire".

**M. Talbot (Chicoutimi)** nie que cette déclaration n'ait jamais été faite. Cette déclaration est ridicule à sa face même, dit-il. Le député n'est certainement pas capable de la prouver.

**M. Poulin (Beauce):** Je citerai au chef de l'opposition un compte rendu de journal.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est probablement *La Réforme*.

**M. Poulin (Beauce):** Non, la citation provient du journal *Montréal-Matin*.

Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) parle de certains ponts accordés avant les élections par des lettres d'intentions, ponts qui ont coûté beaucoup moins cher quand le nouveau gouvernement a demandé des soumissions. Je puis citer deux cas dans mon comté: le pont Chassé à Sainte-Marie, accordé par l'Union nationale à \$76,000 et qu'on a fait construire pour \$42,400 et le pont sur le bras de Saint-Victor, accordé par l'ancien gouvernement à \$173,000 et qui a été construit à \$99,500<sup>14</sup> par les libéraux après demande de soumissions publiques.

Il dit que les cultivateurs ont confiance dans la politique agricole énoncée par le gouvernement libéral. Il suggère au gouvernement que le crédit agricole comporte une assurance sur la vie des cultivateurs emprunteurs, afin qu'en cas de mort, la veuve ne soit pas écrasée par les dettes.

**M. Caron (Maskinongé)**<sup>15</sup> répond à ceux qui prétendent que l'autonomie de l'Union nationale était verbale et négative, qu'ils sont en contradiction flagrante avec des faits historiques qui se sont déroulés depuis 20 ans dans cette province. On tente d'enlever, dit-il, à Maurice Duplessis, le plus beau fleuron de sa couronne politique lui qui, grâce à sa politique d'autonomie, a su placer la province de Québec sur la voie d'un progrès durable. L'autonomie véritable et positive prêchée et appliquée par Maurice Duplessis a été à la mesure des droits et des destinées de notre province. Il n'a jamais flanché devant le signe de piastre.

Dès la première session, celle de 1945, et au cours des sessions subséquentes, le fondateur de l'Union nationale a fait voter des lois destinées à affirmer la souveraineté provinciale et à permettre au Québec de rentrer graduellement en possession de ses droits fiscaux. Les impôts cédés à Ottawa par feu M. Godbout, pour une somme de \$18,000,000 environ, l'impôt sur le revenu personnel et l'impôt sur les profits des compagnies rapportent maintenant à la province plus de \$210,000,000. Il ajoute qu'à leur arrivée au pouvoir, en juin dernier, les libéraux ont trouvé la province dans une situation financière excellente, aux dires mêmes du premier ministre actuel.

Au nombre des lois passées sous l'Union nationale pour favoriser l'autonomie de la province, il cite la loi relative aux relations fédérales-provinciales, la loi concernant la taxe sur la gazoline, après que le fédéral eut libéré une partie de ce champ de taxation, la loi créant la commission Tremblay pour enquêter sur les problèmes constitutionnels et fiscaux, et la loi imposant le revenu des particuliers.

Il rappelle que le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) disait la semaine dernière que l'autonomie doit être plus qu'un mot, qu'elle doit être un programme de vie. Ce fut le programme de vie du premier ministre Duplessis pendant 20 ans, dit-il.

Le fondateur de l'Union nationale s'est identifié avec la bataille de l'autonomie, et l'Union nationale a mené cette lutte seule et elle l'a d'ailleurs gagnée. C'est ce qui permet aujourd'hui au gouvernement actuel de voir la province dans une situation financière avantageuse.

Il dit que lorsque M. Duplessis se battait pour l'autonomie, certains chefs libéraux se moquaient de lui. À ce moment, dit-il, le ministre actuel du Travail, à Québec, était député du Bloc populaire à Ottawa et il approuvait les attitudes du premier ministre du Québec. Quant au premier ministre actuel du Québec, ajoute-t-il, il était aussi à Ottawa et il affirmait que le partage des revenus par le moyen des subsides était selon l'esprit de la Constitution.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Certainement...

**M. Talbot (Chicoutimi)** s'oppose à ce que le premier ministre explique son point de vue.

**M. l'Orateur** rappelle la Chambre à l'ordre.

**M. Caron (Maskinongé)** poursuit en disant que le premier ministre a le droit d'interpréter les choses comme il l'entend. Au point de vue de la déductibilité de l'impôt sur le revenu, par exemple, dit-il, le premier ministre actuel a affirmé que cela conduisait à l'absurde.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** fait une mise au point pour dire que jamais il n'a dit que la déductibilité de 15 % conduisait à l'absurde, mais plutôt que la déductibilité complète y conduirait.

**M. Caron (Maskinongé):** On m'objectera que le premier ministre a eu à la dernière conférence fédérale-provinciale une attitude ferme qui est à l'honneur de Québec. Mais changer d'attitude, ce n'est pas un miracle et le premier ministre peut bien changer son attitude au sujet de l'autonomie. Saint Paul a eu son chemin de Damas et il s'est reconnu. Le premier ministre, après avoir été centralisateur, a finalement rencontré son chemin de Damas en devenant premier ministre du Québec.

Il (M. Caron) accuse les libéraux de diriger les industries lourdes vers l'Ontario. Il accuse le premier ministre d'avoir participé à cette besogne à la faveur de la guerre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** rétorque que la guerre s'est terminée en mai 1945 et qu'il n'a été élu qu'en septembre de la même année.

**M. Caron (Maskinongé),** ayant mal saisi la réplique, ajoute que c'était plutôt au moment où il faisait partie du cabinet Saint-Laurent.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** précise qu'il n'était entré au cabinet qu'en 1953, soit huit ans après la fin de la guerre.

**M. Caron (Maskinongé):** Nous, de l'Union nationale, nous sommes fiers d'avoir eu comme chef un homme de la trempe de feu Maurice Duplessis. M. Duplessis restera une source d'inspiration non seulement pour l'Union nationale, mais aussi pour toute notre jeunesse et la population de cette province. Il passera à l'histoire comme le plus grand chef d'État que n'ait jamais produit la province de Québec.

Le domaine de l'éducation est celui où l'Union nationale a réalisé les plus grands progrès pour la province de Québec. Nous voulons que le peuple soit préparé à mieux comprendre. Et s'il comprend mieux, il sera disposé à donner son appui à l'Union nationale.

Il (M. Caron) cite des statistiques fédérales. Il souligne qu'en 1956-1957 il y avait dans les universités et les collèges d'Ontario 24,734 élèves pour 22,869 au Québec. Pour l'année 1959-1960, dit-il, ces chiffres étaient passés à 32,987 pour Québec à comparer à 28,540 pour l'Ontario. C'est dire que l'augmentation pour Québec atteignait 33.3 % à 24.8 % dans l'Ontario. Voilà des statistiques qui ne dénigrent pas notre province. Elles affirment aussi le souci de l'ancien gouvernement de faire avancer l'éducation dans la province à tous les paliers.

Il (M. Caron) reproche encore à l'ancien gouvernement libéral fédéral d'avoir favorisé indûment les autres provinces, particulièrement l'Ontario et les provinces de l'Ouest, aux dépens du Québec, en matière de politique ferroviaire.

Il rappelle que le problème numéro 1 de tous les gouvernements à l'heure actuelle est le chômage. Dans ce domaine, les libéraux ont promis d'importantes réalisations; ils n'ont rien fait à ce jour

de tangible et de concret. Nous, on espère... Il soupçonne que le programme électoral du Parti libéral ressemble beaucoup à une bague de fiançailles accompagnée de beaucoup de belles promesses qui sont rarement réalisées.

Que nos amis d'en face, dit-il, parlent de chômage structurel, technologique, saisonnier, cyclique, technique, et que sais-je encore, les gens qui ne travaillent pas chôment durant ce temps et ont faim. Même avec du chômage cyclique, le devoir du gouvernement est de les aider.

Si le gouvernement ne sait pas comment s'y prendre pour venir en aide aux chômeurs, j'ai une suggestion à lui faire: qu'il applique la loi de l'assistance aux sans-travail. Cette loi prévoit que des allocations d'assistance publique peuvent être versées à toute personne des deux sexes, âgée de 18 ans ou plus, qu'elle soit apte au travail ou non, pourvu qu'elle soit dans le besoin. Elle prévoit même que des compensations additionnelles peuvent être versées à des personnes retirant déjà une prestation quelconque d'assistance sociale, que ce soit la pension de vieillesse, d'invalidité ou des mères nécessiteuses. Il s'agit là d'une législation passée par l'Union nationale qui permettrait au gouvernement d'empêcher qu'un grand nombre de chômeurs crèvent de faim.

Il (M. Caron) parle des travaux que le gouvernement a fait arrêter, après son assermentation<sup>16</sup>. J'ai remarqué, dit-il, que le premier ministre s'est dit opposé au travail. La population de la province se demande maintenant s'il est également opposé au travail de la semaine.

**M. Lechasseur (Verchères)** prétend que l'Union nationale a été et est encore le plus grand instrument antidémocratique de la province.

Il note que la circonscription de Verchères a gardé un député libéral pendant 12 des 16 années où l'Union nationale était au pouvoir, et que le député a été traité comme s'il était un cousin d'un autre pays à qui l'on ne donnait que des miettes.

Pour régler le problème du chômage de la province, il demande au gouvernement de passer une loi pour rapatrier les millions de la caisse de l'Union nationale qui auraient été transportés en Suisse.

L'ancien ministre de la Voirie, dit-il, a affirmé que nous possédons le plus beau réseau canadien de routes rurales. Je me demande s'il s'est jamais promené sur les routes rurales de Verchères qui n'ont pas reçu une poignée de gravier depuis nombre d'années. Il demande à l'actuel ministre de la Voirie de ne pas oublier son comté, ce cousin pauvre si

longtemps oublié et l'un des plus négligés par l'Union nationale.

Dans le comté de Verchères, dit-il, région agricole par excellence, nous avons souffert depuis quelques années de l'essor industriel. Nombre de fermiers ont négligé leurs fermes dans l'espoir de les vendre à l'industrie. Ils sont tombés dans une sorte de *no man's land* entre l'agriculture et l'industrie. Il faut venir au secours de l'agriculture.

Il (M. Caron) se dit confiant que la canalisation du Richelieu apporte un nouveau développement à la région qu'il représente. Il souhaite que ce moyen de communication avec les États-Unis nous permette d'établir une industrie sidérurgique dans la province. Il souhaite également pour son comté une expansion domiciliaire et commerciale, et il réitère sa confiance dans un gouvernement qui, dit-il, sait prendre ses responsabilités.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Les libéraux ont dit qu'ils résoudraient la crise du chômage, mais ils n'ont pas dit comment. À 138 jours de leur victoire, la population attend encore les remèdes.

Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) a prétendu que le programme conjoint des travaux d'hiver permettra de payer aux ouvriers de la province une somme de \$18,000,000 en salaires. Il a ajouté qu'on pourra ainsi donner du travail au tiers des chômeurs de la province.

Or, en octobre dernier, il y avait 126,000 chômeurs inscrits dans la province. Si on vient en aide au tiers, cela veut dire 42,000 sans-travail. D'autre part, du 15 octobre au 30 avril, il y a en tout 140 jours de travail. Suivant le montant mentionné par le ministre, cela ferait pour 42,000 chômeurs à \$3 par jour seulement. C'est très mince. En admettant qu'on leur verserait plutôt \$10 par jour, ce qui serait, je crois, plus admissible, on ne se trouverait, dans ces conditions, qu'à venir en aide à 12,000 hommes, soit à peine 10 % de la main-d'œuvre en chômage.

Je crois que c'est nettement insuffisant. Le gouvernement devrait aller beaucoup plus loin et apporter devant les Chambres provinciales une loi plus avantageuse pour les chômeurs que celle de la participation provinciale aux travaux d'hiver dans les municipalités. Il devrait nous soumettre un projet de loi qui aiderait véritablement les sans-travail. Comme représentant d'un comté ouvrier en Chambre, je m'engage d'avance à appuyer si c'est une mesure pratique dans les circonstances.

Il (M. Dozois) accuse également le premier ministre d'avoir incorrectement présenté la situation



financière du Québec et de vouloir cacher les réalisations de l'Union nationale. Peu de temps après son assermentation, déclare-t-il, le premier ministre disait lui-même que les finances de la province étaient en excellent état. J'ai été surpris des déclarations qu'a faites le premier ministre dans son discours de la semaine dernière en Chambre. Pour en venir à la conclusion que le passif réel de la province était de \$1,100,000,000, le premier ministre a dû additionner la dette nette de la province qui est de \$182,000,000.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Pardon, de \$122,000,000.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** C'est encore mieux. J'imagine que le premier ministre a additionné cette dette, puis celle de l'Hydro et les engagements de la province qui se chiffraient à environ \$660,000,000 et \$327,000,000 respectivement.

Il n'est pas juste de citer seulement le passif; il faut aussi parler de l'actif. Pour avoir une idée nette de la situation financière, il faut placer en regard de la dette nette de la province la valeur de l'actif immobilisé dont le total est de \$1,077,000,000<sup>17</sup>. Et cela fait une différence considérable.

Il (M. Dozois) fait une comparaison entre la situation financière de la province de Québec et celle de l'Ontario, compte tenu, dans chaque cas, et de la dette de la province, et de la dette de l'Hydro de chacune.

Or, affirme-t-il, cette comparaison nous amène à conclure que, dans la province de Québec, pour chaque dollar de dette, nous avons un actif immobilisé de \$2.61, tandis que, dans l'Ontario, pour chaque dollar de dette, il n'y a qu'un actif immobilisé de \$1.30. Donc, notre actif immobilisé est deux fois plus considérable.

Quant aux engagements de \$327,000,000 du Québec, il y a dans ce montant des versements à venir et, de toute façon, il y a au moins un actif correspondant. On peut donc conclure que l'Union nationale a laissé au Parti libéral une situation financière excellente.

Il (M. Dozois) nie l'assertion des ministres qui ont dit que, dans plusieurs ministères, ils ont trouvé les crédits budgétaires votés pour l'année en cours dépassés. Le budget soumis chaque année aux Chambres, explique-t-il, contient deux colonnes de chiffres: dans l'une, il y a le montant des dépenses faites en vertu de la loi des subsides, et dans l'autre, le montant des dépenses autorisées par des lois spéciales que le Parlement a votées.

Pour le budget de cette année, les dépenses de la première catégorie étaient de l'ordre de \$392,551,700 et celles de la seconde, de \$224,745,600. En tout, cela faisait \$617,297,300. En somme, souligne-t-il, le budget comporte les dépenses votées en vertu de la loi des subsides. Les autres montants inscrits sont placés dans le budget pour renseigner la Chambre, qui n'y peut rien changer, sur les dépenses totales de chaque ministère.

Le budget de l'exercice précédent, fait-il observer, comportait des dépenses à voter de \$331,193,000 et des dépenses autorisées de \$217,745,500, soit un budget total de \$548,938,500. Or, les revenus réels ont dépassé de \$50,000,000 les revenus probables et le montant total dépensé s'est élevé à \$598,000,000. C'est ce qui démontre qu'il ne faut pas aller trop loin quand on parle de crédits budgétaires dépassés. Les dépenses faites en vertu de lois du Parlement peuvent varier, mais la Chambre est toujours là pour exercer son contrôle quand on lui soumet le volume des *Comptes publics*.

Le budget du printemps dernier, rappelle-t-il, l'autorisait en vertu d'une loi du Parlement à dépenser \$2,500,000 pour l'établissement de services municipaux d'aqueducs et d'égouts. Or, on m'a reproché d'avoir dépassé ce montant de \$1,300,000. Ce n'est pas exact. Il a été dépassé de \$1,000,000 sous mon administration et j'aurais pu dépenser davantage. Si on a trouvé que ce crédit statutaire avait été dépassé de \$1,300,000, c'est que mon successeur au ministère des Affaires municipales (l'honorable M. Hamel) a dépensé lui-même \$300,000 de plus que ce qui avait été prévu. Ce qui n'était pas bon pour moi ne devrait pas l'être pour lui, non plus.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est qu'il voulait tenir vos promesses.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** propose, appuyé par le député de Charlevoix (M. Leclerc), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

## NOTES

1. Cette décision rendue par l'Orateur de l'Assemblée législative (M. Lucien Cliche) fait suite à un événement survenu au cours de la séance du 17 novembre 1960. De fait, tel que le rapporte *La Presse* du 23 novembre 1960, à la page 1, "un discours du procureur général (M. Georges Lapalme) avait été notablement écourté parce que les discussions sur des demandes de rappels à l'ordre, formulées par l'opposition, avaient grignoté une partie appréciable de l'heure allouée par le Règlement parlementaire au député d'Outremont pour exposer sa thèse et celle de la police sur le scandale des faux billets. M. Cliche avait enlevé la parole à M. Lapalme parce que ce dernier avait commencé son discours 60 minutes plus tôt (le temps qu'avait duré la suspension du débat pour le dîner, ne comptant pas). À cette occasion, il était apparu clairement qu'une telle façon de procéder était injuste pour le membre de la Chambre qui serait systématiquement interrompu par des adversaires multipliant les demandes de rappels à l'ordre ou ayant recours à toute autre manœuvre pour empêcher l'Orateur de parler autant que cela lui est théoriquement permis". Ainsi, par la décision prise par M. Cliche au cours de la présente séance, "à l'avenir, les minutes consacrées aux discussions résultant de demandes de rappels à l'ordre non fondées ne seront plus considérées comme faisant partie de l'heure accordée au député qui participe à un débat".
2. *Le Devoir* du 23 novembre 1960, à la page 3, attribue cette intervention au député de Bagot (M. Johnson) plutôt qu'au chef intérimaire de l'opposition (M. Talbot).
3. *Le Soleil* du 23 novembre 1960, à la page 8, rapporte plutôt que la production industrielle en Alberta entre 1946 et 1956 a augmenté de 120 %.
4. *La Tribune* du 23 novembre 1960, à la page 31, mentionne plutôt qu'il y avait au Québec 37 % des chômeurs canadiens en 1958.
5. Selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 23 novembre 1960, à la page 3, c'est plutôt 822 projets qui auraient été approuvés par Ottawa.
6. *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 23 novembre 1960, à la page 3, avance plutôt "que les municipalités prévoient 160 projets".
7. Selon *Le Nouvelliste* du 23 novembre 1960, à la page 1, le ministre du Travail (M. Hamel) s'en prend alors à la partie du discours où le chef intérimaire de l'opposition (M. Talbot) avait affirmé que toutes les mesures sociales qui existent présentement dans la province avaient été passées par l'Union nationale.
8. Bien que le député Cottingham ne nomme pas le politicien auquel il fait allusion, il donne assez de détails, selon *Le Soleil* du 23 novembre 1960, à la page 8, "pour laisser voir qu'il s'agit de son adversaire aux dernières élections générales", M. J.-Rodrigue Durocher.
9. Selon *The Montreal Daily Star* du 23 novembre 1960, à la page 31, le discours de M. Guillemette a duré une heure.
10. Selon *The Montreal Daily Star* du 23 novembre 1960, à la page 31, M. Guillemette fait alors référence au discours du représentant de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) qui a pris la parole précédemment au cours de cette même séance.
11. Selon *Le Temps* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 6, "le député de Frontenac (M. Guillemette) a été interrompu à plusieurs reprises par le ministre du Travail, et l'Orateur a dû intervenir pour demander à la Chambre d'écouter M. Guillemette". Les sources ne font malheureusement pas la nomenclature des interventions dont fait mention *Le Temps*.
12. Selon *The Montreal Daily Star*, du 23 novembre 1960, à la page 31, il s'agit plutôt de 500 permis d'alcool qui aurait été distribués par le gouvernement libéral.
13. Selon *Le Soleil* du 23 novembre, à la page 34, M. Guillemette cible alors le ministre des Travaux publics (M. René Lévesque).
14. Selon *Le Devoir* du 24 novembre 1960, à la page 14, le pont de Saint-Victor aurait été construit par les libéraux au coût de \$99,300.
15. Selon *Le Nouvelliste* du 23 novembre 1960, à la page 1, au moment où M. Caron prononce son discours, plusieurs membres de la Chambre sont absents puisque retenus dans les comtés de Joliette et de Rouville par les élections partielles qui ont lieu le jour même.
16. Selon *Le Montréal Matin* du 24 novembre 1960, à la page 4, "le député de Maskinongé a été

fréquemment interrompu, à droite, lorsqu'il a parlé des travaux que le gouvernement a fait arrêter après son assermentation.

17. *The Montreal Daily Star* du 23 novembre 1960, à la page 31, mentionne d'autres chiffres que ceux rapportés ici. Au risque d'apporter des modifications erronées au discours déjà complexe de Paul Dozois, nous avons choisi de citer en note les chiffres révélés par le journal *The Montreal Daily Star*: "He (Mr. Dozois) said if the province's total debt including commitments and the liabilities of Hydro-Quebec were \$1,177,000,000 as Mr. Lesage affirmed, he should also point out that its assets including those of Hydro amounted to \$2,155,000,000".



Séance du mercredi 23 novembre 1960

### Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!<sup>1</sup>

### Adoption de Louis-Fernand Saint-Cœur

**M. Bélanger (Saguenay)** propose, appuyé par le député de Duplessis (M. Coiteux), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de Léon Peron *et uxor*, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption et le changement de nom de Louis-Fernand Saint-Cœur, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

### Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de Léon Peron *et uxor*, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption et le changement de nom de Louis-Fernand Saint-Cœur.

### Rapports des comités permanents:

**M. Dionne (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Mara Ingeborg Käthe Eugénie Neuman Pütsep, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat;

- de Margaret June Bartlett Gagnon, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat;

- de Joseph Sector, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat;

- de Nicolai Nasadiuk, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat;

- du docteur Paul Tarte et autres, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc;

- des commissaires d'écoles de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- du Collège Loyola (Loyola College), demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Joseph Fortier et autres, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'incorporation de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec;

- de Walter Angell et autres, demandant l'adoption d'une loi remplaçant l'article 655 du Code municipal pour la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, limitant les taux de la taxe;

- de la corporation de la paroisse de Sainte-Anne-des-Monts, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marian L. Lewandowski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 102 modifiant la charte de Congrégation Beth-El;

- bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Lacoste à l'exercice de la profession d'avocat;

- bill 127 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Michael Pitfield à l'exercice de la profession d'avocat.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 124 autorisant la Congrégation St. Andrew's United Church, des cité et district de Trois-Rivières, à vendre, céder ou transporter un certain lot de terre.

**Projets de loi:****Loyola  
University**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 111 concernant Loyola University.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Fédération des  
commissions scolaires catholiques**

**M. Morissette (Arthabaska)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Grand'Mère**

**M. Morissette (Arthabaska)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 155 concernant les commissaires d'écoles de Grand'Mère et Consolidated Paper Corporation, Ltd. et The Shawinigan Water and Power Co.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de  
l'hôpital Saint-Luc**

**M. Meunier (Bourget)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Notre-Dame-de-l'Île-Perrot**

**M. Thérberge (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 concernant la paroisse Notre-Dame-de-l'Île-Perrot.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Office d'électricité de Cap-Chat  
et Sainte-Anne-des-Monts**

**M. Jourdain (Gaspé-Nord)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 créant l'Office d'électricité municipale de Cap-Chat et de Sainte-Anne-des-Monts.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Nicolai Nasadiuk**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre M. Nicolai Nasadiuk à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Joseph Sectar**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph Sectar à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Mara I. K. E. Neumann Pütsep**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 184 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Mara Ingeborg Käthe Eugénie Neumann Pütsep à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Margaret June Bartlett**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 186 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Margaret June Bartlett, épouse séparée de biens de Vincent-Joseph Gagnon, à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 22 novembre courant, sur la motion proposée par le député de Laval (M. Lavoie), dont elle a été saisie vendredi le 11 novembre dernier: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien

vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** La politique de l'Union nationale a permis aux municipalités de la province de réaliser des progrès énormes. Pendant la seule année 1958-1959, l'aide apportée directement ou indirectement par le gouvernement provincial aux municipalités du Québec, y compris les commissions scolaires, fut de l'ordre de \$355,000,000, alors que le budget total ne dépassait pas \$546,000,000. En 1958-1959, 65 % du budget était consacré à l'aide financière aux municipalités.

La politique de l'Union nationale a toujours été de favoriser les municipalités. En 1944, les municipalités du Québec avaient des dettes qui s'élevaient à \$455,000,000, alors que les obligations des municipalités ontariennes ne dépassaient pas \$241,000,000. Or, en 1958, les dettes des municipalités de l'Ontario étaient passées à \$1,148,000,000, alors que celles des municipalités du Québec étaient de seulement \$861,000,000. De plus, l'actif immobilisé des municipalités du Québec atteignait \$1,390,000,000 en 1958, alors que celui des municipalités de l'Ontario n'était encore que de \$1,295,000,000.

Le gouvernement de l'Union nationale a amélioré la situation financière des municipalités. Cette situation avantageuse du Québec est attribuable au fait que la politique de l'Union nationale fut de libérer les municipalités des obligations onéreuses qui pesaient sur elles, notamment en se substituant à elles dans plusieurs fonctions municipales, quand le gouvernement de l'Ontario aidait plutôt directement les municipalités par des subsides.

Par exemple, le fardeau de l'assistance publique est tombé de 33 % à 8 % ou 12 % dans le Québec, selon qu'il s'agit des municipalités rurales ou des villes. En Ontario, les municipalités déboursent 27 % pour l'assistance publique. La politique des subsides peut avoir ses mérites, mais il arrive dans l'Ontario que la très grande majorité des municipalités donnent plus aux conseils de comtés que les subsides qu'elles reçoivent du gouvernement provincial. De plus, les municipalités ontariennes doivent déboursier plus que celles du Québec pour les routes, les hôpitaux et d'autres services.

Sur la question de l'aide aux municipalités, le gouvernement actuel est en contradiction avec ses déclarations passées, alors qu'il favorisait des octrois statutaires. Il a changé son fusil d'épaule. Lorsqu'il

était dans l'opposition, le député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel), aujourd'hui ministre des Affaires municipales, a prononcé une douzaine de discours à l'Assemblée nationale dans lesquels il réclamait une politique d'octrois *per capita*<sup>2</sup> au bénéfice des municipalités du Québec. Maintenant que le député est au pouvoir, son chef refuse ces mêmes octrois.

Le premier ministre a contredit son ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Hamel) lorsque, récemment, devant l'Union des municipalités, il s'est prononcé contre l'octroi de subsides *per capita* aux municipalités, préférant à ce régime un système de paiements de péréquation. Le premier ministre a répondu exactement ce que nous disions sous l'Union nationale, à savoir que les besoins différaient d'une municipalité à l'autre, et qu'il ne fallait pas accorder les mêmes sommes aux municipalités riches et aux municipalités pauvres. Le premier ministre a dit qu'un système de péréquation serait plus juste. C'est ce que nous avons toujours prétendu. Pourtant, lorsque l'Union nationale prêchait une politique qui tenait compte des besoins inégaux, le député de Saint-Maurice s'objectait et protestait.

La politique d'octrois statutaires, réclamés par certains candidats libéraux au cours de la campagne électorale et avant, n'est donc pas applicable, pour la bonne raison que les municipalités n'ont pas toutes les mêmes besoins. Certaines municipalités nécessitent plus d'aide que d'autres, en raison de leur situation financière.

Le gouvernement libéral a violé sa promesse faite aux contribuables de l'Île de Montréal de défrayer entièrement le coût du boulevard Métropolitain. Au cours de la campagne électorale, le premier ministre a fait dans le comté de Montréal-Saint-Jacques, au Palais du Commerce, la promesse de payer en entier le coût de la construction du boulevard Métropolitain. Or, la surprise a été grande parmi les contribuables des 32 municipalités de l'Île de Montréal quand, à la fin de juillet, le premier ministre a déclaré que l'administration provinciale ne paierait que pour la voie rapide, mais que sa promesse n'englobait pas les voies d'accès et les expropriations.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** convient qu'il a promis pendant la campagne électorale que le gouvernement libéral prendrait à sa charge le coût de la voie rapide, des voies d'accès et des travaux pour l'écoulement des eaux. Les ingénieurs de la province, dit-il, sont actuellement en train d'étudier le coût total des travaux. Mais cela ne peut

comprendre les voies de services attenantes au boulevard Métropolitain, qui sont des rues municipales, ou les égouts nécessaires pour ces routes. Il dit l'avoir expliqué pendant la campagne électorale. Le gouvernement provincial, dit-il, n'a pas de responsabilité financière dans ce domaine.

Le gouvernement provincial entend respecter intégralement sa promesse. Nous paierons en entier les dépenses de construction du boulevard Métropolitain proprement dit, les dépenses de construction de voies d'accès, des croisements en feuille de trèfle et les dépenses d'expropriation et de drainage se rapportant directement au boulevard même et aux voies d'accès. Les municipalités devront payer, par suite des travaux du boulevard, les dépenses de construction concernant les voies assurant seulement un service local et les dépenses d'expropriation et de drainage relatives à ces voies municipales.

Voilà ce que nous avons promis et voilà ce que nous paierons. Nous l'avons d'ailleurs promis bien avant les élections, car nous avons toujours cru que les routes à circulation rapide qui traversent les grandes villes sont des voies provinciales. C'est là l'engagement que j'ai pris en toutes circonstances, si ces explications peuvent éclaircir la lanterne du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois)...

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Pour les gens de Montréal et des 32 municipalités du Montréal métropolitain, qui ont reçu des comptes, le boulevard Métropolitain, les voies d'accès, les voies de services, la voie rapide ou les voies d'intérêt local, cela ne se sépare pas, cela fait un tout. Ils sont indivisibles. Et c'est tellement vrai que l'activité de la Commission de Montréal métropolitain, qui en général concerne 14 municipalités, s'étend aux 32 municipalités de l'Île pour ce qui touche au boulevard.

Ce que le premier ministre a dit pendant la campagne ne fait aucune différence. Ni la Commission de Montréal métropolitain ni les citoyens des 32 municipalités intéressées ne l'entendent de la sorte. Le fait est que les contribuables de Montréal ont l'impression que le gouvernement assumera la totalité des coûts du boulevard. La promesse électorale a été faite par le premier ministre, et comme les autres promesses faites par le Parti libéral pendant la campagne électorale, c'est là une autre promesse que les libéraux ne remplissent qu'à moitié... Si le premier ministre veut tenir sa promesse, qu'il paie tous les déboursés.

Maintenant, le premier ministre essaie de faire des distinctions entre le boulevard et les routes

de service. En considérant le boulevard et les routes de service comme des projets différents, le gouvernement impose aux contribuables un fardeau inattendu. La Commission de Montréal métropolitain a autorité sur le boulevard Métropolitain, et sur cela seulement. Elle a déjà dépensé \$40,000,000. Autrement dit, cette dépense a été faite pour le boulevard et la province refuse de payer, en dépit de la promesse du premier ministre. Une fois tous les travaux terminés, les contribuables des municipalités de l'Île de Montréal devront payer une facture additionnelle de \$40,000,000.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Les pourparlers sont déjà entamés pour établir le coût de la partie payable par la province pour la voie rapide, les voies d'accès, les expropriations et le drainage.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Ces distinctions coûteront aux contribuables près de \$80,000,000. Les contribuables des 32 municipalités de l'Île de Montréal auront une lourde part à payer parce que le premier ministre ne tient pas la promesse qu'il avait faite durant la campagne électorale.

Depuis juillet dernier, la Commission métropolitaine a envoyé aux 32 municipalités des comptes, afin de payer les dépenses qu'il a faites jusqu'à ce jour pour le coût du boulevard, compte tenu des voies d'accès, des voies de service, des travaux d'égout, etc. Les municipalités ont, à leur tour, adressé, aux contribuables, des comptes pour \$40,000,000. Plusieurs contribuables de l'Île m'ont déjà demandé ce qu'ils devraient faire avec les factures qu'ils reçoivent des autorités municipales pour leur participation aux frais de construction. Que ces contribuables ne se fassent pas d'illusions. J'ai payé le compte que j'ai reçu, et le meilleur conseil que j'ai à donner aux autres contribuables, c'est de payer eux aussi les comptes qu'ils ont reçus et recevront, car le Parti libéral ne les acquittera pas pour eux. S'ils ne le font pas, ils auront à payer en plus, un jour, des intérêts, et ils seront en butte à des poursuites.

Le Parti libéral a violé une autre de ses promesses qui était de protéger l'autonomie municipale et scolaire. Il y a trois mois, un arrêté municipal a été émis à Longueuil pour annexer une partie de Montréal-Sud. Cette municipalité a consulté les contribuables par voie de référendum, et les contribuables des deux villes se sont prononcés en faveur du projet d'annexion par une majorité considérable. La loi prévoit qu'une fois le règlement approuvé par le peuple, il doit recevoir la sanction du



cabinet provincial. Or, il y a trois mois que le règlement a été voté et approuvé par les deux municipalités et le gouvernement n'a pris aucune décision. Je ne sais pas pourquoi le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas encore approuvé l'annexion. Qu'est-ce que le gouvernement attend pour ratifier cette libre expression de la volonté populaire?

Cela entraîne des retards dans les deux villes qui ont des problèmes identiques à régler. Les deux municipalités auront des contrats à accorder pour des services municipaux, notamment à la veille de l'hiver pour l'enlèvement de la neige. Ces municipalités ne savent pas sur quel pied danser. Pour tels ou tels travaux, elles sont obligées d'attendre, ne sachant pas encore si elles pourront les faire exécuter en commun, si elles devront accorder un contrat unique ou des contrats séparés. On aurait pu réaliser des économies appréciables par la signature de contrats conjoints. C'est le cas notamment pour l'enlèvement de la neige. Le retard du gouvernement peut leur causer de graves embarras. Est-ce ainsi qu'on veut protéger l'autonomie municipale?

Il s'associe au chef de l'opposition pour offrir d'étudier immédiatement, si le gouvernement le désire, la législation qu'il doit apporter pour remédier au chômage<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** rend hommage à ses électeurs de Matapédia qui ont su, dit-il, reconnaître toute la qualité du programme du Parti libéral et de son chef, l'honorable premier ministre Jean Lesage.

Certains des membres de l'Union nationale prêtent au gouvernement des mauvaises intentions. Nous avons pourtant entendu souvent M. Duplessis dire: "Des mauvaises intentions, c'est comme la monnaie; pour en prêter, il faut en avoir..."

Nos adversaires parlent d'hôpitaux et d'écoles, de ponts et de routes qu'ils ont pu construire en 16 années de pouvoirs. C'est une argumentation dangereuse pour l'opposition, car combien de réalisations le gouvernement libéral aura à son crédit d'ici quelques années.

Une chose, cependant, sur laquelle les députés de l'Union nationale se gardent bien d'insister, c'est que le premier budget du gouvernement sous M. Godbout n'était que de \$93,000,000 alors que le dernier budget mis à la disposition de l'Union nationale était de l'ordre de \$600,000,000.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Le député de Matapédia laisse entendre qu'il y aurait eu

de nombreux mandats spéciaux, alors qu'il n'y en eut que deux ou trois.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** L'Union nationale a dépensé \$100,000,000 de plus qu'elle n'était autorisée à dépenser.

Nos amis d'en face ont été particulièrement injustes avec le ministre des Travaux publics et des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier). Et pourtant, le ministre des Travaux publics et des Ressources hydrauliques dépasse de 100 coudées tout ce qu'il y a eu de ministres dans l'Union nationale. Ils en sont jaloux; c'est pour cela qu'ils tentent de ternir son inattaquable réputation.

Ce qu'il y a de tragico-comique dans le comportement de nos adversaires, c'est qu'ils semblent oublier qu'ils ont été jugés le 22 juin dernier par la population de cette province. Les membres de l'opposition croient encore qu'ils peuvent agir à la façon de Guillaume le Conquérant. Ils conservent la même arrogance, la même omnipotence qui les a toujours caractérisés. Ils se croient encore les propriétaires de la province. Il faudra bien qu'un jour on se rende compte, dans l'opposition, que les députés de ce groupe ne sont plus les propriétaires de la province, mais qu'ils ont été expropriés, le 22 juin dernier.

Les survivants du régime de l'Union nationale disent qu'ils ont construit des ponts? Nous le savons déjà, puisque l'un s'est effondré à Trois-Rivières, un autre à Shelter Bay. Et ces ponts construits par la défunte Union nationale ont coûté deux et trois fois plus cher qu'ils auraient dû coûter. L'opposition n'a pas mentionné que ces contrats étaient octroyés à quelques personnes favorisées à des prix qui dépassent les coûts réels.

Les survivants de l'Union nationale se vantent d'avoir construit des routes. Pourtant, nous avons le plus mauvais système de routes et la plus mauvaise voirie du pays. Nombre de routes de la province n'ont pas reçu une pelletée de gravier depuis 16 ans. Ce qui fait que nous avons ici, au Québec, les primes d'assurance automobile les plus élevées de toutes les provinces canadiennes.

Ils se vantent également depuis le début de la session d'avoir sauvé les commissions scolaires du désastre financier en rachetant leurs dettes. Mais ils oublient de nous dire que l'Union nationale a récolté plus de \$400,000,000 pour le fonds de l'éducation et qu'elle n'en a pas utilisé \$100,000,000 pour la construction d'écoles dans la province. La plus grande partie de ce fonds, qui devait être réservé expressément à l'éducation, a été consacrée à

d'autres fins. C'est ce qui explique qu'un ministre de l'ancienne administration a déjà déclaré: "De l'éducation? Pas trop... pas trop..."

Ils se vantent d'avoir construit une infinité d'écoles. La défunte Union nationale a laissé les commissions scolaires s'endetter de nouveau de \$250,000,000 pendant que le gouvernement les mettait à contribution pour la construction des écoles, en imposant ses entrepreneurs, ses architectes et ses ingénieurs en retour de subventions. Les membres de l'Union nationale ont oublié de mentionner que, sous l'ancien gouvernement, les commissions scolaires étaient obligées de sélectionner un entrepreneur recommandé par le gouvernement, de choisir l'architecte qui était membre de l'Union nationale et de s'assurer que le matériel provenait de compagnies amies de l'Union nationale. Ces constructions ont permis l'établissement d'un système odieux de patronage à l'endroit des commissions scolaires et les a menées au bord de la faillite...

**M. Talbot (Chicoutimi)** soulève un point d'ordre. J'offre de démissionner immédiatement si le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) peut prouver que je suis intervenu de quelque façon dans l'attribution de contrats pour les écoles de mon comté.

**M. Lorrain (Papineau):** Je mets le député de Matapédia au défi de prouver ses avancées.

**M. Guillemette (Frontenac):** Moi de même.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** L'enquête royale réglera tout cela au mois de décembre<sup>4</sup>.

L'Union nationale se vante également d'avoir construit de nombreux hôpitaux. On oublie de dire qu'on a contracté une dette de plus de \$30,000,000 en promesses d'octrois que nous serons obligés de payer. On oublie également que le gouvernement fédéral a fait sa large part en ce domaine.

De toutes les grandes œuvres que l'Union nationale se vante d'avoir accomplies dans la province au cours de ses mandats successifs, elles ne sont pas nombreuses en regard de l'argent dépensé. L'Union nationale avait, en ces derniers temps, jusqu'à \$700,000,000 à dépenser par année. À ce chiffre, il faut bien que quelque chose paraisse. Il n'y a donc pas lieu de se vanter d'avoir construit des écoles, des hôpitaux, etc. Ce qu'il faut considérer, c'est la façon dont ont été dépensées ces sommes énormes. En regard des quelque \$5,000,000,000

récoltés en taxes par l'Union nationale pendant ses 16 années de pouvoir, elle n'a qu'à montrer un système routier mal en point, des ponts qui ont tombé, quoiqu'ils aient été construits à des prix scandaleux...

**M. Lorrain (Papineau)** soulève un point d'ordre et de règlement. L'expression "scandaleuse", dit-il, est contraire aux règlements de la Chambre. Viendra un temps où le ministre regrettera ce qu'il vient de dire.

**Des députés ministériels protestent.**

**M. Lorrain (Papineau):** Vivons-nous sous un régime de dictature? L'expression "scandaleuse" n'est pas parlementaire au sens du paragraphe 20 de l'article 285 du Règlement. Elle s'adresse évidemment au ministre qui a fait construire les ponts, soit l'ancien ministre des Travaux publics. Si le ministre des Terres et Forêts a des accusations à porter, qu'il les porte en gentilhomme, suivant les règlements. Qu'il porte des accusations précises.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les paroles prononcées par le ministre des Terres et Forêts n'ont rien de répréhensibles, le ministre ne vise personne en particulier. La preuve des faits qu'il vient de soumettre a déjà été faite en cette Chambre.

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce que la Commission royale d'enquête sur l'administration de l'Union nationale a été saisie des présumées irrégularités aux Travaux publics et aux Ressources hydrauliques? Si oui, il serait pour le moins indécent d'en traiter en Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Selon l'arrêté en conseil qui l'a instituée, la Commission commencera à enquêter sur la vente du réseau de gaz naturel de l'Hydro. Après avoir fait la lumière sur l'affaire du gaz, elle enquêtera sur les méthodes d'achat de l'ancien gouvernement, sur celles du ministère de la Colonisation et sur toute matière qui pourra être portée à son attention. Cette Commission n'aura pas de jugement à rendre, il s'agira purement et simplement d'une constatation de faits. Par conséquent, il ne saurait être question de *sub judice* dans un tel cas.

**M. Johnson (Bagot):** La Commission doit rechercher les faits et un ministre ne peut se prononcer sur des faits qui ne sont pas connus.

**Décisions de l'Orateur:****Paroles jugées parlementaires**

**M. l'Orateur:** L'expression employée par le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault), à savoir "à des prix scandaleux", est convenable, puisqu'elle ne s'adresse à aucun membre de la Chambre ni à aucune autre personne en particulier, mais à une chose. Ainsi, elle n'est pas antiparlementaire au sens du paragraphe 20 de l'article 285 du Règlement. Le point d'ordre soulevé par le député de Papineau (M. Lorrain) est, en conséquence, rejeté.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 43.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Cloutier, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Tremblay, 29.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur l'adresse.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Le présent gouvernement libéral n'a pas craint de reconnaître sa responsabilité en matière de chômage. En 1956, la commission Tremblay, dans son rapport, prévoyait déjà la récession économique actuelle. La Commission établie par l'administration de l'Union nationale avait fait des recommandations au sujet du chômage, mais l'ancien gouvernement a refusé d'admettre ses responsabilités au sujet du chômage.

À la page 332 du rapport, la Commission recommandait au gouvernement de l'Union nationale une action conjointe du fédéral et du provincial. Comment se fait-il que ces principes de base ont été systématiquement écartés par l'Union nationale? Ils ne se sont pas contentés d'ignorer le rapport Tremblay mais ils ont fermé les yeux sur la situation du chômage.

Dès janvier dernier, on notait 84,653 chômeurs inscrits à Montréal et, dans la région du Lac-Saint-Jean, on en comptait au moins 45,000. C'est alors que Son Éminence le cardinal Léger, archevêque de Montréal, lança un cri d'alarme en disant que "le bien commun exigeait sur ce problème l'intervention de l'État". Cet appel n'a trouvé aucun écho de l'Union nationale. On n'a rien fait pour répondre à l'appel du cardinal. Où étaient alors les défenseurs de la race?

Le 16 mars, 1950, le député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) a fait part à la Chambre des regrets de l'opposition d'alors devant l'inertie du gouvernement de l'Union nationale.

En quatre mois, le gouvernement actuel a fait plus pour remédier au chômage que l'Union nationale pendant 16 ans. Il a accepté de participer au coût de la main-d'œuvre dans une proportion de 40 %, portant le coût de la participation fédérale-provinciale à 90 % des frais de main-d'œuvre. Cinq cent six municipalités du Québec ont déjà pris avantage de la participation fédérale-provinciale, 1,043 projets ont été soumis et 883 programmes de travaux publics municipaux ont été acceptés. Actuellement des travaux d'hiver au montant de \$67,000,000 sont mis en chantier en vertu des plans conjoints alors qu'en Ontario, ils représentent une valeur de \$43,000,000. Pour une fois, nous dépassons l'Ontario! Sous l'Union nationale, 90 projets seulement furent soumis à Ottawa, représentant \$16,000,000.

Il cite un article de M. Pierre Laporte, du journal *Le Devoir*.

**Une voix de l'opposition:** Organe du Parti libéral!

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Chacun son équipe... Vous autres, vous avez *Nouvelles et Potins*!

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** parle du vaste plan de restauration de la forêt que met en branle son ministère, sous l'impulsion du gouvernement actuel, depuis quatre mois.

C'est ainsi, dit-il, que nous voyons de sages mesures mises en œuvre par le gouvernement

Lesage, grâce à des ministres libres dans un gouvernement démocratique. C'est une autre mesure du gouvernement pour combattre le chômage. Grâce à toutes ces mesures qui contribuent à soulager les sans-travail, les statistiques fédérales nous apprennent que, depuis notre avènement au pouvoir, le chômage a diminué de 42 % à 33 % au Québec, par rapport au nombre total de chômeurs au pays.

Les députés de l'Union nationale chantent encore sur tous les tons ce qu'ils prétendent être les réalisations et les gloires de leur parti. Mais, de temps à autre, ils pigent dans la mythologie de l'Union nationale pour nous présenter des épouvantails, des épeure-corneilles, comme on le dit en Gaspésie, pour détourner l'attention des électeurs.

Voilà assez longtemps que l'Union nationale brandit des épouvantails devant les électeurs. Il dénonce le système d'épouvantails organisé par l'Union nationale pour les électeurs de Joliette et de Rouville<sup>5</sup>, le système des peurs, les complots, etc.

**M. Johnson (Bagot):** Attendez le résultat des deux élections!

**Un député ministériel:** Soyez prudent, vous allez peut-être regretter votre déclaration demain<sup>6</sup>!

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Les gens qui se rendent coupables de cela sont les mêmes qui ont vu le scandale des faux billets de banque leur éclater dans le visage. La bombe de la fausse monnaie a éclaté dans la face de l'Union nationale.

L'Union nationale, et particulièrement le député de Bagot (M. Johnson), voudraient faire avaler aux Québécois le faux complot contre l'enseignement religieux dans les écoles. Le peuple ne croit pas à ce complot. À entendre le député de Bagot à la télévision dernièrement, on aurait cru que c'est bien vrai que l'enseignement religieux est menacé dans la province de Québec<sup>7</sup>. Ce ne sont là que des insinuations felleuses.

Dans un article, M. André Laurendeau répond aux déclarations faites à la télévision par le député de Bagot: "On demande à M. Daniel Johnson à *Tribune libre*, dimanche, sur quoi se fondent les accusations graves qu'il a portées dans Rouville, au sujet de l'école confessionnelle. M. Johnson répond, la voix tremolante, qu'il croit de tout son cœur à l'école confessionnelle. Voici un bon exemple des confusions que les politiciens sèment dans le Québec à propos des questions les plus graves, de celles où chacun devrait engager sa lucidité et sa sincérité. Que M. Johnson, attaché à l'école confessionnelle, en

dise les mérites, cela est excellent. Mais cela ne permet pas à M. Johnson d'inventer des histoires de croque-mitaine pour faire peur aux gens.

"Quand M. Johnson s'attaque aux adversaires de l'école confessionnelle, il s'attaque à un dixième de 1 % de la population québécoise. C'est son droit. Mais il trompe les gens quand il laisse croire que l'école confessionnelle est en danger. Prenons la proposition que M. Johnson lie à celle-là: la création d'un ministère de l'Éducation. Bien qu'il ne puisse pas exister de statistiques sur le sujet, il semble clair que les partisans de ce ministère forment une minorité, et encore, une minorité fort divisée: car, derrière cette formule, peuvent exister des vues très divergentes."

Aucune menace ne pèse et n'a jamais pesé contre l'enseignement confessionnel dans la province, malgré les affirmations contraires de l'Union nationale. Épouvantails et des histoires de croque-mitaine utilisés par l'Union nationale pour semer la crainte. Le premier ministre a affirmé à plusieurs occasions qu'il considérerait l'aspect confessionnel de notre système d'éducation comme étant essentiel. L'opposition met en doute la sincérité du premier ministre de la province de Québec, l'honorable Jean Lesage, lorsque ce dernier donne sa parole que jamais l'enseignement confessionnel ne sera en danger dans la province de Québec sous le régime libéral.

Si jamais une semblable menace se produisait, j'aurais plus confiance pour la repousser dans le premier ministre actuel que dans tous les soupirants à la direction de leur parti que nous voyons de l'autre côté de la Chambre. À entendre en cette Chambre les faux monnayeurs du patriotisme et de la confessionnalité dans les rangs de l'Union nationale, on a l'impression qu'ils sont tous des M. Net, des petits Jésus de Prague qui auraient tous mérité des médailles<sup>8</sup>.

L'Union nationale a toujours exploité les sentiments les plus nobles, dans un but électoral, notamment le sentiment religieux de notre peuple. Elle s'est attaquée souvent à des personnalités religieuses et à des ordres religieux, lorsque l'intérêt du parti était en jeu. Le député de Bagot et les députés de l'Union nationale devraient arrêter de parler pour le clergé et laisser aux prêtres et aux évêques le soin de diriger notre vie religieuse et collective. Elle le sera mieux que par les politiciens.

Que le député de Bagot cesse de se substituer à l'épiscopat et au clergé comme défenseur des valeurs religieuses et culturelles. Il faut un noviciat avant de pouvoir porter la soutane...

(Rires)

Cette exploitation du sentiment religieux a assez duré. Ce sont des procédés comme celui-là qui ont dégoûté M. Antonio Barrette et l'ont incité à quitter les rangs de l'Union nationale. On peut différer d'opinion avec l'ancien premier ministre, mais on ne peut contester qu'il avait le courage de ses opinions. Il a été même jusqu'à s'immoler pour tenter de réformer son parti.

Des jeunes de l'Union nationale veulent se donner la tâche de réformer le parti, en fondant des associations dont le but est l'épuration, la démocratisation et le rajeunissement des cadres de ce groupement politique. À moins que cette réforme ne se réalise, personne ne mourra assez vieux pour revoir l'Union nationale au pouvoir.

**M. Bégin (Dorchester)**<sup>9</sup>: M. l'Orateur...

(Applaudissements à gauche)<sup>10</sup>

M. l'Orateur, vous me permettez de vous offrir, à la suite des autres membres de cette Chambre, les félicitations d'usage. Je veux aussi féliciter, comme cela en est la coutume, le proposeur et le secondeur de l'adresse, et je voudrais offrir mes plus sincères condoléances à mon successeur au ministère de la Colonisation, le député d'Abitibi-Ouest (l'honorable M. Courcy), qui a été éprouvé par la mort de sa sœur récemment.

M. l'Orateur, il y a cette semaine 25 ans que je suis dans la vie politique. J'ai été élu en même temps que votre père en 1935<sup>11</sup>. Nous avons siégé d'ailleurs au même pupitre, et nous étions deux amis inséparables: c'est là que j'ai pu apprécier toutes les qualités de votre père<sup>12</sup>.

Il y a 25 ans, dis-je, que je suis dans la vie politique, que je suis député du comté de Dorchester. Il y a 25 ans qu'à chaque élection, et il y en a eu huit, les électeurs de mon comté m'accordent leur plus grande confiance. Je veux les remercier pour cette confiance sans cesse renouvelée qu'ils m'ont donnée. Je pourrais peut-être m'attribuer les paroles que prononçait un éminent personnage religieux<sup>13</sup> sur la tombe d'un grand Québécois disparu il n'y a pas très longtemps<sup>14</sup>: "Lorsque la population rurale a donné sa confiance à une personne pendant 25 ans, il faut croire que cette personne-là l'a méritée."

J'ai fait plusieurs luttes. J'ai eu plusieurs adversaires. J'ai même eu comme adversaire, je crois, un de vos cousins, qui est aujourd'hui l'honorable juge Cliche<sup>15</sup>. Mais je peux me rendre le témoignage que, dans aucune des luttes que j'ai livrées depuis 1935, je n'ai jamais attaqué personnellement mes adversaires. Je n'ai même jamais mentionné le nom de mes adversaires au cours de ces campagnes

électorales. Je me suis borné à parler de problèmes politiques.

Je n'ai pas l'intention non plus aujourd'hui de déroger à cette coutume, à l'attitude que j'ai toujours voulu tenir ici même en cette Chambre, une attitude digne comme celle que j'ai toujours maintenue dans mon comté. J'entends qu'il y a des choses qui doivent être dites. Il y a aussi une façon de les dire dignement. Et même si nous avons beaucoup souffert, ce n'est pas une raison de changer cette ligne de conduite. Ce n'est pas parce qu'on a été attaqué injustement, parfois au sein même de notre mouvement, qu'on doit abandonner sa dignité. Ce n'est pas une raison pour faire la même chose.

Ceux qui s'attendent à ce que je relève tout ce qui s'est dit contre moi seront déçus. Ceux qui s'attendent, cet après-midi, que je vais relever les questions un peu controversées des dernières semaines seront désappointés. Si j'avais une seule phrase à dire, je dirais que, parfois, nous pouvons côtoyer des hommes pendant des années, 10 ans, 15 ans, 20 ans et plus, et nous croyons les connaître. Et on se rend soudain compte qu'on ne les connaissait pas.

Moi, pour un, le 7 janvier dernier, lorsque l'on choisissait un de mes collègues comme chef de l'Union nationale et comme premier ministre, je croyais choisir le grand Monsieur de la politique provinciale. Je ne m'attendais pas qu'après les élections, je constaterais que c'était plutôt le grand orgueilleux de la politique provinciale que j'avais choisi, un homme qui n'a pas été capable d'accepter sa défaite comme j'ai pris la mienne, moi, et qui a voulu absolument se trouver des boucs émissaires<sup>16</sup>. Je n'en dis pas plus, et je n'en dirai pas davantage sur ce sujet. Je veux rester dans ce ton, dans ce ton digne.

M. l'Orateur, pendant 20 ans de mes 25 années de vie politique, j'ai dirigé les forces de l'Union nationale. J'ai servi un grand chef politique et tous ici en Chambre, aussi bien d'un côté comme de l'autre, le reconnaissent et l'ont reconnu. Un grand chef politique difficile à servir, il faut le dire, mais je l'ai servi et je crois que je l'ai servi à sa satisfaction.

Nous avons eu du succès. Je voyais, tout à l'heure, *L'Action catholique* qui m'attribuait quelques mérites. Cela nous fait du bien quelquefois de voir quelque chose dans les journaux qui puisse nous consoler parce que, dans mon cas hélas, depuis quelques mois, et quelques années, je n'ai pas été gâté, il faut le dire!

Nous avons gagné des batailles, j'en ai faites cinq contre le Parti libéral, de 1944 à 1960. Ce n'est

pas moi seul qui ai gagné ces batailles. J'ai été l'instrument d'un parti. J'ai été l'instrument d'une organisation. J'ai été l'instrument de mes collègues qui m'avaient donné cette mission d'organisation.

Jusqu'en 1956, nous avons eu des succès. Cette année, nous avons connu la défaite. Je ne chercherai pas à rejeter le blâme de la défaite sur celui-ci ou sur celui-là. Je suis capable de prendre ma part de responsabilités. Tout individu doit être capable d'accepter une défaite et de l'accepter comme un homme. C'est ce que j'ai fait.

J'ai été durant 20 ans organisateur politique. J'ai donc été sur la première ligne de combat pendant 20 ans. Par conséquent, j'occupais un poste qui m'exposait plus que n'importe qui aux coups des adversaires. Je suis capable d'encaisser les coups. Je pense que je l'ai montré depuis une couple d'années et, sans me vanter, je crois que j'ai manifesté du courage en acceptant tous les coups qu'on m'a portés.

Depuis deux ans, le Parti libéral et son chef n'ont cessé de me livrer une guerre particulièrement acharnée. Je ne dis pas que de la part des ministériels cela n'était pas une bonne tactique. Je trouve que la tactique était très habile. Au lieu de disperser les attaques, on a concentré depuis deux ans toutes les attaques possibles sur celui qui vous parle. J'ai donc été la cible favorite et unique de toutes les attaques qui ont été portées.

Cela a commencé en 1958, à La Sarre, Abitibi. C'est le premier ministre actuel qui déclencha l'offensive. J'ai ici le compte rendu de l'assemblée. J'ai démolé dans le temps les attaques du premier ministre mais, plus tard, une couple de mois plus tard, le député d'Abitibi-Ouest (l'honorable M. Courcy)<sup>17</sup> écrivait à mon adversaire dans mon comté, pour lui demander s'il ne pourrait pas trouver quelque scandale dont je serais le centre.

J'ai d'ailleurs eu l'occasion, en cette Chambre, de lire cette lettre du député d'Abitibi-Ouest adressée à mon adversaire de 1956, lui demandant de trouver des scandales autour de la construction de ma maison, autour de ci et autour de ça. Quand j'ai cité la lettre en Chambre, j'ai fourni au député d'Abitibi-Ouest la photographie de ma maison. Je l'avais prise moi-même, elle n'était pas mal, elle était bien. Je préférerais, s'il désirait la publier, publier quelque chose qui avait du bon sens.

On a continué les attaques. Le premier ministre actuel est venu dans ma paroisse, à Sainte-Germaine, l'année suivante et là, il a lancé une série d'accusations contre le député de Dorchester et ministre de la Colonisation (M. Bégin). Quinze jours

plus tard, dans la même salle, avec des affidavits sur tous les sujets qu'il avait mentionnés, je démolissais la thèse du premier ministre et les renseignements qu'il avait fournis, qu'il avait peut-être donnés de bonne foi, mais qui étaient erronés et qui avaient été inventés par des personnes qui tramaient quelque chose, qui tramaient une certaine machination.

M. l'Orateur, on a continué, après les déclarations que j'ai faites à cette assemblée que j'ai tenue au mois de juillet 1958, à porter contre moi les mêmes accusations. La campagne électorale est venue.

Auparavant, je dois dire qu'au dernier jour de la session, alors que j'étais parti en voyage de repos, le député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) m'attaquait vertement ici en Chambre<sup>18</sup>. À mon retour, j'apprends cela. Je fais et je produis une déclaration assermentée à l'encontre. Mais on a continué encore à en parler. Rien n'y fit et c'est sur mon dos que la campagne s'est faite.

La lutte, M. l'Orateur, s'est faite sur le dos du ministre de la Colonisation. Tous les députés, à peu près tous les candidats du Parti libéral, ont fait la lutte contre moi. J'étais la cible, je le dis encore une fois. C'était infailible. On ne dispersait pas ses munitions, on tirait toujours sur le même homme. On voulait probablement établir, à force de le dire, la véracité des faits qu'on alléguait et les faire croire à la population.

L'élection a eu lieu, et, le soir du scrutin, on disait dans mon comté que des boîtes de scrutin étaient disparues, que des boîtes avaient été volées, que des boîtes avaient été jetées dans le lac Etchemin, qu'il y avait eu une corruption formidable et sans bornes dans le comté de Dorchester.

J'ai ici tous les articles de journaux qui ont été publiés à cette occasion-là. La police provinciale était même rendue là, le 23 juin, pour rechercher les boîtes dans le fond du lac Etchemin. Imaginez! Un recomptage a été fait avec les représentants des candidats. Tout était normal. Quelques jours plus tard, un recomptage judiciaire était demandé, puis avait lieu. Mon élection fut confirmée et tous les bulletins de vote ont été trouvés.

À la fin du recomptage, le juge félicitait le président de l'élection de la belle façon que l'élection avait été conduite. Mon avocat se levait pour faire la même chose, et l'avocat de mon adversaire aussi pour féliciter le président de l'élection sur la marche de l'élection. Après s'être rassis, l'avocat libéral se levait même de nouveau: il avait oublié de féliciter Mme Chabot qui avait agi comme secrétaire de l'élection de Dorchester!

Mais ça ne suffisait pas! Celui qui avait félicité le président de l'élection et la secrétaire reçut probablement des remontrances, car il nia, deux ou trois jours plus tard, qu'il ait félicité le président de l'élection, et il annonça qu'il y aurait contestation. La contestation est venue. Vous avez vu dans les journaux une charge à fond de train contre celui qui vous parle et contre ses organisateurs. C'était effrayant la saloperie qui s'était faite dans le comté de Dorchester!

Il a remarqué que dans les mesures prises pour contester son élection dans Dorchester, la pétition l'accusait de toutes les infractions possibles à la loi électorale du Québec. Les journaux, dit-il, se sont emparés de cela. Cela tombait bien, parce que voici un homme qui, pendant deux ans, avait été la cible du Parti libéral, voici un homme qui encaissait depuis deux ans, ça faisait bien dans le portrait d'ajouter ces choses-là!

Or savez-vous, M. l'Orateur, que cette contestation est morte: elle n'aura pas lieu. Savez-vous que, après avoir formulé contre moi et mes organisateurs, dans cette contestation, toutes les accusations imaginables, on n'a pas eu le courage de venir les plaider à la Cour de Saint-Joseph de Beauce? L'affaire ne pourra aller plus loin parce que le délai prévu par la loi est expiré aujourd'hui, au moment même où je parle. La cause n'a pas été commencée et, en vertu de la loi, on ne peut pas la commencer...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il n'est pas encore 5 heures. Le délai n'est pas expiré. À tout événement, le député ne peut parler d'une affaire *sub judice*. La contestation n'a pas été rejetée. Il n'y a pas eu jugement. C'est aux tribunaux à rendre jugement.

**M. Bégin (Dorchester)** dit qu'il ne rend pas jugement. M. l'Orateur, voyez-vous la méthode? Accuser, lancer des accusations, publier des accusations, et quand vient le temps de prouver, on se défile.

M. l'Orateur, à mon adversaire de la dernière élection, je n'ai pas plus de reproches à faire qu'aux autres des élections précédentes. J'ai toujours considéré que mes adversaires étaient d'honnêtes gens. Il avait été demandé pour la deuxième fois pour être candidat contre moi. Il a fait l'ouvrage qu'on lui a demandé, et il s'en est tenu là. Je sais que mon adversaire ne voulait pas cette contestation. On a été obligé de recueillir, à sa sortie de prison, un homme du nom de Sylvain qui venait d'être

condamné pour deux infractions et à qui l'on a confié la tâche, moyennant le paiement d'une somme de \$2,000. On lui a mis dans les mains les \$1,000 qui étaient nécessaires pour contester mon élection.

L'affaire est abandonnée, je viens de le dire. Mais j'étais un peu las de ces accusations malsaines, et j'ai pris moi-même contre mon adversaire des procédures en disqualification. Il y a dans ces procédures 260 allégués. La cause a été entendue hier, et les journaux rapportent peut-être ce que je vais vous dire. Deux témoins...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député de Dorchester (M. Bégin) ne peut parler d'une cause pendante.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** invoque l'article 680 du Règlement relatif au *sub judice*.

**M. l'Orateur** confirme le point de vue du premier ministre<sup>19</sup>.

**M. Bégin (Dorchester):** M. l'Orateur, une autre question qui touche un peu la légalité, également. Il s'agit de l'affaire Pelletier<sup>20</sup>. Je ne veux pas parler du tout du sujet et du fond de l'affaire. Voici une affaire qui a été exploitée à fond contre moi dans la province de Québec. J'ai pris un avocat pour me défendre. Mon avocat a demandé, il y a trois mois, au procureur de Pelletier...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'affaire est devant les tribunaux. C'est une cause pendante.

**M. l'Orateur** maintient le point d'ordre<sup>21</sup>.

**M. Bégin (Dorchester):** On a lancé contre moi des accusations, on m'a fait poursuivre...<sup>22</sup>

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Il s'agit d'une cause pendante. Je m'objecte à ce qu'un député dise: "On m'a fait poursuivre."

**M. Bégin (Dorchester):** On n'a cessé de m'attaquer depuis deux ans et particulièrement depuis les dernières élections. Si l'on continue et si on me permettait évidemment d'aller plus loin, j'aurais des choses assez intéressantes à dire dans ce domaine-là<sup>23</sup>.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Nous aussi!

**M. Bégin (Dorchester):** M. l'Orateur, il n'y a pas de choses qui n'ont pas été inventées à mon sujet. Je n'en ferai pas la nomenclature, mais on est allé dans mon comté pour affirmer que je faisais le trafic des narcotiques. Un avocat de Québec l'a répété ici. On est allé jusqu'à dire ça!

On a dit que le ministre de la Colonisation vaut \$18,000,000, le ministre de la Colonisation vaut \$71,000,000, le ministre de la Colonisation vaut \$180,000,000. Il y avait seulement des zéros à ajouter: ça ne coûte pas cher.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
C'est mieux que de passer pour un quêteux!  
(Rires)

**M. Bégin (Dorchester):** On a essayé de faire croire que le ministre de la Colonisation s'était enrichi aux dépens du gouvernement. On a oublié que, pendant 35 ans, j'ai travaillé et économisé dans des commerces honnêtes et prospères avant d'entrer en politique.

(Rires)

Si je n'avais pas fait d'argent avec les commerces que j'avais, si j'avais échoué, on ne m'aurait pas confié la direction du ministère de la Colonisation. On aurait dit: "Comment, on a choisi un imbécile qui n'a pas été capable de faire de l'argent et qui a fait faillite! On a choisi ça pour administrer le département!" Vous savez qu'avec certains adversaires, quand on n'est pas attaqué d'un côté, on l'est de l'autre. Si ça ne fait pas d'une façon, ça fait de l'autre. Les deux armes sont bonnes.

On s'est attaqué à ma résidence. On a prétendu que ma maison valait \$300,000, \$400,000... Que sais-je?... On ajoutait encore des zéros. En réalité, ma maison a coûté \$33,800. Il n'y avait plus de limite.

On s'est attaqué à mes enfants. Quelqu'un, en faisant un calembour, dans une assemblée à Sainte-Germaine, et celui-là c'est le premier ministre actuel, disait que les députés de Gaspé<sup>24</sup> et de Dorchester avaient des fils qui étaient pilotes, puis il ajoutait: "Vous savez, des fils de ministres, ça apprend à voler jeunes..."<sup>25</sup>! Ce sont là des saletés...

**M. l'Orateur:** L'expression du député de Dorchester n'est pas parlementaire.

**M. Bégin (Dorchester)** retire l'expression. C'est un calembour de mauvais goût, dit-il. C'est ainsi que la lutte s'est faite, et je sais qui était l'animateur de ces rumeurs, de ces bruits qui étaient

fabriqués de toutes pièces. C'était un ancien collègue du premier ministre, M. Armand Landry, ex-député fédéral de Dorchester<sup>26</sup>. Monsieur, j'ai enduré cette campagne insidieuse depuis deux ans.

Après cette campagne insidieuse menée contre moi, voilà que récemment, la semaine dernière, on m'accusait ici, en cette Chambre, que j'avais une part quelconque dans ce que le procureur général (l'honorable M. Lapalme) a appelé une machination<sup>27</sup>. J'ai déclaré, la semaine dernière, et je le répète encore de mon siège, que certaines personnes m'ont parlé de la chose, et que je leur ai conseillé, comme tout bon citoyen doit le faire, de s'adresser aux autorités compétentes: police fédérale et avocats de la police fédérale.

Je leur ai dit aussi que l'histoire me paraissait tellement incroyable qu'elle ne pouvait être vraie. Je leur ai parlé ainsi: "Quel serait l'intérêt de gens qui donnent de supposées déclarations assermentées, de s'incriminer eux-mêmes? La chose me paraît incroyable, et vous devez user de toutes les précautions possibles. Vous devez tout remettre entre les mains de la Gendarmerie royale, de l'avocat de la Gendarmerie royale et des personnes en autorité." Je déclare que ce qu'on m'a imputé, tout ce qu'on a pu insinuer à mon endroit et tout ce qui a pu être écrit est archi-faux. Dans toute cette affaire, je n'ai fait que mon devoir de citoyen.

Le Parti libéral, arrivé au pouvoir, s'est acharné contre moi. Il a annoncé une enquête royale sur l'ancienne administration, au sujet de la vente des services de distribution du gaz du Québec à la Quebec Natural Gas Corporation, et il a trouvé le moyen, dans les termes mêmes des pouvoirs accordés à la Commission, d'accrocher en passant le ministre de la Colonisation, afin de faire croire à des malversations et de laisser les gens du Québec avec l'impression qu'il y avait quelque chose d'étrange dans la manière dont le ministère était géré lorsque j'étais ministre.

M. l'Orateur, pourquoi n'a-t-on pas désigné en premier lieu le ministère de la Colonisation, puis mentionné le réseau de distribution du gaz en second lieu? Pourquoi avoir usé encore d'insinuation? Il est évident qu'on ne voulait pas oublier l'organisateur en chef de l'Union nationale qui a barré la route aux libéraux pendant 20 ans. Le premier ministre a précisé que l'enquête porterait sur mon département. On voulait à tout prix m'atteindre...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Le député de Dorchester nous impute des motifs. En vertu de la loi, il faut spécifier les sujets soumis aux



commissaires. Nous avons donc fixé les sujets comme suit: le gaz naturel, le système général des achats et, ensuite, celui qui était en vigueur dans le département de la Colonisation. Nous n'avons fait que notre devoir et nous allons continuer de le faire.

**M. Talbot (Chicoutimi):** S'il y a un homme public qui a été attaqué dans cette province, et sauvagement, c'est bien le député de Dorchester (M. Bégin). C'est une question de justice pour lui que de lui permettre de se défendre.

**M. l'Orateur** renvoie le point d'ordre du premier ministre et permet au député de Dorchester de continuer son exposé.

**M. Bégin (Dorchester):** Je vais être de bon compte avec le gouvernement. Je lui demande de commencer l'enquête par mon ancien département avant tout autre sujet. Que le gouvernement dise à la Commission royale, instituée pour faire enquête sur l'ancien gouvernement de l'Union nationale, de commencer son enquête immédiatement. Que le gouvernement convoque le comité des comptes publics de la Législature, comme les membres de l'opposition le réclament, pour savoir comment l'argent a été dépensé sous le régime de l'Union nationale et, surtout, comment il a été dépensé dans l'ancien ministère de la Colonisation. Je n'ai pas peur des enquêtes, de la commission ou du comité des comptes publics parce que je n'ai rien à craindre d'elles. Je n'ai pas peur de la vérité. Je veux simplement mettre un terme à ces insinuations.

Nous voulons que cessent les accusations à tort et à travers si on ne peut pas les prouver. Nous avons des épouses et des enfants à protéger qui ne méritent pas les basses attaques dirigées contre nous. Ma femme, qui est admirable et appartient à une famille exemplaire, ne mérite pas de souffrir des accusations dirigées systématiquement contre moi. J'ai aussi des enfants qui me font honneur. Ils ont droit, eux aussi, que j'aie l'occasion de revendiquer mon honneur. Que ceux qui portent des accusations pensent à leurs femmes et à leurs enfants.

Pour ma part, je suis fatigué et écoeuré de ces attaques et injures qu'on porte contre moi. Avec les tactiques du Parti libéral, ça ne fait rien si un politicien a une femme, ça ne fait rien s'il a des enfants. L'unique objectif est de le salir. Je veux me défendre, en finir. Tout homme public a une réputation à défendre et sa famille a droit à cette réputation.

Je puis me rendre le témoignage de n'avoir pas reçu un seul sou de mes électeurs pour tous les

services rendus pendant 25 ans. Je ne leur ai même pas coûté un timbre-poste. Et si un seul électeur peut dire qu'il m'a payé pour services rendus, je m'engage à démissionner immédiatement. C'est une chose dont je suis fier. Je suis fier de pouvoir marcher le front haut devant mes compatriotes, devant les électeurs de cette province et, en particulier, de mon comté.

J'ai débuté dans la politique aux côtés d'un grand citoyen, l'honorable Joseph-Charles Ouellet<sup>28</sup>. J'ai conçu pour lui une profonde admiration et je me suis toujours efforcé de marcher sur ses traces. J'admets que j'ai pu me tromper comme ministre durant 16 ans, mais je suis sûr de n'avoir pas commis autant d'erreurs que les ministres actuels en ont commis en seulement quatre mois.

Les hommes publics se diminuent aux yeux de la population lorsqu'on va aussi loin qu'on est allé dans mon cas, par le genre de lutte qu'on m'a faite depuis deux ans surtout. Il ne fait pas de doute que le peuple perd confiance en eux. Il ne faut pas que le peuple perde confiance dans ses députés parce qu'avec le temps, c'est tout notre système parlementaire qui sera miné par le fond. Il est possible de se battre comme des hommes. On peut faire des luttes ardues et les faire en homme.

Je crois que c'est ce que j'ai fait toute ma vie en me refusant sans cesse d'utiliser l'injure et la calomnie. Ce sont des moyens que je répudie et sortirai de la politique plutôt que d'y recourir. Battons-nous avec acharnement, mais comme des hommes, sans utiliser l'injure. Ceux qui pensent qu'en détruisant la réputation d'un homme public, ceux qui prennent plaisir à salir les autres, devraient se rappeler que s'ils réussissent à détruire la confiance publique de ces hommes au pouvoir, ils vont éventuellement détruire la société dans laquelle ils vivent.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)<sup>29</sup>:** J'en ai assez, dit-il, des airs de vertu offensée du député de Dorchester (M. Bégin).

**M. Bégin (Dorchester):** Je n'ai jamais attaqué un adversaire personnellement.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Vous aviez évidemment des gens qui travaillaient pour vous.

**M. Bégin (Dorchester):** J'affirme n'avoir jamais reçu un seul sou de gens de mon comté qui ont obtenu des emplois ou autre chose.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** C'est d'autres qui collectaient... Qui est-ce qui collectait pour vous?

**M. Bégin (Dorchester):** M. l'Orateur, si j'avais pu en dire davantage, je crois que j'aurais éclairé la Chambre sur de nombreux points, mais je me réserve d'en parler plus tard si cette campagne systématique dirigée contre moi se continue. J'entends pour l'instant m'en tenir à cette mise au point qui s'imposait<sup>30</sup>.

(Applaudissements à gauche)<sup>31</sup>

**M. Morissette (Arthabaska)** félicite le premier ministre de l'œuvre immense accomplie par le Parti libéral en 120 jours.

Il convenait, dit-il, que la voix de mon comté, restée silencieuse si longtemps en cette Chambre, soit entendue de nouveau.

Victoriaville fêtera bientôt son centenaire. Le premier ministre et les membres du gouvernement, souhaite-t-il, pourront assister aux fêtes grandioses qui marqueront cette célébration.

Le député de Dorchester (M. Bégin) se plaint de nos attaques. Il devrait se souvenir que les attaques les plus dures qu'il a subies lui venaient de son ancien chef, M. Barrette, et non des libéraux.

La voirie a acheté à la demande de l'ancien député d'Arthabaska et ancien ministre d'État, M. Wilfrid Labbé<sup>32</sup>, une lisière de terrain de 29,000 pieds pour la somme de \$31,000<sup>33</sup>. Il brandit le contrat de vente. C'est une somme fabuleuse pour une si petite superficie!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Si le député d'Arthabaska (M. Morissette) a des accusations à porter, qu'il le fasse selon les règlements. Aussi, que le contrat de vente soit produit sur la table de l'Assemblée législative.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** L'obligation de produire des documents cités en Chambre ne s'adresse qu'aux ministres et pas du tout aux députés.

**M. Morissette (Arthabaska):** Le discours du trône orientera le Québec dans la voie du progrès, de la liberté et de la fierté. Le discours du trône apporte de grands espoirs à la jeunesse et à toute la population de la province de Québec, particulièrement au chapitre de l'éducation<sup>34</sup>.

Sous le présent gouvernement libéral, l'enseignement connaîtra un essor sans précédent

dans cette province grâce aux mesures que le gouvernement entend prendre pour favoriser l'instruction et l'éducation à tous les paliers. Nous reprendrons le temps perdu.

L'éducation est une œuvre de collaboration. Elle est à la fois la responsabilité des parents, de l'Église et de l'État provincial. Il insiste sur le rôle que doivent jouer les commissions scolaires. Le commissaire d'école, dit-il, a été trop souvent et trop longtemps ignoré dans la province de Québec. La commission scolaire est le truchement par lequel la famille, l'Église et l'État exercent leur action respective dans ce domaine important.

Il propose, appuyé par le député de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures<sup>35</sup>.

### NOTES

1. Dans *Le Devoir* du 24 novembre 1960, à la page 1, Pierre Laporte note qu'il n'y avait "pas une seule place de libre dans les galeries de l'Assemblée législative. Et quand toutes les places furent occupées, il y avait encore des gens qui harcelaient ceux qui pouvaient avoir un brin d'influence pour tâcher de leur trouver un siège là où il n'y en avait plus".

2. *Le Temps* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 16, utilise le terme "octrois statutaires" au lieu de "*per capita*".

3. *Le Temps* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 16, écrit que M. Dozois apparaît dans son discours comme "le critique financier le plus autorisé et le plus clairvoyant de l'équipe de l'Union nationale".

4. M. Arsenault fait référence à l'enquête du juge Salvas.

5. M. Arseneault fait référence aux élections partielles de Rouville et de Joliette dont le scrutin se tient le jour même.

6. Les sources ne donnent pas d'indications précises quant au moment de la journée où survient cet échange entre M. Johnson et un député ministériel. Nous l'insérons à cet endroit, car il y est question des élections de Rouville.

7. Dimanche le 20 novembre 1960, M. Johnson était l'invité de l'émission télévisée *Tribune Libre* de Radio-Canada.

8. M. Net: allusion à un détergent populaire. Petit Jésus de Prague: représentation de l'Enfant-Jésus, dont le culte était très répandu au Canada français, synonyme ici d'icône parfaite et intouchable.

9. Cet exposé de M. Bégin constitue son premier discours officiel depuis l'élection de 1960. Selon *Le Soleil* du 24 novembre 1960, à la page 46, "le discours de M. Bégin était attendu avec intérêt à la suite des controverses dont il a été l'objet". En fait, dans *Le Soleil* du 23 novembre 1960, à la page 13, le correspondant Richard Daignault écrit que plusieurs rumeurs circulent alors dans la province au sujet de M. Bégin, dont celles qu'il aurait été congédié du Club Renaissance et qu'il démissionnerait prochainement de son poste d'organisateur en chef de l'Union nationale. Dans le même article, Daignault rappelle que "M. Bégin a toujours été dans l'ombre jusqu'à récemment. Il a toujours évité de prendre part à des fonctions publiques et, à l'Assemblée législative, il n'a jamais participé à un débat général. Habituellement, il se levait pour parler quand on lui posait des questions ou quand il soumettait des projets de loi".

*L'Action catholique* du 24 novembre 1960, à la page 3, rapporte que M. Bégin, semble nerveux pendant le temps qui précède son discours: "Assis à son pupitre, il a compulsé des documents et s'est levé plusieurs fois pour aller griller des cigarettes à l'arrière du fauteuil du président. Ses traits étaient tirés et ceux qui le connaissent ont pu observer qu'il avait maigri." Le même journal note que "lorsqu'il s'est levé, une émotion visible l'étreignait. Même la députation libérale est restée figée pendant quelques minutes". Pierre Laporte, dans *Le Devoir* du 24 novembre, à la page 1, rapporte qu'au moment où M. Bégin s'est levé, vers 5 heures, "un silence profond s'est abattu sur la Chambre. C'était l'atmosphère des grands jours". Il ajoute que "les

minutes qui se sont écoulées entre le moment où il s'est levé et le début de son discours ont été un suspense qu'un Alfred Hitchcock n'aurait pas dédaigné".

10. Le correspondant de *L'Action catholique* du 24 novembre 1960, à la page 3, écrit que les collègues de M. Bégin lui réservent un accueil chaleureux lorsqu'il se lève pour prendre la parole. Il interprète d'ailleurs cet accueil comme un geste qui met un terme aux rumeurs d'expulsion de M. Bégin du Club Renaissance.

11. Le père de l'Orateur est M. Vital Cliche. Élu député de l'Action libérale nationale dans Beauce en 1935, il est défait comme libéral indépendant en 1936, puis comme candidat de l'Action libérale nationale à l'élection partielle du 17 mars 1937.

12. M. Bégin, est élu député pour la première fois en 1935, sous la bannière de l'Action libérale nationale dans le comté de Dorchester.

13. Selon *Le Temps* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 1, M. Bégin fait ici référence à Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger (1904-1991), archevêque de Montréal de 1950 à 1967.

14. Selon *Le Temps* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 1, M. Bégin fait ici référence à feu Paul Sauvé.

15. Il s'agit de Joseph-Léonce Cliche, candidat battu dans Dorchester aux élections générales de 1939 et nommé juge de la Cour de district de la province de Québec (Beauce) le 10 septembre 1942.

16. Selon *La Tribune* du 24 novembre 1960, à la page 7, M. Bégin aurait plutôt dit de M. Barrette "qu'il était la tête la plus enflée de la politique québécoise". Selon Pierre Laporte, dans *Le Devoir* du 24 novembre 1960, à la page 2, M. Bégin effleure ici "la dénonciation que lui a servie M. Antonio Barrette au moment de démissionner comme chef de l'Union nationale". M. Barrette écrit dans ses *Mémoires*, aux pages 263 et 278, qu'au moment de quitter la vie politique, il reconnaît les conseillers législatifs Gerald Martineau et Jean Barrette et le député Jos.-D. Bégin comme étant les trois personnages responsables des déboires de l'Union nationale et de sa démission comme chef du parti.

17. De 1958 à 1960, M. Courcy est l'organisateur principal du Parti libéral provincial.

18. M. Bégin fait ici référence à la séance du 18 mars 1960. M. Hamel avait alors opéré une charge en règle contre M. Bégin et ses agissements au ministère de la Colonisation et dans le service général des achats.

19. Par sa décision, l'Orateur interdit à M. Bégin de poursuivre la discussion d'une affaire pendante devant les tribunaux. C'est ce que rapportent les journaux publiés le lendemain, tels *Le Soleil* du 24 novembre 1960, à la page 46, et *La Presse* du même jour, à la page 73. Cependant, *L'Action catholique* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 5, et *Le Temps* du même jour, à la page 7, ne font pas mention de cette décision de l'Orateur et prêtent à M. Bégin des propos qui la défileraient. Ainsi, ces journaux font dire à M. Bégin: "Monsieur Morin, mon adversaire, contre qui j'ai fait une pétition, ne s'est pas défendu. Les objections préliminaires ont été faites par le même Sylvain qui a contesté mon élection; par conséquent elles sont nulles. Lorsque nous aurons fait comparaître les 300 témoins, on verra de quel côté est la malhonnêteté dans les élections de Dorchester".

Un journal paraissant le 24 novembre prête des paroles invraisemblables à M. Bégin. En fait, *Le Droit* du 24 novembre 1960, à la page 22, écrit: "Les procédures progressent, a-t-il dit, et quand tous les témoins auront été entendus, la population saura comment les libéraux se sont conduits dans la dernière élection." Nous ne croyons pas que M. Bégin ait prononcé ces paroles en Chambre et pensons plutôt qu'il s'agit là d'ajout fait par les journalistes. *Le Temps* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 1, indique d'ailleurs que la version qu'il publie du discours de M. Bégin est "un texte qui a été reconstitué après coup, le plus fidèlement possible, en lui conservant la saveur de son émouvante improvisation".

20. Cette affaire est née d'une accusation portée par Honorius Pelletier, un cultivateur du comté de Kamouraska, contre M. Bégin dans le dernier droit de la campagne électorale de 1960. Preuves à l'appui, le cultivateur Pelletier révèle aux journalistes que M. Bégin lui a versé un montant d'argent (\$600 comptant en plus d'un chèque de \$3,200 provenant de la société Automotive Product), afin qu'il renie publiquement le Parti libéral. Pendant que les libéraux font leurs choux gras de l'affaire et promènent le cultivateur Pelletier dans les comtés de la province, le premier ministre Antonio Barrette demande la démission de M. Bégin, mais cède

devant les réticences des autres membres du caucus. Pour sauver la face, M. Bégin intente une action en libelle à Pelletier, mais est débouté en cour le 20 juin 1960, deux jours avant le scrutin. Cette affaire est donc un coup dur pour l'Union nationale, surtout à la veille des élections générales. Dans ses *Mémoires*, à la page 263, Antonio Barrette écrit que "sans l'affaire Pelletier, nous aurions été réélus". Voir aussi Pierre Godin, *La fin de la grande noirceur*, aux pages 193-195.

21. *L'Action catholique* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 5, et *Le Temps* du même jour, à la page 10, pour les mêmes raisons expliquées précédemment (voir note 19) attribuent ces propos à M. Bégin: "Mon avocat a demandé, il y a deux ou trois mois, au procureur de Pelletier de faire comparaître son client pour être interrogé au préalable, et il n'a pas encore daigné se présenter."

22. Le reportage du discours de M. Bégin qui est publié dans *L'Action catholique* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 5, et *Le Temps* du même jour, à la page 10, ne fait pas mention de l'intervention de M. Lapalme et prête à M. Bégin les paroles suivantes: "On a lancé contre moi des accusations, on m'a fait poursuivre par quelqu'un, et quand mon avocat veut faire comparaître la personne en question, elle ne vient pas." Nous privilégions ici la version du *Soleil* et éradiquons du texte ces paroles prêtées à M. Bégin.

23. *La Presse* du 24 novembre 1960, à la page 75, écrit que M. Bégin, à ce moment précis, se fâche et prononce ces paroles sur un ton menaçant.

24. Entre 1931 et 1970, le comté de Gaspé est divisé en deux: Gaspé-Sud et Gaspé-Nord. M. Bégin fait ici mention du député de Gaspé-Sud, Camille-Eugène Pouliot, qui est élu pour l'Union nationale dans cette circonscription en 1936 et réélu de 1939 à 1960. Il est ministre de la Chasse dans le cabinet Duplessis du 30 août 1944 au 18 décembre 1958, puis ministre de la Chasse et des Pêcheries dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette du 18 décembre 1958 au 5 juillet 1960.

25. Le calembour prêté à M. Lesage fait référence à l'affaire du Trans-Gaspésien Aérien Ltée, compagnie dans laquelle le fils de Camille Pouliot, ancien ministre de l'Union nationale (voir note 24), était président. Dès la séance du 30 novembre 1959, les libéraux accusent M. Pouliot d'avoir favorisé la

compagnie de son fils à même les deniers publics. Le point culminant de cette affaire survient lors de la séance du 3 mars 1960, alors que M. Lapalme en donne les détails et désarçonne le ministre. Dans *La Fin de la grande noirceur*, à la page 181, Pierre Godin écrit qu'un "titre à double sens de *La Presse* résume l'incident: "Un ministre apprend à son fils à voler". Ce titre a probablement inspiré la boutade de M. Lesage...

26. M. Joseph-Armand Landry est député libéral fédéral de Dorchester du 10 juin 1957 au 31 mars 1958.

27. M. Bégin fait ici référence à l'affaire des faux billets. Voir les séances du 15 et du 16 novembre 1960.

28. L'honorable Joseph-Charles-Ernest Ouellet (1882-1952) est député libéral du comté de Dorchester du 15 décembre 1917 au 27 novembre 1930. Il est ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau, en 1929 et 1930. Il est nommé conseiller législatif de la division de La Vallière en 1930. De 1933 à 1935, il est maire de Sainte-Germaine-du-Lac-Étchemin, lieu de résidence de M. Bégin.

29. *Le Devoir* du 24 novembre 1960, à la page 2, écrit que "M. Bégin a été écouté en silence. Quelques députés libéraux ont bien tenté quelques interruptions. M. Lesage leur a fait comprendre qu'il voulait laisser à l'orateur toute la latitude d'exposer tranquillement son point de vue. À la fin cependant, M. René Lévesque n'y a plus tenu."

30. Selon le *Montréal-Matin* du 24 novembre 1960, à la page 6, "M. Bégin s'est défendu habilement sur un ton parfois dramatique." Selon *La Tribune* du 24 novembre 1960, à la page 1, il "a tenu en haleine pendant près d'une heure tous les membres de l'Assemblée législative et le public massé aux galeries qui lui sont réservées. [...] Les membres libéraux [...] ont écouté silencieusement. [...] Le premier ministre, M. Jean Lesage, la tête entre les mains écoutait M. Bégin parler de sa réputation ternie et des accusations dont il avait été accablé pendant et après la récente campagne électorale provinciale". Dans le même ordre d'idées, *Le Temps* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 1, écrit qu'un "silence solennel [...] a prévalu dans les galeries comme sur le parquet de la Chambre durant le discours prononcé par M. Bégin". *L'Action catholique* du 24 novembre 1960, à la page 3, relate

que "contrairement à ce que certains prévoaient, le député de Dorchester n'a pas annoncé sa démission". Pierre Laporte dans *Le Devoir* du 24 novembre 1960, à la page 2: "Nous conservons du discours de M. Bégin et de l'atmosphère qui régnait alors en Chambre un souvenir qui ne s'effacera pas facilement."

31. *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 24 novembre 1960, à la page 2, relate ce fait: "Le chef de l'opposition, M. Antonio Talbot, le voisin de M. Bégin se lève et serre la main de ce dernier."

32. Wilfrid Labbé est le candidat unioniste défait par M. Morissette dans Arthabaska lors des élections générales de 1960. Il était député de cette circonscription depuis 1948.

33. Contrairement aux autres sources qui attribuent à M. Labbé le contrat de vente en question, *The Montreal Daily Star* du 24 novembre 1960, à la page 55, l'attribue à M. Bégin.

34. *Le Soleil* du 24 novembre 1960, à la page 15, note que M. Morissette "s'est toujours occupé d'éducation". En fait, depuis 1924, il fut tour à tour enseignant, inspecteur d'école, commissaire et président de la commission scolaire de Victoriaville et membre du conseil d'administration de la Fédération des commissions scolaires catholiques de la province de Québec.

35. *Le Montréal-Matin* du 24 novembre 1960, à la page 2, note que "l'Assemblée législative n'a pas siégé, ce soir, comme ce sera la coutume, jusqu'à l'époque des Fêtes".



Séance du jeudi 24 novembre 1960

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Grand'Mère**

**M. Laroche (Portneuf)** propose, appuyé par le député de Lévis (M. Roy), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation du canton Langelier, dans le comté de Champlain, etc., demandant l'adoption d'une loi concernant l'évaluation des biens imposables de The Shawinigan Water and Power Company, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

**Présentation de pétitions:**

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation du canton Langelier, dans le comté de Champlain, etc., demandant l'adoption d'une loi concernant l'évaluation des biens imposables de The Shawinigan Water and Power Company.

**Lecture de pétitions:**

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de Léo Perron *et uxor*, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption et le changement de nom de Louis-Fernand Saint-Cœur (M. Bélanger).

**Rapports des comités permanents:**

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 113 concernant la Société coopérative agricole des pomiculteurs de Frelighsburg;

- bill 119 constituant en corporation Les Messagères de Jésus;

- bill 137 accordant certains pouvoirs spéciaux à la Commission des écoles catholiques de Shawinigan, comté de Saint-Maurice.

Votre comité recommande de prolonger au 16 décembre prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

**M. Dionne (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 16 décembre prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

**Dépôt de documents:**

**Pollution de  
la rivière Saint-Charles**

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport préliminaire concernant la pollution des eaux de la rivière Saint-Charles. (Document de la session no 28)

**Pollution de  
la rivière Yamaska**

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport préliminaire concernant la pollution des eaux de la rivière Yamaska. (Document de la session no 29)

**Comité d'hospitalisation,  
Rapport 1960**

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du comité d'hospitalisation, 1960. (Document de la session no 30)

**Ministère de la Santé,  
Rapport 1959**

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** dépose sur le bureau de la Chambre le seizième

rapport du ministère de la Santé, pour l'année 1959. (Document de la session no 31)

#### **Cie de Contre-Plaqués du Canada**

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** dépose sur le bureau de la Chambre l'arrêté en conseil no 1852 concernant la Cie de Contre-Plaqués du Canada (Québec), ltée - Canada Veneers (Quebec), Co. Ltd. (Document de la session no 32)

#### **Essor industriel de Matane**

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** dépose sur le bureau de la Chambre les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la loi pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane. (Document de la session no 33)

#### **Ministère de la Voirie, Rapport 1959-1960**

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie, pour l'année finissant le 31 mars 1960. (Document de la session no 34)

#### **Chemins de fer, Rapport 1959**

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des chemins de fer, pour l'année expirant le 31 décembre 1959. (Document de la session no 35)

#### **Chemins de fer, États et statistiques 1959**

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1959. (Document de la session no 36)

#### **Projets de loi:**

##### **Marian L. Lewandowski**

**M. Laroche (Portneuf)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marian L.

Lewandowski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 101 sans l'amender.

**M. Laroche (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### **Congrégation Beth-El**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 modifiant la charte de Congrégation Beth-El.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### **Paul Lacoste**

**M. Binette (Deux-Montagnes)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Lacoste à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

**M. Binette (Deux-Montagnes)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.



**Peter Michael Pitfield**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Michael Pitfield à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 127 sans l'amender.

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**St. Andrew's United Church**

**M. Jourdain (Gaspé-Nord)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 autorisant la Congrégation St. Andrew's United Church, des cité et district de Trois-Rivières, à vendre, céder ou transporter un certain lot de terre.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

**M. Jourdain (Gaspé-Nord)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Résultats  
des élections partielles<sup>1</sup>**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** se lève pour référer certains bills au comité des bills privés.

**Des députés ministériels** applaudissent<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** pense qu'il doit commenter les élections.

Il remercie ses collègues libéraux pour cette marque d'estime à son endroit. Je n'ai pas participé personnellement à ces deux élections partielles, dit-il. Je peux seulement prendre une partie du mérite. Tout le mérite va d'abord aux candidats, à leurs organisateurs, aux députés participants et aux électeurs de ces deux comtés, qu'il félicite. Il remercie les organisateurs de ces deux campagnes électorales, celle de Rouville, dirigée par le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Cournoyer), et celle de Joliette, dirigée par le secrétaire de la province (l'honorable M. Bertrand).

La majorité écrasante des votes pour les candidats libéraux de Rouville et de Joliette, les anciens châteaux forts de l'Union nationale, exprime la confiance des gens envers les politiques du gouvernement actuel.

Je m'attendais à de la magnanimité de la part de mes amis de l'Union nationale. Je croyais qu'ils allaient nous offrir des félicitations pour ces deux victoires. Ils ne l'ont pas fait. Je vais, quant à moi, être plus magnanime et offrir des félicitations à ceux qui ont participé à la lutte de l'autre côté, et particulièrement au député de Bagot (M. Johnson), qui a dirigé les forces du parti dans la circonscription de Rouville. Ainsi, ses chances ont augmenté de devenir chef de son parti! Il reste certaines consolations au député de Bagot, par exemple celle du boxeur knockouté, écrasé dans son coin, disant à ses amis: "Ne vous en faites pas, cela n'a pas d'importance. À la radio, l'annonceur, c'est un de mes amis; alors je gagne à la radio!"

(Rires)

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre nous a reproché de ne pas l'avoir félicité pour les victoires du Parti libéral aux élections complémentaires de Joliette et de Rouville. Il ne nous en a pas laissé le temps. Le peuple s'étant prononcé, l'opposition accepte de bonne grâce son verdict. Nous comprenons que le peuple a voulu donner au gouvernement le temps nécessaire pour se pendre.

Je veux profiter de l'occasion pour remercier bien sincèrement tous les électeurs qui ont appuyé l'Union nationale et ceux qui ont travaillé pour ses candidats. Nos candidats ont fait une lutte propre, digne, honnête et distinguée. Ils ont jeté en terre une semence qui germera certainement un de ces jours.

**Une voix ministérielle:** Oui, dans 50 ans!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il en faudra du fertilisant!

**M. Johnson (Bagot):** Je félicite et remercie les électeurs des deux comtés qui ont voté pour l'Union nationale. Il félicite aussi les nouveaux élus.

Je rappelle au gouvernement de ne pas oublier que les comtés que nous avons perdus aux dernières élections générales, ce sont ceux où nos adversaires avaient perdu précédemment aux élections partielles.

Je commence à m'habituer aux gentilleses du premier ministre... J'en profiterai pour lui dire de se battre contre l'asphalte. Je savais déjà que c'était difficile de lutter contre l'asphalte en plein jour, mais quand on en est rendu à poser de l'asphalte jusqu'à minuit le soir, je puis assurer le premier ministre que c'est plus dur encore. L'élection partielle à Rouville m'a au moins enseigné une chose: vous pouvez gagner beaucoup de votes si vous versez assez d'asphalte<sup>3</sup>.

#### Explications sur des faits publiés:

##### Article paru dans *La Fierté de Rouville*

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Puisque le député de Bagot a évoqué la pureté de la lutte électorale dans Rouville, je tiens à faire une mise au point au sujet d'un article paru dans *La Fierté de Rouville*, organe de l'Union nationale dans le comté pendant la campagne électorale, et à protester contre certains arguments malhonnêtes utilisés par le candidat défait dans la circonscription de Rouville à propos des soumissions publiques demandées par le ministère des Travaux publics.

Ce papier publiait, avant l'élection, une lettre anonyme d'un contracteur anonyme. Il y était question d'un pont que le gouvernement Barrette devait construire avant le 22 juin et pour lequel le gouvernement déclare avoir obtenu une réduction de prix, grâce aux soumissions publiques. D'après cette lettre, le prix d'un pont aurait été réduit après demande de soumissions publiques parce qu'on s'était aperçu que les plans avaient été rétrécis et qu'un pont de rivière était devenu un pont de ruisseau. Dans sa missive, l'entrepreneur sans nom prétendait que la diminution de prix résultait seulement de ce fait.

Je tiens à dire que depuis les élections du 22 juin, aucune rivière n'a refoulé ou ne s'est changée en ruisseau dans la province de Québec. On n'a pas modifié les plans du fameux pont.

**Un député de l'opposition:** C'est le bon sens qui a refoulé en certains milieux.

#### Projets de loi:

##### Loyola University

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 concernant Loyola University soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### Fédération des commissions scolaires catholiques

**M. Morissette (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### Loi de l'hôpital Saint-Luc

**M. Meunier (Bourget)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### Notre-Dame-de-l'Île-Perrot

**M. Thériage (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 concernant la paroisse Notre-Dame-de-l'Île-Perrot soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### Office d'électricité de Cap-Chat et Sainte-Anne-des-Monts

**M. Jourdain (Gaspé-Nord)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 créant l'Office d'électricité municipale de Cap-Chat et de Sainte-Anne-des-Monts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### Nicolai Nasadiuk

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 autorisant le

Barreau de la province de Québec à admettre M. Nicolai Nasadiuk à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Joseph  
Secter**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph Secter à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Grand'Mère**

**M. Morissette (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 concernant les commissaires d'écoles de Grand'Mère et Consolidated Paper Corporation, Ltd. et The Shawinigan Water and Power Co. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Mara I. K. E.  
Neumann Pütsep**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Mara Ingeborg Käthe Eugénie Neumann Pütsep à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Margaret  
June Bartlett**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Margaret June Bartlett, épouse séparée de biens de Vincent-Joseph Gagnon, à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 23 novembre courant, sur la motion proposée par le député de Laval (M. Lavoie), dont elle a été saisie vendredi le 11 novembre dernier: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**M. Morissette (Arthabaska):** Depuis 30 ans, nous assistons à une évolution extraordinaire dans toutes les sphères de l'activité humaine, particulièrement dans le domaine scientifique. Ces transformations profondes exigent un savoir humain plus avancé et c'est une chose qu'on aurait dû prévoir il y a 30 ans. Il faut que la génération montante soit plus instruite et mieux préparée que la nôtre à la lutte pour la vie. Dans un pays comme le nôtre, l'entreprise libre devrait fleurir davantage dans un milieu instruit que dans un climat d'ignorance. Et c'est un devoir de patriotisme pour chacun de favoriser l'avancement de l'éducation.

Nous possédons sans doute un excellent système scolaire, par les principes dont il s'inspire et le respect de certaines valeurs fondamentales qui le caractérisent, mais il manque de coordination pour avoir fonctionné trop longtemps à retardement. Ce qui manque, c'est un plus grand nombre de jeunes de 14, 15, 16 et 17 ans. Nos jeunes, dès l'âge de 14 ans, quittent l'école dans une proportion désastreuse. La conséquence, c'est que nous avons beaucoup de chômeurs quand, pourtant, nous manquons d'ingénieurs et de savants, de professeurs qualifiés et de techniciens de toutes sortes.

Je m'inscris en faux contre ceux qui entendent détruire ce qui existe déjà dans notre système scolaire, mais je suis tout à fait d'accord avec tous ceux qui travaillent à améliorer ce système. Notre système respecte la hiérarchie des valeurs et invite la collaboration de la famille, de l'Église et de l'État. Tout en tendant à l'amélioration, il faut le conserver.

Tout ce qui est humain, en effet, doit subir un rajeunissement perpétuel. Seule l'Église est immuable dans ses principes, parce qu'elle est œuvre divine.

Il importe de repenser tout notre système d'enseignement pour l'adapter au monde nouveau dans lequel vivent nos enfants et celui que connaîtront nos petits-enfants. Nous assistons à une crise de développement dans l'éducation, un peu comme dans le cas de l'adolescent qui est en train de se muer en homme.

D'ici 10 ans, il faudra dépenser \$400,000,000 dans la province de Québec pour la construction d'écoles secondaires publiques et pour former un personnel enseignant compétent pour les écoles secondaires aussi bien que privées. Il faut établir un vaste plan d'ensemble destiné à rendre accessible l'enseignement secondaire à tous les enfants de la province qui ont le talent, le désir et la volonté de s'instruire. Tous les obstacles pour arriver à cette fin doivent être aplanis et surmontés.

Il rend hommage aux 9,000 (sic) commissions scolaires de la province et au clergé. S'il y a eu des progrès indubitables dans le domaine scolaire québécois, dit-il, nous le devons aux sacrifices inouïs du clergé et des frères enseignants, car l'ancien gouvernement de l'Union nationale a négligé de former des professeurs masculins. Les frères enseignants et ceux qu'ils ont formés nous fournissent actuellement 50 % des professeurs. Sans cet apport, nous serions actuellement en face d'un immense désastre dans la province.

Il dit louer les efforts des associations de professeurs pour former une profession forte et il se réjouit des privilèges obtenus par leur corporation. Mais d'autre part, dit-il, la situation de commissions scolaires isolées, sans aucun appui, sans aide, souvent sans préparation ni avertissement, est difficile. La plupart du temps, les commissaires sont mis en face de problèmes pour la situation desquels ils ne sont pas préparés. Aussi, les dettes des commissions scolaires ont considérablement augmenté durant l'administration de l'Union nationale. En effet, en 1946, elles étaient de \$102,000,000, Montréal inclus, tandis qu'en 1959, elles étaient de \$250,000,000, excluant Montréal.

Toutes les classes de la société sont donc intéressées à aider les commissaires d'écoles. Il faut permettre aux commissions scolaires de se grouper pour mieux remplir leur tâche, dont la moindre partie n'est pas la discussion des conventions collectives. Il faudrait tendre à multiplier le plus possible, et au plus tôt, les moyens de négociations sur le plan diocésain ou, tout au moins, par régions économiques.

Après le pain, l'éducation est le premier besoin d'un peuple. Le jour où on aura exploité la richesse de nos talents à son maximum, le développement de nos richesses naturelles se fera plus facilement. L'éducation est donc le problème numéro 1 du Québec, et il vaut mieux un déficit financier qu'une dévalorisation de notre capital humain. On n'a pas fait assez pour notre jeunesse qui réclame sa place au soleil.

Le discours du trône parle de gratuité scolaire jusqu'à la Rhétorique. On n'a pas le droit, pour des raisons purement matérielles, de diriger un enfant vers le cours commercial ou général, s'il a les aptitudes de s'orienter vers une discipline scientifique ou les études classiques. Il faut de toute urgence donner à notre jeunesse les moyens de satisfaire sa soif de sciences, d'arts, de lettres et de discipline supérieure. C'est à ce prix que nous formerons un peuple qui puisse se comparer à tout autre et qui, surtout, puisse nous aider à atteindre les plus hauts sommets.

Les parents seuls et les commissions scolaires laissées à elles-mêmes ne peuvent atteindre ces buts. Nous n'avons pas le droit de les laisser seuls porter cette responsabilité qui repose en fait sur la société tout entière. La situation est difficile et grave. Le temps est à l'action et à l'action rapide et décisive.

Le député de Frontenac (M. Guillemette) a affirmé hier que l'école obligatoire conduirait à l'école gratuite, cette dernière à l'école laïque, et l'école laïque à l'école neutre<sup>4</sup>...

**M. Guillemette (Frontenac)** soulève un point d'ordre. J'ai déclaré, dit-il, que l'école obligatoire conduit à l'école gratuite, que cette dernière est un pas dans la direction de l'école laïque, et que cette dernière nous mène à l'école neutre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est d'une logique inébranlable.

**M. Morissette (Arthabaska):** L'automne dernier, Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger, entre autres recommandations aux législateurs, a préconisé la scolarité obligatoire jusqu'à la huitième année<sup>5</sup>, sans considération d'âge. Je crois que cela répond au député de Frontenac qui regrettera sûrement ses paroles.

À l'occasion d'une réunion des commissaires d'écoles du diocèse de Nicolet, en octobre dernier, de hautes autorités religieuses ont déclaré que l'enseignement doit être gratuit au primaire et au secondaire. Il est déjà gratuit, de fait, au niveau primaire.

En la même occasion, des voix autorisées ont déclaré que l'enseignement gratuit est devenu une nécessité si on veut que les jeunes ruraux obtiennent les mêmes avantages que les jeunes citadins.

Il rappelle les efforts faits à Victoriaville pour la gratuité scolaire. La plupart des intéressés étaient favorables; les quelques exceptions étaient des partisans de l'Union nationale qui devaient d'ailleurs représenter le ministre, dit-il. Un référendum fut tenu sur la question et la réponse fut favorable à la gratuité scolaire.

À son avènement comme premier ministre de la province, M. Paul Sauvé a porté le subside pour la gratuité scolaire à 75 %. Pourtant, M. Sauvé ne favorisait pas l'école neutre. Puis, au cours des dernières élections, l'Union nationale se flattait chez nous de nous avoir donné la gratuité scolaire.

La province a sans doute le devoir de dépenser des sommes considérables pour donner à la société des ingénieurs, des médecins, des avocats, des agronomes, des notaires et des professeurs. Mais elle a également le devoir de promouvoir les intérêts des autres classes de la société. Il nous faut un plan d'ensemble pour adapter notre agriculture aux temps modernes.

Le fait que les Québécois, en 1960, soient obligés d'importer la plus grande partie de leurs aliments est attribuable à l'incurie de l'ancien régime de l'Union nationale qui ne s'est pas soucié de développer de nouvelles cultures et de rendre l'exploitation des fermes viables et rentables. Pendant 16 ans, on s'est contenté de parler des bienfaits de la loi de l'Office du crédit agricole. L'Union nationale n'avait pas de politique agricole.

Les cours à bestiaux et abattoirs du Québec reçoivent annuellement 73,000 têtes de bétail et 78,211 têtes de veaux venant de l'Ontario, de l'Ouest et d'ailleurs. La province de Québec importait, en 1958, 12,924,164 livres de volailles, 134,996 caisses d'œufs en coquilles de 30 douzaines, 1,132,042 livres d'œufs congelés et 21,050 têtes d'agneaux. Voilà qui prouve que l'Union nationale n'avait pas de politique agricole.

L'agriculteur, comme l'ouvrier de la ville d'ailleurs, accepte que des millions soient consacrés à l'éducation. Mais ni l'un ni l'autre se résignera à être oublié du gouvernement. Il est réjouissant de lire dans le discours du trône des mesures précises destinées à aider l'ouvrier de la terre, comme d'ailleurs le travailleur de la ville.

Il affirme sa confiance en la saine orientation que saura donner à l'agriculture du Québec l'actuel ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy).

**M. Leclerc (Charlevoix)** loue l'initiative du lieutenant-gouverneur de la province, (l'honorable Onésime Gagnon), qui invite à dîner à Bois-de-Coulange, en même temps, députés libéraux et membres de l'opposition. Il se dit très en faveur des réunions entre députés de divers partis politiques. Ces contacts, dit-il, nous permettent de mieux nous connaître, d'établir des contacts fructueux, de cesser de nous regarder comme chiens et chats, et de ne pas devenir des ennemis irréconciliables.

À Bois-de-Coulange, j'ai rencontré hier des députés libéraux qui ne me connaissaient pas et qui s'informaient si j'étais marié, si j'avais des enfants. Je leur ai répondu que j'en ai huit et que trois d'entre eux m'auraient permis d'entrer dans l'équipe du tonnerre, puisque deux de mes filles sont religieuses et que l'un de mes garçons porte la soutane.

Il formule son désir de toujours se conduire en gentilhomme dans l'opposition comme il l'a fait quand il était au pouvoir, dit-il. On a beau nous traiter de somnambules<sup>6</sup>, je réalise pour ma part que je suis dans l'opposition, et ça fait drôle quand on n'est pas habitué à cela. L'Union nationale passe par une période difficile. Il y a des choses à nettoyer. Mais ce n'est pas en agrandissant les taches qu'on aide ceux qui veulent la propreté. Il demande aux politiciens des deux partis d'arrêter de se battre comme des chiens et de travailler sur l'administration.

De nos jours, la vie de l'homme public est devenue pratiquement impossible. Avec les accusations que l'on porte à droite et à gauche, on lui rend sa vie absolument intenable. Et là je m'adresse directement aux journalistes<sup>7</sup>. On va fouiller dans les prisons et l'on publie des noms dans le journal quand ça fait l'affaire. On accole les noms d'honnêtes hommes à ceux des bandits et des crapules. Il y a des bandits des deux côtés. Si des voleurs ont pu voter pour l'Union nationale, il y en a certainement du côté libéral.

Les journaux ne publient que les noms qui font leur affaire. Le frère du premier ministre, Me Alexandre Lesage, est l'avocat de l'un des impliqués, le dénommé Jean-Paul Pouliot, l'instigateur de l'affaire des faux billets. Et pourtant, jusqu'ici, personne n'en a soufflé mot.

Si les professionnels, les avocats, les notaires ou les médecins sont exposés à voir leurs noms dans les journaux tout simplement dans la pratique de leur profession ou pour leurs contacts avec des clients, qu'allons-nous devenir?

C'est Maurice Duplessis qui a éveillé la conscience des Québécois et rallié l'opinion des autres provinces en faveur de la défense des droits

provinciaux, mais on l'a traité d'isolationniste et de séparatiste. M. Duplessis a donné l'exemple au reste du monde dans la lutte pour l'autonomie. Si cette lutte s'est transposée dans toutes les fédérations du monde, c'est que l'exemple était parti de la province de Québec.

L'ancien premier ministre du Québec était un grand homme. Il pouvait avoir des défauts, mais il avait des qualités rares, de la prévision et de l'esprit de travail. Il a donné sa vie pour sa province. J'ai eu l'honneur de servir sous ce grand homme, sous ce chef, comme un soldat sous les ordres de son général.

Sept des ministres actuels du gouvernement étaient des députés fédéraux pendant les luttes de Maurice Duplessis. Ils agissaient comme des adversaires du rapatriement de nos droits.

Dans un discours, le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) disait que les autres provinces du Canada ont été étonnées de la volte-face du Québec, sous la direction du premier ministre Lesage. Il (M. Leclerc) dit qu'il est étonné lui aussi. Il dit qu'il n'a jamais vu un tel revirement que celui mené par le premier ministre Lesage à Ottawa.

**Des députés de l'opposition** traitent les libéraux de farceurs...

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** C'est l'ancien chef de l'Union nationale, M. Duplessis, qui était un farceur.

**M. Leclerc (Charlevoix):** M. l'Orateur, les chuchotements et les interruptions du côté de la droite me dérangent.

Je ne veux pas prêter de motifs aux libéraux, mais si cela fait leur affaire de défendre l'autonomie dans le moment, tant mieux. Je crois en l'autonomie et je leur souhaite bonne chance. Quand le drapeau passe en avant de l'armée sur le champ de bataille, je salue le drapeau sans fouiller la conscience de celui qui le porte ou de ceux qui le suivent. On salue ce symbole de la patrie.

Je souhaite tout de même que le gouvernement continue ardemment la lutte que nous avons entreprise pour la reconquête de nos droits. Que les libéraux suivent l'exemple de l'Union nationale dans cette bataille, qui n'est pas encore gagnée contre Ottawa. Dans l'application des projets de loi qu'il propose, le gouvernement ne devrait pas se contenter de se rendre à Ottawa pour demander l'argent dont il a besoin. Qu'on s'emploie plutôt à récupérer nos droits fiscaux et à nous fournir les

moyens de nous administrer sans l'aide d'une tierce personne. Tout ce que nous voulons en matière d'autonomie, c'est que les droits de la province de Québec reviennent tous chez nous.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** intervient et discute avec le député de Charlevoix (M. Leclerc) de la question de l'autonomie<sup>8</sup>.

**M. Leclerc (Charlevoix)** répond au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier).

Je ne m'accorde pas avec ceux qui prônent la diminution constante des heures de travail, l'éducation gratuite, la gratuité en tout et pour tout et, en disant ces choses, je prends mes responsabilités, même si je tiens des propos qui ne plairont pas au peuple. La tendance actuelle de tout faire payer par le gouvernement et à vouloir accorder l'éducation gratuite et obligatoire ne trouve pas mon approbation<sup>9</sup>. Elle devrait être gratuite en partie, mais pas au complet.

L'éducation gratuite conduira peut-être au contrôle de l'éducation par l'État. À ce moment, quelqu'un pourrait surgir et profiter de la situation pour faire disparaître notre système confessionnel dans l'éducation. Le programme des études des écoles publiques est actuellement sous l'autorité des représentants religieux et laïcs, réunis dans des comités catholique et protestant, au Conseil de l'instruction publique. Le surintendant de l'Éducation est le lien entre les deux comités et fait rapport au gouvernement. Le premier ministre a dit qu'il n'y aura pas de changement dans ce système sous son administration.

Il s'agit d'un problème qui relève exclusivement des parents, qui ont non seulement des droits, mais des devoirs en matière d'éducation. C'est un devoir primordial pour eux de s'en occuper...

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Êtes-vous contre l'instruction gratuite et obligatoire<sup>10</sup>?

**M. Leclerc (Charlevoix):** Un peu... beaucoup. Ce n'est pas ce que le peuple peut penser pour le moment sur cette question qui va m'empêcher de parler selon ma conscience et de dire mon opinion en cette Chambre. Je suis capable de prendre la responsabilité de mes paroles. Je suis contre l'instruction gratuite et obligatoire.

J'avertis les journalistes de faire attention à leurs gros titres demain. Regardez bien les journaux. Dès demain matin, ils vont annoncer à grandes manchettes que je suis contre l'enseignement gratuit

et obligatoire. Ils vont écrire: le député de Charlevoix se prononce contre l'instruction publique. Les journalistes devraient faire attention à ces manchettes et ne devraient pas mal interpréter ou fausser le sens de mes paroles<sup>11</sup>.

Mon opinion, c'est que ce problème relève exclusivement des parents qui, en matière d'éducation, ont non seulement des droits mais également des devoirs. Ils ont consenti généreusement à des sacrifices, jusqu'ici, pour l'éducation de leurs enfants. Veut-on faire disparaître aujourd'hui l'esprit de sacrifice qui a inspiré les pères et les mères de famille, soucieux de la formation intellectuelle de leurs enfants? Veut-on les libérer complètement de leurs responsabilités en leur promettant de tout payer?

Prenons garde de faire en sorte que les promesses des libéraux faites à la population de tout faire, de tout donner, de tout payer en matière d'éducation n'enlèvent la responsabilité et la liberté des individus. Le jour où l'État interviendra complètement seul dans ce domaine, et paiera tout pour l'enseignement, c'en sera fait des droits des parents qui profiteront de l'occasion pour se débarrasser allègrement de leurs devoirs. Quand l'État paiera tout, les parents se diront qu'ils n'auront plus rien à voir à l'éducation de leurs fils et de leurs filles. Les enfants pourront doubler leur 8e, leur 9e ou leur 10e année, les parents s'en désintéresseront en se disant qu'après tout, c'est le gouvernement qui paie. Et il est difficile de s'imaginer où un pareil système pourra nous conduire.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** demande la permission de poser une question.

**M. Leclerc (Charlevoix)** consent à la demande du député de Montréal-Laurier<sup>12</sup>.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Un père de famille à revenus modestes, qui a huit enfants, par exemple, et qui n'a pas les moyens financiers d'assurer leur éducation, doit-il être heureux de voir l'État intervenir en sa faveur et lui porter secours pour assurer l'éducation à tous ses enfants?

**M. Leclerc (Charlevoix):** J'admets qu'il peut y avoir des exceptions, mais le nouveau gouvernement libéral a promis de tout régler en matière de chômage. Il n'y aura plus de problèmes quand le gouvernement libéral du Québec remplira sa promesse de mettre fin au chômage. Quand tous

les citoyens toucheront des salaires, il n'y aura pas de mal, alors, à ce que chacun s'acquitte de ses obligations.

Les promesses des libéraux veulent faire disparaître la responsabilité individuelle. S. E. Mgr Charles-Eugène Parent, archevêque de Rimouski, déclarait récemment à des parents: "Soyez fiers de payer votre part pour l'éducation de vos enfants et ne souhaitez pas le jour où vous n'aurez plus un sou à déboursier, car alors vous n'aurez plus un mot à dire. Le père de famille qui paie pour l'instruction de son enfant achète en même temps le droit de parole en instruction publique."

Il (M. Leclerc) dit faire appel à la prudence du gouvernement dans le règlement de la question, car il n'aimerait pas qu'on laisse s'infiltrer dans la direction de notre système des hommes qui n'ont pas la doctrine souhaitable. Il dit qu'il n'accuse personne au gouvernement, mais il suggère d'être prudent. Ces hommes, dit-il, pourraient donner un coup de barre qui serait peut-être insignifiant aujourd'hui, mais qui pourrait nous conduire au récif dans 10, 15 ou 20 ans.

On a dit déjà que l'instruction gratuite et obligatoire existe dans l'État du Vatican. Ce n'est pas la même chose. Il y a là la garantie du Saint-Père. Ce n'est pas la même chose dans le Québec où des gens qui collaborent à *Cité libre* ne se cachent pas pour prôner l'enseignement laïque. Il faut se défier des collaborateurs à certaines revues qui veulent miner l'influence du clergé.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Je me sens visé par cette remarque, car je suis le seul en Chambre à collaborer à des revues. Je demande au député de Charlevoix de préciser sa pensée. Ou bien le député retire ce qu'il vient de dire, ou bien je vais déclarer que je préfère collaborer à des revues qui ont des idées qu'à certaines feuilles hypocrites.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le point d'ordre est mal fondé, le député de Charlevoix ne visait aucun membre de la Chambre en particulier.

**M. l'Orateur:** Le député de Charlevoix n'a mentionné personne et n'attaquait aucun membre de la Chambre. Le point d'ordre du ministre des Travaux publics est donc renvoyé.

**M. Leclerc (Charlevoix)** demande aux pères et mères de famille de ne pas se laisser leurrer par les promesses qu'on leur fait et de garder leurs responsabilités en matière d'éducation. Si la gratuité complète de l'enseignement se réalise, dit-il, on verra

graduellement disparaître les commissions scolaires et il n'y aura rien de surprenant que l'éducation soit, un jour, dirigée par un patronex...

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** C'est fini, ça le patronage!

**M. Leclerc (Charlevoix):** Je voudrais bien savoir où?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Dans Charlevoix!

**M. Leclerc (Charlevoix):** Je peux poser une question au ministre?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Oui... à la condition que je puisse en poser une autre à mon tour.

**M. Leclerc (Charlevoix):** Dans ce cas-là<sup>13</sup>... (Rires à droite)<sup>14</sup>

Il (M. Leclerc) loue l'œuvre du gouvernement de l'Union nationale dans le domaine de la santé. Il admet qu'il y a beaucoup de choses à faire dans le domaine de la santé publique, mais, d'une façon générale, dit-il, la santé publique s'est grandement améliorée dans la province de Québec. La province gagne lentement mais sûrement ses batailles contre les maladies.

Il dit qu'il a fait quelque chose pour améliorer la santé publique<sup>15</sup>. Pour s'en rendre compte, dit-il, il faut voir d'où nous sommes partis. Au début de l'ancienne administration, le Québec avait des taux de mortalité beaucoup trop élevés. Mais, avec la construction de nouveaux hôpitaux, l'extension des soins au tuberculeux, la multiplication des unités sanitaires, le taux de la mortalité a baissé.

Dans certains cas, nous nous comparons défavorablement aux autres provinces, mais dans d'autres cas, comme pour le taux de mortalité, nous démontrons un meilleur taux d'amélioration. Par exemple, la mortalité infantile a diminué sensiblement, beaucoup plus dans le Québec que dans l'Ontario. Malgré cela, cette mortalité infantile est encore trop élevée, tout comme l'est celle des mères de famille.

Si nous n'avons pas encore atteint les sommets, il est agréable de constater que la santé publique s'est considérablement améliorée. Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) doit continuer la marche en avant et multiplier les hôpitaux, car il y a encore des régions de notre province qui en ont besoin.

Le gouvernement libéral a inondé la province avec plus de 470 nouveaux permis de vente d'alcool au cours des quatre premiers mois qu'il est au pouvoir. Pendant la campagne générale, le Parti libéral a promis de réviser la loi sur la Commission des liqueurs du Québec. Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) a fréquemment dénoncé ce qu'il jugeait être des abus dans l'administration de la loi des liqueurs, alors qu'il était dans l'opposition. Je lui dis donc qu'on n'aurait pas dû, avant de modifier la loi, émettre 470 nouveaux permis dans la province de Québec. Avant d'émettre autant de permis, on aurait pu penser que le nouveau gouvernement aurait pris la peine d'étudier la situation et de décider si ces nouveaux permis étaient vraiment nécessaires.

Je suis surpris de voir le député de Richmond (l'honorable M. Lafrance), qui est Lacordaire comme moi, lui qui faisait des scènes quand il parlait d'alcool...

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Attendez, je vais vous en faire encore...

**M. Leclerc (Charlevoix):** C'est moi qui ai contribué à faire comprendre...

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Avec vos tolérances, peut-être?

**M. Leclerc (Charlevoix):** ... que l'ivrogne est un malade qu'il faut traiter comme tel. Je regrette que le nouveau gouvernement ait noyé la province avec 470 permis...

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Larmes de crocodile!

**M. Leclerc (Charlevoix):** M. l'Orateur, je vous demande de faire retirer ces paroles.

**M. l'Orateur:** Le député de Richmond doit les retirer.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Je les retire.

**M. Leclerc (Charlevoix):** Je termine en disant qu'il n'est pas question pour nous de refuser de faire notre devoir parce que nous sommes dans l'opposition. Le nouveau gouvernement doit déjà comprendre combien c'est difficile d'administrer. On nous passe souvent dans le dos des choses que nous ne voyons même pas. Je lui demande de faire attention.



Il dit souhaiter un prompt retour à la santé au chef de l'opposition (M. Prévost), qui est actuellement dans un hôpital.

**M. Meunier (Bourget):** La population est fière de son gouvernement. Cette confiance augmente sans cesse, comme le prouve le résultat des deux élections partielles dans les comtés de Joliette et de Rouville. Les électeurs ont arraché à l'Union nationale deux sièges importants, et il y a tout lieu de croire que l'opposition va se libéraliser davantage encore, pour le plus grand bien de la province.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Parlez-nous donc de la Ligue d'action civique!

**M. Meunier (Bourget):** Je dirai que je me réjouis de l'élection municipale de Montréal, car ce sont les idées pour lesquelles je me bats depuis des années qui ont triomphé<sup>16</sup>.

Tout le monde déplore l'état lamentable des finances municipales. Le rapport Tremblay avait fait de sombres prédictions à ce sujet qui sont en train de se réaliser, à cause de l'inertie de l'ancien gouvernement de l'Union nationale, qui n'a pas su prévoir et qui n'a pas coopéré avec le gouvernement fédéral, pas plus du reste qu'avec les autres provinces. Par suite du manque d'aide des gouvernements supérieurs, les municipalités ont été dépouillées de leurs principales taxes et n'ont gardé que la taxe foncière qu'elles doivent partager avec les commissions scolaires, et la taxe de vente qui tend heureusement à se généraliser et à s'uniformiser, mais dont le principal défaut réside dans le manque de stabilité.

La grande misère des municipalités appelle l'aide du gouvernement. Le premier ministre travaille à rapatrier nos droits de taxation, je l'en félicite. Ceci permettra l'augmentation des subsides aux municipalités et peut-être, aussi, l'établissement d'un système de péréquation par le gouvernement du Québec pour venir en aide aux autorités locales.

Beaucoup des problèmes des municipalités du Québec proviennent de l'absence presque totale d'uniformisation au moyen de normes scientifiques et, aussi, le défaut de centralisation dans les services indispensables aux municipalités. Cet état de choses est attribuable à notre manque de réalisme et à notre défaut de coopération.

Le ministère des Affaires municipales devrait avoir plus de responsabilités et devrait être plus dynamique, à l'image de son nouveau ministre (l'honorable M. Hamel). À mon avis, le remède aux

multiples malaises actuels que ressentent les municipalités se trouve dans un vaste programme de mise en commun de certains services municipaux.

Des problèmes se posent à deux, ou à plusieurs municipalités à la fois. Dans la région de Montréal, on a tenté de les résoudre avec un organisme boiteux et incomplet, qui ne répond pas aux besoins, autrefois la Commission métropolitaine, maintenant la Corporation de Montréal métropolitain, dont les pouvoirs sont flous et irréalistes. En pratique, la mission de la Corporation se borne à susciter la réalisation du projet du boulevard métropolitain et à réglementer les heures de fermeture des magasins.

Le recours aux services d'un organisme régional pour régler les problèmes des municipalités de la région métropolitaine, actuellement la Corporation de Montréal métropolitain, en est encore au stade expérimental. Il y aurait avantage à pousser plus loin cette expérience avant d'en tenter de semblables et d'imposer à d'autres régions de la province un tel système de contrôle.

Cette utilisation commune des services municipaux pourrait prendre corps grâce à la création d'un Office central des services publics municipaux, sous l'égide du ministère des Affaires municipales. Ce serait là un moyen d'aider puissamment à la solution des problèmes que pose aux municipalités l'aménagement des services indispensables.

L'organisme idéal devrait être un instrument de conciliation, avec des pouvoirs réels, qui permettraient de régler les problèmes courants de plusieurs ou de toutes les municipalités de la région montréalaise et dont la mise en œuvre des décisions serait obligatoire. Il établirait les responsabilités des municipalités intéressées à un problème commun et répartirait la contribution de chacune pour les travaux à exécuter. Sa juridiction s'étendrait dans des domaines où existent des conflits permanents: taxis, égouts, adduction d'eau potable, voies interurbaines, etc. Et cet organisme métropolitain devrait relever directement du ministère des Affaires municipales. Au lieu d'avoir ses propres services, cet organisme travaillerait en collaboration avec divers ministères du gouvernement provincial et en particulier avec le ministère des Travaux publics.

Cet office pourrait comprendre: 1. une école de police provinciale qui pourrait recevoir et pourrait possiblement former tous les policiers des municipalités. Le bureau du procureur général pourrait faire enquête sur les candidats; 2. une école de prévention des incendies qui pourrait élaborer un code de prévention des incendies et pourrait aussi donner des

cours aux pompiers; 3. un service d'évaluation pour uniformiser l'évaluation des biens-fonds, dont le personnel compterait des experts, mesure recommandée par le rapport Tremblay dans l'intérêt de la province, du crédit des municipalités et des propriétaires. De cette manière, l'uniformité dans le domaine de l'évaluation des biens pourrait être atteinte.

Il suggère aussi un service d'urbanisme bien organisé, pourvu d'un personnel qualifié pour répondre aux besoins des municipalités et prévoir les développements futurs. Un service de toponymie, dit-il, pourrait être créé pour répondre aux besoins des municipalités qui veulent donner de nouveaux noms à leurs organismes municipaux et, au besoin, substituer des noms anglais par des noms français, pour conserver le caractère français de notre province. Il recommande de plus un service d'administration publique et un service de loisirs. Dans ce dernier domaine, il préconise l'emploi de locaux scolaires, afin de ne pas faire double emploi de l'argent des contribuables.

Un tel bureau pourrait fournir des services spécialisés qui sont présentement trop dispendieux pour le revenu de la plupart des municipalités. Ce bureau pourrait fournir aux administrations municipales des services d'experts et les services municipaux seraient améliorés. D'une manière indirecte, l'aide du gouvernement dans l'organisation des services municipaux constituerait une sorte de subvention du gouvernement provincial aux municipalités.

Il serait souhaitable que l'Office central des services municipaux fonctionne sous le signe de la coopération entre les municipalités et le gouvernement provincial, selon des normes rigoureuses. Puis, dit-il, on devrait en populariser les divers services par une publicité intelligente et attirante.

Il suggère que l'autorité de la Commission des transports de Montréal s'étende à toute l'Île de Montréal. Selon lui, ceci est important depuis que la construction du métro est planifiée.

Il suggère trois mesures à apporter à la loi électorale, soit l'établissement d'une liste électorale permanente, l'installation des bureaux de vote dans les écoles, et l'application des machines à voter. Ceci, dit-il, afin de mettre fin à la malhonnêteté électorale dans le Québec et d'éliminer les abus dont on a été témoin aux élections générales du 22 juin.

Il dit réclamer la mécanisation du vote pour éviter la fraude électorale comme elle s'est pratiquée sous le régime de l'Union nationale. L'expérience des États-Unis au sujet de la mécanisation du vote semble avoir été concluante, dit-il. Nous aurions assurément avantage à adopter ce système.

Des personnes engagées par l'Union nationale ont passé des bulletins de vote en fraude par paquets de 50 et même 100. Dans un cas, on a fait l'arrestation de deux blancs et d'un noir. Ceux-ci furent surpris parce que les passeurs de télégraphes ne savaient pas qu'il fallait utiliser un crayon de plomb. Ils s'étaient servis d'un stylo à bille.

Il serait important d'avoir une liste électorale permanente, plutôt que de préparer ces listes à la dernière minute, à la veille d'une élection. On établirait des bureaux à cette fin dans les principaux centres. Un système d'adressographe permettrait de fournir à chacun sa carte d'identité. Aussi, cette procédure serait moins coûteuse que la préparation des listes à la veille d'une élection.

Il est en outre indispensable que la votation se fasse dans les salles d'écoles. L'ancienne administration avait intérêt à ce que ça se passe dans des petits salons doubles ou dans des cuisines...

Il dit que la question de l'éducation l'intéresse particulièrement<sup>17</sup>. La province, dit-il, devrait prendre tous les moyens possibles pour s'assurer que nos jeunes puissent fréquenter l'école jusqu'à la 12e année, pour les mettre en mesure de répondre demain aux exigences qui les attendent. Il cite des spécialistes en la matière et dit que, par suite de l'automatisation, les ouvriers devront avoir un diplôme de 12e année pour se tirer d'affaire. Il félicite le gouvernement de son projet d'allocation de \$10 aux étudiants qui cessent de profiter de l'allocation fédérale.

La faillite de \$100,000,000 essuyée avec les instituts de technologie et les écoles de métiers, par suite de la négligence de l'ancien régime à pourvoir d'abord les candidats du minimum de connaissances académiques requis, est regrettable. Une enquête effectuée par un journal dit que sur 265 anciens diplômés d'instituts de technologie et d'écoles de métiers, 88 seulement sont encore dans le métier, 104 n'y sont plus et les 73 autres sont en chômage.

Il regrette le manque de manuels appropriés, et en langue française, pour les élèves des instituts de technologie et de nos écoles techniques et professionnelles. On a dépensé, dit-il, \$32,000,000 de 1954 à 1959 pour construire des écoles. N'aurait-il pas été indispensable d'investir quelques milliers de dollars pour produire des manuels?

**M. Bertrand (Missisquoi):** Au moins 128 volumes furent publiés en langue française par des professeurs des instituts de technologie et des écoles de métiers. Bien plus, plusieurs de ces ouvrages furent par la suite traduits en anglais.

**M. Meunier (Bourget):** Je sais très bien à quels volumes l'ancien ministre réfère. Il s'agit de petites brochures publiées pour des cours par correspondance.

L'ancien régime a été un gouvernement de ciment et de béton. En plus d'avoir négligé d'adapter les programmes d'enseignement et de pourvoir les élèves de manuels à la page, il a négligé de traiter les professeurs de façon à les garder. En effet, lorsqu'un professeur atteignait à une certaine notoriété, l'industrie venait le chercher. Aussi, bon nombre des professeurs de ces institutions sont aujourd'hui des nouveaux diplômés. Nombre des professeurs des instituts de technologie et des écoles de métiers n'ont jamais mis le pied dans une usine. Ces professeurs n'ont pas l'expérience requise pour bien orienter les futurs diplômés.

Des choses très anormales se sont produites dans ces institutions. Il dit qu'un de ses élèves, en plus d'avoir une bourse, touchait un salaire sans travailler. "Je ne suis pas en peine", disait cet élève, "un ami de la famille est député". Pourtant, dit-il, il y avait beaucoup de jeunes qui auraient eu besoin d'aide et n'en recevaient pas.

**M. Tremblay (Maisonnette)** dit se faire le porte-parole de la population pour exprimer l'inquiétude créée par le nouveau gouvernement en matière d'autonomie provinciale. Il y a plusieurs députés libéraux autour du premier ministre en qui je n'ai pas trop confiance en matière d'autonomie et pour la défense des droits sacrés de la province. Le premier ministre actuel, M. Lesage, bien qu'il tienne à peu près le même langage que feu M. Duplessis sur cette question, n'est pas de tout repos, car il renie aisément les principes lorsque l'occasion se présente de les mettre en pratique.

Il fait l'éloge du premier ministre Lesage sur un point, celui de l'amour du travail qu'il a hérité, dit-il, de feu Maurice Duplessis.

Il rend hommage à l'homme pour lequel il dit avoir une admiration sans bornes: feu Maurice Duplessis. À la fin de la crise, un homme s'est levé. C'était Duplessis, ce génie qui s'est levé pour nous arracher à l'abîme dans lequel plongeait la province de Québec, ce chef auquel nous devons une reconnaissance éternelle pour nous avoir tirés de l'esclavage.

Les libéraux disent que rien ne s'est fait sous Maurice Duplessis et ses successeurs? C'est faux! Les libéraux critiquent tout. Ils parlent de réformes, de refontes, de système scolaire, de système universitaire, d'écoles spécialisées, mais ils oublient

la reconnaissance qu'ils doivent, comme les autres citoyens, à feu Maurice Duplessis...

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Nous sommes charitables. Nous lui pardonnons le mal qu'il nous a fait.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) a été lui-même tiré de la misère par une bourse de M. Duplessis.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** C'est faux!

**M. Tremblay (Maisonnette):** Pour ma part, c'est vrai! Car c'est une mesure de l'Union nationale qui m'a sorti de la misère. Il dit qu'il était jeune lorsque l'Union nationale est arrivée au pouvoir pour la première fois à la fin de la crise, et qu'une mesure de l'Union nationale l'a alors sorti de la dèche avec 90,000 autres jeunes.

Il parle des œuvres de l'Union nationale et du développement des sources d'énergie électrique par l'Hydro-Québec. En 1944, dit-il, la province était dotée de 4,000,000 de chevaux-vapeur. Six ans plus tard, en 1950, elle en possédait 10,000,000. Seulement, à la Beauharnois, il y avait, en 1944, 740,000 chevaux-vapeur et, en 1950, 1,250,000 chevaux-vapeur. L'électricité est à la base même de notre industrie. Un cheval-vapeur, c'est plus fort qu'un ministre.

(Rires)<sup>18</sup>

Il rappelle que durant son terme de président de la Corporation des maîtres électriciens du Québec<sup>19</sup>, il a fait cinq fois le tour du monde dans la province de Québec en se dévouant pour la plus vieille corporation du monde, puisque c'est Dieu lui-même qui l'a établie au début de l'univers, quand il a dit: "Que la lumière soit!"

Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) a le progrès de l'industrie à cœur. Il serait allé à Paris y chercher des industries! Il relate un voyage qu'il a fait en France, à l'époque de M. Guy Mollet, et dit qu'il est allé voir siéger les ministres et les députés au Palais "Bourdon"<sup>20</sup>.

Le problème du chômage ressemble à un homme qui agonise tout en parlant de sa maladie sans chercher un remède. Le gouvernement libéral devrait faire quelque chose à propos du chômage. On devrait cesser, des deux côtés de la Chambre, de se dévorer l'un l'autre et chercher des solutions au chômage.

Je vois sourire le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel), je ne sais pas pourquoi.

Il ne faut pas oublier nos ouvriers pour s'entourer de techniciens...

(Le député de Montréal-Sainte-Anne, M. Hanley, lui donne une tape amicale au dos, en passant dernière lui.)

(Rires)

J'aimerais mieux un match entre le ministre des Ressources hydroélectriques<sup>21</sup> (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) et Johnny Rougeau<sup>22</sup>, qu'entre Frank Hanley et moi<sup>23</sup>!

(Rires)<sup>24</sup>

Le gouvernement est plus intéressé à produire de jeunes diplômés d'Oxford que d'utiliser les talents de nos jeunes pour créer un grand nombre d'artisans. Il est très bien d'instruire les jeunes de la province, mais il faut tout d'abord aider ceux qui les élèvent, les parents, et ils ont besoin de travail.

**M. Caron (Maskinongé)** glisse une phrase qui se perd dans le bruit des voix.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Vous avez fait votre discours, mêlez-vous de vos affaires<sup>25</sup>!

(Rires à droite)<sup>26</sup>

Il soulève la question des contrats avec soumissions. Vous me faites rire, dit-il. Demandez donc des soumissions individuelles, au lieu de laisser les sous-traitants se faire dévorer par l'entrepreneur général!

Il dit trouver que le député de Richelieu (l'honorable M. Cournoyer) a un bien petit ministère, celui des Transports, mais que, par contre, il peut se consoler en ayant une bien jolie fille<sup>27</sup>!

Il dit qu'on n'aurait jamais réussi à faire de lui un avocat. Il y a des avocats, dit-il, qui passent leur vie à avoir leurs mains dans leurs poches, d'autres dans les poches des autres<sup>28</sup>!

**M. Larouche (Témiscamingue)** réclame du gouvernement de la province la création immédiate d'un organisme d'aide sociale pour soulager la misère dans son comté. Avant les élections, dit-il, une enquête sérieuse a été faite sur l'opportunité d'ouvrir un bureau de secours dans le Témiscamingue. À la suite de l'enquête, la création d'un bureau de secours a été décidée et, après les dernières élections, un officier du ministère du Bien-être social a confirmé la décision et a conclu que cet organisme était nécessaire. Mais rien n'a été fait et nos indigents meurent de faim.

Il avait été convenu qu'en attendant la création d'un bureau de secours, les demandes d'assistance seraient faites directement à Québec. Des demandes furent soumises et rien ne vient. C'est

ce qui est mal, car il s'agit de familles indigentes auxquelles on a enlevé le pain de la bouche au lendemain des élections.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** C'est faux! Il demande des précisions et des noms.

**M. Larouche (Témiscamingue):** Plusieurs nécessiteux se sont vus refuser l'assistance à laquelle ils avaient droit après l'avènement du nouveau régime libéral.

Il donne lecture de trois lettres adressées par un curé de Témiscamingue au Service social de Québec. Une lettre mentionne six noms de familles<sup>29</sup> dans le besoin qui ne reçoivent pas d'assistance pour les aveugles, les mères nécessiteuses et les enfants nécessiteux depuis que les libéraux sont au pouvoir.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Le Service social n'est pas le Bien-être social, le Service social ne relève pas de mon ministère.

**M. Larouche (Témiscamingue):** Peu importe! Pendant ce temps, des miséreux crèvent de faim chez nous. Que ça relève de n'importe qui, ces gens sont dans la misère et sans secours.

Il est urgent d'ouvrir ce bureau d'assistance sociale. Si on ne veut pas établir un bureau d'assistance sociale chez nous, qu'on tienne compte, au moins, des requêtes des curés qui intercèdent en faveur des nécessiteux.

Si encore, nous avions des travaux accordés aux colons qui sont dans le besoin. Il y a sûrement des ministres qui ne savent pas ce qui se passe chez nous.

Il fait un panégyrique des magnifiques réalisations de l'Union nationale dans sa circonscription, surtout en matière de voirie et de colonisation, dit-il.

Il fait un parallèle entre le sort réservé au Témiscamingue sous l'Union nationale et les gouvernements libéraux qui l'ont précédé. La ville de Témiscamingue, où la Canadian International Paper Co. emploie 1,000 hommes, dit-il, a été privée, pendant 25 ans, sous les libéraux, d'un chemin permettant de communiquer avec l'intérieur de la circonscription. Alors, l'Ontario a construit une route allant de la ville de Témiscamingue à North Bay et s'est emparée du marché de cette agglomération. Quant à la population du centre du comté, elle a pu enfin se rendre jusqu'à la ville de Témiscamingue à la condition de passer par l'Ontario et de faire un détour de 200 milles. Il réclame la construction d'une route directe conduisant à la métropole.

On reprochait à l'Union nationale de ne pas faire suffisamment pour les colons. On oublie que l'Union nationale a donné \$14,912,653 en allocations sociales dans l'Ouest du Québec seulement.

Dans le seul comté de Témiscamingue, l'ancienne administration a donné \$1,844,000 pour l'éducation. Dans la seule année 1959-1960, elle donnait \$285,226 pour la construction d'écoles.

À ceux qui prétendent que l'Union nationale n'a rien fait d'autre que de construire des écoles, pour la seule année 1959-1960, l'ancien gouvernement a donné \$214,246 en octrois sur les salaires des instituteurs et institutrices, et ce, dans le seul comté de Témiscamingue.

Il réclame du gouvernement la construction d'un abattoir pour le Nord-Ouest québécois. De préférence, cet abattoir devrait être situé dans la circonscription de Témiscamingue, dit-il. S'il est construit ailleurs, il devrait se trouver à proximité, peut-être dans les environs de Rouyn-Noranda.

Les libéraux ont ravivé la plaie du patronage. Dans mon comté, plusieurs employés ont été déplacés. Un père de 12 enfants a même été congédié et remplacé par un cultivateur qui possède au moins une bonne douzaine de vaches. C'est une farce monumentale de prétendre que le patronage est disparu dans le comté de Témiscamingue.

L'ancien gouvernement a fait beaucoup dans le vaste comté de Témiscamingue depuis des années, mais il reste encore beaucoup à faire. Il dit compter dans ce but sur la nouvelle administration et sollicite le concours des ministères de la Voirie et de la Colonisation pour continuer l'œuvre entreprise.

Il dit que ses remarques s'écartent de toute mesquinerie politique et formule l'espoir que son comté ne soit pas abandonné sous la nouvelle administration. Je connais l'intégrité des nouveaux ministres, dit-il, et j'ai confiance en eux.

**M. Plante (Bellechasse):** Il faut révolutionner l'agriculture au Québec. Nous ne nions pas que le crédit agricole soit une réalisation de l'Union nationale, mais nous devons reprocher à ce parti de ne pas l'avoir amélioré. Et ce qu'il y avait de plus grave, c'est que, pour l'application de la loi, on se basait sur des questions d'allégeance politique. Des considérations partisans jouaient sous l'ancien régime dans l'attribution du prêt agricole. Cela ne se reproduira plus. Il faut vivre parmi les cultivateurs pour savoir ce dont ils ont besoin, et les députés de l'Union nationale ne l'ont jamais su. Étant donné l'échec de la politique agricole sous l'Union nationale, il faut une révolution au ministère de l'Agriculture.

Aussi, l'Union nationale a établi une base trop haute pour l'obtention du crédit et un maximum de prêt trop bas. Cette forme d'aide à l'agriculteur sera améliorée de façon à rendre tous les services qu'on en peut attendre. Le gouvernement mettra des crédits à la disposition des cultivateurs qui exploitent des terres trop petites, trop arides, ou trop rocheuses, de façon à leur permettre d'acheter les terres voisines et d'étendre leur domaine de façon à pouvoir vivre.

L'Union catholique des cultivateurs a demandé plusieurs fois à l'Union nationale d'augmenter le prix-heure pour les béliers mécaniques qui servent à améliorer les fermes. L'Union nationale n'a rien fait. Le gouvernement libéral doublera les octrois dans le domaine et réclamera que l'aide à l'amélioration des fermes prévoit le service de béliers mécaniques pour 20 heures au lieu de 10 heures autrefois. Il recommande aussi le recours à la pelle mécanique dans les terrains marécageux, où le béliet mécanique n'est pas efficace.

Après 16 années de stagnation, l'agriculture de la province de Québec promet maintenant de s'engager dans une véritable révolution sous la nouvelle administration.

Le gouvernement provincial devrait prendre à sa charge l'entretien de tous les chemins du Québec et percevoir une taxe additionnelle sur la gasoline de deux, trois ou même cinq cents du gallon d'essence, afin de défrayer les dépenses nouvelles et réaliser l'entretien gratuit de tous les chemins de la province. On pourrait de la sorte sauver l'entretien des chemins d'hiver aux dépens de ceux qui en profitent davantage.

L'Union nationale a certainement des œuvres à son crédit, mais elles ont coûté un prix fantastique. Dans certains cas, à la voirie, l'Union nationale a accordé des contrats à des prix exagérés. Ainsi, on a donné une lettre d'intention pour 0.9 mille sur la route 25-A, entre Buckland et Saint-Damien de Bellechasse à \$60,000. Le nouveau gouvernement a demandé des soumissions et ce travail fut effectué à \$37,000. Sur la route 25, entre Saint-Camille et Saint-Magloire, une lettre d'intention accordait \$60,000 pour 1.6 mille. La nouvelle administration a obtenu un coût de \$32,500 en demandant des soumissions.

Dans le domaine de l'éducation, encore là, il (M. Plante) ne reproche pas à l'Union nationale de n'avoir rien fait, mais à quel prix? Une école qui devait être construite au coût de \$220,000 sous l'ancien régime, à Saint-Magloire, sera réalisée pour \$204,000 à la suite de la demande de soumissions par le nouveau gouvernement. Avec les sommes dépensées par l'ancien régime pour la construction d'écoles, le nouveau gouvernement aurait fait beaucoup plus.

L'Union nationale n'a pas suffisamment favorisé l'établissement de petites industries dans la province. Le nouveau gouvernement adoptera une politique qui profitera à nos industries et stimulera l'économie de la province. Il serait recommandable d'accorder des prêts à un taux peu élevé pour favoriser l'essor industriel.

**M. Cloutier (Québec-Centre):** Lors de l'émission télévisée *Tribune libre*, à Radio-Canada le 20 novembre, certains journalistes ont été souverainement grossiers à l'endroit du député de Bagot (M. Johnson)<sup>30</sup>. Ces journalistes ont posé au député des questions impertinentes. En cette occasion, le député a fait preuve de dignité. Il lui rend hommage.

Il dit apprécier l'initiative du présent gouvernement et il félicite le premier ministre Lesage de sa décision de vouloir doter la Vieille Capitale d'une nouvelle cité parlementaire et procéder à un plan général d'embellissement. Le premier ministre, dit-il, doit savoir que la situation financière de la cité de Québec n'est pas très florissante et qu'il faut aider la capitale à jouer son rôle dans la province.

La ville de Québec a besoin de revenus pour compenser son manque d'industries et le grand nombre d'édifices publics et de communautés religieuses qui ne paient pas de taxes et qui n'apportent aucun revenu au Trésor municipal. À cause de cela, la situation financière de Québec n'est pas brillante, de telle sorte qu'un tiers des revenus de la cité est affecté aux salaires, un tiers au service de la dette et le dernier tiers seulement sert à payer le coût des services publics.

Il met au défi le gouvernement de réaliser sa promesse d'entreprendre les travaux de parachèvement du boulevard Saint-Cyrille, qui est la ligne de démarcation entre Québec-Ouest et Québec-Centre, le plus vite possible, pour donner du travail aux chômeurs. La promesse a été faite par le premier ministre lui-même au cours de la campagne électorale.

Québec a bénéficié des largesses de l'Union nationale. En 1958, \$2,000,000 ont été donnés à la ville en plus d'une subvention spéciale de \$200,000, des travaux pour une somme de \$1,200,000, à la rivière Lairet, une réduction des comptes d'assistance publique sous la loi sur les services d'aide sociale dont le montant s'élève à \$1,045,296, sans compter certains travaux de voirie municipale et les octrois réguliers. C'est ce qui a permis à la ville de Québec de ne pas hausser sa taxe foncière.

Il parle des octrois qu'il avait obtenus pour certains hôpitaux de Québec. L'hôpital Hôtel-Dieu

de Québec, dit-il, a bénéficié d'un octroi de \$4,350,000 et l'hôpital Saint-Sacrement de \$1,500,000...

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Cet octroi a été versé en 1960 par le gouvernement libéral.

**M. Cloutier (Québec-Centre)** dit s'être toujours intéressé au sort des fonctionnaires provinciaux que l'Union nationale a beaucoup amélioré. Il dit avoir travaillé à améliorer leur sort, principalement en demandant au gouvernement la semaine de cinq jours, la reclassification des tâches, des augmentations de salaire, etc.

Il se plaint des destitutions qui ont lieu dans son comté de Québec-Centre, qui n'en a pas été exempt à la suite du scrutin du 22 juin, et où habite un très grand nombre de membres du service civil provincial. Un employé de la Commission des liqueurs, un père de famille de plusieurs enfants, a été congédié après neuf ans de service. Il s'agit d'un brave homme qui est venu me trouver, avant les élections, pour me demander un emploi additionnel afin d'être en mesure d'aider sa famille.

Il a obtenu une situation comme énumérateur et, subséquemment, le poste de représentant du candidat ministériel dans un bureau de votation. Cet homme ne s'est jamais occupé de politique. Il a réclamé cette rémunération additionnelle uniquement dans l'intérêt de sa famille. N'y aurait-il pas moyen que le premier ministre reconsidère son cas en tenant compte du facteur humain qu'il comporte?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Aucune décision de congédiement n'a été prise sans que la Commission du service civil ne fasse enquête. Cet employé devait tomber sous l'empire de l'article 60 de la loi du service civil qui défend à tout fonctionnaire de s'occuper de politique.

**M. Cloutier (Québec-Centre)** réitère sa demande pour que ce cas soit reconsidéré. Le gouvernement, dit-il, veut procéder à la modification de la loi du service civil maintenant que les plus belles situations ont été données à des amis du régime. Les modifications à la loi du service civil devront être soigneusement mûries, dit-il, afin qu'elles ne causent pas d'embarras. Il ne faut surtout pas que notre loi soit calquée sur celle d'Ottawa, qui est un cauchemar pour les députés.

Il se dit surpris que le gouvernement projette de modifier les structures du ministère du Bien-être social, pour faire de ce dernier un ministère du Bien-

être social et de la Famille. L'Union nationale, dit-il, a doté ce ministère de toutes les lois et de tous les services susceptibles de protéger et d'aider la famille. Dans ses cadres actuels, le ministère comporte tout ce qu'il faut pour la famille.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** C'est ce que nous verrons!

**M. Cloutier (Québec-Centre):** Il énumère quelques-unes des mesures que l'Union nationale a fait voter et appliquer durant son régime pour aider la famille, aussi bien la famille rurale que la famille ouvrière.

Il propose, appuyé par le député de Beauharnois (M. Hébert), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

#### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, du consentement unanime, que lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. Nos sources rapportent que certains propos sur les résultats des élections partielles de Rouville et de Joliette sont formulés au début de la séance pendant les affaires courantes. Selon *Le Soleil* du 25 novembre 1960, à la page 15, qui est plus précis que les autres journaux, cet échange de paroles s'est déroulé au moment où M. Lesage s'est levé "pour demander à la Chambre de référer certains bills au comité des bills privés". De la sorte, nous insérons ce qui s'est déroulé à ce moment précis de la séance. Rappelons que ces élections partielles du 23 novembre 1960 visaient à combler les sièges vacants de Laurent Barré et Antonio Barrette, tous deux démissionnaires. Les résultats officiels sont les suivants: dans le comté de Rouville, le candidat libéral François Boulais défait Paul Fréchette de

l'Union nationale par 3,883 votes alors que dans le comté de Joliette, le libéral Gaston Lambert est élu par une majorité de 5,213 voix sur le candidat unioniste, Claude-Édouard Hétu.

2. *Le Soleil* du 25 novembre 1960, à la page 15, écrit que "les députés de la droite ont saisi l'occasion qu'ils attendaient de manifester leur enthousiasme" et qualifie cette manifestation de longue ovation.

3. M. Johnson reprend ici une vieille accusation portée à l'Union nationale par les libéraux au temps où M. Lapalme était le chef du parti: "C'est dur de se battre contre de l'asphalte et des ponts." Voir Pierre Godin, *René Lévesque: héros malgré lui*, à la page 27.

4. Voir la séance du 22 novembre 1960.

5. Selon *Le Soleil* du 25 novembre 1960, à la page 23, ce serait plutôt jusqu'à la neuvième année.

6. M. Leclerc fait ici référence à une accusation de M. Lévesque formulée lors de la séance du 16 novembre 1960.

7. *Le Soleil* du 25 novembre 1960, à la page 14, rapporte que M. Leclerc appuie alors ses paroles en pointant du doigt les membres de la Tribune de la presse.

8. Selon *Le Soleil* du 25 novembre 1960, à la page 26, cette partie du discours de M. Leclerc a donné lieu à de nombreux échanges avec M. Lévesque. La teneur de ces échanges n'est pas présente dans nos sources, mais nous indiquons tout de même qu'il y a eu un échange de paroles.

9. Selon *La Presse* du 25 novembre 1960, à la page 1, "ce n'est pas du premier coup que le député de Charlevoix a fait connaître son opinion à l'Assemblée législative. Il y est plutôt venu par étapes, avertissant chaque fois les journalistes de la galerie parlementaire de ne pas déformer ses paroles".

10. Nos sources nous laissent croire que M. Lévesque se serait exprimé sous cette forme, sans utiliser le langage parlementaire. *Le Devoir* du 25 novembre 1960, à la page 1, écrit que M. Lévesque "lui a posé directement la question".

11. *Le Devoir* du 25 novembre 1960, à la page 1, note que M. Leclerc prononce ces paroles "le corps tourné vers les journalistes".

12. Cette réponse de M. Leclerc n'est pas présente explicitement dans nos sources. Nous prétendons que M. Leclerc acquiesce à la demande de M. Lévesque, car ce dernier pose une question par la suite.

13. *Le Nouvelliste* du 25 novembre 1960, à la page 1, note que, dans ces circonstances, M. Leclerc ne pose pas de question.

14. *Le Soleil* du 25 novembre 1960, à la page 23, écrit qu'il est plutôt question d'un "grand éclat de rire de toute la Chambre".

15. M. Leclerc est ministre de la Santé dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette du 5 novembre 1958 au 5 juillet 1960.

16. M. Meunier est membre de la Ligue d'action civique et conseiller municipal de la ville de Montréal de 1954 à 1960.

17. *L'Événement-Journal* du 25 novembre 1960, à la page 9, note que M. Meunier a fondé une école spécialisée en 1944 dont il assume encore la direction en 1960. Il s'agit de l'Institut Teccart.

18. *Le Nouvelliste* du 25 novembre 1960, à la page 9, note que ce fut alors "le début de la rigolade".

19. M. Tremblay est maître électricien de métier. Il est aussi le fondateur du Syndicat catholique des électriciens de Montréal, président-fondateur de la Corporation des maîtres électriciens du Québec, président de la Fédération nationale des entrepreneurs en électricité du Canada et directeur-fondateur de la Ligue électrique du Québec.

20. C'est là une erreur de M. Tremblay qui désirait parler du Palais Bourbon, siège de l'Assemblée Nationale française.

21. *La Presse* du 25 novembre 1960, à la page 25, rapporte que c'est bien là le terme utilisé par M. Tremblay pour désigner le ministre des Ressources hydrauliques, M. Lévesque.

22. Johnny Rougeau, sous son vrai nom Jean Rougeau, est un lutteur professionnel très populaire dans la province de Québec pendant les années 1950 et 1960. Pendant la campagne électorale de 1960, il est le garde du corps personnel de René Lévesque.

23. Selon *La Presse* du 25 novembre 1960, à la page 25, tout le monde fait alors allusion "aux

quelques taloches que les deux hommes ont déjà échangées l'an dernier dans le hall du Château Frontenac".

24. *La Presse* du 25 novembre 1960, à la page 25, remarque qu'il s'agit là d'un "immense éclat de rire".

25. Selon *Le Soleil* du 25 novembre 1960, à la page 26, M. Tremblay lance cette phrase avec "une voix de tonnerre".

26. *Le Nouvelliste* du 25 novembre 1960, aux pages 9 et 23, note que "cette apostrophe à un collègue a bien déridé la droite, mais elle a par contre décontenancé la gauche".

27. Selon *Le Nouvelliste* du 25 novembre 1960, à la page 9, "tout le monde a semblé d'accord".

28. *Le Nouvelliste* du 25 novembre 1960, à la page 9, écrit que M. Tremblay, "à travers une succession de coq-à-l'âne, a littéralement déridé les deux côtés de la Chambre et le public des galeries par le discours le plus cocasse qu'on ait encore entendu [...] La Chambre s'est payé une pinte de bon sang par ce discours qui a provoqué une véritable détente après une journée passablement chargée". *La Presse* du même jour, à la page 25, rapporte qu'à plusieurs moments, "le premier ministre Lesage et tous ses collègues ont tapé énergiquement sur leurs pupitres en riant aux éclats".

29. Selon *The Montreal Daily Star* du 25 novembre 1960, à la page 9, M. Lafrance consigne alors par écrit les noms cités par M. Larouche.

30. Commentant cette émission télévisée, *Le Temps* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 2, écrit que M. Johnson était alors interrogé par trois journalistes, dont deux partisans du Parti libéral. Un de ces journalistes était Lorenzo Paré, rédacteur à *L'Action catholique*, qui "s'est montré felleux et passionné au-delà de toute mesure".



Séance du vendredi 25 novembre 1960

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 10 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Sainte-Adèle**

**M. Binette (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le député de Laval (M. Lavoie), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle et la municipalité du village de Sainte-Adèle, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la municipalité de Sainte-Adèle, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle et la municipalité du village de Sainte-Adèle, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la municipalité de Sainte-Adèle.

**Succession de  
Napoléon-Georges Valiquette**

**M. Laroche (Portneuf)** propose, appuyé par le député de Lévis (M. Roy), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de dame Ella-Anna Caron *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Napoléon-Georges Valiquette, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de dame Ella-Anna Caron *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Napoléon-Georges Valiquette.

**Lecture de pétitions:**

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la corporation du canton Langelier, dans le comté de Champlain, etc., demandant l'adoption d'une loi concernant l'évaluation des biens imposables de The Shawinigan Water and Power Company (M. Morissette).

**Dépôt de documents:**

**Commission des accidents du travail,  
Rapport 1959**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la Commission des accidents du travail, pour la période finissant le 31 décembre 1959. (Document de la session no 37)

**Ministère du Travail,  
Rapport 1959-1960**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec, sur l'activité de son ministère durant l'année financière terminée le 31 mars 1960. (Document de la session no 38)

**Ministère des Affaires municipales,  
Rapport 1959**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du département des Affaires municipales de la province de Québec, pour 1959. (Document de la session no 39)

**Drainage  
des terres**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de l'article 3 de la loi favorisant le drainage des terres, 9 George VI, chapitre 34. (Document de la session no 40)

### **Amélioration de la voirie**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de l'article 3 de la loi concernant l'amélioration de la voirie provinciale, 9 George VI, chapitre 37. (Document de la session no 41)

### **Petite industrie**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de l'article 8 de la loi pour stabiliser la petite industrie, 12 George VI, chapitre 19. (Document de la session no 42)

### **Suppression des passages à niveau**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de l'article 3 de la loi concernant la suppression des passages à niveau, 9 George VI, chapitre 38. (Document de la session no 43)

### **Forces hydrauliques de Bellevue Québec Mines**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de l'article 1 de la loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Bellevue Québec Mines, Limited, 11 George VI, chapitre 40. (Document de la session no 44)

### **Remise de droits et peines**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état détaillé des remises des droits et des peines, faites en vertu de l'article 45 de la loi du contrôle du revenu (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 73). (Document de la session no 45)

### **Pension du personnel du service civil**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre les arrêtés du lieutenant-

gouverneur en conseil accordant une pension de retraite aux membres du personnel du service civil, (S.R.Q. 1941, chapitre 13). (Document de la session no 46)

### **Sauvegarde des revenus essentiels**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de l'article 3 de la loi pour assurer la sauvegarde des revenus essentiels de la province concernant les arrêtés en conseil adoptés en vertu de ladite loi. (Document de la session no 47)

### **Bureaux administratifs**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les arrêtés en conseil, prévu par les dispositions de l'article 3 de la loi pour diminuer les dépenses publiques relativement aux bureaux pour les services administratifs du gouvernement, 9 George VI, chapitre 8. (Document de la session no 48)

### **Ministère de l'Industrie et du Commerce, Rapport 1959-1960**

**L'honorable M. Rousseau (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1960. (Document de la session no 49)

### **Projets de loi:**

#### **Société des pomiculteurs de Frelighsburg**

**M. Brown (Brome)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 concernant la Société coopérative agricole des pomiculteurs de Frelighsburg. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 113 sans l'amender.

**M. Brown (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Messagères de Jésus**

**M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 constituant en corporation Les Messagères de Jésus.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 119 sans l'amender.

**M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Commission des écoles catholiques de Shawinigan**

**M. Laroche (Portneuf)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 accordant certains pouvoirs spéciaux à la Commission des écoles catholiques de Shawinigan, comté de Saint-Maurice.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 137 sans l'amender.

**M. Laroche (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Questions de privilège:**

##### **Démenti d'une accusation du député de Témiscamingue, M. Larouche**

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)**<sup>1</sup>: Après avoir relevé les documents concernés<sup>2</sup>, j'ai constaté

qu'une seule pension avait été discontinuée dans le comté de Témiscamingue au cours des derniers mois. Il s'agit de la pension de mère nécessiteuse de Mme Napoléon Saint-Jean. Elle lui a été enlevée le 1<sup>er</sup> juillet dernier, soit cinq jours avant que les libéraux ne prennent les rênes de l'administration. Toutefois, les libéraux ont révisé cette décision de l'administration de l'Union nationale et ils ont accordé à cette mère nécessiteuse une pension de \$140 par mois en date du 1<sup>er</sup> septembre 1960.

Il (M. Lafrance) précise quatre autres cas de nécessiteux de Témiscamingue qui n'avaient pu obtenir d'assistance sociale de l'Union nationale. Ces nécessiteux ont obtenu des pensions allant de \$80 à \$100 par mois<sup>3</sup>, dit-il, en date du 1<sup>er</sup> septembre 1960. Il donne les noms et les adresses des personnes en cause.

Il qualifie les propos du député de Témiscamingue (M. Larouche) de remords à retardement. Un bureau régional de l'assistance publique vient d'être créé dans le comté de Témiscamingue, ajoute-t-il, et M. Guy Carl en assumera la direction. Cet organisme était réclamé depuis longtemps, et on avait depuis deux ans multiplié vainement les démarches auprès de l'Union nationale. C'est une autre bombe qui éclate entre les mains de l'Union nationale.

#### **Adresse en réponse au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 24 novembre courant, sur la motion proposée par le député de Laval (M. Lavoie) dont elle a été saisie vendredi le 11 novembre dernier: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**M. Cloutier (Québec-Centre)**<sup>4</sup>: La législation sociale en vigueur dans la province de Québec, souligne-t-il, était l'œuvre exclusive de l'Union nationale. En 1958, le total des sommes versées par l'Union nationale en allocations sociales atteignait

jusqu'alors la somme de \$535,475,415. De la même façon, en 14 ans le gouvernement de l'Union nationale a consacré \$175,686,000 à la construction de 4,086 écoles au niveau élémentaire.

Pas un gouvernement au Canada a fait plus que l'Union nationale pour l'éducation. L'ancien gouvernement a porté de \$10,000 à \$25,000 les subventions annuelles aux collèges classiques. Il a de plus versé \$20,000,000 en octrois de construction aux institutions d'enseignement secondaire. De plus, le ministère de la Jeunesse a organisé un vaste réseau d'écoles spécialisées pour permettre aux jeunes de se qualifier pour des postes de commande dans l'économie québécoise.

Il (M. Cloutier) reproche aux libéraux de se livrer au patronage, même s'ils prétendent le contraire. Il soutient qu'il se faisait, depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux, de nombreux changements qui s'accomplissent par patronage en ce qui concerne les médecins employés par le gouvernement provincial. Toutes les décisions relatives à ces changements, ajoute-t-il, sont prises à l'hôpital Saint-François d'Assise de Québec. C'est ainsi, que plusieurs médecins faisant autorité, auraient été remplacés par des gens qui ne sont pas nécessairement des spécialistes.

Citant un cas où il y aurait eu jeu de patronage, il note qu'en juillet dernier, on avait appelé à son bureau pour demander d'assurer le transport d'une matrone de la Sûreté provinciale, victime d'un accident de la route à Saint-Félicien, alors qu'elle se rendait en mission à Chibougamau. Quand la voiture de sa maison (funéraire) arriva à Saint-Félicien, affirme-t-il, on dit tout simplement aux hommes qui en avaient charge de retourner à Québec, qu'une autre maison de Québec avait été avisée de se charger du transport du corps de la victime...

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Je serais très surpris que le département du procureur général, où le personnel est débordé, ait pris la peine de s'occuper d'un cas comme celui-ci. Quelqu'un a pu outrepasser ses droits. Quel est le nom de cette personne?

**M. Cloutier (Québec-Centre):** Madame Léon Morel, de Québec.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est vraiment extraordinaire d'entendre un député se plaindre en Chambre de n'avoir pas eu de patronage! Le député n'a pourtant pas à se plaindre. Vous ne parlez pas du cercueil de M. Duplessis?

**M. Cloutier (Québec-Centre):** Oui, je puis vous en parler. J'ai fait des relevés qui remontent aussi loin qu'à Sir Lomer Gouin. Et je puis vous dire que les frais furent plus élevés dans ce cas.

Je pourrais citer d'autres cas de patronage, affirme-t-il, mais je m'en abstiendrai pour le moment. D'autres débats viendront et j'y participerai, comme mes collègues de l'opposition, dans le meilleur intérêt de la province.

**M. Plourde (Roberval)<sup>5</sup>** déclare que l'autonomie provinciale, au lieu d'être accommodée à toutes les sauces pour les besoins d'un parti politique sera, à l'avenir logée au niveau de la raison et deviendra un régime de vie, de grandeur et de puissance. L'autonomie va cesser d'être une denrée électorale dans la province de Québec, dit-il. Il voit dans la prochaine conférence des premiers ministres des provinces à Québec, la semaine prochaine, l'expression d'une autonomie bien comprise de la part du gouvernement de l'honorable Jean Lesage. Ce sera la première réunion du genre depuis 1887, dit-il, et il convient de féliciter le premier ministre de la province de Québec d'avoir pris cette initiative.

Comme on le sait, tous les premiers ministres des provinces ont accepté l'invitation de M. Lesage d'assister les 1<sup>er</sup> et 2 décembre à cette consultation qui a pour but de présenter en commun les réclamations des 10 provinces canadiennes au gouvernement fédéral, lors de la reprise des discussions à Ottawa sur les relations fiscales et constitutionnelles entre le fédéral et les provinces.

Il (M. Plourde) dénonce l'incurie de l'ancienne administration et impute à l'Union nationale le triste passif de la province dans le domaine forestier, alors qu'elle possède un actif naturel imposant. Dans mon comté, dit-il, il y a des paroisses où la moitié des fermes sont abandonnées; il y a des colons qui le sont depuis 30 ans, alors que leur statut ne devrait être que transitoire ou temporaire.

Il regrette la mauvaise exploitation des essences forestières qui est l'un des problèmes dans son comté. Seuls les résineux sont utilisés pour la fabrication du papier, dit-il. On sait pourtant que le tremble, le bouleau, le merisier et le cyprès pourraient être utilisés aussi, si on voulait faire les investissements des capitaux nécessaires. On pourrait assurer une exploitation plus économique de la forêt et permettre un meilleur rendement des boisés.

Il s'élève contre le gaspillage qui se pratique dans les forêts du Québec. Quand on a fini de préparer les 100,000,000 de pieds de bois de sciage qui sortent chaque année du comté de Roberval,

dit-il, il reste un résidu de 100,000 pieds de déchets qui pourraient alimenter un moulin à papier d'une capacité de 300 tonnes par jour et donner du travail à 800 chefs de famille. Ces déchets de bois, on les vend actuellement en partie aux compagnies de papier qui les paient \$12 de moins, la tonne, que leur valeur réelle.

Si les compagnies forestières consentaient à faire les investissements de capitaux nécessaires, l'exploitation de la forêt se ferait sur une base plus rationnelle et les boisés donneraient un meilleur rendement. Si les compagnies refusent de payer le juste prix de ce qu'elles achètent, c'est le devoir du gouvernement d'intervenir pour rétablir l'équilibre.

Le comté de Roberval, qui vit en grande partie d'exploitation forestière, est dans une impasse financière pour trois raisons principales: il y a inexploitation de 100,000 cordes de bois par année; une perte de 65,000 tonnes de résidus résineux et, enfin, la perte de \$12 la tonne sur les résidus que l'on vend.

Il (M. Plourde) parle du sort pitoyable des bûcherons. Ceux-ci, dit-il, arrachent misérablement environ \$6 par jour à la forêt, en travaillant très fort. Pourtant, cette ressource naturelle qu'est la forêt appartient à la province, et il est injuste que ceux qui peinent le plus soient ceux qui en profitent le moins. Il est temps que certaines gens cessent de croire qu'ils ont tous les droits parce qu'on leur a accordé des concessions. Il devrait être possible de concilier les exigences du capitalisme économique avec les droits de l'être humain.

Le député de Chicoutimi (M. Talbot) est parti d'une majorité de 9,996 voix pour passer à un atterrissage forcé de 800 voix! Cette diminution, traduite en termes qu'il affectionne tout particulièrement, est de 1,249 %. Le député de Chicoutimi porte maintenant sa vanité en bandoulière.

Il (M. Plourde) rappelle que le chef intérimaire de l'opposition, tout en étant un grand défenseur de la soutane, avait parlé de façon injuste du R.P. Lévesque.

**M. Talbot (Chicoutimi)** nie (l'allégation du député de Roberval) en disant qu'il a parlé de la commission Massey et non pas du R.P. Lévesque.

**M. Plourde (Roberval):** La région de Chicoutimi saura ce que son député pense de ce religieux distingué. Rappelant que le député de Chicoutimi (M. Talbot) a dit durant la campagne électorale que Chicoutimi n'avait pas les moyens d'aller dans l'opposition. Il affirme que le député de Chicoutimi

avait bien raison puisque tout ce qui a été fait dans la région fut la rénovation des usines de la Eastern Smelting and Refining, qui a ensuite fermé ses portes.

Parlant des députés de Missisquoi (M. J.-J. Bertrand) et de Bagot (M. Johnson), il les appelle les deux prétendants à la main de cette fiancée plissée et fanée qu'est l'Union nationale. Au député de Champlain (M. Bellemare), il dit qu'il est le meilleur applaudisseur après le député de Compton (M. Gosselin).

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Vous attendez-vous d'être réélu dans Roberval la prochaine fois?

**M. Plourde (Roberval):** Oui... si vous revenez faire des discours dans mon comté!

Il (M. Plourde) dit au député de Champlain (M. Bellemare) qu'il devrait être inquiet parce qu'à mesure qu'augmentent le nombre des écoles dans le comté de Champlain, sa majorité diminue. Il lui rappelle également que, lors des funérailles de M. Duplessis, alors qu'il s'est approché du cercueil pour réciter une prière, il a vu le député de Champlain qui souriait, non loin de la tombe du fondateur de l'Union nationale.

**M. Bellemare (Champlain)** proteste en disant que cette accusation était un manque évident de décence. C'est une basse accusation.

**M. Plourde (Roberval)** réplique qu'il a peut-être fait une erreur et qu'il a pris pour un sourire le rictus d'une douleur profonde.

Au cours de la dernière campagne électorale, dit-il, on a promené deux cercueils dans la province, et on s'est servi de ces tombeaux comme des urnes électorales. De telle manière que l'Union nationale a donné l'impression qu'elle était plus grande par ses morts que par ses vivants.

Parlant de la question du déplacement de certains employés temporaires, après les élections, il dit que l'Union nationale a fait bien pire après 1944. Il accuse ses adversaires de reprocher des peccadilles au gouvernement et d'oublier les torts énormes qu'a eus l'ancienne administration en ce domaine. Les paroles de nos adversaires, dit-il, me font penser à celles d'une femme légère qui, après une vie tourmentée, viendrait au soir de sa vie prêcher les grandeurs de la virginité.

Entendant le député de Maisonneuve (M. Tremblay) murmurer quelques paroles, M. Plourde lui rappelle qu'il est né à Val-Jalbert et qu'on en a fait une ville fantôme.

**M. Tremblay (Maisonneuve)** réplique que, lorsqu'il est parti, la ville a été fermée.

**M. Plourde (Roberval):** Je crois que vous êtes parti de là parce qu'il n'y avait pas d'hôtel de ville<sup>6</sup>.

Il (M. Plourde) convie la province à un grand avenir, à la condition qu'elle veuille mettre l'ordre et la compétence à la base de son action.

**M. Lafontaine (Labelle)** affirme que c'est l'Union nationale qui a mené le combat de la survivance française en Amérique du Nord. C'est aussi ce parti, dit-il, qui combattrait jusqu'à la mort ceux qui sont favorables au laïcisme, ceux qui disent que le clergé est un chancre dont il faut se débarrasser. En face de tous ces gens, ajoute-t-il, l'Union nationale se dresse et crie: Vous ne passerez pas!

L'histoire du clergé canadien-français est trop intimement liée à l'histoire du Canada français pour que l'Union nationale le laisse attaquer par les tenants du laïcisme. Il cite une déclaration de Mgr Émilien Frenette, évêque de Saint-Jérôme, qui disait récemment entre autres choses que "ce qu'il y a de grave et d'inquiétant, c'est cette neutralité que l'on veut nous faire observer, qu'on parle d'école laïque quand on veut parler d'école neutre". Et il ajoutait, dit-il: "On travaille présentement l'opinion et, un jour, si ça continue, on se retrouvera avec des écoles neutres comme elles existent dans tous les pays du monde. Que l'on ne vienne pas nous imposer l'école laïque au nom de la liberté".

Je suis certain que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) ne prendra pas les paroles que je viens de citer comme des paroles démagogiques, dites dans un but politique. Ce ne sont pas des paroles de croque-mitaine, ni de faux-monnayeurs. L'heure est trop grave pour se gargariser de mots. Il faut réagir avant qu'il ne soit trop tard et dire à cette poignée de libres-penseurs qui se croient le nombril de la race qu'ils ne passeront pas, que leur jeu est dévoilé et que nous avons l'intention de protéger notre héritage national et religieux par tous les moyens que nous avons à notre disposition.

Les membres de l'opposition ne désirent qu'éveiller la conscience populaire sur ce grave problème de la confessionnalité, même si nous sommes traités par nos adversaires politiques de croque-mitaines et de faux-monnayeurs du patriotisme et de la confessionnalité. Il dit que même si l'opposition n'avait que le mérite d'avoir éveillé l'opinion

publique en face de cette menace du laïcisme, il n'en restera pas moins qu'elle a défendu des vérités séculaires, conformes à notre mentalité.

Ceux qui ont crié que l'Union nationale était morte se trompent. Ils trouveront dans notre équipe des gens qui sont prêts à être continuellement sur la brèche et qui protégeront, envers et contre tous, nos droits, nos coutumes, notre mentalité qui sont pour nous un héritage sacré.

L'autonomie provinciale demeure aujourd'hui pour les 41 députés de l'Union nationale l'idée maîtresse qui les unit, l'idée souveraine qui les anime dans le combat de 25 ans en faveur de la souveraineté provinciale. Elle n'est pas un vain mot pour nous et elle ne doit pas l'être. Elle exprime, par des gestes concrets, la volonté des provinces, dont la province de Québec, de se gouverner elles-mêmes selon la mentalité de la population de chacune. Et le meilleur moyen d'y arriver est encore d'exercer nous-mêmes les pouvoirs de taxation qui sont les nôtres en percevant ses propres impôts, ses revenus propres, au lieu d'être toujours pendue à la mamelle du gouvernement fédéral. Chacun dans son domaine et nous serons bien gouvernés.

Il (M. Lafontaine) compare la lutte du Québec contre Ottawa, à celle du Congo contre la Belgique, et dit qu'il admire le peuple congolais qui veut reconquérir sa liberté. Comme les Congolais, déclare-t-il, le peuple du Québec, bien que parlant français, veut être l'égal de la majorité, mais non identique à celle-ci.

Il cite un extrait du journal *Conscience populaire* du Congo belge et fait sienne la déclaration d'un jeune Congolais qui déclarait que "égalité foncière ne signifie pas identité". Le seul moyen pour nous de rayonner comme identité ethnique, c'est de reprendre morceau par morceau, lambeau par lambeau, les sources de taxation qui ont été cédées à la légère au pouvoir central. Nous n'aurons de cesse, dans notre lutte, que le jour où prendra fin cette situation qui fait des gouvernements provinciaux des quémandeurs à l'échelle nationale.

Il poursuit en affirmant qu'il n'est pas un comté de la province qui ait bénéficié d'autant d'attentions de la part du gouvernement actuel que celui de Labelle. Et pourtant, ce comté a maintenu son allégeance à l'Union nationale, malgré la visite, durant la dernière campagne électorale, du premier ministre, de MM. Courcy, Lévesque, Lapalme et Gérin-Lajoie, dauphin de la couronne libérale.

Le premier ministre, soutient-il, a passé une bonne partie de la journée dans le comté et participé à ce qu'il appelait la parade de la libération, mais que

les gens de chez nous ont baptisé de parade du pardon. Malgré tous ces efforts, affirme-t-il, malgré tout l'intérêt électoral qu'on nous portait du côté libéral, malgré les promesses fallacieuses, le comté de Labelle a redonné sa confiance à son député actuel.

Il se dit dégoûté des attaques libérales contre la présumée corruption de l'Union nationale. À tous ceux qui souhaitent parmi nos adversaires la fin de l'Union nationale et qui parlent de marmite nauséabonde et asphyxiante, déclare-t-il, je dirai que nous n'en sommes pas rendus au point de parler de pourriture et de pourrissement à l'adresse d'un adversaire. Si nous devons employer ces termes, qui donnent pour le moins des haut-le-cœur, nous le ferions à l'adresse de ces rongeurs bipèdes qui essaient de saper nos structures démocratiques en voulant détruire notre clergé...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** soulève un point d'ordre. Quand donc, dit-il, cesserez-vous de faire de telles insinuations qui sont absolument sans aucun fondement? Les membres de l'opposition qui ont pris la parole jusqu'ici durant le débat sur le discours du trône tiennent tous le même discours pour tenter de créer un mythe à l'effet que le Parti Libéral est contre le clergé et la confessionnalité.

De telles insinuations proférées par l'Union nationale ont assez duré<sup>7</sup>. Je n'endurerai pas que les gens de l'opposition comme le député de Labelle se substituent à la hiérarchie religieuse pour nous donner des leçons. Les membres de l'opposition font preuve en cette Chambre de la tartuferie religieuse la plus honteuse.

**M. Talbot (Chicoutimi)** reproche au premier ministre de s'emporter rapidement. Le député qui a la parole, prétend-il, n'a aucunement visé un membre de cette Chambre. Il a fait des reproches collectivement à tout un parti, et cela est permis par la procédure parlementaire. Il a été décidé à plusieurs reprises, et notamment depuis le début de la session, qu'un député a parfaitement le droit de faire des commentaires sur un groupement politique. Le premier ministre soulève un point d'ordre qui n'est pas sérieux.

**M. l'Orateur suppléant (M. Hyde)** fait observer qu'il a entendu les paroles qu'on reproche au député de Labelle et qu'il est convaincu qu'elles ont dépassé sa pensée. D'après ce que j'ai compris, explique-t-il, le député de Labelle a mentionné le gouvernement et cela veut dire les ministres. Il n'a

pas le droit de leur imputer des motifs. Je lui demande de reprendre son discours en s'efforçant de s'abstenir de faire des déclarations exagérées qui causent des interruptions.

**M. Lafontaine (Labelle)** déclare qu'il n'a pas voulu s'en prendre aux membres du gouvernement, qu'il n'avait nullement l'intention de les blesser. Pour se justifier, il cite de nouveau ses paroles pour souligner qu'on ne lui avait pas laissé le temps de finir sa phrase et de dire que ces dernières paroles faisaient allusion au genre d'articles qui paraissent dans le périodique montréalais *Cité libre*, qui est considéré comme étant avant-gardiste et dont le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lévesque) est un des collaborateurs.

Je me demande s'il n'est jamais venu à l'idée du ministre des Travaux publics de gratter un peu la peau de son parti pour essayer de découvrir s'il ne trouverait pas des petits coins sombres qui demanderaient une bonne action détersive.

Il s'élève contre l'octroi de nouveaux permis de vente de liqueurs dans son comté. Deux nouveaux permis de la Commission des liqueurs ont été accordés dans Labelle, dit-il. C'est trop, mais c'est encore moins que dans d'autres comtés voisins comme celui de Terrebonne. La population réproouve l'attitude du nouveau gérant général de la Commission des liqueurs.

Nous croyons qu'il est du plus mauvais goût d'augmenter, en pleine période de chômage, ces lieux qui deviennent souvent l'occasion et la source de difficultés familiales souvent irréparables. Rien ne sert de modifier les structures du ministère du Bien-être social pour en faire un ministère de la Famille, si on noie la province dans un déluge d'alcoolisme.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Vous préférez des tolérances? Il n'y a eu qu'un seul nouveau permis d'accordé dans son comté et ce permis était destiné à une auberge.

**Un député ministériel** demande au député de Labelle (M. Lafontaine) s'il y a encore de la tolérance dans son comté.

**M. Lafontaine (Labelle)** répond que le seul cas de tolérance est en faveur de l'organisateur libéral du comté de Labelle qui vend des spiritueux sans permis.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** proteste et demande le nom.

**M. Lafontaine (Labelle):** Il s'agit de M. Roland Matte, propriétaire d'un hôtel situé à une trentaine de milles de la plus proche maison du comté de Labelle.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il n'est certainement pas l'organisateur libéral du comté de Labelle.

**M. Lafontaine (Labelle)** propose, appuyé par le député de Trois-Rivières (M. Gabias), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

Claude Plourde ont aussi participé à ce débat et soumis diverses critiques contre l'administration de l'Union nationale".

5. Selon *La Presse* du 26 novembre 1960, à la page 66, "à plusieurs reprises pendant son discours, le député de Roberval a soulevé les rires de ses collègues par des comparaisons savoureuses aux dépens de l'opposition".

6. Selon *L'Événement-Journal* du 26 novembre 1960, à la page 16, le député de Roberval fait alors "référence au fait que le député de Maisonneuve a été membre du conseil de ville de Montréal".

7. Selon *Le Montréal Matin* du 26 novembre 1960, à la page 1, le premier ministre (M. Lesage) lance cette affirmation sur un ton de colère.

### NOTES

1. Selon *Le Droit* du 26 novembre 1960, à la page 11, "au cours de cette intervention, le chef intérimaire de l'opposition (M. Talbot) s'est levé à plusieurs reprises pour protester, mais l'Orateur de l'Assemblée (M. Cliche) a laissé le droit de parole à M. Lafrance".

2. Le député de Témiscamingue (M. Larouche) avait prétendu la veille à l'Assemblée législative que le gouvernement libéral avait enlevé le pain de la bouche à des nécessiteux dans son comté en les privant de l'assistance sociale à laquelle ils avaient droit. Il avait alors nommé des noms.

3. Selon *Le Droit* du 26 novembre 1960, à la page 11, les quatre autres pensions accordées par les libéraux auraient plutôt été de \$50 à \$100 par mois.

4. Selon *Le Montréal Matin* du 26 novembre 1960, à la page 4, "le député de Québec a été interrompu à plusieurs reprises par la droite [...] et deux autres députés libéraux, le Dr Gustave Plante et M. Jean-



Séance du mardi 29 novembre 1960

### Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Baie-Comeau

**M. Bélanger (Saguenay)** propose, appuyé par le député de Duplessis (M. Coiteux), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue. Adopté.

### Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- de la ville de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

### Dalpé & Frères

**M. Lechasseur (Verchères)** propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Gaston Dalpé, demandant l'adoption d'une loi concernant la compagnie Dalpé & Frères, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue. Adopté.

### Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- de Gaston Dalpé, demandant l'adoption d'une loi concernant la compagnie Dalpé & Frères.

### Explications sur des faits publiés:

### Articles de journaux

**M. Johnson (Bagot):** Deux déclarations faites par des ministres du gouvernement semblent

contradictoires. Ces déclarations, dit-il, ont trait à la construction des ponts du bout de l'Île de Montréal.

Un journal de Montréal fait dire au ministre des Travaux publics et des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) que le choix du site de ces deux ponts, à l'ouest de Montréal, ne serait connu que ces jours-ci. D'autre part, suivant un autre journal de la métropole, le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) aurait dit que le choix est déjà fait.

Il demande au ministre des Travaux publics et des Ressources hydrauliques d'expliquer cette apparente contradiction entre la déclaration qu'il a faite et celle, en sens contraire, du ministre de la Jeunesse. Le public, dit-il, a le droit de savoir lequel de ces deux ministres, celui des Travaux publics et des Ressources hydrauliques ou celui de la Jeunesse, a raison.

### L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):

Les deux déclarations ne sont pas contradictoires. Il s'agit d'études que nous continuons et qui permettent à nos ingénieurs de se prononcer sur les trois sites possibles. Nous allons prendre une décision bientôt. En somme, nous remettons en question les sites d'emplacements qui avaient été mis de côté par l'ancien gouvernement.

### L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):

Je ne sais quel journal de Montréal le député de Bagot a cité, mais il ne reflète en rien les déclarations que j'ai pu faire.

### Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 25 novembre courant, sur la motion proposée par le député de Laval (M. Lavoie) dont elle a été saisie vendredi le 11 novembre dernier: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le

discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**M. Lafontaine (Labelle):** Les orateurs ministériels emploient facilement les mots stagnation, immobilisme, etc. contre l'Union nationale. Ils tentent ainsi de démolir à coups de mots l'œuvre magnifique des 16 dernières années accomplie par l'Union nationale dans la province. La province a connu l'immobilisme sous l'ancienne administration libérale, de 1939 à 1944, alors que le premier ministre Adélard Godbout avait eu le douteux honneur d'abandonner nos droits provinciaux. L'immobilisme, c'est également le gouvernement actuel qui l'impose dans la province en matière de chômage.

La population avait hâte de voir ce que le gouvernement libéral ferait pour lutter contre le chômage, mais il ne veut rien faire. Il a refusé la motion de l'opposition<sup>1</sup> pour hâter l'étude de ce problème aigu et, pendant ce temps, il se contente de grandes déclarations. J'ai été étonné de lire une déclaration du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) où il observait qu'en vue de remédier au chômage de l'hiver 1960-1961, le gouvernement a cru préférable de retarder certains chantiers et travaux dont la reprise prochaine procurera du travail à un grand nombre de chômeurs durant l'hiver.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

La reprise des travaux de construction des petits ponts, après l'adoption du budget supplémentaire par l'Assemblée législative et à la Chambre haute, aidera à combattre le chômage.

**M. Lafontaine (Labelle):** Comme illogisme, cette attitude est parfaite. On aggrave le problème du chômage en le déplaçant ainsi d'une saison à l'autre. On retarde des travaux qui auraient pu commencer en été ou en automne, et on les réserve pour régler le chômage saisonnier de l'hiver. En d'autres termes, on crée ou on encourage le chômage d'été ou d'automne, pour soulager celui d'hiver.

Je ne dis pas que c'est facile de résoudre le problème, mais je suis d'avis que, si le gouvernement a une solution à proposer, il devrait le faire sans délai. Il est urgent que le gouvernement, dans ce domaine, mette tout en œuvre. Ces travaux arrêtés ou suspendus par ordre du ministre des Travaux publics n'est pas une façon de remédier à la crise du chômage.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** demande la permission de faire une rectification.

Tous les travaux suspendus ont repris, dit-il, sauf ceux qui concernent des petits ponts, car les crédits budgétaires en ce domaine sont épuisés. Nous espérons que la construction des petits ponts, après l'adoption du budget spécial, aidera à diminuer la plaie du chômage.

**M. Lafontaine (Labelle)** dit ne pas croire que le ministère des Richesses naturelles, dont le gouvernement projette la création, pourra grouper tous les départements ministériels qui s'occupent des ressources naturelles. Le champ d'action de ce ministre sera trop vaste, dit-il.

Il dit qu'il aurait préféré qu'on désigne le futur ministère sous le nom de ministère des Ressources naturelles.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Richesses naturelles est une expression bien française.

**M. Lafontaine (Labelle):** Dans le comté de Labelle, les libéraux font preuve d'un patronage éhonté. Le registraire de Labelle, M. Noël Décosse, a été destitué et remplacé par un organisateur libéral.

Il (M. Lafontaine) reproche au ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Levesque, Bonaventure) la façon dont le garde-chasse Claude Labelle, de Nominique, comté de Labelle, fut révoqué récemment. Les accusations portées contre lui, dit-il, sont partisans. La lettre de révocation était blessante et son signataire ne mérite pas de faire partie de l'administration de la province. Quand on se permet de recourir à de tels procédés, il est inutile de parler en même temps de planification de la chasse et de la pêche. Le ministre a insulté cet homme dans son travail.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) a accordé des contrats à des gens qualifiés... mais pas en construction de routes. Chez nous, je connais un maquignon, un médecin, un boulanger et un électricien qui ont formé des sociétés pour construire des routes et qui ont obtenu des contrats sans demander de soumissions publiques. Le ministre de la Voirie a aussi accordé à un garagiste, à un commis-garagiste et à un médecin formés en compagnie, un contrat de voirie sur la route 35, sans demander encore de soumissions publiques. Un autre contrat de route a été donné, à Mont-Laurier, à un groupe de politiciens libéraux qui avait la distinction de posséder, comme bailleur de fonds, un chemisier-tailleur à sa retraite.

Comment peut-on, après cela, accuser sans scrupule l'adversaire de favoritisme? Ne serait-il pas

temps que ces néophytes politiques regardent un peu autour d'eux? Ne serait-il pas temps qu'ils mesurent un peu plus les accusations qu'ils lancent à tout vent, car il y a grand danger qu'elles leur retombent sur le nez.

**M. Tellier (Montcalm)** dit qu'au temps où il assumait la présidence<sup>2</sup>, les fonctions étaient excessivement difficiles à remplir. Il y avait du côté de l'opposition du temps, dit-il, des apprentis parlementaires qui étaient passés maîtres dans l'art de soulever des points d'ordre et des interruptions.

L'unité qui règne dans l'Union nationale est plus grande que celle qui a pu subsister dans le Parti libéral à la suite de profondes dissensions qui s'aggravent constamment. Sous l'Union nationale, quand il a fallu choisir des chefs, nous n'avons pas été obligés d'aller les chercher à Ottawa. Le premier ministre actuel, M. Jean Lesage, est le quatrième chef du Parti libéral à provenir d'Ottawa<sup>3</sup>. Le parti a éliminé un à un ses anciens chefs. Mais, du côté de l'Union nationale, nous avons eu quatre chefs et ce n'est pas le parti qui les a rejetés un à un. Deux des chefs ont été rappelés par la Providence, tandis que le troisième a démissionné de lui-même.

L'ambition de l'Union nationale, c'est de continuer à travailler dans l'intérêt de la province jusqu'à ce que le peuple, comme en 1944, se rende compte qu'il s'est trompé et nous reporte au pouvoir.

La création de trois nouveaux ministères n'améliorera pas la situation du chômage et ne soulagera pas leur misère. Ce n'était pas à cela que s'attendaient les chômeurs de la province, ni au Conseil d'orientation économique, qui n'est rien de plus qu'un comité d'étude. Il aurait plutôt fallu des mesures positives pour remédier au manque de travail.

Le programme politique du Parti libéral a été qualifié par le chef du parti de grande charte de la province de Québec. Ce fut plutôt la grande chance de remplacer les partisans de l'Union nationale par des amis libéraux dans le service civil.

Les libéraux ont fait beaucoup de bruit lors de la dernière campagne électorale pour l'abolition du patronage. Pourtant, les journaux ont fait grand état des déclarations et promesses du premier ministre et de ses collègues sur leur détermination de mettre fin et de détruire à tout jamais la plaie du patronage. Le premier ministre affirmait que des mesures avaient été prises pour replacer le député dans son véritable rôle de législateur. Plus tard, le premier ministre déclarait que le gouvernement avait définitivement aboli le régime des prébendes et du patronage.

Pendant que ces déclarations ronflantes étaient formulées, la guillotine fonctionnait à pleine capacité, les destitutions étant basées sur des déclarations de ceux qui voulaient prendre la place des "Nationaux".

Au lieu de faire disparaître les patroneux, comme il l'avait promis, le Parti libéral les a remplacés par un comité de patroneux qui fonctionne partout dans la province. Il faut être recommandé par ce comité de patroneux pour participer aux travaux publics ou pour obtenir des postes.

Dans mon comté, peu de temps après l'élection provinciale du 22 juin dernier, il y avait un patroneux libéral à l'œuvre. Il (M. Tellier) donne des exemples de destitutions dans le comté de Montcalm. Un père, dit-il, a été nommé à une position importante. Il a nommé ses deux fils, qui sont avocats, pour travailler à ses côtés, et le troisième, un huissier, signifie les procédures préparées par les trois autres.

Dès le lendemain des élections, les patroneux libéraux ont commencé à recevoir des pots-de-vin. Il rappelle l'affaire Meunier.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** demande au député de Montcalm s'il parle de l'affaire qui est présentement devant les tribunaux. S'il en est ainsi, dit-il, je lui ferais remarquer que c'est le département du procureur général qui a mis la police sur ce cas et qui a demandé de faire enquête. Dans chaque cas où il y a eu des plaintes directes ou dissimulées, nous avons chargé la police de faire enquête.

**M. Tellier (Montcalm):** C'était un fait qu'il y avait du patronage sous l'ancien régime politique de l'Union nationale. Cependant, jamais ce parti n'a eu la prétention de vouloir l'éliminer. Jamais l'Union nationale n'a pris l'engagement formel de l'éliminer systématiquement. Mais les libéraux ont pris cet engagement et le patronage est plus répandu que jamais. Ils ont porté le patronage à un niveau encore inconnu sous l'Union nationale.

Le nouveau régime se moque du peuple et de l'autorité légitimement constituée en ne respectant pas sa promesse d'abolir le patronage et en ne respectant pas la parole donnée ainsi que la signature autorisée de l'ancienne administration de la province de Québec. Le gouvernement refuse d'honorer des contrats accordés avant l'élection de juin dernier. En s'emparant du pouvoir, le Parti libéral a violé les engagements pris antérieurement par l'autorité provinciale avec les entrepreneurs et les a forcés à

réduire leurs estimations au moyen de procédés abusifs. Il n'y a aucun doute que ce refus contribue à donner un mauvais nom à la province de Québec.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Le ministère des Travaux publics n'a résilié que les contrats qui n'avaient pas été signés. Là où des contrats avaient été signés, on a fait le nécessaire pour que les travaux soient terminés à des prix moins élevés. Les seuls contrats qui furent révisés sont ceux dont les termes étaient réellement abusifs et qui ne portaient même pas la signature du ministre.

**M. Tellier (Montcalm):** Le gouvernement n'a pas respecté ses engagements. Les travaux de trois contrats de drainage dans le comté de Montcalm furent interrompus dès le lendemain des élections par le ministère de l'Agriculture, bien qu'il était clair que de tels contrats ne pouvaient pas être annulés, sauf dans le cas où le travail n'a pas été effectué dans les délais prédéterminés.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Les contrats originaux prévoyaient que le gouvernement verserait \$10 pour chaque souche enlevée, tandis que les nouveaux contrats en autorisent un paiement de \$4 la souche.

Il en coûtait \$4,000,000 par année à la province pour faire des cadeaux aux entrepreneurs de l'Union nationale à même les argents votés pour le drainage. Notre but en révisant les contrats n'était pas simplement de changer les entrepreneurs, mais surtout de sauver de l'argent à la province.

Nous avons sauvé jusqu'à 30 % sur tous les contrats que nous avons révisés et la majorité des entrepreneurs ont consenti à présenter des soumissions aux nouveaux taux.

**M. Tellier (Montcalm):** Cette rectification confirme ce que j'ai dit. Je ne conçois pas qu'un gouvernement, composé de plusieurs avocats, n'ait pas respecté les contrats existants, qui avaient été approuvés par des arrêtés en conseil. C'est un triste exemple à donner à la population, c'est un mauvais précédent. Le gouvernement n'a pas respecté l'inviolabilité de la règle du contrat. La décision du gouvernement a laissé plusieurs entrepreneurs dans des positions critiques, particulièrement dans les cas où l'équipement et la machinerie se trouvaient déjà sur place.

Dans plusieurs autres cas, des entrepreneurs ont été forcés de réduire leurs prix, malgré la signature du contrat. Autrement, on leur aurait enlevé

leurs contrats, et ils auraient subi une perte complète. Ils se trouvaient dans l'alternative d'accepter une réduction de prix ou de perdre leur contrat avec tous les dommages que cela comportait pour eux.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Un entrepreneur a patienté 16 ans avant d'être payé pour un contrat qu'il avait effectué en 1944 alors que les libéraux étaient au pouvoir. Quand il a demandé au nouveau gouvernement de l'Union nationale de lui payer le travail qu'il avait accompli, on lui a répondu: "Vous viendrez vous faire payer lorsque vos amis reviendront au pouvoir." Il a été payé ces dernières semaines. Est-ce là ce que l'on appelle le respect des contrats?

**M. Tellier (Montcalm):** La campagne de propagande menée par les libéraux lors des dernières élections a été scandaleuse et hypocrite. Une feuille a circulé particulièrement dans toute la province: *l'Union des Scandales*. Elle attaquait la réputation de membres éminents de l'Union nationale.

La campagne menée contre moi par les libéraux avant et durant la dernière campagne électorale était injustifiée. Le premier ministre m'a attaqué dans Montcalm en disant que j'étais administrateur d'une compagnie, la Lasalle Equipment, qui était en relation d'affaires avec le gouvernement<sup>4</sup>.

L'an dernier, je n'avais pas pu me défendre à cette occasion-là et répondre aux affirmations faites à mon sujet parce que mes fonctions de président me l'interdisaient.

Je n'étais pas propriétaire de LaSalle Equipment. Il (M. Tellier) dit qu'il a contribué à sa formation tout simplement pour lancer son fils dans les affaires. Cette compagnie, dit-il, vendait de l'outillage mécanique. Elle n'en a jamais vendu au gouvernement. Elle était cependant l'agent distributeur d'une marque de pelle mécanique reconnue que possédait le gouvernement. Ce sont des pièces de rechange de cette marque de pelle mécanique qui ont été vendues au gouvernement.

Jusqu'au jour où une loi fut votée à cet effet, mon poste de directeur de cette compagnie n'était pas incompatible avec mon poste d'Orateur de l'Assemblée législative. Ce n'est qu'au cours de la session de l'an dernier, sous l'administration de feu M. Paul Sauvé, alors premier ministre de la province, que le bill 87 fut voté à l'unanimité, selon lequel l'Orateur de la Chambre n'avait plus le droit désormais de détenir un poste à la direction d'une compagnie qui était fournisseur du gouvernement<sup>5</sup>. Ce bill avait été proposé par le procureur général

actuel (l'honorable M. Lapalme), alors chef de l'opposition, et répudiait les attaques dont il (M. Tellier) dit avoir été l'objet.

C'est donc dire que, s'il a fallu faire modifier la loi pour interdire à l'Orateur de la Chambre d'être administrateur d'une compagnie qui fait des affaires avec le gouvernement, cela démontre que, dans le passé, l'Orateur avait le droit d'occuper une telle fonction.

Autrement, une telle modification n'eût pas été nécessaire. On ne se serait pas senti obligé de passer une nouvelle loi pour l'avenir et de modifier ainsi le statut d'Orateur de l'Assemblée législative.

Cela n'a pas empêché le premier ministre de venir m'attaquer à ce sujet dans mon comté aux dernières élections. Et cette accusation a été distribuée de porte en porte partout. Ces accusations, portées par les libéraux à cette occasion, n'ont été qu'une tentative pour essayer de salir l'Union nationale.

Il reproche au gouvernement de ne pas avoir tenu ses engagements, devant la population, d'abolir le patronage. Sous le gouvernement actuel, dit-il, de bons employés de la province ont été destitués pour être remplacés par des amis libéraux qui ont fait activement de la politique en faveur du groupe libéral. C'est regrettable. Le projet de loi que le gouvernement libéral se propose de présenter aux députés, durant la présente session, pour modifier la loi du fonctionnarisme, n'est qu'un moyen d'assurer la stabilité des amis politiques qui ont été embauchés depuis l'élection du 22 juin.

Il cite un article paru dans un journal, au lendemain du congrès de la Fédération libérale du Québec, dans lequel on fait état de la résolution adoptée par le congrès demandant que tous les employés de la province tombent sous la juridiction de la Commission provinciale du service civil, soi-disant pour éviter qu'il y ait du patronage politique, dit-il. On voit que le souci du gouvernement, c'est surtout de placer ses amis et de faire ensuite en sorte qu'on ne puisse pas les déplacer, advenant un changement de régime.

Dans le but de faire croire qu'on veut la disparition du patronage, les libéraux affirment que les députés n'auront plus qu'un rôle législatif et ne pourront intervenir pour obtenir des positions à des amis ou partisans. C'est une fausse théorie que d'affirmer que les députés vont maintenant rester dans leur rôle de législateur et qu'ils n'auront plus à s'occuper d'aider leurs amis politiques. Cette théorie est en contradiction formelle avec le système parlementaire qui veut que le député soit le

mandataire désigné par le peuple parce qu'il connaît ses besoins et ses problèmes. Il peut approfondir les questions et faire les recommandations qui s'imposent. L'idée de restreindre ainsi l'activité du député me paraît inadmissible.

**M. Somerville (Huntingdon):** Au cours des huit années que j'ai été membre de l'Assemblée législative, jamais il n'y a eu de patronage systématique comme celui qui fait rage présentement dans ma circonscription électorale. Depuis que les libéraux sont au pouvoir, les choses ont changé. On voit maintenant du patronage dans le comté.

L'attitude de l'administration actuelle au sujet du patronage est difficile à comprendre. Depuis les élections du 22 juin dernier, tous les employés du ministère de la Voirie dans le comté de Huntingdon ont été mis à pied sans exception. Je pense que la situation est particulièrement sérieuse, dû au fait que ceux qui ont été congédiés avaient de grosses familles, jusqu'à 12 enfants, et n'ont pu trouver d'autres emplois. Ils ont dû vivre de la charité des autorités municipales.

Le gouvernement a mis sur pied dans la circonscription de Huntingdon tout un système de favoritisme politique. Il accorde à des épiciers, sans consulter la population ni les autorités municipales, des permis pour vendre de la bière et des liqueurs alcooliques. Dans la ville de Huntingdon, dont la population s'élève à 3,000 âmes, il n'y avait avant les élections que trois épiciers qui détenaient des permis de vente de bière; mais depuis que les libéraux ont pris le pouvoir, trois autres permis ont été accordés à des organisateurs du Parti libéral.

Le nombre de permis pour la vente de bière dans les épiceries de la ville de Huntingdon a augmenté, passant de trois à huit depuis que le Parti libéral est au pouvoir, bien que les autorités municipales pensaient qu'il y avait assez de débits de bière pour une ville de 3,000 habitants. Nous, les citoyens de Huntingdon, croyons qu'un permis pour chaque tranche de 1,000 citoyens est une bonne chose.

Lorsque l'Union nationale était au pouvoir, je n'ai jamais recommandé l'octroi de permis de bière comme moyen de faire du patronage. Si une personne demandait un permis, le dossier était transmis au conseil municipal. Avec autant de demandes, le conseil municipal avait voté contre l'augmentation du nombre de permis et aucun permis n'avait été délivré.

Pendant les huit années où il a œuvré en tant que député pour Huntingdon, il dit avoir donné l'aide

nécessaire à la population sans égard à leur allégeance politique. Lorsqu'une personne me demandait de l'aide, je ne la questionnais jamais au sujet de son allégeance politique.

Le registraire du comté a été congédié après les élections et il a été remplacé par un partisan libéral. C'est la première fois depuis la Confédération qu'un registraire pour le comté de Huntingdon est congédié pour des raisons de patronage.

Très peu de travaux routiers ont été faits dans le comté de Huntingdon depuis les élections du mois de juin. J'ai communiqué avec le nouveau ministre de la Voirie à ce sujet et il a demandé pour qu'un programme des travaux routiers soit préparé. Ceci a été fait et je sais que le ministre a demandé que les travaux soient menés à terme. Cependant, rien n'a été fait depuis lors.

Il (M. Somerville) recommande aux autorités provinciales la construction d'un pont additionnel dans le chef-lieu de la circonscription, l'exécution des travaux de voirie, ainsi que la nomination d'un ingénieur forestier dans le district comprenant les comtés de Huntingdon, Châteauguay et Beauharnois.

Il suggère que les autres membres de la Chambre basse devraient limiter la durée de leurs discours chacun à 40 minutes, comme lui-même va en donner l'exemple, afin de hâter le travail de l'Assemblée législative. On sait, dit-il, que le Règlement parlementaire accorde, pour parler, une heure à chaque député, à l'exception du chef du gouvernement, du leader de l'opposition, du ministre qui présente une loi ou de l'adversaire qui lui répond<sup>6</sup>.

La limitation à 40 minutes du discours d'un simple député, comme cela se passe à Ottawa, permettrait à la députation d'activer son travail et de raccourcir la session<sup>7</sup>.

**M. Bernatchez (Lotbinière)** remercie ses électeurs de lui avoir donné un quatrième mandat. Le comté de Lotbinière, dit-il, a été la forteresse libérale par excellence dans le district de Québec depuis la Confédération. Si la population traditionnellement libérale lui a donné sa confiance pour la quatrième fois cette année, il y a certainement une raison, dit-il. Cette raison, c'est que l'Union nationale a répondu aux aspirations profondes de la population.

Les orateurs libéraux continuent à répéter en Chambre les mots d'ordre donnés par leurs chefs et leurs organisateurs durant la campagne électorale, principalement que rien n'a été fait depuis 16 ans dans la province de Québec. On n'a qu'à visiter nos comtés les uns après les autres pour se rendre compte

de la fausseté de cette affirmation et de la politique généreuse et clairvoyante de l'Union nationale en faveur de l'agriculteur.

S'il y a un groupement qui a épousé la cause de l'agriculture dans la province de Québec, c'est bien celui des agronomes. Et pourtant, quand les agronomes ont demandé au gouvernement de M. Godbout, lui-même un agronome, de se grouper en association, celui-ci a refusé. En 1937, après l'avènement de l'Union nationale, la Corporation des agronomes prenait naissance. C'est l'Union nationale qui a le plus fait pour l'organisation professionnelle des cultivateurs.

Il évoque les luttes menées par l'Union catholique des cultivateurs depuis 16 ans. Dès 1936, l'Union nationale a reconnu la nécessité d'une organisation professionnelle des cultivateurs et, si cette union de fermiers peut aujourd'hui poursuivre dans le Québec son action bienfaisante, c'est grâce à l'Union nationale, grâce à la collaboration bienveillante du gouvernement qui a été battu le 22 juin.

C'est le gouvernement Duplessis qui a permis à l'Union catholique des cultivateurs de jouer un rôle important dans cette province, qui a permis aux agronomes de se grouper en association professionnelle<sup>8</sup>. L'Union nationale s'est souciée d'encourager la vulgarisation de la doctrine coopérative et a favorisé son rôle bienfaisant pour la classe agricole.

En 1936, on ne comptait que 167 coopératives agricoles dans la province de Québec. Le nombre des membres de celles-ci était de 12,000 avec un chiffre d'affaires global de \$6,000,000. Après trois années d'administration de l'Union nationale, on comptait en 1939, dans la province, 309 coopératives agricoles, groupant 22,000 membres, avec un chiffre d'affaires de \$13,000,000. Puis, en 1958, le nombre des coopératives agricoles atteignait 507, avec des effectifs de 69,000 membres. Leur chiffre d'affaires s'était élevé à \$170,000,000<sup>9</sup>. Tout cela a été réalisé grâce à la collaboration de l'Union nationale.

On viendra maintenant soutenir que l'Union nationale n'a rien fait. Je soutiens au contraire que les réalisations de l'Union nationale peuvent se comparer à celles de n'importe quelle province du Canada.

Les libéraux laissent dormir dans les tiroirs la loi des prêts à court et à moyen termes votée par l'Union nationale alors qu'elle pourrait apporter de nombreux bienfaits aux cultivateurs.

Il insiste sur les bienfaits du crédit agricole. De 1940 à 1945, dit-il, les libéraux n'ont alloué que \$15,000,000 au crédit agricole. Sous l'administration

de l'Union nationale, c'est \$15,000,000 par année qui ont été votés plutôt.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux<sup>10</sup>.

### Reprise de la séance à 8 heures

#### Adresse en réponse au discours du trône

Le débat se poursuit sur l'adresse.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** L'électrification rurale a changé la face de nos campagnes. En 1936, à peine 30 % de nos fermes étaient électrifiées. Aujourd'hui, 97 % des fermes québécoises sont électrifiées grâce aux crédits votés par l'Union nationale, tandis que moins de 90 % le sont en Ontario<sup>11</sup>. L'Union nationale a voté \$35,000,000 pour l'électrification rurale, et ces crédits ont permis de construire 20,936 milles de lignes pour porter les bienfaits de l'électricité à 700,000 clients de 1945 à 1959.

Dans Lotbinière, pas un seul cultivateur n'est privé d'électricité alors qu'en 1945, quatre villages importants du comté n'en avaient pas. Cette amélioration est attribuable à l'Union nationale. De 1945 à 1949, 312 milles de lignes ont été construites pour desservir 2,163 clients de ce comté.

Les faits sont là pour démontrer la sincérité de l'Union nationale dans sa politique d'électrification rurale. Nous avons donné aux cultivateurs québécois l'instrument dont ils avaient besoin pour résoudre leurs problèmes de production agricole.

C'est là la preuve indéniable de l'efficacité de la politique agricole de l'ancien gouvernement. L'attitude des libéraux, qui nient ce progrès, est décevante, inacceptable, incompréhensible et inexcusable. Si, aujourd'hui, nous entendons parler de structures nouvelles, de planisme économique, l'expérience me force à dire que c'est une nouvelle façon pour le gouvernement libéral de répéter les gestes d'autrefois.

Les cultivateurs de la province de Québec ont compris en 1939 ce que signifient les réformes administratives du Parti libéral, qui a saboté la politique agricole de l'Union nationale. La population est en droit de se demander si, sous le voile du planisme et des promesses de réformes de

structures, les libéraux ne s'approprient pas à répéter leur geste de sabotage de 1939 à 1945 en matière d'agriculture.

**M. l'Orateur** avertit le député de Lotbinière (M. Bernatchez) que son temps de parole est écoulé<sup>12</sup>.

**Des députés ministériels** manifestent pour faire taire le député de Lotbinière.

**M. Bernatchez (Lotbinière)** demande quelques moments de répit à l'Orateur.

Il dénonce le patronage honteux qui se pratique dans son comté. Au cours de l'été, dit-il, un patroneux libéral a perçu de l'argent de camionneurs qui charroyaient de la gravelle pour la voirie provinciale. Ce patroneux, un citoyen de Saint-Antoine-de-Tilly, se rendait chaque matin au puits de gravier de Saint-Flavien-de-Lotbinière et collectait 50 cents par jour de tous les camionneurs qui charroyaient de la gravelle. Ce même homme se rendait ensuite tous les jours à l'usine d'asphalte de Saint-Lambert de Lévis, et exigeait 75 cents par jour des camionneurs de Lotbinière<sup>13</sup>...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**<sup>14</sup>: Que le député veuille bien donner immédiatement le nom de celui qu'il accuse, ainsi que la date des faits rapportés. Nous allons ordonner une enquête complète sur cette affaire, tout de suite, demain matin. Nous prendrons ensuite les mesures nécessaires pour punir les coupables si la preuve est faite de leur culpabilité.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** C'est un fait notoire... c'est un fait connu dans le comté de Lotbinière.

**Des députés ministériels:** Donnez des noms<sup>15</sup>!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Si le député de Lotbinière ne peut pas donner des preuves de ce qu'il a dit, ce n'est certainement pas une façon de se conduire en Chambre. Il a lancé des accusations graves et il a refusé, à ma demande, de donner le nom ou les noms de celui ou de ceux qu'il accuse.

Il refuse de nous dire les circonstances de cette affaire. La population de la province sera à même de juger du sérieux de ses accusations.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Je répondrai au premier ministre que la population de Lotbinière a jugé!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**  
Rouville aussi a jugé!

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):**  
Six anciens ministres de l'Union nationale sont venus dans le comté d'Abitibi-Ouest au cours de la dernière campagne électorale. Il (M. Courcy) leur attribue le crédit de sa victoire. Le député de Champlain (M. Bellemare) était du nombre, dit-il...

**M. Bellemare (Champlain)** dit qu'il a des papiers pour prouver qu'il ne s'y est pas rendu.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):**  
Le député de Champlain doit se souvenir quand il a fait ses farces! J'ai une de ses phrases particulièrement. C'est enregistré ici s'il veut l'entendre! Il disait dans la ville de Normetal: "Mon cher Émilien"<sup>16</sup>, ce qui compte en politique, c'est la "swing" du bâton".

(Rires)

**M. Bellemare (Champlain):** C'est mal enregistré. J'ai dit plutôt que ce qui compte, ce n'est pas la pesanteur de la masse, mais la "swing" du manche.

(Rires)

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):**  
Mon adversaire de l'Union nationale avait, lui aussi, appris cela de son frère. Qu'est-ce que cela a produit? Une "swing" de 350 de majorité en faveur du candidat libéral<sup>17</sup>.

(Rires)

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**  
C'est après le discours du député de Champlain.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Et ce n'est pas tout, je regarde et je ne vois plus les autres qui sont aussi venus dans mon comté. Ils ont tous été engloutis dans la "swing".

(Rires)<sup>18</sup>

L'agriculture a périclité depuis quelques années dans la province de Québec. D'après les statistiques, 830,000 personnes vivaient sur des fermes, en 1941, tandis que leur nombre était passé à 765,000, en 1956. Les mêmes statistiques démontrent que la superficie totale des fermes du Québec était de 17,000,000 d'acres, en 1941, et qu'elle était rendue à 15,200,000 acres, en 1956, la superficie des terres défrichées étaient de 9,062,000 acres, en 1941, comparativement à 8,629,000 acres, en 1956.

La politique de colonisation du gouvernement de l'Union nationale a été une faillite. "Décolonisation", "colonisation, chose du passé", telles sont les manchettes publiées dans les journaux pour apprécier la politique de colonisation de l'Union nationale. En juin 1959, à l'occasion d'un congrès de l'Union catholique des cultivateurs, une haute autorité religieuse avait qualifié la colonisation sous l'Union nationale de véritable tragédie humaine. Les colons quittent leur terre parce que le programme d'aide de l'ancien gouvernement de l'Union nationale était insuffisant. Ce programme était un programme de décolonisation.

L'Union nationale réclame à tort la paternité du crédit agricole. Des centaines de colons sont venus me voir à mon bureau et ont réclamé un nouveau système de crédit. Dès cette session, le gouvernement présentera un projet de loi pour donner aux cultivateurs de la province le véritable crédit agricole qui leur rendra les services dont ils ont besoin.

L'Union nationale se glorifie de l'électrification rurale et s'arroge le mérite de l'établissement des coopératives d'électricité. Les progrès qui ont été effectués sont attribuables aux efforts des cultivateurs eux-mêmes, plutôt qu'à l'action de l'Union nationale. Il fait l'éloge des agronomes qui ont travaillé dans les comtés, conseillant les cultivateurs, pendant que les patronneux se vantaient de tout faire. Ce sont les cultivateurs eux-mêmes, dit-il, qui ont souscrit les parts sociales et l'argent nécessaire à la mise sur pied de ces organismes et à leur épanouissement, et qui paient les comptes d'électricité chaque mois.

L'Union nationale s'est toujours parée des mérites des autres. L'Union nationale n'a eu aucun mérite là-dedans.

C'est comme la loi d'amélioration des fermes, votée lors de la dernière session, qui est inapplicable. Pas un seul cultivateur n'a encore pu obtenir un seul sou des banques à la faveur de cette loi. C'était de la poudre aux yeux, avant l'élection du 22 juin. Les cultivateurs ont vu le jeu de l'Union nationale et ils ont donné leur confiance aux libéraux lors de l'élection du 22 juin. C'est le Parti libéral qui va modifier dès cet hiver la loi d'amélioration des fermes, afin que le cultivateur puisse en bénéficier et s'en prévaloir pour emprunter à la banque.

La législation de l'Union nationale, au chapitre de la culture et de la colonisation, était des écrans de fumée. L'ancien gouvernement a présenté à chaque session des lois destinées à aider la colonisation, mais qui sont restées inopérantes. Un certain nombre de bills n'avaient en réalité aucun effet.



Le gouvernement libéral amendera, au cours de la présente session, la loi du crédit agricole, la loi d'amélioration des fermes et autres législations agricoles, pour mieux adapter ces lois aux besoins actuels de l'agriculture québécoise. L'ancien gouvernement a passé des lois dans le seul but de jeter de la poudre aux yeux de la population. C'était de la propagande pure et simple. Mais où allait donc l'argent promis à la colonisation? La voirie, les ponts, tout cela allait bien, mais c'était avec l'argent de la colonisation.

Sous l'Union nationale, on a acheté des graines de semence d'un barbier à huit cents la livre plus cher que le prix du marché. A-t-on pu contredire cette affirmation que les graines de semence se vendaient huit cents la livre trop cher aux colons? Ce n'est pas là une insinuation, mais une accusation.

**M. Talbot (Chicoutimi)** soulève un point d'ordre et de règlement. Ces paroles, dit-il, constituent une accusation contre un membre de la Chambre, soit l'ancien ministre de la Colonisation, le député de Dorchester (M. Bégin). Elles sont contraires aux dispositions de l'article 285 du Règlement et devraient être retirées. Si l'honorable ministre de l'Agriculture et de la Colonisation a une accusation à porter contre un membre de la Chambre, il doit le faire suivant la procédure prévue par le Règlement, soit les dispositions de l'article 196 du Règlement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il s'agit d'une simple accusation contre le gouvernement précédent. Personne n'est visé en particulier.

#### Décisions de l'Orateur:

##### Paroles jugées parlementaires

**M. l'Orateur,** après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que les paroles prononcées par le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable M. Courcy), ne s'adressaient pas à un membre de la Chambre en particulier, mais à un groupe de personnes, et que, dans les circonstances, ces paroles ne sont pas antiparlementaires. L'accusation du ministre était générale, dit-il. Le point d'ordre du député de Chicoutimi (M. Talbot) est rejeté.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Infantilisme politique!

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bédard, Bélanger, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 43.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Guillemette, Hébert, Johnston, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 32.

**Députés pairés:** M. Binette déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Laberge, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote en faveur du maintien de la décision de M. l'Orateur.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur l'adresse.

#### **L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):**

L'an dernier, nous avons posé des questions au *Feuilleton* relativement à un très beau chemin conduisant au très beau lac Malbaie, où il y a de la très belle truite. Le ministre de la Colonisation du temps répondit que cette voie avait coûté \$99,891.34 à son ministère, mais que cette somme avait été partiellement remboursée et payée par les départements de la Chasse et des Terres et Forêts. Or, quand nous avons eu accès aux dossiers, après les élections du 22 juin, nous avons constaté que la déclaration faite il y a un an n'était pas exacte.

Nous avons découvert, en additionnant toutes les sommes dépensées pour le chemin du lac Malbaie, fournies par les mêmes employés qui travaillaient pour l'ancien ministre, que la somme globale des travaux atteint \$235,000, en vertu de divers contrats s'échelonnant de 1956 à 1960<sup>19</sup>.

C'est pour dire comment nous étions informés des affaires de la province sous l'ancien gouvernement. L'ancien ministre de la Colonisation a mal renseigné la Chambre, l'an dernier, quand l'opposition libérale lui a demandé combien avait coûté la construction de la route conduisant au lac Malbaie, dans le parc des Laurentides. Voilà une autre accusation avec preuves à l'appui et non une insinuation<sup>20</sup>.

**M. Bégin (Dorchester):** Le ministre de la Colonisation et de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) a-t-il trouvé dans les dossiers de son département une lettre du ministère de la Chasse et des Pêcheries réclamant la construction de la route en question? J'en ai une copie. La demande date de 1956. Une partie des dépenses de construction a d'ailleurs été remboursée par le département des Terres, une autre partie par celui de la Chasse. Et, tout dernièrement, le nouveau ministre des Terres et Forêts a dit qu'il continuera de construire des routes pour la protection des forêts. La somme de \$235,000 est exagérée. Il y a peut-être eu \$20,000, \$30,000 de plus que les \$99,000, mais c'est tout. Je n'accepte pas la somme globale avancée par le ministre.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** L'ancien ministre de la Colonisation peut trouver cela exagéré. Moi aussi! C'est pourquoi j'ai voulu en parler. Ce sont les chiffres du temps de l'Union nationale, les chiffres des employés de l'ancien ministre de la Colonisation. À l'époque, on parlait bien d'un contrat, mais on oubliait de mentionner les sommes additionnelles qu'on avait déboursées.

**M. Bégin (Dorchester):** Le député d'Abitibi-Ouest peut-il prétendre qu'un seul dollar affecté à la construction de la route a été escamoté? Si l'on peut prouver que la dépense d'un seul dollar a été camouflée, je suis prêt à démissionner immédiatement<sup>21</sup>!

**Des députés ministériels:** Démissionnez! Démissionnez<sup>22</sup>!

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** On connaît ça, ces démissionnages à tout bout de champ! On n'en est plus à une menace de démission près du côté de l'opposition! Il y en a un de votre groupe qui a démissionné réellement, lui!

Le problème n'est pas de savoir s'il y a eu escamotage d'argent, si l'on a pris un cent ou deux cents, mais si l'on s'est servi de l'argent destiné aux colons pour faire un chemin conduisant à un lac pendant que les défricheurs crevaient de faim.

Les députés de l'Union nationale ont fait du patronage avec tout quand ils étaient au pouvoir. Certaines lettres étaient adressées aux cultivateurs et aux patroneux dans les comtés et leur disaient que c'était grâce au député de comté qu'ils avaient obtenu telle ou telle subvention du gouvernement. Dans les lettres officielles, on trouve souvent qu'il faut la recommandation du député de l'Union nationale ou du patroneux.

On envoyait aux députés et aux patroneux la liste des cultivateurs ayant obtenu le crédit agricole, la liste des cultivateurs ayant obtenu des subventions en vertu de telle ou telle loi, la liste des gens bénéficiaires de pensions.

Les chèques, au lieu d'être envoyés directement aux cultivateurs, étaient envoyés au député, avec prière de les faire parvenir aux destinataires.

Il cite une lettre d'un chef de département au député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) dans laquelle on donnait une longue liste de gens qui auraient été recommandés par le député.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Je n'ai recommandé personne.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Je le savais que le député n'a recommandé personne. Ce que je lui reproche, c'est d'avoir laissé croire à ses gens qu'il les avait recommandés pour telle ou telle chose.

Le 16 et le 17 juin, les candidats de l'Union nationale couraient de leur comté à Québec pour obtenir les chèques du ministère de l'Agriculture pour les cultivateurs.

Le gouvernement actuel épargnera au moins \$4,000,000 cette année en demandant des soumissions pour le drainage des terres.

Le gouvernement libéral bâtira l'agriculture au bénéfice de nos cultivateurs et non pas au bénéfice des entrepreneurs de l'Union nationale.

**M. Brousseau (Sherbrooke)** se dit étonné d'entendre, jour après jour, les députés de l'Union nationale vanter les œuvres de leur gouvernement. C'est à se demander, dit-il, si la province de Québec existait avant que l'Union nationale ne prenne le pouvoir, en 1944. À les entendre parler, on serait porté à croire qu'avant 1944, il n'y avait absolument rien dans la province de Québec, que c'était le désert, et que c'est à peine si notre province apparaissait sur la carte du Canada.

Pourtant, il suffit de faire un retour rapide sur le passé pour constater qu'avant eux, il y avait des

administrateurs et des législateurs à Québec, des hommes qui ont laissé une œuvre admirable.

Les députés de l'Union nationale ont fait grand état, en particulier, de la construction de milliers d'écoles dans la province, dans nos paroisses et nos villes. Toutefois, ils ont oublié une chose importante, c'est que l'école, si luxueuse soit-elle, doit attirer et retenir les enfants si elle veut exercer pleinement son rôle de dispensatrice du savoir.

Les chiffres d'un relevé démographique scolaire révèlent une histoire fort décevante à ce sujet. Par exemple, ils indiquent qu'en 10 ans, de 1948-1949 à 1958-1959, 60 % des enfants d'âge scolaire ont quitté l'école après la 10<sup>e</sup> année, tandis que 29 % seulement se sont rendus jusqu'à la 11<sup>e</sup> année. En outre, 49 % des écoliers ont doublé leur classe en 7<sup>e</sup> année. Par comparaison avec nous, l'Ontario voyait 41 % de ses élèves atteindre la 11<sup>e</sup> année en 1958-1959, dernière année des statistiques officielles.

C'est beau de construire des écoles. Mais il eût été encore bien mieux que l'Union nationale prenne les moyens pour y attirer et y garder les enfants en leur faisant aimer la classe.

Les députés de l'opposition se plaignent que les ministériels sont turbulents durant les séances de la Chambre. C'est facile à comprendre pourquoi les députés de l'Union nationale ne sont pas exubérants. De l'autre côté de la Chambre, les députés ont tout perdu de leur enthousiasme par suite du résultat des élections du 22 juin dernier.

C'était tout le contraire au début du règne de l'Union nationale. Il y avait de ce côté-ci de la Chambre tellement de joie et d'exubérance que certains députés turbulents se déchaussaient en Chambre et allaient jusqu'à imiter Khrouchtchev pour applaudir avec leurs souliers. Qu'on n'ait pas de crainte! Pas un député libéral ne se permettra de ces indécences.

Il fait un tableau de la situation économique dans la région de Sherbrooke. L'industrie y est développée et diversifiée avec 45 % d'industrie textile et 26,9 %<sup>23</sup> d'industrie métallurgique. Le tourisme y est particulièrement florissant. Le district a reçu la visite de 50,000 personnes cette année. Si l'on parvenait à doubler la durée du séjour des touristes, on accroîtrait de \$10,000,000 par an les revenus de la population. Il faudrait que le secrétariat de la province intensifie sa publicité touristique en faveur de Sherbrooke.

Sherbrooke, avec sa situation géographique exceptionnelle, l'esprit d'initiative de ses chefs d'industrie, la main-d'œuvre importante de la région

et le dynamisme de sa population en général, a de remarquables possibilités. La réalisation d'une autoroute Montréal-Sherbrooke devait être pour bientôt. L'exécution du projet permettrait l'industrialisation encore plus poussée de la région. Il (M. Brousseau) remercie l'honorable premier ministre de ses promesses à ce sujet.

Par contre, dit-il, les cultivateurs de la région de Sherbrooke sont dans une situation pitoyable, à cause de l'incurie de l'Union nationale dans ce domaine. Le président de l'Union catholique des cultivateurs<sup>24</sup> a déclaré à juste titre que "l'agriculture est dans le marasme".

Pour régénérer l'agriculture des environs de la reine des Cantons-de-l'Est, il faudrait spécialiser la culture et la production. Les nouvelles politiques agricoles libérales réussiront à rétablir la prospérité dans ce secteur de notre économie, et la politique sociale des libéraux ramènera la prospérité dans les foyers.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Si le Parti libéral avait réellement aimé les cultivateurs, il aurait confié le ministère de l'Agriculture à un cultivateur. C'est l'Union nationale qui a donné à l'agriculture ce qu'elle devait avoir depuis longtemps.

La diminution du nombre des fermes sous l'Union nationale est due à l'industrialisation. Elle n'a pas eu d'effets sur le rendement global des fermes québécoises car, si le nombre des fermes a diminué, le rendement global de l'agriculture s'est accru. Selon les statistiques officielles, la valeur nette de la production agricole était de \$190,526,000 en 1944. Elle est passée à \$246,830,000 en 1960. Le revenu des cultivateurs est passé de \$213,791,000 en 1944 à \$420,938,000 en 1960.

C'est avec cette augmentation de revenus que les cultivateurs ont pu s'acheter des récepteurs de télévision pour voir le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier)<sup>25</sup>.

(Rires)

Les libéraux ont arrêté la construction de la nouvelle école agronomique d'Oka commencée sous l'Union nationale. L'Union nationale a construit 18 nouvelles écoles d'agriculture depuis 1936. L'Union nationale avait voté \$1,000,000 pour la construction de l'école d'Oka. Les libéraux ont arrêté les travaux au lendemain des élections, quand on avait déjà dépensé \$400,000 à \$500,000. Ils veulent sans doute envoyer l'école dans une autre région, là où ils pourront faire du patronage. La suspension des travaux à l'école d'Oka indique la force du patronage.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):**

Le contrat avait été accordé sans aucune sorte de soumission. Le gouvernement attend les recommandations du comité récemment formé pour étudier les problèmes de l'enseignement agricole et agronomique. Le gouvernement veut bâtir sur quelque chose de solide. Les recommandations du comité me seront soumises d'ici le 1<sup>er</sup> juin prochain.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie)** vante les bienfaits du crédit agricole. Le Parti libéral, dit-il, a saboté cette législation en ne voulant pas appliquer la loi des prêts à court et moyen termes, votée par l'Union nationale pour venir en aide aux cultivateurs. Cette loi rencontrait les besoins nouveaux de la classe agricole.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Cette législation, adoptée à la dernière session, ne fut pas appliquée parce qu'elle n'était pas applicable. Il promet que dès la présente session, un projet de loi sera inscrit au *Feuilleton* de la Chambre et soumis aux députés pour remédier à cette situation.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie)** parle des réalisations de l'Union nationale: l'électrification rurale et le drainage des terres que les cultivateurs demandaient depuis 40 ans.

À l'époque où les libéraux étaient au pouvoir, les vaches laitières produisaient 2,000 livres de lait par année.

(Rires)

Aujourd'hui, cette production est montée à 6,000 ou 7,000 livres. Le cheptel des cultivateurs a non seulement doublé, mais triplé. Les agriculteurs possèdent trois fois plus de machinerie qu'en 1944 pour leur permettre d'améliorer leurs terres.

La dernière session, qui fut qualifiée de "session de l'éducation", aurait pu être appelée aussi la "session de l'agriculture". Les lois adoptées ont mis \$62,000,000 à la disposition des cultivateurs.

Après toutes ses initiatives, après avoir doté Montréal d'un grand marché régional, l'Union nationale s'appropriait à donner une autre mesure importante pour les cultivateurs. L'ancien gouvernement projetait, pour la présente session, de soumettre une loi qui aurait mis à la disposition des cultivateurs un organisme susceptible de les aider à écouler leurs produits maraîchers et laitiers dans toutes les parties de la province. Le nouveau gouvernement devrait donner suite à ce projet et aider maintenant les cultivateurs à écouler leurs produits sur les marchés de la province.

Il se dit en faveur de la distribution des chèques d'octrois ou autres émis par le gouvernement. C'est une chose qui devrait exister, dit-il. Il dit qu'il a personnellement distribué des chèques d'aide gouvernementale aux cultivateurs dans son comté lorsque l'Union nationale était au pouvoir, mais que ce n'était pas du patronage, car il n'a pas fait de politique lors de la distribution de ces chèques<sup>26</sup>.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):**

Ces contributions du gouvernement pour l'achat de fertilisants ont été données sous forme de chèque juste avant l'élection du 22 juin dernier.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Il est naturel que le député élu soit l'intermédiaire entre le gouvernement et la population. Et quelle différence y a-t-il même si le chèque a été remis au vendeur de fertilisants plutôt qu'à l'acheteur?

Le gouvernement libéral tente de donner des leçons aux députés de l'Union nationale, alors même que le Parti libéral a fait fonctionner une infernale machine électorale dans le comté de Napierville-Laprairie au cours de la dernière campagne électorale. Les libéraux ont eu recours à des tactiques frauduleuses dans mon comté lors des dernières élections.

Il exhibe des photostats de reçus signés par des gens qui ont reçu de l'organisation libérale des billets de \$5 à \$100. Il déclare qu'il avait en sa possession 65 reçus de ce genre, ce qui prouve, dit-il, que le système était bien organisé.

De l'argent a été distribué pour tenter d'acheter des votes. Le Parti libéral avait préparé une liste de gens dont les noms pouvaient servir à faire passer des télégraphes, plus d'une fois.

Mes adversaires avaient même des listes d'électeurs, préparées en 1959, dans le but de faire voter des gens sous un autre nom. On avait organisé un système de fiches à cet effet. Il en donne la lecture. Cette fiche renfermait le nom d'un électeur avec la mention "très Union nationale" et le commentaire "bon pour un piton".

(Rires)<sup>27</sup>

**Des députés de l'opposition:** Honte! Honte!

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Dans le comté de Napierville-Laprairie, sur 215 personnes qui travaillaient pour la voirie, les travaux publics et la Commission des liqueurs ou autres services, 200 furent mises à pied. Là-dessus, 25 % s'étaient occupées de politique. Les autres n'y avaient rien eu à voir.

Il s'élève aussi contre l'augmentation des permis de vente de liqueurs.

Dans mon comté, dit-il, le ministère de la Voirie actuel a accordé le contrat pour l'entretien d'une route d'hiver à un organisateur politique de mon adversaire qui ne possède aucun d'outillage, pas même un petit tracteur. Celui-ci a passé le contrat à un autre, mais il a quand même exigé un salaire. Et l'on viendra dire qu'il n'y a plus de patronage! Qu'on soit donc sérieux<sup>28</sup>!

**Des voix** réclament le vote pour faire adopter l'adresse en réponse au discours du trône.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** se lève pour demander le vote<sup>29</sup>.

**M. Bélanger (Saguenay)** se lève pour prendre la parole, mais se ravise pour que l'adresse soit adoptée<sup>30</sup>.

**M. Ducharme (Laviolette)** se lève et manifeste son intention de parler sur l'adresse en réponse au discours du trône<sup>31</sup>.

Il propose, appuyé par le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. Voir la séance du 18 novembre 1960.

2. M. Tellier est Orateur de l'Assemblée législative du 15 décembre 1955 au 20 septembre 1960. Auparavant, il est Orateur suppléant du 13 février 1945 au 15 décembre 1955.

3. En ce qui concerne les trois autres chefs du Parti libéral provenant de la Chambre des communes, M. Tellier fait probablement référence à MM. Georges-

Émile Lapalme, Louis-Alexandre Taschereau et Honoré Mercier.

4. Cette affaire débute le 27 septembre 1959, lorsque M. Lesage, qui ne siège pas à l'Assemblée législative à ce moment, accuse l'Orateur de la Chambre (M. Tellier) d'être directeur d'une compagnie faisant affaire avec le gouvernement et réclame sa démission. M. Lesage dit alors que M. Tellier est directeur de la compagnie LaSalle Equipment Inc., qui aurait vendu, depuis 1952, des pelles mécaniques au gouvernement de la province pour la somme de \$102,833. Le 11 novembre 1959, M. Tellier cède tous ses intérêts dans la compagnie et déclare qu'elle n'avait vendu aucune pelle mécanique au gouvernement, mais des pièces de rechange dont elle était la seule dépositaire. Voir *Le Soleil* du 11 novembre 1959, à la page 1, *La Presse* du 1<sup>er</sup> décembre 1959, à la page 16, et *The Montreal Daily Star* du 3 décembre 1959, à la page 1.

5. Sanctionnée le 18 décembre 1959, la loi concernant l'Orateur de l'Assemblée législative spécifie, à l'alinéa 43, que "l'Orateur de l'Assemblée législative ne peut être directeur ou administrateur d'une corporation de caractère commercial, industriel ou financier, si ladite corporation fait des affaires avec le gouvernement de la province de Québec, directement ou indirectement ou encore verse ou peut être appelée à verser des impôts en vertu de la loi de l'impôt sur les corporations".

6. Pour une présentation du Règlement, voir la séance du 17 novembre 1960, note 6.

7. *La Presse* du 30 novembre 1960, à la page 35, note que "la suggestion de M. Somerville a défrayé maintes conversations dans les couloirs du parlement entre les séances de l'après-midi et du soir".

8. M. Bernatchez est lui-même agronome.

9. *Le Soleil* du 30 novembre 1960, à la page 19, rapporte des chiffres différents: "En 1960, les coopératives sont au nombre de 507. Elles groupent 60,000 membres avec un chiffre d'affaires de \$170,000,000."

10. Nous ne possédons pas d'informations précises sur le moment où survient la suspension de la séance, mais *Le Nouvelliste* du 30 novembre 1960, à la page 1, indique que c'est pendant le discours de M. Bernatchez.

11. Selon *Le Soleil* du 30 novembre 1960, à la page 19, cette proportion de 85 %.
12. Selon *Le Nouvelliste* du 30 novembre 1960, à la page 1, "il y avait déjà quelques minutes qu'il (M. Bernatchez) avait été averti par l'Orateur de la Chambre que son temps était écoulé et que les députés ministériels voulaient le faire taire".
13. Selon *Le Temps* du 8 décembre 1960, à la page 2, M. Bernatchez aurait aussi prononcé les paroles suivantes:  
"Naturellement, la sangsue opère sous la direction des patroneux libéraux du comté. Sa mission est d'exercer un contrôle sur la couleur politique des camions et de faire rendre à leurs propriétaires le tribut dû aux césars du patronage dans le comté. Il occupe d'ailleurs un poste de commande dans l'organisation du Parti libéral. Il a été un des plus proches lieutenants de M. J.-Art. Courteau, candidat libéral de Lotbinière aux élections provinciales du 22 juin, qui a été lui-même généreusement servi par le patronage en chef, Jean Lesage, par sa nomination au poste de président de l'Office du crédit agricole." Étant donné la suite du débat et le fait que ces phrases soient absentes des autres journaux, tels *La Presse*, *Le Soleil*, *Le Montréal-Matin* et *Le Nouvelliste*, il nous paraît plutôt improbable que M. Bernatchez ait prononcé ces paroles.
14. *Le Soleil* du 30 novembre 1960, aux pages 1 et 22, rapporte que "M. Bernatchez avait à peine prononcé ses dernières paroles que le premier ministre était debout".
15. *Le Nouvelliste* du 30 novembre 1960, à la page 1, écrit que les cris des députés ministériels couvrent la voix de M. Bernatchez.
16. Il s'agit de M. Émilien Bégin, candidat de l'Union nationale défait dans Abitibi-Ouest par M. Courcy par 666 voix de majorité.
17. Selon *Le Soleil* du 30 novembre 1960, à la page 39, la "swing" est plutôt de 330 voix.
18. *Le Nouvelliste* du 30 novembre 1960, à la page 14, écrit que "la députation s'est bien amusée des réparties échangées".
19. Selon *Le Nouvelliste* du 30 novembre 1960, à la page 1, les contrats s'échelonnent de 1958 à 1960.
20. *La Presse* du 30 novembre 1960, à la page 64, remarque que "ce disant, M. Courcy jette un regard de défi du côté de l'opposition".
21. Avec la prononciation de ces paroles, *La Presse* du 30 novembre 1960, à la page 64, écrit que "la température a immédiatement grimpé dans la Chambre basse".
22. *La Presse* du 30 novembre 1960, à la page 64, écrit que ces voix couvrent celle de l'ancien ministre de la Colonisation.
23. Selon *Le Soleil* du 30 novembre 1960, à la page 39, le pourcentage serait de 29 %.
24. Le président de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) est alors Jean-Baptiste Lemoyne, président de 1954 à 1962.
25. Selon *Le Montréal-Matin* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 8, cette affirmation est lancée avec une pointe d'ironie.
26. *La Tribune* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 13, note que M. Riendeau répond ici à M. Courcy "qui avait précédemment condamné cette pratique comme étant du patronage".
27. *Le Montréal-Matin* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 14, écrit que "le député de Napierville-Laprairie a déridé toute la Chambre en donnant lecture de ces fiches".
28. Selon *The Montreal Daily Star* du 30 novembre 1960, à la page 37, M. Riendeau termine son discours peu avant 11 heures.
29. Selon *The Montreal Daily Star* du 30 novembre 1960, à la page 37: "Puisque personne ne se levait pour continuer le débat, le premier ministre appella le vote."
30. *Le Soleil* du 30 novembre 1960, à la page 15, ajoute que "le premier ministre lui fit signe de reprendre son siège", bien que, selon *The Montreal Daily Star* du 30 novembre 1960, à la page 37, M. Tremblay s'était levé son discours écrit en main. Mais il aurait oublié d'en aviser sa formation politique.
31. *Le Soleil* du 30 novembre 1960, à la page 15, rapporte que M. Ducharme "se leva à son tour pour

proposer l'ajournement du débat. Il n'était pas encore 11 heures toutefois. Il y eut un moment d'hésitation en Chambre, mais M. Ducharme prit la parole. Il n'eut toutefois que tout juste le temps". Selon *The Montreal Daily Star* du 30 novembre 1960, à la page 37, "si des députés ne s'étaient pas levés, le discours du trône aurait été adopté".





Séance du mercredi 30 novembre 1960

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Décorateurs-ensemblers**

**M. Lavoie (Laval)** propose, appuyé par le député de Portneuf (M. Laroche), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Société des décorateurs-ensemblers du Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- de pour lui permettre de présenter la pétition de la Société des décorateurs-ensemblers du Québec.

**Mobbs & Lewis (Canada), Ltd.**

**M. Roy (Lévis)** propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. Plante), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation municipale et les commissaires d'écoles de Notre-Dame-du-Lac, dans le comté de Témiscouata, demandant l'adoption d'une loi concernant l'évaluation des immeubles de la compagnie Mobbs & Lewis (Canada), Ltd., et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- de la corporation municipale et les commissaires d'écoles de Notre-Dame-du-Lac, dans le comté de Témiscouata, demandant l'adoption d'une loi concernant l'évaluation des immeubles de la compagnie Mobbs & Lewis (Canada), Ltd.

**Commissions scolaires  
d'Asbestos, Danville, Richmond**

**M. Lemieux (Wolfe)** propose, appuyé par le député de Sherbrooke (M. Brousseau), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Charte  
de Verdun**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le député de Brome (M. Brown), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

**Charte  
d'Anjou**

**M. Meunier (Bourget)** propose, appuyé par le député de Laval (M. Lavoie), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- de Ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

**Rapports des comités permanents:**

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 139 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre M. Nicolai Nasadiuk à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 184 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Mara Ingeborg Käthe Eugénie Neumann Pütsep à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 186 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Margaret June Bartlett, épouse séparée de biens de Vincent-Joseph Gagnon, à l'exercice de la profession d'avocat.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 140 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph Selter à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc, et du bill 155 concernant les commissaires d'écoles de Grand'Mère et Consolidated Paper Corporation, Ltd. et The Shawinigan Water and Power Co. ont déclaré qu'ils désiraient les retirer, et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

**Projets de loi:****Nicolai Nasadiuk**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre M. Nicolai Nasadiuk à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 139 sans l'amender.

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Mara I. K. E. Neumann Pütsep**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 184 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Mara Ingeborg Käthe Eugénie Neumann Pütsep à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 184 sans l'amender.

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Margaret June Bartlett**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 186 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Margaret June Bartlett, épouse séparée de biens de Vincent-Joseph Gagnon, à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 186 sans l'amender.

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Joseph Sectar**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph Sectar à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 140 sans l'amender.

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Rapports des comités permanents:**

**M. Dionne (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Ben Sorisky, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Harper;

- de la ville de L'Abord-à-Plouffe, de la ville de Renaud et de la cité de Saint-Martin, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de la cité de Laval;

- de Gilles Berthiaume et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu l'honorable Trefflé Berthiaume;

- de Le Monastère des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, demandant l'adoption d'une loi annulant son incorporation actuelle et le constituant en corporation sous le nom des Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec;

- de la Société des techniciens en rayons X de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'incorporer la Société des techniciens en radiologie médicale du Québec;

- de The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children,

demandant l'adoption d'une loi les consolidant en une seule corporation et pour d'autres fins;

- de Léo Perron *et uxore*, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption et le changement de nom de Louis-Fernand Saint-Cœur;

- de Gérard Bolduc, demandant l'adoption d'une loi donnant effet au testament de feu Alfred Bolduc;

- de Joseph-François Séraphin Romain Duchesneau, demandant l'adoption d'une loi changeant son prénom de Romain en celui de Raymond;

- de la communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de l'Hôtel-Dieu de Québec;

- de la Fraternité des propriétaires de taxis de Montréal, demandant l'adoption d'une loi régissant la taxe sur les propriétaires de taxis de l'île de Montréal;

- de la corporation de l'Île Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Projets de loi:****Romain Duchesneau**

**M. Lechasseur (Verchères)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 changeant le prénom de Romain Duchesneau en celui de Raymond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession Trefflé Berthiaume**

**M. Lechasseur (Verchères)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxi dans l'île de Montréal**

**M. Lavoie (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 concernant le service des taxis dans l'île de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Chomedey**

**M. Lavoie (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 constituant en corporation la cité Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Corporation interurbaine  
de l'Île-Jésus**

**M. Lavoie (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 modifiant la charte de la corporation interurbaine de l'Île-Jésus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Testament  
de Alfred Bolduc**

**M. Jourdain (Gaspé-Nord)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 concernant le testament de Alfred Bolduc permettant le transfert des actions de la Compagnie Bolduc & Fils, inc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôtel-Dieu  
de Québec**

**M. Cloutier (Québec-Centre)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 concernant l'Hôtel-Dieu de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Chanoinesses hospitalières Saint-Augustin  
de l'Hôtel-Dieu de Québec**

**M. Cloutier (Québec-Centre)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 constituant en corporation Les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adoption de  
Louis-Fernand Saint-Cœur**

**M. Bélanger (Saguenay)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 160 concernant l'adoption et le changement de nom de Louis-Fernand Saint-Cœur.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Techniciens  
en radiologie**

**M. Bélanger (Saguenay)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 177 constituant en corporation la Société des techniciens en radiologie médicale du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Mackay Center for Deaf  
and Crippled Children**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 182 fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montréal, sous le nom de Mackay Center for Deaf and Crippled Children.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Ben Sorisky**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 185 changeant le nom de Ben Sorisky en celui de Ben Harper.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:****Commission du service civil,  
Rapport 1959-1960**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel de la Commission du service civil de la province de Québec, pour l'année fiscale 1959-1960. (Document de la session no 50)

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 29 novembre courant, sur la motion proposée par le député de Laval (M. Lavoie) dont elle a été saisie vendredi le 11 novembre dernier: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**M. Ducharme (Laviolette)**<sup>1</sup> fait une revue des œuvres de l'Union nationale dans maints domaines.

Il dit que lorsqu'il était à la droite de l'Orateur de la Chambre, il n'a jamais demandé la destitution de fonctionnaires de la province. J'ai toujours compris, dit-il, que mon mandat de député m'imposait le devoir de rendre service à tous et non seulement à mes amis.

Sous l'Union nationale, la guillotine n'a pas fonctionné dans Lavolette. Je n'ai jamais interféré avec les candidats du Parti libéral lorsque l'Union nationale a pris le pouvoir en 1936. Et il me semble que cette attitude que j'ai maintenue pendant que mon parti était au pouvoir me justifie de demander aux libéraux de faire comme moi et de ne pas destituer des employés, même si certains se sont mêlés à la politique.

Le gouvernement libéral n'est pas à la hauteur de son mandat populaire. La guillotine fonctionne dans le service civil provincial depuis les dernières élections, ce qui est déplorable. Des employés civils demeurant dans Lavolette ont été limogés depuis l'élection du 22 juin.

Il nomme des employés haut placés de son comté qui ont perdu leur emploi. Il dit qu'ils n'avaient pas participé à la campagne électorale.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** La Commission du service civil n'accepte jamais les accusations portées contre des employés du gouvernement sans en avertir les intéressés et sans les inviter à se défendre dans les 10 jours qui suivent la réception de l'avis de la Commission. À ma connaissance personnelle, la Commission du service civil a renvoyé les plaintes et gardé les employés concernés à l'emploi du gouvernement. Encore hier, un officier de la police provinciale a été réintégré, parce que la preuve ne justifiait pas un renvoi.

**M. Talbot (Chicoutimi)** dit avoir fait parvenir à la Commission des dossiers complets à l'encontre d'accusations portées contre des employés et que cette démarche n'a rien donné.

**M. Ducharme (Lavolette)** cite un autre cas de destitution.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** L'employé remercié de ses services a été nommé par une lettre signée par le député de Lavolette, alors candidat à l'élection du 22 juin, comme étant son organisateur dans une paroisse du comté. La loi du service civil est claire. Il n'y a pas de doute qu'un employé qui accepte une telle nomination s'expose grandement à être renvoyé du service civil.

**M. Ducharme (Lavolette):** Le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) devrait doter la ville de La Tuque d'un local convenable pour loger plus adéquatement son École des arts et métiers. Des démarches avaient été faites à ce sujet auprès de l'ancienne administration, auprès de l'ancien ministre de la Jeunesse (M. Bertrand).

L'École d'arts et métiers de La Tuque ne dispose pas, actuellement, d'un immeuble adapté à ses besoins. Les cours se donnent dans une école de la Commission des écoles catholiques de La Tuque et celle-ci réclame ses locaux parce qu'elle doit aménager de nouvelles classes. Elle en a avisé le ministère de la Jeunesse, le député de Missisquoi (M. Bertrand).

Une industrie de La Tuque, la compagnie Cosmos Underwear, qui fabrique des sous-vêtements, serait désireuse de vendre son immeuble parce qu'elle fonctionne actuellement à perte. Il s'agit d'un plain-pied d'une superficie de 25,000 pi<sup>2</sup>, bien éclairé. Il y a aussi un terrain de 460 pieds par 400. La compagnie vendrait au prix de \$165,000.

La province pourrait acquérir cette propriété. C'est une aubaine et une occasion unique de loger convenablement l'École d'arts et métiers de La Tuque. Les locaux seraient parfaits pour l'école. Le sous-ministre Gustave Poisson a en main un dossier complet de l'affaire<sup>2</sup>.

Il réclame la réalisation du projet d'un centre d'accueil pour personnes âgées à Saint-Tite, projet qui lui est cher. Ce projet remonte à quatre ou cinq ans, dit-il. Feu Maurice Duplessis et feu Paul Sauvé avaient donné leur assentiment au projet et pris les premières mesures nécessaires pour son exécution. On obtint les services des Filles de Saint-François-d'Assise, et un contrat en bonne et due forme a même été signé pour la réalisation du projet l'an dernier. Il n'y eut pas de soumission parce qu'il ne s'agissait pas d'un contrat à forfait. L'entrepreneur agissait comme agent du gouvernement, sous la surveillance d'un inspecteur du gouvernement et de l'architecte. Les travaux ont débuté et une somme de \$150,000 a été dépensée à date.

Mais tout à coup, au mois de septembre, l'entrepreneur reçut avis de suspendre les travaux. Tout se passait normalement. Le seul bénéfice assuré de l'entrepreneur était une commission de 7 %. On ne viendra pas me dire que c'était exagéré, surtout si l'on considère qu'il était responsable de tout et risquait même de tout perdre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Ça n'a pas dû le déranger beaucoup s'il perdait de l'argent.

**M. Ducharme (Laviolette):** Il est étonnant que mon adversaire libéral aux dernières élections, le maire de Grand'Mère, M. Joseph-Alfred Therrien, ait déclaré, au cours d'une conférence de presse, que les travaux seraient repris bientôt et qu'il en avait reçu l'assurance du ministre du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance).

Il y a du patronage là-dedans. Le gouvernement veut faire du patronage avec la suspension des travaux au centre d'accueil pour vieillards de Saint-Tite.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Les remarques du député de Laviolette ne sont pas de nature à hâter la reprise des travaux. Le contrat en question fut accordé quelques jours avant les élections. Les plans et devis n'étaient même pas complets. C'est un autre exemple de l'anarchie qui régnait sous l'Union nationale.

**M. Talbot (Chicoutimi):** L'intervention du ministre du Bien-être social prive le député de Laviolette de son droit de parole.

**M. Ducharme (Laviolette)** demande qu'il n'y ait pas de patronage en cette affaire et que les travaux soient repris incessamment.

Lorsqu'ils accusent l'Union nationale de n'avoir rien fait, les libéraux, dit-il, oublient le nombre imposant de ministères créés par feu M. Maurice Duplessis. Il cite en exemple le ministère de la Santé, créé en vue de remplacer le Service d'hygiène qui relevait du secrétariat d'État. Il mentionne les ministères de l'Industrie et du Commerce, des Communications et Transports, des Ressources hydrauliques et du Bien-être social et de la Jeunesse. Ce dernier portefeuille, dit-il, a pris une importance telle que les libéraux en ont fait deux ministères.

L'Union nationale a travaillé à refranciser la province de Québec. Il rappelle le changement de nom de Spencer Wood, la résidence du lieutenant-gouverneur, pour celui de Bois-de-Coulonge.

Il dit louer l'œuvre patriotique, le geste extraordinaire de survivance, de Maurice Duplessis d'avoir donné à la province un drapeau véritablement distinctif. Nous sommes fiers de ce drapeau et la population du Québec saura un jour reconnaître ses véritables serviteurs.

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose l'adoption de l'adresse.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** approuve la motion<sup>3</sup>.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte<sup>4</sup>.

## Directives de l'Orateur:

### Durée et restrictions du droit de parole (article 265)

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose que:

Attendu qu'à la séance de l'Assemblée législative du mardi 22 novembre 1960, M. l'Orateur de l'Assemblée législative, avant de passer aux affaires du jour, alors qu'il n'y avait devant lui aucune question de litige, s'est levé pour faire la déclaration suivante:

"Sauf quelques exceptions qu'il énumère, l'article 265 du Règlement décrète que nul discours ne doit durer plus d'une heure.

"L'on m'informe que, depuis quelques années, l'usage a été de compter comme faisant partie de cette heure allouée par l'article 265 le temps employé par la Chambre pour la discussion de points d'ordre, de règlement ou de privilège et par les décisions de l'Orateur et les votes qui s'ensuivent.

"Je n'entends pas me départir de cette manière de faire lorsque le député qui a la parole aura lui-même été la cause d'une violation de l'ordre ou du Règlement et que le point d'ordre ou de règlement soulevé par un autre député à cette occasion aura été maintenu par l'Orateur. Mais si le point d'ordre ou de règlement ainsi soulevé est rejeté, et dans tous les autres cas où des points d'ordre, de règlement ou de privilège sont soulevés, quel que soit le résultat de la décision de l'Orateur, j'estime qu'il ne serait pas juste ni dans l'esprit du Règlement de priver le député qui a la parole d'une partie de l'heure qui lui est allouée; le temps employé par la Chambre pour disposer du point qui aura alors été soulevé ne sera donc plus à l'avenir compté comme faisant partie du temps prévu par l'article 265 du Règlement.

"Pour éviter tout malentendu et pour que tous les membres de cette Chambre puissent prendre une entière connaissance des présentes directives, je demande au greffier de les consigner au procès-verbal de la présente séance."

Attendu que cette déclaration a été inscrite aux *Procès-verbaux de l'Assemblée législative* pour cette séance du mardi 22 novembre 1960;

Attendu que cette déclaration de M. l'Orateur va à l'encontre du Règlement de l'Assemblée législative, adopté par cette Chambre le 8 mai 1941;

Attendu que le Règlement de l'Assemblée législative et, particulièrement, l'article 265 dudit Règlement sont clairs;

Attendu que la déclaration faite par M. l'Orateur à la séance du 22 novembre 1960 va aussi à l'encontre d'une pratique habituelle et constante de cette Chambre en ce qui regarde l'application de l'article 265 du Règlement et que la déclaration de M. l'Orateur le reconnaît;

Attendu que, depuis le début de cette session, M. l'Orateur lui-même a donné à l'article 265 une interprétation conforme au Règlement et à la pratique habituelle et constante de cette Chambre et, tout particulièrement, lors de la décision qu'il a rendue à la séance du jeudi 17 novembre 1960, et qu'en conséquence la déclaration qu'il a faite à la séance du 22 novembre 1960 contredit les décisions qu'il a lui-même rendues;

Attendu que la déclaration de M. l'Orateur faite à la séance du 22 novembre 1960, et consignée aux *Procès-verbaux* de ladite séance, est exorbitante des pouvoirs de l'Orateur et contraire aux attributions que lui donne le Règlement;

Attendu qu'il appartient à la Chambre et non pas à l'Orateur de changer, de modifier ou de suspendre la procédure de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Il est résolu:

Que la déclaration faite par M. l'Orateur, de son propre mouvement, avant que les affaires du jour ne fussent appelées et alors qu'il n'y avait devant lui aucune question pendante, relatée ainsi qu'il suit aux *Procès-verbaux de l'Assemblée législative* de la province de Québec pour la séance du 22 novembre 1960:

"Sauf quelques exceptions qu'il énumère, l'article 265 du Règlement décrète que nul discours ne doit durer plus d'une heure.

"L'on m'informe que, depuis quelques années, l'usage a été de compter comme faisant partie de cette heure allouée par l'article 265 le temps employé par la Chambre pour la discussion de points d'ordre, de règlement ou de privilège et par les décisions de l'Orateur et les votes qui s'ensuivent.

"Je n'entends pas me départir de cette manière de faire lorsque le député qui a la parole aura lui-même été la cause d'une violation de l'ordre ou du Règlement et que le point d'ordre ou de règlement soulevé par un autre député à cette occasion aura été maintenu par l'Orateur. Mais si le point d'ordre ou de règlement ainsi soulevé est rejeté, et dans tous les autres cas où des points d'ordre, de règlement ou de privilège sont soulevés, quel que soit le résultat de la

décision de l'Orateur, j'estime qu'il ne serait pas juste ni dans l'esprit du Règlement de priver le député qui a la parole d'une partie de l'heure qui lui est allouée; le temps employé par la Chambre pour disposer du point qui aura alors été soulevé ne sera donc plus à l'avenir compté comme faisant partie du temps prévu par l'article 265 du Règlement.

"Pour éviter tout malentendu et pour que tous les membres de cette Chambre puissent prendre une entière connaissance des présentes directives, je demande au greffier de les consigner au procès-verbal de la présente séance."

soit déclarée nulle, de nul effet et non avenue et ne relevant pas des pouvoirs de l'Orateur.

Il s'agit, dit-il (M. Talbot) d'une question extrêmement importante de droit parlementaire, soulevée en toute impartialité en tant que député et qui ne met nullement en cause la personnalité de l'Orateur de la Chambre. Dans le passé, des motions semblables furent adoptées à l'unanimité lorsqu'elles étaient d'intérêt général.

Il est regrettable, dit-il, que des journaux, pourtant représentés par des journalistes d'expérience, aient dit que cette motion s'attaquait à une décision de l'Orateur. Il n'y a pas eu de décision, parce qu'aucun litige n'était soulevé, de la même façon qu'il n'y a pas de jugement quand il n'y a pas de procès<sup>5</sup>.

Des principes généraux régissent les débats parlementaires. Dans tous les Parlements qui ont adopté les institutions parlementaires britanniques, le peuple, par ceux qu'il a mandatés, est souverain. C'est donc en ce sens qu'on dira en Grande-Bretagne que le roi règne, mais ne gouverne pas. Dans ces Parlements, la Chambre est seule maîtresse de ses destinées. Les députés ont toujours été extrêmement jaloux de leurs droits et privilèges, les réclamant du souverain lui-même. La conséquence inévitable de la souveraineté de la Chambre est qu'elle ne peut être conduite par personne d'autre qu'elle-même. Elle ne peut être régie que par les lois et règlements qu'elle a adoptés et les traditions qu'elle a établies. Ni le souverain, ni le pouvoir exécutif n'a ordre à lui donner. Personne ne donne d'ordre à la Chambre, même pas la reine.

L'Orateur a établi que lorsque le député qui a la parole aura lui-même été la cause d'une violation de l'ordre ou du Règlement et que le point d'ordre soulevé par un autre député aura été maintenu, le temps pris pour discuter le point d'ordre fera partie de l'heure allouée à l'orateur. Dans le cas contraire, il n'en fera pas partie.

Cette déclaration de l'Orateur va à l'encontre du Règlement de l'Assemblée législative adopté le 8 mai 1941 et est contraire aux attributions que lui donne le Règlement.

Cette déclaration de l'Orateur va à l'encontre des règlements et d'une pratique habituelle ou constante, en Chambre, en ce qui regarde l'article 265 du Règlement, qui stipule que nul discours ne doit durer plus d'une heure. Dans le passé, toutes les interruptions étaient faites contre le temps de parole et les orateurs du Québec ont toujours utilisé cette pratique. L'Orateur a lui-même admis que le Règlement a été interprété différemment jusqu'à ce jour. Il a exposé que, depuis quelques années, l'usage a été de compter comme faisant partie de cette heure le temps employé par la Chambre pour la discussion de points d'ordre, de règlement, de privilège et par les décisions de l'Orateur et les votes qui s'ensuivent.

L'Orateur a dit qu'il n'entend pas se départir de cette manière de faire dans les cas où le député qui a la parole aura lui-même été la cause de la présentation d'un point d'ordre qui serait maintenu par lui.

La déclaration de l'Orateur est une addition aux règlements de la Chambre. Elle ajoute à l'article en question des dispositions qui n'y sont pas, et qui ne sont pas dans son esprit, ce que l'Orateur ne peut pas faire. La déclaration de l'Orateur ne constitue pas une simple interprétation. Elle créera de la discrimination. L'Orateur ne pouvait pas simplement dire à la Chambre comment il pouvait interpréter les règlements, mais il était lié par les lois et les traditions, et il ne pouvait pas déroger de la ligne de conduite. On met de côté toute cette tradition par une simple déclaration.

Dans l'énumération des pouvoirs conférés à l'Orateur par l'article 17 du Règlement, il ne lui est donné à aucun moment le pouvoir d'ajouter un iota aux règlements. Il doit les interpréter, non pas les faire.

Si, dès lors, la Chambre adoptait le principe que l'Orateur peut, de sa propre initiative, ajouter aux règlements ou les modifier, ce serait admettre un principe excessivement dangereux et susceptible de faire perdre à cette Chambre une partie de sa souveraineté.

Ces articles des règlements établissent bien clairement que la Chambre est maîtresse de ses débats et que même l'Orateur ne peut contrevenir à cette règle. L'Orateur de l'Assemblée législative outrepassé ses pouvoirs et met en danger la souveraineté de l'Assemblée des élus du peuple.

Cette Assemblée doit demeurer maîtresse de ses destinées.

On peut se poser les deux questions suivantes: la déclaration de l'Orateur était-elle conforme à l'esprit et la lettre de ces règlements? L'Orateur avait-il le droit de formuler cette déclaration?

La Chambre doit reconsidérer et annuler la directive de l'Orateur<sup>6</sup>.

#### **L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Les grandes tirades du chef de l'opposition sur la souveraineté du Parlement sont une note fausse pour tous ceux qui se rappellent ce qui s'est passé à l'Assemblée législative pendant les 10 dernières années.

Les anciens ministres de l'Union nationale sont bien mal venus de parler ici de la souveraineté du Parlement, quand on sait ce qu'ils en ont fait. Pendant 10 ou 12 ans, les privilèges des représentants du peuple ont été massacrés dans cette Chambre. Nos amis d'en face avaient l'habitude de conduire la Chambre comme ils l'entendaient.

**M. Talbot (Chicoutimi)** dit qu'il s'est efforcé de maintenir le débat au-dessus de la politique. Le premier ministre, dit-il, tente d'en faire une question de partisanerie politique.

#### **L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

L'article 265 du Règlement est catégorique. Il établit qu'aucun discours ne doit durer plus d'une heure; la conclusion aura pour effet de priver un député de son heure entière. Car il peut survenir deux ou trois points d'ordre futiles qui, avec la discussion et les votes, prennent une bonne partie du temps de parole. L'interprétation qu'on donnait à ce règlement ces dernières années avait pour effet de priver les députés de l'heure à laquelle ils avaient droit. S'il est une chose sacrée que nous devons respecter en cette Chambre, c'est bien le droit de parole complet du député, suivant l'esprit et la lettre de l'article 265.

La déclaration de l'Orateur faite le 22 novembre n'est qu'une interprétation de l'article 265 et n'en constitue pas une violation. Rien dans le volume des règlements n'est à l'encontre de la déclaration de l'Orateur de la Chambre. D'ailleurs, cette déclaration n'était pas une décision mais seulement une directive donnée aux députés pour l'avenir. En donnant cette directive, l'Orateur a compris que le chaos pourrait facilement être créé pour empêcher un député d'exercer normalement son droit de parole. L'Orateur de la Chambre s'est inquiété de cela et il a accompli son devoir.



Le meilleur moyen de saper la souveraineté de la Chambre, c'est de présenter une motion comme celle du chef de l'opposition qui mine l'autorité de l'Orateur, aux yeux de la population. Cette motion est susceptible de réduire les privilèges des membres du Parlement.

En vertu de l'article 150 du Règlement, il dit qu'il pourrait soulever une objection de forme contre la proposition du député de Chicoutimi (M. Talbot). Elle est rédigée dans le style d'une démonstration et porte atteinte à l'autorité de l'Orateur, dit-il<sup>7</sup>. Mais il est préférable que la Chambre se prononce afin de rétablir l'autorité de son Orateur.

**M. Johnson (Bagot):** La déclaration de l'Orateur a pour effet de réduire la liberté de discussion à l'Assemblée législative. Le rejet de la motion risque de saper le droit de parole. Le premier ministre devrait amender l'article 265 du Règlement pour lui faire dire que votes et points d'ordre ne doivent pas être compris dans l'heure allouée.

Nous ne voulons pas diminuer votre autorité, M. l'Orateur. Nous voulons au contraire l'augmenter, car vous allez vous trouver dans une situation délicate si un député perd une partie de son droit de parole parce que vous aurez accepté un point d'ordre soulevé à l'encontre de l'une des parties de son discours.

**M. Bertrand (Missisquoi):** La motion du député de Chicoutimi (M. Talbot) n'est pas un geste de mépris à l'endroit de l'Orateur.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** dit que la décision de l'Orateur fait suite à un incident dont il a lui-même pâti<sup>8</sup>. Il n'y a jamais eu accord sur l'interprétation de ce règlement, dit-il. La déclaration de l'Orateur vient clarifier son application.

La décision prise par l'Orateur de l'Assemblée législative, le 22 novembre, est la justice même. Dans l'opposition, les libéraux ont été les victimes d'une sorte de bâillon. Leurs discours étaient hachés par les interruptions des ministériels et ils étaient écourtés. Le Règlement de l'Assemblée législative est clair: un député a droit de parler pendant une heure, mais dans la pratique, avec des points d'ordre et des interruptions, on arrivait à réduire considérablement le temps consacré aux discours.

C'est pourquoi l'Orateur a pris l'initiative de donner des directives aux députés. Celui qui sera la cause d'une perte de temps en subira les conséquences et perdra lui-même ce temps. Par contre, quand les adversaires politiques de celui qui parle chercheront à écourter son heure par des

interruptions, le Président permettra à l'orateur de continuer son discours. Celui qui sera cause de la perte de temps verra son heure réduite d'autant. Les autres auront justice.

**M. Talbot (Chicoutimi)** dit regretter que le premier ministre ait cru à de la partisanerie politique dans le but de diminuer le prestige de l'Orateur. Si c'est véritablement ce que croit le premier ministre, dit-il, c'est son devoir de faire tomber cette motion pour vice de forme. Il ne l'a pas fait, c'est donc qu'il croit à mon droit.

La déclaration de l'Orateur est une addition aux règlements. Qu'advient-il, par exemple, si l'Orateur de la Chambre était un gauchiste?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Qu'est-ce que le chef intérimaire de l'opposition entend par gauchiste? J'aimerais savoir si je dois considérer le mot comme une injure ou si cela dénote simplement l'une des hypocrisies habituelles...<sup>9</sup>

(Désordre dans la Chambre)

**M. l'Orateur:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Après cette déclaration, il y aura discrimination en Chambre<sup>10</sup>.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Chartrand, Cusseau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Tellier, Thibeault, 30.

**Contre:** MM. Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Blank, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 41.

**Députés pairés:** M. Tremblay déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Jourdain, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote en faveur de la motion.

MM. Bédard, O'Reilly et Thérberge ainsi que M. Binette déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec des membres de l'opposition, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote à l'encontre de la motion.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

#### **Institution du comité des subsides**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

#### **Institution du comité des voies et moyens**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

#### **Travaux de la Chambre:**

##### **Projets de loi à étudier à la prochaine séance**

**M. Talbot (Chicoutimi):** Un seul projet figure à l'ordre du jour, celui de l'assurance-hospitalisation. Nous voudrions bien, pour cette fin de semaine qui se prolonge, avoir certains projets de loi que le gouvernement se propose de soumettre à la Chambre afin de les étudier avant qu'ils ne soient discutés. Peut-être aussi le premier ministre pourrait-il nous dire dans quel ordre ces projets seront discutés par la Chambre?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Mardi prochain, nous entreprendrons l'étude de la loi de l'assurance-hospitalisation et c'est mon intention que nous en poursuivions l'étude jusqu'à la troisième lecture pour faire adopter cette législation le plus rapidement possible.

Pour ce qui est des autres projets de loi, j'ai demandé au greffier de la Chambre d'en faire la distribution aux députés. Je ne suis pas, dit-il, en mesure de dire dans quel ordre les projets de loi seront soumis.

Pour sa part, le comité des bills privés ne siégera pas avant le 14 décembre. Il y a encore très peu de projets de loi à étudier. Il n'est pas nécessaire de réunir le comité avant.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** En raison de la conférence interprovinciale qui se déroule aujourd'hui et demain, les travaux sessionnels seront ajournés jusqu'à 3 heures mardi prochain<sup>11</sup>.

Il propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### **NOTES**

1. *The Montreal Daily Star* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 53, indique que ce discours de M. Ducharme est un de ses premiers depuis très longtemps.

2. Gustave Poisson a servi comme sous-ministre à la Jeunesse sous l'Union nationale et le Parti libéral. Dans *Combats d'un révolutionnaire tranquille. Propos et confidences*, à la page 198, Paul Gérin-Lajoie raconte qu'il a lui-même demandé à M. Poisson, le jour de son assermentation, de rester en fonction, après que ce dernier lui ait assuré "de sa loyauté et de son acceptation de toute modification de son statut souhaitée ou décidée par le gouvernement".

3. *Le Nouvelliste* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 15, écrit que le premier ministre est à ce moment visiblement enchanté de voir le débat prendre fin.

4. *The Montreal Daily Star* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 53, indique que l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône s'est faite sans que l'opposition n'ait recours à une motion de non-confiance.

5. M. Talbot place cette motion au *Feuilleton* lors de la séance du 24 novembre 1960. Le lendemain, tous les journaux réagissent sur la teneur de la motion.

6. Dans *L'Action catholique* du 2 décembre 1960, à la page 1, le correspondant Paul Cliche écrit à propos de ce discours que, "de l'avis des spectateurs, M. Talbot a donné à la Chambre un véritable cours de droit parlementaire. Sans être nécessairement d'accord sur l'objet de son argumentation, tous ont été unanimes à reconnaître chez le chef de l'opposition le désir de maintenir la discussion, à ce moment-là, à un niveau non partisan".

7. Le Règlement précise à l'article 150 que "nulle motion ne doit contrevenir aux dispositions d'une loi, ni contenir des assertions qu'il est interdit de faire ou des expressions dont il est interdit de se servir au cours des débats, ni être rédigée dans le style d'un discours, d'un pamphlet ou d'une démonstration".

8. Voir la séance du 17 novembre 1960.

9. Selon *Le Montréal-Matin* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 7, le reste des paroles de M. Lévesque "se perd dans le bruit des voix".

10. Finalement, selon *Le Nouvelliste* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 13, M. Talbot n'a pas donné de définition.

11. *La Presse* du 1<sup>er</sup> décembre 1960, à la page 59, note qu'"on a décidé de supprimer les séances d'aujourd'hui et de demain pour permettre au premier ministre et à ses collaborateurs de se consacrer aux délibérations de la conférence interprovinciale, qui s'est ouverte ce matin dans la salle du Conseil législatif".



Séance du mardi 6 décembre 1960

### Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!<sup>1</sup>

### De Grasse

**M. Coiteux (Duplessis)** propose, appuyé par le député de Saguenay (M. Bélanger), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des Développements du Saguenay, ltée, demandant l'adoption d'une loi érigeant en municipalité de ville, la Ville de De Grasse, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

### Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des Développements du Saguenay, ltée, demandant l'adoption d'une loi érigeant en municipalité de ville, la Ville de De Grasse.

### Adoption de Sylvie Blanchard

**M. Brousseau (Sherbrooke)** propose, appuyé par le député de Stanstead (M. Vaillancourt), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Marcel-R. Savard *et uxor*, demandant l'adoption d'une loi validant et légitimant l'adoption de Sylvie Blanchard, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

### Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Marcel-R. Savard *et uxor*, demandant l'adoption d'une loi validant et légitimant l'adoption de Sylvie Blanchard.

### Rapports des comités permanents:

**M. Dionne (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Joseph-Marie-Andronique Beaulieu, demandant l'adoption d'une loi changeant son prénom de Andronique en celui de André;

- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec, demandant l'adoption d'une loi étendant et refondant ses pouvoirs corporatifs;

- de la communauté des religieuses de l'Hôpital général de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant ses pouvoirs corporatifs et changeant son nom en celui de l'Hôpital général de Québec;

- de sœur Marie-Thérèse Trudelle et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Monastère des Augustines de l'Hôpital général de Québec;

- de sœur Marie-Régina Blanchette, en religion sœur Saint-Zéphirin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec;

- de l'Entraide immobilière Laurentienne, demandant l'adoption d'une loi augmentant ses pouvoirs actuels;

- des commissaires d'écoles de la municipalité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- du Club universitaire de Montréal inc., demandant l'adoption d'une loi octroyant des pouvoirs spéciaux.

### Projets de loi:

#### Cercle universitaire de Montréal

**M. Lavoie (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 modifiant la charte du Cercle universitaire de Montréal, inc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Entraide immobilière  
Laurentienne**

**M. Lavoie (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 constituant en corporation l'Entraide immobilière Laurentienne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire  
de Lachine**

**M. Thérberge (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôpital général  
de Québec**

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 149 concernant l'Hôpital général de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Augustines de  
l'Hôpital général de Québec**

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 concernant le Monastère des Augustines de l'Hôpital général de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôtel-Dieu  
du Sacré-Cœur-de-Jésus**

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 158 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Chanoinesses hospitalières  
de Saint-Augustin de l'Hôtel-Dieu  
du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec**

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 constituant en corporation Les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Montréal-Est**

**M. Meunier (Bourget)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains contrats.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Arthabaska, Princeville,  
Victoriaville, Warwick**

**M. Morissette (Arthabaska)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Joseph-Marie-Andronique  
Beaulieu**

**M. Poulin (Beauce)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 163 changeant le nom de Joseph-Marie-Andronique Beaulieu en celui de Joseph-Marie-André Beaulieu.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi du  
Mérite agricole**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 modifiant la loi du Mérite agricole<sup>2</sup>.

**Un député de l'opposition** pose une question au ministre de la Colonisation et de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy)<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):**  
Ce bill, dit-il, a pour but de décréter que le choix des juges pour les concours du Mérite agricole se fera, à l'avenir, sauf pour la section des jeunes cultivateurs ou fils de cultivateurs, parmi les commandeurs du Mérite agricole et les agronomes, au lieu de se faire seulement parmi les commandeurs ou officiers du Mérite agricole et les professeurs des écoles d'agriculture.

Jusqu'ici, le choix se faisait seulement au sein du groupe des commandeurs et des officiers du Mérite agricole ou chez les professeurs d'écoles d'agriculture, et il était difficile de trouver des juges pour ces concours. Ce bill permettra aux organisateurs de ce concours de faire appel à n'importe quel agronome pour remplir les fonctions de juge.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la conciliation  
entre locataires et  
propriétaires**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

**M. Talbot (Chicoutimi)** pose une question au ministre<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):** Par ce projet de loi, dit-il, le gouvernement propose à la Législature de prolonger jusqu'au 30 avril 1962 les effets de la loi favorisant la conciliation entre locataires et propriétaires et d'apporter de nouvelles modifications à la loi actuelle.

C'est ainsi que le délai d'appel d'une décision d'un administrateur à la Commission des loyers est porté de 15 à 30 jours.

Un locataire pourra bénéficier d'une réduction de loyer, non seulement lorsqu'une maison subit une dégradation qui en réduit sérieusement la valeur locative, mais également lorsque le locateur en réduit l'espace, les services ou les commodités.

Après l'adoption de ces amendements, il sera permis à un administrateur, dans les baux où il est appelé à fixer le prix d'un loyer, de se baser sur celui que payait le locataire précédent, au lieu de se référer au prix antérieurement fixé par l'administrateur.

Ce bill stipule également, qu'à compter du 1<sup>er</sup> avril 1961, les dépenses occasionnées par l'application de la loi seront désormais votées par la Législature, dans le budget annuel.

Le bill no 4 prolongera jusqu'au 30 avril 1962 l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, c'est-à-dire visant à prolonger l'existence de la Commission des loyers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
des pensions**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 modifiant la loi des pensions.

Ce projet de loi, dit-il, apporte plusieurs modifications à la loi des pensions des employés civils, notamment une majoration graduée pour les pensions inférieures à \$3,000 et les demi-pensions

inférieures à \$1,500 accordées avant le 31 mars 1961.

Il prévoit qu'une pension pourra être accordée à tout fonctionnaire atteignant 35 ans de service, sans égard à son âge ou à son état de santé.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On veut, par cet article, faire de la place pour d'autres employés.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est par esprit de justice simplement.

Dans certains cas, les pensions sont extrêmement basses. Le projet de loi a pour effet de fixer un minimum de \$660 par an pour les pensions et les demi-pensions. Si un fonctionnaire ne peut pas recevoir la pension de vieillesse fédérale de \$55 par mois, il sera couvert par la législation provinciale.

L'obligation de retenir un montant sur la pension ou la demi-pension, lorsque le fonctionnaire n'a pas atteint 15 ans de service, n'existera plus.

Les héritiers de tout fonctionnaire, célibataire ou veuf sans enfants, auront droit d'obtenir la remise des retenues faites sur le salaire du fonctionnaire.

Le nouveau texte législatif prévoit en outre, pour un fonctionnaire qui démissionne ou dont la fonction est abolie avant d'avoir atteint l'âge déterminé pour la pension, qu'il pourra choisir une pension différée.

Par ailleurs, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1962, la retraite deviendra obligatoire pour les personnes âgées de 70 ans.

Le délai pendant lequel un fonctionnaire peut faire compter, pour fins de pension, ses années de service pendant lesquelles la loi des pensions ne lui était pas applicable sera prolongé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1961.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
terres de colonisation**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 7 modifiant la loi des terres de colonisation.

**Un député de l'opposition** pose une question au ministre de la Colonisation et de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy).

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Ce bill modifie la loi des terres de colonisation en ce qui concerne la vente de lots.

En vertu de l'article 18 de la loi des terres de colonisation, aucune vente ne peut être faite à une même personne de plus de 100 acres de terrain, sauf dans les trois cas suivants:

1) si le lot concerné contient plus de 100 acres d'après l'arpentage;

2) s'il s'agit de parties de lots dont la réunion est nécessaire pour constituer un établissement convenable; ou

3) lorsque, par suite d'un accident naturel ou artificiel du sol et pour faciliter l'exploitation rationnelle d'un lot qui ne contient pas plus de 100 acres ou d'un lot tel qu'arpenté, il est nécessaire d'y ajouter une partie d'un autre lot.

Dans ces trois cas d'exception, la superficie vendue ne peut actuellement excéder 150 acres. Le projet de loi a pour but de porter ce maximum à 200 acres.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des tribunaux judiciaires**

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

**Un député de l'opposition** pose une question au procureur général (l'honorable M. Lapalme).

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** La loi des tribunaux judiciaires, dit-il, sera amendée pour permettre au gouvernement de porter de 30 à 35 le nombre des juges de la Cour des sessions de la paix, de 15 à 20 celui des juges de la Cour du bien-être social, et de 50 à 55 celui des juges des Cours de district.

La Chambre ne devrait pas voir dans ses explications un appel à des candidats possibles<sup>5</sup>.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Prêts agricoles**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 autorisant de nouveaux crédits pour fin de prêts agricoles.

Ce projet de loi, dit-il, vise à autoriser de nouveaux crédits pour la fin de prêts agricoles, pour que l'Office du crédit agricole puisse remplir sa mission.

À la dernière session, le gouvernement de l'Union nationale était autorisé à ajouter \$12,000,000 à cette somme. Depuis 1941, un total de \$200,000,000 a été voté pour le bureau.

Par ce projet de loi, l'Assemblée législative est appelée à voter \$20,000,000 de plus, ce qui augmentera de \$200,000,000 à \$220,000,000 le montant que le ministre des Finances est autorisé à verser à l'Office du crédit agricole, à même le fonds consolidé du revenu, et la somme totale mise à la disposition de l'Office du crédit agricole pour être employée à l'établissement sur une ferme.

**Un député de l'opposition** pose une question au ministre de la Colonisation et de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy).

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** répond au député.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi du crédit agricole**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

**Un député de l'opposition** pose une question au ministre de la Colonisation et de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy).

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Ce projet de loi, dit-il, va améliorer la loi du crédit agricole et a plusieurs objets.

En premier lieu, il est destiné à porter de \$10,000 à \$15,000 le montant maximum des prêts qui peuvent être accordés en vertu de la loi du crédit agricole du Québec. Jusqu'ici le montant total ne pouvait pas dépasser \$10,000. Le projet de loi a aussi pour effet de permettre à l'Office du crédit agricole de prêter jusqu'à concurrence de 80 % de la valeur d'une ferme, et non plus de 75 %, tel qu'édicte actuellement par cette législation.

Ce projet de loi tend aussi à autoriser l'Office à consentir des prêts d'établissement pouvant atteindre \$15,000, pourvu qu'ils n'excèdent pas 90 % de la valeur de la ferme achetée, à toute personne âgée de 21 à 40 ans désireuse d'acquiescer une ferme.

Enfin, les amendements proposés par le gouvernement dans ce projet de loi prévoient, en faveur de celui qui a obtenu un prêt d'établissement,



une remise du tiers du montant prêté jusqu'à concurrence de \$3,000, pourvu qu'il ait demeuré sur sa ferme et l'ait cultivée pendant les 10 premières années consécutives à l'obtention de son prêt.

Ce sera un très efficace encouragement aux cultivateurs à demeurer sur la terre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Responsabilité pénale du propriétaire d'automobile**

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 14 concernant la responsabilité pénale du propriétaire d'automobile.

**Un député de l'opposition** pose une question au ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Cournoyer)

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):** Ce projet de loi, dit-il, a pour but de rendre le propriétaire d'un véhicule automobile responsable non seulement des infractions au Code de la route et aux règlements édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais aussi des infractions aux règlements de la Régie des transports et aux règlements municipaux.

Par ailleurs, le texte permet au propriétaire d'échapper à cette responsabilité en prouvant, lors de l'infraction, que le véhicule-moteur est, sans son consentement, en la possession d'une autre personne qui n'est pas son chauffeur. Les amendements ont un effet rétroactif: l'article 2 de la loi décrète en effet que les dispositions décrétées par la loi présente s'appliquent aux règlements antérieurement décrétés par la Régie des transports ou un conseil municipal à l'égard de toute infraction commise avec un véhicule automobile, même si le règlement ne vise explicitement que le conducteur du véhicule.

La loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Loi de l'administration de Montréal**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 modifiant la loi concernant le système administratif de la cité de Montréal.

La commission Champagne, dit-il, qui a été chargée de faire une enquête complète sur le mode

actuel d'administration de Montréal et de suggérer des réformes, aura jusqu'au 30 juin 1961 pour soumettre son rapport final<sup>6</sup>.

On sait que cette Commission a été formée au cours de la dernière session, sous l'administration de M. Antonio Barrette. Conformément à son mandat, elle a déjà soumis un premier rapport sur la composition du Conseil, le mode d'élection ou de nomination de ses membres, etc., à la fin du mois d'août. Elle avait jusqu'au 31 décembre de cette année pour soumettre l'autre rapport de son enquête, qui doit porter sur la réorganisation des services municipaux, des rouages internes de l'administration, etc. Lors de la session spéciale<sup>7</sup>, en septembre, les membres de la Commission ont demandé une prolongation de délai en disant qu'ils ne prévoyaient pas être en mesure de terminer leur enquête cette année. Le projet de loi répond à cette requête et il est entendu, comme le signalait le premier ministre lors de la session spéciale de septembre, que le Parlement ne sera pas invité, à cette session-ci, à légiférer pour donner suite à l'ensemble des recommandations de la commission Champagne.

(Il demeure silencieux un moment)<sup>8</sup>

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** L'opposition qui bâillonne le gouvernement!

(Rires)

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Travaux d'hiver**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités.

Par le projet gouvernemental de loi pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver dans les municipalités, dit-il, l'administration provinciale va payer aux municipalités du Québec, qui entreprendront des travaux d'hiver rémédiateurs au chômage, les 4/5 de la subvention que paiera en pareil cas le gouvernement d'Ottawa. C'est-à-dire que l'administration provinciale paiera 40 % des salaires.

Cette décision a été prise dans le but d'encourager l'exécution des travaux d'hiver par les municipalités.

Selon le bill, les corporations municipales pourront désormais, par simples arrêtés, ordonner l'ouverture de chantiers, l'exécution des travaux d'hiver

et décréter les emprunts par règlement suivant la loi qui les régit, sauf que l'approbation du ministre des Affaires municipales pourra dispenser du référendum. Toutefois, jusqu'à la fin de la présente année, les conseils municipaux pourront obtenir du ministre des Affaires municipales l'approbation des simples résolutions, comme le prévoit la loi actuelle dont le remplacement est proposé. La loi aura un effet rétroactif jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1960.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Certificats d'élection:

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu du président général des élections les certificats d'élection suivants:

#### District électoral de Rouville

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES  
ÉLECTIONS

Québec, 1<sup>er</sup> décembre 1960

À Monsieur l'Orateur  
Assemblée législative  
Hôtel du Gouvernement  
Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le trente septembre mil neuf cent soixante, et adressé à monsieur M. Jacques Marcoux, notaire, domicilié à 110, Claude-de-Ramesay, Mariville, M. François Boulais, agronome, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Rouville, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Laurent Barré, démissionnaire.

(signé) François Drouin, c.r.  
Président général des élections

#### District électoral de Joliette

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES  
ÉLECTIONS

Québec, 1<sup>er</sup> décembre 1960

À Monsieur l'Orateur  
Assemblée législative  
Hôtel du Gouvernement  
Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le trente septembre mil neuf cent soixante, et adressé à M. Maurice Majeu, avocat, domicilié à 98 Sud, Beaudry, Joliette, M. Gaston Lambert, industriel, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Joliette, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Antonio Barrette, démissionnaire.

(signé) François Drouin, c.r.  
Président général des élections

### Présentation de nouveaux députés:

#### Député de Rouville

Le nouveau député de Rouville, accompagné du député de Québec-Ouest (l'honorable M. Lesage) et du député de Richelieu (l'honorable M. Cournoyer) se rend au bureau de la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. François Boulais, député du collège électoral de Rouville.

(Applaudissements dans les tribunes)<sup>10</sup>

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
M. Boulais a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** invite le nouveau député à prendre séance.

**M. Boulais (Rouville)** s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

#### Député de Joliette

Le nouveau député de Joliette, accompagné du député de Québec-Ouest (l'honorable M. Lesage) et du député de Terrebonne (l'honorable M. Bertrand) se rend au bureau de la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. Gaston Lambert, député du collège électoral de Joliette.

(Applaudissements dans les tribunes)

**M. l'Orateur** demande le silence.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** M. Lambert a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** invite le nouveau député à prendre séance.

**M. Lambert (Joliette)** s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

**Des députés ministériels** applaudissent<sup>11</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi)** félicite les deux nouveaux députés libéraux de Rouville (M. Boulais) et de Joliette (M. Lambert) en son nom et au nom des députés de l'opposition. S'ils siègent maintenant à la Chambre basse, dit-il, c'est qu'ils doivent tous deux leur siège à des membres de l'Union nationale qui ont quitté l'Assemblée législative.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il n'y en a pas d'autres qui sont fatigués et qui voudraient eux aussi céder leur place aux libéraux?

#### **Projets de loi:**

##### **Romain Duchesneau**

**M. Lechasseur (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 changeant le prénom de Romain Duchesneau en celui de Raymond soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Taxi dans l'île de Montréal**

**M. Lavoie (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 concernant le service de taxis dans l'île de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Chomedey**

**M. Lavoie (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 constituant en corporation la cité de Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Corporation interurbaine de l'Île-Jésus**

**M. Lavoie (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 modifiant la charte de la Corporation interurbaine de l'Île-Jésus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Hôtel-Dieu de Québec**

**M. Cloutier (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 concernant l'Hôtel-Dieu de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Chanoinesses hospitalières Saint-Augustin de l'Hôtel-Dieu de Québec**

**M. Cloutier (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 constituant en corporation Les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Adoption de Louis-Fernand Saint-Cœur**

**M. Bélanger (Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 concernant l'adoption et le changement de nom de Louis-Fernand Saint-Cœur soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Mackay Center for Deaf and Crippled Children**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montréal, sous le nom de Mackay Center for Deaf and Crippled Children, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Ben Sorisky**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 changeant le nom de Ben Sorisky en celui de Ben Harper soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Succession Trefflé Berthiaume**

**M. Lechasseur (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Testament de Alfred Bolduc**

**M. Jourdain (Gaspé-Nord)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 concernant le testament de Alfred Bolduc permettant le transfert des actions de la Compagnie Bolduc & Fils, inc. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Techniciens en radiologie**

**M. Bélanger (Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 constituant en corporation la Société des techniciens en radiologie médicale du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Assurance-hospitalisation**

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation soit maintenant lu une deuxième fois.

En présentant aux députés la loi de l'assurance-hospitalisation, dit-il, le gouvernement a conscience de remplir le mandat qui lui a été confié par l'électorat. Par surcroît, le gouvernement a la

conviction profonde que le plan d'assurance, qui sera mis en vigueur le plus tôt possible, répond aux aspirations de la collectivité.

La mise en force du plan a une importance vitale pour la santé du peuple du Québec, qui souffre de deux grands maux: le chômage et la maladie. Cette mesure, que présente le gouvernement, contribuera à faire disparaître un des deux cauchemars des familles québécoises: la maladie.

Un séjour prolongé dans un hôpital peut grever pendant des mois le budget d'un ouvrier ou du petit salarié. Cette loi fera disparaître cet état de choses, qui n'a pas sa raison d'être dans la province de Québec.

Il (l'honorable M. Couturier) donne les grandes lignes de la loi fédérale d'assurance-hospitalisation. Il est regrettable, dit-il, que le gouvernement précédent ait retardé à accepter, pour la population du Québec, le plan fédéral de l'assurance-hospitalisation, ce plan si nécessaire.

On invoque certains arguments et certaines objections à l'encontre de cette loi, principalement la crainte que l'on a qu'il y ait des abus. Ce n'est pas là une objection qui tienne. Les religieux ou les laïques, qui assument la direction des hôpitaux, sont des gens intègres et ils auront tôt fait de discerner les escrocs. Même si, malgré la vigilance des autorités des hôpitaux, il se glissait des abus, cela ne diminue en rien les avantages du plan d'assurance-hospitalisation.

On dit qu'il n'y a pas assez d'hôpitaux? Ce n'est pas prouvé et ce n'est pas suffisant pour empêcher l'application du système dans notre province. On dit aussi que cela entravera la liberté des hôpitaux? Les comptes en souffrance dans nos hôpitaux sont une preuve de la nécessité de l'aide du gouvernement dans ce domaine particulier.

D'autres prétendent que des patients voudront se faire traiter à l'hôpital, quand ils pourraient recevoir à domicile les soins requis. Il (M. Couturier) dit ne pas croire que cela se produise. Même si cela devait se produire en certains cas, dit-il, sans qu'on puisse contrôler, cela ne diminue en rien les avantages de l'assurance-hospitalisation et ce qu'elle peut signifier pour la santé publique.

On va jusqu'à prétendre que les médecins seront enclins à majorer leurs comptes du fait de l'assurance-hospitalisation? C'est la plus injuste et la plus grossière des objections. Elle prête à nos médecins un caractère qui n'est pas le leur. Pourtant, s'il y a des gens qui manifestent du désintéressement, s'il y a des citoyens qui rendent service à la communauté sans se faire payer, ce sont bien les médecins. Combien de comptes en effet restent impayés? Comme médecin,

je suis fier de ma profession, que je considère comme un sacerdoce.

La population de la province est trop saine pour qu'il y ait lieu de croire que les abus puissent se multiplier. Il n'y a pas d'objections qui tiennent pour réfuter à notre population les bienfaits de l'assurance-hospitalisation.

Pour l'instant, le projet de loi de l'assurance-hospitalisation ne touche que les services internes et le gouvernement limite la gratuité aux services donnés dans les hôpitaux. Dans un avenir rapproché, le gouvernement libéral tentera d'étendre la gratuité de l'assurance-hospitalisation aux services externes, c'est-à-dire aux soins à domicile.

De nombreux témoignages approbateurs viennent de partout. Nous pouvons affirmer que la population réclame l'assurance-hospitalisation. Nous recevons aussi des offres nombreuses de collaboration pour assurer la plus grande efficacité du système d'assurance-hospitalisation. Le système d'assurance-hospitalisation, tel que proposé, répond non seulement aux besoins de la population, mais également à ceux des hôpitaux mêmes, et le gouvernement a la ferme volonté de collaborer avec eux pour leur assurer un niveau scientifique élevé.

L'influence vivifiante de l'assurance-hospitalisation conservera à notre province un capital humain essentiel à son progrès. La gratuité de l'hospitalisation contribuera à notre prospérité matérielle et morale. Le développement rationnel des ressources naturelles et le planisme économique aideront le gouvernement à payer sa part du coût de l'assurance-hospitalisation.

**M. Leclerc (Charlevoix)** félicite le gouvernement de présenter cette loi immédiatement. Personne ici ne sera surpris de mon attitude, dit-il, parce que j'ai déploré l'insuffisance de l'assistance publique et le coût trop élevé de l'hospitalisation, par rapport aux revenus des malades. Il (M. Leclerc) fait appel à la coopération du public en faveur de cette assurance sociale.

J'approuve le principe du bill, mais il me laisse perplexe, dit-il. Tel qu'il est actuellement, le bill n'a pas été assez étudié et manque de préparation. J'ai l'impression qu'il a été préparé à la hâte et que le gouvernement n'a pas réfléchi suffisamment avant de se lancer dans une entreprise d'aussi vastes proportions. On a l'impression que l'administration a fait des promesses et qu'elle veut les remplir sans trop réfléchir et sans vouloir dire jusqu'où elle veut aller.

Puisque dans le moment on parle beaucoup de linguistique, et que je ne sais plus moi-même, M. l'Orateur, si je dois vous appelez "Président ou

"Orateur"<sup>12</sup>, je me permets d'insister sur la mauvaise qualité du français du projet de loi. On en a pris ailleurs la substance et on l'a traduite dans un mauvais français.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le bill n'a pas été traduit de l'anglais, mais rédigé en français.

**M. Leclerc (Charlevoix):** Je serais bien curieux d'en connaître le rédacteur. Cette question du français ne touche pas à celle de la santé, mais elle est plus sérieuse qu'on semble le croire. Dans ce texte, on a oublié le français.

Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) a déclaré qu'il a choisi une formule souple. Elle est même plus que souple!

Qu'est-ce qu'il y a dans le bill? Il n'institue pas l'assurance-hospitalisation; il donne au ministre l'autorité d'organiser un système d'assurance-hospitalisation, de signer des contrats avec des hôpitaux et des ententes avec le gouvernement fédéral. Le lieutenant-gouverneur en conseil reçoit trop de pouvoirs.

Le gouvernement n'a pas mis dans le projet de loi les règlements de l'assurance-hospitalisation. Le projet de loi n'est pas un programme, mais un mandat en blanc pour le gouvernement, parce que l'essentiel du plan est contenu dans les règlements, qui accompagnent la loi. Or, la députation n'a aucun droit de regard sur ces règlements. Le gouvernement se fait donner le droit de les changer comme il l'entendra, selon les circonstances, et certains articles de ces règlements sont inquiétants. Ils peuvent faciliter l'intrusion du gouvernement et de la politique dans les hôpitaux.

Nous répétons que nous sommes en faveur de l'établissement du plan, mais nous voulons voter sur quelque chose de défini, et non pas vous donner un blanc-seing. Le projet de loi n'est qu'un chèque en blanc donné par la Chambre au gouvernement.

Le gouvernement ne fournit pas de détails non plus sur la convention qu'il a signée avec Ottawa. Le gouvernement n'a pas cherché de moyens pour récupérer les sommes qui nous reviennent en vertu de la Constitution, au lieu d'accepter l'argent fédéral, en vertu du plan conjoint d'assurance-hospitalisation.

Le montant qui doit venir d'Ottawa en vertu de l'entente devrait être recueilli par la province et déduit d'Ottawa, tout comme le premier ministre Sauvé l'a fait pour l'aide fédérale aux universités, l'an dernier. C'est ce que le gouvernement défait de l'Union nationale avait en tête.

Voilà une occasion unique pour le gouvernement d'affirmer un principe autonomiste aussi important que celui de l'assurance-hospitalisation. Pourquoi ne pas en profiter pour trouver une formule de déduction comme on l'a fait pour les universités? Pourquoi la législation ne permettrait-elle pas que les deniers d'Ottawa soient captés de telle sorte que le Québec les administre?

Tous les intéressés sont inquiets de ne pas pouvoir obtenir des détails sur la façon dont le plan sera administré. En somme, on étend l'assistance publique à tout le monde. Les pauvres seront pires avec cette loi. Avec l'assistance publique, quand ils étaient reconnus comme indigents, tout était gratuit. C'était difficile pour un médecin de se faire payer.

Il y a un peu d'angoisse dans les hôpitaux, au sein de la population et parmi les médecins. Le ministre de la Santé le sait.

Il y a des communautés qui m'ont dit: "On compte sur vous, docteur, pour discuter le projet." Ne serait-il pas possible de les entendre encore? Les médecins veulent continuer à progresser, à étudier. Ils sont prêts à toute amélioration, à tout progrès, mais ils veulent en discuter. Si le gouvernement fournissait les détails, il ferait preuve de compréhension.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

La loi a été envoyée et est entre les mains de tous les services hospitaliers depuis plusieurs semaines.

**M. Leclerc (Charlevoix):** Si on veut faire croire qu'ils en ont recommandé l'application telle quelle, non!

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Nous avons écouté toutes leurs recommandations.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Il y a eu des études à Montréal et à Québec avec des officiers du ministère de la Santé. Toutes les explications ont été entendues et on est tombé d'accord.

**M. Leclerc (Charlevoix):** J'admets que toutes les explications ont été données, mais je n'admets pas qu'il y ait eu accord.

Il propose, appuyé par le député de Yamaska (M. Élie), que la motion en discussion soit amendée, en remplaçant tous les mots après "que", par les suivants:

"La Chambre est d'avis que le bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation ne soit pas lu maintenant, mais soit référé au comité permanent des bills

publics pour permettre aux personnes et organismes intéressés à ce bill d'être entendus."

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)**

soulève un point d'ordre et de règlement. Cette motion est irrégulière à sa face même. On ne peut pas demander le renvoi d'un bill à un comité avant d'en avoir voté le principe. Cet amendement contrevient aux dispositions des articles 557 et 558 du Règlement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** L'objection du ministre des Affaires municipales et du Travail (l'honorable M. Hamel) est tardive au sens de l'article 200 du Règlement, le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) ayant déjà parlé sur le mérite même de l'amendement. Cet amendement est régulier parce qu'il énonce une raison particulière de ne pas lire immédiatement le bill, ce qu'autorise l'article 558 du Règlement.

**Décisions de l'Orateur:**

**Amendement irrecevable  
en deuxième lecture**

**M. l'Orateur,** après avoir entendu les arguments de quelques autres membres de la Chambre, décide d'abord que l'objection faite à l'encontre de l'amendement l'a été en temps utile, parce que l'irrégularité d'une motion se continue tant que cette motion n'est pas mise aux voix (voir note sous l'article 200, paragraphe 1).

De plus, l'article 557 du Règlement est clair, et ne permet pas un amendement conçu en d'autres termes que ceux qu'il définit.

La motion, telle que rédigée, ne demande pas la constitution d'un comité, mais la référence du bill seulement à un comité déjà existant, savoir le comité des bills publics, et elle ne rencontre pas ainsi les dispositions de la note 1 sous l'article 558 du Règlement. L'opposition pourra d'ailleurs faire cette motion plus tard, en temps opportun, et ne subir pas de préjudice si on ne lui permet pas de la faire maintenant.

Pour toutes ces raisons, il est décidé de maintenir le point d'ordre et de règlement soulevé par l'honorable député de Saint-Maurice, et de déclarer irrégulière et nulle la motion proposée par le représentant de Charlevoix (M. Leclerc).

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 47.

**Contre:** MM. Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Chartrand, Cloutier, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Thibault, Thibeault, Tremblay, 35.

**Députés pairés:** M. O'Reilly déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Somerville, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote en faveur du maintien de la décision de M. l'Orateur.

M. Brousseau déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec l'honorable M. Bégin, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote en faveur du maintien de la décision de M. l'Orateur.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux<sup>13</sup>.

### Reprise de la séance à 8 heures

#### Projets de loi:

##### Assurance-hospitalisation

Le débat se poursuit sur la deuxième lecture.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le principe en jeu rallie l'unanimité. Au cours des dernières élections

provinciales, les deux partis ont promis à l'électorat d'élaborer un plan d'assurance-hospitalisation. Le temps de mettre en force une telle mesure est arrivé, vu les réalisations de l'Union nationale depuis 15 ans dans le domaine de la santé et de la construction des hôpitaux. Sous l'ancien gouvernement, 145 hôpitaux ont été construits ou agrandis et 20,000 nouveaux lits ont été mis à la disposition des malades.

L'an dernier, l'Union nationale avait promis à la population de lui donner cette protection dès le mois de septembre 1960, au cours d'une session spéciale. La loi que l'Union nationale se promettait de présenter aurait tenu compte des traditions, de la mentalité particulière du Québec, des institutions hospitalières du Québec et du rôle qu'y jouent les communautés religieuses.

À cette fin, le gouvernement précédent avait demandé à cette Chambre d'autoriser la création d'une commission chargée d'étudier les moyens de soulager les hôpitaux de leurs dettes, parce que ces dettes augmentent le coût de l'hospitalisation, et pour l'aider à faire la meilleure loi possible.

Cette commission avait été bien accueillie par le public et par la presse en général. Elle se composait d'hommes hautement qualifiés et a fait de l'excellent travail, mais le gouvernement libéral a jugé bon de l'abolir, sous prétexte d'économie<sup>14</sup>.

Le gouvernement n'a pas pris la peine de faire des études approfondies de la question. Il aurait mieux fait d'étudier ce projet plus longtemps, au lieu de nous présenter la loi monstrueuse qu'il nous offre aujourd'hui.

Telle qu'elle est, c'est de la dictature. Elle ne contient aucun système d'assurance-hospitalisation. Elle contient un principe faux et réactionnaire qui délègue au gouvernement tous les pouvoirs de légiférer en matière d'assurance-hospitalisation. Les ministres pourront refaire tous les jours, s'ils le veulent, le système d'assurance-hospitalisation. En fait, le cabinet provincial et le ministre de la Santé tentent de faire approuver par la Législature un projet de loi, dans le but de pouvoir établir vraiment par la suite, et selon leur gré, une loi d'assurance-hospitalisation.

Ce projet de loi est un recul. Il est du genre de ceux qui, dans le passé, ont donné lieu à des luttes parlementaires ardues dans certains pays. Nous retournons 150 ans en arrière. C'est du pire colonialisme. Dans toute notre législation, il n'y a pas un seul exemple d'une loi qui sape ainsi les droits des députés, qui doivent donner un blanc-seing au gouvernement.

C'est le règne de l'arbitraire parce que les hôpitaux, la profession médicale et les malades ne

seront assurés de rien. Le peuple parlera mais ne saura pas pourquoi. Cette législation fausse tout le rouage des institutions parlementaires avec l'effet que, bientôt, on n'aura plus besoin de députés. Tout cela conduira aux pires abus.

Le gouvernement débute mal avec son premier projet de loi. La loi provinciale est toute calquée sur la loi fédérale. Elle admet et confirme une intrusion du fédéral dans le domaine de l'autonomie provinciale, plus particulièrement dans le domaine de l'hospitalisation.

La province de Québec est la dernière des 10 provinces canadiennes à adhérer au programme national d'assurance-hospitalisation. Cette loi fédérale a été adoptée en 1957 par le gouvernement Saint-Laurent, dont faisait partie l'actuel premier ministre de la province.

L'entretien des hôpitaux et des hospices est du domaine des provinces. Selon l'article 92 de la Constitution: "Dans chaque province, la Législature pourra exclusivement faire des lois relatives aux matières tombant dans les catégories de sujets ci-dessous énumérés." Et le paragraphe 7 de cet article spécifie "l'établissement, l'entretien et l'administration des hôpitaux, asiles, institutions et hospices de charité dans la province, autres que les hôpitaux de marine<sup>15</sup>." Le pouvoir central n'a rien à y voir.

En vertu de ce plan conjoint, le gouvernement fédéral s'immisce dans l'autonomie de la province de Québec. En ce sens, cette loi, calquée sur la loi fédérale qu'on veut nous faire sanctionner, constitue une loi centralisatrice.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Votez contre!

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**  
Le chef de l'opposition est-il pour ou contre l'assurance-hospitalisation?

**M. Talbot (Chicoutimi):** La loi fédérale n'offre aucune garantie que le principe de l'autonomie sera respecté. On n'en donnera pas et on n'en demandera pas parce que l'actuel premier ministre de la province faisait partie du gouvernement qui a passé la loi fédérale de l'assurance-hospitalisation. La loi fédérale représente une mentalité, un style de vie qui peut convenir à d'autres provinces, mais qui ne convient pas à la province de Québec.

S'il y a un domaine où la province de Québec n'est pas une province comme les autres, c'est bien le domaine de l'hospitalisation. Nos hôpitaux sont des institutions bien différentes de ce qu'il y a du

genre ailleurs, et le bill devrait tenir compte de la mentalité particulière du Québec, des institutions hospitalières de notre province et du rôle qu'y jouent les communautés religieuses.

Selon le rapport Tremblay, la loi fédérale d'assurance-hospitalisation est une loi socialisante. Elle met sur le même pied le millionnaire et le pauvre gueux. Aux pages 316 et 317 du deuxième volume du rapport, il est écrit que "la population franco-catholique du Québec, [...] bien qu'on puisse la dire favorable en général à l'intervention de l'État dans la vie économique-sociale, ne peut cependant s'accommoder de n'importe quelle mesure ou sorte d'intervention. En matière de sécurité sociale, en particulier, elle est loin de pouvoir accepter, avec la même unanimité et le même enthousiasme que le reste du pays, les formes pratiquées depuis que le gouvernement fédéral s'est immiscé en ce domaine. Inspirées de la nouvelle tradition britannique socialisante du Rapport Beveridge<sup>16</sup>, elles constituent des nouveautés qui bousculent beaucoup plus que dans les autres provinces le régime établi. Dans ces dernières, elles peuvent être considérées comme une évolution normale; au Québec, elles provoquent une rupture complète avec les positions traditionnelles. Comment se sentirait-elle enthousiaste d'accepter cette révolution, au surplus, quand la réalité canadienne lui offre la preuve que d'autres solutions seraient applicables si l'on voulait se donner la peine de les chercher. (...) Avant longtemps, on peut croire que toute la population non indigente sera ainsi en bonne partie protégée contre les hasards de la maladie<sup>17</sup>."

J'applaudis des deux mains quand le gouvernement dit qu'il veut aider les déshérités, mais ce que je blâme, c'est que le gouvernement propose un système d'hospitalisation entièrement étatisé, qui profitera même aux millionnaires. Que l'on aide tout le monde, même ceux qui n'en ont pas besoin, c'est du socialisme.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Vous croyez que c'est du socialisme et du communisme?

**M. Talbot (Chicoutimi):** Certainement! À titre de chef de l'opposition, j'ai un devoir à remplir en cette Chambre et aussi à l'endroit de la population de la province. C'est pour remplir mon devoir que j'avertis solennellement tous les intéressés que cette loi est dangereuse et malsaine.

Le principe de la loi présentée par le gouvernement est bon, mais la loi est centralisatrice. Elle admet les principes socialisants de la loi



fédérale. Elle conduira inévitablement, d'ici quelques années, à l'étatisation des hôpitaux, de la profession médicale et des professions connexes.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai rarement trouvé dans un même discours autant de contradictions qu'y a accumulées en si peu de temps le député de Chicoutimi (M. Talbot). Du même souffle, le chef de l'opposition nous accuse d'être des réactionnaires et en même temps des communistes.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce n'est pas ce que j'ai dit!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai demandé au chef de l'opposition s'il estimait que la loi de l'assurance-hospitalisation conduirait au socialisme et au communisme. Il a répondu "certainement". Je serais bien surpris si le chef de l'opposition avait réussi à se faire croire que notre loi d'assurance-hospitalisation va nous conduire au socialisme et au communisme.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je n'ai jamais dit cela.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** À écouter le discours du député de Charlevoix et celui du député de Chicoutimi, il est difficile de se faire une juste idée de l'opinion des oppositionnistes sur le plan proposé par le gouvernement pour assurer au peuple des services hospitaliers gratuits. Il est difficile de savoir si l'opposition est pour ou contre l'assurance-hospitalisation. Le député de Charlevoix fait appel à la coopération du public en faveur de cette assurance sociale, et tout de suite après, le chef de l'opposition affirme que cette loi est malsaine et dangereuse. C'est une contradiction inexplicable pour un homme d'expérience comme le chef de l'opposition.

Le chef de l'opposition a critiqué l'universalité et la gratuité de l'assurance-hospitalisation. Il a dit que la loi était socialisante. C'est là l'argument invoqué à toutes les fois par les conservateurs lorsqu'il s'agit d'une loi sociale. Toutes les lois progressives sur l'aide sociale qui ont été introduites au Canada depuis les 15 dernières années ont été critiquées comme étant socialistes par le vieux parti tory, représenté dans cette Chambre par l'Union nationale.

Je me souviens si bien de 1945, quand les libéraux ont établi les allocations familiales. Les castors teintés de bleu, du genre de l'Union nationale, ont invoqué cet argument, que les allocations

familiales étaient une loi socialisante. Ils l'emploient encore pour qualifier la gratuité scolaire. Chaque fois que les libéraux ont tenté, dans la province de Québec, d'améliorer les lois sociales, ils ont été accusés par l'Union nationale d'être des socialistes et des communistes.

J'ai de plus en plus l'impression que les réactionnaires d'en face vivent à l'âge de pierre. Ils oublient que les conditions ont changé au Québec depuis 50 ans. Au début du siècle, la population de notre province était rurale à 80 %. Aujourd'hui, la population de notre province est urbaine à plus des deux tiers. Autrefois, les principes prônés par l'Union nationale avaient leurs applications. On pouvait se fier à la charité des parents et amis. Mais aujourd'hui, un résident des villes ne connaît même pas le voisin qui demeure sur le même palier que lui.

Les nouveaux besoins sociaux ont provoqué l'intensification et l'extension des mesures de sécurité sociale. Aujourd'hui, l'État a l'obligation de fournir une certaine forme d'aide sociale aux citoyens, et c'est l'intention du gouvernement actuel de respecter les promesses faites lors des dernières élections provinciales générales. La loi de l'assurance-hospitalisation est un pas en avant dans ce domaine social.

Si le gouvernement a aboli d'un trait de plume la commission d'enquête instituée par l'Union nationale, c'est que nous avons les éléments nécessaires pour instituer l'assurance-hospitalisation.

Il dit déplorer l'absence jusqu'ici d'un organisme de consultation interprovincial qui aurait pu prendre l'initiative des mesures de sécurité sociale au Canada.

Le député de Charlevoix (M. Leclerc) a dit précédemment que la province de Québec aurait dû demander à Ottawa d'accorder un droit de taxation plutôt qu'un subside et faire comme M. Sauvé, dans le cas des subventions aux universités, et récupérer, par un moyen ou l'autre, les sommes que le fédéral consacre dans la province à l'assurance-hospitalisation. Cet argument ne peut entrer en ligne de compte, parce que les paiements aux universités étaient faits à 100 % par le gouvernement d'Ottawa. Il ne s'agissait pas d'un programme conjoint fédéral-provincial comme dans le cas qui nous occupe.

Le député de Charlevoix nous a reproché de participer à un autre programme conjoint. On peut difficilement, du côté de l'opposition, nous reprocher d'avoir accepté ce plan conjoint, car M. Duplessis a lui-même créé un précédent lorsque son gouvernement a consenti à un amendement à la Constitution et a accepté les plans conjoints des pensions de vieillesse et des pensions aux invalides.

J'étais le premier chef de gouvernement québécois à réclamer la disparition des programmes conjoints, et à demander qu'Ottawa se retire du programme à frais partagés en nous remboursant l'impôt à la source. Il fait lecture de la déclaration qu'il a faite sur ce sujet à la conférence fiscale de juillet à Ottawa: "Les programmes conjoints existants ont joué un rôle stimulant dans le développement économique et social du pays; ils ont suppléé, en plusieurs cas, à l'initiative des provinces. Mais ces programmes sont maintenant assez bien établis à l'échelle provinciale pour que le gouvernement fédéral cesse d'y participer et sorte de ces domaines. Le gouvernement fédéral devrait être prêt à accepter cette demande"<sup>18</sup>."

Il (l'honorable M. Lesage) dit s'être inspiré du rapport Tremblay en prenant position contre les programmes conjoints. Il faudra en tirer le meilleur parti en attendant mieux, dit-il. L'Union nationale, elle, avait oublié le rapport Tremblay dans les voûtes. C'était un crime de lèse-majesté d'en parler.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**  
L'Union nationale avait mis le rapport Tremblay à l'index.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
C'est en grande partie à cause de la politique négative de l'Union nationale si les provinces n'ont pu encore prendre l'initiative en matière de législation sociale et se sont laissées damer le pion par Ottawa dans ce domaine.

En 1943, le défunt premier ministre Adélard Godbout avait établi une commission pour étudier les moyens d'instaurer un programme d'assurance-santé au Québec. Lorsque l'Union nationale a accédé au pouvoir en 1945, l'une des premières choses que ce gouvernement a faites a été d'abolir la commission établie par le premier ministre Godbout. Si l'Union nationale avait permis à la commission Godbout de terminer son travail, le Québec aurait été la première province à participer à un programme d'assurance-hospitalisation, au lieu d'être la dernière<sup>19</sup>.

Le grand reproche fait par le député de Charlevoix et le chef de l'opposition est que le projet de loi ne contient pas de détails, que tout le plan d'assurance-hospitalisation se trouve plutôt dans les règlements, qui ne font pas partie de la loi. Contrairement à ce que prétend l'opposition, le projet de loi d'assurance-hospitalisation comprend tous les détails nécessaires pour en faire une loi complète. Tous les principes de l'application de la loi se trouvent dans le bill: gratuité de l'hospitalisation,

universalité et le principe des contrats individuels avec les hôpitaux.

Le programme d'assurance-hospitalisation consacrera deux principes que le Parti libéral croit essentiels dans l'application des mesures de sécurité sociale. Les services hospitaliers seront gratuits et universels dans leur application. L'assurance-hospitalisation ne coûtera rien aux patients et s'appliquera à tous les citoyens de la province, quels que soient leurs moyens financiers. L'universalité du système offre de grands avantages. Il est plus facile de percevoir une taxe que des primes. Le système sélectif entraîne d'énormes dépenses. On a constaté au Nouveau-Brunswick, par exemple, qu'il était impossible dans nombre de cas de percevoir la prime. Nous admettons que l'entreprise privée a de grands avantages pour l'industrie et le commerce mais, dans le domaine des services indispensables, on a certain degré d'étatisation est absolument nécessaire.

Petit à petit, à mesure que la loi aura été mise en application, le gouvernement entrera dans le champ des services externes. Le gouvernement doit se réserver ce pouvoir, avant la prochaine session, parce que cela permettra une plus grande utilisation des services internes pour ceux qui en auront besoin.

La loi d'assurance-hospitalisation met les hôpitaux à l'abri de toute intrusion gouvernementale dans leur administration. Il est entendu qu'un contrat individuel sera signé avec chaque hôpital et que ce contrat renfermera une clause qui protégera l'autonomie et les droits particuliers de chaque institution inclus dans les chartes des hôpitaux. De plus, aucun hôpital ne sera forcé de signer un contrat avec le gouvernement.

Quant au blanc-seing et aux lois omnibus, on a mauvaise grâce d'en faire reproche au Parti libéral, car ceux qui ont suivi les délibérations de la Chambre sous l'Union nationale savent de quel côté se trouvaient les maîtres dans ce domaine. S'il existe dans les Statuts des exemples de lois omnibus, ce sont toutes des lois de l'Union nationale. Il nomme trois projets de loi de l'Union nationale de la dernière session qui autorisaient le versement de \$10,000,000 ou plus et dont le cabinet établissait toutes les modalités en privé.

Chaque année, dans le budget du ministère de la Santé, il y aura les sommes qui pourront être dépensées sous l'empire de la loi. C'est dire que l'administration de la loi pourra être scrutée et les règlements discutés chaque année par l'Assemblée législative. Ce n'est donc pas un chèque en blanc que nous demandons. Nous laissons aux représentants du peuple la liberté de surveiller la manière dont sont

dépensés les deniers publics. Ce sont là des responsabilités et des droits qui ont été niés sous l'Union nationale.

Nous avons aussi mis un *proviso* qui nous oblige à publier les règlements et leurs amendements dans la *Gazette officielle du Québec*. Tous les amendements faits au cours de l'année seront immédiatement publiés. Nous n'avions pas cette précaution avec l'Union nationale.

Pour enlever certaines craintes exprimées par l'opposition sur le caractère religieux des hôpitaux et sur le sort de leur personnel religieux, je vais dire que le personnel religieux sera rémunéré comme les autres salariés des hôpitaux, selon la compétence. Le programme comprend le paiement du salaire des religieuses selon leur classe d'emploi. Les religieuses ne reçoivent pas de salaire de la part de leurs institutions à cause de leurs vœux de pauvreté.

De plus, le gouvernement reconnaît l'existence des chapelles dans les hôpitaux et ne tiendra pas compte des revenus provenant de ces chapelles pour le paiement des versements annuels par le gouvernement. Les salaires des aumôniers seront calculés dans le coût d'opération. Le coût d'exploitation des écoles d'infirmières sera également calculé dans le coût de l'opération.

(Une panne d'électricité plonge brusquement la Chambre dans le noir)

(Applaudissements et rires)

**Une voix ministérielle:** Encore un coup de l'Union nationale!

(Rires)

(Des briquets s'allument un à un)

**Une voix:** Que la lumière soit!

(Le courant électrique revient)<sup>20</sup>

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'opposition affirme que le programme ne répondra pas aux exigences de personne, y compris celles des hôpitaux. Une lettre de l'Association d'hospitalisation du Québec, reçue le 25 novembre et signée par le Dr Gilbert Turner de Montréal, félicite le gouvernement de la passation de cette loi et lui offre, au nom des hôpitaux, leur plus complète coopération dans l'immense effort que toutes les personnes concernées devront déployer lorsque le programme sera en vigueur. Il y exprime sa gratitude envers les administrateurs d'hôpitaux pour les six réunions

tenues par le gouvernement à Montréal, où les détails du programme ont été expliqués. Il ajoute que le programme apportera beaucoup d'avantages au plus grand nombre de gens.

Le coût d'opération comprendra les salaires, l'électricité, les services, la dépréciation, le coût de l'équipement et du mobilier. En résumé, tout le coût d'opération de l'hôpital servira de base au versement que le gouvernement fera chaque année à chacun des hôpitaux. Cela vaudra non seulement pour les salles publiques, mais aussi pour les chambres privées et semi-privées. Le gouvernement va probablement commencer à payer sa part des coûts en remboursant le dossier des patients avant la fin de l'année. C'est l'aspect le plus coûteux de l'administration d'un hôpital et que les administrateurs trouvent particulièrement onéreux.

En 1961, les services assurés par le projet de loi sur l'assurance-hospitalisation coûteront \$550,000,000 dans tout le Canada. Pour le Québec, le coût sera de \$139,000,000. Il y aura 4,000,000 de jours d'hospitalisation.

Conformément au programme national, les gouvernements fédéral et provinciaux se partagent les dépenses à peu près à parts égales. Les paiements fédéraux à toutes les provinces, sauf le Québec, pour l'assurance-hospitalisation au cours de la présente année, s'élèveront à environ \$210,000,000.

Si l'on tient compte du fait que les citoyens du Québec paient 25 % des taxes fédérales, cela revient à dire que, pour la seule année 1959, les citoyens du Québec ont payé au-delà de \$25,000,000 au fédéral pour l'assurance-hospitalisation, sans en retirer un seul sou. Pour la présente année, c'est une somme d'au-delà de \$40,000,000 que les contribuables du Québec ont versée en taxes au gouvernement fédéral pour l'hospitalisation des citoyens des autres provinces, sans que ceux du Québec n'en aient bénéficié. Il était donc urgent que cet état de choses cesse. Nous n'avons pas les moyens de laisser ce montant aux autres provinces, alors que les citoyens du Québec paient leur part de taxes au gouvernement fédéral.

Dans le cas du Québec, la part du gouvernement fédéral pour l'année 1961 est évaluée à \$72,500,000, ce qui laissera une somme de \$53,000,000 à payer par la province de Québec. En ajoutant \$2,000,000 par année pour l'administration de la loi, le total à payer sera de \$55,000,000.

Suivant les calculs actuels, le gouvernement provincial paie environ \$30,000,000 à même le fonds de l'assistance publique, chaque année, pour des services qui seront assurés en vertu du projet de loi.

C'est l'estimation pour l'année en cours. Mais, pendant ce temps, les hôpitaux souffrent. Ils souffrent de ce que les versements effectués en vertu de l'assistance-publique sont bien inférieurs au seul coût d'opération d'un hôpital, compte non tenu des dépenses en immobilisations. Il ne pouvait être question de présenter une loi d'extension de l'assistance publique, de la rendre universelle, applicable à tous, sans placer les hôpitaux dans une situation intenable au point de vue financier.

De la sorte, c'est une différence de \$25,000,000 que le gouvernement devra trouver, soit par une taxe soit par d'autres moyens. Voilà le tableau financier du plan d'assurance-hospitalisation.

Le printemps dernier, nous avions cru pouvoir financer le programme libéral dans ce secteur social sans nouvelles taxes. Mais l'héritage financier que nous a laissé l'Union nationale est tel que nous devons nous résoudre à chercher de nouvelles sources de revenus pour financer les \$25,000,000 additionnels que coûtera l'application de la loi d'assurance-hospitalisation au cours de 1961.

Depuis la victoire libérale, on a découvert que l'Union nationale avait pris des engagements de l'ordre de \$91,000,000, à l'insu de la province de Québec, pour l'année fiscale 1961-1962. Il faut ajouter à cette somme un autre montant de \$39,000,000, ce qui porte le montant total des engagements pris par l'ancien gouvernement pour l'an prochain à \$130,000,000. Les libéraux n'étaient pas au courant de ces engagements. Nous n'avions aucun moyen d'être au courant de ces engagements avant de prendre le pouvoir après les élections<sup>21</sup>. Pourtant, l'Union nationale nous avait présenté un budget bien balancé!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le temps n'est pas propice à la discussion de la situation financière de la province de Québec. Nous n'en avons pas peur de cette situation financière.

**M. Johnson (Bagot)** appuie le point d'ordre du député de Chicoutimi.

(Le point d'ordre demeure sans conséquence)<sup>22</sup>

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est là le tableau de la situation financière du Québec, tableau que nous ne pouvions pas connaître, parce que l'Union nationale a sciemment caché à la province le véritable état des finances provinciales.

Le temps des attermoissements est terminé, de même que celui des faux-fuyants. Le temps est à

l'action, et c'est à l'action que nous passons immédiatement. Le peuple du Québec aura l'assurance-hospitalisation en dépit des efforts de l'Union nationale pour retarder la mise en force de la loi.

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose que soient notées par le greffier certaines paroles prononcées au cours du débat par l'honorable premier ministre, à savoir: "l'Union nationale a sciemment caché à la province le véritable état de ses finances".

Adopté.

Le débat se poursuit sur la deuxième lecture.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai aucune objection à les répéter. Je dis que l'Union nationale a sciemment caché à la province le véritable état financier provincial.

Nous avons entrepris des réformes qui devraient nous faire récupérer des sommes considérables. Je soumettrai à la Chambre, avant l'ajournement des Fêtes, un projet de loi afin de défrayer la part de la province du coût de l'assurance-hospitalisation<sup>23</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre, avec un trémolo grasseyant qui n'est pas désagréable, nous a parlé du rapport Tremblay. Ce qui est amusant, et un peu triste, c'est que la première loi qu'il nous apporte ici, comme premier ministre du Québec, est une loi qui contredit toutes les recommandations du rapport Tremblay en matière de législation sociale.

Selon son habitude, le premier ministre a voulu créer un écran de fumée. Il a voulu se raccrocher à de grands principes, mais le rapport Tremblay, dont il se réclame, a pris soin de cataloguer et de marquer une fois pour toutes la politique qu'il a contribué à appliquer lorsqu'il était ministre à Ottawa.

Selon l'avis de la Commission sur les problèmes hospitaliers du rapport Tremblay, contenu aux pages 357 et 358 du troisième volume, "la solution définitive aux problèmes des hôpitaux devrait résulter d'un meilleur financement non seulement de l'hospitalisation des indigents, mais aussi des soins hospitaliers pour toutes les classes de la société, en particulier la classe à revenus moyens qui ne peut ni assumer de frais médicaux et hospitaliers coûteux, ni recourir à l'assistance-publique. Tout en sauvegardant la liberté individuelle et en conservant aux institutions leur caractère charitable et bénévole, la solution qui semble la plus appropriée serait une meilleure

adaptation des contrats d'assurance-maladie et d'hospitalisation aux besoins du public. Aussi, la Commission sur les problèmes hospitaliers, interprète des hôpitaux, le Collège des médecins et d'autres corps publics recommandent-ils au gouvernement de la province de procéder au plus tôt à l'établissement d'un régime général d'assurance-maladie, régie par les sociétés privées avec le concours de l'État selon des normes à définir".

Selon le même rapport à la page 315 du deuxième volume, "il appert, en effet, que les principes auxquels la civilisation canadienne-française est attachée sont fort difficiles à concilier avec la doctrine étatiste. D'une part, ils réprouvent le socialisme, sans pouvoir s'accorder non plus avec un étatisme libéral ou pragmatique. Ces principes ne s'opposent pas, bien au contraire, à des interventions résolues et hardies de l'État au nom du bien commun. Mais ces interventions devront être d'une nature bien définie et respecter la dignité humaine, principal bien commun que l'État a mission de sauvegarder et de promouvoir. Elles devront surtout et avant tout conditionner l'initiative des individus et de leurs associations, favoriser l'association là où l'individu ne réussit pas, stimuler en somme l'action privée et ne jamais s'y substituer, sauf dans les cas où il est impossible d'agir autrement et où le bien commun exige vraiment l'action directe de l'État. Une telle doctrine s'accommode mal d'un étatisme, même libéral, qui préfère l'action directe de l'État à l'effort en vue de favoriser l'association<sup>24</sup>".

Est-ce que la loi actuellement discutée cadre bien avec les principes énoncés dans ce document?

Cette loi s'inspire d'un principe cher à Mackenzie King en vertu duquel on taxe tous les gens, même ceux qui n'ont pas les moyens de payer, pour ensuite distribuer de l'argent à tous, même ceux qui n'en ont pas besoin. Ce nivelage est un principe faux, et la province de Québec l'a rejeté à plusieurs reprises.

Si le gouvernement actuel est sincère dans son intention de protéger l'autonomie du Québec, la loi sur l'assurance-hospitalisation représente un bon moyen de prouver aux gens de la province qu'ils ne paient pas seulement pour de belles paroles sur l'autonomie. Le bill présenté actuellement par le gouvernement ne représente aucun effort pour adapter l'accord fédéral-provincial aux besoins des institutions de la province de Québec et obtenir d'Ottawa les fonds mis de côté pour l'assurance-hospitalisation. Ces fonds, on aurait pu les obtenir d'Ottawa pour les appliquer de façon moins inquiétante pour nos institutions françaises et

catholiques. Évidemment, le premier ministre considère que le Québec n'est pas différent des autres provinces. Ce qui est bon pour nos voisins doit l'être pour nous.

Si le Québec avait été en mesure d'obtenir un allègement fiscal d'Ottawa pour ensuite utiliser ce revenu supplémentaire pour financer l'assurance-hospitalisation, nous pourrions alors croire le gouvernement lorsqu'il parle d'autonomie provinciale.

Il est vrai que Québec a perdu des millions de dollars en ne participant pas au projet d'assurance-hospitalisation du fédéral. En réalité, ces sommes ont été perdues à cause de l'adoption de la législation fédérale pour laquelle le premier ministre a lui-même voté pendant qu'il était ministre à Ottawa. Aujourd'hui, comme premier ministre du Québec, il se vante d'avoir été le premier à les dénoncer. Ces plans conjoints, la province de Québec les a subis, elle en a souffert; mais si nous avons refusé, dans le passé, les millions d'Ottawa, nous avons au moins conservé notre fierté. Au fil des ans, le gouvernement de l'Union nationale a récupéré une partie des droits de Québec auprès d'Ottawa.

Certains articles de journaux affirment que l'autorité fédérale aura droit d'inspection. Selon l'opinion d'un grand spécialiste en matière d'assurance-hospitalisation, toute la législation actuelle sur la question est confiscatoire et la situation est particulièrement grave dans le cas des hôpitaux catholiques. Avant longtemps, si cette loi est appliquée dans sa forme actuelle, il s'ensuivra l'intervention du gouvernement fédéral dans les affaires provinciales et du gouvernement provincial dans les hôpitaux.

Nous ne parlerons pas de croque-mitaines et de sorcières<sup>25</sup>, mais déjà un comité fédéral a commencé à avertir les provinces de ne pas faire ceci ou de prendre garde à cela dans le domaine de l'assurance-hospitalisation. En d'autres mots, si la loi passe dans sa forme actuelle, sans amendement, nos hôpitaux seront étatisés et placés sous le contrôle d'un comité fédéral, avec les inconvénients qui peuvent en résulter pour ces institutions confessionnelles, dans cinq ou 10 ans. C'est là que nous mène le lâchage du Parti libéral.

L'assurance-hospitalisation m'intéresse depuis longtemps. J'ai assisté à des congrès sur la question. Dans l'Ontario, 80 % des dettes des hôpitaux sont supportées par les hôpitaux catholiques qui, souvent, à cause de leur caractère confessionnel, reçoivent moins d'assistance de l'État. Ces hôpitaux nous ont demandé de profiter des négociations sur l'assurance-hospitalisation avec Ottawa pour écarter le risque que leur caractère confessionnel...

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** C'est une chose stupide. C'est effroyable de faire pareille démagogie en Chambre.

**M. Johnson (Bagot):** J'affirme de mon siège de député, M. l'Orateur, que les hôpitaux catholiques du Canada...

(Désordre dans la Chambre et dans les tribunes)

**M. l'Orateur:** À l'ordre! À l'ordre! Est-ce que les auditeurs dans les galeries pourraient garder le silence?

**M. Johnson (Bagot):** Le procureur général, qui veut sauver les Canadiens français d'outre-frontières, aurait l'occasion de rendre service à la population canadienne-française et catholique de la province de Québec.

Les communautés religieuses administrent une majorité écrasante d'hôpitaux du Québec: c'est un fait que le gouvernement n'a pas pris en considération lors de la rédaction de la loi.

Si le gouvernement libéral avait un vrai sens des responsabilités, il aurait discuté avec les autorités fédérales du sort des hôpitaux catholiques situés dans les autres provinces du Canada. L'Association canadienne des hôpitaux catholiques avait demandé au défunt premier ministre Duplessis d'essayer de convaincre Ottawa de considérer les frais d'intérêts quotidiens et d'amortissement des édifices hospitaliers lors du calcul des paiements aux autorités fédérales.

Certains médecins et certains administrateurs d'hôpitaux sont d'avis que l'on a imposé aux hôpitaux le projet du gouvernement du Québec. On m'a dit que la discussion à ce sujet avait été un monologue où le gouvernement a parlé tout le temps et où les médecins n'ont pas eu la chance de placer un seul mot.

C'est une loi imposée à la province par l'administration actuelle, et elle l'est selon la méthode libérale: c'est à prendre ou à laisser. L'administration libérale a promis aux électeurs un programme d'assurance-hospitalisation qui sera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier, et maintenant on veut nous le faire avaler de force. Les dispositions de la mesure placent la province dans le domaine de l'absolu. Elles laissent au gouvernement l'arbitraire complet.

Et je vois déjà poindre les oreilles de certains membres de la Fédération libérale qui ne manqueront certainement pas de discuter cette mesure. On ne laisse aucune liberté et c'est un principe excessivement dangereux. La loi remet entre les mains des fonctionnaires fédéraux un domaine qui pourrait mettre en jeu le secret professionnel de nos médecins.

Le projet qu'on nous soumet peut être considéré comme un chef-d'œuvre décevant d'improvisation. Au début de 1960, l'Union nationale avait annoncé qu'elle s'engageait à présenter une loi d'assurance-hospitalisation à la session de septembre. Autant nous désirions l'assurance-hospitalisation, nous, de l'Union nationale, autant nous sommes déçus par le projet que nous propose l'actuel gouvernement de la province. Nous voulions certes l'établissement d'un système d'assurance-hospitalisation, mais sous des conditions prédéterminées.

Si le but de cette loi est d'instaurer un vrai programme d'assurance-hospitalisation, c'est bien. Cependant, comme la législation l'indique, tout ce qui sera accompli sera de donner aux hôpitaux un \$25,000,000 supplémentaire. Nous pensons alors que le gouvernement devrait trouver une autre manière d'agir. Pour apporter \$25,000,000 aux hôpitaux, afin d'aider les malades, est-il nécessaire de faire planer sur les personnes et les institutions la menace de spoliation et d'étatisation?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les hôpitaux recevront le coût complet d'opération de leurs institutions, y compris les chambres privées et semi-privées. Ils recevront en plus 40 % du prix des chambres privées et semi-privées pour les aider à défrayer les intérêts de leurs dettes. Le reste ira à l'initiative privée pour éviter l'étatisation que craignent tant nos amis d'en face.

**M. Johnson (Bagot):** Le problème de l'assurance-hospitalisation est un problème que nous connaissons. Comme député, nous avons été en contact avec la population. Nous avons reçu des milliers de confidences, nous avons été des confesseurs...

(Rires à droite)<sup>26</sup>

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le voilà avec la robe maintenant!

**Une voix ministérielle:** Il ne manquait plus que cela.

**M. Johnson (Bagot):** Ce projet de loi est le produit d'un premier ministre prisonnier de son passé et peut-être de son avenir, et dont l'attitude de mettre l'opposition au défi de voter contre le projet de loi est antidémocratique et antiparlementaire. À Ottawa, le premier ministre actuel a voté pour des lois d'inspiration socialiste. Il tente maintenant d'en imposer des semblables à ses députés. Certains autonomistes, membres de la Fédération provinciale

du Parti libéral ne sont pas tellement contents au sujet de la façon dont l'assurance-hospitalisation a été présentée. Si le projet de loi n'est pas modifié pour satisfaire les autonomistes, les libéraux le regretteront, un jour qui n'est pas éloigné, la position qu'ils ont adoptée ou qu'ils n'ont peut-être pas adoptée, au sujet de cette question importante<sup>27</sup>.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** dénonce l'esprit qui a animé le discours du député de Bagot (M. Johnson). Toujours ce spectre d'anticléricalisme, dit-il. Il faut l'entendre toujours revenir constamment avec son catholicisme, comme si nous étions des apostats. On reconnaît bien sa mentalité de confesseur.

L'Union nationale a voté tous les ans, depuis 1952, contre les demandes de l'opposition libérale d'instaurer un plan d'assurance-hospitalisation. Elle a aboli la commission formée par M. Godbout en 1945, sous prétexte qu'on n'avait pas besoin d'une commission mais d'une loi. Les députés de l'Union nationale avaient alors dit qu'ils avaient en main tous les éléments pour instituer le plan. Ils n'ont rien fait. M. Duplessis a synthétisé sa pensée sur le sujet en disant un jour cette formule magique: "La meilleure assurance contre la maladie, c'est la santé."

Le député de Bagot joue de la religion en discutant de la loi de l'assurance-hospitalisation. Il a fait apparaître le spectre de l'État protestant s'emparant des communautés religieuses. C'est sa manière à lui de faire de la politique depuis toujours! À l'élection de 1956, le député de Bagot fut l'initiateur des tactiques de son parti en faisant passer les libéraux pour des communistes. Il a renouvelé ce genre de tactiques récemment dans Rouville en traînant des confessionnaires sur la place publique<sup>28</sup>...

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je soulève un point d'ordre. L'orateur sort de son sujet.

**M. l'Orateur** rejette le point d'ordre du député de Chicoutimi.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Le député de Bagot aurait dû sortir des confessionnaires et discuter la loi.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Le député de Bagot a traîné la religion dans le débat. Je veux démontrer que, chez lui, c'est une chose qu'il aurait dû cesser de faire depuis longtemps.

Le député de Bagot est assez habile. Il a commencé par affirmer que les hôpitaux catholiques

des autres provinces avaient demandé à M. Duplessis, ou à l'un de ses successeurs, de prendre prétexte d'une conférence avec Ottawa pour sauvegarder les hôpitaux catholiques.

Toujours ce spectre qu'il fait planer pour faire croire que le gouvernement anglo-saxon protestant ne traitera pas de façon juste les hôpitaux catholiques. Or, la loi fédérale, qui s'accroche à la nôtre, ne fait pas de distinctions sur le sujet. Tous les hôpitaux catholiques du Canada vont recevoir le même traitement que les autres.

Toutes les libertés sont garanties aux hôpitaux en vertu du projet de loi. Mais il n'y a pas la liberté des individus de se priver de l'assurance-hospitalisation parce qu'ils en ont absolument besoin. Si jamais les libertés religieuses sont menacées au Québec, je suis convaincu qu'il se trouvera de biens meilleurs défenseurs ici que de l'autre côté de la Chambre.

En vertu de notre projet de loi, qui prend son origine dans la loi fédérale, on trouve le moyen de pourvoir jusqu'à la chapelle et de s'assurer que l'aumônier sera payé. Et on vient se servir de la tribune de l'Assemblée législative pour accuser les mauvais libéraux d'annihiler les bonnes sœurs dans les hôpitaux! Est-ce que le député de Bagot finira par apprendre d'autres chansons que celle-là?

Le rapport Tremblay parlait de l'assurance-hospitalisation. Les commissaires prévenaient la province de Québec que si elle ne prenait pas les devants en adoptant un système d'assurance-hospitalisation, le gouvernement fédéral envahirait ce domaine. Le rapport ajoutait: c'est urgent!

Nous sommes en 1960 et, pourtant, rien n'a encore été fait à ce sujet. Mais, parce que le Parti libéral, fidèle à un engagement qu'il a pris, décide que le temps d'agir est venu, on s'en va chercher des loups-garous, des feux follets qu'on met entre les mains du député de Bagot qui se charge de nous dire: "Faites attention, il y a quelque chose de dangereux là-dedans." On n'est jamais capable de distinguer les textes à leurs mérites.

On ne peut prétendre que le projet de loi est parfait, bien sûr. Il faudra le modifier avec l'expérience de sa mise en vigueur. Mais, avec les règlements annexés au projet lui-même, les membres de la Chambre seront mieux renseignés sur cette mesure que l'opposition libérale ne l'a été sur des dizaines de lois dans le temps où l'Union nationale était au pouvoir.

Il est étonnant que l'opposition en ait tant contre les plans conjoints. L'Union nationale en a profité sans s'en plaindre pour la construction des écoles d'arts et métiers. L'Union nationale s'est vantée ici même de la loi d'assistance-chômage,

fondée sur un plan conjoint et que feu Paul Sauvé a dit être le couronnement de sa législation sociale. Les gens de l'Union nationale n'en souffraient pas trop de ces plans conjoints. Leur grande souffrance, c'est plutôt d'être là où ils sont.

Le député de Bagot a dit que le projet de loi de l'assurance-hospitalisation ne représente aucun effort. Nos amis d'en face ont une drôle de conception de la théorie de l'effort. Tout leur effort à eux a consisté à nommer une commission d'enquête qu'ils ont installée dans un immeuble loué pour 10 ans. Ils l'ont installée pour longtemps, le temps de faire un cours classique et probablement une couple d'années de spécialisation. Elle n'a soumis aucun rapport. Tout ce qu'elle a fait, ce fut de se meubler et de se doter d'un système de climatisation<sup>29</sup>. Voilà la théorie de l'effort pour nos amis.

Je me demande pourquoi les députés de l'Union nationale n'ont pas agi avant aujourd'hui pour donner au peuple ce qu'il réclamait. Ceux qui partent aujourd'hui, de l'autre côté de la Chambre, le font en général pour cause de maladie. Ils auraient pu profiter de l'assurance-hospitalisation!

**M. Bertrand (Missisquoi)** propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. Chartrand), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

#### **Loi de la conciliation entre locataires et propriétaires**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 4 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Adopté.

#### **Loi des pensions**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 5 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

#### **Loi des terres de colonisation**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 7 modifiant la loi des terres de colonisation.

Adopté.

#### **Loi des tribunaux judiciaires**

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

#### **Prêts agricoles**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 autorisant de nouveaux crédits pour fin de prêts agricoles.

Adopté.

#### **Loi du crédit agricole**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

Adopté.

#### **Travaux d'hiver**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités.

Adopté.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.



## NOTES

1. *Le Nouvelliste* du 7 décembre 1960, à la page 2, remarque que "les deux nouveaux députés sont venus à Québec à la tête de fortes délégations des comtés de Rouville et de Joliette. Leurs partisans remplissent les galeries de l'Assemblée législative".
2. Nos sources ne précisent pas si les notes explicatives de ce projet de loi, comme c'est le cas également pour les bills qui suivent, ont été données par le ministre lui-même ou par les journalistes, pour le bénéfice de leurs lecteurs. Quelques journaux, dont *La Tribune* du 7 novembre 1960, à la page 25, indiquent, qu'au moment où ces projets de loi subissent leur première lecture, "le texte de ces mesures n'a pas encore été publié, mais que certaines explications ont été fournies au sujet de quelques-uns d'entre eux". Nous convenons ainsi que les explications données dans les journaux sont celles des ministres.
3. Selon *La Presse* du 7 décembre 1960, à la page 57, lors de cette séance, l'opposition questionne le gouvernement à chaque fois qu'un nouveau bill est présenté en première lecture. Nos sources ne témoignent pas de la nature de toutes les interrogations. Nous soulignons donc, pour ce projet de loi comme pour certains qui suivent, qu'il y a eu échange de questions et de réponses.
4. La teneur de la question n'est pas présente dans nos sources.
5. *L'Événement* du 7 décembre 1960, à la page 6, note que M. Lapalme dit cette phrase avec le sourire.
6. La loi concernant le système administratif de la cité de Montréal est sanctionnée le 10 mars 1960. Elle donne naissance à la Commission d'étude du système administratif de la cité de Montréal qui sera présidée par le juge Paul-Émile Champagne, de la Cour municipale de Montréal. Cette Commission fait suite au désir du premier ministre de l'époque, Antonio Barrette, de modifier le mode électif de la ville. Voir Antonio Barrette, *Mémoires*, aux pages 205-206.
7. Cette session spéciale s'étend sur trois jours entre le 20 et le 22 septembre 1960, et porte essentiellement sur la charte de la ville de Montréal.
8. Dans *La Presse* du 7 décembre 1960, à la page 57, le courriériste parlementaire Jacques Monnier note que l'opposition avait questionné chaque ministre qui présentait de nouveaux bills. Lorsque M. Hamel a présenté ses deux projets de loi, l'opposition est restée muette. Monnier écrit qu'"on vit clairement que le député de Saint-Maurice s'attendait à être questionné et qu'il avait préparé sa réponse. Mais, devant le silence de l'Union nationale, M. Hamel se résigna également au silence".
9. Selon *Le Soleil* du 6 décembre 1960, à la page 21, cette cérémonie d'introduction des députés débute à 3 h 15.
10. *Le Nouvelliste* du 7 décembre 1960, à la page 2, rapporte que les partisans des nouveaux députés "ont vivement applaudi lorsqu'ils furent présentés".
11. *Le Soleil* du 7 décembre 1960, à la page 10, écrit que "les députés ministériels ont fait une ovation au premier ministre et aux nouveaux élus".
12. M. Leclerc fait ici allusion à une suggestion émise par le comité de linguistique de la Tribune de la presse du Parlement de Québec qui suggère, entre autres choses, que les parlementaires remplacent "Monsieur l'Orateur" par "Monsieur le Président". Voir le compte-rendu dans *Le Devoir* du 30 novembre 1960, à la page 1.
13. Selon *Le Soleil* du 6 décembre 1960, à la page 21, cette séance du 6 décembre se divise en deux parties: une l'après-midi et l'autre le soir. Nous insérons la suspension des travaux à ce moment de la séance, selon les informations temporelles contenues dans nos sources.
14. M. Leclerc discute ici de la Commission d'enquête sur l'assurance-hospitalisation, créée sous le gouvernement Barrette par la loi concernant l'assurance-hospitalisation, sanctionnée le 10 mars 1960. Cette Commission est placée sous la présidence de Gérard Favreau et devait à l'origine déposer son rapport au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 1960, ses recommandations devant former la base de la future loi. Cette Commission est abolie le 13 juillet 1960 par le gouvernement Lesage. Voir Antonio Barrette, *Mémoires*, aux pages 237-243.
15. *Le Devoir*, du 7 décembre 1960, à la page 2 indique seulement que M. Talbot "cite la Constitution pour souligner que l'entretien des hôpitaux et des hospices est du domaine des provinces". Ce passage provient des *Documents*

*constitutionnels concernant la province de Québec*, 1941, p. XXVIII.

16. Il s'agit de William Henry Beveridge (1879-1963), économiste et administrateur britannique. Beveridge est connu principalement pour sa réforme des assurances sociales britanniques de 1941 et pour son ouvrage intitulé *Du travail pour tous dans une société libre*, terminé en 1944. Dans sa pensée, l'État doit lutter contre la misère, le chômage et la maladie, tout en préservant les libertés fondamentales des citoyens.

17. *Le Devoir* du 7 décembre 1960, à la page 2 et *Le Soleil* du même jour, à la page 15, mentionnent que M. Talbot cite le rapport Tremblay sans en indiquer le passage.

18. Nous avons retrouvé cette déclaration dans "Un document historique: le mémoire du Québec à la conférence fiscale". Voir *Le Devoir* du 26 juillet 1960, à la page 6.

19. Selon Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. XLI, aux pages 12 et 13, et *Maurice Duplessis et son temps*, vol. II, à la page 13, le gouvernement canadien, pendant la Seconde Guerre mondiale, entreprend d'instituer un programme fédéral d'assurance-maladie. Sans contre-projet, le gouvernement Godbout fait sanctionner, le 23 juin 1943, une loi instituant la Commission d'assurance-maladie de la province de Québec. Cette Commission est composée de MM. Antonio Gauvreau, C. E. Durnforth et du Dr Roméo Blanchet. Son rapport suggère au gouvernement de créer une loi et de la soumettre aux autorités religieuses. En 1944, lors de son retour au pouvoir, M. Duplessis demande aux membres de la Commission de démissionner, ce qu'ils font.

20. Selon *La Presse*, du 7 décembre 1960, à la page 57, c'est après que cette parole biblique fut prononcée que "le courant électrique fit son retour, illuminant de nouveau la Chambre basse, et marquant la reprise de la discussion".

21. Selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 7 décembre 1960, à la page 1, "le premier ministre s'est avancé pas à pas dans l'allée en face de son bureau et pointait son doigt vers l'opposition".

22. *Le Soleil* du 7 décembre 1960, à la page 2, relate que M. Johnson avait pourtant appuyé le point

d'ordre de M. Talbot, mais que l'incident est demeuré clos.

23. Selon *Le Nouvelliste* du 7 décembre 1960, à la page 1, "un porte-parole officiel a fait remarquer que les propos du premier ministre permettent de croire que de nouvelles taxes seront imposées". Quant à lui, *The Montreal Daily Star* du 7 décembre 1960, à la page 1, écrit: "On pense que les nouvelles taxes en question pourraient s'appliquer aux ressources naturelles et aux paris mutuels."

24. *Le Soleil* du 7 décembre 1960, à la page 15, mentionne que M. Johnson cite des passages du rapport Tremblay.

25. M. Johnson fait allusion à certains mots portés contre lui par M. Arsenault lors de la séance du 23 novembre 1960.

26. *La Presse* du 7 décembre 1960, à la page 57, écrit que "le mot confesseur, une fois lâché, a été accueilli par un immense éclat de rire du côté ministériel, [...] accompagné de commentaires plutôt confus".

27. Dans *The Gazette* du 8 décembre 1960, à la page 4, le correspondant Wilbur Arkison remarque que ce discours de M. Johnson est le meilleur de ceux qu'il a prononcés à l'Assemblée législative.

28. Il s'agit des élections partielles des comtés de Rouville et de Joliette dont le scrutin a eu lieu le 23 novembre 1960.

29. Selon *Le Montréal-Matin* du 9 décembre 1960, à la page 14, "dans sa réponse à M. Johnson, le procureur général a élevé le ton à plusieurs reprises et provoqué maintes interruptions, du côté de l'opposition".

Séance du mercredi 7 décembre 1960

### Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 102 modifiant la charte de Congrégation Beth-El;

- bill 104 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Lacoste à l'exercice de la profession d'avocat;

- bill 113 concernant la Société coopérative agricole des pomiculteurs de Frelighsburg;

- bill 119 constituant en corporation Les Messagères de Jésus;

- bill 137 accordant certains pouvoirs spéciaux à la Commission des écoles catholiques de Shawinigan, comté de Saint-Maurice;

- bill 139 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre M. Nicolai Nasadiuk à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 140 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph Secter à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 184 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Mara Ingeborg Käthe Eugénie Neumann Pütsep à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 186 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Margaret June Bartlett, épouse séparée de biens de Vincent-Joseph Gagnon, à l'exercice de la profession d'avocat.

### Comité mixte de la Bibliothèque de la Législature

CONSEIL LÉGISLATIF

Ce 6 décembre 1960

**Ordonné:** Que les honorables MM. Baribeau, Barrette, Brillant, Connors, Laferté, Martineau et

Paquette forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque;

Que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

### L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables MM. Bertrand (Terrebonne), Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Lapalme, Lévesque (Montréal-Laurier), et MM. Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Caron, Cottingham, Langlais, Maltais, Morissette, Saint-Pierre et Tellier constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque;

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

### Comité mixte des impressions législatives

### L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée législative pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Bertrand (Terrebonne), Courmoyer, Earl, Gérin-Lajoie, Levesque (Bonaventure), et MM. Bernatchez, Lalonde, Langlais, Lorrain, Meunier et Pouliot représenteront l'Assemblée législative au dit comité mixte;

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marian L. Lewandowski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Le préambule est modifié en retranchant, à la première et à la deuxième ligne de la page 2, les mots suivants:

"qui a autorisé la passation de la présente loi;"

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 124 autorisant la Congrégation St. Andrew's United Church, des cité et district de Trois-Rivières, à vendre, céder ou transporter un certain lot de terre, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est remplacé par le suivant:

"1. Nonobstant les dispositions de l'acte de donation de feu Thomas Gordon ci-dessus mentionné, la Congrégation St. Andrew's United Church de la cité et du district de Trois-Rivières est autorisée à vendre ou autrement aliéner le lot numéro 767 aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Trois-Rivières."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 127 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Michael Pitfield à l'exercice de la profession d'avocat, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Le préambule est modifié en remplaçant le troisième paragraphe par ce qui suit:

"Qu'il est détenteur d'un baccalauréat ès arts qui lui fut décerné le 8 juin 1958 par l'Université Saint-Laurent de Canton dans l'État de New York, aux États-Unis;"

#### **Projets de loi:**

##### **Marian L. Lewandowski**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marian L. Lewandowski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **St. Andrew's United Church**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 124 autorisant la Congrégation St. Andrew's United Church, des cité et district de Trois-Rivières, à vendre, céder ou transporter un certain lot de terre.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Peter Michael Pitfield**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 127 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Michael Pitfield à l'exercice de la profession d'avocat.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Remboursement de droits:**

##### **Loi de l'hôpital Saint-Luc**

**M. Meunier (Bourget)** propose que le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'hôpital Saint-Luc ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

##### **Grand'Mère**

**M. Morissette (Arthabaska)** propose que le bill 155 concernant les commissaires d'écoles de Grand'Mère et Consolidated Paper Corporation, Ltd. et The Shawinigan Water and Power Co. ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La Commission des écoles catholiques de Grand'Mère a songé à s'opposer, mais, pour plaire au député de Shawinigan qui a eu assez d'ennuis et qui a boudé une journée de temps après que le premier ministre eut pris position, elle a décidé de l'adopter.

La motion est adoptée.

**Projets de loi:****Entraide Immobilière  
Laurentienne**

**M. Lavoie (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 constituant en corporation l'Entraide Immobilière Laurentienne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Cercle universitaire de Montréal**

**M. Lavoie (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 modifiant la charte du Cercle universitaire de Montréal, inc. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire de Lachine**

**M. Thériage (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Hôpital général de Québec**

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 concernant l'Hôpital général de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Montréal-Est**

**M. Meunier (Bourget)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains contrats soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Arthabaska, Princeville,  
Victoriaville, Warwick**

**M. Morissette (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 modifiant la charte de la ville de Victoriaville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Augustines de  
l'Hôpital général de Québec**

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 concernant le Monastère des Augustines de l'Hôpital général de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Hôtel-Dieu  
du Sacré-Cœur-de-Jésus**

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Chanoinesses hospitalières  
de Saint-Augustin de l'Hôtel-Dieu  
du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec**

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 constituant en corporation Les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Joseph-Marie-Andronique Beaulieu**

**M. Poulin (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, qu le bill 163 changeant le nom de Joseph-Marie-Andronique Beaulieu en celui de Joseph-Marie-André Beaulieu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Explications sur des faits publiés:****Article paru dans  
dans *Le Devoir* et *L'Événement***

**M. Talbot (Chicoutimi):** Deux journaux du matin dont l'organe du Parti libéral, *Le Devoir*, ont

prétendu que, lors du débat sur la loi de l'assurance-hospitalisation<sup>1</sup>, j'aurais dit: "C'est une loi communiste." Lorsque cette question a été soulevée en Chambre hier, j'ai, dit-il, rétabli la vérité en me basant sur les dispositions de l'article 270. Le paragraphe 3 de cet article dit: "Tout ce qu'un député affirme en s'expliquant doit être tenu pour vrai et ne peut plus être mis en question." J'ai dit que la loi d'assurance-hospitalisation était une loi socialisante, mais je n'ai jamais dit que c'était une loi communiste. Il semble que le Règlement de la Chambre n'existe pas pour certains journalistes<sup>2</sup>. Pour le correspondant du *Devoir*, organe du Parti libéral, tout moyen est bon quand il s'agit de faire une perfidie à l'Union nationale, mais cela me surprend davantage de la part du journaliste de *L'Événement-Journal* qui nous avait habitués à plus d'honnêteté intellectuelle<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Sur une question de privilège et une question personnelle, dit-il, il est de mon devoir de rétablir les faits.

**M. Talbot (Chicoutimi)** soulève un point d'ordre. En vertu de l'article 270 paragraphe 3, des règlements de la Chambre, un membre de la Chambre a le droit de rétablir la vérité par une déclaration, et tout ce qu'il affirme doit être tenu pour vrai et ne peut plus être remis en question. Sur une question de privilège<sup>4</sup>, ajoute-t-il, il ne peut y avoir de débat. Le Règlement vaut pour le premier ministre comme pour les autres.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** répond qu'il se levait lui aussi sur une question personnelle et de privilège. J'ai moi-même, dit-il, été mêlé à cet incident auquel fait allusion le chef de l'opposition. Je dois rétablir la vérité, car j'ai moi-même à me plaindre de l'un des deux journalistes qui a oublié de mentionner le mot "socialiste" avant celui de "communiste". J'ai demandé au chef de l'opposition: "Prétendez-vous que cette loi est socialiste et communiste?" Il m'a répondu: Certainement!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Encore une fois en vertu de l'article 270...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est la vérité et vous ne pouvez pas nier cela!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je déclare encore que je n'ai jamais dit qu'il s'agit d'une loi communiste. Tout ce j'ai dit hier, c'est que le bill de

l'assurance-hospitalisation est une loi socialisante. Je le pense encore.

## Projets de loi:

### Assurance-hospitalisation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 6 décembre courant, sur la motion du ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) proposant que le bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le gouvernement de la province réclame un mandat en blanc pour l'application de la loi de l'assurance-hospitalisation. Le titre même de la loi est faux, et on aurait dû plutôt désigner ce projet sous le nom de "loi accordant au lieutenant-gouverneur en conseil tous les pouvoirs pour l'institution, la réglementation d'un système d'assurance-hospitalisation".

Il s'agit d'un problème excessivement important, et il importe d'en faire une étude objective, mettant de côté les appels à la passion et à la démagogie. Le premier ministre a dit qu'il voulait réaliser une politique de grandeur et de fierté dans la province de Québec. C'est pourquoi mes remarques, comme celles de mes collègues de l'opposition, ne sont pas des critiques stériles, des surenchères électorales; elles sont formulées pour stimuler le gouvernement et lui souligner le danger.

Mes collègues et moi-même sommes favorables au principe de ce projet de loi. Nous voulons aider les classes auxquelles ce bill veut apporter l'aide du gouvernement. Cependant, le pire est que cette loi ne répond pas aux exigences de la doctrine sociale de l'Église et n'est pas conforme aux principes énoncés dans le rapport Tremblay.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** proteste.

**M. Bertrand (Missisquoi):** J'ai simplement dit que la loi n'est pas exactement conforme à la doctrine sociale de l'Église. Ça ne veut pas dire que le premier ministre n'est pas un bon catholique; mais il a subi l'influence d'Ottawa. Je ne doute pas que les membres libéraux de l'Assemblée législative soient d'aussi fervents catholiques romains que les membres du parti de l'Union nationale, et je sais aussi qu'ils sont de bons Canadiens français. L'Union nationale

n'accuse ni le premier ministre ni les députés libéraux d'être de mauvais catholiques.

Avec les sociologues catholiques, nous croyons que l'État n'a qu'un rôle supplétif et qu'il doit éviter d'entrer de plain-pied dans un domaine où la frontière entre la doctrine sociale et le socialisme est si facile à franchir. Il faut de la mesure et de la prudence pour ne pas déroger à la conception chrétienne des droits et des devoirs des individus et des familles. Il faut respecter la liberté de ces deux groupes et cultiver plutôt le sens de la responsabilité.

La sociologie chrétienne ne veut pas, sous prétexte de protéger le citoyen, qu'on le brime dans ses libertés essentielles. Il n'y a pas d'option possible pour la province de Québec entre un régime de sécurité sociale étatisé et socialisant et un régime d'inspiration catholique.

Le projet de loi est discrétionnaire et laisse trop de pouvoirs au gouvernement. Ce n'est pas le rôle du Conseil des ministres, du ministre de la Santé de légiférer au lieu et place de l'Assemblée législative. Dans le projet de loi de l'assurance-hospitalisation, il y a des pouvoirs discrétionnaires contre lesquels protestaient avec véhémence l'actuel procureur général, (l'honorable M. Lapalme), et le ministre du Travail et des Affaires municipales (l'honorable M. Hamel).

Lorsque le Parti libéral était dans l'opposition, combien de fois les membres du parti ont-ils attaqué le gouvernement de l'Union nationale pour avoir adopté une législation qui accordait selon eux des pouvoirs étendus au cabinet?

Les libéraux de l'opposition se plaignaient violemment que les droits et les prérogatives des membres de l'Assemblée législative avaient été mis de côté et que la province était gouvernée par un gouvernement par décret.

Maintenant que le Parti libéral est au pouvoir, c'est la première loi que les libéraux défendent depuis qu'ils sont de l'autre côté de la Chambre. Cette loi a un caractère coercitif et exécutoire, du fait que le programme est gratuit et universel.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce programme d'assurance ne sera pas obligatoire et toute personne qui voudrait payer personnellement ses frais d'hôpitaux sera toujours en droit de le faire.

**M. Bertrand (Missisquoi):** On trouve dans le rapport Tremblay tous les éléments d'une politique de fierté et de grandeur pour les Canadiens français. Toutefois, la loi à l'étude ne correspond pas à cette politique de fierté et de grandeur dont parle le

rapport Tremblay. Le premier ministre ne l'a probablement pas lu. S'il l'a lu, il ne s'en est certainement pas inspiré dans la préparation de sa loi sur l'assurance-hospitalisation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Nous ne nous chicanerons pas; je dirai au député que nous ne nous sommes pas inspirés du rapport Tremblay dans la préparation du projet.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le premier ministre se trouvait devant un problème et il a choisi la solution la plus simple. Il s'est dit: pourquoi chercher? Il a pris le système fédéral pour l'appliquer dans la province. Il s'est lancé tête première dans l'établissement d'un programme d'assurance-hospitalisation uniquement dans le but de remplir à tout prix une promesse électorale qu'il a faite. Il avait promis l'assurance-hospitalisation et il a conçu un projet de loi insuffisamment nourri, en dépit du fait qu'il n'avait pas le temps d'élaborer un programme d'assurance plus adapté à la province.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** M. l'Orateur, le représentant de Missisquoi n'a pas le droit de prêter ces motifs au gouvernement. Il n'est pas conforme aux règlements parlementaires d'imputer au gouvernement des motifs d'ordre électoral.

**M. Bertrand (Missisquoi)** retire ses paroles. Si M. le premier ministre, déclare-t-il, préfère participer directement au programme national d'assurance-hospitalisation, c'est parce qu'il est justement un ancien ministre du cabinet fédéral. Le présent projet de loi ne sera qu'une loi permettant au cabinet provincial et au ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) d'établir plus tard un véritable programme cadrant dans celui du gouvernement fédéral, et autorisant le gouvernement à signer des contrats individuels avec les hôpitaux de la province. Le gouvernement libéral ne cherche à obtenir aucune condition spéciale dans les ententes qu'il veut conclure avec Ottawa, pour participer au plan national d'assurance-hospitalisation.

Le premier ministre aurait eu l'occasion, là, de trouver une formule, afin d'aller chercher la part des taxes qui sont perçues à cet effet dans la capitale fédérale, et de l'utiliser dans le respect de notre mentalité et de nos institutions qui sont caractérisées par le respect de la liberté individuelle, et l'encouragement qu'elles apportent au développement du sens de la responsabilité personnelle. Les

conditions sont bien particulières au Québec, et les ententes avec Ottawa devraient les respecter.

Or, je réaffirme que cette loi ne répond pas à la doctrine sociale de l'Église et aux principes énoncés dans le rapport Tremblay. Nous aurions voulu que le premier ministre répète le geste que nous avons posé dans le domaine des universités. Nous avons dit à Ottawa de se retirer d'un domaine qui nous appartenait et sur lequel il avait empiété.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est pourquoi vous avez signé l'assurance-chômage!

**M. Bertrand (Missisquoi):** Je reconnais qu'en ce dernier domaine, nous avons été forcés d'accepter une situation de fait. Le premier ministre aurait pu, s'il l'avait voulu, se grandir dans la province, avec ce projet de loi, et commencer à atteindre la taille d'un grand homme, d'un homme illustre, M. Maurice Duplessis. Les cadres, les structures et les pensées de l'Union nationale sont tous provinciaux. C'est pourquoi il nous est facile dans ces circonstances de prendre l'attitude que nous prenons sur cette question d'assurance-hospitalisation. Nous sommes un parti provincial et nous n'avons pas peur de déplaire à quiconque de l'extérieur. Nous avons voulu que, dans ce domaine de la sécurité sociale en particulier, notre législation respecte le caractère sacré de la culture et des institutions canadiennes-françaises.

Et nous croyons que, dans sa forme actuelle, le projet de loi ne le respecte pas. Le gouvernement libéral procède d'une façon typiquement anglo-saxonne, c'est-à-dire qu'il a l'intention de définir les cadres de la loi en se basant sur les précédents que son application fera surgir. Au contraire, l'élaboration d'une telle loi, selon l'optique française, ne permettrait pas de légiférer en dehors d'une doctrine préétablie. Cette loi engendrera une bureaucratie pointilleuse et tatillonne. Mais nous, nous sommes pour l'aide aux pauvres gens; c'est pourquoi nous voterons pour cette loi en deuxième lecture, si imparfaite qu'elle nous paraisse.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le présent projet de loi a été élaboré par des conseillers juridiques du gouvernement, et il répond aux aspirations de la population québécoise.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le présent projet de loi est une traduction de la loi fédérale. Il a été élaboré par le cabinet provincial en découpant, au moyen d'une paire de ciseaux, les textes de la loi

fédérale de l'assurance-hospitalisation et certaines autres lois provinciales, et en rafistolant le tout à l'aide d'un pot de colle!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** nie les affirmations du chef de l'opposition.

**M. Bellemare (Champlain):** Après la voix des avocats, je veux faire entendre la voix du peuple. Le principe de l'assurance-hospitalisation dans la province de Québec, nous en sommes! Je suis en faveur du principe du bill pour des motifs humanitaires qu'il serait oiseux d'énumérer. L'opinion du peuple a évolué au sujet des hôpitaux. On les craint moins qu'autrefois.

En vertu de la loi de l'assistance publique, la pauvre ne payait rien quand il était hospitalisé pour maladie, tandis que maintenant, il aura encore \$200 à payer sur un compte de \$280, tandis que l'homme moyen, après avoir passé 12 jours dans un hôpital, devra payer \$240 sur un compte de \$320.

**M. l'Orateur** rappelle à l'ordre le député de Champlain (M. Bellemare). Il lui fait remarquer que ces choses relèvent de l'étude du projet, article par article, en comité.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** nie les affirmations du député de Champlain (M. Bellemare) au sujet de la gratuité absolue de l'assistance publique. Le représentant de Champlain n'a apparemment pas compris la législation présentée devant la Chambre. Il (l'honorable M. Lesage) affirme que les personnes qui occupent une chambre d'hôpital de quatre lits ou plus n'auront rien à payer, sauf les honoraires de leur médecin.

**M. l'Orateur** invite aussi le premier ministre à ne pas entrer dans le même débat soulevé par le député de Champlain.

**M. Bellemare (Champlain)** réfère à la publicité de la Croix Bleue et souligne que le docteur, le spécialiste, l'anesthésiste ne seront pas rémunérés par l'administration provinciale. Cela revient à dire qu'avec l'assistance publique l'hospitalisation, les traitements, les visites médicales étaient entièrement gratuites, mais qu'à l'avenir, avec l'assurance-hospitalisation, il n'en sera plus ainsi. Avec l'assurance-hospitalisation, qui abolira l'assistance publique, les miséreux paieront au contraire plus des trois quarts de ce qu'ils étaient exemptés auparavant. Le budget familial sera grevé davantage.



En 1945, dans le comté de Champlain, nous n'avions pratiquement pas de médecins spécialisés. Nous avions un seul hôpital, celui de Saint-Joseph de Trois-Rivières. Il a fallu, pendant 15 ans, prendre des mesures pour paver la voie à l'assurance-hospitalisation. Nous avons construit plusieurs hôpitaux et une floraison de médecins a surgi dans le comté. Et il en a été ainsi dans toute la province. Il a fallu répondre à des besoins nouveaux et nous avons construit 67 nouveaux hôpitaux. Nous avons permis l'agrandissement de 41 autres; nous avons construit des sanatoriums, de telle sorte que nous avons dépensé \$204,000,000 pour la province.

Le rapport Tremblay mettait en garde contre la loi d'assurance-hospitalisation fédérale qu'il décrivait comme dangereuse et socialisante. Il défend la commission Favreau<sup>5</sup> instituée par l'Union nationale, le printemps dernier, pour enquêter sur l'assurance-hospitalisation, et déplore la décision du gouvernement de l'abolir. Elle devait, déclare-t-il, faire une étude complète de tout le problème avant la mise en vigueur du système.

Les gens croient que l'assurance-hospitalisation va tout payer parce que les orateurs libéraux le leur ont fait croire au cours de la campagne. Je crains que les citoyens du Québec soient désappointés quand ils vont s'apercevoir qu'ils auront à déboursier de l'argent même si leur séjour dans un hôpital ne leur coûte rien. Cette loi va amener beaucoup de déceptions et le pauvre va perdre énormément. Elle va vouter des sommes effrayantes au pauvre monde. Ils regretteront alors la loi de l'assistance publique qui payait tous les frais hospitaliers.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** nie de nouveau que cela soit vrai. L'hospitalisation du malade qui sera dans une chambre à quatre lits, dit-il, ne coûtera pas un seul sou. Il n'aura que son médecin à payer.

**M. Bellemare (Champlain):** La loi comporte des modalités que je ne peux accepter. Je ne voudrais pas que la presse dise que l'Union nationale est contre. Mais ce qu'elle veut, c'est une loi d'assurance-hospitalisation faite à Québec, par Québec, et pour Québec. Les représentants ouvriers de 1,400,000 syndiqués sont venus dire au premier ministre et au ministre de la Santé qu'ils se refusent à voir autre chose dans le projet de loi qu'un premier pas vers l'assurance-santé. Ils ont manifesté de l'appréhension. Ils réalisent que la mesure à l'étude n'est pas aussi généreuse pour la population en général que ce que l'Union nationale lui aurait assuré.

Il cite le témoignage de M. Gérard Picard sur le projet actuel d'assurance-santé. Nous sommes en

bonne compagnie, déclare-t-il, pour affirmer que cette mesure est insuffisante, qu'elle ne rendra pas service aux pauvres, aux miséreux qui s'apercevront qu'ils ont eu tort de croire au programme libéral, à l'évangile de Jean Lesage. Le père de famille conservera avec sa désillusion un compte d'hôpital élevé. Nous maintenons encore que c'est une loi socialisante.

Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) a déjà traité le premier ministre actuel de la province de Québec de "crécheur".

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** proteste. Cela provient, dit-il, de l'imagination fertile du député de Champlain.

**Les députés** rient et s'exclament.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** et **des députés ministériels** rient également.

**M. Bellemare (Champlain)** lit une déclaration du député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) rapportée par *Le Nouvelliste* du 7 août 1944<sup>6</sup>. Le ministre, dit-il, alors membre du Bloc populaire, prétendait que ceux qui appuient les vieux partis, le Parti libéral et l'Union nationale, étaient ceux-là mêmes qui vivaient près de la crèche. Il citait alors quelques noms, et la déclaration du journal lui fait dire: "Il y a un certain Jean Lesage, avocat de Québec, qui a reçu du provincial \$2,500, en 1942, et \$3,000 en 1943."

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** proteste...

**Les députés** rient et s'exclament. (Le tumulte empêche le député de Saint-Maurice, l'honorable M. Hamel, de se faire comprendre.)

**M. Bellemare (Champlain):** Est-ce vrai cela?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** proteste de nouveau et il veut voir cette copie du journal.

**M. Bellemare (Champlain):** (Refusant, sur un ton railleur) Je proteste, dit-il, contre de tels propos. Ils ne sont pas justes pour un homme distingué comme le premier ministre, un travailleur qui est à son bureau avant neuf heures, chaque matin. Je proteste contre l'attitude du député de Saint-Maurice.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Dans le temps de l'Union nationale, un contracteur qui construisait des hôpitaux recevait \$600 par couchette.

**M. Leclerc (Charlevoix)** demande au député de Saint-Maurice de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je ne parlais pas du député de Charlevoix, mais de son prédécesseur au ministère de la Santé<sup>7</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi)** s'élève contre cette attaque portée au Dr Albiny Paquette, qui est maintenant conseiller législatif, et il demande à son tour au ministre de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je n'ai pas attaqué la personne du Dr Paquette. J'ai tout simplement rappelé que le Dr Paquette, alors ministre de la Santé, avait déclaré en cette Chambre que l'hôpital de Joliette avait coûté \$10,000,000. Il avait alors révélé qu'on accordait aux contracteurs une ristourne de 6 % par couchette simple. Cela fait donc \$600 par couchette simple.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):** L'opposition a manifesté certaines craintes quant aux catholiques. La province de Québec a élu de nombreux représentants du Parti libéral, puis du Parti conservateur aussi à Ottawa. Nos députés doivent maintenant prendre en main la défense de la majorité catholique de la province de Québec.

En 1948, dit-il, le premier ministre du temps, feu Maurice Duplessis, préconisait que ce serait une bonne chose d'accorder l'assurance-hospitalisation. Mais M. Duplessis était d'avis qu'au préalable il fallait doter la province de nombreux hôpitaux. J'ai compris plus tard toute la sagesse de cette attitude. Je constate aujourd'hui que nous avons les hôpitaux dont nous avons besoin et que le moment est venu d'accorder l'assurance-hospitalisation. Je suis heureux que l'on nous propose une pareille loi, et je voterai en sa faveur. En vertu de la loi de l'assistance publique, une tradition veut que le médecin n'envoie pas de compte. J'ai le ferme espoir que cela continuera sous le régime de la nouvelle loi de l'assurance-hospitalisation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** demande le vote.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais,

Brousseau, Brown, Caron, Castonguay, Chartrand, Cloutier, Coiteux, Collard, Courmoyer, Couturier, Custeau, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Gabias, Gérin-Lajoie, Gosselin, Guillemette, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jourdain, Laberge, Lafrance, Lalonde, Lambert, Langlais, Lapalme, Laroche, Larouche, Lavallée, Lavoie, Lechasseur, Leclerc, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Lorrain, Maheux, Maltais, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Kamouraska), Plourde (Roberval), Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rousseau, Roy (Nicolet), Russell, Saint-Pierre, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, Turpin, 78.

**Contre:** 0.

(Rires du côté des ministériels)

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** fait remarquer aux députés de l'opposition qu'ils viennent de voter en faveur d'une loi "malsaine et socialisante".

**Députés pairés:** M. Parent déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Desjardins, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote en faveur de la lecture dudit bill.

Ainsi, la motion est adoptée<sup>8</sup>. Le bill 2 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### **Reprise de la séance à 8 heures<sup>9</sup>**

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité pour l'étude du bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**M. Talbot (Chicoutimi)** demande au premier ministre si les règlements imprimés à la suite du texte de loi font partie de la législation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Non. On ne peut pas apporter d'amendements à ces amendements en Chambre parce qu'ils relèvent de l'autorité du lieutenant-gouverneur en conseil. Toutefois, nous serons heureux de recevoir les suggestions de l'opposition.

Le gouvernement veut garder ainsi une certaine flexibilité aux règlements parce qu'il veut, aussitôt que possible, étendre la loi aux services externes des hôpitaux. C'est l'intention du gouvernement, que la loi s'applique dès le 1<sup>er</sup> janvier 1961 aux services internes.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

(Contenant son rire) Le député de Bagot m'a accusé d'avoir traité mon chef de créchard; j'ai le droit de me défendre. Voici les faits. En 1944, j'ai participé à la campagne électorale. À ce moment-là, un journaliste, ami de mes adversaires, a cité dans son journal certaines paroles qu'il m'attribuait. À cause de ce rapport fallacieux, j'ai d'ailleurs perdu mon dépôt!

Un député de l'opposition demande des éclaircissements dans le but de donner une définition spécifique à l'expression: salle publique à laquelle réfèrent les textes du nouveau projet de loi.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Cette expression veut dire une chambre de deux, trois ou même plusieurs lits.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Il est loisible au ministre de conclure avec tout hôpital un contrat, aux conditions établies par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vue de fournir aux résidents de cette province et à toutes autres personnes assurées des services hospitaliers assurés gratuitement selon des modalités uniformes. Tel contrat devra pourvoir à des paiements par le ministre à l'hôpital en rapport avec le coût des services assurés fournis.

"Le ministre peut également, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure un contrat avec tout hôpital étant un hôpital privé au sens de la loi concernant les hôpitaux privés, en vue de fournir de tels services à des taux forfaitaires."

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le bill stipule qu'un contrat sera signé avec les hôpitaux, mais il n'y a pas de contrat dans le bill.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Des contrats individuels seront signés avec les hôpitaux pour protéger leur liberté et leurs caractéristiques.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous pouvons alors prévoir qu'une personne malade devra consulter un avocat pour connaître les avantages dont elle a droit.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Chaque année, tout hôpital va présenter son budget d'opération qui comprendra tous les services assurés en vertu de la loi. Ce coût d'opération ne sera pas un coût moyen, mais celui de chacun des hôpitaux considérés séparément. Le ministre de la Santé fera 24 paiements dans le cours de l'année, basés sur le budget produit par les hôpitaux pour leurs dépenses fixes. Chaque mois, il paiera la différence. À tous les six mois, le ministre paiera la valeur de la dépréciation du mobilier, à condition que le montant versé soit employé pour racheter du mobilier et de l'équipement. Au moyen de ces trois genres d'opération, le coût d'opération sera donc tout payé.

Dans le cas des hôpitaux privés, ce n'est pas tout à fait la même chose parce que ces hôpitaux opèrent généralement à profit. Un prix sera établi entre le ministre et l'hôpital. Quant aux dépenses en immobilisations, aux meubles et aux immeubles par destination, le gouvernement continue d'étudier ce problème. Il a, dit-il, le témoignage de religieuses qui ne veulent pas que le gouvernement paie les dettes de leurs hôpitaux, à la faveur de l'établissement chez elles du plan d'assurance-hospitalisation, parce que, là ce serait du socialisme. Nous ne voulons pas payer ces dettes, parce que nous voulons que la charité privée continue de s'exercer.

Après avoir payé tout le coût d'opération, la dépréciation sur le mobilier et l'équipement, le gouvernement remettra 40 % des recettes produites par les chambres privées et semi-privées pour aider les hôpitaux à payer l'amortissement et les intérêts sur leurs dettes. Il restera une partie des dettes à payer, mais le gouvernement veut que la population continue son effort de charité, afin d'éviter de se rendre au principe du communisme<sup>10</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** Il faudrait plus de flexibilité, à ce sujet, dans le cas d'hôpitaux qui n'ont pas de dettes; 40 % sera trop, tandis que ce ne sera pas suffisant pour les hôpitaux qui sont couverts de dettes.

**M. Leclerc (Charlevoix):** Avec ce mode de paiement des comptes d'hôpitaux, le gouvernement

se substitue à l'entreprise privée. Je me suis demandé si, au lieu d'y aller directement, le gouvernement n'aurait pas dû se servir de l'argent qu'il doit fournir pour sa part et payer les primes. Il y a environ 1,000,000 de familles dans la province de Québec. Le gouvernement va dépenser environ \$140 par famille. Est-ce que, avec ça, on ne pourrait payer les primes aux compagnies privées et laisser les familles s'assurer où elles voudraient?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Cette possibilité a été étudiée, mais le gouvernement en est venu à la conclusion que dès qu'il payait lui-même le coût, il valait mieux économiser pour la population les profits des compagnies d'assurance. Avec la formule soumise aux Chambres actuellement, nous ferions réaliser des économies aux contribuables.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Avec les compagnies d'assurance, les hôpitaux auraient moins de liberté qu'ils vont en avoir avec l'assurance-hospitalisation gouvernementale.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Ceci représenterait un recul de 100 ans dans l'administration publique et mènerait à abuser d'un tel système. Ce serait un abus, en principe, de payer les primes des compagnies d'assurance parce que ce serait prendre l'argent qui vient de tous les contribuables qui ont besoin d'être assurés pour le remettre à des entreprises dont l'objectif premier est de faire des profits.

**M. Leclerc (Charlevoix)<sup>11</sup>:** Qu'arrivera-t-il alors à la population si l'un ou plusieurs des hôpitaux de la province refusent de coopérer à la mise en œuvre de l'assurance-hospitalisation?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Cet hôpital ou ces hôpitaux ne pourraient pas résister longtemps à la pression de l'opinion publique dans la région desservie. D'ailleurs, il est impossible qu'un hôpital ne puisse ne pas s'entendre avec le ministre de la Santé et ses officiers. Malgré tout, s'il n'y a pas d'entente, l'hôpital restera dans la position qu'il occupe aujourd'hui.

**M. Johnson (Bagot)** insiste pour que l'on définisse dans le texte les conditions suivant lesquelles les contrats avec les hôpitaux seront signés. Quand on sait, dit-il, que le premier ministre professe la théorie qu'il doit rendre compte devant la Fédération libérale, la situation devient inquiétante. Et puis, il

n'est pas seul, il y en a d'autres autour de lui. Nous ne faisons pas confiance au ministre de la Santé. Il vient tout droit de l'opposition et il pourrait facilement être tenté de jouer à la politique avec tous ces pouvoirs. Nous connaissons le type de campagne qu'il a fait. L'opposition demande des garanties à l'effet que les modalités du programme seront effectivement menées à bien et qu'elles ne seront pas modifiées à tout moment comme le cabinet le voudrait, conformément à ce que prévoit le projet de loi présenté devant la Chambre.

**Un député ministériel:** Dans le but d'améliorer la législation et de la rendre applicable aux nouvelles situations, au fur et à mesure qu'elles se déroulent ou deviennent possibles, il ne faut pas que ce soit nécessaire d'appeler l'Assemblée en session à chaque fois.

**M. Leclerc (Charlevoix)** a eu connaissance, dit-il, de certaines craintes dans les milieux hospitaliers.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Nous n'avons pas senti cette crainte. Il faut que l'opposition se rappelle que la province n'est plus sous le système qui existait avant le 22 juin. La peur a disparu de la province.

**Un député de l'opposition:** C'est maintenant le système du favoritisme et du patronage.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député de Charlevoix peut-il donner à la Chambre les noms des hôpitaux qui expriment ainsi des craintes?

**M. Leclerc (Charlevoix):** Je préfère ne pas entrer dans les détails.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Encore une fois, je répète que le gouvernement libéral accordera une même mesure de justice à tous les citoyens, qu'ils soient des partisans libéraux ou non. Nous avons aujourd'hui dans le Québec un gouvernement qui est celui de tous les citoyens. Il y a longtemps que cela ne s'était vu, mais c'est ça.

**M. Johnson (Bagot)** fait une remarque au sujet de l'hôpital Sainte-Justine.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le gouvernement provincial veillera à ce que les services de l'hôpital Sainte-Justine, cette admirable institution, continuent à fonctionner normalement. En

dépit des efforts des administrateurs et de l'extrême générosité des bienfaiteurs, les revenus de l'institution ne sont pas suffisants. Sainte-Justine est un cas particulier. Dans d'autres établissements hospitaliers, il pourra y avoir un déficit, mais ce ne sera pas un déficit dû aux dépenses courantes; il s'agira d'un déficit résultant des charges découlant de la dette. Le gouvernement fera certainement une exception pour les cas particuliers de dette, si une urgence est nécessaire.

**M. Leclerc (Charlevoix):** Les cercles Lacordaire et les maisons Domrémy<sup>12</sup> seront-ils compris dans le plan?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Non, mais la question est à l'étude. Il y a 90 chances sur 100 qu'ils soient acceptés.

Cet article est amendé et les mots suivants sont retranchés: "étant un hôpital", et les mots "au sens de" sont remplacés par "tel que défini par".

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. Le mot "hôpital" dans l'article ci-dessus inclut des établissements auxiliaires mais ne comprend:

"a) aucun hôpital ou sanatorium antituberculeux;

"b) aucun hôpital ou institution pour les personnes atteintes de maladie mentale; ni

"c) aucune maison de repos dite "nursing home", maison pour vieillards, infirmerie ou autre institution ayant pour objet de fournir des soins de garde."

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous sommes dans la noirceur. Nous ne savons pas ce qu'est un hôpital selon la loi. Pourquoi le gouvernement ne comprend pas dans la définition du mot "hôpital" les sanatoriums antituberculeux?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il n'y aurait pas avantage pour le gouvernement ni pour les citoyens que ce soit inclus parce qu'en vertu de la loi fédérale, la province ne percevrait que 53 % des frais de ces institutions. Il vaut mieux laisser ces gens couverts par la loi de l'assistance publique.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. Le ministre est autorisé, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, à conclure avec le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social du Canada, un accord prévoyant le paiement, par le Canada à la province, de contributions au coût de services assurés fournis aux frais de la province suivant la présente loi.

"Cet accord devra prévoir le paiement par la province des services assurés fournis à ses résidents par des hôpitaux du gouvernement du Canada ou d'autres provinces dans les cas où ils y auront droit."

**M. Talbot (Chicoutimi)** renouvelle ses critiques sur le caractère fédéral du projet de loi.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il fallait une loi provinciale accrochée à la loi fédérale pour permettre au Québec de retirer \$72,500,000 d'Ottawa, afin d'appliquer son plan.

**M. Johnson (Bagot):** Il n'en reste pas moins vrai que, dans cette conjoncture, il aura nécessairement fallu plier l'échine devant Ottawa. Le premier ministre n'ira pas dire, j'espère, que la santé, c'est du domaine fédéral.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Mais la santé provinciale qu'en faites-vous?

**M. Johnson (Bagot):** Il fallait d'abord bâtir des hôpitaux. Si l'ancien gouvernement Saint-Laurent-Lesage et les centralisateurs d'Ottawa ne nous avaient pas volé nos taxes provinciales, nous aurions déjà l'assurance-hospitalisation.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Y a-t-il eu, M. le premier ministre, une correspondance avec Ottawa au sujet du contrat projeté?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il n'y a pas eu de correspondance, mais une rencontre avec le ministre de la Santé fédéral, M. Monteith. De plus, ce n'est pas moi, mais les officiers en loi du gouvernement qui ont fait les démarches pour obtenir des exemplaires des contrats passés par les autres provinces avec le fédéral, au sujet de l'assurance-hospitalisation.

Il en fut de même pour les esquisses de contrats avec Ottawa.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre produira-t-il en Chambre le contrat que la province signera avec le pouvoir central?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce n'est pas possible, parce qu'il ne s'agit encore que d'une esquisse et qu'il reste beaucoup de discussions à faire avant d'en venir à une entente. Les pourparlers continuent et des études sont faites des autres systèmes provinciaux.

Le programme par étape ne s'appliquera qu'aux cas d'hospitalisation au début, et il est plus que probable qu'il sera étendu aux patients extérieurs par la suite, peut-être en 1961. Le coût du plan pour la première année sera d'environ \$180,000,000, partagé également par le gouvernement de Québec et le fédéral. Le plan fournira gratuitement tous les services hospitaliers au niveau de l'assistance publique.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** De quelle manière le premier ministre entend-il récupérer d'Ottawa les \$72,500,000 que le gouvernement fédéral doit contribuer au plan d'assurance-hospitalisation?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le système qui sera appliqué, pour obtenir du gouvernement central sa contribution au plan d'assurance-hospitalisation, sera le même que celui employé par l'Union nationale lorsqu'elle a signé des ententes avec Ottawa, soit le système de paiements conditionnels.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Le premier ministre a une bien grande confiance dans son ministre de la Santé pour lui donner les pouvoirs qu'il aura en vertu de cette loi, des pouvoirs de César.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Tout devra être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Si on réfère à l'Ontario, on sait que cette province a signé des ententes avec Ottawa le couteau sur la gorge.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Pas en ce qui concerne l'assurance-hospitalisation.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Je ne voudrais pas que le premier ministre se mette à genoux devant les gens d'Ottawa. Je voudrais que ce soit fait d'une manière fière, car autrement, vous rendrez malades un plus grand nombre de gens que vous n'en soignez.

**M. Johnson (Bagot):** Est-il dans l'intention du premier ministre de proposer à Ottawa des

modifications à l'entente de base qui a été conclue avec les autres provinces, de manière à respecter le caractère propre du Québec?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le gouvernement rendra publiques ses demandes au moment opportun et en conformité avec les lois fédérales et provinciales. L'entente qui sera signée, dit-il, pourvoira au respect absolu du caractère particulier de nos institutions. Je suis en mesure de vous assurer que nos institutions hospitalières n'auront qu'à se féliciter des grands avantages et de la plus grande liberté qu'elles en pourront retirer.

**M. Johnson (Bagot):** Devrait-on comprendre que ce n'est pas l'intention du premier ministre de demander à Ottawa d'amender sa loi de manière à faire entrer dans le *per diem* le coût de l'amortissement des intérêts et de la dépréciation des immeubles?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai rien dit de tel. Le député de Bagot continue son système d'insinuations et de tartufferie. Il déduit de mes paroles que nous ne voulons pas protéger nos institutions hospitalières, que nous sommes des antireligieux. Est-ce qu'il va guérir? Il est malade; il est temps que nous ayons l'assurance-hospitalisation pour l'assurer. Y a-t-il des docteurs spéciaux pour ces cas-là?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Il souffre de "bagoterie".

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Ceci ressemble à du sectarisme.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre admet enfin qu'il veut appliquer le principe que le Québec est une province comme les autres<sup>13</sup>. Il en portera la responsabilité. Nos hôpitaux, dans le Québec, sont plus endettés que dans les autres provinces, et au nombre de ces hôpitaux aux prises avec des dettes, 90 % sont catholiques.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les hôpitaux administrés par les religieux sont les moins endettés. Vous nous inventez des mythes.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre a façonné à Ottawa la loi de l'assurance-hospitalisation. C'est une loi qui ne convient pas au cas particulier de nos hôpitaux. Actuellement premier ministre du Québec, il veut quand même la leur imposer.

Cet article est amendé et les mots "accord" sont remplacés par "entente".

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlement conforme aux dispositions ci-dessus:

"a) établir le plan d'exécution de la présente loi;

"b) définir les résidents de la province, les services assurés à leur être fournis et les autres personnes assurées;

"c) régler les conditions des contrats à être conclus avec les hôpitaux, y compris notamment les normes qui devront y être maintenues, la surveillance qui y sera exercée, l'admission et la sortie des patients, les registres et comptes qui seront tenus, l'inspection et la vérification qui seront faites;

"d) statuer sur toute autre matière requise pour la mise à exécution de la présente loi ou d'un accord."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Les non-résidents tomberont sous l'empire de la loi de l'assistance publique, s'ils ont besoin d'être admis à l'hôpital, et les hôpitaux qui ne participent pas au plan tomberont aussi sous la juridiction de la loi. En vertu de celle-ci, la province et la municipalité où l'hôpital est situé verseront une somme globale pour défrayer le coût de l'hospitalisation d'un patient incapable de payer. L'hôpital assumera la perte si le coût est plus élevé que les deux contributions.

Aucun hôpital ni aucun individu ne sera forcé de participer au plan. Quiconque voudra payer sa propre note d'hôpital n'aura qu'à le faire. Les paiements aux hôpitaux seront basés sur le coût total des services assurés.

**M. Johnson (Bagot):** Pourquoi ne pas inclure cette déclaration dans le texte de la loi afin que les hôpitaux aient un minimum de sécurité? La clause peut être rayée d'un coup de plume.

**M. Leclerc (Charlevoix)** pose une question au premier ministre relativement au nombre d'employés.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** À la suite des pourparlers à ce sujet, répond-il, je crois

que l'administration de la loi d'assurance-hospitalisation nécessitera l'engagement de 150 à 175 employés.

**M. Leclerc (Charlevoix)** s'objecte principalement à l'article 7 du projet parce que, à son avis, il fait entrer la politique et le gouvernement dans les hôpitaux pour surveiller l'admission et la sortie des malades. C'est un pas, dit-il, vers l'étatisation des hôpitaux et de la médecine. Il votera contre le bill en troisième lecture.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est aussi cet article qui enlève à la Chambre le pouvoir de légiférer en matière d'assurance-hospitalisation, pour le confier à l'Exécutif. Tout sera fait en dehors de la Chambre, hors de la connaissance des députés, par l'Exécutif. Cette clause abandonne tout à l'arbitraire du gouvernement. C'est un principe faux, mauvais, réactionnaire. D'ailleurs, il y a dans tout ce projet les principes les plus réactionnaires que j'ai jamais vus. Ce n'est pas le rôle du gouvernement de légiférer; il appartient ce rôle, à la Chambre uniquement. Nous désirons nous y objecter le plus énergiquement possible.

**M. Johnson (Bagot):** La loi de l'assurance-hospitalisation garantirait-elle aux malades le libre choix de leur médecin de famille, contrairement à la loi de l'assistance publique qui les en prive dès qu'ils sont entrés dans les services de tel ou tel médecin? Le patient sera-t-il libre à tous les stades sous ce rapport? Il pose plusieurs questions dans le même esprit.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Le patient a toujours le libre choix du médecin. Cependant, il arrive que des médecins ne sont pas admis dans certains hôpitaux. Dans ce cas, le patient aura à choisir entre son médecin et l'hôpital. Le malade pourra demander d'être envoyé à l'hôpital où son médecin de famille peut pratiquer ou bien, si son médecin n'est pas admis dans l'hôpital où il choisira d'aller, il sera libre d'en choisir un autre.

**M. Johnson (Bagot):** Si je comprends bien, en vertu de la présente loi, il n'y a rien de changé quant au droit du patient de choisir son médecin. Il n'y a pas plus de liberté qu'autrefois, mais on n'en enlève pas non plus.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Oui, il y a quelque chose de changé! C'est le gouvernement qui paie.

**M. Leclerc (Charlevoix)** demande au ministre de la Santé de faire des démarches, qu'il avait lui-même amorcées auprès des hôpitaux, pour aider le médecin de famille à suivre son patient à l'hôpital, car il reste convaincu qu'on devrait laisser plus de latitude au médecin de famille dans les hôpitaux. Il serait inutile, déclare-t-il, de parler de liberté du patient de choisir son médecin si, une fois arrivé à l'hôpital, il est obligé de prendre le praticien qu'on a choisi pour lui.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Depuis que je siège en cette Chambre, je me suis toujours levé pour défendre les droits du médecin de famille. J'ai bien l'intention de continuer dans cette voie et de m'appliquer à poursuivre ce que mon prédécesseur a fait.

**M. Johnson (Bagot):** Si le premier ministre était seul, je n'aurais pas peur de voir cette loi être mal appliquée.

Mais il y en a d'autres autour de lui et particulièrement le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier).

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Si je sortais, voteriez-vous la clause?

**M. Johnson (Bagot):** Oui, si vous sortez du cabinet.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Disons que nous allons sortir tous les deux.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ah non! J'aime mieux que le député de Bagot reste en face de nous.

**M. Johnson (Bagot):** Ne craignez rien, je ne m'en irai pas dans le nouveau parti.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** fait des gestes de dénégation.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"7. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlement conforme aux dispositions ci-dessus:

"a) établir le plan d'exécution de la présente loi;

"b) désigner les résidents de la province, les services assurés à leur être fournis et les autres personnes assurées;

"c) régler les conditions des contrats à être conclus avec les hôpitaux y compris notamment les normes qui devront y être maintenues, la surveillance qui y sera exercée, l'admission et la sortie des patients, les registres et comptes qui seront tenus, l'inspection et la vérification qui seront faites;

"d) statuer sur toute autre matière requise pour la mise à exécution de la présente loi ou d'un accord."

L'amendement est adopté.

L'article 7, ainsi amendé, est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, du consentement unanime, que lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à vendredi, à dix heures et demie du matin.

La Chambre siégera lundi, dit-il, au lieu de mardi, si l'étude de ce projet de loi n'est pas terminée vendredi après-midi.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. Voir la séance du 6 décembre 1960.

2. La Tribune de la presse a émis une déclaration officielle de protestation contre la réaction du chef de l'opposition (M. Talbot). "Les reproches faits à ces deux journalistes sont mal fondés." L'article de



*L'Événement-Journal*, du 8 décembre, à la page 14, "Protestation de la Galerie de la Presse" reproduit la déclaration de la Tribune de la Presse.

3. Les deux journalistes visés sont, pour *Le Devoir*, Pierre Laporte, et pour *L'Événement-Journal*, Henri Dutil.

4. Le chef de l'opposition devrait plutôt parler ici de question de faits personnels. Une certaine confusion existe, chez les députés, entre les questions de privilège et celles concernant des faits personnels.

5. Voir la séance du 6 décembre 1960, note 14.

6. "René Hamel a répondu samedi aux accusations de ses adversaires". Voir *Le Nouvelliste* du lundi 7 août 1944, aux pages 8 et 11. Il appert que, dans cet article, M. Hamel ne traite pas M. Lesage de "crécard", ce qui expliquerait pourquoi le représentant de Champlain (M. Bellemare) refuse de déposer son document. Cependant, M. Hamel y fait bien une critique des vieux partis en leur reprochant leurs liens avec les trusts. Selon le journal, M. Hamel aurait déclaré: "Ceux qui nous parlent de la bonté de ces partis sont intéressés à le faire, car ils ont été favorisés de travaux rémunérateurs par le régime Godbout et le régime Duplessis." L'auteur nous rapporte également, comme l'avait cité M. Bellemare, ces propos tenus vraisemblablement par M. Hamel: "M. Jean Lesage, de Québec, qui devait venir à Shawinigan, vendredi dernier, a reçu du provincial \$2,500, en 1942, et \$3,000, en 1943."

7. M. Leclerc réagit à titre d'ancien ministre de la Santé dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette. M. Hamel fait allusion, en fait, à M. Albany Paquette qui fut ministre avant M. Leclerc.

8. Selon *La Presse* du 8 décembre 1960, à la page 2, le vote a été enregistré à 5 h 25, et le débat a duré au total 7 h 45.

9. *La Presse* du jeudi 8 décembre 1960, à la page 53, rapporte qu'un incident a marqué la reprise de la séance. Un individu s'est fait intimer l'ordre de déguerpir après avoir causé un peu de grabuge. En effet, il désirait assister au débat sur le projet de loi de l'assurance-hospitalisation, mais à partir de la tribune de l'Orateur. N'ayant pas la carte réglementaire, les policiers de garde lui ont demandé de quitter, et c'est à ce moment qu'eurent lieu quelques échanges entre l'individu, "barbe longue et

quelque peu fripé", et les forces de l'ordre. Quoi qu'il en soit, il a finalement obtempéré.

10. *Le Nouvelliste* du 8 décembre 1960, à la page 1, écrit "socialisme" au lieu de "communisme", comme c'est le cas dans *Le Soleil* du 8 décembre 1960, à la page 10.

11. *Le Nouvelliste* du 8 décembre 1960, à la page 25, donne le chef intérimaire de l'opposition comme intervenant alors que *Le Soleil* du même jour, à la page 5, mentionne le député de Charlevoix (M. Leclerc).

12. M. Leclerc est lui-même membre des cercles Lacordaire. Les cercles Lacordaire et les maisons Domrémy sont des institutions qui viennent en aide aux alcooliques.

13. *Le Nouvelliste* du 8 décembre, à la page 1, écrit: "N'est pas une province comme les autres", ce qui nous semble être une erreur du journaliste.



Séance du vendredi 9 décembre 1960

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 10 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Chartes de Pont-Viau et  
Laval-des-Rapides**

**M. Binette (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Lavoie), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Pont-Viau *et al.*, demandant l'adoption d'une loi modifiant les chartes de la cité de Pont-Viau, de la ville de Laval-des-Rapides, de la ville de Renaud et de la corporation interurbaine de l'Île Jésus, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- de la cité de Pont-Viau *et al.*, demandant l'adoption d'une loi modifiant les chartes de la cité de Pont-Viau, de la ville de Laval-des-Rapides, de la ville de Renaud et de la corporation interurbaine de l'Île Jésus.

**Dépôt de documents:**

**Ministère de l'Agriculture,  
Rapport 1959-1960**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1960. (Document de la session no 51)

**Motions des députés:**

**Anniversaire du député  
de Yamaska, M. Élie**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** exprime des vœux et des félicitations, au nom du

gouvernement et en son nom, au député de Yamaska (M. Élie) à l'occasion de son 67<sup>e</sup> anniversaire de naissance.

**M. Talbot (Chicoutimi)** associe ses vœux à ceux du premier ministre et adresse des souhaits au député de Yamaska<sup>1</sup>.

**Projets de loi:**

**Assurance-hospitalisation**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie de nouveau l'article 7 précédemment adopté.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Mercredi, on a apporté une correction au paragraphe 2 de l'article 7 pour lui faire dire "désigner les résidents de la province..." au lieu de "définir les résidents de la province..."

Après avoir consulté des linguistes, nous en sommes venus à la conclusion qu'il valait mieux dire "déterminer quels sont les résidents de la province..."

Il propose que le paragraphe 2 de l'article 7 soit amendé et que les mots "désigner les résidents de la province..." soient remplacés par "déterminer quels sont les résidents de la province..."

Le paragraphe de cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"7b) déterminer quels sont les résidents de la province, les services assurés à leur être fournis et les autres personnes assurées;"

L'amendement est adopté.

L'article 7, ainsi amendé, est adopté.

**M. Talbot (Chicoutimi)** félicite le premier ministre d'améliorer ainsi le texte de la loi. Mais si le premier ministre voulait améliorer davantage le

projet de loi, dit-il, il pourrait en changer le nom, car ce n'est pas du tout une assurance.

Le titre du projet de loi, loi de l'assurance-hospitalisation, est faux!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le titre d'une loi est accepté en dernier lieu. Le chef de l'opposition aura plus tard tout le loisir de dire ce qu'il pense à ce sujet.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il est inexact d'employer l'expression assurance-hospitalisation. Par définition, assurance veut dire un contrat par lequel des services sont assurés moyennant paiement de primes. Or, ce n'est pas le cas ici; les bénéficiaires n'auront pas à payer de primes.

Même en Ontario, il y a contribution, c'est-à-dire paiement de primes.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le système proposé à la province de Québec est communément connu dans le public comme l'assurance-hospitalisation. Il vaut mieux employer les termes mêmes qui sont reconnus dans le public pour un système que le peuple attend depuis longtemps.

J'ai dit déjà qu'il nous arriverait de puiser certaines choses dans l'administration de l'Union nationale. Or, c'est l'Union nationale qui avait proposé l'étude des problèmes de l'assurance-hospitalisation<sup>2</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Mais pas de cette façon!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est donc dire que l'Union nationale avait songé à faire payer des primes à la population dans le cas où elle aurait adopté l'assurance-hospitalisation? Avec notre loi, nous payons aux hôpitaux, par l'assurance, pour des services déterminés, en vertu de contrats individuels. Par analogie, c'est une assurance.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. Tout règlement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou de la date non antérieure à cette publication qui y est fixée.

"Les règlements ci-annexés entreront en vigueur sans autre formalité à la date prévue sous réserve du droit du lieutenant-gouverneur en conseil de les modifier ou les remplacer."

"Règlements de la loi  
de l'assurance-hospitalisation.

### "Définitions

"1. Dans les présents règlements,

"a) "loi" signifie la loi d'assurance-hospitalisation;

"b) "ministre" signifie le ministre de la Santé de la province de Québec;

"c) "entente" signifie une entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la province de Québec aux termes de la loi;

"d) "hôpital" signifie un hôpital ou un service auxiliaire, approuvé par le ministre aux fins du plan d'assurance-hospitalisation établi par la loi et les présents règlements, mais ne comprend pas un hôpital ou sanatorium antituberculeux, un hôpital ou institution pour malades mentaux, une maison de repos dite "nursing home", maison pour vieillards, infirmerie ou autre institution ayant pour objet de fournir des soins de garde;

"e) "bureau de direction de l'hôpital" signifie les personnes ou l'organisme responsables de la direction financière et administrative d'un hôpital;

"f) "surintendant" signifie la personne à qui sont directement et réellement confiées la surintendance et la direction d'un hôpital;

"g) "salle ordinaire" signifie un local dans un hôpital défini comme salle ordinaire par le bureau de direction de l'hôpital avec l'approbation du ministre;

"h) "contrat" signifie un contrat entre le ministre et un hôpital, aux termes de la loi;

"i) "hôpital fédéral" signifie un hôpital possédé ou exploité par le gouvernement du Canada;

"j) "patient interne" signifie une personne admise dans un hôpital en conformité des règlements;

"k) "services internes" signifie les services suivants pour un patient interne;

"I. le logement et les repas dans une salle ordinaire.

"II. les soins infirmiers nécessaires.

"III. les travaux de laboratoire, de radiologie ou d'autres procédés de diagnostic avec les interprétations nécessaires pour maintenir la santé, prévenir la maladie et aider au diagnostic et au traitement de toute blessure, maladie ou infirmité.

"IV. les médicaments, les produits biologiques et les préparations s'y rattachant qui, de l'avis du médecin, sont nécessaires et administrés à l'hôpital en accord avec la pratique courante et les principes reconnus, à l'exclusion cependant des préparations vendues sous l'autorité de la loi

concernant les spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés;

"V. l'usage des salles d'opération, des salles d'accouchement et des services d'anesthésie, avec l'équipement et le matériel nécessaires;

"VI. le matériel de chirurgie courante;

"VII. l'usage du service de radiothérapie là où il existe;

"VIII. l'usage du service de physiothérapie, là où il existe;

"IX. les services rendus par des personnes qui reçoivent à cet égard une rémunération de l'hôpital;

"l) "patient externe" signifie une personne autre qu'un patient interne et recevant des services dans un hôpital;

"m) "services externes" signifie l'ensemble ou l'un des services énumérés au paragraphe k, et qui sont définis à l'occasion par règlement comme services assurés aux patients externes;

"n) "résident" signifie une personne qui a légitimement droit de demeurer au Canada et qui a établi sa résidence dans la province et y est ordinairement présente, mais ne comprend pas un touriste, un voyageur de passage ou un visiteur;

"o) "personne assurée" signifie un résident qui est admissible aux services assurés et y a droit;

"p) "services assurés" signifie les services internes et externes auxquels les résidents ont droit gratuitement", mais ne comprend pas les services auxquels un résident a droit en vertu de l'une quelconque des lois suivantes du Parlement du Canada, savoir: la loi sur l'indemnisation des employés de l'État, la loi sur la défense nationale, la loi sur la Gendarmerie royale du Canada, la loi sur les pensions, la loi sur l'indemnisation des marins marchands, la loi sur la réadaptation des anciens combattants, la loi sur l'aéronautique, la loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, ou en vertu de la loi des accidents du travail, ou en vertu de toute loi édictée par une Législature provinciale ou une juridiction compétente autre que celle du Canada ou de la province de Québec, sous laquelle une personne recevant des services assurés a droit à ces services ou au remboursement total ou partiel de leur coût;

"q) "formule prescrite" signifie une formule prescrite par le lieutenant-gouverneur en conseil.

#### *"Services assurés - Généralités*

"2. Sous réserve des présents règlements, un résident a droit de recevoir gratuitement les services assurés qui sont médicalement nécessaires, s'il est

alors résident depuis au moins trois mois. L'enfant nouveau-né d'un tel résident a immédiatement droit aux services assurés.

"Un résident qui quitte la province pour devenir résident d'une autre partie du Canada, ci-après appelée la "nouvelle province", est réputé continuer d'être un résident de la province pendant la durée normale du voyage et pendant la période d'attente ne dépassant pas trois mois qui peut être requise pour lui donner droit aux avantages de la législation sur l'assurance-hospitalisation de la nouvelle province.

"3. Un résident a droit aux services assurés au cours de la période pendant laquelle ces services lui sont médicalement nécessaires.

"4. Une personne prétendant avoir droit aux services assurés doit fournir à l'hôpital la preuve de ce droit.

"5a) Aucun médecin n'a le droit d'admettre un patient dans un hôpital ou d'en ordonner l'admission à moins qu'il ne soit d'avis qu'il est médicalement nécessaire pour le patient d'être admis comme patient interne dans cet hôpital.

"b) Dès que le médecin traitant est d'avis qu'une personne assurée sous ses soins n'a plus besoin de demeurer à l'hôpital pour des raisons médicales, il doit ordonner sa sortie immédiate.

"6. Le ministre n'effectue aucun paiement pour des services rendus à un patient après la date de sortie ordonnée par le médecin traitant.

"7. Le ministre peut en tout temps demander à l'hôpital d'obtenir du médecin traitant et de lui transmettre un rapport écrit de l'état de santé de la personne assurée faisant connaître les raisons et la nécessité des services assurés ou des autres traitements fournis pendant la totalité ou une partie du séjour à l'hôpital.

"8.(1) Si, de l'avis du ministre, un des services rendus à un patient n'est ou n'était pas médicalement nécessaire, le patient n'y a pas droit comme service assuré.

"(2) Quand le ministre croit qu'il existe un doute sur la nécessité médicale d'un service assuré, il peut nommer un comité de révision médicale et l'autoriser à faire rapport sur le cas; sa décision doit, en ce cas, être conforme au rapport reçu.

"9.(1) Un hôpital ne peut réclamer directement d'un patient assuré que la différence entre le montant alloué par jour pour les services assurés et les frais d'hôpital approuvés par le ministre pour chambre privée ou semi-privée, ou pour tout autre service rendu qui n'est pas un service assuré et qui est requis par le patient ou en son nom.

"(2) Chaque fois que l'état d'une personne assurée est tel qu'il nécessite son admission immédiate comme patient interne et qu'il n'y a pas de place dans une salle ordinaire, ou que son état est tel que dans son intérêt ou celui des autres patients il est nécessaire de la loger dans une chambre privée ou semi-privée, l'hôpital doit recevoir cette personne assurée dans une chambre privée ou semi-privée, et le ministre ne lui paie que le taux quotidien pour une salle ordinaire.

"(3) Dans le cas prévu au paragraphe (2), l'hôpital ne peut rien réclamer d'une personne assurée pour une chambre privée ou semi-privée.

"10. Lorsqu'un résident reçoit des services assurés comme patient interne dans un hôpital au Canada, en dehors de la province, y compris un hôpital fédéral, le ministre rembourse à ce résident, ou à la personne ayant payé pour lui, le prix de ces services, ou le ministre paie directement l'hôpital pour ces services, à condition que

"a) l'hôpital situé hors de la province et ayant donné le traitement soit un hôpital fédéral ou un hôpital muni d'un permis ou approuvé par une autorité gouvernementale chargée de reconnaître les hôpitaux, si cet hôpital est sous la juridiction de telle autorité, ou soit approuvé par le ministre au cas où cette autorité n'existe pas;

"b) le paiement soit fait au taux établi pour le séjour dans une salle ordinaire d'une personne assurée dans la province où l'hôpital est situé.

"11. Lorsqu'un patient interne reçoit des services assurés dans un hôpital situé en dehors du Canada, le montant à payer est celui prévu au tarif de cet hôpital à moins qu'il ne dépasse quinze dollars par jour, auquel cas ce montant seulement sera payé.

"12. Le ministre n'effectue aucun paiement pour des services externes reçus par un résident en dehors de la province.

*"Versements à des hôpitaux de la province  
autres que des hôpitaux fédéraux"*

"13. Chaque hôpital doit fournir gratuitement aux personnes assurées les services assurés pour lesquels il a le personnel et l'équipement nécessaires.

"14. Sous réserve des présents règlements, le ministre verse à chaque hôpital, pour le coût des services assurés fournis à des résidents par cet hôpital, les montants qu'il fixe suivant l'annexe A.

"15. (1) Chaque bureau de direction d'hôpital doit soumettre au ministre pour l'année civile suivante, pas plus tard que le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, ses prévisions budgétaires annuelles sur la

formule prescrite. Pour l'année 1961, ces prévisions budgétaires annuelles seront soumises pas plus tard que le 1<sup>er</sup> avril 1961.

"(2) Dès que le ministre a approuvé les prévisions budgétaires d'un hôpital, avec ou sans modification, elles deviennent le budget approuvé de l'hôpital pour l'année suivante et constituent la base sur laquelle les paiements sont faits par le ministre à l'hôpital pour l'année.

"(3) Nonobstant toute autre disposition des présents règlements, le ministre, en tout temps après le premier juin de chaque année, peut, de sa propre initiative ou sur la demande écrite du bureau de direction faite entre le premier juin et le trente et un octobre, reviser le budget d'un hôpital, et le budget ainsi révisé devient le budget approuvé de l'hôpital.

"(4) En attendant l'approbation des prévisions budgétaires d'un hôpital pour toute année civile, le ministre peut établir des taux provisoires et faire des paiements à l'hôpital sur la base de ces taux provisoires.

"(5) Sous réserve du paragraphe (6), la partie déterminée par le ministre du budget approuvé d'un hôpital, relative au coût des services assurés qui ne varie pas en relation directe avec leur utilisation par les patients, doit être payée à l'hôpital en vingt-quatre paiements bimensuels.

"(6) La partie du budget approuvé d'un hôpital qui représente la dépréciation sur le mobilier et l'équipement, comprise dans le coût de prestation des services assurés, est payée par versements au moins tous les six mois et doit être affectée par le bureau de direction de l'hôpital à l'achat de mobilier et d'équipement approuvé par le ministre et utilisée uniquement à cette fin.

"(7) La partie déterminée par le ministre du budget approuvé d'un hôpital, relative au coût des services assurés qui varie en relation directe de leur utilisation par les patients, doit être payée à l'hôpital aux taux fixés par le ministre, au moins tous les mois d'après le nombre de jours de services assurés fournis aux patients suivant les rapports transmis par l'hôpital.

"(8) En calculant le nombre de jours de services assurés fournis à un patient, pour les fins du paragraphe (7), le jour de l'admission est compté comme un jour, et le jour de la sortie ou du décès n'est pas compté, quelle que soit l'heure de l'admission, de la sortie ou du décès, pourvu que si le patient sort ou meurt le jour de son admission, ce jour soit compté comme un jour.

"(9) Les paragraphes 5 à 8, inclusivement, ne s'appliquent pas aux paiements relatifs au coût de prestation de services externes assurés.

"(10) Le ministre calcule le coût de prestation des services externes fournis par les hôpitaux et fixe les taux d'après lesquels il effectue le paiement du coût de prestation des services externes assurés.

"(11) Le paiement des services externes assurés fournis par l'hôpital d'après les taux fixés en vertu du paragraphe (10) est fait aux intervalles déterminés par le ministre.

"16.(1) Chaque mois, pas plus tard que le jour fixé par le ministre, le surintendant de chaque hôpital présente au ministre un rapport, selon la formule prescrite, des recettes et dépenses réelles de l'hôpital durant le mois précédent.

"(2) Pas plus tard que le 31 mars de chaque année, chaque bureau de direction d'hôpital présente au ministre un rapport financier pour l'année civile précédente, vérifié par un comptable public ou, dans le cas d'un hôpital provincial ou d'un hôpital fédéral, par un vérificateur nommé par l'organisme dirigeant l'hôpital.

"(3) Ce rapport est révisé par le ministre et, sous réserve de l'article 17, devient alors le rapport approuvé des dépenses de l'hôpital.

"17.(1) Sous réserve des autres dispositions des présents règlements, si le rapport financier vérifié d'un hôpital pour une année civile établit que l'hôpital a encouru pour les services assurés des dépenses réelles supérieures ou inférieures au montant reçu du ministre pour l'année, le ministre peut décider qu'il paiera en partie ou en entier à l'hôpital la somme représentant le surplus des dépenses réelles sur le montant effectivement payé ou que l'hôpital remboursera au ministre l'excédent reçu.

"(2) Le ministre ne doit rien payer à ce titre à moins que le bureau de direction de l'hôpital ne lui présente avec son rapport financier, une réclamation, selon la formule prescrite, accompagnée de pièces prouvant.

"a) qu'il n'était pas raisonnablement possible de prévoir les dépenses additionnelles;

"b) que ces dépenses étaient raisonnables et appropriées;

"c) que ces dépenses auraient été approuvées si elles avaient été incluses dans les prévisions budgétaires originales.

*"Paiements aux hôpitaux fédéraux  
dans la province"*

"18. Le ministre doit effectuer des paiements aux hôpitaux fédéraux dans la province pour services assurés fournis à des résidents comme le stipule l'entente.

*Contrôle des normes*

"19. Le surintendant d'un hôpital doit, si le ministre l'exige, lui transmettre dans les quarante-huit heures de chaque admission, un avis selon la formule prescrite.

"20. Le surintendant d'un hôpital doit transmettre au ministre dans les quatre jours suivant la sortie d'un patient ou sa mort à l'hôpital, un avis de sortie ou de décès selon la formule prescrite.

"21. Lorsqu'une personne admissible aux services assurés a séjourné comme patient interne dans un hôpital durant trente jours consécutifs ou plus, le surintendant de l'hôpital doit transmettre au ministre un rapport de séjour prolongé, selon la formule prescrite, dans les quatre jours suivant la fin de la première période de trente jours et de toute telle période subséquente où le patient demeure à l'hôpital.

"22. Le surintendant de chaque hôpital doit transmettre au ministre chaque mois, pas plus tard que le jour fixé par le ministre, un rapport selon la formule prescrite, des services externes fournis durant le mois précédent.

"23. Afin d'assurer l'utilisation efficace des services internes et externes dans les hôpitaux, un comité provincial des normes sera établi. Ce comité sera formé des personnes nommées par le ministre et chargé d'assurer, dans la mesure du possible, le développement et la conservation d'un niveau élevé de services hospitaliers et une utilisation rationnelle et appropriée des services hospitaliers dans tous les hôpitaux de la province.

"24. Si le bureau de direction ou le surintendant d'un hôpital manque de se conformer aux exigences de la loi ou de ces règlements ou d'un contrat avec cet hôpital, le ministre peut refuser d'effectuer les paiements à l'hôpital jusqu'à ce qu'il se soit conformé aux exigences de la loi, des règlements ou du contrat.

*"Entrée en vigueur"*

"25. Ces règlements entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1961.

*"ANNEXE "A"*

*"Règles servant à déterminer  
les montants à payer aux hôpitaux"*

"En déterminant les montants payables aux hôpitaux en vertu de l'article 14 des Règlements, le

ministre doit considérer les frais d'exploitation d'un hôpital, établis conformément aux principes et méthodes généralement reconnus de la comptabilité, mais dont aurait été exclus pour cette année:

"a) les montants dépensés ou prévus pour:

"I. le coût, en capital, des terrains, des constructions ou de l'installation matérielle;

"II. le paiement de quelque dette en capital ou des intérêts s'y rattachant;

"III. le paiement de quelque dette contractée avant le 1er janvier 1961.

"IV. la dépréciation sur la valeur des terrains, des constructions ou de l'installation matérielle; ou

"V. dans le cas de locaux loués, les montants justement attribuables à l'une quelconque de ces matières;

"b) le montant des intérêts ou des frais de service payables par l'hôpital, mais non inclus dans l'alinéa a;

"c) le montant des frais encourus directement en tout ou généralement pour la recherche, y compris les traitements et salaires bruts et les dépenses occasionnées par l'achat de fournitures médicales, chirurgicales et autres, des médicaments et de l'outillage non déprécié;

"d) le montant des frais directement occasionnés par le service d'ambulance, y compris les véhicules, les frais de dépréciation y afférents, l'entretien et les réparations desdits véhicules et le montant dépensé en traitements et salaires bruts pour le personnel y affecté, lorsque ces montants ont été inclus comme dépenses;

"e) le montant des frais directement occasionnés par l'exploitation du service externe de l'hôpital, si ce service externe est organisé et établi comme un service séparé de l'hôpital, y compris les montants dépensés en traitements et salaires bruts, les fournitures médicales, chirurgicales et autres, les médicaments et l'outillage non dépréciable;

"f) tous autres frais subis par l'hôpital mais qui n'ont pas été approuvés par le ministre suivant les règlements comme base du paiement à cet hôpital pour la prestation de services internes assurés, après un examen des dépenses réelles effectuées durant cette année; et dont on aura déduit pour cette année:

"g) soixante pour cent du montant à recevoir en cette année par l'hôpital comme frais supplémentaires exigés à l'égard du logement fourni cette année ailleurs qu'en salle ordinaire, après en avoir fait une déduction pour créances douteuses;

"h) le montant à recevoir cette année par l'hôpital pour la prestation de services internes cette année aux personnes y admissibles et y ayant droit en

vertu de lois énumérées à l'alinéa p de l'article (1) des règlements;

"i) le montant à recevoir en cette année par l'hôpital pour les services internes fournis cette année aux personnes autres que celles dont il est question à l'alinéa h, qui ne sont pas des résidents de la province, ou qui ne sont pas des personnes assurées, après en avoir fait une déduction pour créances douteuses;

"j) le montant qui reste après avoir soustrait les allocations effectuées à titre gracieux, des recettes brutes provenant de tous les services rendus aux patients externes par des services autres que le service externe de l'hôpital;

"k) le montant, s'il en est, reçu par l'hôpital en vertu ou par application du Programme national de subventions à l'hygiène du gouvernement du Canada, y compris tout montant payé par la province à titre de contribution équivalente à cet égard, pour la prestation de personnel, de matériel, de fournitures et d'hospitalisation en rapport avec les services internes, dans la mesure où le montant ainsi reçu et dépensé à ces frais a été inclus comme dépenses;

"l) le montant du revenu net provenant de magasins de nouveautés, de fermes et autres exploitations accessoires;

"m) le montant des rabais pour paiement comptant sur les achats effectués par l'hôpital;

"n) le montant des recouvrements en argent pour repas, frais de blanchissage, logement et autres services fournis à d'autres personnes que les malades;

"o) le montant des recettes brutes provenant des personnes assurées à l'égard des services assurés fournis par l'hôpital, lesquels, d'après le mode d'examen pour l'utilisation effective des services internes, ne sont pas nécessaires de l'avis du ministre; et

"p) le montant de tous autres revenus de l'hôpital qui ne se rattachent pas à la prestation de services internes dans l'hôpital, y compris cette portion des revenus provenant de la location de biens immobiliers appartenant à l'hôpital qui ne représente pas la dépréciation ou les intérêts y afférents, mais non compris les dons, legs, dotations, recettes de chapelle, services contributifs, sommes reçues pour la recherche, montants reçus pour les services d'ambulance, revenus tirés des services externes, revenus (autres que les loyers) provenant de terrains, bâtiments ou installation matérielle, et revenus de placement autres que les loyers."

**M. Talbot (Chicoutimi):** Certains articles des règlements annexés au bill établissant l'assurance-hospitalisation prévoient une violation du secret professionnel.



L'article 7 des règlements dit que le ministre peut, en tout temps, demander à l'hôpital d'obtenir du médecin traitant de lui transmettre un rapport écrit de l'état de santé de la personne assurée et de lui faire connaître les raisons et la nécessité des services assurés ou des autres traitements fournis pour la totalité ou une partie du séjour à l'hôpital. C'est une violation du secret professionnel. C'est la domination par le gouvernement de la profession médicale parce que le règlement spécifie que le ministère de la Santé peut faire réviser par un comité de médecine le rapport sur la nécessité pour le patient d'obtenir un service assuré. On devrait faire disparaître cette obligation.

Quant à l'article 8 des règlements, c'est la domination par le gouvernement de la profession médicale, parce que le règlement dit que le ministre de la Santé peut faire réviser par un comité de médecins le rapport sur la nécessité médicale de fournir un service assuré.

L'article 9 des règlements dit que chaque fois que l'état d'une personne est tel qu'il nécessite son admission immédiate comme patient interne, et qu'il n'y a pas de place dans une salle ordinaire, ou que son état est tel que, dans son intérêt et celui des autres patients, il est nécessaire de le loger dans une chambre privée ou semi-privée, l'hôpital doit recevoir cette personne assurée dans une chambre privée ou semi-privée, et le ministre ne paie que le taux quotidien pour une salle ordinaire. Dans ce cas, cet article fait porter par l'hôpital tous les frais. On fait porter un trop lourd fardeau à l'institution hospitalière.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce n'est pas du tout ce que dit le chef de l'opposition.

Le secret professionnel ne sera aucunement violé au cours de l'application de la loi d'assurance-hospitalisation et sera imposé à tous ceux qui auront accès aux dossiers des malades.

La loi d'assurance-hospitalisation ne fait pas porter par les hôpitaux tous les frais lorsque, dans les cas spécifiés par la loi, un malade qui veut aller dans une salle publique doit être hospitalisé dans une chambre privée ou semi-privée, à cause de son état.

Il (M. Lesage) dit avoir une entière confiance dans les hôpitaux et dans les médecins. Mais il reste tout de même, dit-il, qu'on a exprimé des doutes et des craintes à propos des abus que pourrait causer une prolongation inusitée du séjour d'un malade à l'hôpital. C'est pour prévenir ces abus que nous donnons au ministre de la Santé publique le droit d'exiger un rapport médical, afin de justifier une

prolongation de séjour. L'article ne fait qu'établir un contrôle nécessaire pour éviter les abus criants.

L'Union nationale a mis un *proviso* de ce genre dans la loi de pension aux invalides, et le chef de l'opposition a voté pour. Cette loi prévoyait une révision du rapport du médecin traitant par des médecins réviseurs. À mon avis, c'était nécessaire, comme ce l'est maintenant dans le cas de l'assurance-hospitalisation.

Quant au sens de l'article 9, paragraphe 2, le chef de l'opposition est dans l'erreur. Il faut comprendre que si un malade exerce son choix et demande à être hospitalisé dans une salle publique, alors qu'il doit être isolé dans une chambre privée ou semi-privée, ou s'il n'y a pas de place dans la salle publique, pour l'y admettre, alors l'hôpital doit le placer dans une chambre privée ou semi-privée, et l'hôpital n'a pas le droit de charger un surplus, soit au gouvernement, soit au patient. Dans ce cas, le ministre de la Santé ne paiera que le prix par jour fixé dans le contrat pour la salle publique. La mesure permettra une application plus adéquate et plus universelle de la législation.

**M. Leclerc (Charlevoix):** La loi de l'assurance-hospitalisation ne pourvoit pas à protéger le secret professionnel du médecin et de l'hôpital. Il se trouvera des gens qui seront intéressés à savoir ce qui se passe dans les hôpitaux pour ensuite faire du patronage avec cela.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'Union nationale n'est plus au pouvoir...

**M. Leclerc (Charlevoix):** Cette clause est dangereuse. Il (M. Leclerc) dit que, depuis le début de l'étude de la loi à l'Assemblée législative, il s'est permis de faire appel à la bonne volonté de tout le monde pour qu'il n'y ait pas d'abus, particulièrement en ce qui regarde la durée de l'hospitalisation. On ne doit pas douter de la bonne foi des gens et de la direction des hôpitaux, dit-il.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il y a lieu d'avoir un régime de contrôle, comme d'ailleurs il en existe dans d'autres domaines, notamment dans le cas des pensions aux invalides.

**M. Leclerc (Charlevoix):** La situation est bien différente dans les cas d'invalidité, qui sont connus de tous. La loi va trop loin; elle met en grave danger le secret professionnel du médecin et de l'hôpital. Conséquemment, elle est dangereuse. Ce

n'est pas normal que le ministre de la Santé puisse exiger un certificat qui précise la nature de la maladie dont souffre tel ou tel patient. Ce qui se passe dans les hôpitaux doit être secret. Le secret professionnel du médecin et de l'hôpital doit exister et être rigoureusement protégé.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il sera extrêmement rare qu'un comité de révision demandera à avoir le dossier complet d'un patient. Il pourra peut-être y avoir un cas sur 10,000 de cette nature.

Dans la presque totalité des cas, le ministère ne recevra, et pour fins de statistiques seulement, uniquement la fiche d'inscription du patient. La population peut être assurée que le gouvernement ne cherche nullement à s'ingérer dans ses affaires personnelles.

La Commission des accidents du travail et la Commission d'allocations aux invalides ont déjà le droit de voir tous les dossiers, des dossiers complets des patients ou des récipiendaires. Nous demandons bien moins que cela.

**M. Leclerc (Charlevoix)** propose que l'on modifie le règlement en cause afin d'écarter les risques d'indiscrétion.

L'amendement est rejeté.

L'alinéa V du paragraphe *k* de l'article 1 des règlements est amendé et le mot "services" est remplacé par "installations".

L'amendement est adopté.

Les alinéas VII et VIII du paragraphe *k* de l'article 1 des règlements est amendé et les mots "du service" et "il existe" sont remplacés par "des installations" et "elles existent".

L'amendement est adopté.

L'article 16 (1) des règlements est amendé et le mot "recettes" est remplacé par "revenus".

L'amendement est adopté.

Le paragraphe *c* de l'Annexe "A" des règlements est amendé et le mot "déprécié" est remplacé par "dépréciable".

L'amendement est adopté.

Le paragraphe *j* de l'Annexe "A" des règlements est amendé et les mots "recettes brutes" sont remplacés par "revenus bruts".

L'amendement est adopté.

L'article 8, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"9.(1) Sa Majesté la reine, du droit de la province, est de plein droit subrogée au recours de toute personne assurée contre un tiers jusqu'à concurrence du coût de tous services assurés fournis à raison d'une blessure causée par la faute de ce tiers.

"(2) La faute commune entraîne la réduction du montant de cette subrogation dans la même proportion que le recours de la personne assurée.

"(3) Le ministre a le pouvoir de transiger sur toute réclamation de Sa Majesté découlant du présent article et il peut déléguer pouvoir.

"(4) L'assureur de la responsabilité d'un tiers ne peut se libérer de son obligation de l'indemniser de sa responsabilité envers Sa Majesté découlant du présent article autrement que par paiement à Sa Majesté.

"(5) Un engagement par une personne assurée de libérer un tiers ou son assureur de leur responsabilité envers Sa Majesté découlant du présent article ou de les en indemniser est invalide et doit être considéré non écrit dans toute convention, transaction ou quittance"

**M. Talbot (Chicoutimi):** L'article 9 de la nouvelle loi commence ainsi: "Sa Majesté la reine, du droit de la province, est de plein droit..." Il (M. Talbot) dit trouver drôle cette phraséologie et la dénonce. On est bien royaliste du côté libéral, dit-il.

**M. Johnson (Bagot)** propose que le paragraphe 1 de l'article 9 soit amendé et que la tournure fautive "à raison d'une blessure" soit remplacée par "à la suite d'une blessure."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"9.(1) Sa Majesté la reine, du droit de la province, est de plein droit subrogée au recours de toute personne assurée contre un tiers jusqu'à concurrence du coût de tous services assurés fournis à la suite d'une blessure causée par la faute de ce tiers."

L'amendement est adopté.

L'article 9, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 10, qui se lit comme suit:

"10.(1) Nul ne doit faire ou renouveler un contrat ou effectuer un paiement en vertu d'un contrat par lequel

"a) un service hospitalier compris dans les services assurés doit être fourni à un résident ou le coût doit lui en être remboursé;

"b) l'hospitalisation d'un résident est la condition du paiement;

"(2) Le présent article ne s'applique pas durant le temps suivant l'arrivée d'une personne comme résident dans la province pendant lequel elle n'est pas une personne assurée

"(3) Le présent article ne défend pas un contrat ou un paiement en vertu d'un contrat en vertu duquel un résident doit recevoir un remboursement ou une indemnité pour

"a) le coût de tout service hospitalier autre que des services assurés;

"b) le coût d'honoraires pour services professionnels que ces services soient rendus à l'hôpital ou non; ou

"c) la perte de temps par invalidité, peu importe que le point de départ du droit à l'indemnité soit déterminé par rapport à la date d'admission à l'hôpital, à la condition que le taux de paiement ne soit pas augmenté à raison de l'hospitalisation.

"(4) Aucun résident ne doit recevoir en vertu d'un ou plusieurs contrats visés par le paragraphe précédent, à l'égard du coût de tout service hospitalier qui n'est pas un service assuré, une somme totale excédant les frais réels exigés pour ce service par l'hôpital.

"(5) Le présent article s'applique

"a) à la condition ou au renouvellement après le 30 novembre 1960, d'un contrat qui prévoit un bénéfice décrit au paragraphe (1) relativement à des services hospitaliers fournis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961; et

"b) à un paiement concernant des services hospitaliers rendus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961, sauf un paiement en vertu d'un contrat qui n'est pas un contrat de groupe et qui a été conclu ou renouvelé durant les mois de janvier, février ou mars 1960 pour des services hospitaliers rendus avant l'anniversaire en 1961 de sa conclusion ou de son renouvellement.

"(6) Dans le présent article, "contrat de groupe" signifie un contrat d'assurance par lequel deux ou plusieurs personnes autres que les membres d'une même famille sont assurées conjointement par un seul contrat d'assurance."

**M. Talbot (Chicoutimi)** soulève une objection. Il est regrettable, dit-il, que cet article rende la loi obligatoire pour tous, car une personne ne peut plus s'assurer chez les compagnies privées au sujet des matières qui sont déjà prévues par la loi. Si une personne, pour des motifs de secret professionnel par exemple, ne veut pas bénéficier de la loi, elle ne peut par contre, s'assurer de compagnies privées et elle est obligée de déboursier de sa poche. C'est un des aspects de cette loi qui la rend obligatoire et encore plus socialisante.

**M. Johnson (Bagot):** L'article enlève toute liberté aux citoyens de la province. Si on veut respecter la liberté générale, il faudrait faire en sorte que les compagnies puissent assurer le citoyen et inclure le remboursement par jour.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'article 10 a pour but d'enlever des contrats d'assurance les clauses qui prévoient un paiement d'indemnité attaché à la durée de l'hospitalisation plutôt qu'à l'invalidité. C'est pour éviter qu'une personne soit encouragée à demeurer trop longtemps à l'hôpital ou s'assure en double pour la différence de la chambre privée ou semi-privée.

Si l'article n'existait pas, un malade pourrait s'assurer auprès de trois compagnies, recevoir de ces compagnies triple indemnité et faire de l'argent avec son hospitalisation. Si la différence était de \$5, cette personne, en s'assurant de trois compagnies, recevrait \$15 par jour et ferait du profit avec son hospitalisation. L'objection du député de Chicoutimi est ridicule.

Une personne peut avoir une assurance pour les services non assurés par le gouvernement.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** appuie le point de vue exprimé par le chef de l'opposition. La maladie impose des dépenses considérables, dit-il. Si on supprimait le paragraphe 4, cela permettrait à une personne de recevoir un surplus qui l'aiderait à payer ses médecins et ses gardes-malades privées.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Tout cela peut avoir du sens, mais cela serait de nature à porter les gens à demeurer plus longtemps qu'il ne faudrait à l'hôpital. Cependant, le patient peut demeurer à l'hôpital s'il le veut, après sa guérison, c'est-à-dire pendant sa convalescence, mais ce séjour prolongé est à ses frais ou à ceux de son assurance personnelle, s'il en a.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Tout patient peut rester à l'hôpital s'il le veut, après

que les médecins l'ont déclaré guéri, mais alors, c'est à ses frais, et l'assurance-hospitalisation cesse de payer.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Cette assurance n'est pas obligatoire. Un citoyen qui n'en veut pas peut agir comme auparavant et payer son propre compte.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre et le ministre de la Santé doivent reconsidérer l'article 10 relativement à cette assurance dans une compagnie privée.

Il propose, appuyé par le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois), l'adoption d'un amendement pour que la nouvelle loi accorde aux citoyens la liberté de signer, avec les compagnies d'assurance, des contrats en vertu desquels ces dernières rembourseraient à la province les dépenses résultant de l'hospitalisation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je ne suis pas disposé à accepter cet amendement, car il est contraire à l'économie générale de la loi.

Le secret professionnel médical n'est pas en danger. Le gouvernement ne cherche nullement à s'immiscer dans les affaires personnelles des citoyens du Québec<sup>3</sup>.

Je répète que le gouvernement va payer tous les frais d'hospitalisation et tous les frais d'administration de la loi. Par surcroît, le gouvernement laisse aux hôpitaux 40 % du revenu des chambres pour les aider à payer les intérêts et l'amortissement de la dette.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Le gouvernement devrait accepter notre amendement, car cela l'aiderait à combler le déficit qu'entraînera l'administration de la loi. Ce n'est pas \$25,000,000 mais \$35,000,000 additionnels dont le gouvernement aura besoin de trouver pour l'application de la loi.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député a oublié, semble-t-il, la somme de \$10,000,000 que nous recevons grâce au 60 % du tarif différentiel qui sera remboursé au gouvernement par les hôpitaux. Je répète que le gouvernement paie les frais d'hospitalisation et tous les frais d'administration des hôpitaux et leur laisse 40 % des sommes versées par les patients des chambres privées ou semi-privées. Cet argent leur permettra de payer les intérêts et l'amortissement sur leurs dettes.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Le gouvernement aura besoin de ces \$10,000,000.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Sûrement! Surtout à cause des extravagances de l'Union nationale.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Ainsi, l'amendement est rejeté par 32 voix contre 25.

Le paragraphe 5 de cet article est amendé et les mots "a) à la conclusion ou au renouvellement après le 30 novembre 1960, d'un contrat qui prévoit un bénéfice décrit au paragraphe (1) relativement à des services hospitaliers fournis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961; et b) à un paiement concernant des services hospitaliers rendus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961, sauf un paiement en vertu d'un contrat qui n'est pas un contrat de groupe et qui a été conclu ou renouvelé durant les mois de janvier, février ou mars 1960 pour des services hospitaliers rendus avant l'anniversaire en 1961 de sa conclusion ou de son renouvellement."

sont remplacés par:

"a) à la condition ou au renouvellement après le 31 décembre 1960, d'un contrat qui prévoit un bénéfice décrit au paragraphe (1); et b) à tout paiement concernant des services hospitaliers rendus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961, sauf un paiement en vertu d'un contrat qui n'est pas un contrat de groupe, pour des services hospitaliers rendus avant le 1<sup>er</sup> avril 1961 ou avant l'anniversaire en 1961 de sa conclusion ou de son renouvellement s'il survient avant cette date."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"10. (1) Nul ne doit faire ou renouveler un contrat ou effectuer un paiement en vertu d'un contrat par lequel

"a) un service hospitalier compris dans les services assurés doit être fourni à un résident ou le coût doit lui en être remboursé;

"b) l'hospitalisation d'un résident est la condition du paiement;

"(2) Le présent article ne s'applique pas durant le temps suivant l'arrivée d'une personne comme résident dans la province pendant lequel elle n'est pas une personne assurée.

"(3) Le présent article ne défend pas un contrat ou un paiement en vertu d'un contrat en vertu duquel un résident doit recevoir un remboursement ou une indemnité pour:

"a) le coût de tout service hospitalier autre que des services assurés;

"b) le coût d'honoraires pour services professionnels que ces services soient rendus à l'hôpital ou non; ou

"c) la perte de temps par invalidité, peu importe que le point de départ du droit à l'indemnité soit déterminé par rapport à la date d'admission à l'hôpital, à la condition que le taux de paiement ne soit pas augmenté à raison de l'hospitalisation.

"(4) Aucun résident ne doit recevoir en vertu d'un ou plusieurs contrats visés par le paragraphe précédent, à l'égard du coût de tout service hospitalier qui n'est pas un service assuré, une somme totale excédant les frais réels exigés pour ce service par l'hôpital.

"(5) Le présent article s'applique

"a) à la condition ou au renouvellement après le 31 décembre 1960, d'un contrat qui prévoit un bénéfice décrit au paragraphe (1); et

"b) à tout paiement concernant des services hospitaliers rendus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961, sauf un paiement en vertu d'un contrat qui n'est pas un contrat de groupe, pour des services hospitaliers rendus avant le 1<sup>er</sup> avril 1961 ou avant l'anniversaire en 1961 de sa conclusion ou de son renouvellement s'il survient avant cette date."

"(6) Dans le présent article, "contrat de groupe" signifie un contrat d'assurance par lequel deux ou plusieurs personnes autres que les membres d'une même famille sont assurées conjointement par un seul contrat d'assurance."

L'amendement est adopté.

L'article 10, ainsi amendé, est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance du dit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)**

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)**

propose: Que les sommes dues aux termes des contrats et accords prévus par la loi qui accompagne la présente résolution seront payables sur les deniers votés à cette fin par la Législature.

**M. Johnson (Bagot):** Comme la loi de l'assurance-hospitalisation décrète que les dépenses qu'elle causera seront payées à même le fonds consolidé, rien dans le budget de l'année 1960-1961 ne prévoit cette dépense.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)<sup>1</sup>:**

Il y aura un montant prévu pour le financement de l'application de la loi d'assurance-hospitalisation dans le budget supplémentaire que je vais présenter, au début de la semaine prochaine, pour l'exercice financier courant.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre avait promis de mettre le programme d'assurance-hospitalisation en vigueur sans imposer de nouvelle taxe. Des gens l'ont cru. Dans le cours de l'été, le premier ministre a fait une causerie au club Saint-Laurent-Kiwanis de Montréal, pour dire qu'il pourrait économiser \$100,000,000 par année et qu'il ne serait pas obligé d'instituer une nouvelle taxe pour réaliser le projet.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit qu'il y avait moyen de faire des économies, et nous en faisons tous les jours, mais qu'il fallait aussi compter avec l'accroissement régulier des revenus de la province et qu'on pouvait obtenir un meilleur rendement des taxes. J'en ai conclu que nous pouvions espérer avoir \$100,000,000 de plus par année.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre a parlé d'économiser \$10,000,000 avec le service civil.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Toute cette discussion, d'ailleurs, est hors de propos dans le moment. Cette discussion devrait venir quand je présenterai une loi, avant la Noël, pour de nouvelles sources de perception de revenus qui, d'ailleurs, ne sont pas directement liées à l'assurance-hospitalisation. Il n'y a rien dans le projet de loi actuel qui prévoit le paiement de taxes ou de primes pour payer l'assurance-hospitalisation.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre avait promis de ne pas imposer de nouvelles taxes. En dépit de sa promesse formelle, est-ce que le premier ministre imposera une nouvelle taxe pour payer le coût de ce service comme cadeau de Noël à la population du Québec? De quoi s'agira-t-il?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Patiencez! Vous le saurez la semaine prochaine.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

L'article 11 est adopté.

Le comité étudie l'article 12, qui se lit comme suit:

"12. Personne ne doit sciemment obtenir ou recevoir le bénéfice de services assurés qu'elle n'a pas droit d'obtenir ou de recevoir en vertu de la présente loi et des règlements.

"Personne ne doit sciemment aider ou encourager une autre personne à obtenir ou à recevoir des services assurés que cette autre personne

n'a pas le droit d'obtenir ou de recevoir en vertu de la présente loi et des règlements.

"Quiconque enfreint le présent article est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende ne dépassant pas \$500 ou d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois, ou de l'amende et de l'emprisonnement à la fois."

**M. Talbot (Chicoutimi):** L'article 12 de la loi prévoit une amende d'au plus \$500 et un emprisonnement de six mois, ou les deux à la fois, contre toute personne qui obtiendra le bénéfice de services assurés auxquels elle n'a pas droit.

Voilà un article copié mot à mot de l'article 15*b* de la loi de l'Ontario. On prétend donner une loi faite pour le Québec et on arrive avec une loi calquée sur celle de l'Ontario.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les amendes prévues sont en effet les mêmes que celles en vigueur dans l'Ontario. C'est le résultat de conversations que j'ai eues avec le trésorier de l'Ontario. Celui-ci m'a dit que de telles amendes suffisent à empêcher les abus. C'est aussi simple que cela.

Il (l'honorable M. Lesage) dit qu'il lui a semblé excellent de recourir à l'expérience des autres pour bâtir la loi de l'assurance-hospitalisation du Québec. Quand nous aurons trouvé quelque chose de bon dans l'administration de l'Union nationale, dit-il, nous n'hésiterons pas à profiter de son expérience.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre n'applique pas à la lettre le programme libéral.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Ce n'est pas ce que les gens de Joliette et de Rouville ont dit!

Cet article est amendé, et les mots "qu'elle n'a pas droit" sont remplacés par "qu'il n'a pas droit".

Cet article se lit désormais comme suit:

"12. Personne ne doit sciemment obtenir ou recevoir le bénéfice de services assurés qu'il n'a pas droit d'obtenir ou de recevoir en vertu de la présente loi et des règlements.

"Personne ne doit sciemment aider ou encourager une autre personne à obtenir ou à recevoir des services assurés que cette autre personne n'a pas le droit d'obtenir ou de recevoir en vertu de la présente loi et des règlements.

"Quiconque enfreint le présent article est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite

sommaire, d'une amende ne dépassant pas \$500 ou d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois ou de l'amende et de l'emprisonnement à la fois."

L'amendement est adopté.

L'article 12, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 13 à 15 sont adoptés

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 2 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Leclerc (Charlevoix):** J'ai voté en faveur du projet de loi en deuxième lecture parce que le vote en deuxième lecture signifie qu'on approuve le principe de la mesure, soit dans le cas présent, la nécessité de venir en aide aux gens qui se font hospitaliser.

En troisième lecture, le vote a trait aux modalités d'application de la loi. Je voterai donc contre le projet de loi car, si je suis de tout cœur avec le principe d'assurance-hospitalisation, je n'approuve pas le système que le gouvernement libéral veut instituer dans la province, ni les méthodes d'application de la loi et de sa mise en vigueur.

Certaines personnes diront: "Voyez, le docteur Leclerc est contre l'assurance-hospitalisation." Des politiciens le prétendent et des journaux le répéteront. C'est pourquoi je veux qu'on me comprenne bien: je suis pour le principe d'une aide aux hospitalisés, c'est pourquoi j'ai voté pour le projet de loi en deuxième lecture, mais je suis contre le système d'assurance-hospitalisation, tel que conçu par le gouvernement, et je voterai donc contre la loi en troisième lecture.

Ce qu'on nous demande d'approuver, c'est l'étatisation de l'hospitalisation, des malades, des médecins, du système hospitalier. L'État fait intrusion dans un milieu qui devrait lui être complètement fermé et dont il devrait se tenir entièrement à l'écart. L'État ne doit pas remplacer l'individu dans ses responsabilités. Avec ce bill, il contrôlera tout, tandis qu'il n'a qu'un rôle supplétif à jouer.

La province se dirige à grands pas vers l'étatisation. Quand l'État entre dans un domaine où il ne doit pas aller, il y a toujours une liberté qui disparaît. Le peuple va finir par croire qu'il n'a aucune responsabilité personnelle.

On aurait dû laisser une plus grande place à l'entreprise et à l'initiative privée. Pourquoi ne pas laisser à l'individu la liberté de choisir un système qui soit à son goût pour se protéger? Il (M. Leclerc) fait aussi une mise en garde contre les empiètements d'Ottawa et contre les chèques en blanc donnés aux gouvernements.

Au moins, on devrait pouvoir compter que le gouvernement actuel saisisse l'occasion de ses négociations avec Ottawa, pour l'application de l'assurance-hospitalisation au Québec, de faire respecter les droits du Québec, parce que, quand on est pris avec Ottawa, c'est difficile d'en sortir. Nous en savons quelque chose. Nous en avons fait l'expérience, nous, qui depuis 1944, avons dû lutter pour récupérer les droits dont la province avait été dépouillée par suite de l'inconsidération d'un ancien premier ministre libéral.

En 1944, l'Union nationale a trouvé la province de Québec dans une situation pénible au point de vue des services de santé. Nous avons travaillé et nous avons fait si bien, qu'aujourd'hui le taux de la mortalité dans la province de Québec est l'un des plus bas. Les services hospitaliers se sont améliorés dans la province au cours des dernières années et les moyens de communication ont aussi subi des améliorations considérables. Aujourd'hui, partout dans la province, on est à une demi-heure à peine de l'hôpital, quand il n'y a pas si longtemps encore, il fallait jusqu'à quatre heures pour atteindre un hôpital. Qu'on ne vienne pas dire que des gens sont morts dans la province de Québec parce qu'ils n'ont pas été hospitalisés. Ce serait affirmer une fausseté! Ce serait aussi une fausseté de dire que des gens ne sont pas allés à l'hôpital parce qu'ils ne pouvaient pas payer.

Il (M. Leclerc) demande à ses confrères médecins de continuer à faire la charité et de servir le moins possible des services assurés.

Il rappelle que lorsqu'il était ministre de la Santé, il a eu des contacts avec les services de santé des autres provinces. Nous avons été prudents, dit-il, et nous n'avons rien négligé pour faire quelque chose de parfait. Le gouvernement actuel, au contraire, est allé trop vite. Lorsqu'il s'agit d'aider les malades et de leur assurer les soins requis, nous en sommes. Mais il y a d'autres considérations.

Il importe aussi d'adopter un système qui réponde aux besoins de la province de Québec et qui

ne mette pas en danger ses prérogatives. Je pense que le gouvernement a agi trop vite. Je préférerais que le gouvernement verse les primes aux familles pour leur permettre de participer au programme de leur choix pour le montant de la couverture qu'elles veulent.

Il propose, appuyé par le député de Témiscouata (M. Raymond), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que", par les suivants:

"La Chambre est d'avis que le bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation ne soit pas lu maintenant, mais soit référé au comité permanent des bills publics pour permettre aux personnes et organismes intéressés à ce bill d'être entendus pour y faire valoir leurs revendications<sup>5</sup>."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit que le ministre de la Santé et lui-même ont reçu et entendu tous les groupements qui ont désiré leur soumettre des mémoires sur la question, avant que la loi ne soit déposée.

Pour un parfait fonctionnement de l'assurance-hospitalisation, un comité consultatif sera formé, sur la base la plus représentative possible, dit-il, pour conseiller le gouvernement dans l'application de la loi de l'assurance-hospitalisation et répondre justement à des suggestions qui ont été faites par des organismes qui ont présenté des mémoires. Nous le formerons aussitôt que la loi sera en vigueur.

L'organisme se composera de représentants du Collège des médecins, de l'Association des chirurgiens, de porte-parole des groupements professionnels de pharmaciens, de dentistes, ainsi que de délégués des chambres de commerce, de la Confédération des syndicats nationaux, de la Fédération des travailleurs du Québec, de même que des dirigeants et des employés d'hôpitaux, enfin tous ceux qui s'intéressent au bon fonctionnement de cette loi dans la province de Québec, afin de donner à ce comité une autorité qu'il doit avoir.

Il ne s'agit que d'une liste préliminaire. La liste est encore à compléter.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre se prend-il pour la Chambre? Le comité consultatif viendra trop tard, car la loi sera déjà sanctionnée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Dans une lettre adressée au ministre de la Santé, le 7 décembre 1960, le vice-président de l'Association des hôpitaux du Québec, le Dr Gilbert Turner, félicite le premier ministre, le ministre de la Santé et

le gouvernement pour la présentation de cette loi à la Chambre basse et leur assure la coopération de la profession médicale. Dans sa lettre, le Dr Turner dit que "c'est la mesure la plus progressive et la plus importante au point de vue social, qui ait été présentée au Parlement de Québec depuis de nombreuses années. C'est un pas de géant dans la voie de la sécurité sociale et de la santé publique."

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le vice-président de l'Association des hôpitaux du Québec n'est qu'un des intéressés.

L'amendement du député de Charlevoix, pour le renvoi du bill au comité des bills publics, est raisonnable et démocratique et d'une extrême importance. Le projet de loi, sous certains de ces aspects, est dangereux pour les hôpitaux, pour les malades et pour la population.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Au contraire, la mise en force de ce projet de loi est un pas de géant en avant pour assurer la sécurité sociale et la santé publique, chez nous.

**M. l'Orateur:** L'amendement est-il adopté?

**Des députés ministériels:** Oui<sup>6</sup>!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Non, non<sup>7</sup>!

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Caron, Cloutier, Élie, Gosselin, Guillemette, Johnson, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Thibeault, Tremblay, 24.

**Contre:** MM. Bédard, Bertrand (Terrebonne), Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Couturier, Dionne, Earl, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, 38.

**Député pairés:** MM. Hamel (Saint-Maurice), Gérin-Lajoie ainsi que M. Binette déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec



MM. Tellier, Dozois et Laberge, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote contre l'amendement.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**M. Caron (Maskinongé):** Je ne suis pas particulièrement qualifié dans le domaine de l'hospitalisation, quoique je sois encore directeur de la Corporation de l'hôpital Comtois et, qu'à ce titre, il m'a été donné de connaître les problèmes qui se posent aux institutions d'hospitalisation de nos comtés. À titre de député depuis 16 ans, je fus en contact intime et constant avec la population, et j'ai été en mesure de connaître les problèmes qui confrontent la classe moyenne et la classe pauvre lorsque les gens ont recours à l'hospitalisation.

J'ai remarqué surtout, dans les discours des gens de l'opposition, le désir de coopération et de collaboration qu'ils manifestent à l'endroit du gouvernement, qui semble refuser cette coopération et cette collaboration.

La loi fédérale d'assurance-hospitalisation, dont s'inspire la loi provinciale, est un instrument de centralisation, un empiétement direct sur les droits des provinces en une matière de juridiction provinciale. Dans son projet d'entente avec Ottawa, au sujet de l'assurance-hospitalisation, le gouvernement fait un accroc à l'autonomie de la province. On commet une violation des droits du Québec.

Le premier ministre a contribué à la fabrication de loi fédérale. C'est pourquoi il est bien mal à l'aise aujourd'hui pour critiquer. Il ne la voit pas sous son vrai jour, car c'est en quelque sorte son rejeton. Mais son devoir comme premier ministre de notre province était pourtant d'alerter la population du Québec sur les dangers de la loi d'Ottawa. Le premier ministre a trouvé plus facile d'atteler le "joual" du Québec au train fédéral que de nous donner une formule qui corresponde aux aspirations et aux traditions du Québec. Le premier ministre adore aujourd'hui à Québec ce qu'il avait brûlé autrefois à Ottawa.

Le premier ministre a prononcé, il y a deux ou trois jours, un discours comme la Chambre n'en a pas entendu depuis 20 ans. Il va sans dire que je ne peux pas en ressasser tous les arguments. Je voudrais surtout relever ce qui m'a frappé dans le discours du premier ministre et dans l'exposé du procureur général (l'honorable M. Lapalme) sur le projet de loi. Le discours prononcé cette semaine par le procureur général est la répétition de celui qu'il faisait en Chambre lors de la dernière session. Au moins, il a montré qu'il avait de la mémoire et de la suite dans les idées.

La première chose qui m'a frappé chez le premier ministre, c'est l'absence totale de souci et de volonté de conserver à la province son autonomie en matière d'hospitalisation, le souci et la volonté soutenus par tous ses prédécesseurs qui ont eu l'honneur de siéger comme premier ministre du Québec, à l'exception d'un seul de triste mémoire. Le premier ministre a oublié qu'il est le chef de l'État français et catholique du Québec. Il croit qu'il se trouve dans son habitat naturel d'autrefois, la scène fédérale.

En des accents pathétiques et centralisateurs, le premier ministre nous a dit: "Pensez-vous que la province de Québec a les moyens de perdre les \$72,500,000 d'Ottawa?" On nous avait habitués à un autre son de cloche en cette Chambre depuis une vingtaine d'années. Ce n'était pas celui de la piastre et des millions. On nous avait convaincus que ce n'est pas la qualité de la chaîne qui pourrait rendre l'esclavage moins pénible.

Il y a bien des façons d'aller chercher les millions de dollars d'Ottawa. Il y a la façon vénale et servile qui est celle du Parti libéral. Mais il y a aussi la façon orgueilleuse et fière de l'Union nationale. Quelle différence! Quel contraste entre l'attitude du premier ministre actuel et celle de ses prédécesseurs! Je laisse à l'histoire le soin de juger l'attitude du député de Québec-Ouest (l'honorable M. Lesage) sur le projet de loi qui nous préoccupe.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Et l'attitude de Paul Sauvé sur l'assurance-chômage?

**M. Caron (Maskinongé):** L'attitude actuelle est la dénégation totale des droits de l'Assemblée législative et un accroc aux droits de la province.

Selon l'affirmation du premier ministre, les hôpitaux sont libres ou non d'adhérer au plan et d'accepter ou non l'assurance-hospitalisation, telle qu'on la leur offre. Évidemment, les hôpitaux sont libres de mourir en dehors du plan ou de vivre dans ses cadres. C'est la liberté du chien en laisse.

Il y avait pourtant une autre façon de procéder pour conserver au Québec son autonomie.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Dites-nous donc vite laquelle?

**M. Caron (Maskinongé):** Que le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) attende donc un peu. Il nous prouve que les ressources que l'on veut avoir gâtent souvent celles qu'on a.

M. Duplessis, lui, serait allé chercher à Ottawa notre butin et en aurait façonné un habit à la taille et conforme aux désirs de la province de Québec.

Le premier ministre actuel aurait pu, aussi, s'inspirer des conclusions du rapport Tremblay qu'il est allé déposer à Ottawa, avec un geste de grand seigneur, lors de la conférence fiscale. Il ne savait peut-être pas que ce rapport renfermait tous les éléments nécessaires et susceptibles de donner au Québec un plan d'assurance-hospitalisation conforme à ses traditions.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Le gouvernement essaie de répondre à un besoin urgent d'une manière la plus rapide possible. Le Québec ne peut plus se permettre de ne pas avoir d'assurance-hospitalisation plus longtemps.

**M. Caron (Maskinongé):** Ce qui m'a frappé en deuxième lieu, c'est l'infantilisme de son argumentation au soutien d'un bill mal foutu. Évidemment, il faut essayer de comprendre la mentalité de celui qui pose le geste. Lorsque quelqu'un nous présente un diplôme, on l'examine pour voir quelle institution il a fréquentée. Dans le cas du premier ministre, il faut se demander à quelle école il est allé? À l'école de la centralisation?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Celle de Louiseville<sup>8</sup>!

**M. Caron (Maskinongé):** À Louiseville, nous avons encore la meilleure école de l'autonomie, que nous pratiquons, et nous voulons la conserver. Le premier ministre est allé à l'école la plus centralisatrice.

**Une voix ministérielle:** Vous y êtes allé, vous aussi!

**M. Caron (Maskinongé):** Oui mais, Dieu merci, je me suis réformé et je rends grâce à la Providence d'avoir servi ma province dans le respect de ses droits et d'être en mesure d'attirer l'attention de la population sur l'attitude du gouvernement en matière d'hospitalisation.

Avant d'établir l'assurance-hospitalisation dans la province, il fallait songer d'abord à construire les hôpitaux nécessaires. Selon l'ancien ministre de la Santé à Ottawa, (M. Paul Martin), c'est dans le Québec que la santé publique a fait les plus grands progrès depuis 15 ans. Le projet de loi que soumet le

gouvernement est une mauvaise application d'un bon principe. Je vais d'abord citer un éditorial de *La Presse*, journal qui n'est certainement pas de l'Union nationale.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Ce journal était moins rouge avant le 22 juin!

**M. Caron (Maskinongé):** Que s'est-il donc passé?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

La peur est disparue. Quelle date porte l'éditorial?

**M. Caron (Maskinongé):** Janvier 1960.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Ah bon! Votre époque.

**M. Caron (Maskinongé):** Quelle différence cela fait-il? *La Presse* à ses moments de lucidité, elle peut parfois dire des choses sensées. Le ministre veut-il prétendre que les journaux, comme les caméléons, changent d'idée? Je proteste et j'ai confiance dans les quelques journaux honnêtes qui nous restent.

Dans cet éditorial, un journaliste de la Vieille Capitale approuvait l'intention du gouvernement d'alors de faire une enquête pour trouver une formule d'assurance-hospitalisation répondant au caractère de nos institutions catholiques et françaises.

Dans un éditorial de *L'Action catholique* paru le 28 janvier 1960, le docteur Louis-Philippe Roy écrivait qu'"en plein accord avec les décisions de feu l'honorable Sauvé et de l'honorable Arthur Leclerc, ministre de la Santé, l'honorable Barrette a confirmé l'intention du gouvernement d'étudier sans délai le problème de l'assurance-santé et de l'assurance-hospitalisation. Son intention est de favoriser un système ou des plans conformes aux particularités que présentent nos institutions québécoises confessionnelles catholiques et de langue française. Aurons-nous alors des plans d'assurance-santé et d'assurance-hospitalisation qui nous seront propres ou une adaptation des plans fédéraux<sup>9</sup>?"

Le parti de l'Union nationale ne veut pas dire que les libéraux ne sont pas de bons catholiques, il veut seulement dire qu'ils n'ont pas pris la peine de penser à quelque chose qui répond aux besoins de la province.

Je me demande si, avec le nouveau cabinet, on ne considère pas le mot catholique comme antiparlementaire.

**Des députés ministériels** protestent.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** pose une question au député de Maskinongé<sup>10</sup>.

**M. Caron (Maskinongé):** Je m'étonne que le procureur général, membre de l'équipe du tonnerre, se scandalise quand un député mentionne le mot "catholique" dans cette Chambre. C'est à croire qu'on voudrait que ce mot cesse d'être parlementaire.

Avec le projet de loi actuellement soumis à la Chambre, le gouvernement nous fait entrer de plain-pied dans la gueule du loup.

(Rires)

La population a prouvé maintes et maintes fois qu'elle est pour l'autonomie. Au lieu d'accepter le plan conjoint proposé par Ottawa, il aurait fallu trouver une mesure qui réponde aux aspirations et aux traditions de la province de Québec.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le débat en cours à l'Assemblée législative, au sujet de l'assurance-hospitalisation, a été nettement une bataille entre ce système de patronage qu'était l'assistance-publique sous l'Union nationale et le projet de liberté et d'égalité qu'est la loi en discussion.

Nous avons connu trop longtemps l'assistance-publique discrétionnaire qui obligeait tous ceux qui voulaient y avoir recours à passer par les canaux que l'on connaît. Le mode d'assistance publique, sous l'Union nationale, laissait tout à l'arbitraire et au favoritisme. Sous l'administration de l'Union nationale, le gouvernement favorisait le maintien du système d'organismes de charités parce qu'il permettait à l'Union nationale d'avoir une grande étendue dans l'exercice de son système de favoritisme.

Ce qui caractérise le bill numéro 2, c'est la philosophie qui l'inspire et qui tend à garantir la liberté et l'égalité de tous les citoyens devant les services que l'État a le devoir de fournir à ses administrés. Au début des mesures sociales, il a fallu commencer par aider les plus miséreux. Aujourd'hui, ces secours ont atteint une telle envergure qu'il faut absolument prendre le moyen de soustraire l'ensemble des bénéficiaires à l'emprise du gouvernement et des fonctionnaires.

Contrairement au système de l'assistance publique d'autrefois, où il s'exerçait du patronage, l'assurance-hospitalisation sera universelle. Les citoyens de la province pourront en bénéficier et obtenir les secours nécessaires à leur état, sans passer par les

patroneux de comtés ou les fonctionnaires. C'est ce qui caractérise la philosophie de liberté et d'égalité du Parti libéral dans cette loi comme dans toutes les autres grandes lois que nous présenterons à cette Chambre.

Il est regrettable que la province de Québec soit la dernière à entrer dans le domaine de l'assurance-hospitalisation. Cette loi était absolument nécessaire. La province de Québec devrait profiter de l'assurance-hospitalisation depuis longtemps, si elle doit occuper la première place et être à l'avant-garde de la Confédération canadienne. Il était donc grand temps que le gouvernement libéral intervienne pour replacer le Québec dans le concept canadien, à ce point de vue.

Si véritablement l'autonomie de la province de Québec a été menacée dans le champ de l'hospitalisation, c'est parce que la province de Québec et le gouvernement de l'Union nationale n'ont pas pris leur responsabilité dans un domaine qui relève de leur juridiction.

L'opposition a reproché au gouvernement d'avoir conclu avec Ottawa, d'une façon vénale et servile, une entente pour récupérer \$72,000,000. La province a raison d'aller chercher les 72,000,000 qu'Ottawa offre. L'Union nationale, du temps qu'elle était au pouvoir, a souvent conclu des arrangements de ce genre avec Ottawa, et elle n'a jamais refusé les millions qui lui revenaient en vertu de ces contrats.

Quant à la confessionnalité des hôpitaux, si tant est qu'on puisse parler de confessionnalité dans ce cas, elle n'est nullement en danger. D'ailleurs, quand l'opposition dit que cette confessionnalité est en danger, elle se garde bien de dire de quelle façon cette confessionnalité pourrait être mieux protégée que par la loi actuelle.

Le gouvernement respecte l'autonomie des hôpitaux parce que ces institutions ne sont pas soumises à des termes généraux s'appliquant à tous sans distinction. Chaque hôpital du Québec passera un contrat séparé avec le gouvernement, et cette précaution conserve à ces institutions leur caractère propre.

Sur les deux points de l'autonomie et de la confessionnalité, j'ai nettement l'impression que les électeurs se sont prononcés d'une façon claire. Ils ont donné pleinement, et sans réserve, leur confiance au Parti libéral.

Il n'est pas étonnant que les députés de l'opposition aient l'intention de voter contre le bill en troisième lecture, après avoir voté pour le principe de la loi en seconde lecture. Le procédé n'est pas nouveau. Ces gens-là sont contre tout. Ils sont contre

l'universalité de la loi s'appliquant à tous les citoyens comme ils sont contre la récupération des sommes que la loi fédérale met à la disposition de la province de Québec et qui sont dues par Ottawa.

L'Union nationale demeure ce qu'elle a toujours été: le parti du favoritisme et des avantages personnels.

**M. Maltais (Québec-Est):** L'Union nationale désirait une loi d'assurance-hospitalisation. Elle considérait cette mesure sociale comme une nécessité. L'Union nationale envisageait une législation adaptée aux besoins et à la mentalité de la population canadienne-française.

M. l'Orateur, l'Union nationale était bien au courant des besoins du peuple du Québec. Elle savait adopter les lois sociales à ses besoins particuliers. Elle avait formé une commission et lui avait confié la charge d'élaborer un projet conforme à notre mentalité et à nos institutions. Elle voulait s'inspirer abondamment, à cette fin, de la grande charte de nos droits et des libertés civiles que l'on trouve dans le rapport Tremblay, notamment au chapitre cinq du deuxième volume, où toute la question sociale baigne dans nos sources traditionnelles de pensée.

Il cite le rapport Tremblay. C'est une œuvre au crédit de l'Union nationale, dit-il, un document qui signifie quelque chose pour la province de Québec.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Vous auriez dû dire cela devant M. Duplessis, il y a deux ans.

**M. Maltais (Québec-Est):** Le premier ministre, lui-même, a reconnu l'importance de ce document. Il a voulu donner à ce rapport une publicité extraordinaire, à l'occasion de la conférence fiscale de juillet dernier, en le présentant, dans un geste spectaculaire, sur la table de conférence qu'entouraient les premiers ministres provinciaux et le chef du gouvernement canadien. Il a voulu faire connaître ce rapport pour montrer Québec sous son vrai visage, sans doute, et souligner que Québec n'est pas une province comme les autres.

Mais, M. l'Orateur, si le premier ministre a reconnu et exalté le prix inestimable que ses compatriotes attachent à cet ouvrage, ce n'était que pour mieux jouer la comédie. On l'a constaté tout de suite au sujet des ententes conjointes sur la route Trans-Canada, des voies d'accès aux ressources naturelles du Nord, la protection des forêts et l'assurance-hospitalisation. Le premier ministre s'est

élevé contre ces ententes. S'appuyant sur le rapport Tremblay, il en a dénoncé le principe. Puis, d'un même mouvement, il a piétiné le rapport Tremblay et a accepté la participation immédiate du Québec à tous les programmes conjoints en vigueur entre Ottawa et les autres provinces.

Aujourd'hui encore, M. l'Orateur, il nous propose de participer à une législation conjointe, conçue à Ottawa et financée pour la moitié par Ottawa, à même les revenus découlant des pouvoirs de taxation qui appartiennent en propre au Québec. Car la Constitution est claire: les provinces jouissent d'une souveraineté fiscale dans les matières qui relèvent de leur juridiction. Le premier ministre ne s'est pas inspiré des conclusions du rapport Tremblay dans la préparation de la loi de l'assurance-hospitalisation.

Le premier ministre admet que pour cette première loi présentée par son gouvernement et qu'en cette matière importante de sécurité sociale, il ne s'est pas préoccupé des termes de l'entente qu'il faudra conclure avec Ottawa. Quant à nous, de l'Union nationale, jamais nous ne nous engagerons aveuglément sur une question aussi essentielle.

Les orateurs ministériels ont soutenu que l'Union nationale s'est, elle aussi, prêtée aux programmes conjoints avec le fédéral. Il y a un gouvernement dans cette province, et ce n'est pas le gouvernement de l'Union nationale, qui a cédé à Ottawa le principe de l'assurance-chômage.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Que fait le député de Québec-Est de l'assistance aux invalides?

**M. Maltais (Québec-Est):** Pendant les heures les plus noires de la centralisation, nous ne pouvions tenir partout, sur toute la ligne. C'est pourquoi nous avons maintenu les bastions. C'est ce que nous avons fait pour l'éducation et c'est ce que nous aurions voulu que l'on fasse pour la sécurité sociale. Où était le premier ministre actuel lorsque nous nous battions pour sauver le bastion de l'éducation? Il était à Ottawa, dans l'armée adverse qui tentait de nous renverser.

Il est clair que l'esprit de la loi de l'assurance-hospitalisation n'est pas l'esprit d'une loi provinciale. C'est plutôt l'esprit d'une loi fédérale, et c'est ce que je réprouve. C'est un principe faux au départ. La législation libérale à ce sujet est empoisonnée de néo-fédéralisme à la manière de Maurice Lamontagne, "contraire à l'idéal fondamental de philosophie sociale qui a toujours dominé ici dans la

province de Québec," selon ce qu'en dit un penseur réputé, M. François-Albert Angers<sup>11</sup>.

On veut forcer le Parlement du Québec à approuver d'avance un plan conjoint avec Ottawa qu'il ne connaît pas. Le projet de loi est vide de la substance propre à la nationalité canadienne-française mais rempli de tout ce qui procède de l'esprit fédéral, contraire à notre esprit. C'est un projet de loi qui manque d'effort créateur, une imitation servile d'une loi fédérale. C'est une mesure dictatoriale, parce qu'elle s'infiltre dans l'économie de nos institutions d'hospitalisation...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Avez-vous fini vos insipidités<sup>12</sup>?

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le terme n'est pas parlementaire. Le premier ministre doit retirer ses paroles.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'à son avis, le mot est bien choisi pour qualifier le discours du député de Québec-Est. Si le mot "insipidités" n'est pas conforme à l'éthique parlementaire, dit-il, je le retire.

**M. Maltais (Québec-Est):** J'aurais aimé mieux ne pas connaître le fond de la pensée du premier ministre. J'aurais voulu que cette loi s'inspire de notre conception du rôle de notre société chrétienne. La province de Québec n'est pas une province comme les autres. J'aurais voulu que cette loi de l'assurance-hospitalisation soit à l'image de notre esprit: une loi socialement riche, qui sache distinguer entre les besoins de l'homme riche et les besoins de l'homme pauvre.

C'est l'heure ou jamais de prendre la bonne voie en matière de sécurité sociale!

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Socialement réactionnaire!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Radicalement réactionnaire!

**M. Maltais (Québec-Est):** Nous ne sommes pas opposés au progrès, mais nous ne le voyons pas de la même manière que le gouvernement actuel. Nous prétendons que notre société n'est pas rendue à ce stade, qu'elle doit procéder graduellement et normalement.

L'individu n'a pas seulement des droits. Il a aussi des devoirs. Le système que nous préconisons

est mieux adapté à notre société que celui qui consiste à décharger l'individu de toutes responsabilités pour faire intervenir l'État d'une manière intégrale.

Dans la lutte constitutionnelle, car il s'agit d'une bataille de tous les instants, nous n'avons pas le droit d'ignorer la Constitution quand une minorité a besoin d'elle. C'est pourquoi, j'affirme que le projet de loi qui nous est soumis est inconstitutionnel. Il repose sur le principe des subsides contre lequel l'histoire et la Constitution s'inscrivent en faux. Il s'agit d'une loi mortelle parce que c'est une loi à subsides et que les subsides sont mortels pour une minorité. L'argent perçu à Ottawa pour des fins provinciales est le prix de l'asservissement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Qu'est ce que vous faites des octrois fédéraux aux hôpitaux<sup>13</sup>?

**M. Maltais (Québec-Est):** La loi viole la souveraineté du Parlement québécois en matière de législation, car c'est la législation du Parlement d'Ottawa qui est transposée dans le Québec. C'est une législation d'un autre Parlement. Ce n'est pas un changement de vie, comme l'avait promis le premier ministre mais un autre accrochage aux droits du Québec.

Il propose, appuyé par le député de Missisquoi (M. Bertrand), que la motion en discussion soit amendée, en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"La Chambre est d'avis que le bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation ne soit pas lu maintenant, mais soit renvoyé au comité plénier avec instructions d'étudier la possibilité de l'amender de façon à confier l'administration de la loi à une commission indépendante."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Caron, Cloutier, Élie, Gosselin, Guillemette, Johnson, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Roy (Nicolet), Talbot, Tremblay, 22.

**Contre:** MM. Bédard, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Couturier, Dionne, Earl, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux,

Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, 36.

**Députés pairés:** MM. Gérin-Lajoie et Binette déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Dozois et Laberge, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote à l'encontre de l'amendement.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté<sup>14</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Doit-on enregistrer le même vote renversé pour l'adoption du projet de loi en troisième et dernière lecture?

**M. Talbot (Chicoutimi)** s'objecte<sup>15</sup>. Il est 5 h 30 du soir, dit-il.

Il propose, appuyé par le député de Papineau (M. Lorrain), que le débat soit maintenant ajourné à la semaine prochaine comme il a été convenu.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, du consentement unanime, que lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi<sup>16</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Pas mardi?

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce parce qu'on n'a pas été bons garçons?

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 5 h 40<sup>17</sup>.

### NOTES

1. Selon *Le Nouvelliste* du 10 décembre 1960, à la page 2, M. Lesage prend la parole pour souligner l'anniversaire de M. Élie "aussitôt après que la Chambre eut expédié les affaires courantes". *Le Soleil* du 9 décembre 1960, à la page 21, rapporte que "ce geste des deux chefs a manifestement suscité

l'adhésion unanime des membres de l'Assemblée législative". *Le Nouvelliste* du 10 décembre 1960, à la page 2, ajoute que "le jubilaire parut très sensible à cette marque de délicatesse du premier ministre libéral".

2. Voir la note 14 de la séance du 6 décembre 1960.

3. Selon *Le Soleil* du 10 décembre 1960, à la page 16, M. Lesage prononce ces paroles avec force.

4. Selon *Le Nouvelliste* du 10 décembre 1960, à la page 1, "le premier ministre a fait cette déclaration pendant la discussion qui a précédé l'adoption de la résolution prévoyant que les sommes dues aux termes des contrats et accords prévus par la loi de l'assurance-hospitalisation seront payables sur les deniers votés à cette fin par la Législature".

5. Cet amendement proposé par M. Leclerc est le même qu'il avait soumis lors de la deuxième lecture pour que le projet de loi soit envoyé au comité permanent des bills publics.

6. Selon *Le Nouvelliste* du 10 décembre 1960, à la page 21, "une dizaine de libéraux se méprennent et répondent: Oui!"

7. *Le Nouvelliste* du 10 décembre 1960, à la page 21, écrit qu'en entendant certains de ses députés vouloir accepter l'amendement, M. Lesage a sursauté.

8. Louiseville (anciennement Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup) est le lieu de naissance de M. Caron, qui fit d'ailleurs une partie de ses études au collège de Louiseville.

9. Louis-Philippe Roy, "L'assurance-santé et hospitalisation: Aurons-nous nos propres plans ou une adaptation du système fédéral?". Voir *L'Action catholique* du 28 janvier 1960, à la page 4.

10. Nos sources ne donnent pas la nature de cette question.

11. François-Albert Angers (1909-2003), économiste québécois, directeur de la Ligue de l'Action nationale et collaborateur fréquent de la revue *L'Action Nationale*. Angers a grandement contribué à d'importants travaux de la commission Tremblay durant les années 1950.

12. *Le Droit* du 10 décembre 1960, à la page 1, écrit que M. Lesage pose cette question en baillant.

13. Selon *Le Devoir* du 10 décembre 1960, à la page 6, M. Lesage utilise ce langage antiparlementaire.

14. Selon *Le Nouvelliste* du 12 décembre 1960, à la page 13, "le vote sur le deuxième amendement fut pris vers 5 h 30, juste avant l'ajournement".

15. *La Tribune* du 10 décembre 1960, à la page 1, relate que "le gouvernement espérait que le bill d'assurance-hospitalisation serait adopté au cours de la [...] séance. [...] Cependant, quand vint le moment d'ajourner, des membres de l'opposition ont manifesté le désir de prendre la parole".

16. Selon *Le Nouvelliste* du 12 décembre 1960, à la page 13, "en demandant de rappeler les députés [...] lundi plutôt que mardi, le premier ministre a sans doute voulu prendre l'occasion de profiter d'une semaine de travail plus longue avant l'ajournement pour la période des fêtes qui devrait avoir lieu vendredi".

17. Selon *Le Nouvelliste* du 12 décembre 1960, à la page 13, "l'opposition a déjoué les calculs du gouvernement et des observateurs à cette occasion. On s'attendait généralement que le projet de loi soit adopté en troisième et dernière lecture au cours de l'après-midi, mais il en fut tout autrement". De plus, *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 7, indique bien qu'il y a eu deux séances dans la journée, mais aucune source ne fait mention d'une suspension ou reprise de séance.





Séance du lundi 12 décembre 1960

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du lieutenant-gouverneur:****Budget supplémentaire  
1960-1961 (1)**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

Onésime Gagnon, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1961, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement  
Québec, le 9 décembre 1960  
(Document de la session no 2)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit déposer sur la table de l'Assemblée législative un budget qui, une fois votée par les deux Chambres, donnera au gouvernement l'autorisation nécessaire pour boucler le budget de l'année financière en cours, qui se terminera le 31 mars 1961.

Il manque \$144,139,828 au gouvernement de la province de Québec pour terminer l'année financière 1960-1961, dit-il. Si on déduit du montant de \$144,139,828 la part que paiera le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier), pour les frais de l'assurance-hospitalisation, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 1961, soit \$13,500,000, qui est la différence entre le coût total du service entre ces deux dates, \$32,067,500, et la part que remboursera le gouvernement fédéral, \$18,567,500, on peut estimer le déficit de l'année financière en cours à environ \$130,689,828, si les revenus ne dépassent pas les prévisions.

Une partie du budget supplémentaire servira à payer des engagements pris par l'Union nationale au cours de la session 1959-1960. On se souvient que feu M. Paul Sauvé avait déposé son budget avant l'ajournement des Fêtes. Au cours de l'hiver dernier, son successeur, M. Antonio Barrette, avait ensuite fait voter plusieurs projets de loi entraînant de lourdes dépenses. Elles n'avaient évidemment pu être prévues dans le budget. De la même manière, le gouvernement doit aussi payer la note pour des dépenses pré-électorales de l'Union nationale. Les autorités libérales du Québec se trouveront, en 1961-1962, aux prises avec des engagements financiers de l'ordre de \$130,000,000, contractés par l'Union nationale avant les élections générales du 22 juin dernier.

Cependant, deux facteurs contribueront légèrement à diminuer le montant de ce déficit. Le gouvernement entend élaborer un nouveau programme qui lui permettra de tirer des revenus additionnels. D'autre part, il faut aussi considérer que le montant prévu des revenus est toujours inférieur au montant produit à la fin de l'année financière.

Il y aura à déduire du déficit de 1960-1961 les sommes que le gouvernement a réussi à économiser dans divers secteurs, notamment en demandant des soumissions par la voix des journaux pour les travaux accomplis depuis l'arrivée au pouvoir du Parti libéral.

Les premières estimations budgétaires pour l'année fiscale en cours avaient été déposées devant la Chambre, le 10 décembre 1959, par le ministre des Finances du temps (M. J. S. Bourque)<sup>1</sup>. Ce dernier prévoyait, pour 1960-1961, des revenus de \$617,797,200 et un excédent des revenus sur toutes les dépenses: près de \$500,000. La province était alors administrée par un gouvernement de l'Union nationale.

Le budget supplémentaire porte à \$761,437,128 l'estimation du coût d'administration de la province durant l'exercice financier 1960-1961. Il comprend des dépenses ordinaires de \$107,487,015 et des dépenses en immobilisation de l'ordre de \$34,976,696. Il renferme aussi un item de \$1,676,117 pour la dette publique. Par ailleurs, de ce budget supplémentaire, les Chambres n'auront à approuver que \$78,006,800, car \$66,133,028 sont autorisés par les Statuts prévus par les lois<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

## Projets de loi:

### Assurance-hospitalisation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 9 décembre courant, sur la motion du ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) proposant que le bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Talbot (Chicoutimi):** L'opposition a voté pour la nouvelle loi en deuxième lecture parce qu'il s'agissait seulement de l'approuver en principe. En troisième lecture, le débat porte sur l'ensemble et sur le détail du bill. C'est pourquoi l'opposition votera contre, parce qu'il y a des choses qu'il nous est impossible d'accepter.

Le premier article du programme du Parti libéral était de créer un office de la langue française et de la linguistique. Or, la première loi que nous présente le gouvernement est écrite en charabia, en chinois, en petit nègre. Pourtant, au cours des 15 dernières années, la rédaction de nos lois s'était grandement améliorée. Dans le cas présent, c'est un véritable défi à la langue française. Cette loi a été faite avec des ciseaux et un pot de colle. Elle est faite d'une partie de la loi fédérale, d'une partie de la loi de l'Ontario, et même d'autres parties de lois d'autres provinces. C'est une loi qui n'a pas été pensée en français, ni pour le fond ni pour la forme, et non plus pour la province de Québec.

On dit que le style c'est l'homme, or le style de cette loi nous donne exactement l'image du gouvernement actuel. C'est une loi qui transpose dans la province de Québec des institutions qui peuvent faire ailleurs, mais qui ne conviennent pas dans la province de Québec. Tout est faux dans cette loi. Le titre lui-même est faux.

Le gouvernement du Québec accepte que le pouvoir central vienne se mêler des affaires de nos hôpitaux. Il y avait certainement d'autres moyens constitutionnels d'aller chercher à Ottawa les \$72,000,000 qui nous reviennent en vertu de ce plan conjoint, pour la mise en vigueur d'un plan qui soumet nos hôpitaux au contrôle du gouvernement fédéral.

C'est une législation antiautonome, calquée sur la loi fédérale, basée sur un plan conjoint que le premier ministre se vante d'avoir déjà dénoncé. Elle consacre des empiètements d'Ottawa dans le domaine provincial.

En outre, il s'agit là d'une loi socialisante; non pas communiste! Je n'ai jamais dit communiste<sup>3</sup>.

C'est une loi socialisante parce qu'en vertu de cette législation, le président du Pacifique Canadien est placé sur le même pied que l'ouvrier. La loi est trop généreuse pour les riches et pas assez pour les petites gens.

Un autre danger, c'est l'intrusion de la politique dans les hôpitaux, car chacun sait que le gouvernement actuel est contrôlé par la Fédération libérale. La loi aura comme conséquence de faire perdre la liberté des hôpitaux du Québec, parce que le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) peut leur imposer les conditions qu'il voudra, notamment dans le cas des budgets que le ministre pourra accepter, rejeter ou modifier. Il s'en suivra que les hôpitaux ne seront jamais sûrs de rien.

Pourquoi n'a-t-on pas accepté de préparer un contrat uniforme pour les hôpitaux, avec des barèmes, comme l'aurait fait un gouvernement sage? Avec la loi actuelle, c'est la mainmise de l'État avec un sans-gêne incroyable sur toutes les institutions hospitalières. La seule liberté qu'on laisse aux hôpitaux, c'est celle de payer leurs dettes.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Si le gouvernement faisait une telle chose, il en viendrait éventuellement à contrôler les hôpitaux, chose que les libéraux veulent éviter. Au lieu de ça, les hôpitaux garderont 40 % des revenus provenant des chambres privées et semi-privées. Ce système aidera ainsi les hôpitaux à amortir les dettes sur les investissements en capital.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Dans le texte qu'on nous a soumis, il est clair que les règlements constituent véritablement la base de la loi. Or, ces règlements, le gouvernement pourra les modifier quand bon lui semblera. Il dit vouloir empêcher que le gouvernement amende les règlements sans l'approbation des Chambres.

Il propose, appuyé par le député de Papineau (M. Lorrain)<sup>4</sup>, que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que", par les suivants:

"La Chambre est d'avis que le bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation ne soit pas lu maintenant, mais soit renvoyé au comité plénier avec instructions de l'amender pour que les règlements imprimés qui suivent le bill et constituent en fait la loi d'assurance-hospitalisation soient incorporés à ladite loi et ne puissent en conséquence être amendés sans l'intervention de la Législature."

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le gouvernement libéral actuel, contrairement à ce qui

se faisait dans le passé, sous le gouvernement précédent de l'Union nationale, a déposé le texte des règlements qui régiront l'application de la loi de l'assurance-hospitalisation. Autrefois, cela se faisait toujours en cachette.

L'opposition a dit que les règlements étaient mauvais, et voilà qu'elle propose un amendement pour empêcher qu'ils soient modifiés. Cet amendement est tout simplement une nouvelle manifestation de l'opposition de l'Union nationale à l'assurance-hospitalisation. Elle a retardé l'étude de cette question pendant 16 ans, puis elle a prêché que la loi que nous propositions était malsaine, socialisante et communiste avant qu'on en siège en comité plénier. Et voici qu'elle veut maintenant que le projet soit retourné de nouveau au comité plénier. Aujourd'hui, on trouve un autre moyen de retarder l'adoption d'une loi, dont le peuple de la province a besoin.

#### **Des députés de l'opposition protestent.**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** L'opposition irresponsable veut procéder par des mesures dilatoires pour empêcher la population de la province de Québec, qui attend depuis 16 ans, de bénéficier de cette mesure sociale. L'opposition a peur de prendre des responsabilités.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Chartrand, Desjardin, Dozois, Ducharme, Gabias, Gosselin, Guillemette, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, 26.

**Contre:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 40.

**Députés pairés:** MM. Binette et Bédard déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Laberge et Cloutier, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote à l'encontre de l'amendement.

M. Bernatchez déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Lemieux, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote en faveur de l'amendement.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Le débat se poursuit sur la troisième lecture.

**M. Lizotte (Montmagny)<sup>5</sup>:** Les objections soulevées contre le programme par le parti de l'Union nationale ne sont pas fondées. Le Québec attend depuis des années qu'un programme d'assurance-hospitalisation vienne remplacer le régime de charité publique.

Les critiques formulées par l'Union nationale n'ont rien de constructives. On a critiqué le projet, mais on n'a pas fait de suggestions. La vérité, c'est que l'Union nationale n'a jamais étudié le problème. Elle a fait de l'autonomie négative; celle pratiquée par les libéraux est positive. Les droits et les prérogatives de la province seront mieux protégés sous les libéraux que sous les gouvernements qui les ont précédés.

Le projet de loi ministériel fera disparaître le favoritisme et le patronage politique établi par la loi d'assistance-publique, sous l'Union nationale.

Dans le cours de la campagne électorale de juin dernier, un organisateur de l'Union nationale avait eu pour fonction exclusive de se promener dans Montmagny pour faire signer des cartes d'assistance-publique. L'Union nationale tenait les hôpitaux sous sa botte. En 1956, les autorités d'un hôpital avaient demandé à un médecin libéral de ne pas faire de politique, car elles avaient peur de la colère du gouvernement.

**M. Leclerc (Charlevoix):** Je demande au député de se rétracter, car il ne s'est jamais fait de politique avec les soins aux malades quand j'étais ministre de la Santé.

**M. Lizotte (Montmagny):** Le chef de l'opposition a prétendu que la Fédération libérale contrôlait le gouvernement. S'il existe vraiment, ce contrôle est tout de même moins dangereux que le contrôle qui existe dans l'Union nationale et qui a été dénoncé par un ancien chef<sup>6</sup>.

L'opposition dit que la loi est socialisante et qu'elle est calquée sur celles des autres provinces. La loi protège l'autonomie de la province de Québec et n'est pas socialisante, comme le prétend le chef de l'opposition. Si elle l'était, elle le serait aussi pour les autres provinces qui ont passé des ententes avec le gouvernement fédéral. Or, pourquoi alors l'opposition

n'a-t-elle pas votée contre le principe du bill de l'assurance-hospitalisation, tout en votant contre la loi en troisième lecture? C'est seulement parce que le député de Chicoutimi (M. Talbot) et ses amis de l'opposition savent que la population québécoise désire cette loi depuis longtemps.

La loi sociale en question est faite pour tous les citoyens, et il n'y a pas plus de danger qu'elle soit une cause de violation du secret professionnel que d'autres lois comme celle des accidents du travail, des pensions de vieillesse et des allocations aux mères nécessiteuses.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Ce ne sont pas des prétextes de la part de l'opposition. Ils sont contre la loi et c'est leur façon à eux de s'y opposer.

**M. Lizotte (Montmagny):** L'ancien procureur général de la province (M. Duplessis) déclarait, il y a quelques années, que deux catégories de gens seulement pouvaient se faire soigner dans les hôpitaux: ceux qui sont pauvres et ceux qui sont riches. La classe moyenne ne pouvait pas le faire sans grever son budget. C'est pour cela que la loi d'assurance-hospitalisation, présentée par le gouvernement libéral, est nécessaire et rendra service à toute la population.

Cette loi est humaine. Elle garantira un traitement humain aux malades. Il y a longtemps que nous aurions dû l'avoir. Il faudrait bien que les députés de l'opposition quittent les nuages où ils se trouvent<sup>7</sup>.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Ils peuvent bien y rester... Ils sont aux sommets<sup>8</sup>!

**M. Lizotte (Montmagny):** Pendant 16 ans de pouvoir, les gens qui sont maintenant dans l'opposition n'ont rien fait pour donner l'assurance-hospitalisation, qui était réclamée par la population. Aujourd'hui, ils critiquent en disant qu'ils sont pour le principe, mais qu'ils n'acceptent pas les modalités. Le gouvernement de l'Union nationale et les membres actuels de l'opposition se sont toujours tenus loin du peuple.

Le peuple de la province a besoin de cette loi, et le gouvernement libéral a raison d'être fier de présenter la loi de l'assurance-hospitalisation. Malgré les critiques de l'opposition, la population de la province de Québec saura reconnaître que le gouvernement libéral s'est occupé de lui en lui donnant une loi qui va soulager le fardeau des miséreux et de tous ceux qui n'ont pas les revenus nécessaires pour faire face à l'hospitalisation.

Rouville et Joliette ont montré que le peuple est content de ce que nous avons fait. La prochaine fois qu'il y aura des élections, le peuple saura encore montrer qu'il est content que le Parti libéral ait donné la loi de l'assurance-hospitalisation, qui vient bien en retard parce que l'Union nationale aurait dû l'adopter il y a plusieurs années.

**M. Tellier (Montcalm):** L'opposition connaît la population. Après avoir disséqué chacun des articles du projet de loi, elle a tenu à affirmer que, dans sa forme actuelle, il n'y a absolument rien dans le projet de loi qui garantisse l'assurance-hospitalisation, telle que désirée par le peuple de la province.

Le gouvernement s'en est rendu compte, car il a pris la peine d'annexer au projet les règlements qui régiront l'application de la loi. Même avec leurs lacunes, ces règlements ont quelque chose de bon et de positif. Mais il est malheureux que le gouvernement s'arroge le droit de modifier, à sa guise, les règlements qui régiront l'application de la loi de l'assurance-hospitalisation, sans consulter la Législature. Ils devraient donc être incorporés à la loi, pour empêcher qu'on puisse les amender hors de la connaissance des membres de la Législature.

Où sont donc les déclarations solennelles de la dernière campagne, dans lesquelles on promettait de sauvegarder les prérogatives de la Législature? Où sont les prérogatives de la Chambre, quand le gouvernement assume le droit de modifier n'importe quand ces règlements? Le bill est un chèque en blanc au bénéfice des autorités provinciales.

Contrairement à ce que les libéraux ont prétendu, il s'est élevé certaines protestations contre les modalités du bill. Selon une déclaration faite par l'administrateur de l'hôpital général Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke, M. G.-H. Saint-Louis, "la rédaction du projet de loi a complètement oublié le caractère religieux et charitable de nos hôpitaux". M. François-Albert Angers a déclaré qu'il est malheureux que le plan provincial soit fondé sur une loi fédérale, d'inspiration protestante et anglo-saxonne. L'opinion exprimée par le club La Laurentie est de cet avis.

Cette loi est un obstacle à la liberté de contracter. Celui qui a déjà une assurance-hospitalisation n'a pas le droit de la renouveler. Il est empêché de s'assurer jusqu'à concurrence d'une certaine proportion, et on va charger à tout le public ce que n'importe quel millionnaire coûtera s'il se fait traiter à l'hôpital.

Il propose, appuyé par le député de Berthier (M. Lavallée), que la motion en discussion soit amendée, en remplaçant tous les mots après "que", par les suivants:

"La Chambre est d'avis que le bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation ne soit pas lu maintenant, mais soit renvoyé au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à permettre la liberté de contracter en matière d'assurance."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Chartrand, Desjardins, Dozois, Ducharme, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, 27.

**Contre:** MM. Arsenaault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 41.

**Députés pairés:** M. Bédard déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Cloutier, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote à l'encontre de l'amendement.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** dit se faire l'interprète de la population de Gaspé et du Saguenay.

Tous sont conscients de la nécessité de généraliser les soins hospitaliers. C'est pourquoi nous avons voté pour le principe de cette mesure en deuxième lecture. Nous sommes obligés de constater que cette loi va procurer une plus grande sécurité aux hôpitaux. C'est la seule partie du problème à laquelle on a recherché une solution.

Le système proposé a été préparé par un autre gouvernement, qui ne comprend pas les problèmes particuliers à la population de la province de Québec. Et si l'État commence à contrôler l'administration des hôpitaux, nous aurons, dans un avenir plus ou moins proche, ou la socialisation ou l'étatisation des hôpitaux. Ce qui est encore pire, c'est que le contrôle viendra non pas du gouvernement provincial, mais bien plutôt du gouvernement fédéral.

Mais là n'est pas le nœud de la question. Il faut aussi tenir compte du malade. Comment les

malades pourront, grâce à ce système, se faire soigner de façon appropriée quand, dans les autres provinces, il y a de longues listes d'attente? Les hôpitaux ne suffiront pas. Il faut doubler et même tripler immédiatement le nombre de lits, dans nos hôpitaux. L'Union nationale avait compris ce problème, elle qui a doublé, au cours des 15 dernières années, le nombre de lits d'hôpitaux. Ce qui presse, c'est l'aménagement immédiat de petits hôpitaux municipaux ou privés et l'agrandissement des gros hôpitaux.

Il faudrait qu'à l'avenir, il ne soit plus nécessaire pour un malade de verser un dépôt quelconque à l'avance en vue de son admission dans un hôpital. Vu son importance, le sujet est assez sérieux pour qu'on remette le bill plusieurs fois sur le métier afin qu'on le mette à point et qu'on le corrige en tenant compte des suggestions de groupements comme, par exemple, l'Union catholique des cultivateurs, la Fédération des travailleurs sociaux, la Confédération des syndicats nationaux, la Fédération des unions de familles et d'autres.

Il y a un autre problème. Il y aurait lieu aussi de voir à ce que le médecin de famille soit admis dans les hôpitaux afin qu'il puisse soigner ses malades à l'hôpital s'il veut pouvoir continuer à exercer sa profession.

Pour toutes ces raisons, nous allons être obligés de voter contre le bill en troisième lecture.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenaault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 41.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Chartrand, Desjardins, Ducharme, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, 27.

**Députés pairés:** MM. Bédard et Binette déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont

païrés avec MM. Cloutier et Laberge, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote en faveur de la troisième lecture dudit bill.

M. Dozois déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est païré avec M. Gérin-Lajoie, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote contre la troisième lecture dudit bill.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 2 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Travaux d'hiver**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** appelle le projet de loi de l'honorable M. Hamel (Saint-Maurice) pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités.

**M. Talbot (Chicoutimi)** s'objecte à ce que l'Assemblée législative étudie immédiatement le projet de loi. Il y avait eu une entente, dit-il, entre moi et le premier ministre, vendredi dernier, selon laquelle la Chambre basse devait d'abord commencer par l'étude d'autres bills.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** accepte de laisser la députation examiner d'autres textes de loi.

### **Loi de l'administration de Montréal**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant la loi concernant le système administratif de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi, dit-il, prolonge jusqu'au 30 juin 1961 le délai accordé à la commission Champagne pour soumettre au gouvernement le rapport final de son enquête sur les changements au mode d'administration de Montréal. Le délai est prolongé à la demande même des commissaires. C'est par une lettre au premier ministre, datée du 24 novembre, que M. le juge Champagne et ses collègues ont demandé la prolongation du délai qui leur est accordé.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Cette Commission avait été instituée par l'Union nationale.

En septembre 1959, plusieurs corps publics de la métropole ont fait des représentations aux autorités de la province pour réclamer certaines modifications au système d'administration de Montréal. Le gouvernement de l'Union nationale, désireux d'agir démocratiquement, a fourni à tous les intéressés l'occasion de formuler leurs points de vue.

En mars 1960, une loi était sanctionnée qui créait la commission Champagne et lui donnait le mandat d'entendre les représentations sur le mode d'administration de la métropole puis de soumettre ses recommandations.

Il fait l'éloge de commissaires.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois) s'éloigne des modalités du projet de loi. On ne changera pas les commissaires.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** dit vouloir simplement démontrer que cette Commission n'avait aucun caractère politique et offrait, au contraire, toutes les garanties d'impartialité.

Le 31 août dernier, la Commission soumettait son premier rapport, qui concernait le problème des élections des conseillers. Le public a eu, par la suite, l'occasion de se prononcer là-dessus. La deuxième partie du travail de l'organisme est probablement la plus importante. Il s'agit d'envisager la coordination et les pouvoirs des divers services. Aussi, nous voterons sans hésitation en faveur du délai demandé pour permettre à la Commission de compléter son ouvrage.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Pour une fois que j'ai l'occasion de féliciter le gouvernement, je ne la manquerai pas! D'autant plus qu'il s'agit pour nous de faciliter la continuation d'une œuvre accomplie par l'Union nationale. Le Parti libéral avait mis la cité de Montréal en tutelle. On veut, aujourd'hui, corriger cette situation. Nous n'avons aucune objection à collaborer avec le gouvernement pour assurer à Montréal le meilleur système d'administration qui soit.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** se dit désappointé et surpris de l'attitude de l'opposition. L'opposition, dit-il, veut tirer une gloriole politique de la loi actuelle. Je comprends, que lorsqu'on est tombé des sommets, il faut se contenter de peu.

En 1940, l'Union nationale a lutté à mort contre la loi de mise en tutelle présentée par le ministre des Affaires municipales du temps (l'honorable M. T.-D. Bouchard), au sujet du système

administratif de Montréal. Or, l'Union nationale a pris le pouvoir en 1944 et elle n'a rien fait pendant 16 ans pour y mettre fin, bien que l'opposition libérale lui ait demandé, chaque année depuis 1952 au moins, d'agir. En 1959, voyant venir la mort, l'Union nationale...

**Des députés de l'opposition:** À l'ordre! À l'ordre!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** L'Union nationale, *in articulo mortis*, a voulu faire quelque chose pour que les comtés montréalais ne lui échappent pas. Une manœuvre de dernière heure... C'était si peu sérieux que la commission Champagne avait reçu le droit d'occuper, pendant huit ans, l'immeuble où elle est.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** nie et précise qu'il s'agit de l'Hôtel de Ville de Montréal.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** dit avoir donné la même information durant la courte session de septembre et que le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois) a alors dit que c'était vrai.

Tout ce que je voulais souligner, c'est que l'Union nationale a attendu 16 ans pour agir dans ce domaine.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 15 sans l'amender.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Loi du Mérite agricole

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**  
pour **l'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)**<sup>9</sup>

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant la loi du Mérite agricole soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**  
pour **l'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 6 de la loi du Mérite agricole, Statuts refondus, 1941, chapitre 116, modifié par l'article 3 de la loi 14 George VI, chapitre 7, est remplacé par le suivant:

"6. Les juges du concours sont nommés par le ministre de l'Agriculture. Ils sont choisis parmi les commandeurs du Mérite agricole et parmi les agronomes de la province; toutefois, dans le cas du concours pour la section des jeunes cultivateurs, le choix des juges est à la discrétion du ministre de l'Agriculture."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le projet de loi est présenté sur le conseil des officiers du ministère de l'Agriculture qui ont de la difficulté et se plaignent, à chaque année, de ne pas trouver assez de juges parmi les catégories de personnes déjà prévues par la loi et qui sont éligibles à ce poste. Ainsi, en ajoutant tous les agronomes de la province, la même difficulté ne se présentera plus.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Le projet de loi stipule que le choix des juges pour les concours du Mérite agricole se fera à l'avenir, sauf pour la section des jeunes cultivateurs ou fils de cultivateurs, parmi les commandeurs du Mérite agricole et les agronomes, au lieu de se faire parmi les commandeurs ou officiers du Mérite agricole et les professeurs des écoles d'agriculture seulement.

Il propose que les officiers du Mérite agricole soient aussi éligibles comme juges du concours du Mérite agricole.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Accordé<sup>10</sup>.

**M. Bernatchez (Lotbinière)** propose aussi qu'on ajoute les professeurs d'écoles d'agriculture, comme le faisait l'ancienne loi, parmi les juges.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les professeurs d'écoles d'agriculture en feront automatiquement partie, car ils sont tous des agronomes.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Certains professeurs d'écoles d'agriculture ne sont pas agronomes. Ils se trouveraient exclus de la fonction des juges par le bill.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** agréé et fait ajouter les mots "et parmi les professeurs des écoles d'agriculture" après "parmi les agronomes de la province".

**M. Bernatchez (Lotbinière)** propose que la même chose s'applique pour les concours juvéniles.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les officiers du ministère n'ont pas rapporté de difficultés quant à ces derniers concours.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 6 de la loi du Mérite agricole, Statuts refondus, 1941, chapitre 116, modifié par l'article 3 de la loi 14 George VI, chapitre 7, est remplacé par le suivant:

"6. Les juges du concours sont nommés par le ministre de l'Agriculture. Ils sont choisis parmi les commandeurs et les officiers du Mérite agricole; parmi professeurs des écoles d'agriculture et les agronomes de la province; toutefois, dans le cas du concours pour la section des jeunes cultivateurs, le choix des juges est à la discrétion du ministre de l'Agriculture."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 3 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** pour **l'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Loi des terres de colonisation**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 7 modifiant la loi des terres de colonisation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** pour **l'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** pour **l'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** pour **l'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose: Que l'article 18 de la loi des terres de colonisation (Statuts refondus, 1941, chapitre 104), modifié par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 37, et par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 31, soit de nouveau modifié en remplaçant le quatrième alinéa par le suivant:

"Aucune de ces ventes ne peut excéder deux cents acres en superficie."

Adopté<sup>11</sup>.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** pour **l'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)**



propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 modifiant la loi des terres de colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** pour **l'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté<sup>12</sup>.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Travaux de la Chambre:

#### Projets de loi à étudier à la prochaine séance

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Mardi après-midi, la Chambre étudiera, en premier lieu, le bill no 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires, pour augmenter le nombre de juges; le bill no 16 intitulé loi pour favoriser l'exécution des travaux d'hiver par les municipalités; le bill no 14 concernant la responsabilité pénale du propriétaire d'automobile; la loi prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre les locataires et les propriétaires, et le bill 5 modifiant la loi des pensions, et peut-être d'autres.

Il est urgent de voter le bill no 5 pour modifier la loi des pensions. Il faut le faire avant le 1<sup>er</sup> janvier parce que d'importants avantages, dont on veut faire bénéficier les fonctionnaires provinciaux, sont en jeu.

#### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 15.

et réélu sous la bannière de l'Union nationale jusqu'en 1956. Il est ministre des Finances dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette du 27 janvier 1958 au 5 juillet 1960. Il est défait aux élections générales de 1960.

2. Le contenu de ce discours n'est pas entièrement présent dans nos sources. Cependant, nous savons par *La Presse* du 13 décembre 1960, à la page 17, que M. Lesage a donné quelques explications sur son budget supplémentaire.

3. Voir les séances du 9 et du 12 décembre 1960.

4. Selon *L'Événement-Journal* du 13 décembre 1960, à la page 1, le secondeur de la motion serait plutôt M. Elie.

5. M. Lizotte est alors l'assistant parlementaire du ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier).

6. Selon *L'Action catholique* du 13 décembre 1960, à la page 2, M. Lizotte fait allusion "aux accusations portées par l'ancien premier ministre Barrette lorsqu'il a démissionné en septembre dernier".

7. *Le Nouvelliste* du 13 décembre, à la page 1, rapporte que M. Lizotte prononce ces paroles sur un ton narquois.

8. *Le Nouvelliste* du 13 décembre, à la page 1, note que M. Hamel utilise un ton narquois.

9. *L'Action catholique* du 13 décembre 1960, à la page 3, indique que M. Courcy est alors absent de la Chambre et que c'est M. Lesage qui présente le bill à sa place.

10. *Le Nouvelliste* du 13 décembre 1960, à la page 2, rapporte seulement que la réponse de M. Lesage est affirmative.

11. Selon *Le Nouvelliste* du 13 décembre 1960, à la page 13, ce bill est adopté sans aucune discussion.

12. *L'Action catholique* du 13 décembre 1960, à la page 3, note que ces trois projets de loi ont été adoptés en moins de 40 minutes.

### NOTES

1. Il s'agit de John Samuel Bourque, élu député de l'Action libérale nationale dans Sherbrooke en 1935



Séance du mardi 13 décembre 1960

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Gracefield et Wright**

**M. Desjardins (Gatineau)** propose, appuyé par le député de Laviolette (M. Ducharme), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition du village de Gracefield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- du village de Gracefield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Couillard  
Entreprises inc.**

**M. Théberge (Chambly)** propose, appuyé par le député de Portneuf (M. Laroche), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Couillard Entreprises, inc. *et al.*, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le titre de Couillard Entreprises, inc., et de Roland et Fernand Couillard et leurs ayants droit, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Couillard Entreprises, inc. *et al.*, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le titre de Couillard Entreprises, inc., et de Roland et Fernand Couillard et leurs ayants droit.

**Charte  
de Saint-Jérôme**

**M. Binette (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le député de Laval (M. Lavoie), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Explications sur des faits publiés:**

**Article paru  
dans *La Réforme***

**M. Johnson (Bagot):** Un journal, que le premier ministre connaît bien, publie un éditorial affirmant que "seule une enquête royale sur l'éducation dira si l'établissement d'une seconde université de langue française à Montréal est justifiable"<sup>1</sup>. C'est signé par un employé du bureau du premier ministre. Est-ce que l'éditorial reflète les idées du gouvernement au sujet du projet?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je ne sais pas de quel journal le député veut parler. Mais si le député fait allusion à l'article paru dans *La Réforme*, sous la signature de M. Guy Gagnon, je dois faire observer qu'il n'est pas secrétaire de presse du premier ministre<sup>2</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** De toute façon, l'éditorial de *La Réforme* reflète-t-il les idées du cabinet au sujet du projet?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le gouvernement annoncera en temps et lieu ses vues sur la question. En attendant, peu importe la hâte ou l'anxiété de nos savants amis d'en face.

**Article paru  
dans *Nouvelles illustrées***

**M. Lavoie (Laval):** Un certain hebdomadaire de Montréal, *Nouvelles illustrées*, disait la semaine dernière que le député de Laval s'était octroyé une licence de vente de boissons alcooliques dans un motel dont il était propriétaire. Je proteste contre cette insinuation. Je ne suis intéressé, dit-il, ni de près ni de loin, dans cette licence accordée par la Commission des liqueurs. Quant au motel en question, il appartient à une compagnie à fonds social. La licence légale, a remplacé une tolérance. À l'époque de la "tolérance", sous l'Union nationale, la direction du motel devait rencontrer, chaque lundi, un individu chargé de percevoir \$150, soit \$600 par mois.

**Des députés ministériels rient.**

**Une voix:** La dîme!

**Projets de loi:**

**Loi des  
tribunaux judiciaires**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose: 1. Que l'article 216 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), modifié par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 12, par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 19, par l'article 4 de la loi 14 George VI,

chapitre 50, par l'article 3 de la loi 14 George VI, chapitre 51, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 52, par l'article 3 de la loi 15-16 George VI, chapitre 30, par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 29, et par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 20, soit de nouveau modifié en remplaçant le sixième alinéa par le suivant:

"Le nombre des juges des sessions ne doit en aucun temps dépasser trente-cinq, y compris les deux juges en chef des sessions".

2. Que l'article 266*b* de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, modifié par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 31, et par l'article 9 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 39, soit de nouveau modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"Le nombre de ces juges, y compris le juge en chef, ne doit pas excéder vingt."

3. Que l'article 289 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 19, par l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 12, par l'article 18 de la loi 13 George VI, chapitre 19, par l'article 10 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, par l'article 8 de la loi 15-16 George VI, chapitre 30, par l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 29, par l'article 3 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 30, par l'article 4 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 20, et par l'article 12 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 39, soit de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

"4. Le nombre des juges de district ne doit en aucun temps excéder cinquante-cinq, y compris le juge en chef de district et le juge en chef adjoint de district."

**M. Talbot (Chicoutimi)**<sup>4</sup> demande au procureur général (l'honorable M. Lapalme) si quelqu'un a fait des demandes au gouvernement pour la nomination de nouveaux juges.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Dans les cas de la Cour de magistrat et de celle des sessions, des requêtes furent soumises par les juges en chef. D'autres demandes sont aussi venues d'un grand nombre d'endroits. Il y a deux vacances à la Cour des sessions de la paix; une vacance à la Cour de magistrat et une autre à la Cour de bien-être social. De plus, le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) a demandé de nommer juges les présidents de certains organismes extrajudiciaires. À la Commission des relations ouvrières, notamment, on nommerait un deuxième membre juge, afin que cette Commission puisse siéger à deux endroits à la fois. Il

est aussi question de nommer juge le président de la Commission du salaire minimum.

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose que l'on établisse aussi un tribunal du bien-être social à Chicoutimi.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Quant à la Cour du bien-être social, le chiffre mentionné sera bientôt atteint, car des demandes arrivent de partout notamment de la région de Chicoutimi représentée par le chef de l'opposition.

Nous avons l'intention d'accepter certaines demandes, mais nous voulons faire en sorte de n'avoir pas à revenir sans cesse devant les Chambres.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Selon mes informations, il n'est pas besoin de nouveaux juges à la cour des sessions. À moins d'accroître la juridiction des magistrats, il n'est pas nécessaire de nommer d'autres juges à la cour du magistrat.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Ces informations ne sont pas exactes.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il y a quatre vacances, mais c'est 15 juges qu'on veut faire nommer. Aux environs de Noël, le procureur général (l'honorable M. Lapalme) aura l'air d'un père Noël.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** J'aimerais bien cela, mais ce ne sera pas cela. Lorsque la Régie des alcools sera transformée en tribunal, son président sera aussi nommé juge.

Pour la seule Cour de bien-être social, il y a eu de 10 à 15 demandes d'établissement de nouvelles cours.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Est-ce que les nominations des présidents de commissions qui pourraient être nommés juges sont comprises dans le groupe des 15 juges autorisés par la présente loi?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Oui.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) songe-t-il à nommer juge le président actuel de la Commission des liqueurs?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Lorsqu'il a demandé, dit-il, à M. Lucien Dugas

d'assumer la présidence de la Commission des liqueurs, il lui a dit que la loi serait entièrement transformée, que la Commission deviendrait un organisme quasi judiciaire et qu'il serait nommé juge.

**M. Johnson (Bagot)** réclame une Cour de bien-être social pour le district de Saint-Hyacinthe.

**M. Bertrand (Missisquoi)** réclame l'établissement d'une Cour de bien-être social à Sweetsburg afin de desservir les comtés de Missisquoi, Brome et Shefford.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** J'ai reçu, dit-il, de dix à quinze requêtes de cette nature. Je refuse de divulguer pour le moment où les nouveaux tribunaux du bien-être social seront établis.

**M. Russell (Shefford)** demande des avantages pour Granby<sup>5</sup>.

**M. Larouche (Témiscamingue)** demande que le procureur général (l'honorable M. Lapalme) établisse une Cour du bien-être social à Ville-Marie.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** (Souriant) Nos amis d'en face auraient dû s'entendre en caucus au lieu de venir se disputer en Chambre.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Dans quels districts le procureur général (l'honorable M. Lapalme) entend-il nommer les nouveaux juges créés par le projet de loi?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Certainement à Montréal en ce qui concerne la Cour des sessions de la paix, ailleurs, rien n'est décidé.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre a-t-il l'intention de donner suite au mémoire des juges au procureur général pour corriger certaines injustices?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** J'ai reçu ce mémoire d'un juge de la Cour des sessions de la paix de Montréal. Ce document renferme des suggestions pour modifier la loi au sujet des salaires, des pensions, etc.

**M. Johnson (Bagot):** Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) ne trouve-t-il pas, alors, qu'il serait mieux pour lui de retirer son projet de loi afin d'y inclure ces amendements?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Le projet de loi que je présente a un caractère d'urgence, car les juges en chef des Cours des sessions de la paix et du bien-être social m'ont demandé d'être en mesure de nommer quelques juges aussitôt que possible.

**M. Johnson (Bagot):** Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) a-t-il reçu du Barreau rural des demandes pour la nomination de juges?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** De mémoire, je crois que oui.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose que ces résolutions soient maintenant agréées. Adopté, après division.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Un projet de loi, dit-il, ne peut subir deux lectures dans la même journée à moins d'une entente entre le gouvernement et l'opposition. Il donne cependant son approbation.

Adopté, après division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter<sup>6</sup>.

**Travaux d'hiver**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités soit maintenant lu une deuxième fois.

Près de 40,000 sans-travail, dit-il, bénéficieront des travaux d'hiver qui seront entrepris par les municipalités, sous l'empire de cette loi présentée pour favoriser l'exécution de ces travaux. Pour la période d'octobre 1960 à avril 1961, les travaux devant être effectués sont évalués à \$39,000,000. Les travaux représentant la différence entre \$39,000,000 et \$56,500,000 seront accomplis l'hiver prochain. Quant au montant des salaires pour les travaux qui s'exécuteront cet hiver, il atteint \$12,000,175. Les chiffres fournis établissent la situation en novembre. Nous prévoyons que d'octobre à avril, il va se dépenser \$16,000,000 à \$18,000,000 en salaires dans le Québec grâce aux travaux d'hiver.

C'est dire qu'un chômeur bénéficiera d'une somme d'environ \$500 durant cette période et que nous allons soulager environ 35,000 à 40,000 chômeurs, qui profiteront de l'ouverture des chantiers jusqu'au mois d'avril prochain. Il y aurait pour \$12,000,000, au moins, de travaux dans la métropole et pour plus de \$1,500,000 dans la ville fondée par Champlain.

Du 15 octobre au 12 décembre, 559 administrations municipales ont soumis des demandes, dont 318 de villes et 421 de campagnes, et le nombre de projets de travaux d'hiver remédiateurs au chômage soumis au gouvernement de Québec, cette année, a été de 1,286; 1,259<sup>7</sup> ont été envoyés à Ottawa pour approbation, et le gouvernement central en a accepté 1,174. Le coût total des travaux, évalués à la date du 12 décembre, était de \$64,126,512, dont \$21,045,075 pour les salaires.

Le gouvernement libéral actuel, en assumant 40 % du coût de la main-d'œuvre, paiera \$8,274,829 en salaires aux sans-travail qui seront embauchés sur les travaux municipaux pendant l'hiver. La répartition des salaires entre le gouvernement fédéral, et les municipalités est la suivante: administrations municipales, \$2,585,660, et le fédéral, \$10,249,255<sup>8</sup>. L'an dernier, sous l'Union nationale, 71 administrations n'avaient soumis que 230 projets représentant une dépense de \$16,844,000, dont \$2,852,000 pour les salaires.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce n'était pas pour le même genre de travaux.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Ce n'était surtout pas le même gouvernement.

**M. Bellemare (Champlain):** Le rapport officiel du ministère du Travail parle de 89 projets municipaux.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** promet de vérifier.

Encore pour la même année, le coût total des travaux d'hiver dans l'Ontario s'élève à \$31,365,000 pour \$56,500,000 au Québec. Le coût de la main-d'œuvre seulement est de \$11,916,000 dans l'Ontario pour \$16,534,000 au Québec. La politique adoptée par le gouvernement libéral au sujet des travaux d'hiver contribue donc à soulager le chômage.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** demande au ministre de produire le document auquel il vient de référer.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** fera imprimer quelques copies pour le chef de l'opposition.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** conteste la prétention du ministre qu'en vertu de ce programme conjoint de travaux, 43,000 chômeurs auront de l'emploi pendant 140 jours.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** l'admet mais tout en ajoutant que chacun va recevoir \$500.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Combien de temps vont travailler les 40,000 chômeurs?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Ce sont les municipalités qui décideront. Nous laissons leur autonomie aux municipalités. Notre intervention arrive uniquement pour servir aux municipalités les fonds qu'il leur faut.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre, avec ses promesses électorales mirobolantes, a semé l'espoir dans l'âme des chômeurs et a promis qu'il réglerait définitivement le problème du chômage. Le bill est une profonde déception pour eux.

**M. Tremblay (Maisonnette):** On a beaucoup trop parlé de chômage, mais on n'a pas suffisamment agi. Mon reproche s'adresse autant au gouvernement fédéral qu'au gouvernement provincial. Le temps est venu d'agir et je demande au ministre des Affaires municipales et du Travail (l'honorable M. Hamel) d'user de son influence pour faire accélérer la marche des travaux. Le problème important de l'heure, c'est de soulager la misère de ceux qui ont faim.

**Des députés de l'opposition:** Le projet de loi est loin de représenter l'effort maximum que le Parti libéral avait promis, lors des dernières élections, pour régler immédiatement la crise du chômage.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Le ministre des Affaires municipales, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec est autorisé à approuver tout règlement pour l'exécution de travaux d'hiver.

"L'approbation ainsi accordée rend le règlement incontestable et dispense de toute autre approbation, tant pour l'exécution des travaux que pour tout emprunt destiné à en acquitter le coût.

"Cette approbation est valable pour l'exécution complète des travaux visés par le règlement même s'ils se poursuivent après la fin de la période pendant laquelle ils sont subventionnés comme travaux d'hiver."

**M. Johnson (Bagot)** interroge le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) sur le choix des travaux.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial ont tous deux le droit d'accepter ou de refuser des travaux.

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement provincial en a-t-il refusé jusqu'ici?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** À ma connaissance, il n'y a eu aucun refus de la part de Québec.

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement de la province de Québec, en appliquant le plan conjoint des travaux remédiateurs au chômage, s'accroche à Ottawa sans condition. Voilà une autre mesure anti-autonomiste! Il pose plusieurs questions autour du même sujet.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le gouvernement fait de l'autonomie positive en acceptant de payer 40 % du coût des salaires payés à ceux qui sont embauchés par les chantiers d'hiver dans les municipalités du Québec. Les demandes des municipalités sont portées à la connaissance d'Ottawa, puis elles sont remises à la province qui les renvoie aux municipalités. C'est le gouvernement, dont faisait partie le député de Bagot qui a institué cette politique. L'Union nationale a commencé, il y a trois ans, la pratique d'accepter d'Ottawa de l'aide pour les travaux d'hiver. La seule différence, c'est que le gouvernement de l'Union nationale laissait à Ottawa l'entière responsabilité d'aider les conseils municipaux tandis que le gouvernement libéral, pour affirmer son autonomie, contribue à 40 % des salaires.

Les stocks du député de Bagot sont à la baisse depuis qu'il a parlé devant les étudiants de l'Université de Montréal et qu'il a cherché des faux-fuyants pour expliquer la défaite de l'Union nationale.

**M. Johnson (Bagot):** Ce n'est pas affirmer l'autonomie de la province que d'aller à Ottawa chercher un plan conjoint et payer ensuite la part provinciale après qu'Ottawa a payé la sienne. C'est un autre accrochage au char d'Ottawa.

**M. Talbot (Chicoutimi)** s'en prend à la disposition du bill qui décrète que les travaux devront être décidés par voie de règlement. Ce n'est pas une procédure souple pour une loi comme celle-là. Il faut au moins 30 jours pour qu'un règlement soit exécutoire. J'ai l'impression que les travaux ne commenceront pas de sitôt avec cet article.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je puis dire que plusieurs travaux sont en marche depuis déjà longtemps. Pour calmer les inquiétudes du chef de l'opposition, je tiens à dire que, dès le mois d'août, le premier ministre de la province a annoncé que le gouvernement contribuerait financièrement à la mise en chantier de travaux. Dès le 20 septembre, une lettre était adressée à tous les maires pour leur annoncer la décision prise par les autorités libérales du Québec. Sur les 1,285 projets qui ont été envoyés au Parlement, 1,174 ont été approuvés.

Nous voulions réaliser ce que nous avons prêché dans l'opposition, soit contribuer à des travaux pour pallier le chômage. Nous voulions en même temps réaliser l'un des articles du programme que nous avions prôné durant la campagne. Nous avions dit que le problème du chômage relève particulièrement du gouvernement fédéral, mais que

la province et les municipalités ont une part de responsabilité et doivent faire quelque chose pour soulager les misères humaines imputables au chômage. C'est pour cela que, dès les premières semaines de notre avènement au pouvoir, le premier ministre a annoncé que le gouvernement financerait une partie du coût des travaux entrepris par les municipalités.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** pose une question au ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Hamel) relative à l'embauche des chômeurs pour les travaux d'hiver.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Le gouvernement compte que les municipalités chargées de l'administration des fonds pour les travaux d'hiver auront recours aux services des chômeurs dont les besoins sont plus urgents. La loi n'empêche pas les sans-travail embauchés par les municipalités de profiter de l'assistance-chômage. Elle a pour but d'aider davantage les chômeurs dans les villes et les municipalités. Elle ne fait pas disparaître le privilège de se prévaloir de la législation régissant l'assistance-chômage.

**M. Larouche (Témiscamingue):** Le maire d'une municipalité du comté de Témiscamingue m'a dit que le bureau local d'assurance-chômage a reçu ordre de n'embaucher que les chômeurs qui reçoivent des prestations. Il demande au ministre des Affaires municipales d'intervenir afin que ceux qui ne reçoivent plus de prestations puissent aussi travailler.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** prendra les représentations du député en considération d'autant plus qu'il n'en fait pas souvent.

L'article 2 est adopté.

**M. le président:** Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Le ministre des Affaires municipales peut également approuver de la même manière et avec le même effet une simple résolution d'une corporation municipale adoptée aux fins ci-dessus, avant le 31 décembre 1960."

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** fait une remarque sur la valeur de cet article.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** La question a été bien étudiée et c'est après cette



étude sérieuse que fut arrêté le texte de loi. Le gouvernement exige maintenant que les municipalités adoptent un règlement d'emprunt, suivant la loi qui les régit pour décréter l'exécution de travaux, parce que plusieurs s'engageaient considérablement avec le système des résolutions.

Nous avons pensé qu'il vaut mieux, dans les circonstances, qu'elles procèdent par règlement. Mais jusqu'au 31 décembre, nous acceptons que la décision soit prise par simple résolution comme le prévoit la loi actuelle. Pour éviter des délais prolongés, nous pourrions dispenser les municipalités de tenir un référendum.

**M. Laberge (Châteauguay)** est, dit-il, allé, le 6 octobre, trouver le ministre avec une résolution de son conseil municipal<sup>9</sup> pour lui demander d'approuver un projet de construction d'un hôtel de ville de \$40,000. Sans raison, le ministre a refusé, en dépit du fait que l'évaluation immobilière de la municipalité est de \$13,000,000.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** fait observer qu'on ne peut dire qu'il a répondu par un refus. L'expérience a démontré que certaines municipalités ont emprunté, par résolution, des montants trop considérables. Il fera enquête.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre a trompé le député de Châteauguay en lui disant qu'il fallait un règlement et un référendum, alors que l'ancienne loi de l'Union nationale, en vigueur jusqu'à l'adoption prochaine de celle-ci, déclarait que le ministre peut approuver les travaux commandés par simple résolution.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** se dit surpris des propos du député de la gauche, puisque l'Union nationale n'a jamais voulu admettre de responsabilité en matière de chômage et que les libéraux, d'autre part, tout en admettant une certaine responsabilité, ont toujours soutenu que c'est un problème qui relève d'abord du pouvoir central. L'Union nationale n'a jamais voulu toucher à ce domaine, sauf pour permettre aux municipalités d'emprunter et de s'endetter.

Le gouvernement actuel fait infiniment plus que celui qu'il a remplacé, et cela, bien que l'Union nationale ait légué une situation désastreuse. Alors que les municipalités pouvaient procéder par résolution, il y a eu 230 projets de travaux. Aujourd'hui, alors qu'on exige des règlements, 586 municipalités ont fait des demandes et 1,289 projets ont été soumis.

**M. Johnson (Bagot) et M. Talbot (Chicoutimi)** s'insurgent contre la date limite du 31 décembre, fixée à la procédure par résolution.

**M. Lavoie (Laval)** défend la thèse adverse. Il n'est pas favorable à ce qu'une municipalité puisse, à la suite d'une simple résolution, emprunter \$100,000 ou \$200,000 pour des travaux d'hiver.

**M. Larouche (Témiscamingue)** partage l'opinion des députés de Bagot et de Chicoutimi.

L'article 3 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux<sup>10</sup>.

### Reprise de la séance à 8 heures

### Projets de loi:

#### Travaux d'hiver

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 16 pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose: 1. Que le gouvernement verse à toute corporation municipale qui exécute des travaux d'hiver les sommes suivantes, savoir:

a) la subvention reçue du gouvernement fédéral;  
b) un montant additionnel égal aux quatre cinquièmes de telle subvention.

2. Que si les travaux exécutés par la corporation municipale sont autrement subventionnés, le montant prévu au paragraphe b de la résolution précédente ne doive pas dépasser la différence entre le coût total des travaux et la somme de toutes autres subventions.

3. Que les sommes payables par le gouvernement, en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, soient prélevées sur le fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence du montant de la subvention reçue du gouvernement du Canada et le surplus soit acquitté sur les deniers votés à cette fin par la Législature, et que par dérogation à l'article 7 de la loi du revenu et de la vérification des comptes (Statuts refondus 1941, chapitre 72), le solde du crédit voté pour les fins de la loi qui accompagne les présentes résolutions et non dépensé à la fin d'une année financière reste disponible jusqu'au trente septembre suivant.

4. Que les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions aient effet à compter du premier juillet 1960.

**M. Guillemette (Frontenac):** La contribution actuelle de la province n'équivaut pas au tiers du coût total des travaux d'hiver entrepris par les administrations municipales. Est-ce que le ministre des Affaires municipales a songé à payer aussi une partie du prix des matériaux?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le gouvernement ne considère pas que la province est la première responsable dans la lutte contre le chômage.

**M. Guillemette (Frontenac):** La contribution provinciale, au lieu d'être fixée à 40 % du coût de la main-d'œuvre, pourrait être établie au tiers du coût total des travaux. Dans cette perspective, les contributions fédérale et municipale seraient respectivement du tiers du coût total des travaux.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le gouvernement provincial est prêt à contribuer au coût des matériaux si le pouvoir central veut payer sa part.

**M. Guillemette (Frontenac):** Des démarches ont-elles été tentées en ce sens auprès des autorités fédérales?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le gouvernement de la province est prêt à contribuer au coût des matériaux si Ottawa veut bien payer sa part, répète-t-il.

**M. Guillemette (Frontenac):** Ah bon! Le gouvernement actuel est à la remorque du fédéral!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Pas du tout. Nous croyons que la responsabilité première est fédérale en matière de chômage. Nous avons déclaré que la province a aussi une part de responsabilité et nous le prouvons en payant 40 % des salaires.

Le gouvernement libéral n'a jamais affirmé que les provinces ont la principale responsabilité en matière de chômage. Contrairement à ce que n'a cessé de dire l'Union nationale, comme Pilate qui s'en lavait les mains, nous avons toujours prétendu que les provinces avaient une certaine responsabilité dans ce domaine.

Les résolutions sont adoptées.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 16 pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 16 pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"[[4. Le gouvernement verse à toute corporation municipale qui exécute les travaux d'hiver les sommes suivantes, savoir:

"a) la subvention reçue du gouvernement fédéral;

"b) un montant additionnel égal aux quatre cinquièmes de telle subvention.]]"

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Le Parti libéral est loin de réaliser ses promesses d'élections qui prétendaient vouloir régler immédiatement le problème du chômage. Les salaires payés pour des travaux de ce genre représentent environ 20 % du coût total des travaux. C'est un pourcentage établi par des ingénieurs compétents et familiers avec l'exécution de tels travaux.

La loi n'est pas assez large pour atteindre le but qu'on se propose et elle n'accorde qu'une pitance aux sans-travail. Les 1,286 projets soumis au gouvernement par les municipalités représentent des travaux de \$64,126,000, dont \$21,045,000 en salaires. Or, du 15 octobre au 30 avril, cela veut dire un salaire moyen de \$10 par jour de travail pour 15,000 chômeurs pendant 140 jours, la période saisonnière d'hiver. Ce n'est pas ce que le Parti libéral promettait.

Les chiffres fournis par le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) permettent de prévoir que si on veut donner de l'ouvrage à 45,000 chômeurs, ils ne pourront travailler que pendant 47 jours, et si les 146,000 chômeurs du Québec étaient employés au même prix, ils ne travailleraient que sept jours (sic). Le programme des travaux d'hiver ne fera qu'augmenter les dettes des municipalités, tout en ne donnant du travail qu'à une poignée de chômeurs. C'est loin de régler le problème de la province.

Nous devons songer que, pour chaque chômeur qui travaillera pendant 140 jours, la municipalité devra exécuter pour \$4,266 de travaux. Elle recevra \$666 du gouvernement fédéral, \$533 du gouvernement provincial<sup>11</sup> et devra emprunter \$3,067, ce qui lui amènera un service de dette de \$267 pour chaque chômeur. Après 20 ans, elle aura déboursé \$5,348 pour faire travailler un seul chômeur pendant 140 jours.

Si le gouvernement règle de cette façon le problème du chômage, les municipalités du Québec vont s'endetter de \$46,000,000; au bout de 20 ans, elles auront payé \$76,224,000. Si on veut donner du travail à tous les chômeurs pendant 140 jours, les municipalités devront dépenser \$176,000,000 en salaires, ce qui exigerait des travaux pour \$647,000,000, une dette de \$400,000,000 et un

service de dette de \$40,800,000. En 20 ans, les municipalités auront payé \$817,000,000, soit une augmentation de 50 % d'une dette globale que l'on juge déjà trop élevée.

Il met les municipalités en garde contre cette loi, même si elle leur paraît alléchante. On ne doit pas oublier, dit-il, que les dettes contractées par les administrations municipales, pour la lutte contre le chômage, les ont menées aux portes de la faillite durant la crise économique de 1930.

**M. Bellemare (Champlain):** La situation est grave, dit-il, et pour y faire face, il faut autre chose que des remèdes saisonniers. Le nombre de réclamants ayant un registre actif de chômage était de 91,831 en juin 1960 et il était de 140,109 au dernier jour ouvrable de novembre. (*Annuaire statistique 1960*, Québec, Lefebvre, 1961, à la page 573.) Le Parti libéral avait promis de faire exécuter sans délai des travaux de chômage dans toute la province. La loi présentée par le gouvernement pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités règle le chômage pour 70 jours alors que les municipalités s'endettent pour 20 ans à venir. Ce qu'il faudrait proposer à la Chambre, ce sont des mesures dynamiques, véritablement efficaces.

**Des voix ministérielles:** Le représentant de Champlain (M. Bellemare) a-t-il quelque chose à suggérer?

**M. Bellemare (Champlain):** Donner une impulsion nouvelle à l'entreprise de la construction domiciliaire; en modifiant la loi de l'habitation et en ajoutant 1 % à la ristourne de 3 % qui est déjà accordée à l'ouvrier qui veut se construire une maison et accorder une exemption de taxes pour cinq ans, afin de remédier efficacement au chômage. Une autre mesure, de portée locale celle-là, c'est la construction immédiate du pont, sur le Saint-Laurent, qui relierait Trois-Rivières à Sainte-Angele. La réalisation de ce projet stimulerait l'activité économique et occuperait un grand nombre de chômeurs.

Les municipalités ont plusieurs projets, mais guère d'argent. Au lieu de créer des emplois, le gouvernement libéral a éliminé ceux qui existaient déjà en arrêtant les projets entrepris par l'ancien gouvernement de l'Union nationale.

Je suis en bonne compagnie pour affirmer que la loi est insuffisante. Le maire Rodolphe Caouette, de Thetford, président de l'Union des municipalités, a déclaré récemment que les obligations des municipalités augmentent et que

leurs revenus restent au même niveau. L'Union des municipalités de Québec a déjà demandé que le programme des travaux remédiateurs au chômage soit maintenu pendant 12 mois au lieu d'être limité aux mois d'hiver. Ce ne sont pas des travaux d'hiver qui donneront du travail aux chômeurs.

Au Cap-de-la-Madeleine, pour des travaux de \$94,000, on n'emploiera que 84 hommes pendant 43 jours alors qu'il y a 1,100 chômeurs dans la localité. À La Tuque, des travaux de \$173,000 ne signifient que 70 jours de travail pour 60 des 400 chômeurs de l'endroit. À Shawinigan, des travaux de \$1,300,000 et de \$300,000 ne donnent que \$63,000 de salaires et 75 jours de travail à 100 ou 150 chômeurs.

Je répète qu'il y a de la misère dans la province de Québec. Et pour y remédier, le gouvernement propose des mesures à l'eau de rose accrochées au char fédéral.

**M. le président** invite le représentant de Champlain à s'en tenir à l'étude des clauses de la loi.

**M. Bellemare (Champlain):** Le gouvernement a fermé des chantiers et placé de la paille sur des fondations inachevées. On a donné de la paille aux chômeurs au lieu de leur donner du pain!

**Des voix** protestent.

**M. le président** rappelle à l'ordre le député de Champlain.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Est-ce que le député est contre la loi?

**M. Bellemare (Champlain):** Non, je suis pour le projet de loi parce qu'il s'agit d'un moindre mal. Mais je voudrais qu'on fasse plus et qu'on soumette une mesure qui réponde mieux aux besoins actuels.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** Lorsque la Chambre des communes a étudié le bill du gouvernement pour remédier au chômage, les députés libéraux ont fait un débat qui a duré huit jours. Ils ont affirmé que le programme actuel de travaux d'hiver est une goutte d'eau dans la mer, et ceux qui y applaudissent ne sont que des phoques savants. Ils ont reproché aux conservateurs leurs promesses électorales et ils ont dit au gouvernement Diefenbaker: "Assumez vos responsabilités en face du chômage ou bien démissionnez". Dans la province de Québec, les libéraux devraient faire plus qu'ils ne font, et nous pourrions leur dire, nous aussi:

"Agissez, remplissez vos promesses électorales ou bien démissionnez".

Pourquoi on ne permettrait pas aux administrations municipales d'obtenir des subventions pour payer l'amortissement des dettes contractées pour payer les travaux remédiateurs au chômage? Ce serait à mon sens beaucoup plus sage que de les endetter de façon inconsidérée. Malgré sa critique, il votera pour le bill en troisième lecture. Mieux vaut, dit-il, cette loi que rien du tout.

**M. Johnson (Bagot)** demande un petit cinq minutes. La loi actuelle est un petit pain, elle n'est pas à la hauteur des promesses libérales; elle est insuffisante et ne répond pas aux besoins de ceux qui souffrent de la crise du chômage. Elle n'apportera pas aux conseils municipaux le dixième de ce que l'Union nationale leur a donné en travail, et nous, nous faisons cet ouvrage à 100 %. On aurait pu continuer les travaux engagés sous l'Union nationale. On aurait ainsi apporté de l'ouvrage à beaucoup plus de gens, sans endetter les municipalités au-delà de leurs capacités. Le premier ministre a promis un pont sur le Saint-Laurent, mais il n'est pas encore en construction.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ça va se faire! Le projet va se réaliser<sup>12</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** C'est une autre loi qui remet à Ottawa toute décision quant à l'aide de la province aux municipalités. C'est un autre accrochage au char d'Ottawa, une autre mesure positive antiautonomiste du premier ministre. Mais un petit pain vaut mieux que rien du tout.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Les discours et critiques prononcés par les députés de l'opposition sonnent faux et sont des jérémiades quand on compare leur attitude d'aujourd'hui à celle qu'ils ont tenue depuis plusieurs années. L'Union nationale, par son manque de prévoyance, est en grande partie responsable du fait que le chômage soit plus aigu dans la province de Québec que partout ailleurs au Canada.

Tout ce que l'Union nationale a fait pour remédier au chômage fut de permettre aux municipalités d'emprunter pour payer au complet les travaux de chômage. En 1958-1959, l'Union nationale n'a rien fait pour aider les sans-travail. Quand j'ai entendu le député de Champlain (M. Bellemare) parler de paille, j'ai pensé aux sanglots de Paillasse. Quelle fut la contribution de ceux qui font entendre ces sanglots aujourd'hui?

Nous ne prétendons pas régler tout le problème du chômage par cette loi, mais s'il y a des gens qui ne doivent pas nous faire des reproches, ce sont bien ces gens-là. Notre loi fait mal à l'opposition, car elle démontre sa négligence, son incurie et son inhabileté quand elle gouvernait la province de Québec.

En 1959-1960, le gouvernement fédéral a contribué pour \$1,685,739 et les municipalités pour une somme égale dans le programme de travaux d'hiver, mais qu'ont contribué ceux qui versent maintenant des larmes de crocodile? Ce sont, le gouvernement fédéral et les municipalités qui ont payé le coût de la main-d'œuvre.

Personne ne peut nier qu'en vertu de la loi qu'ils ont votée pour permettre aux municipalités d'emprunter leur contribution a été de zéro, un immense zéro alors que la part du Québec dans le programme cette année sera de \$8,274,829. Si demain, le peuple avait encore à juger, après les larmes de crocodile que les membres de l'opposition ont versées aujourd'hui, eux qui, pendant 16 ans, n'ont pas vu, du haut de leurs sommets et de leur tour d'ivoire, les petites gens qui souffraient, pas un ne reviendrait siéger en Chambre.

**M. le président:** L'expression larme de crocodile n'est pas parlementaire.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** retire ses paroles. Les libéraux dans l'opposition, dit-il, demandaient au gouvernement d'aider les chômeurs, M. Barrette, à l'instar de Pilate, s'en lavait les mains. Le premier ministre actuel, au contraire, avertissait les municipalités, dès le mois d'août, qu'elles bénéficieraient de l'aide financière d'Ottawa et de la province pour entreprendre des travaux, mais aucune municipalité n'est forcée de participer au programme. Quant à nous, elle nous permet de remplir un engagement.

Le gouvernement libéral n'a pas perdu de temps dès la première session, l'une des premières lois que nous soumettons, après avoir donné l'assurance-hospitalisation, c'est pour nous permettre de nous pencher sur le sort des chômeurs. Elle permettra aux municipalités d'entreprendre les travaux qu'elles seraient obligées de toute façon de faire exécuter même si elles n'avaient pas l'aide du gouvernement. Elles profiteront de la loi pour les exécuter. Malgré les critiques, je suis convaincu que l'opposition va voter pour cette loi.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 et 9 sont adoptés.

## Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 16 sans l'amender.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix<sup>13</sup>.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arseneault, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Caron, Castonguay, Charbonneau, Chartrand, Coiteux, Collard, Cottingham, Coumoyer, Couturier, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Gabias, Gérin-Lajoie, Guillemette, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jourdain, Laberge, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Lambert, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Levesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Lorrain, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Kamouraska), Plourde (Roberval), Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rousseau, Roy (Lévis), Roy (Nicolet), Russell, Saint-Pierre, Talbot, Tellier, Théberge, Thibeault, Tremblay, Turpin, 73.

**Contre:** 0.

**Députés pairés:** MM. Gosselin, Somerville, Bédard ainsi que M. Lemieux déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Laroche, O'Reilly, Cloutier et Bernatchez, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote en faveur de la troisième lecture dudit bill.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 16 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Travaux de la Chambre:

**Projets de loi  
à étudier à la prochaine séance**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Des projets de loi modifiant la loi de l'impôt

provincial sur le revenu et la loi de l'impôt sur les sociétés publiques seront soumis à l'Assemblée législative, demain. Les textes seront distribués aux députés.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce n'est pas en quelques heures que les représentants du peuple peuvent se préparer à l'étude de bills de cette importance.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** laisse entendre que sa décision est irrévocable.

**Des voix de l'opposition:** Bâillon!

**Des députés ministériels** rappellent la façon dont, ces dernières années, les gouvernants du temps abrégiaient les discussions.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le budget supplémentaire sera soumis à la Chambre basse demain après-midi et, selon la tradition, une entente a été conclue pour qu'il n'y ait pas de débat. L'opposition pourra parler de ce budget supplémentaire pour l'exercice 1960-1961 lorsque viendra le temps de passer au crible le budget régulier de 1961-1962.

On étudiera demain les projets de loi sur la Commission des loyers, sur la responsabilité des propriétaires d'automobile, sur les pensions des fonctionnaires et sur le crédit agricole.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. Il s'agit de l'éditorial de Guy Gagnon. *La Réforme, Journal libéral*, "Seule une enquête royale sur l'éducation dira si l'établissement d'une deuxième université de langue française à Montréal est justifiable", 10 décembre 1960, à la page 2. De plus, Guy Gagnon reprend la plume à ce sujet une semaine plus tard. Il écrit un éditorial qui porte le titre: "Il faut que cesse cette confusion voulue à plaisir par l'Union nationale et qui fait confondre

parti et gouvernement", *La Réforme, Journal libéral*, 17 décembre 1960, aux pages 2 et 3.

2. M. Guy Gagnon était en effet secrétaire de presse du chef du Parti libéral et non du premier ministre, il n'était donc pas fonctionnaire. Les responsabilités de secrétaire de presse du premier ministre sont assumées par M. Denys Paré.

3. Le projet de loi "porte à 35 le nombre de juges en Cour des sessions; à 25 celui de la Cour du bien-être social et à 55 celui des magistrats de district dans toute la province". Voir *Le Nouvelliste* du 14 décembre 1960, à la page 16.

4. M. Talbot est alors chef intérimaire de l'opposition, remplaçant Yves Prévost. Sa nomination officielle de chef de l'opposition sera confirmée le 11 janvier 1961 et il assumera cette charge jusqu'au 23 septembre 1961.

5. Selon *La Presse* du 14 décembre 1960, à la page 53, M. J.-J. Bertrand et M. A. Russell ont donné des signes de désaccord quant aux avantages à accorder aux villes de Sweetsbury et de Granby, ce qui aurait provoqué la réaction du procureur général, M. Lapalme.

6. Selon *L'Action catholique* du 14 décembre 1960, à la page 13, ce débat a duré 70 minutes.

7. Selon *Le Soleil* du 14 décembre 1960, à la page 11, 1,250 projets ont été portés à la connaissance d'Ottawa.

8. "Ce sont là les plus récentes statistiques révélées [...] par le ministre du Travail et des Affaires municipales, M. René Hamel, durant la discussion du bill 16 favorisant l'exécution des travaux d'hiver par les municipalités. L'effet principal de ce projet de loi est d'accorder une subvention provinciale égale aux quatre cinquièmes de la subvention fédérale, de sorte que compte tenu de tous les facteurs, les municipalités n'auront à payer que la faible proportion de 10 % de la main-d'œuvre employée à ces travaux.", selon *Le Soleil* du 14 décembre 1960, à la page 12. *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 1, contrairement à *La Presse* et au *Soleil*, dans leur édition de ce même 14 décembre 1960, respectivement aux pages 1, 53 et 11, donne des chiffres quelque peu différents. "La répartition du coût des salaires entre les trois pouvoirs est la suivante: administration municipale, \$2,586,660; gouvernement provincial, \$8,274,829.92; gouvernement

fédéral, \$10,249,265". *L'Action catholique* du 14 décembre 1960, à la page 1, donne également \$10,249,265 pour la part du gouvernement fédéral.

9. *Le Montréal-Matin* du 14 décembre 1960, à la page 11, précise que le représentant de Châteauguay (M. Laberge) est aussi le maire de Châteauguay-Centre.

10. Nous savons que le comité plénier avait amorcé ses travaux à 4 h 15, mais les sources ne précisent pas le moment précis où le comité a suspendu ses travaux. Voir *Le Nouvelliste* du 14 décembre 1960, à la page 1.

11. *Le Temps* du 22 décembre 1960, à la page 11, est le seul journal à donner le bon montant de la part provinciale, puisque les 4/5 de \$666 représentent précisément \$502.80.

12. Ce pont prévu sur le Saint-Laurent est le pont Laviolette. Il doit relier Trois-Rivières à Sainte-Angèle et a été inauguré sept ans plus tard. Sur l'état de ce dossier à l'époque, voir: "Ça va se faire", *Le Nouvelliste* du 14 décembre 1960, à la page 1.

13. Le vote a été enregistré à 10 h 45, selon *Le Soleil* du 14 décembre 1960, à la page 30.





Séance du mercredi 14 décembre 1960

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte  
de Saint-Eustache**

**M. Binette (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le député de Laval (M. Lavoie), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Saint-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Saint-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Charte  
de Montréal**

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose, appuyé par le député de Laval (M. Lavoie), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Rapports des comités permanents:**

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 103 changeant le prénom de Romain Duchesneau en celui de Raymond;

- bill 182 fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montréal, sous le nom de Mackay Center for Deaf and Crippled Children;

- bill 185 changeant le nom de Ben Sorisky en celui de Ben Harper;

- bill 107 concernant le club St. James de Montréal.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 160, concernant l'adoption et le changement de nom de Louis-Fernand Saint-Cœur, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Votre comité recommande de prolonger au 31 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 16 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

**Projets de loi:**

**Romain Duchesneau**

**M. Lechasseur (Verchères)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 changeant le prénom de Romain Duchesneau en celui de Raymond.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

**M. Lechasseur (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Mackay Center for Deaf  
and Crippled Children**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montréal, sous le nom de Mackay Center for Deaf and Crippled Children.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 182 sans l'amender.

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Ben Sorisky**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 185 changeant le nom de Ben Sorisky en celui de Ben Harper.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 185 sans l'amender.

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Club St. James de Montréal**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 concernant le club St. James de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 107 sans l'amender.

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Rapports des comités permanents:**

**M. Dionne (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Quebec Gas Transmission Lines, Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation du Collège Sainte-Marie et la corporation du Collège Jean-de-Brébeuf, demandant l'adoption d'une loi les fusionnant en une nouvelle corporation sous le nom de Université Sainte-Marie;
- de la ville de Hampstead, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 31 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 16 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

**Projets de loi:**

**Quebec Gas Transmission Lines, Inc.**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 accordant certains pouvoirs à Quebec Gas Transmission Lines, Inc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hampstead**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 167 concernant la ville de Hampstead.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Université  
Sainte-Marie**

**M. Lavoie (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 relatif à l'Université Sainte-Marie.

**Un député de l'opposition** désire obtenir une déclaration du premier ministre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le point de vue du gouvernement sera connu en temps et lieu, malgré la hâte dont semble faire preuve l'Union nationale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de  
l'impôt sur le revenu**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu.

Ce projet de loi, qui modifie l'impôt sur le revenu personnel, dit-il, a pour principale disposition de ramener les exemptions de base au Québec à ce qu'elles sont pour le calcul de l'impôt fédéral actuellement en vigueur. La loi de l'impôt provincial sur le revenu, adoptée en 1954, établissait des exemptions et des déductions comparables à celles de la législation fédérale du temps...

**M. Talbot (Chicoutimi):** (Sans se lever) C'est faux<sup>1</sup>!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** reprend immédiatement son siège sans compléter ses explications.

Adopté. Le bill est lu une première fois<sup>2</sup>.

**Loi de l'impôt  
sur les corporations**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 21 modifiant la loi de l'impôt sur les corporations.

**M. Talbot (Chicoutimi)** dit vouloir obtenir des explications sur la loi de l'impôt provincial exigé des sociétés commerciales, avant d'en accepter la première lecture.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce n'est pas la peine<sup>3</sup>! Il dit qu'après avoir été accueilli aussi grossièrement par les remarques insultantes du chef de l'opposition, qui n'a même pas pris la peine de se lever, il ne dira plus rien.

En première lecture, dit-il, le gouvernement n'est pas tenu de donner de détails sur un texte législatif. L'opposition pourra prendre connaissance de ce qu'il y a dans ces lois en lisant les textes des bills.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ces deux mesures seront mises à l'étude dès demain. Si l'opposition veut retarder l'adoption des projets de loi augmentant les impôts sur le revenu personnel et sur les profits des sociétés commerciales, le congé des fêtes, prévu pour le 16 décembre, devra probablement être remis au 23 décembre.

**Questions et réponses écrites:**

L'ordre du jour appelle la prise en considération des articles suivants numérotés 1 à 20 sous la rubrique "Questions" au *Feuilleton*:

**Employés au  
ministère des Travaux publics**

**M. Lorrain (Papineau):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère des Travaux publics, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

- a) Ont été destitués?
- b) Ont démissionné?
- c) Ont été suspendus?
- d) Ont été mis à leur retraite?
- e) Quel est, dans chaque cas, le nom,

l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Employés au ministère de la Santé**

**M. Leclerc (Charlevoix):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère de la Santé, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Employés au ministère de la Jeunesse**

**M. Bertrand (Missisquoi):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère de la Jeunesse, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Employés au ministère des Mines**

**M. Cottingham (Argenteuil):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère des Mines, ou à

tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

- a) Ont été destitués?
- b) Ont démissionné?
- c) Ont été suspendus?
- d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Employés au ministère de l'Industrie et du Commerce**

**M. Élie (Yamaska):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère de l'Industrie et du Commerce, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

- a) Ont été destitués?
- b) Ont démissionné?
- c) Ont été suspendus?
- d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé

concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Employés au ministère de l'Agriculture**

**M. Bernatchez (Lotbinière):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère de l'Agriculture, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

- a) Ont été destitués?
- b) Ont démissionné?
- c) Ont été suspendus?
- d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Employés du ministère des Transports et des Communications**

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère des Transports et des Communications, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la

suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Employés au ministère du Travail**

**M. Bellemare (Champlain):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère du Travail, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Employés au secrétariat de la province**

**M. Tellier (Montcalm):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au secrétariat de la province, ou à

tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

- a) Ont été destitués?
- b) Ont démissionné?
- c) Ont été suspendus?
- d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Employés au ministère des Terres et Forêts**

**M. Bertrand (Missisquoi):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère des Terres et Forêts, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

- a) Ont été destitués?
- b) Ont démissionné?
- c) Ont été suspendus?
- d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé

concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Employés au ministère du procureur général**

**M. Maltais (Québec-Est):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère du procureur général, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

- a) Ont été destitués?
- b) Ont démissionné?
- c) Ont été suspendus?
- d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Employés au ministère de la Colonisation**

**M. Bégin (Dorchester):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère de la Colonisation, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la

suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Employés au ministère des Affaires municipales**

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère des Affaires municipales ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Employés au ministère des Finances**

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère des Finances, ou à tout organisme, office ou commission



qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

- a) Ont été destitués?
- b) Ont démissionné?
- c) Ont été suspendus?
- d) Ont été mis à leur retraite?
- e) Quel est, dans chaque cas, le nom,

l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Employés au ministère de la Voirie**

**M. Talbot (Chicoutimi):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère de la Voirie, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

- a) Ont été destitués?
- b) Ont démissionné?
- c) Ont été suspendus?
- d) Ont été mis à leur retraite?
- e) Quel est, dans chaque cas, le nom,

l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou

de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Employés du ministère du Bien-être social**

**M. Bertrand (Missisquoi):** 1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère du Bien-être social, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

- a) Ont été destitués?
- b) Ont démissionné?
- c) Ont été suspendus?
- d) Ont été mis à leur retraite?
- e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse,

les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

#### **Destitution de juges municipaux**

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** 1. Du 5 juillet au 25 novembre 1960, combien de juges municipaux ont été destitués dans la province de Québec?

a) Quel est, dans chaque cas, le nom du juge destitué, son adresse et le motif de sa destitution?

b) Quel est, dans chaque cas, le nom du remplaçant ainsi que son adresse?

c) Qui a recommandé, dans chaque cas, la nomination du nouveau juge municipal?

#### **Conseillers techniques au ministère de la Jeunesse**

**M. Bertrand (Missisquoi):** Combien de conseillers techniques le ministère de la Jeunesse a-t-il engagés depuis le 5 juillet jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1960?

Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, le salaire et la nature des fonctions de ces conseillers techniques?

#### **Conseillers techniques au ministère du Bien-être social**

**M. Bertrand (Missisquoi):** Combien de conseillers techniques le ministère du Bien-être social a-t-il engagés depuis le 5 juillet jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1960?

Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, le salaire et la nature des fonctions de ces conseillers techniques?

#### **Permis de la Commission des liqueurs**

**M. Gosselin (Compton):** 1. Combien de permis pour la vente de boissons alcooliques la Commission

des liqueurs de Québec a-t-elle émis, du 6 juillet au 1<sup>er</sup> décembre 1960?

a) À des hôtels, pour la vente de liqueurs alcooliques à des voyageurs?

b) À des hôtels reconnus nécessaires pour le tourisme et situés en dehors des cités et villes et de la région "A"?

c) À des navires ou à des wagons-restaurants pour la vente de liqueurs alcooliques à des voyageurs?

d) À des clubs pour la vente de liqueurs alcooliques à des membres du club?

e) À des hôtels ou cafés, pour la vente de liqueurs alcooliques pendant les repas?

f) À des auberges ou restaurants, pour la vente de vin et bière à des voyageurs pendant les repas?

g) À des tabagies, tabaconistes ou dépôts de journaux qui servent des repas légers, pour la vente de vin et bière à des voyageurs?

h) À des magasins d'épicerie ou d'alimentation, pour la vente des bières?

i) À des magasins d'épicerie ou d'alimentation à succursales multiples, pour la vente des bières?

j) À des tavernes pour la vente des bières au verre?

k) À des personnes ayant charge de banquets, pour la vente de vins et bière?

2. Dans chaque cas, quel est le nom et l'adresse du détenteur d'un nouveau permis, ainsi que l'adresse de son établissement?

3. Combien de nouveaux magasins la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle établis, du 6 juillet au 1<sup>er</sup> décembre 1960?

4. Les nouveaux permis pour la vente de boissons alcooliques, dans les hôtels, cafés, auberges, restaurants, tavernes, clubs, magasins d'épicerie et d'alimentation ont-ils été accordés après consultations avec les autorités religieuses et les ligues de tempérance ou d'abstinence?

5. Durant la même période du 5 juillet au 1<sup>er</sup> décembre 1960, combien de permis ont été révoqués et quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du détenteur dont le permis a été révoqué et quel est, dans chaque cas, le motif de cette révocation?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que toutes les questions ci-haut décrites soient converties en motions pour production de documents concernant les sujets visés.

**M. Talbot (Chicoutimi)** soulève un point d'ordre et de règlement. C'est là une motion

irrégulière. Elle ne peut être faite sans le consentement unanime de la Chambre. Pour agir ainsi, le premier ministre devait d'abord soumettre un avis de motion, comme l'exige le Règlement. Qu'on nous prouve par des articles du Règlement que le gouvernement a droit d'agir de la sorte.

**M. Johnson (Bagot):** Cette mesure est un bâillon dans le genre de celui imposé par le gouvernement libéral d'Ottawa, lors du débat sur la Trans-Canada Pipelines<sup>5</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il s'agit là d'une coutume bien établie. Lorsque des questions posées au gouvernement comportent dans leurs réponses de longues listes de noms, de nombreux documents et une foule d'autres renseignements, c'est la coutume de les transformer en motions pour production de documents. Je l'ai constaté à la lecture des procès-verbaux de ces dernières années.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce sont des questions et nous avons le droit d'avoir des réponses. Rien ne justifie le premier ministre d'agir de cette façon, d'autant plus que cette motion aurait dû être précédée, selon le Règlement, d'un avis de motion. Le premier ministre est simplement en train d'essayer de trouver un moyen de cacher les réponses qui pourraient être données à la Chambre.

#### Décisions de l'Orateur:

##### Motion pour convertir des questions en motions pour dépôt de documents

**M. l'Orateur,** après avoir entendu les arguments de part et d'autre, décide que, vu l'habitude qui existe de procéder ainsi, la motion de l'honorable premier ministre est dans l'ordre et il rejette le point d'ordre soulevé par le député de Chicoutimi (M. Talbot).

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Coumoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie,

Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Larocche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thériage, Turpin, Vaillancourt, 50.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labege, Lafontaine, Langlais, Larouche, Leclerc, Lorrain, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Tellier, Tremblay, 35.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur la motion principale.

**M. Johnson (Bagot):** Si je comprends bien, l'Orateur vient de décider que la motion transformant les questions 1 à 20 en motions est dans l'ordre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Oui, c'est conforme à la tradition et à la coutume quand il s'agit de listes assez longues.

**M. Johnson (Bagot):** Dois-je comprendre que le vote signifie que la motion du premier ministre est admise?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Que la motion est régulière, oui, on peut maintenant discuter de la motion au mérite. Il n'y a d'ailleurs pas de quoi fouetter un chat dans cette affaire.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre a fait une motion sans la justifier par la moindre raison.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Pardon, j'ai dit que la motion était conforme à la coutume quand il s'agit de listes longues.

**M. Johnson (Bagot):** Jamais cela ne s'est fait dans le passé, sans le consentement du député qui avait inscrit la question ou sans ententes unanimes de l'Assemblée. Je suis d'ailleurs étonné que l'on prétende qu'il s'agit de réponses longues, car le gouvernement a dit qu'il n'y avait pratiquement pas eu de destitutions.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** S'il fallait publier la liste de celles de 1944, la liste serait bien plus longue.

**M. Johnson (Bagot):** En fait, il ne devrait y avoir qu'une seule réponse longue et c'est celle qui a trait aux nouveaux permis d'alcool.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Elle serait longue, en effet, si nous donnions la liste des permis accordés à l'Union nationale du 1<sup>er</sup> janvier au 22 juin!

**M. Johnson (Bagot):** Dans le passé, seules les questions qui comportaient des réponses très longues ont été transformées en motions. Je me souviens d'avoir produit des réponses d'un pied et demi d'épaisseur.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Est-ce qu'il s'agissait de renseignements sur les profits de l'Hydro-Québec?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il ne s'agissait sûrement pas d'informations sur la vente du réseau de gaz naturel!

**M. Johnson (Bagot):** Un député a le droit de poser des questions qui sont inscrites au *Feuilleton* de la Chambre. Or, voici que, par un geste discrétionnaire, le premier ministre présente une motion pour que les questions posées par l'opposition soient transformées en motions pour production de documents.

Cette attitude du premier ministre constitue une brèche à nos droits de parlementaires. Ceci est contre la procédure de la loi du Parlement britannique et ceci constituerait un précédent jamais vu auparavant au pays. Cette décision restera la marque d'un premier ministre impatient et qui ne veut pas donner de renseignements.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** L'opposition verse des larmes de crocodile sur les droits des députés.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Que le député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) retire ses paroles! Elles ne sont pas parlementaires.

**M. l'Orateur** invite le député de Saint-Maurice à retirer ses paroles.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** retire ses paroles.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Quand même! Toutes les circonscriptions électorales ont les mêmes droits. La population de tous les comtés, par l'intermédiaire de ses représentants a les mêmes droits, que ces comtés soient situés dans un centre ou l'autre de la province. L'attitude du premier ministre est une violation des droits confirmés par les règlements de la Chambre.

Je siège dans cette Chambre depuis 22 ans et je puis affirmer que je n'ai jamais été témoin d'un pareil geste dictatorial. Le premier ministre allègue que les réponses à ces questions seraient trop longues?

Il sait très bien que dans un cas comme celui-là, il aurait dû s'entendre avec les auteurs des questions. Ce fut toujours la façon de procéder dans cette Chambre.

Dans le passé, jamais on n'a transformé une question en motion sans le consentement de celui qui avait posé cette question. Dans le passé, quand il est arrivé qu'un député pose une question qui aurait nécessité une longue réponse, on suggérait simplement au député de transformer sa question en motion pour production de documents.

Il est arrivé même que celui-ci refuse en certains cas.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Le chef de l'opposition fait là une allégation fausse. Que le chef de l'opposition dise la vérité!

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est un geste dictatorial, le pire que j'aie vu.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Racontez cela à des gens qui n'étaient pas en Chambre, mais ne racontez pas ces choses-là à des gens qui siègent ici depuis 16 ans.

Pendant que les libéraux étaient dans l'opposition, le premier ministre de l'époque, Maurice Duplessis, n'a jamais présenté de motion pour transformer les questions posées, mais il nous a simplement présenté les faits accomplis.

Nos questions étaient modifiées ou rayées d'autorité, sans que nous n'en entendions parler<sup>6</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Du calme!

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Du calme, très bien! Mais nous en avons vraiment assez de nous faire conter des sornettes. Vous avez violé le Règlement pendant 16 ans. Avant même que nous n'ayons eu le temps ou le droit de parler, les

questions étaient rayées du *Feuilleton* sous votre régime.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le chef de l'opposition sait très bien que, dans un cas comme celui-là, le chef du gouvernement peut suggérer et transformer les questions en motions pour production de documents.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Les députés se voient ainsi forcés de se rendre chez le greffier pour prendre connaissance des réponses. Le premier ministre, quel qu'il soit, n'a pas le droit d'imposer à un député ce que l'on impose aujourd'hui à 20 députés. Le premier ministre n'a pas le droit d'imposer cette procédure.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'impose rien à personne. Il y a une motion devant la Chambre. C'est la Chambre qui en décidera!

**M. Talbot (Chicoutimi):** On ne veut pas que les réponses soient consignées aux procès-verbaux de la Chambre, qu'elles soient écrites en blanc et noir.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 50.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Tellier, Tremblay, 37.

Ainsi, la motion est adoptée.

Il est ordonné que lesdits documents soient, en conséquence, produits<sup>7</sup>.

## Projets de loi:

### Loi de l'impôt sur le revenu

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu.

Adopté, après division.

### Loi de l'impôt sur les corporations

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 modifiant la loi de l'impôt sur les corporations.

Adopté, après division.

## Subsides:

### Budget supplémentaire 1960-1961 (1)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**M. Talbot (Chicoutimi):** Lorsque je fais des promesses, dit-il, je les tiens. Je pose toutefois une réserve: L'opposition ne discutera pas le budget supplémentaire et l'approuvera à la condition toutefois de pouvoir le discuter en détail lors de l'étude générale du budget ordinaire du gouvernement, plus tard durant la session<sup>8</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'il tient à cette réserve plus que le chef de l'opposition car, dit-il, que ceux qui peuvent comprendre comprennent.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce n'est pas clair.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce sont vos extravagances qui sont là-dedans!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux municipalités pour travaux d'hiver (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions quatre cent trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sociétés d'agriculture (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission de l'industrie laitière (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office de crédit agricole du Québec (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas six cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention à la Raffinerie de sucre de Québec (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Comité de l'étude de l'enseignement agricole (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Comité d'étude à la mise en marché des produits laitiers (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Services d'assurance sociale (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Comité d'étude sur la prévention de l'alcoolisme et la réhabilitation des alcooliques (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de protection et autres institutions (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse et de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux d'hiver (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureau de lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission du service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Embellissement de la cité de Québec (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil

d'orientation économique (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pensions spéciales, etc. (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas douze millions trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Projets de construction (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'enseignement spécialisé: construction et agrandissement (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Conseil législatif (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses - Conseil législatif (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Traitements - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la recherche des mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Chemins de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cinq cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins de mines, ponts, etc. (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection, aménagement et service technique (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.



62. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subsides à des compagnies de transport (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction diverses (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de

bureau (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

73. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Études et travaux sur rivières (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

74. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

75. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et d'administration (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

76. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de matériel, accessoires, instruments et médicaments (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

77. Qu'un crédit n'excédant pas quinze millions six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions pour construction d'hôpitaux (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

78. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

79. Qu'un crédit n'excédant pas treize millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assurance-hospitalisation (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

80. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

81. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

82. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Imprimeur de la reine (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

83. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement des beaux arts, de l'architecture et de la musique (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

84. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

85. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

86. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Salaires et main-d'œuvre (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

87. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

88. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

89. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service forestier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

90. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études, dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

91. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de terrains et bâtisses, ancienne base navale de Fort Ramsay, Port de Gaspé (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

92. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

93. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

94. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

95. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service central de transport aérien (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

96. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

97. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

98. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

99. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

100. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

101. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

102. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts - Entretien et construction de ponts semi-permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

103. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien et réparations, loyers et aménagement des palais de justice, prisons et édifices publics (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

104. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Prévention des incendies (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

105. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

106. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien des chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées<sup>9</sup>.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Voies et moyens:**

##### **Budget supplémentaire 1960-1961 (1)**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose l'adoption du budget supplémentaire par le comité.

**M. Talbot (Chicoutimi)** refuse que le bill des subsides soit voté en comité des voies et moyens parce que, dit-il, le texte n'est pas distribué.

#### **Rapport du comité des voies et moyens:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, au cours de la présente séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

#### **Projets de loi:**

##### **Loi de la conciliation entre locataires et propriétaires**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet, dit-il, est destiné à prolonger d'une autre année, jusqu'au 30 avril 1962, l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre les propriétaires et les locataires. Du 9 août 1959 au 31 mars 1960, il y a eu 239,106 demandes à la Régie des loyers, 147,810 décisions et 91,296 cas de conciliation.

On compte actuellement, dans la province de Québec, 41 bureaux groupant 283 employés. On procède actuellement à une enquête qui sera suivie d'une réorganisation complète<sup>10</sup>. Nous allons fermer les bureaux superflus, regrouper les régions, soit réorganiser la structure du travail de la Régie.

Au cours des derniers mois, on a reçu de nombreuses représentations, des mémoires, des lettres de la part de propriétaires, qui désirent l'abolition de la Régie, et de locataires qui souhaitent son maintien. En outre, un grand nombre de propriétaires se sont d'ailleurs déclarés satisfaits de la loi actuelle. Ils n'ont jamais été aussi promptement payés et leurs logis n'ont jamais été aussi bien entretenus que depuis l'instauration de la Régie.

L'abolition de la Régie provinciale des loyers provoquerait une demande considérable de hausses de loyers et un grand nombre d'évictions. La loi

couvre surtout les logements occupés par des gens gagnant moins de \$3,000 par année, et vivant principalement à Montréal. La plupart d'entre eux habitent dans ces logements, car leur loyer varie entre \$20 et \$40 par mois et ils ne peuvent pas payer davantage. Que ferait et où irait le locataire qui paie présentement \$25 par mois, si on lui en demandait \$35 quand il n'a pas les moyens de payer davantage?

On a jugé opportun de procéder à un inventaire des loyers. On a constaté que, dans certains centres de la province, la Régie pourrait être abolie sans préjudice, tandis que d'autres centres de la province souffriraient un gros dommage de son abolition. Nous avons réalisé également que certaines municipalités n'étaient pas au courant de l'article 32 de la Régie, qui leur permet de se soustraire à l'application de cette loi. Nous avons donc décidé de porter cet article à leur connaissance. Plus de 200 lettres ont été envoyées aux municipalités, par le secrétariat de la province, afin de les informer des mesures qu'elles devaient prendre pour se soustraire à la Régie.

Le gouvernement a agi en cette matière d'une façon éminemment démocratique. Puisque les municipalités sont les cellules de la province, nous avons voulu savoir quelle était leur attitude en face de ce problème, devant cette question controversée. Les conseils municipaux ont apporté à la question une attention minutieuse et la liste des municipalités qui ont décidé de conserver et de maintenir la Régie est éloquente.

Les municipalités qui désirent rester soumises à la juridiction de la Commission des loyers sont Marieville (Rouville), Sainte-Rose (Laval), Outremont (Montréal-Outremont), Mont-Joli (Matane), Roberval (Roberval), Montréal-Est (Bourget), Duvernay (Laval), Beauceville-Est (Beauce), Saint-Georges-Ouest (Beauce), Montréal-Nord (Bourget), Sorel (Richelieu), Sainte-Anne-de-Bellevue (Jacques-Cartier), Grand-Mère (Laviolette), Cap-de-la-Madeleine (Champlain), Victoriaville (Arthabaska), Lévis (Lévis), Val-d'Or (Abitibi-Est), Saint-Michel (comté de Québec), Arvida (Jonquière-Kénogami), Malartic (Abitibi-Ouest), Montmagny (Montmagny), Donnacona (Portneuf), ville d'Anjou (Bourget), Jacques-Cartier (Chambly), Desbiens (Lac-Saint-Jean), Chicoutimi-Nord (Chicoutimi), Rimouski, (Rimouski), Saint-Hyacinthe (Saint-Hyacinthe), Verdun (Montréal-Verdun). Il y a encore 150 municipalités de la province qui tombent sous la Régie des loyers. Au nombre de celles-ci figurent les plus grosses villes, incluant, Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières et Verdun.

Les municipalités qui n'ont pas encore fait connaître leur intention sont Granby (Shefford), L'Abord-à-Plouffe (Laval), Shawinigan (Saint-Maurice), Sainte-Thérèse (Terrebonne), Salaberry-de-Valleyfield (Beauharnois), Saint-Pierre (Jacques-Cartier), Saint-Jérôme (Terrebonne), Joliette (Joliette), Thetford Mines (Mégantic).

Ces temps derniers, les municipalités qui ont obtenu de n'être plus sous la juridiction de la Commission des loyers sont La Sarre, Charlesbourg, Sillery, Kénogami, Loretteville, Sainte-Foy, Saint-Georges, Sainte-Geneviève, Mont-Royal, Beauport et Huntingdon.

En tout, 37 villes et villages ont fait récemment une demande par résolutions du conseil afin d'être soustraites à la juridiction de la Commission des loyers. Cette étape sera entreprise dans une semaine. Ces municipalités sont Macamic (Abitibi-Ouest), Repentigny (L'Assomption), Lac-Mégantic (Frontenac), Asbestos (Richmond), Terrebonne (Terrebonne), Nicolet (Nicolet), Montréal-Sud (Chambly), Saint-Martin (Laval), Danville (Richmond), Laflèche (Chambly), Dollard-des-Ormeaux (Jacques-Cartier), Beauharnois (Beauharnois), Cowansville (Missisquoi), Saint-François (Laval), Laprairie (Napierville-Laprairie), Saint-Eustache (Deux-Montagnes), Arthabaska (Arthabaska), Châteauguay (Châteauguay), Boucherville (Chambly), Longueuil (Chambly), Louiseville (Maskinongé), Magog (Stanstead), village de Saint-Timothée (Beauharnois), Saint-Léonard-de-Port-Maurice (Bourget), Jonquière (Jonquière-Kénogami), Saint-Bruno-de-Montarville (Chambly), Bagotville (Chicoutimi), Drummondville (Drummond), Giffard (comté de Québec), Léry (Châteauguay), Duparquet (Abitibi-Ouest), Cadillac (Abitibi-Est), Renaud (Laval), Hampstead (Notre-Dame-de-Grâce), Hull (Hull), Pont-Viau (Laval), Saint-Michel (Bourget), Courville (comté de Québec).

Nous avons voulu attendre que l'étude du projet de loi soit terminée pour publier dans la *Gazette officielle* les noms des municipalités qui veulent abandonner la Régie des loyers. Les autres municipalités resteront assujetties à la loi, à moins qu'elles-mêmes ne décident du contraire. Elles seront officiellement informées de la chose dans le plus bref délai.

**Un député de l'opposition** pose une question<sup>11</sup>.

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):** La plupart des logements contrôlés à Montréal sont de vieilles constructions de 30 ans et plus pour lesquelles les propriétaires ne dépensent rien, laissant

aux locataires les réparations les plus urgentes. La valeur de ces constructions est à son plus bas niveau et les propriétaires ne sont pas vendeurs.

**M. Talbot (Chicoutimi)** dit approuver la mesure dans ses grandes lignes. Il s'agit d'une loi, dit-il, qui intéresse une grande partie de la population. Il y a beaucoup de gens qui n'ont pas les moyens de payer de gros loyers et qui ont besoin d'être protégés. C'est pour cette raison que l'opposition approuve le principe du projet de loi.

Certaines modifications apportées à la nouvelle loi sont excellentes, notamment celle qui porte de 15 à 30 jours de délai d'appel à la Commission des loyers d'une décision d'un administrateur. Bonne est aussi la clause qui prévoit une réduction du loyer lorsque le locateur diminue l'espace loué, les services ou les commodités. Toutefois, l'article 4 est moins louable. Il y a un inconvénient à autoriser l'administrateur à se baser sur le prix que payait le locataire précédent dans le cas où il est appelé à fixer un loyer plutôt que de référer au prix antérieurement fixé par l'administrateur.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 4 prolongeant et modifiant

la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** propose: Que les dépenses encourues pour l'exécution de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires soient payées sur les deniers votés à cette fin par la Législature.

Adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 4 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 4 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Le comité poursuit l'étude du bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 4 sans l'amender.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** suggère que le projet de loi subisse dès lors sa troisième lecture.

**M. Talbot (Chicoutimi)** s'oppose et exige que la troisième lecture soit remise à la prochaine séance<sup>12</sup>.

**Voies et moyens:****Budget supplémentaire 1960-1961 (1)**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1961, il sera permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$78,006,800.

Adopté.

**Rapport du comité des voies et moyens:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

**Projets de loi:****Loi des subsides No 1, 1960-1961**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1961, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Responsabilité pénale  
du propriétaire d'automobile**

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 concernant la responsabilité pénale du propriétaire d'automobile soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill, dit-il, accroît la responsabilité pénale des propriétaires d'automobiles. Il a pour but de rendre le propriétaire d'un véhicule automobile responsable non seulement des infractions au Code de la route et aux règlements édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais aussi des infractions aux règlements de la Régie des transports et aux règlements municipaux. Par ailleurs, le texte du bill permet toutefois au propriétaire d'échapper à cette responsabilité s'il peut prouver qu'au moment de l'infraction, l'auto était, sans son consentement, en la possession d'une autre personne qui n'est pas son chauffeur.

Cette mesure fait suite à des difficultés qui se sont produites au département de la circulation dans la ville de Québec. Il s'en est suivi une situation un peu chaotique par suite de deux jugements consécutifs. Un jugement de la Cour municipale a statué que certains règlements municipaux ne pouvaient s'appliquer parce qu'ils tenaient le chauffeur du véhicule responsable de certaines infractions, de stationnement par exemple, et que les policiers auraient été obligés d'être en mesure de prouver que le véhicule stationné dans un endroit prohibé l'avait été par la personne qui était poursuivie.

Sans cette loi, il est impossible pour la ville de Québec de faire respecter ses règlements de stationnement. En raison du règlement de la Cour, la police a cessé de donner des contraventions de stationnement à Québec et celles qui ont été distribuées ont été déchirées par les personnes qui les recevaient. Cependant, la police a fait remorquer des véhicules qui bloquaient la voie.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On passe une loi pour ce cas particulier?

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):** On légalise une situation antérieure. Il n'y a pas rétroactivité, même si le projet de loi tient compte des règlements existant antérieurement. Il s'agit seulement de voter de nouveaux règlements pour éviter aux municipalités le trouble de voter de nouveaux règlements.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il s'agit là d'un principe faux, exorbitant, qui ne respecte pas les municipalités. Le projet de loi soumis par le gouvernement, relativement à la responsabilité pénale du propriétaire d'automobile, s'inspire d'une loi de 1925 dont le principe était déjà faux. C'est inconcevable que l'article 2 de la loi rende le propriétaire d'un véhicule coupable, au même titre que le conducteur qui a commis une faute. Cet article 2 du projet de loi du gouvernement est exorbitant et épouvantable.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 14 sans l'amender.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** demande que le projet de loi soit adopté en troisième lecture.

**M. Talbot (Chicoutimi)** s'objecte et exige que la troisième lecture soit remise à la prochaine séance<sup>13</sup>.

### Loi des pensions

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 5 modifiant la loi des pensions.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Que l'article 3 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), modifié par l'article 3 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 37, soit remplacé par le suivant:

"3. Il est accordé par le lieutenant-gouverneur en conseil une pension annuelle de retraite à tout fonctionnaire ou employé visé par l'article 2 et nommé avant le premier avril 1942

"a) qui a au moins trente-cinq ans de service, ou

"b) qui a au moins dix ans de service et soixante ans d'âge, ou

"c) qui a au moins dix ans de service et est devenu incapable d'exercer ses fonctions ordinaires en raison d'infirmité corporelle ou mentale."

2. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 5, l'article suivant:

"5a. Le montant de toute pension ou demi-pension est porté à six cent soixante dollars par année, tant que le titulaire ne peut profiter des dispositions de la loi du Canada intitulée "Loi sur la sécurité de la vieillesse", ou de la loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans (15-16 George VI, chapitre 3), de la loi des allocations aux aveugles (15-16 George VI, chapitre 4) ou de la loi concernant l'aide aux personnes invalides (3-4 Elizabeth II, chapitre 9)."

3. Que l'article 11 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"11. La mise à la retraite d'un fonctionnaire ou employé n'a lieu qu'après que le bureau de la trésorerie s'est assuré

"a) que la personne que l'on propose de mettre à la retraite y est admissible;

"b) que sa mise à la retraite est de l'intérêt public.

"Le bureau de la trésorerie peut, à cette fin, faire enquête par audition de témoignage sous serment. Le serment peut être reçu par un des membres du bureau de la trésorerie."

4. Que l'article 15 de ladite loi soit abrogé.

5. Que l'article 17 de ladite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 12 George VI, chapitre 15, soit abrogé.

6. Que l'article 21 de ladite loi soit remplacé par les suivants:

"21. Si un fonctionnaire ou employé démissionne, est destitué, ou si sa charge est abolie ou s'il est contraint par quelque infirmité corporelle ou mentale de quitter le service avant le temps où une pension peut lui être accordée, les sommes qui ont été retenues sur son traitement lui seront remises sans intérêt.

"S'il décède avant ce temps, sans qu'une demi-pension devienne payable, lesdites sommes sont remises à sa veuve, ou, à défaut, à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit.

"21a. Si un fonctionnaire ou employé démissionne, ou si sa charge est abolie, après dix ans de service et avant qu'il ait atteint l'âge de soixante ans, il lui est loisible, avant le remboursement des retenues, d'opter pour une pension différée jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de soixante ans ou devienne invalide. S'il décède dans l'intervalle, la demi-pension devient payable en vertu de l'article 19, sinon les retenues sont alors remises à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit."

7. Que l'article 23 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"23. Lorsqu'un fonctionnaire ou employé atteint l'âge de soixante-dix ans, ses fonctions cessent de plein droit et la pension lui devient payable s'il y a droit. Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, d'année en année, autoriser tout fonctionnaire ou employé public à continuer l'exercice de ses fonctions.

"La retraite est obligatoire pour tout fonctionnaire ou employé public à qui la pension est offerte, dans les cas prévus à l'article 3."

8. Que les articles 26, 27 et 28 de ladite loi soient abrogés.

9. Que l'article 32 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 6 George VI, chapitre 14, par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 17, par l'article 4 de la loi 12 George VI, chapitre 15, et par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 13, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la neuvième ligne le millésime "1949" par le millésime "1962".

10. Que l'article 33 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 6 George VI, chapitre 14, par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 10, par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 17, et par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 13, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la troisième

ligne, le millésime "1949" par le millésime "1962" et, dans la dernière ligne, le millésime "1942" par le millésime "1960".

11. Que la section II de ladite loi, comprenant les articles 37 à 43, soit abrogée.

12. Que l'article 44 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en retranchant, dans la troisième ligne, les mots "ou la section II."

13. Que l'article 47 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 3 de la loi 7 George VI, chapitre 10, et par l'article 5 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 37, soit remplacé par le suivant:

"47. Il est accordé par le lieutenant-gouverneur en conseil une pension annuelle de retraite à tout fonctionnaire ou employé visé par l'article 45

"a) qui a au moins trente-cinq ans de service; ou

"b) qui a au moins dix ans de service et soixante-cinq ans d'âge ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, soixante ans;

"c) qui a au moins dix ans de service et est devenu incapable d'exercer ses fonctions ordinaires à raison d'infirmité corporelle ou mentale."

14. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 48, le suivant:

"48a. Le montant de toute pension ou demi-pension est porté à six cent soixante dollars par année, tant que le titulaire ne peut profiter des dispositions de la loi du Canada intitulée "Loi sur la sécurité de la vieillesse", ou de la loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans (15-16 George VI, chapitre 3), de la loi des allocations aux aveugles (15-16 George VI, chapitre 4) ou de la loi concernant l'aide aux personnes invalides (3-4 Elizabeth II, chapitre 9)."

15. Que l'article 53 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14 et modifié par l'article 6 de la loi 12 George VI, chapitre 15, soit abrogé.

16. Que l'article 61 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit remplacé par les suivants:

"61. Si un fonctionnaire ou employé démissionne, est destitué, ou si sa charge est abolie ou s'il est contraint par quelque infirmité corporelle ou mentale de quitter le service avant le temps où une pension peut lui être accordée, les sommes qui ont été retenues sur son traitement lui sont remises sans intérêt.

"S'il décède avant ce temps, sans qu'une demi-pension devienne payable, lesdites sommes



sont remises à sa veuve, ou, à défaut, à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit.

"61a. Si un fonctionnaire ou un employé démissionne, ou si sa charge est abolie, après dix ans de service et avant qu'il ait atteint l'âge de soixante-cinq ans, ou s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, celui de soixante ans, il lui est loisible, avant le remboursement des retenues, d'opter pour une pension différée jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de soixante-cinq ans ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, celui de soixante ans, ou jusqu'à ce qu'il devienne invalide. S'il décède dans l'intervalle, la demi-pension devient payable en vertu des articles 56 et 58, sinon les retenues sont alors remises à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit."

17. Que l'article 64 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit remplacé par le suivant:

"64. Lorsqu'un fonctionnaire ou employé atteint l'âge de soixante-dix ans, ses fonctions cessent de plein droit et la pension lui devient payable s'il y a droit. Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, d'année en année, autoriser tout fonctionnaire ou employé public à continuer l'exercice de ses fonctions.

"La retraite est obligatoire pour tout fonctionnaire ou employé à qui la pension est offerte, dans les cas prévus à l'article 47."

18. Que l'article 67 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 7 de la loi 7 George VI, chapitre 10, par l'article 4 de la loi 8 George VI, chapitre 9, par l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 15, et par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 13, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, le millésime "1949" par le millésime "1962".

19. Que l'article 71 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 10 de la loi 7 George VI, chapitre 10, par l'article 5 de la loi 8 George VI, chapitre 9, par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 17, par l'article 11 de la loi 12 George VI, chapitre 15, par l'article 3 de la loi 13 George VI, chapitre 17, par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 13, et par l'article 10 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 37, soit de nouveau modifié

a) en remplaçant dans la quatrième ligne du deuxième alinéa le millésime "1961" par le millésime "1962";

b) en remplaçant le quatrième alinéa par le suivant:

"Le temps pendant lequel le fonctionnaire a été au service de la province, avant que la présente

loi lui devienne applicable, peut être compté même si l'emploi a été discontinu et quels qu'aient été le mode et la quotité de la rémunération. Le temps pendant lequel le fonctionnaire a été à l'emploi de la cité de Montréal, division de la taxe de vente, peut être compté de la même manière.";

c) en remplaçant le septième alinéa actuel par les suivants:

"Toute personne, qui, antérieurement à son entrée au service du gouvernement de la province a été, pendant au moins cinq ans, fonctionnaire d'un gouvernement canadien ou employé d'une corporation ou institution ayant un plan de pension comportant le remboursement des contributions à la cessation des services, peut faire compter pour fins de pension, en tout ou en partie, ses années de service à ce gouvernement, ou à cette corporation ou institution, en se conformant aux conditions du présent article.

"Le droit prévu à l'alinéa précédent, est subordonné à la remise au fonds consolidé du revenu du remboursement de contribution ci-dessus mentionné et à l'accomplissement de toutes autres conditions prescrites par le lieutenant-gouverneur en conseil, lequel peut autoriser le ministre des Finances à conclure avec tout gouvernement, corporation ou institution administrant un fonds de pension, les ententes utiles à l'exécution des dispositions du présent article."

20. Que les pensions inférieures à trois mille dollars et les demi-pensions inférieures à mille cinq cents dollars, accordées en vertu de la loi des pensions avant le 31 mars 1961, sont majorées dans les proportions suivantes:

| <i>Pension accordée</i>  | <i>Majoration</i> |
|--|-------------------|
| Avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1940 .....                          | 30 %              |
| Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1940 et le<br>31 décembre 1944..... | 24 %              |
| Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1945 et le<br>31 décembre 1949..... | 18 %              |
| Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1950 et le<br>31 décembre 1954..... | 12 %              |
| Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1955 et le<br>31 décembre 1959..... | 6 %               |
| Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1960 et le<br>31 mars 1961 .....    | 3 %               |

La majoration doit être limitée de façon à ne pas porter la pension à plus de trois mille dollars, ni la demi-pension à plus de mille cinq cents dollars.

21. Que les résolutions 7 et 17 entreront en vigueur le premier avril 1962, et les autres résolutions, le premier janvier 1961.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Combien d'employés fonctionnaires sont visés par la loi?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le nombre n'est pas parfaitement fixé là-dessus, mais une chose est certaine, c'est que le projet de pension offre un avantage considérable.

On sait que le projet prévoit qu'une pension pourra être accordée à tout fonctionnaire qui atteint 35 ans de service, sans égard à son âge ou à son état de santé.

Le montant de la pension subira aussi une majoration graduée pour les pensions inférieures à \$3,000, et les demi-pensions inférieures à \$1,500, accordées avant le 31 mars 1961.

Dans le cas d'un fonctionnaire de 70 ans, le gouvernement peut le garder à son service en faisant adopter, à chaque année additionnelle, un arrêté par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**M. Bertrand (Missisquoi):** C'est discrétionnaire.

Les résolutions 1 à 10 sont adoptées.

**M. Talbot (Chicoutimi)** demande l'ajournement du débat à demain.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** s'y oppose et insiste pour continuer et terminer l'étude en deuxième lecture du bill 5 modifiant la loi des pensions des fonctionnaires provinciaux.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il s'agit là d'un projet de loi important que le gouvernement ne devait pas traiter avec désinvolture. On devrait ajourner le débat pour permettre à l'opposition d'apporter toute l'attention requise à l'étude de certaines clauses du projet.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Que l'on suspende alors la séance jusqu'à 8 heures ce soir<sup>14</sup>!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Les menaces, ça ne prend pas sur moi. Le premier ministre ne me fera pas marcher de cette façon-là. C'est notre devoir de discuter la loi, et nous voulons critiquer les articles qui suivent.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est de l'enfantillage. Vous voulez faire croire à la galerie que vous êtes sérieux...

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 modifiant la loi du Mérite agricole;
- bill 7 modifiant la loi des terres de colonisation;
- bill 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 15 modifiant la loi concernant le système administratif de la cité de Montréal.

### Comité mixte des impressions législatives

CONSEIL LÉGISLATIF

Ce 14 décembre 1960

*Ordonné:* Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Asselin, Auger, Baribeau, Boulanger, Connors, Grothé, Laferté, Marler, Martineau, Messier, Renaud, Rowat et Tardif, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à trois heures demain.

Adopté

La séance est levée à 6 heures.

### NOTES

1. Selon un article de la Presse canadienne publié dans *La Tribune* du 15 décembre 1960, à la page 1, et *Le Droit* du 15 décembre 1960, à la page 1, M. Talbot aurait plutôt dit: "C'est fou!"

2. En raison de l'interruption de M. Talbot, M. Lesage ne présente pas ce bill dans son intégralité. Les explications détaillées de ce bill qui paraissent dans les journaux du lendemain sont données par un porte-parole du gouvernement.

3. Selon *Le Soleil* du 15 décembre 1960, à la page 2, ces paroles de M. Lesage sont prononcées sèchement.

4. Cette transformation de 20 questions en une seule motion, proposée par M. Lesage, a pour effet de permettre aux répondants de produire les réponses par écrit et de les déposer au bureau du greffier (article 697 du Règlement), au lieu de les présenter et d'en faire la lecture en Chambre (article 688 du Règlement). *Le Devoir* du 15 décembre 1960, à la page 3, écrit que cette motion du premier ministre "signifie que les questions seront déposées en Chambre, mais non consignées au procès-verbal".

5. M. Johnson fait référence au débat sur l'oléoduc de 1956 qui a pris fin, à la Chambre des communes, par une motion de censure à l'endroit de l'Orateur de la Chambre.

6. Selon *The Montreal Daily Star* du 15 décembre 1960, à la page 39, M. Lapalme répond sur un ton colérique.

7. *The Montreal Daily Star* du 15 décembre 1960, à la page 39, rapporte que le débat dure pendant une heure.

8. *Le Soleil* du 15 décembre 1960, à la page 12, note que cette situation est la conséquence d'une convention intervenue entre MM. Lesage et Talbot. *Le Montréal-Matin* du 15 décembre 1960, à la page 5, rapporte en effet que "M. Antonio Talbot a consenti à approuver le budget supplémentaire avec l'entente bien précise que lors de la discussion du budget général, en 1961, il pourra discuter chacun des articles de ce budget supplémentaire".

9. Selon *Le Soleil* du 15 décembre 1960, à la page 12, le budget supplémentaire est adopté sans discussion. *Le Droit* du 15 décembre 1960, à la page 1 écrit que "le budget supplémentaire est approuvé en moins de cinq minutes".

10. Selon *Le Nouvelliste* du 15 décembre 1960, à la page 19, M. Bertrand aurait dit que l'enquête complète est faite.

11. Nos sources ne mentionnent pas le nom du député, ni la nature de la question.

12. L'article 531 du Règlement prévoit qu'un projet de loi ne peut pas être soumis à deux ou trois lectures pendant la même séance, à moins que la Chambre vote unanimement une motion de suspension du paragraphe 1 du présent article. Nos sources indiquent que M. Lesage a proposé la troisième lecture de ce bill, mais que M. Talbot s'est objecté.

13. Voir l'explication donnée à la note 11.

14. *Le Soleil* du 15 décembre 1960, à la page 5, rapporte que "la Chambre ne siège pas habituellement le mercredi dans la soirée". Voir l'horaire des séances de la session, dressé par M. Lesage à la séance du 11 novembre 1960, à la page 13.



Séance du jeudi 15 décembre 1960

### Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Loi de la Commission de transport de Montréal

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose, appuyé par le député de Laval (M. Lavoie), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la Commission de transport de Montréal, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

### Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la Commission de transport de Montréal.

### Rapports des comités permanents:

**M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** J'ai l'honneur, en tant que président *pro tempore*, de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 142 modifiant la charte de la Corporation interurbaine de l'Île-Jésus.

### Projets de loi:

#### Corporation interurbaine de l'Île-Jésus

**M. Lavoie (Laval)** propose, consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 142 modifiant la charte de la Corporation interurbaine de l'Île-Jésus.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 142 sans l'amender.

**M. Lavoie (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Motions des députés:

#### Anniversaire de l'honorable M. Couturier, Rivière-du-Loup<sup>1</sup>

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** offre ses souhaits personnels et ceux des ministériels au ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier), dont c'est l'anniversaire de naissance. Ce sera encore un plus beau jour de fête pour le ministre de la Santé, dit-il, parce que son bill de l'assurance-hospitalisation sera sanctionné au cours de l'après-midi.

**M. Talbot (Chicoutimi)** dit se joindre au premier ministre pour présenter des souhaits au ministre de la Santé. Mais je formule l'espoir que le ministre de la Santé, dit-il, ait autre chose comme cadeau de fête que les nouvelles taxes que le premier ministre porte aujourd'hui au peuple de la province de Québec.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** se dit très touché de la marque d'estime qu'il vient de recevoir. La sanction du bill de l'assurance-hospitalisation est un cadeau de fête que j'apprécie beaucoup, dit-il.

### Projets de loi:

#### Parcs provinciaux

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 relatif aux parcs provinciaux.

Ce projet de loi modifie la loi régissant les parcs provinciaux, dit-il. La nouvelle loi proposée change les noms de ces domaines afin qu'ils soient désignés comme des parcs provinciaux, au lieu de parcs nationaux. Ainsi, le nom du parc national des Laurentides est changé par l'appellation de parc des Laurentides, le parc national de la Gaspésie devient le parc de la Gaspésie et le parc national du Mont Orford devient le parc du Mont Orford.

Le bill a aussi pour but de délimiter, de façon plus avantageuse pour la population et de façon plus claire, les limites du parc du Mont Tremblant, pour qu'elles respectent les limites des comtés avec plus d'exactitude. Le projet de loi change également le nom officiel du parc de Trembling Mountain Park à parc du Mont Tremblant.

Enfin, le projet de loi permet au lieutenant-gouverneur en conseil de réglementer la location de certaines parties des parcs provinciaux en vue de permettre l'érection de tours devant servir aux télécommunications, et de bâtiments et aménagements accessoires aux sommets des montagnes.

Il vise particulièrement à permettre la construction d'une nouvelle tour de télévision au sommet du mont Jacques-Cartier dans le parc de la Gaspésie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 24 relatif aux parcs provinciaux.

Adopté.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

#### **CONSEIL LÉGISLATIF**

le 15 décembre 1960

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 23 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1961, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

#### **Projets de loi:**

##### **Loi de l'impôt sur le revenu**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Élie (Yamaska) et l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** se lèvent.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** M. l'Orateur...<sup>3</sup>

**Des députés de l'opposition** protestent et demandent à l'Orateur de la Chambre de donner la parole au député de Yamaska (M. Élie), en affirmant qu'il s'est levé le premier.

**Des députés ministériels** protestent à leur tour.

**M. l'Orateur** décide que le premier ministre s'est levé le premier, avant le député de Yamaska, ce qui donne droit au premier ministre de procéder dans l'exposé des raisons qui ont amené le gouvernement à présenter le bill 17.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

**Des députés ministériels** protestent. Il ne s'agit pas d'une décision qui donne lieu à un appel à la Chambre, disent-ils.

**M. Talbot (Chicoutimi)** persiste à demander que la Chambre soit appelée à se prononcer.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier,

Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 46.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Caron, Chartrand, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 34.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Lorsque mon prédécesseur aux Finances, M. Bourque<sup>1</sup>, a prononcé le discours sur le budget, le 10 décembre de l'année dernière, il a formulé ses prévisions budgétaires pour 1960-1961 en ces termes:

"Les prévisions budgétaires pour 1960-1961 dépassent celles de l'année dernière. Nos revenus atteindront \$617,797,200. Les dépenses ordinaires s'élèveront à \$500,672,300, et les dépenses imputables au capital toucheront \$116,625,000. Le total du budget atteindra donc \$617,297,300. Nous aurons ainsi un surplus au compte ordinaire de \$117,124,000 et un surplus global d'opération de près de \$500,000."

Pour les membres du parti de l'opposition libérale comme pour la population de la province de Québec, telle était la situation dont nous croyions hériter le 22 juin. Nous croyions pouvoir nous fier aux prévisions de M. Bourque, à l'effet que le budget pour l'année 1960-1961 serait balancé et même qu'il y aurait un léger surplus des recettes sur toutes les dépenses prévues.

Or, il est loin d'en être ainsi dans la triste réalité que nous avons découverte peu à peu. J'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de me plaindre de la désastreuse situation financière dans laquelle nous avons trouvé la province. L'Union nationale a laissé au gouvernement une situation financière tragique, au lieu du surplus de \$500,000 qu'avait prévu l'ex-ministre des Finances (M. Bourque), en décembre 1959. J'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de me plaindre de la désastreuse situation financière dans laquelle nous avons trouvé la province.

Comme question de fait, j'ai déposé au début de la semaine un budget supplémentaire pour l'exercice courant qui s'élevait à \$144,139,828. Au-delà de \$100,000,000 de ces dépenses sont la responsabilité du gouvernement précédent. Le gouvernement de l'Union nationale, entre la présentation du budget principal, le 10 décembre 1959, et le jour où il a abandonné le pouvoir, le 5 juillet 1960, a pris des engagements que nous devons évidemment respecter.

Une vingtaine de lois ont été adoptées le printemps dernier, et de nombreux arrêtés et décisions du gouvernement précédent ont autorisé des dépenses qui ont été inscrites dans le budget principal, lequel était ainsi absolument incomplet.

De la somme mentionnée au budget supplémentaire de \$144,000,000, une trentaine de millions de dollars représentent le coût d'initiatives de la présente administration. En voici le détail:

*a) Dépenses auxquelles le gouvernement fédéral contribue en vertu de divers accords:*

|  | <i>Coût net<br/>à la<br/>province</i> |
|--|---------------------------------------|
| Affaires municipales: chômage .....  | \$5,000,000                           |
| Chasse:.....   | 23,000                                |
| Mines: construction de chemins de<br>mines.....  | 3,570,000                             |
| Santé: Assurance-hospitalisation.....  | 13,500,000                            |
| Terres et Forêts: protection des forêts<br>(Ce crédit vise également des<br>dépenses pour l'extinction des forêts<br>au cours de l'été)..... | 930,000                               |

*b) Autres dépenses:*

|   |                     |
|---|---------------------|
| Colonisation: encouragement au<br>développement de l'agriculture -<br>achat de foin .....   | 500,000             |
| Terres et Forêts: salaire et main-<br>d'œuvre pour le reboisement.....  | 1,000,000           |
| Travaux publics: loi pour diminuer les<br>dépenses publiques (Achat de<br>l'Académie commerciale pour<br>réduire les loyers actuellement<br>payés)..... | 2,205,000           |
| <i>Total.....</i>   | <i>\$26,728,000</i> |

C'est donc dire que, pour la présente année financière seulement, nous avons à faire face à une

dépense de l'ordre d'au-delà de \$100,000,000 qui est la responsabilité du gouvernement précédent. Jamais, en préparant notre programme de gouvernement, nous n'avions imaginé l'obligation de faire face à de telles extravagances budgétaires.

Les engagements pris avant le 22 juin par le gouvernement de l'Union nationale se reflètent non seulement sur le budget de la présente année financière, mais ils ont des répercussions sérieuses sur nos finances pour les années à venir, et plus particulièrement pour la prochaine année fiscale, celle de 1961-1962.

Une étude des effets des engagements contractés par l'administration précédente et de la législation sanctionnée à la fin de la dernière session a démontré que le budget de l'exercice 1961-1962 est d'ores et déjà grevé de lourdes charges, dont le total atteint nécessairement une somme très importante.

Les engagements précis s'élèvent à un montant de l'ordre de \$97,948,000 dont seulement \$6,135,000 ont été contractés depuis le 1<sup>er</sup> juillet de la présente année. Lesdits engagements sont le résultat de diverses lois, d'arrêtés passés à même l'impôt sur le revenu et le fonds d'éducation. Des promesses sont venues également grossir ces engagements, en particulier des promesses de subventions pour la réparation et la construction d'écoles. Or, à elles seules, ces subventions ont déjà grevé de \$26,515,640 le budget de 1961-1962.

D'autre part, un examen des Statuts révèle qu'à la fin de la session de 1959-1960 furent sanctionnées une vingtaine de lois qui se traduiront nécessairement par un accroissement sensible des dépenses de 1961-1962.

C'est ainsi que l'abolition, en tout ou en partie, de la part municipale pour les services de protection de la jeunesse et pour les services d'assistance sociale du ministère du Bien-être social représente pour ledit ministère une charge additionnelle dépassant \$6,500,000 par année.

Par ailleurs, pour le département de l'Instruction publique, les diverses lois adoptées à la fin de la dernière session se traduiront, en 1961-1962, par une dépense supplémentaire de l'ordre de \$13,775,000, sans compter l'aide financière aux universités (qui est compensée par une recette additionnelle à peu près équivalente) et les engagements déjà compris dans la somme de \$97,948,000 ci-dessus indiquée.

Enfin, d'autres lois, comme celles qui concernent la fertilisation des terres et les bibliothèques publiques, grèveront le budget pour des montants moindres que ceux que je viens de citer.

Le total de ces deux dernières catégories d'engagements représente, pour le budget de 1961-1962, une charge dont le montant ne pourra être exactement déterminé que lorsque le budget aura été établi, mais qui est susceptible d'atteindre \$130,000,000 ou davantage.

Lorsque nous avons préparé notre programme de gouvernement, nous avons estimé que la mise en œuvre de ce programme coûterait une somme additionnelle d'environ \$100,000,000 la première année. Et, j'étais convaincu, comme d'ailleurs je l'ai dit publiquement, qu'il serait possible de financer une dépense additionnelle de cet ordre sans avoir recours à de nouvelles taxes. Voici ce que j'ai dit, par exemple, le 1<sup>er</sup> juin 1960, au Club Saint-Laurent Kiwanis à Montréal:

"Le programme du Parti libéral sera réalisé sans aucune augmentation de taxes.

"Comment cela est-il possible? Examinons d'abord ce qu'il en coûtera de plus annuellement au gouvernement libéral pour mettre en œuvre ce qu'il propose.

"Nous prévoyons que la première année de son application, l'augmentation des dépenses s'élèvera à \$100,000,000 environ pour atteindre graduellement \$175,000,000 au cours des années suivantes.

"Mais comment financer un tel accroissement des dépenses? Est-il possible, sans augmentation de taxes, d'assurer le financement d'une dépense annuelle additionnelle de \$100,000,000?

"Ceux qui croient que nous n'avons pas de réponses à ces questions feignent d'oublier que l'accroissement annuel de 5 % à 7 % de la production nationale assure au gouvernement de cette province une augmentation équivalente de revenus d'à peu près de \$50,000,000 par année. Si vous examinez les budgets des cinq dernières années, vous verrez que, chaque année, le gouvernement a eu à sa disposition une somme additionnelle d'à peu près \$50,000,000 sur l'année précédente. Puis-je vous rappeler à ce sujet, qu'en 1944 le budget provincial s'élevait à peine à \$95,000,000 et qu'il atteint aujourd'hui \$617,000,000?

"Depuis toujours, on dit couramment que les travaux publics dans la province de Québec coûtent 20 % de trop, surtout les contrats sans soumissions accordés aux amis du régime. Nous pourrions économiser chaque année sur les \$100,000,000 de travaux qui sont exécutés, bon an mal an, une somme de \$20,000,000.

"De plus, plusieurs experts en administration et en comptabilité nous ont maintes fois répété que



sur les dépenses qui atteindront probablement \$650,000,000 cette année, il y avait lieu d'espérer une économie de 10 %. Nous pouvons probablement récupérer là un autre \$60,000,000 mais, même si ce montant était moindre, ne serait-ce même la moitié, les revenus additionnels seraient déjà suffisants pour couvrir les propositions énumérées dans le programme."

Je suppose que l'opposition va me reprocher de me citer moi-même. Au moins, c'est quelque chose que je peux faire sans rougir de mon passé.

Au lieu d'avoir à financer, pour cette année et pour l'an prochain, un programme de l'ordre de \$100,000,000, nous devons en plus trouver l'argent nécessaire pour respecter les engagements pris non pas par nous, je le répète, mais par le gouvernement de l'Union nationale, engagements que nous ne pouvions pas connaître et que nous ne connaissions pas lorsque j'ai fait la déclaration que je viens de mentionner, le 1<sup>er</sup> juin à Montréal.

En réalité, si nous devons chercher de nouvelles sources de revenus, c'est pour financer les dépenses que l'Union nationale avait cachées au peuple et à ses représentants.

Pour l'année courante et pour l'année prochaine, l'héritage dramatique de l'Union nationale se chiffre par une somme d'au-delà de \$100,000,000, ce qui est dans chaque cas un montant plus élevé que l'estimé du coût de notre propre programme. Si nous sommes obligés de proposer de nouvelles sources de revenus, l'Union nationale doit en porter l'entière responsabilité.

La hausse des impôts que je propose n'est pas due à la mise en œuvre de notre programme. Je répète qu'il aurait été possible de mettre en œuvre notre programme sans augmentation de taxe, si la situation financière de la province avait vraiment été celle qu'avait exposée le ministre des Finances dans son discours du budget au mois de décembre de l'année dernière. Les propositions contenues dans les résolutions à l'étude et dans celles qui touchent l'impôt sur les corporations ne rapporteront pas évidemment un montant suffisant pour couvrir tous les engagements de l'Union nationale. Il nous faudra nécessairement avoir recours à l'emprunt pour la plus grande partie.

Toutefois, je ne crois pas qu'il serait possible d'emprunter la somme totale dont nous avons besoin pour régler les comptes de nos prédécesseurs. Mais j'estime que les propositions contenues dans les résolutions et dans celles qui touchent l'impôt sur les corporations pourront nous donner l'an prochain un revenu additionnel de l'ordre de \$25,000,000.

La population de la province de Québec en général s'est bien rendu compte qu'il ne nous était pas possible de financer les engagements de l'Union nationale et notre programme sans avoir recours à de nouvelles sources de revenus<sup>5</sup>. C'est ainsi que dans le mémoire conjoint qui m'a été présenté sur l'assurance-hospitalisation par:

- la Fédération des travailleurs du Québec,
- la Confédération des syndicats nationaux,
- l'Union catholique des cultivateurs,
- le Conseil de la coopération du Québec,
- la Fédération des unions de famille,
- le Chapitre français de Montréal de l'Association canadienne des travailleurs sociaux,

il est écrit à la page 37:

"Il est peu probable qu'il soit possible d'amputer les dépenses courantes du budget provincial d'une année à l'autre de plusieurs dizaines de millions de dollars, sans mettre en danger un certain équilibre des dépenses et la réalisation des objectifs gouvernementaux dans d'autres domaines que celui de l'hospitalisation. Même si le budget provincial peut supporter une partie de la dépense nécessaire, il faudrait, selon toute vraisemblance, trouver une source supplémentaire de revenu."

Le Conseil central des œuvres de Québec a également présenté un mémoire au gouvernement, au mois d'octobre, au sujet de l'assurance-hospitalisation. Voici ce que nous pouvons lire aux pages 8 et 9:

"Sous un autre aspect, nous croyons qu'en principe tous les individus, parce que faisant partie d'une société qui adopte l'assurance-hospitalisation, devraient être appelés à contribuer au plan d'assurance-hospitalisation d'une façon ou d'une autre.

"À cet égard et sans vouloir proposer un mode précis de contribution, nous nous demandons si le mode de perception de l'impôt sur le revenu ne serait pas le meilleur? Ce mode apporterait la simplification de la procédure administrative dans la perception des contributions et dispenserait en même temps des enquêtes sur la preuve d'indigence, tout comme c'est la loi dans le cas des pensions de vieillesse. D'ailleurs, la province de Québec est la seule des provinces du Canada à maintenir un impôt provincial sur le revenu personnel."

Mes collègues et moi, après avoir mûrement réfléchi et avoir examiné toutes les formules possibles qui nous permettraient de trouver des revenus additionnels, en sommes venus à la conclusion que la proposition du Conseil central des

œuvres de Québec était la plus raisonnable. Avant d'en venir à la conclusion que l'augmentation de l'impôt sur le revenu, selon les recommandations du Conseil des œuvres de Québec, était la seule façon de faire face à la situation financière de la province de Québec, à la veille d'instaurer l'assurance-hospitalisation, le gouvernement de Québec a exploré plusieurs autres avenues et a étudié plusieurs autres moyens de trouver des fonds.

On a parlé d'augmenter les taxes sur l'alcool. Le gouvernement a considéré que ce serait là un geste dangereux à cause de la concurrence des autres provinces et des risques de contrebande.

On a parlé aussi d'une nouvelle taxe sur les paris mutuels. Cette taxe devient inutile lorsque la piste ne peut plus payer le prêt factice de \$2 sur un pari de \$2 et la taxe supplémentaire de 3 % sur la taxe provinciale actuelle de 5.5 % et les frais administratifs de 9.5 %. Si nous avions augmenté cette taxe de 4 %, nous n'aurions recueilli que \$2,500,000<sup>6</sup> et il y avait, là encore, le risque de décourager les parieurs en prenant une trop forte tranche des sommes mises.

Certaines personnes ont proposé une taxe majorée sur les ressources naturelles. Il ne faut pas se lancer dans ce domaine sans un examen approfondi de chaque cas. Les matières premières doivent être exportées en grande partie et il faut qu'elles puissent figurer à des prix abordables sur les marchés étrangers. Et celles qui sont transformées ici doivent également pouvoir concurrencer les produits finis des autres provinces.

On a parlé de taxes sur l'électricité. Encore dans ce domaine, il a fallu songer que le produit le plus touché aurait été l'aluminium, dont le prix aurait augmenté d'une manière dangereuse pour cette industrie dans la province de Québec.

Il a fallu chercher ailleurs, car des taxes nouvelles dans les domaines précités auraient causé plus de tort que de bien.

En diminuant les niveaux d'exemption de \$3,000 à \$2,000 pour les gens mariés, et de \$1,500 à \$1,000 pour les célibataires, nous obtiendrions de cette source un revenu additionnel d'environ \$14,000,000 cette année<sup>7</sup>. Les nouvelles normes du Québec font grimper le pourcentage du revenu provincial de 14 % à 16 % approximativement, les déductions fédérales demeurant à 13 %.

Lorsque les exemptions dans la province de Québec avaient été fixées à \$3,000 pour les gens mariés et à \$1,500 pour les célibataires, c'est que l'on considérait que de tels chiffres d'exemption couvraient les nécessités de la vie pour chaque

catégorie. Après la mise en œuvre de l'assurance-hospitalisation, le gouvernement se trouvait à payer pour les citoyens une nécessité de la vie, qui est l'hospitalisation. C'est pourquoi nous nous croyons justifiés de diminuer les niveaux d'exemption de \$3,000 à \$2,000 et de \$1,500 à \$1,000.

Lorsque nous étudierons le projet de loi en comité, on se rendra compte que nous avons consolidé le taux. Ce n'est pas le temps en deuxième lecture de donner des précisions, car il me faudrait référer aux articles du bill, ce que nous ferons en comité. Je puis dire cependant, tout de suite, que pour les premiers \$1,000 imposables, la taxe sera de \$25. Ainsi, par exemple, un homme marié qui a trois enfants, dont deux sont d'âge pour l'allocation familiale, et qui gagne \$4,000 par année, versera un impôt sur ses revenus personnels de \$25. J'ai ici un tableau établissant les taxes payées par diverses catégories de contribuables avec les présents niveaux d'exemption et la taxe qui sera payée en vertu de la loi amendée. L'on remarquera que pour les revenus imposables jusqu'à \$8,000 par année, l'augmentation est moins de \$40 pour les gens mariés et de moins de \$25 pour les célibataires.

Pour ce qui est des premiers mille dollars imposables, j'ai dit, il y a un instant, que la taxe serait de \$25 pour une personne mariée. Mais cette personne mariée, étant donné que les exemptions de la loi fédérale sont de \$2,000, paie déjà un impôt fédéral plus considérable que l'impôt provincial, et cette personne dans la province de Québec a le droit de déduire de l'impôt fédéral un montant de \$14.30, justement parce que la province a son propre système d'impôt sur le revenu des particuliers.

**M. Johnson (Bagot):** Avant la présentation du présent projet de loi, la personne qui avait un revenu imposable bénéficiait de la déduction de \$14.30.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Oui, mais elle le mettait dans sa poche, et ce n'est pas normal. Le coût réel de l'assurance-hospitalisation, pour celui qui a un revenu imposable de \$1,000 ne sera donc en définitive que \$10.70 pour un an, alors qu'il n'en paie aucun pendant l'année qui se termine ce mois-ci. C'est peu, comparativement aux autres provinces. Les statistiques indiquent que l'impôt additionnel sur le revenu constituera, pour le contribuable, un fardeau moins lourd que les primes perçues dans d'autres provinces à l'intention de l'assurance-hospitalisation.

En fait, c'est la plus petite prime de tout le Canada pour l'assurance-hospitalisation.

La prime d'assurance-hospitalisation en Ontario est de \$50.40.

Au Manitoba, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961, de \$72.

En Saskatchewan et dans l'Île-du-Prince-Édouard, de \$48.

Les hausses d'impôts sont minimales. En moyenne, la hausse d'impôt provincial payé par les citoyens du Québec ne dépassera pas la valeur d'un ou deux paquets de cigarettes par semaine.

Pour des revenus de \$8,000 par année, l'augmentation est de moins de \$40 pour les gens mariés et de \$25 pour les célibataires. Avec ce projet de loi, il n'y a pas un seul cas d'augmentation supérieure à \$40 jusqu'à concurrence de \$8,000 de revenu imposable. Les personnes gagnant jusqu'à \$10,000 regroupent presque l'ensemble des salariés du Québec. Le salaire moyen est d'environ \$4,000 par année.

Conformément à la nouvelle exemption, le plafond accordé à un homme marié, qui ne payait pas d'impôt provincial avant parce qu'il ne gagnait pas assez pour avoir un revenu imposable, (plus de \$3,000) au Québec, tout en ayant un revenu imposable de \$500 à Ottawa, et qui a maintenant un revenu imposable de \$500 au Québec, paiera une taxe provinciale de \$12.50

Auparavant, le remboursement fédéral sur sa taxe fédérale était de \$7.15 par année; cependant, ceci allait dans ses poches. Maintenant, ce montant peut être déduit de sa taxe provinciale supplémentaire, ce qui se traduit par une taxe provinciale nette de \$5.35 par année.

Si son revenu imposable, avec la nouvelle exemption de \$2,000, est de \$3,000, il paiera \$22.50 de plus par année, moins le remboursement du fédéral de \$2.50 qu'il a déjà reçu pour une augmentation nette de \$20.00.

Ceux ayant un revenu imposable de \$3,000 paieront \$29.70 de plus; \$4,000, \$29.85; \$5,000, \$33; \$6,000, \$33.25; \$7,000, \$39.35; \$8,000, \$39.45; \$9,000, \$45.95; \$10,000, \$46.45; \$11,000, \$54.20; \$16,000, \$69.20; \$21,000, \$70.45; \$26,000, \$78.95 et \$41,000, \$93.70.

Pour les célibataires, ils paieront le même montant que les hommes mariés avec une exemption inférieure de \$1,000 à \$1,500 où le revenu imposable sera de \$500 pour un versement net de \$5.35 par année.

Avec un revenu imposable de \$1,000, ils paieront \$10.70 de plus; \$1,500, \$13.30 de plus; \$2,500, \$14.97; \$3,500, \$15.27; \$4,500, \$17.20; \$5,500, \$16.90; \$6,500, \$19.80; \$7,500, \$19.90;

\$8,500, \$23.20; \$9,500, \$23.70; \$10,500, \$27.82; \$15,500, \$35.07; \$20,500, \$36.32; \$25,500, \$41.20 et \$40,500 un total de \$52.32 de plus qu'ils paieront pour l'année actuelle. C'est donc dire, que si l'on veut rattacher les propositions que je fais de l'augmentation de l'impôt à l'assurance-hospitalisation, l'on voit qu'il en coûtera beaucoup moins cher dans le Québec qu'ailleurs.

Puis-je ajouter que des milliers et des milliers de personnes verront diminuer sensiblement les primes d'assurance-maladie qu'elles paient à des compagnies d'assurances.

Je crois sincèrement que la proposition que je fais est la plus raisonnable qui pouvait être faite dans les circonstances. D'ailleurs, il y a lieu d'espérer que cette situation ne durera qu'un an. En effet, le premier ministre du Canada, M. Diefenbaker, lorsqu'il a adressé la parole à Québec vendredi soir dernier, a déclaré que la part des provinces sur l'impôt sur le revenu des particuliers augmenterait à partir du 1<sup>er</sup> avril 1962. C'était là la première nouvelle que j'avais que mes représentations et celles des autres premiers ministres provinciaux, aux conférences fiscales de juillet, étaient agréées du moins en principe.

Le geste que nous posons aujourd'hui et qui augmente l'impôt sur le revenu des particuliers et l'impôt sur les sociétés fera rentrer dans la province de Québec une autre tranche des impôts directs et sera de nature à faire comprendre à Ottawa que les provinces ont un droit prioritaire dans ces deux domaines<sup>8</sup>. Il y a donc lieu de croire que la double taxation minime suggérée ne serait en vigueur que pour une période de 15 mois. En effet, si le gouvernement fédéral, comme l'a laissé entendre M. Diefenbaker, élargit la part des provinces dans le domaine des impôts directs, la double taxation disparaîtra le 1<sup>er</sup> avril 1962<sup>9</sup>.

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le député de L'Assomption (M. Chartrand), que le débat soit maintenant ajourné<sup>10</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** s'oppose à la motion et demande le vote...

**M. Talbot (Chicoutimi):** On veut bâillonner l'opposition. Si notre motion est refusée, ce sera la mort du "fair-play" britannique en cette Chambre parce qu'on obligera les députés à discuter une mesure dont ils ne connaissent pas toutes les conséquences<sup>11</sup>. Le gouvernement veut imposer le bâillon à l'opposition.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce sont des résolutions qui sont devant la Chambre!

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est la même chose! Ce sont des résolutions qui vont faire peser sur l'ouvrier de la province de Québec des charges nouvelles.

Le gouvernement y a certainement songé pendant des semaines avant de présenter le projet de loi 17. Il est l'un des plus importants que présentera le gouvernement actuel. Le gouvernement prépare ces bills depuis des semaines. Il est préparé à les discuter.

Cette loi comporte des aspects tellement techniques que le premier ministre a lui-même fait distribuer un exposé de ses conséquences aux députés. Elle comporte en outre des aspects sociaux, et il est à remarquer, en effet, que c'est surtout les classes laborieuses de la société, ceux qui gagnent le moins, que ces taxes vont frapper. C'est pourquoi, cette loi doit être soigneusement étudiée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le chef de l'opposition doit être rappelé à l'ordre. Nous discutons sur une motion d'ajournement. Le chef de l'opposition ne peut discuter du mérite de la question.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce n'est pas le fond de la loi qu'on discutait. Je démontre l'importance de la législation qu'on veut nous faire étudier.

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition doit s'en tenir aux raisons qui motivent la motion d'ajournement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La loi qu'on nous force à étudier immédiatement est tellement compliquée que le premier ministre a senti le besoin d'avoir un discours écrit, qu'il a lu, lui qui connaît la loi et qui a dû l'étudier depuis des semaines avec ses collègues. Puisque le premier ministre, l'auteur de la loi, a été obligé de se servir d'un texte écrit, comment aurions-nous pu, en 12 heures, avoir le temps de l'étudier?

Le gouvernement tente de faire voter à la vapeur son projet de loi qui hausse les barèmes de l'impôt sur le revenu personnel. Le projet de loi en question a commencé à être distribué vers 3 heures hier après-midi. Aussitôt après, on en a arrêté la distribution et on a fait retirer les copies qui avaient été remises aux députés. La loi a été distribuée à 3 h 45. Hier, la Chambre a siégé jusqu'à 6 h 05... et il y a eu du comité ce matin.

Ça ne s'est jamais vu que des lois de cette importance soient présentées à la Chambre si hâtivement, après avoir été distribuées. Les députés de l'opposition n'ont pas eu le temps d'étudier ce projet de loi, qui a une grande importance parce qu'il va faire peser de nouvelles charges sur l'ouvrier de la province de Québec. Il convient de donner à l'opposition un peu plus de temps.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** On a déjà vu un premier ministre, à l'un des derniers jours d'une récente session, imposer un texte le matin et forcer la Chambre à passer les trois lectures au cours de la même journée. C'était la loi pour autoriser la vente du réseau gazier de l'Hydro-Québec<sup>12</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce n'est pas vrai. Cette déclaration est aux antipodes de la vérité. Nous avions alors offert de retarder l'étude de cette loi, de la remettre d'une semaine.

L'attitude du gouvernement actuel est injuste pour la Chambre et pour les députés de l'opposition en particulier. Tous les députés ont des droits égaux et les mêmes devoirs. L'un des devoirs des députés est d'étudier la législation, peu importe qu'ils soient députés ministériels ou de l'opposition.

Je défie n'importe quel député en cette Chambre, qui n'a pas travaillé à la préparation du bill, d'en parler en toute connaissance de cause dès aujourd'hui. Même du côté ministériel, je suis convaincu qu'il se trouve des ministres et des députés qui n'ont pas étudié le bill, qui ne connaissent pas cette loi et seraient incapables de la discuter.

Pourtant, les députés sont les représentants du peuple. Ils ont le droit de connaître la portée du bill et d'être bien informés sur les nouveaux impôts qu'ils sont invités à adopter. C'est ce droit qu'on leur refuse, c'est le bâillon qu'on veut leur mettre en leur disant: "Voici la loi, vous avez tant d'heures pour la connaître et la discuter!"

C'est une question de justice pour la députation, et en particulier pour l'opposition, de ne pas insister pour qu'elle se lance dans la discussion du projet de loi 12 heures seulement après en avoir reçu le texte. L'opposition a un rôle à remplir, un rôle parfois difficile, et elle doit compter qu'on lui en facilitera l'exercice.

Il cite des auteurs de droit constitutionnel à cet effet. Suivant ces auteurs, l'opposition a le devoir d'attirer l'attention du public sur des mesures du gouvernement. À quoi rimerait son droit de parole si elle n'était pas convenablement renseignée? Le procureur général actuel (l'honorable M. Lapalme) a

maintes fois réclamé le temps d'étudier davantage des mesures qu'on présentait en Chambre.

Dans le cas présent, l'opposition a eu à peine 12 heures pour étudier les résolutions qu'on lui soumet. Le gouvernement, en appelant immédiatement l'étude de la mesure, impose un bâillon au Parlement.

L'étude des bills sous pression est aussi injuste pour la population que pour l'opposition. Ceux qui seront appelés à payer de nouvelles taxes doivent faire connaître leurs réactions. On doit connaître les vues des associations agricoles, sociales et patriotiques, des chambres de commerce, etc.

Le gouvernement a même fait des menaces voilées. On a fait planer une menace de siéger la semaine prochaine et de prendre nos vacances de Noël pour étudier la loi. Ça ne nous fait rien!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ces menaces ne viennent sûrement pas de moi. Ce matin, au comité des bills privés, j'ai demandé au député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois), à propos de l'ajournement, s'il croyait que nous siégerions la semaine prochaine.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le public a été mal renseigné sur cette mesure. Cependant, la faute n'est pas imputable aux journaux et aux journalistes. Ceux-ci ont été induits en erreur, probablement par ceux qui connaissent le mieux la loi.

Il cite des titres de journaux. Un journal, en particulier, soulignait en manchette qu'il y aurait un nouvel impôt de 3 % sur les sociétés, mais que l'impôt personnel serait simplement rajusté. Un autre journal de Montréal parlait d'un impôt probable de 2 % sur les sociétés, mais de rajustements de l'impôt des particuliers seulement.

En lisant ces journaux, la population n'avait plus raison d'être inquiétée, jusqu'à ce qu'on lui apprenne la vérité, quelques heures plus tard. Quant à moi, j'avoue que je ne puis discuter ce projet de loi en toute connaissance de cause, sans les services d'un expert.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Les membres de l'Union nationale prennent des airs de vierges offensées lorsqu'ils se plaignent d'être maltraités par le gouvernement libéral et exigent qu'on leur donne jusqu'à lundi pour étudier le bill 17, concernant l'impôt sur le revenu.

Tous ces gens-là viennent aujourd'hui nous faire des leçons de vertu? Allons donc!

**M. Thibault (Montréal-Mercier):** Si le procureur général admet que sa conduite n'est pas

meilleure que la nôtre, alors à quoi bon avoir changé de gouvernement?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Nous avons déjà siégé dans l'opposition, et le chef actuel de l'opposition siégeait alors à l'endroit où nous sommes aujourd'hui. Il ne paraît pas se rappeler ce qui se passait de ce côté-ci de la Chambre, sous l'Union nationale. La différence, entre lui et moi, c'est que, moi, j'en ai gardé le souvenir...

J'arrivais des comités à mon bureau à une heure, et on me donnait alors un texte de loi que je devais discuter à 3 heures.

Un jour, sous l'administration Duplessis, les exemplaires d'une loi ont été distribués à 2 heures de l'après-midi. Il n'y avait alors que 17 libéraux à l'Assemblée législative, et le premier ministre a exigé que ce texte soit discuté à 3 heures. Cela ne donnait qu'une heure aux libéraux pour se préparer. Il y a le cas du ministre sans portefeuille (M. Marler) qui n'avait obtenu qu'une nuit pour répondre à un discours sur le budget.

Parfois, M. Maurice Duplessis forçait l'opposition du temps à discuter d'un projet de loi sans avoir le texte entre les mains, et il est même arrivé que les ministres eux-mêmes n'en eussent pas. Et, en une certaine circonstance, j'ai été obligé de lire un texte de loi dactylographié pour leur apprendre ce que leur maître avait décidé. Il y a eu des lois votées qui n'étaient même pas imprimées.

Et voilà qu'aujourd'hui les membres de l'Union nationale brandissent le spectre de la dictature dans cette Chambre et prétendent que le "fair-play" n'existe pas. L'opposition a la mémoire bien courte. La dictature est à jamais bannie du Parlement... Elle ne reviendra jamais en cette Chambre.

L'Union nationale se livre à une tactique bien préparée, en vue de poser en victime. Elle veut faire croire que le bruit remplace la qualité. Si l'opposition veut continuer à faire de l'obstruction systématique alors qu'il s'agit seulement de modifier une loi qu'elle a adoptée, c'est son affaire et c'est son droit. Mais nous avons le droit également de lui rappeler que nous avons des lois à adopter<sup>13</sup>.

**M. Maltais (Québec-Est):** Nous ne présentons pas une motion d'obstruction, car je suis certain que le premier ministre, en son for intérieur, pense comme nous.

Le peuple de la province s'attend à ce que les députés étudient à fond ces projets d'augmentation d'impôts. Les projets de lois à l'étude ont une grande portée au point de vue social.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** invoque le Règlement. Le député de Québec-Est (M. Maltais) doit s'en tenir à la motion d'ajournement.

**M. Maltais (Québec-Est):** Le peuple a besoin de comprendre!

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** L'opposition se livre à une obstruction systématique pendant les débats de la présente session du Parlement provincial et particulièrement pendant l'étude du projet de loi pour augmenter le rendement de l'impôt provincial sur le revenu des particuliers.

Si l'opposition avait pris moins de temps pour nous dire qu'elle n'a pas le temps, elle aurait pu étudier le projet de loi. L'opposition fait de l'obstruction systématique. C'est un abus criant des droits parlementaires. C'est ainsi qu'on engendre dans le public le mépris du Parlement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le député de Montréal-Laurier est complètement en dehors de la "track".

**M. l'Orateur suppléant (M. Hyde):** Le député de Montréal-Laurier répondait aux allégations de l'opposition.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** En terminant, je dois dire que l'Union nationale essaie de continuer dans l'opposition le travail de dégradation du parlementarisme qu'elle a commencé en étant au pouvoir.

**M. Talbot (Chicoutimi)** soulève un point d'ordre et de règlement. Ces paroles sont antiparlementaires et contraires aux dispositions de l'article 285 du Règlement, dit-il. Le député n'a pas le droit de nous imputer des motifs.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Ce n'est pas un motif! C'est un fait!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Qu'il retire ses paroles!

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Je dis alors qu'elle "continue" au lieu qu'elle "essaie" de continuer. Il n'y a plus de motif.

**M. Johnson (Bagot):** Je soulève un point d'ordre. M. l'Orateur, vous devez demander au député de Montréal-Laurier de retirer les mots "que l'Union nationale continue son travail de dégradation". Ce disant, il frappe les 41 députés de l'Union

nationale qui sont ici. Il a bien peu d'expérience ici pour nous accuser de dégrader le Parlement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) a tout simplement qualifié l'attitude de l'opposition. Il a donné son opinion sur les tactiques de l'opposition.

#### Décisions de l'Orateur:

##### Paroles jugées parlementaires

**M. l'Orateur suppléant (M. Hyde),** après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que les paroles prononcées par l'honorable député de Montréal-Laurier s'adressent à un parti politique et non à un membre de la Chambre en particulier et qu'il a été décidé à maintes reprises que de telles paroles, dans les circonstances, ne sont pas antiparlementaires.

Le point d'ordre du député de Bagot (M. Johnson) est rejeté.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur suppléant.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** C'est un autre exemple de la dégradation du Parlement!

La question: "La décision de l'Orateur suppléant sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 45.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska),

Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 37.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est, en conséquence, maintenue.

Le débat est ajourné.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 instituant l'assurance-hospitalisation;
- bill 16 pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités.

### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

#### **Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif<sup>14</sup>.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 2 Loi instituant l'assurance-hospitalisation;
- 3 Loi modifiant la loi du Mérite agricole;
- 7 Loi modifiant la loi des terres de colonisation;
- 9 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- 15 Loi modifiant la loi concernant le système administratif de la cité de Montréal;
- 16 Loi pour favoriser l'exécution de travaux d'hiver par les municipalités;
- 101 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marian L. Lewandowski à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

102 Loi modifiant la charte de Congrégation Beth-El;

104 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Lacoste à l'exercice de la profession d'avocat;

113 Loi concernant la Société coopérative agricole des pomiculteurs de Frelighsburg;

119 Loi constituant en corporation Les Messagères de Jésus;

124 Loi autorisant la congrégation St. Andrew's United Church, des cité et district de Trois-Rivières, à vendre, céder ou transporter un certain lot de terre;

127 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Michael Pitfield à l'exercice de la profession d'avocat;

137 Loi accordant certains pouvoirs spéciaux à la Commission des écoles catholiques de Shawinigan, comté de Saint-Maurice;

139 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre M. Nicolai Nasadiuk à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

140 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph Sector à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

184 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Mara Ingeborg Käthe Eugénie Neumann Pütsep à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

186 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Margaret June Bartlett, épouse séparée de biens de Vincent-Joseph Gagnon, à l'exercice de la profession d'avocat.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse alors à l'honorable lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

23 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1961, et pour d'autres fins.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

M. l'Orateur au fauteuil

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 heures

#### Projets de loi:

##### Loi de l'impôt sur le revenu

Le débat se poursuit sur la motion d'ajournement du débat présentée par le représentant de Yamaska (M. Élie) sur la motion du premier ministre (l'honorable M. Lesage) à l'effet que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin de prendre en considération, en comité plénier, un projet de résolutions relatives au bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu.

**M. Bellemare (Champlain):** La motion d'ajournement présentée par le député de Yamaska (M. Élie) a pour but de permettre aux députés de rencontrer les gens de leurs comtés, afin de savoir leur opinion sur le projet de loi de l'impôt provincial sur le revenu. En voulant procéder si hâtivement, le gouvernement porte atteinte à la liberté du débat.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'opposition a toute la latitude de parler. Elle le sait sans aucun doute.

**M. Bellemare (Champlain):** Pourquoi on n'a pas distribué le bill avant la première lecture?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il est régulier de distribuer les textes des projets de loi après la première lecture. C'est la coutume, particulièrement quand il s'agit de bills relatifs à la taxation.

**M. Bellemare (Champlain):** Ce qui est le plus suave, c'est que la veille de la déposition de ces bills devant la Chambre, certains journaux de la province avaient presque la teneur des projets de loi. Les journalistes ont fait des potins et des suppositions, mais ils sont tombés presque dessus. Ils sont bien fins ces journalistes-là?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Ils sont plus intelligents que l'opposition.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ça leur a pris moins de temps à comprendre que l'opposition.

**M. Bellemare (Champlain):** Ça dépend des tuyaux qu'ils ont<sup>15</sup>.

(Rires)

Nous, de l'Union nationale, sommes victimes à l'Assemblée législative d'un bâillon<sup>16</sup>. C'est épouvantable de saboter ainsi les droits parlementaires.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Mais on vous laisse parler!

**M. Bellemare (Champlain):** Un homme qui devrait être calme<sup>17</sup>!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je suis calme. Voyez! J'en profite pour signer des lettres<sup>18</sup>.

(Rires)

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** C'est vous qui ne voulez pas du débat: vous réclamez l'ajournement<sup>19</sup>.

**M. l'Orateur suppléant (M. Hyde):** Est-ce que le député de Champlain a oublié la motion qui est le sujet du débat?

**M. Bellemare (Champlain):** Un principe fondamental, celui de la liberté du débat, est en jeu dans cette motion. Le projet de loi actuellement devant la Chambre, le bill 17, aura certainement des répercussions graves et considérables sur l'économie de la province. C'est pourquoi l'opposition veut être extrêmement prudente.

Je demande au premier ministre, en terminant, de nous donner le temps d'étudier le bill 17. Nous ne voulons pas faire d'obstruction systématique, nous ne voulons pas lui faire mal. Et si le premier ministre se rend à notre désir, étant donné qu'il a retrouvé sa bonne humeur, nous lui dirons notre gratitude.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** La motion d'ajournement présentée sur la résolution du projet de loi de l'impôt provincial sur le revenu démontre que l'opposition actuelle ne veut pas remplir le rôle qui lui sied, mais veut surtout faire



perdre le temps de la Chambre. C'est une motion dilatoire comme en présenterait un avocat qui sait d'avance que sa cause est mauvaise. On veut empêcher que la question soit jugée à son mérite.

Le bill a été déposé selon les procédures normales prévues aux règlements de la Chambre. Les projets ne demandent pas une étude prolongée pour se faire une opinion. C'est la même loi de l'impôt telle que votée par le gouvernement de l'Union nationale, plus deux pages d'amendements. Et l'opposition a eu 24 heures pour étudier ces deux pages, alors que nous avons eu deux jours pour étudier toute la loi.

Nos amis d'en face, au lieu de tenir caucus, de chercher tous les moyens possibles de faire de l'obstruction, auraient été mieux avisés de prendre la résolution, de la lire et de l'étudier.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Le gouvernement devrait suivre la politique sociale du procureur général (l'honorable M. Lapalme). Allez chercher l'argent là où il se trouve! Et non pas dans la poche des ouvriers.

C'est le devoir des représentants du peuple de prendre la défense des ouvriers et du prolétariat. Pourquoi le gouvernement s'objecte à ce que le représentant d'un comté ouvrier consulte, en fin de semaine, ses électeurs, ceux qui seront frappés par cette hausse d'impôt? Les députés de l'opposition n'ont pas à leur disposition les experts que le gouvernement a à son service.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le blocage de l'opposition est de l'obstruction systématique. Leurs manœuvres dilatoires sont contraires aux intérêts des députés eux-mêmes, parce qu'elles les empêchent de recevoir les renseignements dont ils ont besoin.

Il se dit prêt, lors de l'étude du texte de la résolution, à fournir à la Chambre tous les renseignements qu'elle désire, y compris les statistiques. Il dit qu'il expliquera chaque article avant l'étude du projet de loi.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Ce sera là un monologue de la part du premier ministre. Le bill proposé a une importance considérable. Il a des concordances avec la loi fédérale, et on propose des amendements à ces concordances. Ce sont des questions difficiles, et c'est pour cela que l'opposition veut se renseigner plus à fond.

La loi de 1954 subit des modifications importantes sur lesquelles il faut être fixé pour en

analyser toute la portée. Le gouvernement reçoit tous les renseignements nécessaires de ses experts. Nous devons obtenir des renseignements à droite et à gauche. Les députés de l'opposition ont besoin de temps pour l'étudier.

**M. Caron (Maskinongé):** (Sur la proposition du premier ministre) Ce serait comme un procureur de la poursuite qui dirait à l'avocat de la défense de ne pas préparer sa cause parce qu'il lui donnerait tous les renseignements dont il a besoin, avant le début du procès. L'Assemblée législative est un tribunal qui a pour mission de juger les actes et les lois du gouvernement. C'est le tribunal du peuple. Nous, de l'opposition, avons un rôle précis à jouer. L'opposition a le devoir d'étudier, de scruter et d'analyser la conséquence des projets à l'étude pour juger des répercussions qu'ils peuvent avoir sur la vie du peuple et faire ressortir toutes les implications.

Nous étudions les résolutions relatives à un projet de loi qui prévoit un supplément de taxes de \$25,000,000. C'est la taxe la plus considérable qui ait été étudiée depuis que je siége en cette Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La déclaration du député est fausse. Il s'agit de \$14,000,000 et non de \$25,000,000. De plus, le député de Maskinongé (M. Caron) discute du mérite des résolutions. Je crois qu'il n'est pas dans l'ordre. Nous discutons d'une motion d'ajournement.

**M. Caron (Maskinongé):** Il s'agit d'un bill qui a beaucoup d'importance et qui aura des répercussions considérables au point de vue social. Il faut l'étudier avec toute l'attention possible.

Nous avons reçu un mandat précis et nous allons le remplir sans flancher. Le gouvernement veut trop hâter la votation de la loi. Pourquoi d'ailleurs vouloir tant hâter l'étude de ce bill, y aurait-il anguille sous roche?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Un maskinongé!

**M. Bertrand (Missisquoi):** On a qualifié de dilatoire la motion du député de Yamaska (M. Élie). La motion présentée par l'opposition est en effet dilatoire parce qu'elle a pour effet de différer le débat sur une question d'une grave importance. Mais c'est là le seul moyen de faire respecter les droits de l'opposition et des payeurs de taxes. Il n'y a pas d'urgence et le délai est trop court, car les projets de loi n'ont été déposés qu'hier. Il semble donc que

l'opposition a raison de demander qu'on retarde à lundi l'étude de cette loi. L'étude peut être différée à la semaine prochaine et même après Noël.

**M. Gosselin (Compton):** Le geste de l'opposition est nécessaire et utile, afin que les députés puissent se préparer à une discussion profitable à la province et à tous les contribuables. Il dit qu'il aura besoin, en fin de semaine, de consulter des experts.

Il répète les arguments employés par plusieurs des membres de l'opposition, qui ont parlé sur cette motion, et termine par des considérations sur le noble rôle de l'opposition.

**M. Bernatchez (Lotbinière)** dit ne pas avoir eu le temps d'étudier le projet de loi. Il est normal que le gouvernement laisse aux députés le temps de l'examiner, dit-il. Si l'opposition accepte de procéder maintenant, dit-il, on nous accusera de voter une loi qui comporte \$25,000,000 de taxes, sans en prendre connaissance. Les gens vont être appelés à payer davantage et ils ont le droit d'être renseignés sur toutes les modalités de la loi.

C'est dans les comtés ruraux que les modifications proposées à la loi de l'impôt provincial sur le revenu apporteront le plus de changements. Aussi, représentant d'un comté rural, c'est mon devoir d'attirer l'attention de cette Chambre sur le bien fondé de la motion pour l'ajournement du débat, afin de nous permettre d'étudier le projet suffisamment.

Les tableaux distribués par le premier ministre, au cours de l'après-midi, portent la date du 28 novembre 1960<sup>20</sup>. La rédaction de la loi semble avoir été préparée depuis longtemps. On savait déjà ce que comporterait le bill. Pourquoi on ne l'a pas distribué plus tôt? Je soutiens que la motion d'ajournement est justifiée pour permettre à l'opposition d'étudier le bill, afin de faire ensuite des suggestions constructives au gouvernement et parce que le délai n'a pas été assez long.

**M. Larouche (Témiscamingue)** demande un délai au gouvernement. Il dit avoir rencontré des contribuables de son comté, dimanche, et que la grande majorité avait la conviction qu'aucune nouvelle taxe ne serait imposée pour financer l'assurance-hospitalisation.

Il dit ne pas pouvoir voter sur les bills sans consulter ses électeurs et les organismes de son comté. Le premier ministre savait que la loi allait être présentée, dit-il. S'il voulait qu'elle fût adoptée avant le 1<sup>er</sup> janvier 1961, pourquoi ne l'a-t-il pas

annoncée, afin que la population en fût informée à temps pour faire des suggestions qui l'auraient aidé?

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** dit que les gens de son comté sont inquiets et que plusieurs lui ont demandé, de vive voix ou au téléphone, des explications sur la nouvelle loi. Il dit qu'il a dû répondre à ses interlocuteurs qu'il n'était pas en mesure de les renseigner parce que la mesure venait d'être présentée. Il dit espérer que le gouvernement se rendra compte que l'opposition doit être traitée avec justice et lui accordera le délai nécessaire pour se renseigner.

**M. Johnson (Bagot):** L'opposition a démontré qu'elle avait le droit de présenter cette motion et qu'elle avait le droit et le devoir de se renseigner et de bien renseigner la population. Cette population a été prise par surprise à l'annonce de la nouvelle de l'augmentation de l'impôt. Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) avait promis ouvertement que l'assurance-hospitalisation serait gratuite. Il est donc légitime que l'opposition soit parfaitement instruite des conséquences et des implications de cette mesure, afin de renseigner le peuple. L'opposition a besoin de temps pour consulter le public.

On nous a accusés de vouloir nous poser en victimes du gouvernement, je crois plutôt que les vraies victimes du projet de loi du gouvernement sont les 210,000 contribuables qui vont payer plus d'impôt à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961.

Le député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) a dit que la journée avait été gaspillée. Quand on défend les droits du peuple, c'est aussi important que les chambardements que le député de Montréal-Laurier, ministre des Travaux publics, a faits dans son département pendant des semaines.

Il dit avoir confié à un expert comptable le soin de vérifier les tableaux soumis par le premier ministre à la Chambre, mercredi. Cet expert y a découvert au moins trois erreurs, dit-il.

Je veux démontrer que, même avec ses connaissances personnelles et celles de sa commission de spécialistes, le premier ministre peut parfois se tromper et commettre une erreur. Raison de plus pour que nous consultations d'autres personnes. La population a le droit de faire des représentations, directement ou indirectement, par l'entremise de ses députés.

Dans l'intérêt public, oui, nous bloquons<sup>21</sup>.

**M. Johnson (Bagot)** propose, appuyé par le député de Kamouraska (M. Plourde), que le débat soit maintenant ajourné<sup>22</sup>.

Adopté.

**Travaux de la Chambre:****Horaires  
des séances**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
La Chambre siégera demain après-midi et demain soir jusqu'à onze heures<sup>23</sup>.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

**NOTES**

1. *Le Soleil* du 16 décembre 1960, à la page 14, écrit que le soulèvement de l'anniversaire de M. Couturier survient avant que la Chambre ne passe à l'ordre du jour.

2. *Le Soleil* du 16 décembre 1960, à la page 14, affirme que "lorsque l'item relatif à ce sujet fut appelé par le premier ministre, on s'aperçut tout à coup que M. Lesage et M. Antonio Élie, député de Yamaska, étaient debout".

3. *Le Soleil* du 16 décembre 1960, à la page 14, relate que M. Lesage commence alors à parler avant d'être interrompu par les députés de l'opposition.

4. Voir la note 1 de la séance du 12 décembre 1960.

5. *La Presse* du 16 décembre 1960, à la page 1, remarque que M. Lesage montre par ses paroles de l'optimisme quant à la réaction du public en général.

6. Ce montant varie selon les journaux. Pour la majorité, il est de \$2,500,000. Il est cependant de l'ordre de \$1,500,000 pour *Le Nouvelliste* du 16 décembre 1960, à la page 1, et de \$21,500,000 selon *Le Devoir* du 16 décembre 1960, à la page 6.

7. *The Montreal Daily Star* du 16 décembre 1960, à la page 1, note que M. Lesage fait distribuer des tableaux à la députation pour compléter ses explications.

8. Selon *Le Montréal-Matin* du 16 décembre 1960, à la page 14, cette déclaration de M. Lesage "soulève des sourires sceptiques du côté de l'opposition".

9. Selon *Le Montréal-Matin* du 16 décembre 1960, à la page 14, M. Lesage a recours à un discours écrit.

10. *Le Soleil* du 16 décembre 1960, à la page 14, écrit que M. Élie revient alors à la charge avec la motion d'ajournement qu'il a tenté de présenter dès le début de la séance de l'amendement.

11. *Le Nouvelliste* du 16 décembre 1960, à la page 1, écrit qu'en prenant aussitôt la parole, le chef de l'opposition donne le signal du début du débat sur la motion d'amendement.

12. La loi concernant la vente et la distribution du gaz et la Régie provinciale de l'électricité passe toutes les étapes de la procédure, de la première lecture à la sanction royale lors des deux séances du 21 février 1957.

13. Selon *La Presse* du 16 décembre 1960, à la page 28, M. Lapalme a été particulièrement mordant dans ses propos.

14. Selon *The Montreal Daily Star* du 16 décembre 1960, à la page 1, cette sanction des lois par le lieutenant-gouverneur a lieu à 5 h 45.

15. Au moment de son discours, *Le Nouvelliste* du 16 décembre 1960, à la page 11, soutient que M. Bellemare "se lance alors dans une série de réflexions drolatiques qui soulèvent de nombreux éclats de rire dans la Chambre".

16. *La Presse* du 16 décembre 1960, à la page 28, écrit qu'à ce moment, ça fait 20 minutes que M. Bellemare se plaint du bâillon.

17. Selon *La Presse* du 16 décembre 1960, à la page 28, par ses paroles, M. Bellemare insinue qu'il aurait piqué au vif M. Lesage.

18. Selon *La Presse* du 16 décembre 1960, à la page 28, M. Lesage montre alors la pile de lettres qui est sur son bureau et "au bas desquelles il appose ses signatures depuis le début du discours du député de Champlain (M. Bellemare)".

19. Selon *La Presse* du 16 décembre 1960, à la page 28, M. Lapalme s'adresse alors directement à M. Bellemare.

20. Le 22 novembre, selon *Le Soleil* du 16 décembre 1960, à la page 31.

21. *La Presse* du 16 décembre 1960, à la page 40, écrit que M. Johnson ressasse alors "toutes les argumentations soutenues par ses collègues avant lui".

22. Sur cette première partie du débat, *L'Action catholique* du 16 décembre 1960, à la page 1, écrit que "pas moins de 15 orateurs, dont 12 de l'opposition, ont parlé à tour de rôle à compter de 4 h 30."

23. La séance du vendredi commence habituellement à 10 h 30 pour se terminer à midi trente. Selon *La Presse* du 16 décembre 1960, à la page 40, en proposant à la Chambre de siéger l'après-midi et le soir, M. Lesage a l'intention "de punir ainsi l'opposition en rognant sa fin de semaine".

Séance du vendredi 16 décembre 1960

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Ministère des  
Richesses naturelles**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 22 instituant le ministère des Richesses naturelles.

Le bill 22, dit-il, crée le ministère des Richesses naturelles qui fusionnera les ministères actuels des Ressources hydrauliques et des Mines. Ce ministère sera également chargé d'élaborer une politique pour que nos principales richesses naturelles soient exploitées, mises en valeur et transformées dans la province de Québec, au bénéfice de la population. À cette fin, il collaborera étroitement avec d'autres départements. Ce ministère verra aussi à ce que les sociétés exploitant nos richesses naturelles emploient de la main-d'œuvre québécoise et constituent leurs cadres avec des citoyens du Québec, formés dans la province.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Est-ce que cela fera un ministère de plus?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Au contraire, c'est un de moins. Les attributions du ministère des Ressources hydrauliques et des Mines, l'administration et la vente des terrains miniers et l'exécution de la loi des mines relèveront aussi de ce nouveau ministère des Richesses naturelles.

Le ministère des Richesses naturelles aura également comme devoir de surveiller l'application des lois concernant le régime des eaux courantes et des ressources hydrauliques, ainsi que la production, la transmission, la distribution et la vente de l'électricité et du gaz. Il devra aussi accélérer l'expansion d'Hydro-Québec et lui assurer l'exploitation de toutes les forces hydrauliques non concédées, partout où il lui est économiquement possible de les aménager.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Ministère de la Famille  
et du Bien-être social**

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 25 concernant le ministère de la Famille et du Bien-être social.

Dans son programme, dit-il, le Parti libéral soulignait l'importance d'une politique familiale. Par ce projet de loi, nous greffons un nouveau ministère, celui de la Famille, à celui du Bien-être social, auquel sont apportés des changements de structure. Le ministre du Bien-être social ajoutera à ses importantes fonctions celles d'aider la famille québécoise à remplir son rôle, de coordonner l'application des lois du bien-être, d'étudier les divers aspects de l'habitation familiale, d'étudier enfin les problèmes de l'enfance délaissée ou négligée et d'adopter les meilleurs moyens de les résoudre: la délinquance juvénile, la rééducation des jeunes délinquants, la ségrégation et le traitement des jeunes détenus et tous les autres problèmes concernant l'enfance et la jeunesse malheureuse.

Ce ministère portera le nom de ministère de la Famille et du Bien-être social. Le rôle de ce ministère sera de protéger et de promouvoir le bien-être des familles du Québec. Cependant, le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) est chargé de la mise à exécution de la présente loi en ce qui concerne les hôpitaux proprement dits, de même que les dispensaires, consultations et cliniques, et le ministre de la Famille et du Bien-être social, en ce qui concerne toutes autres institutions.

On connaît déjà une série de projets du ministère de la Famille et du Bien-être social, dont les allocations familiales provinciales de \$10 par mois, versées aux parents des adolescents de 16 à 18 ans inclusivement qui sont aux études, les allocations supplémentaires de \$10 par mois versées par le gouvernement provincial aux bénéficiaires des pensions suivantes, selon les besoins: pension de vieillesse universelle à 70 ans, pension de vieillesse de 65 à 70 ans, pension des invalides, pension des aveugles, les allocations aux veuves et aux célibataires de sexe féminin à partir de l'âge de 60 ans, selon les conditions qui régissent la pension actuellement versée aux personnes de 65 à 70 ans.

Les travaux préparatoires à la rédaction d'un code de l'enfance et d'un code de la famille sont déjà amorcés. Ces documents publiés progressivement

permettront à tous les intéressés, unions de familles, sociétés nationales, agences sociales et à tous les groupements concernés de s'intéresser de plus près à la question familiale.

Par la même occasion, un Conseil supérieur de la famille sera formé dans la province. Ce Conseil aura un rôle consultatif auprès du gouvernement.

Jusqu'ici, le gouvernement s'est contenté de porter secours à la famille. Nous voulons maintenant organiser la prévention et la restauration. Dorénavant, le gouvernement reconnaît les droits de la famille, que nous voulons ainsi protéger. Nous reconnaissons ses droits et nous lui donnons, par le truchement d'un ministre, une voix dans les délibérations du gouvernement et dans l'administration de la province. C'est là une mesure pleinement autonomiste, sans précédent sur le continent nord-américain, créé par le gouvernement libéral. C'est une impulsion nouvelle à notre législation sociale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Membres du Conseil exécutif**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 27 concernant l'exécutif.

Il dit que ce projet de loi apporte plusieurs changements importants à la loi de l'exécutif et des départements et dans la structure du ministère qu'il dirige.

En vertu de ce projet de loi, dit-il, tous les départements porteront l'appellation officielle de ministères. Désormais, le mot "département", qui est un anglicisme, disparaît pour être remplacé par le mot "ministère". Il n'y a qu'une seule exception, le département de l'Instruction publique, qui conserve cette appellation.

Cette loi dit que le département de l'Instruction publique relève du ministre de la Jeunesse, mais que la direction administrative en est confiée au surintendant de l'Instruction publique.

De plus, les titres de "ministre de l'Agriculture" et de "ministre de la Colonisation" sont réunis en un seul et seront administrés par un seul ministre. Le nom du ministère des Pêcheries et de la Chasse est changé en celui de "ministère de la Chasse et des Pêcheries". Le nom de "ministère du secrétaire de la province" sera désormais changé en celui de "secrétariat provincial".

Le projet de loi autorise aussi le gouvernement à nommer un vice-président du Conseil exécutif qui

présidera les délibérations des ministres en l'absence du premier ministre. Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) sera nommé à ce poste.

Adopté. Le bill est lu une première fois<sup>1</sup>.

#### **Lutte contre l'alcoolisme**

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 pour favoriser la lutte contre l'alcoolisme.

Le bill 12, explique-t-il, institue un comité permanent, sous le nom de comité antialcoolique du Québec, dont le rôle sera d'étudier le problème de l'alcoolisme et d'informer le public des moyens de le combattre. Le comité antialcoolique du Québec dépendra lui aussi du ministère du Bien-être social.

La consommation de boissons alcooliques pose un grave problème à la société et à la famille. En face du danger créé par l'éthylisme, les principaux devoirs du comité antialcoolique seront de s'enquérir de l'étendue, de la nature et des causes actuelles du problème d'alcoolisme, de rechercher les remèdes à y apporter, de recommander les mesures voulues pour le prévenir et les méthodes de réhabilitation appropriées.

Le comité permanent se composera d'au plus cinq membres nommés par le gouvernement provincial, qui désignera l'un d'eux pour agir comme président. Les membres ne seront pas rémunérés pour leurs services. Ils ne recevront aucun traitement et ils n'auront droit qu'aux dépenses de voyage pour assister aux assemblées. On les fera bénéficier des services d'un secrétaire ou de toute autre personne dont l'assistance sera nécessaire.

Ils devront faire un rapport annuel de leurs activités, avec constatations et recommandations, et fournir au gouvernement tout rapport particulier que celui-ci pourra lui demander. Les membres du comité devront aussi organiser, en collaboration avec les organismes intéressés à ce problème, une campagne de publicité éducative et de sobriété propre à faire régresser l'alcoolisme. Il ne s'agira pas d'imposer l'abstinence totale, mais d'encourager la sobriété et d'empêcher les abus.

Ce comité fera appel aux organismes publics qui s'intéressent à la lutte à l'alcoolisme, comme les Lacordaire, les sociétés de tempérance, la division du ministère de la Santé provinciale sur l'alcoolisme, le ministère de la Jeunesse, le bureau du procureur général et la Régie des alcools, qui remplacera

bientôt la Commission des liqueurs de Québec. On demandera aussi l'aide de l'épiscopat.

En troisième lieu, le comité sera chargé d'orienter et de coordonner le travail de la lutte à l'alcoolisme.

Les crédits nécessaires pour le fonctionnement du nouvel organisme devront être approuvés et votés tous les ans, par les Chambres. La loi sera en vigueur à partir de sa sanction par Son Excellence le représentant de la reine, et donc probablement à la fin de la semaine prochaine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Ministère des Affaires culturelles**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 18 instituant le ministère des Affaires culturelles.

Les principales dispositions du projet de loi créant ce ministère, dit-il, tracent comme tâche au ministre des Affaires culturelles de favoriser l'épanouissement des arts et des lettres dans la province de Québec, et leur rayonnement à l'extérieur de la province. Le gouvernement va créer sous sa juridiction l'Office de la langue française, le Département du Canada français d'outre-frontières, le Conseil provincial des arts et la Commission des monuments historiques.

L'Office de la langue française doit veiller à la correction et à l'enrichissement de la langue parlée et écrite, et il peut, après approbation par le gouvernement, prescrire à tous les organismes de l'administration provinciale les mesures à prendre pour coopérer au travail de l'Office et lui faire porter fruit.

Le Département du Canada français d'outre-frontières est chargé de recommander au ministre des mesures qui favoriseront le rayonnement de la culture française en dehors des frontières de notre province.

De même, le Conseil des arts suggérera des moyens efficaces pour accentuer l'avancement des arts et des lettres dans la province de Québec.

Le nouveau ministère aura aussi sous sa juridiction le Bureau provincial d'urbanisme, les bibliothèques, les musées provinciaux, les archives de la province, les conservatoires de musique et d'art dramatique ainsi que les concours artistiques, littéraires et scientifiques<sup>2</sup>.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Ministère du Revenu**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 instituant le ministère du Revenu.

Le bureau du percepteur du revenu provincial, qui est actuellement une section du ministère des Finances, sera transformé en ministère par le gouvernement lorsque le bill 19 lui en donnera le pouvoir. Sous l'empire de la loi, le contrôle entier du revenu de la province passera du ministère des Finances au ministère du Revenu. Le but de cette transformation du Bureau du revenu est d'assurer une meilleure et une complète perception des revenus qui reviennent au gouvernement, en vertu des différentes lois d'imposition.

Comme nous l'avons déjà dit, la perception de la taxe de vente sera surveillée de près, car c'est l'avis des experts en taxation qu'à l'heure actuelle, elle ne rapporte que 48 % des revenus qu'elle devrait produire. Il y a la possibilité d'obtenir environ \$50,000,000 de plus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Ministère des Affaires fédérales-provinciales**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 instituant le ministère des Affaires fédérales-provinciales.

Il n'est pas à propos de donner des explications au sujet de ce nouveau ministère. Tout est contenu dans sa désignation. Le ministre qui sera chargé des affaires fédérales-provinciales devra veiller à toutes les relations qui doivent exister entre le gouvernement de la province de Québec, le gouvernement du Canada et des autres gouvernements provinciaux<sup>3</sup>.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Université Sainte-Marie**

**M. Lavoie (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 relatif à l'Université Sainte-Marie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Quebec Gas Transmission Lines, Inc.**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 accordant certains pouvoirs à Quebec Gas Transmission Lines, Inc. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Hampstead**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 concernant la ville de Hampstead soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Loi de l'impôt sur le revenu**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 15 décembre courant, sur la motion du député de Yamaska (M. Élie) proposant l'ajournement du débat sur la motion: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération des résolutions relatives au bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu.

**M. Johnson (Bagot):** En 1954, M. Duplessis avait donné beaucoup de temps à l'opposition libérale pour étudier la loi de l'impôt provincial sur le revenu. L'opposition d'aujourd'hui imite l'opposition libérale du temps, mais le gouvernement actuel n'imite pas le gouvernement Duplessis. Il a une attitude bien différente.

J'approuve le premier ministre de ne pas vouloir de loi rétroactive, mais il devrait remettre au mois de janvier la discussion de cette loi en y insérant un *proviso* à l'effet que les contribuables ne paieront, pour 1961, que les 11/12 de l'impôt.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce ne serait pas facile de faire les rapports d'impôts! Cette réflexion prouve combien l'opposition n'est pas sérieuse.

**M. Johnson (Bagot):** Je comprends que le premier ministre soit dans un dilemme.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je ne suis pas dans un dilemme et je ne suis pas pressé.

Nous pouvons siéger ici jusqu'au 31 décembre, à minuit, et reprendre la séance le 2 janvier, s'il le faut!

**M. Johnson (Bagot):** Nous allons prendre des mesures pour avertir nos femmes et nos enfants que nous ne serons pas chez nous pour Noël. Ce que vient de dire le premier ministre indique donc qu'il faut que ça passe, coûte que coûte.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Vous allez avoir tout le temps voulu pour étudier le bill!

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement veut profiter du temps des fêtes, alors que l'attention du public est fixée ailleurs pour faire passer cette loi de l'impôt. L'attitude du Parti libéral est une manœuvre pour imposer aux quatre cinquièmes de la population une loi inique et antisociale<sup>4</sup>.

**M. Russell (Shefford):** Des associations groupant plusieurs milliers de personnes désirent rencontrer leurs députés, en fin de semaine, afin de leur exprimer leurs points de vue sur cet important projet de loi qui aura des répercussions profondes au point de vue social.

Il dit vouloir étudier à fond les diverses modalités contenues dans le projet de loi du gouvernement. Nous ne voulons pour aucune considération, dit-il, que les droits des députés de l'opposition soient moindres que ceux du gouvernement en Chambre. Eux ont eu l'avantage et le temps d'étudier cette question, malgré que je doute fort qu'ils soient en mesure de soutenir une discussion objective sur le bill en question.

Il dit que ce n'est pas son intention, non plus que celle de ses collègues, de suivre nécessairement la ligne dictée par le gouvernement. Si certains pseudo-intellectuels peuvent affirmer que l'on parle joual dans cette province, dit-il, il serait tout de même souhaitable de prendre le temps de ne pas créer joual en y apportant le temps et la réflexion nécessaires.

Les députés sont les serviteurs du peuple, et les contribuables de la province de Québec que nous représentons ici ont le droit d'être parfaitement renseignés et de faire connaître leur point de vue avant que la Chambre ne s'engage plus avant dans l'étude des résolutions soumises. Et le moyen de permettre aux députés de bien servir, c'est encore de leur assurer les libertés démocratiques qui devraient prévaloir en cette Chambre.

Il est élémentaire en effet qu'ils aient le temps de se renseigner de façon précise sur le projet du



gouvernement pour en discuter de façon intelligente. Ils doivent aussi avoir le loisir de rencontrer ceux qui leur ont fait confiance pour le consulter. En ajournant le débat sur le projet de loi, le premier ministre pourrait, s'il le désire, consulter la Fédération libérale provinciale, lui qui aime rendre compte de son mandat à cet organisme. Et, nous, nous aurions le temps de mieux étudier la mesure projetée et de consulter nos commettants.

Le gouvernement ne veut pas entendre l'appel à la prudence de l'opposition. Il reste sourd. Si cette motion d'ajournement est renvoyée à cause de la majorité libérale, je crois qu'il sera pertinent de parler ouvertement de la dégradation du Parti libéral dans l'opinion publique.

Il vaut encore mieux avoir l'air de vierges offensées que d'avoir l'air du fils de la vierge offensée, offensant sa propre mère<sup>5</sup>.

La motion d'ajournement du débat est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Chartrand, Dozois, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Thellier, Thibeault, Tremblay, 31.

**Contre:** MM. Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Coumoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 43.

**Députés pairés:** M. Bédard déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Cloutier, mais que, s'il avait voté, il aurait donné son vote à l'encontre de la motion.

M. Laberge déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Binette, mais que, s'il avait voté, il aurait donné son vote en faveur de la motion.

Ainsi, la motion d'ajournement du débat est, en conséquence, rejetée.

Le débat se poursuit sur la motion principale.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il faut admettre que j'ai des hommes et des choses une certaine expérience. J'ai appris ainsi que plus ça change dans le Parti libéral, plus c'est pareil<sup>6</sup>. Le discours que nous faisait hier le premier ministre, je l'avais entendu au moins quatre fois dans cette Chambre. Ce fut d'abord en 1940, lorsque M. Adélard Godbout faisait adopter par la Chambre quatre taxes nouvelles pour payer, prétendait-il, les dettes de ces mauvais garçons de l'Union nationale! Après cinq ans d'administration libérale, le résultat a été le suivant: malgré ces quatre nouvelles taxes, M. Godbout, qui avait hérité de l'Union nationale et des gouvernements précédents d'une dette de \$250,000,000, laissait en 1944 une dette de \$305,000,000.

Le Parti libéral reste toujours le même vieux parti, le même qu'en 1944 qui s'était, lui aussi, caché derrière ces mauvais garçons de l'Union nationale pour tenter de justifier une hausse des impôts. Cette politique avait valu au Parti libéral de perdre le pouvoir. L'édition nouvelle de ce parti, l'édition 1960, est la copie du même vieux volume de 1939 que l'on a tenté de rajeunir en le reliant en peau de chagrin. Dans son discours de jeudi, le premier ministre a voulu aussi faire peser sur l'administration précédente de l'Union nationale la responsabilité de ses nouvelles impositions. Le premier ministre a soutenu que le budget supplémentaire que nous avons voté sans discussions était rendu nécessaire par suite des engagements de l'administration précédente<sup>7</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le chef de l'opposition me fait dire des choses que je n'ai pas dites. J'ai déclaré que les engagements de l'Union nationale figurent pour \$100,000,000 au budget de cette année et pour \$130,000,000 au budget suivant.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Dans ce discours, le premier ministre a énoncé des demi-vérités. Lorsqu'il a parlé du budget supplémentaire de \$144,000,000, il a oublié de dire que, sur ce montant, seulement \$78,000,000 étaient à voter et que le reste était des dépenses statutaires. Les \$66,000,000 constituant la différence entre les deux sommes sont en effet des crédits qui étaient déjà ouverts par la législation provinciale et qui étaient destinés depuis longtemps à certaines dépenses particulières.

Sur les \$78,000,000 qui ont été votés lors de l'adoption du budget supplémentaire, ces jours derniers, le premier ministre a enlevé une tranche de \$30,000,000 comme étant la part de son

administration. Sur les \$48,000,000 restants, il aurait dû également enlever \$35,000,000 qui figurent comme dépenses en immobilisation, parce que, si ce sont des dépenses, il importe tout de même de noter que ça constitue aussi un véritable placement qui augmente l'actif de la province.

Étant donné les circonstances, les libéraux n'ont pas brossé un tableau exact de la situation lorsqu'ils ont tenté de convaincre la Chambre de la nécessité d'augmenter l'impôt sur le revenu des particuliers pour assainir les finances de la province.

Au moment des élections générales du 22 juin, la moitié des travaux de voirie prévus pour l'exercice courant n'était pas commencée. Si le gouvernement libéral ne jugeait pas ces travaux convenables et ne voulait pas approuver les sommes qui avaient été promises par le gouvernement de l'Union nationale, il aurait dû tout simplement les annuler et non pas les dépenser ailleurs comme il l'a fait. Une foule de contrats n'ont pas été respectés par le gouvernement. C'est donc qu'il ne se sentait pas lié par ces contrats. Et, pour accomplir son devoir, il aurait dû les faire annuler plutôt que de les enlever aux entrepreneurs choisis pour les donner à des entrepreneurs amis.

Le premier ministre a parlé des charges permanentes. Elles étaient autorisées par des lois. Si le premier ministre n'est pas satisfait de ces lois, avec sa majorité dans cette Chambre, il a un moyen simple et facile à sa disposition: faire révoquer ces lois. Est-ce que le premier ministre oserait faire rappeler la loi se rapportant au remboursement des emprunts des universités? La loi de la gratuité des manuels scolaires?

La loi prévoyant la contribution du gouvernement aux frais de transport des enfants à l'école? La loi des pensions aux institutrices, qui a porté le minimum de \$240 à \$900? La loi qui consacre \$300,000 aux bibliothèques scolaires? La loi prévoyant une contribution du gouvernement sur le supplément des salaires aux institutrices afin qu'elles aient un salaire convenable? S'il trouve que c'est trop ou que c'est injuste, qu'il rappelle ces lois!

Les calculs du premier ministre sur les engagements de l'Union nationale sont fantaisistes. Les contribuables du Québec ne vont pas croire le gouvernement lorsqu'il affirme que les dettes contractées par l'administration de l'Union nationale sont responsables de l'augmentation de la charge fiscale. Bref, la responsabilité du cabinet Lesage dans le déséquilibre entre les revenus et les dépenses du Québec, cette année, est beaucoup plus grande que nos dirigeants ne l'avouent.

La vérité, c'est que la situation financière de la province était excellente lorsque les libéraux ont pris charge de l'administration. La dette de la province n'était plus que de \$182,000,000. La dette *per capita* n'était plus que de \$35.80. La dette avait été réduite de \$122,671,000. La situation était excellente et le nouveau gouvernement jouissait de tous les crédits nécessaires pour emprunter des millions de dollars.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Le chef de l'opposition affirme que, lorsque nous avons pris le pouvoir le 22 juin, date des élections générales, l'Union nationale n'avait pas déjà engagé dangereusement le budget de la province? C'est faux!

Les chiffres fournis par les fonctionnaires de mon département prouvent le contraire. D'après ces chiffres, lorsque le Parti libéral a pris le pouvoir, le 22 juin dernier, le budget de l'entretien des routes, avait été entamé dans une proportion de 70 % dans la circonscription de Drummondville seulement. Dans le comté de L'Islet, une somme de \$153,000 sur \$175,000 avait été dépensée avant les élections.

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, une somme de \$86,000,000 avait déjà été dépensée depuis le début de l'exercice financier en immobilisation, au ministère de la Voirie. C'était \$24,000,000 de plus que les crédits autorisés par la Législature. Nous avons mis fin à cette hémorragie financière de la province en instituant un système de soumissions publiques.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre a tenté, pour expliquer le changement dans l'impôt sur le revenu des particuliers et l'augmentation de 10 % à 12 % de l'impôt sur les profits des sociétés commerciales, de prétexter que l'Union nationale s'était livrée à des extravagances au cours du présent exercice financier. Toutefois, nous n'avons administré que trois mois et vous en avez neuf. Si vous n'aviez pas les moyens de continuer les travaux, vous n'aviez qu'à les arrêter!

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Dans bien des cas, vos trois mois ont coûté le budget de 12 mois.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Quand nous sommes arrivés au pouvoir, les dépenses hors du budget à la voirie atteignaient déjà \$24,000,000.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La vraie raison de cette augmentation de taxes, c'est que le cabinet du premier ministre veut faire payer à la population de

la province de Québec en général, et au petit salarié en particulier, les frais de l'assurance-hospitalisation.

Ce n'est pas ce que le Parti libéral et le chef du gouvernement avaient promis. Les électeurs de la province ont été amenés par des promesses fallacieuses, faites durant la dernière campagne électorale, à croire que les libéraux n'augmenteraient pas les taxes s'ils étaient élus. Un éditorial paru dans le journal *L'Événement* de ce matin-même dit: "Il reste à se demander si l'équipe au pouvoir n'a pas un peu abusé du péché mignon des démocraties: l'électorisme<sup>8</sup>."

Il (M. Talbot) rappelle les diatribes de l'opposition libérale contre les "impôts trop lourds" du Québec. Les temps ont changé, dit-il.

Dans son discours au Club Kiwanis de Montréal, le premier ministre montrait le bout de l'oreille. Il laissait déjà entrevoir la menace de taxes nouvelles pour remplir les promesses fallacieuses, échevelées et irréalisables de son parti durant la campagne. Le 1<sup>er</sup> janvier prochain, les petits payeurs de taxes vont s'apercevoir que les promesses du Parti libéral, il faut que ça se paie.

*Le Devoir* du 23 mars 1960 rapportait une déclaration du premier ministre devant le comité des finances du Parti libéral, où il avait dit: "Nous n'imposerons pas de nouvelles taxes<sup>9</sup>." C'était une déclaration formelle.

Plus récemment encore, le 28 octobre, le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) déclarait lui-même, selon *Le Devoir*, que le plan d'assurance-hospitalisation serait mis en vigueur au Québec pour le 1<sup>er</sup> janvier et serait défrayé entièrement par la province, qu'il n'y aurait ni impôts nouveaux, ni primes d'imposées<sup>10</sup>.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** C'est ce que j'ai dit, oui, mais il n'existe aucun lien direct entre l'augmentation de l'impôt et le programme d'assurance-hospitalisation. Le premier ministre vient lui-même d'affirmer que les nouvelles taxes ne sont pas nécessitées par la mise en vigueur de l'assurance-hospitalisation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai pris soin de dire, hier, que les nouvelles taxes étaient dues aux engagements de l'Union nationale.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La vraie raison, aussi, c'est qu'on veut jumeler la loi de l'impôt provincial sur la loi fédérale. C'est un coup porté contre l'autonomie. Le premier ministre s'est opposé, quand il siégeait à Ottawa, à la déduction de l'impôt que réclamait le gouvernement de la province à cette époque.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'il avait prouvé qu'il était impossible d'accorder une déductibilité de plus de 5 % et qu'il n'a jamais prétendu que toute déductibilité était impossible.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le principe des résolutions que nous étudions change complètement l'économie, le sens social et autonomiste de la loi de l'impôt sur le revenu que nous avons fait voter. Après une lutte de 11 ans contre le gouvernement dont faisait partie le premier ministre actuel, auquel nous tentions de faire comprendre le bon sens, nous avons décidé de passer à l'offensive. Nous proposons, en 1954, une loi d'impôt sur le revenu centrée sur la mentalité du Québec, qui tenait compte des besoins et des problèmes de la famille.

M. Duplessis, qui savait prendre ses responsabilités, avait annoncé cette loi dès le 14 janvier afin de connaître les réactions du peuple. Ce n'est que le 17 février, au-delà d'un mois plus tard, qu'elle était mise à l'étude. La population et les corps publics avaient amplement le temps de se prononcer. Aujourd'hui, on ne donne que 12 heures à l'opposition pour discuter de la nouvelle loi.

Tous les députés libéraux ont voté, en 1954, contre la loi de l'impôt. Il était dit dans un article du *Devoir* qu'en votant contre cette mesure, l'opposition avait montré que la solidarité libérale avec Ottawa était plus forte que l'intérêt de la province<sup>11</sup>.

La loi provinciale de 1954 augmentait les exemptions personnelles, donnant ainsi à toutes les provinces un exemple de sens social. Le petit salarié n'avait pas été touché parce que les exemptions de base avaient été fixées à un chiffre assez élevé. Feu le premier ministre Duplessis avait établi les exemptions de base pour les personnes mariées à \$3,000, et pour les célibataires, à \$1,500. Le gouvernement Duplessis se rendait ainsi à la requête de 1947 de l'Assemblée épiscopale du Québec. Le petit salarié avait même bénéficié d'une réduction de son impôt fédéral en raison du remboursement d'Ottawa. Aujourd'hui, on change tout cela et on aligne une loi provinciale sur une loi fédérale. Ces amendements proposés par le bill 17 enlèvent à la loi de l'impôt sur le revenu du Québec son caractère autonomiste.

La nouvelle taxe va peser sur le petit et le moyen salarié. L'ensemble des 800,000 contribuables vont ressentir les effets de cette loi<sup>12</sup>. En réduisant les exemptions de l'impôt sur le revenu, 216,000 personnes qui payaient de l'impôt au fédéral mais n'en payaient pas au gouvernement provincial vont maintenant en payer à Québec<sup>13</sup>. On dira que ceux

qui sont ainsi affectés seront compensés par la loi de l'assurance-hospitalisation. Mais les petits salariés perdront l'aide de l'assistance publique.

Le peuple a été trompé et les petits payeurs de taxes vont s'apercevoir que ça se paye les promesses du premier ministre. C'est un beau cadeau de Noël.

**M. Johnson (Bagot)** dit féliciter son chef, le député de Chicoutimi (M. Talbot), pour son magnifique discours.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Une vraie société d'adoration mutuelle!

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**  
Ça leur remonte le moral.

**M. Johnson (Bagot):** Le nouvel impôt provincial que les contribuables du Québec seront appelés à payer constitue en fait une prime déguisée pour l'assurance-hospitalisation que le gouvernement a voulu faire passer à toute vitesse.

C'est une prime hypocrite, dangereuse et lourde de conséquences parce qu'elle accroche, en partie, le coût de l'assurance-hospitalisation à l'impôt sur le revenu, et qu'elle risque d'être augmentée parce que le coût de l'assurance-hospitalisation augmentera.

L'expérience a démontré que les programmes d'assurance-hospitalisation des autres provinces ont augmenté le fardeau fiscal. La Saskatchewan a augmenté ses primes au moins quatre fois depuis que le programme existe. Sur cette base, les contribuables du Québec peuvent dès lors conclure que, dans quelques années, l'assurance-hospitalisation nous coûtera plus cher et qu'il faudra hausser de nouveau les taxes.

Par cette loi, le gouvernement taxera tout le monde, même ceux qui n'en ont pas les moyens, pour donner l'assurance-hospitalisation à tout le monde, même ceux qui n'en ont pas besoin. Il faudra que l'Union nationale revienne au pouvoir pour rétablir la justice sociale dans la taxation. Tenant en main une carte d'invitation à un dépouillement d'arbre de Noël au Club de Réforme, il dit, en altérant le texte de l'invitation: "Vous êtes cordialement invités à assister à un dépouillement des contribuables qui aura lieu le 21 décembre, à 8 h 30, au Club de Réforme. Veuillez présenter \$25 à la porte."

(Rires)<sup>14</sup>

En 1947, les évêques de la province avaient suggéré que les exemptions de base soient portées à \$3,000 pour les gens mariés, et à \$1,500 pour les célibataires. La loi de 1954, proposée par l'Union

nationale, a tenu compte de cette demande. En vertu de cette loi de 1954, tous les contribuables bénéficiaient d'une réduction d'impôt qui a d'abord été de 10 % et qui est montée ensuite à 13 %.

La situation a toutefois changé depuis. Le coût de la vie est passé de 116.1 à 129.7, ce qui veut dire que le gouvernement, plutôt que de réduire les exemptions de base à \$2,000 pour les personnes mariées, aurait dû les augmenter à \$3,360, pour équivaloir à celles de 1954. Il est donc facile de voir que cette loi est injuste dans la proportion de \$2,000 à \$3,360.

Un certain commentateur de la radio avait déclaré, dans le temps, que les exemptions de \$3,000 n'étaient pas suffisantes. Voilà encore un ministre qui votera certainement contre le gouvernement!

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**  
Cette remarque ne peut évidemment s'adresser qu'à moi. Je dirai en toute honnêteté que je ne me souviens pas avoir fait ce commentaire. Peut-être l'ai-je fait. Je rappellerai au député le mot de Bismarck: "Il n'y a que les ânes, les imbéciles et, j'ajouterais certaines personnes que l'on connaît, qui ne changent jamais d'idée."

(Rires)

**M. Johnson (Bagot):** J'ai hâte de connaître la réaction des amis du ministre, les groupes ouvriers qui ont réclamé, il y a quelques semaines, que l'on hausse les exemptions de base à \$3,000 et à \$1,500 au fédéral.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**  
Le député veut-il entrer dans le Nouveau Parti<sup>15</sup>? Il se cherche actuellement un chef. Deux chances valent mieux qu'une!

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement actuel est tellement hypnotisé par les affaires d'Ottawa et veut tellement l'imiter qu'il le fait même dans le domaine fiscal. La Fédération des travailleurs du Québec a demandé la réduction des exemptions de taxe du gouvernement fédéral. Les évêques du Québec se sont également plaints que l'échelle d'exemption du gouvernement fédéral était trop élevée. Au lieu d'écouter nos évêques et les unions ouvrières, qui réclamaient des exemptions de base de \$3,000 pour les gens mariés et de \$1,500 pour les célibataires, il préfère jumeler sa loi sur celle de l'impôt fédéral sur le revenu.

La présente loi fera entrer dans les coffres de la province \$14,000,000, soit une augmentation du

revenu de 25 %. L'augmentation proportionnelle est plus grande pour les gens à revenus modestes que les autres.

Selon un tableau révélateur, basé sur les nouveaux barèmes fournis hier par le premier ministre, une personne mariée, sans enfant, ayant un revenu net de \$3,100, paiera à l'avenir \$25 d'impôt par année, alors qu'elle ne paie rien actuellement. Il s'agit là d'une augmentation qui se situe à l'infini. Ce contribuable payait \$135 en impôt à Ottawa mais, grâce à la loi de l'impôt provincial, il avait un retour de \$14.30 d'Ottawa. Or, au lieu de recevoir une réduction d'impôt de \$14.30, ce contribuable devra payer désormais \$25 d'impôt en plus à la province. Compte tenu du retour qu'il avait d'Ottawa en considération de la loi provinciale de l'impôt, cela représente un décalage de \$39.30 que les gens de maigres revenus paieront.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Ce n'est pas exact. Ce contribuable paiera \$25 en impôt provincial, mais pour ce qui est du retour d'Ottawa, rien n'est changé. Cette réduction viendra quand même pour les contribuables de la province.

**M. Johnson (Bagot):** Le contribuable dont le revenu imposable est de \$2,000 payait un impôt fédéral net de \$267.50, mais avait droit à un dégrèvement de \$32.50, alors que son impôt provincial était de \$30.30. Ce même contribuable devra payer, en vertu de la loi provinciale à l'étude, un impôt provincial de \$53.

Le pourcentage d'augmentation sera infini pour un revenu imposable de \$1,000, de 70 % dans le cas d'un revenu imposable de \$2,000, de 54 % dans le cas d'un revenu imposable de \$3,000, de 35 % dans le cas d'un revenu imposable de \$4,000, de 28 % dans le cas d'un revenu imposable de \$5,000, de 14 % dans le cas d'un revenu imposable de \$10,000 et de 6 % dans le cas d'un revenu imposable de \$25,000. Par contre, la personne mariée, sans enfant, jouissant d'un revenu net de \$52,100, ne verra son impôt provincial augmenté que de \$98.50, soit une hausse de 3 %. On a la preuve que les personnes mariées sont plus taxées que les célibataires.

Les 888,000 payeurs de taxes qui contribuent présentement à l'impôt provincial perdront, avec la nouvelle loi, les bénéfices de la décentralisation que l'Union nationale avait gagnés si chèrement en 1954. Et l'augmentation de \$14,000,000 dans le revenu provincial proviendra en très grande partie de la classe des salariés qui gagnent \$5,000 et moins par année, c'est-à-dire de ceux que l'Union nationale

avait détaxés; \$10,000,000 des \$14,000,000 que le gouvernement ira chercher dans les goussets des contribuables, en vertu du bill 17, proviendront de la poche de ces gens.

Le Parti libéral a non seulement violé sa promesse de ne pas augmenter les impôts, mais il s'attaque à 250,000 petits salariés, les plus pauvres, ceux que l'Union nationale avait pris soin de protéger dans sa loi d'impôt de 1954. C'est ce qu'il y a de plus cruel dans la situation que provoque le gouvernement libéral. Ce sont les gens à revenus modestes, les classes laborieuses et moyennes, qui ne devraient pas subir davantage de pression, qui seront les plus durement frappés et qui supporteront les plus grosses proportions d'augmentations.

Avec cette nouvelle loi, on établit un impôt sur un minimum vital pour les chefs de famille de cette province. On fera une collation de grades à 260,000 célibataires et à 150,000 ou 160,000 chefs de famille qui auront le pénible honneur de recevoir leur diplôme comme nouveaux payeurs d'impôts à la province.

Et pourtant, les pères de famille auxquels on parlait de gratuité scolaire et de gratuité des livres ne s'attendaient sûrement pas à rien de tel de la part du Parti libéral. Ils ne s'attendaient sûrement pas à payer un impôt provincial quand ils n'en payaient pas sous l'ancien régime.

Le gouvernement de la province veut faire payer l'assurance-hospitalisation par les petits salariés. Quelles que soient les protestations du premier ministre, les tableaux mêmes qu'il a soumis démontrent qu'il s'agit d'une prime sur l'assurance-hospitalisation. Le chef de famille, qui ne reçoit qu'un faible salaire, aurait pourtant droit de bénéficier gratuitement de l'assurance-hospitalisation. Ce projet de loi est une grande déception pour ceux qui croyaient que cette assurance était gratuite.

C'est dans la limite du comique d'entendre le premier ministre dire que le premier ministre du Canada aurait l'intention d'augmenter la proportion de déduction en 1962. Cet homme refusait en 1954, à la suite du ministre fédéral des Finances, l'honorable D. C. Abbott<sup>16</sup>, de nous accorder les exemptions que nous réclamions.

Ce même homme promettait de ne pas imposer de taxe. Après être devenu chef du gouvernement de la province de Québec, il en impose une, se hâte de se justifier rétroactivement en baissant les exemptions de base à \$1,000 pour les célibataires et \$2,000 pour les hommes mariés, et demande maintenant au chef d'un autre gouvernement, d'un autre parti, de le sortir du pétrin<sup>17</sup>.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)**

dit ne pas être dans la vie publique depuis bien longtemps, mais qu'il l'a assez suivie pour savoir que demander plus d'argent aux contribuables n'est pas la voie la plus facile, et que cela ne va probablement pas améliorer la popularité d'un politicien. Mais nous avons été élus, dit-il, pour accomplir les tâches qui s'imposent aujourd'hui, pour instaurer un certain programme, et nous devons avoir le courage de prendre les moyens nécessaires pour établir le programme.

Nous ne devons pas oublier que le gouvernement a eu un incroyable héritage, qui n'est pas un héritage heureux, du gouvernement de l'Union nationale. Les dettes accumulées par l'Union nationale doivent se payer et les seuls qui peuvent les payer sont les contribuables du Québec. Pour cela, il faut que les citoyens du Québec se donnent la main, car il importe que la note se solde de la façon la moins rigoureuse et, jusqu'à preuve du contraire, la façon choisie par les autorités provinciales répond à cette condition.

Je voterai pour ces mesures parce que je pense que le cabinet tâche honnêtement de prendre ses responsabilités, de réaliser ce qu'il a promis pour améliorer le bien-être de la population et réparer ce que les autres ont fait ou négligé de faire.

Depuis le commencement du débat relatif à l'impôt provincial sur le revenu, l'opposition n'a fait appel qu'à l'instinct et aux préjugés qu'elle a exploités si longtemps. Démagogie!

Le député de Bagot (M. Johnson) peut bien parler des "chers ouvriers de son comté" avec des trémolos frémissants dans la voix, car il n'y a pas beaucoup d'ouvriers dans Bagot. Soudainement, les membres de l'Union nationale sont devenus les experts du travail et des syndicats. Les membres de l'Union nationale ont une mémoire courte et peut-être une mémoire sélective. Ils ont, semble-t-il, oublié que les travailleurs de l'amiante ont fait la grève alors que la police et leurs garcettes réprimaient les demandes justifiées des syndicats de travailleurs de l'industrie de l'amiante<sup>8</sup>. Les membres de l'Union nationale peuvent se souvenir de l'attitude prise par leur gouvernement lors des grèves à Louiseville et aux mines de cuivre de Murdochville. Je suis certain que les syndicalistes ne seront pas impressionnés par l'attention soudaine de l'Union nationale envers leur bien-être. L'attitude de l'Union nationale a été bien différente dans la pratique, quand il était question des travailleurs d'Asbestos, de Louiseville, de Murdochville et du cortège de brimades et de mesquineries dont ils ont été les victimes.

Pour ma part, je vais voter pour ces projets de loi et j'irai volontiers devant les ouvriers et les petits salariés du comté de Laurier, même en compagnie du député de Bagot, pour leur expliquer de mon mieux pourquoi je suis en faveur de la loi à l'étude, le bill no 17, concernant l'impôt provincial sur le revenu et pourquoi ceux qui retardent le débat font de la démagogie.

Il est difficile de répondre à certaines élucubrations des députés de Chicoutimi et de Bagot. Dans son discours, le député de Bagot a notamment dit au gouvernement: "Au lieu d'écouter la voix de nos évêques, sous-entendu: et de protéger la famille, vous prenez ce qu'il y a de plus injuste dans la loi fédérale, sous-entendu: le barème des exemptions. Ce raisonnement du député de Bagot est un exemple de la façon dont on procède pour conclure que les lois proposées par les autorités libérales sont laïcisantes, et pour qualifier d'anticoncessionnels les impôts levés par ces mêmes autorités libérales.

Il dit dénoncer ce qu'il appelle le mythe d'Ottawa, dont on se plaint, dit-il, en levant les bras au ciel ou en pointant vers nous un doigt vengeur. À entendre les députés de l'opposition, on croirait qu'ils veulent que la province de Québec sorte de la Confédération canadienne! Il ne faut pas oublier qu'au XX<sup>e</sup> siècle, il y a eu deux guerres auxquelles la plupart des gouvernements du monde occidental ont participé. Et partout, dans tous les pays, l'administration centrale est devenue un géant fiscal qui a étendu son emprise. On n'y pouvait rien. Nulle part les autonomies artificielles, comme celle de l'Union nationale, n'ont su résister sur le plan régional. Voilà des choses que les citoyens ont le droit de savoir et qu'il faut leur dire.

J'admets que les petits salariés devront payer l'impôt, que les nouvelles taxes frapperont proportionnellement plus bas qu'en haut de l'échelle. Mais les autres débourseront davantage proportionnellement à leurs revenus. Le faible taux d'impôt qu'ils devront payer sera en proportion de leur revenu. Ceux ayant des salaires plus élevés devront payer plus.

Le système choisi par le gouvernement de Québec pour payer l'assurance-hospitalisation est tout de même plus juste que laisser à l'entreprise privée le soin de soigner ceux qui ont les moyens de payer et de confier les autres à l'assistance publique. Il vaut mieux avoir un tel système de gradation des impôts que celui des primes régulières qu'il faut payer dans les autres provinces pour l'assurance-hospitalisation.

Il dit prendre un exemple donné par un député de l'opposition, celui d'un père de famille

ayant six enfants et dont le revenu imposable est de \$4,000<sup>19</sup>. Cet homme, dit-il, paiera un impôt de \$25 alors que, dans toutes les autres provinces où il y a une prime pour l'assurance-hospitalisation, cette prime est supérieure à \$40.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre devrait dire que la municipalité paie la prime de l'indigent.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** S'il est indigent, il ne paie pas d'impôt!

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Cela me rappelle les paroles du chef de l'opposition: "Le gouvernement taxe les pauvres gens, alors qu'il y a du chômage". C'est clair que les chômeurs ne paient pas d'impôt sur le revenu. Cela démontre le sérieux des gens d'en face. Payer de nouvelles taxes, c'est désagréable et pénible. Mais ce n'est que pour un temps, car le grand frère de nos amis d'en face tiendra sûrement sa promesse et accordera la déductibilité complète à l'impôt provincial<sup>20</sup>.

D'ailleurs, ce n'est pas d'abord pour payer l'assurance-hospitalisation qu'on impose de nouvelles taxes, mais pour payer les extravagances budgétaires des gens de l'Union nationale, ces amateurs en administration et ces professionnels des élections qui prétendent avoir laissé au gouvernement libéral un budget balancé. C'est vrai que, pour l'année en cours, ils n'ont administré que pendant trois mois, mais ils l'ont fait comme si les finances de la province, c'était leur petite caisse personnelle.

Des crédits de \$1,500,000 avaient été ouverts pour la protection contre l'incendie durant le présent exercice financier. Or, le 22 juin, soit trois mois après le début de l'année 1960-1961, une somme de \$1,128,000 avait déjà été dépensée par l'Union nationale, ce qui laisse un montant de \$300,000, avec neuf mois d'administration à couvrir. Le gouvernement de l'Union nationale a laissé, dans le seul département des Ressources hydrauliques, des comptes à percevoir et des baux en souffrance pour des sommes s'élevant à \$20,000,000, et certains baux ne sont même plus en force parce qu'ils sont périmés depuis longtemps.

Des employés du ministère des Ressources hydrauliques ont dit que l'ancien ministre ne pouvait rien faire et ne décidait rien parce qu'il fallait que le prince décide de tout. De même, au ministère des Ressources hydrauliques, on avait voté une somme de \$2,900,000 pour certaines études et pour la protection au chapitre des rivières. Or, à la fin de juin, \$4,000,000 avaient déjà été engloutis rien que pour les études seulement.

**M. Johnson (Bagot):** On ne peut pas prévoir ce que coûteront des études dans ce domaine. Il y a chevauchement des travaux d'une année à l'autre, et puis il faut compter avec la température quand on fait de la photogrammétrie.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Il n'en reste pas moins qu'il y avait eu \$2,900,000 votés à deux fins et que l'on a dépensé \$3,700,000 pour une seule fin. Le gouvernement libéral tâche actuellement de ravauder le bas de Noël de la province de Québec que son prédécesseur avait laissé tout percé et à moitié vide<sup>21</sup>.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Le projet de la nouvelle loi d'impôt provincial est antisocial, antifamilial et odieux. Le gouvernement fait surtout porter le fardeau de cette nouvelle taxe par les gagne-petit.

Les orateurs ministériels prétendent que l'Union nationale est responsable de la hausse de l'impôt provincial sur le revenu. Il est difficile aux députés de l'Union nationale de faire le partage, dans le budget supplémentaire, des sommes qu'il faut attribuer à la politique du gouvernement actuel et celles qui proviennent de l'Union nationale.

Le reproche fait par le premier ministre à l'Union nationale, d'avoir voté une vingtaine de lois au cours de la dernière session et de n'avoir pas prévu des crédits pour leur exécution, ne tient pas parce que toutes ces lois autorisaient le gouvernement à prendre les sommes nécessaires dans le fonds consolidé de la province.

Ce n'est pas pour payer les engagements de l'ancienne administration, mais bien plutôt pour payer l'assurance-hospitalisation que le gouvernement fait cette nouvelle taxation. Si c'était en réalité pour payer des dépenses d'administration, il est certain que le gouvernement procéderait selon la coutume et ferait porter ce fardeau par ceux qui en sont capables. Or, la nouvelle taxe frappe les gagne-petit. Et nous ne l'accepterons pas tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas eu tous les détails du budget.

La nouvelle taxe frappera 200,000 contribuables nouveaux dont le revenu est inférieur à \$3,000. L'homme marié, qui gagne \$2,500, paiera six fois plus, proportionnellement, qu'un célibataire qui gagne \$40,000 par année.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le célibataire qui gagne \$40,000 paiera \$2,729 d'impôt provincial pour \$12.50 que versera l'homme marié dont le revenu est de \$2,500.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Certains opineront que \$12.50 par année pour l'homme marié qui gagne \$2,500 n'est pas une somme tellement considérable. Je représente un comté ouvrier où je suis né et je connais les ouvriers et leurs problèmes. Aussi, je puis affirmer que \$12.50 par année, c'est un montant appréciable pour un ouvrier dont le salaire est de \$50 par semaine.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Comment pouvaient-ils payer le compte d'hôpital?

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Ils n'en payaient pas pour la plupart. Ce sont des journaliers, des gagne-petit.

**M. Bertrand (Missisquoi)** dit qu'il votera contre cette loi non pas par instinct, mais avec son cœur et sa raison. Je voterai contre cette loi, dit-il, pour faire écho à l'opinion publique de la province qui est contre la loi.

Le député de Montréal-Laurier a parlé du mythe de l'autonomie, mais il a oublié qu'il y a aussi le mythe de la gratuité, qui est extrêmement dangereux. La gratuité, en effet, est un mythe extrêmement dangereux. La gratuité, ça n'existe pas.

Le gouvernement de la province avait dit au peuple que l'assurance-hospitalisation fournirait des services assurés alors qu'aujourd'hui on veut l'obliger à payer. En promettant au peuple que l'assurance-hospitalisation fournirait gratuitement des services assurés gratuitement, on promettait quelque chose de dangereux, car on risquait de faire perdre au peuple sa confiance dans nos politiciens, en le désillusionnant par la suite. Les libéraux ont trompé la population pendant la campagne électorale en lui promettant l'assurance-hospitalisation sans augmentation de taxes. Les libéraux auraient été mieux de dire la vérité aux électeurs lors de la dernière campagne électorale en s'exprimant ainsi: "Vous voulez l'assurance-hospitalisation, vous l'aurez, mais vous serez obligés de payer". Nous n'aurions fait aucune critique. On lui a promis au contraire l'assurance-hospitalisation gratuite, puis on impose aujourd'hui de nouvelles taxes. Comment s'étonner maintenant que le peuple que l'on dit roi regimbe?

Le premier ministre a promis un changement de vie, mais il ne remplit pas ses promesses et il cherche des excuses. Nous voulons que l'ouvrier devienne propriétaire d'une habitation, qu'il pratique l'épargne. Comment va-t-il trouver l'argent nécessaire, si on vient lui enlever les quelques dollars qu'il réussit à économiser de mois en mois, d'année en année?

Si ç'eût été une mesure pour récupérer d'Ottawa, par déductibilité, les pouvoirs de la province dans le domaine de la sécurité sociale, l'opposition aurait voté pour. Mais on fait marche arrière avec cette loi et l'opposition ne peut y souscrire. Le premier ministre tient sur l'autonomie des propos conformes à ceux de feu Maurice Duplessis, mais prend, par ses actes, des attitudes absolument contraires.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** demande au député de Missisquoi (M. Bertrand) s'il peut lui poser une question.

**M. Bertrand (Missisquoi)** donne une réponse affirmative.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** N'est-il pas vrai que les fonctionnaires du ministère ont appris au mois de mai, par voie des journaux, que la construction du Centre d'accueil de Louiseville était commencée, que le contrat était signé et qu'il n'y avait même pas de plan de préparé? C'est une construction qui va coûter des millions.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Comme tous les autres, le Centre d'accueil de Louiseville devait être bâti sous l'empire d'une loi qui prévoyait des dépenses de \$15,000,000 à cette fin. Les sommes d'argent n'avaient pas besoin d'être revotées par la Chambre. Il dit que, si son souvenir est bon, les travaux ont commencé après la signature du contrat et les plans étaient prêts.

**M. Caron (Maskinongé):** L'affirmation du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) est ridicule. On a fait ça sans plan. Pour voir si ça a du bon sens...

**M. l'Orateur**<sup>22</sup> demande aux députés de s'en tenir à l'objet des résolutions à l'étude.

**M. Bellemare (Champlain)** dit qu'il votera avec plaisir contre le bill 17 et le bill 31 modifiant les lois de l'impôt provincial sur le revenu des particuliers et des sociétés commerciales et industrielles.

Il donne lecture d'opinions, recueillies à Trois-Rivières et publiées dans *Le Nouvelliste*, de citoyens qui désapprouvent la mesure gouvernementale concernant l'impôt des particuliers.

Le gouvernement a fait grand état du budget supplémentaire de \$144,000,000 avant d'augmenter les taxes, dit-il. C'était voulu pour préparer l'opinion publique à la hausse des impôts.



Si l'on s'en rapporte au discours que le premier ministre prononçait au Club Kiwanis Saint-Laurent de Montréal, plus tôt cette année, le gouvernement libéral devait réaliser des économies ou augmenter les revenus de la province pour un montant de l'ordre de \$145,000,000. Comment se fait-il, dès lors, qu'on nous arrive avec un budget déficitaire de \$144,000,000?

Sous les régimes libéraux du Québec, 112 nouvelles taxes ont été établies ou augmentées. Il fallait l'avènement au pouvoir d'un autre régime libéral pour prélever une nouvelle taxe qui va frapper surtout les petites gens et créer une nouvelle catégorie de 216,000 payeurs de taxes.

Il propose, appuyé par le député de Berthier (M. Lavallée), que le débat soit maintenant ajourné.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** suggère au député de Champlain (M. Bellemare) de continuer son discours s'il le désire.

**M. Bellemare (Champlain)** n'insiste pas pour continuer<sup>23</sup>.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. Commentant ce projet de loi, *Le Montréal-Matin* du 17 décembre 1960, à la page 8, écrit que "le bill donne une forme législative aux changements intervenus, en juillet, dans les attributions de certains ministères".

2. *Le Nouvelliste* du 17 décembre 1960, à la page 23, écrit que le ministère des "Affaires culturelles serait confié à M. Georges-Émile Lapalme, procureur général".

3. Les renseignements détaillés donnés dans certains journaux, comme *Le Nouvelliste* du 17 décembre

1960, à la page 23, et *Le Soleil* du même jour, à la page 8, sur la création de ce ministère sont tirés du projet de loi lui-même. *La Tribune* du 17 décembre 1960, à la page 22, écrit qu'"aucun détail n'a été fourni à son sujet".

4. Selon *Le Montréal-Matin* du 17 décembre 1960, à la page 9, M. Johnson a crié ces paroles.

5. Selon *Le Montréal-Matin* du 17 décembre 1960, à la page 9, M. Russell fait ici allusion aux critiques formulées par M. Lapalme lors de la séance du 15 décembre 1960.

6. À propos de cette prise de parole de M. Talbot, *Le Nouvelliste* du 17 décembre 1960, à la page 14, écrit qu'"aussitôt après le rejet de la motion d'ajournement du député d'Yamaska, M. Antonio Élie, le chef de l'opposition a engagé une nouvelle discussion aussi sur les résolutions relatives au projet de loi. Il devait être imité par plusieurs de ses députés".

7. Voir le discours de M. Lesage dans la séance du 15 décembre 1960.

8. "L'assurance-hospitalisation", selon *L'Événement-Journal* du 16 décembre 1960, à la page 1.

9. "Lesage: commission d'enquête sur la fiscalité." Voir *Le Devoir* du 23 mars 1960, aux pages 1 et 6.

10. "Québec: l'assurance-hospitalisation sera gratuite. Le ministre de la Santé donne des précisions." Voir *Le Devoir* du 28 octobre 1960, aux pages 1 et 2.

11. M. Talbot réfère ici à cet éditorial d'André Laurendeau, "Il faut qu'Ottawa rende l'impôt provincial déductible du sien", dans *Le Devoir* du 26 février 1954, à la page 4. Laurendeau écrit alors que les libéraux "oublient apparemment les leçons qu'ils avaient su tirer des échecs de M. Godbout: la solidarité libérale avec Ottawa a été plus forte que l'intérêt de la province et même l'intérêt bien compris du parti provincial".

12. Selon *Le Soleil* du 17 décembre 1960, à la page 6, le nombre de ces personnes est plutôt de 600,000.

13. Selon *The Gazette* du 17 décembre 1960, à la page 2, ce chiffre est de 210,000 personnes.

14. Le correspondant de *La Presse* du 17 décembre 1960, à la page 13, remarque que M. Lesage est le premier à rire de cette blague.

15. Il s'agit bien sûr du Nouveau Parti Démocratique du Canada qui est officiellement fondé en 1961 lors d'une convention à Ottawa. La naissance de ce parti marque alors la fusion en une seule force politique des militants du Co-operative Commonwealth Federation (CCF) et des membres de syndicats affiliés au Congrès du Travail Canadien (CTC). Le premier chef de l'histoire de ce parti est Thomas Clement Douglas.

16. Douglas Charles Abbott (1899-1987) est député libéral fédéral de la circonscription de Saint-Antoine-Westmount, de 1940 à 1954, et ministre des Finances de 1946 à 1954, dans les cabinets King et Saint-Laurent.

17. Par ce discours, *La Presse* du 17 décembre 1960, à la page 13, écrit que M. Johnson "fait de plus en plus figure de critique financier de l'opposition".

18. La grève d'Asbestos est célèbre. Elle est surnommée la "grève de l'amiante" et dure de février à juillet 1949. Elle implique 5,000 mineurs travaillant dans les usines de la Canadian Johns-Mansville. Leur grève est déclarée illégale par le gouvernement de l'Union nationale qui dépêche la police provinciale sur les lieux. La brutalité de l'intervention des forces policières déclenche une vague de sympathies pour les mineurs dans toute la province de Québec, notamment au sein du clergé. Finalement, les grévistes gagnent peu de la grève, mais les Québécois prennent conscience de "l'acuité des problèmes ouvriers", selon Linteau, Durocher, Robert, *Histoire du Québec contemporain*, vol. 2, p. 314.

19. Le montant cité selon *Le Nouvelliste* du 17 décembre 1960, à la page 14, est de \$4,500.

20. M. Lévesque fait ici référence au premier ministre du Canada, l'honorable John G. Diefenbaker, qui est conservateur.

21. Selon *La Presse* du 17 décembre 1960, à la page 13, M. Lévesque "a fait [...] un plaidoyer courageux pour défendre la politique fiscale du nouveau gouvernement".

22. Selon *Le Nouvelliste* du 17 décembre 1960, à la page 14, le fauteuil est alors occupé par l'Orateur suppléant de la Chambre, M. Hyde.

23. Le correspondant de *L'Événement-Journal* du 17 décembre 1960, à la page 12, remarque que "les

députés aussi bien de l'opposition que de la droite souhaitaient assurément l'ajournement".

Séance du lundi 19 décembre 1960

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Loi de  
l'impôt sur le revenu**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 16 décembre courant, sur la motion du ministre des Finances (l'honorable M. Lesage) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération des résolutions relatives au bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu.

**M. Bellemare (Champlain):** La réduction des exemptions de base porte un dur coup aux petits salariés. Il s'agit d'une augmentation qui va rester. Il invite le premier ministre à ne pas taxer les gagne-petit, les ouvriers. Il rappelle qu'il représente un comté dont la population est à 80 % ouvrière et gagne des salaires de \$3,000 à \$4,000. Il est encore temps, dit-il, pour le premier ministre de modifier son opinion, surtout à l'occasion de Noël. Qu'il prenne donc un centin de plus la tonne sur le minerai de fer, mais qu'il ait pitié de la classe ouvrière, des gagne-petit. J'ai compris hier l'appel du premier ministre et je ne mets pas en doute sa sincérité. Je lui fais un appel, à mon tour, et je lui dis: Donnez donc la chance à l'ouvrier, à la famille de l'ouvrier. Ne la taxez pas. Il n'est pas juste d'imposer de nouvelles taxes en pleine période de chômage.

Le gouvernement augmente l'impôt sur le revenu des particuliers alors qu'il avait pris à la face de la population de la province l'engagement formel de ne pas augmenter les taxes. Le bill 17, par lequel le gouvernement veut prélever \$14,000,000 de plus des particuliers, est une violation flagrante des promesses du premier ministre et de tout le Parti libéral. Il s'élève contre le geste du gouvernement qui va chercher dans les rangs des petits salariés de \$2,000 à \$4,000 par année le gros des revenus qu'il lui faut actuellement.

Il cite les chiffres de plusieurs budgets supplémentaires des années passées pour démontrer que ces budgets ont toujours cité deux chiffres: celui des montants à voter et celui des sommes qui avaient été au préalable votées par des lois. Le budget fait toujours le total des deux montants, dit-il, mais les journaux ont toujours publié seulement le montant à voter. Cette année le premier ministre a voulu laisser croire à la population que le montant à voter dans le budget supplémentaire qu'il vient de soumettre à la Chambre était de \$144,000,000, alors qu'en réalité, le montant à voter n'est que de \$78,000,000. Pour le reste, il s'agit de dépenses statutaires.

On a agi de la sorte pour jeter de la poudre aux yeux de la population et, ensuite, passer en douce l'augmentation d'impôts en voulant faire croire que ce budget supplémentaire considérable était dû à la mauvaise administration de l'Union nationale. Il est important que le public sache qu'il ne s'agit pas d'un déficit, mais d'un budget supplémentaire. Le déficit de l'ancienne administration on le connaîtra après le 31 mars prochain.

Nous nous élevons contre l'attitude du gouvernement, et voici qu'on accuse l'opposition de faire de l'obstruction parce que nous voulons rappeler cette promesse. Nous, de l'opposition, nous avons un rôle à jouer et nous allons nous acquitter à fond de nos responsabilités, mais nous ne faisons pas d'obstruction.

Le procureur général (l'honorable M. Lapalme), quand il siégeait dans l'opposition, et le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) se sont prononcés à plusieurs reprises dans le passé contre des augmentations de taxes. Vont-ils maintenant voter en faveur des nouveaux impôts alors qu'ils sont au pouvoir? Ils ne voteront probablement pour cette loi que pour suivre la politique de leur parti comme plusieurs membres du cabinet actuel vont probablement voter contre leur gré en faveur des modifications que le gouvernement apporte à la loi de l'impôt sur le revenu des particuliers.

Le procureur général, alors qu'il était chef de l'opposition, a souvent dénoncé le prix de 1 % chargé par le gouvernement à l'Iron Ore pour le fer tiré du sol de l'Ungava. C'est le temps aujourd'hui de doubler ce montant au lieu de taxer les gagne-petit. Dans Québec, on a eu un grand homme...

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Ah! Seigneur! Ça recommence... M. l'Orateur, je demande que le député reste dans le sujet...

**M. Bellemare (Champlain):** En 1954, quand le premier ministre Duplessis menait le bon combat de l'autonomie, il était seul contre tous. Le bill de l'impôt sur le revenu fut un chef-d'œuvre d'autonomie. À voir agir le premier ministre actuel, on dirait qu'il n'est que de passage dans la politique provinciale et qu'il se prépare à jouer un rôle supérieur dans un autre gouvernement. Avant de nous quitter, il veut mettre le Québec au pas des autres provinces, nous mettre tous en rang et tout calquer sur Ottawa, à partir de la voirie à aller jusqu'à ce bill relatif à l'impôt sur le revenu. Je dis qu'il n'y réussira pas.

Je m'opposerai à cette loi modifiant l'exemption de base des contribuables en regard de l'impôt provincial, parce que je veux que la province de Québec reste libre et prospère. Le chemin de l'autonomie a été ouvert par M. Duplessis, et tant que je vivrai, le nom de Duplessis se perpétuera parmi les siens. Je demande au gouvernement de ne pas persister dans son dessein d'imposer une nouvelle taxe aux citoyens de Québec. Je sais qu'il ne restera pas insensible à la voix du peuple qui ne croit pas que cette taxe soit temporaire, mais qui sait plutôt qu'elle va durer.

Il rappelle les recommandations de l'Assemblée épiscopale, le 23 septembre 1947, à l'effet que la tranche non imposable des revenus d'un particulier par Ottawa fût portée à \$3,000 pour un chef de famille et à \$1,500 pour un célibataire. Or, dit-il, l'indice du coût de la vie a augmenté d'environ un tiers depuis 1947. L'exemption réclamée par les évêques correspond à \$4,000 aujourd'hui. Mais voilà que le gouvernement provincial, bien loin d'augmenter l'exemption, la diminue en réduisant à \$2,000, au lieu de \$3,000, la partie non imposable des revenus d'un chef de famille.

Le Dr Louis-Philippe Roy, rédacteur en chef de *L'Action catholique*, a écrit: "Une telle décision est certainement contraire aux intérêts de la famille". Et M. Gérard Filion, directeur du *Devoir*<sup>1</sup>: "On a parlé d'une contribution variant de \$10 à \$40 pour la très grande majorité des contribuables québécois. Peu de gens, même parmi les moins fortunés, se rebifferont devant une exigence aussi modeste. Ce n'est pas le montant qui importe, mais le principe qui est détestable. Un revenu net de \$1,000 pour un célibataire et de \$2,000 pour un couple, c'est moins que le minimum vital dans un pays comme le nôtre. Ce n'est donc pas le palier de l'impôt provincial qu'il aurait fallu descendre, mais celui d'Ottawa qu'il aurait fallu élever".

Il cite le mémoire soumis à Ottawa au nom de 800 chambres de commerce pour souligner au

pouvoir central que l'impôt sur le revenu décourage l'initiative privée. La Fédération des travailleurs du Québec, déclare-t-il, a qualifié l'augmentation de l'impôt provincial sur le revenu de mesure antisociale et antifamiliale. L'Union catholique des cultivateurs avait proposé d'accroître l'exemption fédérale: c'est à ce moment même que le gouvernement de la province aligne l'exemption au Québec sur l'exemption fédérale. Il se fait l'écho de la voix du peuple en demandant au gouvernement de retirer ce bill.

**M. Guillemette (Frontenac):** Le bill 17 relatif à l'augmentation de l'impôt provincial sur le revenu est une surprise fort désagréable pour tous. Le gouvernement veut faire passer à la vapeur cette loi injuste et antisociale. Cette mesure justement impopulaire est une violation flagrante des promesses électorales du Parti libéral. Ils n'avaient certainement pas prévu qu'ils seraient élus en juin dernier, sans quoi ils auraient fait moins de promesses. Le gouvernement n'a pas fini de causer des déceptions désagréables à la population de cette province. S'il entreprend de réaliser toutes ses promesses, il n'a pas fini de taxer. Il exprime l'espoir que les libéraux pourront trouver d'autres moyens de financement.

En fin de semaine, il a rencontré des ouvriers, des cultivateurs, des marchands et d'autres, mais il n'a trouvé personne qui ne soit déçu de l'attitude du gouvernement et qui ait exprimé l'opinion que le projet du gouvernement est acceptable. Aussi, dit-il, je tiens à me faire le porte-parole de la population de mon comté pour affirmer mon opposition au projet d'accroître l'impôt sur le revenu des particuliers.

On a parlé, au cours de la dernière campagne électorale de toutes sortes de gratuités. À entendre les orateurs libéraux, on aurait pu croire que tout serait gratuit dans cette province si l'électorat élisait le Parti libéral. La première loi qu'on nous a présentée, c'est celle de l'assurance-hospitalisation qui devait être gratuite. Mais voici qu'on présente, aussitôt après, une autre loi qui vise à imposer une nouvelle taxe à la population. Cette mesure est une violation d'engagements formels.

Le premier ministre a prétendu que l'ancienne administration était responsable de la nouvelle taxe. "Nous n'avions pu prévoir l'état délabré des finances de la province", a dit le premier ministre. Ce qu'on n'a pu prévoir, ce sont les conséquences de ce déluge de promesses qui ont été faites pour berner la population de la province.

Je pense que le gouvernement actuel, qui s'est fait élire par accident, se trouve fort mal en point et pour longtemps avec les promesses qu'il a faites.

Pour racheter celles-ci, il devra sûrement taxer de nouveau. Outre son projet d'augmentation d'impôt sur le revenu des particuliers, le gouvernement ira chercher \$11,000,000 aux hôpitaux sur les chambres privées et semi-privées. C'est là une autre taxe déguisée. Je pense que la législation actuelle est la plus rétrograde qui soit: c'est une loi odieuse qui frappe surtout les petits salariés.

Le gouvernement devrait ou retirer sa loi, ou l'amender de façon à épargner les gagne-petit sur lesquels ce nouveau fardeau commencera à peser dès la première paie après les Fêtes. J'entendais dire au ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) que le gouvernement est capable d'actes courageux<sup>2</sup>. Qu'il commence donc par se rendre compte des conséquences pénibles que les nouvelles taxes qu'on impose auront sur la vie des familles de petits salariés.

Pour faire preuve de courage, le gouvernement aurait dû respecter ses promesses de donner l'assurance-hospitalisation gratuitement, comme il s'y était engagé formellement devant la population de cette province. La mauvaise situation financière de la province est due non à l'héritage laissé par mon parti, mais au programme politique des libéraux.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** La nouvelle loi de l'impôt provincial, présentement à l'étude n'est qu'une mesure temporaire imposée par les circonstances tout à fait imprévues, incontrôlables et hors de notre volonté. Lors de l'adoption de la loi provinciale de l'impôt sur le revenu en 1954, aucun député de l'Union nationale n'avait protesté. En 1957, le même gouvernement de l'Union nationale a amendé cette loi pour augmenter l'impôt. Elle a coûté, depuis 1954, la jolie somme de \$235,308,153.81 en six ans aux gagne-petit de la province de Québec. L'impôt sur le revenu imposé par l'Union nationale a rapporté \$25,223,454 en 1954-55, \$30,205,614 en 1955-56, \$36,359,374 en 1956-57, \$41,293,923 en 1957-58, \$47,772,263 en 1958-59 et \$54,453,503 en 1959-60.

C'était une loi, comme le dit son titre, qui devait assurer à la province les revenus nécessaires par son développement. Les nouveaux amendements qu'apporte le Parti libéral procèdent du même principe. En 1954, pour l'Union nationale, c'était une loi autonomiste, patriotique et progressive. Dans ce temps-là, un impôt, c'était revendiquer nos droits et poser un geste autonomiste. L'Union nationale manque de logique en reprochant au Parti libéral d'amender la loi de l'impôt sur le revenu pour obtenir \$25,000,000. Aujourd'hui, ils soutiennent que les

amendements nouveaux constituent une mesure inique, antifamiliale et antisociale. C'est la même loi amendée qui est soumise à la Chambre. Pourquoi l'opposition la combat-elle lorsqu'elle a voté la loi de 1954 et l'a amendée en 1957?

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Pourquoi les libéraux ont-ils voté contre la loi en 1954 et 1957?

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Parce que la loi était mal faite et que nous voulons l'améliorer. Les députés de l'Union nationale étaient autonomistes alors: pourquoi ne le sont-ils plus aujourd'hui? La seule différence, c'est qu'alors les libéraux étaient au pouvoir à Ottawa et aujourd'hui, ce sont leurs amis, les conservateurs. Le changement de gouvernement à Ottawa a suffi à leur faire renier leurs principes autonomistes et à leur faire qualifier d'inique, d'antisocial, d'antifamilial et d'odieux ce qu'ils adoraient hier.

La double taxation minime dans l'impôt sur le revenu, pour obtenir une somme de \$25,000,000 qui aidera à payer l'assurance-hospitalisation, ne durera que jusqu'en 1962, alors que le gouvernement fédéral, selon la promesse du premier ministre Diefenbaker, se retirera davantage du champ de cette taxe directe qu'est l'impôt sur le revenu des particuliers. Donc, il est plus que probable que le gouvernement augmentera la part des provinces aux revenus de la taxation directe, lors des prochaines ententes fiscales qui entreront en vigueur le premier avril 1962.

Le projet de loi du gouvernement n'augmente pas le taux de l'impôt provincial. Il réduit les exemptions de base de \$3,000 à \$2,000 pour les personnes mariées et de \$1,500 à \$1,000 pour les célibataires. Il en résultera un revenu additionnel de \$14,000,000 par année pour le gouvernement provincial, durant 1961. Les changements entreront en vigueur le premier janvier prochain, soit à la même date que l'assurance-hospitalisation.

Il est vrai que le premier ministre avait promis qu'aucune nouvelle taxe ne serait imposée pour financer le programme d'assurance-hospitalisation. Toutefois, le premier ministre ne s'est jamais engagé à payer le fonds de banqueroute et les engagements fantastiques d'au-delà de \$100,000,000 qu'a constitué l'héritage de l'Union nationale. C'est ce déficit qui est la raison fondamentale du projet de loi. Le gouvernement de l'Union nationale a mené la province vers la faillite en ayant dépensé \$100,000,000 entre la campagne d'élection du printemps et les élections de juin.

La tactique de l'opposition, en publiant des annonces dans les journaux, en fin de semaine, pour tenter de diriger contre le gouvernement de Québec, qui n'est au pouvoir que depuis quelques mois, tout l'odieux de cette double taxation qui nous est imposée par la politique du gouvernement Diefenbaker envers les provinces et envers le Québec en particulier, est inqualifiable. L'Union nationale, oubliant que les vrais responsables, ce sont les conservateurs d'Ottawa, a fait publier cette annonce sans doute dans le but de protéger ses amis conservateurs d'Ottawa. Cette pratique est inqualifiable parce que l'argent qui a payé ces annonces provient de la caisse électorale de l'Union nationale qui y a accumulé de nombreux millions par l'octroi de contrats sans soumission, alors que la caisse électorale d'un parti oppositionniste est supposée être bien modeste. On sait que dans le cas de l'Union nationale, elle est formidable. On tente ainsi de corrompre l'opinion publique.

**Des députés de l'opposition protestent.**

**M. Talbot (Chicoutimi)** invoque le Règlement et demande que le député soit rappelé à l'ordre en alléguant qu'il est en dehors sujet.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Cette annonce a coûté des milliers et des milliers de dollars, et elle a été publiée pour critiquer des projets de loi devant la Chambre. Au lieu de prétendre que les paroles du ministre ne sont pas acceptables, le chef de l'opposition devrait bien confesser que l'Union nationale a violé les règlements de la Chambre en transportant ainsi dans le public un débat qui relève des députés de cette Chambre.

**M. Johnson (Bagot):** Au lieu de prononcer les paroles qu'il vient de prononcer, le premier ministre devrait admettre qu'il a violé les règlements de la Chambre en convoquant les journalistes avant la séance de mercredi soir, pour leur faire part de ses vues, avant que la Chambre n'ait pris connaissance des projets de loi. Il doit expliquer à la Chambre comment il a pu exposer aux journalistes les modalités de ses projets de loi avant d'en saisir les députés. D'autant plus qu'il en a profité pour tromper l'opinion publique.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** nie que ce soit vrai. Ce sont les journalistes, dit-il, qui ont demandé de leur expliquer les deux lois, afin

d'être en mesure d'exposer les projets de loi à leurs lecteurs, et j'ai consenti de bonne grâce à les recevoir et à leur expliquer le véritable sens des bills. Je n'ai pas violé le Règlement de la Chambre, car les bills étaient alors déposés devant la Chambre et les députés en avaient alors pris connaissance.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**Des députés font du chahut.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Le représentant de Matapédia (l'honorable M. Arsenault) peut parler de l'annonce.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** En cette veille de Noël, ces milliers de dollars auraient été mieux dépensés à acheter des cadeaux aux enfants des familles qui ont été appauvries par la politique désastreuse de l'Union nationale et de ceux qu'elle a contribué à faire élire à Ottawa.

Si les membres de l'opposition prétendent avoir l'opinion publique avec eux, ils n'ont qu'à démissionner sur cette question et mettre en jeu les 41 sièges électoraux qu'ils représentent en Chambre et nous verrons alors de quel côté est l'opinion publique en cette province. Le gouvernement tiendra immédiatement des élections dans ces comtés.

Que font-ils de la justice distributive? Quel que soit notre âge, quel que soit notre salaire, nous ne sommes, ni les uns ni les autres exempts de maladies ou d'accidents. Donc, chacun doit être appelé à faire sa part suivant ses moyens. Prenons par exemple un père de famille qui a trois enfants dont l'un de 17 ans et les deux autres de 16 ans. Les sommes pour lesquelles cet homme bénéficiera d'une exemption sont les suivantes: \$1,000 pour lui-même, \$1,000 pour sa femme, \$1,000 pour les deux enfants de moins de 16 ans. Il ne paiera aucun impôt s'il a un salaire inférieur à \$3,000.

Dans le cas où ce même père de famille gagnerait \$4,000, il n'aura à payer que \$10.70 par année; et ses dépenses d'hospitalisation, comme celles des siens, seront à la charge de l'État. Les petits salariés ont assez de sens de leurs responsabilités et suffisamment de cœur pour accepter les trois ou quatre cents supplémentaires qu'on leur demandera, soit la valeur approximative d'une cigarette par jour...

**M. Talbot (Chicoutimi):** (Interrompant le ministre des Terres et Forêts, l'honorable M. Arsenault) Les gens seront obligés de revenir aux rouleuses.

**Des députés de l'opposition rien<sup>3</sup>.****L'honorable M. Arsenault (Matapédia):**

... c'est moins cher que le prix d'un quotidien, pour assurer à leur famille les bienfaits de l'assurance-hospitalisation. Et la légère augmentation d'impôts qui nous est imposée par les \$100,000,000 d'engagements que nous a laissés l'Union nationale disparaîtra bientôt quand ces lourdes obligations auront été remplies et qu'Ottawa traitera la province avec plus de justice dans le domaine fiscal.

Le bill 17 a été imposé au gouvernement par des circonstances tout à fait imprévues et incontrôlables. Les gens de l'opposition devraient être les derniers à critiquer le bill, puisqu'en compagnie de leurs amis d'Ottawa, ils sont les seuls responsables du marasme financier dans lequel nous avons trouvé les affaires de la province à notre arrivée au pouvoir par suite de la mal administration de l'Union nationale. Quand arriveront les élections générales, il y aura longtemps qu'il ne sera plus question de cette mesure temporaire, car cette légère surtaxe aura été abolie depuis longtemps, grâce à la bonne administration de l'honorable Jean Lesage.

Le gouvernement d'Ottawa a fait des promesses aux provinces et devrait les remplir avant les prochaines élections qui auront certainement lieu d'ici un an. Nous espérons que le gouvernement central, comme le disaient M. Duplessis, M. Prévost et M. Sauvé, saura se rendre aux demandes des provinces en matière de taxation directe. Nous considérons donc que la présente loi est une mesure essentiellement autonomiste et de nature à faire réfléchir Ottawa sur les obligations qu'il a contractées envers la province de Québec. Il est temps que Québec obtienne une plus large part de l'impôt sur le revenu des particuliers, des sociétés commerciales et sur les droits de succession.

Le premier ministre du Québec, M. Jean Lesage, a réclamé d'Ottawa, au cours des conférences fiscales de 1960, une proportion déductible de 25 % sur l'impôt des Québécois. Le premier ministre de notre province, dont on connaît le courage et la sincérité, ne reculera devant rien pour obtenir qu'Ottawa se rende à cette légitime demande du Québec. L'Union nationale a perdu la bataille de l'autonomie négative, les libéraux gagneront la bataille de l'autonomie positive, et c'est dans cette voie que nous sommes engagés en demandant aux Chambres de voter le bill 17.

Ce n'est pas pour défrayer le coût de l'assurance-hospitalisation que ce bill est présenté. C'est parce que le gouvernement de l'Union nationale a laissé un passif et des obligations pour au-delà de

\$100,000,000. Et il faudra trouver un autre montant de \$100,000,000 pour rencontrer ces obligations.

**M. Talbot (Chicoutimi)** s'élève contre l'attitude du ministre qui invoque le budget supplémentaire de \$144,000,000 pour cet exercice. C'est un désir de collaboration, déclare-t-il, que l'opposition a consenti à ce que ce budget, dont il n'y a qu'environ \$72,000,000 à voter, soit approuvé, mais avec la réserve qu'il serait discuté dans tous ses détails lors du débat sur le prochain budget. Il trouve odieux qu'on se serve de cet argument en faveur des nouvelles taxes quand le budget n'a pas été discuté en Chambre. L'opposition, dit-il, en aura long à dire à ce sujet.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** veut répondre à ce que les oppositionnistes appellent une iniquité, une loi antifamiliale et antisociale. Ce qui est inique, ce sont les méthodes de financement de l'hospitalisation sous l'Union nationale et la façon dont l'Union nationale administrait la loi de l'assistance publique que les ministres et les députés, et leurs créatures, les maires bleus, refusaient à ceux qui n'étaient pas de leur parti. Ce qui était de l'iniquité, ce qui constituait une politique antifamiliale et antisociale, c'est le régime de distribution des cartes roses aux amis du régime. C'était une dilapidation du Trésor public, sous la direction des patroneux.

**M. Johnson (Bagot)** invoque le Règlement pour affirmer que le ministre voulait parler du coût de l'hospitalisation, alors que le procureur général a dit, précédemment, qu'il s'agissait de solder les dettes de l'Union nationale.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Il n'y a pas une seule municipalité de la province, et je prends à témoin la province tout entière, qui n'ait pas eu à subir de telles injustices, de tels abus, de telles iniquités. Des milliers de personnes, des petits salariés surtout, en ont été victimes. À cause de cette politique de favoritisme, il y a des milliers de braves pères de famille qui sont endettés envers les hôpitaux. Ce sont des abus de ce genre que nous voulons faire cesser.

Grâce au Parti libéral, tout le monde est sur le même pied et ces abus sont disparus pour toujours. Sans avoir à s'humilier devant qui que ce soit, tous les citoyens sont mis sur le même pied par l'assurance-hospitalisation. Ils en auront tous les avantages: lit, repas, services de gardes-malades, de laboratoire, de

radiographie, de médicaments, de traitements, de la salle d'opération, de radiothérapie, de physiothérapie, etc. C'est le sens de la loi que nous avons votée, et la somme minime de \$10.70 par année, pour un père de famille dont la femme et les enfants seront ainsi protégés, n'est vraiment pas assez élevée pour qu'on jette les hauts cris. Le bill 17 est de la justice distributive.

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre a-t-il pris connaissance des déclarations des présidents deux grandes centrales syndicales, MM. Mathieu et Provost?

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Oui. Ce sont de gentils garçons qui ont droit à leurs opinions comme tout le monde. Il y a deux raisons pour lesquelles l'Union nationale s'entête à faire actuellement une obstruction systématique au bill 17 présenté par le gouvernement du Québec, pour obtenir des revenus additionnels qui seront appliqués à payer une partie du coût de l'assurance-hospitalisation.

D'abord, le congrès qui sera tenu par l'Union nationale<sup>4</sup>, l'été prochain, suscite beaucoup d'intérêt et d'émulation chez certains de nos amis d'en face qui ont l'ambition de devenir chef du parti de l'opposition. Le député de Bagot voudrait être chef; le député de Missisquoi ne détesterait pas cela, et le député de Chicoutimi ne voit pas très bien, après l'effort surhumain qu'il tente actuellement, pourquoi on l'écarterait de la chefferie. C'est ainsi que les uns après les autres - candidats au poste d'exécuteurs testamentaires de la défunte Union nationale - tentent de se faire valoir et de faire beaucoup de bruit dans l'espoir d'être élus chef au printemps. C'est un spectacle amusant parfois, mais c'est fort coûteux pour la province de Québec.

La deuxième raison de cette obstruction systématique, c'est que, depuis leur double défaite dans Joliette et dans Rouville, les chefs de l'Union nationale tentent de mettre du cœur au ventre de leurs partisans. Et c'est en faisant obstruction aux projets du gouvernement qu'ils essaient de faire croire à la population qu'ils sont devenus les anges gardiens du peuple. Les membres de l'opposition n'ont pas voulu admettre la défaite du 22 juin et ils se comportent comme s'ils devaient reprendre le pouvoir incessamment. Ils considèrent encore cette défaite comme un accident, comme un pneu qui crève. C'est un accident qui va durer 30 ans.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le député de Matapédia n'est pas sincère...

**Les députés** font du grabuge. (Le reste de la protestation du chef de l'opposition (M. Talbot) se perd dans le brouhaha.)

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** (Bondissant) Je demande au chef de l'opposition (M. Talbot) de retirer ses paroles à l'effet que je ne suis pas sincère.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je les retire.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Je comprends que nos amis d'en face veuillent donner du cœur au ventre à leurs partisans en faisant tout ce bruit autour du bill 17.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je proteste contre ces paroles; le député de Matapédia n'a pas le droit d'imputer des motifs à l'opposition.

**M. l'Orateur** demande au représentant de Matapédia de s'en tenir au débat sur le projet de loi modifiant l'impôt sur le revenu des particuliers.

**M. Maltais (Québec-Est):** Le bill 17 est une véritable taxe imposée dans le but de payer le coût de l'assurance-hospitalisation. Aussi, le titre de la loi "loi modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu" ne donne pas la véritable portée du bill actuellement à l'étude. Il s'agit bel et bien d'une augmentation de taxes. On a accusé l'opposition de faire de l'obstruction. C'est là un bien grand mot, car je n'ai pas l'impression que le peuple juge telle notre attitude. Le gouvernement semble avoir un vif désir de passer cette loi à la vapeur, et c'est pour cela que nous avons cru devoir prendre les moyens d'assurer le temps nécessaire à l'étude de cet important projet. En dépit d'une entente entre le premier ministre et le chef de l'opposition, le chef du gouvernement a jugé à propos de faire le discours que l'on sait, de façon à laisser entendre que l'ancienne administration était responsable de la nouvelle taxe.

Or, c'était le devoir de l'opposition avec tous les moyens qui sont à sa disposition, de démontrer à l'opinion publique que ce n'était pas juste, et qu'en fait le bill soumis à la Chambre est plutôt une taxe destinée à couvrir le coût de l'assurance-hospitalisation. En 1954, la situation était bien différente. À une époque de centralisation, l'impôt provincial, taillé et modelé à la mesure de la famille québécoise, fut accueilli comme une mesure autonomiste, un geste historique, une manifestation du droit de la province à l'impôt direct. Nous avons eu le souci de protéger



la famille de chez nous, qui est différente de celles des autres provinces.

De plus, cette loi consacrait un droit à la province de Québec. On avait fait quelque chose qui convenait à notre province. Aussi, nous avons reçu de partout des témoignages d'appréciation. Des sociologues, notamment, ont reconnu notre souci de protéger la famille québécoise. La mesure actuelle est antiautonome, antifamiliale, antisociale et rétrograde. Il cite la déclaration de M. Roger Provost, président de la FTQ selon laquelle il aurait mieux valu augmenter l'impôt sur le revenu que de toucher aux exemptions, car avec ce dernier système, on cause du tort surtout aux petits salariés.

La décision du gouvernement est déplorable pour les petits salariés qui sont plus touchés que les autres contribuables. C'est une mesure inique qui suscite des protestations de partout. Je voudrais que le premier ministre revienne sur sa décision et aille chercher de l'argent ailleurs que dans le gousset du gagne-petit. Il demande au premier ministre de retirer cette loi et de chercher ailleurs, par exemple, en taxant les ressources naturelles, les revenus qu'il lui faut, au lieu de vider<sup>5</sup> la poche du contribuable.

**M. Gosselin (Compton):** Le gouvernement pouvait très bien trouver ailleurs que dans un impôt accru les \$25,000,000 qui manquent. L'État trouvera cette somme dans l'accroissement annuel des revenus de la province qui donneront, encore cette année, certainement \$50,000,000 de plus. Pourquoi le gouvernement n'a pas taxé davantage la consommation des alcools? La taxe sur l'alcool aurait été un excellent moyen de lutter contre l'alcoolisme<sup>6</sup>.

N'y a-t-il pas lieu de mettre en doute la sincérité du gouvernement? D'un côté, on se propose de créer un ministère de la Famille dans le but de protéger et de promouvoir le bien-être de la famille et, d'autre part, on taxe les petits salariés qui ont peine à assurer déjà la vie de leurs dépendants. Par ailleurs, il refuse de taxer davantage les alcools parce qu'il craint que cela ne soit un encouragement à la contrebande. C'est étonnant d'entendre cette remarque, alors qu'on vient pourtant de réorganiser la police provinciale.

Il regrette que le premier ministre ait attaqué l'ancien ministre des Finances (M. John S. Bourque), en mettant en doute l'exactitude du dernier état financier de la province<sup>7</sup>. Il est surpris que M. Bourque n'ait pas relevé de tels propos. Jamais, dit-il, M. Bourque n'a voulu présenter à la population un budget qui n'aurait pas été conforme à la vérité. Ce sont les conseillers d'aujourd'hui qui se trouvaient

près de M. Bourque quand il a préparé le dernier budget. Si j'avais été visé de la même façon, j'aurais certainement jugé à propos de me défendre. J'estime que ce sont des tactiques malhonnêtes et malpropres...

**M. l'Orateur:** Je demanderais au député de Compton d'employer des expressions parlementaires...

**M. Gosselin (Compton):** Je retire mes paroles.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** affirme n'avoir jamais prêté d'intentions à M. Bourque. Il a simplement voulu dire que M. Bourque a établi son budget, mais que l'ancien gouvernement a pris ensuite des décisions qui ont valu un excédent budgétaire des dépenses de la province de \$100,000,000.

**M. Gosselin (Compton):** Si le gouvernement actuel a découvert ces engagements, il n'avait qu'à les payer et y mettre fin. Il y aurait eu moyen de financer les projets du gouvernement sans aller taxer les petits salariés. C'est au nom des cultivateurs, c'est au nom de la population de mon comté que je demande au gouvernement de réviser sa loi. C'est une loi antisociale et antifamiliale qui n'aidera pas le gouvernement à se faire réélire...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce n'est pas votre problème.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 heures

#### Projets de loi:

##### Loi de l'impôt sur le revenu

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion du ministre des Finances (l'honorable M. Lesage) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération des résolutions relatives au bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu.

**M. Thibault (Montréal-Mercier):** Si le gouvernement actuel était sérieux, il admettrait que l'ancien gouvernement était composé d'hommes d'affaires plutôt que d'apprentis. En prenant le pouvoir, le premier ministre a reçu en partage une situation financière brillante à tous les points de vue; à preuve, lorsqu'il s'est agi de lancer des emprunts, le premier ministre a dit lui-même que la situation financière de la province était excellente.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai déclaré que le crédit de la province était excellent; il y a une différence.

**M. Thibault (Montréal-Mercier):** Je prends note de cette déclaration du premier ministre que le crédit de la province est excellent. C'est encore un témoignage en faveur de l'administration financière de l'Union nationale.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est parce que les gens ont eu confiance en nous.

**M. Thibault (Montréal-Mercier):** Le premier ministre s'inspire de Machiavel. Par une campagne savamment orchestrée, on a voulu faire croire à la population que la situation financière de la province était très mauvaise et qu'on allait même vers la faillite. On a de la sorte lancé un ballon qui n'a malheureusement pas éclaté. Le peuple est déçu du projet du gouvernement d'augmenter l'impôt provincial. Plusieurs partisans libéraux sont pris de dépit, et des indépendants qui ont appuyé les libéraux ont juré qu'ils reviendront à l'Union nationale la prochaine fois.

Le gouvernement aurait dû convoquer les principaux corps publics, chambres de commerce, associations de manufacturiers, syndicats ouvriers, pour leur expliquer la situation financière avant de présenter des mesures pour obtenir de nouvelles taxes. Les chefs ouvriers Roger Mathieu et Roger Provost auraient dû être consultés; ce sont des personnes qui ont de l'influence dans la province de Québec.

Le gouvernement aurait dû lancer un emprunt, créer un fonds d'amortissement s'il voulait prétendre que la situation financière n'était pas bonne. Mais il n'en est pas ainsi. Le peuple est déçu. Le bill 17 est la pire action de sabotage de la confiance populaire qui puisse se produire. On ne sait pas quel mal on fait au peuple en détruisant ainsi sa confiance. Le peuple aime les politiciens qui tiennent leur parole.

J'ai fait une enquête auprès des chauffeurs de taxi de Montréal et je suis en mesure d'affirmer que le bill 17 a créé une très grande déception. "C'est de la dégradation et de la prostitution politique", a lancé l'un d'entre eux, "Sous quelque gouvernement que ce soit - encore davantage sous les gouvernements libéraux - on ne joue pas un rôle d'hommes, mais un rôle de cochons de payant", a dit un autre. Un mot est à la mode chez les chauffeurs de taxi: "Je promets, tu paies".

La déception est immense partout. Plusieurs libéraux, et surtout des indépendants qui ont voté pour les libéraux lors de la dernière élection, sont pris de dépit: Le peuple est déçu, il attend. Je ne sais pas trop quoi, mais il attend. Si le gouvernement n'amende pas le bill 17, il y aura des répercussions beaucoup plus profondes qu'on ne le croit.

**M. Plante (Bellechasse):** Je sais, étant maire d'Armagh, dit-il, que la plupart des gens ont recours à l'assistance publique pour payer leurs frais d'hospitalisation. À Armagh, nous refusons de signer les cartes d'assistance publique. Les cartes sont alors retournées à l'hôpital qui les transmet à un juge de la Cour de magistrat. Presque toujours, le juge accorde la demande de celui qui a un revenu de \$3,000 ou \$4,000 par année parce qu'on juge qu'il est impossible pour un père de famille qui gagne ce salaire d'arriver à payer tous les frais d'hôpitaux. On accorde alors l'autorisation de se prévaloir de l'assistance publique.

Je veux dire que plusieurs auront maintenant à payer l'impôt provincial et d'autres frais que l'assurance-hospitalisation...

**M. l'Orateur** rappelle à l'ordre le représentant de Bellechasse et souligne qu'il est à l'encontre du Règlement. Je tiens, dit-il, à faire remarquer au député de Bellechasse que nous discutons de la taxe. La loi d'assurance-hospitalisation a été votée la semaine dernière. Il n'est pas permis d'y revenir. Que le député parle sur le bill 17.

**M. Plante (Bellechasse):** Pour ma part, je veux dire que la plupart des gens à revenus modestes vont être touchés par la loi, et particulièrement les bûcherons.

C'est pour cette raison que je me dois d'être contre cette loi d'impôt sur le revenu<sup>8</sup>. Je vais voter contre.

**Des députés de l'opposition<sup>9</sup>** applaudissent le représentant de Bellechasse.

**Un député:** Voici une autre preuve que le premier ministre devrait écouter les cris du public et abandonner le régime de taxe, pendant qu'il est encore temps.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Ça s'en vient bien.

**M. Caron (Maskinongé):** Le député de Bellechasse a bien raison d'agir ainsi, parce que jamais un projet de loi n'aura été à ce point l'objet d'une réprobation populaire. Le député libéral de Bellechasse a eu le courage de dire la vérité sur le bill 17 et d'affirmer sa détermination de voter contre le gouvernement.

Il y a quelque chose de brutal dans la décision qu'a prise le gouvernement et qu'ont comprise les dirigeants des syndicats ouvriers ainsi que de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.). C'est que, par la loi, 216,000 nouveaux individus sont affectés dont 75,000 célibataires et 141,000 pères de famille. Si on considère qu'une famille de la province de Québec a une moyenne de cinq enfants, ce sont 705,000 personnes qui sont affectées dans leur vie familiale.

Le gouvernement n'a pas fait une étude sérieuse de la loi, croit-il, parce qu'il était au programme du Parti libéral de faire une enquête sur la taxation au Québec. Dès l'annonce de cette hausse de taxes, la surprise a fait place au mécontentement dans toutes les classes de la société, lequel se manifeste de façon non équivoque d'un bout à l'autre de la province. De tous les centres du Québec, ce fut un concert de manifestations à l'encontre du projet de loi. L'unanimité est parfaite contre le bill.

C'est pourquoi nous, de l'opposition, avons la conviction d'accomplir notre devoir et d'interpréter le sentiment des masses en nous prononçant contre le bill 17. Nous savons qu'en faisant cela, nous répondons au sentiment populaire, parce que nous connaissons le peuple qui nous a donné sa confiance pendant 16 ans. C'est pourquoi nous n'hésitons pas à présenter au premier ministre un message à l'effet de réviser ses positions et de ne pas aller plus loin avec ce projet de loi qui est une hypothèque permanente sur le revenu du gagne-petit.

Il fait écho aux protestations qui ont été faites par le président de la FTQ et le président de la Fédération des syndicats nationaux<sup>10</sup>, et il affirme que, par eux, ce sont plus d'un million d'électeurs de la province de Québec qui disent que c'est une loi antisociale, antifamiliale et rétrograde.

Il parle ensuite des protestations du Nouveau Parti<sup>11</sup> qui était avec les libéraux le 22 juin dernier.

Est-ce que le gouvernement, dit-il, a le moyen d'ignorer les revendications justes des ouvriers et des cultivateurs de la province de Québec? A-t-il l'intention d'ignorer la voix des cultivateurs qui, par l'U.C.C., demandaient en octobre dernier qu'Ottawa porte l'extension de base à \$1,500 pour les célibataires, et à \$3,000 pour les personnes mariées, en prenant l'exemple sur la loi de la province de Québec? Le gouvernement peut-il ignorer les demandes des chambres de commerce, qui ont réclamé la réduction des impôts, particulièrement des impôts sur le revenu personnel et le revenu des sociétés commerciales, du clergé, des syndicats, de l'A.P.I.<sup>12</sup>, de l'Association des manufacturiers?

D'autant plus, que la hausse de l'impôt affectera les prix et, indirectement, les exportations. Serait-ce que, le 22 juin, le gouvernement a commencé à s'éloigner du peuple jusqu'à ne plus entendre aujourd'hui ses protestations? Après cinq mois de pouvoir, il ne sent plus battre le pouls de la population. Que sera-ce dans deux ans?

En 1939, M. Godbout, arrivant au pouvoir, a crié que l'Union nationale avait ruiné la province. Il s'empessa d'imposer quatre nouvelles taxes sur le tabac, sur le revenu, sur les sociétés commerciales, sur les ventes au détail. Et cela ne l'a pas empêché de laisser la province beaucoup plus endettée en 1944. La mise en scène d'aujourd'hui est plus savante qu'au temps de M. Godbout. On parle de planification. Tout ce qu'on a planifié, c'est la destruction de l'Union nationale par le mensonge, la calomnie et toutes sortes de moyens que les règlements de la Chambre empêchent de qualifier comme il conviendrait.

Le gouvernement a attendu le temps des fêtes pour présenter ses projets de loi modifiant l'impôt provincial sur le revenu, parce que c'est l'époque où les gens sont occupés, et il s'imagine que les préoccupations ordinaires de cette période empêcheront la population de réaliser la portée de cette mesure. Le premier ministre s'est dit: On va leur passer cette épingle-là parmi les autres. On se sert aussi de l'expression: se faire passer un Québec. Dans le cas présent, on pourrait dire que c'est un Québec-Ouest.

Il cite un extrait d'un document sur l'avenir économique du Québec préparé par Economic Research Inc. qui, dans son enquête récente, décrit comme brillante la situation financière de la province.

"La position financière du gouvernement de la province de Québec est particulièrement favorable. Au cours des 10 dernières années, le revenu annuel a presque triplé et le revenu par habitant a plus que doublé. Entre 1929 et 1944, il y a eu six déficits,

mais, depuis 1945 il y a eu des surplus annuels successifs sur les comptes ordinaires. En 1956 et 1957, le total du revenu annuel dépassait le montant net de la dette consolidée de la province et il égalait approximativement la dette brute.

"Au cours de l'année financière de 1957, le revenu ordinaire totalisait \$441,000,000, et les dépenses s'élevaient à \$355,000,000, en laissant un surplus de \$86,000,000. Au cours de la même année financière, les dépenses sur le capital s'élevaient à \$88,000,000. Le gouvernement provincial a adopté la politique de garder un faible taux de dettes depuis plusieurs années.

"Il en résulte une position financière favorable: la province a été capable d'obtenir de nouveaux fonds à des taux d'intérêt moins élevés que celui des autres provinces du Canada, à l'exception de l'Alberta, en raison de ses ressources en pétrole."

Comment le gouvernement actuel peut-il alors invoquer le mauvais état de nos finances pour légitimer ses nouvelles taxes? Il veut attribuer la paternité de ce texte au ministre actuel de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Rousseau).

**L'honorable M. Rousseau (L'Islet)** proteste et invoque le Règlement. Le député de Maskinongé devrait savoir que ce document fut préparé à la demande de l'Union nationale, qui aurait même puisé \$25,000<sup>13</sup> dans sa caisse électorale pour en payer une partie.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** intervient dans le débat et en appelle au Règlement.

**L'honorable M. Prévost (Montmorency)** intervient et en appelle au Règlement.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** intervient en traitant un député d'énergumène et parle de malhonnêteté.

**M. Caron (Maskinongé)** réplique à son tour et en appelle au Règlement.

**Les députés** parlent tous en même temps<sup>14</sup>.

**M. l'Orateur** demande au ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) de retirer deux expressions jugées non parlementaires: énergumène et malhonnêteté.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** retire ces paroles.

**Un député ministériel:** L'an dernier, c'était parlementaire, énergumène!

**L'honorable M. Rousseau (L'Islet)** lit une lettre qu'il a annexée au document d'Economic Research pour bien mettre les choses au point.

Le député de Maskinongé (M. Caron), dit-il, voulait établir, pour sa part, par des chiffres puisés dans le document, que la situation financière de la province a été brillante depuis 1944, alors qu'il y a eu six déficits entre 1929 et 1944.

**M. Caron (Maskinongé):** Le 28 octobre dernier, rappelle-t-il, le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) affirmait de façon catégorique que le plan de l'assurance-hospitalisation serait entièrement payé par la province, en ce qui regarde sa part du coût total, qu'il n'y aurait ni nouvel impôt, ni prime...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est encore vrai.

**M. Caron (Maskinongé):** Alors pourquoi les \$25,000,000?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Pour payer vos dettes.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Pour payer vos fredaines!

**M. Caron (Maskinongé)** peut, dit-il, énumérer au premier ministre au moins sept moyens de se procurer non pas \$25,000,000 mais \$205,000,000 sans hausser l'impôt sur le revenu personnel. Malgré son zèle de néophyte, le gouvernement en aurait eu plus que suffisamment pour payer son assurance-hospitalisation sans taxer les petits.

Le premier ministre n'a certainement pas consulté tous ses collègues avant de présenter ce bill, et sûrement pas le procureur général qui trouvait, en 1951, que le gouvernement du Québec donnait les ressources naturelles du Québec aux étrangers en n'imposant qu'un droit de un cent (1¢) la tonne sur le fer de l'Ungava. Les fonds de poche du petit peuple sont une ressource naturelle pour le premier ministre Lesage.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** L'affirmation du gouvernement que l'Union nationale a dépensé plus que les sommes votées est une mauvaise excuse, inventée par le Parti libéral pour se défilier, après avoir promis de doubler et de tripler les bénéfices

sociaux des citoyens de Québec, et cela, gratuitement. Comment le gouvernement pourra-t-il remplir toutes ses promesses si, pour une seule, il est obligé de taxer la population?

Il (M. Bernatchez) se fait le porte-parole des populations rurales de la province pour protester énergiquement contre l'augmentation de l'impôt personnel, mesure qui frappe les gagne-petit, les fils de cultivateurs. Il s'élève contre la situation que ferait aux fils de cultivateurs l'application de cette loi. Il estime que c'est une injustice que de taxer le revenu d'un fils de cultivateur qui se résigne, à l'automne, à partir comme bûcheron pour les chantiers, afin de pouvoir hâter son établissement. Ces fils de cultivateurs, déclare-t-il, étaient loin de s'attendre à ce que le gouvernement taxe ce qu'ils peuvent gagner dans les chantiers l'hiver.

La population, surtout dans les régions rurales, a été déçue par le bill 17. Au lieu de cela, ils attendaient des lois pour leur venir en aide. Mais, à la session d'urgence, il n'y a pas eu de lois de cette sorte, et durant la session actuelle, rien non plus pour les aider. Au contraire, cette loi va leur causer du tort.

Cet impôt est injustifiable et il suscite de partout les plus bruyantes protestations. Les chefs ouvriers sont mécontents. Et que pensera l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) de cette mesure, alors qu'elle réclamait d'Ottawa une élévation de l'exemption de base pour l'impôt fédéral à \$1,500 pour le célibataire, et à \$3,000 pour la personne mariée?

Le gouvernement a prétendu qu'il faisait de grandes économies sur les travaux de drainage et surtout! Alors, pourquoi ne les appliquerait-il pas au paiement de l'assurance-hospitalisation au lieu d'imposer de nouvelles taxes? L'assurance-hospitalisation donnera moins à ceux qui en ont besoin que ne le faisait l'assistance publique. Et voilà qu'on taxe la population pour lui arracher des revenus supplémentaires pour une somme de \$14,000,000 pour l'assurance-hospitalisation!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai dit que les fonds que nous recherchons sont pour rétablir la situation financière mauvaise de la province. Il n'y a rien dans la loi qui dise que c'est pour payer l'assurance-hospitalisation.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il n'y a rien dans la loi qui dise que la nouvelle taxe est pour payer la mauvaise administration de l'Union nationale. D'ailleurs, il n'y a plus personne dans la province qui croit le premier ministre.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** On taxe les particuliers pour s'assurer des revenus supplémentaires de \$14,000,000 et, de plus, on ira chercher \$11,000,000 aux hôpitaux pour la différence des prix des chambres privées et semi-privées. C'est cela qu'on appelle des économies administratives pour réaliser les belles promesses du Parti libéral! Sous l'Union nationale, le célibataire, qui gagnait \$60, était considéré comme un nécessiteux: et voilà que le gouvernement actuel décrète que le célibataire gagnant \$1,100 devra payer l'impôt. Je félicite le député de Bellechasse (M. Plante) d'avoir eu le courage de dire qu'il s'oppose à la loi. Il est l'interprète des cultivateurs de son comté.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Seulement 928 sur les 122,617 cultivateurs<sup>15</sup> de la province de Québec seront affectés par la hausse légère qu'apporte à l'impôt sur le revenu provincial le bill 17, et la moitié des 1,852,000 salariés de notre province seront exemptés.

Regardons les faits réels. Le rapport officiel du gouvernement fédéral, sur l'imposition de l'année dernière, indique qu'il y a 122,617 agriculteurs dans la province de Québec. Il n'y en a que 928 sur ce nombre qui paient de l'impôt fédéral avec les exemptions de bases de \$2,000 ou de \$1,000, selon que la personne est mariée ou célibataire. Les exemptions de base étant les mêmes que le fédéral après l'amendement proposé, il n'y a aucune raison pour qu'un nombre plus considérable paie l'impôt provincial.

Ceci signifie qu'un agriculteur sur 123 a eu à payer des taxes et, dans les 928 cas, le montant à payer était très petit.

**M. Johnson (Bagot):** C'est 1,309.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** On vient dire en cette Chambre que nous martyrisons les cultivateurs alors qu'un seul d'entre eux sur 123 paiera une petite part de l'impôt nouveau.

**Un député de l'opposition:** Qu'en est-il de la classe ouvrière?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** J'y arrive. Une fois de plus, en se fondant sur les statistiques du gouvernement fédéral, l'année dernière il y a eu environ 1,852,000 salariés au Québec et, de ce nombre, seulement 949,000 ont eu à payer de l'impôt sur leur revenu. Ceci indique que plus de la moitié des contribuables n'a pas payé

d'impôt. Tous les chefs de famille, qui gagnent moins de \$2,100 annuellement, n'auront pas un sou à déboursier, et ils seront libérés du cauchemar que les frais d'hospitalisation constituent jusqu'ici pour eux; par ailleurs, tous les autres contribuables bénéficieront d'avantages qui feront disparaître bien des difficultés et des angoisses.

Les députés de l'Union nationale font de la démagogie avec cette question et ne renseignent pas exactement le peuple du Québec. L'Union nationale trompe le peuple en lui déclarant, à tout propos, qu'il n'avait pas à payer les services du médecin quand il était placé sous l'assistance publique. C'est faux, et un jugement rendu à l'unanimité par la Cour d'appel du Québec en est la preuve.

Les membres de l'opposition veulent nous faire croire qu'ils sont les défenseurs des droits et privilèges des petits agriculteurs du Québec. L'Union nationale défend ceux qui gagnent de gros salaires, car il faut monter jusqu'à \$5,000 par année pour trouver le groupe qui va commencer à payer une petite partie des \$14,000,000 que rapportera cette législation au gouvernement. Cela fait une moyenne de \$2.70 par tête.

Et tous les chefs de famille gagnant \$2,100 n'auront pas un sou à payer et ils seront débarrassés par contre des frais d'hospitalisation pour leur femme et leurs enfants. C'est ce qui fait que plus de la moitié des salariés ne seront pas touchés par cette loi. Selon notre programme, c'est le riche qui paiera pour le pauvre, et non pas l'inverse comme l'affirme l'Union nationale.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Oui, si vous pouvez passer votre loi!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** On va voir ça si ça va passer ou non! Un homme marié, sans enfant, qui gagne \$3,100 par année paiera \$25 par année, soit un plus de \$2 par mois, et un peu moins de \$0.10 par jour. Quel est l'homme qui a un minimum de sens de responsabilité sociale qui refusera de donner cela en supposant que ce soit vrai que ça se rattache à l'assurance-hospitalisation? Prenons l'homme qui gagne \$3,100 et qui a deux enfants, qui ne bénéficie pas des allocations familiales. Il ne paiera rien. Celui qui gagne le même salaire et qui a trois enfants d'âge des allocations familiales paiera \$5 par année.

Cela veut dire un peu plus d'un cent (1¢) par jour pour libérer son cerveau des difficultés, des angoisses, des craintes et des inquiétudes qu'il ressent quand il est obligé de faire hospitaliser un

membre de sa famille. Prenons celui qui gagne \$4,000 par an. C'est dans la grosse moyenne. S'il est seul avec son épouse et qu'il gagne \$4,100 par année, il va payer \$53. Les déductions vont arriver avec chacun de ces enfants.

Puisqu'on raccroche l'assurance-hospitalisation à cette loi, voyons ce qui va arriver. Dans le plus grand nombre de conventions collectives, il y a une clause d'assurance. J'ai consulté une compagnie qui a énormément d'assurances-groupes. On dit que la prime varie entre \$9 et \$10 par mois. Cela comprend l'assurance-vie (police temporaire); l'assurance-salaire pour une certaine période et l'hospitalisation pendant 31 jours, avec frais accessoires limités à \$30<sup>16</sup>.

Si on se limite à l'hospitalisation et aux services connexes, on m'a dit que ça coûte \$4.61 par jour ou \$56 par année. Avec la conséquence que, puisqu'on a voulu rattacher la nouvelle taxe à l'assurance-hospitalisation, le chef de famille sans enfant qui gagne \$4,100 va payer \$53, et sa prime va être réduite à \$56 par année. La population y gagnera par le rabais sur le taux actuel de leur assurance avec des sociétés privées, parce que ces assurances ne seront plus nécessaires une fois que le plan fédéral-provincial d'assurance-hospitalisation sera en vigueur.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre a déclaré solennellement que la nouvelle taxe ne se rattacherait pas à l'assurance-hospitalisation.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Ça fait mal à l'opposition, mais il est du devoir du gouvernement de renseigner exactement le peuple de la province de Québec et de répondre à l'opposition quand elle prétend qu'elle défend les petits, alors qu'en réalité ce sont les gros qu'elle défend.

Sur 122,617 cultivateurs, moins de trois quarts de 1 % seront affectés; parmi tous les salariés, 900,000 ne seront pas affectés. Ceux qui gagnent \$4,000 à cause de la ristourne des compagnies d'assurances ne seront pas affectés<sup>17</sup>. Ceux qui pourraient être affectés sont ceux qui gagnent \$5,000 et plus, mais je sais qu'étant affectés de quelques dollars seulement par année et étant protégés de façon permanente par l'assurance-hospitalisation, ils seront contents de faire leur part.

Il a été témoin l'an dernier d'un cas attristant: un jeune homme de 30 ans, dit-il, marié et père de quatre enfants, dont l'épouse avait séjourné à l'hôpital quatre fois durant l'année. Il travaillait à la Shawinigan Engineering et se servait d'une auto pour se rendre à son travail. Il s'était aussi acheté un appareil de télévision. Cet homme a demandé à

bénéficier de la loi de l'assistance publique. Il a fait sa demande au conseil municipal, qui lui a répondu qu'il ne pouvait être considéré comme indigent parce que propriétaire d'une auto et d'un appareil de télévision.

Il s'est intéressé à ce cas et il l'a plaidé devant le tribunal, où le juge, pour les mêmes raisons, a décidé qu'il ne pouvait le considérer indigent au sens de la loi. Cet homme, dit-il, a été contraint de payer \$700 ou \$800 de frais d'hospitalisation. Ce sont des gens comme lui que le gouvernement veut aider. Je crois que la loi actuelle est nécessaire, même si ce n'est pas plaisant de la présenter. Mais prétendre qu'elle va favoriser les riches aux dépens des pauvres, c'est faire de la démagogie. Au contraire, l'immense majorité des citoyens ne seront pas affectés. Un député a, en fin de semaine, cherché à obtenir des résolutions pour venir en Chambre faire une cause.

**Une voix de l'opposition:** Nommez-le.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je n'ai pas besoin de le nommer, il se connaît. Il sera heureux de voter pour cette mesure qui, en outre d'assainir les finances de la province, assurera à la population le bien-être qu'elle attend du nouveau gouvernement.

**M. Boudreau (Saint-Sauveur):** Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) prétend que ceux qui disent que le projet de loi, visant à augmenter l'impôt personnel, est une loi antisociale et antifamiliale sont dans l'erreur. Ces gens-là et les ouvriers vont juger le ministre avec sévérité. Il est étrange que le ministre du Travail appuie aujourd'hui une loi qui autorise le gouvernement à lever de nouveaux impôts, alors qu'il a voté contre la loi provinciale de l'impôt en 1954.

Autrefois, il y avait de ce côté-ci de la Chambre, un champion de la famille, qui a fait de ronflantes déclarations. Pourquoi son silence aujourd'hui? Pourquoi son mutisme sur une loi qui est contre la famille?

S'il est sincère, il va voter contre cette loi. Je suis surpris qu'il n'ait pas encore bondi pour protester. J'espère qu'il aura le même courage que le député de Bellechasse (M. Plante), qui lui, s'est tenu debout contre le gouvernement.

Il est normal que le gouvernement après avoir fait des promesses sans bon sens, des promesses échevelées, soit maintenant obligé d'en faire porter le poids aux contribuables de la province. On a laissé de côté tout ce qui aurait pu exempter la famille de

cet impôt. Je me demande si le premier ministre n'a pas voulu préparer sa rentrée à Ottawa avec cette loi inique et inacceptable. Il veut retourner à Ottawa les bras chargés de notre butin.

Le Parti libéral ne nous empêchera pas de continuer à lutter contre une mesure qui alourdira le fardeau des taxes et nuira à la famille. Dans tout système parlementaire démocratique, l'opposition est l'élément essentiel et primordial, et nous avons l'intention de jouer notre rôle.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** précise qu'il s'est objecté à la loi de 1954, à cause de la double taxation, et qu'il avait alors ajouté que si on parvenait à obtenir d'Ottawa la déductibilité de l'impôt québécois, il voterait pour la loi.

**M. Boudreau (Saint-Sauveur):** Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) a voté contre la même loi l'année suivante, en dépit des modifications importantes qu'elle subissait et qui constituaient une victoire du Québec sur Ottawa.

Il propose, appuyé par le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. Voir le texte de Louis-Philippe Roy: "Changements impopulaires à l'impôt provincial", dans *L'Action catholique* du 19 décembre 1960, à la page 4, et le texte de Gérard Filion, "La course contre la montre", dans *Le Devoir* du 17 décembre 1960, à la page 4.

2. M. Lévesque a tenu ces propos lors de la séance du 16 décembre 1960.

3. "La déclaration a soulevé des rires sarcastiques du côté de l'opposition", écrit *Le Montréal-Matin* du 20 décembre 1960, à la page 8.

4. Ce congrès à la direction de l'Union nationale doit avoir lieu au printemps 1961, selon *Le Nouvelliste* du 20 décembre 1960, à la page 16.

5. *Le Nouvelliste* du 20 décembre 1960, à la page 16, écrit: "au lieu de piger dans la poche du contribuable".

6. *L'Événement-Journal* du 20 décembre 1960, à la page 12, nous dit que le représentant de Compton (M. Gosselin) fait référence au projet du gouvernement de créer un comité permanent de recherche et d'étude sur l'alcoolisme.

7. Au moment où le premier ministre a présenté son projet de loi, voir séance du 15 décembre 1960. Selon *Le Montréal Matin* du 20 décembre 1960, à la page 8, ces propos seraient le fait du représentant de Montréal-Mercier (M. Thibault) alors que *Le Nouvelliste* du 20 décembre 1960, à la page 16 et *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 12, prêtent ces dires au représentant de Compton (M. Gosselin).

8. *The Montreal Daily Star* du 20 décembre, à la page 1, nous apprend que le geste du député libéral de Bellechasse était connu, car il avait averti certains de ses collègues. De plus, le journal nous dit que M. Plante avait prévenu qu'il ne voterait pas officiellement contre le projet de loi, mais plutôt s'absenterait au moment du vote.

9. *Le Nouvelliste*, du 20 décembre 1960, à la page 1, ajoute que: plusieurs secondes se sont écoulées avant que l'on réalise que le Dr Plante s'inscrivait contre le bill. "Pendant que l'opposition manifestait, les députés ministériels restèrent calmes. Le premier ministre Jean Lesage appela M. René Lévesque, ministre des Travaux publics, près de sa banquette et lui parla quelques instants. M. Lévesque se rendit ensuite causer avec M. Bona Arsenault, ministre des Terres et Forêts. Ce dernier sortit, quelques minutes plus tard et dit aux journalistes que M. Plante avait exercé un droit démocratique que même M. Lesage a déjà fait valoir à Ottawa.

*Le Soleil* du 20 décembre 1960, à la page 21, écrit: "On eut alors l'impression que, des deux côtés de la Chambre, on se demandait si on avait bien entendu, et les députés de l'opposition se mirent à applaudir celui qui venait de parler. Plus tard, dans une entrevue avec les membres de la Tribune de la presse, M. Bona Arsenault, ministre des Terres et Forêts, a déclaré que "le discours du Dr Plante, et sa

décision de voter contre une loi présentée par le gouvernement, était une manifestation de l'esprit démocratique qui règne au sein du Parti libéral où chacun des députés peut avoir son franc-parler et dire sa façon de penser sans s'exposer à des représailles".

10. Voir l'article "La CSN désapprouve les augmentations de taxes imposées par le provincial", paru dans *L'Action catholique* du 17 décembre 1960, à la page 3.

11. Il s'agit fort probablement du R.I.N., mais la source ne le précise pas. Voir *Le Nouvelliste* du 21 décembre 1960, à la page 18.

12. A.P.I.: L'Association professionnelle des industriels a été créée en 1943, et est devenue, dans les années 1960, le Centre des Dirigeants d'Entreprises (C.D.E.).

13. *Le Nouvelliste* du 20 décembre 1960, à la page 16, donne un chiffre légèrement inférieur, soit \$23,000.

14. Selon *Le Nouvelliste* du 20 décembre 1960, à la page 16, il est alors entre 9 heures et 9 h 15.

15. Selon *l'Annuaire statistique de 1961*, à la page 331, le nombre de fermes est de 122,617 (données de 1956), alors que *Le Soleil* du 20 décembre 1960, à la page 27, donne comme chiffre 132,000 fermes.

16. *Le Nouvelliste* du 21 décembre 1960, à la page 18, indique comme montant \$50.

17. *Le Droit* du 20 décembre 1960, à la page 1, rapporte que "Un cultivateur seulement sur 125 sera touché par l'augmentation, et seulement 50 % des ouvriers salariés de la province le seront aussi."



Séance du mardi 20 décembre 1960

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Sœurs de Sainte-Croix  
et des Sept-Douleurs**

**M. Lavoie (Laval)** propose, appuyé par le député de Deux-Montagnes (M. Binette), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, demandant l'adoption d'une loi concernant un acte de donation entre Jean-Baptiste St-Germain et la communauté des sœurs de Sainte-Croix, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, demandant l'adoption d'une loi concernant un acte de donation entre Jean-Baptiste St-Germain et la communauté des sœurs de Sainte-Croix.

**Loi de la Corporation  
de Montréal métropolitain**

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose, appuyé par le député de Laval (M. Lavoie), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain.

**Adoption  
de Jocelyne Dassylva**

**M. Dionne (Rimouski)** propose, appuyé par le député de Gaspé-Nord (M. Jourdain), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Jean-Arthur Tremblay, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Jocelyne Dassylva, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Jean-Arthur Tremblay, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Jocelyne Dassylva.

**Projets de loi:**

**Loi de  
l'impôt sur le revenu**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre poursuit le débat, ajourné lundi le 19 décembre courant, sur la motion du ministre des Finances (l'honorable M. Lesage) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération des résolutions relatives au bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu.

**M. Boudreau (Saint-Sauveur):** Dans tout système parlementaire démocratique, l'opposition est l'élément essentiel et primordial, et nous avons l'intention de jouer notre rôle.

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arseneault) a invité tous les députés de l'opposition à démissionner tous pour que le Parti libéral les fasse battre dans leurs comtés. Quel enfantillage! Depuis quand les membres de l'opposition démissionnent-ils quand c'est le gouvernement qui présente des mesures destinées à faire mal à la population? Je relève le défi du

ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault). Nous sommes prêts à aller devant le peuple pour défendre notre attitude hostile à cette loi antisociale, antifamiliale, antiautonomiste et antidémocratique.

Mais, en attendant, nous ferons notre devoir en cette Chambre dans l'opposition comme nous l'avons fait au pouvoir. On voudrait nous faire adopter en vitesse des mesures sans que le peuple n'ait eu le temps d'en prendre connaissance. On a accusé M. Duplessis d'être un dictateur. Mais pourtant, il avait la décence d'inscrire ses mesures importantes au moins un mois, et même un mois et demi, à l'avance, afin que l'opposition ait le temps de les étudier. Si nous avions eu au *Feuilleton*, lors de l'élection de Rouville, les mesures que le gouvernement présente aujourd'hui, le représentant de ce comté siégerait aujourd'hui de notre côté.

Il y a des sociologues distingués, des présidents de groupements ouvriers parmi ceux qui ont protesté contre l'augmentation des impôts. Des groupements sociaux et patriotiques ont aussi étudié la loi et ils ont affirmé qu'elle était antisociale et rétrograde. Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel), lui, s'est efforcé de démontrer que tous ces gens avaient tort. C'est sa responsabilité.

Je demande au gouvernement de réviser ses positions et de retirer sur-le-champ cette loi très impopulaire, dit-il. Puis, il lance un appel aux nombreux députés ministériels qui sont contre l'augmentation de l'impôt provincial, afin qu'ils suivent l'exemple du député de Bellechasse (M. Plante).

**M. Desjardins (Gatineau):** La mesure est extrêmement injuste pour le petit salarié, surtout pour les bûcherons qui sont nombreux dans le comté que je représente. La loi projetée est antisociale et antifamiliale. Je voudrais me joindre à mes collègues qui ont protesté contre cette mesure extrêmement injuste. Le bill 17, modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu, diminue les exemptions personnelles pour le contribuable célibataire de \$1,500 à \$1,000 et pour le contribuable marié, de \$3,000 à \$2,000. Mon comté compte comme principale industrie, l'industrie forestière. Par conséquent, un grand nombre de bûcherons qui ne payaient pas d'impôt en paieront maintenant, et ceux qui en payaient déjà en paieront davantage. On sait que les ouvriers de la forêt gagnent misérablement leur salaire dans des conditions difficiles.

L'été dernier, durant la campagne, on a promis aux bûcherons, aux colons, aux cultivateurs l'augmentation du prix de la corde de bois de papier

et de meilleures conditions de travail. Toutes ces belles promesses ont servi à la diminution de leurs revenus. Durant la campagne électorale de 1956, en particulier, et depuis celle-ci, le Parti libéral prêche la justice sociale dans la province et il s'est toujours donné pour le champion du salaire familial. Je me souviens avoir entendu personnellement dans mon comté le procureur général (l'honorable M. Lapalme) dans le présent gouvernement parler pendant une heure de justice sociale. Ici en Chambre, on a parlé pendant des jours et des semaines du salaire familial trop bas. On nous a lu toutes les encycliques écrites par nos Saints Pères. Aujourd'hui, tout est changé.

L'un des premiers gestes, en assumant le pouvoir, c'est de réduire les exemptions personnelles aux fins de l'impôt provincial. Je me demande comment on pourra concilier l'attitude actuelle du Parti libéral avec ses promesses et ses engagements d'avant son avènement au pouvoir? C'est pourquoi je proteste aussi énergiquement que je le puis, au nom de tous mes électeurs ouvriers, colons, cultivateurs, corporation des instituteurs et des institutrices, employés du service civil, auxquels le gouvernement de l'Union nationale avait donné des augmentations de salaire appréciables qui seront réduites par cet impôt additionnel.

Je le répète avec mes collègues, dit-il, cette loi est antisociale et antifamiliale, et je transmets à la Chambre le message de protestations que m'ont confié, en fin de semaine, les électeurs du comté de Gatineau, et je joins à eux ceux de toute la province. Il donne lecture à la Chambre d'un télégramme de protestations qui lui est venu de son comté contre ce projet.

**L'honorable M. Rousseau (L'Islet):** Je félicite le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) qui revient d'Ottawa où il a signé, avec le gouvernement du pays, l'entente relative à la plus belle mesure sociale qui n'ait jamais été accordée aux citoyens du Québec par leur gouvernement. Grâce à la loi de l'assurance-hospitalisation, il en coûtera moins cher aux salariés, puisqu'elle leur assure à prix minime les soins hospitaliers pour eux et leur famille. Suivant le tableau du nouveau barème d'impôt distribué par le premier ministre, ceux qui paieront le nouvel impôt provincial sur le revenu sont ceux qui sont davantage en mesure de payer.

L'opposition emploie toutes sortes de moyens pour amener l'opinion publique, allant jusqu'à payer des annonces dans les journaux, et elle fait de l'obstruction à la loi que nous discutons depuis plusieurs jours. Il est temps qu'elle cesse ce débat

stérile et qui n'est que répétitions continuelles des discours déjà prononcés depuis que la loi a été présentée. Il faut que l'opposition comprenne qu'elle n'a pas le droit de soulever les passions avec des chiffres truqués et que l'on rétablisse les faits.

L'opposition doit aussi cesser de tenter d'ameuter la population. Les députés de l'Union nationale ne cessent pas de répéter que la loi est antifamiliale, antisociale, rétrograde, etc. Et le député de Saint-Sauveur (M. Boudreau), est allé jusqu'à dire qu'elle empêcherait la famille. Je suis convaincu que personne n'a pensé, à part l'opposition, que notre loi était anticonceptionnelle.

**M. Talbot (Chicoutimi)** proteste contre les propos du représentant de L'Islet (l'honorable M. Rousseau).

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)**: Je n'ai jamais dit cela, et je ne l'ai même pas pensé!

**L'honorable M. Rousseau (L'Islet)**: Les citoyens de la province de Québec ont un droit strict à ce que leurs députés les renseignent exactement sur la portée des lois du gouvernement. Jamais cette loi n'aura des effets antifamiliaux. Et elle n'aura pas les effets que l'on décrit dans les discours de l'opposition. Pour ma part, je dirige une industrie qui emploie un bon nombre de salariés.

**M. Johnson (Bagot)**: J'espère qu'ils sont bien payés!

**L'honorable M. Rousseau (L'Islet)**: Oui, même si je n'ai jamais eu de contrats de l'Union nationale, et je puis déclarer que mon industrie est la seule, de Saint-Jean-Port-Joli à l'est du Québec, qui donne un fonds de retraite à ses employés. Il a établi, dit-il, un système d'assurance collective dans son industrie. À partir du 1<sup>er</sup> janvier, à cause de l'assurance-hospitalisation, ses employés qui sont célibataires verront leur prime réduite, de \$1.25 par mois, soit \$15 par année. Le père de famille bénéficiera de la même façon d'une réduction annuelle de \$41.64. À même cette somme, ils pourront facilement payer le \$25 que pourrait leur coûter la hausse de l'impôt pour l'assurance-hospitalisation. Ce sera ainsi à peu près partout dans la province.

L'opinion publique réserve un accueil favorable à l'entente, et mes propres ouvriers sont contents des initiatives du gouvernement libéral qui leur mettront plus d'argent dans leurs poches que le précédent gouvernement, parce que l'assurance-hospitalisation

couvre plus de risques, et protège mieux les salariés que les plans d'assurance collective.

Dans cette lettre, les autorités de la société de l'Economic Research disaient au gouvernement de l'Union nationale que le rapport qu'elles préparaient constituerait autant que possible un endossement du gouvernement de l'Union nationale<sup>1</sup>. C'est ainsi que le gouvernement de l'Union nationale tentait de vendre à la population du Québec à même les deniers votés par la Législature, une politique discréditée.

**M. Talbot (Chicoutimi)**: Je demande au premier ministre de déposer sur le bureau du greffier, M. Antoine Lemieux, une copie du document signé lundi à Ottawa par le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier).

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**: Le contrat sera déposé sur le bureau de la Chambre en temps et lieu suivant les exigences du Règlement.

**M. Gabias (Trois-Rivières)**<sup>2</sup>: La loi à l'étude, dit-il, doit particulièrement retenir son attention car, pendant 30 ans, la famille, les pères de famille et les individus ont été protégés au Québec par son illustre prédécesseur, et il manquera à son devoir s'il ne dénonce pas un bill qui frappe justement familles et individus. La très grande majorité de la population de son comté condamne le bill 17.

En fin de semaine, il a mené une enquête personnelle à Trois-Rivières, auprès des présidents des corps publics, d'associations et groupements divers, afin de savoir ce que les gens pensaient du projet de loi. Tous ont unanimement répondu, dit-il, que le principe est mauvais et ils le réprouvent. Dans notre comté, plus d'un tiers de million de dollars additionnels seront versés au Trésor de la province sous l'empire de cette loi. C'est pour ça que la population m'a demandé de protester et d'inviter le gouvernement à revenir sur sa décision. La nouvelle loi enlèvera \$14,000,000 des goussets des contribuables québécois pour les transférer dans le coffre du Trésor de la province. C'est cela que la population qualifie de politique rétrograde.

Dans mon comté, d'après le Bureau fédéral de la statistique et "Sales Management", il y avait, en 1959, 12,400 familles. Le salaire moyen annuel du chef de famille est de \$3,640. Si nous prenons une famille de trois enfants la déduction de base du chef de famille sera de \$2,750, y compris les dons de charité; il restera un revenu imposable de \$500. C'est dire que les pères de famille de Trois-Rivières paieront une somme additionnelle de \$155,000. Les

filles célibataires paieront \$87,500 de plus, et les garçons célibataires, \$73,000 de plus. C'est dire que la famille trifluvienne aura à payer \$279,000 de plus par année.

Le bill 17 entraîne de plus une double taxation, et c'est ce que le député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) et les autres députés libéraux condamnaient en Chambre, en 1954. Ce projet de loi touche durement donc à ce que nous avons de plus sacré au Québec: la famille. Cette loi en plus de s'attaquer à la famille de la province de Québec, s'attaque au père de famille, aux membres de la famille.

Il cite des déclarations du premier ministre alors qu'il était député aux Communes. Cette loi, dit-il, est en contradiction avec ce que le premier ministre prêchait en 1954 et avec ce que le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel), le procureur général (l'honorable M. Lapalme) et tout le Parti libéral condamnaient en 1954. La loi instituant l'impôt provincial sur le revenu, en 1954, partait d'un tout autre principe, puisque alors c'était en vue de récupérer de l'argent qui, à Ottawa, appartenait à la province de Québec.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** proteste contre cette interprétation fantaisiste de ses déclarations du temps où il était à Ottawa. Il conseille au député de lire le *Hansard* et de s'en tenir au texte de ce journal des débats s'il veut le citer.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le premier ministre renie-t-il ce qu'il adorait en 1954, et pourquoi impose-t-il à la province une double taxation? C'est lui et son gouvernement qui porteront l'odieux du bill 17.

Il lit une résolution des créditistes, car il veut ainsi rappeler aux députés ministériels que le projet de loi est condamné même par des gens qui les appuyaient en 1953.

**Des députés font du grabuge.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre<sup>3</sup>!

**M. Gabias (Trois-Rivières)** lit le document. (Il le remet à un page pour le faire porter au député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) qui a quitté la Chambre.)

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Est-ce que le député de Trois-Rivières y croit à cette théorie?

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je voudrais savoir si le procureur général y a cru en 1952? J'attends la lumière du procureur général, peut-être pourrais-je alors me former une idée.

Je suis contre le bill 17 parce qu'il est trop conforme avec ce qui existe ailleurs pour que la province de Québec soit fière, et je voterai contre, comme la population de Trois-Rivières est contre ce projet et le condamne.

**M. Cloutier (Québec-Centre):** Je m'associe aux protestations qui se sont élevées de partout à travers la province et qui ont trouvé des échos dans les journaux. Il attire l'attention de la Chambre sur les conclusions du rapport Tremblay, relativement à la mise en pratique d'une politique fiscale. Elle prévoit, dit-il, des exemptions aussi basses que possible pour protéger et prendre soin de la famille. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) a dit que l'assurance-hospitalisation ne coûtera à l'homme moyen que deux ou trois cigarettes par jour en vertu du bill 17. C'est un argument suave, c'est un peu trop simplifier le problème. Je sais la difficulté des pères de famille de revenus modestes pour boucler leur budget avec le coût élevé de la vie, les taxes fédérales, provinciales et municipales.

Le Parti libéral est allé au-delà de la capacité financière de la province avec ses promesses inconsidérées au cours de la dernière campagne. C'est la raison de la nouvelle taxe que veut établir la nouvelle administration.

Un expert en question financière, qui a fait le calcul de ce que représenterait l'accomplissement de toutes ces promesses, en est arrivé à la conclusion que le coût pouvait facilement en être estimé à un milliard de dollars. Cette hausse de taxes, c'est contraire à un engagement formel que les libéraux ont pris; le bill 17 peut être, avec raison, qualifié de mesure antisociale.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Je vais voter contre les changements proposés aux exemptions personnelles d'impôt, parce que je considère que ces changements vont drainer les pauvres ressources du petit contribuable. Selon la loi de l'assistance publique de la province de Québec, les personnes nécessiteuses recevront la totalité des soins médicaux et hospitaliers sans aucuns frais. Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) dit que \$25, de plus par année ce n'est pas grand-chose. Il faut penser que pour l'ouvrier qui doit déjà verser \$133 à Ottawa et \$200 de taxes sur les ventes au détail, le nouvel

impôt lui fera mal, comme à sa femme et à ses enfants.

Je sais que la politique de justice sociale que le procureur général (l'honorable M. Lapalme) a toujours réclamée ne se trouve pas dans ce bill. Au cours des sessions précédentes, il a entendu, dit-il, le procureur général revendiquer la mise en vigueur de lois sociales. J'abonde dans ce sens, mais il ne faut pas prêcher la justice sociale du bout des lèvres, il faut en plus l'avoir dans le cœur. C'est parce que je l'ai dans le cœur que je prétends qu'on ne peut appliquer des lois sociales en faisant payer surtout les gagne-petit. C'est ce que pensent les ouvriers du comté de Maisonneuve, le comté le plus ouvrier de la province.

Ces familles paient en moyenne \$200 par année pour la taxe de vente, et cela, en outre de l'impôt fédéral et des taxes municipales. C'est une injustice de leur ajouter un impôt additionnel au lieu de taxer les richesses naturelles, par exemple. J'ai le devoir de me faire l'interprète des familles ouvrières pour combattre le bill 17. Si le gouvernement laissait ses membres libres de voter, je suis convaincu que cette loi ne passerait pas dans cette Chambre.

Il s'élève contre le fait qu'on place la loi de l'impôt provincial sur le revenu au même palier que la loi fédérale. Feu Maurice Duplessis, dit-il, avait montré qu'il est un homme de cœur en haussant les exemptions, pour aider les familles, et en portant à \$30,000,000 par année les dépenses de l'assistance publique qui avantageaient surtout les classes pauvres, parce qu'elles couvraient non seulement l'hospitalisation, mais aussi les médicaments, les examens aux rayons X, le médecin, le chirurgien.

Il est convaincu que si tous les députés écoutaient la voix de leur conscience, le bill 17 ne passerait pas. Au moment où la valeur du dollar a baissé à environ 40 sous, il faudrait, au contraire, hausser les exemptions. Agir autrement, déclare-t-il, c'est imposer un autre fardeau très lourd à ceux qui, par leur travail, ont réussi à faire quelques économies.

Le procureur général disait, durant la campagne électorale, que nos richesses naturelles ne nous rapportent pas assez. Quand les sociétés ont commencé à extraire le minerai de fer de notre sous-sol, elles avaient dépensé des centaines de millions de dollars et elles avaient droit à un traitement particulier. Mais elles peuvent payer davantage aujourd'hui, car leur production bat son plein et elles ont commencé à faire de l'argent. Je ne serais pas opposé à l'étatisation des sociétés qui exploitent nos gisements de minerai de fer. Le gouvernement doit maintenant passer aux actes.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Le fouillis laissé par votre gouvernement est tel que nous devons voir quelle est la situation avant d'agir à la légère.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Est-ce là l'annonce que le gouvernement a décidé de nationaliser ces industries?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Le cabinet fera connaître sa politique en temps et lieu.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Étatisez les compagnies qui exploitent nos richesses naturelles, et vous allez me faire plaisir.

**M. Lavoie (Laval):** Ça, ça serait du véritable socialisme!

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Non! C'est du gros bon sens. L'ancien premier ministre du Québec savait que la démocratie, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. La loi qu'on nous présente n'est pas démocratique, car elle taxe les petits. Le gouvernement doit cesser d'improviser en matière de législation.

**Des députés de l'opposition** soufflent des mots au représentant de Maisonneuve.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Cessez donc de souffler... vous avez de bonnes idées, mais ça mélange les miennes. À Noël, nos bons curés ne diront pas aux fidèles *Pax vobis*, mais *Taxe vobis*!

**M. Leclerc (Charlevoix):** La nouvelle taxe que veut prélever le gouvernement, c'est pour payer l'assurance-hospitalisation, et elle ne suffira pas. Cette loi coûtera très cher et il faudra taxer encore. Le gouvernement veut punir l'opposition parce qu'elle parle trop longtemps, à son gré. On veut nous faire siéger jusqu'à Noël et même entre Noël et le jour de l'An. Je crois que cela ferait l'affaire des ministériels; ça les dispenserait d'aller montrer leur vrai visage à leurs électeurs dans les comtés de la province.

En plus de l'amertume d'avoir à payer la taxe, le contribuable aura l'amertume de payer à un gouvernement qui avait promis qu'il n'y aurait rien à payer. Le gouvernement utilise des arguments à l'eau de rose, des arguments enfantins pour faire accepter le bill 17. Quand les orateurs ministériels affirment que l'augmentation de l'impôt sur le revenu ne

dépassera pas \$2.70 par contribuable, cela ne signifie rien et cela n'améliore pas le sort du chef de famille qui devra déboursier \$50 ou \$75 de plus par an. L'opposition s'objecte à cette loi, précisément parce que le fardeau additionnel sera très lourd pour la famille.

En demandant aux Chambres d'approuver le texte législatif, on continue à discréditer les hommes publics en les faisant passer pour des menteurs, car le bill 17 est un démenti formel aux engagements solennellement pris par le Parti libéral pendant la campagne électorale. Les gouvernants du Québec devraient montrer une certaine décence et un certain sens de la moralité. Ce que le peuple reproche surtout aux autorités de la province, c'est de manquer à sa parole d'honneur en ne tenant pas ses promesses. Quand on préside aux destinées d'une province, on n'a pas le droit de mentir.

À la veille de Noël, je n'envie pas le premier ministre, il paraît que le premier ministre confesse beaucoup de ce temps-ci, car beaucoup de ses députés voudraient voter contre la loi à l'étude. Je souhaite au premier ministre beaucoup de chance dans ses confessions et j'espère que les pénitences ne seront pas trop lourdes. Quant à moi, je ferai comme le député de Bellechasse et je voterai contre l'augmentation de l'impôt provincial.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):** L'augmentation de l'impôt sur le revenu constitue, de la part du gouvernement, un défi impopulaire. Toutefois, je voterai en faveur du bill 17 parce que mes électeurs ont un urgent besoin de l'assurance-hospitalisation. Il ne faut pas oublier que je représente une des circonscriptions les plus pauvres de la province. Malgré l'ordre de mon médecin, j'ai quitté mon lit pour venir appuyer cette mesure rendue nécessaire à Québec.

Si la population doit envisager un alourdissement de son fardeau fiscal, c'est parce qu'Ottawa n'a pas eu le courage nécessaire pour amender le Code criminel, de façon à permettre l'institution de loteries provinciales au bénéfice des lois sociales. Nous finançons les hôpitaux de pays étrangers en achetant, par exemple, des billets de "sweepstake" et le fisc va nous faire payer pour notre propre hospitalisation! Je ne vois pas pourquoi les citoyens du Québec continueraient de payer pour l'assurance-hospitalisation sans bénéficier eux aussi de cette loi bienfaisante dont la population pauvre de mon comté a grandement besoin.

J'espère que, d'ici un an ou deux, le gouvernement de la province, après avoir récupéré d'Ottawa un

pourcentage additionnel de l'impôt sur le revenu, sera capable d'abroger la nouvelle loi concernant l'impôt et pourra enlever cette taxe qui n'est que temporaire, selon les déclarations de certains membres du gouvernement. Il espère que le gouvernement va éventuellement trouver d'autres sources de revenu pour aider à payer son programme d'aide sociale.

Les autorités du Québec, dit-il, devraient songer à la possibilité de hausser l'impôt sur les boissons alcooliques et sur le pari mutuel, car \$19,000,000 vont chaque année dans les goussets des promoteurs de pistes de courses et dans la bourse des parieurs.

Il est vrai que maintes personnes ont séjourné gratuitement à l'hôpital grâce à l'assistance publique; mais avec ce dernier système, l'ennui, c'est que l'aide de l'État prenait la forme d'une charité et qu'il fallait toute une série d'investigations et des enquêtes chez les patrons de ceux qui étaient assistés pour constater s'ils avaient bien droit aux bénéfices de la loi. Les pauvres gens ont aussi leur fierté et il me semble que la formule de l'assurance-hospitalisation pour tous sans exception vaut mieux que celle de l'assistance publique, et elle épargnera bien des tracasseries à la population.

La nouvelle loi sera plus juste et elle protégera davantage la fierté de ceux qui devront y avoir recours. L'augmentation de l'impôt sera beaucoup moindre, pour chaque individu, que les bénéfices qu'apportera l'assurance-hospitalisation.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Le premier ministre actuel de la province suit l'exemple de son ancien chef, M. Godbout, en imposant de nouvelles taxes aux cultivateurs au lieu de les protéger... Il se fait un devoir de protester, dit-il, contre cette mesure au nom des fils de cultivateurs et des bûcherons de son comté. Le gouvernement ne veut pas aider les cultivateurs. Il ne les aime pas, car s'il aimait ceux qui travaillent la terre, il ne leur imposerait pas de nouvelles taxes.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Neuf cent vingt-huit cultivateurs sur 122,000 paieront l'impôt.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** C'est une loi antisociale et antifamiliale, rétrograde...

**Des députés ministériels:** (Scandant les mots en même temps que lui) Antisociale! Antifamiliale! Rétrograde!

**Des députés** font du grabuge.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Le premier ministre admettra...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'admets que vous vous répétez tous comme des pions, les uns après les autres.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Le gouvernement devrait reconnaître que l'opposition lui rend service en lui soulignant l'odieux de sa loi. Nous parlons en cette Chambre au nom des fils de cultivateurs, au nom de tous ceux qui gagnent de petits salaires et qui protestent d'une seule voix contre cette loi qui les frappe injustement et durement.

**M. Russell (Shefford):** Nous avons devant nous un projet de loi qui affecte particulièrement les classes laborieuses. Et les orateurs ministériels apportent de bien piètres arguments pour tenter de se justifier. On a prétendu que la nouvelle taxe avait pour objet de payer le gaspillage de l'Union nationale. Mais les documents ne manquent pas pour établir que la situation financière de la province était excellente quand l'Union nationale a laissé le pouvoir.

L'opposition n'est pas hostile au principe de la loi de l'assurance-hospitalisation comme certains tentent de le faire croire. Ce contre quoi nous nous élevons, par exemple, et avec toute la vigueur possible, c'est le moyen qu'on prend pour en faire porter le coût par les petits salariés après avoir solennellement promis que la population n'aurait rien à payer de plus. Aussi, je veux faire entendre la voix des ouvriers de mon comté et m'associer à leurs protestations.

J'entendais hier soir le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel). Quel contraste avec son attitude ancienne! Quand il siégeait dans l'opposition, il se donnait pour défenseur de la classe des travailleurs. Il a prouvé hier soir qu'il est loin d'être un défenseur des travailleurs.

Les protestations qui s'élèvent de partout devraient inciter le gouvernement à retirer cette loi et à chercher ailleurs les fonds qu'il désire. Le ministre du Travail a laissé entendre que les cultivateurs ne paient pas ce qui conviendrait pour les mesures sociales...

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le député me prête des paroles que je n'ai pas dites. Ce que j'ai dit, c'est que 928 cultivateurs sur 122,000 dans cette province sont touchés par l'impôt provincial. J'ai dit que, sur 1,850,000 salariés de cette

province, il y en a au-delà de 900,000 qui ne seront pas affectés.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 heures

### Projets de loi:

#### Loi de l'impôt sur le revenu

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion du ministre des Finances (l'honorable M. Lesage) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération des résolutions relatives au bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu.

**M. Russell (Shefford):** Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) ne décrit pas exactement la situation quand il dit que 928 cultivateurs seulement sont touchés par l'impôt. Le ministre s'en tient au nombre de fermes sans égard aux membres des familles de ces fermiers. Les fils de cultivateurs sont des ouvriers qui paient l'impôt. Ils vont dans les chantiers et travaillent ailleurs; leurs salaires sont taxés. Et c'est cela qui est injuste!

On a prétendu que la loi de l'assistance publique fut une faillite. Je crois que le témoignage d'un maire de municipalité et, par surcroît, membre du gouvernement, devrait convaincre les députés ministériels et inviter le gouvernement à la réflexion.

Je saisis l'occasion pour féliciter le député de Bellechasse (M. Plante) de son attitude courageuse et pour demander au premier ministre de laisser les députés ministériels libres de voter comme ils l'entendent sur cette mesure, afin qu'ils puissent se prononcer contre, comme le leur demandent les électeurs de leurs comtés. Comme le représentant de Bellechasse, je voterai contre l'augmentation de l'impôt provincial.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce fut difficile de proposer une taxation additionnelle après les promesses faites au cours de la dernière élection provinciale. Nous aurions pu mettre notre programme à exécution sans taxe additionnelle s'il

n'y avait pas eu les engagements de la précédente administration. Je suis profondément convaincu que nos propositions sont les plus justes qui peuvent être faites dans les circonstances. Surtout, si l'on tient compte de la déclaration faite à Québec par M. Diefenbaker, il y a quelques jours, quand il a annoncé que le champ d'imposition directe laissé aux provinces, quant à l'impôt sur le revenu, serait élargi en avril 1962. Nous pouvons donc espérer que la double imposition, qui est le résultat de nos propositions, ne durera que 15 mois.

Les nouveaux revenus que le gouvernement va percevoir par l'entrée en vigueur des bills 17 et 21 ne sont pas pour payer le coût de l'assurance-hospitalisation. C'est pour payer les pots cassés de l'Union nationale. En plus des \$25,000,000 que le gouvernement percevra par l'entremise des lois qu'il propose, le gouvernement de Québec devra emprunter \$50,000,000 maintenant, et \$50,000,000 avant la fin de la présente année fiscale, le 31 mars prochain, pour payer les engagements cachés de l'Union nationale<sup>4</sup>.

Il sera aussi nécessaire d'emprunter un autre \$100,000,000 en 1962-1963, pour pouvoir faire face aux obligations qui confrontent le gouvernement libéral actuellement et couvrir la balance des déficits, dus aux dettes secrètement contractées par l'Union nationale, et le remboursement d'emprunts de la province qui deviennent échus.

Et, si le gouvernement n'a pas pu mettre son programme à exécution, sans nouvelles taxes, comme il l'avait promis, c'est qu'il s'est basé sur les prévisions budgétaires de l'Union nationale qui ont été largement dépassées. L'Union nationale a soutenu qu'étant au pouvoir, elle n'avait pas contracté d'engagements cachés. Seulement, des subventions de \$26,500,000 ont été promises pour la construction et pour la réparation de ponts; des subventions de \$15,000,000, pour l'édification d'hôpitaux; plus de \$24,000,000 ont été promis par l'ancien ministre de la Voirie. Total \$65,000,000 pour trois seulement des points les plus importants, et il y en avait d'autres.

Et nous n'avions aucun moyen de le savoir avant de faire un examen des livres de la précédente administration. Je trouve cela extrêmement difficile de chercher d'autres sources de revenu pour la province, mais je n'ai pas le choix. Je ne vais jamais insister assez sur le fait que cette action est l'inévitable conséquence de la politique budgétaire que le gouvernement de l'Union nationale avait mise en pratique entre le 10 décembre 1959 et le 5 juillet 1960.

Le gouvernement va prendre les moyens d'éviter la répétition d'un pareil état financier dans

l'avenir. Les dirigeants de la province ne pourront plus dépenser inconsidérément comme cela s'est produit avec l'Union nationale. Il présentera prochainement, dit-il, un projet de loi prévoyant un contrôle strict des engagements et des dépenses du gouvernement, les limitant strictement aux budgets approuvés chaque année par les représentants du peuple. Les députés auront dans l'avenir la surveillance absolue des dépenses du gouvernement. Et, la population ne pourra plus être trompée, ni ses représentants non plus, sur la situation financière exacte de la province, comme nous l'avons été par l'Union nationale.

Il n'est pas juste de rattacher le programme de l'assurance-hospitalisation au bill 17. Le coût de cette assurance, \$129,000,000 sera payé à même les revenus généraux du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial, sans prime et sans taxe spéciale. Le gouvernement aurait pu financer son programme, l'assurance-hospitalisation, etc., à même les revenus de la province, si l'administration précédente n'avait pas obéré d'avance pour des millions et des millions le budget annuel de 1960-1961 et le budget de l'an prochain. L'assurance-hospitalisation sera plutôt financée à même le fonds consolidé de la province et, si nous avons dû nous résoudre à solliciter des revenus supplémentaires, c'est uniquement pour payer une partie des extravagances budgétaires de nos prédécesseurs.

Étant donné les conditions du marché des obligations et le fait que le l'administration provinciale doit garantir les emprunts d'Hydro-Québec, pour plusieurs centaines de millions de dollars, qu'elle doit se procurer d'ici trois ans ou quatre ans, en vue du développement de la Manicouagan, nous atteindrons, cette année, le point de saturation avec des emprunts strictement gouvernementaux de l'ordre de \$100,000,000.

Grâce à Dieu, le crédit de la province est excellent. J'y vois, dit-il, un résultat de la confiance que le monde des affaires et de la finance met dans le gouvernement actuel ainsi que la confiance témoignée par la population en général aux dirigeants libéraux du Québec à cause de leur honnêteté et de leur sagesse.

Sans le crédit exceptionnel dont jouit l'administration provinciale, je ne sais pas comment nous aurions pu payer les dettes cachées de l'Union nationale sans avoir recours à des taxes plus élevées que celles que nous demandons maintenant. Grâce à notre bonne administration, nous sommes chanceux d'avoir l'appui de la finance. On sait partout dans la population que l'on peut avoir confiance dans la



sagesse et dans l'honnêteté du présent gouvernement. Nous savons où nous allons au point de vue financier, et on sait que nous n'avons pas peur de prendre nos responsabilités pour racheter les péchés capitaux de l'Union nationale.

Le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) a parlé de la possibilité d'une loterie provinciale. C'est une chose à laquelle nous songeons depuis longtemps. Et je puis dire que si le gouvernement fédéral veut amender le Code criminel, pour permettre à la province de Québec de créer sa propre loterie provinciale, pour procurer des revenus au gouvernement, il étudiera la question avec ses collègues et, si c'est possible, le gouvernement entrera dans ce domaine.

Le grand reproche que le chef de l'opposition et ses députés m'ont fait, c'est d'avoir violé ma promesse de ne pas imposer de taxes additionnelles. Cela aurait été possible sans les engagements cachés de l'Union nationale. Il n'a pu prévoir, dit-il, l'héritage laissé par l'Union nationale et s'il y a eu un jour une promesse violée, ce fut bien plutôt par l'Union nationale qui se garda bien, autrefois, d'abolir la "taxe sur les ventes" et, au contraire, institua nombre d'autres impôts. M. Duplessis, après avoir promis solennellement d'abolir la taxe de vente qui était, selon l'ancien chef de l'Union nationale, une taxe antisociale, antiouvrière, l'a tout simplement maintenue, l'a même augmentée et a tenté d'y ajouter la taxe de luxe.

Non seulement M. Duplessis, mais aussi M. Antoine Rivard avait promis d'abolir cette taxe. L'ancien procureur général déclarait alors que cette taxe de vente s'attaquait aux familles nombreuses et à l'ouvrier. Elle disparaîtra dès que l'Union nationale aura repris le pouvoir, avait dit M. Rivard dans le comté de Québec-Centre où il se présentait et où il a été battu.

Bien plus, M. Duplessis, à Rimouski, en 1952, avait promis solennellement, dans un discours, en réponse à un interlocuteur, que jamais il n'imposerait le revenu des particuliers dans la province de Québec. Et pourtant! M. Duplessis présentait sa loi de l'impôt sur le revenu dès la session de 1954. Et on a le culot, de l'autre côté de la Chambre, de parler de promesses violées et de manquements à la parole d'honneur.

Judi dernier, dit-il, j'ai exposé avec franchise et honnêteté la politique de mon gouvernement sur la question financière en cause.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Vous avez fait un serment par oubli et par distraction!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Le représentant de Montmorency (M. Prévost) va donner sa démission prochainement. On va aller devant le peuple faire juger cela.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Nous avons étudié toutes les possibilités de financement et nous en sommes arrivés à la conclusion que la seule solution pratique était d'emprunter jusqu'à saturation de \$100,000,000 cette année et de présenter les résolutions à l'étude.

**Un député de l'opposition** interrompt le premier ministre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Nous nous sommes armés de courage et ce ne fut pas de gaieté de cœur que nous avons pris la décision d'accroître le fardeau des contribuables et d'emprunter jusqu'au point de saturation, mais c'était la seule solution pratique. Nous ne pouvions pas faire autrement. Si j'avais eu le choix, j'aurais pris d'autres moyens. Cela, le député de Chicoutimi (M. Talbot) doit le savoir ou il devrait avoir pour moi suffisamment d'estime pour le savoir.

Je dirai que je suis en politique depuis assez longtemps pour savoir qu'imposer des taxes ce n'est pas le moyen d'augmenter la popularité d'un parti politique. J'ai au moins la franchise de mes convictions. Il nous faudra 15 mois pour réparer les "pots cassés" de l'Union nationale et pour que les choses rentrent dans l'ordre.

**Un député de l'opposition** interrompt le premier ministre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** On admettra que nous avons le courage de les réparer, ces pots cassés. Qu'on me rende au moins ce témoignage.

**Un député de l'opposition** interrompt encore le premier ministre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Quand on fait un geste courageux comme celui que je suis en train de faire, on a droit à autre chose qu'à des grimaces de la part de l'opposition<sup>5</sup>. Quant au député de Bagot (M. Johnson), c'est un taxéux selon le mot qu'il vient de nous lancer, mais il n'a jamais voulu l'admettre.

**M. Johnson (Bagot):** Quelle taxe avons-nous imposée?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'impôt sur le revenu en 1954 et en 1958. L'augmentation de la taxe de vente dans une multitude de municipalités.

**Une voix:** La taxe sur la gazoline.

**M. Johnson (Bagot):** En 1958, nous avons simplement fait rentrer dans les coffres de la province, grâce au gouvernement Diefenbaker, l'augmentation de 10 % à 13 % de la réduction.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Et pourtant, je viens précisément de démontrer que par la loi de 1958, tous les salaires, à compter de \$2,000, sont sujets à la double imposition. Je réaffirme, et personne ne peut le savoir mieux que moi qui suis ministre des Finances, que l'Union nationale a pris des engagements que nous ne pouvions pas connaître, dans tous les domaines. La population sait bien que les propositions que je fais ne sont pas pour permettre à l'opposition de faire de la démagogie. Elle sait que nous voulons donner à la province une saine administration.

Le représentant de Bagot avait aussi soutenu que le pourcentage d'augmentation est dégressif. Avec ses propositions, l'augmentation du pourcentage de l'impôt est dégressive, mais progressive en valeur de dollars. Pour le premier \$1,000 de revenu imposable, l'augmentation est de \$10.70; elle est de \$22.50 pour le \$2,000 de revenu imposable. Jusqu'à \$8,000 de revenu imposable, l'augmentation ne dépassera pas \$40. Elle augmentera davantage par la suite. Ainsi, elle sera de \$69.20 pour un revenu imposable de \$15,000, de \$70.45 pour un revenu imposable de \$20,000, de \$78.95 pour un revenu imposable de \$25,000, de \$93.70 pour un revenu imposable de \$40,000. En vertu des lois de l'Union nationale, en 1954 et en 1958, au fur et à mesure que le revenu imposable est plus élevé, la double imposition est aussi plus élevée. Ce n'est que pour le premier \$1,000 de revenu imposable que la ristourne couvre le montant d'impôt provincial. À compter du \$2,000 de revenu imposable, l'impôt est de \$55.30 moins la déduction fédérale de \$54.70, ce qui laisse 70 cents de double imposition.

Le député de Bagot (M. Johnson) a prétendu que l'augmentation de l'impôt pour les célibataires est la moitié seulement de celle qui affecte les gens mariés. Il n'est pas nécessaire d'être un phoenix pour comprendre, par la simple arithmétique, que la diminution des niveaux d'exemption de \$1,000 pour les gens mariés, et de \$500 pour les célibataires, est seule responsable de cette conséquence mathématique.

Les pourcentages sont de 2.5 % pour le premier mille dollars imposable, de 2.8 % pour le deuxième mille dollars, de 3.2 % pour le troisième mille dollars, et ainsi de suite. Ce qui revient à dire que, pour un homme marié, avec deux enfants non admis aux allocations familiales et quatre enfants qui reçoivent les allocations, l'exemption sera de \$4,000. En d'autres termes, il faudra que ce père de famille reçoive \$4,100 de salaire pour être taxé.

Il sera maintenant possible, dit-il, de réaliser le reste du programme libéral sans hausser les impôts, mais la situation actuelle, il ne pouvait la prévoir. Il s'excuse auprès de la population d'avoir pris des engagements que les événements l'ont empêché de tenir complètement. Le gouvernement loin de brimer la famille, la protège, car un père de famille avec six enfants ne paiera que s'il gagne plus de \$5,100.

L'opposition dit qu'on massacre les petits salariés. Voilà, le pauvre père de famille que nous maltraitons, d'après les gens de l'opposition. Ce père de famille n'aura à déboursier que \$10.70 par mille dollars imposables, mais, en revanche, son hospitalisation et celle de sa famille seront assurées. Est-ce là vraiment une mesure antisociale? Avec nos propositions, plus il y aura d'enfants, moins il y aura de taxes et plus il y aura de bénéfices. Et c'est cela que l'opposition appelle des propositions antifamiliales et antisociales! Nous protégeons, au contraire, la famille nombreuse non seulement au point de vue des taxes, mais aussi en étendant à son intention le domaine des bénéfices.

**M. Johnson (Bagot)** invoque le Règlement. Le premier ministre, dit-il, donne des explications qui sont de nature à induire le public en erreur. Le premier ministre devrait savoir que, jusqu'ici, le contribuable qui a un revenu imposable de \$1,000 recevait une déduction fédérale de \$14.30. Ce montant s'en ira à la province avec, en outre, \$11.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député de Bagot devrait savoir aussi que cette déduction était accordée à la seule province de Québec, qui n'a pas signé d'entente avec Ottawa pour l'impôt sur le revenu.

L'Union nationale est mal venue de nous reprocher d'aligner la loi provinciale de l'impôt sur la loi fédérale. En 1954, ils ont non seulement aligné leur loi d'impôt sur la loi fédérale, mais l'y ont solidement accrochée. Bien plus, le gouvernement de l'Union nationale avait au moins imposé ses propres taux indépendants des taux d'Ottawa. Mais, en 1958, lorsque M. Duplessis a augmenté l'impôt sur le

revenu - car il l'a augmenté en 1958 - il l'a fait en ajoutant à sa loi l'article 41*a* qui établissait cette augmentation en pourcentage du rendement de l'impôt fédéral, assujettissant ainsi le rendement de son propre impôt aux fluctuations dans les taux de l'impôt fédéral.

L'Union nationale n'a pas, depuis, fait bénéficier les contribuables des déductions et des exemptions qui ont été accordées par la loi fédérale depuis 1954. C'est ainsi que, par exemple, pour un salaire de \$1,000 imposable, un célibataire avait \$25 à payer, alors que le père de famille devait payer \$30.50 pour un même revenu imposable. Tel fut le résultat de l'article 41*a*. Les résolutions qui sont devant nous actuellement nous libèrent de cet assujettissement au Parlement fédéral. En fusionnant 41*a* avec 41, le célibataire ayant un revenu imposable de \$1,000 paiera \$25, et l'homme marié gagnant \$2,000 paiera le même montant, au lieu de \$32.50.

Imaginez le sérieux qu'on peut attacher aux membres de l'opposition qui répètent que les changements proposés enlèvent à la loi son caractère autonomiste. Nous voulons simplement faire bénéficier la population d'avantages prévus par la législation. Bien plus, par l'article 13, nous faisons bénéficier les contribuables du Québec des déductions et des exemptions qui ont été accordées par la loi fédérale depuis 1954, chose que l'Union nationale avait négligé de faire pendant qu'elle se vantait de sauver l'autonomie de la province de Québec. Les contribuables québécois peuvent maintenant déduire \$100 pour frais médicaux et fins de charité.

Il faut le culot des gens de l'Union nationale, qui s'imaginent qu'ils peuvent encore faire croire n'importe quoi, pour avancer de telles fantaisies. Ils n'ont pas encore compris, depuis le 22 juin, que le peuple a fini de croire à leurs demi-vérités, à leurs mythes et à leurs épouvantails à moineaux.

Les députés de l'opposition, et particulièrement le député de Bagot, ont insisté sur une déclaration de l'Épiscopat au sujet des niveaux d'exemption. NN. SS. les évêques ont basé leur déclaration sur un principe que j'ai moi-même exposé ici jeudi dernier, à savoir que le niveau des exemptions doit être tel qu'il laisse aux contribuables un plancher pour couvrir les nécessités de la vie. La différence, entre 1947 et aujourd'hui, c'est que - et j'admets que l'Union nationale a eu des initiatives - la différence, c'est que le gouvernement, tant par des lois passées par l'Union nationale que par de nouvelles propositions, paie pour une partie des nécessités de la vie: l'hospitalisation et l'éducation sont de ce domaine.

La situation n'est plus la même, et c'est pourquoi le gouvernement est justifié de répartir les charges sur une base plus étendue, en prenant bien garde cependant de faire payer quoi que ce soit à ceux qui véritablement ne peuvent le faire, et en réduisant au minimum la part de ceux qui ont des revenus moyens. Si le gouvernement paie une partie des nécessités de la vie, il est juste que la part de paiement des contribuables soit élargie en prenant garde de ne pas faire payer ceux qui n'ont pas le moyen.

C'est pour cela qu'il fallait mettre de côté les taxes qui pouvaient affecter les nécessités de la vie. L'Union nationale soutient que les bills 17 et 21 sont pour défrayer la mise en œuvre de l'assurance-hospitalisation. Ce n'est pas possible. En Ontario, le gouvernement doit prélever \$100,000,000 pour payer son système d'assurance, ce qui fait \$16, en moyenne, par personne pour ce genre d'assurance. Or, l'augmentation de l'impôt provincial sur le revenu au Québec ne sera, en moyenne, que de \$2.70 par personne.

Le "crois ou meurs" est disparu de la Législature de Québec. La preuve, c'est que l'Union nationale a passé sept jours à répéter les mêmes arguments contre les résolutions du bill 17, sans que le gouvernement tente de lui appliquer le bâillon comme ce fut le cas parfois quand l'Union nationale était au pouvoir. La preuve, c'est qu'un député libéral a eu toute la liberté d'exprimer son opinion allant à l'encontre de celle des ministériels sans que personne ne le lui reproche.

Je suis convaincu que jamais, sous le règne de l'Union nationale, qui a duré 16 ans, il aurait été possible aux députés libéraux de critiquer pendant sept jours entiers, sans se faire appliquer le bâillon. Nous, les libéraux, nous avons toujours cru au rôle de l'opposition. L'Union nationale, elle, vient de le découvrir<sup>6</sup>.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Ils remplissent bien mal leur rôle, d'ailleurs!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'opposition joue un rôle nécessaire dans une saine démocratie.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le délai pour étudier les résolutions et le bill n'a pas encore été assez long!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le chef de l'opposition vient de démontrer qu'il a un processus mental extrêmement long, puisqu'il n'a pas encore compris après sept jours de délai. La population

n'a pas compris non plus l'attitude adoptée par l'opposition et les conclusions auxquelles elle en est venue durant la longue discussion qui vient d'avoir lieu.

Nous avons agi pour le plus grand bien de la province. J'ai eu confiance et j'ai confiance que les contribuables nous sauront gré d'avoir fait appel à leur sens de la démocratie en les invitant à prendre avec nous, en pleine connaissance des faits, les responsabilités inéluctables d'une administration saine et progressive.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise<sup>7</sup>.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arseneault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hanley, Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 43.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Custeau, Desjardins, Dozois, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Thibeault, Tremblay, 28.

**Députés pairés:** MM. Hamel (Saint-Maurice), Bédard ainsi que M. Lemieux déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Tellier, Cloutier et Bernatchez, respectivement, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote en faveur de la motion.

M. Laberge déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Binette, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote à l'encontre de la motion.

Ainsi, la motion est adoptée. M. l'Orateur, en conséquence, quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Que l'article 2 de la loi de l'impôt provincial sur le revenu (2-3 Elizabeth II, chapitre 17) modifié par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 20, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant le sous-paragraphe 3<sup>o</sup> du paragraphe 1 par le suivant:

"3<sup>o</sup> "année d'imposition" désigne l'année civile; cependant, lorsqu'il s'agit d'une entreprise, d'une fiducie, d'une succession ou d'une corporation personnelle, "année d'imposition" désigne son exercice financier se terminant au cours de l'année civile;"

b) en remplaçant, dans la troisième ligne du sous-paragraphe 2<sup>o</sup> du paragraphe 1, le numéro "12<sup>o</sup>" par le numéro "13<sup>o</sup>".

2. Que l'article 12 de ladite loi soit modifié en remplaçant dans la quatrième ligne, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960".

3. Que l'article 13 de ladite loi soit modifié en remplaçant dans la sixième ligne du paragraphe a, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960".

4. Que l'article 15 de ladite loi soit modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe b, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960".

5. Que l'article 31 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 25, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 1<sup>o</sup>, le mot "trois" par le mot "deux";

b) en retranchant, dans la première ligne du paragraphe 2<sup>o</sup>, les mots "cinq cents".

6. Que l'article 32 de ladite loi soit modifié:

a) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe a, les mots "cinq cents" par les mots "deux cent cinquante";

b) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe a, les mots "trois" par les mots "deux";

c) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe b, les mots "cinq cents" par les mots "deux cent cinquante".

7. Que l'article 37 de ladite loi soit modifié:

a) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe a, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960";

b) en retranchant, dans les sixième et septième lignes dudit paragraphe a, les mots "sauf les déductions concernant les portes commerciales";

c) en remplaçant le paragraphe b, par le suivant:

"b) celles qui sont permises par les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil."

8. Que l'article 41 de ladite loi soit modifié en remplaçant les paragraphes a à p inclusivement par les paragraphes suivants:

"a) 2.5 pour cent du montant imposable s'il n'excède pas \$1,000;

b) \$25 plus 2.8 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$1,000 si celui-ci est supérieur à \$1,000 mais n'excède pas \$2,000;

c) \$53 plus 3.2 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$2,000 si celui-ci est supérieur à \$2,000 mais n'excède pas \$4,000.

d) \$117 plus 3.6 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$4,000 si celui-ci est supérieur à \$4,000 mais n'excède pas \$6,000;

e) \$189 plus 4.3 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$6,000 si celui-ci est supérieur à \$6,000 mais n'excède pas \$8,000;

f) \$275 plus 5 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$8,000 si celui-ci est supérieur à \$8,000 mais n'excède pas \$10,000;

g) \$375 plus 5.8 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$10,000 si celui-ci est supérieur à \$10,000 mais n'excède pas \$12,000;

h) \$491 plus 6.6 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$12,000 si celui-ci est supérieur à \$12,000 mais n'excède pas \$15,000;

i) \$689 plus 7.5 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$15,000 si celui-ci est supérieur à \$15,000 mais n'excède pas \$25,000;

j) \$1,439 plus 8.3 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$25,000 si celui-ci est supérieur à \$25,000 mais n'excède pas \$40,000;

k) \$2,684 plus 9.1 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$40,000 si celui-ci est supérieur à \$40,000 mais n'excède pas \$60,000;

l) \$4,504 plus 9.9 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$60,000 si celui-ci est supérieur à \$60,000 mais n'excède pas \$90,000;

m) \$7,474 plus 10.8 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$90,000 si celui-ci est supérieur à \$90,000 mais n'excède pas \$125,000;

n) \$11,254 plus 11.6 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$125,000 si celui-ci est supérieur à \$125,000 mais n'excède pas \$225,000;

o) \$22,854 plus 12.4 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$225,000 si celui-ci est supérieur à \$225,000 mais n'excède pas \$400,000;

p) \$44,554 plus 13.2 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$400,000 si celui-ci est supérieur à \$400,000."

9. Que l'article 41a de ladite loi, édicté par l'article 3 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 25 et modifié par l'article 1 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 31 et par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 89, soit remplacé par le suivant:

"41a. Il doit être ajouté à l'impôt payable par un contribuable, calculé suivant l'article 41, pour

chaque année d'imposition, une somme égale à un demi pour cent du montant par lequel le revenu de placement du contribuable pour l'année excède le plus élevé des deux montants suivants:

a) deux mille quatre cents dollars, ou

b) le total des déductions sur le revenu pour l'année auxquelles il a droit sous les articles 31 à 36 inclusivement.

Aux fins du présent article, l'expression "revenu de placement" signifie le revenu de l'année d'imposition moins le total du revenu gagné pour l'année et des montants qui peuvent être déduits du revenu en vertu de l'article 37.

Aux fins du présent article, l'expression "revenu gagné" signifie l'ensemble

a) du traitement ou salaire, des prestations de pension de retraite ou de pension, des allocations de retraite, des prestations consécutives au décès, des redevances, à l'égard d'un ouvrage ou d'une invention dont le contribuable est l'auteur ou l'inventeur, des montants inclus dans le calcul du revenu du contribuable en vertu du paragraphe d de l'article 7, des montants assignés au contribuable par un fiduciaire selon un plan de participation des employés aux bénéfices, des montants qu'a reçus le contribuable, d'un fiduciaire sous le régime d'un plan de prestation de chômage supplémentaire et des montants inclus dans le calcul du revenu du contribuable en vertu des dispositions concernant les plans enregistrés d'épargne-retraite,

b) du revenu provenant de l'exploitation d'une entreprise par une personne, seule ou à titre d'associé qui s'y livre activement,

c) du revenu de loyers provenant de biens immobiliers,

d) de la partie du revenu d'un bénéficiaire d'une succession ou d'une fiducie qui lui a été attribuée et qui provient de la location de biens immobiliers,

moins:

i) les pertes commerciales subies dans l'année d'imposition au cours de l'exploitation d'une entreprise par une personne, seule ou à titre d'associé qui s'y livre activement.

ii) les pertes subies au cours de l'année d'imposition dans la location de biens immobiliers, et

iii) les montants admis en déduction du revenu en raison d'un plan enregistré d'épargne-retraite.

Lorsque les dépenses ont été faites aux fins de réaliser un revenu gagné et un revenu de placement, elles doivent, pour l'application du présent article, être réparties en portions raisonnables entre le revenu gagné et le revenu de placement."

10. Que l'article 47a de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 17, soit modifié en remplaçant dans la huitième ligne, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960".

11. Que l'article 112 de ladite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 17, soit modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960".

12. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions s'applique à l'année d'imposition 1961 et aux années d'imposition subséquentes.

**M. Johnson (Bagot):** L'ancienne loi prévoyait la fin de l'impôt provincial sur le revenu au terme de l'année civile 1961. Je comprends, que le premier ministre, malgré tout ce qu'il a pu dire, a l'intention de rendre cette loi permanente quant à l'exemption et quant à la loi de base.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La loi de l'impôt devient en effet permanente. L'Union nationale l'avait établie pour une période temporaire. Le député de Bagot devrait s'en réjouir, lui qui s'est tellement vanté que la loi de l'impôt provincial avait été une grande victoire autonomiste. Il devrait se réjouir de ce que le droit provincial dans le champ de la taxation soit définitivement consacré!

**M. Johnson (Bagot):** Il se trouve des gens qui ont cru à la parole du premier ministre qui a dit que cette loi serait temporaire, qu'elle durerait jusqu'en 1962, car M. Diefenbaker allait se retirer du champ provincial de taxation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai jamais dit que la loi serait temporaire. J'ai dit plutôt qu'elle serait temporaire dans ses effets.

**M. Johnson (Bagot)** veut insister sur la permanence de la loi...

**M. le président:** Il y a eu un long débat sur les effets de la loi, il convient que les députés s'en tiennent maintenant à l'étude des articles de la loi.

**M. Johnson (Bagot):** Je remarque que le premier ministre est accompagné d'un expert. Puis-je lui demander s'il s'agit d'un expert d'Ottawa?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai près de moi M. Pierre Leboeuf, conseiller

technique en taxation, dont la compétence est bien établie. M. Leboeuf est un fonctionnaire de la province bien connu et apprécié. La remarque du député de Bagot est désagréable pour M. Leboeuf; je demande au député de Bagot de ne pas essayer de le ridiculiser. L'Union nationale n'a jamais respecté les employés civils.

**M. Talbot (Chicoutimi)** proteste contre les propos du premier ministre.

**M. Johnson (Bagot)** proteste également contre ces propos.

**M. le président:** Revenons aux articles de la loi. Si la discussion continue sur ce terrain, je vais déclarer la résolution acceptée.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La première résolution vous donne un bel exemple de la sincérité du premier ministre. Il a dit qu'il s'agissait, par cette loi, de payer les pots cassés, soit les engagements pris par l'Union nationale sur le budget à venir, puis voilà maintenant qu'il annonce que la loi devient permanente. Ça contredit toutes les assertions antérieures.

**M. Johnson (Bagot):** Je veux corriger l'impression fausse laissée dans le public par l'expression impôt net de \$10.70. En réalité, il ne s'agit pas de \$10.70, mais bien plutôt de \$23 qu'on enlèvera des goussets du contribuable dont le revenu imposable est de \$1,000. Le contribuable qui a un revenu imposable de \$1,000 actuellement est un homme marié sans enfant qui gagnerait \$3,000. À l'heure actuelle, il ne paie pas un cent d'impôt provincial et bénéficie d'un rabais de \$14.30 qui lui est accordé grâce à la loi de 1954. Celui qui a un revenu imposable de \$2,000, c'est le contribuable qui gagne \$4,000 et n'a personne à sa charge.

Ce qu'on dit trop souvent pour juger la portée de cette résolution qui baisse l'exemption, c'est que la loi s'appliquera à un individu en particulier. Et ce qu'on oublie de cet individu, c'est qu'il paie déjà un impôt considérable au fisc fédéral et au fisc provincial, en taxes directes et indirectes, aux municipalités et aux commissions scolaires. Ce même homme, qui gagne \$60 par semaine, supporte un impôt fédéral de \$135. Ça commence à être pesant. Il paie en taxes indirectes de vente, imposées par Ottawa, un montant considérable. On l'évalue à \$200. Il paie une taxe de 2.4 % et même 6 % sur ses achats de détail. Ce même contribuable, en 1954, il a fallu lui donner une chance. La loi prévoyait qu'il ne paierait rien au provincial.

Je voulais faire ressortir que la loi actuelle a obtenu un dégrèvement d'impôt fédéral pour environ 400,000 contribuables et peut-être plus, et qu'ainsi, la loi de 1954 n'est pas devenue une taxe ou un impôt mais un dégrèvement de l'impôt fédéral envers et contre le premier ministre qui était, dans le temps, ministre à Ottawa. Quand on nous accuse d'avoir taxé les gens, on fausse l'opinion du peuple, parce que l'effet de la loi de 1954 était justement de détaxer les gens qui gagnent \$3,000 et moins.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est une demi-vérité.

**M. Johnson (Bagot):** Je dis qu'elle est devenue un instrument de dégrèvement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** À partir de \$2,000 imposables, il y avait double imposition.

**M. Johnson (Bagot):** L'homme marié qui gagne \$5,000 devient avec un revenu imposable de \$2,000. Son dégrèvement est de \$32.50 et il ne paie que \$30.50 à la province.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Sous l'ancienne loi, il y avait double taxation sur un revenu imposable de \$2,000. Si le gouvernement fédéral accorde, en tout ou en partie, les demandes soumises par le gouvernement provincial, il sera possible d'éviter la double taxation sur le revenu personnel pour tous les contribuables.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer<sup>8</sup> et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. Cette société a préparé une étude économique de la province de Québec à la demande de l'Union nationale. Voir la séance du 19 janvier 1960.

2. Le représentant de Trois-Rivières (M. Gabias) prononce son premier discours à la Chambre basse depuis qu'il a remplacé feu Maurice Duplessis comme député de Trois-Rivières, selon *Le Nouvelliste* du 21 décembre 1960, à la page 1.

3. *Le Nouvelliste* du 21 décembre 1960, à la page 1, nous dit que le grabuge est si important que le président dut intervenir d'une voix ferme pour rétablir l'ordre.

4. *Le Soleil* du 21 décembre 1960, à la page 17, écrit le 30 avril 1961 comme date de la fin de l'année financière, mais il s'agit plutôt du 31 mars 1961.

5. Selon *La Presse* du 21 décembre 1960, à la page 24, le premier ministre fait cette déclaration conséquemment aux multiples interruptions. Selon *Le Devoir* du 21 décembre 1960, à la page 6, le premier ministre s'adresse plus particulièrement au chef de l'opposition.

6. Selon *Le Montréal Matin* du 21 décembre 1960, à la page 1, le premier ministre a prononcé son meilleur et son plus puissant discours de la session. "Il a été tour à tour dialecticien, homme de chiffres, politicien et homme d'État pour repousser les attaques de l'opposition. Il a surtout fait preuve d'une très grande franchise, rappelant par plus d'un côté la façon qu'avait M. Louis Saint-Laurent d'exposer froidement la situation aux citoyens."

7. *Le Montréal Matin* du 21 décembre 1960, à la page 2, indique que le vote a été pris vers 9 h 30. De plus, nous apprenons que le représentant de Bellechasse (M. Plante) n'était pas présent au moment du vote et, par conséquent, n'a pas concrétisé sa décision de voter contre le gouvernement. Voir la séance du 19 décembre 1960.

8. *Le Soleil* du 21 décembre 1960, à la page 30, note que la discussion a porté sur les quatre premières résolutions.





## Séance du mercredi 21 décembre 1960

## Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions et réponses orales:

Fonctionnaires congédiés  
et nouveaux employés

**M. Johnson (Bagot):** Quand le gouvernement entend-il répondre aux questions de l'opposition sur le congédiement de fonctionnaires et sur le recrutement d'autres employés au cours des derniers mois?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce sera aussitôt que possible.

**M. Johnson (Bagot):** Aurons-nous les réponses avant l'ajournement pour les Fêtes?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai demandé à mes collègues de faire diligence.

## Projets de loi:

Loi de  
l'impôt sur le revenu

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu.

## En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le ministre des Finances (l'honorable M. Lesage), à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que l'article 2 de la loi de l'impôt provincial sur le revenu (2-3 Elizabeth II, chapitre 17)

modifié par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 20, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant le sous-paragraphe 3<sup>o</sup> du paragraphe 1 par le suivant:

"3<sup>o</sup> "année d'imposition" désigne l'année civile, cependant, lorsqu'il s'agit d'une entreprise, d'une fiducie, d'une succession ou d'une corporation personnelle, "année d'imposition" désigne son exercice financier se terminant au cours de l'année civile;"

b) en remplaçant, dans la troisième ligne du sous-paragraphe 29<sup>o</sup> du paragraphe 1, le numéro "12<sup>on</sup>" par le numéro "13<sup>on</sup>".

2. Que l'article 12 de ladite loi soit modifié en remplaçant dans la quatrième ligne, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960".

3. Que l'article 13 de ladite loi soit modifié en remplaçant dans la sixième ligne du paragraphe a, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960".

4. Que l'article 15 de ladite loi soit modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe b, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960".

5. Que l'article 31 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 25, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 1<sup>o</sup>, le mot "trois" par le mot "deux";

b) en retranchant, dans la première ligne du paragraphe 2<sup>o</sup>, les mots "cinq cents".

6. Que l'article 32 de ladite loi soit modifié

a) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe a, les mots "cinq cents" par les mots "deux cent cinquante";

b) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe a, les mots "trois" par les mots "deux";

c) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe b, les mots "cinq cents" par les mots "deux cent cinquante".

7. Que l'article 37 de ladite loi soit modifié

a) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe a, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960";

b) en retranchant, dans les sixième et septième lignes dudit paragraphe a, les mots "sauf les déductions concernant les portes commerciales";

c) en remplaçant le paragraphe b, par le suivant:

"b) celles qui sont permises par les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil."

8. Que l'article 41 de ladite loi soit modifié en remplaçant les paragraphes *a* à *p* inclusivement par les paragraphes suivants:

"a) 2.5 pour cent du montant imposable s'il n'excède pas \$1,000;

b) \$25 plus 2.8 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$1,000 si celui-ci est supérieur à \$1,000 mais n'excède pas \$2,000;

c) \$53 plus 3.2 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$2,000 si celui-ci est supérieur à \$2,000 mais n'excède pas \$4,000.

d) \$117 plus 3.6 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$4,000 si celui-ci est supérieur à \$4,000 mais n'excède pas \$6,000;

e) \$189 plus 4.3 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$6,000 si celui-ci est supérieur à \$6,000 mais n'excède pas \$8,000;

f) \$275 plus 5 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$8,000 si celui-ci est supérieur à \$8,000 mais n'excède pas \$10,000;

g) \$375 plus 5.8 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$10,000 si celui-ci est supérieur à \$10,000 mais n'excède pas \$12,000;

h) \$491 plus 6.6 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$12,000 si celui-ci est supérieur à \$12,000 mais n'excède pas \$15,000;

i) \$689 plus 7.5 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$15,000 si celui-ci est supérieur à \$15,000 mais n'excède pas \$25,000;

j) \$1,439 plus 8.3 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$25,000 si celui-ci est supérieur à \$25,000 mais n'excède pas \$40,000;

k) \$2,684 plus 9.1 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$40,000 si celui-ci est supérieur à \$40,000 mais n'excède pas \$60,000;

l) \$4,504 plus 9.9 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$60,000 si celui-ci est supérieur à \$60,000 mais n'excède pas \$90,000;

m) \$7,474 plus 10.8 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$90,000 si celui-ci est supérieur à \$90,000 mais n'excède pas \$125,000;

n) \$11,254 plus 11.6 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$125,000 si celui-ci est supérieur à \$125,000 mais n'excède pas \$225,000;

o) \$22,854 plus 12.4 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$225,000 si celui-ci est supérieur à \$225,000 mais n'excède pas \$400,000;

p) \$44,554 plus 13.2 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$400,000 si celui-ci est supérieur à \$400,000."

9. Que l'article 41a de ladite loi, édicté par l'article 3 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 25 et

modifié par l'article 1 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 31 et par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 89, soit remplacé par le suivant:

"41a. Il doit être ajouté à l'impôt payable par un contribuable, calculé suivant l'article 41, pour chaque année d'imposition, une somme égale à un demi pour cent du montant par lequel le revenu de placement du contribuable pour l'année excède le plus élevé des deux montants suivants:

a) deux mille quatre cents dollars, ou

b) le total des déductions sur le revenu pour l'année auxquelles il a droit sous les articles 31 à 36 inclusivement.

Aux fins du présent article, l'expression "revenu de placement" signifie le revenu de l'année d'imposition moins le total du revenu gagné pour l'année et des montants qui peuvent être déduits du revenu en vertu de l'article 37.

Aux fins du présent article, l'expression "revenu gagné" signifie l'ensemble

a) du traitement ou salaire, des prestations de pension de retraite ou de pension, des allocations de retraite, des prestations consécutives au décès, des redevances, à l'égard d'un ouvrage ou d'une invention dont le contribuable est l'auteur ou l'inventeur, des montants inclus dans le calcul du revenu du contribuable en vertu du paragraphe d de l'article 7, des montants assignés au contribuable par un fiduciaire selon un plan de participation des employés aux bénéfices, des montants qu'a reçus le contribuable, d'un fiduciaire sous le régime d'un plan de prestation de chômage supplémentaire et des montants inclus dans le calcul du revenu du contribuable en vertu des dispositions concernant les plans enregistrés d'épargne-retraite,

b) du revenu provenant de l'exploitation d'une entreprise par une personne, seule ou à titre d'associé qui s'y livre activement,

c) du revenu de loyers provenant de biens immobiliers,

d) de la partie du revenu d'un bénéficiaire d'une succession ou d'une fiducie qui lui a été attribuée et qui provient de la location de biens immobiliers,

moins:

i) les pertes commerciales subies dans l'année d'imposition au cours de l'exploitation d'une entreprise par une personne, seule ou à titre d'associé qui s'y livre activement.

ii) les pertes subies au cours de l'année d'imposition dans la location de biens immobiliers, et

iii) les montants admis en déduction du revenu en raison d'un plan enregistré d'épargne-retraite.

Lorsque les dépenses ont été faites aux fins de réaliser un revenu gagné et un revenu de placement, elles doivent, pour l'application du présent article, être réparties en portions raisonnables entre le revenu gagné et le revenu de placement."

10. Que l'article 47a de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 17, soit modifié en remplaçant dans la huitième ligne, les mot et millésime "janvier 1954" par le mot et millésime "décembre 1960".

11. Que l'article 112 de ladite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 17, soit modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mot et millésime "janvier 1954" par les mot et millésime "décembre 1960".

12. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions s'applique à l'année d'imposition 1961 et aux années d'imposition subséquentes.

Les résolutions 1 à 4 sont adoptées.

Le comité étudie la résolution 5, qui se lit comme suit:

5. Que l'article 31 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 25, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 1<sup>o</sup>, le mot "trois" par le mot "deux";

b) en retranchant, dans la première ligne du paragraphe 2<sup>o</sup>, les mots "cinq cents".

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le premier ministre a utilisé hier un argument selon lequel les nouvelles exemptions proposées pour le calcul de l'importance sur le revenu des particuliers respectent les directives de l'épiscopat. Les évêques ont établi en principe que la partie non imposable du revenu d'une personne doit correspondre aux dépenses indispensables pour vivre<sup>1</sup>. Or, l'exemption d'impôt sur les premiers \$1,000 d'un célibataire ne suffit pas, car ce n'est pas \$1,000 qui peuvent suffire aux dépenses indispensables d'un célibataire; \$1,000, cela ne représente, en effet que \$2.97 par jour.

Dans le cas de la personne mariée avec \$2,000 d'exemption, représentant \$8.92 par jour, c'est aussi insuffisant. Le niveau des exemptions doit être maintenu à \$3,000 pour les personnes mariées et à \$1,000 pour les célibataires. Il réclame, dit-il, une exemption totale de l'impôt sur le revenu pour les jeunes gens de moins de 21 ans de la province et qui travaillent. Les jeunes pourraient ainsi songer plus facilement à fonder des foyers et pourraient aussi aider davantage leurs parents.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le célibataire qui gagne \$1,600 par année aura à payer un impôt de \$12.50, dont il réduira un abattement de \$7.50 venant du fédéral, ce qui lui fera un coût net de \$5, soit moins que le prix d'une cigarette par jour.

Le gouvernement est justifié de demander cette contribution au célibataire parce qu'il absorbera pour lui une partie des nécessités de la vie.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le coût net n'est pas de \$5, c'est \$12.50.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Non.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le gouvernement a probablement des raisons pour avoir diminué les exemptions de base à \$2,000 et \$1,000, au lieu de \$3,000 et \$1,500. S'il connaît de telles raisons, il ne les a pas encore exposées à la Chambre.

Les exemptions accordées par l'Union nationale étaient beaucoup plus libérales que celles que propose le gouvernement actuel. Les autorités provinciales devraient renoncer à leur projet et revenir à l'ancien système pour des raisons de justice et aussi pour permettre aux gens de développer l'esprit d'épargne.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les statistiques que je possède, dit-il, sont basées sur celles du gouvernement fédéral en 1958. Cette année-là, les célibataires gagnant de \$1,000 à \$1,500, et qui ont payé l'impôt fédéral sur le revenu, étaient au nombre de 75,000. Les gens mariés qui gagnaient au-dessous de \$2,500, et qui sont sans dépendant, ont payé l'impôt fédéral au nombre de 13,992. Les gens mariés qui gagnaient au-dessous de \$2,500 et qui, avec un dépendant, ont payé l'impôt fédéral, étaient au nombre de 3,645.

Les gens mariés gagnant entre \$2,500 et \$3,000 et sans dépendant, qui ont payé l'impôt fédéral, étaient au nombre de 20,836. Les gens mariés gagnant entre \$2,500 et \$3,000 et avec un dépendant qui ont payé de l'impôt fédéral étaient au nombre de 12,366. Les 216,000 personnes touchées par la nouvelle loi de l'impôt provincial ne paieront seulement que \$600,000 au Trésor de la province, ce qui prouve que ce n'est pas chez les petits salariés que seront pris les \$14,000,000 de revenus additionnels que veut obtenir le gouvernement.

**M. Johnson (Bagot):** Qu'est-ce que cela peut représenter en argent?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est impossible à calculer.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Quelle tranche des \$14,000,000 cela représente-t-il?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le montant total payable par les contribuables qui ne sont pas taxables actuellement sera de \$2,000,000 à peu près, sans tenir compte du crédit fédéral. Ce crédit fédéral étant approximativement de \$1,400,000, c'est dire que cela fera seulement \$600,000 à payer par ceux qui, jusqu'ici, n'étaient pas taxés. Au total, les gens qui ne payaient pas l'impôt provincial sur le revenu et qui le paieront désormais sont au nombre de 216,000. Ils auront à déboursier \$2,225,000, somme dont les 60 % leur seront remboursés par le fédéral, soit entre \$1,300,000 et \$1,400,000.

**M. Johnson (Bagot):** Dix millions de dollars sur \$14,000,000 seront payés par des gens qui gagnent moins de \$3,000 par année.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** D'après les experts de mon département, la moitié des revenus additionnels proviendra de gens gagnant moins de \$7,000 par année, et l'autre moitié de ceux qui gagnent plus de \$7,000 par an. Ceux qui gagnent moins de \$7,000 fourniront \$7,000,000.

**M. Johnson (Bagot):** Peu importe comment vous le calculez, les petits salariés vont quand même avoir \$2,000,000 de moins. S'il est vrai que le gouvernement de la province augmente l'impôt provincial pour faire payer les dettes de l'Union nationale, la mesure sera encore plus injuste et plus malsaine. Le premier ministre a tenté de justifier de cette façon l'augmentation de l'impôt. Si l'explication du premier ministre était juste, le gouvernement devrait faire payer ceux qui ont de gros revenus plutôt que de pressurer les petits salariés. Le gouvernement aurait dû augmenter les impôts uniquement des personnes dont les revenus annuels dépassent \$5,000.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** invoque le Règlement. Le député devait s'en tenir à l'article 5 à l'étude en ce moment.

**M. le président:** Il ne peut être question de reprendre le débat sur le mérite du bill. L'article 5 se rapporte au changement du niveau des exemptions pour fins d'impôt; il s'agit de décider s'il doit être adopté ou modifié.

**M. Johnson (Bagot):** D'après certaines théories, d'après des gens qui n'aiment pas le système parlementaire...

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** invoque à son tour le Règlement. L'opposition exagère, dit-il; depuis 10 jours qu'on répète les mêmes choses contre le bill 17! Les députés de l'opposition ont leur opinion et nous avons la nôtre. Si le député de Bagot (M. Johnson) est contre le bill, qu'il vote contre et c'est son droit.

**M. Johnson (Bagot):** La mesure est injuste parce qu'elle frappe surtout les petits salariés.

Il questionne le premier ministre sur la position du gouvernement fédéral sur le champ d'imposition directe et sur les exemptions de base qui, depuis 1954, sont de \$1,500 et \$2,000 respectivement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Si le gouvernement fédéral élargit le champ d'imposition directe des provinces en avril 1962, on pourra éviter la double imposition sur le revenu personnel, mais le gouvernement du Québec ne reportera pas les exemptions de base à ce qu'elles étaient.

**M. Johnson (Bagot):** Je retiens l'aveu du premier ministre que si M. Diefenbaker abandonne une plus grande partie de ce domaine de taxation directe aux provinces, les 210,000 contribuables du Québec, qui ont été pris dans le filet de l'impôt, le resteront.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je répète que si le gouvernement fédéral accorde en tout ou en partie les demandes que nous lui avons soumises, il nous sera possible d'éviter la double imposition sur le revenu personnel pour tous les contribuables.

**M. Johnson (Bagot):** Ce qui veut dire que le Parti libéral se fie à la générosité et au sens de la justice d'un premier ministre conservateur pour le sortir de l'impasse.

**M. Johnson (Bagot):** L'article 5 donne à la Chambre l'occasion de constater que les 210,000 nouveaux payeurs de taxes de Québec ne seront pas détaxés tant que le premier ministre actuel de la province sera au poste. Le premier ministre fait tout son possible pour miner le prestige du gouvernement fédéral sur lequel il compte, pourtant, afin de tenir ses promesses. Pourtant, ce gouvernement a fait preuve jusqu'ici de beaucoup plus de générosité, surtout si

l'on se rappelle la mesquinerie du gouvernement Saint-Laurent-Lesage.

Il s'agit, dans cet article 5, d'un point vital, d'un élément de base, de la défense contre la centralisation fédérale, de l'une des assises du système particulier du Québec dans le domaine de la famille. Le premier ministre prend les moyens de faire du Québec une province comme les autres.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** demande aux députés de l'opposition de cesser de se répéter. Vous avez votre opinion, dit-il, que nous connaissons, et nous avons la nôtre, que vous connaissez tout aussi bien. Alors, pourquoi vous ingénier à vous rendre désagréables?

**M. Caron (Maskinongé):** La loi présentée par le gouvernement est antifamiliale et antisociale, et elle attaque la famille dans sa vie même. L'attitude de l'opposition correspond au sentiment de la collectivité et c'est la raison pour laquelle les députés siégeant à la gauche du président se feront un impérieux devoir de voter contre. Les unions ouvrières se sont toutes prononcées contre le bill 17 et s'y opposent.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** invoque le Règlement. Nous n'étudions pas la loi ouvrière du Québec, dit-il, mais la résolution no 5 relative à la loi provinciale de l'impôt. Ce n'est pas le temps de répéter *ad nauseam* les discours entendus en Chambre depuis la semaine dernière. Avons-nous devant nous des hommes intelligents ou des machines à répéter?

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le député de Maskinongé (M. Caron) a le droit de dire que les unions ouvrières s'opposent au projet de loi. Est-ce cela qui donne des nausées au premier ministre? Les ouvriers de cette province seront étonnés de l'apprendre.

Il essaie de poursuivre son intervention en faveur du représentant de Maskinongé (M. Caron).

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je ne veux pas entendre de revendications en faveur des ouvriers venant de l'Union nationale. À mon avis, c'est mal venu de la part de ce parti qui a tant rabroué et maltraité les ouvriers depuis 15 ans.

**M. Talbot (Chicoutimi)** tente encore d'intervenir...

**Des députés ministériels:** Asbestos! Louiseville! Murdochville<sup>2</sup>!

**M. le président:** Le débat dégénère en discussion absolument en dehors de la question à l'étude. La faute en revient principalement à l'opposition, dit-il. Je demande au chef de l'opposition de reprendre son siège.

**M. Talbot (Chicoutimi)** proteste et en appelle de la décision du président du comité.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, au cours du débat sur la résolution 5, relative au bill 17, le chef de l'opposition (M. Talbot) parlait sur un point d'ordre. Incidemment, le chef de l'opposition fit allusion à l'attitude du gouvernement à l'égard de la classe ouvrière. Le premier ministre se leva sur une question de privilège et j'ai demandé au chef de l'opposition de reprendre son siège. Le chef de l'opposition en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Parent, Pinard, Plante, Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thériage, Turpin, 43.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Caron, Chartrand, Desjardins, Dozois, Élie, Gabias, Guillemette, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, 28.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier les résolutions relatives au bill 17.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 5.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Vous avez gagné votre point. Ce fut une perte de temps et la marque d'une obstruction systématique.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** C'est pour avoir agi comme cela que vous avez été battus.

**M. Caron (Maskinongé):** Ceux qui ont entendu l'exposé du ministre du Travail (l'honorable M. Hamel), s'ils sont le moins intelligents, vont conclure que les chefs ouvriers n'ont pas à faire des représentations. Le ministre du Travail reste sourd aux protestations de la classe ouvrière contre le bill. Il n'a pas conscience de ses responsabilités depuis que ces changements dans l'imposition ont été proposés.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** J'invoque le Règlement. Ce n'est pas ce que j'ai dit.

**M. le président:** La discussion serait plus efficace si, de part et d'autre, on exprimait ses arguments sans les rattacher à un membre de l'autre côté de la Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je ne permettrai pas qu'on m'attribue des paroles que je n'ai pas prononcées, surtout au député de Maskinongé.

**M. Caron (Maskinongé):** On ne m'empêchera pas de référer aux déclarations de représentants de mouvements influents, de m'autoriser de l'opinion des chambres de commerce de la province de Québec, de l'A.P.I.<sup>3</sup> qui doit compter pour quelque chose dans la province de Québec et de l'Association des manufacturiers qui ont tous manifesté contre les diminutions impliquées à l'article 5. Parmi le grand nombre de protestations reçues de toutes parts du monde ouvrier et des corps publics, toutes sont ignorées.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Nous n'avons pas reçu une lettre de protestations.

**M. Caron (Maskinongé):** Ça confirme que le peuple connaît les libéraux. Il sait que ça ne sert à rien de communiquer avec eux, qu'ils sont trop loin du peuple depuis le 22 juin. Il y a quelque chose de

brutal qu'ont compris les chefs ouvriers, les dirigeants de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) dans l'augmentation de l'impôt sur le revenu. C'est que, par la loi, 216,000 nouveaux individus sont affectés; 75,000 célibataires et 141,000 pères de famille sont touchés. Si on considère qu'une famille de la province de Québec a une moyenne de cinq enfants, ce sont 705,000 personnes qui sont affectées dans leur vie familiale. Le gouvernement n'a pas fait une étude sérieuse de la loi quand il était au programme du Parti libéral de faire une enquête générale sur la taxation au Québec. Le projet de loi a été rédigé rapidement et les conditions financières actuelles des petits contribuables n'ont pas été prises en considération.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** invoque le Règlement. Il ne peut être question, dit-il, d'enquête générale sur la taxation puisqu'on discute de l'article 5 du bill.

**M. Johnson (Bagot):** C'est un moyen indirect d'imposer le bâillon. Nous avons le droit de dire que le gouvernement n'aurait pas dû présenter ce projet de loi parce que c'est contraire à ses promesses.

**M. le président:** Il n'est pas question de bâillon, mais de discuter l'article 5, et j'aimerais qu'on s'en tienne à l'article; autrement, j'aurais le droit de déclarer qu'il est adopté.

**M. Johnson (Bagot):** Ça, c'est un bâillon, un vrai.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ça s'est fait à la dernière session.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** cite la décision rendue par le président du comité plénier à cette occasion<sup>4</sup>.

**M. Caron (Maskinongé):** L'opposition est en excellente compagnie pour se prononcer contre l'article 5 qui réduit la déduction de base, parce que son attitude correspond au sentiment de la masse de la population de l'opposition de la province de Québec. Les députés siégeant à la gauche du président se feront un impérieux devoir de voter contre.

**M. Bellemare (Champlain):** Le bill 17, qui augmente l'impôt provincial sur le revenu, s'inspire d'un principe faux et crée un climat hostile à la paix

sociale. Dans mon comté, ouvrier dans la proportion de 80 %, les salaires varient entre \$3,000 et \$4,000. Ce sont ces gens-là qui seront appelés à payer \$25 de taxe en vertu de la nouvelle loi et qui sont, par conséquent, les plus touchés. Voilà le point que je veux souligner au premier ministre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** En vertu de notre loi, je l'admets, il y a 216,000 citoyens qui seront touchés dans la province, et ils vont être appelés à payer de l'impôt. Il ne faut tout de même pas s'imaginer qu'ils paieront tous \$25. Ceux dont le revenu imposable ne sera que de \$100 n'auront que \$2.50 à déboursier, moins le crédit fédéral de \$1.30. Il n'y a que ceux dont le revenu imposable sera de \$1,000 qui paieront le \$25.

**M. Bellemare (Champlain):** C'est mon devoir de protester au nom de la classe ouvrière de mon comté contre la baisse de l'exemption. C'est le petit salarié qui est atteint par la réduction de l'exemption de base. Il est encore temps pour le premier ministre de modifier son opinion, surtout à l'occasion de Noël. Que le premier ministre cherche ailleurs l'argent dont il a besoin. Qu'il prenne un centin de plus la tonne sur le minerai de fer tiré du sol de l'Ungava, mais qu'il ait pitié de la classe ouvrière, des gagne-petit.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Nous l'avons fait. Le gouvernement a pensé à tout cela. Mais nous avons réalisé que nous ne pouvions trouver ailleurs les revenus additionnels dont nous avons besoin. Comme je l'ai dit hier, ce n'est pas de gaieté de cœur que nous avons pris cette décision.

**M. Bellemare (Champlain):** J'ai compris, hier, l'appel du premier ministre et je ne mets pas en doute sa sincérité. Je lui fais un appel, à mon tour, et je lui dis: Donnez donc une chance à l'ouvrier, à la famille de l'ouvrier. Ne la taxez pas. Il n'est vraiment pas juste et logique d'imposer de nouvelles taxes en pleine période de chômage.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Mais les chômeurs ne paieront pas, voyons donc.

**M. Bellemare (Champlain):** Certaines familles, où deux ou trois grands garçons sont en chômage, seront quand même obligées de payer des taxes.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Dans ces cas, le père a droit à une déduction.

**M. Bellemare (Champlain):** Que le premier ministre comprenne donc que cette baisse d'exemption, c'est un principe faux. C'est mauvais. Cela crée un climat hostile à la paix sociale. C'est ainsi que l'on provoque des germes de révolution.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):** La majorité des gens sont en faveur du bill 17 parce qu'il va permettre le financement de l'assurance-hospitalisation. Pour bénéficier de ce système de protection contre le risque "hospitalisation", nous n'aurons à payer que 10 % de ce que les gens de l'Ontario déboursent en vue d'avantages analogues. C'est un véritable cadeau de Noël que le gouvernement Lesage donne à la population de Québec.

L'obstruction systématique et les tactiques dilatoires de l'opposition retardent l'adoption d'une loi destinée particulièrement à venir en aide à la classe la plus déshéritée. On a prétendu que les autorités provinciales veulent prendre de l'argent dans la poche des travailleurs.

**M. Johnson (Bagot):** C'est vrai.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):** Au contraire, c'est faux! Moi, j'habite une des circonscriptions les moins riches de la province. Je demeure avec les pauvres. Je les connais. Par cette loi, je sais qu'ils ne paieront que 10 % pendant que les riches déboursent 90 % pour l'assurance-hospitalisation. Quel spectacle! Je regrette que l'Union nationale fasse de l'obstruction systématique à cette loi faite pour aider le pauvre. Qu'on l'adopte donc une fois pour toutes, et allons-nous-en dans nos comtés travailler pour les ouvriers et pour nos électeurs.

Les chefs syndicalistes sont contre le bill 17, nous dit l'Union nationale. Ces leaders ouvriers sont plus intéressés à protéger leurs traitements annuels de \$20,000 plutôt que leurs membres. La classe ouvrière n'est pas opposée à la hausse des impôts. Il ne faut pas porter trop d'attention aux chefs de syndicats qui nourrissent des ambitions politiques. Les mêmes leaders ont protesté, en 1954 et en 1958, contre le projet de loi de M. Duplessis concernant l'impôt sur le revenu des particuliers. Cela n'a pas empêché l'Union nationale, qui était alors au pouvoir, de voter en faveur des bills<sup>5</sup>.

Le gouvernement a bien fait de recourir à ce moyen pour donner aux gens les lois sociales dont ils ont besoin et pour lesquelles ils sont prêts à payer, selon leurs moyens.

Si Maurice Duplessis vivait encore, il ne serait pas opposé, comme l'opposition actuelle, au

passage du projet de loi 17. Car il connaissait et il aimait les pauvres, lui!

Je demande aux membres de l'Union nationale de se conformer aux principes que défendait leur ancien chef et de voter pour la loi présentée par le ministre des Finances (l'honorable M. Lesage). Cessons de discuter, votons la loi pour que nous puissions apporter à nos ouvriers un véritable cadeau de Noël. Je le félicite avec le gouvernement pour leur lutte contre la misère.

**M. Maltais (Québec-Est):** La loi de l'impôt établie par l'Union nationale en 1954 avait été taillée, modelée, à la mesure de la famille québécoise. Nous avions eu le souci de protéger la famille de chez nous qui est différente de celle des autres provinces.

**M. Bellemare (Champlain):** Et les ouvriers.

**M. Maltais (Québec-Est):** De plus, cette loi consacrait un droit de la province de Québec. On avait fait quelque chose qui convenait à notre province. Aussi, nous avons reçu de partout des témoignages d'appréciation. Des sociologues, notamment, ont reconnu notre souci de protéger la famille québécoise. Le bill 17 a tendance à niveler les familles et écarte le principe autonomiste qui avait présidé à l'établissement de cette taxe dans la province de Québec.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La loi de l'impôt sur le revenu du Québec de l'Union nationale avait tenu compte des représentations de nombreux groupements; elle s'inspirait des conditions de la famille québécoise. Cependant, les conditions ont changé depuis, le coût de la vie s'est accru depuis 1954. Aussi, ce n'est pas une augmentation de l'impôt, mais une diminution qu'il faudrait envisager pour protéger comme il convient la famille de chez nous. Non seulement on ne relève pas les exemptions, mais on les réduit.

En outre, on fait disparaître le caractère autonomiste qu'il y avait dans la loi de 1954. Le contenu du bill 17 est centralisateur, antifamilial et antisocial. En ramenant les exemptions à \$1,000 et à \$2,000, la loi prend un caractère antisocial et antifamilial. Elle vient à l'encontre des représentations de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.), qui a demandé au gouvernement fédéral de hausser les exemptions de base à \$1,500 et à \$3,000. Le bill est centralisateur parce qu'il aligne directement la nouvelle loi sur la loi fédérale, parce qu'il enlève ce qu'il y avait de québécois dans la loi actuelle et tend à faire du Québec une province comme les autres.

Le gouvernement provincial se fait du tort en se servant de sa majorité pour imposer à la population une loi dont elle ne veut pas. Il provoque la plus grande farce dans la province en se prétendant un gouvernement démocratique, après la décision qu'il vient de prendre. Il peut encore changer d'idée avant d'aller plus loin. Il est 6 heures.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il est 6 heures moins deux minutes. Je réclame le vote.

La résolution 5 est adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 heures

#### Projets de loi:

##### Loi de l'impôt sur le revenu

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le ministre des Finances (l'honorable M. Lesage).

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** La réduction de 4 % de la taxe sur le revenu de placements consentie par le gouvernement fédéral sera également appliquée pour l'impôt provincial. Il propose, dit-il, que l'article 9 souligne que tout revenu provenant des placements faits par des particuliers n'est pas taxable, en autant que c'est un revenu défini par règlement de source canadienne. Cette modification de l'article de la loi provinciale vise à adapter celle-ci à la loi fédérale.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les mots "défini par règlement" sont ajoutés parce qu'on ne connaît pas encore quels seront les revenus de source canadienne, selon la définition qu'en donne le ministre canadien des Finances, M. Donald Fleming. La loi provinciale comportera probablement une définition identique à celle du fédéral quant aux revenus de placements.



De même, la nouvelle loi de l'impôt provincial appliquera les amendements apportés depuis 1954 à la loi fédérale en ce qui regarde les déductions. Au nombre des déductions permises, il y a les dons de charité, les divers frais médicaux et pharmaceutiques.

Les résolutions 6 à 12 sont adoptées.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le député de Témiscouata (M. Raymond), que la motion en discussion soit amendée, en remplaçant tous les mots après "que", par les suivants:

"Les résolutions relatives au bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu soient renvoyées de nouveau au comité plénier, avec instructions de les amender de façon à maintenir les exemptions à \$1,500 pour les célibataires et à \$3,000 pour les personnes mariées."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il est irrégulier parce qu'il enfreint les dispositions de l'article 155 du Règlement qui exigent que toute motion qui a pour objet direct d'entraîner ou d'affecter une dépense de deniers publics soit au préalable recommandée par le lieutenant-gouverneur.

**M. Johnson (Bagot):** La motion n'affecte ni le budget actuel ni le budget supplémentaire.

### Décisions de l'Orateur:

#### Amendement à incidence financière

**M. l'Orateur**, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, maintient le point d'ordre soulevé par le ministre des Finances (l'honorable M. Lesage) et déclare l'amendement irrégulier comme étant

contraire aux dispositions de l'article 155 et autres du Règlement.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 42.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Desjardins, Dozois, Élie, Gabias, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Langlais, Leclerc, Lorrain, Maltais, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Thibault, 22.

**Députés pairés:** MM. Lemieux, Bédard, Blank ainsi que M. Binette déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Bernatchez, Cloutier, Gosselin et Laberge respectivement, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote en faveur de la décision.

M. Tremblay déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Jourdain, mais que, s'il avait voté, il aurait donné son vote à l'encontre de la décision.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion: "Que ces résolutions soient maintenant agréées", est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 42.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Caron, Desjardins, Dozois, Élie,

Gabias, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Langlais, Leclerc, Lorrain, Maltais, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Thibault, 23.

**Députés pairés:** MM. Lemieux, Bédard, Blank ainsi que M. Binette déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Bernatchez, Cloutier, Gosselin et Laberge respectivement, mais que, s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote en faveur de l'adoption des résolutions.

M. Tremblay déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Jourdain, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote à l'encontre de l'adoption des résolutions.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 17 sont, en conséquence, agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu soit maintenant lu une deuxième fois<sup>6</sup>.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Coumoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 42.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Caron, Desjardins, Dozois, Élie, Gabias, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Langlais, Leclerc, Lorrain, Maltais, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Thibault, 23.

**Députés pairés:** MM. Lemieux, Bédard, Blank ainsi que M. Binette déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Bernatchez, Cloutier, Gosselin et Laberge respectivement, mais que, s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote en faveur de la deuxième lecture du bill.

M. Tremblay déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Jourdain, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote à l'encontre de la deuxième lecture du bill.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 17 sans l'amender.

**M. Talbot (Chicoutimi)** demande de retarder la troisième lecture au lendemain après-midi.

#### **Loi de l'impôt sur les corporations**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 21 modifiant la loi de l'impôt sur les corporations.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Que l'article 2 de la loi de l'impôt sur les corporations (11 George VI, chapitre 33) soit modifié:

a) en retranchant le paragraphe 7°;

b) en ajoutant après le sous-paragraphe c du paragraphe 12°, le sous-paragraphe suivant:

"d) tout montant résultant de l'application de l'article 6e".

2. Que l'article 3 de ladite loi soit modifié en retranchant le paragraphe 12°.

3. Que l'article 6 de ladite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 19, et par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 11, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"6. En outre des taxes sur le capital et sur les places d'affaires mentionnées dans la présente loi, toute compagnie, société ou personne visée par l'article 3 doit payer annuellement une taxe équivalant à douze pour cent du revenu net de son année financière en cours le premier janvier 1961 et de chacune de ses années financières subséquentes.

Si l'année financière en cours le premier janvier 1961 ne correspond pas à l'année civile, la taxe pour cette année financière est imposée au taux de dix pour cent pour la partie comprise dans l'année civile 1960 et au taux de douze pour cent pour la partie comprise dans l'année civile 1961. Pour le calcul de cette taxe, le revenu total de l'année financière est imputé à chacune des deux années 1960 et 1961 dans la proportion du nombre de jours de l'année financière écoulés dans chacune de ces deux années civiles.

Cette taxe est aussi exigible de toute compagnie, société ou personne visée au premier alinéa du présent article qui, après l'entrée en vigueur de la présente loi, établit un bureau ou commence à faire des affaires dans la province."

4. Que ladite loi soit modifiée en ajoutant après l'article 6d le suivant:

"6e. Lorsque à l'égard d'un bien déprécié pour les fins de l'impôt établi par la présente loi, un prix, une valeur, ou une considération est reçue excédant son coût non déprécié, cet excédent, est ajouté au revenu net du contribuable ou déduit du coût non déprécié de ses biens de la même catégorie le tout sauf dans la mesure où les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil en ordonnent autrement."

5. Que l'article 7 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"7. Dans le calcul des profits, on peut déduire dans la mesure fixée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil:

1° une allocation à l'égard du coût des immobilisations, selon la méthode du solde dégressif;

2° une allocation pour épuisement de puits de pétrole ou de gaz, de mine ou concession forestière;

3° les créances douteuses ou mauvaises;

4° les pertes commerciales subies pendant les cinq années précédant immédiatement l'année financière et celle qui suit;

5° les dividendes reçus d'une autre compagnie."

6. Que l'article 11 de ladite loi modifié par l'article 9 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 19, soit de nouveau modifié en retranchant le dernier alinéa.

7. Que l'article 13 de ladite loi, modifié par l'article 10 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 19, soit remplacé par le suivant:

"13.1. Les taxes imposées par l'article 6 sont payables en quatre versements égaux, le quinzième jour des cinquième, huitième et onzième mois de l'année financière en cours et du deuxième mois suivant la fin de cette année financière.

2. Toute compagnie, société ou personne tenue de faire des paiements, suivant le paragraphe ci-dessus, doit les faire sur l'une ou l'autre des bases suivantes:

i) l'estimation qu'elle fait du revenu net qu'elle gagnera durant l'année d'imposition, ou

ii) le revenu net qu'elle a gagné pendant l'année d'imposition précédente.

3. Sauf le cas prévu à l'avant-dernier alinéa du paragraphe 3° de l'article 3, les taxes imposées par ce paragraphe sont payables en quatre versements, à l'époque prévue au paragraphe 1 du présent article.

4. Toute compagnie d'assurance tenue de faire des paiements suivant le paragraphe précédent du présent article doit les faire sur l'une ou l'autre des bases suivantes:

i) l'estimation qu'elle fait du montant total des primes payables durant l'année d'imposition, ou

ii) le montant des primes payables durant l'année d'imposition précédente.

Si les paiements faits suivant les dispositions ci-dessus n'acquittent pas le montant de la taxe exigible, le reliquat doit être payé au plus tard le dernier jour du sixième mois qui suit la fin de l'année financière pour laquelle cette taxe est imposée."

8. Que ladite loi soit modifiée en ajoutant après l'article 14 le suivant:

"14a. Lorsqu'une compagnie, société ou personne tenue au paiement d'un versement d'impôt ne l'a pas fait en entier, elle doit, en acquittant le montant qu'elle a omis de payer, verser, en plus de l'intérêt payable en vertu de l'article 14, un intérêt additionnel au taux de cinq pour cent l'an, à compter du jour où elle devait effectuer le paiement jusqu'au jour où elle l'a effectué ou jusqu'à l'expiration des six mois suivant la fin de son année financière si le paiement est fait après ces six mois.

Pour les fins du présent article, le contribuable est à l'égard des versements requis par l'article 13,

considéré comme ayant été tenu de payer à la date fixée pour chaque versement un montant calculé d'après le revenu net, ou selon le cas, les primes, de l'année d'imposition ou, de l'année d'imposition précédente, si cette dernière base est moins élevée."

9. Que le paragraphe *a* de la résolution 1 et les résolutions 2 et 3 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1961, que le paragraphe *b* de la résolution 1 et les résolutions 4 et 5 s'appliquent à l'année financière de chaque contribuable commençant après le 31 décembre 1960 et aux suivantes; cependant aucune déduction n'est accordée pour pertes commerciales d'une année financière antérieure à celle (terminée-commençant) en 1960 et que les résolutions 6, 7 et 8 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1961 et s'appliquent aux taxes payables pour l'année financière alors en cours de chaque contribuable et aux suivantes. Les dispositions présentement en vigueur continuent de régir le paiement des taxes pour les années financières antérieures."

10. Que, sous réserve des dispositions de la résolution précédente, la loi qui accompagne les présentes résolutions entre en vigueur le jour de sa sanction.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** fait remarquer qu'il n'existe pas de tribunal d'appel de l'impôt sur le revenu.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les autorités provinciales songent sérieusement à établir un tribunal d'appel de l'impôt sur le revenu dans la province de Québec, devant lequel les contribuables mécontents du fisc provincial pourraient interjeter appel et obtenir justice.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** propose une modification à l'article 4 de la loi. La modification concerne la dépréciation admise dans le cas d'un immeuble qui a pris de la valeur après son acquisition par une compagnie et est revendu à un prix de beaucoup supérieur au prix d'achat.

Il propose d'ajouter après le mot excédent: "jusqu'à concurrence de la dépréciation admise."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** accepte la modification.

La résolution 4 est amendée et se lit désormais comme suit:

4. Que ladite loi soit modifiée en ajoutant après l'article 6*d* le suivant:

"6*e*. Lorsque, à l'égard d'un bien déprécié pour les fins de l'impôt établi par la présente loi, un prix, une valeur, ou une considération est reçue excédant son coût non déprécié, cet excédent, jusqu'à concurrence de la dépréciation admise, est ajouté au revenu net du contribuable ou déduit du coût non déprécié de ses biens de la même catégorie, le tout sauf dans la mesure où les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil en ordonnent autrement."

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** se plaint du fardeau que l'on impose aux institutions qui étaient exemptées de payer l'impôt<sup>7</sup>. L'article 8 stipule qu'une compagnie qui n'aura pas fait, dans les délais prescrits, l'un de ses quatre versements au fisc provincial, devra payer, en outre de l'intérêt à 5 % sur le montant qu'elle a omis de verser, un intérêt additionnel au taux de 5 %. Il s'agit là d'une pénalité assez élevée, surtout si l'on considère tout ce que la société doit payer par ailleurs.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est une pénalité nécessaire. Si on ne l'impose pas, il pourra arriver qu'une société se serve du montant qu'elle n'aura pas versé pour se financer ou pour le prêter à 7 %, à même la taxe due au provincial.

**M. Johnson (Bagot):** Cet article pose un problème sérieux, et on ne doit pas faire en sorte que la province de Québec ressemble trop aux autres parties du Canada. On veut trop calquer la loi provinciale sur la loi fédérale.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce n'est pas cela du tout. Nous ne faisons qu'appliquer aux sociétés les dispositions prévues pour les particuliers qui ont été votées sous le régime de nos amis d'en face.

**M. Johnson (Bagot):** La rédaction de l'article tranche sur le charabia des lois fédérales, rédigées par des anglo-saxons. J'en félicite le premier ministre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Nous avons fait un effort sérieux, en effet, pour rédiger cette loi en français.

**M. Johnson (Bagot):** Je le sais, mais j'insiste sur le fait qu'il faut faire en sorte de ne pas trop imiter les comptes du gouvernement fédéral.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Si une telle maison commerciale a un chiffre

d'affaires de \$1,000,000 et réalise \$400,000 de bénéfices nets, elle devra déboursier seulement \$15,000.

**M. Johnson (Bagot):** Par l'augmentation de l'impôt sur le profit des sociétés, le Québec perd l'avantage qu'il a sur l'Ontario d'attirer des industries avec des impôts moins élevés. L'augmentation de 2 % portera l'impôt au même niveau que celui de l'Ontario. Les libéraux ont toujours protesté contre la double taxation, mais la double taxation résulte de l'augmentation. Elle n'aidera pas les entreprises dans leurs affaires. À mon avis, ce nouvel impôt influencera l'emploi; ce n'est pas un moyen de susciter de l'emploi précisément au moment où une certaine partie de notre population est en chômage. La loi impose donc une double taxation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'augmentation de 2 % sur les profits des sociétés commerciales, telle que proposée par le bill 21, n'aura pas quelque effet sur le niveau de l'emploi dans la province de Québec. Cet argument pourrait valoir auprès d'un gouvernement qui peut influencer la fiscalité, comme le fédéral, mais pas pour un gouvernement régional qui ne peut contrôler ni l'économie ni le crédit. Le gouvernement de Québec est limité dans ses emprunts et il ne peut pas faire l'émission de monnaie. De plus, près de la moitié de l'accroissement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, qui passe de 10 % à 12 %, est compensée par des avantages prévus dans d'autres articles de la loi.

L'augmentation réelle n'est que légèrement supérieure à 1 %. L'industrie québécoise continuera donc d'être mieux traitée que l'industrie ontarienne; en effet, l'impôt provincial payé par cette dernière était jusqu'ici plus lourd que l'impôt du Québec, il va le rester. Il accuse le premier ministre John Diefenbaker d'avoir lancé aux provinces des os, comme à une meute de chiens, lors de la dernière conférence entre le fédéral et les provinces.

**M. Johnson (Bagot):** Si on laissait aux compagnies les \$11,000,000 que le gouvernement veut se procurer par cette loi, cela les inciterait à renouveler leur machinerie, à agrandir les usines.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le bill pourvoit à ce que désire le député de Bagot, car il accorde une dépréciation selon le solde dégressif, qui est le moyen d'assurer à l'industrie de l'argent au moment où elle en a le plus besoin, savoir au début de ses opérations<sup>8</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi)** suggère au premier ministre de faire une refonte de la loi de l'impôt sur le revenu.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il le fera faire, dit-il.

**M. Talbot (Chicoutimi)** déplore le fait que les sociétés commerciales et industrielles seront assujetties à une double imposition. Le premier ministre est bien chanceux, dit-il, de pouvoir prédire à l'avance que cet état de choses ne durera que 15 mois. Ce n'est pas le moment, pendant une période de régression, d'imposer une nouvelle taxe aux sociétés commerciales et industrielles. Cette taxe découragera probablement des industriels à venir s'établir dans la province de Québec. Je réclame plus de protection pour les petites et les moyennes industries. Toutes proportions gardées, la nouvelle taxe leur fera plus de mal qu'aux grosses. L'an dernier, près de 7,000 compagnies ont été incorporées dans la province et c'était pour la plupart de petites industries.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le gouvernement libéral protège l'industrie québécoise en introduisant dans la loi de l'impôt sur les profits des sociétés deux dispositions importantes: un nouveau système fiscal de compensation pour les pertes commerciales et le calcul de la dépréciation sur le solde dégressif. Avec cette dernière disposition, on donne aux nouvelles industries ou à celles qui effectuent des dépenses d'équipement une dépréciation plus élevée au moment où elles ont besoin de leur argent. Ces compensations atténueront largement la hausse de l'impôt passant de 10 % à 12 %.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Alors pourquoi taxer d'un côté et donner de l'autre? En outre, il faut tenir compte du fait que lorsqu'une industrie est taxée, son coût de production monte pour couvrir la nouvelle taxe, la hausse des salaires et la hausse du coût de la vie. Il s'ensuit que les prix eux-mêmes augmentent. Et si nous voulons aller sur les marchés mondiaux, et que notre industrie fasse victorieusement la concurrence aux étrangers, il faut faire en sorte que nos produits soient offerts à un prix qui nous permettra de supporter la concurrence.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La loi 21 place les industries du Québec sur le même pied que celles de l'Ontario au point de vue de la

taxation. Ce sera désormais 12 % dans les deux provinces. Cependant, par suite de l'interdépendance qui existe entre les deux provinces, au point de vue économique, je ne crois pas que le fait pour le Québec d'augmenter son impôt se traduise par une hausse du prix des biens de consommation. Cependant, l'argument invoqué par le chef de l'opposition est sérieux et j'y ai moi-même songé.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est justement cette parité qui m'inquiète. Il faut se rappeler que l'industrialisation du Québec est venue bien après celle de l'Ontario, vers 1944. C'est sous le régime de l'Union nationale que les industries ont commencé à s'établir en grand nombre dans la province de Québec. Avec un barème de l'impôt moins élevé sur les compagnies, le Québec pourrait mieux concurrencer l'Ontario.

Nous pouvions représenter aux industries qu'en plus des autres avantages qu'elles y trouveraient, l'impôt leur coûterait moins cher dans notre province. Est-ce que cette idée de hausser l'impôt sur les sociétés n'est pas venue au premier ministre durant la conférence interprovinciale?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Non, ce n'est pas cela. Si ma mémoire est fidèle, pendant 10 ans, de 1947 à 1957, c'est l'Union nationale qui a augmenté l'impôt sur le revenu de 5 % à 7 %, alors qu'il était de 5 % en Ontario et dans les autres provinces. Et, pendant 10 ans, on a prétendu que c'était un acte autonomiste, parce qu'on voulait forcer le gouvernement fédéral à accorder une déduction jusqu'à concurrence de 7 % aux citoyens du Québec.

À l'époque, Maurice Duplessis vantait l'attitude du Québec comme une affirmation du principe de l'autonomie. Pourquoi, aujourd'hui, notre geste ne serait-il pas tout aussi autonomiste? Quant à l'idée de présenter cette loi, elle provient bien plus de mon attitude aux conférences fiscales fédérales-provinciales que des délibérations de la conférence interprovinciale.

**M. Johnson (Bagot):** Lorsque le gouvernement de l'Union nationale releva de 2 % l'impôt sur le bénéfice des sociétés, il posait un geste autonomiste. La situation était différente et le geste du Québec voulait dire que la province n'était pas soumise au gouvernement fédéral. La différence, c'est que le principe de l'autonomie de Québec est bien établi, aujourd'hui. Et il ne devrait pas y avoir une hausse de la taxe sur les bénéfices à l'heure actuelle. Il est content, dit-il, que le premier ministre adopte, petit à petit, les idées de l'Union nationale.

**Un député de l'opposition:** C'est la continuité de l'initiative de l'Union nationale qui essaie de récupérer nos principaux droits sur l'imposition directe. Nous craignons que l'imposition d'un impôt aux compagnies de fiducie en vertu du bill 21, qui modifie la loi de l'impôt sur les sociétés commerciales, ne porte en définitive sur les petits actionnaires de ces compagnies.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** C'est un argument bien conservateur de vouloir libérer les grosses compagnies des impôts, en prétendant que ces dernières feraient payer ces impôts par les petits actionnaires.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) est de connivence avec certains journaux pour faire publier des propos stupidement démagogiques qu'il vient de prononcer.

**M. Talbot (Chicoutimi)** proteste contre les propos du ministre du Travail.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** J'ai dit une chose claire, si le chapeau fait au chef de l'opposition, je le regrette.

**M. Johnson (Bagot):** Nous nous faisons salir par un irresponsable.

**M. Caron (Maskinongé):** L'élévation de la taxe sur les bénéfices des sociétés n'est pas un moyen de placer la province de Québec au premier rang de la Confédération. La province de Québec devrait garder l'avantage qu'elle a d'un taux de taxation inférieur à celui de l'Ontario sur l'industrie. Je ne critique pas la loi, je constate simplement ses effets. Je sais qu'elle s'inspire d'un principe autonomiste, et c'est pourquoi nous, de l'opposition, voterons pour.

Tout de même, l'attitude du premier ministre ne s'harmonise pas avec son affirmation réitérée qu'il veut placer la province de Québec au premier rang de la Confédération. Je le crois sincère, mais je m'étonne de son attitude.

Le bill 21 n'a pas une conséquence aussi vexatoire que le bill 17 qui frappe directement la famille. Mais il appréhende tout de même une influence indirecte sur celle-ci à cause des répercussions de cette taxation sur les sociétés.

L'industrie du Québec doit affronter la concurrence et je pense ici à l'industrie textile. Des sociétés industrielles ont fait des représentations à Ottawa. Certaines industries, comme le textile

notamment, ont déjà de grandes difficultés. Il craint, dit-il, que cette taxation influe aussi sur le coût de la vie. On en ajoute un peu ici, on en ajoute un peu là, et c'est comme cela que le coût de la vie monte.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** On avance un petit peu, et Ottawa s'en va; on avance un petit peu, et Ottawa recule. C'est ce que nous avons prêché pendant 10 ans.

**M. Johnson (Bagot):** De 1947 à 1957, le premier ministre n'était pas en Chambre pour entendre les accents pathétiques du procureur général (l'honorable M. Lapalme) actuel contre la double taxation. Le procureur général nous faisait entrevoir dans ses paroles les gros fardeaux de la compagnie Baillargeon transportant les paperasses des grosses compagnies vers l'Ontario, à cause de la double taxation dans le Québec. Ses accents étaient si pathétiques qu'il a failli nous convaincre.

Je voudrais demander au premier ministre, lui qui se fie à un gouvernement d'une autre couleur politique que la sienne pour nous sortir de la double taxation, quelles démarches il a tentées auprès du gouvernement d'Ottawa pour délivrer la province de Québec de cette double taxation?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Lorsqu'il était ministre dans le gouvernement fédéral, dit-il, il a rendu d'immenses services à la province de Québec. J'ai fait plusieurs démarches auprès du gouvernement.

**M. Johnson (Bagot):** Elles n'ont pas été très fructueuses, puisqu'il nous a fallu attendre jusqu'en 1957.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Si la province de Québec a gagné son point en 1957, c'est dû au Parti libéral.

**M. Johnson (Bagot):** Nous avons subi les effets de la double taxation à cause du gouvernement libéral d'Ottawa dont le premier ministre faisait partie.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Dans le domaine de la fiscalité, la province de Québec n'a jamais eu de défenseur plus acharné que moi. J'ai travaillé des jours et des nuits sur le problème de la double taxation avec M. Saint-Laurent<sup>9</sup>.

Et c'est le gouvernement libéral d'Ottawa qui a accordé les déductions. J'ai fait mon devoir envers

le pays et la province et je n'ai pas de leçons à recevoir de l'Union nationale.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre déplace la question. Nous ne reprochons pas au premier ministre de ne pas avoir fait son devoir, nous lui reprochons la mauvaise orientation de ses efforts.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député de Bagot (M. Johnson) a fait sur mon passé des insinuations qui me révoltent.

**M. Johnson (Bagot)** tente de revenir sur le sujet.

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Johnson (Bagot)** tente de lire une partie d'un discours de M. Lesage à Ottawa en 1955.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** demande au président de rappeler le représentant de Bagot (M. Johnson) à l'ordre parce que ce discours n'a aucune relation avec le bill 21.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** qualifie les propos du représentant de Bagot de charabia et il dit qu'il joue le rôle de la mouche du coche.

**M. Johnson (Bagot):** Il y a un axe qui commence à m'inquiéter sérieusement. C'est l'axe Lesage-Frost ou l'axe Frost-Lesage. Si l'Union nationale, en 1947, n'avait pas pris le risque de la double taxation, elle n'aurait jamais débloqué Ottawa dans ce domaine. C'est un geste qui est devenu le fer de lance qui nous a permis de reconquérir un peu de nos droits.

Les résolutions sont adoptées.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi de l'impôt sur les corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

## Travaux de la Chambre:

### Projets de loi à étudier à la prochaine séance

**M. Talbot (Chicoutimi):** Est-ce que le premier ministre va tenir ses promesses, il a déjà obligé la Chambre à siéger le vendredi après-midi, alors qu'il avait été entendu qu'elle ne siégerait que le vendredi matin?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Lorsque la Chambre a siégé un vendredi après-midi, c'était après entente. Depuis 15 jours, l'opposition a fait perdre le temps de la Chambre.

Demain après-midi, la Chambre commencera à voter le bill 21 en troisième lecture, puis le bill 17 en troisième lecture également. On abordera ensuite l'étude du projet de loi concernant les modifications à la loi des pensions du service civil et disposera de deux autres mesures rendues au stade de la troisième lecture.

Tous ces projets de loi seront ensuite transmis au Conseil législatif.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 103 changeant le prénom de Romain Duchesneau en celui de Raymond;
- bill 182 fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montréal, sous le nom de Mackay Center for Deaf and Crippled Children;
- bill 185 changeant le nom de Ben Sorisky en celui de Ben Sorisky Harper.

## Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

## NOTES

1. Contrairement aux autres sources, *Le Soleil* du 22 décembre 1960, à la page 7, prête ces propos au premier ministre lors de la séance du 20 décembre 1960. Toutefois, il est plus logique que le représentant de Missisquoi (M. Bertrand) réfère directement aux propos des évêques. "Le premier ministre avait ajouté que la partie non imposable du revenu doit correspondre aux dépenses indispensables pour vivre".

2. Il s'agit de trois grèves célèbres qui ont illustré l'idéologie antisyndicale du gouvernement Duplessis: La grève d'Asbestos des travailleurs de l'Amiante en 1949, celle du textile à Louiseville en 1952-1953, et celle du secteur minier à Murdochville, en 1957.

3. Association professionnelle des industriels. Voir note 12 de la séance du 19 décembre 1960.

4. Il semble que le représentant de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) fasse référence à une décision rendue par le président pendant le comité des subsides de la séance du 2 février 1960. Voir les *Journaux de l'Assemblée législative*, vol. XCV, 1959-1960, p. 380.

5. *Le Presse* du 22 décembre 1960, à la page 9, nous dit que le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) marque une pause avant de poursuivre son discours.

6. Selon *Le Soleil* du 22 décembre, à la page 19, le vote a eu lieu à 9 heures.

7. *La Presse* du 22 décembre 1960, à la page 9, donne comme exemple les établissements financiers qui se spécialisent dans la gestion des biens d'autrui.

8. Le journaliste du *Soleil* du 22 décembre 1960, à la page 19, explique: "qu'une société peut déprécier son actif de tant pour cent la première année, puis, successivement chaque année, en enlevant du solde le montant de la dépréciation de l'année précédente".

9. Louis Stephen Saint-Laurent (1882-1973) a été premier ministre du Canada de 1948 à 1957, alors que les libéraux perdent les élections après 22 ans au pouvoir. M. Saint-Laurent démissionna du poste de chef du Parti libéral en 1958 pour prendre sa retraite. Il avait succédé à William Lyon Mackenzie King (1874-1950), en 1948.



Séance du jeudi 22 décembre 1960

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Frères Maristes  
de Chicoutimi**

**M. Collard (Lac-Saint-Jean)** propose, appuyé par le député de Jonquière-Kénogami (M. Harvey), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des Frères Maristes, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Les Frères Maristes de Chicoutimi, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- des Frères Maristes, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Les Frères Maristes de Chicoutimi.

**Questions et réponses orales:**

**Coûts  
des travaux d'hiver**

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** s'informe du coût des travaux d'hiver.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le nombre de projets de travaux d'hiver remédiateurs au chômage atteint 1,286 dans la province avec un coût global de \$64,126,512. Ces projets furent soumis par 559 municipalités du Québec. De cette somme de \$64,136,512, coût global des projets de travaux d'hiver, \$21,045,000 seront versés en salaires, soit \$2,500,000 que paieront les municipalités, \$8,275,000 que contribuera le gouvernement provincial et \$10,850,000 que versera le gouvernement fédéral. Ces renseignements répondent aussi à la demande du député de Champlain (M. Bellemare).

**Rapport du ministère  
des Affaires municipales**

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Hamel) a-t-il le rapport que normalement son département doit remettre à la Chambre basse pendant les 15 premiers jours de la session?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le document sera produit incessamment et le rapport fait double emploi avec un de ceux que le ministère de l'Industrie et du Commerce prépare. Je proposerai de modifier la législation pour mettre fin à l'anomalie d'avoir à présenter deux documents semblables à l'Assemblée législative.

**Déclarations ministérielles:**

**Entente entre les professeurs  
et l'administration des écoles de Montréal**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Je suis heureux d'annoncer qu'une convention collective vient d'être signée par la Commission des écoles catholiques de Montréal et par l'Alliance des professeurs. Aucun contrat ne liait les deux parties depuis 12 ans, et l'imbroglie qui existait depuis si longtemps vient d'être résolu. Des négociations avaient été entreprises il y a déjà plusieurs mois, mais elles s'étaient engagées dans une impasse en septembre dernier, ne laissant pas d'autre issue légale à ce moment-là qu'un arbitrage.

À la demande de l'Alliance des professeurs, avec le consentement de la Commission des écoles catholiques de Montréal, je nommai donc, le 11 novembre dernier, un médiateur extraordinaire avec mandat de tenter un rapprochement et une entente complète entre les parties en cause, sans les obliger à passer par la procédure nécessairement longue, coûteuse et laborieuse d'un arbitrage véritable. Les négociations se sont poursuivies de façon ininterrompue depuis et viennent d'aboutir à la signature d'une entente. C'est évidemment le plus beau cadeau de Noël que pouvaient espérer non seulement les instituteurs qui enseignent dans les écoles de la Commission, mais aussi toute la population montréalaise, dont le bonheur et le bien-être sont intimement liés au progrès de l'éducation des enfants.

Je veux profiter de l'occasion et rendre un témoignage aux représentants des deux parties en cause, l'Alliance des professeurs et la Commission des écoles catholiques de Montréal, pour l'esprit de collaboration qu'ils ont manifesté au cours des négociations. Je tiens évidemment à rendre un témoignage tout spécial au médiateur, M. Jean-Marie Martin, doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval.

Vous me permettez de profiter de cette occasion pour offrir aux commissaires d'écoles, aux instituteurs, à tous ceux qui se consacrent à la cause de l'enseignement ainsi qu'à toute la jeunesse de notre province mes vœux à l'occasion de Noël et du Nouvel An. Je formule particulièrement l'espoir que 1961 soit le témoin d'une coordination de toutes les forces vives du Québec pour assurer, aux progrès de l'éducation, la rapidité et l'envergure qu'exigent le bien-être de notre population et la grandeur de notre province.

#### **Projets de loi:**

##### **Conseil d'orientation économique du Québec**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 26 concernant le Conseil d'orientation économique du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Lutte contre l'alcoolisme**

L'honorable M. Lafrance (Richmond) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 12 pour favoriser la lutte contre l'alcoolisme.

Adopté.

##### **Ministère des Affaires culturelles**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 18 instituant le ministère des Affaires culturelles.

Adopté.

##### **Ministère du Revenu**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 19 instituant le ministère du Revenu.

Adopté.

##### **Ministère des Affaires fédérales-provinciales**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 instituant le ministère des Affaires fédérales-provinciales.

Adopté.

##### **Ministère des Richesses naturelles**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 22 instituant le ministère des Richesses naturelles.

Adopté.

##### **Membres du Conseil exécutif**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 27 concernant l'exécutif.

Adopté.

##### **Conseil d'orientation économique du Québec**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 26 concernant le Conseil d'orientation économique du Québec.

Adopté.

##### **Loi de l'impôt sur les corporations**

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi de l'impôt sur les corporations soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Cette loi impose une double taxation aux sociétés, grosses, moyennes et petites. Le premier ministre est un chanceux s'il peut dire d'avance que cette taxe n'est que pour 15 mois. Nous, de l'Union nationale, quand nous avons imposé la taxe, au début, nous ne pouvions pas en dire autant. À preuve, il a fallu attendre 10 ans avant que cette double taxe disparaisse. Au nombre des implications du bill, il y a celle que ce n'est peut-être pas le moment d'augmenter la taxe sur les sociétés, à l'instant où le pays passe une période de régression économique. Il y a eu 7,000 nouvelles corporations l'an dernier dans le Québec. Elles sont au début de leurs opérations et le gouvernement les taxe davantage.

Il propose, appuyé par le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot), que la motion en discussion soit amendée, en remplaçant tous les mots après "que", par les suivants:

"Le bill 21 modifiant la loi de l'impôt sur les corporations soit référé au comité permanent des bills publics de façon à permettre aux organismes intéressés de se faire entendre, afin de s'assurer que la présente législation ne contribuera pas à aggraver la situation du chômage dans la province."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il n'est pas de mise qu'un bill destiné à procurer des revenus au gouvernement soit soumis au comité des bills publics. Ce serait un très mauvais précédent. Le gouvernement a la responsabilité de l'administration et celle de prélever les revenus nécessaires. C'est tellement vrai que seuls les ministres de la couronne ont le pouvoir de présenter des lois à cet effet. La Constitution exige que le gouvernement fasse ses propositions aux députés et non pas à d'autres. C'est plus démocratique et c'est plus constitutionnel.

**M. Johnson (Bagot):** Le point soulevé n'est pas sur la responsabilité ministérielle. Le discours du trône annonçait que l'administration porterait de l'attention au problème du chômage, et il convient de faire remarquer au gouvernement que l'incidence d'une nouvelle taxe aggraverait le chômage. Le premier ministre ne nous a pas donné l'assurance qu'il a consulté le Conseil d'orientation économique ni d'autres organismes, comme les chambres de commerce qui sont allées à Ottawa récemment protester contre les impôts sur les sociétés. Le public constatera qu'au moment où il conviendrait de porter secours aux chômeurs, le gouvernement aggrave le chômage en imposant une augmentation de taxe aux sociétés.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Caron, Cloutier, Dozois, Élie, Gabias, Guillemette, Johnson, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Lorrain, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Thibeault, Tremblay, 22.

**Contre:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Boulais, Brousseau, Castonguay, Coiteux, Collard, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 41.

**Députés pairés:** MM. Parent, Brown, Lemieux ainsi que M. Blank déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Desjardins, Johnston, Bernatchez et Gosselin respectivement, mais que, s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote contre l'amendement.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte. Le bill 21 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Loi de l'impôt sur le revenu**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est une loi centralisatrice qui nous reporte aux tristes jours du régime Godbout. Au cours de l'étude de cette loi, on nous a répété à satiété que cette loi était rendue obligatoire par les extravagances de l'Union nationale. On nous a parlé de lettres d'intention et de toutes sortes de choses.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** On a sûrement dit quelques vérités!

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'espère que le premier ministre n'a pas voulu tromper la population de cette province. Mais ce qu'il a dit est aux antipodes de la vérité. Si le gouvernement veut employer les \$14,000,000, que lui donne la nouvelle loi et qui seront versés en partie par les petits salariés, à payer les extravagances de l'Union nationale, comme il l'a dit, je soutiens qu'il n'en aurait pas le droit. L'article 168 de la loi de l'impôt prévoit que les revenus de l'impôt doivent être affectés aux dépenses nécessitées par les besoins et les développements de la province dans les domaines de l'éducation, de santé publique et de législation sociale.

Il est donc évident qu'en dépit des déclarations du premier ministre, ces \$14,000,000 sont pour payer l'assurance-hospitalisation qui devait être donnée gratuitement en vertu des promesses électorales du Parti libéral. C'est du moins ce qu'auraient compris toute la population et, notamment, tous les journaux qui ont écrit sur la question.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette assertion, alléguant qu'elle est contraire aux dispositions de l'article 572 du Règlement, ne relevant pas de l'ensemble ou des détails du bill en discussion. L'article 168 n'est pas amendé par le présent bill, dit-il, et il ne doit donc pas être discuté en troisième lecture.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est dangereux, car le coût du plan d'assurance-hospitalisation augmentera sûrement avec les années et, par ce fait, les impôts se trouveront à augmenter dans la même proportion. Lorsque le premier ministre a parlé de l'obligation où il était d'imposer cette taxe pour payer les extravagances de l'Union nationale, il s'est trompé lui-même et il a trompé la province.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce que le chef de l'opposition est en train de faire, c'est le plus beau sophisme que je n'ai jamais entendu.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous avons heureusement en main le discours du premier ministre et nous avons exactement ce qu'il a dit. Il a parlé de la voirie...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Voilà les chiffres que j'ai cités en Chambre: \$24,000,000 pour la voirie; \$15,000,000 pour la santé publique et \$26,000,000 pour l'éducation. Au

reste, est-ce que le chef de l'opposition prétend que les millions que le bill 17 nous apportera pour les derniers trois mois de l'année fiscale paieront toutes les dépenses du gouvernement pour l'éducation, la santé publique et le bien-être social? Ça ne paiera qu'une partie infime de l'assurance-hospitalisation.

**M. Talbot (Chicoutimi)** insiste afin de poursuivre le débat.

**M. Johnson (Bagot)** insiste à son tour afin de poursuivre le débat.

#### Décisions de l'Orateur:

##### Portée du débat en troisième lecture

**M. l'Orateur**, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que l'article 572 du Règlement dit clairement que le débat sur toute motion de troisième lecture, même s'il peut porter sur l'ensemble et les détails du bill, doit être restreint au contenu de ce dernier, et qu'il n'est donc pas permis de rattacher le présent bill à une autre loi, comme l'a fait l'honorable chef de l'opposition. Il est donc décidé de maintenir le point d'ordre soulevé par le ministre des Finances (l'honorable M. Lesage).

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Boulais, Brousseau, Castonguay, Coiteux, Collard, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Pinard, Plourde (Roberval), Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 39.

**Contre:** MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Caron, Cloutier, Dozois, Élie, Gabias, Guillemette, Johnson, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Lorrain, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Thibault, Tremblay, 22.

**Députés pairés:** MM. Binette, Lemieux, Blank ainsi que M. Brown déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Laberge, Bernatchez, Gosselin et Johnston respectivement, mais que, s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote en faveur du maintien de la décision de M. l'Orateur.

M. Maltais déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Cournoyer, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote à l'encontre de la décision de M. l'Orateur.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Si le premier ministre prétend que l'Union nationale est allée trop loin dans sa législation, qu'elle a été trop généreuse dans ses réalisations, il a tout en main pour rétablir la situation: il n'a qu'à abolir ces lois. Le contenu du bill 17 est centralisateur, antifamilial et antisocial. Il est centralisateur parce qu'il aligne directement la nouvelle loi sur la loi fédérale de l'impôt sur le revenu, parce qu'il enlève ce qu'il y avait de québécois dans la loi actuelle et tend à faire du Québec une province comme les autres.

En ramenant les exemptions à \$1,000 et à \$2,000, la loi prend un caractère antisocial et antifamilial. Elle vient à l'encontre des représentations de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) qui a demandé au gouvernement fédéral de hausser les exemptions de base à \$1,500 et à \$3,000. Le gouvernement se fait tort en se servant de sa majorité pour imposer à la population une loi dont elle ne veut pas. Le gouvernement actuel provoque la plus grande farce dans la province en se prétendant un gouvernement démocratique après la décision qu'il vient de prendre.

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose, appuyé par le député de Papineau (M. Lorrain), que la motion en discussion soit amendée, en remplaçant tous les mots après "que", par les suivants:

"Le bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu soit référé au comité des bills publics pour permettre aux organismes intéressés, centrales ouvrières, organismes agricoles, associations professionnelles et groupements familiaux, d'être entendus et d'y faire valoir leurs revendications."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Caron, Cloutier, Dozois, Gabias, Guillemette, Johnson, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Lorrain,

Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Russell, Talbot, Thibeault, 20.

**Contre:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Boulais, Brousseau, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Pinard, Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 39.

**Députés pairés:** MM. Blank, Lemieux ainsi que M. Brown déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Gosselin, Bernatchez et Johnston respectivement, mais que, s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote à l'encontre de l'amendement.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement n'a pas dû beaucoup se creuser la tête. Car, tout en maintenant les exemptions à \$1,500 pour les célibataires et à \$3,000 pour les gens mariés, il aurait pu trouver une formule grâce à laquelle les 216,000 nouveaux contribuables auraient continué à ne pas payer l'impôt sur le revenu. Le gouvernement aurait dû relever le taux de l'impôt provincial plutôt que de réduire le niveau des exemptions. On aurait dû relever le taux de l'impôt de 1.8 % à 3.5 % pour ceux qui ont un revenu imposable de \$1,000. De la sorte, 340,000 contribuables paieraient \$18 de moins qu'avec le bill 17.

Il suggère aussi, dit-il, de porter le taux de l'impôt à 4 % pour un revenu imposable de \$2,000 à \$3,000, à 5 %, pour les gens qui gagnent de \$3,000 à \$10,000, à 6 % pour les gens gagnant de \$12,000, à 7 % pour les gens gagnant de \$12,000 à \$15,000, et à 8.5 % pour les gens qui gagnent de \$15,000 à \$40,000. Cette formule répartirait l'impôt de façon plus équitable. Elle respecterait aussi cette institution de base qu'est la famille.

Grâce à cette formule, on aurait pu recueillir \$14,000,000 additionnels de revenus à la province. Il y a de plus, le fait qu'on aurait ainsi écarté l'injustice de faire déboursier \$10,000,000 ou plus aux petits salariés qui gagnent moins de \$3,000 par année. On éviterait alors de faire porter le fardeau de l'augmentation des impôts sur les petits salariés.

Si on refuse l'amendement que je vais proposer, personne dans l'opposition et personne dans la province ne pourra croire que la loi proposée

par le premier ministre est une loi autonomiste. Si on voulait défendre l'autonomie, on augmenterait le taux de la taxe chez ceux qui peuvent payer et on obtiendrait ensuite une hausse de la déduction fédérale pour empêcher la double taxation.

**M. Johnson (Bagot)** propose, appuyé par le député de Missisquoi (M. Bertrand), que la motion en discussion soit amendée, en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à maintenir les exemptions à \$1,500 pour les célibataires et à \$3,000 pour les personnes mariées."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il est contraire aux dispositions des articles 155 et 483 du Règlement, qui interdisent toute motion qui a pour objet direct d'affecter ou d'augmenter quelque charge sur le peuple, à moins que le lieutenant-gouverneur n'en ait au préalable recommandé l'objet.

#### Décisions de l'Orateur:

##### Amendement à incidence financière

**M. l'Orateur** déclare que l'article 155 du Règlement parle par lui-même et que l'amendement actuellement proposé est irrégulier et illégal, n'étant pas accompagné d'une résolution recommandée par le lieutenant-gouverneur.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Boulais, Brousseau, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lavoie, LeChasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Pinard, Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 39.

**Contre:** MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Caron, Cloutier, Dozois, Gabias, Guillemette, Johnson, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Russell, Talbot, Thibeault, 20.

**Députés pairés:** MM. Blank, Lemieux, ainsi que M. Brown déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Gosselin, Bernatchez et Johnson respectivement, mais que, s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote en faveur de la décision de M. l'Orateur.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise:

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Boulais, Brousseau, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lavoie, LeChasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Pinard, Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 39.

**Contre:** MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Caron, Cloutier, Dozois, Gabias, Guillemette, Johnson, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Russell, Talbot, Thibeault, 20.

**Députés pairés:** MM. Blank, Lemieux ainsi que M. Brown déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Gosselin, Bernatchez et Johnston respectivement, mais que, s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote en faveur de la troisième lecture du bill.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 17 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Loi des pensions

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 5 modifiant la loi des pensions.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Lesage), mercredi le 14 décembre dernier, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que l'article 3 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), modifié par l'article 3 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 37, soit remplacé par le suivant:

"3. Il est accordé par le lieutenant-gouverneur en conseil une pension annuelle de retraite à tout fonctionnaire ou employé visé par l'article 2 et nommé avant le premier avril 1942:

"a) qui a au moins trente-cinq ans de service, ou

"b) qui a au moins dix ans de service et soixante ans d'âge, ou

"c) qui a au moins dix ans de service et est devenu incapable d'exercer ses fonctions ordinaires en raison d'infirmité corporelle ou mentale."

2. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 5, l'article suivant:

"5a. Le montant de toute pension ou demi-pension est porté à six cent soixante dollars par année, tant que le titulaire ne peut profiter des dispositions de la loi du Canada intitulée "Loi sur la sécurité de la vieillesse", ou de la loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans (15-16 George VI, chapitre 3), de la loi des allocations aux aveugles (15-16 George VI, chapitre 4) ou de la loi concernant l'aide aux personnes invalides (3-4 Elizabeth II, chapitre 9)."

3. Que l'article 11 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"11. La mise à la retraite d'un fonctionnaire ou employé n'a lieu qu'après que le bureau de la trésorerie s'est assuré

"a) que la personne que l'on propose de mettre à la retraite y est admissible;

"b) que sa mise à la retraite est de l'intérêt public.

"Le bureau de la trésorerie peut, à cette fin, faire enquête par audition de témoignage sous serment. Le serment peut être reçu par un des membres du bureau de la trésorerie."

4. Que l'article 15 de ladite loi soit abrogé.

5. Que l'article 17 de ladite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 12 George VI, chapitre 15, soit abrogé.

6. Que l'article 21 de ladite loi soit remplacé par les suivants:

"21. Si un fonctionnaire ou employé démissionne, est destitué, ou si sa charge est abolie ou s'il est contraint par quelque infirmité corporelle ou mentale de quitter le service avant le temps où une pension peut lui être accordée, les sommes qui ont été retenues sur son traitement lui seront remises sans intérêt.

"S'il décède avant ce temps, sans qu'une demi-pension devienne payable, lesdites sommes sont remises à sa veuve, ou, à défaut, à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit.

"21a. Si un fonctionnaire ou employé démissionne, ou si sa charge est abolie, après dix ans de service et avant qu'il ait atteint l'âge de soixante ans, il lui est loisible, avant le remboursement des retenues d'opter pour une pension différée jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de soixante ans ou devienne invalide. S'il décède dans l'intervalle, la demi-pension devient payable en vertu de l'article 19, sinon les retenues sont alors remises à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit."

7. Que l'article 23 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"23. Lorsqu'un fonctionnaire ou employé atteint l'âge de soixante-dix ans, ses fonctions cessent de plein droit et la pension lui devient payable s'il y a droit. Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, d'année en année, autoriser tout fonctionnaire ou employé public à continuer l'exercice de ses fonctions.

"La retraite est obligatoire pour tout fonctionnaire ou employé public à qui la pension est offerte, dans les cas prévus à l'article 3."

8. Que les articles 26, 27 et 28 de ladite loi soient abrogés.

9. Que l'article 32 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 6 George VI, chapitre 14, par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 17, par l'article 4 de la loi 12 George VI, chapitre 15, et par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 13, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la neuvième ligne le millésime "1949" par le millésime "1962".

10. Que l'article 33 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 6 George VI, chapitre 14, par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 10, par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 17, et par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 13, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le millésime "1949" par le millésime "1962" et, dans la dernière ligne, le millésime "1942" par le millésime "1960".

11. Que la section II de ladite loi, comprenant les articles 37 à 43, soit abrogée.

12. Que l'article 44 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en retranchant, dans la troisième ligne, les mots "ou la section II."

13. Que l'article 47 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 3 de la loi 7 George VI, chapitre 10, et par l'article 5 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 37, soit remplacé par le suivant:

"47. Il est accordé par le lieutenant-gouverneur en conseil une pension annuelle de retraite à tout fonctionnaire ou employé visé par l'article 45

"a) qui a au moins trente-cinq ans de service; ou

"b) qui a au moins dix ans de service et soixante-cinq ans d'âge ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, soixante ans;

"c) qui a au moins dix ans de service et est devenu incapable d'exercer ses fonctions ordinaires à raison d'infirmité corporelle ou mentale."

14. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 48, le suivant:

"48a. Le montant de toute pension ou demi-pension est porté à six cent soixante dollars par année, tant que le titulaire ne peut profiter des dispositions de la loi du Canada intitulée "Loi sur la sécurité de la vieillesse", ou de la loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans (15-16 George VI, chapitre 3), de la loi des allocations aux aveugles (15-16 George VI, chapitre 4) ou de la loi concernant l'aide aux personnes invalides (3-4 Elizabeth II, chapitre 9)."

15. Que l'article 53 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14 et modifié par l'article 6 de la loi 12 George VI, chapitre 15, soit abrogé.

16. Que l'article 61 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit remplacé par les suivants:

"61. Si un fonctionnaire ou employé démissionne, est destitué, ou si sa charge est abolie ou s'il est contraint par quelque infirmité corporelle ou mentale de quitter le service avant le temps où une pension peut lui être accordée, les sommes qui ont été retenues sur son traitement lui sont remises sans intérêt.

"S'il décède avant ce temps, sans qu'une demi-pension devienne payable, lesdites sommes sont remises à sa veuve, ou, à défaut, à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit.

"61a. Si un fonctionnaire ou un employé démissionne, ou si sa charge est abolie, après dix ans de service et avant qu'il ait atteint l'âge de soixante-

cinq ans, ou s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, celui de soixante ans, il lui est loisible, avant le remboursement des retenues, d'opter pour une pension différée jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de soixante-cinq ans ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, celui de soixante ans, ou jusqu'à ce qu'il devienne invalide. S'il décède dans l'intervalle, la demi-pension devient payable en vertu des articles 56 et 58, sinon les retenues sont alors remises à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit."

17. Que l'article 64 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit remplacé par le suivant:

"64. Lorsqu'un fonctionnaire ou employé atteint l'âge de soixante-dix ans, ses fonctions cessent de plein droit et la pension lui devient payable s'il y a droit. Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, d'année en année, autoriser tout fonctionnaire ou employé public à continuer l'exercice de ses fonctions.

"La retraite est obligatoire pour tout fonctionnaire ou employé à qui la pension est offerte, dans les cas prévus à l'article 47."

18. Que l'article 67 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 7 de la loi 7 George VI, chapitre 10, par l'article 4 de la loi 8 George VI, chapitre 9, par l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 15, et par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 13, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, le millésime "1949" par le millésime "1962".

19. Que l'article 71 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 10 de la loi 7 George VI, chapitre 10, par l'article 5 de la loi 8 George VI, chapitre 9, par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 17, par l'article 11 de la loi 12 George VI, chapitre 15, par l'article 3 de la loi 13 George VI, chapitre 17, par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 13, et par l'article 10 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 37, soit de nouveau modifié

a) en remplaçant dans la quatrième ligne du deuxième alinéa le millésime "1961" par le millésime "1962";

b) en remplaçant le quatrième alinéa par le suivant:

"Le temps pendant lequel le fonctionnaire a été au service de la province, avant que la présente loi lui devienne applicable, peut être compté même si l'emploi a été discontinu et quels qu'aient été le mode et la quotité de la rémunération. Le temps pendant lequel le fonctionnaire a été à l'emploi de la cité de Montréal, division de la taxe de vente, peut être compté de la même manière.";



c) en remplaçant le septième alinéa actuel par les suivants:

"Toute personne, qui, antérieurement à son entrée au service du gouvernement de la province a été, pendant au moins cinq ans, fonctionnaire d'un gouvernement canadien ou employé d'une corporation ou institution ayant un plan de pension comportant le remboursement des contributions à la cessation des services, peut faire compter pour fins de pension, en tout ou en partie, ses années de service à ce gouvernement, ou à cette corporation ou institution, en se conformant aux conditions du présent article.

"Le droit prévu à l'alinéa précédent, est subordonné à la remise au fonds consolidé du revenu du remboursement de contribution ci-dessus mentionné et à l'accomplissement de toutes autres conditions prescrites par le lieutenant-gouverneur en conseil, lequel peut autoriser le ministre des Finances à conclure avec tout gouvernement, corporation ou institution administrant un fonds de pension, les ententes utiles à l'exécution des dispositions du présent article."

20. Que les pensions inférieures à trois mille dollars et les demi-pensions inférieures à mille cinq cents dollars, accordées en vertu de la loi des pensions avant le 31 mars 1961, sont majorées dans les proportions suivantes:

| <i>Pension accordée</i>  | <i>Majoration</i> |
|--|-------------------|
| Avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1940.....                           | 30 %              |
| Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1940 et le<br>31 décembre 1944..... | 24 %              |
| Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1945 et le<br>31 décembre 1949..... | 18 %              |
| Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1950 et le<br>31 décembre 1954..... | 12 %              |
| Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1955 et le<br>31 décembre 1959..... | 6 %               |
| Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1960 et le<br>31 mars 1961.....     | 3 %               |

La majoration doit être limitée de façon à ne pas porter la pension à plus de trois mille dollars, ni la demi-pension à plus de mille cinq cents dollars.

21. Que les résolutions 7 et 17 entreront en vigueur le premier avril 1962, et les autres résolutions, le premier janvier 1961.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Un des principaux effets du bill est de permettre à un employé qui vient d'ailleurs, où existe un fonds de pension, d'être admis au fonds de pension de la province, en versant le crédit accumulé par sa

contribution au fonds de pension dont il était bénéficiaire chez son ancien employeur. Par exemple, le cas d'un professeur d'université qui serait invité à remplir une fonction dans le service civil. Cette mesure, en somme, favorisera l'obtention des services d'hommes compétents pour les ministères provinciaux.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Un employé civil qui a atteint l'âge de la retraite et qui reste au service de la province peut-il continuer à payer cette pension si cette dernière reste la même?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Un employé civil sera forcé de prendre sa retraite à 70 ans. Si un employé civil atteint l'âge de la retraite et continue à travailler, il continue de verser ses contributions, mais sa pension reste la même, sauf dans le cas où son salaire serait augmenté. Tout employé ayant 35 ans de service va pouvoir aussi prendre sa retraite, quel que soit son âge et l'état de sa santé. Une autre clause permet, à un employé civil qui a quitté le service de la province et qui y revient, de continuer à profiter du fonds de pension provincial.

Les résolutions 11 à 21 sont adoptées<sup>1</sup>.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Responsabilité pénale  
du propriétaire d'automobile**

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 concernant

la responsabilité pénale du propriétaire d'automobile soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Au lieu de présenter ce projet de loi, le gouvernement aurait tout simplement dû rappeler la loi existante. C'est un principe dangereux que de rendre un propriétaire de véhicule-moteur responsable non seulement des infractions au Code de la route et aux règlements édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais aussi aux règlements de la Régie des transports et aux règlements municipaux. C'est une réglementation dangereuse qui n'a pas de sens que de rendre le propriétaire responsable même quand il ne conduit pas lui-même son véhicule-moteur.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Il s'agit d'amender une loi qui existe depuis 1925. Si le chef de l'opposition croit qu'elle aurait dû être rappelée, il n'avait qu'à le faire quand il était membre du gouvernement. Si je suis un mauvais ministre, lui-même a certainement été un mauvais ministre parce qu'il n'a jamais songé à rappeler cette loi. Ce projet de loi est présenté à la demande des municipalités. Quant aux pénalités, ce sont les mêmes qui étaient prévues dans l'ancienne loi.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Combien y a-t-il de municipalités qui ont demandé d'aller au-delà de leur réglementation?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Ah! Plusieurs.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Si c'est pour Québec, pourquoi passer une loi générale?

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je crois que le bill va au-delà de ce que voulait le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Cournoyer). On va contraindre les magistrats à appliquer la loi d'une façon peut-être différente de celle que le ministre des Transports, qui en est le parrain, le souhaiterait.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Je ne crois pas qu'il puisse se poser de problèmes tellement sérieux. Nous donnons aux propriétaires d'automobile deux ou trois moyens de se défendre dans les cas d'infractions causées par un autre conducteur de leur véhicule. Il s'agit en somme de régulariser une situation de fait qui existe depuis toujours.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

On ne vise à rien d'autre que de permettre aux municipalités de réglementer de façon efficace.

Adopté, après division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter

### **Loi de la conciliation entre locataires et propriétaires**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Saint-Roch-Nord**

**M. Laroche (Portneuf)** propose, du consentement unanime et appuyé par le député de Jonquière-Kénogami (M. Harvey), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Mme Robert Poliquin, demandant l'adoption d'une loi pour faire déclarer libre de toute servitude de droit de passage certains lots de la paroisse de Saint-Roch-Nord, de la cité de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

### **Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- de Mme Robert Poliquin, demandant l'adoption d'une loi pour faire déclarer libre de toute servitude de droit de passage certains lots de la paroisse de Saint-Roch-Nord, de la cité de Québec.

### **Projets de loi:**

#### **Parcs provinciaux**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** demande à l'opposition de se prononcer sur le principe d'un article du bill concernant les parcs provinciaux<sup>2</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi)** laisse entendre qu'il ne s'opposera pas à l'article.

#### Motions des députés:

##### Vœux pour la période des fêtes<sup>3</sup>

**M. Talbot (Chicoutimi):** Comme j'ai peur que nous perdions des joueurs, je voudrais profiter de ce que tous les députés sont en cette Chambre pour formuler les vœux de l'opposition<sup>4</sup>. Je souhaite une bonne année, une bonne santé au premier ministre et à ses collègues. Je souhaite que cette période des fêtes leur permette de réfléchir et de prendre de bonnes résolutions...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je remercie le chef de l'opposition de ses vœux. Je lui offre à lui et à ses collègues comme aux membres de l'exécutif provincial, et à tous les membres de la Chambre, mes vœux de santé et bonheur. Il peut arriver que se produisent des accrochages, mais je suis assuré que le chef de l'opposition et ses collègues, comme nous-mêmes, voudront faire en sorte, M. l'Orateur, de ne pas vous fournir l'occasion de sévir.

Il est certain, qu'après le travail intense que nous avons accompli, les députés pourront profiter au sein de leur famille d'un repos bien mérité. Je suis certain que, lorsque nous nous retrouverons ici, le 10 janvier, ce sera dans une atmosphère de sérénité... Je souhaite à messieurs de l'opposition, de nous revenir avec des suggestions véritablement progressives. Quant à nous, nous ferons de notre mieux pour offrir à la population une bonne législation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** offre aussi des vœux aux membres de la Tribune parlementaire de la presse et à leur famille.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 10 h 55

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;
- bill 5 modifiant la loi des pensions.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 17 modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu;
- bill 21 modifiant la loi de l'impôt sur les corporations.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

4 Loi prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;

5 Loi modifiant la loi des pensions;

17 Loi modifiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu;

21 Loi modifiant la loi de l'impôt sur les corporations;

103 Loi changeant le prénom de Romain Duchesneau en celui de Raymond;

182 Loi fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montréal, sous le nom de Mackay Center for Deaf and Crippled Children;

185 Loi changeant le nom de Ben Sorisky en celui de Ben Sorisky Harper.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée au mardi 10 janvier 1961.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

---

### **NOTES**

1. Le comité plénier avait adopté les dix premières résolutions lors de la séance du 14 décembre 1960.

2. Le ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Levesque, Bonaventure) avait proposé lors de la séance du 15 décembre 1960, au moment de la présentation du bill en première lecture, que la Chambre se forme en comité plénier à sa prochaine séance, soit le 16 décembre 1960, afin de prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 24. Cependant, l'importance que le débat sur le bill 17 a pris au cours des cinq séances suivantes a probablement fait en sorte que la deuxième lecture de ce bill a été retardée. D'ailleurs, l'étude des résolutions et la seconde lecture ne se feront que le 17 janvier 1961.

Toutefois, compte tenu que "la clause en question doit permettre d'ériger une antenne pour un poste émetteur de télévision. [...]" Il semble que le premier ministre veuille permettre "aux promoteurs du projet d'installation de l'antenne de pouvoir donner à Radio-Canada l'assurance que leur plan sera possible", selon *La Presse* du 23 décembre 1960, à la page 2.

3. *Le Soleil* du 23 décembre 1960, à la page 24, note que les vœux ont été échangés un peu après 6 heures.

4. *Le Nouvelliste* du 23 décembre 1960, à la page 11, nous dit que le chef de l'opposition fait référence à l'ajournement prévu à 10 h 55.

Séance du mardi 10 janvier 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte de Saint-Michel**

**M. Meunier (Bourget)** propose, appuyé par le député de Deux-Montagnes (M. Binette), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- de la cité de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Vœux pour l'année nouvelle**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** offre ses souhaits de bonne et heureuse année à l'Orateur de l'Assemblée législative, M. Lucien Cliche, et aux députés. Les ministres et les députés reviennent au travail, dit-il, après avoir pris un peu, très peu de repos. Mais tout a une fin, et il faut se remettre au travail, un travail sérieux et important, pour assurer le bien commun dans une province qui nous est si chère.

**M. Talbot (Chicoutimi)** formule aussi des vœux aux membres de la Chambre basse, afin qu'ils continuent, dit-il, un travail profitable à toute la province, pendant la deuxième partie de la session.

**Motions de condoléances:**

**Décès de MM. Joseph-Émile Fortin  
et de Léopold Richer**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** présente ses vives condoléances à la famille du

Dr Fortin<sup>1</sup> et il y joint celles de tout le groupe ministériel. Il insiste sur les liens d'amitié qui le lient depuis longtemps aux fils et aux filles du regretté défunt qui était député de Mégantic jusqu'à la dernière dissolution des Chambres provinciales. Malgré son âge avancé, le Dr Fortin avait gardé une grande vigueur et se dévoua sans compter pour ses compatriotes de la province et principalement pour ses commettants du comté de Mégantic.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le Dr Fortin a été le député modèle qui, malgré son mauvais état de santé, n'avait en vue que le bien de sa province et de son comté. Le défunt a fait la dernière lutte électorale et, depuis, il portait le poids de la fatigue accumulée durant la lutte. Il présente, dit-il, ses condoléances à la famille du défunt.

Rappelant le souvenir d'un journaliste décédé subitement, M. Léopold Richer, il en déplore le décès. Directeur du journal *Notre Temps* depuis plusieurs années et ancien journaliste de valeur au *Droit* et au *Devoir*, sa mort constitue une perte pour le monde des lettres et du journalisme. À son épouse, Mme Julia Richer, qui partageait ses labeurs, il offre ses profondes condoléances.

**Projets de loi:**

**Loi du  
crédit agricole**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi du crédit agricole du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Dans un monde qui se transforme rapidement et malgré l'industrialisation plus rapide de la province de Québec, l'agriculture reste toujours l'industrie de base de notre économie. Malgré l'évolution qui est siennée actuellement, personne ne peut nier qu'elle tire de l'arrière, par rapport aux autres secteurs de notre économie, à cause du manque de crédits suffisants pour procéder à sa consolidation. Le revenu net des cultivateurs diminue malgré une augmentation du revenu brut. Aux prises avec des difficultés financières, les cultivateurs quittent et vendent les terres et tentent d'obtenir des emplois du gouvernement ou de l'industrie. Voilà autant de preuves que quelque chose ne va pas.

Pour remédier à cette situation et remettre l'agriculture sur pied, afin de mettre fin au marasme où la population rurale se débat, il faut augmenter le crédit du cultivateur qui veut consolider son exploitation, afin de donner un espoir nouveau à ceux qui se cramponnent à la terre et afin d'enrayer l'abandon des fermes par les jeunes ruraux avant qu'il ne soit trop tard.

C'est pour cela, que le gouvernement se rend au désir légitime souvent exprimé par l'Union catholique des cultivateurs et par d'autres organismes, qui ont en vue le bien des agriculteurs. Ils ont réclamé souvent une hausse du crédit agricole et une amélioration du sort des fils de cultivateurs qui veulent s'établir sur des terres. Si cette loi avait été amenée il y a 10 ans, la santé de notre agriculture du Québec serait en bien meilleure posture qu'elle ne l'est actuellement.

Le gouvernement Lesage augmente à \$15,000 le maximum du prêt agricole provincial pouvant être accordé par l'Office du crédit agricole et ajoute quelque chose qui peut paraître révolutionnaire, mais qui est nécessaire si on veut sauver l'agriculture.

Il demande à l'Assemblée législative de permettre à l'Office de consentir à toute personne âgée de 21 à 40 ans, qui désire acheter une exploitation agricole, un prêt pouvant atteindre \$15,000, pourvu que le montant prêté à ces derniers n'excède pas 90 % de la valeur de la terre donnée en garantie, et d'autoriser cet organisme à prêter jusqu'à concurrence de 80 %, et non plus de 75 %, de la valeur d'une ferme.

Par surcroît, le gouvernement demande aussi l'autorisation de faire cadeau du tiers du montant emprunté par les fils de cultivateurs pour fins d'établissement, jusqu'à concurrence de \$3,000, si l'emprunteur a cultivé sa terre et l'a occupée pendant 10 années consécutives.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La loi dit jusqu'à concurrence de \$3,000. Il n'est donc pas juste de dire que le fils de cultivateur, qui aura bénéficié d'un prêt d'établissement en vertu du bill 11, n'aura à rembourser que les deux tiers de son emprunt.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Ça les choque!

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Ça les choque tellement qu'ils n'attendent même pas nos explications. Les cultivateurs ont voté pour cette loi le 22 juin et le gouvernement la leur donne maintenant, comme il s'y était engagé. La loi fixe en

effet un maximum de \$3,000 en cadeau que le gouvernement peut faire aux fils de cultivateurs qui se sont établis en profitant de cette loi généreuse, mais le gouvernement prend ainsi le moyen d'aider les petits et non pas ceux qui peuvent posséder des terres de \$35,000 et \$40,000.

Nous voulons aider ceux qui n'ont pas les moyens de s'établir sur des terres. La loi a pour objet d'aider davantage les cultivateurs de la province de Québec, à la mesure de leurs besoins actuels, afin de consolider nos paroisses agricoles. C'est une heureuse amélioration. Les députés de l'opposition auront même le courage de voter contre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Non, ils n'en auront pas le courage. Il est convaincu, dit-il, que les députés de l'Union nationale vont voter en faveur de cette loi en dépit des critiques qu'ils pourront formuler à son endroit.

**M. Roy (Nicolet):** Le projet de loi modifiant la loi du crédit agricole imposera des charges trop lourdes pour le cultivateur qui s'en prévaut. Le montant de \$15,000 en prêt, qu'autorisera la loi à l'étude, entraînera une obligation annuelle de \$600 en amortissement et en intérêt, et l'assurance que l'on exigera de l'emprunteur nécessitera une prime annuelle de \$100. Il est injuste de vouloir faire payer au cultivateur les primes pour la police d'assurance sur la vie qui doit servir de garantie à l'administration provinciale. Puis, il devra de plus envisager le renouvellement éventuel de son outillage. La loi du crédit agricole établie par l'Union nationale en 1936 était plus avantageuse pour le cultivateur du Québec et répondait mieux à ses besoins.

Le montant du prêt élevé à \$15,000 est trop considérable. Je ne crois pas qu'il soit avantageux pour un cultivateur d'emprunter \$15,000. Le fils de cultivateur doit pouvoir emprunter de l'Office du crédit agricole ce dont il a besoin, mais pas plus qu'il n'en a besoin. Rares sont les personnes qui ont emprunté jusqu'à \$10,000 ces dernières années, et le fait d'augmenter le maximum de \$10,000 à \$15,000 n'est pas une véritable amélioration à l'ancienne loi. Ceci n'est en somme que pour épater les fermiers. Cette loi n'apportera pas la réponse aux besoins des cultivateurs. La loi du crédit agricole de l'Union nationale était mieux adaptée. Pour l'année 1956-1957, 87 % des sommes votées pour l'établissement des cultivateurs...

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Le député de Nicolet voudrait-il nous dire l'âge de ces fils de cultivateurs dont il parle?

**M. Roy (Nicolet):** C'est une question assez difficile. Je puis dire au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) que le fils de cultivateur doit avoir au moins 21 ans pour profiter de la loi et ensuite, ça peut aller jusqu'à 40 ans...

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** On a même accordé des prêts à des gens de 72 ans...

**M. Roy (Nicolet)** regrette aussi, dit-il, qu'en vertu de la nouvelle loi, un pourcentage appréciable des cultivateurs de 40 et 41 ans de la province qui auraient besoin d'être aidés ne pourront pas se prévaloir de la loi, car les conditions restrictives fixées sont nombreuses, par exemple l'âge maximum de 40 ans exigé de la personne qui veut s'établir sur une terre.

Si le gouvernement libéral avait voulu se montrer si libéral, il aurait pu commencer, en accédant au pouvoir, par assurer les bénéfices de la loi du crédit agricole mise en œuvre par l'Union nationale. On a été unanime à reconnaître que cette loi était parfaite. L'agriculture dans la province de Québec doit, autant que possible, rester une entreprise familiale pour éliminer autant que possible le coût élevé de la main-d'œuvre. La trop grande étendue des fermes fait peur à beaucoup de cultivateurs. On reconnaît généralement qu'une entreprise familiale est plus payante.

Ce nouveau projet de loi du gouvernement libéral nous porte à laisser penser que le gouvernement voudrait que l'exploitation de la ferme dans le Québec devienne autre chose qu'une entreprise familiale. Les fermes familiales dans la province de Québec sont à la base même de notre économie et elles ne doivent pas disparaître.

Je suis moi-même un cultivateur et je n'hésite pas à dire que j'ai été sauvé de la banqueroute par la loi du crédit agricole. Les cultivateurs du Québec voient dans la loi que soumet le gouvernement une loi qui ressemble à celle d'Ottawa. Le gouvernement sabote la loi du crédit agricole comme l'avait fait M. Godbout<sup>2</sup>. Je voudrais que cette prime d'assurance qu'on exigera du cultivateur n'existe pas dans la loi du crédit agricole.

**M. Lemieux (Wolfe):** Le gouvernement a voulu, dès le début de l'année, penser à l'agriculture et respecter les promesses faites au cours de la campagne électorale. Ce n'est que graine à graine que le gouvernement de l'Union nationale donnait aux cultivateurs pour se rendre jusqu'à la limite de \$10,000. Il importe d'assurer aux cultivateurs, aux

pères de famille les moyens d'acheter des terres autour de lui, et la nouvelle loi le lui permettra. Il s'agit là d'une politique plus généreuse que celles que l'Union nationale avait passées dans ce domaine.

**M. Bellemare (Champlain):** Est-il question dans la loi de l'aide aux fils de cultivateurs?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Chaque chose en son temps!

**M. Lemieux (Wolfe):** Cette loi est beaucoup plus généreuse que celle de l'Union nationale et elle s'imposait. C'est une loi salutaire, une base nécessaire pour l'agriculture familiale, afin d'encourager l'établissement des fils des fermiers de la province sur des fermes, et ce n'est pas sur de petites fermes et avec de petits troupeaux qu'un cultivateur pourra améliorer son patrimoine. C'est une politique généreuse et c'est pourquoi je m'empresse de voter pour.

**M. Guillemette (Frontenac):** Le bill a été préparé par des gens qui ne connaissent rien à l'agriculture. Ils ont voulu se mêler de choses agricoles, et ils m'ont une fois de plus convaincu qu'ils auraient dû rester dans leurs domaines. La nouvelle loi du crédit agricole apporte une amélioration qui n'atteint pas la masse des cultivateurs, mais seulement un petit groupe de particuliers privilégiés.

L'élévation de \$10,000 à \$15,000 du maximum des prêts est trop élevée et tout à fait inutile et ne veut rien dire. Au cours de 1959, seulement 74 prêts entre \$8,000 et \$15,000 furent consentis. C'est minime par rapport au nombre des emprunts de moindre valeur. Le gouvernement actuel fait disparaître l'octroi pour l'établissement des fils de cultivateurs.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** invoque le Règlement. Le présent bill améliore au contraire la loi passée par l'Union nationale à propos de l'octroi pour l'établissement des fils de cultivateurs. Le projet de loi propose d'accorder un prêt équivalent à 90 % de la valeur de la ferme au fils de cultivateur qui s'établit. Et, après 10 ans d'exploitation, une remise du tiers du montant emprunté jusqu'à concurrence de \$3,000.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** demande la permission de poser une question.

**M. l'Orateur:** Le représentant de Frontenac (M. Guillemette) avait le droit de parole.

**M. Guillemette (Frontenac):** Si le gouvernement actuel veut vraiment se vanter d'aider les fils de cultivateurs, il devrait faire son cadeau et leur donner de l'argent non pas au bout de 10 ans, mais au moment de l'achat de la terre car, alors très peu pourront bénéficier de la loi. Une telle aide serait naturelle. Un jeune qui étudie en vue d'une carrière libérale peut jouir d'une aide gouvernementale généreuse pouvant totaliser \$5,000 pour ses seules années universitaires. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi pour les fils de cultivateurs?

Pourquoi le gouvernement libéral, après les promesses grandiloquentes qu'il a faites, n'a-t-il pas présenté une loi qui donne aux fils de cultivateurs qui veulent s'établir sur la ferme les mêmes avantages qu'aux jeunes qui se dirigent vers des carrières libérales? Au moins cinq paragraphes de ce projet de loi sont restrictifs. Ils diminuent la portée de l'ancienne loi et constituent un sabotage de la loi du crédit agricole adoptée et amendée par l'Union nationale. On semble avoir pris l'habitude de reporter à des années ultérieures l'exécution des promesses tracées sur papier.

L'article 5 du bill, qui permet à l'Office du crédit agricole d'exiger la garantie d'une assurance sur la vie en plus d'une première hypothèque, est restrictif. Ce sera une charge additionnelle pour le cultivateur-emprunteur. Les libéraux considèrent ce projet de loi comme une révolution alors que ce n'est qu'un bien pauvre palliatif. L'Union nationale a prêté \$87,000,000 en 16 ans pour l'établissement de fils de cultivateurs. L'amendement à loi actuelle ne fait qu'entériner ce que le gouvernement de l'Union nationale a fait sans le dire. Tout ce que la nouvelle mesure peut comporter de bon est emprunté à la loi de 1936. À cause de ce qu'il y a de bon dans le bill, il votera en faveur du principe en deuxième lecture.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):**

On met en comparaison une loi qui est amenée devant cette Chambre avec une loi différente concernant l'établissement des fils de cultivateurs. Attendez! Vous êtes trop pressés! Ne vous en faites pas! Le Parti libéral donnera aux fils de cultivateurs la même protection et davantage que le gouvernement de l'Union nationale. Nous ne reculons pas, nous, nous avançons!

**M. Boulais (Rouville)** proteste contre les accusations de sabotage portées par l'Union nationale à cette loi du gouvernement libéral. Le montant maximum est augmenté à la demande de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) et de diverses

associations agricoles qui connaissent bien les besoins des cultivateurs. Le gouvernement n'a pas agi à la légère en augmentant le maximum du crédit agricole. Il s'est rendu à la demande générale, notamment à celle de l'U.C.C., des experts en questions agricoles et des établissements qui s'occupent des cultivateurs. On a dit que cette loi est fardée, mais, malgré cette opinion qu'ils expriment, les députés de l'opposition voteront pour cette législation.

Le maximum du prêt agricole doit être augmenté parce que la valeur réelle des fermes a augmenté. Dans la région que je représente, il n'est pas rare que le cultivateur paie \$15,000 pour une ferme. Il y a aussi la nécessité d'augmenter le montant pour permettre aux cultivateurs de consolider une fois pour toutes leurs dettes. Et le cultivateur a dû emprunter davantage depuis quelques années, à cause de la diminution de son profit net. Cette loi ne s'attaque pas à la base familiale de l'agriculture québécoise, comme l'on dit certains députés.

L'agriculture du Québec dépend en grande partie de la ferme familiale et, sous le régime actuel du gouvernement libéral, le gouvernement n'a nullement l'intention de faire autrement. Jamais, le gouvernement libéral ne travaillera à développer notre agriculture en dehors des cadres familiaux. C'est à cause de ce désir de protéger la famille que le gouvernement, dans la présente loi, offre un crédit d'établissement aux fils de cultivateurs.

L'Office du crédit agricole va réviser les barèmes de l'évaluation des fermes en regard des nouvelles facilités de crédit accordées aux cultivateurs. Et le nombre de ces emprunteurs va augmenter par suite de la modernisation des modes de crédit. La loi actuelle ne sabote pas ce qui existe déjà.

**M. Castonguay (Matane):** La majorité des électeurs de mon comté sont des cultivateurs. Or, ceux-ci travaillent un peu partout sauf sur la ferme, parce qu'ils ont besoin d'argent. Matane est l'un des comtés les plus pauvres de la province, malgré qu'il ait été représenté pendant 24 ans à la Législature de Québec par un député de l'Union nationale. Depuis longtemps, les cultivateurs de Matane sont obligés d'aller travailler en dehors de leurs paroisses pour faire vivre leur famille. Cela est dû à la politique de l'Union nationale.

J'ai occupé pendant cinq ans la présidence diocésaine de l'U.C.C. À ce titre, j'ai assisté à la présentation de mémoires et de délégations au



Conseil des ministres de l'Union nationale pour réclamer en faveur des cultivateurs des avantages additionnels. Chaque fois, j'ai dû entendre parler sans cesse des œuvres de l'Union nationale. Je suis très favorable à cette loi qui augmente le maximum du prêt agricole. C'est la mise en pratique d'une politique qui tient mieux compte de la valeur réelle des fermes agricoles.

De plus, le bill améliore considérablement la législation existante, notamment parce que les cultivateurs pourront emprunter jusqu'à concurrence de 80 % de la valeur réelle de leur propriété. Le montant alloué doublera alors que, dans le passé, il était impossible d'avoir des crédits supplémentaires pour améliorer le cheptel. Je considère que la présente loi améliore beaucoup le prêt agricole et je l'approuve avec plaisir.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Lorsque le gouvernement libéral est arrivé au pouvoir en 1939, le premier geste qu'il a posé fut de saboter la loi du crédit agricole. Je suis surpris de voir les libéraux répéter un geste analogue aujourd'hui. Les libéraux répètent, ni plus, ni moins, le sabotage de la loi de l'Union nationale qui s'est produit en 1940. En voyant les modifications qu'on apporte à la nouvelle loi, il n'est pas besoin de se demander s'il y a encore des cultivateurs à l'Office comme commissaires, il n'y en a plus un seul. Le gouvernement ne pourra donc plus recevoir les conseils des cultivateurs membres de l'Office du crédit agricole. Sous l'Union nationale, il y en avait deux.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) a parlé d'une loi révolutionnaire. La vérité, c'est qu'elle est tout simplement décevante et ne correspond pas aux promesses qui ont été faites. Il y a des mesures dans le bill modifiant la loi du crédit agricole qui vont diminuer les effets bienfaisants de la loi du crédit agricole de l'Union nationale. Dans l'ancienne loi, on ne limitait pas l'âge de la personne pouvant bénéficier de l'aide prévue pour l'établissement des cultivateurs. Il n'y a pas seulement des fils de cultivateurs qui veulent des terres. Il arrive que d'anciens cultivateurs ayant goûté à la vie des villes veuillent reprendre la vie agréable et paisible sur terre. Aujourd'hui, on les met de côté, on limite l'aide gouvernementale à 40 ans.

Cette loi n'est qu'un trompe-l'œil, un écran de fumée, pour cacher les promesses solennelles du Parti libéral qui a juré de régler tous les problèmes de l'agriculture. Ce projet de loi ne comporte aucune innovation et, en fait, augmentera les charges des emprunteurs. La nouvelle loi va diminuer le nombre

des emprunteurs parce qu'elle modifie la qualification exigée du cultivateur pour en bénéficier et le sens accordé jusqu'ici à une ferme rentable. Le bill définit une ferme rentable comme une ou plusieurs fermes formant une seule exploitation et dont les revenus sont suffisants pour permettre au propriétaire de faire vivre une famille convenablement, de maintenir la productivité du sol, d'assurer l'entretien des bâtiments et de rencontrer ses obligations.

C'est une loi fardée qui trompe la confiance que les fils de cultivateurs avaient mise dans les déclarations de ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) qui disait qu'il avait des solutions toutes prêtes aux problèmes agricoles. Il regrette particulièrement, déclare-t-il, l'élimination de l'article 13 de loi actuelle. En vertu de cet article, l'Office du crédit agricole pouvait autoriser des prêts jusqu'à concurrence du montant maximum, soit \$10,000 depuis l'an dernier, même si ce montant dépasse l'élimination fixée par les évaluateurs de l'Office. On a ainsi sauvé de la faillite un grand nombre de cultivateurs.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Le député de Lotbinière affirme des choses qui ne sont pas exactes; il aurait dû se renseigner, au préalable, auprès de l'Office.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Pour faire oublier la disparition de l'article 13, on porte le montant maximum du prêt à \$15,000.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Nous prêtons à la fois pour payer les dettes et améliorer les fermes. C'est aussi simple que cela.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Ce n'est pas aussi simple que cela. Avec la nouvelle définition du mot agriculteur, le ministre va priver d'un prêt tous les agronomes qui voudraient s'acheter une terre et l'exploiter. La définition d'agriculteur comprendra seulement les propriétaires d'une ferme qui habitent en permanence sur leurs terres et qui vivent principalement de l'agriculture.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Y en a-t-il qui ont voulu emprunter?

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Je pourrais donner au ministre les noms de plusieurs agronomes encore à l'emploi du ministère de l'Agriculture qui ont bénéficié de la loi et qui en bénéficient encore.

La loi du crédit agricole de l'Union nationale a non seulement stabilisé la situation financière du cultivateur et contribué à l'établissement de milliers de fils de cultivateurs, mais elle a empêché, après la seconde guerre, la montée inflationniste du prix des terres.

Par ailleurs, l'article concernant les prêts aux cultivateurs est calqué à 100 % sur la loi de vétérans d'Ottawa.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le succès de la loi des vétérans est un gage du succès de la nouvelle loi provinciale modifiant la loi du crédit agricole.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Les fils de cultivateurs ne doivent pas être considérés comme des vétérans. Dans le cas des vétérans, il s'agit de tentatives d'orientation. Dans le cas des fils de cultivateurs, il s'agit d'une décision d'établissement.

Par une disposition de la loi de 1936, la valeur des terres était fixée sur la rentabilité et la productivité de la terre. Il n'y avait pas de spéculation. Cette disposition a rendu des services inappréciables et elle a protégé les cultivateurs contre l'achat de terres à des prix exorbitants. Aussi, se réjouit-il de ce que le gouvernement actuel la maintienne dans la nouvelle loi. Il regrette qu'on limite à 40 ans l'âge d'éligibilité pour le prêt agricole. La nouvelle loi va donner moins aux petits qu'aux gros.

Que le gouvernement paie les primes de la police d'assurance-vie qu'il exige en garantie, mais s'il veut faire payer ces primes par l'emprunteur et ainsi augmenter ses frais, c'est une loi injuste pour le cultivateur. J'ai fait un calcul, et j'ai découvert que le fils de cultivateur, qui aura emprunté une certaine somme, devra payer en 10 ans \$230 d'intérêt pour chaque \$1,000 empruntés. On a donc tort de prétendre qu'on lui remboursera, au bout de 10 ans, \$1,000, \$2,000 ou \$3,000; au lieu de \$1,000, c'est \$720 qu'on lui remboursera.

**M. Gosselin (Compton):** Le gouvernement Lesage veut saboter la loi du crédit agricole de l'Union nationale à la façon de M. Adélar Godbout en 1940. La loi passée par l'Union nationale était un témoignage de l'intérêt que portaient à la classe agricole feu Maurice Duplessis et ses collègues de l'ancien gouvernement. Même le gouvernement actuel est contraint de reconnaître que l'Union nationale a fait quelque chose de bien en dotant les cultivateurs du Québec d'une loi du crédit agricole. Cette loi a fait profiter les cultivateurs de la province

d'une somme de \$160,995,000. Cette initiative de l'Union nationale a permis de stabiliser l'agriculture du Québec.

On peut douter de la sincérité du parti au pouvoir quand il proclame sa volonté d'aider les éléments ruraux. Il y a du camouflage sous cette mesure du gouvernement. Si on analyse un à un les articles du bill, on réalise vite que plusieurs cultivateurs ne pourront pas profiter de la loi. Si on voulait véritablement aider les cultivateurs, l'Office du crédit agricole devrait absorber le coût de la prime d'assurance exigée en garantie pour l'emprunt. Ceci serait quelque chose de nouveau et de véritablement profitable pour les cultivateurs. Si je pouvais, au cours de ce débat, analyser les causes du marasme dans lequel se trouvent actuellement les cultivateurs du Québec, je devrais remonter au régime libéral dont faisait partie à Ottawa le premier ministre actuel de la province.

Si l'on veut donner une ristourne, qui pourra s'élever jusqu'à \$3,000, dans certains cas, en faveur des cultivateurs qui resteront sur leurs terres, on devrait assurer le même avantage à ceux qui sont déjà sur des terres et qui se débattent dans des difficultés. Je voterai, dit-il, pour le principe du bill qui augmente à \$15,000 le montant maximum du prêt agricole, mais je regrette certaines restrictions que comporte le projet de loi.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 8 heures**

**Projets de loi:**

**Loi du crédit agricole**

Le débat se poursuit sur la deuxième lecture du bill 11 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

**M. Binette (Deux-Montagnes):** Si le député de Lotbinière veut être logique, il ne sabotera pas le meilleur intérêt des cultivateurs et il votera pour ce bill. Comme notaire, je puis dire que plusieurs cultivateurs se sont vu refuser des prêts, parce qu'ils avaient trop de dettes. Je crois que la nouvelle loi est de nature à avantager un grand nombre de

cultivateurs dont les dettes dépassent \$10,000. Avec l'ancienne loi, s'ils avaient trop de dettes, on leur refusait des prêts. Sous l'Union nationale, l'Office du crédit agricole refusait parfois les prêts par le biais de fournisseurs favoris aux personnes qui n'étaient pas des partisans de l'Union nationale.

**M. Johnson (Bagot)** le défie de prouver cette affirmation. Qui sait que l'ancien député ne va pas croire ce que le député actuel vient juste de dire<sup>3</sup>.

**Des députés de l'opposition** demandent des noms.

**M. Binette (Deux-Montagnes)** dit qu'il peut en fournir.

Le bill 11 est plus logique. La loi du crédit agricole a été passée sous l'Union nationale et c'est peut-être la plus belle loi que l'Union nationale ait passée. Mais elle était si contente de l'avoir passée qu'elle s'est assise dessus et n'a pas voulu continuer à étudier à fond les problèmes des cultivateurs et amender sa loi en conséquence. Il a fallu l'arrivée au pouvoir des libéraux pour que l'on cesse d'aider les cultivateurs par bribes, au moyen de petits prêts.

L'ancienne loi du crédit agricole était bonne pour 1936; elle ne l'est plus maintenant. Le prêt maximum de \$10,000 ne répond plus aux besoins de l'heure.

Il suggère que le gouvernement essaie de réduire le délai entre le moment où l'agriculteur fait une demande et le moment où l'Office du crédit agricole inspecte la ferme.

**M. Bellemare (Champlain):** Pendant la campagne électorale, le Parti libéral avait promis de l'aide immédiate aux agriculteurs. Maintenant, selon cette loi les agriculteurs vont devoir attendre au moins 10 ans avant d'obtenir une remise de la partie du prêt qu'ils ont obtenu. Le gouvernement pourrait dire qu'il a fait quelque chose de pratique pour aider la classe agricole si, par son bill 11, il accordait aux fils de cultivateurs une aide financière de \$300 par année. Cela leur ferait \$500 avec les \$200 qu'ils reçoivent déjà.

Malheureusement, le ministre décevra tous les cultivateurs en n'assurant à leurs fils qui veulent s'établir que \$3,000 au bout de 10 ans, alors qu'ils auront dû déboursier \$1,750 de primes pour s'établir et \$525 d'intérêts. Une fois comptés cette prime d'assurance à payer par l'emprunteur, l'intérêt sur le capital, etc., le gouvernement ne fait pas un gros cadeau aux fils de cultivateurs.

Pour 1940-1945, sous un gouvernement libéral, le budget consacré aux cultivateurs était de \$3,052,000. En 1946, sous l'Union nationale, ce budget passait à \$12,254,000. En 1956, il atteignait \$21,310,000. La politique agricole de l'Union nationale a eu des effets bienfaisants. C'est dans le Québec que le revenu net a le moins baissé de 1952 à 1957. Sa baisse fut de 23 %, 26 % en Ontario, et de 52 % en Alberta. Quant à la population agricole, elle a constamment augmenté dans le Québec depuis 1931. De 1,061,000 qu'elle était alors, elle avait atteint 1,347,000 en 1956. La proportion du nombre des fermes possédées par des cultivateurs dans le Québec a aussi augmenté sous l'Union nationale. En 1931, 92 % des fermes québécoises étaient possédées par ceux qui les exploitaient. Cette proportion avait atteint 95.7 % en 1956.

C'est bien beau pour les libéraux de faire des discours électoraux et d'inonder la province de tracts disant que la politique agricole du gouvernement de l'Union nationale fut un désastre, mais les statistiques officielles prouvent le contraire. Le revenu net du cultivateur, de \$2.87 en 1931, passait à \$2.95 en 1941, à \$9.04 en 1951, et à \$15.36 en 1956. La moyenne des sommes versées par ferme par le gouvernement provincial était de \$21.90 en 1931, de \$26.70 en 1941, de \$91.20 en 1951, et de \$175.50 en 1956. Ces statistiques établissent que l'Union nationale a toujours pensé aux petits, à ceux qui ont des problèmes financiers difficiles à résoudre, à ceux qui ont le plus besoin de l'aide de l'État.

Dans le comté de Champlain seulement, 1,044 prêts ont été consentis aux cultivateurs depuis l'établissement du prêt agricole. La somme de ces prêts est de \$2,983,430. La moyenne de chaque prêt est de \$2,750. Dans la province, elle est de \$2,990. J'entends prouver de la sorte que c'est seulement l'exception qui va bénéficier du nouveau maximum de \$15,000 sous l'empire de la nouvelle loi.

La loi laisse trop de discrétion aux commissaires, et si un cultivateur oublie de payer un médecin ou un magasin de meubles, on pourra lui refuser un prêt. Un agriculteur de ma circonscription a voté pour le Parti libéral, mais il m'a dit la semaine dernière que le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) ne vaut pas plus qu'une fausse pièce de cinq sous.

Le *Bulletin de la Banque Canadienne Nationale*, d'avril 1958, sur la situation agricole du Québec affirme que la valeur de la production agricole s'est accrue de près de 50 % dans le Québec de 1944 à 1956, qu'il y avait en 1956 deux fois plus d'automobiles et quatre fois plus de camions sur les

fermes qu'en 1941, et qu'il y avait lieu de croire que l'augmentation de la production agricole a été plus forte dans le Québec que dans la plupart des autres provinces<sup>4</sup>. C'est là un témoignage probant et d'autant plus convaincant qu'il n'a aucun caractère de partisanerie politique. Voilà, une partie seulement de l'œuvre de l'Union nationale pour l'agriculture.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Je fais entendre la voix d'un cultivateur pratiquant. Après les promesses qu'ont formulées les libéraux, les cultivateurs sont désappointés. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) n'a pas consulté de vrais cultivateurs avant de préparer sa loi. S'il l'avait fait, il n'aurait pas mis comme condition du prêt que la ferme soit rentable; on devrait amender le bill et faire disparaître cette condition, car elle entraînera des difficultés dans la pratique.

La moyenne des prêts agricoles dans toute la province n'est que de \$2,990. Ce n'est donc pas nécessaire d'augmenter à \$15,000 le maximum de ce prêt gouvernemental. Ce dont ont besoin les cultivateurs, c'est d'une aide immédiate. Le fait d'exiger des cultivateurs qu'ils empruntent une police d'assurance prouve que le gouvernement n'a pas confiance dans les cultivateurs.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Les députés de l'Union nationale parlent à travers leur chapeau depuis plusieurs heures. Ils n'ont même pas compris leur propre loi qui est celle que le présent bill amende dans certaines de ses parties.

**M. Morissette (Arthabaska):** J'espère que le bill 11, qui augmente à \$15,000 le maximum du crédit agricole, ne soit que la première de toute une série de lois bienfaisantes qui redonneront confiance aux cultivateurs de la province de Québec. La situation du cultivateur québécois est alarmante et exige que le Parlement de Québec y apporte les solutions qui s'imposent.

L'occasion est fournie aux députés, par le bill 11, de se mettre à l'œuvre dans ce but. Aussi, cette mesure répond à un besoin urgent, dans le Québec. Nos fermiers, depuis 10 ans, doivent faire face à une capitalisation toujours plus élevée et à un coût de production toujours plus élevé aussi.

L'*Annuaire statistique du Canada* démontre que, de 1939 à 1959, le prix de l'outillage agricole a augmenté de 128 %, tandis que le coût de main-d'œuvre agricole a subi un bond de 372 %. C'est la preuve que le maximum du prêt à \$15,000 est loin

d'être trop élevé. Cette subvention de \$3,000 dont bénéficiera le fils de cultivateur au bout de 10 ans encouragera ces jeunes cultivateurs à travailler sur leur ferme.

Quant à l'assurance contre laquelle l'opposition proteste, c'est une mesure de grande portée sociale destinée à protéger la veuve et la famille du cultivateur pendant qu'elles ont besoin de cette protection. L'assurance évitera ces tragédies humaines dont on a souvent connaissance et qui forcent souvent une veuve et ses enfants à quitter la ferme après la mort du père, pour aller se confier aux soins de l'assistance sociale.

Je félicite le gouvernement et le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) d'avoir présenté ces amendements à l'Assemblée législative. Il exprime l'espoir que ce n'est que la première de toute une série de lois qui, dit-il, redonneront confiance aux cultivateurs de la province de Québec.

**M. Johnson (Bagot):** La province de Québec a grandement besoin d'une banque agricole à l'heure actuelle. Les lois agricoles de l'Union nationale, adoptées lors de la dernière session, acheminaient la province vers l'instauration d'une telle institution. Au lieu de copier une loi sur la législation fédérale, il aurait mieux valu que le gouvernement continue la mise en vigueur des réformes que l'Union nationale commençait à appliquer.

Le gouvernement de la province de Québec fait de la loi du crédit agricole une loi discrétionnaire qui favorisera le patronage. L'Union nationale avait passé des lois statutaires et celle-ci en était une, mais les libéraux en font une loi discrétionnaire, malgré leurs promesses. L'amendement qui porte le montant maximum des prêts à \$15,000 est magnifique, mais cette mesure ne réglera le cas que de 25 à 75 gros cultivateurs qui ont le moyen, par année. Ce n'est pas de prêts dont les cultivateurs ont besoin, mais plutôt de capital de roulement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce sera dans un autre projet de loi qui s'en vient.

**M. Johnson (Bagot):** La nouvelle loi n'apporte pas une aide immédiate au cultivateur, mais le fait languir pendant 10 ans. Je comprends que le premier ministre ne sera plus là dans 10 ans; il sera à Ottawa et l'Union nationale sera revenue au pouvoir.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Pas un de vous, dans l'opposition, ne vivra assez vieux pour voir votre parti au pouvoir.

**M. Johnson (Bagot):** La nouvelle loi est calquée sur une loi d'Ottawa, celle des vétérans.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai pas dit qu'elle était calquée sur une loi fédérale. J'ai dit que ses principes sont inspirés de ceux qui ont servi à la préparation de la loi d'aide aux vétérans. C'est un principe de bon sens.

**M. Johnson (Bagot):** Trop de gens s'imaginent que le cultivateur de la province de Québec est un homme qu'on doit traiter comme les vétérans. La forme actuelle a été apportée à la loi des vétérans après de nombreux échecs. Mais je soutiens que c'est faire une injustice aux cultivateurs qui sont depuis six, sept générations, de père en fils, des cultivateurs sur la même terre.

Les jeunes se préparent tout le temps de leurs cours à succéder à leur père. Ils n'ont pas besoin d'être attachés à une récompense au bout de 10 ans. C'est une fumisterie...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** bondit de son siège<sup>5</sup>.

**M. Johnson (Bagot)** retire cette parole. C'est un tableau illusoire, corrige-t-il. Le bill à l'étude gèlera le crédit de \$3,000 du cultivateur pour 10 ans. On l'hypothèque tout de suite pour \$10,000.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Votre loi était ainsi. Il n'y avait même pas de \$3,000 au bout de 10 ans.

**M. Johnson (Bagot):** Nous avons une loi qui accordait \$7,000 aux cultivateurs sans hypothéquer pour 10 ans les biens ruraux. Il reste que, sous l'empire de la nouvelle loi, le cultivateur est hypothéqué pour 10 ans, qu'il va payer l'intérêt de \$75 par année sur le plein montant du fameux \$3,000. Cela fait \$750 en 10 ans. Ce même montant de \$75, le cultivateur en sera privé alors qu'il en aurait besoin pour opérer. Il devra emprunter et payer encore 6 % à 7 %.

En somme, le cultivateur qui demandera l'assistance du gouvernement, sous l'empire de la nouvelle loi, aura tout payé pendant 10 ans. C'est ça le cadeau. C'est cela l'écran de fumée sous lequel le gouvernement veut faire semblant de tenir ses promesses.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je ne devais pas, dit-il, prendre part à ce débat, mais les

députés de l'Union nationale ont tellement faussé le sens et le but du projet de loi que j'ai cru de mon devoir d'intervenir pour rétablir les faits. Le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) nous a demandé d'écouter la voix du cultivateur de la province de Québec.

Je lui apporterai alors les voix des 45,000 membres de l'Union catholique des cultivateurs qui, dans un mémoire présenté au gouvernement l'automne dernier, ont demandé deux choses: que le maximum des prêts soit porté à \$15,000 et que l'on aide à l'établissement des fils de cultivateurs en prêtant sur la base de 90 % de la valeur de la ferme, et que le tiers du prêt soit donné sous forme de subvention<sup>6</sup>.

C'est ce que nous faisons dans la loi et ce sont exactement là les deux principes que nous énonçons dans le projet soumis à la Chambre. Ce projet de loi répond donc à une requête de l'Union des cultivateurs catholiques.

**M. Johnson (Bagot):** Il y aura des subventions, oui, mais seulement au bout de 10 ans.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Lorsque l'U.C.C. demande qu'un tiers du prêt ne soit pas remboursable, elle veut évidemment parler de la fin du prêt au bout d'un certain nombre d'années. Nous faisons mieux que cela puisque nous fixons le paiement de cette subvention à 10 ans. Le programme du Parti libéral le dit en toutes lettres. Nous avons emprunté ce système à la loi pour favoriser l'établissement des vétérans, qui a été couronnée d'un grand succès dans son application. C'est normal puisque cette prime constitue la plus forte incitation possible à demeurer sur la terre.

À entendre les députés de l'opposition, on dirait que nous sommes à saboter la loi du crédit agricole. C'est tout le contraire, nous lui ajoutons des avantages nouveaux. Par suite de la hausse du prêt agricole provincial, il est assuré, dit-il, que plusieurs fermes abandonnées seraient de nouveau exploitées. Nous remplissons à la lettre nos promesses électorales, et si l'opposition a le courage de ses convictions et si elle croit que nous sabotons le crédit agricole, alors je la défie de voter contre la loi.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre fait mine d'ignorer la procédure parlementaire. En deuxième lecture, il s'agit simplement du principe du bill et l'opposition peut fort bien voter en faveur tout en jugeant certaines clauses du projet moins bonnes ou inacceptables. Sa sortie est un triste exemple de sa

connaissance du système parlementaire. L'éthique parlementaire ne permet pas en effet de lancer un défi à un député ou à un groupe de députés.

Nous verrons bien si vous aurez le courage de voter contre nos amendements en troisième lecture. Le 22 juin dernier, les agriculteurs ont voté pour les libéraux parce qu'ils n'avaient pas compris ce qu'ils disaient, mais ils pensaient qu'ils l'avaient dit de façon élégante.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** accuse le député de Bagot d'être grossier.

**M. Johnson (Bagot)** demande qu'il retire ses paroles.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** refuse.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** intervient dans le débat.

**M. Johnson (Bagot):** Le député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) voudrait probablement un Parlement dans lequel le "boss" décide tout et fait fusiller ceux qui ne pensent pas comme lui.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le régime du "boss", ça, c'était sous l'Union nationale.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Je n'ai pas du tout l'intention de favoriser un système parlementaire qui serait calqué sur celui que nous a donné l'Union nationale pendant 16 ans. Un par siècle, c'est assez.

**M. Lavallée (Berthier):** Les cultivateurs seront déçus d'un ministre de l'Agriculture qui, après leur avoir fait toutes sortes de promesses, n'a pas trouvé mieux à offrir à la classe agricole que le bill no 11. Je suis un cultivateur moi-même, et je n'ai pas honte de dire que je suis un ancien libéral qui a changé d'opinion, parce que l'Union nationale et Maurice Duplessis ont sauvé la classe agricole de la faillite. On nous arrive avec un bill qui dit à peu près rien à la classe agricole. C'est un bill fardé comme le gouvernement nous en réserve sans doute de nombreux autres au cours de la présente session.

Il propose, appuyé par le député de Témiscouata (M. Raymond), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

## Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

## NOTES

1. Fortin, Joseph-Émile (1885-1961). Élu à l'élection partielle du 18 septembre 1957, il a été député du comté de Mégantic, au sein de l'Union nationale, jusqu'en 1960.

2. Lors de la séance du 17 juin 1940, le premier ministre libéral, M. Joseph-Adélard Godbout, soumet à la Chambre un projet de loi concernant l'Office du crédit agricole du Québec qui vient modifier la loi du crédit agricole de l'Union nationale de 1936.

3. Député de l'Union nationale dans la circonscription de Deux-Montagnes depuis 1936, il a été premier ministre du 11 septembre 1959 jusqu'à son décès le 2 janvier 1960.

4. *Le Nouvelliste* du 11 janvier 1961, à la page 31, écrit 1944 alors que *Le Bulletin de la Banque Canadienne Nationale*, avril 1958, à la page 3, donne 1941.

5. *Le Nouvelliste* du 11 janvier 1961, à la page 1, nous apprend que le premier ministre n'eut même pas besoin de dire un mot que M. Johnson s'était rétracté.

6. Voir: *Mémoire de l'Union catholique des cultivateurs au Conseil des ministres de la province de Québec*, à la page 3, décembre 1960.

Séance du mercredi 11 janvier 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commission scolaire protestante  
de Saint-Laurent**

**M. Brown (Brome)** propose, appuyé par le député de Montréal-Saint-Louis (M. Blank), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi augmentant le nombre des commissaires d'écoles protestantes pour ladite municipalité, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi augmentant le nombre des commissaires d'écoles protestantes pour ladite municipalité.

**Questions et réponses orales:**

**Obligations de la province**

**M. Johnson (Bagot):** À propos de la dernière émission de \$50,000,000 d'obligations dont la vente a été confiée à certains établissements sans que l'adjudication ait été précédée de soumissions publiques - comme d'ailleurs pour l'émission de juillet et l'émission d'Hydro-Québec, en novembre - doit-on conclure que le ministre des Finances (l'honorable M. Lesage) n'est pas en faveur des demandes de soumissions? Le premier ministre veut-il expliquer pourquoi il n'y a plus qu'une seule maison canadienne-française à la gérance de syndicats alors que, depuis plusieurs années, des émissions de la province étaient

négociées avec une maison canadienne-anglaise et deux maisons canadiennes-françaises?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le gouvernement a négocié durant plusieurs semaines avec quelques syndicats ou différents groupes financiers de la province pour obtenir les meilleurs prix et les meilleures conditions possibles pour la vente des obligations émises par l'administration du Québec depuis les élections générales.

**M. Johnson (Bagot):** Dans la dernière émission de la province, il n'y avait que deux syndicats financiers favorisés chargés de la vente, Ames and Co. et L.-G. Beaubien<sup>1</sup>, alors que lors des émissions précédentes, il y en avait trois.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** En effet, il y avait autrefois trois groupes, mais depuis, les maisons de courtage de la province se sont fusionnées en deux groupes: Ames and Co. of Canada et L.-G. Beaubien.

**Indemnisations  
accordées aux hôpitaux**

**M. Cloutier (Québec-Centre):** Je suis informé que certains hôpitaux de Québec se sont vus accorder par le ministre de la Santé des taux très disparates pour l'hospitalisation. Le taux de l'hôpital Jeffery Hale est de \$17, alors que celui de l'hôpital du Saint-Sacrement est de \$8.25 et celui de l'Hôtel-Dieu de Québec de \$12.50. Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) peut-il expliquer les raisons qui motivent cette différence de traitement entre les divers hôpitaux.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** prend avis de la question; il y répondra à la prochaine séance après avoir recueilli les informations nécessaires.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) peut-il expliquer à la Chambre les raisons de la très grande différence entre les taux accordés aux hôpitaux de la métropole pour les chambres privées et semi-privées pour l'assurance-hospitalisation.

Pour marquer les écarts appréciables des prix, il souligne ceux de neuf hôpitaux montréalais: l'Hôtel-Dieu de Montréal, \$14.00; Jewish General Hospital, \$22.50; Queen Elizabeth Hospital, \$22.50; l'hôpital

du Sacré-Cœur de Cartierville, \$12.50; Reddy Memorial, \$22.50; l'Hôpital général de Verdun, \$13.50; Montreal General Hospital, \$22.75; le Royal Victoria, \$23.00; et l'hôpital Notre-Dame, \$20.50.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** prend aussi avis de cette question; il y répondra à la prochaine séance après avoir recueilli les informations nécessaires.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre ayant affirmé, lors d'une émission à la télévision, qu'il n'y avait aucune augmentation du prix des chambres privées et semi-privées, le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) veut-il expliquer pourquoi le directeur général du service de l'assurance-hospitalisation avertit certains hôpitaux qu'ils doivent exiger au moins tel prix minimum spécifié et qu'il leur dit textuellement ce qui suit: "Bien qu'il vous faille exiger au moins ces suppléments, il vous est cependant permis de demander plus."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** D'après le Règlement parlementaire, les questions verbales doivent être brèves et concises.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Il y a d'abord à prouver que le directeur du service de l'assurance-hospitalisation encourage les hôpitaux à majorer leurs prix. Puis, ensuite, je rappellerai au député de Bagot (M. Johnson) qu'il doit formuler ses questions par écrit, selon les règlements de la Chambre.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre doit fournir les informations réclamées, par écrit. Puis, il invoque la coutume suivie au Québec et parle de la procédure fédérale.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Au temps de l'Union nationale, le gouvernement refusait toujours de répondre aux questions posées verbalement comme l'établissent les *Procès-verbaux* de la Chambre. En vertu des règlements, les questions doivent être inscrites au *Feuilleton*. Un ministre peut refuser de répondre à une question si c'est dans l'intérêt public. Bien plus, un ministre peut refuser de répondre à une question sans donner aucune raison. Quant à la procédure fédérale, je la connais; d'abord, les questions doivent être précises et concises. De plus, on donne avis de la question, au préalable, au ministre qui doit être interrogé.

La question du représentant de Bagot (M. Johnson) aurait dû être formulée par écrit et

inscrite à l'ordre du jour. En regard du cas qui nous occupe, le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier), en réponse aux trois questions qui sont posées, a dit qu'il prenait avis de ces questions et qu'il y répondrait aussitôt que possible. C'est une procédure logique et raisonnable.

#### Rapports des comités permanents:

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 147 concernant l'Hôtel-Dieu de Québec;
- bill 148 constituant en corporation les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec;
- bill 158 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec;
- bill 159 constituant en corporation les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec.

#### Projets de loi:

##### Hôtel-Dieu de Québec

**M. Cloutier (Québec-Centre)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 concernant l'Hôtel-Dieu de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 147 sans l'amender.

**M. Cloutier (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### Hospitalières de Saint-Augustin de l'Hôtel-Dieu de Québec

**M. Cloutier (Québec-Centre)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en



comité plénier pour étudier le bill 148 constituant en corporation les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 148 sans l'amender.

**M. Cloutier (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus**

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 158 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 158 sans l'amender.

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Hospitalières de Saint-Augustin de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec**

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 constituant en corporation les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 159 sans l'amender.

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Rapports des comités permanents:**

**M. Dionne (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Lloyd Williams Clark et R. J. Russell Clark, demandant l'adoption d'une loi confirmant et validant leur titre de propriété;

- de la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de dame Jeanne Brulé, en religion révérende mère Sainte-Marie-Consolatrice, supérieure générale des sœurs de la congrégation de Notre-Dame, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Collège Marianopolis;

- du syndicat des fiduciaires de l'Université Laval, demandant l'adoption d'une loi dans le but de lui permettre de placer des fonds à son entière discrétion;

- de la Corporation de Gaz Cartier - *Cartier Gas Corporation*, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Marcel-R. Savard *et uxor*, demandant l'adoption d'une loi validant et légitimant l'adoption de Sylvie Blanchard;

- de Jean-Arthur Tremblay, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Jocelyne Dassylva;

- de la corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, demandant l'adoption d'une loi concernant un acte de donation entre Jean-Baptiste St-Germain et la communauté des sœurs de Sainte-Croix;

- de Couillard Entreprises, inc., *et al.*, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le titre de

Couillard Entreprises, inc., et de Roland et Fernand Couillard et leurs ayants droit;

- de la Société des décorateurs-ensembliers du Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la Commission de transport de Montréal;

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain.

#### **Projets de loi:**

##### **Charte de Montréal**

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Loi de la Commission de transport de Montréal**

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 213 modifiant la loi concernant la Commission de transport de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Loi de la Corporation de Montréal métropolitain**

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 214 modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Propriété Clark-Rourke**

**M. Laroche (Portneuf)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 concernant le titre de Lloyd William Clark, R. J. Russell Clark et de Violet Rourke à certains immeubles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Commission des écoles catholiques de Dorval**

**M. Lavoie (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 166 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Décorateurs-ensembliers**

**M. Lavoie (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 203 modifiant la charte de la Société des décorateurs-ensembliers du Québec - Interior Decorators Society of Quebec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs**

**M. Lavoie (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 210 concernant la corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Collège Marianopolis**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 174 constituant en corporation le Collège Marianopolis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Commission scolaire de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami**

**M. Harvey (Jonquière-Kénogami)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 189 modifiant la loi concernant certaines corporations scolaires des comtés de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Taxe de vente à Louiseville**

**M. Morissette (Arthabaska)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 190 validant la taxe de vente en détail de un pour cent perçue depuis le premier juillet 1959, dans la municipalité scolaire de Louiseville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Université Laval**

**M. Jourdain (Gaspé-Nord)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 192 concernant le syndicat des fiduciaires de l'Université Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Gaz Cartier**

**M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 196 concernant la Corporation de Gaz Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adoption de Sylvie Blanchard**

**M. Brousseau (Sherbrooke)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 206 concernant l'adoption de Sylvie Blanchard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Couillard Entreprises inc.**

**M. Thériège (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 207 validant le titre de Couillard Entreprises, inc., et de Roland et Fernand Couillard à certaine propriété.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adoption de Jocelyne Dassylva**

**M. Dionne (Rimouski)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 209 concernant l'adoption de Jocelyne Dassylva.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Indemnité supplémentaire  
des membres de l'Assemblée législative**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 modifiant la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, concernant les membres de l'Assemblée législative.

Ce bill vise à corriger une erreur dans la rédaction de la loi<sup>2</sup>. Il s'agit d'une erreur qui aurait pu être fatale aux anciens ministres de l'Union nationale s'ils avaient eu des velléités de prendre leur pension<sup>3</sup>. Actuellement, s'ils prenaient leur pension, en vertu de la loi actuelle, ces anciens ministres auraient une pension basée sur la petite session du mois de septembre, qui n'a rapporté en indemnité que la somme de \$30.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement actuel suit l'exemple du gouvernement de l'Union nationale. L'ancien gouvernement a fait amender la loi qui permet au premier ministre de conserver sa pension actuelle comme ancien député fédéral. Les anciens ministres de l'Union nationale prouvent que l'argent ne les inquiète pas. S'ils avaient voulu démissionner, ils l'auraient fait avant la session du mois de septembre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** On le sait; il y en a qui ont pris leurs précautions... il y en a qui sont malades.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 28 modifiant la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, concernant les membres de l'Assemblée législative.

Adopté.

**Loi du  
crédit agricole**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 10 janvier courant, sur la motion du député d'Abitibi-Ouest (l'honorable M. Courcy) proposant que le bill 11 modifiant la loi du crédit agricole du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Lavallée (Berthier):** Le gouvernement fait la guerre froide au prêt agricole aujourd'hui, après lui avoir fait une guerre ouverte dans le passé. Il regrette, dit-il, que le présent bill limite l'âge d'éligibilité pour le prêt agricole à 40 ans. Il y a plusieurs personnes de plus de 40 ans qui pourraient vouloir s'établir sur une ferme. On devrait éliminer cette restriction, ne serait-ce qu'en faveur du grand nombre de fonctionnaires provinciaux qui ont été remerciés de leurs services par le nouveau gouvernement libéral.

Il évoque le marasme dans lequel était l'agriculture du Québec il y a 20 ans, avant l'établissement du crédit agricole. Les prêteurs semaient la panique dans nos campagnes, dit-il, et les cultivateurs n'avaient aucune sécurité. Ce n'est pas avec des promesses que le cultivateur continuera ses efforts en vue de sauver l'agriculture dans la province de Québec. Ce qu'il faudrait, ce serait de trouver un

moyen qui permette de prêter à ceux qui en ont besoin, après une étude approfondie de la situation des agriculteurs du Québec.

**M. Brown (Brome):** Ce n'est pas le tout de la politique agricole, mais seulement une mesure qui contribuera à tirer les cultivateurs du marasme dans lequel les a plongés l'incurie du gouvernement de l'Union nationale. Et ce n'est là qu'une mesure d'urgence qui sera suivie de plusieurs autres.

Le revenu des cultivateurs québécois a considérablement baissé depuis 10 ans. Entre 1951 et 1959, le revenu net des agriculteurs de la province de Québec est tombé de \$261,476,000 à \$180,826,000<sup>4</sup>. Les producteurs de lait des Cantons-de-l'Est sont dans une situation financière précaire et se débattent dans des difficultés inextricables.

**M. Johnson (Bagot)** soulève une question de règlement. Le député de Brome (M. Brown) sort du sujet.

**M. Talbot (Chicoutimi)** soulève également une question de règlement. Le député de Brome (M. Brown) sort du sujet.

**M. l'Orateur** autorise le représentant de Brome (M. Brown) à continuer son intervention.

**M. Brown (Brome):** Il est parfaitement clair que l'Union nationale a fait trop peu, et ce qu'elle a fait, elle l'a fait trop tard. L'opposition devrait être heureuse de voter cette loi plutôt que de faire de l'obstruction. Le bill 11 porte à \$15,000 le prêt maximum que les cultivateurs peuvent recevoir pour l'établissement sur la ferme. C'est une mesure qui s'impose. Je ne crois pas que l'opposition soit sérieuse quand elle affirme qu'une somme de \$11,000 sera suffisante comme maximum du prêt agricole, au lieu de \$15,000 que propose le bill.

Combien de citoyens pourraient acheter une maison pour \$11,000? Est-il possible d'acheter une ferme et de la mettre en opération pour ce montant? Les prix ont monté dans le domaine de l'agriculture comme dans tous les autres domaines, durant les 10 dernières années. Je dis que \$15,000, ce n'est pas encore assez. Mais c'est tout de même plus que ce que l'Union nationale donnait, et c'est une mesure progressive prise par le nouveau gouvernement pour aider les cultivateurs. C'est un pas dans la bonne voie grâce au gouvernement libéral. Nous avons trouvé des victimes. Nous les aidons dans la mesure du possible.

La nouvelle loi va aider tous les jeunes qui veulent s'établir sur une terre. Avec la loi actuelle, il ne s'agissait que de prêts discrétionnaires. Dorénavant, tous les jeunes qui offrent certaines garanties pourront bénéficier des avantages de la loi du crédit agricole. Durant les quatre dernières années, j'ai formulé des requêtes au nom de plusieurs jeunes de mon comté qui désiraient des prêts afin de s'établir sur la ferme.

Personne n'en a eu parce que, sous le régime de l'Union nationale, on accordait des prêts discrétionnaires. Pour ses 2,600 agriculteurs, le comté de Bagot, qui est représenté par un député de l'Union nationale, a reçu \$6,000,000 en prêts. Cependant, le comté de Bonaventure, représenté par un député libéral, a seulement reçu \$688,000 en prêts<sup>5</sup> agricoles pour ses 5,000 cultivateurs. Il fallait être dans un comté d'un député de l'Union nationale pour obtenir un prêt.

Maintenant, avec la nouvelle loi, tous ceux qui voudront s'établir sur une ferme pourront obtenir un prêt; et en plus, les jeunes cultivateurs qui s'établissent sur des terres, en vertu de la nouvelle loi, et qui seront persévérants recevront en pur cadeau, au bout de 10 ans, un tiers du prêt obtenu. C'est ce que demandait l'Union catholique des cultivateurs. C'est une idée des cultivateurs eux-mêmes, et nous sommes heureux de l'appliquer. Je puis dire que toutes les bonnes idées qui pourront être formulées, qu'elles viennent de l'Union nationale, des conservateurs ou autres, seront étudiées avec attention par le gouvernement actuel.

#### **L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):**

Les membres de l'Union nationale ne sont pas sincères dans les critiques qu'ils font de cette loi libérale. En sept ou huit heures de discussions sur le projet de loi, les membres de l'opposition ont montré qu'ils n'ont rien compris. Ils n'ont pas compris les amendements et ne se sont même pas donnés la peine de lire la loi avant de la discuter.

Nous venons seulement d'arriver au pouvoir, nous en sommes à la première session régulière, et nous commençons à réparer les erreurs de l'Union nationale et à bâtir l'avenir de nos cultivateurs. La loi du crédit agricole de 1936 n'a pas été améliorée depuis plusieurs années. Le gouvernement précédent se contentait de hausser le maximum du prêt de \$6,000 à \$10,000.

Les députés de l'Union nationale ont qualifié le projet de loi de sabotage du crédit agricole, de loi restrictive, de loi décevante, de loi qui ne correspond pas aux promesses du Parti libéral, etc. Vous verrez leur sincérité tout à l'heure, M. l'Orateur, lorsque nous prendrons le vote. On dirait qu'ils sont catholiques et protestants à la fois, qu'ils avancent et

reculent. Ils font du patinage de fantaisie. Ils ne parlaient, certes, pas de la même façon, lorsqu'ils étaient de ce côté-ci de la Chambre.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Les libéraux l'ont sabotée en haussant le taux d'intérêt.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Les libéraux l'ont, en effet, sabotée en haussant le taux d'intérêt, répète-t-il.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Nous aurions pu faire comme nos prédécesseurs, c'est-à-dire augmenter le prêt à \$11,000, cette année, à \$12,000 l'an prochain, et attendre à la veille des élections pour le porter à \$15,000. Mais nous n'avons pas voulu faire de politique avec cette question. Nous avons préféré donner tout de suite aux cultivateurs ce dont ils ont besoin.

Lorsque ce bill a été présenté, le gouvernement avait derrière lui les 45,000 membres de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.). Dans le mémoire soumis en décembre par l'U.C.C., cet organisme avait déclaré que ce bill répondait à ses vœux, que l'État avait fait un pas dans la bonne voie et devait être remercié au nom des milliers de cultivateurs de la province. Ce témoignage vaut bien les simulacres de suggestions que l'opposition a prétendu offrir au gouvernement.

On a poussé les hauts cris parce que nous demandons au cultivateur de s'assurer. Nous faisons cela pour le protéger, lui et sa famille. L'opposition a prétendu que cette assurance coûtera \$175 par année. Or, nous avons des prix à l'effet que la prime serait de \$2.10 par \$1,000, c'est-à-dire \$21.10 par année pour une assurance vie de \$10,000. Et, si le jeune cultivateur de 21 ans veut acquitter sa prime de 10 ans en une seule fois, il ne paiera que \$18.21 par \$1,000 pour 10 ans, soit \$182.10 en tout pour les 10 années. Le ministre a dit à la Chambre que l'exigence de 10 ans de culture continue pour se qualifier pour une remise excluait les cas où l'agriculteur était malade et hospitalisé pendant quelques années au cours de cette période.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Avez-vous demandé des soumissions?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Certainement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre doit déposer les documents qu'il cite.

## Dépôt de documents:

### Plan d'assurance-vie collective

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre le plan d'assurance-vie collective soumis par L'Assurance-vie Desjardins à l'Office du crédit agricole du Québec. (Document de la session no 52)

Le débat se poursuit sur la deuxième lecture.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** On pourrait peut-être aussi déposer les soumissions de l'Union nationale!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ça ne ferait pas un gros paquet!

**M. Talbot (Chicoutimi)** veut que la province sache que les cultivateurs n'auront pas tous une réduction de \$3,000. Actuellement la moyenne des prêts se situe juste en bas de \$3,000, de sorte que la réduction du tiers se situera à \$1,000, moins l'intérêt et les frais d'assurance.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** L'opposition semble oublier que nous ne sommes au pouvoir que depuis quelques mois seulement. C'est la première session tenue par l'administration libérale et nous prenons toutes les mesures que nous considérons comme étant nécessaires pour améliorer la position économique des agriculteurs du Québec. L'Union nationale n'a pas amélioré la loi du crédit agricole depuis qu'elle a été instaurée en 1936, à l'exception de l'augmentation du montant maximum disponible qui a passé de \$6,000 à \$10,000. La loi rendra grand service aux cultivateurs. D'ailleurs, je vais demander le vote et m'asseoir. Nous verrons bien comment l'opposition votera.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Bertrand (Terrebonne), Binette, Boudreau, Boulais, Brown, Caron, Castonguay, Cloutier, Coiteux, Collard, Courcy, Courmoyer, Couturier, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Gabias, Guillemette, Hamel (Iberville), Hanley, Harvey, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jourdain, Laberge, Lafontaine, Lafrance, Lambert,

Lapalme, Laroche, Larouche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lorrain, Maheux, Maltais, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rousseau, Roy (Lévis), Roy (Nicolet), Saint-Pierre, Talbot, Tellier, Thérberge, Thibeault, Turpin, 71.

**Contre:** 0.

**Députés pairés:** MM. Gosselin, Lalonde et O'Reilly déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Blank, Langlais et Somerville respectivement, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote en faveur de la deuxième lecture dudit bill.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 11 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier, pour étude au cours de la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose: 1. Que l'article 13 de la loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113) soit modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant autoriser le ministre des Finances à emprunter, pour une période n'excédant pas trente ans et aux conditions qu'il juge à propos, les sommes requises aux fins du présent article."

2. Que l'article 20 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 5, par l'article 3 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 4, par l'article 3 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 4, et par

l'article 4 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 14 soit de nouveau modifié en remplaçant, dans les dixième et onzième lignes, les mots "dix mille dollars, ni soixante-quinze" par les mots "quinze mille dollars, ni quatre-vingt".

3. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 20, le suivant:

"20a. Celui qui a obtenu un prêt d'établissement en vertu du paragraphe e) de l'article 8, a droit à une remise du tiers du montant prêté, jusqu'à concurrence de trois mille dollars, s'il prouve à la satisfaction de l'Office qu'il a demeuré sur sa ferme et l'a cultivée, sans interruption, pendant les dix ans suivant la date de la signature de l'acte d'obligation. Cette remise n'est accordée qu'une seule fois à la même personne.

Au cas de décès avant l'expiration des dix ans susmentionnés, la remise peut être accordée à toute personne que l'Office reconnaît comme ayant continué à remplir les obligations de l'emprunteur."

4. Que les modifications apportées à la loi qui accompagne les présentes résolutions à la loi du crédit agricole du Québec s'appliqueront aux prêts effectués après l'entrée en vigueur de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions, à même les crédits additionnels votés, pour fin de prêts agricoles, par la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 14, et par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du bill 11*).

#### **L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

La loi actuelle fixe un taux d'intérêt n'excédant pas 4 %. Le gouvernement ne peut plus emprunter à ce taux et demande d'autoriser des emprunts au meilleur taux du marché. Actuellement, on me dit que le coût moyen serait d'environ 6 %<sup>6</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi)** suggère de fixer un taux maximum au lieu de donner carte blanche au gouvernement.

#### **L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

n'accepte pas cette suggestion parce qu'elle aurait pour effet, dit-il, de porter le taux d'intérêt demandé au maximum fixé par la loi. Je n'ai pas envie de participer à la hausse du taux d'intérêt.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** étudie présentement la possibilité d'augmenter l'évaluation des fermes du Québec.

**M. Johnson (Bagot):** Il y a danger que des considérations du patronage jouent dans l'évaluation nouvelle; des inspecteurs compétents ont été remplacés.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Pas un seul inspecteur compétent n'a été remplacé. Il y avait des organisateurs politiques qui remplissaient les fonctions d'enquêteurs. Ceux-ci furent remerciés et ils étaient tellement inutiles qu'on n'a pas eu à les remplacer.

**M. Johnson (Bagot):** Le maximum des prêts à \$15,000 n'avantagera qu'un nombre très limité de cultivateurs. Le crédit agricole a fait ses preuves. Sur un montant de \$200,000,000 prêté aux cultivateurs depuis 1936, il ne s'est perdu que \$26,000. C'est là une réussite unique. Il y a des anciens qui nous parlent d'une expérience tentée en Ontario en ce domaine et qui fut une faillite de plusieurs millions de dollars. On est venu des autres provinces pour étudier le système en vigueur dans le Québec.

4. Selon l'*Annuaire statistique*, Québec, 1960, aux pages 284-285, le revenu net des exploitants de fermes en 1959 est de \$180,826,000, alors que dans le *Montreal Star* du 12 janvier 1961, à la page 8, le montant est de \$201,661,000.

5. L'*Annuaire statistique*, Québec, 1960, à la page 270, nous renseigne sur le total des prêts consentis par comté. Dans le comté de Bagot, nous avons un total de \$5,505,185 pour 1,431 prêts alors que, dans le comté de Bonaventure, pour un total de 355 prêts, \$579,875 ont été consentis.

6. L'article no 1 du bill no 11 autorise le gouvernement à emprunter pour les fins du projet de loi.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

---

### NOTES

1. L.-G. Beaubien est une maison de courtage canadienne-française.

2. Il s'agit de la loi modifiant la loi des pensions des députés. Voir *Le Soleil* du 12 janvier 1961, à la page 11.

3. *Le Soleil* du 12 janvier 1960, à la page 11, nous dit que le premier ministre fait cette déclaration avec humour.





Séance du jeudi 12 janvier 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Chiropraticiens**

**M. Thérberge (Chambly)** propose, appuyé par le député de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition du Collège des chiropraticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- du Collège des chiropraticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec.

**Rapports des comités permanents:**

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 163 changeant le nom de Joseph-Marie-Andronique Beaulieu en celui de Joseph-Marie-André Beaulieu;

- bill 118 modifiant la charte de la ville de Terrebonne;

- bill 167 concernant la ville de Hampstead;

- bill 154 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 154, ci-dessus mentionné, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville" soit changé en celui de: Loi concernant la charte de la ville de Victoriaville, la ville

d'Arthabaska, la municipalité du village de Princeville, la ville de Warwick, les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville, dans le comté d'Arthabaska, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Princeville, dans le comté d'Arthabaska, les commissaires d'école pour la municipalité du village de Warwick, dans le comté d'Arthabaska, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Arthabaska, dans le comté d'Arthabaska.

Le rapport est adopté.

**Motions des députés:**

**Hommage au député  
de Montmorency, M. Prévost**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

C'est avec le plus vif regret que les amis du député de Montmorency (l'honorable M. Prévost) ont appris que son état de santé le contraignait à abandonner sa charge de chef de l'opposition. M. Prévost compte de très nombreux amis dans cette province. Quelles que soient nos convictions politiques, nous avons toujours eu une grande admiration pour cet homme de talent et de culture. Je me suis toujours flatté d'être considéré du nombre de ses amis. Je l'ai connu au séminaire et à l'université et j'ai toujours eu pour lui une grande estime. M. Prévost appartient à une belle famille de Québec qui jouit de l'appréciation générale. C'est une grande peine pour moi et mes collègues de le voir quitter la direction de son parti. La démission de M. Prévost pour des raisons de santé est une autre leçon pour tous les hommes de la politique qui vivent et travaillent quotidiennement sous une tension parfois terrible.

Au cours de la dernière session, M. Prévost avait fait un effort considérable pour rattraper un peu de ce qui avait été perdu pendant une période de 15 années de stagnation. De même aussi, durant la session de septembre, M. Prévost s'est révélé un joueur de grande classe et un parlementaire de talent. Il a contribué à créer en cette Chambre un climat dont tous se sont flattés. Avec tous les membres de sa famille et ses nombreux amis, nous lui souhaitons que le repos lui permette de reprendre ses forces, afin qu'il puisse continuer ses activités, à un rythme moins trépidant, dans la politique ou tous les domaines où il sera appelé.

Cette peine causée par le départ de M. Prévost est un peu compensée par le choix heureux qu'ont fait les députés de l'Union nationale de leur nouveau chef<sup>1</sup>.

(Applaudissements de la Chambre)

Mes collègues se joignent à moi pour offrir au député de Chicoutimi leurs félicitations pour son accession aux postes de chef de l'opposition et de chef du parti de l'Union nationale. Il méritait cette confiance. Depuis le début de la session, il s'est dépensé sans compter et il a donné la preuve qu'il pouvait être un excellent chef de l'opposition.

Le député de Chicoutimi (M. Talbot) a été l'objet d'une grande marque de confiance. Il a été choisi rapidement, sans hésitation et, selon les rapports que j'ai eus, pas une voix discordante ne s'est élevée, pas même parmi les aspirants. Il a fait ses preuves depuis longtemps. C'est un grand avocat, un homme distingué, un homme de grande culture, qui affectionne particulièrement les lettres et les arts. On le retrouve souvent dans les bibliothèques, dans les musées, au théâtre et au concert. Il a droit à notre admiration. J'espère que le député de Chicoutimi (M. Talbot) gardera longtemps les deux titres qu'il a acquis hier soir<sup>2</sup>.

Je sais que le parti a décidé de se choisir démocratiquement un chef au cours de l'année. Je souhaite au député de Chicoutimi (M. Talbot) que les partisans de l'Union nationale à travers la province lui gardent la même confiance que celle que lui ont témoignée hier ses collègues, même ceux qui ont des aspirations. Il peut être assuré de la collaboration du gouvernement et je suis aussi persuadé que nous pourrions compter sur la sienne.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il siègera du côté de l'opposition pendant un bon bout de temps, mais ce n'est pas certain s'il restera longtemps comme chef de l'opposition.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je n'ai pas besoin de vous dire que, si le premier ministre et les membres du gouvernement regrettaient la décision qu'a dû prendre M. Prévost, nous, de l'opposition, nous le regrettons encore plus. C'est un homme d'un immense prestige, issu d'une des plus belles familles de Québec et il a été à la hauteur des principes et des traditions de cette famille.

Il a été une victime de la vie politique. Il s'est dépensé sans compter pour son comté et sa province, surtout depuis 1953, après qu'il eut accepté la lourde tâche de secrétaire de la province. Il s'est littéralement tué à la tâche. C'est aussi l'un des motifs qui l'ont poussé à ne pas laisser proposer son nom

comme chef du parti à la mort de M. Sauvé. À l'occasion de la présentation de ces projets de loi merveilleux sur l'éducation au cours de la dernière session, il s'est fatigué en des jours et des jours de longues discussions et il fut obligé de prendre un repos. À l'instar de tous mes collègues, j'espérais que l'état de M. Prévost s'améliorait depuis septembre dernier.

Il lui a rendu visite, dit-il, à sa résidence, à l'époque de Noël et a constaté qu'il semblait rétabli. Mais, quelques jours plus tard, M. Prévost lui apprenait qu'il avait passé plusieurs nuits sans dormir<sup>3</sup>. Nous sommes heureux de savoir que M. Prévost reste député de Montmorency et qu'il pourra venir occuper son siège dans quelques semaines. Le travail de député sera moins onéreux pour lui que celui de chef. Nous lui souhaitons tous un complet rétablissement. Je n'ai pas besoin de vous dire que nous sommes tous très peinés de le voir quitter son poste de chef.

J'accepte les bons vœux du premier ministre et je le remercie des bonnes paroles qu'il a eues à mon égard. S'il me connaissait mieux, il saurait que je n'ai pas d'ambition. Tout ce que je souhaite, c'est le triomphe de l'Union nationale. L'Union nationale doit élaborer ses structures de parti et mettre sur pied un programme politique adapté aux circonstances présentes. Des associations du parti ont été formées dans certaines circonscriptions et je favorise personnellement un tel développement.

À ce propos, je puis donc dire au premier ministre que l'Union nationale est maintenant prête à reprendre le pouvoir. Car je l'ai déjà dit, ce n'est pas l'Union nationale qui a été battue le 22 juin dernier, c'est le peuple de la province qui a été trompé par toutes sortes de promesses échevelées. Quant à moi, j'ai accepté cette tâche par devoir, et ce devoir, je l'accomplirai jusqu'au bout.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** laisse entendre que le représentant de Bagot (M. Johnson) devrait adresser des félicitations au député de Chicoutimi (M. Talbot) pour sa nomination<sup>4</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** Les députés de l'Union nationale n'ont pas seulement prononcé des paroles hier soir, ils ont aussi accompli un acte dont ils sont fiers et pour lequel le premier ministre a cru bon de les complimenter. Si nous n'avions pas eu confiance au député de Chicoutimi, si nous n'avions pas eu l'admiration que nous entretenons pour lui, nous ne l'aurions pas choisi. Nous avons beaucoup d'amitié et d'admiration pour lui et pour ses grandes qualités.

Il est vrai que l'Union nationale traverse des moments difficiles, mais je puis ajouter que malgré tous les écueils qui sont survenus dans notre parti, en dépit du fait qu'elle ait eu à se choisir un cinquième chef depuis moins de un an et demi, l'Union nationale n'a pas été obligée d'aller le chercher à Ottawa.

#### Questions et réponses orales:

##### Permis de mécaniciens de machines fixes

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre du Travail et des Affaires municipales (l'honorable M. Hamel) peut-il nous dire s'il est vrai qu'un arrêté ministériel, daté du 28 décembre 1960, augmente de \$1 à \$3 ou \$4 le permis des mécaniciens de machines fixes?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Un arrêté ministériel a été adopté, mais je ne saurais en préciser les détails. Cet arrêté adaptait le coût des permis aux conditions de 1960, puisque ce coût était le même depuis 1934. Il promet au député de Champlain (M. Bellemare) et à son collègue le député de Maisonneuve (M. Tremblay), des copies de cet arrêté ministériel.

##### Frais d'enregistrement des camions

**M. Caron (Maskinongé):** Le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Cournoyer), peut-il déposer une copie de l'arrêté ministériel concernant la hausse des frais d'enregistrement des camions, car plusieurs camionneurs de la province s'en plaignent.

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):** Je ferai avec plaisir, d'ici quelques jours, une déclaration qui clarifiera tous les détails à ce sujet.

##### Congédiements d'employés

**M. Tellier (Montcalm):** Les réponses aux questions qui ont été converties en motions par le premier ministre, le 14 décembre, seront-elles données bientôt<sup>5</sup>?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Dès mardi, jour de la reprise des travaux sessionnels, j'ai pressé, dit-il, les divers ministères de fournir les renseignements demandés.

#### Jeunes agriculteurs

**M. Bellemare (Champlain)** a envoyé, dit-il, une lettre au ministre de l'Agriculture, il y a plusieurs semaines, au sujet de jeunes agriculteurs et il n'a pas eu de réponse. Il demande au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) s'il doit espérer obtenir une réponse bientôt.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** La lettre m'a été transmise par mon secrétaire, dit-il, et comme c'est la coutume depuis que les libéraux sont au pouvoir, une réponse sera fournie.

#### Loi de la Commission des liqueurs

**M. Talbot (Chicoutimi):** Quand la loi de la Commission des liqueurs sera-t-elle déposée en Chambre? Deuxièmement, l'opposition peut-elle être assurée d'avoir un délai suffisant pour l'étudier, afin de ne pas être forcée d'étudier le bill en huit heures, comme cela s'est déjà produit?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le bill relatif à la refonte complète de la présente loi des liqueurs, qui date de 1920, sera probablement déposé en première lecture à la fin du mois de janvier, et le gouvernement l'enverra ensuite au comité des bills publics. L'avantage de cette procédure, c'est que tous ceux qui s'intéressent à la question du commerce des spiritueux - corps publics comme individus - pourront y venir donner leur opinion et présenter des requêtes. Les questions à trancher par le législateur lors du vote du projet de loi sont très difficiles à régler, et toutes les suggestions, par conséquent, seront examinées avec attention par le gouvernement.

Dans le deuxième cas, le délai accordé aux députés de l'Union nationale sera suffisamment long pour permettre une étude approfondie de la loi. Cependant, le bill que le procureur général et les autorités provinciales présenteront à la Chambre basse n'est pas prêt. Au Conseil des ministres, on a commencé à discuter les principes qui doivent présider à l'élaboration du projet de loi, mais on ne s'est pas encore arrêté sur le problème de la rédaction et sur les détails du texte que la députation devra approuver.

**M. Johnson (Bagot):** En l'absence du procureur général, le premier ministre pourrait-il nous dire si le cabinet a l'intention de donner prochainement un permis pour la vente de boissons alcooliques à

l'aérogare de Dorval en vue de mettre fin à la situation déplorable qui existe actuellement?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il serait très difficile pour le gouvernement d'accorder un permis de vente de boissons alcooliques au restaurant de l'aérogare de Dorval, car la Commission a suspendu l'émission de tout permis à la fin d'octobre dernier sous de fortes pressions de certaines autorités et corps publics<sup>6</sup>.

Depuis cette date, seulement un ou deux permis ont été émis parce que, dans des lettres écrites antérieurement, des fonctionnaires l'avaient promis. Il y a eu aussi quelques permis temporaires appelés permis de banquet.

La décision prise à la fin d'octobre crée bien des difficultés, mais le fait d'accorder un permis de vente de spiritueux au restaurant de l'aérogare aurait pour effet de déclencher une avalanche de demandes de la part de gens qui se croient encore plus autorisés que l'aérogare pour obtenir un tel permis. Personne n'a d'ailleurs fait de demande en ce sens pour l'obtention d'un permis à l'aérogare.

Ni le bureau du premier ministre, ni celui du procureur général, ni la Commission des liqueurs n'ont reçu de demande de permis pour la vente de permis pour la vente des boissons alcooliques à l'aérogare de Dorval; ni le gouvernement d'Ottawa auquel appartiennent les installations de l'aéroport, ni le ministère fédéral des Transports, ni le ministre Léon Balcer n'ont demandé un tel permis.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre devrait savoir que le gouvernement a accordé des contrats à des concessionnaires. Par lettre, des fonctionnaires ont promis aux concessionnaires des restaurants qu'ils auraient leur permis à l'aérogare où 5,000 personnes passent chaque jour. Ce n'est pas comme donner un permis à une station-service ou à un magasin à 5 sous.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Parlez-nous du permis d'alcool pour une station service.

**M. Johnson (Bagot):** Bien, il y a eu une salle de quilles qui en a eu un.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** On se trouve en face d'une situation difficile, répète-t-il. Je prends tout de même bonne note qu'un député de l'opposition demande l'émission d'un permis alors qu'il existe un ban.

**M. Johnson (Bagot):** Je ne demande pas pour un permis. Je veux simplement connaître les raisons du délai. La population ne se laissera pas prendre, elle connaît bien les motifs du gouvernement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est parce que le député de Bagot (M. Johnson) ne veut pas...

**M. Johnson (Bagot):** C'est la Fédération libérale qui s'oppose à l'émission d'un permis pour l'aérogare.

### Budget de la province

**M. Talbot (Chicoutimi)** pose une question à propos du budget de la province.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le budget de la province sera déposé en Chambre aussi à la fin de janvier et alors je serai en mesure de dire à quelle date je prononcerai le discours du budget.

### Projets de loi:

#### Joseph-Marie-Andronique Beaulieu

**M. Poulin (Beauce)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 163 changeant le nom de Joseph-Marie-Andronique Beaulieu en celui de Joseph-Marie-André Beaulieu.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 163 sans l'amender.

**M. Poulin (Beauce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Charte de Terrebonne

**M. Lavoie (Laval)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 modifiant la charte de la ville de Terrebonne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 118 sans l'amender.

**M. Lavoie (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Hampstead**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 concernant la ville de Hampstead.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 167 sans l'amender.

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Arthabaska, Princeville, Victoriaville, Warwick**

**M. Morissette (Arthabaska)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 concernant la charte de la ville de Victoriaville, la ville d'Arthabaska, la municipalité du village de Princeville, la ville de Warwick, les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville, dans le comté d'Arthabaska, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Princeville, dans le comté d'Arthabaska, les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Warwick, dans le comté d'Arthabaska, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Arthabaska, dans le comté d'Arthabaska.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 154 sans l'amender.

**M. Morissette (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Loi des dettes et emprunts municipaux**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 modifiant la loi des dettes et des emprunts municipaux.

La mesure a pour but de dispenser le ministre des Affaires municipales de préparer un rapport qui fait double emploi avec un autre que publie le ministère de l'Industrie et du Commerce.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de Montréal**

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Propriété Clark-Rourke**

**M. Laroche (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 concernant le titre de Lloyd William Clark, R. J. Russell Clark et de Violet Rourke à certains immeubles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Commission des écoles catholiques de Dorval**

**M. Lavoie (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Collège Marianopolis**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 constituant en

corporation le Collège Marianopolis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Commission scolaire de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami**

**M. Harvey (Jonquière-Kénogami)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 modifiant la loi concernant certaines corporations scolaires des comtés de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Taxe de vente à Louiseville**

**M. Morissette (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 validant la taxe de vente en détail de un pour cent perçue depuis le premier juillet 1959, dans la municipalité scolaire de Louiseville, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Université Laval**

**M. Jourdain (Gaspé-Nord)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 concernant le syndicat des fiduciaires de l'Université Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Gaz Cartier**

**M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 concernant la Corporation de Gaz Cartier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Décorateurs-ensembliers**

**M. Lavoie (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 modifiant la charte de la Société des décorateurs-ensembliers du Québec - Interior Decorators Society of Quebec - soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Adoption de Sylvie Blanchard**

**M. Brousseau (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 concernant l'adoption de Sylvie Blanchard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Couillard Entreprises inc.**

**M. Thérberge (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 207 validant le titre de Couillard Entreprises, inc., et de Roland et Fernand Couillard à certaine propriété soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Adoption de Jocelyne Dassylva**

**M. Dionne (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 concernant l'adoption de Jocelyne Dassylva soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs**

**M. Lavoie (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 concernant la corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Loi de la Commission de transport de Montréal**

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 213 modifiant la loi concernant la Commission de transport de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Loi de la Corporation de Montréal métropolitain**

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 214 modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Loi du crédit agricole**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis le 11 janvier courant par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy), et dont le texte se lit comme suit:

1. Que l'article 13 de la loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113) soit modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil, peut cependant autoriser le ministre des Finances à emprunter, pour la période et aux conditions qu'il juge à propos, les sommes requises aux fins du présent article."

2. Que l'article 20 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 5, par l'article 3 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 4, par l'article 3 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 4, et par l'article 4 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 14 soit de nouveau modifié en remplaçant, dans les dixième et onzième lignes, les mots "dix mille dollars, ni soixante-quinze" par les mots "quinze mille dollars, ni quatre-vingt".

3. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 20, le suivant:

"20a. Celui qui a obtenu un prêt d'établissement en vertu du paragraphe e) de l'article 8, a droit à une remise du tiers du montant prêté, jusqu'à concurrence de trois mille dollars, s'il prouve à la satisfaction de l'Office qu'il a demeuré sur sa ferme et l'a cultivée, sans interruption, pendant les dix ans

suivant la date de la signature de l'acte d'obligation. Cette remise n'est accordée qu'une seule fois à la même personne.

Au cas de décès avant l'expiration des dix ans susmentionnés, la remise peut être accordée à toute personne que l'Office reconnaît comme ayant continué à remplir les obligations de l'emprunteur."

4. Que les modifications apportées à la loi qui accompagne les présentes résolutions à la Loi du crédit agricole du Québec s'appliqueront aux prêts effectués après l'entrée en vigueur de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions, à même les crédits additionnels votés, pour fin de prêts agricoles, par la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 14, et par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du bill 11*).

La résolution 1 est amendée et se lit désormais comme suit:

1. Que l'article 13 de la loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113) soit modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil, peut cependant autoriser le ministre des Finances à emprunter, pour une période n'excédant pas trente ans et aux conditions qu'il juge à propos, les sommes requises aux fins du présent article."

L'amendement est adopté.

La résolution 1, ainsi amendée, est adoptée.

Les résolutions 2 à 4 sont adoptées.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 11 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 heures**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour étudier le bill 11 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113) est modifié

*a.* en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

"*a*) "Agriculteur" signifie tout propriétaire d'une ferme qu'il habite en permanence et dont la culture est sa principale occupation;"

*b.* en ajoutant, après le paragraphe *f*, le suivant:

"*g*) "Ferme rentable" signifie une ou plusieurs fermes formant une seule exploitation et dont les revenus sont suffisants pour permettre au propriétaire de faire vivre une famille convenablement, de maintenir la productivité du sol, d'assurer l'entretien des bâtiments et rencontrer ses obligations."

**M. Bernatchez (Lotbinière):** La nouvelle définition du mot "ferme rentable", est trop vague. Elle prête à confusion; l'article de la loi stipule que "ferme rentable" signifie une ou plusieurs fermes formant une seule exploitation et dont les revenus sont suffisants pour permettre au propriétaire de faire vivre une famille convenablement, de maintenir la productivité du sol, d'assurer l'entretien des bâtiments et de rencontrer ses obligations. On devrait éliminer le mot "rentable" de la définition de la ferme qui sert de gage à un prêt du crédit agricole.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** L'opposition veut tout simplement faire son "show" sur le crédit agricole. "Ferme rentable" veut dire ferme capable de faire vivre son homme. Le terme "ferme rentable" n'a pas été utilisé pour les prêts réguliers obtenus par les agriculteurs établis, mais seulement dans les cas couverts par les nouveaux amendements où les règlements des prêts allant jusqu'à \$15,000 sont donnés à des agriculteurs âgés de 21 à 40 ans avec le tiers du prêt remboursé comme remise après 10 ans.

**M. Talbot (Chicoutimi)** s'insurge aussi contre la nouvelle définition du mot "ferme" dans le projet de loi, puis il réclame le retour à l'ancienne définition.

Le mot "rentable", dit-il, en parlant de la ferme est trop vague et prête à controverse. Le ministre fédéral de l'Agriculture a déclaré qu'un tiers des exploitations agricoles du Canada n'est pas viable, c'est-à-dire "rentable". Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) a lui-même déclaré que, dans son comté de l'Abitibi-Ouest, seulement une ferme sur six est rentable.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le projet de loi apporte des restrictions qui n'existaient pas auparavant. Il empêchera l'ouvrier de chez nous de prévoir pour ses vieux jours, d'aller s'établir sur une terre, à cause de la définition que l'on donne à l'agriculteur. Des cultivateurs déjà établis sur la ferme qui demanderont un prêt, plusieurs pourront perdre leur prêt à cause de définitions contenues dans le bill. On fait un marché de dupe. On offre beaucoup en paroles et on donne peu en actes.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie)** s'en prend au terme rentable au sujet de la ferme.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** s'en prend également au terme "rentable".

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** s'associe à eux pour dire que ce terme "rentable", aura un effet restrictif. Ce pourrait être, dit-il, la source de préjudices pour des gens de nos comtés qui désireraient s'établir sur une terre. Le gouvernement devrait supprimer ce terme dans le projet de loi.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 8 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 40, par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 25, par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 5, par l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 4, par l'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 4, par l'article 2 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 4, et par l'article 2 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 14, est de nouveau modifié

*a.* en remplaçant les paragraphes *d* et *e* par les suivants:

"*d*) Consentir à tout agriculteur déjà établi un prêt garanti par première hypothèque sur sa ferme, jusqu'à concurrence de quatre-vingts pour cent de la valeur établie par l'Office; le prêt total ne devant en aucun cas excéder quinze mille dollars;"



"e) Consentir un prêt d'établissement à toute personne, âgée de vingt et un à quarante ans, qui acquiert pour la cultiver une ferme rentable; le prêt total ne devant pas excéder quatre-vingt-dix pour cent de la valeur établie par l'Office, ni quinze mille dollars;"

b. en remplaçant dans la deuxième ligne du paragraphe *n* les mots "cent mille dollars" par les mots "cent cinquante mille dollars".

**M. Bellemare (Champlain)** plaide pour que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) prolonge à 45 ans, au lieu de le limiter à 40, l'âge pour l'obtention d'un prêt d'établissement sous l'empire de la loi modifiant la loi du crédit agricole. Cette mesure aurait profité à des ouvriers ou des mineurs qui ont travaillé durement jusqu'à 40, 41 ou 42 ans et, ne pouvant se trouver d'emploi dans d'autres industries, aimeraient bénéficier des dispositions de la loi pour s'établir sur une terre. D'après le texte de la nouvelle loi, ces personnes ne pourront obtenir le prêt avec remise au bout de 10 ans.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Si on avait mis 45 ans, le député aurait demandé 50 ans.

**M. Bellemare (Champlain):** Non...

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le représentant de Champlain (M. Bellemare) veut-il plaider la cause des vocations agricoles tardives?

**M. Bellemare (Champlain):** Que le ministre fasse attention, car je pourrais lui parler des vocations tardives dans le Parti libéral.  
(Rires)

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** tente de répliquer.  
(Rires)

**M. Bellemare (Champlain):** Le gouvernement devrait poser un bon geste en faveur des ouvriers qui dépassent un peu 40 ans et des mineurs qui cessent de travailler vers 39 ou 40 ans et songent à s'établir sur une ferme. En lisant cela dans les journaux, les gens apprécieraient cela. Vous seriez surpris du nombre de gens entre 40 et 45 ans qui voudraient bénéficier de la loi. Je puis même parier avec le ministre de l'Agriculture qu'il y en aurait plus de candidats de cette catégorie que d'autres catégories.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. L'article 19 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"En outre d'une première hypothèque, l'Office peut, dans les cas définis par règlement, exiger de l'emprunteur une assurance sur sa vie pour garantir le remboursement de prêt au cas de son décès.".

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Le projet d'assurance soumis par la compagnie d'assurance des caisses Desjardins et que m'a remis le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) n'est pas approprié. Le gouvernement a-t-il l'intention d'obliger les bénéficiaires du prêt agricole à l'accepter?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il n'est aucunement question d'attacher l'emprunteur à une compagnie ou à un genre d'assurance donné.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"[6. L'article 20 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 5, par l'article 3 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 4, par l'article 3 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 4, et par l'article 4 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 14, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les dixième et onzième lignes, les mots "dix mille dollars, ni soixante-quinze" par les mots "quinze mille dollars, ni quatre-vingts".]

**M. Bellemare (Champlain):** Le maximum du prêt à \$15,000 est trop élevé, puisque la moyenne des prêts de 1944 à 1960 fut de \$2,990. Il eût mieux valu donner \$300 immédiatement aux cultivateurs. Avec les \$200 qu'ils ont déjà, ça leur aurait fait \$500, soit plus qu'on ne leur accorde présentement.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Si on avait voulu aider les fils de cultivateurs, on leur aurait procuré une aide immédiate au *pro rata* de leurs besoins. Cette mesure n'est pas juste pour les pauvres, pour les fils de cultivateurs qui n'ont pas les moyens de s'acheter une ferme à grande production. Rien ne vient aider les fils de cultivateurs établis sur la ferme au cours de l'année et il y a deux ou trois ans, et qui ont besoin d'aide. Ce projet de loi constitue un recul dans l'application de la loi du crédit agricole.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie l'article 7, qui se lit comme suit:

"[[7. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 20, le suivant:

"20*a*. Celui qui a obtenu un prêt d'établissement en vertu du paragraphe *e*) de l'article 8, a droit à une remise du tiers du montant prêté, jusqu'à concurrence de trois mille dollars, s'il prouve à la satisfaction de l'Office qu'il a demeuré sur sa ferme et l'a cultivée, sans interruption, pendant les dix ans suivant la date de la signature de l'acte d'obligation. Cette remise n'est accordée qu'une seule fois à la même personne.

"Au cas de décès avant l'expiration des dix ans susmentionnés, la remise peut être accordée à toute personne que l'Office reconnaît comme ayant continué à remplir les obligations de l'emprunteur.]]"

**M. Johnson (Bagot):** La loi promet aux cultivateurs un cadeau bien illusoire. En effet, le cultivateur qui s'établit va payer \$25 par année pendant 10 ans en intérêts.

Au lieu de courir après un cadeau comme ça, le cultivateur serait mieux d'acheter des obligations de la province; \$25 à 6 %, pendant 10 ans, lui assureraient \$329.50.

Un cultivateur qui emprunte \$3,000 ne retirera pas le tiers, soit \$1,000 en ristourne au bout de 10 ans, comme le dit la loi, mais exactement \$470, déduction faite de l'intérêt qu'il aura dû payer et de la prime sur l'assurance-vie exigée. En définitive, sur une période de 10 ans, c'est un mince cadeau de \$4.00 par jour que veut faire le gouvernement au fils de cultivateur.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le bill accorde des pouvoirs trop discrétionnaires à l'Office du crédit agricole. Il en trouve la preuve, dit-il, dans l'article du projet de loi qui promet la remise au bout de 10 ans, si l'emprunteur a cultivé sa terre pendant cette période. Quelle preuve l'Office du crédit agricole va exiger? Cette preuve est laissée à la discrétion.

L'article 7 est adopté.

Les articles 8, 9 et 10 sont adoptés.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 11 sans l'amender.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Roy (Nicolet)** propose, appuyé par le député de Labelle (M. Lafontaine), que la motion en discussion soit amendée, en remplaçant tous les mots après "que", par les suivants:

"Le bill 11 modifiant la loi du crédit agricole du Québec soit renvoyé de nouveau en comité plénier de la Chambre avec instructions de l'amender de façon à ce que les dépenses, que feront encourir à l'emprunteur les dispositions de l'article 5, de la présente loi qui se lit comme suit:

"En outre d'une première hypothèque, l'Office peut, dans les cas définis par règlement, exiger de l'emprunteur une assurance sur sa vie pour garantir le remboursement du prêt au cas de son décès",  
soient mises à la charge du gouvernement."

**M. Talbot (Chicoutimi):** Cette clause est une insulte envers les agriculteurs parce qu'elle leur demande des garanties d'une assurance-vie, en plus d'une première hypothèque, et qu'elle veut la supprimer.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il imposerait, s'il était adopté, une charge additionnelle sur le peuple, ce qui ne peut être proposé que par un ministre de la couronne, sur recommandation préalable du lieutenant-gouverneur.

#### **Décisions de l'Orateur:**

##### **Amendement à incidence financière**

**M. l'Orateur**, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare l'amendement irrégulier et nul comme contraire aux dispositions des articles 790, 793 et autres du Règlement.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl,

Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 42.

**Contre:** MM. Bellemare, Bernatchez, Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Desjardins, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Lorrain, Maltais, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Thibault, Tremblay, 28.

**Députés pairés:** M. Dozois déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Gérin-Lajoie, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote à l'encontre de la décision de M. l'Orateur.

M. Lizotte déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Leclerc, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote en faveur du maintien de la décision de M. l'Orateur.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** La nouvelle loi va priver l'ouvrier de Trois-Rivières de protéger sa vieillesse en achetant une terre non loin de la municipalité pour s'y retirer quand il sera mis à sa pension à l'usine. Le bill no 11 va empêcher l'ouvrier de chez nous de prévoir pour ses vieux jours, d'aller s'établir sur une terre, à cause de la définition qu'on donne de l'agriculteur.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Le représentant de Trois-Rivières (M. Gabias) fait une affirmation fausse.

**M. Talbot (Chicoutimi)** demande au ministre de laisser parler le député de Trois-Rivières et d'attendre d'exercer son droit de réplique pour répondre à ses allégations.

**M. l'Orateur:** Je dois maintenir le point de vue du chef de l'opposition. Le député donne son interprétation de la loi. Si ça ne convient pas au ministre, il pourra rectifier en exerçant son droit de réplique.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Les rédacteurs du bill ont multiplié les conditions exigées des cultivateurs qui voudront profiter du crédit agricole. C'est pour faire diminuer le nombre de demandes.

Voilà ce que le Parti libéral a toujours fait. On s'en est rendu compte de 1939 à 1944, lorsque le gouvernement Godbout a amendé la loi du crédit agricole...

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** En troisième lecture, on ne peut discuter de ce qui s'est fait en 1939.

**M. Talbot (Chicoutimi)** intervient dans le débat.

**M. Johnson (Bagot)** intervient également dans le débat.

**M. l'Orateur** prie le représentant de Trois-Rivières (M. Gabias) de s'en tenir au projet de loi en discussion et de ne pas remonter en arrière.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le bill entraînera une diminution du nombre de prêts; on fait un marché de dupes.

Il propose, appuyé par le député de Compton (M. Gosselin), que la motion en discussion soit amendée, en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 11 modifiant la loi du crédit agricole du Québec soit renvoyé de nouveau au comité plénier de la Chambre avec instructions de l'amender de façon:

"1<sup>o</sup> à remplacer la définition du mot "agriculteur", contenue à l'article 1, paragraphe a) du présent bill, lequel paragraphe se lit comme suit:

"Agriculteur" signifie tout propriétaire d'une ferme qu'il habite en permanence et dont la culture est sa principale occupation;"

par la définition qui existe à l'article 2, paragraphe a) de la loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 113), et qui se lit comme suit:

"Agriculteur" signifie tout propriétaire d'une ferme ou d'une entreprise propre ou connexe à l'agriculture, qu'il exploite lui-même ou par l'entremise de serviteurs, et dont il tire la totalité ou une partie appréciable de son revenu;"

"2<sup>o</sup> à enlever la définition du mot "ferme rentable", contenue à l'article 1, paragraphe g) du présent bill, lequel paragraphe se lit comme suit:

"Ferme rentable" signifie une ou plusieurs fermes formant une seule exploitation et dont les revenus sont suffisants pour permettre au propriétaire de faire vivre une famille convenablement, de maintenir la productivité du sol, d'assurer l'entretien des bâtiments et de rencontrer ses obligations;"

"3° à enlever le mot "rentable" partout où il se trouve dans le présent bill et particulièrement à l'article 2, paragraphe e)."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Toutes ces questions ont été discutées par l'opposition au cours de l'après-midi et le gouvernement n'entend pas y revenir.

**Un député ministériel:** La nouvelle définition d'agriculteur vise à prévenir les riches propriétaires-cultivateurs d'obtenir de l'argent à des taux d'intérêt de 2.5 % qu'ils peuvent eux-mêmes prêter à un taux d'intérêt de 6 %.

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement, conclut-il, a calqué sa loi sur celle des vétérans; on ferme donc la porte à des cultivateurs prévoyants qui voudraient acheter une terre maintenant et la garder ensuite pour leur fils.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bellemare, Bernatchez, Caron, Charbonneau, Cloutier, Desjardins, Ducharme, Élie, Gabias, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Lavallée, Lorrain, Maltais, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 24.

**Contre:** MM. Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Couturier, Dionne, Earl, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 39.

**Députés pairés:** M. Dozois déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Gérin-Lajoie, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote en faveur de l'amendement.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** La loi n'est pas juste pour les pauvres, pour les fils de cultivateurs qui n'ont pas les moyens de s'acheter une ferme à grande production. Le bill devant nous est un recul dans l'application de la loi du crédit agricole.

Il propose, appuyé par le député de Berthier (M. Lavallée), que la motion en discussion soit

amendée, en remplaçant tous les mots après "que", par les suivants:

"Le bill 11 modifiant la loi du crédit agricole du Québec soit renvoyé de nouveau au comité plénier de la Chambre avec instructions de l'amender de manière à ce que:

"a) soit versée à celui qui a obtenu un prêt d'établissement en vertu du paragraphe e) de l'article 8 de la présente loi, dès la première année et pour chaque année subséquente, une remise de un dixième de la remise totale prévue par la loi;

"b) les dispositions de la loi et du présent amendement s'appliquent également aux fils de cultivateurs établis depuis moins de dix ans."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il change les modalités du budget du gouvernement et qu'il a pour effet d'augmenter les charges sur le peuple, ce qui ne peut être proposé que par un ministre de la couronne.

#### Décisions de l'Orateur:

##### Amendement à incidence financière

**M. l'Orateur,** après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que l'amendement est irrégulier parce qu'il contrevient aux dispositions des articles 790 et 793 et de plusieurs autres du Règlement.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bélanger, Binette, Blank, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Courcy, Couturier, Dionne, Earl, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 37.

**Contre:** MM. Bellemare, Bernatchez, Caron, Charbonneau, Desjardins, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Lavallée, Lorrain, Pouliot, Raymond,

Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 24.

**Députés pairés:** MM. Dozois et Maltais déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Gérin-Lajoie et Rousseau respectivement, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote à l'encontre de la décision de M. l'Orateur.

M. Bédard déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Cloutier, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote en faveur du maintien de la décision de M. l'Orateur.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Mes collègues et moi-même avons voté pour le bill 11 en deuxième lecture parce que c'était le principe du prêt aux cultivateurs qui était alors en jeu. L'opposition considérait que, même si plusieurs cultivateurs ne pourront se prévaloir d'un prêt maximum de \$15,000, elle ne voulait pas désapprouver cette initiative.

Mais, en troisième lecture, la Chambre est appelée à se prononcer sur l'ensemble de la mesure, sur ses détails en particulier. Or, l'opposition a démontré que le bill renferme des modalités qu'elle ne peut approuver et qu'à certains égards, il constitue un recul. Pour cette raison, elle va voter contre le projet de loi en troisième lecture.

La motion principale: Que le bill soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bélanger, Binette, Blank, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Courcy, Couturier, Dionne, Earl, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Levesque (Montréal-Laurier), Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 37.

**Contre:** MM. Bellemare, Bernatchez, Caron, Charbonneau, Desjardins, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Lavallée, Lorrain, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 24.

**Députés pairés:** MM. Dozois et Maltais déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont

pairés avec MM. Gérin-Lajoie et Rousseau respectivement, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote à l'encontre de la troisième lecture du bill.

M. Bédard déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Cloutier, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote en faveur de la troisième lecture du bill.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 11 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Prêts agricoles

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 10 autorisant de nouveaux crédits pour fin de prêts agricoles.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances de la province à verser à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en outre des sommes au montant total de deux cent millions de dollars que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, une somme de vingt millions de dollars, pour être employée aux fins prévues par la loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113), en la manière et aux conditions déterminées par ladite loi.

**M. Talbot (Chicoutimi)** est heureux de féliciter le gouvernement de marcher ainsi sur les traces du gouvernement de l'Union nationale et de rendre

hommage par ce bill à la plus belle ou du moins à l'une des plus belles lois jamais votées en faveur de la classe agricole. Il fait l'historique de cette législation depuis son adoption en 1936 par le gouvernement Duplessis.

Un système de crédit était réclamé par toutes les associations agricoles, dit-il, mais les régimes libéraux l'avaient toujours refusé. Les anciens premiers ministres Taschereau et Godbout se disaient d'avis que les cultivateurs ne remboursaient pas et qu'ils avaient déjà trop de crédit. Mais, dès son accession au pouvoir, en 1936, le premier gouvernement de l'Union nationale donnait la loi du crédit agricole aux cultivateurs et, quelques mois plus tard seulement, le système était établi. Cette initiative a libéré le cultivateur de ses dettes, stabilisé la situation financière des conseils municipaux et des commissions scolaires. L'administration libérale de 1939 à 1944 voulut détruire le crédit agricole en rendant les conditions plus onéreuses. Le gouvernement de l'Union nationale a rétabli les conditions originaires à son retour au pouvoir.

Au 31 janvier 1960, l'Office avait prêté un montant global de \$179,147,745 à 59,847 cultivateurs. À l'heure actuelle, le montant prêté est rendu à \$198,000,000. Parmi les 59,000 emprunteurs, il y avait 29,713 jeunes cultivateurs. Au 31 janvier 1960, les cultivateurs avaient remboursé à l'Office \$52,451,725, dont \$25,139,617 à l'échéance du prêt et \$36,000,000 par anticipation. Les pertes de l'Office ne s'élèvent qu'à \$2.67 par \$100,000. Aucune institution de crédit au monde ne peut se vanter d'un pareil succès.

La loi en discussion est une mesure sociale d'une immense portée et qui rend hommage à l'agriculteur québécois. Je voterai avec plaisir pour cette loi.

**M. Johnson (Bagot):** Quand M. Saint-Germain, un des commissaires du crédit agricole, est parti, avait-il démissionné?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Il a donné sa démission et il a été mis à sa retraite, il y a environ deux mois.

**M. Johnson (Bagot):** Un arrêté ministériel a été adopté le 17 août, rétroactif au 1<sup>er</sup> août, mettant M. Saint-Germain à sa retraite. Mais on ne l'en averti que le 27 août, alors que, dans l'intervalle, par suite de la mort du notaire Eugène Poirier, le président, M. Saint-Germain, avait signé tous les documents de l'Office à titre de vice-président. Pour légaliser ces signatures, un autre arrêté ministériel a été adopté le 27 août maintenant en fonction M. Saint-Germain

jusqu'en septembre. Ce qui démontre la hâte par le gouvernement à remplacer de bons hommes qui avaient fait un succès de la loi du crédit agricole.

Il rend hommage à la mémoire du notaire Poirier et il fait l'éloge de la loi du crédit agricole, votée par l'Union nationale en 1936, et qui constitue un cadeau de tout le capital aux cultivateurs qui ont emprunté. Il regrette que le gouvernement actuel ait mis au rancart depuis le 5 juillet tant de bonnes lois que l'administration de l'Union nationale avait fait voter, lors de la dernière session, pour le bénéfice des agriculteurs.

**M. Bellemare (Champlain)** rend hommage à l'intégrité des agriculteurs de la province qui, depuis la fondation de l'Office du crédit agricole, ont réussi à rembourser à l'avance les 40 % des sommes qu'ils avaient empruntées. Les remboursements à l'avance se sont élevés à \$38,000,000.

Il rend hommage à M. Laurent Barré, ancien ministre de l'Agriculture, et rappelle les initiatives que prit l'ancien député de Rouville pour consolider le mouvement de l'Union catholique des cultivateurs dans la province.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 autorisant de nouveaux crédits pour fin de prêts agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.  
Adopté.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, du consentement unanime, que lorsqu'elle

s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

---

## NOTES

1. Depuis le décès de Maurice Duplessis le 7 septembre 1959, on a vu successivement à la tête de l'Union nationale Paul Sauvé, décédé subitement le 2 janvier 1960, Antonio Barrette, qui a démissionné comme chef du parti le 15 septembre 1960, Yves Prévost, qui a quitté la direction de l'Union nationale le 11 janvier 1961 et, enfin, Antonio Talbot.

2. *Le Soleil* du 13 janvier 1961, à la page 10, nous dit que le premier ministre voulait taquiner le représentant de Chicoutimi (M. Talbot). *Le Montréal Matin* du 13 janvier 1961, à la page 5, quant à lui, souligne que le premier ministre souriait en exprimant son souhait.

3. *Le Temps* du 19 janvier 1961, à la page 16, souligne que M. Prévost souffre d'hypertension artérielle.

4. *La Tribune* du 13 janvier 1961, à la page 6, nous dit: "On n'a pas été sans distinguer une légère nuance d'ironie dans la voix du député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel)".

5. *Le Soleil* du 13 janvier 1961, à la page 13, explique que "Ces questions ont trait au nombre d'employés des divers ministères qui auraient été congédiés ou auraient été mis à leur retraite."

6. *L'Action catholique* du 13 janvier 1961, à la page 17, écrit que le premier ministre a laissé entendre que le gouvernement n'a pas l'intention d'accorder de permis de boissons alcooliques à l'aérogare de Dorval avant la refonte de la loi.





Séance du vendredi 13 janvier 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 10 h 30<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession  
Archibald M. Russel**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le député de Brome (M. Brown), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Ezra David Hazan, demandant l'adoption d'une loi validant le titre à certaine propriété vendue par les héritiers de Archibald Montgomery Russell, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue. Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- de Ezra David Hazan, demandant l'adoption d'une loi validant le titre à certaine propriété vendue par les héritiers de Archibald Montgomery Russell.

**Félicitations au nouveau  
chef de l'opposition**

**M. Bellemare (Champlain):** Est-ce que le procureur général (l'honorable M. Lapalme) a fait un bon voyage à Ottawa<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Je n'étais pas à Ottawa, j'étais malade.

**M. Bellemare (Champlain):** Nos sympathies!

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** J'ai appris par les journaux, ce matin, le choix du député de Chicoutimi (M. Talbot) comme nouveau chef de l'Union nationale et de chef de l'opposition. Je l'en félicite de ce choix qui l'honore. Je sais peut-être plus que n'importe qui en cette Chambre tout le travail que comporte cette charge. Je ne voudrais pas répéter ce qui s'est dit hier, je vais me contenter de lui souhaiter plus de santé que je n'en ai eue.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je remercie le procureur général de ses bons sentiments à mon endroit. Je lui dirai cependant que ma tâche sera plus facile qu'elle ne le fut pour lui, car j'aurai l'avantage d'être appuyé sans défection par un fort groupe de députés fidèles alors que le procureur général, au temps où il était chef de l'opposition, était mal soutenu et zigouillé de partout par ses propres partisans<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** J'ai l'impression que le chef de l'opposition parle de corde dans la maison d'un pendu! Il semble oublier qu'il y a encore une ombre qui plane sur lui<sup>4</sup>.

**Projets de loi:**

**Ministère de la Famille  
et du Bien-être social**

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 concernant le ministère de la Famille et du Bien-être social soit maintenant lu une deuxième fois.

Il dit vouloir prononcer un discours au-dessus des considérations partisans, au niveau de la conscience publique. Il dit que le ministère qu'il dirige, celui du Bien-être social, sera dorénavant connu sous le nom de ministère de la Famille et du Bien-être social, et se dit heureux, après neuf ans de présence à l'Assemblée législative, de placer dans les Statuts un ministère de la Famille et de proposer la formation de ce ministère.

Au cours du débat sur l'adresse, dit-il, plusieurs membres de cette Chambre ont prétendu que le changement que se proposait d'apporter le gouvernement actuel à l'appellation du ministère du Bien-être social ne consistait qu'à ajouter un simple mot et que cela ne changerait rien à la situation actuelle. Eh bien, je tenterai, M. l'Orateur, de démontrer au cours de ces brèves remarques qu'il s'agit non seulement d'un changement de nom, mais bel et bien d'un changement de mentalité, j'en ai la ferme conviction, le début d'une authentique et audacieuse politique de restauration familiale chez nous.

Il est vrai qu'il s'agit d'un simple mot, le mot "famille", mais si les mots ont un sens, s'ils représentent quelque chose, ce mot est justement l'un

de ces mots-clés de la vie qui implique toute une orientation nouvelle. Ce mot constitue, comme on le verra, tout un programme de vie politique. Par ce simple mot, ajouté à l'appellation du ministère du Bien-être social, nous voulons affirmer avec force la foi du gouvernement québécois en la famille et sa ferme intention de centrer sur elle toutes ses réformes sociales et économiques.

J'ai la conviction et la prétention de croire, M. l'Orateur, que la Législature de Québec pose en ce moment un acte mémorable, qui aura chez nous les plus heureuses répercussions pour l'avenir de notre peuple.

Pour me conformer aux règlements de la Chambre, je n'ai pas l'intention de m'arrêter aux différents articles et aux détails de la loi. Nous le ferons en comité plénier si c'est nécessaire. Je voudrais tout simplement attirer l'attention des députés sur la portée, l'à-propos et les principes fondamentaux de cette mesure législative. Mais, avant d'analyser ce que je considère être les principaux fondamentaux de cette loi, je voudrais examiner quelques-uns des points qui constituent, à mon avis, la portée du bill 25.

L'effet principal de la nouvelle législation est de confier dorénavant, à un seul ministre, toute la responsabilité des affaires de la famille dans la province. Présentement, cette responsabilité est trop diffuse. C'est l'affaire de tous les ministres et, par conséquent, elle ne devient l'affaire de personne. Dorénavant, grâce à cette loi, un ministre sera spécifiquement chargé de surveiller les intérêts de la famille dans l'administration provinciale. Il se fera auprès de ses collègues l'avocat et le défenseur des droits et libertés de la famille.

De plus, ce geste que nous posons constituera un pas en avant pour reconnaître officiellement la famille comme institution sociale, c'est-à-dire la famille tout comme les unions ouvrières, pourra être représentée et faire entendre sa voix dans les organismes gouvernementaux qui ont à traiter avec la famille. Il est inconcevable que les parents qui représentent, eux et leurs enfants dont ils ont la charge, plus de 80 % de la population de notre province, n'aient pas encore l'opportunité d'exprimer leurs vues sur la législation et l'administration de la province concernant leurs propres problèmes familiaux.

Il est grand temps que l'on considère chez nous la famille comme un tout dans la législation sociale. Présentement, il n'y a aucune coordination dans cette législation sociale. Un simple regard, par exemple, sur notre loi des mères nécessiteuses, un nom qu'il faudrait changer pour allocations

maternelles, nous révèle qu'elle est complétée par la loi d'assistance publique, ce qui nous prouve bien l'urgence qu'il y a de repenser et de codifier toute notre législation sociale.

Et enfin, comme dernier argument sur la portée de cette loi, je dois dire que l'un des premiers effets qu'elle apportera, et l'un des plus importants, ce sera de créer un centre de recherches et d'études, car toute action gouvernementale qui se veut intelligente et efficiente dans ce domaine doit d'abord et avant tout savoir nettement ce qui en est du statut juridique, social et économique de la famille dans la province. C'est pourquoi un tel centre sera formé.

C'est avec raison que le distingué directeur du journal *Le Devoir*, M. Gérard Filion, réclamait le 15 novembre 1958, dans l'un de ses dynamiques éditoriaux, une enquête sur la famille, tel était le titre de cet article. Commentant la mémorable déclaration de l'épiscopat canadien sur le problème familial, laquelle soulignait l'urgente nécessité de recherches sociologiques se rapportant à la famille, il affirmait: "En fait, nous ne savons pas grand-chose de la famille canadienne-française de 1958 [...] À quel point la famille canadienne-française s'est-elle adaptée à son nouveau milieu?" Et il concluait en ces termes: "C'est pourquoi l'appel de l'épiscopat pour une étude des facteurs sociologiques qui conditionnent la famille canadienne est la première mesure qui s'impose, car une politique de la famille ne s'improvise pas. Il faut commencer par connaître quels sont les besoins de la famille avant de formuler des mesures de redressement<sup>5</sup>."

Le ministère du Bien-être social a été créé en 1941 sous le gouvernement Godbout. Le premier titulaire fut M. Henri Groulx<sup>6</sup>. À ses débuts, le ministère ne s'occupait que des mesures palliatives, de cas d'exception. C'était un peu le ministère de la charité publique. Mais, avec la refonte des structures et l'addition du ministère de la Famille, le gouvernement se lance dans un domaine inexploré chez nous, celui de la prévention et la réhabilitation sociale.

C'est en effet toute notre législation sociale qu'il faudrait reconsidérer, car la plupart de nos lois sociales datent du temps de la crise de 1930. Il serait grand temps de mettre à date les structures juridiques dans lesquelles vivent nos familles, et cela, aussi bien sur le plan des lois sociales que du Code civil. Il faudrait aussi évaluer le caractère plus ou moins familial de la plupart des lois sociales de notre province, afin d'orienter d'une façon réaliste notre politique d'aide à la famille.

Le ministère de la Famille, ce sera son premier geste, mettra sur pied un service d'étude et de documentation qui permettra de découvrir les zones de besoin et de difficultés, de façon à ce que les services directs d'aide à la cellule familiale s'appliquent avec un maximum d'efficacité. Nous considérons que le temps des mesures palliatives et d'opportunisme est révolu.

Nous ne pouvons plus nous permettre d'improviser dans ce domaine. Avant de proposer toute mesure nouvelle, il faudra dorénavant commencer par connaître quels sont les besoins de la famille de chez nous de 1961. Car, dans le domaine social, les nouveaux remèdes sont souvent pires que l'absence de remèdes.

Un mot maintenant sur l'à-propos de cette loi.

Ce qui constitue, à mon humble avis, l'à-propos de ce projet de loi, c'est la situation vraiment inquiétante dans laquelle se trouve la famille moderne. Quand on songe, par exemple, que plus de 100,000 familles du Québec sont présentement secourues d'une façon ou d'une autre par l'assistance sociale, c'est-à-dire qu'une famille sur huit est reconnue comme nécessiteuse, et ces chiffres sont conservateurs, on réalise alors l'ampleur de la gravité des problèmes qu'ont à affronter les parents de nos jours.

Voici quelques statistiques sur les familles qui sont secourues par l'assistance sociale. À l'heure actuelle, il y a dans la province 21,221 familles qui sont à la charge de mères nécessiteuses, 22,000 autres qui sont secourues directement; il y a 2,000 pères de famille incapables au travail, 26,000 personnes qui reçoivent la pension aux invalides, 44,000 personnes entre 65 et 70 ans qui sont pensionnées et reçoivent une assistance sociale, 3,000 personnes qui reçoivent la pension aux aveugles, environ 4,000 enfants à être adoptés et 22,000 enfants qui sont placés en institutions ou foyers nourriciers.

Certaines tragédies, comme celle de Noyan où une famille de 15 enfants vivait dans une mansarde de 15 pieds par 20 pieds<sup>7</sup>, nous révèlent qu'il y a encore, comme l'affirmait la Société Saint-Jean-Baptiste devant la commission Tremblay, dans son mémoire sur les conditions économiques et sociales, "un trop grand nombre de familles qui vivent encore chez nous dans des conditions inhumaines et intolérables"<sup>8</sup>.

Une autre raison démontrant la nécessité de cette loi, c'est le vaste mouvement d'organisation familiale qui se dessine dans le Québec depuis quelque temps, par l'entremise d'organismes comme les services sociaux et familiaux.

Depuis 20 ans, on compte un grand nombre d'organismes qui sont incorporés en vue d'aider la famille: conseils d'œuvres, services sociaux et familiaux, Ligue ouvrière catholique<sup>9</sup>, cours de préparation au mariage, agences familiales, unions de familles. Eh bien, le gouvernement n'a pas le droit d'ignorer l'existence de ces organismes qui sont nés d'un besoin. Au contraire, il a le devoir de les aider et les encourager. Voilà, en quelques mots, ce qui constitue l'à-propos de cette loi.

Nous verrons maintenant quelques-uns des principes fondamentaux de la loi. Il va sans dire que l'un des principes fondamentaux de la loi consiste à reconnaître la primauté de la famille, parce qu'elle est la cellule-mère et la pierre angulaire de la société. C'est toute une thèse qu'il faudrait bâtir pour démontrer l'importance de la famille et le rôle éminent qu'elle a à jouer dans l'édification de la société. Faute de temps, je me contenterai d'énoncer deux ou trois de ces grands principes.

Rappelons d'abord que c'est la famille qui a donné naissance à la société. C'est elle qui lui fournit les citoyens dont elle a besoin. Tous les autres corps publics n'existent que pour lui venir en aide. Les droits et libertés de la famille sont antérieurs et supérieurs à toute autre société.

C'est donc avec raison qu'on représente la famille comme étant la pierre angulaire de l'édifice social, car c'est sur elle que repose toute la société. On réalise alors, combien il est important d'avoir des familles saines et fortes. Car plus la famille est solide, plus solide sera la société. Ce qu'est la famille, affirmait Pie XII, le corps tout entier le sera<sup>10</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Est-ce que le député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) partage réellement les belles théories du ministre du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) sur la doctrine sociale de l'Église et les encycliques<sup>11</sup>?

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** dit connaître assez le député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) pour croire qu'il partage ses idées sociales. Il est déplorable, dit-il, que du côté de l'opposition, on attribue au député de Montréal-Laurier toutes sortes de desseins.

La famille a pour mission de transmettre physiquement la vie et de former des hommes, deux tâches étroitement liées; donc, elle doit fournir à la société des citoyens sains et instruits. Puisque c'est au sein de la famille que naît, grandit et se forme le citoyen de demain, on comprend alors que des

familles saines et fortes constituent le principal facteur de la richesse d'un peuple, et non pas comme on semble le croire les richesses naturelles, les usines, ni le progrès technique.

La famille est donc au carrefour de tous les problèmes individuels et sociaux, et si nous voulons restaurer la société, il faudra d'abord et avant tout commencer par restaurer la famille, sinon les mesures les plus judicieuses s'avèreront futiles.

Quelle doit être l'attitude de l'État à l'égard de la famille? Un vieux principe païen affirme que les familles n'existent que pour le soutien et la gloire du pouvoir politique, mais chez nous, nous nous inspirons encore, Dieu merci, d'un principe de droit chrétien qui veut que le pouvoir politique ne soit institué que pour la protection des familles.

C'est en fait notre conception: nous considérons que la fonction principale de l'État consiste à protéger et à suppléer à l'insuffisance de la famille. Je tiens à bien préciser, pour éviter toute confusion, que c'est bel et bien le rôle qu'entend tenir le ministère de Famille: protéger et faire progresser la famille, sans l'absorber, ni s'y substituer. Nous ne voulons pas que les gens augmentent leur dépendance envers le gouvernement.

Le gouvernement actuel respectera intégralement l'autonomie familiale, en se limitant à son rôle supplétif, c'est-à-dire en affermissant et défendant les droits des parents et des familles contre les trois grandes théories modernes qui s'acharnent à saper à sa base même le foyer: le libéralisme qui fait passer l'individu avant la famille<sup>12</sup>, le communisme-socialisme qui veut remplacer la famille par les collectivités et l'étatisme ou l'État-providence qui tente de remplacer l'autorité du père par la tyrannie de l'État.

Pour bien apprécier la nécessité de ce ministère, on n'a qu'à évoquer le rôle vital joué par la famille dans la survivance de notre peuple. On parle souvent des pionniers, des défricheurs, des bâtisseurs de pays, mais la famille nombreuse de chez nous n'est-elle pas l'institution par excellence qui a construit notre pays, puisque construire un pays, c'est d'abord et avant tout produire des hommes de qualité supérieure?

C'est ce qu'a fait la famille de chez nous, livrée à elle-même au lendemain de la capitulation, sans aide de l'extérieur, mais aidée par un clergé dévoué qu'elle a toujours renouvelé de ses meilleurs sujets. Elle a produit de grands parlementaires, des hommes d'État qui ont marqué leur époque, des missionnaires qui ont porté par toute la terre le message évangélique, des érudits et des savants qui ont édifié nos maisons d'enseignement supérieur, des

défricheurs qui ont bâti nos villages et nos villes, des hommes d'affaires qui organisent notre vie économique.

C'est sans doute ce qui faisait dire à Mgr Gibier: "Les civilisateurs de la race humaine ne sont ni les princes, ni les magistrats, ni les penseurs, ni les docteurs, ni les grands savants, ni les grands capitaines. Les vrais civilisateurs, les législateurs des sociétés modernes, les formateurs et les sauveurs de l'avenir ce sont les pères et les mères de famille<sup>13</sup>."

On a dit avec raison, qu'après la conquête, la seule forteresse qui est demeurée intacte, c'est la famille et c'est elle, selon l'expression d'Édouard Montpetit<sup>14</sup>, qui nous a permis de réaliser ce que l'on a très bien qualifié: "La revanche des berceaux".

On a aussi souvent parlé du "miracle canadien" de ce petit peuple qui, en 1760, ne comptait que 60,000 habitants et qui, en deux siècles, a réussi à centupler ce nombre, puisque nous comptons plus de 6,000,000 de Canadiens français disséminés à travers le Canada et la Nouvelle-Angleterre. Eh bien, ce miracle, nous le devons à nos familles nombreuses qui ont su respecter la vie. Le trait caractéristique de notre peuple, selon Esdras Minville<sup>15</sup>, étant la famille nombreuse, une politique familiale n'est pas facultative pour notre peuple, mais vitale, voilà la raison d'être de ce nouveau ministère.

Si nous voulons prévenir la désagrégation de nos foyers, il faudra de toute nécessité s'adapter aux nouvelles conditions de vie imposées par le passage d'une civilisation rurale à une civilisation urbaine. Voilà une autre raison qui milite en faveur de ce ministère: le phénomène de l'urbanisation. Le grand nombre de familles indigentes chez nous, cette migration de la campagne à la ville et les difficultés qu'elle a créées, justifient du même coup le concours du gouvernement pour aider ces familles à s'adapter à un nouveau mode de vie.

Il y a à peine un demi-siècle, plus des deux tiers de nos familles résidaient dans des régions rurales. À l'heure actuelle, c'est l'inverse. Plus des deux tiers de la population est urbaine, et un tiers est demeuré rurale. Voici les statistiques qui ont été fournies d'après le dernier recensement général. Sur un total de 970,514 familles du Québec, en 1957, 719,765 étaient considérées comme urbaines, comparativement à 250,749 rurales, ce qui signifie qu'à peine 25 % des familles du Québec sont considérées comme rurales, et parmi ces familles dites rurales, une grande partie mène une vie à caractère urbain.

On a dit déjà en cette Chambre qu'il n'était pas nécessaire de codifier les droits de la famille, qu'ils étaient déjà formulés dans notre Code civil. Mais pour toute personne avertie, M. l'Orateur, un

fait saute aux yeux à l'heure actuelle: c'est qu'on observe une évolution du droit de la famille depuis l'adoption du Code civil qui date du siècle dernier. Ainsi, depuis ce temps, des lois sociales sont venues changer la situation juridique de la famille et c'est pourquoi il faut repenser cette situation et l'adapter aux temps actuels<sup>16</sup>. On pourrait apporter à l'appui de cette affirmation de nombreux exemples tirés du Code civil pour conclure à la nécessité de confier à un ministère l'étude du statut juridique de la famille. C'est un argument d'ordre juridique en faveur du nouveau ministère.

Et enfin, M. l'Orateur, on me permettra d'apporter comme dernier point, parmi les principes fondamentaux de ce projet de loi, une raison d'ordre sociologique et politique.

Un vaste mouvement pro-familial se dessine chez nous depuis quelques années, comme le démontre bien la liste imposante d'œuvres de toutes sortes dont l'activité est centrée sur la famille: unions de familles, coopératives d'habitation familiale, services sociaux et familiaux, assistance maternelle. En outre, dans chaque conseil et fédération d'œuvres, il y a des sections d'étude sur l'enfance et la famille. Les Semaines sociales du Canada et la Société Saint-Jean-Baptiste ont consacré de nombreuses journées d'étude au problème de la famille. Eh bien, je le répète, le gouvernement n'a pas le droit de rester indifférent à ces nombreuses initiatives; il se doit de les encourager autant que possible.

Certes, le gouvernement ne peut pas se substituer à l'initiative de ces groupements, et il ne songe pas à le faire, mais il a l'impérieux devoir, en tant que responsable du bien commun, d'apporter sa contribution à ce mouvement destiné à restaurer la cellule de base de la société. À ceux qui seraient tentés de nous accuser de vouloir pratiquer un certain paternalisme d'État à l'endroit de la famille, nous objecterons au contraire que nous entendons accorder et assurer la plus entière autonomie à tous ces groupements familiaux de la province.

Nous croyons que le temps est venu chez nous de cesser de traiter la famille comme une personne mineure; nous voulons lui laisser le soin d'assurer elle-même les responsabilités qu'elle est capable d'affronter. Nous voulons que les familles prennent conscience de leurs responsabilités et qu'elles cessent de compter passivement sur un miracle des gouvernements.

Et, pour cela, il faudra une vaste campagne d'éducation pour inciter nos familles à s'unir et à former un front familial comme la chose se fait dans de nombreux pays, dont l'Allemagne, l'Autriche, la

Suisse, les États-Unis, la France et aussi le Canada catholique anglais. Des groupements de familles existent déjà sur le plan international par l'Union internationale des organismes familiaux qui groupent plus de 200 organismes provenant de 35 pays différents.

Par le concours d'un front familial québécois, il serait souhaitable que les parents du Québec qui représentent, eux et leurs enfants, plus de 80 % de la population de la province, aient un droit de regard sur la législation sociale, qu'ils fassent enfin entendre leur voix au sein du gouvernement, des corps publics et des organismes gouvernementaux.

La Société Saint-Jean-Baptiste et l'École sociale populaire ont réclamé, il y a 30 ans, un ministère de la Famille. Il (M. Lafrance) rend hommage à tous les mouvements qui s'intéressent à la famille. Le gouvernement, dit-il, se rend ainsi à un désir unanime des gens bien pensants de la province.

Nous voulons enfin faire participer la famille à sa propre rédemption, car nulle autre que la famille elle-même ne peut faire mieux en ce domaine pour elle-même. On voit donc qu'au lieu de vouloir nous substituer à la famille, nous voulons, au contraire, la libérer de plus en plus de la tutelle gouvernementale. Aussi, le ministère de la Famille et du Bien-être social, que nous voulons constituer par cette loi, se propose-t-il de fonder très prochainement un Conseil provincial supérieur de la famille qui groupera les voix les plus autorisées parmi les représentants des principaux organismes sociaux qui s'intéressent au sort de la famille chez nous.

J'ai l'impression que la Législature du Québec pose en ce moment un geste historique d'autonomie positive, en affirmant à la face de tout le pays la souveraineté exclusive de l'État provincial dans le domaine familial. Le gouvernement libéral québécois est le premier gouvernement sur le continent nord-américain à créer un tel département. Mais il existe déjà des ministères de la Famille en France, en Belgique et dans certains pays nordiques de l'Europe. Par ce geste, je crois que nous remplissons une partie de la mission du Canada français sur ce continent nord-américain, en étant des témoins de l'humanisme chrétien qu'il a toujours professé au cours de son histoire<sup>17</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Certes, nous n'avons aucune objection quelconque à la création de ce nouveau ministère, à ce que le ministère du Bien-être social s'appelle maintenant le ministère de la Famille et du Bien-être social. En présentant son bill, le ministre du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance)

a formulé des opinions que tous les députés approuvent, particulièrement ceux de l'opposition. En effet, s'il y a un gouvernement plus que tout autre qui a aidé la famille québécoise, c'est bien celui de l'Union nationale, et cela, dans tous les domaines. Par la loi du crédit agricole, spécialement, nous avons stabilisé la situation de la famille terrienne...

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Je demanderais au chef de l'opposition de s'en tenir au projet de loi en discussion et de ne pas faire le procès d'un gouvernement antérieur.

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'ai bien le droit de dire pour quels motifs nous approuvons ce projet de loi, en rappelant que la loi du crédit agricole a sauvé la famille terrienne. Par cette loi, nous avons stabilisé la situation de 59,597 familles de cultivateurs et aidé 29,513 jeunes foyers ruraux. Par la loi de l'électrification rurale, nous avons aussi donné les avantages de l'électricité aux familles agricoles et les avons ainsi maintenues sur la terre. Les mesures prises par l'Union nationale pour augmenter les salaires, plus dans la province de Québec qu'ailleurs, ont aidé la famille ouvrière et la famille en général. L'industrialisation a contribué à accroître les revenus familiaux.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ça n'a rien à voir avec le principe en jeu dans le projet de loi.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je dis pourquoi nous sommes en faveur du bill. L'Union nationale a toujours protégé la famille par la législation agricole, par le règlement des salaires. Au moins 25 lois votées par notre parti étaient de nature à aider les familles du Québec: loi des accidents du travail, pension des mères nécessiteuses, loi de l'habitation familiale qui a permis de loger 165,000 personnes.

Le titre de ministère du Bien-être social est plus large que le terme de ministère de la Famille. Si le mot famille peut mettre encore plus en vedette la famille canadienne-française, tant mieux! Mais c'est tout ce que rapportera cette loi. Elle n'ajoute rien à ce qui existait déjà dans la province.

C'est encore un bill pour jeter de la poudre aux yeux. C'est encore une fois une politique de mots. Le Parti libéral est meilleur publiciste que législateur. Nous, nous agissons. Le gouvernement actuel parle. C'est tellement vrai qu'il s'agit d'une politique de mots, qu'avant de créer ce ministère, on a accablé la famille canadienne-française sous les plus durs des coups qu'elle ait eu à subir jusqu'ici: on

a institué des taxes nouvelles et on a tenté de la noyer dans l'alcool.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Quel ridicule! J'invoque le Règlement de la Chambre. Les propos du chef de l'opposition n'ont rien à voir avec le bill.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Le chef de l'opposition sait qu'il n'a pas le droit de critiquer une loi qui a été adoptée.

**M. l'Orateur suppléant<sup>18</sup>:** Je voudrais donner toute la latitude possible au chef de l'opposition de discuter, mais qu'il ne parle pas de lois votées.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je ne veux pas critiquer une loi existante, mais je puis dire que le meilleur moyen de venir en aide à la famille, ce n'est pas de changer un mot, ce n'est pas de l'accabler sous le poids des taxes, ce n'est pas de la noyer dans l'alcool.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est une accusation effroyable qu'on n'a pas le droit de faire en Chambre. L'accusation est dure à encaisser lorsqu'elle vient surtout de la part d'un ancien ministre qui faisait partie d'un gouvernement connu pour son système de tolérance de nature à pourrir toute la province de Québec.  
(Désordre dans la Chambre)<sup>19</sup>

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre! À l'ordre!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Sauf exception, nous n'avons pas émis de permis depuis la fin d'octobre. Par contre, le député de Bagot (M. Johnson) réclamait hier l'émission d'un permis. Que l'opposition accorde ses violons!

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Quand on sait le régime de tolérance qui existait sous l'Union nationale!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) a dit lui-même, au cours d'une conférence de presse, que des centaines de permis ont été accordés depuis le mois de juillet.

**Une voix ministérielle:** C'était pour légaliser la situation anormale qu'avait créée l'Union nationale.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** On n'a pas émis de permis depuis la fin d'octobre,

sauf exceptions. Et le lieutenant du chef de l'opposition, lui-même, a réclamé hier l'émission d'un permis en faveur de l'aérogare de Dorval.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre sait fort bien que ce qu'il dit est aux antipodes de la vérité. On a accordé des permis depuis octobre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Quand on sait le régime de tolérance qui existait sous l'Union nationale, régime de tolérance de nature à pourrir toute la jeunesse de la province de Québec...

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je me base sur un éditorial du rédacteur en chef de *L'Action catholique*.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ah! C'est Louis-Philippe Roy?<sup>20</sup>

**M. Bellemare (Champlain):** Le premier ministre n'a pas confiance dans le docteur Louis-Philippe Roy?<sup>21</sup>

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Non!<sup>22</sup>

**M. Johnson (Bagot)** se lève.

**M. l'Orateur suppléant:** C'est le chef de l'opposition qui a la parole.

**M. Johnson (Bagot):** Alors vous me condamnez sans m'entendre. Vous n'aimeriez pas m'entendre?

**Des députés ministériels:** Non! Non!

**M. l'Orateur suppléant:** J'ai rendu ma décision il y a cinq minutes.

**M. Johnson (Bagot):** Il fallait que j'attende avant de soulever une question de privilège. Le premier ministre a affirmé tantôt que j'ai demandé un permis de vente de boissons pour l'aérogare de Dorval. C'est faux!

**M. l'Orateur suppléant:** J'ai rendu ma décision. Le chef de l'opposition a la parole.

**M. Johnson (Bagot):** Alors c'est le bâillon!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre du Bien-être social a annoncé la création d'un centre de recherche. Pourtant, nous avons compris que le Parti

libéral connaissait tous les problèmes de la famille. À mon avis, le présent projet de loi n'est que de la poudre aux yeux. On veut donner l'impression que la famille québécoise a été négligée sous l'Union nationale. À mon avis, ce bill est absolument inutile.

**M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** Depuis 1952, le ministre actuel du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) a toujours réclamé la création d'un ministère de la Famille. Il (M. Saint-Pierre) dit être heureux et fier de voir que l'un des premiers projets de loi présentés par les autorités du Québec au début de la nouvelle année soit consacré à la famille et à la protection des libertés et des droits familiaux.

Le chef de l'opposition, dit-il, a trouvé le tour de critiquer la nouvelle loi, tout en se déclarant favorable à son adoption. C'est étonnant. La loi actuellement en discussion assurera aux familles du Québec la protection dont elles ont besoin, sans penser aux amis, comme le faisait la précédente administration.

Le problème capital de l'heure, dit-il, c'est de promouvoir les intérêts de la famille québécoise. Les pères et mères de famille de chez nous se réjouiront de cette mesure du gouvernement qui leur assure une protection nécessaire. Le nouveau ministère de la Famille créera une atmosphère de sécurité et de confiance dans les familles de chez nous qui représentent les trois quarts de la population. Cette initiative du gouvernement contribuera au progrès de notre groupe ethnique.

**M. Johnson (Bagot):** L'opposition est en faveur des bonnes choses, mais elle se doit de montrer à la population le vide de certaines mesures proposées. Qu'on appelle le ministère du député de Richmond (l'honorable M. Lafrance) ministère du Bien-être social ou ministère de la Famille, ça importe peu. Il n'y a pas lieu de se chicaner là-dessus. Mais qu'est-ce qu'apporte ce changement de nom?

Ce ministère est créé parce que le Parti libéral est esclave de son programme. C'était une promesse électorale de créer un ministère de la Famille. Ça fait bonne impression. Des gens de bonne foi se sont dit: "Peut-être que s'il y avait un ministère de la Famille, il y aurait moins de permis de vente de liqueurs pour noyer la famille dans l'alcool."

Mais, au fait, qu'apportera le changement de nom de ce ministère? Par cette législation, le gouvernement essaie de créer un mythe, un mythe visant à aider la famille. Mais, en réalité, la situation est bien différente parce que le gouvernement actuel

persécute la famille. Le ministre prétend qu'il veut aider la famille et il ajoute que la meilleure façon de le faire, c'est d'appliquer la sociologie catholique. Le ministre a la rare chance d'avoir dans son cabinet une gauche et une droite... Quelle est la meilleure source d'où tirer ses principes pour un tenant de la sociologie catholique?

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Je suis en faveur, certes, de la sociologie catholique, mais non pas de la mythologie catholique...

**M. Johnson (Bagot):** Vous prétendez aider la famille et vous la persécutez<sup>23</sup>! Une encyclique de Pie XII recommande qu'on donne à la famille les moyens de se suffire à elle-même et de contribuer le plus largement possible au bien commun<sup>24</sup>.

Le meilleur moyen d'aider la famille et de lui permettre de jouer pleinement son rôle, ce serait, par exemple, de lui accorder un dégrèvement d'impôt, de lui accorder des subsides, des allocations qui aient le caractère d'une indemnité plutôt que d'un don. Dégrèvement d'impôt, ça veut dire que le gouvernement devrait tenir compte de la situation spéciale de la famille de la province de Québec où il y a une double taxation.

La mesure est une loi vide, une loi fardée, un trompe-l'œil. Le ministre du Bien-être social a présenté cette loi uniquement pour avoir le titre de ministre de la Famille. Le ministre du Bien-être social aura un titre qui lui donnera plus de prestige.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Il faut être bien à court d'arguments pour tenir de tels propos. Que le député de Bagot n'essaie donc pas de faire de la petite politique.

**M. Johnson (Bagot):** Je n'en ai pas fait dans mon exposé.

Est-ce qu'on avait besoin d'une loi pour étudier le problème de l'habitation familiale? Est-ce qu'on avait besoin d'une loi pour étudier les problèmes de l'enfance délaissée? S'il n'y a pas de notes explicatives dans le projet de loi, c'est que le premier ministre savait bien que ces notes auraient eu l'air enfantines. Tout le monde aurait ri. Le premier ministre, qui a le sens du ridicule, a dit: "N'en mettons pas de notes explicatives, ça sera plus simple."

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Si le gouvernement se rend ridicule en présentant cette loi, j'espère que l'opposition ne se rangera pas de son côté et votera contre!

**M. Johnson (Bagot):** L'opposition ne veut pas empêcher le ministre du Bien-être de s'appeler ministre de la Famille, mais elle veut faire ressortir que ce projet de loi ne règle rien et n'apporte aucun pouvoir que le ministre du Bien-être social n'avait déjà. Il est du devoir de l'opposition de souligner le vide de cette mesure.

Je souhaite seulement, et c'est pour cela que nous voterons pour le projet de loi, que le ministre puisse conseiller ses collègues et qu'il sache surtout convaincre le ministre des Finances (l'honorable M. Lesage) qu'il y a dans la législation une loi injuste, antifamiliale et antisociale<sup>25</sup>!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** se lève pour invoquer le Règlement mais, voyant que le député de Bagot a fini ses remarques, il décide de laisser aller.

**M. Lechasseur (Verchères)** dit qu'en entendant le ministre du Bien-être social exposer les impérieux motifs qui militent en faveur du nouveau ministère de la Famille, il n'a pu se défendre de songer aux nombreux problèmes sociaux de l'heure qui réclament une solution, notamment, dit-il, le cas de la femme mariée qui est obligée de travailler, la délinquance juvénile qui devient inquiétante et la perte du sens des valeurs chez un trop grand nombre de nos jeunes. Il souligne les avantages d'une telle mesure dans la lutte entreprise contre la délinquance juvénile.

Il est sage, dit-il, de confier à un même organisme l'étude des solutions qui s'imposent. Le ministère de la Famille se penchera avec intelligence sur ces problèmes dont l'importance échappe peut-être aux gens de l'opposition qui ne comprennent pas la famille. Le nouveau ministère aidera à trouver les remèdes nécessaires aux problèmes sociaux de l'heure.

Comme membre du Parti libéral, je suis fier de l'adoption de cette mesure du gouvernement et je l'appuierai cordialement.

**M. Bellemare (Champlain)** dit qu'il vient d'un milieu ouvrier, qu'il est membre d'une famille de 14 enfants, que son père a été élevé dans des conditions difficiles.

Si le gouvernement est véritablement bien inspiré et présente un bill qui va faire mieux que ce que l'Union nationale a réalisé, dit-il, je suis entièrement d'accord avec le principe du bill du gouvernement. Cependant, c'est autre chose si le présent bill ne consiste qu'à vouloir changer le nom du ministère du Bien-être social.



Le ministre du Bien-être social, en présentant son bill, a parlé de trois théories dangereuses: l'individualisme, le communisme socialisant et l'étatisme...

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**  
C'est la journée des penseurs...

**M. Bellemare (Champlain):** J'ai le droit de penser moi aussi... Mais, les gestes posés à date par le gouvernement libéral sèment l'appréhension dans la population. D'un côté, on crée un ministère de la Famille et, de l'autre, on fait voter des lois antifamiliales. Je me méfie des antécédents politiques de certains députés libéraux. Ces gens-là ont déjà voté contre la famille.

Il propose, appuyé par le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau), que le débat soit maintenant ajourné<sup>26</sup>.

Adopté.

#### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à midi trente minutes.

#### NOTES

1. *Le Nouvelliste* du 14 janvier 1961, à la page 11, rapporte que "l'ouverture de la séance a été retardée de quelques minutes [...] parce qu'il n'y avait pas quorum. Environ 22 députés se trouvaient en Chambre. Quelques autres députés arrivèrent à tour de rôle. Constatant le quorum, le président de la Chambre, M. Lucien Cliche, appela l'ordre du jour".

2. Le courriériste du *Nouvelliste* du 14 janvier 1961, à la page 11, écrit que M. Lapalme "s'était absenté depuis le début de la semaine". Dans *La Presse* du même jour, à la page 9, Jacques Monnier écrit que "M. Georges-Émile Lapalme était à son siège ce matin, en Chambre, [...] comme pour démentir les

rumeurs fantaisistes et tenaces qui circulent au sujet de sa démission prochaine."

3. Selon *Le Soleil* du 13 janvier 1961, à la page 1, M. Talbot aurait ajouté cette dernière parole avec humour.

4. Selon *La Presse* du 14 janvier 1961, à la page 9, M. Lapalme a répliqué en riant.

5. Gérard Filion, "Une enquête sur la famille". Voir *Le Devoir* du 15 novembre 1958, à la page 4.

6. Henri Groulx (1888-1952) est pharmacien et député libéral du comté de Montréal-Outremont de 1939 à 1953. Il agit comme secrétaire de la province dans le cabinet Godbout du 8 novembre 1939 au 16 octobre 1940. Dans le même cabinet, il occupe également les fonctions de ministre de la Santé du 8 novembre 1939 au 13 mai 1941, de ministre du Bien-être social du 16 octobre 1940 au 13 mai 1941, et de ministre de la Santé et du Bien-être social du 13 mai 1941 au 30 août 1944.

7. Dans sa chronique parlementaire dans *The Gazette* du 14 janvier 1961, à la page 1, le correspondant Wilbur Arkison nous apprend que la tragédie de Noyan, une municipalité située en Montérégie, consiste en la mort de 11 enfants et de leur mère dans un incendie.

8. Il s'agit du mémoire présenté à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels en 1954.

9. La Ligue ouvrière catholique (L.O.C.) est une branche des Jeunesses ouvrières catholiques destinée aux jeunes mariés. Durant les années 1940 et 1950, la "campagne d'habitation" a tenu une place importante dans le programme d'activités de la Ligue.

10. Il s'agit de *Summi Pontificatus*, une Lettre encyclique de Sa Sainteté le Pape Pie XII, parue le 20 octobre 1939.

11. Selon *Le Montréal-Matin* du 14 janvier 1961, à la page 5, M. Lévesque n'est pas présent en Chambre à ce moment.

12. Le courriériste de *La Presse* du 14 janvier 1961, à la page 2, spécifie que M. Lafrance parle du libéralisme économique.

13. Mgr Charles Gibier (1849-1931) est évêque de Versailles de 1906 à 1931 et l'auteur de *Apostolat*.

*opportun* paru en 1918. Mgr Gibier est reconnu comme un pionnier du catholicisme social en France et est considéré comme un des grands évêques du début du XX<sup>e</sup> siècle qui ont cherché à réconcilier l'Église et le monde moderne.

14. Édouard Montpetit (1881-1965) est avocat, économiste et professeur universitaire. En 1920, il fonde l'École des sciences sociales économiques et politiques de l'Université de Montréal et en prend la direction. Dans ses travaux, il prône un nationalisme économique et le développement de l'enseignement des sciences économiques et administratives, afin que le Québec soit capable de gérer ses ressources naturelles. Pour le gouvernement de la province de Québec, il préside deux commissions d'enquête: la Commission des assurances sociales, de 1930 à 1932, et la Commission d'enquête sur la fiscalité, de 1937 à 1940.

15. Esdras Minville (1896-1975) est économiste et professeur. Il est directeur de l'École des hautes études commerciales de 1938 à 1962. Il participe activement aux travaux de la commission Tremblay (1953-1956) sur les problèmes constitutionnels. Il est le doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal (1950-1957). Durant sa carrière, il collabore à de nombreuses revues et rédige plusieurs ouvrages dans lesquels il développe une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme et la libération économique des Canadiens français.

16. Le correspondant de *L'Action catholique* du 14 janvier 1961, à la page 1, écrit qu'au moment où M. Lafrance présente le bill, le sous-ministre adjoint du Bien-être social, le professeur Edgar Guay, est déjà en train de préparer un code de la famille.

17. Selon *Le Montréal-Matin* du 14 janvier 1961, à la page 5, "le ministre a lu devant la Chambre, pendant près d'une heure, un texte préparé à l'avance". Selon Paul Cliche de *L'Action catholique* du même jour, à la page 1, par son discours, M. Lafrance "a fait l'une des plus solides interventions et certainement la plus sereine à la Chambre basse depuis le début de la session".

18. *Le Devoir* du 14 janvier 1961, à la page 3, indique que le fauteuil est alors occupé par l'Orateur suppléant de la Chambre, M. Hyde.

19. *La Presse* du 14 janvier 1961, à la page 2, note que "les protestations et les contre-protestations ont fusé de toutes parts".

20. Louis-Philippe Roy (1900-1966) est directeur de *L'Action catholique* de 1920 à 1948. Pendant la session de 1960-1961, Louis-Philippe Roy est éditorialiste à *L'Action catholique*.

21. *Le Temps* du 19 janvier 1961, à la page 16, prête cette question à M. Talbot.

22. Selon *Le Montréal-Matin* du 14 janvier 1961, à la page 9, M. Lesage répond sèchement.

23. Selon *Le Montréal-Matin* du 14 janvier 1961, à la page 5, M. Johnson s'est exprimé directement aux députés ministériels.

24. M. Johnson fait référence à la Lettre encyclique *Summi Pontificatus* de Pie XII (voir la note 10).

25. M. Johnson fait référence à la loi 17 portant sur l'impôt provincial sur le revenu.

26. *Le Nouvelliste* du 14 janvier 1961, à la page 11, rapporte que M. Bellemare "parlait depuis quelques minutes lorsque vint l'heure fixée pour l'ajournement".

Séance du mardi 17 janvier 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Université  
de Trois-Rivières**

**M. Parent (Hull)** propose, appuyé par le député de Portneuf (M. Laroche), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Son Excellence Monseigneur Georges-Léon Pelletier et autres, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à la création de l'Université de Trois-Rivières, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Son Excellence Monseigneur Georges-Léon Pelletier et autres, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à la création de l'Université de Trois-Rivières<sup>1</sup>.

**Schefferville**

**M. Coiteux (Duplessis)** propose, appuyé par le député de Saguenay (M. Bélanger), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Schefferville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Schefferville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Motions des députés:**

***Honoris causa au premier ministre***

**M. Talbot (Chicoutimi)** félicite le premier ministre de la province de l'honneur qui lui sera conféré par l'Université Laval vendredi prochain, le 20 janvier, en lui accordant le diplôme de docteur en droit *honoris causa*. En mon nom personnel, dit-il, et au nom de l'opposition, je me réjouis de ce que l'*Alma Mater* du premier ministre, qui est aussi la mienne, ait songé à l'honorer ainsi. Je remarque cependant que l'Université Laval n'a jamais songé à poser ce geste lorsque l'actuel député de Québec-Ouest faisait partie du cabinet fédéral. Cela prouve que le titre de premier ministre du Québec vaut mieux que celui de ministre à Ottawa. Le premier ministre a tort de regarder avec nostalgie du côté d'Ottawa.

Nous avons appris également que le premier ministre a reçu le titre de Conseiller de la reine. L'opposition l'en félicite aussi. Venant du procureur général (l'honorable M. Lapalme), ce titre a encore plus de prix. Il (M. Talbot) fait l'éloge des qualités professionnelles du premier ministre. Depuis le début de la session, il a nous prouvé qu'il était de loin le meilleur avocat du gouvernement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** se dit touché et exprime ses remerciements au chef de l'opposition. Le plus bel honneur que pouvait me décerner la province de Québec, dit-il, est le titre de premier ministre. J'ai toujours considéré et considère encore que mon élection au poste de premier ministre a été une promotion que j'ai reçue de la population de la province de Québec. C'est le plus haut poste auquel un citoyen puisse aspirer ici. Le doctorat d'honneur, que je recevrai de l'Université Laval vendredi, est pour moi un honneur extraordinaire. J'ai vécu, dit-il, 11 années fort heureuses dans les murs du Séminaire de Québec et de l'Université Laval, où j'ai puisé aux sources de la culture française et de la culture classique. En vieillissant, on constate que nos jours d'étudiant étaient les plus beaux de notre vie.

**Questions et réponses orales:**

**Permis de vente d'alcool**

**M. Johnson (Bagot):** A-t-il été porté à l'attention de l'honorable premier ministre que, depuis le

1<sup>er</sup> novembre 1960, au moins 31 permis d'épicerie, d'hôtel, de club, de taverne, d'auberge et de café ont été octroyés par la commission des liqueurs?

Je fais parvenir la liste des nouveaux détenteurs de permis au premier ministre et je lui demanderais de bien vouloir la compléter<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** reçoit la liste et dit qu'il l'examinera. Il y a peut-être eu des transferts, dit-il<sup>3</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** Il y a pourtant moins de monde au curling qu'à l'aérogare de Dorval<sup>4</sup>!

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Pouvez-vous dire qui est locataire de l'aérogare de Montréal? Il n'y a même pas de bail pour le bar de l'aéroport!

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** C'est Jean Fournier<sup>5</sup>.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas de bail, le problème du permis restera sous considération et à l'étude.

**M. Johnson (Bagot):** Vous savez très bien que les employés de la Commission des liqueurs ont écrit au concessionnaire avant la fin de novembre pour lui dire que le permis sera émis.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La plupart sinon tous les clubs mentionnés ici sont des clubs de curling qui avaient auparavant l'avantage de la tolérance. Avant l'arrivée des libéraux au pouvoir, ces dernières associations vendaient des boissons alcooliques sans permis, c'est-à-dire illégalement, mais en bénéficiant de la tolérance de l'Union nationale. Depuis, il a été décidé que ces groupements, qui violaient continuellement la loi sous le gouvernement précédent, n'obtiendraient que des permis temporaires pour la période de leur saison, afin de régulariser la situation et pour leur permettre de continuer légalement leur activité.

Les autres établissements contenus dans la liste ont peut-être bénéficié de transferts de permis. Je vois Holiday Inn. Il en fut question l'autre jour. Il faudra que je demande au procureur général pour être mis au courant de chaque cas en particulier et qu'il vérifie s'il s'agit de transferts de permis. Le procureur général donnera les renseignements à la Chambre.

**M. Johnson (Bagot)<sup>6</sup>:** Le procureur général est-il au courant que la Commission des liqueurs est à installer un magasin à Sept-Îles dans un local loué, le 19 octobre 1960, au prix de \$85,000 pour 10 ans alors que la même Commission des liqueurs avait, en date du 15 mars 1960, signé un bail pour un local plus avantageux, moins coûteux, soit \$75,000 pour 10 ans, et que le propriétaire a aménagé selon les exigences de ladite Commission?<sup>7</sup>

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** La réponse est oui et les détails viendront plus tard.

#### **Émission de permis de pêche, petits poissons des chenaux**

**M. Bellemare (Champlain)** proteste contre la décision du ministère de la Chasse et des Pêcheries d'exiger la somme de \$10 pour chaque permis délivré aux propriétaires de cabanes construites sur les glaces de la rivière Sainte-Anne à Sainte-Anne-de-la-Pérade, afin de permettre aux amateurs de petits poissons des chenaux de se livrer à leur sport favori.

Selon *Le Nouvelliste* de samedi dernier, "depuis quelques jours, les pêcheurs au petit poisson des chenaux de la région se plaignent du fait que l'on exige d'eux une licence pour opérer une cabane sur la glace, de l'une ou l'autre des rivières où ce genre de pêche se pratique. [...] Il a été mentionné que les inspecteurs venant de Québec demandaient \$10 pour la licence en question. [...] On nous a également laissé entendre qu'un certain nombre de balances servant à la vente du poisson avaient été saisies<sup>8</sup>".

Il dit qu'il a été étonné de voir dans les journaux qu'un permis de \$10 est exigé des propriétaires de cabanes aménagées sur la rivière Sainte-Anne pour la pêche aux petits poissons des chenaux. Le poulamon qui est pêché dans les glaces à Sainte-Anne-de-la-Pérade, Batiscan et Champlain, à ce temps-ci de l'année, a toujours été pris sans permis.

Les journaux de la province ont fait une publicité extraordinaire autour de ce centre de pêche afin d'attirer les touristes dans la région. Il y a présentement, 1,250 cabanes érigées sur les glaces qui recouvrent la rivière Sainte-Anne-de-la-Pérade.

Le fait d'exiger une licence de \$10 devient un désastre qui décourage les promoteurs de ce sport attrayant pour le touriste.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'il n'était pas au courant de cette affaire avant qu'elle soit soulevée par le député de Champlain.

Il dit qu'il portera à l'attention du ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Levesque, Bonaventure) le fait qu'on ait exigé un permis de \$10 des propriétaires de cabanes pour la pêche au petit poisson des chenaux, à La Pérade.

### Projets de loi:

#### **Ministère de la Famille et du Bien-être social**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 13 janvier courant, sur la motion du ministre du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) proposant que le bill 25 concernant le ministère de la Famille et du Bien-être social soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bellemare (Champlain):** L'Union nationale n'est pas opposée aux mesures favorisant le maintien d'un climat propice à l'épanouissement normal de cette grande institution qu'est la famille. L'Union nationale entend favoriser dans toute la mesure du possible les initiatives aptes à l'aider. L'Union nationale a toujours appuyé et appuiera toujours tout ce qui peut contribuer à conserver à la famille son caractère, son essence de cellule première et de cellule nécessaire de la vie en société.

Même si nous ne nous opposons pas à ce que le terme "famille" soit ajouté à l'appellation du ministère du Bien-être social, nous croyons légitime d'insister pour faire remarquer que tout ce que l'on groupe sous ce vocable actuellement a été l'œuvre de l'Union nationale, que tout ce que l'on mentionne comme prérogatives du chef de ce ministère lui était déjà conféré par les lois qui formaient et forment toujours sa juridiction. Tout ce que l'on prétend vouloir protéger, développer, encourager sous le couvert de cette loi le fut déjà et peut continuer de l'être grâce aux mesures gouvernementales prises sous l'administration de l'Union nationale qui assurent déjà à la famille de chez nous la protection dont elle a besoin.

Non seulement l'Union nationale a-t-elle compris les problèmes qui touchent de près à la famille, non seulement a-t-elle élaboré et mis en application les lois et les mesures nécessaires, mais elle a été la seule à travailler en ce sens après les autorités religieuses qui, depuis toujours, ont manifesté une particulière sollicitude pour la famille.

Le gouvernement de l'Union nationale a constamment aidé et soulagé la famille, celle des

campagnes, celle des villes. Bref, toute la famille canadienne-française, en général. Les lois votées à cet effet remplissent les Statuts de la province. Elles seront administrées par le futur ministère. Il dit les bienfaits de la loi de l'habitation familiale, la multiplication des unités sanitaires, la loi pour interdire l'entrée aux cinémas des enfants de moins de 16 ans et la loi de censure des films. Il cite plusieurs textes pour prouver que l'Union nationale avait compris les problèmes de la famille.

Nous croyons qu'il est du devoir de l'opposition, qui, ne s'opposant pas au bill, montre bien qu'elle a d'abord en vue l'intérêt général, de souligner les dangers que peut comporter telle ou telle mesure législative et, dans le cas présent, de souligner que toute orientation autre que celle déjà donnée par ces lois éminemment bienfaisantes serait finalement préjudiciable à ceux qui sont appelés à en bénéficier.

Toute notre civilisation occidentale a la famille pour base, et ceux qui ont la charge de l'État et du bien commun doivent s'employer à la protéger, pas seulement par des textes de loi. Il est indéniable que l'État chrétien et ceux qui en ont la charge aient un rôle à jouer, une fonction à exercer vis-à-vis la famille, cellule et base de la société. Mais ce rôle est et doit demeurer supplétif et subsidiaire, comme le rappelait dernièrement Sa Sainteté le pape Jean XXIII, dans un message aux Semaines sociales en France<sup>9</sup>.

De plus, dans l'exercice de cette fonction supplétive, ce qui importe surtout, c'est que les interventions de l'État soient essentiellement et effectivement passagères, temporaires. Elles doivent être entourées de la plus grande prudence. Si l'État ne se tient pas à ce rôle supplétif, on s'acheminera vers un fonctionnarisme excessif, un paternalisme d'État, avec les conséquences que comporte la plaie du socialisme et l'abandon de l'initiative privée. Si la famille vit aux crochets de l'État, cette situation anormale peut conduire à la désagrégation prochaine de l'autorité paternelle.

Le ministre du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) a parlé de coordonner les divers services et veut institutionnaliser les centres sociaux.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Les gens de l'opposition veulent créer de nouveaux mythes. Que nos adversaires fassent de la sociologie, très bien. Mais qu'ils ne fassent pas de mythologie. Il n'est pas question d'institutionnaliser les centres sociaux. Nous ne voulons pas socialiser la famille. Le gouvernement libéral veut fournir aux familles du Québec les moyens de se tirer d'affaire elles-mêmes.

**M. Bellemare (Champlain):** Il est du devoir de l'opposition de souligner les dangers que comporte cette mesure législative. La famille a des droits qui sont sacrés et supérieurs à ceux de tous les autres organismes.

Nous voulons seulement que le gouvernement assure à chaque famille des revenus justes et équitables, cesse de taxer les petits et ne les protège pas seulement en paroles.

**Une voix ministérielle:** Ça, c'est du socialisme!

**M. Bellemare (Champlain):** Je ne veux pas qu'on me confonde avec ces gens-là.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Dans la province de Québec, la gauche qui est souhaitable est celle qui apporte le changement nécessaire dans une société brimée depuis 16 ans... La politique de cette gauche doit s'appuyer sur des faits et non sur une avalanche de citations qui n'ont pas été digérées<sup>10</sup>.

**M. Bellemare (Champlain)** dit craindre que la création du ministère constitue un mensonge pernicieux. Le projet de loi n'apporte rien de neuf, dit-il. Le bill 25 est tout au plus une mesure publicitaire destinée à camoufler et à racheter un autre bill qui, lui aussi, restera mémorable. Ou bien le gouvernement va s'en tenir à l'esprit qui a présidé à l'élaboration des lois sociales touchant de près ou de loin à la famille, et alors le bill 25 est un miroir pour les hirondelles, ou bien le gouvernement veut aller au-delà de l'esprit mesuré et raisonnable qui est à l'origine de ces lois sociales qui existent déjà, et alors il s'engagera sur une pente glissante.

Car, prétendant se garder d'erreurs menaçantes, il est à craindre qu'il donnera alors dans un socialisme d'autant plus dangereux qu'il se présente d'un abord agréable et qu'il peut tout de même devenir préjudiciable pour les gens que le bill prétendait favoriser ou protéger.

Et l'on ne peut s'empêcher de manifester des craintes quand, d'une part on constate la latitude des pouvoirs conférés par le bill au ministre et aux fonctionnaires qui dépendent de lui et que, d'autre part, on sait dans quel besoin de surenchère politique se trouve le gouvernement actuel après l'adoption de lois si justement mal accueillies.

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):** La famille, telle que nous la concevons chez nous,

mérite qu'on se penche sur elle avec attention et compréhension, et que nous l'aidions matériellement et moralement à jouer son rôle dans la société, dans la communauté.

Les vertus du bon citoyen, le bonheur des individus, ce sont là deux facteurs indispensables de la vie en commun, de la société, si nous voulons que règnent l'ordre, la justice et l'équité.

Et toutes les lois qu'un gouvernement pourra adopter pour réprimer les abus, combattre le vice et lutter efficacement contre le relâchement de la morale, toutes ces lois, dis-je, demeureront vaines si elles ne s'appuient pas solidement sur des mesures visant à maintenir l'intégrité et le caractère de la famille tels que les concevaient nos ancêtres.

Il n'y a pas à se le cacher, le progrès moderne, comporte des avantages innombrables au point de vue matériel, avantages qui sont d'une telle évidence que je n'ai pas besoin de les énumérer. Mais il apporte malheureusement avec lui un ferment d'indépendance et d'arrogance qui imprègne les jeunes couches. Ce ferment leur fait peu à peu rejeter les enseignements de la religion, les riches leçons de la tradition et les règles essentielles de la vie en société, c'est-à-dire le respect de l'autorité, le culte de la famille et l'observance de ces grands principes de conduite que renferment les dix commandements.

C'est pour combattre cette tendance malheureusement en vogue aujourd'hui, qui est d'oublier l'importance et la responsabilité de l'unité familiale, que le gouvernement de Québec veut créer un ministère de la Famille et du Bien-être social. La préservation de l'unité familiale est le meilleur moyen que nous avons pour combattre les idées subversives et pour maintenir le respect de la démocratie et de nos croyances religieuses. Le bill n'a pas pour effet d'aider les grandes familles comme on en rencontre dans les pays européens et qui concentrent entre leurs mains la richesse et la puissance.

Par le bill 25, la province veut se préoccuper de la famille dans son sens plus restreint, plus conforme à nos traditions et à nos conceptions de la vie nationale, la famille qui se compose d'un homme, de sa femme et de ses enfants. La famille, telle que nous la concevons ici, mérite qu'on se penche sur elle avec attention et compréhension.

Déjà le rouage administratif de la province comportait un ministère du Bien-être qui, par le truchement des allocations sociales, de l'aide aux mères nécessiteuses et d'autres services, procurait un secours plus qu'appréciable aux familles dans le besoin, aux prises avec des difficultés passagères ou permanentes. Mais jusqu'ici, les secours ainsi

procurés ont revêtu un caractère plutôt fortuit, ont été fondés sur les circonstances, et ont servi plutôt des fins utilitaires que morales. C'est déjà quelque chose, mais ça n'est pas suffisant.

Mais si nous voulons lutter efficacement contre l'infiltration subtile d'idées subversives, d'idéologies propres à saper par la base notre conception de la vraie démocratie et notre respect de la religion, il nous faut faire maintenant davantage et sur un plan élevé, plus spirituel.

Et le gouvernement, en donnant un ministère consacré à la famille, remplit une promesse faite à l'électorat lors de la campagne électorale provinciale générale du 22 juin.

De fait, le ministère du Bien-être social devient le ministère de la Famille et du Bien-être social. On remarquera que le mot "famille" précède dans le préambule de ce projet de loi ceux de "bien-être social", et c'est logique, c'est conforme à l'idée que nous nous faisons de la famille et de son importance dans la société.

Pour que le bien-être social joue efficacement son rôle et ne représente pas un effort accompli en pure perte, il faut d'abord travailler à asseoir la famille sur des bases solides, l'aider à préserver son intégrité, lui redonner la fierté du rôle qu'elle doit jouer dans notre économie et la soutenir dans ses moyens d'action pour l'acheminer enfin vers un sort meilleur, vers le bonheur. Car la famille est sérieusement menacée de nos jours, nul ne le contestera.

Et si nous voulons remplir en toute honnêteté notre tâche de défenseurs des valeurs humaines et spirituelles de notre province, nous devons attaquer de front et résolument un problème qui existe à l'état aigu depuis plusieurs années, et qui ne peut que devenir effarant si nous ne lui trouvons pas une solution adéquate dans le plus bref délai possible.

Le projet de loi que nous avons devant nous vise bien au-delà de l'appoint matériel et purement humanitaire, puisqu'il prévoit que le nouveau ministère de la Famille et du Bien-être social aura pour tâche "de prendre les mesures nécessaires pour aider la famille à remplir son rôle dans la société, dans notre économie, dans l'essor de notre province vers le mieux, en travaillant à lui redonner le caractère qu'elle possédait autrefois, à lui procurer la fierté de sa participation à notre évolution patiente vers de nouveaux sommets et à l'implantation chez nous d'un véritable esprit chrétien et national".

Car c'est de la famille que sortira le bon citoyen, l'homme qui fondera à son tour un foyer d'où couleront de nouvelles vies. Et si nous voulons que ces nouvelles vies soient enrichissantes, il nous

faut faire en sorte que la source en soit pure et vive et non contaminée par les tendances et les vices de l'heure présente.

Ce bill, dans son opération, procurera à la famille la fierté de sa participation à notre évolution patiente vers de nouveaux sommets et à l'implantation chez nous d'un véritable esprit chrétien et national. Le nouveau ministère de la Famille et du Bien-être social devra accomplir avant tout un travail humain, spirituel et moral, un travail en profondeur pour améliorer le rôle de la famille dans la société moderne et fournir aux familles du Québec l'aide nécessaire pour accomplir le rôle important qu'elles sont appelées à jouer.

Il est depuis longtemps reconnu que la promiscuité des individus et des groupes familiaux qu'engendrent les agglomérations d'êtres humains dans les grandes villes, et que l'entassement des familles ouvrières ou autres dans des espaces trop restreints et démunis des agréments de l'existence, donnent naissance à des habitudes, à des mœurs et à un état d'esprit dont la société ne peut que souffrir cruellement dans son essence même, c'est-à-dire la cellule familiale. Le jour où l'on parviendra à procurer une certaine aération à la masse et à lui ménager des horizons ensoleillés, on aura fait un grand pas dans le sens de la préservation de l'intégrité et de la richesse de la famille, et c'est pourquoi le bill 25 stipule que l'une des tâches du nouveau ministère de la Famille et du Bien-être social sera "d'étudier les divers aspects du problème de l'habitation familiale en vue d'adopter les meilleurs moyens de la résoudre".

Les taudis, les logis dépourvus de tout confort et sans lumière, engendrent la tristesse et l'ennui, et peuvent qu'inciter les jeunes à s'en échapper, à fuir la tutelle paternelle ou maternelle, rejeter les exemples de patience et de modération qu'ils ont pu recevoir, et repousser les règles de vie du bon citoyen pour courir vers des aventures ténébreuses dont la poursuite ne laissera que la souffrance dans leur corps et l'amertume dans leur âme.

En s'appliquant à résoudre le problème de l'habitation familiale, le ministère de la Famille fera une œuvre éminemment utile et d'une grande portée sociale. Il encouragera aussi la création de nouveaux foyers sains et susceptibles de produire de bons citoyens.

Le nouveau ministère accordera une grande attention à l'enfance délaissée: il s'emploiera à résoudre les problèmes de la délinquance juvénile, il s'intéressera à la réadaptation des jeunes délinquants.

Dans la famille, il faut voir d'abord l'enfant, le jeune homme, la jeune fille dont il faut façonner le

cœur et former l'esprit afin qu'ils acceptent, de bon vouloir, d'être non seulement les continuateurs de leurs devanciers, mais de faire mieux encore en vue de l'enrichissement progressif de la société dont ils sont les organismes vivants et indispensables.

C'est donc un travail humain spirituel et moral, un travail en profondeur, que devra accomplir le ministère de la Famille et du Bien-être social.

L'œuvre du ministère de la Famille répondra à l'appel lancé par le pape Pie XII pour signaler les besoins de la famille moderne et l'aide que l'État doit lui apporter<sup>11</sup>:

"Si le sens commun du bien profond est l'âme de tout État sain et fort, la dignité et la sainteté de la vie conjugale et familiale en sont comme la colonne vertébrale. Que celle-ci vienne à subir une grave lésion, c'en est fait de la vigueur de l'État, et c'est tôt ou tard la ruine du peuple."

Cette lésion, elle existe de nos jours, et c'est pour l'atténuer d'abord et la faire disparaître de façon permanente avec le temps, que le ministère de la Famille et du Bien-être social, tel qu'il sera créé par le bill 25, deviendra l'un des rouages administratifs les plus utiles et les plus enrichissants sous le rapport des fruits qu'il produira pour la communauté québécoise.

**M. Caron (Maskinongé):** Quel effet autre que celui de créer une autre commission et de nommer d'autres personnes qui jouiront d'un salaire aux frais de la province aura la création d'un Conseil supérieur de la famille? Il (M. Caron) dit se poser cette question depuis que le ministre du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) a présenté le bill 25, vendredi dernier. Pourtant, les libéraux étaient contre la création de commissions, dit-il.

La vraie raison de la présentation de cette loi, c'est de procurer un nouveau titre au ministre et de le rendre *ex aequo* aux députés de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel), de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) et d'Abitibi-Ouest (l'honorable M. Courcy) qui sont à la tête de deux ministères, en lui ajoutant lui aussi une deuxième pipe, comme on dit dans l'armée.

Ceux qui ont connu le député de Richmond savent qu'il s'est toujours penché sur les problèmes de la famille avec une particulière affection. Puis voici que, peu après sa lune de miel avec le pouvoir, le rejeton est au monde, le petit bill est né, mais il arrive mal léché, prématuré.

Le portrait qu'a fait le ministre du Bien-être social de son projet de loi est bien différent de la réalité. Le ministre a déclaré qu'une famille sur huit

dans la province est nécessaire. Il (M. Caron) parle de tous ceux qui ont besoin de l'aide de l'État. Mais tous ces gens-là, actuellement comme dans le passé, de qui relevaient-ils? Ils relevaient du Bien-être social et recevaient du ministère l'assistance dont ils avaient besoin.

Après la nouvelle loi, ils relèveront du ministère de la Famille et du Bien-être social. Et qu'est-ce que ça change? Est-ce que les chèques d'allocations diverses émis en faveur de ces gens qui ont besoin d'assistance seront plus élevés? Mais non! Rien ne sera changé. Le ministère du Bien-être social, du fait qu'il s'appellera le ministre de la Famille et du Bien-être, ne changera rien aux mesures qui existent déjà.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) va-t-il cesser d'appliquer la loi du crédit agricole de même que la politique du drainage et des engrais parce qu'elle touche à la famille? Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Courcy) va-t-il cesser de s'occuper d'établir les familles de colons? Est-ce que le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) va cesser de s'occuper des familles ouvrières? Est-ce que tous les autres ministres qui administrent des lois touchant le bien-être de la famille vont s'abstenir de les appliquer? Les ministres n'abdiqueront certainement pas leurs droits en faveur du ministre de la Famille. De là, l'absolue inutilité de la loi créant ce ministère.

Le projet de loi n'ajoute rien aux privilèges de la famille québécoise. Le projet de loi est pompeux et rempli de mots vides. Il contient des arguments faibles et bêtes qui ont été formulés après seulement sept mois depuis que le Parti libéral est au pouvoir. Le discours prononcé vendredi dernier par le ministre du Bien-être social, en présentant le bill, était composé de mots vides et creux. On a vu dans la présentation de ce projet de loi "un geste historique"<sup>12</sup>. Verbose trompeuse! On a eu les Pères de la Confédération, nous aurons maintenant le père du petit bill.

En théorie, le bill 25 est un projet qui a pour effet d'enchanter les rêveurs mais, en pratique, il n'apporte rien de neuf. C'est un bill insignifiant, dépourvu de sens pratique, qui n'aura pour effet que d'enchanter les rêveurs.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Pour nous de la province de Québec, la famille est l'institution la plus chère, la plus noble et la plus grande. Il (M. Bertrand) rend hommage à l'esprit d'entraide, de fraternité et d'amour qui a toujours animé les familles canadiennes-françaises.



Que serions-nous devenus, dit-il, sans l'esprit de sacrifice et la bonne volonté des bâtisseurs qui se sont groupés autour de la cellule fondamentale chez nous, qui s'appelle la famille canadienne-française, laquelle a assuré ce qu'on appelle la revanche des berceaux?

Les députés de l'opposition salueront toujours avec plaisir toute initiative propre à aider la famille québécoise, en autant que le ministère provincial respectera l'intimité familiale et s'abstiendra de s'ingérer chez elle sous prétexte de l'aider.

Lorsque l'État prend une initiative comme celle que représente le bill 25, il entre dans le domaine de la famille et il doit se garder de pénétrer dans l'intimité du foyer, car la famille est une cellule de la société. Donc, elle existe avant la société et antérieurement à l'État. C'est pourquoi d'ailleurs tous les gouvernements ont voulu lui laisser son indépendance complète.

Le fait de donner le nom de "famille" à un ministère qui existe déjà n'ajoute pas grand-chose. Le ministère du Bien-être social a été organisé par un homme, Paul Sauvé, qui a joué un grand rôle dans la province<sup>13</sup>. M. Sauvé fut l'organisateur du ministère du Bien-être social tel qu'on le trouve actuellement avec tous les services qui y ont été greffés.

Le Code civil, qui est une codification des lois françaises, reproduit ce qu'était le statut de la famille aux yeux des juristes français. Nous avons là ce qu'il faut pour établir le statut juridique de la famille.

Après l'adoption de la présente loi, les parents auront encore le devoir de nourrir leurs enfants, de voir à leur entretien, de les élever et les enfants auront encore le devoir d'être soumis à leurs parents. Ces choses sont dites de façon bien complète, suivant le sens de la mesure française, dans le Code civil.

Ayant fait partie d'un gouvernement qui a plus d'un fleuron à sa couronne, ayant été membre d'un gouvernement qui a surtout aidé au bien-être social de la famille, nous appuierons la mesure, car nous réalisons que la grandeur des familles fait aussi la grandeur des pays, surtout dans notre cas.

**M. Brown (Brome):** Le bill marque un pas en avant mémorable en vue de l'amélioration du sort de la famille québécoise. L'Union nationale n'a pas su passer les mesures qui s'imposaient pour assurer un meilleur sort à la famille pendant qu'elle détenait le pouvoir.

Le taux des naissances a baissé dans la province. Il cite des statistiques. Si le nombre des naissances a diminué depuis quelques années, dit-il,

la faute doit en être imputée à la politique de l'ancien gouvernement qui n'a pas su passer les mesures qui s'imposaient en ce domaine pour assurer la protection de la famille. Le manque de logement adéquat pour les familles à faible revenu sous le gouvernement de l'Union nationale était l'une des raisons qui ont contribué au déclin du taux de natalité au Québec.

De plus, dans le cas des familles qui sont obligées de payer des loyers excessifs, très souvent les mères doivent travailler pour contribuer au revenu de la famille. Les statistiques prouvent que le pourcentage des femmes mariées qui travaillent s'est accru considérablement depuis 1931, et surtout depuis 1944, dans la province. Une telle situation contribue fréquemment à l'augmentation de la délinquance juvénile. Le parti de l'Union nationale est responsable de cette situation.

L'Union nationale a été contre l'éducation gratuite et l'assurance-hospitalisation. Le bill 25 instituant un ministère de la Famille est une mesure heureuse qui répond à un besoin impérieux.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)** se dit heureux de l'addition de la famille à la responsabilité du ministre du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance). Il dit ne pas s'être toujours accordé avec lui, mais dit ne pas hésiter à reconnaître les mérites du député de Richmond (l'honorable M. Lafrance). Le gouvernement actuel ne pouvait pas faire de meilleur choix pour diriger le ministère de la Famille, dit-il.

**M. Bellemare (Champlain):** C'est le mariage<sup>14</sup>!

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):** Je présente les faits tels qu'ils sont. Je répète qu'aucun homme n'est plus qualifié pour diriger ce ministère que le député de Richmond.

Le gouvernement précédent a accompli beaucoup dans le domaine de la sécurité sociale, mais c'est un domaine où on n'est jamais satisfait de ce qui se fait. Le nouveau ministère fera beaucoup pour continuer l'œuvre déjà entreprise pour aider la famille québécoise.

Il dit qu'il va encourager la loi parce qu'une clause du projet de loi stipule que le ministre serait chargé d'étudier les divers aspects du problème relatif à l'habitation familiale et visera à adopter les meilleurs moyens de le résoudre. La disparition des taudis est urgente.

Une seule entreprise a été lancée jusqu'ici pour loger convenablement les familles pauvres, soit le plan Dozois à Montréal<sup>15</sup>. Et depuis lors, rien n'a

été fait. Il est donc à espérer que le ministre du Bien-être social profitera des nouveaux pouvoirs qui vont lui être accordés pour résoudre la question et hâter la disparition des logements insalubres.

Il est réjouissant de réaliser que le ministère de la Famille s'attaquera également au problème de la délinquance juvénile. En 1940, le comté de Montréal-Sainte-Anne avait le plus haut pourcentage de délinquance juvénile. Depuis lors, des centres de loisirs pour la jeunesse furent organisés. On a intéressé les parents au maintien et au développement de cette œuvre.

Le résultat de ces initiatives fut que la délinquance a diminué de 95 %. Le ministère devrait travailler aussi sur la délinquance des parents. Il y aurait moins de délinquances juvéniles si les parents élevaient leurs enfants correctement et s'ils s'intéressaient sagement aux activités de leurs enfants.

Il dit pour sa part faire confiance au ministre du Bien-être social et dit compter sur son intervention pour régler le problème du logement et celui des parents délinquants, sources principales de la délinquance juvénile.

**M. Maltais (Québec-Est):** Tous, nous sommes conscients du rôle joué par la famille canadienne-française depuis le début. C'est grâce à cette famille, à ses traditions, à sa charité que nous appartenons aujourd'hui à un pays bilingue et que notre groupe ethnique constitue, dans la collectivité canadienne, un apport considérable à sa grandeur.

Il reproche au bill sa concision. On attendait davantage de ce texte législatif, dit-il. On croyait que le bill 25 serait plus substantiel. Le projet de loi n'est qu'une mesure de plus en faveur de la famille.

Le député de Brome (M. Brown) a prétendu que le taux de la natalité a diminué par suite de la politique de l'Union nationale. C'est faux. Si le taux de la natalité a diminué au Québec, ces dernières années, il faut en imputer la responsabilité à l'immigration, à l'industrialisation et à l'urbanisation.

Le comité chargé d'étudier la question familiale devrait examiner avec beaucoup d'attention ce problème de l'urbanisation avant de trop s'avancer dans l'application de son programme envers la famille, tel que le lui permet le bill 25 qui ajoute aux pouvoirs du ministre du Bien-être social. Il faudrait songer à l'urbanisation en premier lieu.

Il est important de fonder un centre de documentation. L'un des organismes qui a le plus travaillé pour la famille fut les Semaines sociales du Canada<sup>16</sup>. Il se déclare favorable et disposé à

encourager la famille par tous les moyens possibles: favoriser la création de fronts de la famille et d'unions des familles. Il se dit également favorable à la création d'un Conseil supérieur de la famille.

En même temps qu'on procède à la reconnaissance politique de la famille, il faudrait aussi la reconnaître au point de vue juridique. Il faut centrer toute notre législation provinciale sur la famille québécoise, qu'on respecte la mission de cette dernière qui est l'éducation des enfants. Il ne faut pas que nos lois interviennent dans les rouages délicats de la famille.

L'un des meilleurs moyens d'aider la famille, c'est d'aider les jeunes à posséder un logis à eux. La loi d'aide à l'habitation passée sous l'Union nationale a rendu de grands services. Ce devrait être l'un des premiers devoirs du ministre de la Famille et du Bien-être social de favoriser la construction des logis pour les jeunes familles. Il rappelle les mesures prises par l'Union nationale pour favoriser la famille.

Il dit qu'il est favorable à cette loi et qu'il votera en faveur du bill. Par ailleurs, dit-il, il faudra que l'on veille à ce que la législation ne s'inspire pas de théories telles que socialisme, communisme ou étatsisme.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte. Le bill 25 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux<sup>17</sup>.

### **Reprise de la séance à 8 heures**

#### **Projets de loi:**

##### **Ministère de la Famille et du Bien-être social**

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La loi du département du Bien-être social (Statuts refondus 1941, chapitre 70A, édicté par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 22, remplacé par l'article 1 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 27) est modifiée en remplaçant le titre et l'article 1 par ce qui suit:

"LOI DU MINISTÈRE  
"DE LA FAMILLE  
"ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

"1. Le ministre de la Famille et du Bien-être social est chargé:

"a) de la direction et de l'administration du ministère de la Famille et du Bien-être social;

"b) de l'application des lois ayant pour objet particulier le bien-être social;

"c) de prendre les mesures nécessaires pour aider la famille à remplir son rôle, et de coordonner l'application des lois de bien-être;

"d) d'étudier les divers aspects du problème de l'habitation familiale en vue d'adopter les meilleurs moyens de le résoudre;

"e) d'étudier les problèmes concernant l'enfance négligée ou délaissée, la délinquance juvénile, la rééducation des jeunes délinquants, la ségrégation et le traitement des jeunes détenus et tous autres problèmes concernant l'enfance et la jeunesse malheureuses, d'en rechercher les solutions appropriées."

**M. Bellemare (Champlain):** Les municipalités du Québec pourront-elles bénéficier de la loi nationale sur l'habitation en vertu de la possibilité d'une entente Québec-Ottawa?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le gouvernement dévoilera sa politique dans ce domaine en temps et lieu.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Est-ce que le ministre est au courant que ceux qui ont profité de la loi de l'habitation familiale avaient droit à une ristourne? Plusieurs ont écrit sans avoir de réponses.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** J'ai l'impression qu'il faudra refaire la loi de l'habitation familiale, car il semble que cette loi n'a pas profité aux familles nombreuses et nécessiteuses. Dans la plupart des cas, il s'agit en effet de familles de trois ou quatre enfants.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le ministre sait-il ce qu'a réalisé la coopérative de Sainte-Marguerite

dans le domaine de la construction d'habitations, que l'on a justement appelé le miracle du curé Chamberland<sup>18</sup>? Je crois que l'on a aidé là un grand nombre de familles nombreuses.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Le cas de Sainte-Marguerite est tout à fait exceptionnel. Les statistiques sont là d'ailleurs pour le prouver. Mais, chose certaine, c'est que le curé Chamberland et d'autres experts seront consultés par le gouvernement provincial avant de décider des mesures à prendre, afin que la loi de l'habitation familiale profite davantage aux familles nombreuses.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Pourrez-vous faire autant que les disciples d'Emmaüs?

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre du Bien-être social a-t-il l'intention d'établir un crédit urbain?

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Nous consulterons et entendrons des experts avant de décider. Mais s'il faut aller jusque-là, nous irons.

**M. Bellemare (Champlain):** J'attire l'attention du député de Richmond sur un article du programme libéral promettant la création immédiate d'un crédit à l'habitation familiale<sup>19</sup>.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Je répète que, si c'est nécessaire, nous en viendrons là... Si le besoin s'en fait sentir, et à la condition que des spécialistes approuvent ces mesures, les autorités provinciales en arriveront peut-être à décider la création d'un Conseil supérieur de l'habitation, d'un crédit à l'habitation familiale ou d'un crédit urbain pour résoudre le problème du logement dont souffrent les familles.

**M. Caron (Maskinongé):** Le gouvernement songe-t-il à instituer un Conseil supérieur de l'habitation? Le ministre du Bien-être social a souligné qu'il songerait à établir un organisme de ce genre si cela s'avérait nécessaire.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Si cela s'impose, il se peut qu'on établisse un Conseil supérieur de l'habitation.

**Un député de l'opposition:** Le paragraphe c) de cet article autorise le ministre à prendre les mesures nécessaires pour aider la famille à jouer son rôle. De quelles mesures s'agit-il exactement<sup>20</sup>?

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** dit qu'il a dit tout ce qu'il pouvait dire dans son discours de vendredi dernier.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous sommes en comité et nous avons le droit de savoir quelles sont les mesures que le ministre entend prendre.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** La politique du gouvernement sera connue en temps et lieu.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il doit pourtant y avoir dans le cabinet quelqu'un qui veut persécuter la famille, puisque le ministre du Bien-être social a senti le besoin de dire dans son discours de vendredi qu'il voulait être le défenseur de la famille. Serait-ce le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) par hasard?

**Des députés de l'opposition** insistent auprès du ministre du Bien-être social pour savoir quelles mesures il entend prendre pour permettre à la famille de jouer son rôle<sup>21</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La politique du futur ministère n'est pas encore totalement définie. Rien ne peut être annoncé encore quant aux pouvoirs exacts que possédera le ministre. Le gouvernement fera connaître sa politique sur ce sujet en temps et lieu, lorsqu'elle aura été établie.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le ministre de la Famille et du Bien-être social va-t-il faire en sorte que le gouvernement fédéral se retire du champ des allocations familiales<sup>22</sup>?

**M. Caron (Maskinongé):** Est-ce que le ministre du Bien-être social aura aussi juridiction sur les cours de préparation au mariage et sur les courriers du cœur? A-t-il l'intention de s'y intéresser?

**M. Bellemare (Champlain):** Une loi aussi mal faite, mal foutue et aussi mal préparée n'aurait jamais été présentée sous l'Union nationale, car le ministre responsable se serait fait rabrouer par son chef.

**M. Johnson (Bagot):** La législation n'est que du tape-à-l'œil destiné à donner un peu de lustre au titre du ministre; cependant, il refuse de dire à la Chambre ce que cette législation va accomplir.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** C'est de l'obstruction systématique<sup>23</sup>! Les députés de

l'opposition n'ont pas le droit de forcer le ministre du Bien-être social à répéter ce qu'il a dit lors de la deuxième lecture du bill.

Les députés de l'opposition disent depuis des heures qu'il n'y a rien dans cette loi, qu'elle n'ajoute rien aux pouvoirs actuellement détenus par le ministre, et pourtant, ils combattent encore en troisième lecture après avoir voté pour en deuxième lecture.

C'est de l'obstruction systématique aux lois du gouvernement. S'il n'y a rien dans cette loi, comment se fait-il qu'on la critique depuis deux jours et que l'opposition fait perdre le temps de la Chambre?

Depuis le début de la session, depuis huit ou neuf semaines que nous sommes ici, à chaque séance, les députés de l'opposition se lèvent à tour de rôle pour dire des idioties, comme celles que nous venons d'entendre<sup>24</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi)**<sup>25</sup> proteste et dit faire une critique constructive, digne de la loyale opposition de Sa Majesté.

Que le procureur général (l'honorable M. Lapalme) soit contraint de retirer cette dernière expression.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** J'ai dit ce que je pensais et, en second lieu, j'ai parlé en m'adressant à une ex-collectivité.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il a été décidé depuis le début de la session, par l'Orateur de la Chambre, que ce mot n'est pas parlementaire. Le procureur général doit le retirer sans restriction.

**M. le président:** Il a été décidé aussi que des paroles adressées à un groupe politique et non à un député étaient permises. Je suis certain que, si des députés se croient touchés, le procureur général retirera ce mot.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Quels sont les députés qui se croient touchés?

**M. Tremblay (Maisonnette)** se lève<sup>26</sup>.

**M. le président:** Je demande au ministre de retirer ce mot.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Je présume que deux ou trois députés se sentent visés. Pour ceux-là, je retire l'expression.

**M. Johnson (Bagot):** On n'a jamais donné autant de pouvoir à un ministre d'une manière si vague. La législation est improvisée. Tout ce que comporte de nouveau cet article, c'est que le ministre est autorisé à prendre des mesures pour permettre à la famille de mieux remplir son rôle. Mais on ne mentionne pas les mesures. Quels pouvoirs la loi donne au ministre du Bien-être social qu'il ne possédait pas déjà ou que le ministre de la Jeunesse ne possédait pas?

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** dit qu'il a fait son exposé dans le discours qu'il a prononcé vendredi.

**M. Johnson (Bagot):** Quels sont ces nouveaux pouvoirs du ministre du Bien-être social? Quels sont-ils ces pouvoirs<sup>27</sup>?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'article contient le principe de la nouvelle loi. L'opposition s'est plainte de ce que le bill n'apporte rien de nouveau et voilà que, par le truchement d'un prétendant au poste de chef, elle prétend maintenant que l'on veut donner des pouvoirs extraordinaires au gouvernement. Ce n'est qu'un tissu de contradictions. Je crois qu'il est temps que nous adoptions l'article 1.

**M. Johnson (Bagot):** Le projet est un trompe-l'œil pour remplir une promesse électorale...

**Des voix ministérielles:** La clause est adoptée!

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 9 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill après l'avoir amendé<sup>28</sup>.  
Le bill amendé est lu et agréé<sup>29</sup>.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté<sup>30</sup>.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Parcs provinciaux

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 relatif aux parcs provinciaux soit maintenant lu une deuxième fois.

L'objet du bill 24, dit-il, cadre bien avec la politique générale du gouvernement qui est de donner accès aux lacs, aux forêts et aux parcs provinciaux au plus grand nombre de citoyens possible.

L'un des premiers et principaux effets du bill est de changer la désignation de nos parcs. Dorénavant, ils seront nommés "parcs provinciaux" au lieu de "parcs nationaux" pour indiquer plus clairement le caractère provincial des parcs du Québec.

Le projet de loi a aussi pour effet de délimiter mieux le parc du Mont-Tremblant qui rend de si grands services à la population de Montréal. À mesure que le gouvernement y fait des travaux d'aménagement, le nombre des visiteurs augmente. En 1959, il y eut 9,679 visiteurs; en 1960, il y en a eu 41,259. C'est dire que l'aménagement plus poussé du parc du Mont-Tremblant s'impose mais, auparavant, il faut en établir nettement les frontières. Les limites territoriales modifiées ne signifient pas nécessairement une région plus vaste, mais une meilleure adaptation du parc aux contours naturels du territoire. Les travaux du parc du Mont-Tremblant le rendront plus accessible aux promeneurs.

Le projet de loi permet aussi au ministre de louer des terrains sur le mont Jacques-Cartier, dans le parc de la Gaspésie, pour y établir des tours de télévision au bénéfice de la population de la Gaspésie et de la Côte-Nord.

**M. Talbot (Chicoutimi):** L'opposition ne s'opposera pas à l'adoption de ce projet de loi anodin.

J'estime qu'il n'y a pas lieu de changer le nom de parcs nationaux en celui de parcs provinciaux. Il y a actuellement un mouvement savamment orchestré pour que le mot national soit réservé à Ottawa. Il n'est pas juste d'attribuer au seul pouvoir fédéral l'utilisation du mot "national".

Ce point de vue a d'ailleurs été mis en lumière dans le rapport de la commission Tremblay. Mais le chef du Parti libéral du Québec ne paraît pas avoir lu ce document. Il cite de larges extraits du rapport Tremblay à l'appui de sa thèse.

**M. Maltais (Québec-Est):** Il est déplorable que, de plus en plus, on garde l'épithète de "national" ou de "nationaux" pour qualifier des établissements

ou des institutions relevant d'Ottawa. Il serait normal de continuer d'employer l'adjectif "national" quand il est question de l'État provincial. Le mot *national* appartient autant à la souveraineté provinciale qu'à la souveraineté fédérale.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

L'appellation de "parcs provinciaux" fera disparaître l'erreur existant dans l'esprit des personnes qui croient ces territoires placés sous la juridiction d'Ottawa parce que nous retrouvons le mot "parc national" dans le titre.

À l'étranger, les parcs nationaux sont considérés comme des parcs à juridiction fédérale. Bien des gens ignorent que le parc des Laurentides est un parc relevant de la juridiction de la province de Québec et croient que, parce que l'on dit "le parc national des Laurentides", ce parc relève d'Ottawa.

Nous voulons être en mesure de faire disparaître cette fausse impression et de faire savoir à tout le monde que c'est la province de Québec, la seule province au Canada qui administre ses parcs, et non pas le gouvernement d'Ottawa. C'est un principe d'autonomie qui nous inspire.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le mot "national" appartient tout autant à la province de Québec qu'au pouvoir central.

**M. Bellemare (Champlain):** Au sujet des changements apportés aux limites du parc du Mont-Tremblant, est-ce que des droits acquis se trouvent lésés?

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):**

Aucun. Ce serait cependant une erreur de croire que ceux qui profitent de certains privilèges de pêcheur ou de concessions à des clubs ont des droits acquis; 34 clubs de pêche privés ont des concessions dans le parc. Les baux représentent quelque 300 milles carrés de la région de 1,155 milles carrés du parc.

Lorsqu'il s'agira de mieux délimiter le parc du Mont-Tremblant, le gouvernement ne permettra pas à ceux qui ont des baux de location de lacs de bloquer cette amélioration si l'intérêt public l'exige. Si la présence de ces gens nuit à l'aménagement rationnel du parc, ils perdront les avantages dont ils ont joui jusque-là.

Les baux signés par le gouvernement contiennent d'ailleurs une clause dans ce sens. En tout cas, la justice sera parfaitement respectée. Les règlements se feront selon l'esprit de la loi.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Est-ce que ce type d'aménagement s'appliquera seulement

au parc du Mont-Tremblant ou à tous les parcs de la province<sup>31</sup>?

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):**

Dans l'intérêt du public, c'est l'intention des autorités du Québec de généraliser la politique de réaménagement des parcs provinciaux à travers toute la province.

Adopté<sup>32</sup>. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier pour étude à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 24 relatif aux parcs provinciaux.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)**

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)**

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)**

propose: 1. Que l'article 31 de la loi des parcs nationaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 156) soit remplacé par le suivant:

"31. Un territoire d'environ 1,155 milles carrés, dans les cantons de Grandison, Joly, Marchand, Rolland, Cousineau, Forbes, Gouin, Nantel, Jamet, Legendre, Lusignan, Viel, Olier, Laverdière, Mousseau, Brunet, Castelneau, French et Lenoir, est converti en réserve forestière et parc public sous le nom de: "Parc du Mont-Tremblant". Le périmètre de ce territoire est décrit comme suit:

Partant du coin est du canton de Rolland et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne séparative des cantons d'Archambault et de Rolland; l'arrière ligne du rang II de ce dernier et la ligne nord-ouest du lot 25 de ce rang et du rang I du même canton; la ligne séparative des cantons de Rolland et de Grandison jusqu'à l'arrière ligne du rang A de ce dernier; ladite arrière ligne et la ligne sud-ouest du lot 1 de ce même rang; la ligne séparative des cantons de Wolfe et de Grandison; la ligne séparative des rangs II et III de ce dernier, la

ligne séparative des lots 20 et 21 de chacun des rangs III et IV, l'arrière ligne de ce dernier rang, la ligne est du lot 27 du rang V, l'arrière ligne de ce dernier rang, la ligne est du lot 33 du rang VI et l'arrière ligne de ce dernier rang, tous du canton de Grandison; la ligne séparative des cantons de Grandison et de Joly; la ligne nord du lot 18, l'arrière ligne des lots 19 à 24 et la ligne nord du lot 24, tous du rang nord-est du lac Tremblant du canton de Joly, jusqu'à la rivière Caché; la rive gauche de la rivière Caché, la rive est du lac Caché, la rive gauche de la rivière Caché et la ligne séparative des rangs IV et V du canton de Nantel, en contournant du côté sud-est le lac Obéron; la ligne séparant les cantons de Jamet et de Viel de ceux de Nantel et de Lynch; la rive gauche de la rivière Rouge; la ligne séparative des cantons de Castelneau et de Mousseau; la ligne séparative des rangs VIII et IX de ce dernier canton, en contournant du côté sud le lac Curières; la ligne séparant le canton de Turgeon des cantons de Mousseau et de Brunet; la rive nord-est du lac Kiamika; la ligne centrale du canton de Brunet en contournant du côté nord le lac Kilby; la ligne séparant les cantons de Franchère et de D'Aillon de ceux de Castelneau et de French et la ligne extérieure nord-ouest du canton de Lenoir en contournant du côté nord-ouest le lac Maison de Pierre et deux autres petits lacs sans nom du canton de Lenoir; la ligne séparant les cantons de Dupont, de Charlant et de Maisonneuve de ceux de Lenoir, de Laverdière et de Lusignan en contournant du côté sud-ouest le lac Gate; la rive ouest du lac Lusignan; la ligne extérieure nord-ouest du canton de Gouin en contournant du côté nord-ouest un petit lac sans nom; le prolongement de la ligne sud-ouest du lot 32 du rang VIII, cette dernière ligne, la ligne sud-ouest du lot 32 de chacun des rangs VII, VI et V du canton de Gouin et son prolongement jusqu'à la ligne séparative des cantons de Gouin et de Gamelin; cette dernière ligne et la ligne séparant les cantons de Tellier et de Lussier de ceux de Forbes et de Cousineau jusqu'au point de départ."

2. Que l'article 39 de ladite loi soit modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois édicter des règlements pour la location de telles parties du parc qu'il juge nécessaires pour l'érection de tours de télécommunication et des bâtiments et aménagements accessoires, le tout aux conditions qu'il juge à propos de fixer."

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** L'école des gardes-chasse, l'aquarium près du pont de Québec et le parc

du Mont-Orford où les J.M.C.<sup>33</sup> ont leur camp d'été sont des œuvres commencées sous le gouvernement de l'Union nationale. C'est un fait qui semble avoir été oublié lors de l'inauguration officielle de ces domaines.

**M. Caron (Maskinongé):** Est-ce que le gouvernement a l'intention d'établir un parc au nord du comté de Maskinongé?

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** La question est hors d'ordre, mais je vais y répondre quand même. Au cours d'une déclaration que j'ai déjà faite et qui fut reprise par le député de Saint-Maurice, dévoué ministre du Travail et des Affaires municipales, j'ai eu l'occasion de dire que nous avons l'intention de faire quelque chose en Mauricie.

Est-ce que ce sera dans le comté de l'honorable député de Maskinongé ou de l'honorable excellent député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel), je ne puis dire.

Il s'agit de savoir quel territoire sera le plus avantageux si l'on tient compte à la fois de l'intérêt de la population locale, de l'intérêt des bénéficiaires de baux et de l'intérêt du gouvernement, afin d'établir ce parc dont nous rêvons.

Ce qui existe de particulier en Mauricie, c'est le nombre effarant de clubs privés dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice et Lavolette. Cela crée un problème particulier.

Les crédits ouverts au ministère de la Chasse et des Pêcheries constituent un handicap susceptible de ralentir l'exécution du projet. Nous avons des limitations budgétaires dont nous devons tenir compte, mais nous regardons ce qu'il y a lieu de faire.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le député de Maskinongé est membre d'un club où il y a à peu près 10 membres pour quelque 180 lacs.

**M. Caron (Maskinongé)** réplique<sup>34</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Est-ce que les locataires évincés à cause des réaménagements seront indemnisés comme cela s'est produit dans le passé?

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Les baux laissent toute discrétion au ministre à ce sujet. Ces réaménagements nécessiteront le changement de certains baux privés et les nouvelles limites pour les parcs actuels obligeront certains clubs à déménager. Il dit qu'il prendra en considération la lettre et l'esprit de la loi pour régler ces cas dans le futur. Jusqu'à présent, dit-il, aucun bail n'a été renouvelé, mais une

chose est certaine, tous les clubs seront traités avec équité et justice.

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce que l'on doit conclure de ses remarques que le ministre a l'intention de refuser le renouvellement de certains baux à des locataires privés de concessions dans les parcs ou d'en raccourcir la durée?

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)**<sup>35</sup> dit avoir mis la partisanerie politique qui prévalait dans ce ministère de côté depuis sa nomination, le 5 juillet dernier. Il dit n'avoir jamais cédé à des considérations politiques dans l'exercice de ses fonctions. La procession des amis des ministres, dit-il, qui avaient l'habitude d'entrer gratis dans les parcs provinciaux et passaient sans payer à la barrière, à côté des gens qui devaient payer, a été arrêtée. Tout cela est fini. Maintenant, ceux qui veulent pêcher, qu'ils connaissent ou non des ministres et des parlementaires, doivent payer le même prix que les autres. Il faut repasser chacun des 350 baux expirés et qui sont à renouveler, en se fiant non pas seulement aux recommandations des députés...

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Vous n'avez pas confiance aux députés?

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** J'ai confiance aux députés, mais je veux aussi prendre l'avis des experts de mon ministère et des associations sportives qui veulent réaliser, avec moi, un plan d'ensemble pour voir ce qu'il faut faire. Nous voulons arriver à l'instauration d'une politique digne et dans l'intérêt de toute la province.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre de la Chasse et des Pêcheries veut faire du tripotage.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** retourne l'accusation contre l'Union nationale.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre pourrait-il nous dire alors pourquoi il a congédié des employés compétents?

**M. le président** invite le député de Bagot à revenir à l'étude des résolutions du bill.

**M. Johnson (Bagot):** Nous, nous avons respecté les baux. On n'avait pas à venir faire la génuflexion devant une Fédération libérale pour obtenir justice. Je recommande au ministre de ne pas écouter les

gens de la Fédération libérale pour les décisions à prendre sur le renouvellement des baux.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Je ferai comme d'habitude: j'écouterai la voix de ma conscience. Je dirai aussi au député de Bagot que, lorsqu'il nous reproche de vouloir faire de la politique avec cette question, il oublie qu'il y a quelque chose de changé dans l'administration de la province, depuis le 5 juillet dernier.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. Le correspondant du *Droit* du 18 janvier 1961, à la page 3, écrit que l'"on s'attendait généralement à ce que le bill soit présenté par un député de la Mauricie. Aussi, le fait que le député de Hull soit parrain du bill a-t-il un peu surpris".

2. *La Presse* du 18 janvier 1961, à la page 30, publie la liste des nouveaux détenteurs de permis que M. Johnson a communiquée à M. Lesage: "Épicerie: F. Couture, rue Régina, Verdun; J. Beaulieu, Saint-Jérôme, Terrebonne. Hôtels: Holiday Inn, 6036 Côte de Liesse, Ville Saint-Laurent; hôtel Lakeshore, Dorval (Jacques-Cartier); hôtel Saint-Laurent, boulevard Décarie, Ville Saint-Laurent; hôtel Castel, Dolbeau; hôtel King Edward, Napierville. Auberges: Auberge royale, Yamaska-Est; Auberge moderne, Saint-Guillaume; Carrefour laurentien, Notre-Dame-



des-Laurentides. Tavernes: J. Lahould, taverne Queen, rue du Pont, Québec. Clubs: Montréal Caledonia Curling Club, rue Hillside, Westmount; Bel-Air Curling Club, rue Martel, Saint-Hilaire; Laurier Curling Club, Victoriaville; Association de chasse et pêche, Thetford Mines; Sutton Curling Club, Saint-Sauveur-des-Monts; Sainte-Anne-de-Bellevue Curling Club, Senneville; Huntingdon Curling Club, Huntingdon; Club l'Audacieux, Sherbrooke; Canada Paper Curling Club, Windsor Mill; Légion canadienne, Matane; Ormstown Curling Club, Ormstown; Heather Curling Club, avenue Kensington, Westmount; Lacolle Curling Club, Lacolle; Danville Curling Club, Danville; Montréal Curling Club, Montréal-Ouest; Club social inc., Saint-Jean. Cafés: Café Rose Land, rue Sainte-Catherine-Est, Montréal; restaurant Astoria, rue Saint-Laurent, Montréal."

3. Selon *Le Soleil* du 18 janvier 1961, à la page 26, M. Lesage prononce ces mots en jetant un premier coup d'œil à la liste.

4. Selon *Le Montréal-Matin* du 18 janvier 1961, à la page 9, cette intervention de M. Johnson est "une nouvelle allusion au fait que l'aérogare n'a pas encore obtenu de permis de vente de liqueurs, ce qui empêche l'ouverture de plusieurs restaurants".

5. Selon *The Montreal Daily Star* du 18 janvier 1961, à la page 12, Jean Fournier et 11 autres associés auraient reçu des concessions à l'aéroport de Dorval avant son ouverture. Dans *Maurice Duplessis et son temps*, vol. 2, à la page 431, Robert Rumilly écrit qu'en 1952, Jean Fournier dirige sur une base apparemment permanente un comité central d'organisation situé à Montréal.

6. Le correspondant de *La Presse* du 18 janvier 1961, à la page 30, note que M. Johnson se tourne vers M. Lapalme pour poser sa question.

7. *Le Temps* du 19 janvier 1961, aux pages 3 et 5, consacre un article à cette affaire qu'il qualifie de "patronage inique". *Le Temps* publie aussi les contrats suspects.

8. *Le Nouvelliste* du 18 janvier 1961, à la page 20, écrit que M. Bellemare cite quelques extraits de cet article: "Les pêcheurs de petit poisson sont-ils tenus de payer une licence de \$10?" dans *Le Nouvelliste* du 14 janvier 1961, à la page 10.

9. Les Semaines sociales de France sont nées en 1904, à l'initiative de deux catholiques laïcs, Marius

Gonin et Adéodat Boissard. L'objet de l'organisme est de faire connaître la pensée sociale de l'Église, de l'appliquer et de l'adapter aux problèmes de notre temps, pour améliorer la condition ouvrière, dénoncée comme inhumaine par le pape Léon XIII dans son encyclique *Rerum Novarum* (1891). Les Semaines sociales de France existent toujours et constituent aujourd'hui un observatoire de la vie sociale et une chambre de réflexion et de proposition parmi les plus anciennes de France.

10. *La Presse* du 18 janvier 1961, à la page 24, écrit que cette intervention de M. Lévesque est "une attaque contre M. Bellemare qui avait lu quantité de citations à la Chambre basse".

11. Il s'agit de la Lettre encyclique *Summi Pontificatus* du pape Pie XII qui est parue le 20 octobre 1939.

12. Voir le discours de M. Lafrance lors de la présentation de ce bill en première lecture, lors de la séance du 14 janvier 1961.

13. Joseph-Mignault-Paul Sauvé (1907-1960) est député de Deux-Montagnes à l'Assemblée législative de la province de Québec pour le Parti conservateur, de 1930 à 1935, et pour l'Union nationale, de 1936 à 1960. Il est Orateur de l'Assemblée législative de 1936 à 1940, ministre du Bien-être social et de la Jeunesse de 1946 à 1959, et premier ministre et ministre de la Jeunesse et du Bien-être social du 11 septembre 1959 jusqu'à sa mort, le 2 janvier 1960.

14. *Le Nouvelliste* du 18 janvier 1961, à la page 20, précise que M. Bellemare lance cette phrase sur un ton ironique.

15. Le plan Dozois est présenté au Conseil de ville de Montréal en 1954 par Paul Dozois. Selon Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, 2000, à la page 515, le plan "prévoit le réaménagement d'un secteur situé au nord de la rue Sainte-Catherine, entre les rues Sainte-Dominique et Sanguinet. Il s'agit de démolir toutes les maisons qui s'y trouvent, de restructurer le territoire et d'y ériger un ensemble de tours et de petits immeubles d'appartements dont les logements seront destinés à une clientèle défavorisée". Le projet prend forme en 1958 alors que la Corporation d'habitations Jeanne-Mance est créée. Lors de la présentation de son rapport, M. Dozois est membre du comité exécutif du conseil municipal de Montréal, poste qu'il occupe

de décembre 1947 à septembre 1956. Plus tard, M. Dozois est député de l'Union nationale dans Montréal-Saint-Jacques de 1956 à 1966 et dans Saint-Jacques de 1966 à 1969. Il est ministre des Affaires municipales dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette du 26 septembre 1956 au 5 juillet 1960, et dans le cabinet Johnson, du 16 juin 1966 au 31 octobre 1967. Il est aussi ministre des Finances dans les cabinets Johnson et Bertrand du 16 juin 1966 au 18 juillet 1969, et ministre des Institutions financières, Compagnies et Coopératives dans les cabinets Johnson et Bertrand, du 28 mai au 10 octobre 1968.

16. Les Semaines sociales du Canada sont fondées en 1920 par le père jésuite Joseph-Papin Archambault. À chaque année, les Semaines sociales du Canada visitent une ville différente de la province de Québec et y réunissent les élites laïques et religieuses de la région. Le père Richard Arès (1910-1989), Esdras Minville (1896-1975), Mgr Louis-Adolphe Paquet, François-Albert Angers et Lionel Bertrand, député provincial de Terrebonne de 1960 à 1964, sont membres de cet organisme à certaines périodes.

17. *Le Soleil* du 18 janvier 1961, à la page 26, et *The Gazette* du 18 janvier 1961, à la page 4, écrivent que la pause de 6 heures survient juste après le discours de M. Maltais et l'adoption du bill 25 en deuxième lecture.

18. Le chanoine L.-Joseph Chamberland est curé de la paroisse Sainte-Marguerite, un quartier de Trois-Rivières. Après la Seconde Guerre mondiale, le prêtre Chamberland fonde une coopérative d'habitation pour loger décemment ses paroissiens. Pour ce faire, il demande l'aide des ouvriers de sa paroisse, organise des journées de corvées et amasse un capital grâce à l'aumône de certains individus, dont le premier ministre Duplessis. En 1947, l'évêque de Trois-Rivières élève le curé Chamberland au titre de chanoine. En 1953, le chanoine Chamberland reçoit l'Ordre du Mérite coopératif québécois, distinction créée en 1948 par le Conseil de la coopération du Québec. Voir Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, tome 2, aux pages 206-207.

19. Il s'agit de l'article 36 du programme politique du Parti libéral du Québec de 1960.

20. L'identité du député n'est pas révélée par nos sources. Mais il s'agit probablement de M. Talbot.

21. M. Lapalme a profité de la fin de l'étude du bill 25 pour dire que l'Union nationale, par ses

méthodes de discussion, faisait perdre le temps de la Chambre, et il a nié à M. Talbot, à M. Daniel Johnson et à d'autres députés le droit de forcer M. Émilien Lafrance, ministre du Bien-être social, à répéter ce qu'il a dit lors de la deuxième lecture du bill qui ajoute à ses attributions, comme ministre du Bien-être social, le soin de s'occuper de la famille québécoise et de la protéger.

22. *Le Nouvelliste* du 18 janvier 1961, à la page 35, écrit que M. Lafrance ne répond pas à cette question.

23. *L'Action catholique* du 18 janvier 1961, à la page 1, écrit que M. Lapalme a crié ces paroles.

24. *Le Montréal-Matin* du 18 janvier 1961, à la page 2, écrit que le débat prend alors "un caractère orageux".

25. Le courriériste du journal *Le Soleil* du 18 janvier 1961, à la page 26, écrit qu'à la suite de cette remarque de M. Lapalme, M. Talbot se lève aussitôt.

26. *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 18 janvier 1961, à la page 2, note que M. Tremblay est le seul parlementaire à se lever et à répondre à la demande de M. Lapalme.

27. *Le Montréal-Matin* du 18 janvier 1961, à la page 2, révèle que M. Johnson a posé cette question à plusieurs reprises mais que M. Lafrance "n'a pas voulu répondre et s'est enfermé dans un mutisme complet".

28. Le projet de loi 25 a subi plusieurs amendements en commission plénière. Les journaux ne rapportent toutefois aucun débat à cet effet. Pour prendre connaissance de ces amendements, il s'agit de référer à la copie archivée du projet de loi.

29. Selon *L'Action catholique* du 18 janvier 1961, à la page 1, une période de six heures a été consacrée au débat en deuxième lecture. Selon *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 1, 90 minutes ont été consacrées à l'étude de ce projet de loi en comité plénier. Le correspondant de ce journal écrit que "la discussion a surtout porté sur l'article premier du bill qui détermine le rôle et les attributions du ministre de la Famille et du Bien-être social". L'étude des autres articles s'est déroulée plus rapidement.

30. *L'Action catholique* du 18 janvier 1961, à la page 1, note qu'il n'y a pas eu de débat sur la troisième lecture de ce bill.

31. Nos sources ne mentionnent pas le contenu de la question de M. Langlais. Cette question est formée à partir de la réponse de M. Levesque.

32. Le courriériste Jacques Monnier relate dans *La Presse* du 18 janvier 1961, à la page 26, que "malgré la division existant dans les rangs de la députation au sujet du bill no 24 concernant les parcs du Québec, l'Assemblée législative a adopté [...] ce texte en deuxième lecture sans procéder par "assis ou levé", mais en exigeant du secrétaire général de la Chambre basse qu'il enregistre, dans le compte rendu officiel, l'attitude réticente de l'opposition".

33. J.M.C. est le sigle des Jeunesses musicales du Canada formées en 1948.

34. La teneur de cette intervention de M. Caron est inconnue de nos sources. *Le Nouvelliste* du 18 janvier 1961, à la page 35, relate seulement que "M. René Hamel, ministre du Travail et des Affaires municipales et M. Caron échangèrent ensuite des remarques sur un club dont le député de Maskinongé est membre. M. Hamel a dit qu'il y a à peu près 10 membres pour quelque 180 lacs".

35. *L'Action catholique* du 18 janvier 1961, à la page 1, écrit que M. Levesque a bondi de son siège.



Séance du mercredi 18 janvier 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 135 modifiant la charte du Cercle universitaire de Montréal, inc.;
- bill 153 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains contrats.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs des bills suivants:

- bill 108 accordant certains pouvoirs à Quebec Gas Transmission Lines, Inc.;
- bill 196 concernant la Corporation de Gaz Cartier,

ont déclaré qu'ils désiraient les retirer, et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le gouvernement de la province de Québec n'accordera pas de nouveaux pouvoirs aux sociétés commerciales intéressées dans la vente et la distribution du gaz naturel. Pour la bonne administration de la province, il faudra attendre le résultat de l'enquête royale sur le gaz naturel avant que soit déterminée la politique du gouvernement en cette matière.

**M. Johnson (Bagot):** Si vous aviez consulté l'opposition, nous vous aurions renseignés sur l'affaire du gaz.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** En lisant les journaux, en effet on voit que les anciens ministres de l'Union nationale sont très familiers et bien renseignés avec la question du gaz naturel.

**M. Johnson (Bagot):** L'opposition n'a pas besoin d'une enquête royale qui dure neuf mois pour découvrir des scandales là où il n'y en a pas.

Le rapport est adopté.

**Projets de loi:**

**Cercle universitaire  
de Montréal**

**M. Lavoie (Laval)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 modifiant la charte du Cercle universitaire de Montréal, inc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 135 sans l'amender.

**M. Lavoie (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte  
de Montréal-Est**

**M. Meunier (Bourget)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains contrats.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 153 sans l'amender.

**M. Meunier (Bourget)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Rapports des comités permanents:

**M. Dionne (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Saint-Eustache, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant des résolutions d'emprunt adoptées par la Commission métropolitaine de Montréal;
- de la ville de Chicoutimi-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

### Projets de loi:

#### Pointe-aux-Trembles

**M. Meunier (Bourget)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Baie-Comeau

**M. Bélanger (Saguenay)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 concernant la ville de Baie-Comeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Charte de Chicoutimi-Nord

**M. Harvey (Jonquière-Kénogami)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 169 refondant la charte de la cité de Chicoutimi-Nord.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Charte de Chicoutimi

**M. Plourde (Roberval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 188 refondant et modifiant la charte de la cité de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Charte de Saint-Eustache

**M. Binette (Deux-Montagnes)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 212 modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Contrôle des finances

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 concernant le contrôle des finances.

Le projet de loi concernant le contrôle des finances de la province vise à prévenir des situations comme celles que le gouvernement actuel a rencontrées lorsqu'il a assumé le pouvoir. Le projet prévoit que le gouvernement n'accordera aucun contrat, à moins que le contrôleur démontre qu'il y a un solde disponible pouvant être utilisé à cette fin.

L'un des objets du bill est d'apporter des changements quant à la présentation des estimations budgétaires. Actuellement, les dépenses statutaires sont inscrites dans une colonne distincte. Le texte législatif proposé supprimera cette nécessité, mais il prévoit, d'autre part, une indication permettant de distinguer ces dépenses des autres. On pourra de la sorte faire des comparaisons avec les dépenses votées l'année précédente. Les crédits statutaires seront marqués d'un "S". Il restera une colonne libre pour les renseignements que les députés voudront inscrire au sujet des crédits votés l'année précédente, ce qui facilitera les comparaisons.

Le projet de loi permet aussi de transformer le Bureau de la trésorerie et de modifier sa composition et ses pouvoirs. L'organisme sera connu, à l'avenir, sous la dénomination Conseil de la trésorerie. Il prévoit, en outre, l'obligation pour le contrôleur de tenir en permanence un registre où tous les engagements financiers pris par le cabinet seront consignés. De plus, lors de la préparation du budget, à chaque poste, il faudra fournir des prévisions détaillées. Des règlements devront être édictés quant aux appropriations requises. Des dispositions assureront que le contrôle des achats faits par le service général des achats sera remis au contrôleur.

Des règlements seront aussi édictés pour décider quels contrats et dépenses pourront être approuvés par le Conseil de la trésorerie et les dépenses qui seront assujetties à l'unique approbation du contrôleur. Ainsi, toute dépense au-dessus de \$25,000 devra recevoir l'assentiment du Conseil de la

trésorerie. Celles inférieures à \$25,000 pourront être approuvées par le contrôleur.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Dépôt de documents:

##### **Employés au ministère du Bien-être social**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère du Bien-être social, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

- a) Ont été destitués?
- b) Ont démissionné?
- c) Ont été suspendus?
- d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Si ces employés ont été remplacés:

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 53)

##### **Employés au ministère des Affaires municipales**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère des Affaires municipales ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

- a) Ont été destitués?
- b) Ont démissionné?
- c) Ont été suspendus?
- d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Si ces employés ont été remplacés:

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 54)

##### **Employés au ministère du Travail**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du

14 décembre 1960, pour un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère du Travail, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Si ces employés ont été remplacés:

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 55)

#### **Employés au ministère des Transports et des Communications**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 décembre 1960, pour un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère des Transports et des Communications, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Si ces employés ont été remplacés:

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 56)

#### **Employés au ministère de l'Industrie et du Commerce**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 décembre 1960, pour un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère de l'Industrie et du Commerce, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé



concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

*f)* Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

*g)* Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Si ces employés ont été remplacés:

Dans l'affirmative:

*a)* Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

*b)* Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

*c)* Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

*d)* Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 57)

#### **Employés au ministère des Mines**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 décembre 1960, pour un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère des Mines, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

*a)* Ont été destitués?

*b)* Ont démissionné?

*c)* Ont été suspendus?

*d)* Ont été mis à leur retraite?

*e)* Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

*f)* Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

*g)* Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il

été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Si ces employés ont été remplacés:

Dans l'affirmative:

*a)* Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

*b)* Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

*c)* Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

*d)* Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 58)

#### **Destitution de juges municipaux**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 décembre 1960, pour un état contenant les réponses aux questions suivantes:

Du 5 juillet au 25 novembre 1960, combien de juges municipaux ont été destitués dans la province de Québec?

*a)* Quel est, dans chaque cas, le nom du juge destitué, son adresse et le motif de sa destitution?

*b)* Quel est, dans chaque cas, le nom du remplaçant ainsi que son adresse?

*c)* Qui a recommandé, dans chaque cas, la nomination du nouveau juge municipal? (Document de la session no 59)

#### **Conseillers techniques au ministère du Bien-être social**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 décembre 1960, pour un état contenant les réponses aux questions suivantes:

Combien de conseillers techniques le ministère du Bien-être social a engagé depuis le 5 juillet jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1960?

Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, le salaire et la nature des fonctions de ces conseillers techniques? (Document de la session no 60)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Les réponses ne sont pas complètes; j'ai demandé, dit-il, à mes collègues de hâter la préparation des documents non encore prêts.

**Assurance-hospitalisation****L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

dépose sur le bureau de la Chambre un état concernant le comité consultatif de l'assurance-hospitalisation. (Document de la session no 61)

Le comité consultatif de l'assurance-hospitalisation, dit-il, vient d'être formé par un arrêté ministériel daté du 13 janvier. Comme son nom l'indique, cet organisme aura pour fonction de conseiller le gouvernement et la direction du département de la santé publique dans l'application de la loi de l'assurance-hospitalisation.

**Projets de loi:****Contrôle  
des finances****L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 30 concernant le contrôle des finances.

Adopté.

**Questions et réponses orales:****Permis de pêche****L'honorable M. Levesque (Bonaventure):**

À la séance du 17 janvier le député de Champlain (M. Bellemare) a demandé pour quelle raison le gouvernement faisait payer \$10 à ceux qui font la pêche aux poissons des chenaux dans le comté de Champlain. Le gouvernement, en exigeant un permis de \$10 des propriétaires de cabanes pour la pêche aux petits poissons des chenaux, ne fait qu'appliquer un arrêté ministériel adopté par l'ancienne administration de l'Union nationale. En vertu du paragraphe 4 de la loi de la chasse et de la pêche, toute personne, société ou corporation, qui reçoit et loge dans un but pécuniaire des voyageurs attirés par la pêche, doit se munir d'un permis annuel émis par le ministère des Pêcheries, au coût de pas plus de \$50 et de pas moins

de \$5. Les conditions du permis sont fixées par le gouvernement et toute contravention est passible d'une amende de \$25 à \$50.

Ces conditions se trouvent établies dans un arrêté en conseil du 14 janvier 1960, alors que le député de Champlain (M. Bellemare), était membre du Conseil exécutif. Ce décret fixe le montant du permis imposé aux "outfitters" qui reçoivent des voyageurs pour fins de pêche et qui sont répartis suivant plusieurs catégories. Dans la première, il est spécifié que le montant du permis pour ceux qui font la pêche aux poissons des chenaux doit être de \$10.

Renseignements pris au sein de mon ministère, j'ai su que si cet arrêté n'a pas été appliqué plus tôt, c'est à cause des représentations indues faites par celui qui m'a posé la question. Le député de Champlain (M. Bellemare), alors qu'il était ministre dans le gouvernement du Québec, a empêché le ministère de la Chasse et des Pêcheries de faire payer le montant du permis imposé par les règlements aux "outfitters".

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre a dit que j'ai participé à l'adoption de cet arrêté en conseil, c'est vrai. J'étais, reconnaît-il, membre du Conseil exécutif à titre de ministre d'État lorsque l'arrêté a été adopté. Le ministre a ajouté que j'étais intervenu pour empêcher que le paiement de ce permis soit exigé, c'est encore vrai. Mais je répondrai au ministre que saint Paul a déjà dit: l'esprit de la loi vivifie et la lettre de la loi tue.

**École Maurice-L.-Duplessis**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Est-il vrai que le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) songe à changer le nom de l'École normale Maurice-L.-Duplessis?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Non! Je ne songe aucunement à changer ce nom, dit-il.

**Congédiements à la  
Commission des liqueurs**

**M. Cloutier (Québec-Centre):** Y a-t-il eu des destitutions massives à la Commission des liqueurs?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Une question a été formulée en Chambre sur les destitutions qui auraient été faites dans les divers ministères. Une réponse sera bientôt donnée à cette question.

**M. Cloutier (Québec-Centre):** *L'Événement-Journal* du 13 janvier rapportait une déclaration du vice-président de la Commission des liqueurs de Québec, M. L.-D. Lachapelle, à l'effet qu'il n'était pas question de renvois massifs parmi les employés de la Commission des liqueurs. "Ça me fait rire de voir les journalistes colporter des propos aussi peu sérieux. C'est une affaire tellement simplette", a déclaré au journal M. Lachapelle.

Je suis cependant informé que le même jour, soit le 13 janvier 1961, plus de 75 employés attachés à la Commission des liqueurs dans la ville de Québec ont reçu une lettre les informant que leur emploi prenait fin immédiatement. Dans la plupart des cas, il s'agissait de pères de famille nombreuse. Je prierai le procureur général (l'honorable M. Lapalme) de nous dire si ces destitutions massives ont été décidées de par sa compétence et sans que le vice-président de la Commission n'en soit informé.

Sachant, par ailleurs, que les employés de la Commission des liqueurs de Québec ne bénéficient d'aucune assurance-chômage à leur départ et que, de ce fait, ils se trouveront dans une situation financière précaire, je demande au procureur général si c'est son intention de réembaucher ces employés en totalité ou en partie?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**  
Je ne suis pas au courant de cette histoire.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est étrange que le procureur général ne sache pas ce qui se passe à la Commission des liqueurs.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**  
Je ferai remarquer au député de Québec-Centre (M. Cloutier) que je ne suis jamais intervenu et que je n'interviendrai pas dans les affaires de la Commission des liqueurs! Contrairement à ce qui se passait autrefois.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Les personnes qui ont perdu leur emploi étaient probablement des employés temporaires embauchés pendant la cohue du temps des fêtes.

#### Frais d'hospitalisation

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Est-il vrai que les hôpitaux exigent des patients qui entrent à l'hôpital un dépôt en argent pour couvrir le différentiel du coût de l'hospitalisation?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** a reçu la même information et il peut assurer la Chambre que rien n'a été fait de la part du gouvernement pour inciter les hôpitaux à agir de cette façon. Il déplore que les hôpitaux qui avaient l'habitude de percevoir, des compagnies d'assurance, les montants assurés au nom de leurs patients, refusent maintenant de le faire et exigent du patient qu'il paie, dès le début de son hospitalisation, la différence entre le montant payé par le gouvernement et le coût réel de la chambre occupée par le patient<sup>2</sup>. La situation quant à ces assurés, dit-il, est exactement la même qu'auparavant aux yeux du gouvernement. C'est pourquoi je déplore que les hôpitaux exigent ce dépôt.

**M. Leclerc (Charlevoix):** Les hôpitaux doivent rembourser au gouvernement 60 % de la différence entre le prix de la chambre privée ou semi-privée et le taux de base payé par le gouvernement en vertu du contrat avec l'hôpital. Si le patient ne paie pas l'hôpital, est-il obligé de payer quand même?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Les règlements obligent l'hôpital à payer la différence, mais l'institution peut garder 15 % pour couvrir les créances douteuses.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est la loi qui incite les hôpitaux à agir ainsi.

**M. Leclerc (Charlevoix):** Les hôpitaux exigent tout de suite le paiement de la différence, parce que les règlements obligent à rembourser le gouvernement de 60 % de ce qu'ils perçoivent de ce chef. J'ai déclaré, lors de l'étude de la loi, qu'il y avait eu manque de réflexion à ce sujet...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il n'est pas permis de critiquer une loi adoptée par l'Assemblée législative.

#### Complément de réponses:

#### Indemnisations accordées aux hôpitaux

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**  
À la séance du 11 janvier les députés de Bagot (M. Johnson) et de Québec-Centre (M. Cloutier) ont demandé les raisons qui motivent les différences de taux d'indemnisation entre les différents hôpitaux de Québec et de Montréal. Cette différence entre les

taux accordés aux divers hôpitaux de Montréal et de Québec pour l'assurance-hospitalisation s'explique, car il s'agit uniquement des avances faites par le gouvernement aux hôpitaux. Les différences entre les taux sont dues à divers facteurs.

Le coût d'opération varie d'un hôpital à l'autre, le pourcentage d'occupation des lits qui élève ou abaisse le *per diem* (taux par jour), l'état financier des années précédentes qui affecte également le *per diem*. Les taux mentionnés sont provisoires et feront l'objet d'un ajustement. Tous les frais d'opération admissibles seront nécessairement remboursés.

L'arrêté ministériel a été adopté à cause de la confusion qui semble exister en certains milieux et dans le but d'y mettre fin. La mesure aura pour résultat, dans bien des cas, de faire baisser le prix des chambres. De toute façon, l'argent déboursé par un malade pour un lit d'hôpital, argent qui donnait droit seulement à l'usage de ce lit avant le 31 décembre, sert en plus maintenant à des dépenses supplémentaires pour certains extras auxquels les patients ont le droit de s'attendre dans les établissements hospitaliers. Ces taux remplacent les minima qui étaient en vigueur dans chaque hôpital, avant le début de la présente année.

Avant la déclaration faite le 8 janvier par le premier ministre, le Dr Grégoire et le Dr Gilbert m'ont dit qu'ils n'avaient encore aucun renseignement officiel sur les prétendues augmentations du prix des chambres privées et semi-privées. Quoiqu'il en soit, après enquête et étant donné la confusion qui semble exister, le Conseil des ministres a adopté, ce midi, l'arrêté ministériel qui suit:

Le ministre de la Santé a l'honneur de recommander:

Qu'en vertu de l'article 9, paragraphe 1, des règlements de la loi de l'assurance hospitalisation concernant les frais supplémentaires pour logement en chambre semi-privée ou privée dans les hôpitaux publics, les dispositions suivantes soient observées dans le calcul des taux:

1. Que les taux minima soient établis comme suit:

|  | <i>Chambre<br/>semi-privée</i> | <i>Chambre<br/>privée</i> |
|--|--------------------------------|---------------------------|
| <i>Hôpitaux généraux et maternité:</i>                                 |                                |                           |
| Île de Montréal.....   | \$5.00                         | \$8.00                    |
| Ailleurs dans la province ..   | \$4.00                         | \$7.00                    |
| Hôpitaux pour maladies<br>chroniques, partout dans<br>la province..... | \$1.50                         | \$3.00                    |

2. Que les taux minima ci-dessus, remplacent les minima qui étaient en vigueur dans chaque hôpital avant le 1<sup>er</sup> janvier 1961, pour les catégories de chambres correspondantes.

3. Pour les chambres semi-privées ou privées de prix plus élevé que les anciens minima, que les taux nouveaux soient établis à partir des minima prévus par le présent règlement selon la même gradation qui existait dans les taux en vigueur dans chaque hôpital avant le 1<sup>er</sup> janvier 1961.

Les raisons pour lesquelles il y a de très grandes différences pour des institutions de même catégorie sont les suivantes:

1. Les frais généraux varient d'un hôpital à l'autre;
2. L'aide financière des autorités provinciales dépend de la proportion des lits occupés par rapport au nombre total de lits dans un établissement;
3. Les états financiers, fournis par les institutions, et sur lesquels on s'est basé dans les calculs, n'ont pas tous été préparés avec la même exactitude.

En résumé, les chiffres cités il y a quelques jours par le député de Bagot (M. Johnson) et le député de Québec-Centre (M. Cloutier) ne correspondaient qu'à un barème "provisoire". Une rectification sera faite lorsque les budgets de 1961 auront été approuvés. De toute façon, quand le tarif définitif aura été déterminé, il aura un effet "rétroactif" jusqu'au premier janvier dernier. De plus, le cas échéant, si les frais généraux d'un hôpital - du moins ceux qui sont acceptés par le législateur - dépassent à la fin de l'année les sommes reçues du ministère de la Santé publique, ce département comblera la différence; l'établissement, quel qu'il soit, ne perdra pas un seul sou.

**M. Lavoie (Laval):** Serait-il possible de vulgariser ces réponses, afin que le peuple sache ce qu'il lui en coûtera dans les hôpitaux?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
En réponse à cette question du député de Laval (M. Lavoie)...

**M. Gabias (Trois-Rivières):** C'est une belle mise en scène!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il n'y a pas de mise en scène. Tout ce qu'il y a, c'est que les députés de l'Union nationale, qui ont vécu sous un régime dictatorial durant 15 ans, ne peuvent pas encore concevoir qu'un député ministériel puisse poser des questions au premier ministre.

Le prix des chambres est fixé par le gouvernement. Les taux en vigueur dans chaque

hôpital pour les chambres privées et semi-privées, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1961, sont ceux qui serviront de base pour le calcul des taux que les hôpitaux pourront exiger dorénavant des patients. La gradation qui existait demeure, mais on se sert, pour établir les taux, d'un minimum de \$8 à Montréal et de \$7 ailleurs, dans le cas des chambres privées. Pour les chambres semi-privées, la base du calcul est de \$5 dans l'Île de Montréal et de \$4 ailleurs.

**M. Leclerc (Charlevoix):** Si le premier ministre me permet, je lui poserai la question suivante: Le chiffre mentionné dans l'arrêté ministériel est-il en plus de ce que le gouvernement paie aux hôpitaux, et est-ce là-dessus que le gouvernement retire un pourcentage?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est exactement cela! C'est ce que l'on appelle le différentiel. Le pourcentage perçu sur la différence du prix de la chambre est de 60 % après une déduction de 15 % pour les créances douteuses.

Le malade, qui va dans une salle publique, n'a absolument rien à payer, sauf le médecin, et il obtient gratuitement de l'hôpital tous les extras dont il peut avoir besoin. Bien plus, si ce patient n'a pas de place dans la salle publique, l'hôpital doit le recevoir quand même dans une chambre privée ou semi-privée et le gouvernement ne paie pas le surplus.

Et si un malade, dans l'intérêt général doit être placé dans une chambre, par ordre du médecin, l'hôpital doit l'y placer et le gouvernement ne paie pas plus que le prix par jour fixé par le contrat pour la salle publique. Désormais, les hôpitaux ne sont plus libres d'augmenter le prix des chambres, et les prix sont fixés uniformément dans les hôpitaux publics par le gouvernement du Québec.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Le patient, choisissant une chambre privée plus dispendieuse que celles qui, dans un hôpital donné, se louaient antérieurement au taux minima de l'échelle de cet hôpital, devra payer l'écart qui existait entre les deux catégories de chambres. S'il élit de loger dans une chambre à \$18, au taux en vigueur avant le premier janvier, de préférence à la chambre la moins dispendieuse dont le taux était de \$15, maintenant gelé à \$8, l'hôpital pourra exiger de lui l'écart de \$3 en plus du taux fixe de \$8 établi par le gouvernement. La chambre de \$18 coûtera donc \$11 au patient. Il va sans dire que l'écart variera selon le barème qui était en vigueur dans chaque hôpital.

**M. Leclerc (Charlevoix):** L'assistance publique, telle que nous la concevons, n'existe pratiquement plus, sauf pour les cas d'exception.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Elle existe encore pour les services hospitaliers externes.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** C'est aussi le cas pour les tuberculeux, pour les personnes souffrant de maladies mentales, et pour les patients se trouvant dans des situations non prévues par l'assurance-hospitalisation. Il est absolument faux de prétendre que l'assistance publique ne porte plus secours aux malheureux qui ont besoin de soins, tout en n'étant pas hospitalisés en vertu de la loi d'assurance-hospitalisation. En ma qualité de ministre de la Santé, je dois en effet corriger immédiatement ces conceptions erronées, inexactes, et de nature à semer l'inquiétude dans le public.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le député de Rivière-du-Loup (l'honorable M. Couturier) n'a pas le droit de faire une déclaration.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** invoque l'article du Règlement lui permettant de parler au nom de l'intérêt public.

La chose est d'autant plus grave, dit-il, qu'un hebdomadaire montréalais vient d'y faire écho<sup>3</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi)** insiste pour souligner que le député de Rivière-du-Loup (l'honorable M. Couturier) n'a pas le droit de faire une déclaration.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Le chef de l'opposition est contre la vérité.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** "Les pauvres hospitalisés, affirme ce périodique, doivent payer le médecin si celui-ci insiste. Jusqu'ici, c'était l'assistance publique qui réglait la note d'hôpital et celle du médecin. Et le pauvre qui n'est pas suffisamment malade pour être admis à l'hôpital ne peut plus se faire examiner. Auparavant, il se présentait à un hôpital et, là encore, l'assistance publique soldait les frais d'examen de toutes sortes. Aujourd'hui, vu qu'il n'y a plus d'assistance publique et que les hôpitaux ne sont payés que pour les malades hospitalisés, ces institutions restreignent de plus en plus les "dispensaires" puisque personne ne les rembourse pour les rayons X, les consultations, les examens effectués pour ces "demi-malades". Enfin, la tension grandit rapidement entre la

direction des hôpitaux et les médecins au sujet des médicaments dispendieux. Le gouvernement ne paie pas, comme on le croit dans le public, le prix des médicaments et traitements de chaque malade..."

On affirme donc cette fausseté: aujourd'hui, vu qu'il n'y a plus d'assistance publique... Se faire une telle conception de la situation issue de l'établissement de notre système d'assurance-hospitalisation, c'est tirer de fausses conclusions. Notre système ne saurait avoir des conséquences aussi absurdes. L'assistance publique existe encore et va continuer à aider la population. Affirmer que l'assistance publique défrayerait la note du médecin n'est pas conforme aux faits. L'assistance publique payait en partie la note de l'hôpital, mais jamais, au grand jamais, elle n'a acquitté les honoraires des médecins.

Aujourd'hui, l'indigent qui n'est pas hospitalisé peut se faire examiner tout comme autrefois; et il n'est pas juste de dire qu'auparavant, si un pauvre se présentait dans un hôpital, l'assistance publique soldait tous les frais d'examen. C'est là une croyance absolument erronée. C'était l'hôpital qui supportait une grande partie de ces frais.

Enfin, en ce qui a trait aux médicaments, rappelons à ceux qui l'ont oublié l'existence du formulaire ou liste de médicaments. Ce formulaire, adopté de concert par le bureau médical de l'hôpital et la direction de l'institution, contient une liste complète de médicaments et le médecin, seul responsable de la vie de son patient, a toute liberté dans le choix du remède. Vous pouvez avoir la certitude que nos médecins et nos hôpitaux remplissent à cet égard tout leur devoir et ne sont animés que par un seul mobile: l'intérêt primordial des malades.

M. l'Orateur, j'ose espérer que ces bruits auxquels certains journaux viennent de faire allusion vont cesser. Les autorités du ministère de la Santé de la province de Québec entendent appliquer la loi dans toute sa plénitude et assurer à tous, indigents comme plus fortunés, les bienfaits de la médecine et de l'hospitalisation. La population peut compter sur nous.

**Un député de l'opposition:** Les autorités provinciales cèdent à des considérations politiques quand vient l'heure de certaines décisions de nature administrative.

**M. Johnson (Bagot):** Le prix de la chambre privée a été majoré de \$8 à \$15 par jour dans un hôpital, près de Québec, sur les instructions du ministère de la Santé.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Le représentant de Bagot (M. Johnson) peut-il dire de quel hôpital il est question?

**M. Johnson (Bagot):** Il s'agit de l'hôpital de Saint-Jean-Port-Joli, dirigé par le Dr Fernand Lizotte. Il y a plus: pour faire bénéficier de l'assurance-hospitalisation l'hôpital de Saint-Jean-Port-Joli, un haut fonctionnaire de la Santé publique aurait exigé, dans une lettre à l'hôpital, l'abolition, dans cet établissement, du poste de surintendant médical occupé par l'ancien député Fernand Lizotte.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)**

se dit ignorant de cette affaire et met le député de Bagot (M. Johnson) au défi de nommer le haut fonctionnaire du ministère de la Santé qui aurait demandé la suppression du poste de surintendant médical de l'hôpital de Saint-Jean-Port-Joli et qui aurait obligé le même hôpital à élever les taux de ses chambres privées.

**M. Johnson (Bagot):** Au cours d'une assemblée de ce conseil d'administration de l'hôpital, l'un des membres, M. Toussaint, a déclaré qu'un haut fonctionnaire du ministère de la Santé lui avait dit...

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Placotage de vieille fille.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Et

ça veut devenir chef de parti!

**M. Johnson (Bagot):** Ce haut fonctionnaire avait dit à M. Toussaint que, pour profiter pleinement de l'assurance-hospitalisation, le poste de surintendant médical devrait être aboli. Or, c'est l'ancien député Fernand Lizotte qui occupe ce poste, et ce serait profiter de la situation pour exercer une vengeance politique<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Ce n'est pas sérieux.

**M. Johnson (Bagot):** Je demande au ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) s'il est vrai que l'assistance publique existe encore pour les services externes et quels taux le ministère paie pour ces services?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Je ne saurais le dire dans le moment, mais je voudrais demander à mon tour au député de Bagot

quelle est, à son avis, la fonction d'un surintendant médical dans un hôpital?

**Des voix ministérielles:** C'étaient toutes des nominations politiques!

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)** cite un cas porté à sa connaissance qui prouve à sa satisfaction que l'assistance publique existe encore.

**M. Leclerc (Charlevoix):** Au sanatorium de Sainte-Germaine de Dorchester, on a senti la nécessité d'engager un médecin supplémentaire. La corporation de l'hôpital a téléphoné au ministère de la Santé. On lui a répondu qu'elle pouvait engager un médecin, mais celui-ci a le grave défaut d'avoir appartenu à l'Union nationale.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** soulève une question d'ordre. Il s'agit d'un cas particulier qui devra être soulevé lors de l'étude des crédits budgétaires.

**M. Leclerc (Charlevoix)** réitère sa question.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** refuse de répondre. Il ne s'agit pas, dit-il, d'une question d'intérêt public.

**M. Johnson (Bagot)** pose une question à propos du même sujet.

**M. Bellemare (Champlain)** pose une question qui va dans le même sens que son collègue.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** refuse de répondre. L'heure est venue, dit-il, de passer à l'étude de la motion sur le recensement.

**Des députés de l'opposition:** Baïllon! Baïllon!<sup>5</sup>

#### *Journal des débats,* **formation d'un comité d'étude**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'an dernier, la Chambre avait formé un comité non officiel pour étudier le projet d'un journal des débats de l'Assemblée législative. Le comité était composé du député de Montmagny du temps, M. Antoine Rivard, du chef de l'opposition, le procureur général actuel, M. Georges Lapalme, et de l'Orateur suppléant de la Chambre, M. Germain Caron, député de Maskinongé. Le comité avait fait rapport au dernier jour de la session de l'an dernier.

Dans les recommandations que contenait le rapport, on suggérait notamment de retenir les services d'un nombre suffisant de sténographes et de sténotypistes, pour enregistrer les discussions et les débats, les transcrire, les faire imprimer en nombre suffisant pour les membres de la Chambre et les journalistes, afin de faire une expérience suivant le système adopté à Ottawa.

Après avoir discuté de la question avec le procureur général (l'honorable M. Lapalme) et le chef de l'opposition (M. Talbot), il a été convenu de suggérer la formation d'un comité pour faire suite au rapport du comité de l'an dernier.

Le nouveau comité sera sous la présidence de M. Lucien Cliche, Orateur de l'Assemblée législative. Il sera formé du procureur général (l'honorable M. Lapalme), du secrétaire de la province, M. Lionel Bertrand, du député de Missisquoi (M. Bertrand), et du député de Montcalm (M. Tellier).

On fera l'essai du système proposé pendant une couple de séances, afin d'en apprécier l'efficacité. Le comité fera ensuite un rapport qui permettra de décider du projet en toute connaissance de cause. J'ai le désir sincère qu'un journal des débats soit établi dès qu'on le pourra.

#### **Motions des députés:**

##### **Bilinguisme et recensement canadien**

**M. Morissette (Arthabaska)** veut discuter la question relative à l'origine ethnique des citoyens du Canada sans aucune partisanerie politique. Ce n'est pas une question de sentiment, dit-il, et encore moins une manifestation d'un certain racisme<sup>6</sup>. Les Canadiens français ne cherchent qu'une chose: utiliser les moyens mis à leur disposition pour jouer pleinement leur rôle dans la réalité nord-américaine. Il existe une différence entre "nationalité" ou "citoyenneté", d'une part, et "origine", d'autre part. Il ne faut pas confondre l'une et l'autre, et le mot "canadien" n'indique pas une origine raciale, mais une nationalité.

Dans le passé, depuis 1871, on a toujours tenu compte, à chaque recensement décennal, des origines ethniques de notre population, et ce recensement a toujours été effectué avec un souci scientifique complet. Aujourd'hui, c'est un droit acquis pour tous les groupes ethniques du pays de connaître leurs effectifs et leur évolution au sein de la communauté canadienne. Nous sommes tous Canadiens et nous y tenons, mais il existe, entre les deux principales

cultures canadiennes, des différences telles qu'elles justifient une répartition des citoyens du Canada en groupes ethniques dont on doit connaître exactement le nombre si on veut rendre service au commerce, à l'industrie, à la sociologie et à l'histoire. Ces renseignements sont également de nature à aider nos institutions à orienter les efforts de formation culturelle de toute la population. Bref, jusqu'à présent, les citoyens étaient invités à faire valoir leur origine française, anglaise, irlandaise, écossaise, italienne, allemande ou autre...

Or, cette année, pour la première fois dans l'histoire, on demande de mentionner origine "canadienne" ou "États-Unis." On semble vouloir abolir définitivement, aux recensements, la question de l'origine. On veut préparer le "melting pot Diefenbaker", qui serait une réédition du "melting pot américain"... Cette bataille autour d'un terme, apparemment mineur, présente en réalité un très grand intérêt culturel et scientifique d'une très grande importance, car l'introduction de la mention canadienne est de nature à fausser complètement le résultat du dénombrement des groupes de différentes origines ethniques. Le gouvernement fédéral doit faire un recensement sérieux et scientifiquement valable ou bien ce n'est pas la peine de le faire. Il faut que la question no 10 soit corrigée, afin de supprimer la mention "Canadienne" et "États-Unis", ou détruire la formule actuelle et la remplacer par une autre.

Le gouvernement d'Ottawa a la responsabilité de la querelle qui a éclaté entre le fédéral et les Canadiens français à ce sujet. Tous les grands organismes représentant les Canadiens français ont protesté contre le changement apporté à la formule du recensement. Les Canadiens français ne sauraient regrouper leurs forces sans un recensement fait en tenant compte de l'origine. Et dans le commerce et l'industrie, pour les enquêtes sur l'état du marché, il est important d'avoir des informations précises. Sinon, comment pourrait-on connaître le pouvoir d'achat des Canadiens français qui est de l'ordre de \$5,000,000,000 par année... Il est également important pour nous de savoir où sont groupés nos frères des autres provinces. Il faut absolument que la formule du recensement soit corrigée, car si les Canadiens français cèdent aujourd'hui, ils perdront définitivement une source essentielle d'informations scientifiques et culturelles.

Je m'étonne que des Canadiens français tels que les Dorion, Comtois et autres tolèrent le geste inexplicable de leur chef Diefenbaker, s'y associent et le défendent. En Europe, sous l'occupation allemande, on avait trouvé un terme pour qualifier de tels hommes...

Oublions, les luttes de partis, les luttes de classes et unissons-nous en votant cette motion à l'unanimité.

Il propose, appuyé par le député de Roberval (M. Plourde), que:

Attendu que le Canada est un pays bilingue et possède une dualité de culture;

Attendu qu'en vue d'assurer à tous les groupes ethniques les renseignements auxquels ils peuvent avoir droit, les autorités fédérales ont toujours accordé avec raison une place à l'origine ethnique dans le questionnaire du recensement;

Attendu que l'addition des réponses "Canadienne" et "États-Unis" à la question sur l'origine ethnique pour le recensement de 1961 est inadmissible au point de vue scientifique et est de nature à fausser les statistiques sur ce point;

Attendu que les diverses administrations fédérale, provinciales et locales, les groupements religieux, les associations culturelles et sociales, les économistes et les hommes d'affaires ont besoin de connaître de façon précise la composition ethnique de la population canadienne;

Attendu que des représentations ont déjà été adressées aux autorités fédérales à ce sujet;

Cette Chambre prie respectueusement les autorités fédérales de conserver à la question relative à l'origine ethnique des citoyens du Canada le caractère rigoureusement scientifique qui peut seul lui garder son utilité, ce qui signifie la suppression des mentions "Canadienne" et "États-Unis" comme réponse possible à la question 10;

Qu'ordre soit donné au greffier de l'Assemblée législative de faire parvenir au premier ministre du Canada, ainsi qu'aux représentants de la province de Québec dans le gouvernement fédéral et aux députés de la province de Québec à la Chambre des communes, une copie de la présente résolution.

**M. Plourde (Roberval):** Le député de Bagot est l'un des plus célèbres des 10 de Marieville<sup>7</sup>.

Je demande aux Canadiens français de faire des pressions pour que le gouvernement d'Ottawa change d'avis et se décide enfin à rendre justice à notre groupe ethnique.

Le recensement est devenu un art très précis et un acte de l'administration publique très important qui permet de préparer l'avenir. Si, au prochain recensement, plus de 5 % des gens répondent par la mention "canadienne" ou "américaine", le résultat sera faussé et l'on ne connaîtra pas la véritable situation ethnique de notre pays. Le Canada n'est pas un pays comme les États-Unis où les races ont été



assimilées dans une seule culture. Le Canada est un pays de cohabitation, et non pas un pays de fusion. Quoi que fassent M. Diefenbaker et ses complices en cette Chambre, il y a au Canada deux groupes ethniques égaux par l'histoire et par la loi.

Et moins la fusion est complète entre les groupes, plus il est important de bien détailler l'origine ethnique dans les recensements. C'est une question primordiale. Les Canadiens français ont intérêt à connaître exactement leur nombre au Canada et dans la province de Québec.

Les éléments canadiens-français insistent pour dire qu'ils ne sont pas les seuls à s'opposer à la réponse canadienne. Ils affirment que d'autres groupes minoritaires, qui désirent conserver leur identité culturelle, utilisent le recensement comme moyen de mesurer le déclin ou la montée de leur force numérique. Le Parti libéral a promis de défendre les intérêts primordiaux des Canadiens français.

**Des députés de l'opposition** murmurent.

**M. Plourde (Roberval):** Nous ne sommes pas de ces partis qui ont une paire de culottes de \$7.50 comme drapeau et comme emblème distinctif...

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** Les culottes à Vautrin...<sup>8</sup>

**M. Plourde (Roberval):** Vous les avez enlevées pour nous faire voir votre vraie figure...

Ça coûterait \$200,000 pour préparer de nouvelles formules pour le recensement, mais cela donnerait satisfaction à 3,000,000 de Canadiens. L'enjeu en vaut la peine, dit-il, pour empêcher qu'on arrive à des résultats mensongers.

Je suggère donc qu'on boycotte le recensement si le mot "canadienne" n'est pas éliminé pour désigner l'origine ethnique et qu'on réponde "nègre" à cette question numéro 10. Nous sommes devant un "combatisme" psychique. Que M. Diefenbaker ait des complexes, c'est son affaire. Mais nous ne pouvons tolérer qu'il fausse les renseignements que nous sommes en droit d'attendre du prochain recensement<sup>9</sup>.

**M. Bertrand (Missisquoi):** J'entends envisager la question objectivement. L'auteur de la motion a dit qu'il voulait écarter toute partisanerie politique. Je crois, en effet, que dans son cœur, il était sincère. Son intention était bonne, mais il ne l'a pas respectée intégralement. Pour ma part, depuis 12 ans que je

suis dans la vie publique, j'ai toujours demandé à mes gens de ne considérer que les problèmes provinciaux. Je n'ai jamais voulu que mon mandat ne fût dérangé par une allégeance à tout parti politique quelconque. Je n'ai jamais eu aucun lien politique avec les partis fédéraux. J'estime toutefois que j'ai le droit et le devoir de me prononcer sur la question qui nous occupe. Personne en effet ne met en doute la grande importance du recensement.

Le gouvernement canadien respecte certaines coutumes et traditions. Lors du recensement de 1951, bien que le questionnaire ne comportait pas la mention "canadienne" au sujet de l'origine ethnique, on avait donné instruction aux énumérateurs que, dans le cas où une personne insisterait, ils devaient accepter la réponse "canadienne" ou "américaine". Il cite une lettre du statisticien national à cet effet. "La question canadienne ou américaine n'était pas sur la liste, mais les réponses devaient être acceptées."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Cette autorisation d'accepter la mention "canadienne" ou "américaine" visait un groupe très restreint de Canadiens!

**M. Bertrand (Missisquoi):** Soixante-quinze mille personnes ont répondu "canadienne" en 1951 à la question sur l'origine ethnique. M. Louis Saint-Laurent, a dit que, quant à lui, la question canadienne est exacte pour désigner l'origine ethnique comme le signale M. Gilles Néron du *Soleil* en rapportant des remarques de M. Saint-Laurent, à l'occasion de la convention libérale<sup>10</sup>.

Il me semble, dit-il, d'après la motion du député d'Arthabaska, qu'on veuille faire porter à l'actuelle administration progressiste-conservatrice la responsabilité de certains actes posés par l'administration précédente. On n'a pas éloigné de ce débat toute partisanerie politique. On s'en est bien rendu compte lorsque le député de Roberval (M. Plourde) a déclaré qu'on devrait boycotter le recensement.

**M. Plourde (Roberval):** Je proteste contre cette affirmation. J'ai dit qu'on devrait boycotter la question 10.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Il n'est pas question de prendre en ce domaine une attitude de Saint-Jean-Baptiste ou de "patriotard", mais plutôt de considérer la question dans sa véritable perspective<sup>11</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'opposition veut tuer la motion.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Peut-être est-ce le premier ministre qui veut qu'elle meure avant l'ajournement, afin de se conformer à l'opinion exprimée par son maître en politique, M. Louis Saint-Laurent. J'admets que la manière dont la question 10 est rédigée est mauvaise et condamnable.

Cependant, je ne veux en rien minimiser la citoyenneté canadienne. Loin de moi cette idée! Mon pays ne se confine pas aux limites de la province de Québec. Mon pays s'étend de Terre-Neuve à l'océan Pacifique.

Et je suis fier de mon titre de Canadien, même si l'on a voulu faire croire, en certains milieux, que nous voudrions vivre en vase clos dans les limites de la province de Québec. Il est d'une importance primordiale pour nous, de la province de Québec, de connaître l'origine ethnique des citoyens canadiens, afin d'apprécier l'importance numérique de notre groupe.

Il suggère qu'en plus de demander l'élimination des mots, le gouvernement provincial rappelle au gouvernement fédéral que la France n'a pas été inscrite dans le recensement de 1951 comme mère patrie possible, bien que la Russie soviétique l'ait été et que le recensement de 1951 avait erré en permettant que 75,000 personnes inscrivent "canadienne" pour leur origine ethnique, même si le mot n'était pas imprimé.

Il propose, appuyé par le député de L'Assomption (M. Chartrand), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Attendu que la Confédération canadienne résulte de l'union de deux principaux groupes ethniques;

Attendu qu'il est indispensable, dans un pays comme le nôtre, d'obtenir des renseignements précis sur la recomposition ethnique de la population;

Attendu que l'acceptation, au recensement de 1951, de la réponse "Canadienne" à la question sur l'origine ethnique a constitué un précédent de nature à diminuer la valeur scientifique du recensement;

Attendu que l'addition des mots "Canadienne" et "États-Unis" parmi les réponses possibles à la question sur l'origine ethnique, pour le recensement de 1961, est inadmissible au point de vue scientifique et de nature à fausser les statistiques sur ce point;

Attendu qu'il y a lieu de rédiger d'une façon plus scientifique les questions touchant la nationalité, l'origine ethnique, la langue maternelle et les langues parlées de chaque habitant du pays;

Attendu que des représentations ont déjà été adressées aux autorités fédérales à ce sujet;

Cette Chambre prie respectueusement les autorités fédérales de réviser le questionnaire pour assurer au recensement une valeur scientifique plus rigoureuse, et, en particulier, de supprimer les mots "Canadienne" et "États-Unis" parmi les réponses possibles à la question sur l'origine ethnique et d'ajouter la "France" comme réponse possible à la question 8;

Qu'ordre soit donné au greffier de l'Assemblée législative de faire parvenir au premier ministre du Canada, ainsi qu'à tous les membres du cabinet fédéral et de la Chambre des communes, une copie de la présente résolution.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'amendement est, à mon avis, irrégulier et irrecevable puisqu'il ne constitue pas un amendement à la motion principale, mais une nouvelle motion.

**M. Johnson (Bagot):** L'article du Règlement invoqué par le chef du gouvernement...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Puisqu'il en est ainsi, je demande l'ajournement de la Chambre et j'exposerai mon point de vue la semaine prochaine<sup>12</sup>.

**M. Bertrand (Missisquoi):** L'opposition est prête à prendre le vote sur l'amendement et sur la motion principale.

La motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Custeau, Desjardins, Dozois, Élie, Gabias, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Laberge, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Thibault, 31.

**Contre:** MM. Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thériège, Turpin, Vaillancourt, 44.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Par son amendement, l'Union nationale a tenté d'améliorer la motion principale en y enlevant toute teinte de partisanerie politique. Le gouvernement a voulu discuter cette question selon les strictes lignes de partis. Nous sommes plus grands que lui et nous allons accepter sa motion.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion principale est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brousseau, Brown, Caron, Castonguay, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Earl, Élie, Gabias, Gérin-Lajoie, Guillemette, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hébert, Hyde, Johnson, Kirkland, Laberge, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Lambert, Langlais, Lapalme, Lavallée, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Lorrain, Maltais, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Pinard, Plourde (Kamouraska), Plourde (Roberval), Poulin, Pouliot, Raymond, Rousseau, Roy (Lévis), Roy (Nicolet), Russell, Saint-Pierre, Talbot, Tellier, Thérberge, Thibault, Turpin, Vaillancourt, 75.

**Contre:** 0.

Ainsi, la motion est, en conséquence, adoptée.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à 6 h 30.

### NOTES

1. Les sources nous fournissent la liste complète des 27 membres du nouveau comité. Voir *La Presse* du 19 janvier 1961, à la page 23.

2. Dans *Le Montréal Matin* du 19 janvier 1961, à la page 6, cette dernière remarque est attribuée au représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois).

3. Le ministre de la Santé répond à un article publié dans un journal politique de Montréal qui blâmait le gouvernement pour la réduction des services des dispensaires dans les hôpitaux, et du non-paiement des médicaments dans les cas d'assistance publique. Voir *Le Soleil* du 19 janvier 1961, à la page 24.

4. Fernand Lizotte a été élu député de l'Union nationale une première fois dans la circonscription de l'Islet en 1948; il fut réélu en 1952 et en 1956. En 1960, il ne se présente pas aux élections provinciales, mais, en 1962, il reprend le siège de la circonscription de l'Islet. Il assumera dans le cabinet Johnson et dans le cabinet Bertrand la direction du ministère des Transports et des Communications et celui du ministère des Transports dans le cabinet Bertrand. En 1970, il sera défait.

5. *La Tribune* du 19 janvier 1961, à la page 6, nous apprend que la période de questions-réponses a duré une heure et demie, ce qui en fait une des plus longues depuis plusieurs années, selon le *Montreal Daily Star* du 19 janvier 1961, à la page 1.

6. Le député fait siennes les paroles de l'exécutif des sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec. Voir *Le Soleil* du 19 janvier 1961, à la page 1.

7. Ce commentaire fait référence à l'affaire des faux billets mis en circulation durant la campagne électorale de 1960. Lors d'une assemblée publique tenue à Marieville, le 10 novembre 1960, le député de Bagot (M. Johnson) avait indûment laissé entendre que le Parti libéral était impliqué dans l'affaire. Voir Pierre Godin, *La fin de la grande noirceur, La Révolution tranquille, vol. I*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1991, aux pages 240-242.

8. En juin 1936, un ministre du gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau, M. Vautrin, admet qu'il s'est fait rembourser l'achat de pantalon à même les deniers publics. Cet incident eut lieu lors du comité des comptes publics qui avait le pouvoir d'examiner les comptes de dépenses de l'État. Depuis, l'expression symbolise les abus dans l'administration des affaires publiques. Voir Conrad Black, *Duplessis, tome I*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1973, page 210.

9. *Le Soleil* du 19 janvier 1961, à la page 2, mentionne que le député de Roberval a été fréquemment interrompu, notamment par le député de Bagot, sans préciser exactement à quel moment on lui a coupé la parole.

10. "L'ancien premier ministre, M. Louis Saint-Laurent, ne voit pas pourquoi les Associations canadiennes-françaises s'agitent tellement autour du recensement. M. Saint-Laurent a déclaré à notre reporter à Ottawa qu'il était normal que des Canadiens veulent s'identifier à leur pays et donnent comme origine le Canada. Ces gens comprennent que leurs ancêtres sont venus de pays européens, mais ils préfèrent encore se déclarer d'origine canadienne pour bien marquer leur désir de voir commencer leur famille au Canada". Voir Gilles Neron, "M. Saint-Laurent et le recensement", dans *Le Soleil* du 11 janvier 1961, aux pages 1 et 2.

11. Le député de Missisquoi (M. Bertrand) reviendra sur cette déclaration durant la séance du 19 janvier 1961.

12. Selon *Le Nouvelliste* du 20 janvier 1961, à la page 5, il est près de 6 h 10 lorsque le premier ministre demande l'ajournement.

Séance du jeudi 19 janvier 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte  
de Jacques-Cartier**

**M. Thérberge (Chambly)** propose, appuyé par le député de Bourget (M. Meunier), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Rapports des comités permanents:**

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 174 constituant en corporation le Collège Marianopolis;

- bill 192 concernant le syndicat des fiduciaires de l'Université Laval;

- bill 149 concernant l'Hôpital général de Québec;

- bill 150 concernant le Monastère des Augustines de l'Hôpital général de Québec;

- bill 189 modifiant la loi concernant certaines corporations scolaires des comtés de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 210 concernant la corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

**Projets de loi:**

**Collège  
Marianopolis**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 constituant en corporation le Collège Marianopolis.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 174 sans l'amender.

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Université  
Laval**

**M. Jourdain (Gaspé-Nord)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 192 concernant le syndicat des fiduciaires de l'Université Laval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 192 sans l'amender.

**M. Jourdain (Gaspé-Nord)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Hôpital général  
de Québec**

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 concernant l'Hôpital général de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 149 sans l'amender.

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Augustines de l'Hôpital général de Québec**

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 concernant le Monastère des Augustines de l'Hôpital général de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 150 sans l'amender.

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Commission scolaire de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami**

**M. Harvey (Jonquière-Kénogami)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 189 modifiant la loi concernant certaines corporations scolaires des comtés de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 189 sans l'amender.

**M. Harvey (Jonquière-Kénogami)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs**

**M. Lavoie (Laval)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 210 concernant la corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 210 sans l'amender.

**M. Lavoie (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Comités permanents:**

##### **Composition, remplacement**

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)**<sup>1</sup> propose, appuyé par le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que le député de Maskinongé (M. Caron) remplace le député de Montmorency (M. Prévost) comme membre du comité des bills publics en général et du comité des bills privés en général<sup>2</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le député de Montmorency (M. Prévost) pourra reprendre son poste dans les deux comités, s'il revient avant la fin de la session à son siège de député. Cette mesure est prise afin de ne pas priver l'opposition d'un représentant au sein des comités.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le gouvernement sera toujours heureux d'accueillir toute demande du chef de l'opposition pour remplacer des collègues dans l'un ou l'autre des comités de l'Assemblée législative.

Adopté.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 10 autorisant de nouveaux crédits pour fin de prêts agricoles;
- bill 11 modifiant la loi du crédit agricole du Québec;
- bill 14 concernant la responsabilité pénale du propriétaire d'automobile;
- bill 25 concernant le ministère de la Famille et du Bien-être social;
- bill 118 modifiant la charte de la ville de Terrebonne;
- bill 147 concernant l'Hôtel-Dieu de Québec;
- bill 148 constituant en corporation les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec;
- bill 158 modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec;
- bill 159 constituant en corporation les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec;
- bill 163 changeant le nom de Joseph-Marie-Andronique Beaulieu en celui de Joseph-Marie-André Beaulieu;
- bill 167 concernant la ville de Hampstead.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 154 concernant la charte de la ville de Victoriaville, la ville d'Arthabaska, la municipalité du village de Princeville, la ville de Warwick, les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville, dans le comté d'Arthabaska, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Princeville, dans le comté d'Arthabaska, les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Warwick, dans le comté d'Arthabaska et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Arthabaska, dans le comté d'Arthabaska, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre du bill est remplacé par le suivant:

Loi concernant la charte de la ville de Victoriaville, les villes d'Arthabaska et de Warwick, la municipalité du village de Princeville et les commissaires d'écoles pour les municipalités des villes de Victoriaville, de Warwick, d'Arthabaska et du village de Princeville, tous dans le comté d'Arthabaska.

2. L'article 12 est modifié, à la deuxième ligne, en remplaçant les mots: "tel que modifié pour la ville", par les mots suivants: "tel que modifié pour la ville de Victoriaville".

#### **Dépôt de documents:**

##### **Statistiques municipales 1959**

**L'honorable M. Rousseau (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport préliminaire de statistiques municipales pour l'année 1959. (Document de la session no 62)

#### **Projets de loi:**

##### **Arthabaska, Princeville, Victoriaville, Warwick**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 154 concernant la charte de la ville de Victoriaville, la ville d'Arthabaska, la municipalité du village de Princeville, la ville de Warwick, les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville, dans le comté d'Arthabaska, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Princeville, dans le comté d'Arthabaska, les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Warwick, dans le comté d'Arthabaska et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Arthabaska, dans le comté d'Arthabaska.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Pointe-aux-Trembles**

**M. Meunier (Bourget)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Baie-Comeau**

**M. Bélanger (Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 concernant la ville de Baie-Comeau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Chicoutimi-Nord**

**M. Harvey (Jonquière-Kénogami)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 refondant la charte de la cité de Chicoutimi-Nord soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Chicoutimi**

**M. Plourde (Roberval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 refondant et modifiant la charte de la ville de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Saint-Eustache**

**M. Binette (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 212 modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

## **Questions et réponses orales:**

### **Véhicules automobiles**

**M. Johnson (Bagot):** Est-il exact que, depuis cet été, le service des véhicules automobiles exige \$1 de toute personne demandant des renseignements, alors qu'autrefois ces informations étaient données gratuitement?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'il ignore tout de cette pratique, mais qu'il s'informera sur-le-champ afin de donner satisfaction au député de Bagot (M. Johnson).

### **Permis de vente d'alcool<sup>3</sup>**

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** La Commission des liqueurs a accordé un seul nouveau permis depuis le 31 octobre 1960. Le député de l'Union nationale de Bagot avait prétendu, en produisant une liste, qu'au moins une trentaine de nouveaux permis avaient été octroyés depuis cette date.

Il (l'honorable M. Lapalme) produit la liste d'établissements fournie par le député de Bagot. En regard de chaque nom, dit-il, il y a l'explication fournie par les officiers de la Commission des liqueurs.

"Épiceries: F. Couture, Verdun, permis transféré au nouveau propriétaire le 10 décembre 1960; J. Beaulieu, permis transféré à M. Beaulieu le 1<sup>er</sup> décembre. Il a repris son commerce à la suite d'une faillite de l'acheteur qui n'a pas rempli ses obligations.

Hôtels: Holiday Inn, ville Saint-Laurent, permis émis le 9 décembre 1960 pour honorer lettre de la Commission des liqueurs en date du 15 septembre permettant émission aussitôt construction terminée; Hôtel Lakeshore, Dorval (Jacques-Cartier), permis transféré le 1<sup>er</sup> décembre 1960 à la suite d'une vente; Hôtel Saint-Laurent, ville Saint-Laurent, permis transféré le 13 décembre 1960 à la suite d'une vente; Hôtel Castel, Dolbeau, permis octroyé au mois de mai 1960 comme permis d'auberge et changé en permis d'hôtel le 31 octobre 1960; Hôtel King Edward, Napierville, permis transféré le 1<sup>er</sup> décembre 1960 à la suite d'une vente.

Auberges: Auberge Royale, Yamaska-Est, permis annulé le 21 octobre, remis en vigueur le 15 novembre 1960; Auberge Moderne, Saint-Guillaume, permis annulé le 21 octobre, remis en vigueur le 15 novembre 1960; Carrefour Laurentien, Notre-Dame-des-Laurentides, permis octroyé en mai 1960 et transféré au nouveau propriétaire le 2 novembre 1960.

Taverne: Taverne Queen, J. Lahould, Québec, permis renouvelé au mois de mai 1960 et transféré au nouveau propriétaire le 2 novembre 1960.

Clubs: Association de chasse et pêche, Thetford Mines, permis accordé le 2 novembre 1960, jouissait auparavant d'une tolérance. Délai de procédures entre la demande et l'octroi du permis; Légion Canadienne, Matane, permis octroyé le 4 novembre 1960, mais l'affaire était en marché depuis plus d'un mois. Chèque et documentation ont tardé à parvenir à la Commission; Club Social, Saint-Jean, permis du 4 octobre 1960, changement de nom (de Jean-Paul Lalonde à Robert Davis).

La liste soumise par le député de Bagot contenait les noms de 14 clubs de curling ou de raquetteurs en différents endroits de la province. Ces clubs obtiennent toujours des permis temporaires, pour six mois, qui sont émis au début de l'hiver et qui ne sont pas renouvelés au mois de mai: Montréal Caledonia Curling Club, Westmount; Bel-Air Curling Club, Saint-Hilaire; Laurier Curling Club, Victoriaville; Sutton Curling Club, Sutton; Saint-



Sauveur Curling Club, Saint-Sauveur-des-Monts; Sainte-Anne-de-Bellevue Curling Club, Senneville; Huntingdon Curling Club, Huntingdon; Paper Curling Club, Windsor Mills; Ormstown Curling Club, Ormstown; Heather Curling Club, Westmount; Lacolle Curling Club, Lacolle; Danville Curling Club, Danville; Montréal Curling Club, Montréal-Ouest; Club l'Audacieux, Sherbrooke.

Cafés: Café Rose Land, Montréal, permis du 7 novembre 1960 émis par erreur. Ce certificat a été rappelé depuis; Restaurant Astoria, Montréal, permis annulé le 11 octobre, remis en vigueur le 16 novembre 1960."

Sur cette liste, dans sept cas, il s'agit de simples transferts de permis. Un autre avait été octroyé auparavant comme permis d'auberge et a été changé en permis d'hôtel. Trois ont été remis en vigueur après avoir été annulés plus tôt; 14 ne sont que des permis temporaires accordés à des clubs de curling ou de raquetteurs, pour la période de leur saison; un autre a été émis par erreur, et le certificat a été rappelé depuis; un n'a complété qu'un simple changement de nom; un a été accordé à une association de chasse et pêche qui jouissait auparavant d'une tolérance, un a été octroyé en novembre à la Légion canadienne de Matane, mais l'affaire était en marche depuis plus d'un mois.

En fait, le seul véritable nouveau permis régulier approuvé par la Commission est celui du Holiday Inn, sis au 6036 Côte-de-Liesse à Ville Saint-Laurent, qui avait obtenu par lettre, le 15 septembre 1960, la promesse de la Commission des liqueurs qu'un permis lui serait accordé aussitôt que les travaux de construction seraient terminés. Sur la foi de cette lettre de la Commission des liqueurs, la direction de cet hôtel avait, par la suite, conclu des arrangements pour la tenue de futurs congrès d'une dizaine d'associations diverses à cet endroit. Le 9 décembre dernier, le permis régulier promis a été émis en faveur du Holiday Inn. Le refus du permis aurait pu lui causer un préjudice considérable.

Il dépose le document sur la table de l'Assemblée législative<sup>4</sup>.

#### **Destitution de juges municipaux**

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Pourquoi 21 juges municipaux ont été destitués à travers la province par le nouveau gouvernement depuis son accession au pouvoir?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** dit que les officiers de son département sont en train

de dresser la liste, demandée par l'opposition, de tous les fonctionnaires destitués ou remplacés. Il s'agit d'un travail très long, dit-il. Cette liste sera déposée le plus tôt possible, dès qu'elle sera complétée. Elle comportera les noms des juges municipaux destitués et on pourra poser des questions précises sur des cas particuliers. Ces renseignements seront donnés en même temps que d'autres qui ont été demandés par l'opposition. La liste devrait d'ailleurs contenir l'explication demandée par le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais).

#### **Explications sur des faits publiés:**

##### **Article paru dans *L'Action catholique*<sup>5</sup>**

**M. Bertrand (Missisquoi)** demande à l'Orateur la permission de soulever une question de privilège. Je viens de prendre connaissance, dit-il, d'un compte rendu inexact et injuste de *L'Action catholique*. Commentant le débat d'hier, un journaliste a écrit entre autres, et je cite: "M. Bertrand a ajouté qu'il n'était pas question de prendre en ce domaine une attitude de Saint-Jean-Baptiste ou de patriote, mais qu'il s'agissait de considérer cette question dans sa véritable perspective". Je n'ai jamais employé le mot "patriote" mais bien le mot "patriotard". Toute la Chambre a bien compris les mots employés et le sens que j'ai voulu leur donner<sup>6</sup>.

#### **Projets de loi:**

##### **Parcs provinciaux**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 24 relatif aux parcs provinciaux.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Levesque), le 17 janvier 1961, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que l'article 31 de la loi des parcs nationaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 156) soit remplacé par le suivant:

"31. Un territoire d'environ 1,155 milles carrés, dans les cantons de Grandison, Joly, Marchand, Rolland, Cousineau, Forbes, Gouin, Nantel, Jamet, Legendre, Lusignan, Viel, Olier, Laverdière, Mousseau, Brunet, Castelneau, French et Lenoir, est converti en réserve forestière et parc public sous le nom de: "Parc du Mont Tremblant". Le périmètre de ce territoire est décrit comme suit:

Partant du coin est du canton de Rolland et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne séparative des cantons d'Archambault et de Rolland; l'arrière ligne du rang II de ce dernier et la ligne nord-ouest du lot 25 de ce rang et du rang I du même canton; la ligne séparative des cantons de Rolland et de Grandison jusqu'à l'arrière ligne du rang A de ce dernier; ladite arrière ligne et la ligne sud-ouest du lot I de ce même rang; la ligne séparative des cantons de Wolfe et de Grandison; la ligne séparative des rangs II et III de ce dernier, la ligne séparative des lots 20 et 21 de chacun des rangs III et IV, l'arrière ligne de ce dernier rang, la ligne est du lot 27 du rang V, l'arrière ligne de ce dernier rang, la ligne est du lot 33 du rang VI et l'arrière ligne de ce dernier rang, tous du canton de Grandison; la ligne séparative des cantons de Grandison et de Joly; la ligne nord du lot 18, l'arrière ligne des lots 19 à 24 et la ligne nord du lot 24, tous du rang nord-est du lac Tremblant du canton de Joly, jusqu'à la rivière Caché; la rive gauche de la rivière Caché, la rive est du lac Caché, la rive gauche de la rivière Caché et la ligne séparative des rangs IV et V du canton de Nantel, en contournant du côté sud-est le lac Obéron; la ligne séparant les cantons de Jamet et de Viel de ceux de Nantel et de Lynch; la rive gauche de la rivière Rouge; la ligne séparative des cantons de Castelneau et de Mousseau; la ligne séparative des rangs VIII et IX de ce dernier canton, en contournant du côté sud le lac Curières; la ligne séparant le canton de Turgeon des cantons de Mousseau et de Brunet; la rive nord-est du lac Kiamika; la ligne centrale du canton de Brunet en contournant du côté nord le lac Kilby; la ligne séparant les cantons de Franchère et de D'Aillon de ceux de Castelneau et de French et la ligne extérieure nord-ouest du canton de Lenoir en contournant du côté nord-ouest le lac Maison de Pierre et deux autres petits lacs sans nom du canton de Lenoir; la ligne séparant les cantons de Dupont, de Charlant et de Maisonneuve de ceux de Lenoir, de Laverdière et de Lusignan en contournant du côté sud-ouest le lac Gate; la rive ouest du lac Lusignan; la ligne extérieure nord-ouest du canton de Gouin en contournant du côté nord-ouest un petit lac sans

nom; le prolongement de la ligne sud-ouest du lot 32 du rang VIII, cette dernière ligne, la ligne sud-ouest du lot 32 de chacun des rangs VII, VI et V du canton de Gouin et son prolongement jusqu'à la ligne séparative des cantons de Gouin et de Gamelin; cette dernière ligne et la ligne séparant les cantons de Tellier et de Lussier de ceux de Forbes et de Cousineau jusqu'au point de départ."

Adopté

2. Que l'article 39 de ladite loi soit modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois édicter des règlements pour la location de telles parties du parc qu'il juge nécessaires pour l'érection de tours de télécommunication et des bâtiments et aménagements accessoires, le tout aux conditions qu'il juge à propos de fixer."

Adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 24 relatif aux parcs provinciaux.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

10 Loi autorisant de nouveaux crédits pour fin de prêts agricoles;

11 Loi modifiant la loi du crédit agricole du Québec;

14 Loi concernant la responsabilité pénale du propriétaire d'automobile;

25 Loi concernant le ministère de la Famille et du Bien-être social;

118 Loi modifiant la charte de la ville de Terrebonne;

147 Loi concernant l'Hôtel-Dieu de Québec;

148 Loi constituant en corporation les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec;

154 Loi concernant la charte de la ville de Victoriaville, les villes d'Arthabaska et de Warwick, la municipalité du village de Princeville et les commissaires d'écoles pour les municipalités des villes de Victoriaville, de Warwick, d'Arthabaska et du village de Princeville, tous dans le comté d'Arthabaska;

158 Loi modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec;

159 Loi constituant en corporation les Chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus de Québec;

163 Loi changeant le nom de Joseph-Marie-Andronique Beaulieu en celui de Joseph-Marie-André Beaulieu;

167 Loi concernant la ville de Hampstead.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

## Projets de loi:

### Parcs provinciaux

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 24 relatif aux parcs provinciaux.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

## En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Le titre de la section I est remplacé par le suivant:

### "SECTION I

### "DU PARC DES LAURENTIDES"

#### **L'honorable M. Levesque (Bonaventure):**

Ces changements dans la désignation de nos parcs sont nécessaires afin que l'on sache bien de qui relève l'administration de ces lieux.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La décision du ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Levesque, Bonaventure) est malheureuse. Le gouvernement ne doit pas légiférer pour les touristes, mais pour les Québécois.

Nous devrions laisser le mot "national" dans la désignation de nos parcs. L'État provincial est tout aussi souverain que l'État fédéral.

C'est là une poussée insidieuse vers l'abandon de nos droits. L'abandon du mot national est une autre menace à la souveraineté québécoise. Le rapport Tremblay nous met en garde contre de tels abandons.

**M. Maltais (Québec-Est):** Si le gouvernement veut absolument identifier nos parcs, et mieux les différencier des parcs relevant de l'administration fédérale, il devrait au moins dire, par exemple, "le parc provincial des Laurentides".

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** donne raison au député de Québec-Est (M. Maltais).

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** L'esprit de cette législation n'a rien de nouveau et n'est pas unique.

Aux États-Unis, les parcs qui sont sous la juridiction du gouvernement fédéral se nomment "National Parks" tandis que ceux qui sont sous le contrôle des États s'appellent "State Parks". Nous acceptons toutefois la suggestion du député de Québec-Est. Nous ajouterons la désignation "provincial" aux noms des parcs.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce n'est pas la suggestion du député de Québec-Est; il veut que le mot "national" demeure dans la désignation de la loi.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Les députés de l'opposition manquent de logique en demandant de conserver le mot "national" tout en identifiant les parcs par le mot "provincial".

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce que la décision du ministre de bannir le mot "national" dans la désignation de chacun de nos parcs n'est pas due au fait que le gouvernement n'aime pas l'Union nationale?

N'est-ce pas encore là la continuation d'un phénomène par lequel on veut mettre le Québec au rang des autres provinces? C'est une manifestation d'un complexe d'infériorité. On veut faire disparaître le mot "national" et continuer à gruger petit à petit la souveraineté législative de la province de Québec. C'est un recul.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** C'est une tempête dans un verre d'eau. Nous avons déjà des tas de choses provinciales. Depuis le musée provincial jusqu'aux élections provinciales! Notre souveraineté n'y a jamais rien perdu.

Pour démontrer l'illogisme et le ridicule de la suggestion de l'opposition, imaginons que l'on change le nom du musée provincial en musée national, celui de l'exposition provinciale en exposition nationale, celui de la police provinciale en police nationale, celui des élections provinciales en élections nationales!

**M. Johnson (Bagot):** C'est le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Rousseau) qui a suggéré ces mots au ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Levesque, Bonaventure). Il serait mieux de changer le nom de sa compagnie qui s'appelle "Rousseau Arc Metal".

**L'honorable M. Rousseau (L'Islet):** Je proteste vivement! Ma compagnie de Saint-Jean-Port-Joli n'a jamais porté ce nom-là. Elle s'appelle Métal Rousseau<sup>7</sup>. Je demande au député de Bagot de s'excuser. Je ne m'appelle pas Johnson, moi!

**M. Johnson (Bagot):** Ce ne sera pas long avec les libéraux que la police "provinciale" s'appellera police "nationale", surtout avec les sept anciens policiers de la police montée et leurs salaires de \$22,000 et plus, qu'on est allé chercher à Ottawa.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Ils ne sont pas dans les patates frites, eux, au moins.

**M. Johnson (Bagot):** Ils sont peut-être dans des choses moins propres!

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Le député de Bagot veut-il insinuer que le directeur

de la police provinciale, M. Brunet<sup>8</sup>, a une affaire moins propre que l'ancien directeur, M. Beauregard<sup>9</sup>?

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce qu'une affaire de patates frites est une affaire malpropre?

**M. le président:** Que les députés s'en tiennent à la résolution à l'étude.

**M. Johnson (Bagot):** Les ballets de Winnipeg sont subventionnés par la province et s'appellent le ballet national. Nous avons des parcs connus depuis près de 100 ans sous le nom de parcs nationaux. Pourquoi vouloir changer le nom? Le gouvernement n'a aucune bonne raison de changer le nom pour parc provincial.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Est-ce que le député de Québec-Est insiste pour qu'on désigne le parc des Laurentides sous le nom de parc provincial des Laurentides?

**M. Maltais (Québec-Est):** Non!

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** dit qu'il fait personnellement une motion et propose que l'on désigne ce parc sous le nom de parc provincial des Laurentides.

Cet article est amendé et le mot suivant est ajouté: "provincial".

L'article ainsi amendé se lit alors comme suit:  
"2. Le titre de la section I est remplacé par le suivant:

#### "SECTION I

#### "DU PARC PROVINCIAL DES LAURENTIDES

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"[(5. L'article 31 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"31. Un territoire d'environ 1,155 milles carrés, dans les cantons de Grandison, Joly, Marchand, Rolland, Cousineau, Forbes, Gouin, Nantel, Jamet, Legendre, Lusignan, Viel, Olier, Laverdière, Mousseau, Brunet, Castelneau, French et Lenoir, est converti en

réserve forestière et parc public sous le nom de: "Parc du Mont Tremblant". Le périmètre de ce territoire est décrit comme suit:

Partant du coin est du canton de Rolland et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne séparative des cantons d'Archambault et de Rolland; l'arrière ligne du rang II de ce dernier et la ligne nord-ouest du lot 25 de ce rang et du rang I du même canton; la ligne séparative des cantons de Rolland et de Grandison jusqu'à l'arrière ligne du rang A de ce dernier; ladite arrière ligne et la ligne sud-ouest du lot 1 de ce même rang; la ligne séparative des cantons de Wolfe et de Grandison; la ligne séparative des rangs II et III de ce dernier, la ligne séparative des lots 20 et 21 de chacun des rangs III et IV, l'arrière ligne de ce dernier rang, la ligne est du lot 27 du rang V, l'arrière ligne de ce dernier rang, la ligne est du lot 33 du rang VI et l'arrière ligne de ce dernier rang, tous du canton de Grandison; la ligne séparative des cantons de Grandison et de Joly; la ligne nord du lot 18, l'arrière ligne des lots 19 à 24 et la ligne nord du lot 24, tous du rang nord-est du lac Tremblant du canton de Joly, jusqu'à la rivière Caché; la rive gauche de la rivière Caché, la rive est du lac Caché, la rive gauche de la rivière Caché et la ligne séparative des rangs IV et V du canton de Nantel, en contournant du côté sud-est le lac Obéron; la ligne séparant les cantons de Jamet et de Viel de ceux de Nantel et de Lynch; la rive gauche de la rivière Rouge; la ligne séparative des cantons de Castelneau et de Mousseau; la ligne séparative des rangs VIII et IX de ce dernier canton, en contournant du côté sud le lac Curières; la ligne séparant le canton de Turgeon des cantons de Mousseau et de Brunet; la rive nord-est du lac Kiamika; la ligne centrale du canton de Brunet en contournant du côté nord le lac Kilby; la ligne séparant les cantons de Franchère et de D'Aillon de ceux de Castelneau et de French et la ligne extérieure nord-ouest du canton de Lenoir en contournant du côté nord-ouest le lac Maison de Pierre et deux autres petits lacs sans nom du canton de Lenoir; la ligne séparant les cantons de Dupont, de Charlant et de Maisonneuve de ceux de Lenoir, de Laverdière et de Lusignan en contournant du côté sud-ouest le lac Gate; la rive ouest du lac Lusignan; la ligne extérieure nord-ouest du canton de Gouin en contournant du côté nord-ouest un petit lac sans nom; le prolongement de la ligne sud-ouest du lot 32 du rang VIII, cette dernière ligne, la ligne sud-ouest du lot 32 de chacun des rangs VII, VI et V du canton de Gouin et son prolongement jusqu'à la ligne séparative des cantons de Gouin et de Gamelin; cette

dernière ligne et la ligne séparant les cantons de Tellier et de Lussier de ceux de Forbes et de Cousineau jusqu'au point de départ.]]"

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** dit que c'est bien son intention, à mesure que progresse l'aménagement du parc du Mont Tremblant, d'établir des barrières de contrôle pour les entrées et les sorties. L'aménagement procède le plus rapidement possible, dit-il. Mais il s'agit d'une superficie de 1,155 milles carrés. C'est donc une tâche formidable. Il faut procéder suivant un plan d'ensemble, en considérant toujours l'intérêt public.

**M. Lafontaine (Labelle)** veut savoir si le ministre de la Chasse et des Pêcheries a l'intention de prendre les mesures nécessaires pour que le parc du Mont Tremblant soit directement accessible aux chasseurs du comté de Labelle.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** dit qu'il n'a pas l'intention de prendre de telles mesures car la chasse va être totalement interdite d'ici la fin de l'année prochaine dans le parc.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Le ministre peut-il expliquer ce qu'il entend par le bannissement de la chasse dans le parc<sup>10</sup>?

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Une nouvelle politique sera appliquée pour régir la chasse dans la province. En vertu de cette politique, il ne sera plus permis de faire la chasse à l'intérieur ou à l'extérieur d'un club privé, dans les parcs de la province.

En conséquence, toutes les clauses autorisant la chasse dans les baux existants seront abolies lorsqu'un bail devra être renouvelé. Comme tous les baux seront périmés dans environ un an, le ministère de la Chasse et des Pêcheries sera en mesure de généraliser cette défense de chasser dans les parcs de la province.

Il dit espérer qu'il pourra avant longtemps présenter un projet de refonte complète de cette loi régissant les parcs provinciaux.

**M. Lafontaine (Labelle):** Est-ce que le ministre peut donner à la Chambre les noms des clubs dont les baux n'ont pas été renouvelés<sup>11</sup>?

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** cite les noms de plusieurs clubs dont les baux n'ont pas été renouvelés.

**M. Johnson (Bagot):** Que l'on fasse en sorte que les détenteurs actuels ne soient pas obligés de faire une gémflexion devant le ministre ou devant les officiers de la Fédération libérale provinciale pour obtenir le renouvellement de leurs baux.

Cet article est amendé et le mot suivant est ajouté: "provincial".

L'article ainsi amendé se lit alors comme suit:  
"[(5. L'article 31 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"31. Un territoire d'environ 1,155 milles carrés, dans les cantons de Grandison, Joly, Marchand, Rolland, Cousineau, Forbes, Gouin, Nantel, Jamet, Legendre, Lusignan, Viel, Olier, Laverdière, Mousseau, Brunet, Castelneau, French et Lenoir, est converti en réserve forestière et parc public sous le nom de: "Parc provincial du Mont Tremblant". Le périmètre de ce territoire est décrit comme suit:

Partant du coin est du canton de Rolland et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne séparative des cantons d'Archambault et de Rolland; l'arrière ligne du rang II de ce dernier et la ligne nord-ouest du lot 25 de ce rang et du rang I du même canton; la ligne séparative des cantons de Rolland et de Grandison jusqu'à l'arrière ligne du rang A de ce dernier; ladite arrière ligne et la ligne sud-ouest du lot 1 de ce même rang; la ligne séparative des cantons de Wolfe et de Grandison; la ligne séparative des rangs II et III de ce dernier, la ligne séparative des lots 20 et 21 de chacun des rangs III et IV, l'arrière ligne de ce dernier rang, la ligne est du lot 27 du rang V, l'arrière ligne de ce dernier rang, la ligne est du lot 33 du rang VI et l'arrière ligne de ce dernier rang, tous du canton de Grandison; la ligne séparative des cantons de Grandison et de Joly; la ligne nord du lot 18, l'arrière ligne des lots 19 à 24 et la ligne nord du lot 24, tous du rang nord-est du lac Tremblant du canton de Joly, jusqu'à la rivière Caché; la rive gauche de la rivière Caché, la rive est du lac Caché, la rive gauche de la rivière Caché et la ligne séparative des rangs IV et V du canton de Nantel, en contournant du côté sud-est le lac Obéron; la ligne séparant les cantons de Jamet et de Viel de ceux de Nantel et de Lynch; la rive gauche de la rivière Rouge; la ligne séparative des cantons de Castelneau et de Mousseau; la ligne séparative des rangs VIII et IX de ce dernier canton, en contournant du côté sud le lac Curières; la ligne séparant le canton de Turgeon des cantons de Mousseau et de Brunet; la rive nord-est du lac Kiamika; la ligne centrale du canton de Brunet en

contournant du côté nord le lac Kilby; la ligne séparant les cantons de Franchère et de D'Aillon de ceux de Castelneau et de French et la ligne extérieure nord-ouest du canton de Lenoir en contournant du côté nord-ouest le lac Maison de Pierre et deux autres petits lacs sans nom du canton de Lenoir; la ligne séparant les cantons de Dupont, de Charlant et de Maisonneuve de ceux de Lenoir, de Laverdière et de Lusignan en contournant du côté sud-ouest le lac Gate; la rive ouest du lac Lusignan; la ligne extérieure nord-ouest du canton de Gouin en contournant du côté nord-ouest un petit lac sans nom; le prolongement de la ligne sud-ouest du lot 32 du rang VIII, cette dernière ligne, la ligne sud-ouest du lot 32 de chacun des rangs VII, VI et V du canton de Gouin et son prolongement jusqu'à la ligne séparative des cantons de Gouin et de Gamelin; cette dernière ligne et la ligne séparant les cantons de Tellier et de Lussier de ceux de Forbes et de Cousineau jusqu'au point de départ.]]"

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. L'article 35 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"35. Le ministre des pêcheries et de la chasse a l'administration du Parc du Mont Tremblant et peut nommer les officiers nécessaires pour en assurer l'entretien et la conservation."

**M. Lafontaine (Labelle):** Est-ce que le gouvernement va se préoccuper à l'avenir de l'entretien des chemins forestiers dans le parc du Mont Tremblant?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Tant et aussi longtemps que les compagnies feront bien leur travail d'entretien, il n'y aura pas lieu pour le gouvernement d'intervenir.

Cet article est amendé et le mot suivant est ajouté: "provincial".

L'article 6, ainsi amendé, se lit alors comme suit:

6. L'article 35 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"35. Le ministre des Pêcheries et de la Chasse a l'administration du Parc provincial du Mont

Tremblant et peut nommer les officiers nécessaires pour en assurer l'entretien et la conservation."

L'amendement est adopté.

L'article 6, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 7 à 11 sont adoptés.

**M. Talbot (Chicoutimi)** demande des explications sur les changements aux attributions du ministre. L'été dernier, on lui a enlevé les parcs pour les confier au secrétaire de la province (l'honorable M. Bertrand) qu'on venait de dépouiller de sa juridiction sur les écoles. Ensuite, on s'est ravisé et on a remis les parcs au ministre de la Chasse et des Pêcheries.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit que c'est à la suite d'une simple erreur d'interprétation d'une déclaration qu'il fit que les journaux annoncèrent, l'été dernier, que la juridiction des parcs de la province avait été confiée au secrétaire de la province. Plus tard, on annonçait que cette juridiction était retournée au ministre de la Chasse et des Pêcheries.

**M. Talbot (Chicoutimi)**<sup>12</sup>: Est-ce qu'un arrêté en conseil a été adopté à cet effet?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**: Non.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)**: C'est la publicité relative aux parcs qui a été transférée au secrétaire de la province, à l'Office de publicité.

**M. le président**: La discussion est complètement hors d'ordre.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 24 après l'avoir amendé<sup>13</sup>.

Le bill amendé est lu.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté, après division.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** demande le concours de l'opposition pour procéder à la troisième lecture.

**M. Talbot (Chicoutimi)** insiste pour que la troisième lecture du projet de loi n'ait lieu qu'à une prochaine séance.

### Dépôt de documents:

#### Frais pour chambres d'hôpital privées et sémi-privées

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre l'arrêté en conseil concernant les frais supplémentaires pour logement en chambre semi-privée ou privée dans les hôpitaux publics. (Document de la session no 63)

### Projets de loi:

#### Indemnité supplémentaire des membres de l'Assemblée législative

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 28 modifiant la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, concernant les membres de l'Assemblée législative.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Que l'article 6 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19 soit modifié:

*a)* en insérant, dans la cinquième ligne, après le mot "session" les mots "de plus de trente jours,";

*b)* en ajoutant l'alinéa suivant;

"Dans le cas d'un député qui a cessé de remplir l'une des fonctions énumérées au deuxième alinéa du paragraphe *b* de l'article 1, l'indemnité

supplémentaire prévue au présent article est le montant annuel de l'indemnité la plus élevée reçue par ce député, comme titulaire de l'une desdites fonctions, en n'importe quel temps ou au cours de n'importe quelle session auparavant".

Adopté

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions aura effet à compter du 21 février 1958.

Adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 modifiant la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, concernant les membres de l'Assemblée législative soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté<sup>14</sup>.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Ministère du Revenu

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 instituant le ministère du Revenu soit maintenant lu une deuxième fois.

Je propose de créer un ministère du Revenu, dit-il, afin de donner à la province de Québec une meilleure perception des sommes qui lui reviennent, en vertu des lois fiscales, et pour donner au bureau du revenu un statut conforme à son importance.

Le bureau du revenu provincial, dit-il, existe au ministère des Finances depuis 1889. Tous les gouvernements successifs ont adopté l'excellente politique de centraliser dans ce bureau la perception des revenus provinciaux découlant de nos lois fiscales. La plus grande partie des recettes du gouvernement passe par les mains de cet organisme qui alimente le fonds provincial du revenu.

L'administration des principales lois fiscales est confiée au bureau du revenu, notamment les lois de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les corporations, sociétés commerciales et industrielles, sur les droits des successions, sur l'essence, sur le tabac, sur les divertissements, sur la vente en détail, sur les repas. Ce bureau administre également la loi des véhicules automobiles, la loi de transferts d'actions, la loi des licences, la loi des droits sur certaines mutations de propriétés.

Certaines autres lois sont également administrées, en partie, par le bureau du revenu: la loi de la prévention des incendies (encaissements), la loi des liqueurs alcooliques (taxe spéciale), la loi pour assurer les progrès de l'éducation (taxe de vente, taxe sur les compagnies de téléphone, les raffineries de pétrole, etc.), la loi de censure des vues animées (encaissements), la Régie des transports (encaissements), etc.

Les revenus de la province ont connu une hausse de \$37,900,000 en 1939-1940, \$67,000,000 en 1944-1945, \$152,000,000<sup>15</sup> en 1949-1950, \$262,900,000 en 1954-1955, à plus de \$500,000,000 en 1959-1960. Au cours de cet exercice financier, le bureau du revenu a perçu \$499,800,000 sur un revenu total de \$598,100,000<sup>16</sup>, soit 80 % de toutes les rentrées d'argent de l'administration provinciale. Si on ajoute à cela la perception de la taxe de vente municipale et scolaire d'éducation, on peut affirmer que le Bureau a perçu près de \$600,000,000.

À l'encontre des différents ministères, le bureau du revenu ne débourse pas de fonds publics, si ce n'est pour ses dépenses administratives et le paiement du salaire de ses fonctionnaires. Il a toujours été considéré comme une entité indépendante. Le contrôleur du Revenu administre lui-même le bureau et est responsable directement au ministre des Finances, sans passer par le sous-ministre. S'il n'a pas le rang de sous-ministre, il a toujours été considéré comme tel et il exerce en fait les prérogatives d'un sous-ministre.

Il ne fait aucun doute que la création d'un ministère et la nomination d'un membre de l'Exécutif, qui consacrera tout son temps aux affaires du revenu, est une solution heureuse qui améliorera grandement la marche des choses.

Le bureau du revenu est devenu l'un des rouages les plus importants de l'administration, et l'expérience a prouvé qu'il serait préférable pour l'administration provinciale qu'un ministre s'occupe de l'administration du bureau du revenu. Le bureau du revenu a sans cesse des problèmes compliqués à résoudre et des décisions importantes à prendre. Seul



le ministre peut donner l'orientation de la politique administrative, et l'expérience passée a prouvé hors de tout doute que le ministre des Finances ne peut pas y consacrer tout le temps qu'il faudrait. La création d'un ministère donnera au bureau du revenu un statut conforme à son importance. Il sera possible alors de modifier ses structures et de mettre en œuvre des techniques susceptibles de moderniser son administration.

La création d'un ministère du Revenu sera une amélioration, d'autant plus que l'organisme est appelé à prendre de l'expansion. Le travail qu'accomplit le bureau provincial du revenu et le personnel de ce service augmentent rapidement, passant de 253 en 1930<sup>17</sup>, à 526 en 1940, à 1,268 en 1950, et à 2,701 en avril 1960. C'est sans contredit l'un des plus gros départements de l'administration, et il est préférable pour la province qu'un membre du cabinet en ait la responsabilité. Ce sont là les raisons qui militent en faveur de la création d'un ministère du Revenu provincial. Le ministère du Revenu profitera à toute l'administration provinciale.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement actuel, qui passera à l'histoire comme le gouvernement le plus taxé depuis la Confédération, veut maintenant doter la province d'un ministère des taxes. Il veut maintenant charger spécialement un homme de faire l'assaut du portefeuille des contribuables. Il monte la taxe à la dignité d'honorable. Il la met sur le même pied que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault)<sup>18</sup>.

Sous l'Union nationale, le ministère des Finances était devenu un grand ministère. Le gouvernement de l'Union nationale avait posé un geste historique en appelant un Canadien français éminent, M. Onésime Gagnon, aujourd'hui le représentant de notre très distinguée souveraine dans cette province<sup>19</sup>, à la direction du ministère des Finances. Nous rompons ainsi avec une tradition, vieille de 50 ans environ, qui voulait que ce soit un représentant de la minorité qui occupait le poste de trésorier<sup>20</sup>!

Le gouvernement de l'Union nationale était respectueux de la minorité, mais il a estimé que recruter nos trésoriers parmi les membres de la minorité seulement avait créé cette légende que les Canadiens français ne sont pas qualifiés pour s'occuper des finances. Sous la direction de M. Gagnon, nos finances ont pris de l'expansion. Sous M. Gagnon et sous M. Bourque<sup>21</sup>, l'actif de la province a augmenté d'environ \$500,000,000 pendant que la dette du Québec diminuait de plus de \$150,000,000.

Le premier ministre propose maintenant de diviser le ministère des Finances. Nous avons le droit de discuter l'opportunité de cette mesure.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il ne s'agit que d'un amendement au chapitre 73 des Statuts, soit de la loi créant le bureau du revenu. Ça n'a rien à voir avec le ministère des Finances.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Quand le premier ministre, après les élections de juin, a gardé pour lui le portefeuille des Finances, on disait: "Ça va donner plus de prestige à son poste!" Les gens du Québec étaient contents. Ils pensaient que ceci signifiait qu'ils allaient avoir plus d'attention avec des taxes moins élevées et que l'on étudierait d'autres sources de revenu, mais ils ne s'attendaient pas à ce que le premier ministre abandonne et demande de l'aide après quelques mois. Voilà qu'il veut diviser le ministère des Finances et former un ministère du Revenu. Ce ministère, il ne l'avait pas promis à la province. Si c'était si pressant, il aurait dû l'annoncer pendant la campagne électorale, lorsqu'on faisait appel à la confiance du peuple.

Mais, à ce moment, on disait au contraire qu'on allait baisser les impôts. Le premier ministre promettait de donner la lune au Québec, et ça devait se faire sans augmentation de l'impôt et des taxes.

Ce n'est pas une bonne idée que de vouloir séparer le bureau du revenu du ministère des Finances. Pourquoi diviser un ministère qui donnait satisfaction? Pour être logique, il faut admettre que si l'on veut faire de bonnes finances, il faut avoir de bons revenus, mais il faut aussi que le contrôle des unes et des autres soit confié au même homme. Celui qui perçoit l'argent doit être aussi celui qui le distribue.

Ça existe dans toutes les autres provinces du Canada. Aucune autre province n'a un ministère distinct. En Ontario, les revenus sont plus considérables et il n'y a pas de ministère du Revenu. Il n'y a en somme que le gouvernement central qui a un ministère du Revenu. Qu'on l'avoue donc! Il s'agit là encore d'un alignement sur Ottawa... ou peut-être cherche-t-on à créer un ministère du Revenu pour placer un ami de la haute finance?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il faut être bien bas pour insinuer des choses comme ça!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Quand on sait tout ce que le premier ministre a déjà dit dans cette

Chambre, il n'a pas de leçons à nous donner. C'est un alignement sur Ottawa que l'institution d'un ministère du Revenu. Une fois de plus, on calque à Québec la législation fédérale et nos institutions sur celles d'Ottawa. On met l'accent sur la taxe. Maintenant, on veut faire comprendre au peuple que les promesses échevelées qu'on a faites, cela doit se payer. Ils auront à payer pour toutes les gratuités promises. Rien ne justifie le nouveau ministère.

Le premier ministre a parlé des employés du bureau du revenu. Or, il y a dans ce bill quelque chose de nature à inquiéter les employés du bureau du revenu. Aucune clause n'existe pour les protéger. Des postes de fonctionnaires vont se trouver supprimés. C'est encore un moyen pour en congédier des centaines, comme cela s'est fait dans certains ministères.

Bref, le projet de loi est inutile. Il est aussi nuisible. C'est une autre machine de guerre pour faire l'assaut des enveloppes de paie dans la province de Québec. On crée un ministère des factures.

Le gouvernement actuel dote maintenant le Québec d'un ministère des taxes. Il veut charger spécialement un homme de monter à l'assaut du portefeuille des contribuables.

C'est une autre machine de guerre pour faire l'assaut des enveloppes de paie dans la province de Québec. On crée un ministère des factures. C'est pourquoi nous nous opposerons au principe de la loi en deuxième lecture.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

L'expérience démontre que ce serait une bonne chose qu'un ministre soit responsable de la perception du revenu, lequel dépasse actuellement \$500,000,000 par année.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenaault, Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 43.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Boudreau, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Dozois,

Ducharme, Élie, Gabias, Hébert, Johnson, Laberge, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, 27.

**Députés pairés:** MM. Guillemette, Somerville ainsi que M. Gosselin déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Courcy, O'Reilly et Laroche respectivement, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote à l'encontre de la deuxième lecture du bill.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 19 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Le titre de la section I et les articles 2 et 3 de ladite loi sont remplacés par ce qui suit:

"ORGANISATION DU MINISTÈRE"

"2. Le ministre du Revenu, désigné dans la présente loi sous le nom de "ministre", a la direction et l'administration du ministère du Revenu.

"[[3. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre du Revenu.]]

"Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des autres fonctionnaires et employés du ministère; il en administre les affaires courantes et exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre; son autorité est celle du chef du ministère et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort du ministère.

"Il peut suspendre tout employé du ministère qui refuse ou néglige d'obéir à ses ordres ou dont il juge la conduite répréhensible; il doit en faire rapport au ministre."

**M. Talbot (Chicoutimi):** Auriez-vous un candidat en vue comme ministre du Revenu? Est-ce que l'on va placer à la tête du ministère un ami de la haute finance?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** s'objecte à cette remarque.

**M. Talbot (Chicoutimi)** demande que les employés du bureau du revenu soient protégés contre les destitutions possibles. J'ai le droit de savoir, dit-il, si les 2,071 fonctionnaires actuels du bureau vont être protégés par cette loi. Je crois qu'il devrait y avoir un article pour prévoir que les employés du bureau du revenu permuteront tous au ministère du Revenu. Avec le gouvernement actuel, on ne saurait trop prendre de précautions.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les fonctionnaires seront protégés en autant qu'ils rempliront leur devoir et s'abstiendront d'activités politiques.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est parce que nous savons comment le gouvernement actuel joue avec l'article 60 de la loi du service civil que nous voulons prendre cette précaution.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Tous les congédiements ont été décidés à la suite d'une enquête sérieuse. Il (M. Lesage) dit que des fonctionnaires à commission ont été congédiés en grand nombre par son gouvernement et que, si c'était à recommencer, il ferait la même chose.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Voilà qui contredit ce que le premier ministre disait, à l'effet qu'il n'y aurait pas de patronage.

**M. le président** invite le chef de l'opposition à s'en tenir à l'étude des résolutions du bill.

**M. Talbot (Chicoutimi):** De quoi discuter alors? J'ai bien le droit de demander au premier ministre s'il a un candidat en vue pour cette charge. J'en appelle de votre décision.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, au cours de la discussion sur l'article 2 du bill 19, le chef de

l'opposition (M. Talbot) a fait mention en général des renvois des employés du gouvernement, - remarques que j'ai considérées comme étant étrangères au débat. J'ai permis au premier ministre de répondre; mais j'ai décidé que le débat sur ce sujet ne peut continuer.

Le chef de l'opposition en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Boulais, Brousseau, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Lavoie, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Meunier, Morissette, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 35.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Guillemette, Hébert, Johnson, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, 24.

**Députés pairés:** MM. Somerville, Laberge, ainsi que M. Gosselin déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. O'Reilly, Binette et Laroche respectivement, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote à l'encontre du maintien de la décision du président du comité.

M. Bédard déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il s'est pairé avec M. Cloutier, mais que s'il avait voté, il aurait donné son vote en faveur du maintien de la décision du président du comité.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le débat se poursuit sur l'article 2.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La nomination du ministre du Revenu est un

privège exclusif du premier ministre. Et je dirai que je n'ai pas l'intention de répondre au chef de l'opposition.

Peut-être puis-je inviter le chef de l'opposition à traverser de ce côté-ci de la Chambre pour que je puisse le nommer ministre du Revenu, afin qu'il puisse nous aider à payer les dépassements et les extravagances de l'Union nationale!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Dans la province, les rumeurs courent que George Marler, l'éminence grise derrière le gouvernement et les représentants de la haute finance, serait nommé ministre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit d'attaquer un membre de la Chambre haute et, de plus, le choix d'un ministre est le privilège exclusif du premier ministre et de son cabinet. Lorsqu'une décision sera prise, une annonce sera faite.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre a fait une offre au chef de l'opposition, mais j'ai l'impression qu'il préfère un candidat de nom anglais pour la charge de ministre du Revenu. À l'heure actuelle, quand on voit un député fédéral sur le train de Québec, on se dit aussitôt qu'il va se faire nommer ministre à Québec.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Est-ce que M. George Shink, contrôleur du revenu, sera nommé sous-ministre<sup>22</sup>?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La nomination des sous-ministres est le privilège exclusif du premier ministre. La nomination du sous-ministre du Revenu sera annoncée en temps et lieu.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Jamais l'ancien premier ministre Duplessis n'a imposé une décision à ses collègues.  
(Rires)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Vous appreniez ses décisions par la voix des journaux!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre a-t-il quelqu'un en vue comme sous-ministre?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je vais répondre comme l'ancien premier ministre: ce sera un bon homme!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Alors, il sera de l'Union nationale.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le chef de l'opposition veut-il dire que les fonctionnaires sont de l'Union nationale?

**M. Talbot (Chicoutimi):** Pas du tout. Je me demande seulement si le contrôleur du revenu, qui sert sa province depuis 25 ans, sera protégé.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'aime pas ces insinuations, surtout quand on sait que le gouvernement actuel a été extrêmement généreux en protégeant tous les employés politiques du bureau du premier ministre et des ministres après le changement de gouvernement.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Ça s'est toujours fait.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Pardon! Ça ne s'est pas fait en 1944.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre sait-il que cela ne s'est pas fait cette année à mon département? Il nomme trois de ses employés qui ne travaillent plus pour le gouvernement.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Le député fait-il allusion à ce conseiller juridique qui lui servait de secrétaire?

**M. Johnson (Bagot):** Oui, à lui et à d'autres.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Il était absent depuis trois semaines quand je suis arrivé. Ceci indique le genre de travail qu'il a fait.

**M. Johnson (Bagot):** Il était en vacances.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Il aurait pu les demander.

**M. Johnson (Bagot):** Il l'a fait par écrit.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Sa lettre était peut-être dans les dossiers que le député a apportés avec lui, sans droit, lorsqu'il a quitté son poste.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre, lui-même, a apporté des dossiers en quittant le ministère du Grand Nord à Ottawa<sup>23</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'aime pas ce genre d'insinuations<sup>24</sup>. J'ai été accusé devant la Chambre d'avoir pris un document du ministère des Affaires du Nord; je n'ai apporté que des copies de documents publics, des copies auxquelles j'avais droit.

**M. Johnson (Bagot):** Je suis tout à fait d'accord. C'est ce que j'ai fait, moi aussi.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Vous avez apporté sans justification des documents appartenant à la province<sup>25</sup>. Il manquait au moins \$20,000 en dossiers à mon bureau, lorsque je suis devenu ministre. Je peux vous fournir des détails si vous le voulez.

**M. Johnson (Bagot):** J'ai déjà expliqué à la Chambre que tout ce qui est sorti de mon département l'a été après entente entre l'ancien chef de cabinet du sortant premier ministre, M. Jacques Casgrain, et le chef de cabinet du premier ministre actuel, M. Alexandre Larue, et mon sous-ministre qui en a été témoin. J'ai même dit que si par hasard j'apportais un document qui ne m'appartenait pas, je m'empresserais de le retourner. C'est ce que j'ai fait.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Ce que vous avez fait, on appelle cela du vol!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le député va retirer ses paroles<sup>26</sup>.  
(Désordre dans la Chambre)<sup>27</sup>

**M. le président:** À l'ordre! À l'ordre!

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** D'accord, je vais retirer le mot "vol", mais le député de Bagot a emporté avec lui des documents du gouvernement qui valent au moins \$20,000. Je donnerai aux journaux un communiqué comportant tous les détails de l'affaire. Si le député veut me poursuivre, il sera libre alors de le faire.

**M. Johnson (Bagot):** Je n'accepte pas cette accusation.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Poursuivez-moi, alors.  
(Désordre dans la Chambre)

**M. Lafontaine (Labelle):** Est-ce utile de poursuivre un pourceau?

**M. le président:** À l'ordre! À l'ordre!<sup>28</sup>

**M. Johnson (Bagot)<sup>29</sup>:** Que je sois dans l'ordre ou non, il s'agit d'une question de privilège. Le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) a porté des accusations graves et je vais répondre, car les journaux de demain rapporteront ses paroles. Si cela est nécessaire, nous ferons venir en Chambre les personnes en cause dans cette affaire et convoquer un comité à la Chambre.

Les ententes prises pour sortir les dossiers ont été traitées par les chefs de cabinet, selon la règle. On a même à l'époque spécifié la catégorie de documents que je pourrais apporter. Depuis 1946, j'ai pris l'habitude de collectionner des "clippings" de journaux. J'ai continué comme ministre. J'avais le droit de les apporter. Ces "clippings" ont été compilés à mes frais, étant donné que j'ai eu un secrétaire après 1950. Les documents ont été examinés à l'époque par les chefs de cabinet et tout cela s'est réglé à l'amiable, et ça prend le député de Montréal-Laurier pour dégrader ainsi des parlementaires.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Je répète que je donnerai tous les détails aux journaux.

Les "clippings" dont le député parle ont été payés par la province pendant les deux dernières années, faits dans des bureaux de la province, à même des journaux payés par la province.

De plus, ils ont été sortis du département des Ressources hydrauliques, dans 35 boîtes, par une sorte de Gestapo dirigée par l'ancien ministre, quelques heures avant le changement de gouvernement.

**M. Johnson (Bagot):** Avec vos relations, je suis certain que vous obtiendrez la publicité que vous désirez.

**M. le président:** À l'ordre! À l'ordre!

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

À 6 h 10, la Chambre suspend ses travaux<sup>30</sup>.

### Reprise de la séance à 8 heures

#### Projets de loi:

##### Ministère du Revenu

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 19 instituant le ministère du Revenu.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre du Revenu suivant la loi qui accompagne la présente résolution.

Adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 19 instituant le ministère du Revenu.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 19 instituant le ministère du Revenu.

#### En comité:

Les articles 6 et 7 sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 19 après l'avoir amendé<sup>31</sup>. Le bill amendé est lu et agréé<sup>32</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Johnson (Bagot):** Le projet de loi ne prévoit pas que le contrôleur deviendra sous-ministre. Il y aura au moins un employé de la province dont les fonctions seront abolies. C'est une manière de couper la tête aux gens et c'est mauvais, car le fonctionnaire dont l'emploi est aboli n'est pas protégé par la Commission du service civil et n'a même pas droit à une pension. Si nous laissons passer cette loi, il y en aura une série d'autres pour faire disparaître des postes.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le contrôleur actuel du revenu a la confiance absolue du chef du gouvernement et du ministre des Finances. Il m'a accompagné à Ottawa pour les dernières conférences intergouvernementales. C'est un de mes confrères du Barreau du Québec. Il a été mon commandant dans l'artillerie. Je déplore que l'opposition prenne une personnalité aussi distinguée que celle de M. Shink pour la traîner dans un débat comme celui-ci.

**M. Johnson (Bagot):** Je n'ai pas mentionné M. Shink. C'est le premier ministre qui l'a fait. Mais il est clair que son poste va disparaître. Or, quand un poste est aboli, où va le fonctionnaire?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est ma responsabilité!

**M. Johnson (Bagot):** Qui sera ministre ou sous-ministre du Revenu après l'entrée en vigueur de la loi, le 1<sup>er</sup> avril?

Est-ce que le contrôleur du revenu, dont la fonction sera abolie, va devenir le sous-ministre du nouveau département?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Pourquoi le député de Bagot n'a-t-il pas manifesté une telle indignation lorsqu'on a coupé la tête de Pierre Desmarais<sup>33</sup>?

**Des voix ministérielles:** Et celle de Léo Guindon<sup>34</sup>? Et celle d'André Dolbec<sup>35</sup>?

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Lavoie, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Meunier, Morissette, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 38.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Guillemette, Hébert, Johnson, Laberge, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, 24.

**Députés pairés:** M. Bédard ainsi que M. Lemieux déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Cloutier et Bernatchez, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote en faveur de la troisième lecture dudit bill.

M. Somerville ainsi que M. Charbonneau déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. O'Reilly et Thérberge respectivement, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote à l'encontre de la troisième lecture dudit bill.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 19 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Ministère des Richesses naturelles**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 instituant le ministère des Richesses naturelles soit maintenant lu une deuxième fois.

Il existe un fait sur lequel à peu près tout le monde s'entend, dit-il. Ce fait, c'est l'abondance et la valeur des richesses naturelles de la province de Québec. On a tellement parlé de ces richesses de ce côté-ci de l'Assemblée législative comme de l'autre, que je ne vois pas l'utilité de me servir de statistiques ou de rapports techniques pour démontrer quel actif elles représentent pour l'assemblée des citoyens de notre province. Je me contente donc de prendre ce fait pour acquis.

Mais ces richesses, dont la nature nous a si généreusement pourvus, il nous faut les mettre en valeur. Il nous faut les exploiter, les extraire du sol, les harnacher, les transformer. Notre devoir collectif réside dans l'exploitation rationnelle et rentable de cet actif commun. Mon but, en présentant ce projet de loi, est justement de doter le gouvernement d'une structure administrative qui rende plus facile l'accomplissement de ce devoir. Ce projet de loi est la première étape vers la coordination de tous les services liés aux ressources naturelles de la province et vers l'établissement d'un plan-cadre pour le développement des ressources.

A mon sens, le projet de loi que je vous soumetts aujourd'hui est fondé sur trois principes de base auxquels je voudrais m'arrêter d'abord.

Le premier de ces principes, et le plus important, est que les richesses naturelles du Québec doivent d'abord et surtout être exploitées au bénéfice des citoyens de la province du Québec. Ce principe est énoncé dans le projet de loi à l'étude et, comme on peut le constater dans le texte, il nous a inspiré plusieurs de ses modalités.

Nous croyons que les richesses naturelles appartiennent à toute la communauté québécoise. La province n'en a pas été gratifiée pour qu'elles servent exclusivement à l'augmentation du bien-être de quelques individus. Le fait que l'exploitation en ait été confiée à des entreprises privées n'a jamais voulu dire que les entreprises auxquelles on confiait ainsi cette responsabilité obtenaient la propriété exclusive du sol et du sous-sol et devaient en retirer tous les bénéfices substantiels, la population du Québec ne se contentant alors que des miettes. On exercera une surveillance sur les entreprises privées qui exploitent les ressources naturelles du Québec, afin que leur activité bénéficie à toute la population de la province. Cela ne veut pas dire toutefois que le capital étranger placé dans les ressources naturelles de la province sera rejeté.

Le second principe de base du bill 22 concerne l'étroite et indissoluble relation qui existe entre la façon dont nos richesses naturelles sont

exploitées et le niveau de vie général des citoyens. Le bien-être collectif sera d'autant plus élevé que l'exploitation des ressources se fera de façon rationnelle et conformément à un plan d'ensemble élaboré à partir de données précises. C'est à cause de l'effet que peuvent avoir sur le niveau de vie des citoyens, les conditions d'exploitation de nos richesses naturelles, que le gouvernement se doit d'y apporter une attention particulière. Par sa législation à leur égard, il contribue pour beaucoup à la protection et à l'exploitation maxima du patrimoine commun de tous les Québécois.

Le troisième principe de base est d'ordre administratif. Nous sommes en effet convaincus qu'il est absolument nécessaire de réorganiser l'administration de la province en matière de richesses naturelles en conjuguant les efforts de ministères et de départements jusqu'à maintenant séparés. Il s'agit ici du ministère des Ressources hydrauliques et celui des Mines. La fusion de ces deux ministères nous apparaît comme étant la première étape vers une exploitation plus rationnelle de nos ressources et nous les coordonnons!

De plus, le nouveau ministère des Richesses naturelles aura une responsabilité de coordination avec tous les autres ministères. Il élaborera des plans pour la mise en valeur, l'exploitation et la transformation chez nous de nos richesses, et collaborera avec les autres ministères à l'exécution de ces plans.

Entre autres choses, le ministère surveillera l'application des lois actuelles et futures relatives aux mines et ressources hydrauliques. Ces richesses naturelles, que constituent mines et houille blanche, sont trop précieuses pour que leur mise en valeur ne soit pas réglementée et pour que le gouvernement ne s'assure pas que la réglementation soit respectée.

Le ministère accordera une importance spéciale à la réalisation des objectifs suivants:

a) Le nouveau ministère encouragera l'expansion de l'Hydro-Québec, une entreprise de l'État, et veillera à ce que celle-ci assure la propriété et l'exploitation de toute énergie hydroélectrique non concédée, partout où il lui sera économiquement possible de la développer. Il verra également à surveiller l'exploitation des forces hydrauliques déjà concédées.

Une de nos plus grandes richesses est l'électricité. Nous la considérons pratiquement comme un service public, car elle est la condition même de notre croissance industrielle à cause de son abondance dans le Québec et de son exploitation peu coûteuse.

b) Le ministère verra à ce que les taux d'électricité soient tels qu'il en découle un développement économique équilibré.

Le gouvernement est en mesure d'influencer la répartition géographique des différentes branches de l'industrie, par son action sur les taux d'électricité en vigueur, facilitant ainsi un développement économique équilibré.

c) Les autorités provinciales veulent encourager et inciter les Québécois à unir leurs capitaux et à les placer dans le développement et la transformation de nos richesses naturelles. En collaboration avec le Conseil d'orientation économique, le ministère pourra même étudier la possibilité de former des sociétés mixtes où l'initiative privée et publique pourraient unir leurs capitaux dans le même but. Ainsi, la population pourra enfin avoir en main l'économie du Québec.

Il nous semble qu'il faudra consacrer beaucoup d'efforts à la réalisation de cette entreprise d'après de récentes études, l'activité économique générale du pays est en grande partie contrôlée par des personnes non domiciliées au Canada. Il dit qu'il n'a pas de données particulières en ce qui concerne le Québec, mais il est à peu près certain que la situation y est la même.

L'action d'un ministère des Richesses naturelles pourra graduellement corriger cette situation en permettant aux Québécois de contrôler leur propre développement économique.

d) Le ministère cherchera le moyen d'obtenir des sociétés exploitant et vivant de nos richesses naturelles l'emploi de personnel technique et administratif formé dans le Québec, ainsi que la main-d'œuvre québécoise.

Il est tout à fait normal pour une société étrangère de tendre à employer son propre personnel technique au moment de son établissement dans un autre pays et pendant tout le cours de ses opérations. Cependant, cette pratique, lorsqu'elle est trop étendue, porte préjudice aux cadres qui seraient disponibles dans le Québec. De plus, elle prive ces sociétés de la connaissance qu'ont du milieu québécois des cadres provenant de la province et y ayant acquis leur formation.

L'emploi de main-d'œuvre étrangère comporte aussi des désavantages évidents pour les travailleurs résidant dans le Québec. Le ministère des Richesses naturelles aura la responsabilité d'étudier tout le problème de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère et de trouver des solutions aptes à protéger les intérêts de la population québécoise.

Éventuellement, le plan-cadre mènera vers l'établissement d'industries secondaires de transformation de nos richesses naturelles au Québec et promouvoir la naissance de l'industrie lourde dans la province.



C'est là un des moyens les plus efficaces de faire servir la transformation des richesses naturelles de la province au bénéfice de la population. La transformation au Québec de ces richesses naturelles développerait en effet tout un secteur économique, rendrait plus solide l'économie totale de la province et fournirait de nombreuses occasions d'emplois aux travailleurs du Québec.

Le ministère verra à étudier de quelles façons la transformation de nos richesses naturelles peut être économiquement rentable et sera, par la suite, en mesure de susciter les initiatives qui s'imposeront pour réaliser les objectifs fixés.

e) À l'expiration des ententes conclues avec les établissements qui mettent en valeur et exploitent les richesses naturelles du Québec, on cherchera à déterminer de manière plus réaliste les redevances exigées par l'État provincial, de façon à ce qu'elles correspondent davantage à l'importance des revenus que les sociétés retirent de leur exploitation.

C'est à ce sujet que, d'après nous, l'Union nationale a le plus failli à son devoir dans le domaine des richesses naturelles. L'Union nationale a souvent donné l'impression que les entreprises étrangères qui exploitaient les abondantes ressources naturelles du Québec ne s'y étaient intéressées que par humanitarisme et par condescendance envers une province.

Par la faute de l'Union nationale, la province de Québec a trop longtemps été considérée comme une colonie économique qui avait besoin du génie administratif de colonisateurs philanthropes, en vue de l'exploitation de ses richesses. On a, à dessein, oublié que si ces sociétés étaient venues au Québec, c'est qu'elles avaient besoin des ressources qui s'y trouvaient et qu'elles étaient convaincues que leur exploitation serait rentable à brève échéance.

Conséquemment, les taux de royauté n'ont pas fait, au moment où on les a établis, l'objet d'une étude sérieuse qui aurait fixé une relation plus réaliste entre leur niveau et la rentabilité économique des ressources exploitées. En 1958, la valeur totale de la production minérale était de \$395,000,000 alors que les redevances recueillies s'élevaient à \$5,300,000. Le ministère des Richesses naturelles, au moment opportun, examinera tous les facteurs en présence qui doivent entrer en ligne de compte pour la fixation de redevances équitables, proportionnées à l'importance des bénéfices des sociétés, et déterminera des taux plus justes.

f) En somme, la grande fonction du ministère nouveau sera de garantir un effort constat en vue de la mise en valeur rationnelle de nos richesses et de protéger le patrimoine commun des Québécois<sup>36</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le discours du premier ministre ressemble étrangement à sa campagne électorale. Le projet de loi instituant un ministère des Richesses naturelles ne remplit pas la promesse que le Parti libéral avait faite à la population de la province. Le peuple de la province de Québec avait compris que l'on ferait un grand ministère, au-dessus de tous les autres qui touchent aux richesses naturelles, pour coordonner toutes les activités en ce domaine. Mais, au lieu de cela, qu'est-ce qu'on nous offre? Tout simplement la disparition de deux ministères qui existaient déjà: le ministère des Mines et celui des Ressources hydrauliques, formés par l'Union nationale.

Le premier ministre a annoncé des principes à l'appui de son projet de loi avec lesquels l'opposition est tout à fait d'accord. Mais si on examine ce projet de loi, on voit tout simplement qu'il s'agit de fusionner deux ministères; il n'y a rien de plus. D'ailleurs, le titre même de la loi est faux. Que doit-on entendre par richesses naturelles? C'est d'abord la terre, les forêts, les mines, les pouvoirs hydrauliques, la faune. Si c'est véritablement un ministère des Richesses naturelles qu'on voulait créer, il aurait fallu fusionner tous ces ministères, celui des Terres et Forêts, celui de l'Agriculture, celui des Mines, celui des Ressources hydrauliques, celui de la Colonisation et même celui de la Chasse et des Pêcheries.

Il évoque les réalisations des ministères des Mines et des Ressources hydrauliques. Il cite des chiffres pour démontrer les progrès inouïs que la province a réalisés sous l'Union nationale, dans les domaines des mines et des ressources hydrauliques. Le ministère des Mines notamment a accompli plus que tout autre département de l'administration provinciale pour le développement de plusieurs régions de la province.

Pourquoi le gouvernement provincial choisit le moment où Ottawa veut développer son propre ministère des Mines et s'immiscer encore davantage dans l'exploitation de nos richesses? Pour faire disparaître le sien? Le moment est mal choisi pour faire disparaître le ministère des Mines de la province.

Le bill 22 réunit en un seul ministère celui des Mines et des Ressources hydrauliques alors que la commission Tremblay recommandait de donner encore plus d'envergure à ce dernier.

Ce que demandait le rapport Tremblay, ce n'était pas d'abolir le ministère des Ressources hydrauliques, mais d'en faire un plus grand, capable de développer les pouvoirs hydrauliques à la grandeur de la province.

Le rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, écrit à sujet à la page 368 du volume III: "Quant à l'immense réseau de rivières et chutes d'eau qui constituent l'une des plus grandes richesses naturelles de la province, la responsabilité en a été confiée au ministère des Ressources hydrauliques dont le budget devrait être de quelque \$7,000,000 en 1965 en comparaison de \$4,000,000 en 1953-1954<sup>37</sup>."

Et le gouvernement, qui se vante d'appliquer les recommandations du rapport Tremblay, réduit le ministère des Ressources hydrauliques, le fusionne avec un autre. Le rapport Tremblay démontre également qu'au lieu de faire disparaître le ministère des Mines, il faudrait lui donner des pouvoirs plus étendus encore. Nous pouvons lire aux pages 367 et 368 du volume III: "Les mines posent un problème tout différent. Il n'est plus question ici de conservation mais d'exploration du territoire et d'études scientifiques, en vue d'une meilleure utilisation des richesses minières. La coordination des activités respectives des gouvernements et des entreprises, comme dans le cas des sols et de la forêt, entraînera des déboursés importants pour la province."

"En raison de l'étendue du territoire, les travaux de cartographie, de photographie, d'arpentage, etc., sont nécessairement coûteux. Ils n'en doivent pas moins être poussés avec vigueur et couvrir l'étendue complète de la province dans le plus court délai possible. L'exploration géologique d'un territoire de près de 600,000 milles carrés demandera des milliers d'équipes, et dépendra du nombre de géologues dont pourra disposer le ministère des Mines. Tous les moyens scientifiques modernes seront mis à contribution pour hâter la prospection. Le développement prévu, d'ici vingt ans, de l'industrie minière au triple de sa production actuelle exigera une augmentation proportionnelle du personnel du ministère et une hausse des traitements pour assurer la stabilité et l'efficacité du personnel<sup>38</sup>."

Le projet de loi n'est qu'un trompe-l'œil pour réunir deux ministères qui devraient être définitivement séparés. Je prétends que c'est faire œuvre nuisible que de fusionner deux ministères qui ont une raison d'être l'un et l'autre.

Le ministre des Mines (l'honorable M. Earl) sait bien qu'il y a de quoi occuper un homme 365 jours par année dans son ministère. Quant à l'autre, je n'en parlerai pas: quantité négligeable.

Le premier ministre parle de planification. Où la province s'en va-t-elle avec tous les projets de planification, d'économie dirigée? On va en avoir plein de grandes armoires des plans. Mais où cela

nous conduira-t-il? Si un conseil d'orientation économique doit faire un travail, pourquoi fusionner les deux ministères? Parce que le premier ministre sait que ça n'apportera rien à la province de Québec.

Le premier ministre a essayé, à la fin de son discours, de jeter une ombre sur l'œuvre économique de l'Union nationale. Mais la population de la province sait que nous avons fait du Québec un géant industriel. Nous avons toujours su que les industries qui sont venues s'établir chez nous ne sont pas venues uniquement pour faire œuvre de philanthropie, et nous les remercions d'avoir compris qu'il y avait un gouvernement stable qui ne penchait pas à gauche et qui donnait les garanties nécessaires. Les industriels savaient trouver ici la stabilité économique et gouvernementale qu'ils ne trouvaient pas ailleurs.

On dit que le gouvernement veut que les richesses naturelles soient exploitées au profit du peuple. C'est ce que nous avons toujours fait. C'est pour cela que des milliers de Québécois ont de meilleurs emplois et des salaires qu'ils n'avaient pas connus auparavant. C'est pour cela que les universités sont remplies de milliers de jeunes qui se groupent surtout dans les facultés de sciences pures, parce qu'ils savent qu'il y a maintenant un avenir pour eux dans ce domaine, grâce à la politique de l'Union nationale.

Des mots, uniquement des mots. Ce bill est loin des belles théories du premier ministre. Le peuple sera désappointé, demain, lorsqu'il lira ce projet de loi, parce que c'est la fusion de deux ministères, parce que tous les principes qu'il contient existaient déjà dans les lois des ministères fusionnés. C'est de la poudre aux yeux. Le projet de loi du premier ministre est un trompe-l'œil, une autre mesure improvisée.

**M. Bellemare (Champlain):** Le premier ministre a accusé l'Union nationale d'avoir sacrifié les richesses d'Ungava. Toutes les concessions hydrauliques de la province de Québec qui existent en vertu de lettres patentes furent cédées par les ancêtres de nos amis d'en face.

Sous l'Union nationale, les investissements dans l'exploitation de nos richesses naturelles, de 1944 à 1959, furent de l'ordre de \$777,700,000. La valeur de la production minière est passée de \$90,200,000, en 1944, à \$462,000,000, en 1959. Les gages et salaires payés se sont chiffrés à \$32,200,000 en 1944, comparativement à \$115,000,900 en 1959. Le développement minier a procuré du travail à 17,500 ouvriers en 1944, et à 31,929 en 1959. C'est véritablement défendre l'autonomie provinciale que d'assurer la mise en valeur de nos richesses naturelles. Pour ce qui est du minerai de fer, la

production fut de 13,016,822 tonnes en 1944, contre 17,024,827 en 1960.

La loi d'étatisation de la Montreal Power fut votée en 1944, mais en perdant le pouvoir, les libéraux ont laissé à l'Union nationale un triste héritage. C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a réglé le problème avec justice et équité. C'est grâce à la vaste pensée de son chef, Maurice Duplessis, qu'on a pu faire de l'Hydro-Québec une institution solide au service de la population de la province. L'électrification rurale, sous le régime de l'Union nationale, a grimpé de 21 % à 92 %.

Les capitaux étrangers doivent être accueillis favorablement dans la province de Québec. Il ne faut pas oublier que le géant économique des États-Unis a commencé à grandir et est devenu une puissance économique de premier ordre justement grâce à l'apport des capitaux étrangers. L'ancien gouvernement de l'Union nationale avait attiré le capital étranger dans le Québec.

Il propose, appuyé par le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

### Ajournement

L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, que lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. *Le Soleil* du 20 janvier 1961, à la page 15, note que M. Lalonde est le le whip du Parti libéral.

2. *Le Soleil* du 20 janvier 1961, à la page 15, et *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 16, écrivent que M. Prévost ne peut prendre part aux travaux parlementaires en raison de sa maladie.

3. Le correspondant du journal *Le Soleil* du 20 janvier 1961, à la page 29, écrit que cette

intervention de M. Lapalme est la réponse officielle du gouvernement à "la question posée par M. Johnson lors de la séance du 17 janvier 1961".

4. Selon *La Presse* du 20 janvier 1961, à la page 13, et *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 16, le document produit par M. Lapalme est la liste d'établissements fournie par M. Johnson lors de la séance du 17 janvier 1961 à laquelle sont ajoutés des renseignements préparés par la Commission des liqueurs.

5. Vote de 75 à 0. À son tour, le gouvernement du Québec veut la disparition de la mention "canadienne", selon *L'Action catholique* du 19 janvier 1961, aux pages 1 et 2.

6. Cette intervention de M. Bertrand n'est pas rapportée par les journaux du 20 janvier 1961. Nous avons reconstitué cette section de la séance à partir d'une déclaration remise à la presse par M. Bertrand. Cette déclaration est publiée dans la grande majorité des journaux, dont *La Presse*, *Le Soleil*, *Le Nouvelliste* et *L'Action catholique*, le 25 janvier 1961.

7. Selon *Le Dictionnaire des parlementaires québécois, 1792-1992*, p. 663, cette compagnie de M. Rousseau s'appelle Rousseau Métal inc. et est fondée à Saint-Jean-Port-Joli, en 1950.

8. Il s'agit de l'ancien officier de la gendarmerie royale du Canada, Josaphat Brunet, que M. Lapalme nomme le 6 août 1960 comme directeur de la police provinciale.

9. Il s'agit de Hilaire Beauregard, directeur adjoint de la police provinciale au temps de Maurice Duplessis. Beauregard est reconnu comme un fidèle partisan de l'Union nationale. Il s'est particulièrement distingué pendant la grève d'Asbestos.

10. Les sources ne donnent pas le contenu de la question de M. Pouliot. Nous nous sommes inspirés de la réponse de M. Levesque pour rédiger la question.

11. Les sources ne donnent pas le contenu de la question de M. Lafontaine. Nous nous sommes inspirés de la réponse de M. Levesque pour rédiger la question.

12. *Le Montréal-Matin* du 20 janvier 1961, à la page 8, relate que la réponse de M. Lesage laisse M. Talbot sceptique.

13. Le projet de loi a connu d'autres amendements. Les journaux ne rapportent toutefois aucun débat relativement à ceux-ci. Pour prendre connaissance de l'ensemble des amendements, il s'agit de référer à la copie archivée du projet de loi.

14. Le courriériste Henri Dutil écrit, dans *Le Soleil* du même jour, à la page 29, que ces deuxième et troisième lectures du bill 28 sont faites sans discussion. Un correspondant de *La Presse* du même jour, à la page 13, commente ainsi le choix de l'opposition: "Il est vrai que, grâce au texte législatif, les anciens ministres de l'Union nationale et les autres membres de ce parti, ayant eu des charges dans le Parlement précédent (...) auront droit à une pension plus élevée que si tout était resté dans le *statu quo*. En effet, la pension sera calculée à l'avenir en se basant sur les indemnités les plus importantes reçues par un député en un an."

15. Ce montant est de \$152,500,000, selon *Le Soleil* du 20 janvier 1961, à la page 22.

16. Ce montant varie d'un journal à l'autre. Selon *Le Nouvelliste* du 20 janvier 1961, à la page 16, il est de l'ordre de \$300,000,000. *La Presse* du même jour, à la page 13, parle de \$4,899,800,000, et *Le Soleil* du 20 janvier 1961, à la page 22, de \$500,000,000.

17. Selon *La Presse* du 20 janvier 1961, à la page 13, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 16, il est plutôt question de 243 employés alors que selon *Le Montréal-Matin* du 20 janvier 1961, à la page 11, il est de 233 employés.

18. Par cette remarque, M. Talbot fait référence à M. Arsenault qui désire continuer à se faire appeler "honorable" malgré l'abolition de ce titre.

19. Onésime Gagnon est député conservateur à la Chambre des communes dans le comté de Dorchester de 1930 à 1935. Il est ministre sans portefeuille dans le cabinet de Richard B. Bennett du 30 août au 23 octobre 1935. Il est élu député de l'Union nationale à l'Assemblée législative dans Matane de 1936 à 1958. Il est ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries dans le cabinet Duplessis du 26 août au 15 décembre 1936, puis ministre des Mines et des Pêcheries du 15 décembre 1936 au 8 novembre 1939. Il est le trésorier de la province (Finances) du 30 août 1944 au 27 janvier 1958. Il est le lieutenant-gouverneur de la province de Québec du 14 février 1958 jusqu'à son décès en 1961.

20. Avant la nomination de M. Gagnon, quatre autres Canadiens français occupent le poste de trésorier de la province de Québec. Ces quatre parlementaires sont: 1) François Langelier, député à l'Assemblée législative des comtés de Montmagny, de 1873 à 1875, et de Portneuf, de 1878 à 1881. Il est trésorier de la province de mars à octobre 1879; 2) Louis-Olivier Taillon, premier ministre du Québec de 1892 à 1896 et trésorier de la province du 16 au 30 décembre 1892 et du 6 octobre 1894 au 14 mai 1896; 3) Félix-Gabriel Marchand, premier ministre de 1897 à 1900 et trésorier de mai 1897 à septembre 1900; 4) Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre, de 1920 à 1936, et trésorier de la province de novembre 1930 à octobre 1932. Cette explication provient d'une intervention du député unioniste de Chambly, M. John Redmond Roche, lors de la séance du 14 février 1956.

21. Il s'agit de John Samuel Bourque, élu député de l'Action libérale nationale dans Sherbrooke en 1935 et réélu sous la bannière de l'Union nationale jusqu'en 1956. Bourque est ministre des Finances dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette du 27 janvier 1958 au 5 juillet 1960. Il est défait aux élections générales de 1960.

22. George H. Shink est contrôleur du bureau du revenu du 1<sup>er</sup> novembre 1936 au 31 mars 1961. Par la suite, il agit comme sous-ministre du ministère du Revenu jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1963. Selon Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, vol II, p. 615, M. Shink assiste à toutes les conférences intergouvernementales auxquelles M. Duplessis prend part pendant ses années de pouvoir.

23. M. Lesage est ministre des Ressources et du Développement économique dans le cabinet Saint-Laurent, du 17 septembre au 15 décembre 1953, puis ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, du 16 décembre 1953 au 21 juin 1957.

24. Le correspondant du journal *The Montreal Daily Star* du 20 janvier 1961, à la page 44, écrit que M. Lesage "bondit de son siège".

25. Selon *Le Nouvelliste* du 20 janvier 1961, à la page 1, cette déclaration de M. Lévesque "retentit comme un coup de tonnerre à l'Assemblée législative".

26. *Le Montréal-Matin* du 20 janvier 1961, à la page 5, écrit que le chef de l'opposition a littéralement bondi de son siège.

27. *Le Nouvelliste* du 21 janvier 1961, à la page 1, décrit ce désordre comme étant "un magnifique brouhaha". *Le Montréal-Matin* du 21 janvier 1961, à la page 5, commente ainsi l'action: "un chahut indescriptible a alors éclaté en Chambre".

28. Le courriériste du journal *The Montreal Daily Star* du 21 janvier 1961, à la page 44, écrit que les appels à l'ordre de M. Hyde sont couverts par les cris des parlementaires.

29. Le correspondant du *Montréal-Matin* du 21 janvier 1961, à la page 5, écrit que "M. Johnson se lève au milieu des interruptions pour faire une mise au point".

30. Le correspondant du journal *The Montreal Daily Star* du 20 janvier 1961, à la page 44, écrit que le débat s'est étiré, et que la suspension habituelle de 6 heures est survenue quelques minutes plus tard.

31. Deux amendements ont été adoptés à l'article 6. Les journaux ne rapportent aucun débat à ce sujet. Pour prendre connaissance des amendements, il s'agit de référer au projet de loi archivé.

32. Selon *Le Montréal-Matin* du 20 janvier 1961, à la page 5, le projet de loi créant le ministère du Revenu est discuté pendant 90 minutes en comité plénier.

33. Pendant les années 1950, Pierre Desmarais est un des principaux adversaires, avec Jean Drapeau, de Maurice Duplessis dans la ville de Montréal. Desmarais est, entre autres, président du Conseil d'administration de la Ligue d'action civique de 1951 à 1955 et de 1960 à 1962. Aux élections municipales de 1954, il est élu à la présidence du comité exécutif de la ville de Montréal. Selon Conrad Black, *Duplessis, le pouvoir*, 1977, à la page 568, Maurice Duplessis aurait fait passer un bill pour destituer expressément Desmarais de son poste.

34. Enseignant à la Commission des écoles catholiques de Montréal, Léo Guindon est un important syndicaliste de l'époque duplessiste. En 1942, il fonde la Fédération des instituteurs et institutrices des cités et villes du Québec. De 1946 à 1951, il est président de la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec (CIC). Guindon est aussi président de l'Alliance des professeurs catholiques de Montréal jusqu'en 1966. En janvier 1949, Guindon dirige une

grève illégale des enseignants de l'Alliance, ce qui provoque, selon Conrad Black, *Duplessis, le pouvoir*, 1977, à la page 568, l'ire de Duplessis et la révocation du certificat de reconnaissance du syndicat. Ce n'est qu'en 1959, après 10 ans de bataille devant les tribunaux, que l'Alliance a gain de cause et récupère sa reconnaissance.

35. En 1936, André-J. Dolbec est un directeur de service congédié par M. Duplessis à son arrivée au pouvoir. Par la suite, Dolbec est auditeur général de la province de Québec pendant plusieurs années, sous les régimes Godbout et Duplessis. Le 13 juillet 1960, Dolbec sort de sa retraite à la demande de M. Lesage pour prendre en charge le bureau du Trésor.

36. Selon *Le Soleil* du 21 janvier 1961, à la page 1, "le premier ministre a parlé pendant trente minutes". Selon *La Presse* du même jour, à la page 20, ce discours de M. Lesage est de grande portée. *La Presse* écrit ceci: "En fait, le député de Québec-Ouest a exposé la politique du Parti libéral visant à activer la mise en valeur de nos ressources. Le chef du gouvernement a ouvert des perspectives prometteuses pour l'avenir de notre province."

37. *Le Soleil* du 21 janvier 1961, à la page 28, relate que M. Talbot cite le rapport Tremblay.

38. Le correspondant du journal *Le Soleil* du 21 janvier 1961, à la page 28, écrit que M. Talbot "cite également le rapport Tremblay pour démontrer qu'au lieu de faire disparaître le ministère des Mines, il faudrait lui donner des pouvoirs plus étendus encore".



Séance du vendredi 20 janvier 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 10 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Dépôt de documents:**

**Rapport des élections générales de 1960  
et des élections partielles  
de 1956 à 1960**

**M. l'Orateur** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les élections générales du 22 juin 1960, et sur les élections partielles tenues pendant la vingt-cinquième législature (1956-1960). (Document de la session no 64)

**Électriciens et  
installations électriques**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** dépose sur le bureau de la Chambre l'arrêté en conseil concernant des modifications aux règlements en exécution de la loi concernant les électriciens et les installations électriques. (Document de la session no 65)

**Présentation  
des bills privés**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est la coutume qu'on accepte la présentation de bills privés après l'expiration du délai prévu par le Règlement.

Au cours de la présente session du Parlement, nous avons permis que de nouveaux projets de loi soient soumis pendant deux mois supplémentaires. Nous pensons que c'est suffisant.

Je propose donc qu'à partir de jeudi prochain nous cessions d'autoriser la présentation d'autres bills privés.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre a entièrement raison.

**Les députés** approuvent le point de vue des deux chefs de parti.

**Questions de privilège:**

**Le pont de Trois-Rivières**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** À la suite de l'ordre du jour, je vois une motion du représentant de Champlain (M. Bellemare) au sujet d'un pont à construire sur le Saint-Laurent dans le district de Trois-Rivières qui se lit comme suit: "... Attendu que le nombre des véhicules automobiles dans la province s'élève maintenant à environ 1,000,000..."<sup>1</sup>

**M. Talbot (Chicoutimi):** Pour faire connaître son point de vue, le ministre doit attendre que la motion soit appelée par le premier ministre, vu que ce n'est pas la journée des députés.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Cela n'est pas nécessaire et le Règlement me permet de me lever pour aborder une question relative aux privilèges des membres de la Chambre. Une telle question de privilège doit être soulevée à la première occasion. Dans les *Procès-verbaux* de la session 1959-1960, on remarque une motion rédigée dans les mêmes termes que celle que le député de Champlain propose. Cette dernière constitue donc un plagiat. Le minimum de décence aurait été d'en mentionner la source.

**M. Bellemare (Champlain)** admet que sa motion a été copiée sur celle du ministre. Mais il a changé des mots, dit-il, afin qu'on ne l'accuse pas de vouloir en faire un pamphlet publicitaire.

**M. Johnson (Bagot):** On a nettoyé.

**M. Bellemare (Champlain):** C'est ça.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je souligne que c'est du plagiat et que le député de Champlain aurait dû citer ses sources.

**Projets de loi:**

**Ministère des  
Richesses naturelles**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 19 janvier courant,

sur la motion du ministre des Finances (l'honorable M. Lesage) proposant que le bill 22 instituant le ministère des Richesses naturelles soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bellemare (Champlain):** La loi instituant un ministère des Richesses naturelles est une loi de façade dont le seul but est de fusionner deux ministères. Tout ce qui s'est fait de valable au point de vue minier, dans la province, fut sous l'Union nationale. Il cite des documents contenant des éloges de la politique du développement des richesses naturelles.

Il loue l'œuvre de M. Duplessis qui, dit-il, a ouvert la terre de Caïn de l'Ungava aux jeunes Québécois.

Un éditorial du *Nouvelliste*, un grand quotidien de la région de la Mauricie, en date du 5 avril 1954, louait la politique de M. Duplessis et qualifiait le capital engagé dans l'exploitation de l'Ungava de "capital de risque qui pourrait être appelé le pionnier de l'expansion industrielle québécoise". Sous l'Union nationale, déclare-t-il, l'industrie minière de la province s'est développée au point de devenir un géant minier.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** L'objet du projet de loi instituant un ministère des Ressources naturelles est d'assurer l'exploitation de nos ressources naturelles au plus grand bénéfice de la population.

Ce que les libéraux ont toujours dénoncé à propos de l'Ungava, c'est que le minerai de fer passe devant Québec sur des navires américains, pour aller enrichir des gens de Pittsburgh et d'ailleurs.

J'ai maintes fois apporté en cette Chambre des arguments en faveur d'une meilleure exploitation de nos richesses naturelles. Mais aujourd'hui, je suis en mesure d'ajouter un autre argument à ceux que j'ai souvent invoqués ici et ailleurs. Lors du débat sur le budget, le député de Missisquoi (M. Bertrand) en a fait un éloge involontaire. Le chef de l'opposition l'a répété quand il a dit hier que l'on retrouve dans ce projet de loi un article du programme libéral.

Eh bien! Oui! Ce programme, nous le mettons dans des textes de lois avec le concours de la Législature. Nous n'avons jamais cessé de réclamer une meilleure coordination de l'exploitation de nos richesses naturelles, et le projet de loi soumis à la Chambre prouve notre sincérité. L'opposition veut prétendre que c'est une loi de façade. Ce que nous savons bien, c'est qu'une chose que regrette l'opposition, c'est de voir insérer dans la législation

ce que nous avons prôné depuis des années. Si bien qu'on est rendu à dire que le Parti libéral fait passer ses promesses, une à une dans les textes de lois.

L'Union nationale a toujours clamé que les promesses du Parti libéral étaient irréalisables, que c'était de l'utopie ce que nous promettons à la population. Et voici que ces promesses, nous les réalisons pour le bénéfice et à la grande satisfaction du peuple de cette province. Qu'est-ce que nous voulons par cette loi. Nous voulons que les deux grandes richesses du Québec, les ressources hydrauliques et les mines, ne soient pas séparées; nous voulons qu'elles ne soient pas morcelées; nous voulons que tout soit coordonné suivant une politique bien déterminée.

Nous désirons que l'exploitation de ces immenses richesses soit coordonnée dans un grand ministère qui saura où il va, et qui verra à ce que les autres ministères aient une action bien concertée en tout ce qui a trait à la mise en valeur de nos ressources. Il faut savoir où l'on va. Il n'appartient pas, par exemple, à une grande compagnie de décider qu'elle va s'établir ici ou là. Il faut que le gouvernement prenne ses responsabilités. Le gouvernement doit jouer efficacement son rôle en regard des besoins et de l'intérêt de la population afin que nos ressources naturelles soient travaillées par nous et pour nous, plutôt que d'aller faire vivre des ouvriers étrangers.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Mon gouvernement va démontrer que la négligence de l'Union nationale a empêché le projet de se matérialiser.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** L'ancien premier ministre de la province, M. Maurice Duplessis, a bloqué l'établissement d'une grande entreprise sidérurgique dans la province de Québec. Elle aurait nécessité une mise de capital de \$410,000,000 à \$600,000,000 et aurait employé de 10,000 à 15,000 hommes. Il s'agissait de la société New Quebec and Ungava Mining Corporation, soutenue par les intérêts de la succession Andrew Mellon de Pittsburgh.

Les fonds auraient été fournis par la *First Boston Corporation* et les capitaux auraient été canadiens dans une proportion de 50 %. De plus, M. C. D. Howe<sup>2</sup> avait promis une exemption de taxes de 85 % pendant 20 ans, si l'usine fournissait du fer à l'industrie de Montréal. L'affaire était tellement avancée que le ministre des Mines de l'Union nationale, M. Cottingham<sup>3</sup>, avait même préparé un arrêté ministériel.



Il se réfère à un dossier du ministère des Mines, de 1954-1955, et à certaines pièces qu'il contient.

Puis, le dossier devient subitement silencieux et nous apprenons par une lettre, dans le cours de l'année 1960, que toute l'affaire a été bloquée au bureau du premier ministre Duplessis, qui prétendait que l'affaire était trop grosse et ne pouvait se faire dans la province de Québec.

**Une voix de l'opposition:** Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) n'était pas présent et n'a pas lui-même entendu M. Duplessis prononcer ces paroles.

**M. l'Orateur:** Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) a le droit de donner sa version tout comme n'importe quel député a parfaitement le droit d'exprimer une opinion.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Le juge Louis Cousineau était l'interprète du groupe de financiers qui voulaient établir cette industrie sidérurgique entre Montréal et Cornwall, probablement à Caughnawaga, et les ingénieurs intéressés dans l'affaire étaient John Blair et associés de New York, maison de réputation internationale.

**M. Johnson (Bagot):** L'honorable procureur général déposera-t-il ce dossier sur le bureau de la Chambre?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Je ne répondrai pas immédiatement à cette question.

**M. Talbot (Chicoutimi):** En toute justice pour nous, il nous faut être capables de consulter les documents cités par le procureur général (l'honorable M. Lapalme).

**M. l'Orateur:** Est-ce que le ministre veut produire les documents?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** J'entends produire les documents que je vais citer. Ce dossier-là contient des choses qui n'ont rien à voir au débat.

**M. Johnson (Bagot):** Le procureur général pourrait ne produire que les documents qui feraient son affaire.

## Décisions de l'Orateur:

### Dépôt de documents non cités

**M. l'Orateur** décide que l'on ne peut obliger un député à produire des documents qu'il ne cite pas.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Devant cette décision que je ne qualifierai pas, j'en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Courmoyer, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Lavoie, LeChasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Roberval), Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 43.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Cloutier, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Guillemette, Hébert, Johnson, Laberge, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, 26.

**Députés pairs:** M. Lemieux ainsi que M. Lizotte déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Bernatchez et Leclerc respectivement, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote en faveur du maintien de la décision de M. l'Orateur.

M. Gosselin ainsi que M. Somerville déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Laroche et O'Reilly respectivement, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote à l'encontre du maintien de la décision de M. l'Orateur.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur la deuxième lecture.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** cite deux notes du sous-ministre à son ministre en date du 16 juillet 1954. Ces notes indiquaient que

deux compagnies, L'International et la New Quebec and Ungava Mining, venaient d'obtenir des concessions.

Il cite une lettre de Blair Associates indiquant que la New Quebec and Ungava était prête à établir ses hauts fourneaux entre Montréal et Cornwall. L'entreprise, dit-il, devait embaucher de 9,000 à 10,000 hommes. Elle devait construire à l'intention des employés des maisons qui leur auraient été vendues à prix modique, avec arrangements raisonnables en vue du remboursement par retenue sur le salaire. L'estimation de tout le projet, y compris le chemin de fer, était de \$410,000,000.

Nous sommes en face d'une affaire de transformation du fer sur place. Les promoteurs du projet demandaient seulement d'avoir accès aux riches gisements minéraux de l'Ungava; c'est moins que ce qui était accordé aux autres qui ne s'engageaient pas à transformer le minerai de fer sur place. Et c'est à ce moment que le ministre des Mines du temps a commencé à parler d'une aciérie.

Le 22 juillet 1955, une lettre de John Blair et Associates fut envoyée au premier ministre pour demander une entrevue. Toute une documentation avait déjà été fournie. M. Duplessis accusa réception le 5 août 1955.

On a trouvé dans le dossier l'original et la copie d'une lettre du ministre des Mines, M. Cottingham, en date du 15 août 1955. La lettre était adressée au sous-ministre des Mines M. A.-O. Dufresne. Elle faisait part d'une entrevue, lors des négociations, que M. Cottingham avait eue à son domicile avec le juge Cousineau qui aurait même cité des chiffres plus importants et demandait une concession de \$750,000 en soumettant un projet industriel de \$600,000,000 pouvant fournir du travail à 15,000 hommes.

Le juge Cousineau avait fait part au ministre qu'il avait eu une entrevue avec M. C. D. Howe et qu'il était assuré d'une exemption de taxes de 85 %, à la condition que l'usine projetée fût construite dans la province pour fournir les aciéries à Montréal.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Quel est le nom et le numéro du dossier que le procureur général (l'honorable M. Lapalme) cite?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Le numéro, 29332-37. Le nom, New Quebec and Ungava Mining Corporation.

**M. Johnson (Bagot):** Le procureur général qui a sans doute étudié le dossier, peut-il nous dire si,

lui, aurait accordé la concession sur les dires du juge Cousineau?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Je vais y arriver.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je ne suis pas surpris d'entendre le député de Bagot dire une telle chose. Ceci correspond à sa manière de raisonner.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Le ministre des Mines du temps y croyait au projet, lui. Il avait même fait préparer, en date du 29 août 1955, un arrêté ministériel pour accorder à la New Quebec and Ungava Mining une concession de 400 milles carrés, à la condition que la compagnie établisse une aciérie dans un rayon de 30 milles de Montréal et que le minerai extrait de la concession de 400 milles soit utilisé à 100 % dans la province de Québec. Cela se passait au moins d'août 1955. Il donne lecture de ce document.

**M. Johnson (Bagot):** Cette proposition est-elle antérieure ou postérieure à la fameuse affaire Aconic?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Je ne connais pas cette affaire.

**M. Johnson (Bagot):** Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) doit certainement en savoir quelque chose parce qu'il y a un dossier à ce sujet au département du procureur général.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** À partir de ce moment, le dossier est silencieux. Que s'est-il passé? Ce que je sais, c'est qu'au moment où l'affaire semblait se conclure, les intéressés sont venus dans la Vieille Capitale et se sont fait dire, pas par un conseil d'orientation économique, pas par le ministre des Mines, mais par le premier ministre Duplessis seul, que l'affaire était trop grosse pour Québec parce qu'on avait dit depuis des années que c'était une idiotie. J'arrive à 1960 à une époque où le gouvernement qui nous a précédés était disparu. Nous apprenions alors, par une lettre de 1960, l'existence de ce qui s'est passé auparavant.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous arrivons au faite de l'imagination. Après avoir soumis à la Chambre une preuve incomplète, le procureur général se fait ici l'écho de ragots, veut nous parler de choses dont il n'a pas eu connaissance.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Un projet d'une valeur de quelque \$400,000,000 s'est terminé sans que rien ne soit inscrit dans les filières du gouvernement; la seule conclusion qu'on puisse en tirer, c'est que cette affaire s'est terminée verbalement.

**M. Johnson (Bagot):** Dois-je présumer qu'il y a dans le dossier une lettre ou une communication du juge Cousineau?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Tout est dans le dossier de l'ancien ministre des Mines sous l'Union nationale. Ce dossier était en train de se couvrir de poussière. C'est une lettre qui a fait revivre ce dossier, lettre que je ne déposerai pas, car il serait contraire à l'intérêt public de le faire. Cela pourrait provoquer de la spéculation.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre pourrait ajouter une note au dossier: C'est la faute à la méchante Union nationale!

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Je le ferai avec plaisir.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est un beau roman à la Simenon.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Tiens, le chef de l'opposition a des lettres. Je lui citerai alors le titre d'un ouvrage de l'auteur qu'il vient de mentionner: "L'homme qui regardait passer les trains". C'est ce que l'Union nationale a fait pendant 16 ans au sujet du minerai de fer de l'Ungava.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Un vrai roman policier.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Non, c'est le dossier de votre ministère des Mines. Je savais que l'ancien premier ministre pouvait écrire des romans mais, ce que je sais, c'est qu'aujourd'hui on tente de reprendre les négociations restées en plan en 1955. Nous avons cependant le devoir de nous demander pourquoi cette affaire est morte, pourquoi les promoteurs se sont fait dire que l'offre était trop grosse.

Je n'étais pas dans le bureau du premier ministre alors, mais je me fie aux documents officiels. Il y a six ans maintenant que cette offre nous a été faite; serons-nous en mesure de

recommencer l'expérience? Là est le point. À l'heure actuelle, une entreprise du Commonwealth regarde vers l'Ontario pour établir une autre fonderie.

Même le chef de l'opposition semble avoir été mis au courant pour la première fois de cette offre d'aciérie des promoteurs, en dépit du fait qu'il a été ministre pendant 16 ans.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je n'ai aucune objection à dire que cette affaire n'a jamais été soumise au cabinet de l'époque et que je n'en ai jamais entendu parler.

(Applaudissements du côté ministériel)

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Quel aveu! Il s'agit d'une confession de faiblesse et d'ignorance. Il y a des choses troublantes là-dedans: un premier ministre qui décide seul sans consulter les ingénieurs et les spécialistes. Et des choses graves aussi: 17 ans après la première concession, on est réduit à étudier encore la possibilité d'avoir une aciérie chez nous. Le député de Bagot (M. Johnson) a parlé d'Aconic. En juillet 1959, le gouvernement de l'Union nationale accordait des lettres patentes supplémentaires à cette compagnie. Si l'opposition veut que nous ouvriions ce dossier, nous allons le faire.

**M. Johnson (Bagot):** Non.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Je dis que nous parlons d'une très grande richesse naturelle et que le progrès a été bloqué par la faute d'un homme qui ne voulait pas admettre que son parti s'était trompé.

Le débat est de nouveau ajourné.

**Dépôt de documents:****New Quebec & Ungava Mining Corporation****L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)**

dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Note pour le dossier concernant New Quebec & Ungava Mining Corporation et La Mauricie Steel Corporation, en date du 17 juin 1954. A.-O. D. (Document de la session no 66)

Un télégramme adressé à l'honorable M. Cottingham concernant une assemblée demandée par

le président M. MacGaffin, en date du 20 juin 1954. (signé) Le Juge... (Document de la session no 67)

Mémoire à l'honorable M. Cottingham concernant un permis de recherche minière en faveur de New Quebec & Ungava Mining Corporation, en date du 16 juillet 1954. (signé) A.-O. Dufresne, sous ministre. (Document de la session no 68)

Une "résolution" par la New Quebec & Ungava Mining Corporation demandant un permis de recherche minière, en date du 28 juillet 1954. (signé) L. Pariseau. (Document de la session no 69)

Copie d'une lettre adressée à M. John M. Blair & Associates et signée par M. Maurice Duplessis, en date du 5 août 1955, en réponse à une lettre de M. John M. Blair, en date du 22 juillet 1955, expliquant son mémoire soumis par John M. Blair & Associates, en date du 8 juillet 1955, pour la formation d'une industrie de l'acier et la construction d'un chemin de fer dans la province de Québec. (Document de la session no 70)

Une lettre de M. Cottingham, ministre des Mines, adressée à M. A.-O. Dufresne, sous-ministre, suggérant la passation d'un arrêté en conseil recommandant une concession minière en faveur de la New Quebec & Ungava Iron Ore Company, en date du 15 août 1955. (Document de la session no 71)

Note pour le dossier, concernant une visite par le juge Louis Cousineau, le 19 août 1955, et des conversations par ce dernier avec la Koppers Co., John M. Blair & Associates et M. Benedict. (Document de la session no 72)

Mémoire du ministre des Mines concernant de nouveaux développements miniers dans les régions éloignées du Nouveau-Québec et la New Quebec & Ungava Mining Corporation, qui désire établir une industrie de l'acier dans la province de Québec, en date du 29 août 1955. (Document de la session no 73)

Note concernant Quebec & Ungava Mining Corporation, qui désire établir une industrie de l'acier dans la province de Québec. (Document de la session no 74)

**M. Bertrand (Missisquoi)** propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. Bernatchez), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.  
Adopté.

La séance est levée à midi.

### NOTES

1. La motion avait été présentée par le député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel), lors de la session parlementaire de 1959-1960 alors que les libéraux constituaient l'opposition officielle. Voir *Le Soleil* du 20 janvier 1961, à la page 28.

2. Clarence D. Howe, ministre libéral fédéral de l'Industrie et du Commerce de 1948 à 1957.

3. William McOvat Cottingham, député unioniste de la circonscription d'Argenteuil de 1948 à 1966, a été ministre des Mines dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette du 2 juin 1954 au 5 juillet 1960.

Séance du mardi 24 janvier 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi de la Corporation  
de Montréal métropolitain**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le député de Brome (M. Brown), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Corporation de Montréal métropolitain, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Corporation de Montréal métropolitain, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Donald James Johnston**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le député de Brome (M. Brown), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Donald James Johnston, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Donald James Johnston à la pratique de la profession d'avocat, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Donald James Johnston, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Donald James Johnston à la pratique de la profession d'avocat.

**Motions de condolances:**

**Décès du commandeur  
Alexandre Gaudet<sup>1</sup>**

**M. Roy (Nicolet)** signale à la Chambre la mort du commandeur Gaudet, ce citoyen éminent qui a siégé à la Législature provinciale. Il fut, dit-il, député de Nicolet de 1932 à 1936. J'ai assisté au service funèbre du commandeur Gaudet hier à Nicolet.

Le défunt était un citoyen modèle qui a bien servi l'Église et l'État. Il a rendu d'insignes services à ses concitoyens. Il a donné deux prêtres et des religieuses à l'Église. À cette belle-famille doublement éprouvée, puisque l'épouse du défunt l'a précédé de quelques semaines dans la tombe, je veux, au nom des citoyens du comté de Nicolet et en mon nom, adresser mes sincères condolances.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** remercie le député de Nicolet d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur ce deuil qui vient de frapper une excellente famille de Nicolet. J'ai eu l'avantage, dit-il, de connaître M. Gaudet et d'apprécier ses hautes qualités.

En outre des mérites de sa carrière parlementaire, le commandeur Gaudet a fait sa marque dans les affaires en édifiant une importante maison canadienne-française fort prospère. En mon nom personnel et au nom de la députation, je présente des condolances à la famille affligée.

**M. Talbot (Chicoutimi)** se joint au premier ministre et au représentant de Nicolet pour rappeler les multiples mérites du commandeur Gaudet. Il formule les condolances de l'opposition à l'adresse de la famille.

**Questions et réponses orales:**

**Service des véhicules-moteurs**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le 19 janvier, le représentant de Bagot (M. Johnson) demandait s'il est exact que des frais de \$1 sont maintenant exigés aux personnes qui demandent des renseignements auprès du service des véhicules automobiles.

Le service des véhicules-moteurs du bureau du revenu charge un maximum de \$1 pour toute demande de renseignement concernant l'enregistrement d'un véhicule. Pour répondre au flot de demandes, le service des véhicules automobiles doit demeurer ouvert 24 heures par jour et requiert un personnel assez nombreux.

Il a été décidé, à la suggestion du bureau du revenu, de charger \$0.50 pour chaque renseignement concernant l'enregistrement d'un véhicule, avec maximum de \$1. Si on veut faire de plus longues recherches ou si on demande le dossier complet d'un chauffeur, le prix est de \$2. Quand la demande émane d'un corps de police, c'est gratuit<sup>2</sup>. Il n'y a eu aucune plainte, sauf dans un cas particulier pour lequel un arrangement a été conclu. Cela se pratique presque partout au pays.

**M. Johnson (Bagot):** À quelle date cette décision est entrée en vigueur?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je ne dispose pas de cette information, dit-il<sup>3</sup>.

**Un député ministériel:** Ces frais sont imposés aux individus, avocats et compagnies d'assurances qui réclament des pièces d'identification et autres détails relatifs aux véhicules-moteurs. Aucun frais n'est demandé aux gens qui demandent simplement un peu d'information.

#### Dépôt de documents:

##### Tarif du Service des véhicules automobiles

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre le mémoire du Service des véhicules automobiles concernant le tarif pour renseignements. (Document de la session no 75)

#### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée avant 4 heures<sup>4</sup>.

#### NOTES

1. Alexandre Gaudet (1870-1961), député libéral de Nicolet de 1933 à 1936. Il est décédé le 20 janvier 1961.

2. *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1961, à la page 14, nous dit, contrairement à *La Presse* du même jour, à la page 39, que "ces montants sont exigés des services de police". Il nous apparaît plus sûr de penser que ces montants ne sont pas exigés des services de police, car les sources mentionnent que ces frais sont demandés aux particuliers, aux avocats et aux compagnies d'assurances.

3. Selon *La Tribune* du 25 janvier 1961, à la page 2, et *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 25, un porte-parole du gouvernement a précisé que ces frais sont imposés aux individus, avocats et compagnies d'assurances qui réclament des pièces d'identification et autres détails relatifs aux véhicules-moteurs. Aucuns frais ne sont exigés pour de simples renseignements.

4. *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1961, à la page 14, écrit que la séance a été brève, mais sans donner l'heure précise de l'ajournement.

Séance du mercredi 25 janvier 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Sourp Hagop  
Armenian Church**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le député de Brome (M. Brown), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Garabed St. Partzigian *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Sourp Hagop Armenian Church, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Garabed St. Partzigian *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Sourp Hagop Armenian Church.

**Pointe-des-Cascades**

**M. Thériège (Chambly)** propose, appuyé par le député de Verchères (M. Lechasseur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Pierre Clément *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité de village distincte le territoire de la Pointe-des-Cascades, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Pierre Clément *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité de village distincte le territoire de la Pointe-des-Cascades.

**Rapports des comités permanents:**

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 212 modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache.

Votre comité recommande de prolonger au 15 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 1<sup>er</sup> mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

**Projets de loi:**

**Charte de Saint-Eustache**

**M. Binette (Deux-Montagnes)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 212 modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 212 sans l'amender.

**M. Binette (Deux-Montagnes)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Rapports des comités permanents:**

**M. Dionne (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Pointe-du-Moulin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- du village de Gracefield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 15 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 1<sup>er</sup> mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Est-ce que les recommandations du rapport modifient la déclaration faite par le premier ministre la semaine dernière<sup>1</sup>?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est jeudi la dernière journée pour la présentation de pétitions à l'Assemblée législative, afin de suspendre l'application du Règlement et de soumettre de nouveaux projets de loi à nos parlementaires.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le rapport du comité des bills privés suggère que les délais relatifs à la réception des rapports des projets de loi soient étendus au 16 mars. C'est trop tard. On a avancé la date au 15 février et ...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Même si ces délais sont étendus, cela ne change rien à la déclaration faite la semaine dernière<sup>2</sup>. C'est jeudi la dernière journée pour la réception des projets de loi qui doivent passer au comité des bills privés pour la troisième lecture. Cela veut dire qu'aucune autre mesure de caractère privé ne sera maintenant acceptée.

Il dit noter l'intervention du chef de l'opposition. Celui-ci a peut-être décidé de procéder avec célérité, dit-il.

Le rapport est adopté.

#### Projets de loi:

##### Gracefield et Wright

**M. Desjardins (Gatineau)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 concernant la rectification des limites de la municipalité du village de Gracefield et de la municipalité du canton de Wright.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Charte de Pointe-du-Moulin

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 modifiant la charte de la ville de la Pointe-du-Moulin.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Commissions scolaires d'Asbestos, Danville, Richmond

**M. Lemieux (Wolfe)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 204 modifiant la charte de la ville d'Asbestos et concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Asbestos, les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Danville et le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la ville de Richmond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Enquête sur l'enseignement

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 instituant une Commission royale d'enquête sur l'enseignement.

La Commission aura la mission d'étudier l'ensemble des problèmes se posant à l'enseignement au Québec. L'enquête de cette Commission couvrira tout le domaine de l'instruction primaire, secondaire et universitaire et prendra en considération les problèmes d'ordre financier et académique.

Adopté. Le bill est lu une première fois<sup>3</sup>.

#### Questions et réponses orales:

##### Renseignements fournis par le service des véhicules-moteurs<sup>4</sup>

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Pour répondre à une question posée hier par le député de Bagot (M. Johnson), la décision de charger une rétribution pour les renseignements fournis par le service des véhicules-moteurs du bureau du revenu remonte au 27 octobre 1960.

La politique d'imposer de 50¢ à \$1 pour les demandes de renseignements à la division des véhicules automobiles est comparable à une pratique observée dans d'autres provinces.



**Dépôt de documents:****Employés au  
ministère des Finances**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère des Finances, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 76)

**Employés au ministère  
des Travaux publics**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960,

pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère des Travaux publics, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 77)

**Employés au  
ministère de la Santé**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère de la Santé, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

- a) Ont été destitués?
- b) Ont démissionné?
- c) Ont été suspendus?
- d) Ont été mis à leur retraite?
- e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?
- f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?
- g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?
- 2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?
- Dans l'affirmative:
  - a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?
  - b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?
  - c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?
  - d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 78)

#### **Ministère des Terres et Forêts, Rapport 1959-1960**

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1960. (Document de la session no 79)

#### **Projets de loi:**

##### **Enquête sur l'enseignement**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 31 instituant une Commission royale d'enquête sur l'enseignement.

Adopté.

#### **Travaux de la Chambre:**

##### **Séances du comité des bills privés**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, appuyé par le député de Chicoutimi (M. Talbot), que les dispositions de l'article 404 du Règlement soient suspendues, et que le comité des bills privés soit autorisé, d'ici le 31 janvier 1961, à siéger les jours où la Chambre ne tient pas de séance.

Adopté.

##### **Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, appuyé par le député de Chicoutimi (M. Talbot), que lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée au mardi 31 janvier 1961.

Ordinairement, l'Assemblée législative aurait siégé demain après-midi, demain soir et vendredi avant-midi, à 10 h 30. Toutes ces séances sont supprimées pour permettre au comité des bills privés de poursuivre, sans interruption, l'étude des bills de la ville de Montréal, de la Corporation de Montréal métropolitain et de la Commission des transports de la métropole.

**M. Talbot (Chicoutimi)** dit être l'instigateur de la motion d'ajournement à mardi pour démontrer le désir de l'opposition de collaborer avec le gouvernement. Il demande à ses députés de rester afin que le comité ait quorum<sup>5</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'espère que les miens vont aussi vous écouter. Il (M. Lesage) demande aux députés libéraux d'être présents aux réunions du comité des bills privés.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée avant 4 heures<sup>6</sup>.

#### **NOTES**

1. Le contenu de la question est absent de nos sources. Nous la composons à partir de la réponse de M. Lesage.

2. Voir la séance du 20 janvier 1961.

3. Les correspondants des journaux *La Presse* du 26 janvier 1961, à la page 17 et *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 1, indiquent qu'au moment de sa présentation, le texte du projet de loi n'est pas imprimé et n'a pas encore été distribué à la députation.

4. M. Lesage répond ici à une question posée par M. Johnson lors de la séance du 24 janvier 1961.

5. M. Talbot fait cette observation en riant, selon *Le Nouvelliste* du 26 janvier 1961, à la page 15.

6. *La Presse* du 26 janvier 1961, à la page 26, relate que la séance n'a duré que quelques minutes et "a été levée pour permettre au comité de continuer l'examen du bill de Montréal".



Séance du mardi 31 janvier 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Équitable, compagnie  
d'assurances générales**

**M. Roy (Lévis)** propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. Plante), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de l'Équitable, compagnie d'assurances générales, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- de l'Équitable, compagnie d'assurances générales, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Charte de Québec**

**M. Roy (Lévis)** propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. Plante), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Directeurs de funérailles  
et embaumeurs**

**M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)** propose, appuyé par le député de Verchères (M. Lechasseur),

que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des directeurs de funérailles et embaumeurs de la province de Québec, inc., demandant l'adoption d'une loi incorporant le Collège des embaumeurs de la province de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des directeurs de funérailles et embaumeurs de la province de Québec, inc., demandant l'adoption d'une loi incorporant le Collège des embaumeurs de la province de Québec.

**Succession**

**Trefflé Berthiaume**

**M. Meunier (Bourget)** pour **M. Plourde (Roberval)** propose, appuyé par le député de Jonquière-Kénogami (M. Harvey), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de dame Angéline Berthiaume, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Trefflé Berthiaume, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de dame Angéline Berthiaume, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Trefflé Berthiaume.

**Succession**

**Élodie Deschambault**

**M. Parent (Hull)** propose, appuyé par le député de Laval (M. Lavoie), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Les Immeubles Dolgis, limitée, demandant l'adoption d'une loi relative à la succession de dame Élodie Deschambault, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
 - de Les Immeubles Dolgis, limitée, demandant l'adoption d'une loi relative à la succession de Dame Élodie Deschambault.

**Rapports des comités permanents:**

**M. Dionne (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la Corporation de Montréal métropolitain, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Projets de loi:****Loi de la Corporation de Montréal métropolitain**

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 223 modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois à la présente séance.

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Motions des députés:****Félicitations à la reine du Carnaval de Québec**

**M. Bellemare (Champlain)** dit présenter ses félicitations à Mlle Barbara Ann Miller qui a été choisie, lundi, reine du septième carnaval d'hiver de Québec. La jeune reine, dit-il, est la fille d'un télégraphiste du Pacifique Canadien, M. Edward Miller, un ancien compagnon de travail. M. Miller, qui est à l'emploi de cette compagnie depuis 31 ans, est l'un de ceux qui envoient chaque jour les comptes

rendus des débats du Parlement aux journaux de Montréal.

**Questions et réponses orales:****L'hôpital Comtois**

**M. Caron (Maskinongé):** Depuis l'inauguration de l'hôpital Comtois, en 1953, le gouvernement de la province a toujours payé les intérêts sur obligations à leur échéance, soit le 1<sup>er</sup> février et le 1<sup>er</sup> août de chaque année. Il s'agit d'un montant de \$22,000 dans chaque cas.

Cette année, les autorités de l'hôpital ont fait leur demande au ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier). Récemment le Dr Jean Grégoire, sous-ministre, leur a répondu que "l'honorable Couturier regrette l'impossibilité où il se trouve d'accorder l'octroi demandé".

Pourquoi le ministère de la Santé refuse de payer les intérêts sur les emprunts de l'hôpital Comtois, à Louiseville, comme le gouvernement l'a toujours fait depuis 1953?

Je demande des directives au ministre de la Santé. Je voudrais que le ministre de la Santé nous dise ce que l'hôpital est supposé faire à la suite du refus du gouvernement de payer les intérêts sur les obligations. Est-ce que l'hôpital Comtois de Louiseville devra fermer ses portes et liquider ses biens au profit des créanciers? L'hôpital n'a pas les fonds nécessaires pour faire face à ses intérêts.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** dit qu'il va se renseigner sur la question pour répondre plus tard.

**M. Caron (Maskinongé)** dit avoir rencontré le premier ministre à ce sujet et que celui-ci lui a dit que la question relevait du ministre de la Santé.

**Le plan de l'assurance-hospitalisation**

**M. Johnson (Bagot):** Lorsque le bill no 2 concernant l'assurance-hospitalisation a été discuté en Chambre, le premier ministre et le ministre de la Santé ont défini la chambre semi-privée comme étant une chambre contenant deux lits.

Pour fins d'application de l'arrêté ministériel 175, du 18 janvier 1961, concernant les supposés taux minima, quand et comment cette définition a-t-elle été modifiée?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** se dit prêt à accéder à la demande du député de Bagot (M. Johnson).

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ces tarifs ont été fixés il y a deux semaines. Depuis cette date, les tarifs minimums sont de \$8 par jour pour une chambre privée et de \$5 pour une chambre semi-privée à Montréal et dans la région. Ailleurs dans la province, les tarifs sont de \$7 et \$4 respectivement. Les patients qui exigent des privilèges additionnels doivent cependant en faire les frais.

**M. Johnson (Bagot):** Pour chaque hôpital recevant une indemnité pour les services assurés en vertu de la loi d'assurance-hospitalisation, quels étaient, au sens de l'arrêté ministériel 175, du 18 janvier 1961, les minima en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 1961 pour les chambres privées et semi-privées dans chaque hôpital? En vertu de quelle autorité existait-il des taux minima dans chaque hôpital?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** dit qu'il répondra aux deux questions dans quelques jours.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce genre de question n'aurait pas dû être posée verbalement, mais devrait faire le sujet d'une inscription à l'ordre du jour, suivant le Règlement.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### **Budget supplémentaire 1960-1961 (2)**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

Onésime Gagnon, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire (no 2) des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1961, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement  
Québec, le 31 janvier 1961  
(Document de la session no 2-A)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

#### **Subsides:**

##### **Budget supplémentaire 1960-1961 (2)**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas six millions cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'assistance sociale (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins d'accès et d'exploitation forestière (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition des propriétés et immeubles de Matane Pulp and Paper Company à Matane (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté quatre résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Voies et moyens:

##### **Budget supplémentaire 1960-1961 (2)**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

#### En comité<sup>2</sup>:

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1961, il sera permis de tirer du fonds consolidé de la province, une somme ne dépassant pas \$7,045,000.

Adopté.

#### Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

#### Projets de loi:

##### **Loi des subsides No 2, 1960-1961**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 33 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les

dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1961, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Dépôt de documents:

##### **Ministère de la Colonisation, Rapport 1959-1960**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 31 mars 1960. (Document de la session no 80)

##### **Employés au ministère du procureur général**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère du procureur général, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?



g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 81)

#### **Employés au ministère de l'Agriculture**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère de l'Agriculture, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 82)

#### **Employés au ministère de la Voirie**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère de la Voirie, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la

suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 83)

#### **Employés au ministère de la Santé**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère de la Santé, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

- a) Ont été destitués?
- b) Ont démissionné?
- c) Ont été suspendus?
- d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 84)

#### **Projets de loi:**

##### **Charte de Pointe-du-Moulin**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 modifiant la charte de la ville de la Pointe-du-Moulin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Commissions scolaires d'Asbestos, Danville, Richmond**

**M. Lemieux (Wolfe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 modifiant la charte de la ville d'Asbestos et concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Asbestos, les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Danville et le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la ville de Richmond soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Gracefield et Wright**

**M. Desjardins (Gatineau)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 concernant la rectification des limites de la municipalité du village de Gracefield et de la municipalité du canton de Wright soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Ministère des Richesses naturelles**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 20 janvier courant, sur la motion du ministre des Finances (l'honorable M. Lesage) proposant que le bill 22 instituant le ministère des Richesses naturelles soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) a fondé sur des documents incomplets les accusations qu'il a portées le 20 janvier dernier contre feu le premier ministre Duplessis. Le discours prononcé par le procureur général, le 20 janvier, et certains éditoriaux qui l'ont commenté laissent l'impression que M. Duplessis

aurait refusé en un tour de main, sans connaissance suffisante de l'affaire, l'établissement d'une industrie sidérurgique dans la province, en 1955. Mais c'est faux! Le procureur général a produit un dossier incomplet à l'appui de son assertion. Il a cité une partie seulement du dossier de l'affaire Cousineau. Il s'est contenté d'accusations mal fondées contre un ancien premier ministre qui, maintenant décédé, ne pouvait se défendre. Il n'a pas parlé comme un procureur général.

Dans une lettre à l'adresse de M. Duplessis, le sous-ministre des Mines de l'époque, M. A.-O. Dufresne, qui a pris sa retraite le printemps dernier, dit que le projet d'aciérie en question, dont l'a saisi le juge Louis Cousineau, n'était pas suffisamment mûri et n'offrait pas de garanties suffisantes sur les possibilités financières de ses promoteurs de même que sur le mode de financement.

La lettre de M. Dufresne à M. Duplessis est datée du 8 septembre 1955. Elle est donc postérieure au projet d'arrêté ministériel du 19 août 1955, cité par le procureur général, projet d'arrêté ministériel visant justement à favoriser l'établissement d'une telle industrie.

La lettre informe M. Duplessis que le juge Louis Cousineau a sollicité du ministère des Mines un permis de recherche minière dans la zone ferrière du Nouveau-Québec, dans le but d'y découvrir des gisements de fer dont l'exploitation servirait à alimenter les hauts fourneaux d'une aciérie qui devra s'établir dans la province de Québec.

"Le juge Cousineau", notait le sous-ministre des Mines Dufresne, "représente qu'il a intéressé à la construction d'une aciérie dans Québec la firme d'ingénieurs John N. R. Blair & Associates de New York, ainsi que la firme Koppers Company Incorporated de Pittsburgh, constructeurs réputés de grands établissements industriels".

M. Dufresne notait que le projet prévoyait "une aciérie complète, comprenant hauts fourneaux, laminaires, usines accessoires, etc., avec un rendement annuel de 2,000,000 de tonnes d'acier, employant 15,000 ouvriers, à être construite près de Montréal, quelque part entre Laprairie et Caughnawaga, sur une propriété appartenant au Pacifique Canadien, située à proximité de ce chemin de fer du New York Central et du Canadien National".

Le sous-ministre porte alors le jugement suivant sur le projet: "Le projet est intéressant, mais le département n'a que les représentations verbales du juge Cousineau. Les personnes qui supportent ce projet devraient se faire connaître et présenter par écrit une offre de construire, avec détails suffisants

sur l'ampleur du projet, son coût initial et la méthode ou le moyen de le financer. Elles devraient démontrer qu'elles ont ou sont assurées d'avoir les capitaux énormes nécessaires à l'exécution d'un si grand projet."

Et la lettre continue: "Il est probable que la firme Blair & Associates n'est intéressée au projet qu'à titre d'ingénieurs pour la préparation des plans, tandis que la firme Koppers s'intéresserait surtout à la fabrication et à la vente d'appareils et machines utilisés dans un tel établissement."

"Le projet du juge Cousineau, concluait M. Dufresne, ne paraît pas avoir dépassé le premier stade des pourparlers<sup>3</sup>."

Il y a aussi contradiction dans les textes. Dans une lettre de M. John Blair à la "New Quebec and Ungava Mining", le 8 juillet 1953, on parle d'un projet de \$410,000,000. Mais le 19 août suivant, le sous-ministre relate une visite que lui a faite le juge Cousineau, au cours de laquelle celui-ci a parlé de pourparlers avec un nouveau groupe, à Pittsburgh, et qu'il a été question alors d'un projet de \$610,000,000.

Voilà la suite du roman policier du procureur général.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** J'invoque le Règlement. Le député de Missisquoi (M. Bertrand) dit que l'exposé que j'ai fait est un roman policier. Or, dans la lettre qu'il vient de citer, il est fait mention que le projet était une chose intéressante. Et j'ai justement dit que c'est parce que l'affaire était intéressante qu'on a arrêté les pourparlers. Deuxièmement, les dossiers produits donnaient tous les renseignements dont on parle dans la lettre.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est encore un exemple des tactiques du gouvernement. On invoque le Règlement pour empêcher l'opposition de parler. Ce qu'on dit dans la lettre est clair. Le procureur général n'a produit que les lettres qui faisaient son affaire.

**Des députés ministériels protestent<sup>4</sup>.**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je demande au chef de l'opposition de retirer ses paroles.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je ne retire rien.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le procureur général a produit les pièces qu'il pouvait. Le chef de l'opposition impute des motifs au procureur général. Je soumets qu'il doit retirer ses paroles.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce que j'ai dit tout à l'heure est l'exacte vérité. Nous avons demandé au procureur général de produire le dossier. Il n'a voulu produire que les pièces qui faisaient son affaire. S'il avait produit les autres, il y aurait eu la lettre que vient de lire le député de Missisquoi.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Non. Et je voudrais bien savoir comment il se fait qu'elle soit entre les mains de l'opposition.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre demande au chef de l'opposition de retirer les paroles qu'il a prononcées à l'effet que le procureur général n'a produit que les textes qui faisaient son affaire. Il faut se reporter au débat. Nous avons demandé si le procureur général allait déposer le dossier. Il a répondu qu'il ne déposerait que les pièces qu'il citerait.

Et, M. l'Orateur, vous avez rendu une décision à l'effet que le procureur général ne déposerait que les pièces qu'il allait citer. Tout le monde va comprendre que le procureur général n'a pas cité les textes qui ne faisaient pas son affaire. Et il n'a déposé que les pièces qui faisaient son affaire. Il n'y a d'autre sens que celui-là dans les mots du chef de l'opposition.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** La lettre envoyée à M. Duplessis par le sous-ministre des Mines, M. A.-O. Dufresne, en 1955, n'était pas dans le dossier qu'il avait en main lorsqu'il a parlé sur le sujet, le 20 janvier. Le meilleur, c'est que vous avez le document en main et que vous me reprochez de ne pas l'avoir produit. Je ne pouvais produire un document que je n'avais pas, dit-il.

**M. l'Orateur:** Si le chef de l'opposition veut prêter un motif indigne, des intentions mauvaises au procureur général, c'est contraire au paragraphe 19 de l'article 289 du Règlement de la Chambre, et je lui demande de retirer ses paroles.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je n'ai pas eu l'intention d'imputer des motifs indignes au procureur général, j'ai eu l'intention de relater les faits.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je regrette d'insister. Dans le passé, j'ai obéi aux instructions que vous m'avez données, M. l'Orateur. Pour que le décorum et l'autorité soient maintenus, je suis obligé d'insister pour que le chef de l'opposition retire ses dernières paroles. Personne ne s'en portera plus mal.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre devrait savoir qu'on ne peut pas parler trois ou quatre fois sur le même point d'ordre.

**M. Tellier (Montcalm):** Le Règlement de la Chambre prévoit qu'aucun député ne peut revenir sur une question décidée par l'Orateur. Je soumets que le seul recours, après l'intervention de l'Orateur, est d'en appeler de sa décision, pour le groupe qui n'est pas satisfait.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Le chef de l'opposition pourrait suivre les leçons qu'il donne si bien aux autres. Il a imputé un motif au procureur général.

**M. l'Orateur:** J'ai demandé au chef de l'opposition s'il imputait des intentions mauvaises au procureur général. Il a dit que ce n'était pas son intention et j'accepte sa déclaration.

**M. Bertrand (Missisquoi):** On avait des documents et on ne les a pas déposés...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est vous autres qui les avez!

**M. Bertrand (Missisquoi):** Il est injuste de tenter de faire croire à la province que M. Duplessis aurait refusé, sans motif, l'établissement d'une industrie sidérurgique. Pour juger de la valeur de l'accusation portée contre M. Duplessis, il faut référer au dossier complet. Le procureur général aurait dû citer et déposer cette lettre, l'autre jour. Le procédé aurait été plus juste. Ou le procureur général avait le document et ne l'a pas déposé, et on avait donc un dossier incomplet pour juger de la valeur de l'accusation portée contre M. Duplessis.

Il est nécessaire de le produire afin de détruire ce que les journaux ont rapporté dans la province de Québec à l'effet que M. Duplessis avait refusé un projet industriel important chez nous. La lettre du sous-ministre Dufresne que je viens de citer démontre, au contraire, que le projet n'était qu'à l'état embryonnaire.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Est-ce que le député l'a, le document?

**M. Bertrand (Missisquoi):** J'ai une copie. C'est un document authentique.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Le député l'a et moi, je ne l'ai pas.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Qui les a apportés, les documents<sup>5</sup>?

**M. Bertrand (Missisquoi):** On voudrait se servir de textes de ce genre pour essayer de détruire la réputation d'un grand premier ministre de la province. Mais ça ne fera pas croire à la province que M. Duplessis aurait refusé, sans motif, l'établissement d'une industrie sidérurgique. Son attitude en ce domaine a été logique. Il fallait d'abord attendre qu'on eût découvert du minerai de fer avant d'aller plus loin. Et c'est lui, Duplessis, qui a permis à l'Iron Ore de le découvrir, de le sortir de terre.

À qui ferait-on croire que Duplessis, dont toute la vie fut rivee au sol québécois et dont les œuvres furent vouées au bien-être de la population, aurait délibérément refusé le projet d'industrie sidérurgique sans raisons graves?

Duplessis s'est toujours fait le défenseur de l'entreprise libre. Des projets comme celui dont il est question exigent souvent une longue préparation avant de pouvoir être concrétisés. Les occasions favorables ne se présentent pas toujours. Et il se peut aussi que, dans le cas actuel, les investissements proposés se soient avérés trop élevés pour l'établissement d'une industrie sidérurgique à cette époque.

C'est inconcevable d'avoir voulu ainsi servir un roman policier aux gens du Québec pour détruire la réputation d'un grand premier ministre, de l'homme qui a ouvert l'Ungava au progrès. La politique de l'Union nationale, en ce qui a trait à la mise en valeur des richesses naturelles, a éveillé l'opinion publique et permis l'établissement des grandes industries du Nouveau-Québec et de l'Ungava. C'est à Maurice Duplessis que l'on doit la création de ce vaste empire industriel, où il est lui-même allé mourir.

Dans sa présentation du projet de loi, le premier ministre a donné deux raisons principales, deux principes: 1) Le principe de l'exploitation des richesses naturelles au bénéfice des citoyens; 2) Le principe du bien-être collectif en fonction de l'exploitation de nos richesses naturelles. Tous les gouvernements du passé ont reconnu ces principes fondamentaux.

Ce n'est donc pas principalement sur ces principes qu'il faut appuyer la nécessité de créer un ministère des Richesses naturelles. C'est plutôt sur la troisième raison citée par le premier ministre, la semaine dernière, savoir la nécessité de réorganiser l'administration des Mines et des Ressources hydrauliques.

Parler de réorganisation, c'est admettre qu'il y avait déjà une organisation, qu'il y avait déjà des

ministères dans ces deux secteurs. L'Union nationale a organisé le ministère des Mines et celui des Ressources hydrauliques. Il y avait donc des lois créant ces deux ministères et imposant à deux ministres l'obligation de consacrer tout leur temps et tous leurs efforts à promouvoir le bien commun dans ces deux secteurs.

En fusionnant les ministères des Mines et des Ressources hydrauliques, pour constituer un ministère des Richesses naturelles, le gouvernement fait subir un recul à la province. Le gouvernement regrettera d'avoir uni deux entités distinctes qui exigent chacune l'attention d'un membre du gouvernement. La création du nouveau ministère n'apportera rien de supérieur à ce qui existe déjà.

Le premier ministre invoque le rapide développement économique de la province, tout comme il l'avait fait pour justifier la création du nouveau ministère du Revenu. Le gouvernement manque de logique en donnant, pour justifier la nécessité de fusionner les deux ministères, les mêmes raisons que celles qu'il invoquait pour séparer le bureau provincial du revenu du ministère des Finances.

On invoque le souci de favoriser l'utilisation des richesses naturelles au profit de la province. Mais il est pourtant évident que l'on favoriserait mieux l'utilisation des richesses naturelles de la province en maintenant deux ministères distincts. La fusion ne saurait que produire l'affaiblissement. En imposant deux ministères à un même ministre, deux ministères de cette envergure, on lui confie une tâche surhumaine dont il ne saura s'acquitter adéquatement. Fusionner les deux ministères, c'est un écueil, et le gouvernement regrettera d'avoir uni deux entités distinctes qui exigent chacune l'attention d'un membre du gouvernement.

Dans son discours, il y a environ deux semaines, le premier ministre a proposé des objectifs à la fondation du ministère. Les cinq objectifs visés ne seront pas atteints. On est loin des promesses du premier ministre, qui avait parlé d'une nouvelle politique en matière d'exploitation de nos richesses naturelles.

Il est question d'abord d'assurer l'expansion de l'Hydro-Québec. En quoi ce but pourra être atteint? Il dit ne pas voir non plus comment, avec la fusion de deux ministères, on favorisera davantage l'investissement de capitaux québécois dans l'exploitation de nos richesses naturelles.

Comme troisième objectif, le premier ministre a parlé de l'emploi accru de la main-d'œuvre des techniciens et ingénieurs du Québec. Cet

objectif, il y a longtemps que le gouvernement de l'Union nationale en avait inspiré sa politique. On n'a qu'à examiner les nombreuses lois de l'ancien gouvernement, où celui-ci obligeait les compagnies exploitant nos richesses naturelles à donner la préférence, dans la mesure du possible, à la main-d'œuvre de la province.

Le quatrième objectif proposé est l'établissement d'industries dans la province. Mais comment un ministère débordé de travail pourra-t-il mieux atteindre ce but que deux ministres ayant le temps voulu pour s'en occuper dans leurs sphères respectives?

Quant au cinquième objectif, la révision des droits payés par les compagnies. Cette question ressortit la décision de tout le cabinet.

En vérité, le gouvernement n'a pas de motifs sérieux de présenter cette législation. Cette loi ne s'explique que par sa manie du changement. Il veut changer à tout prix ce qui existait. Ce semble être une tactique du nouveau gouvernement d'apporter des changements simplement pour tenter d'impressionner le public et lui faire croire que c'était bien mal administré sous l'Union nationale. On a changé le nom du ministère du Bien-être social qui, pourtant, avait été admirablement organisé. C'est une sorte d'humiliation qu'on veut faire subir à l'opposition.

**M. Coiteux (Duplessis)** se dit heureux de faire résonner l'écho de cette enceinte, et ceci, pour la première fois, la voix libérale du comté de Duplessis<sup>6</sup>, voix aujourd'hui qui, si elle n'est pas aussi éloquente, aura au moins les accents d'une voix sincère.

Le bill 22, qui crée le ministère des Richesses naturelles, est devenu nécessaire pour remédier à un régime de 16 années d'imprévoyance. L'Union nationale n'a pas inventé le progrès; elle a plutôt été dépassée et submergée par lui. C'était une administration au jour le jour, qui n'a pas su obtenir une vue d'ensemble des problèmes que suscitait le développement de nos richesses naturelles. Le bill 22 donnera à la province de Québec un ministère qui fera un inventaire complet de notre patrimoine et en assurera l'exploitation selon un plan rationnel. L'ancien gouvernement a gravement manqué dans ses prévisions pour le développement de nos ressources naturelles, occupé qu'il était à gagner des élections.

Le premier exemple nous est fourni par l'ancien ministère des Ressources hydrauliques. Aujourd'hui, l'on est à développer la Manicouagan, on a pensé à l'électricité, et cela, c'est bien; mais ce que l'on a oublié, cependant, c'est qu'en faisant ce barrage, la province perdra 4,000,000 de cordes de bois. Donnons à ce bois une valeur marchande de

\$30 la corde, et vous en arriverez au chiffre de \$120,000,000; et ici, on fait disparaître à jamais une richesse naturelle, la forêt, qui n'est pas une richesse comme une autre dans sa portée nationale, puisqu'elle est une matière qui vit, croît et se remplace à tous les 60 ans. Cela veut dire, en se plaçant dans la perspective de la richesse nationale, qu'à tous les 60 ans, la province perdra avec ce barrage un capital de \$120,000,000.

**M. Johnson (Bagot)** soulève un point d'ordre. Est-ce que le député de Duplessis, dit-il, sait que l'Hydro-Québec avait donné des ordres pour sauver ce bois?

**M. Coiteux (Duplessis):** Je ne sais si des ordres avaient été donnés. Mais ce que je sais, c'est qu'aucun travail n'a été fait. Ce qui importe, c'est de savoir si ce bois a été sauvé. Or, il ne l'a pas été, et la province a perdu là une somme énorme.

**M. Johnson (Bagot):** Le député vient de porter une accusation et il doit la prouver.

**M. l'Orateur<sup>7</sup>:** Le député de Bagot a soulevé une objection et le député de Duplessis lui a répondu. Je demande qu'on lui laisse le loisir de continuer son discours. Le député de Bagot pourra lui répondre ensuite.

**M. Johnson (Bagot):** Si le député peut, à l'encontre des règlements, lire son discours, il devrait dire au moins qui a écrit son discours pour lui.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député parle en ce moment à l'aide de notes pour son premier discours en Chambre. La simple gentillesse aurait pu dispenser le député de Bagot de soulever cette question.

**M. Coiteux (Duplessis):** Même si je ne suis pas avocat, je suis tout de même capable d'écrire mes discours moi-même.

Il a fallu l'avènement du Parti libéral pour que le comté de Duplessis et la région de la Côte-Nord soient reliés au reste de la province par une route.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Cette route de 150 milles, de Sept-Îles à Baie-Comeau, a été commencée sous l'Union nationale.

**M. Coiteux (Duplessis):** L'Union nationale a travaillé à cette route en période d'élections seulement<sup>8</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il est faux de dire que l'on a travaillé à la construction de la route Sept-Îles-Baie-Comeau, longue de 150 milles, seulement durant les années d'élections.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de faire un discours électoral.

**M. Coiteux (Duplessis):** Lorsqu'on veut mettre en valeur des richesses naturelles, il faut en premier lieu songer au bien commun et laisser de côté l'intérêt politique. Il reproche aux députés de l'Union nationale leurs sarcasmes à propos de tout et à propos de rien. L'attitude de l'opposition, dit-il, n'est pas admissible.

L'Union nationale est allergique à la planification et elle a péché gravement.

Prenons par exemple, la route reliant l'Ungava au reste de la province. On voulait développer cette contrée, et on laissait tout un coin de pays sans voirie. M. l'Orateur, savez-vous que depuis le début de ces développements gigantesques chez nous, nous avons été reliés avec le reste du monde seulement le 1<sup>er</sup> décembre 1960, parce que nous avons eu la prévoyance d'élire un gouvernement libéral le 22 juin dernier, et que nous avons un ministre de la Voirie qui a compris l'importance de cette route pour le développement économique de notre région? Pourtant, c'était facile, si on voulait réellement développer l'Ungava. Depuis 16 ans que cette route était commencée et elle n'était pas encore terminée. L'on y a travaillé sérieusement en 1948, 1952, 1956 et en 1960, années des élections. L'ancien gouvernement de l'Union nationale a ainsi prouvé qu'il était surtout intéressé à gagner des élections.

Il (M. Coiteux) parle "de la fameuse cent la tonne" chargée par l'Union nationale pour le fer de l'Ungava. Je ne discuterai pas ici, dit-il, des arguments qu'on a invoqués, Je vous dirai cependant que je puis faire une constatation et j'aime à la transmettre à l'Union nationale pour réflexion, puisque l'on a prétendu alors que charger davantage aurait été de nature à éloigner le capital du Québec.

M. l'Orateur, si vous visitez la mine French, à Shefferville, vous constaterez que cette mine est séparée par une ligne théorique interprovinciale entre Terre-Neuve et Québec. Nous supposons qu'une pelle mécanique faisant le chargement du minerai soit installée sur la ligne de démarcation entre les deux provinces. Elle prend un chargement de cinq tonnes de matériel dans Québec et Québec reçoit

cinq sous. Elle prend ensuite un autre chargement de cinq tonnes à Terre-Neuve et Terre-Neuve reçoit deux dollars. Déplaçons le problème et étendons l'exploitation à 10,000,000 de tonnes, 5,000,000 dans Québec, 5,000,000 dans Terre-Neuve; Québec retirera pour le même matériel une redevance de \$50,000 et Terre-Neuve \$2,000,000. Pourtant, cela n'a pas empêché la compagnie Iron Ore de se développer. Elle exploite à Terre-Neuve pendant que nous perdons \$1,950,000 annuellement.

**M. Johnson (Bagot):** Il s'agit là d'une fausseté évidente.

**M. Coiteux (Duplessis):** Tout le mal vient du fait que l'Union nationale n'a jamais eu la compétence nécessaire pour administrer la province de Québec et n'a jamais eu de système de pensée.

Par contraste, le ministère des Ressources naturelles que le gouvernement libéral veut créer au Québec sera un organisme de planification. Le ministère des Ressources naturelles fera la planification qui s'impose si nous voulons tirer tout le bénéfice que le peuple peut attendre d'une exploitation rationnelle de ses ressources naturelles.

Le planisme économique du premier ministre dépasse l'opposition. Les députés de l'Union nationale ne comprennent rien à la politique de planisme économique que le gouvernement libéral de M. Jean Lesage met en pratique dans la province de Québec, depuis son accession au pouvoir.

C'est avec joie, dit-il, qu'il votera pour la formation du nouveau ministère des Richesses naturelles parce que ce ministère de coordination, dans la perspective de l'exploitation intégrale et de la mise en valeur de nos richesses naturelles, est devenu d'une nécessité vitale et absolue dans le Québec.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Les centaines de millions investis par les intérêts canadiens et américains dans le Nouveau-Québec, par la compagnie Hanna et l'Iron Ore, ont profité à toute la population, à partir du cultivateur jusqu'aux industries moyennes, qui ont fourni des matériaux pour le développement de l'Ungava. Le gouvernement du Québec n'a pas eu à déboursier un sou pour l'aménagement du chemin de fer de l'Ungava, tandis que les autorités terre-neuviennes ont dépensé de forts montants pour les projets Wabush et Javelin.

Il y a quelques années, il n'était pas possible d'établir une aciérie au Québec parce que le marché de l'acier existait surtout aux États-Unis. Le gouvernement de l'Union nationale ne pouvait tout

de même pas demander aux industries de Cleveland et de Pittsburgh de fermer leurs hauts fourneaux pour venir les installer dans la province de Québec, alors que leur marché était aux États-Unis.

Il passe en revue la mise en valeur des richesses naturelles sous l'Union nationale. Dans ces développements, dit-il, la grande industrie a dépensé près de \$1,500,000,000 en travaux exécutés pour l'aménagement des cours d'eau, notamment celui de la Bersimis qui fournit l'électricité à toute la province et principalement à la ville de Montréal. C'était un excellent placement.

La population du Québec doit à la clairvoyance de M. Duplessis l'énorme développement de l'Hydro-Québec qui fera d'ici quelques années des développements qui coûteront plus de \$1,000,000,000.

Si le procureur général de la province ne veut pas voir passer devant Québec les bateaux transportant notre minerai de fer, dit-il, qu'il en bâtit une usine sidérurgique. Mais qu'il laisse au moins dormir en paix celui qui s'est fait mourir pour la province de Québec. Le gouvernement de l'Union nationale n'a cédé qu'une petite parcelle de la terre de Caïn aux Américains. Ce qui reste est illimité, mais les Canadiens français n'ont pas l'argent voulu pour développer ce qui reste de l'Ungava. Il serait extrêmement difficile de trouver au Canada les capitaux nécessaires pour la construction d'une aciérie. Il y a quelques années, l'Iron Ore Company avait lancé sur le marché canadien de la bourse une émission de \$150,000,000, et il ne s'en était vendu que pour \$2,000,000 au Canada, et le reste a dû être vendu sur les marchés étrangers.

La fusion de deux ministères que propose le gouvernement n'a pour but que de jeter de la poudre aux yeux à la population. Un changement de nom ne change pas les problèmes à régler et la population ne comprendra pas le pourquoi de tous ces chambardements. La création du nouveau ministère des Ressources naturelles constitue une mesure de centralisation qui place toutes nos richesses naturelles entre les mains d'un seul homme. Il dit s'opposer à ce que l'on augmente les responsabilités du commodore et du ministre de la radio. Ils ne connaissent pas ça, dit-il. Au lieu de cela, qu'on augmente celles du procureur général, car c'est un bon homme.

Il invite les membres de l'Assemblée législative à cesser de lancer de la boue à leurs adversaires pour travailler à la grandeur de la province et de son peuple industriels.

**M. Brown (Brome):** Le Parti libéral est absolument opposé à ce que continue cette politique

du gouvernement de l'Union nationale d'expédier nos richesses naturelles à l'étranger, à l'état brut, pour aller créer des emplois pour les ouvriers des États-Unis. Nous avons toujours pensé qu'une législation pourrait être mise en force dans le Québec, laquelle permettrait la transformation de ces matières premières dans la province.

En 1957, nous avons exporté pour \$155,283,780 de minerai de fer, alors que nous importions, durant la même période, pour \$426,782,733 de produits ferreux, dont une bonne partie provenant de notre minerai de fer transformé à l'étranger. En métaux ferreux et non ferreux, nous avons importé pour \$914,763,194. Inutile de dire que nous aurions pu fabriquer chez nous une bonne partie de ces métaux.

Depuis 1955 et y compris les six premiers mois de 1959, la province de Québec a importé pour \$1,724,121,710 de produits provenant des ressources minérales, alors que, par contre, nous avons exporté pour \$593,373,934 de minerai de fer seulement, pour ne pas mentionner les autres matières premières ou semi-ouvrées que nous avons exportées.

Si le gouvernement de l'Union nationale avait forcé les industriels étrangers à transformer chez nous le minerai de fer qu'ils tiraient du sol du Nouveau-Québec, nous aurions pu créer ainsi 65,000 nouveaux emplois au bénéfice de notre population et réduire l'incidence du chômage. C'est l'une des raisons qui ont amené le Parti libéral à préconiser la transformation de nos richesses naturelles chez nous. Et c'est l'une des raisons également qui ont amené la présentation du projet de loi destiné à coordonner la politique du gouvernement en la matière. La politique du Parti libéral va créer des emplois nombreux et fournir aux jeunes qui font des études spécialisées des débouchés fort profitables à leur carrière.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** Les Mines et les Ressources hydrauliques, deux ministères organisés par l'Union nationale, sont des domaines trop considérables pour un seul homme. On ne peut demander à un seul homme de tout diriger à la fois.

La politique du gouvernement en matière de richesses naturelles en est une de projets et de rêves. Les Québécois se sont aperçus, depuis le 22 juin, qu'ils ont été trompés.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Voulez-vous qu'on le leur demande?

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** Non, non.

**M. Lafontaine (Labelle):** Oui! Oui!



**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** La question du premier ministre constitue l'aveu que les membres de l'opposition remplissent si bien leur rôle en harcelant le gouvernement qu'il veut courir une chance de se débarrasser d'eux.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce n'est pas courir une chance, c'est aller à une certitude.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** Le député de Missisquoi (M. Bertrand) a crevé, cet après-midi, une autre "baloue" des libéraux.

**M. Lafontaine (Labelle):** Allez au peuple! Allez au peuple!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Vous seriez le premier battu.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** Il faut ramener le problème de l'exploitation de notre minerai de fer dans son contexte historique, pour le bien comprendre. En 1948, il y eut à ce sujet des débats acrimonieux en cette Chambre. Il s'agissait d'intéresser les capitaux américains au développement de ces richesses. Un Canadien éminent, M. Jules Timmins<sup>10</sup>, avait vainement tenté de ramasser des capitaux au Canada. Il avait échoué dans ses démarches. Il devint alors évident qu'il fallait aller aux États-Unis. On savait, à l'époque, que les installations nécessaires à l'extraction du minerai de fer allaient coûter au moins \$300,000,000 et qu'il en coûterait autant pour ériger des hauts fourneaux.

Avant d'avoir des hauts fourneaux, il fallait commencer par assurer l'exploitation de notre minerai. C'est ce que le gouvernement Duplessis, un gouvernement de vision, a compris. Et c'est ce qui explique aujourd'hui les transformations profondes survenues depuis dans cette région. Sept-Îles, qui n'était alors qu'un petit village, est devenue une ville. Schefferville a surgi dans le désert. Un chemin de fer a été construit. Tout cela s'est fait dans des conditions qui défient l'imagination. Il y avait tout de même bien des problèmes à envisager et compter avec des difficultés très grandes. Des capitalistes hésitaient et se demandaient si véritablement, il y aurait moyen, en 1954 encore, de construire les chemins de fer nécessaires et de mener l'œuvre à bonne fin.

La transformation du Nouveau-Québec est l'œuvre maîtresse de M. Duplessis. M. Duplessis a pris les mesures nécessaires pour assurer la préparation des ingénieurs canadiens-français nécessaires à l'industrie des mines. Il (M. Thibeault) dit qu'il avait

visité la région une première fois en 1954. Il dit y être retourné en 1959 et qu'il ne restait plus que trois ingénieurs américains pour représenter les industriels américains. Les nôtres avaient été préparés pour occuper les postes qui leur revenaient, dit-il. Et cela, c'est l'œuvre de Maurice Duplessis, c'est le fruit du génie d'un homme qui devait transformer la terre de Caïn en un centre industriel progressif.

Pour vous montrer la préoccupation d'un homme qui envisageait la réalisation d'une œuvre gigantesque, je signalerai à cette Chambre que, le matin même de sa mort, au moment où nous nous apprêtions à partir avec des guides pour une tournée d'inspection des installations de l'Iron Ore, M. Duplessis avait à la main un papier qu'on lui retira des mains quand il succomba. Sur ce papier, il y avait le montant des investissements de l'Iron Ore dans l'Ungava: \$465,000,000, sujets à toutes les taxes et à toutes les lois de cette province.

Pendant 16 ans, on a assisté à un renouveau dans la province et à l'édification d'une grande œuvre grâce à la clairvoyance de M. Duplessis. M. Duplessis a appliqué dans la province de Québec la même politique qui a assuré l'expansion économique et l'essor prodigieux des États-Unis. Grâce à ce grand premier ministre, il y a aujourd'hui dans la province de Québec des possibilités nouvelles qu'on n'aurait pu soupçonner quelques années avant lui.

Ce que M. Duplessis rêvait, c'était de bâtir, sur les rives du Saint-Laurent, tout ce qu'il faut pour assurer un grand essor industriel dans la province et la prospérité de la population. Mais il fallait procéder graduellement et avec logique.

**M. Johnson (Bagot):** On a assisté, la semaine dernière, à une démonstration par le procureur général, qui a peut-être atteint son but, mais qui s'est traduite par une injustice, dont l'ampleur a été démontrée de façon brillante par le député de Missisquoi (M. Bertrand). Le procureur général a commis une grave injustice envers celui qui a précisément conduit notre peuple et la population de cette province à ce moment maintenant arrivé de l'émancipation économique, même par des moyens radicaux. Le procureur général a réussi à jeter du discrédit sur l'ancien chef de l'Union nationale et ceux qui étaient alors ses lieutenants.

Il est déplorable que des journaux aient publié des extraits d'un dossier incomplet pour reproduire les accusations du procureur général, avec des gros titres, contre l'ancien premier ministre de la province.

Il cite les titres qui ont coiffé les articles de journaux sur la déclaration de M. Lapalme et le

compte rendu d'une entrevue avec le juge Cousineau publié dans *Le Devoir*. Il est fait mention que les capitaux qu'on devait investir étaient encore plus considérables que le chiffre donné par le procureur général.

Comment voulez-vous qu'on ait la vérité et qu'on puisse renseigner la population quand les journaux, se basant sur les dossiers incomplets, font des titres semblables sans mise en garde? Les journaux ont accordé beaucoup d'éclat au propos du procureur général. Ils l'ont fait de bonne foi et voudront sans doute rétablir les faits aujourd'hui. J'espère que les journaux, la radio et la télévision, s'ils n'ont pas le sens de l'objectivité, voudront réparer le tort causé à la mémoire de ce grand premier ministre canadien.

S'il y a un homme au Québec qui voulait une industrie sidérurgique dans la province, c'était bien feu Maurice Duplessis. Et nous le prouverons en temps et lieu. Il a fait l'impossible pour en obtenir une avec des gens sérieux, afin que le contrôle soit entre les mains des citoyens de la province de Québec et non pas d'étrangers comme c'est le cas avec le "scheme" du juge Cousineau.

Personne à la Chambre basse n'est opposé aux principes de base énoncés par le premier ministre. L'Union nationale a fait beaucoup pour préparer l'émancipation économique de la province de Québec, particulièrement dans le domaine des richesses naturelles.

La première richesse naturelle, c'est l'agriculture. L'Union nationale a permis, par son prêt agricole aux cultivateurs, de conserver la propriété du sol et de stabiliser l'agriculture. Il fallait commencer par le commencement. C'est l'Union nationale aussi qui a rendu possible une meilleure utilisation du sol grâce au drainage des terres et à l'électrification rurale.

C'est la province, donc les citoyens de la province, qui sont propriétaires des richesses naturelles. En dépit des efforts de tous les gouvernements fédéraux, de quelque couleur qu'ils aient été, l'Union nationale a vu à ce que nous gardions jalousement ce patrimoine. S'il y eut un farouche défenseur de cet actif, ce fut Maurice Duplessis. Il a d'ailleurs suivi en cela l'exemple de M. Taschereau. Quand il luttait contre la centralisation fédérale, il posait là un acte de bon père de famille, il protégeait les intérêts primordiaux de la province de Québec. Le gouvernement fédéral a d'ailleurs fini par reculer, gouvernement dont faisait partie le premier ministre actuel.

C'est à tort qu'on a attribué à feu Adélard Godbout la création du réseau d'électricité d'État.

C'est, au contraire, M. Duplessis qui a lancé le mouvement dès 1937 en créant certaines coopératives. Avant cela, les gouvernements libéraux du Québec avaient pris l'habitude de concéder à des prix ridiculement bas nos ressources hydrauliques. Ils le faisaient à perpétuité.

Depuis 1936, il n'y a eu aucune aliénation de site. Certains journaux paraissent plus enclins à plaire qu'à dire ou à rechercher la vérité. Dès 1954, et non pas en 1960, l'Union nationale accordait à Hydro-Québec la préférence sur les sites hydrauliques de la Manicouagan et de la rivière aux Outardes. C'est sous l'Union nationale que la province de Québec est devenue la province la plus électrifiée du Canada.

Il parle du projet soumis par le juge Cousineau en 1955. Va-t-on faire croire que M. Duplessis aurait refusé l'offre des Américains parce qu'il aurait constaté, un jour, qu'un des promoteurs de l'affaire était un Témoin de Jéhovah? Il y a des limites à répandre des faussetés. L'histoire qu'a voulu nous faire croire le procureur général est tout simplement invraisemblable. On a l'impression que le procureur général voudrait rattraper certaines déclarations qu'il a faites à la légère il y a quelques années.

Je dis au gouvernement qu'il pourra compter sur l'Union nationale quand il voudra que les richesses naturelles du Québec servent davantage encore aux citoyens du Québec. C'est l'Union nationale qui a ouvert les routes qui ont permis de mettre certains centres miniers en valeur et qui a construit les écoles d'où sont sortis les techniciens dont nous avions besoin.

Il dit vouloir exprimer des idées personnelles qui n'engagent pas son parti. Il dit qu'il ne croit pas que l'étatisation, sauf en de rares exceptions, soit à l'avantage des citoyens.

Si l'on veut arrêter le progrès, dit-il, on n'a qu'à prêcher le socialisme de ces pseudo-intellectuels qui se sont emparés des principaux moyens d'information, dont quelques-uns à l'aide des taxes que nous payons. La meilleure façon de freiner le progrès de la province, c'est de donner de l'importance à ceux qui font le jeu des puissances étrangères.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** La mythologie Johnson!

**M. Johnson (Bagot):** Je dis qu'il y a un effort concerté de la part d'un petit groupe pour exploiter le sentiment louable de ceux qui veulent que nos richesses naturelles soient exploitées à notre profit. Ces gens veulent nous entraîner vers un régime qui

fera l'affaire de leurs mandats, mais pas de la province de Québec. Ce n'est pas au moment où l'entreprise privée va devenir rentable pour le Québec qu'il faut la saboter.

On a reproché à nos gens, de bonne foi je veux le croire, de placer une trop grande partie de leurs capitaux dans nos institutions religieuses et nos hôpitaux. On reproche à nos caisses populaires de ne pas se lancer dans le développement industriel. Les pseudo-intellectuels qui prêchent à la télévision et dans certains journaux oublient que nos petits épargnants ont travaillé très fort pour amasser un petit capital, et ils ne sont pas prêts à le risquer dans des projets incertains, fussent-ils prônés par un juge en lequel le procureur général semble avoir énormément confiance.

Il dit ne pas être de ceux qui craignent les capitaux américains qui sont placés chez nous, en dehors des actions de contrôle, sous forme d'obligations. Cela devient, dit-il, une sorte de rapatriement des fonds exportés outre-frontières sous forme de primes d'assurance qui ont été payées par les Québécois aux compagnies américaines depuis deux générations.

Mais lorsque, pour la mise en valeur de nos richesses naturelles, il nous faut trouver un capital de risque, un capital de contrôle, le gouvernement provincial devrait poser un geste capable d'assurer notre contrôle sur le développement des richesses naturelles. Les autorités de la province devraient intervenir pour que la mise en valeur de nos richesses tombe sous la coupe de la collectivité québécoise, en donnant à cette dernière la possibilité de fournir les capitaux qu'il est nécessaire de risquer, si l'on veut prendre le contrôle d'entreprises exploitant des ressources naturelles.

À ce propos, j'ai une suggestion à faire au gouvernement. Il devrait acheter la moitié des actions de contrôle des compagnies de pulpe et des compagnies qui exploitent nos richesses hydroélectriques. Mais même là, ce serait inadéquat, car en fait on prendrait \$1,000,000,000, \$1,500,000,000 pour le remettre aux Américains ou aux Anglais. Ce ne serait pas encore le véritable remède à nos maux. La solution n'est pas là.

Pour que les Canadiens français restent maîtres chez eux, la vraie solution au problème consisterait, pour le gouvernement provincial, à fonder une banque industrielle. Cette initiative s'impose à l'heure actuelle, mais elle n'aurait pas été possible il y a 25 ans, il y a 20 ans et même il y a 10 ans. Cette banque serait alimentée principalement par les épargnes des citoyens de la province de Québec, y compris les salariés à revenus faibles ou moyens.

Pour la réalisation du projet, il ne faudrait pas lésiner, ni procéder par petites doses, mais à coup de

centaines de millions. Une telle banque assurerait la protection des petits épargnants, qui pourraient y déposer leurs économies en toute sécurité. Les caisses populaires pourraient participer à son financement. Avec une banque de nos coopératives et une banque agricole, nous aurions ainsi le moyen de procéder à l'émancipation économique de la province de Québec qui, pendant trop d'années, a dû se contenter des miettes, mais qui devrait pourtant profiter davantage de ses ressources. Ce n'est qu'en prenant cette mesure radicale que le gouvernement peut diriger les économies vers des investissements dans les ressources du Québec.

Des droits de royauté qui seraient prélevés, si nécessaires, sur les compagnies étrangères exploitant les ressources naturelles du Québec pourraient être versés à cette banque. Un système bancaire semblable serait conçu dans le cadre d'une entreprise privée. L'État glisse sur la pente du socialisme lorsqu'il commence à dominer l'industrie. Une banque industrielle ne pouvait être instituée il y a 10 ans parce qu'il n'y avait pas suffisamment de main-d'œuvre compétente dans le Québec. La province possède maintenant des hommes qualifiés et a seulement besoin de capitaux, des capitaux privés de préférence.

Le bill jettera sur les épaules d'un homme déjà occupé le fardeau de quelques autres.

(Applaudissements à gauche)<sup>11</sup>

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)<sup>12</sup>**  
dit reprocher au député de Bagot sa suffisance.

**M. Johnson (Bagot):** Je demande à l'Orateur de faire retirer au ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) cette expression antiparlementaire.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**  
Très bien. Le député de Bagot n'est pas suffisant pour la tâche qui lui incombe. Il ne m'a pas surpris lorsqu'il a entonné la rengaine de l'Union nationale et que, dans son discours électoral, il a parlé de paternalisme, de socialisme, de banque industrielle, de tout ce méli-mélo qui est la marque politique de son parti.

Certains orateurs de l'Union nationale ont déclaré que le ministère projeté n'engloberait pas assez de choses, tandis que d'autres ont dit qu'il en engloberait trop. Le député de Montréal-Mercier (M. Thibeault) a dit précédemment que, deux ministères, c'était trop pour un seul homme. Est-ce que le député de Montréal-Mercier a oublié qu'un

jour un seul homme, qui de l'avis de l'Union nationale était le plus grand de notre histoire, a tout mené dans la province, à sa guise, pendant des années, alors que pas un de ceux qui font sa louange et son éloge aujourd'hui n'osait lui résister ni discuter ses ordres?

En attendant le jugement définitif de l'histoire sur ce génie historique, nous pouvons toujours nous permettre d'élaborer un jugement provisoire, non pas sur un homme, mais sur la façon dont il a traité seul nos affaires à tous, sans discussion possible avec qui que ce soit, même dans l'Union nationale.

Là-dessus, il n'y a pas d'immunité, et nous avons droit de parler même s'il n'est pas là pour se défendre, comme l'ont reproché certains députés de l'opposition qui ont oublié qu'un jour les pères Cousineau et Lévesque n'étaient pas là non plus pour se défendre. C'est une profonde hypocrisie que d'essayer d'empêcher les vivants de juger les actes des hommes politiques qui sont morts en donnant comme prétexte qu'ils n'y sont plus pour se défendre.

Le député de Montréal-Maisonneuve (M. Tremblay) a déclaré, dans son discours sur la question des ressources naturelles, que les Américains n'étaient tout de même pas pour démolir leurs usines sidérurgiques de Pittsburgh pour venir les reconstruire dans la province de Québec. Vous avez là l'image du petit pain qui est le lot de notre peuple et dont il ne peut pas sortir, si on en croit les gens de l'Union nationale.

Le député de Montréal-Maisonneuve avait employé un autre argument: "C'est bien beau de faire de l'acier chez nous, mais il nous faut un marché pour le vendre." Pourquoi ne pas penser à s'emparer de notre propre marché pour commencer? La province de Québec achète des millions de tonnes de fer chaque année. Pourquoi faut-il que ce matériau nous vienne éternellement de l'étranger? C'est leur façon à eux de réduire au plus simple l'un des problèmes les plus angoissants qui confronte les Canadiens français.

Il (l'honorable M. Lévesque) dit qu'avant d'entrer dans la politique, il avait eu l'occasion de discuter ce problème avec un ancien ministre de l'Union nationale dans un programme de télévision. Je lui ai demandé, dit-il, si les taux de royauté sur le minerai seraient un jour changés. C'était en 1957, et le ministre nous avait répondu: "Attendez l'an prochain, nous allons les réviser." Mais rien ne fut fait, et les mêmes taux sont restés en vigueur après 1958, comme avant.

L'opposition tente de détruire l'effet du discours prononcé par le procureur général vendredi

dernier. Tout ce qu'ils ont trouvé, c'est une lettre de l'ancien sous-ministre des Mines, lettre disparue du dossier comme bien d'autres documents appartenant à la province sont disparus, et qui disait que le département n'avait que les représentations verbales du juge Louis Cousineau.

Cela ne change rien à ce qu'a alors dit le premier ministre Duplessis, devant témoin, que ce projet était trop gros pour la province de Québec.

Pourquoi il n'y a pas d'industrie sidérurgique dans la province? Pourquoi tout cela s'est-il produit? Pourquoi la province de Québec a-t-elle été retardée dans son développement? C'est parce que la province de Québec a été pendant trop longtemps entre les mains d'un petit avocat de village formé en 1890<sup>13</sup> avec qui personne n'osait discuter, aux ordres duquel personne n'osait résister.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** C'est tellement petit!

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Vous avez là un exemple de la façon dont tous les gens de l'Union nationale ont été marqués par cette période où la province était dirigée par le plus grand dictateur qu'elle ait connu.

Durant son discours, le chef de l'opposition a cité *ad nauseam* de longues pages du rapport Tremblay<sup>14</sup> que l'ancien premier ministre avait caché dans les voûtes du Parlement, parce qu'il n'était pas entièrement au goût du dictateur. Pourtant, ce document représentait des mois et des mois de travail de la part d'un grand nombre de spécialistes, et il a fallu l'arrivée au pouvoir du gouvernement libéral pour qu'il sorte des oubliettes où le prince l'avait plongé.

Et parce que le gouvernement, honnêtement, l'a déposé sur la table de cette Chambre, pour que le peuple qui en a fait les frais puisse le consulter, on dit maintenant qu'il n'est plus bon.

Personne ne peut prétendre que la loi instituant le ministère des Richesses naturelles est parfaite. Elle n'est peut-être pas parfaite, mais elle affirme un effort honnête pour réaliser quelque chose. Cela représente un premier effort de planification, et c'est une preuve que le gouvernement a le souci de savoir où il va. Il s'agit, en nous considérant comme des adultes, de nous demander, une fois pour toutes, ce que nous allons faire avec les richesses que nous avons, chez nous, dans la province de Québec. Il faut s'arrêter pour trouver les moyens d'assurer un maximum de rendement au profit du peuple du Québec, propriétaire de ces richesses naturelles.

Il est bon de grouper nos richesses naturelles sous un même ministère. De cette façon, nous pourrions faire de la planification, savoir où nous allons. C'est ce qui a fait défaut sous l'Union nationale. Nous pourrions aussi aider davantage le peuple québécois à profiter des richesses qui sont les siennes.

Comment se fait-il, qu'au ministère des Mines, par exemple, où la production peut représenter des centaines de millions de dollars, il n'y ait jamais eu un économiste, ni un statisticien ou un expert chargé d'élaborer une politique logique? Comment se fait-il qu'il n'y ait pas eu un effort vital en ce domaine pour étudier ce qui s'est fait ailleurs? On n'a jamais fait cet effort de pensée pour analyser ce qui a été réalisé ailleurs!

Le ministère des Mines du Québec, formé par l'ancien gouvernement en 1936, a toujours été condamné par l'Union nationale à n'être qu'une sorte de succursale des gros intérêts. Et on vient nous dire que c'est l'Iron Ore qui a découvert qu'il y avait du minerai de fer dans l'Ungava! Il y avait des années qu'on savait qu'il y avait du minerai de fer dans l'Ungava. Des prospecteurs avaient travaillé là depuis longtemps. Et, si l'Iron Ore est venue dans la province de Québec et s'est intéressée au minerai de fer de l'Ungava, ce n'était certes pas dans le but de nous être agréable. C'est que cela faisait son affaire et qu'elle avait besoin de notre minerai de fer découvert, dans l'Ungava, bien longtemps avant même que l'Union nationale ne soit au pouvoir. On est venu ici parce qu'on en avait besoin de notre minerai de fer. On cherchait avant tout son avantage, personne n'en doutera.

Il dit être allé dans l'Ungava en 1956, dans ce domaine ouvert par le génie de l'Union nationale à la jeunesse de cette province. C'était au moment où l'on sortait les premières tonnes de minerai. J'ai trouvé cela très intéressant, mais aussi navrant. On faisait alors des entraves à la liberté syndicale. On avait placé là des policiers qui empêchaient les gens de circuler librement. La jeunesse chérie de la province de Québec devait alors coucher dans les bois parce qu'elle ne pouvait s'organiser.

L'opposition a dit que le génie de M. Duplessis avait édifié un empire industriel au profit de notre population. Il (l'honorable M. Lévesque) dit avoir découvert que, sous l'Union nationale, le ministère des Ressources hydrauliques dépensait \$7,000,000 par année avec des revenus de \$5,000,000, laissant de la sorte un passif de \$2,000,000. Voilà le génie de nos prédécesseurs, dit-il.

Dans le secteur privé, il n'y avait aucune surveillance des dus de compagnies. Des compagnies faisant des millions négligeaient de payer les

remboursements imposés par les lois pour l'usage des eaux accumulées par les barrages. Il y avait des compagnies dont les revenus dépassaient les \$9,000,000 après avoir payé des impôts. Et pendant que ces compagnies faisaient des profits respectables, elles accumulaient des arrérages dans les remboursements dus au gouvernement de la province pour \$20,000,000. Il est dû \$15,000,000 pour le barrage Gouin et \$5,000,000 pour le barrage Mercier. Par suite de la négligence grave du gouvernement à renouveler un contrat avec la compagnie Price Brothers, celle-ci a payé, pendant cinq ans, une somme annuelle de \$43,000 au lieu de \$110,000 pour sa consommation d'électricité.

Ce sont là des exemples trouvés, en quelque sorte, au hasard. L'Union nationale ne savait pas où elle allait. Il n'y avait aucune planification. Les décisions étaient prises au petit bonheur. C'était le règne du prince. Il n'avait pas évolué et ceux de son entourage le laissaient tout régenter.

À l'Hydro-Québec, société de la couronne, c'était la même chose. Il n'y avait pas d'ordre. Les caprices souverains du prince faisaient trop souvent loi. L'ingérence politique était courante.

Il faut que nos ingénieurs canadiens-français cessent de se contenter seulement du rang d'administrateurs juniors et des places inférieures dans les compagnies inférieures et dans les compagnies étrangères, qui exploitent les richesses naturelles. L'Union nationale n'a rien fait pour former des cadres canadiens-français au sein des grosses compagnies qui exploitent nos richesses naturelles. Elle s'est contentée, là comme ailleurs, de jouer un rôle de spectatrice au lieu de participante. Il est temps que les Canadiens français deviennent des "citoyens à part entière", selon le mot du général de Gaulle, des participants dans l'exploitation de leurs richesses naturelles. S'il y avait eu des Canadiens français parmi les dirigeants et les cadres des compagnies étrangères qui exploitent nos richesses, on aurait pu éviter de sanglants conflits industriels qui ont marqué l'histoire syndicale de notre province.

Je m'oppose carrément à l'opinion du député de Bagot au sujet du rôle et de la nature de l'État pour le peuple minoritaire que nous sommes, dit-il. L'Union nationale a fait de l'État une sorte d'épouvantail. Les mythomanes de l'autre côté, qui étaient dans ses rangs, se sont servis de l'État comme d'un épouvantail pour faire trembler les gens devant leur ombre.

Au contraire, l'État doit être pour nous, Canadiens français, une des notions les plus précieuses parce que nous sommes une nation

minoritaire. Il faut que les Canadiens français se servent de leur État. Un groupe minoritaire comme le nôtre doit se servir de son État pour se tirer de sa situation d'asservissement. C'est notre plus bel espoir. Il faut que les Canadiens français s'en servent au besoin, sans craindre les épouvantails de confessionnalité que les mythomanes de l'Union nationale brandissent à plaisir autour d'eux. Le maître magicien est maintenant disparu, mais le député de Bagot n'inspire pas confiance du tout comme magicien.

L'État canadien-français, c'est pour nous le seul levier qui permettra de résoudre les problèmes causés par notre position d'infériorité numérique et économique.

En faisant de l'État un épouvantail, l'Union nationale a rendu à la province le plus mauvais service qu'elle pouvait lui rendre<sup>15</sup>.

(Applaudissements à droite)<sup>16</sup>

**M. Maltais (Québec-Est)** dit qu'il s'oppose au bill qui a pour but de créer un ministère des Ressources naturelles dans la province de Québec.

Si le gouvernement refuse de prendre ses responsabilités dans le domaine de l'autonomie économique, dit-il, l'opposition se chargera de les lui rappeler. Il faut que ces gens soient logiques. Nous leur avons laissé les outils qu'il faut pour le faire.

Nous allons assister avec émotion à la mise en œuvre des mesures efficaces que le premier ministre a préconisées avec tant d'éloquence. Mais il faudra voir jusqu'où cela va nous conduire. Il y a une chose extrêmement importante dont nous n'avons pas entendu parler: c'est l'impôt sur le profit des corporations qui exploitent nos richesses naturelles. Est-ce que nous en avons une juste part dans la province de Québec?

Le gouvernement fédéral laisse aux provinces une part sur l'impôt payé par les sociétés commerciales. Nos richesses naturelles nous rapporteraient davantage si le gouvernement fédéral laissait aux provinces une plus juste part de l'impôt payé par les sociétés commerciales. Le premier ministre doit continuer la bataille dans ce domaine.

De 1944 à 1960, l'Union nationale a créé le climat qui a permis le développement de nos richesses naturelles. Si la province de Québec est aujourd'hui en mesure d'entrevoir la possibilité d'obtenir des compétences chez les Canadiens français, pour le développement des ressources naturelles, c'est grâce à ceux qui, dans le passé, ont pris les moyens de faire progresser l'éducation assez rapidement pour former ces compétences.

Il est beaucoup plus facile aujourd'hui que ce ne l'était en 1944 de songer à l'organisation rentable des richesses naturelles du Québec. On ne répètera jamais assez que ces richesses doivent avant tout servir au bien du peuple. Tout le monde est d'accord là-dessus, mais il est important de ne pas répéter les erreurs qui ont été faites dans maints pays.

Le gouvernement nous déçoit beaucoup avec cette loi.

**M. Leclerc (Charlevoix)** dit qu'il se reprocherait un geste de lâcheté s'il ne protestait pas contre cette sorte d'humiliation qu'on veut faire subir à l'opposition en lui contestant le droit de se lever pour critiquer ce qui lui paraît aller mal.

S'il est en Chambre un député qui n'aurait pas dû parler comme il l'a fait durant l'après-midi, dit-il, c'est bien le député de Duplessis (M. Coiteux) après tout le développement dont sa région a été le théâtre. Si l'Union nationale n'avait pas développé la région du Saguenay, il n'y aurait pas de député de Duplessis. Il y a 15 ou 20 ans, la Côte-Nord n'était pas connue. C'était une région dépourvue de voies de communication, d'hôpitaux, d'écoles. Sept-Îles était un petit village de 600 ou 800 âmes. Aujourd'hui, toute cette immense région est une ruche bourdonnante d'activité, et Sept-Îles est devenue une ville de plus de 12,000 âmes, parfaitement organisée et dotée de tous les services d'une grande cité.

Le projet d'un ministère des Richesses naturelles est un changement inutile destiné, comme d'autres bills du gouvernement, à jeter de la poudre aux yeux. Les deux ministères que l'on veut fusionner fonctionnaient à merveille. Si le gouvernement croit qu'ils fonctionnent mal, peut-il s'attendre qu'ils feront mieux en changeant leur nom?

Ce n'est pas en changeant l'appellation d'un ministère qu'on règlera tous les problèmes. Le gouvernement actuel est animé de bonnes intentions et veut faire tout son possible. Il (M. Leclerc) dit prévoir le jour pas très éloigné où les problèmes qu'il devra affronter seront si grands qu'il sera obligé de marcher sur les traces de celui de l'Union nationale. Et, quand il ne fera que le dixième de ce qu'a accompli le gouvernement précédent, le régime actuel, dit-il, méritera des félicitations.

À entendre certains orateurs libéraux, on croirait qu'il suffit actuellement de tendre la main pour récupérer des dizaines de millions de dollars d'Ottawa. Mais alors, pourquoi imposer de nouvelles taxes?

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Thérberge, Turpin, Vaillancourt, 43.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Charbonneau, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 32.

**Députés pairés:** M. Bédard ainsi que M. Binette déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Cloutier et Laberge respectivement, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote en faveur de la deuxième lecture du bill.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 22 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

## En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi du département des Ressources hydrauliques (Statuts refondus 1941, chapitre 97A, édicté par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 32) est modifiée en remplaçant le titre et les articles 1, 2 et 3 par ce qui suit:

"LOI CONCERNANT LE MINISTÈRE  
DES RICHESSES NATURELLES

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de loi du ministère des Richesses naturelles.

"2. Le ministre des Richesses naturelles, désigné dans la présente loi sous le nom de

"ministre", est chargé de la direction et de l'administration du ministère des Richesses naturelles.

"Ses fonctions et devoirs sont:

"a) de favoriser l'exploitation et l'utilisation des richesses naturelles de la province au bénéfice de sa population;

"b) de surveiller l'exécution des lois concernant le régime des eaux courantes et les forces hydrauliques ainsi que la production, la transmission, la distribution et la vente de l'électricité et du gaz;

"c) d'accélérer l'expansion de l'Hydro-Québec et lui assurer l'exploitation de toutes forces hydrauliques non concédées partout où il lui est économiquement possible de les aménager;

"d) de contrôler l'exploitation de toutes forces hydrauliques concédées;

"e) de diriger l'administration et la vente des terrains miniers et l'exécution de la législation relative aux mines;

"f) d'élaborer des plans pour la mise en valeur, l'exploitation et la transformation dans la province des richesses naturelles qui s'y trouvent et, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et en collaboration avec d'autres ministères, voir à l'exécution de tels plans;

"g) d'obtenir des compagnies exploitant les richesses naturelles l'emploi de main-d'œuvre québécoise et de cadres formés dans le Québec.

"[[3. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des Richesses naturelles.]]"

L'étude de l'article 1 est suspendue.

## Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

## Travaux de la Chambre<sup>17</sup>:

### Dépôt du budget et Régie des alcools

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'il espère déposer ses principales estimations

budgétaires de 1961-1962, jeudi. Toutefois, dit-il, un débordement de travail possible jusqu'à jeudi, au comité des projets de lois d'intérêt privé, pourrait retarder la remise des estimations budgétaires. Il est possible qu'il attende après la conférence fiscale fédérale-provinciale des 23 et 24 février, à Ottawa, pour prononcer son discours sur le budget. Cela lui permettra d'exposer plus en détail la situation financière de la province. Il dit ne pas avoir encore reçu d'invitation officielle du premier ministre du Canada (M. John Diefenbaker) au sujet de la conférence fiscale.

Le projet de loi sur la refonte de la Régie des alcools sera présenté dans quelques jours, dit-il.

**M. Talbot (Chicoutimi)** demande que la nouvelle loi des liqueurs soit distribuée le plus tôt possible afin que l'opposition puisse en prendre connaissance et déterminer l'attitude qu'elle prendra.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La nouvelle loi des liqueurs est actuellement à la traduction. Elle sera imprimée dans quelques jours.

#### Séances du comité des bills privés

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Demain, les deux séances du comité des bills privés seront consacrées à l'étude des problèmes métropolitains, qui font l'objet de bills présentés par la ville de Montréal et la Corporation de Montréal métropolitain ainsi que la Commission des transports.

Il est possible que la séance de jeudi après-midi soit très brève et qu'on continue l'étude de ces projets de loi, si elle n'est pas terminée. Au besoin, la séance de jeudi soir sera aussi sacrifiée.

Il propose, appuyé par le député de Chicoutimi (M. Talbot), que les dispositions de l'article 404 du Règlement soient suspendues, et que le comité des bills privés soit autorisé à siéger le 1<sup>er</sup> février 1961, même si la Chambre ne tient pas de séance ce jour-là.

Adopté à l'unanimité.

#### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, appuyé par le député de Chicoutimi (M. Talbot), que lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à jeudi prochain.

Adopté à l'unanimité.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. Les sources n'indiquent pas qui a présidé le comité plénier.

2. Voir note 1.

3. Le correspondant du *Montréal-Matin* du 1<sup>er</sup> février 1961, à la page 7, note que "la lecture du document a produit une petite sensation" dans la Chambre.

4. *La Presse* du 1<sup>er</sup> février 1961, à la page 15, écrit que "cette affirmation de M. Talbot a évidemment provoqué un tonnerre de protestations du côté des ministériels qui en ont appelé au Règlement".

5. Le courriériste de *La Presse* du 1<sup>er</sup> février 1961, à la page 15, relate que M. Lévesque n'a pas obtenu de réponse à cette question.

6. Selon *Le Nouvelliste* du 2 février, à la page 4, c'est le premier discours prononcé par M. Coiteux en Chambre.

7. *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> février 1961, à la page 6, écrit que la présidence est occupée par M. Hyde.

8. Nous avons formulé ces paroles de M. Coiteux à partir de la réponse de M. Talbot transcrits dans *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> février 1961, à la page 6.

9. Selon *Le Soleil*, du 1<sup>er</sup> février 1961, à la page 25, M. Tremblay fait référence à M. Earl, ministre des Mines, et à M. Lévesque, ministre des Travaux publics et des Ressources hydrauliques.

10. Jules R. Timmins (1889-1971) est un personnage important dans l'industrie minière canadienne du XX<sup>e</sup> siècle. En tant que fondateur de l'entreprise de courtage J. R. Timmins and Co. et président de la société Hollinger Consolidated en 1936, il conçoit en 1940 le développement des richesses minières du Nord du Québec et de l'Ungava. Pour ce faire, il forme avec les capitaux américains le consortium Iron Ore Company of Canada et extrait le minerai de fer à partir de Sept-



Îles, pour le transporter par voie fluviale dans les grands centres de transformation américains en bordure des Grands Lacs.

11. *Le Devoir* du 2 février 1961, à la page 5, écrit que M. Johnson est bruyamment applaudi par ses partisans.

12. Selon Vincent Prince, correspondant de *La Presse* du 1<sup>er</sup> février 1961, à la page 15, "M. René Lévesque (...) sera tout probablement le titulaire du nouveau ministère".

13. Selon *Le Soleil* du 1<sup>er</sup> février 1961, à la page 25, M. Lévesque fait plutôt mention d'un petit groupe formé en 1890.

14. M. Lévesque fait ici référence au discours prononcé par M. Talbot le 19 janvier 1961.

15. Paul Cliche de *L'Action catholique* du 1<sup>er</sup> février 1961, à la page 1, écrit que MM. Johnson et Lévesque ont fait leurs discours sans texte. Le même correspondant écrit aussi que M. Lévesque a parlé pendant une heure.

16. Selon *Le Devoir* du 2 février 1961, à la page 5, M. Lévesque est bruyamment applaudi par ses partisans.

17. Selon *Le Nouvelliste* du 1<sup>er</sup> février 1961, à la page 2, cette prise de parole de M. Lesage survient à la fin de la séance.



Séance du jeudi 2 février 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal;

- bill 213 modifiant la loi concernant la Commission de transport de Montréal.

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 109 concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles;

- bill 128 concernant la ville de Baie-Comeau;

- bill 169 refondant la charte de la cité de Chicoutimi-Nord.

**Projets de loi:**

**Charte de Montréal**

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 100 sans l'amender.

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi de la Commission de transport de Montréal**

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 213 modifiant la loi concernant la Commission de transport de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 213 sans l'amender.

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Pointe-aux-Trembles**

**M. Meunier (Bourget)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 sans l'amender.

**M. Meunier (Bourget)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Baie-Comeau**

**M. Bélanger (Saguenay)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 concernant la ville de Baie-Comeau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

**M. Bélanger (Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Charte de Chicoutimi-Nord

**M. Harvey (Jonquière-Kénogami)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 169 refondant la charte de la cité de Chicoutimi-Nord.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 169 sans l'amender.

**M. Harvey (Jonquière-Kénogami)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Rapports des comités permanents:

**M. Dionne (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Donald James Johnston, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique d'avocat;

- des commissaires d'écoles protestants pour la municipalité de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi augmentant le nombre de commissaires d'écoles protestants pour ladite municipalité;

- des Frères Maristes, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les Frères Maristes de Chicoutimi;

- de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant l'entente intervenue entre eux et la Reynolds Aluminum Company of Canada, Limited;

- de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Pierrefonds, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Société d'assurance des caisses populaires, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Commission des écoles catholiques de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte et ses pouvoirs corporatifs;

- des commissaires des écoles protestants de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte et ses pouvoirs corporatifs.

**M. Dionne (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Son Excellence Monseigneur Georges-Léon Pelletier et autres, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à la création de l'université des Trois-Rivières;

- de Garabed S. Partzgian *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Sourp Hagop Armenian Church;

- de la cité de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Madame Robert Poliquin, demandant l'adoption d'une loi pour faire déclarer libre de toute servitude de droit de passage certains lots de la paroisse de Saint-Roch-Nord, de la cité de Québec.

#### Projets de loi:

##### Charte de Montmagny

**M. Lizotte (Montmagny)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 modifiant la charte de la ville de Montmagny.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Trois-Rivières**

**M. Laroche (Portneuf)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 197 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Saint-Roch-Nord**

**M. Laroche (Portneuf)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 216 concernant certains lots de la paroisse Saint-Roch-Nord de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Société d'assurance  
des caisses populaires**

**M. Roy (Lévis)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 161 relatif à la Société d'assurance des caisses populaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Dorval**

**M. Lavoie (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 165 modifiant la charte de la cité de Dorval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Chartes de Pierrefonds  
et de Dollard-des-Ormeaux**

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 175 modifiant la charte de la ville de Pierrefonds.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Bureau des commissaires d'écoles protestants  
de Sherbrooke**

**M. Brousseau (Sherbrooke)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 195 refondant la charte du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques  
de Sherbrooke**

**M. Brousseau (Sherbrooke)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 194 refondant la

charte de la Commission des écoles catholiques de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Frères Maristes  
de Chicoutimi**

**M. Bélanger (Saguenay)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 215 constituant en corporation les Frères Maristes de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire protestante  
de Saint-Laurent**

**M. Brown (Brome)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 218 augmentant le nombre des commissaires d'écoles protestants pour la municipalité de Saint-Laurent dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Donald James Johnston**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 224 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Donald James Johnston à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sourp Hagop Armenian Church**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 226 pour constituer en corporation Sourp Hagop Armenian Church.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Verdun**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 205 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de  
Salaberry-de-Valleyfield**

**M. Ouimet (Saint-Jean)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 modifiant la charte de la cité de Valleyfield.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Université de Trois-Rivières

**M. Parent (Hull)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 220 pourvoyant à la création de l'Université de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 135 modifiant la charte du Cercle universitaire de Montréal, inc., avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 14 est modifié en remplaçant, aux 12e et 13e lignes du paragraphe a), les mots:

"aux actions d'une corporation" par les mots "aux actions ou autres valeurs d'une corporation".

2. L'article 17 est modifié en remplaçant, aux 7e, 8e et 9e lignes, les mots:

"assume tous les droits et obligations de celle qui existait antérieurement" par les mots:

"acquiert tous les droits et devient responsable de toutes les obligations de celle qui existait antérieurement".

### Projets de loi:

#### Cercle universitaire de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 135 modifiant la charte du Cercle universitaire de Montréal, inc.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 149 concernant l'Hôpital général de Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en remplaçant, aux deux dernières lignes, à la page 6, les mots: "Hôpital général de Québec" par le mot "Monastère".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 174 constituant en corporation le Collège Marianopolis, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 18 est modifié en remplaçant, à la 4e ligne du paragraphe a), les mots:

"sans aucune formalité de justice" par les mots:

"sans aucune formalité autre que l'enregistrement contre ces immeubles d'un avis de la sanction de la présente loi".

### Projets de loi:

#### Hôpital général de Québec

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 149 concernant l'Hôpital général de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### Collège Marianopolis

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 174 constituant en corporation le Collège Marianopolis.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 19 instituant le ministère du Revenu;
- bill 107 concernant le club St. James de Montréal;
- bill 150 concernant le Monastère des Augustines de l'Hôpital général de Québec;
- bill 153 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains contrats;

- bill 189 modifiant la loi concernant certaines corporations scolaires des comtés de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi;

- bill 192 concernant le syndicat des fiduciaires de l'Université Laval;

- bill 210 concernant la corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs;

- bill 212 modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 28 modifiant la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, concernant les membres de l'Assemblée législative.

#### CONSEIL LÉGISLATIF

le 1<sup>er</sup> février 1961

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 33 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1961, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

#### Questions et réponses orales:

##### Permis de taverne

**M. Bellemare (Champlain):** Le procureur général peut-il nous dire si des lettres d'intention ont été adressées à deux citoyens du Cap-de-la-Madeleine qui transforment présentement des immeubles dans le but d'y aménager des tavernes? Ces deux citoyens disent à qui veut les entendre qu'ils obtiendront des permis pour ouvrir au public les tavernes qu'ils sont en train d'aménager. Les transformations effectuées donnent aux édifices l'aspect de taverne.

Il fait remettre au procureur général (l'honorable M. Lapalme) des photographies des deux immeubles qu'on transforme au Cap-de-la-Madeleine.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Je n'en sais absolument rien. Je remercie tout de

même le député de Champlain de sa question et de ses photographies. D'abord, ça va me renseigner; ensuite, je dirai au député que j'aime ça des photos de travaux.

##### Prêts et bourses du ministère de la Jeunesse

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Au cours de l'année 1958-1959, l'ancien ministre de la Jeunesse (M. Bertrand) avait donné instruction au chef du service des bourses de refuser l'aide du ministère de la Jeunesse aux étudiants qui étaient propriétaires d'automobiles. Pour l'année 1959-1960, 50 bourses d'études furent de la sorte annulées. En vertu des mêmes instructions de 1958-1959, qui n'avaient pas été révoquées, cette année des avis furent adressés à 147 étudiants de la province, la plupart en janvier dernier. Ces lettres avertissaient les étudiants que le deuxième versement ne serait pas fait parce qu'ils ont un véhicule automobile.

J'ai reçu des représentations depuis à l'effet que, dans la plupart des cas, il s'agissait de voitures de seconde main et peu dispendieuses, qui étaient d'ailleurs nécessaires aux étudiants parce qu'ils demeurent en banlieue. Ce qui leur évite de loger près de l'université qu'ils fréquentent<sup>1</sup>. En certains endroits, il n'existe pas de transport en commun. Ailleurs, il y a de grandes distances à franchir pour atteindre les pavillons universitaires. Il arrive aussi que les étudiants propriétaires d'automobiles transportent des condisciples et que, de la sorte, ils couvrent leurs dépenses.

Aussi, j'ai demandé au sous-ministre de la Jeunesse de transmettre au chef du service des bourses des directives bien précises. La possession ou la propriété d'une automobile par un étudiant ne constitue pas, en soi, une cause d'inéligibilité pour l'obtention ou le renouvellement d'une bourse ou d'un prêt. La situation financière de l'étudiant, propriétaire d'une automobile, doit être considérée dans son ensemble. Et cela, conformément au principe général établi par la loi, à savoir que les bourses sont destinées aux étudiants qui n'ont pas ou dont les parents n'ont pas les ressources nécessaires pour leur permettre d'entreprendre ou de continuer leurs études. J'espère que cela rectifiera une situation qui était jusqu'à maintenant injuste pour les étudiants de notre province.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le problème des étudiants propriétaires d'automobiles a fait l'objet

d'une étude de la part du comité des bourses. Un nombre considérable d'étudiants bénéficiaires de bourses étaient propriétaires d'automobiles. J'avais demandé d'étudier chaque cas en particulier, sans donner de directives générales. La distance et le besoin, ainsi que la valeur des automobiles en question, ont été pris en considération. Jamais des instructions ne furent données à l'effet d'annuler des bourses à des étudiants pour la seule raison qu'ils étaient propriétaires d'automobiles.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** J'ai obtenu des officiers du ministère de la Jeunesse les renseignements que j'ai cités en Chambre. J'ai là un document qui contredit les paroles du député de Missisquoi, une lettre du sous-ministre de la Jeunesse, en date du 19 mai 1959, à l'adresse du directeur du service des bourses.

**M. Talbot (Chicoutimi)** proteste contre la déclaration du ministre. L'Orateur, dit-il, doit faire respecter l'article du Règlement parlementaire exigeant qu'on s'en tienne aux explications qu'un membre de la Chambre fournit pour se justifier. Le ministre doit prendre la parole de l'ancien ministre de la Jeunesse.

**M. l'Orateur** permet au ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) de donner lecture du document.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** La lettre du sous-ministre précisait qu'un relevé avait été fait des enregistrements d'autos aux noms d'étudiants. La lettre notait qu'il fallait toutefois agir avec prudence pour ne pas inciter les étudiants à enregistrer leur auto au nom d'une autre personne. Quand nous avons la certitude que l'étudiant est propriétaire d'une automobile, sa bourse doit lui être supprimée. Cela s'est produit à l'époque où le premier ministre refusait systématiquement de recevoir les représentants des étudiants universitaires.

#### Dépôt de documents:

##### Conciliation entre locataires et propriétaires

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre un communiqué concernant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires. (Document de la session no 85)

Il (l'honorable M. Bertrand) annonce d'importantes décisions prises par le gouvernement au sujet de la Régie des loyers. Le Conseil des ministres, déclare-t-il, a procédé à trois nominations importantes à la Régie des loyers et vient d'autoriser 34 municipalités à se soustraire à l'application de la loi pour la conciliation entre propriétaires et locataires.

Les nominations sont:

1. celle de Léandre Prévost, avocat de Montréal, qui devient commissaire de la Régie des loyers;
2. celles de MM. Henry Parent, de Montréal, et Marcel Létourneau, avocat de Québec, qui rempliront respectivement les fonctions de surintendant général et de surintendant général adjoint.

Ces deux derniers ont pour mission de coordonner l'activité de la Régie et de procéder à la centralisation de certains services, laquelle amènera nécessairement la fermeture d'un certain nombre de bureaux et le renvoi de plusieurs employés. Cette réorganisation, résultant de la décision de localités ou de corporations municipales de se soustraire à l'application de la loi, aura pour effet de réduire considérablement les frais découlant de la législation pour favoriser la conciliation entre propriétaires et locataires. Cette nouvelle structure répondra mieux aux besoins de la population de la province ainsi qu'aux impératifs d'une saine administration.

Au début de septembre 1960, nous avons adressé à quelque 200 cités et villes de la province, une lettre, qui a été reproduite dans les journaux, dans laquelle nous les avisions qu'elles pouvaient se prévaloir du texte législatif. Celui-ci stipulait qu'à la demande de la majorité absolue des conseillers d'une municipalité ou sur la recommandation de la Commission des loyers, le lieutenant-gouverneur en conseil peut soustraire à l'application de la présente loi toute municipalité ou territoire soumis à ses dispositions. Environ 40 conseils municipaux ont alors formulé des demandes dans ce sens, dont 34 ont été acceptées par la Commission des loyers.

Les 34 agglomérations qui ne seront plus soumises au règlement de la Régie sont les suivantes: Macamic (Abitibi-Ouest), Repentigny (l'Assomption), Lac Mégantic (Frontenac), Asbestos (Richmond), Terrebonne (Terrebonne), Nicolet (Nicolet), Montréal-Sud (Chambly), Saint-Martin (Laval), Danville (Richmond), Dollard-des-Ormeaux (Jacques-Cartier), Beauharnois (Beauharnois), Cowansville (Missisquoi), Saint-François (Laval), Laprairie (Napierville-Laprairie), Saint-Eustache (Deux-Montagnes), Arthabaska (Arthabaska), Châteauguay (Châteauguay), Boucherville (Chambly), Magog (Stanstead), village de Saint-Timothée (Beauharnois), Saint-Léonard-de-Port-



Maurice (Bourget), Jonquière (Jonquière-Kénogami), Saint-Bruno-de-Montarville (Chambly), Bagotville (Chicoutimi), Giffard (comté de Québec), Léry (Châteauguay), Duparquet (Abitibi-Ouest), Cadillac (Abitibi-Est), Renaud (Laval), Hampstead (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce), Pont-Viau (Laval), Courville (comté de Québec), Saint-Eustache-sur-le-Lac (Deux-Montagnes), Saint-Vincent-de-Paul (Laval).

Ces municipalités seront soustraites à l'application de la loi à partir du 14 février 1961, et ce, à la suite d'un arrêté ministériel émis le 27 janvier 1961. La Commission des loyers a recommandé de ne pas donner suite aux demandes des cités et villes dont les noms suivent: Laflèche (Chambly); Longueuil (Chambly); Louiseville (Maskinongé); Drummondville (Drummond); Hull (Hull); Saint-Michel (Bourget).

Onze autres cités et villes avaient été soustraites antérieurement à l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires par des arrêtés ministériels antérieurs à celui du 27 janvier 1961. Plusieurs sont de la région. Ce sont: 1. Mont-Royal (Montréal-Outremont), *Gazette officielle* du 15 septembre 1956; 2. Sillery (Québec-Ouest), *Gazette officielle* du 19 mars 1960; 3. Charlesbourg (Québec), *Gazette officielle* du 28 mars 1960; 4. La Sarre (Abitibi-Ouest), *Gazette officielle* du 28 mars 1960; 5. Kénogami (Jonquière-Kénogami), *Gazette officielle* du 18 juin 1960; 6. Loretteville (Québec), *Gazette officielle* du 18 juin 1960; 7. Sainte-Foy (Québec), *Gazette officielle* du 18 juin 1960; 8. Saint-Georges (Beauce), *Gazette officielle* du 24 septembre 1960; 9. Sainte-Geneviève (Jacques-Cartier), *Gazette officielle* du 24 septembre 1960; 10. Beauport (Québec), *Gazette officielle* du 15 octobre 1960; 11. Huntingdon (Huntingdon), *Gazette officielle* du 15 octobre 1960.

Les municipalités soustraites à l'application de la loi seront officiellement avisées par la publication de l'avis requis dans la *Gazette officielle* du 4 ou du 11 février et un avis adressé à chacune d'elles. Il sera toujours possible aux autres municipalités de se prévaloir de l'article 32 de la loi. La Commission des loyers, après avoir étudié leurs demandes, fera ses recommandations au gouvernement.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

19 Loi instituant le ministère du Revenu;

28 Loi modifiant la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, concernant les membres de l'Assemblée législative;

107 Loi concernant le club St. James de Montréal;

135 Loi modifiant la charte du Cercle universitaire de Montréal, inc.;

149 Loi concernant l'Hôpital général de Québec;

150 Loi concernant le Monastère des Augustines de l'Hôpital général de Québec;

153 Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains contrats;

174 Loi constituant en corporation le Collège Marianopolis;

189 Loi modifiant la loi concernant certaines corporations scolaires des comtés de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi;

192 Loi concernant le syndicat des fiduciaires de l'Université Laval;

210 Loi concernant la corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs;

212 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Eustache.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse alors à l'honorable lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

33 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1961, et pour d'autres fins.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur

remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### Travaux de la Chambre:

##### Horaire des séances

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je suis optimiste, dit-il, et j'ose espérer que l'Assemblée législative fasse plus de progrès qu'elle n'en a fait jusqu'ici.

Maintenant que les trois bills intéressant la ville de Montréal ont subi un examen approfondi de la part du comité des bills privés, la Chambre ne sera plus tenue d'ajourner ses débats pour siéger en comité, et elle pourra consacrer tout son temps à l'étude des lois du gouvernement qui sont nombreuses actuellement et auxquelles on ajoutera durant les prochaines semaines. Je compte sur la coopération de l'opposition.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La déclaration du premier ministre ne rend pas justice aux députés de la gauche qui ont toujours collaboré loyalement, dans la mesure du possible, avec les ministériels depuis le commencement de la session pour accélérer le travail législatif. On ne peut demander à l'opposition de tout accepter en criant lapin. L'opposition veut bien hâter les travaux de la Chambre, mais elle a un devoir à remplir et elle va le remplir.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Faites votre discours, mais ne le répétez que trois fois au lieu de trente fois.

##### Ajournement

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose, du consentement unanime, que lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée avant 4 heures<sup>2</sup>.

#### NOTES

1. *Le Droit* du 3 février 1961, à la page 18, rapporte que la semaine précédant la séance, des étudiants de l'Université de Montréal ont tenu une manifestation, afin de dénoncer le fait que des étudiants ont été privés de leur deuxième versement de bourse parce qu'ils possèdent une voiture.

2. Nos sources nous mentionnent que la séance a été brève, sans donner l'heure précise de l'ajournement.

Séance du vendredi 3 février 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 10 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 188 refondant et modifiant la charte de la cité de Chicoutimi;
- bill 126 constituant en corporation la cité de Laval.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 126, ci-dessus mentionné, intitulé: "loi constituant en corporation la cité de Laval", soit changé en celui de: "loi constituant en corporation la cité de Chomedey".

Le rapport est adopté.

**Projets de loi:**

**Chomedey**

**M. Lavoie (Laval)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 constituant en corporation la cité de Chomedey.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

**M. Lavoie (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte  
de Chicoutimi**

**M. Plourde (Roberval)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 188 refondant et modifiant la charte de la cité de Chicoutimi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 188 sans l'amender.

**M. Plourde (Roberval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

**Budget des dépenses  
1961-1962**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

Onésime Gagnon, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement  
Québec, le 3 février 1961  
(Document de la session no 1)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.

Adopté.

**Projets de loi:****Charte de Montmagny**

**M. Lizotte (Montmagny)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 modifiant la charte de la ville de Montmagny soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Société d'assurance  
des caisses populaires**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 relatif à la Société d'assurance des caisses populaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Dorval**

**M. Lavoie (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 modifiant la charte de la cité de Dorval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Chartes de Pierrefonds  
et de Dollard-des-Ormeaux**

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 modifiant la charte de la ville de Pierrefonds soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission des écoles catholiques  
de Sherbrooke**

**M. Brousseau (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 refondant la charte de la Commission des écoles catholiques de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Bureau des commissaires d'écoles protestants  
de Sherbrooke**

**M. Brousseau (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 refondant la charte du

Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Trois-Rivières**

**M. Laroche (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Frères Maristes de Chicoutimi**

**M. Bélanger (Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 215 constituant en corporation les Frères Maristes de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire protestante  
de Saint-Laurent**

**M. Brown (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 218 augmentant le nombre des commissaires d'écoles protestants pour la municipalité de Saint-Laurent dans le comté de Jacques-Cartier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Donald James Johnston**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 224 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Donald James Johnston à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Verdun**

**M. O'Reilly (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Salaberry-de-Valleyfield**

**M. Ouimet (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 modifiant la charte de la cité de Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Saint-Roch-Nord**

**M. Laroche (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 216 concernant certains lots de la paroisse Saint-Roch-Nord de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Sourp Hagop Armenian Church**

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 226 pour constituer en corporation Sourp Hagop Armenian Church soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Université de Trois-Rivières**

**M. Parent (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 220 pourvoyant à la création de l'Université de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit renvoyé au comité des bills publics.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à midi trente minutes.

---



Séance du mardi 7 février 1961

### Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports des comités permanents:

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 214 modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain.

### Projets de loi:

#### Loi de la Corporation de Montréal métropolitain

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 214 modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 214 sans l'amender.

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Dépôt de documents:

#### Employés au secrétariat de la province

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un

ordre de l'Assemblée, en date du 15 décembre 1960, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au secrétariat de la province, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 86)

#### Permis de la Commission des liqueurs

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Combien de permis pour la vente de boissons alcooliques la Commission des liqueurs du

Québec a-t-elle émis, du 6 juillet au 1<sup>er</sup> décembre 1960:

a) à des hôtels, pour la vente de liqueurs alcooliques à des voyageurs;

b) à des hôtels reconnus nécessaires pour le tourisme et situés en dehors des cités et villes et de la région "A";

c) à des navires ou à des wagons-restaurants pour la vente de liqueurs alcooliques à des voyageurs;

d) à des clubs pour la vente de liqueurs alcooliques à des membres du club;

e) à des hôtels ou cafés, pour la vente de liqueurs alcooliques pendant les repas;

f) à des auberges ou restaurants, pour la vente de vin et bière à des voyageurs pendant les repas;

g) à des tabagies, tabaconistes ou dépôts de journaux qui servent de repas légers, pour la vente de vin et bière à des voyageurs;

h) à des magasins d'épicerie ou d'alimentation, pour la vente des bières;

i) à des magasins d'épicerie ou d'alimentation à succursales multiples, pour la vente des bières;

j) à des tavernes pour la vente des bières au verre;

k) à des personnes ayant charge de banquets, pour la vente de vins et bière?

2. Dans chaque cas, quel est le nom et l'adresse du détenteur d'un nouveau permis, ainsi que l'adresse de son établissement?

3. Combien de nouveaux magasins la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle établis, du 6 juillet au 1<sup>er</sup> décembre 1960?

4. Les nouveaux permis pour la vente de boissons alcooliques, dans les hôtels, cafés, auberges, restaurants, tavernes, clubs, magasins d'épicerie et d'alimentation ont-ils été accordés après consultations avec les autorités religieuses et les ligues de tempérance ou d'abstinence?

5. Durant la même période du 6 juillet au 1<sup>er</sup> décembre 1960, combien de permis ont été révoqués et quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du détenteur dont le permis a été révoqué et quel est, dans chaque cas, le motif de cette révocation? (Document de la session no 87)

#### **Conseillers techniques au ministère du Bien-être social**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)**  
dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

Combien de conseillers techniques le ministère du Bien-être social a-t-il engagés depuis le 5 juillet jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1960?

Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, le salaire et la nature des fonctions de ces conseillers techniques? (Document de la session no 88)

#### **Employés au ministère des Terres et Forêts**

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)**  
dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère des Terres et Forêts, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

a) Ont été destitués?

b) Ont démissionné?

c) Ont été suspendus?

d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 89)



### Employés au ministère de la Jeunesse

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

1. Du 5 juillet au 9 décembre 1960, au ministère de la Jeunesse, ou à tout organisme, office ou commission qui y sont rattachés, combien d'employés régis par la loi du service civil, et combien d'employés non régis par cette même loi:

- a) Ont été destitués?
- b) Ont démissionné?
- c) Ont été suspendus?
- d) Ont été mis à leur retraite?

e) Quel est, dans chaque cas, le nom, l'adresse, les années de service de l'employé concerné, ainsi que le motif de son congédiement ou de sa suspension, de sa mise à la retraite ou de sa démission?

f) Dans le cas des employés suspendus, dont la suspension est terminée, quelle a été dans chaque cas la durée de la suspension?

g) Dans chaque cas de l'employé suspendu, dont la suspension est terminée, cet employé a-t-il été réinstallé dans son ancienne fonction, déplacé, destitué ou a-t-il donné sa démission?

2. Est-ce que ces employés ont été remplacés?

Dans l'affirmative:

a) Quel est, dans chaque cas, le nom et l'adresse du remplaçant?

b) Dans le cas des nouveaux employés régis par la loi du service civil, quels sont ceux qui ont été engagés par suite d'un concours public annoncé dans les journaux?

c) Quels sont les nouveaux employés régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés?

d) Quels sont les employés non régis par la loi du service civil qui ont été engagés à la suite d'une recommandation, et par qui ont-ils été recommandés? (Document de la session no 90)

### *Journal des débats*

**M. l'Orateur:** Il a été décidé à l'unanimité de faire l'expérience de la méthode de sténotypie. Il est bien entendu que l'enregistrement et l'impression n'ont pas un caractère officiel. C'est tout simplement

une expérience qui durera quelques jours. D'autres méthodes seront aussi possiblement tentées pour mettre à l'épreuve les différentes méthodes d'enregistrer les délibérations parlementaires le plus fidèlement possible et vous en verrez les résultats. Le choix définitif dépendra de ces résultats.

Je souhaite la bienvenue au personnel qui préparera les comptes rendus officiels. Maintenant que toutes les paroles prononcées à l'Assemblée législative seront consignées dans un document officiel, il importe que chaque représentant du peuple surveille son langage. Vous n'êtes pas obligés de parler, mais si vous parlez, tout ce que vous direz sera pris contre vous<sup>1</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le règlement 82 défend aux étrangers d'être dans la Chambre elle-même. Pour ma part, malgré qu'il n'y ait pas eu de motion de présentée par le gouvernement, je suis heureux de dire que l'opposition collaborera, comme elle sait le faire, quand cela a du bon sens. Je salue la présence bien sympathique des sténotypistes ayant la mission de conserver nos savants plaidoyers, nos paroles qui doivent passer évidemment à la postérité<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Depuis longtemps et bien avant qu'il en assume la direction, les porte-parole du Parti libéral ont réclamé l'établissement d'un *Journal des débats* pour les délibérations en Chambre. L'essai que nous tentons aujourd'hui sera, je l'espère, concluant. Il faut, suite à des engagements que nous avons pris depuis plusieurs mois, établir pour cette Chambre un *Journal des débats*. Lorsque, au cours de la campagne électorale et depuis, j'ai proposé la création d'un tel *Journal des débats*, je ne faisais que suivre les traces de mon prédécesseur qui est maintenant mon compagnon d'armes, mon voisin, le procureur général (l'honorable M. Lapalme), et qui est le réel initiateur de ce que nous entreprenons aujourd'hui.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Cela me rappelle la fable de La Fontaine: "Le geai paré des plumes du paon".

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Vous êtes sûr?

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est cette fable-là que le premier ministre veut mettre en action aujourd'hui. Dès l'année dernière, le gouvernement avait fondé un comité. Pas le gouvernement de mon

savant ami, mais le gouvernement de l'Union nationale avait fondé un comité pour l'établissement d'un *Hansard*. Nous avons tenté des expériences; le principe avait été accepté et, encore une fois, je pense que le premier ministre serait mieux de relire la fable: "Un geai paré des plumes du paon".

**M. Gosselin (Compton):** Est-ce que le système est importé d'Ottawa?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai pas tenté de me parer des plumes du paon; au contraire, j'ai donné le crédit à celui qui le méritait.

(Applaudissements)

Le gouvernement de l'Union nationale a bel et bien créé ce comité, mais le gouvernement n'a alors fait qu'accepter une proposition de M. Lapalme. C'est le procureur général qui, pendant des années, a réclamé l'établissement d'un *Journal des débats*, et l'an dernier, en Chambre, c'est sur la motion du procureur général, alors chef de l'opposition, et non pas à l'initiative de ceux qui étaient membres du gouvernement et qui, aujourd'hui, eux, voudraient se parer des plumes du paon, comme la fable de La Fontaine. Il y a longtemps que nous sommes habitués à voir nos amis d'en face vouloir se couvrir de tous les mérites pour tout ce qui se fait dans la province de Québec, même ce dont ils ne sont nullement responsables.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Je pense qu'un *Journal des débats* sera à l'avantage de la province et de l'opposition<sup>3</sup>.

### Questions et réponses orales:

#### Indemnisation des hôpitaux

**M. Johnson (Bagot):** Quels étaient les "minima" en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 1961 pour les chambres privées et semi-privées dans chaque hôpital<sup>4</sup>? J'avais posé, mardi de la semaine dernière, cette question relative à l'assurance-hospitalisation. Dois-je comprendre que j'aurai bientôt une réponse à ma question?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** regrette l'absence du ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier). Tout le problème soulevé par la question du député de Bagot, dit-il, est resté sous considération, et aussitôt qu'il sera possible de lui donner une réponse, le ministre le fera. Il est impossible de dire à quel moment exact cela se fera.

**M. Johnson (Bagot):** J'avais pensé que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier), vu qu'il est devenu un expert en matière d'assurance-hospitalisation, pourrait répondre à la place du ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier).

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Je ne suis pas plus expert en hospitalisation que celui qui pose sans cesse des questions et qui est avocat. Cela intéresse tous les citoyens.

### Explications sur des faits publiés:

#### Rectification du député de Bagot

**M. Johnson (Bagot)** regrette que certains journaux lui aient attribué des paroles à l'opposé des remarques qu'il a faites, lors de l'étude en deuxième lecture du bill instituant un ministère des Richesses naturelles, et lui aient attribué une suggestion de certains hommes politiques et certains économistes pour assurer à la population du Québec le contrôle de ses richesses naturelles.

Des journaux, dit-il, m'ont fait dire que le gouvernement devait acheter la moitié des actions de contrôle dans les industries de pulpe et de papier, comme aussi des compagnies productrices d'énergie électrique. Or, ce que j'avais dit, c'est précisément que cette solution serait tout à fait inadéquate et irréaliste. Je ne veux pas mettre en doute la bonne foi de ces journaux, mais j'exprime le désir que l'on note ma mise au point.

### Projets de loi:

#### Ministère des Richesses naturelles

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 22 instituant le ministère des Richesses naturelles.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La loi du département des Ressources hydrauliques (Statuts refondus 1941, chapitre 97A, édicté par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 32), est modifiée en remplaçant le titre et les articles 1, 2 et 3 par ce qui suit:

"Loi concernant le ministère des Richesses naturelles

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de loi du ministère des Richesses naturelles.

"2. Le ministre des Richesses naturelles, désigné dans la présente loi sous le nom de "ministre", est chargé de la direction et de l'administration du ministère des Richesses naturelles.

"Ses fonctions et devoirs sont:

"a) de favoriser l'exploitation et l'utilisation des richesses naturelles de la province au bénéfice de sa population;

"b) de surveiller l'exécution des lois concernant le régime des eaux courantes et les forces hydrauliques ainsi que la production, la transmission, la distribution et la vente de l'électricité et du gaz;

"c) d'accélérer l'expansion de l'Hydro-Québec et lui assurer l'exploitation de toutes forces hydrauliques non concédées partout où il lui est économiquement possible de les aménager;

"d) de contrôler l'exploitation de toutes forces hydrauliques concédées;

"e) de diriger l'administration et la vente des terrains miniers et l'exécution de la législation relative aux mines;

"f) d'élaborer des plans pour la mise en valeur, l'exploitation et la transformation dans la province des richesses naturelles qui s'y trouvent et, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et en collaboration avec d'autres ministères, voir à l'exécution de tels plans;

"g) d'obtenir des compagnies exploitant les richesses naturelles l'emploi de main-d'œuvre québécoise et de cadres formés dans le Québec.

"[[3. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des Richesses naturelles.]]"

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le nouveau ministère des Richesses naturelles que le gouvernement est en train de constituer ne devrait-il pas s'appeler plutôt le "ministère des Ressources naturelles" puisque nous avons déjà un ministère où se retrouve le mot ressources?

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement présente une loi qui enlève l'expression "ressources naturelles" d'une loi qui existe depuis 1945. On

aurait dû garder le mot "ressources" et l'employer de préférence à l'expression "richesses naturelles".

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Beaucoup de nos puristes croient que le mot "ressources" est un anglicisme. D'après Larousse, le mot "ressources" signifie toutes les richesses dont un pays dispose y compris les hommes, l'argent, le blé etc. Le bill à l'étude ne veut pas couvrir tous ces domaines. Le mot "richesses" convient sûrement mieux aux choses comprises dans la mesure que nous étudions. De toute façon, il est heureux que le chef de l'opposition ait soulevé cette question de langue à une époque où le "joual" a tellement de notoriété. Ce n'est pas là une perte de temps; les législateurs doivent donner l'exemple d'un intérêt particulier pour la pureté de la langue. Le bill a un aspect trop limitatif pour employer le terme "ressources". Le gouvernement a consulté des linguistes compétents avant de choisir le terme "richesses".

**M. Talbot (Chicoutimi)** cite les définitions des dictionnaires Quillet et Littré à l'appui de sa prétention que le ministère devrait s'appeler le ministère des Ressources naturelles. Selon Quillet, dit-il, le mot "ressources" au pluriel, signifie, par extension, richesses, comme, par exemple, les richesses agricoles d'un pays.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Oui, les ressources humaines aussi.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Et Littré abonde à peu près dans le même sens. Selon Littré, les richesses dont la jouissance requiert un effort, comme l'eau qui n'est transformée en électricité que par le processus que l'on sait, devraient s'appeler "richesses sociales".

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Cette expression "les richesses ou les ressources naturelles" a donné lieu, non seulement chez les puristes canadiens-français mais même chez les puristes français, à des discussions.

Quand est venu le temps de coiffer cette loi d'un titre, nous avons ouvert le petit dictionnaire, qui fait toutes les différences du monde entre les richesses naturelles et les ressources naturelles... La richesse naturelle est une chose limitée. Les ressources naturelles englobent aussi les hommes. Si nous parlons de richesses naturelles, nous nous limitons à peu près à ce dont il est question dans le

texte de la présente loi. Celle-ci n'englobe pas tout ce que pourrait comprendre toutefois l'expression "richesses naturelles".

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le titre du bill jette de la poudre aux yeux parce qu'il semble englober toutes les richesses naturelles alors que le ministre du nouveau département n'en administrera que deux: les richesses minières et hydrauliques. On veut donner au public l'impression qu'il s'agit d'une mesure de grande portée pour la mise en valeur de toutes les richesses naturelles; or, bien au contraire, on n'ajoute rien à ce qui existait jusqu'ici et l'on diminue ce qu'on avait déjà: on pouvait compter sur deux ministères pour s'occuper des mines et de la houille blanche.

Au nom de la planification, on les fond en un seul; on fusionne deux ministères qui étaient importants et dont les champs d'action étaient totalement différents. Ils ont besoin de l'attention d'un ministre qui consacrerait tout son temps et son talent à un seul travail. C'est l'époque du planisme! On sectionne un ministère en deux, on appelle ça du planisme. La semaine suivante, on en fusionne deux en un seul et c'est encore du planisme! C'est de la poudre aux yeux. Où s'en va-t-on avec cette théorie?

C'est justement parce qu'on n'a pas tout mis dans le bill que celui-ci est mal nommé. On devrait se montrer plus sobre et mentionner simplement dans le titre du bill les deux ministères qui sont fusionnés. Car, en réalité, ce que l'on fait, c'est tout simplement marche arrière: on avait deux ministères avec deux ministres; on n'en aura plus qu'un avec un seul ministre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le chef de l'opposition semble dire que le seul but de la loi est d'unir le ministère des Mines et celui des Ressources hydrauliques. Si on se réfère à l'article 2, paragraphe f, on constate que ce ministère aura pour objet la planification démocratique de toutes les richesses naturelles. Cette mesure impose comme futur devoir au futur ministre des Richesses naturelles d'élaborer des plans pour la mise en valeur, l'exploitation et la transformation dans la province des ressources et des richesses naturelles qui s'y trouvent selon une planification démocratique. Et cela veut évidemment dire l'agriculture, les terres et forêts et les autres ressources. Il est indispensable de prévoir à l'avance pour l'exploitation de nos ressources des plans bien mûris.

Il y en a qui font des gorges chaudes quand on parle de planification. De nos jours, dit-il, avec l'évolution de l'économie, la planification est

indispensable. Pas un commerce, pas une industrie ne peut faire concurrence dans le monde actuel sans recourir à cette planification. Ceux qui n'en font pas aboutissent à la faillite. Et on voudrait que la province de Québec s'en dispense? On ne peut pas penser que le gouvernement de Québec, qui dépensera \$957,000,000 l'an prochain, peut se tirer convenablement d'affaire, dans l'intérêt du peuple, sans une planification démocratique. Il faut élaborer les plans de l'avenir, et c'est la principale faute de l'Union nationale d'avoir, pendant 16 ans, pratiqué une politique de laisser-faire, d'avoir tout laissé s'en aller au petit bonheur.

Le chef de l'opposition a été le complice de ce désordre qui a régné dans la province depuis tant d'années. Pas surprenant qu'il tente aujourd'hui de le défendre. Quant à nous, nous tenons à ce projet de loi comme à la prune de nos yeux parce qu'il est essentiel au progrès de la province de Québec.

**M. Johnson (Bagot):** Encore des beaux mots pour tâcher de porter une grave accusation. L'impression que conserve le public est que, malgré les critiques des anciens oppositionnistes pendant 16 ans, malgré les grands discours de leur chef, malgré les résolutions du congrès, personne dans le gouvernement actuel n'est en mesure d'apporter des solutions concrètes aux problèmes de l'heure.

Tout ce qu'ils font en apprentis ministres, selon leurs aveux, c'est de nommer des commissions et des conseils d'études ou d'enquête. Pas un homme de l'autre côté de la Chambre n'est prêt à assumer ses responsabilités. Du temps de leurs prédécesseurs libéraux, il y avait au moins des hommes qui savaient penser sans fonder des comités d'étude et des commissions. Le premier ministre se servira du nouveau ministère et du Conseil d'orientation économique pour mener tout seul à sa guise le gouvernement, comme il veut mener tout seul les délibérations de la Chambre.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le nouveau ministre aura droit de surveillance, sinon de tutelle, sur les ministères des Terres et Forêts, de la Colonisation et de l'Agriculture, peut-être aussi celui de la Chasse et des Pêcheries.

Qu'advient-il du ministre des Mines (l'honorable M. Earl) et du ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier)? Va-t-on, les remplacer par un troisième?

**M. Johnson (Bagot):** Quant aux sous-ministres, lequel va sauter?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le gouvernement et le premier ministre prendront les décisions qui s'imposent à la lumière des besoins de la province et de l'efficacité de l'administration.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Dans l'Union nationale, il n'y avait pas les dissensions que le premier ministre connaît actuellement.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Allez donc dire cela à M. Barrette.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On sait que tout ne va pas comme dans le meilleur des mondes actuellement dans le ministère.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** C'est ce qu'on appelle parler de corde dans la maison d'un pendu, avec un ancien premier ministre de l'Union nationale qui a dénoncé tous ses collègues.

**M. Talbot (Chicoutimi)** continue de demander au premier ministre lequel des deux ministres nommés ci-haut disparaîtrait dans la réorganisation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Vous me demanderiez à genoux de devenir ministre que je refuserais, car je n'ai aucune confiance en vous.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce n'est pas étonnant qu'il y ait de la dissension dans le ministère s'il faut que les ministres se mettent à genoux devant le premier ministre pour se faire nommer.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je demande que le président rappelle à l'ordre le chef de l'opposition<sup>5</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Lequel du ministère des Mines et du ministère des Ressources hydrauliques va disparaître?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Même si je le savais, je n'y répondrais pas. Le problème n'est pas d'intérêt public. De plus, la réorganisation du ministère fait l'objet d'un autre projet de loi qui sera mis à l'étude bientôt. J'ai l'impression que le chef de l'opposition, à cause des applaudissements qu'il a pu recevoir au Club Renaissance, s'est pris au sérieux et pour un grand homme...

(Applaudissements des ministériels)

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** C'est le commencement de l'offensive...

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'aime autant les applaudissements que l'on reçoit au Club Renaissance que les huées qui vous accueillent Place Montcalm pendant le Carnaval.  
(Applaudissements de l'opposition)

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 22 instituant le ministère des Richesses naturelles.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des Richesses naturelles suivant la loi qui accompagne la présente résolution.  
Adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 22 instituant le ministère des Richesses naturelles.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 22 instituant le ministère des Richesses naturelles.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de l'article 1.

**M. Johnson (Bagot):** Je vois dans la création du nouveau ministère et du Conseil d'orientation économique un manque de coordination de la part du gouvernement, une espèce de contradiction. Cela dénote un manque de planification et les deux feront double emploi. Il n'est pas nécessaire de former un ministère des Richesses naturelles quand on veut créer un Conseil d'orientation économique avec des pouvoirs plus étendus que ceux qu'il possède. Les richesses naturelles appartiennent à la province.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** On ne l'aurait pas cru avec vous autres au pouvoir.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il y aura une grande différence entre le nouveau ministère et le Conseil d'orientation économique. La mission du Conseil d'orientation économique, qui lui est confiée par le gouvernement, est beaucoup plus large que l'objectif fixé au ministère des Richesses naturelles. Il devra préparer l'utilisation maximum de nos richesses naturelles, financières, humaines et sociales. D'ailleurs, il est bien entendu que le ministère des Richesses naturelles devra consulter le Conseil. Il est temps de donner une direction générale à la politique économique du Québec.

**M. Johnson (Bagot):** Un beau jour, les libéraux vont vouloir tout envoyer nos richesses naturelles à Ottawa et leur donner juridiction sur le domaine des richesses naturelles.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Vous lancez un ballon, M. le premier ministre, et vous dites à la population: essayez de le pogner. C'est de la centralisation; autant nommer, à la tête de l'administration provinciale, un dictateur avec deux

ou trois présidents de commissions! On aurait dû laisser exister séparément deux ministères aussi importants que ceux des Mines et des Ressources hydrauliques. Le travail du futur ministre sera trop onéreux. Les ministres actuels n'ont pas été élus pour confier leur travail à des commissions.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je me demande comment cela va paraître dans la sténotypie!

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Ça paraîtra comme ça voudra. Je m'en fous. J'ai toujours eu le courage de mes opinions et je dis tout haut ce que je pense tout bas.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** L'Union nationale a plutôt pensé à distribuer des contrats à ses amis qu'à faire de la planification avant de construire au petit bonheur des villes comme Labrieville. À Labrieville où rien n'a jamais été organisé, au point de vue social. Au bout de la route, il y avait tous ces gens qui s'ennuyaient et qui n'avaient même pas un petit lac pour aller pêcher.

Citant également le cas de la Manicouagan, le ministre a promis qu'à cet endroit, avant de construire la ville, il y aura, de la part du gouvernement, une planification qui tiendra compte des besoins des citoyens du Québec qui seront appelés à vivre dans cette région, après le développement considérable que l'Hydro-Québec y fera d'ici quelques années. Il y avait à Manicouagan deux problèmes: ceux du bois et du développement des forces hydrauliques. Ce sont deux problèmes connexes, mais rien n'a été prévu et il n'y a eu aucune planification. Avant de bâtir la ville de Manicouagan, il faudra faire de la planification et penser non seulement à bâtir des maisons, mais également à donner aux gens les distractions auxquelles ils ont droit, vivant dans le bois comme ils sont obligés de faire. Tout ce qui importait, c'était de distribuer des contrats aux amis.

Pour arriver à ces résultats, il faut une pensée interdépartementale et avoir un minimum de plans au lieu du système à la "va-comme-je-te-pousse". C'est dû au manque de planification avant le 23 juin dernier le fait que, par exemple, les autorités d'alors n'ont pas songé à exploiter les millions de cordes de bois de la vallée de la Manicouagan.

**M. Johnson (Bagot)** craint que le bill ne fasse du député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) un petit dictateur qui entrera à son gré dans le domaine de l'éducation et des loisirs.

Il y a même dans la loi, dit-il, des pouvoirs permettant au ministre de passer outre aux décisions de l'Hydro-Québec, car l'article *d*) lui donne le pouvoir de contrôler "toutes" les ressources hydrauliques. C'est un texte clair.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**  
Ce n'est pas vrai.

**M. Johnson (Bagot)** insiste sur la signification du mot "toutes". Le ministre, dit-il, pourra mieux faire du patronage politique.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**  
Autrefois le patronage était fait par le dictateur de la province qui gouvernait tout à sa guise, même l'Hydro-Québec. Aujourd'hui, le président de l'Hydro-Québec peut administrer cette commission sans aucune ingérence de qui que ce soit. Il n'a pas pour mission de distribuer des contrats, mais d'administrer en homme d'affaires.

**M. Johnson (Bagot):** Je félicite le premier ministre d'avoir nommé M. J.-Claude Lessard qui a mis le holà aux activités du ministre des Ressources hydrauliques dans le patronage.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 6 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 22 sans l'amender.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage,

Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, Vaillancourt, 47.

**Contre:** MM. Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Caron, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Tremblay, 29.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 22 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Conseil d'orientation économique du Québec

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 concernant le Conseil d'orientation économique du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le Conseil d'orientation économique agira comme conseiller auprès du gouvernement. Le comité n'aura aucun pouvoir exécutif et n'empiètera en aucune façon sur les pouvoirs du Conseil des ministres ou de l'Assemblée législative. Par ses recommandations au premier ministre, et de là au gouvernement, il rendra possible l'aménagement économique de la province de Québec pour le plus grand bien de sa population; il pourra jouer son rôle de consultant auprès du gouvernement, soit à la demande de celui-ci, soit encore de sa propre initiative. De cette façon, il sera loisible à cet organisme d'avancer des suggestions à être soumises à ceux qui peuvent en déterminer la pertinence, compte tenu d'autres facteurs ne relevant pas du Conseil lui-même. C'est ainsi qu'il y aura communication constante entre le Conseil et le gouvernement.

Le Conseil des ministres compte bien que ce nouvel organisme sera toujours en éveil, qu'il sera le grand planificateur de notre vie économique, l'enquêteur perpétuel, le surveillant des tendances, l'expert que l'on appelle en consultation et dont dépendra en grande partie la planification à long terme nécessaire à l'équilibre de la province de Québec.

L'idée d'un Conseil d'orientation économique n'est pas nouvelle. Le gouvernement de M. Adélard Godbout en avait établi un en 1943. Il avait pour

mission de faire enquête sur les ressources agricoles, forestières, minérales et industrielles de la province et de suggérer les mesures voulues pour en assurer une utilisation aussi rationnelle et aussi complète que possible; sans oublier les grandes entreprises, il devait porter une attention particulière aux besoins des agriculteurs, des pêcheurs, des artisans, des petits industriels et des petits commerçants.

Ce Conseil était spécialement chargé d'élaborer, en collaboration avec le gouvernement fédéral et ceux des autres provinces, un programme d'utilisation de la main-d'œuvre qui serait rendue disponible à la fin de la guerre. Pendant toute la période, le Conseil avait élaboré un programme de travail très détaillé, basé sur un inventaire des problèmes à résoudre.

L'Union nationale a mis en veilleuse le Conseil d'orientation dès son retour au pouvoir. Ce fut là la première manifestation de la politique d'obscurantisme économique et social que l'Union nationale entendait suivre et qu'elle imposa à la province pendant 16 ans. Depuis ce temps, le Conseil d'orientation économique est devenu inopérant avec le résultat qu'on privait la province des opinions et des conseils utiles des chercheurs, des hommes d'affaires, des syndicalistes et des économistes dont les connaissances et l'expérience auraient pu résoudre, il y a longtemps, certaines des difficultés d'ordre économique dont la province subit aujourd'hui les effets.

La création de ce Conseil constitue un premier pas vers la mise en application intégrale du programme électoral du Parti libéral. Certaines données historiques et politiques démontreront clairement comment, par son inaction, l'Union nationale a, pendant 16 années, privé la province des services précieux d'un organisme consultant comme celui que fait revivre le bill 26. Pendant 16 ans, l'Union nationale a suivi aveuglément les dictées d'un chef réactionnaire. En présentant ce projet de loi, le gouvernement agit en conformité avec ses prédécesseurs libéraux et il ne fait, en somme, que tenter de réparer le mal fait dans la mesure du possible et de préparer la voie à des solutions concrètes, réalistes et efficaces des problèmes économiques de la province de Québec.

1. Le Conseil est conçu comme un organisme d'étude, de recherche et de consultation. Il relèvera directement du premier ministre, mais il sera au service de l'ensemble du gouvernement et, surtout, au service de toute la province.

2. Il sera aussi un organisme planificateur en ce sens qu'il élaborera le plan de l'aménagement économique de la province. Il guidera la croissance économique du Québec en découvrant dans quelle

direction et dans quel domaine le gouvernement pourrait en faciliter le progrès industriel. Parce qu'il envisagera l'économie de la province dans son ensemble, il sera capable d'en déceler les points faibles et de faire de la médecine préventive avant l'apparition d'un malaise économique.

3. Ce rôle de planification à court et à long terme, le Conseil d'orientation économique pourra le jouer grâce à la réflexion, à la recherche et à la consultation.

a) Les membres qui seront tous des gens expérimentés et compétents pourront faire part de leurs expériences et mettre leurs connaissances en commun. Ils pourront surtout faire des recommandations.

b) La recherche conduite sous les auspices du Conseil facilitera aussi cette réflexion éclairée. Elle pourra revêtir plusieurs aspects: elle pourra porter sur des secteurs de l'économie québécoise, des régions économiques, des industries particulières. Elle pourra aussi être de nature économique, sociale, juridique, financière, démographique, etc. Elle sera conçue en fonction d'objectifs concrets, c'est-à-dire en vue de l'action, ce qui n'exclut pas pour autant la recherche fondamentale qui peut devenir extrêmement utile.

c) Même s'il est un organisme consultatif, le Conseil pourra utiliser la consultation d'experts pour ses propres fins à l'occasion des études qu'il pourra entreprendre. Il prêtera aussi une oreille attentive aux avis que pourront lui donner les différents corps et groupes organisés. La population trouvera ainsi un canal propice pour la transmission de suggestions qui peuvent aider l'orientation à notre politique.

Le Conseil sera composé de 15 membres. Il s'agira de personnes au fait des divers problèmes devant être étudiés: industriels, économistes, syndicalistes, sociologues, financiers, etc., afin d'être en mesure de donner satisfaction et les sages avis que nous attendons de lui. Contrairement à l'ancien régime, le gouvernement actuel recherche la collaboration de spécialistes dont les lumières peuvent servir à la province dans sa recherche d'une vie meilleure pour le plus grand nombre. Pour préciser davantage la fonction du Conseil d'orientation économique, il suffit de passer rapidement en revue les raisons pour lesquelles le gouvernement juge à propos de le remettre en opération.

La vie moderne en général et la vie économique en particulier sont devenues tellement complexes qu'il est non seulement utile, mais absolument nécessaire de disposer de plans d'ensemble qui permettront aux gouvernants et aux citoyens de savoir où ils se dirigent. Ces plans d'ensemble sont maintenant des instruments indispensables à la bonne marche de l'activité économique. Un bon nombre d'entreprises



de toutes dimensions l'ont compris, puisqu'elles n'hésitent plus à utiliser les services de spécialistes de l'organisation scientifique du travail, d'économistes, de conseillers techniques, etc.

C'est là une précaution absolument nécessaire. Cette précaution, qu'on trouve si logique et si normale dans le domaine de l'activité industrielle et commerciale des entreprises individuelles doit également être prise à un niveau plus élevé qui concerne non plus seulement une entreprise donnée mais l'ensemble de toutes les entreprises d'une communauté donnée. En ce qui nous concerne, la communauté, c'est notre province.

En d'autres termes, le bien-être général des citoyens de la province exige que leur gouvernement sache où il va. Pendant 16 ans, nous n'avons pu savoir où le gouvernement de l'Union nationale allait. Le gouvernement doit être constamment informé des courants qui se manifestent dans l'économie. Il pourra ainsi, avant qu'il ne soit trop tard, contrebalancer certaines tendances négatives et susciter des solutions efficaces aux problèmes décelés. De plus, comme il verra l'économie de sa province dans sa totalité, il sera en mesure de préparer le plan de son aménagement en prévoyant, pour le plus grand bien-être de tous les citoyens, l'utilisation la plus complète et la plus rationnelle des ressources matérielles et humaines qu'un inventaire approfondi, complet, aura pu découvrir.

Aujourd'hui, les entreprises sont devenues, pour un bon nombre, beaucoup plus grandes; la spécialisation atteint des degrés qu'on ne pouvait imaginer. Il est impossible d'espérer être, de nos jours, celui qu'on appelait, au XVII<sup>e</sup> siècle, l'homme complet. La spécialisation est aujourd'hui une nécessité. Dans l'avenir, il est prévu que la structure de nos vies économiques deviendra encore plus complexe. Le temps est révolu où un homme entouré de quelques personnes pouvait évaluer une situation d'un seul coup d'œil.

Ce qui porte à réfléchir et à adopter les mesures que le bon sens impose, c'est moins le nombre et la variété des unités économiques que le fait que chacune évolue dans son monde à elle, sans toujours avoir à se préoccuper de ce qui peut se produire dans d'autres secteurs... La spécialisation et ses complexités qui en résultent sont un fait établi aujourd'hui. Un homme doit s'entourer de spécialistes.

Le Conseil d'orientation économique, tel que nous le concevons, s'efforcera de saisir la situation dans son ensemble. On voit donc qu'il remplira une tâche à laquelle on aurait dû s'attaquer depuis déjà plusieurs années.

Tout le monde s'accorde à dire que le genre de vie actuel des citoyens du Québec diffère grandement de celui que menaient ceux qui les ont précédés, il y a environ une quarantaine d'années. Aujourd'hui, plus de 75 % de la population est devenue une population urbaine. Nous vivons dans un monde hautement industrialisé où les rapports économiques et sociaux traditionnels se sont presque complètement transformés. C'est l'effet de l'industrialisation. L'industrialisation s'est produite, au Québec comme dans bien d'autres pays, sous l'influence de changements technologiques puissants, accompagnés d'investissements massifs.

Il en est résulté tout un bouleversement dont nous ressentons encore les effets: l'exode des campagnes vers les villes en est un. Au Québec, cette industrialisation était en général inattendue et s'est insérée dans un cadre qu'elle a fait exploser. Comme elle n'avait pas été planifiée, on peut dire que la croissance économique qui en a résulté n'a pas été égale dans tous les secteurs. D'une année à l'autre, il y a eu maintes fluctuations. Aux effets heureux de l'industrialisation, un sain réalisme nous oblige à ajouter tous les inconvénients d'une croissance sinon désordonnée, du moins sans méthode.

L'absence de planification dans la croissance économique du Québec a eu aussi pour résultat de provoquer une répartition géographique très inégale des industries. Des régions sont grandement favorisées tandis que d'autres sont indûment privées d'industries qui leur seraient nécessaires pour absorber leur main-d'œuvre et mettre en valeur leur territoire.

Quand je suis arrivé à mon bureau, il n'y avait plus rien... et lorsque j'ai reçu des lettres se référant à d'autres adresses antérieurement à mes prédécesseurs, soit MM. Barrette, Sauvé et Duplessis, j'ai dû m'adresser au secrétaire de l'opposition pour obtenir les copies de ces documents auxquels on faisait allusion.

**M. Gosselin (Compton):** Continuez à lire.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce sont des notes... Y aurait-il moyen de discuter sérieusement ici?

**M. Lafontaine (Labelle):** L'homme de 5 pieds, 2 pouces.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'aime mieux être moins grand et avoir moins de vide.

**M. Gosselin (Compton):** Continuez de lire.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Certainement, j'ai le droit d'avoir des notes.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre n'est pas au-dessus du Règlement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il s'agit de notes copieuses. D'ailleurs, l'opposition aurait intérêt à avoir elle-même des notes; ça lui éviterait de se répéter jusqu'à 30 fois au cours du même débat. Le *Journal officiel des débats* forcera le représentant de Bagot (M. Johnson) à être moins volubile s'il ne veut pas avoir honte de ses paroles.

**M. Johnson (Bagot)** demande au premier ministre de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** retire ses paroles, mais ajoute que le député de Bagot (M. Johnson) "rougira" en se relisant.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est une insulte encore plus grave!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le Conseil d'orientation sera souple. Il aura beaucoup de latitude dans sa régie interne et dans la formation de ses comités d'études. Il en sera ainsi dans ses relations avec le gouvernement ou avec les organismes privés ou publics et les individus. Nous croyons que le Conseil doit obtenir toute la liberté d'agir qui lui est nécessaire pour établir son programme et son champ d'activité.

Il n'entre pas du tout dans l'intention du gouvernement de faire du Conseil d'orientation un organisme dictatorial d'où proviendraient des décrets qu'il faudrait exécuter obligatoirement. Il ne sera pas une sorte de Politburo économique destiné à contrôler l'économie de la province et à dicter ses volontés. Il ne constituera pas non plus une menace de socialisme étatique, car il ne faut pas confondre socialisme et planification démocratique.

**M. Johnson (Bagot):** C'est la Fédération libérale qui fait ça!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le Conseil d'orientation s'efforcera plutôt, par l'examen objectif des faits, de créer des cadres pour que l'industrie privée puisse se développer de façon avantageuse aussi pour l'ensemble de la population. Ceux qui voient dans l'établissement du Conseil d'orientation, et j'entends déjà l'opposition, une

menace de socialisme étatique, ou bien ne comprennent pas le sens du bill que je sou mets, ou bien confondent étatisme avec planification démocratique. D'ailleurs, par l'importance que le bill attache à la consultation, on voit que le Conseil jouira de l'intérêt, de la collaboration des personnes qui sont directement aux prises avec les problèmes économiques.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 heures

#### Projets de loi:

#### Conseil d'orientation économique du Québec

Le débat se poursuit sur la deuxième lecture.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'Union nationale a manqué d'autonomie positive en ce qui concerne le chômage. Elle ne s'est jamais préoccupée de trouver une solution à ce problème angoissant, préférant rejeter tout le blâme sur un autre gouvernement, ce qui a été la cause, sous l'administration précédente, que le nombre des chômeurs a toujours été plus élevé dans le Québec que dans l'ensemble du pays.

L'industrialisation poussée de la province de Québec n'a malheureusement pas réglé tous les problèmes qui confrontent le gouvernement, particulièrement celui de l'absorption de la main-d'œuvre nouvelle qui vient chaque année sur le marché du travail. Pendant l'ajournement, j'ai relevé les chiffres des sept ou huit dernières années sur le chômage dans la province de Québec, en prenant comme base les chiffres du Bureau fédéral de la statistique, pour le mois de décembre 1960. Ces chiffres démontrent, qu'en décembre dernier, la proportion des chômeurs du Québec, par rapport au total dans l'ensemble du pays, a été de 34 %, soit la plus faible proportion pour un mois de décembre depuis au moins huit ans.

On a dans ce chiffre l'effet de la confiance que la population a mise dans le gouvernement actuel, et la conséquence aussi de la participation de Québec au programme des travaux d'hiver remédiateurs au chômage. À l'aide de ces deux

facteurs, nous avons réussi à diminuer la proportion des chômeurs que nous avaient valu neuf années d'inertie de la part du gouvernement de l'Union nationale. Le gouvernement n'est cependant pas du tout satisfait de ce résultat; il y a encore trop de chômeurs et il faut que, grâce à une politique dynamique, cette proportion de chômeurs soit considérablement inférieure à celle qui prévaut dans le Canada.

Par ce Conseil d'orientation, le gouvernement se procure un nouvel instrument qui permettra de corriger les années d'inertie dues à l'Union nationale. L'absence de planification durant ces années précédentes a eu pour résultat de provoquer une répartition géographique très inégale de l'industrie. Des régions sont indûment favorisées, tandis que d'autres sont privées des usines qui leur seraient nécessaires pour employer la main-d'œuvre locale.

Le fonctionnement du Conseil d'orientation sera souple et il n'aura rien d'un organisme dictatorial. Il s'efforcera plutôt, par l'examen objectif des faits, de créer des cadres pour que l'industrie puisse se développer de façon avantageuse.

Ceux qui voient, dans ce Conseil - et j'entends par là l'opposition - une menace de socialisme étatique ou bien ne comprennent pas ce bill ou bien confondent étatsisme avec planification économique.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le projet de créer un Conseil d'orientation économique est une tentative du gouvernement, par des mesures de camouflage, de masquer son impuissance à réaliser son programme et à résoudre les problèmes qu'il laisse s'accumuler. Cette mesure, mal préparée dans les circonstances actuelles, mal foutue et improvisée, fait ressortir encore plus l'incompétence du gouvernement dont les membres ont accepté des pouvoirs sans la préparation nécessaire.

Le Conseil n'est qu'un écran par lequel le premier ministre veut cacher son incompétence. Le gouvernement Lesage-Lévesque, ne fait que copier ce qu'avait fait, il y a 17 ans, le gouvernement Godbout-Bouchard.

Après 17 années d'absence du pouvoir, tout ce que le Parti libéral a trouvé à proposer à cette Chambre, c'est la même mesure qu'a proposée il y a 17 ans le gouvernement Godbout-Bouchard. Il n'y a rien de neuf. Tous les pouvoirs demandés aujourd'hui pour le Conseil d'orientation économique étaient déjà prévus dans le bill de M. Godbout, qui en accordait même davantage. Et ce sont ces gens-là qui viennent nous parler de l'immobilisme, de la stagnation de l'Union nationale.

Non seulement les attributions des conseillers ne différeront pas de celles de leurs prédécesseurs de 1943, mais ceux-ci seront au nombre de 15 comme en 1943, ils seront nommés par le gouvernement comme en 1943, ils formeront un organisme uniquement consultatif comme en 1943. Ils feront un rapport par année comme on l'exigeait en 1943. Je déplore donc que les conseillers ne soient pas obligés de faire rapport au gouvernement plus d'une fois par année. Le bill est une farce.

Les conseillers ne seront pas rémunérés pour leurs services par l'administration provinciale, et ils ne pourront donc pas consacrer tout leur temps à résoudre les grands problèmes dont les autorités du Québec leur confient l'étude. Les membres du Conseil, dont cinq ont été nommés l'année dernière, recevront une indemnité et des dépenses pour assister à des réunions périodiques.

Les libéraux veulent faire passer leur bill pour une mesure extraordinaire. Ce n'est pourtant pas avec cela qu'on va guérir les maux angoissants de l'heure. En réalité, le cabinet tente de camoufler, de masquer son impuissance devant les questions à régler. Le Conseil d'orientation économique que l'on projette ne guérira pas le problème du chômage et n'implantera pas une industrie sidérurgique au Québec. En voulant le faire croire, on prend les gens pour des gogos, des poires et des cocos, et on se trompe étrangement.

À la suite du programme politique libéral de juin dernier qui annonçait à coups de clairons et de trompettes la création d'un Conseil d'orientation économique et après les fanfaronnades et le tintamarre du premier ministre, on pensait que les dirigeants actuels de la province constitueraient un organisme puissant comprenant, au nombre de ses membres, les plus hautes sommités dans tous les domaines. Or, tout ce qu'on a fini par nous offrir, c'est un simple comité consultatif de 15 membres travaillant à temps perdu sur les seules questions soumises par le cabinet.

Dans leur programme, les libéraux et leur chef avaient promis qu'il y aurait un bureau de recherches économiques et scientifiques et un bureau de développement industriel. Or, il n'en est nullement fait mention dans le bill. Les affirmations gouvernementales de l'été dernier disaient qu'on allait trouver une solution pour prévenir le manque de travail durant l'hiver. Quelle mesure a-t-on prise? Aucune en six mois! Et, depuis trois mois que la session est commencée, rien non plus n'a été fait sur le plan législatif.

Cela signifie-t-il que les suggestions du conseil provisoire d'orientation économique ont été

mises au panier? On comptait beaucoup sur le nouveau conseil, mais voilà que, maintenant, on propose seulement la résurrection de l'organisme fondé en 1943... Il s'agit d'un simple paravent pour ne pas tenir des promesses.

Le premier ministre Lesage est aux antipodes de la vérité quand il affirme que, d'après l'Union nationale, le problème du chômage relève exclusivement d'Ottawa. Nous avons toujours prétendu que la principale responsabilité incombe aux autorités fédérales à cause de leurs pouvoirs sur le plan du commerce international, dans le champ monétaire et bancaire. C'est par lâcheté du gouvernement Godbout-Bouchard que les droits de la province en matière d'assurance-chômage furent cédés à Ottawa. Le discours du premier ministre se résume à de belles grandes phrases ampoulées, creuses, vides de sens.

Même si la responsabilité principale du chômage reste sur les épaules du gouvernement fédéral, il importe que les autres gouvernements fassent aussi leur part. L'Union nationale a fait généreusement son devoir, car jamais un gouvernement du Québec n'a donné autant de travail au peuple. Ce fut le contraire quand le gouvernement actuel a pris le pouvoir; il arrêta en effet tous les travaux dès le lendemain de son élection. Les dirigeants du Québec ne pourront tromper longtemps le public avec leur prétendue planification. C'est ce groupe-là qui s'appelaient pompeusement "l'équipe du tonnerre".

Ma conviction est que des esprits clairs comme ceux de M. René Paré, de M. Cyril James, de M. Jean Marchand et d'autres ont certainement dû faire des recommandations au gouvernement, mais que ce dernier n'a pas voulu en tenir compte. Et tout cela s'est fait sous le signe de la planification pour donner l'impression qu'on part à zéro et qu'on veut reconstruire. On divise des ministères, on en réunit, on en abolit, en invoquant soit pour, soit contre les mêmes raisons.

Un des meilleurs moyens de diminuer le chômage, c'est de diminuer les taxes. Le gouvernement actuel, lui, les hausse sous prétexte de planification. La planification, c'est devenu un mot passe-partout du nouveau régime. Le premier ministre et son gouvernement croient trouver dans ce mot-là la solution à tous leurs problèmes et surtout à leurs problèmes internes. Ce mot lui sert de passe-partout pour faire prendre patience aux gauchistes qui ont envahi le Parti libéral.

Le premier ministre peut dire: vous êtes des libéraux trop pressés, laissez-moi faire, je vais mettre

les gens de droite à la raison par la planification économique, et vous savez ce que c'est, vous autres, la planification économique, vous savez ce qu'on en dit de la planification économique; vous savez par exemple que M. André Dehon, un expert en relations industrielles, soutenait dernièrement à Rimouski que la planification c'est bon, à la condition de ne pas aller trop loin, sous peine de tomber dans le socialisme.

En effet, la réalisation du Conseil économique dans la province de Québec marque un pas d'un dirigisme économique qui, s'il n'est pas maintenu dans les limites raisonnables, pourrait éventuellement aboutir à une planification socialiste de l'économie. Ça c'est la chanson du premier ministre à ses gauchistes, mais, aux gens de droite, il en chante une autre, parce qu'il en reste quelques-uns dans son parti, à ceux-là, il dit: le socialisme est inacceptable. Nous ne pouvons pas accepter le socialisme. Je vais vous donner, je vais donner aux gauchistes pour les amuser, ceux qui vous inquiètent, je vais donner la planification démocratique.

Ça ne veut rien dire, les termes s'opposent... planification et démocratie, tout le monde le sait ça, les termes s'opposent. Mais soyez tranquilles, vous de droite, ça va amuser les gauchistes et, pendant ce temps-là, je vais avoir la paix. Le Conseil d'orientation économique est un paravent dont le gouvernement se servira pour bloquer les choses qui ne feront pas son affaire. Ce sera un cabinet fantôme.

Les membres de l'opposition sont prêts à appuyer le projet parce qu'il consacre un principe auquel ils croient. Nous croyons en effet que le gouvernement a besoin d'être renseigné et d'être conseillé pour suppléer à son inexpérience.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre affirmait que la proportion des chômeurs du Québec aurait été la plus basse, en décembre dernier, qu'en n'importe quel autre mois de décembre depuis huit ans. Aux dernières élections, le Parti libéral ne s'est pas engagé à réduire la proportion des chômeurs mais à régler complètement la crise du chômage. On se souvient de l'annonce qu'il a fait paraître dans les journaux et qui représentait des chômeurs à la porte d'un bureau de l'assistance-chômage. Il voulait ainsi faire mal à l'Union nationale. Qu'y a-t-il de changé depuis lors?

Les libéraux prétendaient avoir une solution immédiate. Ils promettaient du travail à tous les pères de famille. Quelle a été la solution? Le gouvernement a fait voter deux nouvelles lois d'impôt qui seront de nature, diront certainement les

membres du Conseil d'orientation économique, à ralentir les affaires et une politique de travaux d'hiver qui donnera du travail à quelque 25,000 chômeurs pendant quelques mois, mais aux dépens des municipalités.

S'il y a un homme qui sait que le chômage n'est pas réglé, s'il y a un homme qui sait que le gouvernement n'a rien fait pour régler le chômage, c'est bien le ministre du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance). Il le sait, lui, parce qu'il voit arriver en avalanche les demandes de secours à son bureau. Il n'est pas capable de se lever en Chambre et de nier ce que j'avance. Il se rend compte chaque jour que son gouvernement n'a rien fait, qu'il est le seul à apporter un peu de soulagement aux chômeurs, à tous ces milliers de pères de famille qui, de bonne foi, aux élections de juin dernier, ont cru aux accents de sincérité du premier ministre et de son équipe.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Pourquoi dit-on alors que le Québec est en retard sur l'Ontario?

**M. Johnson (Bagot):** Si le Québec est en arrière de l'Ontario, pour certains domaines, c'est peut-être parce que, selon un adage popularisé par le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel), notre province s'est donnée trop longtemps aux libéraux.

J'aurais préféré voir le premier ministre soumettre une loi qui eût imprimé un élan nouveau dans le domaine de l'industrialisation et de la participation des citoyens du Québec à l'exploitation de leurs ressources naturelles, une loi créant une banque industrielle avec un capital de centaines et de centaines de millions pour que les Québécois participent vraiment à l'exploitation de leurs richesses naturelles.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Pourquoi ne l'avez-vous pas fait, vous de l'Union nationale?

**M. Johnson (Bagot):** Le terrain n'était pas prêt. Si nous voulons reprendre le contrôle de nos ressources naturelles, il nous faut des gens préparés. Or, il n'y a pas si longtemps, il n'y avait pas un seul diplômé en génie minier ou géologique canadien-français. Nous n'avions pas de techniciens ni de compétences. Maintenant, nous en avons suffisamment et c'est le temps d'agir pour le gouvernement, s'il veut apporter une solution efficace au chômage.

Le premier ministre a accusé l'Union nationale d'immobilisme, d'obscurantisme, d'inertie

et de laisser-faire. Ces accusations nous laissent assez indifférents, quand on sait qu'elles proviennent d'un homme qui, en 1936, faisait campagne pour un premier ministre libéral qui invitait les industriels étrangers à venir s'établir au Québec parce que les salaires y étaient plus bas qu'ailleurs. L'Union nationale a donné au contraire un gouvernement très dynamique à la province. Sa politique de développement de nos ressources hydrauliques a permis de grands développements industriels et la décentralisation de l'industrie.

On nous accuse d'avoir maintenu la province dans l'immobilisme pendant 16 ans. C'est une accusation ridicule. Comment voulez-vous, par exemple, développer l'industrie sans l'électricité? Comment voulez-vous décentraliser l'industrie quand les petits centres n'ont pas l'électricité? Quand l'Union nationale a pris le pouvoir en 1944, la province était la moins électrifiée des provinces du Canada. Quand l'Union nationale a laissé le pouvoir, en 1960, c'était l'inverse. La décentralisation de l'industrie exige également une voirie adéquate: c'est ce que l'Union nationale a donné à la province.

On nous accuse d'obscurantisme. Mais quand nous avons pris le pouvoir, Québec manquait d'écoles, et un grand nombre de celles que possédait la province étaient de véritables taudis. Nous n'avions à peu près rien dans le domaine de l'enseignement spécialisé, tandis que nous étions au dernier rang de la Confédération en ce qui a trait à la fréquentation scolaire au niveau secondaire et universitaire. L'Union nationale a complètement changé ce tableau. Des écoles élémentaires ont été construites partout, l'enseignement spécialisé a connu un essor sans précédent et notre fréquentation scolaire, au niveau secondaire et universitaire, est maintenant la meilleure au pays.

Nous n'avons pas réglé tous les problèmes. Nous avons commencé par le commencement, par bâtir des écoles, par rendre le cultivateur propriétaire du sol. Nous avons en somme réparé les erreurs des régimes libéraux antérieurs. Ensuite, nous avons commencé à industrialiser notre province et à faire disparaître ce complexe d'infériorité dans lequel les régimes libéraux avaient maintenu le peuple.

On nous accuse de ne pas avoir recours aux conseils d'experts, d'économistes? Mais notre gouvernement recevait des délégations d'organismes, de corps publics qui nous exposaient leurs besoins, nous proposaient des solutions. L'ancien chef de l'Union nationale, que l'on se plaint à critiquer, n'avait pas peur de prendre ses responsabilités. Quand une demande ne lui apparaissait pas justifiée,

il ne craignait pas de dire non. Il ne faisait pas comme le premier ministre actuel qui, dans sa crainte de déplaire aux associations qui se présentent devant lui, les réfère à une commission gouvernementale. Le peuple commence d'ailleurs à en avoir assez d'un gouvernement qui ne prend pas ses responsabilités.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** On l'a vu aux dernières élections partielles dans les comtés de Joliette et de Rouville...

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre a aussi parlé du chômage dans son discours. On peut dire que la politique du gouvernement actuel en ce domaine en est une de parade ou de façade. Le premier ministre a parlé d'incurie: voulait-il parler du gouvernement dont il faisait partie à Ottawa et qui, en 1957, a caché un rapport de ses économistes qui donnaient l'avertissement qu'une crise économique s'en venait? Je ne m'objecte pas à la transformation du Conseil d'orientation économique, parce, qu'il est possible qu'il en sorte du bien. D'ailleurs, si c'est une autre occasion pour le gouvernement d'étudier, tant mieux, parce qu'il semble en avoir grand besoin.

Le premier ministre désire appliquer chez nous une politique de grandeur. Pour appliquer une politique de grandeur, il faut autre chose que des conseils d'orientation économique. Il nous faut d'abord des hommes qui ne soient pas des petits hommes et des ministres qui aient le courage de prendre leurs responsabilités.

**M. Lechasseur (Verchères):** Le gouvernement de l'Union nationale s'est rendu coupable de trahison en 1955 en bloquant le projet d'établissement d'une industrie sidérurgique. Quand je songe que nous aurions pu avoir une industrie sidérurgique qui aurait été construite au coût de \$400,000,000... Je favorise hautement la mesure à titre de représentant d'un comté en voie de s'industrialiser. La population bénéficierait grandement d'un Conseil d'orientation économique. Le Québec est en retard sur l'Ontario; ce n'est que par la planification que l'on pourra parvenir à reprendre le terrain perdu.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Farceur!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est un ancien juge qui parle de la sorte.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je dirai à cette Chambre que, moi, je n'ai pas attendu d'être choisi comme candidat avant de démissionner...

**M. Lechasseur (Verchères):** Je vois dans le projet de Conseil d'orientation économique une mesure particulièrement heureuse. J'ai remarqué, en produisant une circulaire, que des municipalités réclament aujourd'hui des économistes, des démographes et des statisticiens, ce qui marque une évolution appréciable.

Le Conseil d'orientation économique répondra à un besoin pour la province de Québec. D'ailleurs, cette initiative a été suggérée par les chambres de commerce, les sociétés Saint-Jean-Baptiste et d'autres organismes. La province de Québec est en retard de 25 ans sur l'Ontario. Il y a un nombre plus imposant d'industries dans l'Ontario grâce à la planification. Si un certain complexe des Canadiens français a pu contribuer à nous faire tirer de l'arrière, la situation est différente aujourd'hui et la population a évolué au cours des derniers 20 ans particulièrement.

Les problèmes à résoudre sont nombreux. Il faut trouver les meilleures solutions. Le Conseil d'orientation économique étudiera les moyens d'équilibrer les régions et de prévenir l'exode des populations. Il y a des problèmes d'éducation; il y a aussi des problèmes de capitaux. Les Canadiens français ont des capitaux appréciables et il faut encourager leur mise en valeur au bénéfice de toute la population.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Les députés de l'Union nationale jouent les vierges offensées et se servent de leur vieille expérience poussiéreuse pour faire descendre les débats le plus bas possible.

Le représentant de Bagot (M. Johnson) a parlé des conseillers techniques. Ceux-ci ont été engagés pour commencer à mettre en application la politique du Parti libéral et à faire l'examen du service civil et de ce que l'Union nationale en a fait. On y retrouve des vieux serviteurs de la province qui ont survécu au régime avec lequel tant ont été compromis. Où est la relève au service civil? Où sont les gens compétents entre 45 et 50 ans? Il en reste, mais ils sont terriblement fragiles parce qu'on les a écorés pendant des années.

Le ministre fait allusion aux observations du député de Bagot (M. Johnson) au sujet du chômage. Le chômage est une plaie, dit-il. C'est une des choses les plus affreuses du système économique. Mais je n'ai jamais entendu personne dire que nous le réglerions du jour au lendemain. Ça n'a jamais été promis. Ce que j'ai entendu dire et ce que j'ai répété moi-même, c'est que nous accepterions de faire tous

les efforts vis-à-vis l'une de nos responsabilités en matière de chômage. Le gouvernement provincial n'en est pas le seul responsable. Les municipalités ont aussi une responsabilité et le gouvernement fédéral en a plus que tout autre. Nous n'avons pas trouvé une panacée au chômage. Nous avons quand même trouvé de 30,000 à 40,000 emplois à des gens de chez nous parce que la province a accepté la participation de 40 % au coût de la main-d'œuvre employée sur les travaux d'hiver.

Le ministère des Travaux publics a aussi fait sa part pour essayer de prolonger les travaux d'hiver. Tous les contrats de ponts se continuent avec des systèmes spéciaux pour chauffer le béton. À Drummondville, un contrat pour la construction d'un édifice provincial, projeté sous l'ancien gouvernement, sera signé demain ou après-demain à condition qu'un pourcentage des travaux soit effectué avant le mois de mai. Le parallèle se fait ailleurs. Si les gens d'en face trouvent des cas où ce n'est pas appliqué, je leur demande de nous le dire. Il y a aussi un programme de reboisement appliqué, avec la contribution du fédéral, en Abitibi et dans le Bas-du-Fleuve. Tout cela est peut-être incomplet, mais nous essayons de suppléer. C'est mieux que de dire: "Arrangez-vous donc avec Ottawa".

Il y a aussi le programme de réadaptation technique des chômeurs entrepris par le ministère de la Jeunesse, avec la collaboration du gouvernement fédéral. Le gouvernement va continuer dans la voie où il s'est engagé et demande aux députés de l'opposition qui ont de l'influence sur les gens d'Ottawa de leur parler dans ce sens.

Au sujet des travaux arrêtés pendant la période de transfert du pouvoir, la plupart furent arrêtés quelques semaines tout au plus. Les autres n'ont jamais repris parce qu'ils étaient inutiles et constituaient un gaspillage des fonds publics. Les travaux justifiables ont repris après demande de soumissions. Cette procédure a permis de constater qu'il y avait jusqu'à 10 %, 12 % et 15 % de coulage des fonds publics sous l'ancienne administration. Le bill 26 s'enchaîne à un ensemble de mesures du gouvernement. Il s'agit d'essayer d'attirer de façon permanente les cerveaux les plus compétents, qu'on a laissé se vider pendant trop longtemps, qu'on a éloignés et qui ont fini par s'écœurer de la petitesse du régime, qui a toujours été l'instrument aveugle ou inconscient des intérêts particuliers, moyennant une ristourne de 10 % ou 15 % à la caisse électorale.

**M. Johnson (Bagot):** Il y a une limite à tout, M. l'Orateur. Si le Parti libéral veut parler de caisse

électorale, nous sommes prêts à en parler n'importe quand. Pour ce qui est des travaux suspendus, je dirai que ceux qui ont pu les reprendre ont dû payer leur écot à la Fédération libérale.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**  
Pas avec des faux billets, toujours<sup>6</sup>!

**M. Johnson (Bagot):** Du temps où le représentant de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) était député du Bloc populaire à Ottawa, il enguirlandait les libéraux. Il voulait essayer de corrompre les libéraux. D'ailleurs, il s'y connaît. Il a essayé de corrompre Gilberte Mercier-Côté.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**  
Non, jamais, M. l'Orateur.

**M. Johnson (Bagot):** Dieu soit loué, M. l'Orateur. Tout le monde a constaté, d'ailleurs, qu'après les efforts du ministre, son béret est resté blanc quand même.

(Rires)

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**  
Le Conseil d'orientation économique sera un cerveau directeur. Ces cerveaux éclairés, nous voulons les attirer pour qu'ils étudient avec nous l'ensemble de nos affaires.

Nous voulons avoir avec nous les économistes, les sociologues qui sont habitués à penser en fonction de la société et qui, dans deux ou trois des ministères les plus importants, étaient en nombre insuffisant.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre, en soulevant le cas des membres du service civil, parle en dehors du bill.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**  
Je ne fais que relever des propos du député de Bagot (M. Johnson) qui avait fait allusion aux conseillers techniques. L'opposition veut transformer les débats en farce.

**M. l'Orateur suppléant:** De part et d'autre, on s'est éloigné du sujet en discussion. Je demande au ministre de continuer son discours et j'invite l'opposition à lui laisser la liberté de répondre à ses arguments.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**  
Le gouvernement présente à la Chambre une

politique d'ensemble et l'opposition essaie de la disloquer en plusieurs parties. Le gouvernement a l'intention de faire appel aux cerveaux les plus puissants, parce que leur nombre insuffisant au ministère de la Voirie, en particulier, nous a valu une politique de bouts de chemin...

**M. Johnson (Bagot):** Le député de Montréal-Laurier est vaniteux.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Je suis peut-être - je ne sais pas - un vaniteux, mais, si je le suis, je préfère cela à être ce qu'a été le député de Bagot quand il est parti avec les dossiers de son ministère le 5 juillet dernier.

**M. Johnson (Bagot):** Je n'ai pas fait autre chose que ce qu'a fait le premier ministre quand il a cessé d'être ministre à Ottawa, ou le chef de l'opposition de l'an dernier, le procureur général actuel, quand il a quitté le bureau du chef de l'opposition.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Je ne saurais comment qualifier l'affirmation du député, mais je puis lui dire que tous les dossiers du chef de l'opposition sont encore dans le Parlement.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Ce qui a manqué, et ce dont nous avons besoin actuellement, c'est un plan d'ensemble. Nous avons eu au ministère de la Voirie, par exemple, une politique de bouts de chemin, exécutée par des pressions locales, régionales ou électorales.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je demande à l'Orateur de voir à ce que le député reste sur le sujet discuté actuellement.

**M. l'Orateur suppléant:** La discussion de part et d'autre, et je le regrette, s'est éloignée du sujet. Voilà pourquoi j'ai dit que je permettrais aux députés de couvrir les sujets qui ne sont pas strictement dans le bill.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Je donne un exemple précis: nous avions hérité de l'ancien gouvernement d'un problème qui intéressait au moins deux ministères: les Travaux publics et la Voirie. Nous avons demandé...

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre nous entraîne sur des cas particuliers.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Je donne simplement un exemple.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Cela ne relève pas du bill. Le ministre veut soulever des scandales et porter des accusations auxquelles, à cause du Règlement, nous ne pourrions pas répondre.

**M. l'Orateur suppléant:** J'ai déjà rendu ma décision sur cette question.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Nous avons demandé s'il existait une étude d'ensemble sur le problème très sérieux et très coûteux des ponts et des routes de la partie ouest de Montréal. Les fonctionnaires sous l'ancien gouvernement avaient demandé cette étude, mais elle ne fut jamais faite. Cela a retardé les travaux de trois mois. C'est la même chose dans tous les domaines. J'affirme que, dans le domaine de nos richesses naturelles, nous avons le devoir d'en connaître au moins autant que ceux qui viennent les exploiter. Il est important que les meilleurs cerveaux de chez nous viennent conseiller le gouvernement et nous espérons qu'ils accepteront.

On nous a encore répété les mots que l'Union nationale a mis à la mode sans jamais les définir: gauchisme, socialisme, expressions de tréteaux politiques qui ont raté en juin dernier et qu'on ne veut pas abandonner. Et après avoir employé tous ces mots... l'opposition affirme qu'elle votera en faveur de la loi! Elle tente à la fois de continuer à tenter de travailler au niveau de ce qu'il y a de plus bas dans le public, de semer la peur, la terreur, panique au niveau du ventre, là où ça fait mal. Et quand on a fait tout cela, on dit qu'on votera pour! Ces gens-là sont des crécelles qui répètent sans fin les mêmes bruits.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il n'y a pas un mot dans ce que vient de dire le député qui ne soit pas une injure pour l'un ou pour l'autre des membres de l'opposition ou pour tous les membres.

**M. l'Orateur suppléant:** Le chef de l'opposition doit dire quels mots il a jugé offensants.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il a parlé de crécelles...

(Rires à droite)

**M. l'Orateur suppléant:** Ce point d'ordre aurait dû être soulevé au moment où les paroles blessantes ont été prononcées.



**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Le mot crécelles offense les oreilles du chef de l'opposition? Je dirai donc que les gens de l'Union nationale me font penser à ces moulins à prières que des orientaux actionnent avec des manivelles. Plus ça tourne... plus c'est censé produire de mérites! Je reproche à l'opposition ces appels à l'épouvantail ou à la petite terreur. Cela rejoint la tactique de déprécier systématiquement le mot et la notion d'État et la réalité qu'il y a autour.

L'Union nationale sème une terreur continuelle et rend ainsi le plus mauvais service aux gens de la province en se servant de mots tels que État, étatisation, communisme, socialisme, gauchisme avec des accents grandiloquents pour faire peur à un peuple qu'on voudrait maintenir dans l'enfance. On assiste à un véritable sabotage de l'État, ce qui est encore plus grave que le favoritisme dans la signature des contrats, car c'est l'esprit du peuple qu'on tente de saboter et qu'on continue de saboter. L'Union nationale est le refuge des préjugés les plus bas et les plus mesquins. Je n'ai jamais vu un parti politique comme celui de l'Union nationale exploiter les préjugés les plus bas, être un refuge de mesquineries...

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est antiparlementaire. Je soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de ces paroles. Elles sont antiparlementaires au sens du paragraphe 20° de l'article 285 du Règlement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Les mots que le chef de l'opposition reproche au ministre s'adressaient à un tout, à un parti. Et Dieu sait quels qualificatifs ont été dressés par l'Union nationale au parti que je dirige. C'est une affaire effroyable. Quand ce soir l'Union nationale se fait dire réellement ce qu'elle est, un refuge de mesquineries, elle a la peau trop sensible pour endurer la moitié du quart du centième des injures qu'elle a lancées depuis 16 ans...

**M. Johnson (Bagot)** s'en prend au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) et qualifie son discours de langage d'égout collecteur. Je suis surpris, dit-il, d'entendre le premier ministre absoudre le ministre des Travaux publics. Je n'ai jamais entendu dans cette Chambre de tels mots...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Mais vous venez de prononcer vous-même les mots "égout collecteur".

**M. Johnson (Bagot):** Voilà une heure que le ministre des Travaux publics salit et salit sans que nous ayons l'occasion de répondre...

**Décisions de l'Orateur:****Paroles antiparlementaires**

**M. l'Orateur suppléant**, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que l'honorable chef de l'opposition a raison de se plaindre des termes mêmes employés par le ministre des Travaux publics, mais que ce dernier a été très précis en adressant ses paroles à un parti politique, savoir: l'Union nationale, et il décide, conformément à plusieurs décisions rendues cette année et au cours des dernières sessions, que de telles paroles, dans les circonstances, ne sont pas contraires aux dispositions du paragraphe 20° de l'article 285 du Règlement.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur suppléant.

La question: "La décision de l'Orateur suppléant sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Blank, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thériage, Turpin, Vaillancourt, 41.

**Contre:** MM. Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Desjardins, Ducharme, Élie, Gabias, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Tremblay, 24.

**Députés pairés:** M. Binette ainsi que M. Bédard déclarent qu'ils n'ont pas voté parce qu'ils se sont pairés avec MM. Laberge et Cloutier respectivement, mais que s'ils avaient voté, ils auraient donné leur vote en faveur du maintien de la décision de M. l'Orateur suppléant.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est, en conséquence, maintenue.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Cela ne vaut pas la peine de se battre contre ce parti usé et épuisé qu'est l'Union nationale et qui ne viendra jamais plus au pouvoir dans la province de Québec. Il n'y a qu'à l'abandonner à son triste sort.

Il donne l'exemple de la Suède comme un pays, dans les mêmes circonstances et les mêmes conditions que la province de Québec qui, en faisant appel à ses meilleurs cerveaux, a planifié son économie au point qu'il est devenu l'un des plus prospères de l'Europe. Ce pays est devenu ce que nous aurions pu être si on avait eu, pour nous diriger, un État qui ne se contentait pas, comme on l'a dit, de voir passer les trains.

Puis, il y a aussi l'Angleterre qui est sortie écrasée de la blitz allemande, mais qui s'est sortie du trou par une planification économique, en faisant appel à ses meilleurs cerveaux, à ses plus grands savants. Mais, en Angleterre comme en Suède, on ne méprise pas l'esprit, on ne méprise pas la science. On s'en sert pour le bien du peuple.

Aux États-Unis, le nouveau président, M. Kennedy, s'est entouré d'un "brain trust" composé d'économistes, de gens de Harvard et de savants chargés de le conseiller dans les décisions qu'il doit prendre.

Tout cela représente le cas que l'on fait de l'esprit et de la science dans les autres pays, alors que, dans la province de Québec, ce parti que je ne veux plus qualifier méprise l'esprit et s'en moque. L'Union nationale est un assemblage effarant d'incompétents. Si j'ai été dur, c'est que j'ai employé les mots qui habillent le plus parfaitement l'opinion que j'ai de ce parti-là.

Un petit peuple comme le nôtre a besoin d'un levier, et ce levier, c'est son État. Nous devons apprendre à nous en servir au lieu de le déprécier comme on fait du côté de l'opposition.

**M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. Bernatchez), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

**NOTES**

1. *Le Soleil* du 8 février 1961, à la page 6, note que l'Orateur termine sa déclaration avec humour.

2. Le représentant de Chicoutimi (M. Talbot) fait référence au fait que deux femmes, les sténotypistes Madame Thérèse Vilaire et Mlle Beryl Chadwick, prennent place pour la première fois à l'Assemblée législative. Voir *Le Devoir* du 7 février 1961, aux pages 1 et 6, et *Le Nouvelliste* du 8 février 1961, à la page 10.

3. "Seulement 35 minutes après le début de la séance, les premières pages de ce journal des débats étaient distribuées" selon *La Tribune* du 8 février 1961, à la page 8.

4. À la demande du ministre de la Santé, il convertit cette question en avis, "confiant d'obtenir une réponse prochaine". La question de M. Johnson se lisait comme suit:

1) Pour chaque hôpital recevant une indemnité pour les services assurés en vertu de la loi d'assurance-hospitalisation, quels étaient, au sens de l'arrêté ministériel no 175 du 18 janvier 1961, les "minima" en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 1961 pour les chambres privées et semi-privées dans chaque hôpital?

2) En vertu de quelle autorité existait-il des taux "minima" dans chaque hôpital?

Il avait demandé ces renseignements durant la séance du 11 janvier 1961, selon *Le Soleil* du 8 février 1961, à la page 16.

5. Il n'y a pas de réplique du président du comité plénier dans les sources.

6. Référence à l'affaire des faux billets. Voir la séance du 18 janvier 1961.



